*Edward P. Thompson*

# La formation de la classe ouvrière anglaise

TRADUIT DE L'ANGLAIS
PAR GILLES DAUVÉ, MIREILLE GOLASZEWSKI
ET MARIE-NOËLLE THIBAULT

*Présentation par Miguel Abensour*

*Préface à l'édition de poche*
*par François Jarrige*

*Éditions du Seuil*

La première édition de cet ouvrage a paru en 1988
dans la collection « Hautes Études »,
Gallimard / Seuil / Éditions de l'EHESS.

Titre original : *The Making of the English Working Class*
Éditeur original : Victor Gollancz
© original : E.P. Thompson, 1963, 1968, 1980

ISBN 978-2-7578-6519-4
(ISBN 978-2-7578-2778-9, 1re publication poche)

© Éditions du Seuil, 1988, pour la traduction française
© Éditions Points, avril 2012, pour la préface et la présente édition

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# *Edward P. Thompson, l'historien radical*

par François JARRIGE

En France, peu d'historiens ont joué un rôle politique et intellectuel équivalent à celui qu'a tenu Edward Palmer Thompson en Grande-Bretagne et, plus largement, dans le monde. Peu de livres ont exercé une influence aussi profonde sur l'écriture de l'histoire contemporaine que *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, vaste somme publiée une première fois en anglais en 1963, traduite en français vingt-cinq ans plus tard seulement, et désormais disponible en édition de poche. Ce livre foisonnant et engagé, d'une richesse exceptionnelle, qui tente de tisser ensemble de multiples fils afin de restituer l'expérience vécue par les contemporains de la « révolution industrielle », reste d'une extraordinaire actualité. Comme l'écrit Thompson lui-même dans sa préface : « Certaines causes perdues de la révolution industrielle peuvent nous éclairer sur des plaies sociales encore ouvertes aujourd'hui[1]. » En restituant la vie des pauvres tisserands à bras, des artisans « utopistes » et radicaux, des luddites brisant les machines, en s'efforçant de les « sauver de l'immense condescendance de la postérité », Thompson a écrit un chapitre décisif de notre passé. Près d'un demi-siècle plus tard, la lecture de ce grand livre demeure toujours aussi réjouissante, elle peut encore nous aider à nous orienter face aux bouleversements et aux incertitudes du présent. Mais pour apprécier pleinement l'originalité et la singularité de ce texte, encore convient-il de le replacer dans son historicité et d'être attentif aux combats de son auteur.

1. Préface, p. 20.

**Socialisme et engagement**

Si E.P. Thompson est un historien très anglais par ses terrains d'investigation, son parcours témoigne d'une identité multiple et cosmopolite, marquée très tôt du sceau de la dissidence[2]. Sa mère, issue du Midwest des États-Unis, était la fille de missionnaires presbytériens. Son père, Edward John Thompson, fut à la fois poète et historien de l'Inde[3]. En 1909, il devient missionnaire méthodiste au Bengale. Il défend la culture indienne, sympathise avec la résistance non violente au colonialisme après 1918. Il quitte l'Inde en 1923 pour s'installer à Oxford où il obtient un poste de professeur de bengali. Il s'agit alors d'un poste assez mal payé, surtout destiné à former les futurs employés de l'Indian Civil Service. Dans les années 1930, proche de Gandhi et de Nehru, il soutient la cause du parti du Congrès. Il publie une œuvre variée qui touche à la poésie et à l'histoire ; il entretient également des liens étroits avec des intellectuels indiens comme le poète et dramaturge bengali Rabîndranâth Tagore qu'il traduit en anglais et dont il publie la première biographie dès 1926. C'est à cette époque, en 1924, que naît Edward Palmer, le deuxième fils de la famille. L'influence et l'héritage de ce père brillant et admiré, mort en 1946, libéral de gauche engagé, sensible à la spiritualité et à la religion (même s'il s'éloigne du méthodisme) seront importants pour le jeune Edward qui choisit très tôt la voie de l'engagement politique.

Comme pour toute la génération née avant 1939, l'expérience de la guerre joua un rôle décisif dans la formation et les engagements d'E.P. Thompson. Il adhère au petit Parti communiste anglais dès 1942, alors qu'il est encore étudiant à Cambridge. Après avoir servi dans l'armée – il combat notamment en Afrique du Nord et en Italie –,

2. L'essentiel des éléments biographiques provient de Bryan Palmer, *E.P. Thompson, Objections and Oppositions*, Londres, Verso, 1994.

3. Mary Lago, *India's Prisoner : A Biography of Edward John Thompson (1886-1946)*, Columbia, University of Missouri Press, 2001.

il rejoint le parti dont il admire alors pleinement l'héroïsme[4]. De retour en Angleterre, il communie dans l'euphorie de l'après-guerre marqué par les grèves et les grandes réformes sociales. En 1947, il se rend avec des centaines d'autres jeunes Britanniques en Yougoslavie pour participer à la construction du « chemin de fer de la jeunesse » – cette expérience joue un rôle important dans sa formation intellectuelle et politique : elle le rend notamment sensible au poids du collectif, à l'expérience du travail, à la subtile dialectique qui relie les pratiques matérielles et la culture.

De retour en Angleterre, Edward rencontre également Dorothy, issue d'un milieu plus modeste de petits artisans, et comme lui future historienne. Ils se marient en 1948, année de naissance de leur premier fils Ben. Ainsi naît un couple qui ne se défera jamais, nourri d'une passion commune pour l'histoire et les sans-noms qui l'ont façonnée. Rejetant les ors de l'académisme au profit de l'engagement militant et syndical, ils s'installent dans le Nord du pays, près d'Halifax, au sud de la chaîne des Pennines, dans le comté du Yorkshire où s'est déployée l'industrialisation au XIX^e^ siècle. Dans ce lieu saturé par la mémoire du mouvement ouvrier et de l'ancienne industrie lainière, les Thompson élèvent leurs enfants et participent au mouvement d'éducation populaire. Edward s'engage activement dans l'enseignement pour les adultes (*extramural studies*) au sein de l'université de Leeds, la seule position possible pour un jeune intellectuel communiste à cette époque. Il enseigne ainsi pour un public essentiellement ouvrier durant dix-sept ans. C'est dans cet environnement qu'il élabore ses premiers travaux les plus marquants, en premier lieu *La Formation de la classe ouvrière anglaise*. Le couple vit modestement et s'engage dans le militantisme politique auquel il consacre ses ressources comme son temps. Les débuts de la guerre froide et le souvenir de la résistance au nazisme le relient encore au Parti com-

4. Sur le contexte intellectuel de l'après-guerre et les engagements de cette génération d'historiens communistes, voir le très riche témoignage d'Eric J. Hobsbawm, historien marxiste proche d'E.P. Thompson à l'époque : *Franc-tireur : Autobiographie*, Ramsay, 2005.

muniste. Edward milite aussi au sein du mouvement pour la paix : il dirige le Comité pour la paix d'Halifax, devient le secrétaire de la Fédération des organisations pour la paix du Yorkshire et édite le journal local du mouvement.

Thompson est d'abord attiré par la littérature. Son premier travail historique de grande ampleur est d'ailleurs consacré à la figure de William Morris dont il offre une puissante réhabilitation comme penseur socialiste[5]. Cet intérêt pour le socialisme romantique anti-industrialiste de Morris fournit sans nul doute à Thompson les ressources pour s'émanciper de l'économisme qui domine à la même époque l'historiographie française. Dans les années 1950, il « apprend à faire de l'histoire » et il commence à se passionner pour les archives au sein du Groupe des historiens du Parti communiste (*Communist Party Historians Group*) dont il devient peu à peu l'une des figures importantes. Alors qu'en France s'imposent l'« école des Annales » sous la houlette de Fernand Braudel et une histoire marxiste quantitativiste dominée par la figure d'Ernest Labrousse, en Angleterre l'après-guerre est marqué par le développement d'un courant d'histoire sociale militant engagé dans un travail de relecture des grandes questions de l'histoire britannique, telles que la transition du féodalisme au capitalisme, la révolution anglaise de 1688, et surtout la « révolution industrielle »[6]. La revue *Past & Present*, fondée en 1952 par des historiens appartenant alors au Parti communiste (et comprenant notamment Christopher Hill, Eric J. Hobsbawm, Rodney Hilton, George Rudé ou Dona Torr) est le fruit de cette aventure intellectuelle[7]. Elle se veut un forum de débats, largement ouverte à des

5. E.P. Thompson, *William Morris : Romantic to Revolutionary*, Londres, Lawrence and Wishart, 1955.

6. Même s'il existe aussi en France, à cette époque, une tradition d'histoire ouvrière non marxiste et non quantitativiste, autour des figures de Georges Duveau et de Jean Maitron notamment.

7. Thompson rejoindra le comité de rédaction après 1968, voir Eric J. Hobsbawm, Rodney Hilton, Christopher Hill : « Past & Present. Origins and early years », *Past & Present*, n° 100, 1983, p. 3-14.

historiens non marxistes. Ses relations avec le petit Parti communiste britannique sont d'ailleurs très libres, et le Groupe des historiens sera au cœur des oppositions à la ligne officielle du parti en 1956[8]. L'histoire qu'ils proposent est une histoire « par en bas » (*from below*), histoire du peuple, de la marginalité, de la révolte, de la résistance, qu'illustrent par exemple l'ouvrage d'Eric J. Hobsbawm, *Primitive Rebels*, publié en 1959 ou ceux de George Rudé élaborés parallèlement à celui de Thompson[9]. Cette histoire par en bas élargit la notion de politique à des comportements jusque-là considérés comme irrationnels, conférant notamment à la foule des objectifs propres. Elle s'écarte de l'histoire politique traditionnelle centrée sur les leaders et les organisations pour interroger les actions et les pensées du peuple ainsi que la diversité des pratiques et des univers sociaux populaires[10].

8. En France, à l'inverse, les intellectuels du Parti communiste sont très encadrés jusqu'au milieu des années 1960 au moins. Ces différences façonnent les carrières, les objets d'études et les paradigmes intellectuels développés de part et d'autre de la Manche, comme le montre Frédérique Matonti dans, « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53-4 bis, supplément 2006, p. 80-87.

9. Traduit en français sept ans après : Eric J. Hobsbawm, *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Fayard, 1966 ; voir aussi George Rudé, *The Crowd in History : A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, New York-Londres-Sydney, J. Wiley and Sons, 1964. Sur ces années : Harvey J. Kaye, *The British Marxist Historian : An Introductory Analysis*, Oxford, Polity Press, 1984 ; Adrian Wilson (dir.), *Rethinking Social History : English Society 1570-1920 and its Interpretation*, Manchester, Manchester University Press, 1993.

10. Edward P. Thompson, « History from Below », *Times Literary Supplement*, 7 avril 1966, p. 279-280.

**L'atelier de l'historien**

C'est durant cette période d'effervescence intellectuelle et d'intense militantisme que naît le projet de *La Formation de la classe ouvrière anglaise*. L'ouvrage prend corps entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. À la fin de 1962, Thompson passe deux semaines à Londres chez Perry Anderson – alors jeune historien marxiste et tout nouveau rédacteur en chef de la *New Left Review* – pour d'ultimes recherches. Le livre est finalement publié en 1963 chez l'éditeur de gauche Victor Gollancz[11]. Le projet était né de la sollicitation de l'éditeur qui avait commandé à Thompson une histoire du mouvement ouvrier anglais depuis 1832[12]. Mais Thompson le convainc de faire commencer l'ouvrage en 1790, rompant ainsi avec les découpages chronologiques habituels. *La Formation de la classe ouvrière anglaise* devait être le premier chapitre de cette synthèse qui ne verra jamais le jour. Plongé dans les archives, pris par une frénésie d'écriture, Thompson se consacre à l'étude du début du XIX^e^ siècle, conçue comme un prologue à l'histoire du mouvement ouvrier, qu'il dilate jusqu'à lui conférer la dimension d'un monde en soi. L'ouvrage, pourtant très volumineux, a été rédigé rapidement. Plus tard Thompson expliquera dans une interview à quel point il était alors plein d'énergie, porté par les ponts incessants qu'il construisait entre le passé et le présent. À travers seize chapitres denses, dont chacun éclaire un aspect de l'Angleterre de la « révolution industrielle », depuis les traditions populaires du XVIII^e^ siècle jusqu'aux premiers syndicats à l'aune des années 1830, Thompson fait revivre la « culture héroïque » de ceux qui cherchèrent à maintenir vivant l'« arbre de la liberté ».

L'originalité et le radicalisme du livre viennent de ce qu'il s'inscrit

11. Cet éditeur, alors bien connu, avait notamment édité la collection « Left Book Club », qui entre 1936 et 1948 accueillait tous les auteurs de la gauche intellectuelle d'avant-guerre, par exemple George Orwell.

12. Voir l'Avant-propos à la 3^e^ édition de 1980.

à la croisée d'une dissidence politique, d'une expérience militante et d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. L'élaboration de *La Formation de la classe ouvrière anglaise* correspond d'abord à une phase d'intense activisme politique et de recomposition du marxisme anglais. À la suite des révélations de Khrouchtchev sur le régime stalinien, et choqué par la manière dont les chars soviétiques écrasent l'insurrection hongroise de 1956, Thompson rompt avec le Parti communiste et rejoint les rangs des marxistes dissidents. Son travail historique est dès lors mis au service d'un projet politique plus ample : sauver le marxisme de ses caricatures et inventer une nouvelle manière d'écrire l'histoire de la classe ouvrière[13]. Après les chocs de l'année 1956, Thompson et John Saville fondent un nouveau journal à l'écart du parti (*The Reasoner* du nom d'un périodique radical du début du XIX^e^ siècle) ; ils entendent restaurer la crédibilité morale du projet communiste. En 1960, il participe à la création de la *New Left Review*, autour de laquelle se forme le mouvement politique et intellectuel de la New Left. L'enjeu est d'élaborer la synthèse théorique d'un marxisme revisité, humaniste et éloigné de l'orthodoxie stalinienne. C'est également à cette époque, en 1957, que naît la campagne pour le désarmement nucléaire dans laquelle Thompson va s'investir de façon intense[14].

L'ouvrage répond parfaitement aux objectifs politiques de la New

13. Donald Dworkin, *Cultural Marxism in Postwar Britain : History, the New Left and the Origins of Cultural Studies*, Durham, Duke University Press, 1997 ; David Renton, *Dissident Marxism : Past Voices for Present Times*, Londres-New York, Zed Books, 2004 ; en français on peut se reporter à Richard Vinen, « Marxisme et écriture de l'histoire en France et en Grande-Bretagne », in Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, PUF, 1998, p. 115-130.

14. Sur cette expérience militante voir Michael Bess, « Peace as Grass-Roots Internationalism : E.P. Thompson's Campaign against Block Politics », in *Realism, Utopia, and the Mushroom Cloud : Four Activist Intellectuals and Their Strategies for Peace, 1945-1989*. Chicago, University of Chicago Press, 1993, p. 91-154 ; et id., « E.P. Thompson : The Historian as Activist », *American Historical Review*, vol. 98, n° 1, février 1993, p. 18-38.

Left. Contre l'économisme et le déterminisme, Thompson privilégie la notion d'expérience et l'*agency* des acteurs[15]. Contre une théorie historique mécaniste et la primauté accordée aux leaders comme aux organisations, il entend montrer la richesse des cultures populaires. Pour lui, la « classe » n'est ni une « structure » ni une « catégorie », mais « quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains »[16]. Sa manière de faire l'histoire des mondes ouvriers est originale car elle ne passe pas par le truchement des organisations, elle refuse de considérer les acteurs comme des réceptacles passifs d'idées qui les dépasseraient : « Aucune idéologie n'est intégralement absorbée par ses adeptes, écrit-il, elle se transforme dans la pratique de mille façons sous l'effet de l'action spontanée et de l'expérience[17]. » Dans ces conditions, l'histoire de la formation de la classe ouvrière ne saurait être ramenée à un simple processus mécanique et économique, elle « relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. [...] La classe ouvrière se créa elle-même tout autant qu'on la créa »[18].

Pourtant, lorsque l'ouvrage paraît, une scission s'est produite au sein du mouvement : conduit par Perry Anderson, un groupe plus jeune a pris la tête de la *New Left Review* en 1962 et introduit une inflexion dans la ligne politique marginalisant progressivement Thompson. La nouvelle équipe entend en effet renouveler et redynamiser le marxisme anglais en important les écrits continentaux de l'école de Francfort, d'Antonio Gramsci ou de Louis Althusser. Thompson conteste cette

15. Le terme anglais d'*agency* proposé par E.P. Thompson dès les premières lignes du livre n'a pas réellement d'équivalent en français, il désigne les dispositions à l'action et les capacités d'agir dans une situation donnée. Il a eu une grande postérité et symbolise le « tournant pragmatique » qui va caractériser les sciences sociales dans les années 1980-1990.

16. Préface, p. 15.

17. Chap. XI, p. 518.

18. Chap. VI, p. 250.

orientation, dénonce la nouvelle « théologie » marxiste et regrette la séparation croissante des intellectuels de la New Left avec le mouvement ouvrier. Lorsque paraît *La Formation de la classe ouvrière anglaise* en 1963, Thompson se trouve isolé. D'ailleurs, l'ouvrage réplique aux analyses théoriques abstraites de la « nouvelle New Left » par la mise en scène du foisonnement, de la diversité et de la richesse des expériences et du changement historique concret. Le combat politique de Thompson au sein de la gauche se poursuivra par la suite ; dans les années 1970 il bataillera durement contre les séductions exercées par Althusser et un certain marxisme d'essence structuraliste dans les rangs de la New Left[19].

Le livre naît en second lieu de la rencontre avec les travailleurs du Yorkshire ; il a d'ailleurs été rédigé pour des lecteurs issus des milieux populaires et des classes moyennes plutôt que pour les spécialistes[20]. En 1960, Thompson reste un provincial en marge de l'université britannique et de ses lieux de pouvoir. Il n'est pas à l'aise dans l'institution dominante d'« Oxbridge » marquée par un puissant anticommunisme. Comme enseignant, il ne cesse d'ailleurs de proclamer que son but est de former des révolutionnaires. Durant ces années, il se consacre donc à l'enseignement du soir pour adultes qui le met en contact quotidien avec les travailleurs du Yorkshire, les descendants de ceux-là mêmes dont il écrit l'histoire dans son livre.

Les années d'après-guerre sont marquées par une démocratisation de l'enseignement et l'université de Leeds est le principal centre de formation pour adultes du pays. Cette expérience quotidienne a façonné le style de l'écriture de Thompson : la clarté et l'élégance, l'humour décapant, le goût pour la polémique, la capacité à émouvoir

19. Voir notamment son livre polémique contre Althusser, dont le titre s'inspire évidemment du pamphlet de Marx contre Proudhon : Edward P. Thompson, The *Poverty of Theory : Or an Orrery of Errors*, Londres, Merlin Press, 1978 (1995).

20. D'après le témoignage de Thompson lui-même : « Interview with E.P. Thompson », in Henry Abelove (dir.), *Visions of History*, Manchester, Manchester University Press, 1976, p. 5-25.

sont autant de signes distinctifs de son originalité, qui rompt très largement avec la manière dont on écrit l'histoire aujourd'hui. De même, son attention aux souffrances du peuple et à la persistance des traditions orales, comme sa sympathie pour les héros ordinaires, sont autant d'héritages de son expérience de pédagogue. Thompson fut d'ailleurs un enseignant talentueux et de nombreux témoignages conservent un souvenir net et vibrant de sa fougue oratoire et de son investissement auprès de ceux qui venaient l'écouter[21]. L'enseignement acquiert pour lui une dimension politique puisqu'il s'agit d'apprendre aux travailleurs à ne pas avoir honte de leur origine tout en leur offrant les moyens de se réapproprier leur passé. Mais Thompson ne veut pas seulement former des militants conscients et instruits, il entend également apprendre d'eux et approfondir sa connaissance intime du monde ouvrier qui nourrira les descriptions qu'on trouve dans l'ouvrage.

Les thèses les plus fortes exposées dans *La Formation de la classe ouvrière anglaise* sont le fruit de ces débats et de cette passion militante. Le livre prend à contre-pied à la fois les interprétations de l'histoire économique, nourrie de l'économie politique classique, et les analyses marxistes, qui associent classe sociale et conscience de classe à l'état des rapports économiques de production. Dès le début, Thompson s'explique sur l'usage du mot « formation » (*making*) qui constitue le cœur de sa thèse et de sa méthode : « [...] l'objet de cette étude – écrit-il – est un processus actif, mis en œuvre par des agents tout autant que par des conditions [*it is a study in an active process, which owes as much to agency as to conditioning*]. La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation ». Il suffit au lecteur d'ouvrir le livre au hasard pour percevoir à chaque page l'attention portée aux expériences et aux actions des acteurs ordinaires. Contre l'em-

21. Peter Searby, Robert Malcolmson et John Rule, « Edward Thompson as a teacher : Yorkshire and Warwick », in John Rule et Robert Malcolmson (dir.), *Protest and Survival : Essays for E.P. Thompson*, Londres, The Merlin Press, 1993, p. 1-23.

pilement des statistiques censées révéler les structures et les déterminismes, Thompson donne à voir ce que pensent, ressentent et vivent les divers groupes populaires. Dans cette histoire, une classe sociale est une catégorie historique, l'expression sociale et politique d'un processus conflictuel fondé sur les expériences des hommes et des femmes en tant qu'acteurs de l'histoire[22]. Par « conscience de classe », Thompson désigne la manière dont ces expériences communes sont traduites « en termes culturels et s'incarnent dans des traditions, des systèmes de valeurs, des idées et des formes institutionnelles »[23]. La classe se détermine également dans un contexte, celui de la « révolution industrielle », marqué à la fois par une croissance démographique, un développement technologique sans précédent et une contre-révolution politique qui ont de concert conduit à une véritable exclusion politique et sociale de la classe ouvrière. Finalement, ce grand livre d'histoire sociale constitue le mariage réussi entre le marxisme et une tradition historiographique britannique profondément empirique. Avec quelques autres, il inaugure une nouvelle histoire sociale qui va durablement influencer l'écriture de l'histoire en Angleterre, et essaimer au-delà.

## Polémiques et controverses

Lorsqu'il publie *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Thompson demeure largement inconnu en dehors des milieux de la gauche radicale. Le livre va le catapulter en quelques années au cœur de l'historiographie mondiale. Pourtant la réception du livre en Angleterre n'est pas immédiatement enthousiaste, loin de là. Les débats sont acerbes et virulents dans un contexte de fortes tensions politiques et idéologiques. Les principaux représentants de l'histoire

22. Sur la dialectique des structures et de la liberté des acteurs dans l'écriture de l'histoire, voir Bernard Lepetit, « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? », *Espaces Temps*, 1995, p. 112-122.

23. Préface, p. 16.

économique dominante dénoncent l'ouvrage comme étant le fruit de l'imagination et des présupposés politiques de Thompson. On critique son interprétation du luddisme et de la « tradition secrète »[24], son traitement du méthodisme qui heurte la croyance religieuse de certains lecteurs, ou encore son analyse du processus de construction de la « classe ouvrière » jugée trop romantique. On l'accuse d'avoir extrapolé à partir d'un nombre limité de groupes ouvriers. Ronald M. Hartwell notamment, l'une des figures de proue de l'histoire économique, professeur à Oxford et éditeur de l'*Economic History Review*, critique avec force le livre. Il conteste l'usage des statistiques, le rôle de dramatisation des citations, il voit dans la thèse de Thompson un « mythe, une construction issue d'une imagination orientée et de présupposés théoriques »[25]. Le débat sur le niveau de vie à l'époque de la révolution industrielle fait alors rage. Hartwell venait de publier un article qui rejetait le pessimisme traditionnel des interprétations de la révolution industrielle au profit d'une vision plus optimiste[26]. Or, dans son chapitre 10 intitulé « Niveaux de vie et expériences », Thompson reprend l'interprétation de « la révolution industrielle » comme catastrophe. Avec son style de polémiste inimitable, il s'en prend directement au cynisme de Hartwell qui « a survolé la question avec cet air blasé qui caractérise la conscience à toute épreuve de l'ère atomique ». Contre la froide rationalité des économistes, il entend « réaffirmer un point de vue plus traditionnel : l'exploitation de petits enfants, à cette échelle et

24. Sur la lecture thompsonienne du luddisme et les débats qu'elle suscite, voir Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, *Les Luddites : Bris de machines, économie politique et histoire*, Maison-Alfort, Éditions è®e, 2006.

25. R. Currie and R.M. Hartwell, « The Making of the English Working Class ? », *The Economic History Review*, New Series, vol. 18, n° 3, 1965, p. 633-643.

26. R.M. Hartwell, « The Rising Standard of Living in England, 1800-1850 », *The Economic History Review*, New Series, vol. 13, n° 3, 1961, p. 397-416.

avec cette intensité, fut l'un des événements les plus honteux de notre histoire »[27].

En dépit des polémiques et de leur virulence, la publication du livre consacre rapidement Thompson dans le milieu académique. Par l'étendue même des débats qu'il suscite, le livre devient rapidement un classique Outre-Manche, réédité en poche dès 1968[28]. Il donne naissance à une histoire sociale originale qui va influencer les générations successives d'historiens et profondément modeler le paysage historiographique britannique. Le succès de l'ouvrage tient à de nombreux facteurs. Il arrive à point nommé au début des années 1960 pour refonder l'analyse en termes de classes que les milieux conservateurs entendaient réfuter au nom de la fin des idéologies. Il donne un nouveau souffle au langage de la lutte des classes en Grande-Bretagne en renouvelant l'approche marxiste orthodoxe, le déterminisme économique laissant la place à une plus grande attention portée aux enjeux culturels et politiques et, surtout, les travailleurs cessent d'être dominés par des forces socio-économiques qui les dépassent pour redevenir de véritables acteurs de leur propre histoire.

En 1965, Thompson quitte le Yorkshire et s'installe dans les Midlands où il devient directeur du Center for the Study of Social History à l'université de Warwick récemment créée. Ce centre devient rapidement un lieu d'attraction important pour de jeunes historiens qui viennent y suivre son enseignement. Mais cette position institutionnelle stable ne dure pas. En 1971, il démissionne avec

27. Chap. x, p. 462 ; Thompson a répondu à ses critiques dans la postface de la seconde édition publiée en 1968. Sur l'évolution des interprétations de la révolution industrielle, voir David Cannadine, « The present and the past of the English Industrial Revolution, 1880-1980 », *Past & Present*, n° 103, 1984, p. 131-172.

28. Pour une présentation plus détaillée des polémiques qui ont suivi la publication du livre, je renvoie à Fred K. Donnelly, « Ideology and Early English Working-Class History : Edward Thompson and His Critics », *Social History*, vol. 1, n° 2, mai 1976, p. 219-238.

fracas pour protester contre l'inféodation croissante de l'université aux intérêts de l'industrie et des entreprises privées[29]. À partir de cette date, Thompson devient un intellectuel libre qui se consacre à l'écriture, aux conférences et aux voyages. Il s'engage de plus en plus dans la lutte pour le désarmement nucléaire dont il devient l'une des figures intellectuelles les plus en vue. En 1980, il rédige l'« Appel pour un désarmement nucléaire européen » dans lequel il plaide pour une Europe dénucléarisée et s'inquiète de « la diffusion de plus en plus rapide des centrales atomiques et de la croissance de l'industrie nucléaire ». Durant ces années, Thompson poursuit son travail historique et développe certaines pistes qui se trouvaient à l'état embryonnaire dans le livre de 1963. Dans plusieurs articles des années 1970 qui feront date, il approfondit en particulier l'étude de la culture populaire et des résistances à la domination. Il précise des intuitions qui n'étaient qu'esquissées en 1963 et répond aux nombreux débats suscités par son livre[30]. La notion d'« économie morale » en particulier, qui est sans doute la proposition la plus largement citée et débattue de Thompson jusqu'à aujourd'hui, se trouve déjà dans

29. Il édite à cette occasion une critique ravageuse – et très actuelle – des liens entre université et capitalisme industriel : *Warwick University Ltd : Industry, management and the universities*, Harmondsworth, Penguin, 1970.

30. Une bibliographie presque exhaustive de Thompson a été publiée dans Harvey J. Kaye et Keith McClelland (dir.), *E.P. Thompson : Critical Perspectives*, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 276-280. Citons simplement ici les trois textes majeurs et fondateurs disponibles en français : « Time, work-discipline and industrial capitalism », *Past & Present*, n° 38, 1967 (trad fr. : « Temps, travail et capitalisme », *Libre*, n° 5, 1979 ; nouvelle traduction : *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, La Fabrique, 2004) ; « The moral economy of the English crowd in the 18th century », *Past & Present*, n° 50, 1971 (trad. fr. « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », in Guy-Robert Ikni et Florence Gauthier (dir.), *La Guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire du libéralisme économique*, Montreuil, Éditions de la Passion, 1988, p. 31-92) ; et « Rough Music : le charivari anglais », *Annales ESC*, 27, 1972, p. 285-312 (directement rédigé pour un lectorat français).

*La Formation de la classe ouvrière anglaise* même si elle n'a pas encore un statut central[31].

**Une consécration mondiale**

La réception et l'influence du livre d'Edward P. Thompson sont traversées par un paradoxe : comment un ouvrage si profondément enraciné dans le contexte social et culturel anglais a-t-il pu acquérir une influence à ce point globale ? Il est en effet cité sur tous les continents et dans des traditions intellectuelles très diverses. Il existe de nombreux signes de cette influence, bien au-delà des seuls historiens[32]. Dans les années 1980, Thompson est l'historien du XX^e^ siècle le plus cité au monde[33] et le titre de son livre est fréquemment repris[34]. Toutefois, la réception de l'ouvrage varie dans chaque contexte culturel et provoque des effets d'appropriation différents. C'est évidemment dans le monde anglophone, nord-américain mais aussi dans l'ancien Empire britannique, que l'influence de Thompson est la plus grande.

31. Voir par exemple p. 81 où Thompson évoque les « émeutes de la faim » du XVIII^e^ siècle qui « tiraient leur légitimité des présupposés d'une économie morale plus ancienne, selon lesquels il était injuste et immoral de s'enrichir sur le dos du peuple en spéculant ».

32. Par exemple chez l'anthropologue et politiste de Yale James C. Scott qui étudie les formes de résistance paysanne à l'autorité : *The moral Economy of the Peasant : Peasant Rebellion and Subsistence in South-East Asia*, Yale (Ct.), Yale University Press, 1974 ; sa réflexion est ensuite élargie à d'autres groupes dans *The Arts of Resistance : The Hidden Transcript of Subordinate Groups*, 1990 (trad. fr. : *La Domination et les Arts de la résistance : Fragments d'un discours subalterne*, Éditions Amsterdam, 2009).

33. D'après le *Arts & Humanities Citation Index*, cité par Eric J. Hobsbawm dans la nécrologie qu'il publie à la mort de Thompson : « E.P. Thompson : Obituary », *The Independent*, 30 août 1993.

34. Par exemple, Jeff Crisp, *The Making of an African Working Class : Ghanaian Miners' Struggles 1870-1980* (1984) ; Vinay Bahl, *The Making of the Indian Working Class : the Case of the Tata Iron and Steel Company* (1995).

Sur les campus américains, l'ouvrage est discuté très tôt : William H. Sewell, étudiant à Berkeley au milieu des années 1960, et futur historien de la France, évoque sa découverte du livre comme une véritable « révélation »[35]. Au Canada, le livre de Thompson devient vite une étape décisive dans l'apparition d'une « nouvelle » histoire du mouvement ouvrier dans les années 1970[36].

En Inde, il influença notamment les travaux des historiens radicaux réunis dans les années 1980 sous l'étiquette des « subaltern Studies ». Contre les interprétations impérialiste, nationaliste ou marxiste, qui réduisaient les classes « subalternes » de l'Inde à une simple masse ignorante, manipulée par des cadres issus d'autres couches sociales ou politiquement plus « avancés » qu'elle, ils ont tenté de restituer l'autonomie de pensée et d'action du peuple et les spécificités de sa culture de la résistance. Thompson avait donné une série de conférences en Inde en 1976-1977. Même si le projet politique des historiens subalternistes comme les concepts qu'ils manient sont parfois éloignés de ses analyses et privilégient plutôt l'étude des liens entre nationalisme et impérialisme, ils entendaient faire pour le paysan d'Uttar Pradesh et le tisserand de Bihar ce que Thompson avait fait pour les tondeurs du Yorkshire et les tricoteurs des Midlands. Ils ont certes simplifié et proposé des lectures erronées de Thompson, mais ils s'en sont nourris pour élaborer leur propre voie. Leur attention aux identités des acteurs comme le rôle du politique dans la construction de la classe étaient déjà au cœur du projet de *La Formation de la classe ouvrière anglaise*[37]. Sur le continent africain, l'influence de

35. William H. Sewell, « How Classes are Made : Critical Reflections on E.P. Thompson's Theory of Working Class Formation », in *E.P. Thompson. Critical Perspectives*, *op. cit.*, 1990, p. 50.

36. Desmond Morton, « E.P. Thompson dans des arpents de neige : les historiens canadiens-anglais et la classe ouvrière », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, p. 165-184.

37. Rajnarayan Chandavarkar, « The Making of the Working Class' : E.P. Thompson and Indian History », in Vinayak Chaturvedi (dir.), *Mapping subaltern Studies and the Postcolonial*, Londres, Verso, 2000, p. 50-71.

Thompson fut encore plus ambiguë : s'il a largement contribué à légitimer les travaux sur le monde ouvrier, les chercheurs se reconnaissant de lui sont en revanche très loin d'avoir repris ses propositions théoriques et méthodologiques. L'historiographie sud-africaine a été la plus active dans son travail d'appropriation de ses propositions[38]. Par son œuvre et les multiples modalités de son appropriation dans divers contextes, Thompson a donné aux historiens des anciennes puissances coloniales les ressources pour contester les récits historiques dominants issus de l'héritage impérial.

En Europe, les écrits de Thompson ont été discutés de façon très variable selon les contextes. En Italie, ses réflexions sur la notion d'expérience et sa définition de l'histoire comme « discipline du contexte » ont été utilisées par les théoriciens de la microhistoire[39]. En Allemagne de l'ouest, *l'Alltagsgeschichte*, ou histoire du quotidien, s'est également nourrie de ses propositions méthodologiques pour renouveler l'étude des milieux populaires à partir de l'expérience des acteurs telle que les pratiques ordinaires permettent de la saisir[40].

En comparaison, la réception française du livre semble plus timide et en demi-teinte. Pendant longtemps, la communauté des historiens l'ignore. Dans la préface qu'il a donnée à la première édition française, le philosophe Miguel Abensour constatait la « résistance des clercs » français à ce grand livre, « ce classique précédé d'une aura mythique »[41]. Vingt-quatre ans après ce constat, de nombreux textes

38. Frederick Cooper, « Work, Class and Empire : An African Historian's Retrospective on E.P. Thompson », *Social History*, vol. 20, n° 2, mai 1995, p. 235-241.

39. Parmi les indices de cette influence, évoquons la traduction précoce du livre en italien dès 1969 (*Rivoluzione industriale e classe operaia in Inghilterra*).

40. Thompson apparaît dans la liste des « travaux pionniers » évoqués par Alf Lüdtke, *Histoire du quotidien*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1994 (1989), p. 27.

41. Il est significatif que la préface à la traduction française soit rédigée par un philosophe du politique plutôt que par un historien. Miguel Abensour né en 1939, spécialiste de l'utopie, professeur à l'université Paris-8 et directeur de

d'E.P. Thompson restent d'ailleurs indisponibles en français, à commencer par sa biographie de Morris ou son étude fascinante du « Black Act » de 1723, qui punit sévèrement le braconnage et plus généralement le fait d'apparaître armé et de chasser le gibier en étant déguisé ou en ayant le visage noirci (*blackened*)[42]. Pour expliquer la « résistance des clercs », M. Abensour évoquait pêle-mêle plusieurs facteurs dont il est difficile de faire la part : « Dimension de l'ouvrage ? Provincialisme ? Souci de protéger un monopole révolutionnaire ou cette légende chère au libéralisme français, selon laquelle l'Angleterre serait le pays de la réforme, et la France celui de la révolution ? Désintérêt pour la question sociale dans la décennie 1970-1980 ? Autant d'éléments susceptibles de rendre compte de ce silence[43]. » Il faut aussi évoquer la frilosité du monde de l'édition qui traduit peu, surtout sur des sujets qui ne concernent pas directement la France. Si Thompson a été difficilement reçu, c'est sans doute aussi parce qu'il célébrait l'exceptionnalisme anglais ; cela apparaît par exemple dans son traitement de la Révolution française qu'il « dénationalise » en étudiant son impact en Angleterre et en montrant l'existence d'une tradition révolutionnaire anglaise ancienne, remontant au XVII^e^ siècle[44]. De même, sa méfiance proclamée à l'égard « des formes de théories comme celles de Foucault, Derrida, ou d'autres » au profit d'un certain « empirisme » revendiqué a pu le rendre inassimilable dans le paysage intellectuel français[45].

---

la collection « critique de la politique » chez Payot, où il publie entre autres Walter Benjamin et les chefs de file de l'école de Francfort. Le manifeste de cette collection était d'« écrire sur la politique du côté des dominés », un programme que n'aurait pas renié Edward P. Thompson.

42. E.P. Thompson, *Whigs and Hunters : The Origin of the Black Act*, Londres, Allen Lane, 1975.

43. Présentation, p. XXVII-XXVIII.

44. Ce qui heurte évidemment la représentation de la France révolutionnaire comme phare qui éclaire le monde, voir David Eastwood, « E.P. Thompson, Britain, and the French Revolution », *History Workshop Journal*, n° 39 printemps 1995, p. 79-88.

45. Dans un entretien publié en français peu après sa mort, Thompson affirme par exemple : « Pour moi, la théorie abstraite n'est pas du savoir. Ce

Si la réception française fut timide, elle ne fut pas pour autant inexistante. L'ouvrage chemina de façon discrète, dans les notes en bas de page, sans être discuté frontalement. En France, la majorité des historiens du social sont alors médiévistes et modernistes et, s'ils citent Thompson, ils travaillent sur d'autres objets et d'autres périodes[46]. Dans les années 1960, aucune revue française ne consacre de compte rendu au livre, mais la situation évolue après 1968[47]. Parmi les historiens, c'est le groupe réuni autour de la revue *Le Mouvement social* qui évoque en premier l'œuvre de Thompson et qui contribue le plus à la faire connaître. L'historien anglais Geoffrey Crossick – formé à Cambridge et Londres avant d'enseigner un an en France – joua le rôle de passeur en écrivant l'une des premières présentations du livre et en soulignant son importance[48]. L'effervescence des années 1968 et la remise en cause du marxisme orthodoxe sont alors propices à la discussion du projet intellectuel de Thompson. Dans la nouvelle université de Vincennes, Marie-Noëlle Thibault, secrétaire de rédaction de la revue *Le Mouvement social*, s'engage ainsi dans la traduction de *The Making of the English Working Class*, des ensei-

---

n'est qu'une manœuvre, et bien souvent une manœuvre de publicité personnelle dans laquelle se lancent parfois des intellectuels », voir *Liber, revue européenne des livres*, supplément au n° 100 des *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, décembre 1993.

46. Jacques Revel par exemple le cite beaucoup. Pour lui, c'est la singularité de l'histoire sociale à la française des années 1950-1970, conçue comme une histoire des grandes entités sociales préconstruites, qui a durablement ralenti l'influence de l'ouvrage de Thompson, cf. Jacques Revel, *Un parcours critique. Douze exercices d'histoire sociale*, Galaade éditions, 2006, p. 66.

47. M. Rapoport, « Quand les Cultural Studies traversent la Manche : Richard Hoggart, Edward Palmer Thompson et la réception de leur œuvre dans les revues françaises », in Françoise Albertini et Nicolas Pelissier (dir.) *Les Sciences de l'information et de la communication à la rencontre des Cultural Studies*, L'Harmattan, 2009, p. 75-90.

48. G. Crossick, « L'histoire sociale de la Grande-Bretagne moderne », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1977, p. 101-120.

gnements sont organisés et le livre est commenté devant un public étudiant enthousiaste.

Hors de la communauté historienne, c'est Pierre Bourdieu qui œuvre le plus à faire connaître l'historien britannique. En 1975, il invite Thompson à intervenir dans son séminaire de l'École normale supérieure. Il y voit sans doute une occasion de lutter contre Althusser tout en renouant avec ses recherches antérieures sur les travailleurs algériens en proie à la modernisation accélérée ou sur les paysans du Béarn pris dans les mutations de l'agriculture après 1945. Cette conférence donne lieu l'année suivante à une publication dans l'un des premiers numéros des *Actes de la recherche en sciences sociales*, une revue fabriquée de manière artisanale mais très lue et considérée comme très avant-gardiste. À partir d'un montage de textes et d'extraits de la conférence, les jeunes historiens et sociologues C. Charle et J-C. Chamboredon éditent un texte inédit qui est la première publication de Thompson dans une revue française[49]. Dans les années qui suivent, la Maison des sciences de l'homme constitue un autre lieu de discussion des thèses de Thompson à Paris. Entre 1974 et 1977, des tables rondes d'histoire sociale y sont organisées où des historiens français et anglais se rencontrent et débattent. Pierre Bourdieu et Edward P. Thompson y participent avec assiduité[50]. Parallèlement, la nouvelle génération des historiens du mouvement ouvrier commence à utiliser et citer Thompson, que ce soit Michelle Perrot qui y fait référence dans ses travaux sur les grèves ouvrières, ou Yves Lequin, l'historien de la classe ouvrière lyonnaise qui loue l'originalité de

49. E.P. Thompson, « Modes de domination et révolutions en Angleterre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1976, 2-3, p. 133-151 (trad. J.-C. Chamboredon et C. Charle). Par la suite, la revue accueillera aussi l'une des rares discussions approfondies du livre publiée en français : Yannick Le Marec, « Relire Thompson – *La Formation de la classe ouvrière anglaise* 30 ans après », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 100, décembre 1993, p. 73-79.

50. Patrick Fridenson évoque cette époque et sa rencontre avec Thompson dans « Adieu à Edward Thompson », *Le Mouvement social*, n° 166, janvier-mars 1994, p. 107-110.

Thompson face à la stérilité de la recherche française sur le sujet[51]. Dans les années 1980, Thompson est utilisé par la jeune génération des historiens sociaux pour s'émanciper de l'histoire sérielle et quantitative labroussienne. Gérard Noiriel lui accorde ainsi une grande place dans sa synthèse sur les ouvriers dans la société française[52].

En dépit de l'intérêt suscité dans certains milieux, la visibilité de Thompson reste pourtant limitée en France. L'aventure éditoriale qui aboutira à la publication en français de *The Making of the English Working Class* sera d'ailleurs longue et complexe. Dans les années 1970, les éditeurs comme Gallimard et Fayard ne sont pas intéressés, mais M. Abensour parvient à convaincre les éditions Payot. Dès la fin des années 1970 le difficile travail de traduction semble achevé par une équipe de trois jeunes traducteurs militants et compétents[53]. Des extraits du livre traduit sont présentés par l'historien Patrick Fridenson dans la revue *Le Débat* en 1980. Mais le projet n'aboutit pas et il faudra attendre huit années supplémentaires pour que la traduction soit finalement publiée dans la collection « Hautes Études » coéditée par Gallimard et Le Seuil. L'édition française du livre et l'internationalisation croissante de la recherche à la fin du XX^e^ siècle ont sans nul doute favorisé une appropriation française de Thompson, même s'il demeure plus souvent cité que véritablement lu.

## Présences d'Edward Thompson

La publication de la traduction française du livre à la fin des années 1980 s'opère dans une conjoncture peu favorable. Le néo-libéralisme

51. Yves Lequin, « Sociale (Histoire) », in André Burguière (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, PUF, 1986, p. 107-110.

52. Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française (XIX^e^-XX^e^ siècle)*, Le Seuil, 1986, p. 44.

53. Respectivement Gilles Dauvé, militant et activiste dans les années 1970, romancier ; Mireille Golaszewski inspectrice générale d'anglais ; Marie-Noëlle Thibault enfin, historienne.

triomphe ; on annonce la disparition de la classe ouvrière ; le désintérêt croissant pour l'histoire sociale et ses objets tendent à faire de ce livre un pur anachronisme, la butte témoin de débats périmés. Le texte sort d'ailleurs dans un silence général. L'histoire du monde ouvrier est sur le déclin ; les réflexions sur les classes semblent disparaître alors que les sciences sociales sont engagées dans le vaste programme de déconstruction des anciennes catégories dominantes et que les tournants « pragmatique », « linguistique » et « culturel » s'imposent. Dans ces conditions, pourquoi lire encore E.P. Thompson ?

Il faut d'abord lire Thompson car les propositions qu'il a faites et les pistes qu'il a initiées n'ont cessé d'être discutées durant cinquante ans et ont façonné nombre de débats contemporains. Peu d'historiens du XX^e^ siècle ont à ce point orienté l'évolution des sciences sociales, initiés de nouveaux objets et de nouvelles méthodes. Les réflexions sur les identités, sur l'expérience, sur l'*agency* des acteurs sont plus que jamais au cœur du travail des sciences humaines. La question de l'articulation entre la culture, les rapports de production et les institutions est devenue centrale. Si la notion de « classe » elle-même continue d'être discutée et analysée dans l'historiographie britannique, beaucoup plus qu'en France, on le doit sans doute à l'influence du livre de Thompson[54].

La conceptualisation thompsonienne de la classe fait certes problème, mais les débats permanents qu'elle a suscités ont été fructueux sur le plan théorique[55]. Si dans les années 1970 la critique provenait principalement d'une perspective structuraliste (althussérienne), depuis les années 1980 c'est principalement par le *« linguistic turn »* qu'on a continué de discuter Thompson en tentant de replacer le discours

54. David Cannadine, *Class in Britain*, 1998, Londres, Penguin, 2000 ; Navickas, Katrina, « What happened to class ? New histories of labour and collective action in Britain », *Social History*, 36-2, 2011, p. 192-204.

55. Ainsi, les premières recherches du politiste Craig Calhoun sont d'abord une discussion critique du livre de Thompson : *The Question of Class Struggle : Social Foundations of Popular Radicalism During the Industrial Revolution*, University of Chicago Press and Basil Blackwell, 1982.

au cœur de l'analyse de la formation de la classe. Gareth Stedman Jones et Joan Scott notamment ont tous les deux reproché à Thompson d'avoir négligé le rôle des discours dans le processus de formation de la classe ouvrière, ce qui l'aurait conduit à élaborer une image partielle et partiale du processus. Pour Scott, en identifiant la classe ouvrière à la sphère masculine, Thompson aurait contribué à l'invisibilisation des femmes alors qu'il conviendrait plutôt d'insister sur la dimension genrée des énoncés politiques et sociaux[56]. De son côté, et à partir d'une relecture du chartisme, Stedman Jones a insisté sur la centralité du radicalisme politique, le discours politique devient chez lui un moyen de dépasser les apories de l'analyse thompsonienne de l'émergence de la conscience de classe[57]. On le voit, ces discussions qui demeurent vives aujourd'hui ont contribué à maintenir présente l'œuvre de l'historien anglais. Pour comprendre les débats actuels et parfois sibyllins qui traversent les sciences sociales, *La Formation de la classe ouvrière anglaise* demeure toujours une étape essentielle[58].

Plus largement, on doit aussi lire Thompson car son œuvre d'historien comporte un message politique qui ne cesse de refaire surface. Certains ont voulu séparer ses engagements politiques de son œuvre

56. Joan W. Scott, « Women in *The Making of the English Working Class* », in *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 68-90. Cette critique, portée dans un contexte de lutte pour rendre légitimes les travaux sur le genre, est en partie injuste puisque la nouvelle histoire sociale initiée par Thompson, et son attention à l'expérience des groupes marginaux, a largement contribué au développement d'une histoire féministe dans les années 1970, cf. Laura Downs, « Histoire du peuple, histoire des femmes : l'historiographie anglaise depuis 1968 », in Jacqueline Laufer, Catherine Marry et Margaret Maruani, (dir.), *Le Travail du genre : les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, La Découverte, 2003, p. 88-102.

57. Gareth Stedman Jones, *Languages of Class : Studies in English working Class History, 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 12 et 17.

58. Marc W. Steinberg, « The re-making of the English working class ? », *Theory and Society*, 20, 1991, p. 173-197.

d'historien. Or Thompson a su montrer plus qu'aucun autre comment l'écriture historique s'enrichissait des combats politiques[59]. Alors que la plupart des universitaires d'outre-Manche se définissent d'abord comme des professionnels, des producteurs de biens culturels dont l'engagement doit rester limité à leur seule sphère de compétence, Thompson n'a cessé de militer et de prendre parti dans les luttes politiques[60]. Au lieu de s'enfermer dans la position de neutralité du savant, il a tenté de construire des ponts entre le passé et le présent, entre l'érudition et la lutte, entre la prudence de l'historien et la rage du polémiste... Si le livre qu'on va lire demeure autre chose qu'une simple curiosité du passé, ou une étape dans l'historiographie marxiste, c'est parce que son message demeure plus que jamais vivant.

Il offre des ressources pour le présent car il est traversé par une inquiétude qui, si elle demeurait marginale dans les années 1960, ne cesse de grandir depuis : l'inquiétude face à un monde industriel mortifère, un monde de l'enrégimentement permanent, un monde de l'inégalité et du mépris pour les pauvres. Dans son livre comme dans sa vie, Thompson n'a cessé de dénoncer « la foi si outrancière en l'idéologie de la croissance économique », il insiste sur le « choc culturel » que représente le « passage à l'industrialisme triomphant », il s'efforce sans relâche de montrer pourquoi les travailleurs avaient raison de protester et de se révolter[61]. Certains passages apparaissent d'ailleurs d'une grande actualité comme lorsqu'il dénonce les conditions de vie des populations industrielles, l'« insalubrité des taudis, la pollution des cours d'eau, la dégradation de la nature et les horreurs architecturales », ou lorsqu'il affirme qu'« aucune description générale des foyers industriels, entre 1800 et 1840, ne peut ignorer la défiguration de l'environnement ». À l'heure où les ouvriers chinois,

59. David Eastwood, « History, Politics and Reputation : E.P. Thompson Reconsidered », *History*, vol. 85, n° 280, octobre 2000, p. 634-654.

60. Sur cette « question des intellectuels » dans l'Angleterre du XX^e^ siècle, voir Stefan Collini, *Absent Minds : Intellectuals in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

61. Postface, p. 1104.

ou d'autres pays émergents, traversent les affres d'une industrialisation à marche forcée, marquée par une alliance des patrons et d'un pouvoir corrompu et irresponsable face aux dégâts causés sur la santé des populations, l'expérience des débuts de XIX^e^ siècle demeure toujours vivante[62]. Loin d'être des effets regrettables et provisoires de l'ignorance et de la pression démographique comme on le pensait à l'époque, Thompson ne cesse de répéter que ces « problèmes » sont « ceux de l'industrialisation, aggravés par l'action prédatrice du laissez-faire »[63].

Cette présence d'E.P. Thompson, l'actualité de son aspiration égalitaire et démocratique, tout comme de sa critique de la grande industrie capitaliste, se retrouvent d'ailleurs dans les divers processus d'appropriation dont il est l'objet aujourd'hui. Thompson apparaît comme l'un de ceux qui a cherché à inventer un projet politique émancipateur à l'écart des rêves d'abondance du productivisme libéral et communiste. Comme son héros William Morris, il a en effet milité pour l'avènement d'un socialisme antiautoritaire et anti-industrialiste. L'actuel mouvement de l'écosocialisme qui tente de conserver les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes s'inspire explicitement de lui[64]. De même, nombreux sont ceux qui s'efforcent aujourd'hui de s'approprier son héritage : Serge Latouche reprend et exalte sa lecture de Morris ; certains activistes comme le groupe grenoblois Pièces et Main-d'œuvre, en lutte contre les derniers développements du capitalisme *high-tech*, publient ses textes sur internet[65]. On pourra évi-

62. Et la référence à Thompson est toujours présente, voir Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise : La Mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Karthala, 2006.

63. Chap. x, p. 426.

64. Michael Löwy fait ainsi référence à Thompson dans sa présentation récente de l'*Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et une nuits, 2011, p. 35, 120.

65. En ligne : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=286

demment discuter la pertinence de ces appropriations, mais il n'en reste pas moins que l'œuvre de Thompson, par son originalité et son influence, comme par ses combats, pose les bases d'une pensée critique à l'égard d'un ordre industriel dans lequel nous sommes plus que jamais plongés[66].

66. Merci à Thomas Bouchet, Fabrice Bensimon, Christophe Charle, Laurent Colantonio, Renaud Morieux, Xavier Vigna et Julien Vincent pour leurs remarques et suggestions pertinentes et amicales durant l'élaboration de ce texte.

# *La passion d'Edward P. Thompson*

par Miguel ABENSOUR

> Un pacte secret a été conclu entre les générations passées et la nôtre... À notre génération comme à toutes celles qui nous ont précédés est dévolu un pouvoir messianique très mince, que revendique le passé... Rien de ce qui s'est un jour produit ne doit en effet être considéré comme perdu pour l'histoire.
>
> WALTER BENJAMIN

*The Making of the English Working Class* a été publié pour la première fois à Londres en novembre 1963*[1]. Sans s'appesantir sur les tribulations, de ce côté-ci de la Manche, de ce classique précédé d'une aura mythique, on peut avancer que ce livre événement déjà connu, commenté, critiqué dans d'autres pays européens, aux États-Unis également, s'est heurté en France à une résistance des clercs. Rares sont les brèches dans ce silence : un article de présentation de Patrick Friedenson dans *le Débat*[2], des réflexions de Cornelius Castoriadis[3] et de Maximilien Rubel.

Dimension de l'ouvrage ? Provincialisme ? Souci de protéger un monopole révolutionnaire ou cette légende chère au libéralisme français,

1. * Des indications bibliographiques concernant les autres ouvrages publiés par E.P. Thompson, ainsi que les principaux écrits parus sur son œuvre, figurent en fin de volume, p. 1141 (*NdE*).

2. *Le Débat*, n° 3, juillet-août 1980.

3. « La question de l'histoire du mouvement ouvrier », in *L'Expérience du mouvement ouvrier*, Paris, UGE, coll. « 10/18 », 1974, p. 11-120.

selon laquelle l'Angleterre serait le pays de la réforme, et la France celui de la révolution ? Désintérêt pour la question sociale dans la décennie 1970-1980 ? Autant d'éléments susceptibles de rendre compte de ce silence. La traduction maintenant publiée, on peut prévoir deux formes principales de résistance, soit des tentatives d'appropriation idéologique, soit l'enfermement académique dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour tenter de prévenir cet accueil, il convient de se tourner d'abord vers Edward P. Thompson, figure atypique d'intellectuel dans l'univers français contemporain – ce qui montre combien s'est éteinte parmi nous la tradition de Michelet et de Quinet. Qui est E.P. Thompson ? Un historien, un sociologue radical, un marxiste teinté d'ouvriérisme, un polémiste de la « nouvelle gauche », un penseur socialiste ?

Répondons plutôt un écrivain politique. Entendons un penseur qui ne sépare pas l'écriture de l'histoire de la question politique ici et maintenant – convaincu, en outre, que l'intelligence du politique, en même temps qu'elle permet de surmonter l'économisme des uns et l'empirisme des autres, permet de ressaisir l'être politique, l'*agir-en-commun dans le temps* des groupes sociaux qui, sur la scène de l'histoire, se constituent et se manifestent à un moment déterminé, en tant que classes. Un écrivain politique qui ne sépare pas l'interprétation de l'histoire de la question de l'expression. De là l'importance qu'il attache aux « sources littéraires », traces innombrables quasi effacées, à la frontière de l'anonyme, qui disent le vécu de l'événement. De là une écriture pugnace où se mêlent le mordant des grands satiristes anglais et des modes de perception issus de la tradition romantique. Un penseur qui, averti des aventures de l'émancipation dans la modernité, ne déclare pas pour autant close l'ère de la liberté. Non-résignation, « endurcissement » pour l'émancipation qui se nourrit de la traversée de ces traditions multiples, de l'écoute de la voix des vaincus à peine audible – voix jacobine, voix radicale, voix luddiste, voix millénariste, voix utopique – pour relancer sans relâche une interrogation interminable sur les formes à venir de la liberté[4].

4. « An Open Letter to Leszek Kolakowski (1973) », *The Poverty of Theory*, Londres, Merlin Press, 1978, p. 93-192.

À retracer le trajet d'E.P. Thompson, un fil directeur apparaît aussitôt, une lutte récurrente contre ce qu'il nomme l'« exterminisme », soit sous la forme du fascisme, soit sous celle de la nucléarisation planétaire.

Communiste dès le milieu de la Seconde Guerre mondiale – peu après, en 1947, il participe aux côtés des partisans à la construction d'un chemin de fer en Yougoslavie –, E.P. Thompson milite, la guerre achevée, au sein du Mouvement de la paix et se consacre par ailleurs à l'enseignement pour adultes (*extra-mural studies*) en littérature et en histoire. Parallèlement, il apprend à « faire de l'histoire » au sein du groupe des historiens du parti communiste : il se passionne pour les archives et, grâce à un climat de débats et d'échanges, découvre une série de questions controversées au croisement de son travail d'historien et de l'élaboration de ses positions politiques. En 1951, à la suite d'une première lecture joyeusement admirative de William Morris (non, William Morris, contrairement à la légende, n'était ni un socialiste sentimental ni un esthète socialisant), il s'engage, sans vraiment en mesurer la portée, dans une réhabilitation imposante du penseur socialiste. William Morris acquiert enfin sa véritable stature, celle d'un penseur original qui sut transformer l'opposition romantique à l'industrialisme en critique sociale révolutionnaire, celle d'un grand écrivain politique (notamment dans ses conférences sur l'art et le socialisme[5]), qui, s'opposant d'un double mouvement aux fabiens et à Engels, fondateur du marxisme, eut l'audace d'ouvrir de nouvelles voies à l'utopie, inventant des questions inédites (sinon, même, un mode de questionner) dans la tradition socialiste. L'ouvrage d'E.P. Thompson, *William Morris, Romantic to Revolutionary*[6], marque un point de non-retour dans la critique morrissienne.

Curieuse présence de William Morris auprès d'E.P. Thompson : si l'interprétation de 1955, aussi enthousiaste fût-elle, porte encore des traces de « piété » stalinienne, nul doute que la pensée de Morris, sa sensibilité politique, son imagination passionnée, son élan utopique

5. William Morris, *Contre l'art d'élite* (présenté par Jean Gattegno), Paris, Hermann, 1985.

6. Londres, 1955.

n'aient accompagné E.P. Thompson dans sa dissidence continuée, à chaque fois qu'il lui fallait franchir *the river of fire*.

Ainsi, en 1956, après le rapport de Khrouchtchev, d'abord critique de l'intérieur du Parti, E.P. Thompson lance le journal le *Reasoner*. Après la révolution hongroise et son écrasement par la bureaucratie soviétique, en même temps qu'il quitte le parti communiste, il publie, avec J. Saville, le *New Reasoner*, inaugurant ainsi le début de la nouvelle gauche en Angleterre. Jusqu'en 1963, ce courant, principalement animé par E.P. Thompson, entreprend une critique du stalinisme (le refus de l'opposition infra/super-structure, la critique du monisme déterministe, le refus de l'anti-humanisme), en tentant d'élaborer un humanisme socialiste ou, mieux, un communisme éthique qui puise à plusieurs foyers : le radicalisme plébéien, la critique romantique de l'utilitarisme, W. Blake, W. Morris et le jeune Marx. Tandis que la première nouvelle gauche se tourne du côté des traditions autochtones – la spécificité britannique – et s'efforce de jeter un pont entre elle et le mouvement ouvrier, la deuxième nouvelle gauche, avec P. Anderson et T. Nairn, choisit à l'opposé la voie d'un marxisme continental, privilégiant la théorie, sophistiqué, loin de la « fausse conscience » ouvrière et se réclamant, dans sa quête d'une pureté théorique, de Gramsci d'abord, puis de L. Althusser.

C'est sur ce fond de rupture interne à la nouvelle gauche qu'il convient de resituer, sans l'y réduire, *The Making of the English Working Class*. Comme en témoignent son écriture tumultueuse, son irrévérence, l'ouvrage affronte de façon indirecte, mais non moins résolue, les questions qui font alors rage : de quelles traditions révolutionnaires se réclamer, comment penser le phénomène de la classe, une classe dominée peut-elle résister (et comment le peut-elle) à l'hégémonie de la classe dominante, quel rapport poser entre la lutte sociale et la lutte pour la liberté et le droit, quelle vision du socialisme proposer, à quelle révolution aspirer, faut-il penser ensemble émancipation humaine et démocratie[7] ?

7. Sur l'ensemble de la controverse : P. Anderson, « Origins of the Present Crisis », *New Left Review*, n° 23, 1964 ; T. Nairn, « The English Working

La grandeur d'E.P. Thompson, indissolublement historien et écrivain politique, est de s'être installé dans la tension irréductible entre Marx et William Morris, d'avoir su transformer les « silences » de chacun des deux penseurs en amorces, en éléments d'un dialogue inventif et, à vrai dire, sans clôture possible. « La blessure que le capitalisme industriel et la société de marché infligèrent à la nature humaine consiste à concevoir les relations humaines comme étant essentiellement d'ordre économique. Dans son combat contre l'économie politique orthodoxe, Marx a dressé contre l'*homo oeconomicus* exploité l'*homo oeconomicus* révolutionnaire. Mais implicitement, et en particulier chez le jeune Marx, il est entendu que la blessure consiste dans la conception même de l'*homo oeconomicus*. On rencontre cette forme de critique du capitalisme industriel explicitement développée chez Blake, Wordsworth ; elle est également présente chez William Morris. Cette critique, nullement étrangère à la tradition marxiste, en est au contraire totalement complémentaire. Tel est encore le lieu où j'effectue présentement mon travail[8]. »

Ce livre en contient plusieurs. Le chapitre sur le luddisme (« Une armée de justiciers ») constitue un petit ouvrage à lui seul.

En quoi ce livre a-t-il fait événement ? On peut retenir trois pôles.

I. De l'avis quasi unanime, aucun historien n'a exercé une influence aussi féconde sur l'histoire de la classe ouvrière et sur la théorie marxiste qu'E.P. Thompson. Son ouvrage a transformé le contexte théorique dans lequel étaient mis en œuvre le concept de classe et la question de la conscience de classe. On ne saurait s'en étonner. *The Making of the English Working Class* est né d'une polémique

---

Class », *New Left Review*, n° 24, 1964 ; *contra* : E.P. Thompson, « The Peculiarities of the English », *The Socialist Register*, 1965, repris in *The Poverty of Theory*, *op. cit.*, p. 35-91.

8. « An Interview with E.P. Thompson », *Radical History Review*, vol. 3, n° 4, Fall, 1976, p. 24, 25 ; également : E.P. Thompson, « Romanticism, Moralism and Utopianism : the Case of William Morris », *New Left Review*, n° 99, 1976.

conduite sur deux fronts : d'un côté, contre la discipline fermement établie de l'histoire économique qui, constituée avec Adam Smith et l'économie politique classique, a accompagné l'histoire du capitalisme. Tradition fortement contaminée par l'idéologie capitaliste et le positivisme, juge E.P. Thompson. Aussi convient-il de la critiquer sans ménagement. De l'autre côté, une lutte contre les tendances économistes au sein du marxisme, qui amène E.P. Thompson à rejeter une notion outrageusement simplifiée de la classe ouvrière, selon laquelle cette dernière serait née « en quelque sorte par un processus de génération spontanée déclenché par les nouvelles forces productives et les nouveaux rapports de production[9] ». Il s'agit d'attaquer l'équation présente chez certains marxistes, mais pas seulement chez eux, machine à vapeur + filature de coton = nouvelle classe ouvrière, et, au-delà, toute corrélation automatique, directe, entre la révolution industrielle et la dynamique de la vie sociale et culturelle, comme si la classe ouvrière, dans son être social, n'était que réaction, effet d'un processus économique déterminant. « La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. Et nous ne devons pas davantage nous représenter une force extérieure – la "révolution industrielle" – s'exerçant sur un matériau humain brut, indifférencié et indéfinissable, et produisant au bout du compte une "nouvelle race d'individus"[10]. » Le projet d'E.P. Thompson n'était-il pas de contribuer à une meilleure compréhension du phénomène de classe ? Nouvelle conception de la classe qui, contre l'économisme et contre le structuralisme théoriciste, va insister sur ce que Claude Lefort, dans un article pionnier, décrivait jadis comme l'*expérience prolétarienne*. « Qui ne sait qu'il [le prolétariat] n'a pas seulement *réagi* dans l'histoire à des facteurs externes, économiquement définis – degré d'exploitation, niveau de vie, mode de concentration – mais qu'il a réellement *agi*, intervenant révolutionnairement non pas selon

9. Avant-propos, p. 11.
10. Chap. VI, p. 250.

un schéma préparé par une situation objective, mais en fonction de son *expérience* totale cumulative[11]. » De là, l'attaque inaugurale de l'ouvrage d'E.P. Thompson sur l'idée même de formation : « Le mot "formation" (*making*) indique que l'objet de cette étude est un processus actif, mis en œuvre par des agents tout autant que par des conditions. La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation[12]. »

Comment donner son plein sens à cette formulation apparemment simple : « La classe se définit par des hommes vivant leur propre histoire. Telle est en définitive sa seule définition[13] » ? Tentons de la déployer comme l'a fait E.P. Thompson lui-même ultérieurement[14].

– La classe est une catégorie historique : elle provient de l'observation d'un processus social s'étendant sur une période de temps donnée et manifestant des constantes, dans des situations analogues. À un certain stade de maturité, on peut observer la création d'institutions et d'une culture de classe.

– Si la compréhension de la classe exige de prendre en compte les déterminations objectives – la facticité historique –, il faut éviter de réifier la classe, de l'appréhender comme une chose à partir d'un ensemble de déterminations quantitatives, car cela induit un mode de perception statique susceptible de conduire, d'un point de vue pratique, au substitutionnisme.

– Fondamentalement, la classe est un rapport historique conflictuel. On ne peut séparer la notion de classe de celle de lutte de classes, à laquelle E.P. Thompson accorde à la fois la priorité et l'universalité. Les classes ne luttent pas parce qu'elles existent, elles en viennent à exister parce qu'elles luttent.

Si E.P. Thompson retrouve, par cette voie, l'idée de Marx selon

11. *Socialisme ou Barbarie*, novembre-décembre 1952, repris in *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève-Paris, Droz, 1971, p. 35-58.

12. Préface, p. 15.

13. Préface, p. 18.

14. E.P. Thompson, « Eighteenth-Century English Society : Class Struggle Without Class ? », *Social History*, vol. 3, n° 2, mai 1978, p. 146-150.

laquelle la classe ouvrière serait « le plus grand pouvoir productif », il supplée au silence de ce dernier quant au processus interne du passage de la classe en-soi à la classe pour-soi. C'est souligner qu'il s'attache à retracer l'expérience plurielle, totale, au cours de laquelle la classe se constitue pour elle-même et à décrire *in concreto* le mouvement par lequel elle accède, dans l'élément du temps et grâce au temps, à la conscience. Cette insistance sur la conscience de classe ne conduit pas pour autant E.P. Thompson à concevoir la classe comme une formation culturelle. Inaugurant son analyse par une étude des déterminations objectives, mais ne s'y limitant pas, il s'efforce, dans cette « biographie de la classe ouvrière », de faire le récit de la « cristallisation » en classe, telle qu'elle s'opère quand d'une multiplicité d'expériences communes surgit la conscience de classe.

Non pour atténuer le conflit entre P. Anderson et E.P. Thompson, mais plutôt pour le compliquer et surtout le formuler en d'autres termes que ceux dans lesquels il se donne, ne peut-on considérer que l'insistance d'E.P. Thompson sur la culture, sur les valeurs, sur les conduites éthico-pratiques, sur l'*ethos* d'une classe, loin de mener à un « culturalisme », est une insistance *sur le politique* ? Pour E.P. Thompson, on ne peut dissocier la culture, l'éthique, les modes de sociabilité, de solidarité, de la *résistance politique* que la classe ouvrière opposa aux autres classes. Plus encore, au cœur de cet *agir-en-commun dans le temps* contre l'exploitation, contre la domination, se dessine l'orientation vers un autre vivre-ensemble, vers une autre forme de communauté. En ce sens, si l'on disjoint légitimement l'utopie de l'idéologie, l'un des apports les plus novateurs d'E.P. Thompson n'est-il pas d'avoir osé explorer la fonction de l'utopie dans la formation de la conscience de classe ? Comme si l'être social de la classe ouvrière, son accès au pour-soi, advenait dans un envol au-delà du présent – des conditions contenues dans le présent – vers une communauté autre, comme si son identité spécifique, en tant que sujet historique, se manifestait avec le virage utopique vers le « tout autre » social. Ainsi peut-on reconnaître dans l'owénisme « l'une des impulsions gigantesques, mais éphémères, qui captèrent l'enthousiasme des masses en leur présentant la vision d'une structure complètement dif-

férente[15] » de celle du capitalisme industriel. C'est un autre visage de la classe ouvrière qui nous est présenté. Ce n'est plus le prolétariat, tel que l'entendait le jeune Marx, que nous rencontrons : « Il s'agit de ce qu'*est* le prolétariat et de ce que, conformément à son être, il sera historiquement contraint de faire » (*la Sainte Famille*). Au fil des pages, nous observons, au contraire, une classe ouvrière décrite dans toute sa concrétude souvent ambiguë, comme si, sur ce point, E.P. Thompson prenait le contre-pied de Marx. Il s'agit, en effet, pour lui, de décrire non seulement ce que le prolétariat entier se représente à un moment comme le but – le chapitre final sur la « conscience de classe » –, mais aussi de rendre justice aux individus vivants qui le composent, de « sauver » leurs luttes et leurs aspirations. De là l'importance des noms, des témoignages. Autre visage de la classe ouvrière, visage aux facettes multiples, complexe – non pas l'ouvrier « moyen » que serait l'ouvrier des filatures de coton, mais la réalité des petits métiers, la multiplicité des expériences. Visage énigmatique dont les traits ne s'effacent pas pour autant dans l'indistinction mais qui, sur le fond de cette diversité, compose pour finir une identité. Analyse souvent admirable qui nous renvoie à la question toujours ouverte : qu'est-ce qu'un sujet historique ?

II. Le retour à une vision classique, donc catastrophique, de la révolution industrielle. Un observateur, R.M. Martin, qui témoigna, en 1834, devant le comité des tisserands sur métier à bras, décrivit ainsi la détérioration physique et spirituelle du peuple anglais : « Je l'ai observé non seulement dans les communautés industrielles du pays, mais aussi dans les communautés agricoles ; ils semblent avoir perdu leur animation, leur vivacité, leurs jeux de plein air et leurs fêtes villageoises ; ils sont devenus un peuple sordide, mécontent, misérable, inquiet et indigent, dépourvu de santé, de gaieté et de joie[16]. »

Comment E.P. Thompson peut-il fonder ce retour à l'ancienne vision cataclysmique de la révolution industrielle ? Il polémique d'abord contre

15. Chap. XVI, p. 1061.
16. Chap. XII, p. 587.

la thèse défendue par l'école des historiens et des sociologues empiristes : pour eux, si l'on compare la situation de l'ouvrier industriel de 1840 et celle de l'ouvrier domestique de 1790, on constate une amélioration sensible : la révolution industrielle ne serait pas une période de catastrophe, mais de progrès. Quant aux traces indéniables de souffrance, elles doivent être imputées à l'inachèvement de la « modernisation », fondamentalement bonne quant à son orientation générale. Il ne s'agit pas, pour E.P. Thompson, de choisir un camp, ni de réaffirmer dogmatiquement une thèse antérieure. Soucieux de prendre en compte l'apport des travaux qu'il critique, il en dévoile et en réfute les présupposés interprétatifs. À ce point de la démarche, on ne peut manquer d'observer la présence récurrente de William Morris, comme si E.P. Thompson reprenait des modes de perception forgés à la lecture de Morris. Ce sont, en effet, les perspectives ouvertes par la critique romantique de l'industrialisme, le critère morrissien de la « *quality of daily life* » qui circonscrivent le lieu d'où E.P. Thompson peut s'opposer légitimement à la nouvelle orthodoxie anti-catastrophique.

Les empiristes ont perdu le sens de la totalité, le sens du processus global. La révolution industrielle constitue un *phénomène social total* qui, selon E.P. Thompson, se situe au carrefour de trois dimensions : une croissance démographique sans précédent, les effets technologiques de la révolution industrielle, une contre-révolution politique de 1792 à 1832. L'aboutissement de ces logiques multiples ? Un véritable état d'*apartheid* politique et social, surtout pendant les guerres napoléoniennes, état dans la genèse duquel la contre-révolution politique est tout aussi importante que la machine à vapeur : « Nous commençons alors à percevoir la nature véritablement catastrophique de la révolution industrielle [...]. Les gens furent soumis simultanément à une intensification de deux formes intolérables de relations : l'exploitation économique et l'oppression politique. [...] Pour la plupart des travailleurs, l'expérience cruciale de la révolution industrielle fut vécue comme une transformation dans la nature et l'intensité de l'exploitation[17] » ; « cette violence fut faite à la nature

17. Chap. VI, p. 256.

*humaine*[18] ». À distance du respect acritique du quantitatif, commun à l'empirisme et à l'industrialisme utilitariste, E.P. Thompson s'efforce de réintroduire en permanence le point de vue qualitatif, pour mieux rendre justice au vécu, aux sentiments et aux aspirations de ceux qui subirent les effets douloureux du processus d'industrialisation et s'y opposèrent d'une manière ou d'une autre. Ainsi, l'insistance d'E.P. Thompson sur la distinction, à ses yeux fondamentale, entre le niveau de vie (*standard of life*) et le mode de vie (*way of life*) : tandis que la première notion ne prend en compte que des éléments quantitatifs (salaires ou biens de consommation), la seconde se réfère à un ensemble qualitatif (types de satisfaction). Or, on ne peut déduire l'un de l'autre, car, pour apprécier le second, il faut procéder à des évaluations, tenir compte de la représentation du social en jeu, recourir à des documents « littéraires » exprimant comment furent ressentis des conflits irréductibles à des mesures statistiques. Il convient d'admettre des séries séparées : « Il est tout à fait possible que les moyennes statistiques et les expériences humaines suivent des directions opposées. Un accroissement des facteurs quantitatifs par habitant peut fort bien s'accompagner d'une détérioration qualitative du mode de vie des gens, des relations traditionnelles et d'une accentuation de la répression. Les gens peuvent fort bien consommer davantage et, dans le même temps, se trouver moins heureux et moins libres[19]. » La conclusion : « Ainsi, il est tout à fait possible de soutenir deux propositions contradictoires à première vue. Au cours de la période 1790-1840, il y eut une légère amélioration dans les niveaux moyens de vie matérielle. La même période connut une exploitation intensifiée, une plus grande insécurité et une misère humaine accrue. En 1840, la plupart des gens étaient "plus à l'aise" que leurs prédécesseurs ne l'avaient été cinquante ans auparavant, mais ils avaient vécu et continuaient de vivre cette légère amélioration comme une expérience catastrophique[20]. »

18. Chap. XII, p. 587.
19. Chap. VI, p. 271.
20. Chap. VI, p. 272.

L'exploitation s'effectue toujours dans un contexte historique déterminé, elle revêt des formes spécifiques selon les rapports de propriété et les formes de pouvoir de l'État. Contemporain d'un climat contre-révolutionnaire, le processus d'industrialisation fut d'une violence exceptionnelle en Grande-Bretagne. Ajoutons à cela l'imposition complexe d'une nouvelle discipline de travail sous l'influence conjuguée de l'utilitarisme et du méthodisme. Il y eut une entreprise de domestication généralisée, de « moralisation » des « classes inférieures » s'exerçant dans les domaines les plus divers (usine, école du dimanche, loisirs, sexualité, etc.). Il y eut, en dépit de tous les actes de résistance, création d'un mode de vie méthodique inhérent au capitalisme industriel, ce qui implique la formation de nouvelles habitudes de travail et l'instauration d'une nouvelle discipline du temps. Se défiant de la froideur de certains analystes du XX^e^ siècle, E.P. Thompson, pour qui l'exploitation des enfants reste une des pages les plus honteuses de l'histoire de l'industrialisation, dénonce, au cœur de cette violence exceptionnelle, la violence propre au capitalisme, mais, plus encore, la brutale différenciation technologique entre le travail et la vie : « Ce n'est ni la pauvreté ni la maladie, mais le travail lui-même qui jette l'ombre la plus noire sur les années de la révolution industrielle[21]. »

Dénonciation, en effet : E.P. Thompson ne redoute pas les jugements de valeur. Au contraire, l'écriture de l'histoire exige, selon lui, d'affronter ces mesures du bonheur et du changement social qui furent partagées par ceux qui vécurent la révolution industrielle. À l'écoute de la critique romantique de l'utilitarisme, et des milliers d'actes de résistance anonymes, il est possible de prendre acte de notre implication dans cette histoire, tout en s'en tenant à distance. Car, ce qui s'est énoncé dans cette résistance, c'est une autre conception du lien social ; ce qui s'est cherché, c'est un « nouveau monde moral », des formes de communauté différente, d'autres possibilités d'institution de la société moderne. À parcourir ces « impasses », à évoquer ces « causes perdues » se gagne une indépendance à l'égard de la

21. Chap. XII, p. 587.

sanction de l'histoire : « Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure. Après tout, nous n'avons pas atteint nous-mêmes le terme de l'évolution sociale. Certaines causes perdues de la révolution industrielle peuvent nous éclairer sur des plaies sociales encore ouvertes aujourd'hui[22]. »

Rencontre ici de l'historien et de l'écrivain politique. Que nous apprend sur nous-mêmes, sur ce que nous sommes devenus, sur ce que nous avons perdu, cette reconstruction en profondeur des habitudes de travail ? Nul doute qu'une interrogation sur notre présent, sur la possibilité de s'émanciper de la conception puritaine du temps, sur notre liberté à venir, ne porte E.P. Thompson dans son analyse intitulée « Temps, travail et capitalisme industriel[23] ». Ainsi, cette question : « Si, dans un avenir automatisé, nous devons avoir plus de temps libre, le problème ne consiste pas à se demander "comment les hommes pourront-ils *consommer* toutes ces unités supplémentaires de temps libre", mais "de quelle expérience de la vie les hommes à qui il sera donné de vivre ce temps non dirigé seront-ils capables"[24]. »

III. Revenons sur une thèse essentielle d'E.P. Thompson, dont on n'a peut-être pas encore exploité toutes les virtualités, ni vraiment mesuré la portée. Dans l'une des grandes métropoles du capitalisme moderne, cette formation sociale s'est édifiée dans un contexte politique contre-révolutionnaire. Plus exactement, l'« imposition » du capitalisme aurait coïncidé avec une révolution avortée, ou avec la « présence-absence » d'une révolution latente qui n'aurait jamais réussi à parvenir à l'effectivité. De là la mobilisation contre-révolutionnaire où seraient venues se mêler la discipline du travail et la grande loi de la hiérarchie et de la subordination : « [...] l'idée selon laquelle la révolution qui ne se produisit pas en Angleterre fut tout aussi dévastatrice – et, par certains aspects, entraîna plus de divisions – que celle que connut la France fournit une indication sur la nature pro-

22. Préface, p. 20.
23. *Libre*, n° 5, 1979, p. 3-63.
24. *Ibid.*, p. 48.

prement catastrophique de la période. [...] Si les événements avaient suivi leur cours "naturel" nous aurions pu nous attendre à voir s'affronter, bien avant 1832, l'alliance de l'oligarchie de la terre et du commerce et celle de l'industrie et de la petite noblesse, les ouvriers prenant alors la suite de l'agitation de la petite bourgeoisie[25]. » À travers les « Passages » du XIX^e^ siècle devraient être explorées les révolutions qui s'inversent en nouvelle forme de domination sous l'emprise de la répétition, mais aussi les sociétés qui s'instituent dans la peur, dans la conjuration de la révolution et qui en portent d'indélébiles stigmates. Peut-être tient-on là une clef pour l'analyse de certaines sociétés modernes – des sociétés malades d'une révolution non advenue. On pense à *Billy Bud* de Melville et à la peur de la Grande Mutinerie qui décida le capitaine Vere, convaincu de l'innocence du Beau Marin, à maintenir l'ordre à tout prix. C'est sur le fond de cette thèse qu'E.P. Thompson renouvelle la question du jacobinisme anglais. Au moment où se confectionnent des opuscules sur le « totalitarisme jacobin » et le génocide vendéen, il est salutaire de lire ces analyses d'un jacobinisme d'opposition, à l'*extérieur* du pouvoir, pour redécouvrir la complexité du phénomène jacobin en Europe. Un jacobinisme à son aurore, un jacobinisme qui lutte pour la liberté de la presse, la liberté de conscience, qui hait la tyrannie, qui n'a qu'aversion pour la monarchie, la hiérarchie sociale et les rapports de dépendance, un jacobinisme qui rêve d'égalité et de tolérance. Bref, en dépit d'une certaine étroitesse doctrinaire, un jacobinisme qui aurait conservé sa qualité matinale et sa pugnacité anti-autoritaire.

Trois soucis retiennent particulièrement E.P. Thompson dans son tableau du radicalisme populaire.

– L'insistance sur l'enracinement anglais et sur l'importance des traditions autochtones (le défi des niveleurs, la Dissidence, l'Anglais né libre en lutte contre le « Joug normand », etc.) dans la constitution du jacobinisme des années 1790. E.P. Thompson, qui veut abattre la muraille de Chine qui sépare le XIX^e^ siècle du XVIII^e^, a soin de com-

25. Chap. VI, p. 254.

prendre deux choses : la continuité des traditions et la modification de leur contexte. Aussi, en même temps qu'il s'attache à souligner l'intensité et la portée extraordinaire de l'agitation des années 1790 – de 1792 à 1796 –, il se refuse à y voir un simple épiphénomène de la prise de la Bastille. Tant les pratiques politiques que les traditions et les textes fondateurs témoignaient d'une agitation anglaise ayant pour visée la création d'une démocratie anglaise, soucieuse de reconnaître le « droit de naissance » de l'homme le plus pauvre. Selon E.P. Thompson, c'est le *Voyage du pèlerin* de Bunyan qui, avec les *Droits de l'homme*, constitue le texte de base du mouvement ouvrier anglais. À partir de 1792, la vague qui déferle est soufflée par Thomas Paine. Loin d'être épisodique, cette agitation complexe – entre la révolution des saints et l'annonce des droits de l'homme – est un véritable acte de naissance : elle transforme les attitudes infra-politiques du peuple, elle détermine des clivages de classe, elle inaugure des traditions qui se poursuivent jusqu'à nos jours.

– La volonté de soustraire le jacobinisme anglais à l'accusation de totalitarisme (sans se prononcer sur le bien-fondé de cette accusation pour le jacobinisme français). Ainsi, cette définition du penseur radical John Thelwall, qui a le mérite de replacer le phénomène jacobin dans le cadre des conflits politiques de l'époque : « J'adopte le terme *Jacobinisme* sans hésiter. [...] J'emploie le terme Jacobinisme pour désigner simplement *un vaste système général réformateur, qui ne se réclame pas de l'autorité et du principe des coutumes gothiques*[26]. »

Hostiles à la « férocité française », mais luttant contre le poids des autorités gothiques, les jacobins anglais ne prêchaient pas l'extermination de leurs adversaires. Ils étaient partisans de l'internationalisme, de substituer l'arbitrage à la guerre, de la tolérance envers les dissidents, les libres penseurs, et luttaient pour intégrer à l'humanité tous ceux qui en avaient été retranchés. Thomas Paine, le « phare » du jacobinisme anglais, accordait toute sa confiance au libre jeu de l'opinion publique dans une société humaine qui aurait osé rompre avec un état de minorité. « "On n'a plus à dire à l'humanité qu'elle

26. Chap. v, p. 236.

ne doit ni lire ni penser." C'est aussi Paine qui comprit que "la nation était toujours exclue du débat" dans les polémiques constitutionnelles du XIX^e siècle. En introduisant la nation *dans* le débat, il mettait nécessairement en mouvement des forces qu'il ne pouvait ni contrôler ni prévoir. Et c'est cela la démocratie[27]. »

– L'affirmation d'une tradition clandestine continue reliant les jacobins des années 1790 aux mouvements des années 1816-1820. À partir de l'élan démocratique initial, un mouvement souterrain se poursuivit qui permit au « millénium plébéien » de resurgir aux côtés du courant syndical vers 1811, sous la forme d'un nouveau radicalisme populaire, porté à la fois par la haine de la « terreur blanche » en Angleterre et par une série d'expériences nouvelles.

Est ébranlée, grâce à la mise en valeur de la présence jacobine, cette vision lénifiante de la scène politique anglaise qui serait partagée entre une classe dominante suffisamment éclairée pour lâcher du lest quand il convient et une classe dominée (ou des classes dominées) suffisamment raisonnable pour contenir ses aspirations dans les limites de la réforme. Or, comme il ressort de la lecture de *The Making of the English Working Class*, cette histoire aussi est tumultueuse, violente, effervescente, âprement conflictuelle. Peut-être convient-il d'inverser le tableau, de rappeler les origines révolutionnaires de cette société, et de distinguer plutôt une classe dominante mobilisée en permanence contre la menace, parfois souterraine, parfois ouverte, du règne des droits de l'homme et de l'avènement de l'homme du « Commonwealth ». Au terme d'un très beau chapitre sur « L'arbre de la liberté », E.P. Thompson revient une fois encore sur la révolution qui n'eut pas lieu et sur la cassure que, refoulée, elle entraîna, comme pour ruiner définitivement le mythe du contre-modèle anglais. « Dans les années 1790, il se produisit une sorte de "Révolution anglaise", qui exerça une influence profonde sur la formation de la conscience de la classe ouvrière après les guerres. Il est vrai que l'élan révolutionnaire fut étranglé au berceau : il en résulta d'abord amertume et désespoir. La panique contre-révolutionnaire des classes dominantes

27. Chap. IV, p. 132.

s'exprima dans tous les aspects de la vie sociale. [...] Au cours des décennies qui suivirent 1795, on assista à une coupure profonde entre les classes en Grande-Bretagne. [...] L'Angleterre diffère des autres nations européennes en ce que le flux du sentiment et de la discipline contre-révolutionnaires y a coïncidé avec le flux de la révolution industrielle. [...] L'alliance "naturelle" entre une bourgeoisie industrielle impatiente, d'opinion radicale, et un prolétariat en formation se brisa dès sa naissance. [...] S'il n'y eut pas de révolution en Angleterre dans les années 1790, ce n'est pas à cause du méthodisme, mais parce que la seule alliance assez forte pour la mener à bien s'effondrait. Après 1792, il n'y avait plus de girondins pour enfoncer la porte par laquelle pourraient entrer les jacobins[28]. » Le bilan n'est pas que d'échec et de frustration : dans cette fermentation naquirent plusieurs traditions qui appartiennent à l'histoire de la démocratie moderne.

Presque un quart de siècle s'est écoulé depuis la parution de *The Making of the English Working Class*. En quoi ce livre, à travers l'éloignement dans le temps, fait-il encore événement pour nous ?

On peut imaginer sans peine quel accueil lui aurait été réservé autour de 1968, de quel type d'investissement il aurait été alors l'objet. Qu'il nous suffise de relire les phrases de clôture. « De tels hommes rencontraient l'utilitarisme dans leur vie quotidienne et cherchaient à s'en débarrasser non pas sans discernement, mais avec intelligence et passion morale. Ils combattaient non pas les machines, mais les rapports d'exploitation et d'oppression inhérents au capitalisme industriel. C'est au cours de ces mêmes années que la grande critique romantique de l'utilitarisme se développe, de façon parallèle mais entièrement distincte. Après William Blake, il ne se trouva plus d'esprit qui fut à l'aise dans les deux cultures à la fois, et qui pût jeter des ponts entre les deux traditions. [...] D'où, par moments, le sentiment que ces années expriment non pas un défi révolutionnaire, mais un

28. Chap. v, p. 230-231.

mouvement de résistance, dans lequel les romantiques et les artisans radicaux s'opposaient à l'annonciation de l'Homme-âpre-au-gain. Et que, ces deux traditions n'étant jamais parvenues à se rencontrer, quelque chose se perdit. Nous ne pouvons savoir quoi, car nous sommes au nombre des perdants.

« On ne peut, cependant, se contenter de considérer les ouvriers comme les myriades perdues de l'éternité. Ils soignaient aussi depuis cinquante ans, avec un courage incomparable, l'arbre de la liberté. Nous pouvons leur être reconnaissants de ces années de culture héroïque[29]. »

Événement négatif, pourrait-on dire. Comme si, dans son inactualité, la lecture du livre d'E.P. Thompson faisait naître irrésistiblement, presque à notre insu, une méditation mélancolique sur ce que nous sommes devenus. De cette histoire qui retrace, à travers l'odyssée de la classe ouvrière, le *nouveau* du XIX^e^ siècle, ne reste-t-il que la souffrance des générations passées, le sentiment oppressant de la douleur du monde, suspendu, allégé soudain par le battement d'ailes de percées utopiques ? Ne peut-on y redécouvrir une invite à repenser patiemment la question sociale ? C'est-à-dire à l'écart des emportements aveugles de l'idéologie, qu'elle soit constitutive ou réactive ? Nous savons désormais quelle part d'illusion véhicule cette idée d'une classe « élue » qui, lieu de concentration de toutes les aliénations, se métamorphoserait, figure inversée, en agent d'émancipation totale, irréversible, en foyer d'une solution de l'énigme de l'histoire. Mais la critique légitime de l'illusion nous autorise-t-elle pour autant à considérer la question sociale, celle de l'émancipation, comme réglée, dépassée et dorénavant sans objet ? On peut certes repérer des mécanismes de règlement de la question sociale dans nos sociétés – mais la question sociale est-elle susceptible d'un règlement ? Il y a un sens à dégager de l'illusion, ou plutôt de l'illusion critiquée surgit un irréductible « reste ». Notre question devient alors : comment penser ce « reste » qui ne cesse de travailler notre présent ? Sous quel nom le reconnaître ici et maintenant, quel statut

29. Chap. XVI, p. 1100.

lui accorder ? Déjà, à la lecture d'E.P. Thompson, on peut percevoir comme un avertissement sur le curieux mode de fonctionnement propre à nos sociétés qui consiste à déclarer qu'une question non réglée et continuant à hanter notre présent, sous des figures incontestablement nouvelles, accède du même coup au rang de question surmontée et donc dépourvue d'intérêt. Bref, sous couvert d'une critique de l'illusion, comme si l'illusion n'avait rien à nous faire entendre, la fuite dans l'oubli. On tourne simplement le dos en oubliant que l'oubli est réification.

Quelques pistes peuvent être esquissées.

– Pour Walter Benjamin, la question de l'émancipation ne peut faire l'économie d'un rapport conjuratoire au XIX^e^ siècle : elle passe nécessairement par une critique des mythes qui l'enserrent. Quelles voies nouvelles ouvre pour cette tâche le livre d'E.P. Thompson, cette étude magistrale d'un autre XIX^e^ siècle, quelle critique requiert de nous Londres, métropole du capitalisme moderne, siège de l'Exposition universelle de 1851, haut lieu de fantasmagories ?

– Le projet initial d'E.P. Thompson était d'écrire un ouvrage sur la politique de la classe ouvrière de 1790 à 1921, dont ce livre ne constitue qu'un premier volet. On ne s'étonnera donc pas que, parti d'une interrogation sur la particularité politique de la classe ouvrière, E.P. Thompson apporte avec *The Making of the English Working Class* une contribution essentielle à l'étude de la « sphère publique plébéienne ». J. Habermas, dans sa typologie des sphères publiques, en fait remonter l'apparition à la Révolution française et la décrit comme « défaite de son aspect littéraire ». « Ce ne sont plus les "couches cultivées" qui en sont les sujets, mais le "peuple" inculte[30]. » À lire E.P. Thompson qui corrige et module cette notion de « peuple inculte » – à vrai dire, il s'agit d'une autre culture –, on cerne mieux un des moments essentiels de la constitution de cette sphère plébéienne, le radicalisme populaire des années 1790. Connaissant une résurgence en 1815, le mouvement radical ouvrirait la période de lutte qui mène à 1832, et plus tard au chartisme. Mais,

30. J. Habermas, *L'Espace public*, Paris, Payot, 1979, p. 10.

surtout, on perçoit plus nettement les caractères spécifiques de cette sphère plébéienne :

• d'abord, le lieu ou l'espace de manifestation : les cafés, les tavernes, les Églises dissidentes, les grands rassemblements où apparut le caractère composite du mouvement réunissant des « saints » austères et puritains aux côtés de gaillards hédonistes et turbulents ;

• la critique en acte de la tradition constitutionnelle qui fonctionnait comme une entrave à l'essor de la pensée démocratique, allant néanmoins de pair avec une lutte permanente pour la reconnaissance du « droit de naissance » ;

• dans le cas de la Grande-Bretagne tout au moins, l'importance des origines religieuses de la démocratie plébéienne. Le monde de la Dissidence, en dépit de sa complexité, de ses ambiguïtés, est l'un des berceaux des pratiques anti-autoritaires, avec son attachement aux principes d'auto-administration et d'autonomie locale, à la limite de l'anarchie ;

• un *ethos* égalitaire de la fraternité qui sut se donner très vite des institutions où se constitua l'expérience ouvrière de la solidarité et de la mutualité ;

• enfin, et E.P. Thompson y revient à plusieurs reprises, la proclamation du principe énoncé par la SCL (la Société de correspondance londonienne) : « *Que le nombre de nos adhérents soit illimité.* » Écho du combat des niveleurs pour la dissociation des droits politiques et du droit de propriété ? Certes, mais, au-delà, une contribution essentielle de la sphère publique plébéienne à la démocratie moderne. « Une charnière dans l'histoire », juge E.P. Thompson. C'est-à-dire la fin de l'exclusivisme, de la politique considérée comme un domaine réservé à une élite ou à un groupe de professionnels. Comme si le jacobinisme anglais, en se mêlant aux traditions religieuses venues de la Dissidence, avait congédié le modèle de la révolution par en haut pour transplanter, dans le champ politique, des modes d'action et d'organisation éprouvés dans le champ religieux, et pour réaffirmer ainsi la volonté d'autodétermination du peuple. « En nombre illimité » ne s'entend pas seulement comme un appel au suffrage universel, ou comme une invite à l'autonomie, mais aussi comme un appel plus

secret, plus difficile à percevoir, à la multiplication, à la multiplicité. La démocratie est pensée, visée comme le règne du multiple, comme la recherche de la diversité, plus, de la bigarrure : elle s'institue dans le refus d'une unification homogénéisante.

On imagine sans peine combien H. Arendt, pour qui le mouvement ouvrier a écrit, dans le champ politique, « un des chapitres les plus glorieux et sans doute les plus riches de promesses de l'histoire récente », aurait découvert dans cet ouvrage de « perles » appartenant au trésor perdu des révolutions modernes. Et, si l'on peut se réjouir d'un effort persévérant, ces dernières années, pour penser la spécificité de la démocratie moderne, ce livre n'ouvre-t-il pas pour nous l'occasion heureuse d'une réflexion renouvelée ? Peut-on se contenter, pour redécouvrir la révolution démocratique moderne, de Constant et de Tocqueville, même s'il existe, de ce dernier penseur, des lectures très audacieuses ?

Que serait notre pensée de la démocratie, que deviendrait notre interprétation si *The Making of the English Working Class* parvenait à tourner aussi notre attention vers l'univers tumultueux des pratiques plébéiennes, si ce que Claude Lefort appelle l'« idée libertaire de démocratie » se nourrissait d'un réexamen de la charbonnerie française, du mouvement républicain, des clubs et de l'effervescence de 1848, de la Commune de Paris et, au-delà, des « chimères » qui, selon Jacques Rancière, hantaient la « nuit des prolétaires » ? Encore faut-il bien voir que cette sphère publique plébéienne ne repose pas sur une séparation tranchée du politique et du social. Ses acteurs considèrent les lieux de production comme un des lieux d'expression du politique. Ainsi, ces phrases de John Thelwall : « Une sorte d'esprit socratique se développera inévitablement partout où se réunissent de grands groupes d'hommes [...] Chaque grand atelier ou manufacture est donc une sorte de société politique qu'aucune loi ne peut réduire au silence, ni aucun magistrat forcer à se disperser[31]. »

– Enfin, *The Making of the English Working Class*, qui donne le récit de la constitution des communautés ouvrières, suscite une question

31. Chap. v, p. 240.

cruciale pour nous : comment penser ensemble l'exigence de communauté et l'être-au-monde démocratique ?

Et si *The Making of the English Working Class* était un grand livre morrissien ? E.P. Thompson, qui a publié, en 1977, une version révisée du *William Morris, Romantic to Revolutionary*, n'a-t-il pas, lors d'une mise au point, avoué joyeusement la prégnance de son rapport à William Morris ? Il ne s'agit pas, pour E.P. Thompson, de tirer à lui l'auteur de *News from Nowhere* ; c'est, au contraire, dans l'autre sens que fonctionne la relation. « Morris, en 1955, s'était emparé de moi. Mon livre était alors, tout au moins je le suppose, une preuve de "révisionnisme" enveloppé. Depuis, la confrontation William Morris-Marx n'a pas cessé de traverser mon travail. Quand, en 1956, mon désaccord avec le marxisme orthodoxe parvint à s'exprimer pleinement, j'effectuai un retour à des modes de perception que j'avais acquis dans ces années de relation étroite avec W. Morris, et c'est dans cette pression que Morris a exercée sur moi que j'ai peut-être puisé la volonté d'aller de l'avant. Reconnaître que Morris s'était emparé de moi, et que j'ai tenté de répondre à cette emprise, ne me donne pas le droit de m'en emparer à mon tour. Mais interpréter Morris, c'est ce que j'ai tenté de faire pendant ces vingt dernières années[32]. »

Un grand livre morrissien ? Comme si, en réveillant ces noms arrachés à la nuit de l'oubli, en faisant « briller dans le passé l'étincelle de l'espérance », E.P. Thompson avait poursuivi inlassablement une méditation raisonnée sur ces phrases de W. Morris, dans *A Dream of John Ball*, sorte de condensation de sa vision de l'histoire : « Les hommes combattent et perdent la bataille, et la chose pour laquelle ils ont lutté advient malgré leur défaite. Quand elle advient, elle se révèle être différente de ce qu'ils avaient visé, et d'autres hommes doivent alors combattre pour ce qu'ils avaient visé, sous un autre nom[33]. »

32. E.P. Thompson, « Romanticism, Moralism and Utopianism », art. cité, p. 109.

33. William Morris, *Selected Writings* (édité par G.D.H. Cole), Londres, The Nonesuch Press, 1948, p. 214.

# *Note sur la traduction*

Certains principes de traduction doivent être ici précisés. Le lecteur trouvera en anglais certains termes suffisamment connus, dont la traduction était inutile ou qui expriment une réalité sans équivalent exact en français. Ainsi apparaissent, au fil du texte, les termes de *squire*, *poor rates*, *Combination Acts*, etc. Dans les cas où une explication était nécessaire, une note du traducteur précise le sens du mot. À l'inverse, les titres d'imprimés cités dans le texte ont été traduits, lorsqu'une édition est disponible en langue française ou lorsque la traduction était indispensable à la bonne compréhension de la phrase. Dans le cas contraire, on a laissé le titre en anglais.

Des choix de traduction ont dû être faits. Il a parfois été préférable de donner d'un même mot plusieurs traductions différentes en français, selon le contexte où il apparaissait. La notion de *middle-class*, par exemple, est tantôt traduite par « classe moyenne » (en particulier dans les textes contemporains cités par E.P. Thompson), tantôt par « bourgeoisie » (dans le texte même de Thompson).

S'agissant de citations de textes français, l'original a été, sauf exception, rétabli.

D'autre part, de brèves citations intégrées à la phrase même ont dû parfois être légèrement adaptées pour que leur sens soit préservé. Quant aux chansons, vers et ballades populaires qui émaillent le récit, le lecteur en trouvera non pas tant une traduction littérale qu'une adaptation dans un registre stylistique voisin en français.

Les trois parties de ce livre ont été traduites respectivement par Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault. La révision de l'ensemble et la traduction de la postface ont été assurées par Alain Rossignol et Jean Viviès.

*À Dorothy et Joseph Greenald*

# *Avant-propos*

Quand j'ai signé un contrat avec les Éditions Victor Gollancz en août 1959, je m'étais engagé à écrire un ouvrage sur « Politique de la classe ouvrière, 1790-1921 » qui devait « compter environ 60 000 mots ». Ce livre constitue selon moi le premier volet d'un tel ouvrage, et je remercie mes éditeurs pour la bonne humeur manifestée et les encouragements prodigués lors de la réception d'un manuscrit brouillon et volumineux. Lorsque je me remémore cette époque, je me demande quand et comment j'ai pu m'arranger pour écrire ce livre, puisque, de 1959 à 1962, je militais aussi activement pour la première « nouvelle gauche », en faveur de la campagne pour le désarmement nucléaire, etc. Je n'ai pu écrire ce livre que parce que j'avais en partie accompli le travail de recherche au cours des dix années précédentes, où j'avais été chargé de cours dans le West Riding. Les discussions lors de ces cours ainsi que des activités politiques concrètes de diverses natures m'ont sans nul doute poussé à voir les problèmes de la conscience et de l'organisation politiques d'une certaine manière.

Beaucoup de lecteurs ont remarqué que ce livre s'articule autour d'une double critique : d'une part, la critique des dogmes positivistes qui dominaient à l'époque les écoles d'histoire économique les plus conservatrices (dogmes plus récemment remis sur le marché sous l'étiquette de « théorie de la modernisation ») et, d'autre part, la critique d'une certaine orthodoxie « marxiste » (dont l'influence était alors sur le déclin en Angleterre) selon laquelle la classe ouvrière est née en quelque sorte par un processus de génération spontanée déclenché par les nouvelles forces productives et les nouveaux rapports de production. Certains de mes détracteurs de la première obé-

dience ont trouvé mon livre scandaleux, et j'ai répondu à certaines de leurs objections dans la postface à l'édition Pélican de 1968 (qui est reproduite dans ce volume), non pas parce que j'estime que mon travail est au-dessus de toute critique, mais parce que le débat impliquait d'importantes questions de principe. Quant à mes détracteurs de la seconde obédience, il y a quelques années que je suis plongé avec eux dans une controverse à un niveau plus théorique qui a abouti à la publication de *The Poverty of Theory* (Merlin Press, 1978).

Je n'entends pas écrire une nouvelle postface qui ferait le compte rendu des travaux des dix dernières années. Ce livre a connu un écho important et il est maintenant passé dans le discours historique. Il serait vaniteux de ma part de juger les autres chercheurs à la lumière de mes propres résultats. J'étais en train de poursuivre mes propres recherches pendant l'impression de ce livre (ainsi qu'en témoignent mes corrections sur épreuves), et j'ai moi-même développé et révisé une partie de la matière des quatre premiers chapitres tandis que je travaillais sur la foule au XVIII^e^ siècle et la conscience des droits que la coutume était censée lui garantir. Entre-temps, on a publié beaucoup de travaux nouveaux et importants, sans compter les thèses ou les recherches à paraître. On a repris les études sur les années 1790, comme l'indique la bibliographie jointe à l'ouvrage important du Pr. Albert Goodwin, *The Friends of Liberty* (Hutchinson, 1979). On trouve à présent un examen complet du rôle prophétique de Richard Brothers et de Joanna Southcott dans *The Second Coming* (Routledge and Kegan Paul, 1979). L'image que je donne des artisans de Londres, de la politique radicale londonienne et de l'affaire de la reine Caroline est corrigée et complétée par l'étude du Dr. Iorwerth Prothero sur John Gast, *Artisans and Politics in Early-Nineteenth Century London* (William Dawson, Folkestone, 1979). Je suis heureux de constater que ma remarque selon laquelle la lutte pour l'existence de la presse non timbrée « n'a pas encore trouvé son historien » est maintenant caduque grâce à deux admirables études : *The Pauper Press*, par Patricia Hollis (OUP, 1970), et *The War of the Unstamped*, par Joel H. Wiener (Cornell University Press, 1969).

D'autres domaines restent sujets à controverse. Il me faudrait

peut-être mentionner brièvement que je ne retranche rien de mon analyse du méthodisme et que, en dépit des critiques, je demeure convaincu de l'existence d'une présence jacobine « clandestine » pendant les années de guerre, que plusieurs travaux du Dr. Malcolm Thomis sur le mouvement luddiste ne m'ont pas conduit à modifier mon interprétation, et que l'étude de Duncan Bythell, *The Handloom Weavers*, qui s'articule partiellement autour d'une critique de mon chapitre IX, me paraît erronée, tant en ce qui concerne la ligne générale que le détail. Mais traiter à fond un seul de ces points exigerait un examen prolongé et minutieux des documents.

Les travaux de recherche et de critique se poursuivront, et, si je me suis dispensé de mentionner des travaux importants, c'est par crainte de me laisser entraîner à constituer une bibliographie. Mon seul souhait est de signaler que l'auteur du présent ouvrage considère que les thèses qui y sont énoncées demeurent valides, mais qu'il faut y voir des hypothèses que l'on ne saurait à leur tour pétrifier en dogmes.

*Worcester, octobre 1979.*

# *Préface*

Le titre de ce livre est maladroit, mais il a le mérite d'être adéquat. Le mot « formation » (*making*) indique que l'objet de cette étude est un processus actif, mis en œuvre par des agents tout autant que par des conditions. La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation.

Nous parlerons de *classe*, et non de classes, pour des raisons que ce livre a notamment pour objet d'étudier. Il y a, naturellement, une différence. L'expression « classes laborieuses » est descriptive et élude autant qu'elle définit. Ce terme désigne, de façon peu rigoureuse, un ensemble de phénomènes distincts. On trouve ici des tailleurs, là des tisserands, et ensemble ils constituent les classes laborieuses.

J'entends par classe un phénomène *historique*, unifiant des événements disparates et sans lien apparent, tant dans l'objectivité de l'expérience que dans la conscience. J'insiste sur le caractère historique du phénomène. Je ne conçois la classe ni comme une « structure » ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains.

De plus, la notion de classe implique celle de rapport historique. Comme tout autre rapport, c'est un phénomène dynamique qui échappe à l'analyse dès lors qu'on tente de le figer à un moment particulier pour en dégager les composantes. La grille sociologique la plus fine ne saurait mettre en évidence un pur modèle de classe, pas plus qu'un pur modèle de déférence ou d'amour. Ce rapport doit toujours s'incarner dans des hommes et un contexte réels. En outre, nous ne pouvons avoir deux classes distinctes, ayant chacune une existence indépendante, que l'on

met ensuite en rapport l'une avec l'autre. L'amour n'est pas concevable sans amants, ni la déférence sans *squires* et paysans. On peut parler de classe lorsque des hommes, à la suite d'expériences communes (qu'ils partagent ou qui appartiennent à leur héritage), perçoivent et articulent leurs intérêts en commun et par opposition à d'autres hommes dont les intérêts diffèrent des leurs (et, en général, s'y opposent). L'expérience de classe est en grande partie déterminée par les rapports de production dans lesquels la naissance ou les circonstances ont placé les hommes. La conscience de classe est la manière dont ces expériences se traduisent en termes culturels et s'incarnent dans des traditions, des systèmes de valeurs, des idées et des formes institutionnelles. Au contraire de l'expérience de classe, la conscience de classe ne se présente pas comme déterminée. On peut certes discerner une *logique* dans les réactions de groupes d'hommes aux métiers similaires face à des expériences similaires, mais nous ne pouvons pas formuler de loi. La conscience de classe naît de la même façon en des lieux et à des époques différents, mais jamais tout à fait de la même façon.

On a trop souvent tendance de nos jours à voir dans la classe une chose. Ce n'est pas le sens du mot *classe* tel que Marx l'a employé dans ses ouvrages historiques, et pourtant c'est l'acception erronée que l'on trouve dans de nombreux écrits « marxistes » récents. On attribue à « la classe ouvrière » une existence réelle, quasi définissable en termes mathématiques : un certain nombre d'hommes occupant une certaine position par rapport aux moyens de production. Une fois ce postulat accepté, il devient possible d'en déduire la conscience de classe qu'« elle » devrait avoir (mais possède en fait rarement) si « elle » avait une conscience juste de sa situation et de ses intérêts réels. Il existe une superstructure à travers laquelle cette conscience se fait jour sous des formes inefficaces. Ces « retards » et ces déformations culturelles sont gênants, et il aisé d'aboutir, à partir de là, à une théorie de substitution : le parti, la secte ou le théoricien qui révèlent la conscience de classe non pas telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être.

On commet une erreur analogue de l'autre côté de la barrière idéologique. D'une certaine façon, cette erreur est le négatif exact de la précédente. Puisqu'il est facile de réfuter la notion rudimentaire de

classe attribuée à Marx, on en déduit que toute notion de classe n'est qu'une construction théorique plaquée sur la réalité. On nie l'existence même des classes. D'une autre façon, et par un curieux retournement, on peut passer d'une vision dynamique à une vision statique. La classe ouvrière existe bel et bien, et on peut la définir avec une certaine précision comme une composante de la structure sociale. Mais la conscience de classe est une chose néfaste inventée par des intellectuels égarés, puisqu'il convient de dénoncer comme « symptôme de désordre injustifié »[1] tout ce qui trouble la coexistence harmonieuse de groupes jouant des « rôles sociaux » différents et entrave ainsi la croissance économique. Il s'agit de trouver la meilleure manière d'amener la classe ouvrière à accepter son rôle social et de savoir comment « traiter et canaliser » son mécontentement.

Il est impossible de raisonner en ces termes si l'on se souvient que la classe est un rapport et non une chose. Elle n'existe ni pour avoir un intérêt et une conscience abstraite ni pour se retrouver sur l'établi de l'ajusteur. Nous ne pouvons pas davantage renverser la réalité, comme le fait un éminent chercheur dans une étude où l'obsession méthodologique le conduit à oublier l'examen d'une situation de classe réelle dans un contexte historique réel. Il écrit :

> Les classes sont fondées sur des différences de pouvoir légitime inhérent à certaines positions, c'est-à-dire fondées sur la répartition des rôles sociaux en fonction de l'autorité potentielle qui leur est associée [...]. Il s'ensuit qu'un individu devient membre d'une classe en jouant un rôle social spécifique du point de vue de l'autorité. Il appartient à une classe parce qu'il occupe une position donnée dans une organisation sociale ; l'appartenance de classe découle par conséquent de l'occupation d'un rôle social[2].

1. On peut trouver un exemple de cette approche, se rapportant à la période que nous étudions, dans l'étude d'un collègue du Pr. Talcott Parsons, N.J. Smelser, *Social Change in the Industrial Revolution*, 1959.

2. R. Dahrendorf, *Class and Class Conflict in Industrial Society*, 1959, p. 148-149 (trad. fr., *Classes et Conflits de classes dans la société industrielle*, Paris, Mouton, 1972, p. 150-151).

Il s'agit bien entendu de savoir comment cet individu en est venu à occuper ce « rôle social » et comment est née cette forme spécifique d'organisation sociale, avec ses droits de propriété et sa structure de pouvoir. Ce sont là des questions historiques. Si nous arrêtons l'histoire à un moment donné, il n'y a plus de classes, mais simplement une multitude d'individus vivant une multitude d'expériences. Mais, si nous observons ces individus sur une période appropriée de changement social, nous pouvons distinguer des constantes dans leurs relations, leurs idées et leurs institutions. La classe se définit par des hommes vivant leur propre histoire. Telle est en définitive sa seule définition.

Si j'ai montré une compréhension insuffisante des soucis méthodologiques de certains sociologues, j'espère néanmoins que cet ouvrage contribuera à une meilleure compréhension du phénomène de classe. Car je suis convaincu que la seule façon de l'appréhender est de considérer la classe comme une formation sociale et culturelle, résultant de processus que l'on ne peut étudier que si l'on en examine le développement au cours d'une période historique relativement longue. Entre 1780 et 1832, la plupart des travailleurs anglais en vinrent à percevoir leurs intérêts comme identiques et opposés à ceux de leurs dirigeants et de leurs employeurs. La classe dirigeante, quant à elle, était fort divisée et n'a gagné en cohésion à cette même époque que parce que certains antagonismes furent résolus ou perdirent beaucoup de leur acuité face à une classe ouvrière en révolte. Ainsi, la présence de la classe ouvrière était, en 1832, le facteur le plus important de la vie politique britannique.

Voici comment l'ouvrage est composé. La première partie a pour objet la permanence des traditions populaires au XVIII^e^ siècle et leur influence sur l'agitation jacobine des années 1790. La deuxième partie passe des influences subjectives aux influences objectives : les expériences de groupes d'ouvriers pendant la révolution industrielle, qui m'ont paru d'un intérêt tout particulier. Je tente également d'y évaluer la nature de la nouvelle discipline de travail et l'influence sur ce point de l'Église méthodiste. La troisième partie reprend l'his-

toire du radicalisme (*Radicalism*) plébéien pour la suivre, à travers le luddisme, jusqu'à la période héroïque de la fin des guerres napoléoniennes. J'examine enfin certains aspects de théorie politique et de la conscience de classe dans les années 1820 et 1830.

Il s'agit plutôt d'une série d'études sur des thèmes apparentés que d'un récit suivi. Je sais que le choix de ces thèmes va parfois à l'encontre de certaines orthodoxies répandues. Il y a l'orthodoxie fabienne, qui voit dans la grande majorité des travailleurs des victimes passives du laissez-faire, à l'exception d'une poignée d'organisateurs clairvoyants (notamment Francis Place). Il y a l'orthodoxie des historiens économiques empiristes, qui considèrent les travailleurs comme main-d'œuvre, migrants ou données statistiques. Il y a l'orthodoxie du *Voyage du pèlerin* (*Pilgrim's Progress*), qui fouille cette période à la recherche de pionniers précurseurs de l'État-providence, d'ancêtres d'un Commonwealth socialiste ou (plus récemment) de premiers modèles de rapports rationnels entre partenaires sociaux. Toutes ces orthodoxies portent une part de vérité, et chacune a enrichi nos connaissances. Je reproche aux deux premières de tendre à occulter l'intervention des travailleurs et la façon dont leurs efforts conscients ont contribué à faire l'histoire. Je reproche à la troisième de lire l'histoire à la lumière de préoccupations ultérieures et non comme elle s'est réellement déroulée. Elle ne retient que ceux qui ont réussi, c'est-à-dire ceux dont les aspirations anticipaient l'évolution ultérieure. On oublie les impasses, les causes perdues, jusqu'aux perdants eux-mêmes.

Je cherche à sauver de l'immense condescendance de la postérité le pauvre tricoteur sur métier, le tondeur de drap luddiste, le tisserand qui travaille encore sur un métier à main, l'artisan « utopiste », et même le disciple trompé de Joanna Southcott. Il est bien possible que leurs métiers et leurs traditions aient été moribonds ; que leur hostilité à l'industrialisation naissante ait été alimentée par un point de vue passéiste ; que leurs idéaux communautaires aient manqué de réalisme ; que leurs conspirations insurrectionnelles aient été téméraires... Mais ce sont eux qui ont vécu cette période de bouleversement social intense ; ce n'est pas nous. Leurs aspirations étaient

justifiées par leur expérience propre. Et, si l'histoire a fait d'eux des victimes, leur propre époque les ayant condamnés, victimes ils sont restés jusqu'à nos jours.

Nous ne devons pas juger de la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure. Après tout, nous n'avons pas atteint nous-mêmes le terme de l'évolution sociale. Certaines causes perdues de la révolution industrielle peuvent nous éclairer sur des plaies sociales encore ouvertes aujourd'hui. Qui plus est, la majeure partie du monde actuel connaît encore les problèmes de l'industrialisation et de la formation d'institutions démocratiques, qui ne sont pas sans rapport avec notre propre expérience pendant la révolution industrielle. Les causes perdues en Angleterre pourraient bien encore être gagnées en Asie ou en Afrique.

Il me faut enfin présenter des excuses aux lecteurs gallois et écossais. J'ai négligé leur histoire non par chauvinisme, mais par respect. C'est parce que la classe est une formation culturelle autant qu'économique que j'ai pris soin de ne pas généraliser au-delà de l'expérience anglaise. Je n'ai étudié les Irlandais qu'à titre d'immigrants en Angleterre, et non pas en Irlande. Plus précisément, l'histoire est tout aussi dramatique et tourmentée en Écosse qu'en Angleterre. L'agitation jacobine écossaise fut plus intense et plus héroïque. Mais l'histoire écossaise présente des différences substantielles. Le calvinisme n'est pas le méthodisme, bien qu'il soit malaisé de dire lequel des deux fut le pire au début du XIX^e^ siècle. Il n'existait pas, en Angleterre, de paysannerie comparable aux migrants des Highlands. La culture populaire était aussi très différente. Au moins jusqu'aux années 1820, on peut considérer que les expériences écossaise et anglaise sont distinctes, puisque les liens politiques et syndicaux restaient éphémères et ténus.

Écrit dans le Yorkshire, ce livre a pu être parfois coloré par des sources du West Riding. J'adresse ma sincère reconnaissance à l'université de Leeds et au Pr. S.G. Raybould qui m'ont permis, il y a quelques années, d'entreprendre les recherches qui ont abouti à cet ouvrage, et aux administrateurs de Leverhulme, qui m'ont accordé une bourse de recherche me permettant de mener à bien ces travaux.

J'ai également appris beaucoup auprès de mes étudiants, avec lesquels j'ai débattu de nombreux thèmes abordés ici. Je dois également remercier les administrateurs et les éditeurs qui m'ont autorisé à reproduire des sources manuscrites et imprimées (la liste en est dressée à la fin de la présente édition).

Bien d'autres ont droit à une égale reconnaissance. M. Christopher Hill, le Pr. Asa Briggs et M. John Saville m'ont fait part de leurs remarques sur le manuscrit ; cependant, ils ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables de jugements dont je porte seul la responsabilité. M. R.W. Harris a fait preuve de la plus grande patience à propos d'un ouvrage qui a dépassé les normes de la collection pour laquelle il était initialement prévu. MM. Perry Anderson, Denis Butt, Richard Cobb, Henry Collins, Derrick Crossley, Tim Enright, le Dr. E.P. Hennock, Rex Russell, ainsi que le Dr. John Rex, le Dr. E. Sigsworth et M. H.O.E. Swift, m'ont apporté leur concours. Je dois également remercier Mme Dorothy Thompson, historienne à laquelle me lie le hasard du mariage. Nous avons examiné ensemble chaque chapitre, et j'ai pu ainsi lui emprunter non seulement des idées, mais certaines de ses notes. Sa collaboration n'a pas porté sur tel ou tel point particulier, mais sur la façon dont l'ensemble du problème a été envisagé.

*Halifax, août 1963.*

# I

# L'ARBRE DE LA LIBERTÉ







« Vous combattez les ennemis de la race humaine, non pas simplement pour vous-mêmes, car il se peut que vous ne voyiez jamais l'avènement définitif de la liberté, mais pour l'enfant encore au sein de sa mère. »

*Instructions de la Société de correspondance londonienne à ses émissaires, 1796.*

« La Bête et la Putain règnent sans partage. »

WILLIAM BLAKE, 1798.

1

# Des adhérents en nombre illimité

« Que le nombre de nos adhérents soit illimité » : tel est le premier « principe » de la Société de correspondance londonienne (SCL), ainsi que l'indique son secrétaire lorsqu'il entame une correspondance avec une société similaire de Sheffield en mars 1792[1]. La première réunion de la Société londonienne s'était tenue deux mois plus tôt dans une taverne d'Exeter Street, *The Bell*, près du Strand ; y assistaient neuf « hommes honnêtes, sérieux et travailleurs ». Son fondateur et premier secrétaire, Thomas Hardy, rapporta par la suite cette réunion :

> Après avoir soupé de pain et de fromage accompagnés de bière, comme ils en avaient l'habitude, puis fumé la pipe et évoqué la dureté des temps et la cherté des moyens de subsistance [...], ils abordèrent ce pour quoi ils étaient réunis : la *Réforme parlementaire* – question d'une importance assez singulière pour être soumise aux délibérations de tels hommes.

Sur les neuf personnes présentes ce soir-là, huit décidèrent de devenir membres fondateurs de la Société et acquittèrent leur première cotisation hebdomadaire de 1 penny. Le neuvième demanda à réfléchir et adhéra la semaine suivante. Hardy, qui faisait aussi fonction de trésorier, regagna son logis au numéro 9 de Picadilly avec en poche toute la fortune de l'organisation : 8 pence pour pourvoir au papier nécessaire à la correspondance avec des groupes à vocation semblable dans le pays.

En deux semaines, la Société recruta vingt-cinq nouveaux membres : le trésorier disposait de 4 shillings et 1 penny. Six mois plus tard,

1. *Memoir of Thomas Hardy... Written by Himself*. 1832, p. 16.

la Société faisait état de plus de deux mille membres. Les formalités d'adhésion étaient simples – il suffisait d'apporter une réponse positive à trois questions, dont la plus importante était :

> Êtes-vous intimement persuadé que le bien-être de ces royaumes exige que tout adulte possédant sa raison et n'ayant commis aucun crime ait le droit d'élire les Membres du Parlement ?

Dans le premier mois de son existence, la Société consacra cinq soirées consécutives à débattre cette question : « Nous, Artisans, Commerçants, Ouvriers, avons-nous bien le droit d'obtenir une Réforme parlementaire ? » Ils l'envisagèrent « de tous les points de vue qu'il [leur] fut possible de concevoir » et conclurent par l'affirmative.

Deux ans plus tard, le 12 mai 1794, le messager d'État, deux sergents de police, le secrétaire particulier du ministre de l'Intérieur, Dundas, et d'autres dignitaires se présentèrent au numéro 9 de Picadilly pour procéder à l'arrestation du cordonnier Thomas Hardy, accusé de haute trahison. Les Hardy virent les policiers mettre la pièce sens dessus dessous, forcer un secrétaire, fouiller dans les vêtements de Mme Hardy – qui était alors enceinte et gardait le lit –, remplir quatre grands mouchoirs de soie de lettres et un sac à blé de brochures, de livres et de manuscrits. Le même jour, la Chambre des communes reçut communication d'un message spécial du roi consacré aux pratiques séditieuses des sociétés de correspondance. Deux jours plus tard, on nomma une commission secrète de la Chambre chargée d'étudier les documents saisis chez le cordonnier.

Celui-ci passa à plusieurs reprises devant le Conseil privé lui-même. Hardy n'a guère relaté ces interrogatoires, mais l'un de ses codétenus amusa ses lecteurs par la reconstitution dramatique de son propre interrogatoire devant le conseil suprême du pays. « On me fit entrer, rapporta John Thelwall, et je pus contempler la distribution au grand complet, chaque personnage retranché derrière des rapports et des manuscrits [...] éparpillés un peu partout dans le plus extrême désordre. » Le Grand chancelier d'Angleterre, le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre, Pitt, étaient présents.

LE PROCUREUR : Monsieur Thelwall, quel est votre prénom ?
THELWALL, *d'un ton quelque peu renfrogné* : John.
LE PROCUREUR, *toujours calmement* : ... avec deux *l* à la fin ou un seul ?
THELWALL : Deux, mais cela n'a pas d'importance. (*D'un ton détaché, mais plutôt renfrogné.*) Vous n'avez pas besoin de vous mettre en peine. Je n'ai l'intention de répondre à aucune question.
PITT : Que dit-il ? (*Furieux, il traverse la pièce pour venir s'asseoir à côté du Grand chancelier.*)
LE GRAND CHANCELIER, *d'une voix très douce, chuchotant presque* : Il n'a pas l'intention de répondre à nos questions.
PITT, *furieux* : Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Quoi[2] ?

John Thelwall tourna alors le dos à cette auguste assemblée et « entreprit d'observer un dessin à l'aquarelle ». Le Premier ministre le renvoya et fit comparaître un jeune garçon de quatorze ans, Henry Eaton, qui habitait chez les Thelwall. Mais ce garçon ne se laissa pas intimider et « se lança dans une harangue politique où il fit usage du vocabulaire le plus violent contre M. Pitt, lui reprochant d'avoir accablé le peuple d'impôts écrasants[3] [...] ».

Si nous les jugeons d'après les événements du siècle suivant, les protagonistes font preuve ici d'un amateurisme étrange, semblent mal saisir leur rôle et répéter sous forme d'affrontements curieusement individuels les grands affrontements impersonnels de l'avenir[4]. Civilité et férocité se mêlent ; les marques de bienveillance person-

2. *Tribune*, 4 avril 1795. On peut comparer ce témoignage au compte rendu de l'interrogatoire de Thelwall qui a été dressé par le Conseil privé : « Lorsque le greffier du Conseil lui demanda comment s'écrivait son nom, il répondit qu'il pouvait l'écrire comme bon lui semblait, car il ne répondrait à aucune question. » TS, II, 3509, f° 83. Pour la signification des abréviations dans les notes, cf. « Note bibliographique », p. 1133 *(NdE)*.

3. *Morning Post*, 16 mai 1794.

4. Par la suite, lorsque le jacobin John Binns fut emprisonné sans jugement au château de Gloucester, le ministre de l'Intérieur lui rendit visite, accompagné de son épouse et de ses deux filles.

nelle peuvent encore aller de pair avec l'âpreté de la haine de classe. Thelwall, Hardy et dix autres prisonniers furent incarcérés à la Tour de Londres, et plus tard à Newgate. Thelwall y fut enfermé quelque temps dans le charnier. Mme Hardy mourut en couches des suites du choc subi lorsque son domicile fut assiégé par des émeutiers du « parti de l'Église et du Roi ». Le Conseil privé résolut de maintenir l'accusation de haute trahison. Or, la peine maximale pour un traître était de le pendre, de le descendre du gibet encore vivant, de l'éventrer et de brûler ses entrailles sous ses yeux ; après quoi, il était décapité et écartelé. Un grand jury composé de citoyens respectables n'eut pas l'estomac d'en arriver là. Au terme d'un procès de neuf jours, Hardy fut acquitté le jour anniversaire de la Conspiration des poudres, le 5 novembre 1794. Le président du jury s'évanouit après avoir prononcé son verdict (« non coupable »), tandis que la foule londonienne en délire manifestait son enthousiasme et portait Hardy en triomphe dans les rues. Horne Tooke et Thelwall furent acquittés, les autres accusés bénéficiant d'un non-lieu. Mais la foule s'était réjouie trop tôt, car l'année suivante vit la reprise de la répression contre les réformateurs ou « jacobins ». On aurait pu croire, à la fin de la décennie, que leur activité avait été entièrement annihilée. La Société de correspondance londonienne avait été dissoute. Les *Droits de l'homme* de Tom Paine était interdit. Toute réunion était proscrite. Hardy tenait une cordonnerie près de Covent Garden, comptant que les vieux réformateurs viendraient en reconnaissance de ses services passés. John Thelwall s'était retiré dans une ferme isolée du sud du pays de Galles. Il semblait bien que les « artisans, commerçants et ouvriers » n'eussent finalement aucun droit à obtenir une réforme parlementaire.

On présente souvent la Société de correspondance londonienne comme la première organisation politique véritablement ouvrière en Grande-Bretagne. Toute chicanerie mise à part (la fondation des sociétés de Sheffield, Derby et Manchester est antérieure), cette affirmation n'est pas tout à fait exacte. D'une part, depuis la guerre anglo-américaine, il existait à Londres, de façon sporadique, des sociétés de discussion (*debating societies*) auxquelles participaient des tra-

vailleurs ; d'autre part, il serait plus exact de définir la SCL comme une société « radicale populaire » plutôt qu'« ouvrière ».

Hardy était sans aucun doute artisan. Né en 1752, il fut apprenti cordonnier dans le Sterlingshire, fit un peu l'expérience de l'industrialisation naissante comme maçon aux fonderies Carron (il manqua d'être tué par la chute d'un échafaudage en travaillant sur la maison de Roebuck, le maître de forges) et, encore jeune homme, s'installa à Londres peu avant la guerre anglo-américaine. Il y exerça l'un des nombreux métiers grâce auxquels un compagnon pouvait espérer s'établir à son compte et, avec un peu de chance, devenir maître lui-même – ce qu'il devint en effet. Il épousa la fille d'un charpentier-maçon. L'un de ses collègues, président de la SCL, était Francis Place, en passe de s'établir maître tailleur. La frontière qui séparait le compagnon du petit artisan était souvent franchie. Les compagnons bottiers et cordonniers (*Journeymen Boot and Shoemakers*) firent grève contre Hardy devenu petit patron en 1795. Avant de devenir maître tailleur, Francis Place contribua à l'organisation d'une grève des compagnons fabricants de culottes (*Journeymen Breeches-makers*) en 1793.

La frontière qui séparait l'artisan indépendant (dont l'atelier était aussi la « boutique ») du petit commerçant ou marchand était encore moins nette. De là, il n'y avait qu'un pas jusqu'au monde des graveurs établis à leur compte, tels William Sharp et William Blake, des imprimeurs et des apothicaires, des professeurs et des journalistes, des chirurgiens et du clergé dissident.

La Société de correspondance londonienne exerçait son influence dans deux directions opposées. Il y avait, d'une part, les cafés, les tavernes et les églises dissidentes de Picadilly, de Fleet Street et du Strand, où les compagnons autodidactes côtoyaient l'imprimeur, le boutiquier, le graveur ou le jeune avocat. D'autre part, à l'est et au sud de la Tamise, elle touchait des communautés ouvrières plus anciennes : les ouvriers des docks de Wapping, les tisseurs de soie de Spitalfields et Southwark, vieux bastion dissident. Le Londres « radical » n'a cessé d'être, pendant deux cents ans, plus hétérogène et plus fluide dans sa composition sociale et professionnelle que les centres des Midlands et du Nord regroupés autour de deux ou trois

industries de base. Il a souvent manqué aux mouvements populaires londoniens la cohérence et la vigueur que l'on rencontre lorsque l'ensemble d'une communauté est soumis aux mêmes tensions professionnelles et sociales. D'autre part, ils ont été généralement plus sujets aux motivations intellectuelles et aux « idées ». La diffusion des idées s'y est faite plus largement que dans le Nord. Le radicalisme londonien a vite acquis une complexité plus grande en raison de la nécessité d'unir des tendances divergentes en un mouvement commun. Les nouvelles théories et les nouveaux débats touchaient généralement le mouvement populaire londonien avant de gagner les centres provinciaux.

C'est en ce sens que la SCL a servi de point de convergence. N'oublions pas que son premier animateur vivait à Picadilly, et non à Wapping ou à Southwark. Mais certains traits, même dans le bref compte rendu de ses premières réunions, indiquent la naissance d'un nouveau type d'organisation : ces traits nous aident à définir ce qu'est une « organisation ouvrière » (dans le contexte des années 1790-1850). Son secrétaire est un travailleur ; les cotisations hebdomadaires sont peu élevées ; les thèmes politiques et économiques sont mêlés : la « dureté des temps » côtoie la Réforme parlementaire. La réunion permet à la fois de se rencontrer et sert de centre à l'activité politique. On apporte le soin qui convient aux questions de procédure. La Société est avant tout soucieuse de propager ses opinions et d'organiser les convertis, ce qu'exprime sa règle principale : « Que nos adhérents soient en nombre illimité. »

On pourrait aujourd'hui négliger cette disposition comme allant de soi : c'est pourtant l'une des charnières de l'histoire. Elle signifie la fin de tout exclusivisme et de la politique comme domaine réservé d'une élite héréditaire ou d'un groupe de possédants. En adoptant cette règle, la SCL prouvait qu'elle rejetait l'assimilation séculaire des droits politiques aux droits de propriété, ainsi que le radicalisme de l'époque de « Wilkes et la Liberté », lorsque la « populace » ne s'organisait pas elle-même afin de réaliser ses propres objectifs, mais intervenait à l'appel d'un groupe – parfois d'un groupe radical – pour le renforcer et faire pression sur les autorités. Ouvrir toutes grandes les

portes à la propagande et à l'activité politique de façon « illimitée » impliquait une nouvelle conception de la démocratie qui, rejetant les anciennes inhibitions, faisait confiance aux modes d'action et d'organisation autonomes des gens du peuple. Un défi aussi révolutionnaire ne pouvait manquer de valoir à ses auteurs l'accusation de haute trahison.

On sait que ce défi avait été lancé auparavant par les niveleurs du XVII^e siècle. Cette question avait été débattue entre les officiers de Cromwell et les protestataires de l'armée en des termes qui annoncent les conflits des années 1790. Lors de la discussion capitale de Putney[5], les représentants des soldats firent valoir que, puisqu'ils avaient remporté la victoire, ils devaient en profiter et bénéficier d'un droit de vote considérablement étendu. On connaît bien la revendication ainsi formulée par le colonel Rainborough, un niveleur :

> Car je crois réellement que l'Anglais le plus pauvre a la charge de sa propre existence, comme le plus grand. Par conséquent, monsieur, je crois qu'il est évident que tout homme appelé à vivre sous un gouvernement doit d'abord se placer de son propre consentement sous l'autorité de ce gouvernement [...]. Et j'ai peine à croire que ceux qui mettent cette vérité en doute puissent être anglais.

La réponse du général Ireton, gendre de Cromwell et porte-parole des « grands », fut que « personne n'a droit à s'intéresser ou prendre part à la conduite des affaires du royaume [...] s'il n'a pas des intérêts permanents et stables dans ce royaume ». Lorsque Rainborough insista, Ireton s'emporta et répliqua :

> Tout ce que je dis vient de mon souci de garantir la propriété. J'espère que nous ne venons pas ici pour disputer la victoire, mais pour que chacun considère bien qu'il n'est pas là pour anéantir toute propriété. Car nous touchons ici au fondement de la constitution du royaume, et, si vous le détruisez, vous détruisez tout.

5. A.S.P. Woodhouse, *Puritanism and Liberty*, 1938, p. 53 *sq.*

« Si nous donnions le droit de vote à tout individu qui vit et qui respire », continua-t-il, on pourrait élire une majorité aux Communes qui n'eût « aucun intérêt foncier permanent ». « Qu'est-ce qui pourrait bien empêcher ces hommes de voter l'abolition de toute propriété ? [...] Montrez-moi ce qui vous arrêtera et comment cette règle contraindra tout homme à respecter la propriété. »

Cette assimilation pure et simple des droits politiques aux droits de propriété suscita les plus vives protestations. Sexby déclara :

> Des milliers d'entre nous ont risqué leur vie sur le champ de bataille ; nous possédons peu de biens en ce royaume, mais nous avons un droit de naissance [*birthright*]. On dirait maintenant que, à moins de posséder des biens fonciers dans ce royaume, un homme ne jouit d'aucun droit. [...] Je n'en reviens pas qu'on ait pu nous tromper de la sorte.

Rainborough intervient ironiquement :

> Monsieur, je vois qu'il est impossible de donner la liberté sans abolir la propriété. Si l'on considère cela comme une loi... alors soit. Mais je serais heureux de savoir pourquoi le soldat a combattu pendant tout ce temps. Il a combattu pour se réduire lui-même en servitude, pour donner pouvoir aux riches et aux propriétaires de faire de lui un esclave pour toujours.

Ireton et Cromwell lui répondirent par des arguments qui font figure d'apologie anticipée du compromis de 1688. Le soldat du rang s'était battu pour trois objectifs : limiter la prérogative royale d'empiéter sur ses droits personnels et sa liberté de conscience ; le droit d'être gouverné par des représentants, même s'il ne prenait pas part à leur choix ; et la liberté de « commercer pour de l'argent et pour se procurer des biens », et par là même d'obtenir des droits politiques. C'est ainsi que l'on « peut acquérir la liberté sans abolir la propriété ».

Pendant le siècle qui suivit 1688, ce compromis, consacrant l'oligarchie de la propriété foncière et marchande, demeura incontesté, bien que la corruption, la vénalité et les intérêts privés acquissent alors une importance grandissante, formant un tableau complexe, que Sir Lewis Namier et son école se sont plu à dépeindre. On avait eu

définitivement raison du défi des niveleurs, encore que l'on évoquât fréquemment la menace de sa résurgence : on en fit le Scylla opposé au Charybde papiste et jacobite, entre lesquels le brave navire *Constitution* devait se frayer un passage. Mais, jusqu'au dernier quart du XVIII[e] siècle, les timides élans républicains et favorables à la liberté de l'*homme du Commonwealth* semblaient s'inscrire à l'intérieur des limites définies par Ireton[6]. En lisant les controverses entre les réformateurs et le pouvoir, et entre les divers courants réformateurs dans les années 1790, on a l'impression d'être à nouveau plongé au cœur des Débats de Putney. L'homme « le plus pauvre » et jouissant d'un « droit de naissance » en Angleterre resurgit avec les *Droits de l'homme*, tandis que Burke voyait dans l'activité des adhérents, en nombre « illimité », des sociétés la menace de la « foule des pourceaux ». Le grand organisme semi-officiel chargé d'intimider les réformateurs fut baptisé Association pour la « protection de la liberté et de la propriété contre les républicains et les niveleurs ». Le révérend Christopher Wyvill, réformateur modéré originaire du Yorkshire, dont on ne saurait mettre en doute la sincérité, estimait qu'« une guerre civile était inévitable » si l'on voulait une réforme sur la base du suffrage universel :

> En un temps d'intense agitation politique, accorder le droit de vote à une populace ignorante et sauvage entraînerait désordre et confusion [...]. Après une série d'élections discréditées par la corruption la plus honteuse ou troublées par la violence la plus acharnée, il faut s'attendre que la turbulence ou la vénalité de la populace anglaise finisse par tant dégoûter la nation qu'elle se mette sous la protection d'un pouvoir despotique pour se débarrasser des maux intolérables d'une démocratie dissolue[7].

« Si M. Paine s'avère capable de soulever les basses classes, écrivait-il en 1792, leur intervention aboutira sans doute à un grand gâchis,

6. Cf. Caroline Robbins, *The Eighteenth Century Commonwealthsman*, Harvard, 1959.

7. Lettre de C. Wyvill à John Cartwright, 16 décembre 1797, *in* C. Wyvill, *Political Papers*, York, 1804, V, p. 381-382.

et tout ce que nous possédons en matière de propriété privée ou de liberté publique sera à la merci d'une canaille déchaînée et sans loi[8]. »

C'est le même débat qui se poursuit. On retrouve des aspirations, des peurs et des tensions identiques : mais elles naissent dans un contexte nouveau, avec un langage et des thèmes nouveaux, et dans un nouveau rapport de force. Il nous faut essayer de comprendre deux choses : la continuité des traditions et la modification de leur contexte. Puisque tout récit doit commencer quelque part, nous avons trop tendance à ne voir que les éléments nouveaux. Si nous partons de 1789, le jacobinisme anglais se présente comme un sous-produit de la Révolution française. Si nous partons, au contraire, de 1819 et de Peterloo, le radicalisme anglais se présente alors comme une conséquence directe de la révolution industrielle. Il ne fait aucun doute que la Révolution française précipita une nouvelle vague d'agitation, et que cette agitation prit racine parmi les ouvriers et s'enrichit d'expériences nouvelles dans les régions manufacturières en plein essor. Or, la question demeure : quels sont au juste les éléments qui se sont si soudainement trouvés mis en jeu par ces événements ? Nous sommes aussitôt confrontés aux anciennes traditions des artisans et des commerçants des villes, si proches du *menu peuple* dont George Rudé a montré qu'il constituait l'élément révolutionnaire le plus actif de la foule parisienne[9]. Nous pouvons tenter d'aborder la complexité et la continuité de ces traditions en distinguant trois problèmes : la tradition dissidente et sa modification due au renouveau méthodiste ; la tradition composite de l'idée du « droit de naissance » de l'Anglais ; et la tradition ambiguë de la « populace » du XVIII^e^ siècle, qui effrayait tant Wyvill et que Hardy s'employait à organiser au sein de comités, de sections et de manifestations responsables.

8. *Ibid.*, p. 23.

9. Cf. George Rudé, *The Crowd in the French Revolution*, 1959 (trad. fr., *La Foule dans la Révolution française*, Paris, Maspero, 1982).

2

# Chrétien et Apollyon

Le terme de *Dissidence* est trompeur, tant il recouvre de sectes, de courants idéologiques et théologiques opposés, et tant il désigne de formes différentes selon les milieux sociaux. Les anciens dissidents, les quakers et les baptistes, connaissent une évolution assez semblable après la Glorieuse Révolution. À mesure que les persécutions cèdent la place à une tolérance plus grande, les fidèles perdent en ferveur ce qu'ils gagnent en prospérité. Là où les drapiers et les paysans de la vallée de la Spen s'étaient réunis en 1670 dans le secret de la nuit, à la ferme *Ye Closes* ou « dans la grange près de *Chapel Fold* », nous trouvons, un siècle plus tard, une église solide dont le diacre prospère, Joseph Priestley, écrivait dans son journal spirituel :

> Le monde me sourit. Le courrier m'a apporté des invitations agréables. Que vais-je offrir à Notre-Seigneur, telle est la question que je me suis posée en allant à Leeds. J'ai décidé de donner quatre ou cinq sacs de froment aux pauvres du Christ. J'ai bien des motifs de me plaindre de ne pas avoir gardé Dieu présent dans toutes mes pensées aujourd'hui. Cela m'est difficile lorsque la besogne me presse [...].

Puis, la semaine suivante :

> Ce matin j'ai [...] déjeuné avec un groupe d'officiers qui semblaient ignorer la voie du salut. J'ai pris plaisir à lire le 45e verset d'Isaïe. [...] Ai donné l'ordre à frère Obadiah de distribuer un sac de froment aux pauvres du Christ[1].

1. Franck Peel, *Nonconformity in Spen Walley*, Heckmondwike, 1891, p. 316.

Ce Priestley était encore calviniste, même s'il en éprouvait une certaine culpabilité. (Et, sans doute, frère Obadiah était également calviniste.) Mais son jeune cousin, nommé lui aussi Joseph Priestley, faisait alors ses études à l'académie de Daventry, où, à la grande déception de sa famille et de son Église, il se convertit à l'esprit des Lumières. Il devint unitarien, homme de science et réformateur politique. C'est ce même Dr. Priestley dont les livres et le laboratoire furent détruits par des émeutiers du « parti de l'Église et du Roi » à Birmingham en 1791.

Ce tableau rapide est représentatif d'un certain aspect de la tradition dissidente. Les dissidents, dont on tolérait la liberté de conscience, mais auxquels les *Test and Corporation Acts* interdisaient encore charges municipales et emplois publics, poursuivirent leurs efforts pour obtenir les libertés civiles et religieuses durant tout le XVIII^e^ siècle. Vers le milieu du siècle, beaucoup de jeunes ministres instruits se flattaient de professer une théologie avancée et rationnelle. On était loin de la rectitude orgueilleuse des calvinistes persécutés, et, par la voie de l'« hérésie » arienne, ou socinienne, ils se rapprochaient de l'unitarisme. De l'unitarisme au déisme, il n'y avait qu'un pas. Mais bien peu se résolurent à le franchir avant les années 1790 ; et, dans cette deuxième moitié du XVIII^e^ siècle, il s'en trouva encore moins pour oser, ou même souhaiter, faire profession de scepticisme. En 1763, Peter Annet, maître d'école, fut emprisonné et mis au pilori, à l'âge de soixante-dix ans, pour avoir traduit Voltaire et publié des pamphlets « libres penseurs » sous forme populaire ; de même, peu de temps après, la société de discussion « Robin des Bois », qui professait le scepticisme, fut dissoute. On soutenait les principes libéraux d'un point de vue socinien ou unitarien. Leurs défenseurs les plus connus furent le Dr. Price, dont les *Observations sur la liberté civile* (1776), à l'époque de la guerre anglo-américaine, atteignirent en quelques mois le tirage record de 60 000 exemplaires, et qui salua la Révolution française par un sermon qui réussit à provoquer la colère de Burke ; le Dr. Priestley lui-même, et une série de personnages de moindre importance, dont plusieurs – Thomas Cooper à Bolton et

William Frend à Cambridge – prirent une part active à l'agitation réformatrice des années 1790[2].

Jusque-là, tout semble clair : mais c'est une impression trompeuse. Ces idées libérales étaient très répandues parmi le clergé dissident, les professeurs et les communautés urbaines instruites. Mais la plupart des fidèles ne suivaient pas leurs ministres. Si l'on compare les divers groupes dissidents, c'est l'Église presbytérienne, où la tendance à l'unitarisme était la plus forte, qui perdit le plus de fidèles. Vers le milieu du XVIII[e] siècle, les presbytériens et les indépendants (pris ensemble) dominaient dans le Sud-Ouest (Devonshire, Dorset, Gloucestershire, Hampshire, Somerset, Wiltshire), dans le Nord industriel (surtout dans le Lancashire, le Northumberland et le Yorkshire), à Londres et dans l'East Anglia (surtout dans l'Essex et le Suffolk). Certains de ces bastions étaient disputés par les baptistes, également bien enracinés dans le Bedfordshire, le Buckinghamshire, le Kent, le Leicestershire et le Northamptonshire. Presbytériens et indépendants semblaient donc dominer dans les centres de commerce et d'industrie lainière, alors que les baptistes étaient implantés dans des zones où les petits commerçants, les petits fermiers et les ouvriers agricoles composaient probablement une grande partie de leurs fidèles[3]. C'est dans le Sud-Ouest, le centre traditionnel de l'industrie lainière le plus important, que la religion tolérante et « rationnelle », qui penchait vers l'unitarisme et n'était pas loin de nier la divinité du Christ, fit à la fois les progrès les plus rapides et s'aliéna le sentiment des fidèles. À la fin du

2. Cf. Anthony Lincoln, *Social and Political Ideas of English Dissent 1763-1830*, Cambridge, 1938 ; et R.V. Holt, *The Unitarian Contribution to Social Progress in England*, 1938. Pour des études moins détaillées, cf. C. Robbins, *op. cit.*, chap. VII, et H.W. Carless Davis, *The Age of Grey and Peel*, Oxford, 1929, p. 49-58.

3. Dans leur *History of Dissenters*, 1809, III, p. 333, D. Bogue et J. Bennett estiment qu'en 1760 les groupes dissidents de toute espèce tiraient « l'essentiel de leur force » des milieux commerçants et des fermiers de certains comtés, tandis que « des ouvriers de toutes sortes composaient une grande partie de leurs congrégations urbaines, et les ouvriers agricoles une grande partie de leurs congrégations rurales ».

XVIII[e] siècle, dans le Devonshire, plus de vingt temples presbytériens avaient fermé. Les historiens de la Dissidence écrivaient en 1809 :

> Berceau de l'arianisme, le Devonshire est devenu le tombeau des dissidents ariens ; et il ne reste plus dans ce pays fort peuplé le vingtième des presbytériens qu'il comptait à la naissance de l'arianisme[4].

Il n'en allait pas toujours ainsi. En ce qui concerne l'organisation ecclésiastique, les sectes dissidentes ont souvent poussé les principes d'auto-administration et d'autonomie locale à la limite de l'anarchie. Elles considéraient toute autorité centralisée, y compris les échanges de vues et l'association entre Églises, comme « la cause de la grande apostasie antichrétienne » :

> C'est une apostasie si funeste aux libertés civiles et religieuses de l'humanité, et en particulier à celles des valeureux puritains et non-conformistes d'autrefois, que les mots seuls de synode, session, concile et canon blessent encore les oreilles d'un authentique dissident protestant[5].

Là où la tradition calviniste était forte, comme dans certaines régions du Lancashire et du Yorkshire, les congrégations résistaient à la poussée unitarienne. Des diacres, des administrateurs et des frères Obadiah obstinés harcelaient leurs prêtres, enquêtaient sur leurs hérésies, puis les chassaient ou faisaient scission pour former des sectes plus strictes. Thomas Hardy acquit ses premières expériences en matière d'organisation dans les luttes intestines de la congrégation presbytérienne de Crown Court, près de Russell Street. Mais que faisaient dans tout cela les « pauvres du Christ » auxquels le Dr. Price proposait les Lumières, et le diacre Priestley des sacs de froment ? La vallée de la Spen se trouvait au centre d'une région industrielle fortement peuplée et en pleine croissance : on aurait pu penser que les Églises dissidentes avaient récolté le fruit de leur souffrance au cours des années de persécution. Or, les « pauvres du Christ » semblaient

4. *Ibid.*, IV, p. 319.
5. J. Ivimey, *History of the English Baptists*, 1830, IV, p. 40.

se soucier aussi peu de l'ancienne Dissidence que de l'Église établie. « C'est la première fois que je vois de tels sauvages en Angleterre », notait John Wesley dans son *Journal* en traversant la région de Huddersfield en 1757 : « à notre passage, la rue s'emplissait d'hommes, de femmes et d'enfants, et l'on aurait dit qu'ils allaient nous dévorer. »

Le christianisme rationnel des unitariens, qui mettait l'accent sur la « sincérité » et se méfiait de l'« enthousiasme », séduisait quelques marchands et boutiquiers de Londres et d'autres grandes villes. Mais il semblait trop froid, trop lointain, trop poli et trop lié aux valeurs confortables d'une classe prospère pour séduire les pauvres de la ville et du village. Son langage et son ton mêmes le lui interdisaient : « Il n'y a que la bonne vieille manière de prêcher qui puisse convenir au Yorkshire, disait John Nelson à Wesley, celle qui frappe la conscience comme la foudre. Les beaux sermons font ici plus de mal que de bien. » Pourtant, l'ancien calvinisme avait érigé des obstacles qui entravaient tout le zèle évangélique. La secte persécutée faisait trop facilement une vertu de son exclusivisme, ce qui ne pouvait que renforcer les principes les plus rigoureux du dogme calviniste. « Les élus, affirmait un article de la Confession du Savoy (1658), ne sont pas issus de la masse corrompue ou de la multitude. » Les « pauvres du Christ » et la « masse corrompue » désignaient bien sûr les mêmes personnes ; pareillement, la « sauvagerie » des pauvres indiquait que la grâce divine n'était pas pour eux. Les élus calvinistes avaient tendance à former un clan.

D'autres facteurs expliquent cette évolution. Certains remontent à la défaite des niveleurs pendant le Commonwealth. Lorsque les espoirs millénaristes d'un royaume des saints furent étouffés, il s'ensuivit une coupure très nette entre les aspirations temporelles et spirituelles dans le puritanisme des pauvres. Dès 1654, avant la Restauration, l'Association générale des baptistes généraux publia un manifeste – dirigé contre les hommes de la Cinquième Monarchie au sein de l'Association – déclarant qu'ils ne « connaissaient aucune raison pour que les saints, en tant que tels, puissent espérer que le Gouvernement du Monde leur revienne avant le Jugement dernier ». En attendant, leur lot était « de supporter ce monde avec patience [...] plutôt que de le

régir et de le gouverner[6] ». À la fin du Commonwealth, l'antinomianisme rompit avec sa tradition de révolte et « revint sur toutes ses revendications ». Là où les sectaires acharnés s'étaient montrés des « jardiniers sociaux » zélés, et même implacables, ils se bornaient désormais à déclarer : « Ne séparons pas le bon grain de l'ivraie (si tant est qu'il y en ait) [...][7]. » Gerrard Winstanley, le *Digger*, nous aide à comprendre l'évolution des esprits qui se détournaient du « royaume extérieur » au profit du « royaume intérieur » :

> L'âme vivante et l'esprit créateur ne sont pas un, mais divisés. L'une cherche un royaume à l'extérieur, l'autre invite à rechercher et à attendre un royaume à l'intérieur, que le ver et la rouille ne viendront pas corrompre, ni les voleurs forcer et piller. Tel est le royaume qui subsistera ; le royaume extérieur doit nous être retiré[8].

Il est vital de comprendre ce repli – *et ce qui subsiste en dépit de ce repli* – pour comprendre le XVIII[e] siècle et les éléments de continuité dans la politique ultérieure de la classe ouvrière. En un sens, on peut saisir ce changement à travers les connotations des mots *puritanisme* et *dissidence* : énergie positive, d'une part, prudente retraite, de l'autre. Mais il faut voir aussi comment la décision des sectes de « supporter ce monde avec patience », en abandonnant tout espoir de « le régir et de le gouverner », leur a permis de combiner un certain quiétisme politique à une sorte de radicalisme latent, qu'on retrouve dans les images des sermons et des pamphlets, ainsi que dans des formes d'organisation démocratiques, susceptible d'être ravivé dans un contexte plus favorable. On pourrait s'attendre à retrouver cela plus particulièrement chez les baptistes et les quakers. Cependant, vers 1790, les quakers, qui ne sont guère plus de 20 000 dans le Royaume-Uni, ressemblaient fort peu à la secte qui avait en son temps compté

6. A.C. Underwood, *History of the English Baptists*, 1947, p. 84, 85.
7. G. Huehns, *Antinomianism in English History*, 1951, p. 146.
8. *Fire in the Bush*, in L. Hamilton (éd.), *Selections [...] from Gerrard Winstanley*, 1944, p. 30, 31.

des hommes de l'envergure de Lilbourne, Fox et Penn. Ils étaient victimes de leur prospérité. Les vagues successives d'émigration aux États-Unis leur avaient fait perdre une partie de leurs éléments les plus dynamiques. Leur hostilité envers l'État et l'autorité s'était réduite à des manifestations symboliques, tel le refus de prêter serment ou de se décoiffer. Dans le meilleur des cas, ce qui restait de leur tradition contribuait plus à la conscience sociale de la classe moyenne qu'au mouvement populaire. On rencontrait encore, au milieu du siècle, d'humbles congrégations comme celle qui se réunissait dans la salle de réunion de Cage Lane à Thetford, près de la prison avec son pilori et ses ceps, où le jeune Tom Paine reçut, selon ses propres termes, « une excellente éducation morale ». Mais il semble que peu de quakers aient suivi Paine lorsqu'il exprima, en 1791, certaines de leurs propres idées sur les devoirs envers l'humanité sur le ton intransigeant qui caractérise ses *Droits de l'homme*. En 1792, dans le Yorkshire, la Réunion trimestrielle des amis invita ses membres à faire preuve d'« une authentique quiétude d'esprit » face à « l'état de trouble qui règne actuellement dans notre nation ». Ils ne devaient ni s'unir en associations politiques ni favoriser « un esprit de mécontentement à l'égard du Roi et du Gouvernement sous lequel nous vivons et jouissons de nombreux privilèges et avantages qui méritent notre soumission reconnaissante[9] ».

Leurs ancêtres n'avaient pas accepté de *se soumettre* et auraient refusé le mot *reconnaissant*. La tension entre les royaumes « extérieur » et « intérieur » impliquait un *rejet* des pouvoirs établis, sauf sur certains points où la coexistence était inévitable. On avait jadis déployé des trésors de subtilité pour déterminer ce qui était « licite » ou non pour la conscience. C'étaient sans doute les baptistes qui montraient le plus de cohérence ; et leur théologie restait on ne peut plus calviniste, leurs adeptes on ne peut plus plébéiens. C'est avant tout chez Bunyan que nous rencontrons le radicalisme latent, qui se maintient tout au long du XVIII^e^ siècle et qui se manifeste à maintes reprises au cours du XIX^e^ siècle. C'est le *Voyage du pèlerin* qui, avec les *Droits*

9. Rufus M. Jones, *The Later Periods of Quakerism*, 1921, I, p. 315.

*de l'homme*, constitue le texte de base du mouvement ouvrier anglais. Avec Cobbett et Owen, ce sont Bunyan et Paine qui ont enrichi le plus le substrat d'idées et de comportements qui constituent la matière première du mouvement entre 1790 et 1850. Des milliers de jeunes gens trouvèrent dans le *Voyage du pèlerin* leur premier récit d'aventures, et ils auraient pu faire leur la formule du chartiste Thomas Cooper : c'était bien leur « livre par excellence[10] ».

« Je recherche un héritage incorruptible, et pur, que rien ne peut flétrir [...] déposé en sûreté au Ciel [...] pour être transmis le moment venu à ceux qui prennent la peine de le chercher. C'est ainsi, si vous le voulez bien, qu'il faut lire mon livre. » Voici le royaume de Winstanley que « le ver et la rouille ne viendront pas corrompre », et le millénium de l'autre monde que les saints doivent attendre « en supportant ce monde avec patience ». Voici le « cri pitoyable » : « Que dois-je faire ? » lancé par ceux qui ont été battus à Putney et exclus du règlement de 1688. Voici le vieux PAPE, que Chrétien croit maté par *ses* ancêtres, et qui est aujourd'hui « devenu si perclus et si raide des jointures » qu'il ne peut guère que rester assis à l'entrée de sa caverne et dire aux pèlerins : « Il faudra bien des bûchers pour vous amender, vous autres ! » « grinçant des dents à la vue des pèlerins qui passent, et se mordant les poings par dépit de ne les pouvoir atteindre ». Voici le paysage spirituel de la Dissidence du pauvre – celui des « tailleurs, tanneurs, fabricants de savon, brasseurs, tisserands et chaudronniers » qui faisaient parue des prédicateurs baptistes[11] –, paysage d'autant plus inquiétant, d'autant plus traversé par l'énergie et les conflits des passions que ces dernières étaient frustrées dans le monde extérieur : le château de Belzébuth, les géants Gobesang, Frappedur et Meurtre, la colline Difficulté, le château du Doute, la foire aux Vanités, la Terre-Enchantée. Leur chemin était « parsemé de pièges, de puits, de chausse-trappes et de collets ». Voici les ennemis aristocratiques de Chrétien : le sire Plaisir-Charnel, le seigneur Luxure, le seigneur

10. Cf. Q.D. Leavis, *Fiction and the Reading Public*, 1932, chap. II.

11. R.M. Jones, *Studies in Mystical Religion*, 1923, p. 418. Cf. aussi J. Lindsay, *John Bunyan*, 1937.

Désir de Fausse-Gloire, notre vieux seigneur Débauche, sire Cupidité, ainsi que tout le reste de cette noblesse ». Et voici le val de l'Humiliation où l'on trouvait les lecteurs de Bunyan : « Une vallée où personne n'entre s'il n'aime la vie de pèlerin. » PITIÉ déclare :

> J'aime me trouver là où l'on n'entend ni roulement de carrosses ni grondement de roues ; il me semble que l'on peut ici réfléchir sans grande crainte à ce que l'on est, d'où l'on vient et ce que l'on a fait [...] il est ici possible de penser, de sentir son cœur emporté et de fondre en esprit jusqu'à ce que nos yeux ressemblent « aux viviers de Heshbon ».

C'est GRAND-CŒUR qui répond, avec la fierté spirituelle du persécuté et du malchanceux : « C'est vrai... j'ai traversé maintes fois cette Vallée, et n'ai jamais été plus heureux qu'ici même. »

Mais le monde de l'esprit, de la droiture et de la liberté spirituelle vit sans cesse sous la menace de l'autre monde. Il est d'abord menacé par les pouvoirs de l'État. La rencontre avec APOLLYON nous introduit dans un monde fantastique :

> Il avait le corps couvert d'écaillés comme un poisson (elles faisaient toute sa gloire), des ailes comme celles d'un dragon, des pieds comme ceux d'un ours, et jaillissaient de son ventre force fumées et flammes [...]

Or, dès que le monstre attaque CHRÉTIEN « en lui manifestant son mépris », il se révèle très proche de ces magistrats provinciaux déconcertés par Bunyan lorsqu'ils tentèrent de le faire renoncer à la prédication ambulante, en alternant arguments et menaces, APOLLYON ouvre sa bouche (« qui ressemble à la gueule d'un lion »), mais son rugissement est étouffé : « Je consens à tout oublier si tu veux bien me servir à nouveau. » Ce n'est qu'après l'échec de la persuasion qu'il lui barre « toute la largeur du chemin » et déclare : « Par mon repaire infernal, je jure que tu n'iras pas plus loin ! » La subtilité d'APOLLYON lui permet de se ménager des alliés parmi les propres compagnons et les pèlerins qui entourent CHRÉTIEN. Ceux-là – ce sont de loin les plus nombreux et les plus dangereux – constituent la deuxième menace pour l'héritage incorruptible de CHRÉTIEN. Bunyan présente successi-

vement tous les arguments insidieux du confort et du compromis qui préparent la voie d'un accommodement entre APOLLYON et la Dissidence. Il y a M. Opportuniste, de la ville de Beau-Discours, M. Biens-de-ce-monde, M. Amour-d'Argent et M. Avaricieux, tous élèves d'« un maître d'école de Vénalité, petit chef-lieu de canton dans le département d'Ambition-Inférieure ». M. OPPORTUNISTE condamne ceux « qui sont si rigides et si infatués de leurs propres principes » :

> OPPORTUNISTE : Eh bien ! Ils s'obstinent à prétendre qu'un pèlerinage comme le nôtre doit se poursuivre à bride abattue et par tous les temps, tandis que je préfère, pour ma part, attendre le vent et la marée favorables. Ils sont pour prendre tous les risques, et moi je préfère d'abord assurer ma vie et mes biens. Ils préfèrent soutenir leurs opinions mordicus, quand bien même ils sont contredits d'un chacun, mais moi je suis pour adapter ma religion à notre temps et à ma sécurité personnelle. Ils sont pour la religion lorsqu'elle est en haillons et que chacun la méprise ; mais moi, je suis pour elle quand elle marche en cothurnes d'or au soleil et au milieu des applaudissements.
>
> M. BIENS-DE-CE-MONDE : Ah ! mon ami Opportuniste ! Persévère, je t'en prie, dans de telles convictions... Soyons prudents comme le serpent. Moissonnons quand le soleil brille.
>
> M. AVARICIEUX : Je crois que nous sommes tous d'accord sur ce point et qu'il n'est pas besoin d'en parler davantage.
>
> M. AMOUR-D'ARGENT : Non, tout autre commentaire serait superflu, car celui qui ne croit ni à l'Écriture ni à la raison (et vous voyez que toutes deux sont pour nous) ne connaît point sa propre liberté et ne cherche point sa propre sécurité[12].

Cet admirable passage annonce une grande partie de l'évolution de la Dissidence au XVIII[e] siècle. Bunyan savait qu'en un sens les amis de M. Opportuniste avaient effectivement l'Écriture et la raison avec eux : il a inclus dans son apologie les arguments de la sécurité, du confort, des Lumières et de la liberté. Ils ont perdu leur intégrité

12. La plupart des citations du *Voyage du pèlerin* sont extraites de l'édition Je Sers, Paris, 1947, p. 80-82, 89 et 124 (*NdT*).

morale et leur compassion : l'héritage incorruptible de l'esprit ne pouvait être préservé, semble-t-il, qu'à condition de ne pas oublier l'héritage de la lutte.

Mais le *Voyage du pèlerin* traite de bien d'autres choses. Comme l'observe Weber, résumant ainsi « la note dominante » de l'ouvrage, « l'au-delà était non seulement chose plus importante, mais à bien des égards plus certaine de surcroît que tous les intérêts de la vie d'ici-bas[13] ». Cela nous rappelle que la foi en la vie future servait non seulement à consoler le pauvre, mais aussi à lui offrir quelque compensation émotionnelle pour ses souffrances et ses griefs présents. Il était possible non seulement d'imaginer la « récompense » des humbles, mais aussi de jouir d'une certaine revanche sur leurs oppresseurs en imaginant leurs tourments futurs. D'ailleurs, en insistant sur les aspects positifs des images de Bunyan, nous en avons négligé les aspects négatifs évidents – l'onction, la soumission temporelle, la quête égocentrique du salut personnel – auxquels ils sont indissolublement liés. Cette ambivalence se perpétue dans le langage du non-conformisme des pauvres encore longtemps au XVIII[e] siècle. Ce récit apparaissait à Bamford comme « un réconfort lugubre, comparable à la lumière provenant d'une éclipse solaire ». Lorsque le contexte est favorable et que les masses entrent en agitation, le ferment de la tradition est alors tout à fait manifeste : Chrétien se bat effectivement contre Apollyon dans le monde réel. En période de défaite et d'apathie des masses, le quiétisme progresse et renforce le fatalisme des pauvres : Chrétien souffre dans le val de l'Humiliation, loin du roulement des carrosses, se détournant de la ville de la Destruction pour chercher son chemin vers une ville de Sion spirituelle.

De crainte de voir l'héritage émoussé par les compromis, Bunyan ajouta en outre à la rébarbative tristesse puritaine sa propre description figurée du sentier « droit et étroit », qui soulignait le secta-

13. M. Weber, *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 130, 131 et 154. Cf. aussi A. Kettle, *Introduction to the English Novel*, 1951, p. 44, 45.

risme jaloux des élus calvinistes. Vers 1750, ces sectes mêmes qui s'étaient efforcées d'être les plus fidèles aux « pauvres du Christ » s'ouvraient très peu aux nouveaux convertis et mettaient en sourdine leur esprit évangélique. La Dissidence était prisonnière de la tension entre deux tendances contraires, qui lui interdisaient l'une et l'autre d'exercer tout attrait sur le peuple. D'un côté, l'humanitarisme rationnel et les beaux sermons trop intellectuels et raffinés pour les pauvres. De l'autre, les élus rigoristes, refusant de se marier à l'extérieur de l'Église, excluant les hérétiques et les relaps, et se tenant à l'écart de la « multitude corrompue » prédestinée à la damnation. « Le calvinisme des uns se décomposait, observe Halévy, tandis que le calvinisme des autres se pétrifiait[14]. »

Même les baptistes de Bunyan étaient profondément divisés : les baptistes généraux « arminiens » perdaient du terrain au profit des baptistes particuliers, ardents calvinistes, bien implantés dans le Northamptonshire, le Bedfordshire et le Lincolnshire, dont le calvinisme même entravait cependant le développement[15]. Ce n'est qu'en 1770 que les baptistes particuliers commencèrent à se libérer de l'entrave que constituait leur propre dogme, par la publication d'une circulaire du Northamptonshire proposant une formule qui réconciliait l'évangélisme et la notion d'élection : « Il faut encourager [...] toute âme qui vient vers le Christ pour son salut [...]. Cette âme ne doit pas craindre de ne pas être élue, car seuls viennent au Christ ceux qui sont élus. » Mais le renouveau fut lent : ce fut plus la concurrence méthodiste qu'une dynamique interne qui poussa les baptistes à revenir vers les pauvres. Lorsque, dans les années 1760, un mineur du Yorkshire, Dan Taylor, qui travaillait à la mine depuis l'âge de cinq ans et s'était converti au méthodisme, rechercha une secte baptiste à caractère évangélique, aucune ne lui convint. Il construisit sa propre salle de réunion, extrayant les pierres des landes qui surplombent

14. Cf. l'excellent résumé de Halévy dans *A History of the English People in 1815*, Penguin Books, III, p. 28-32 et 40-48.

15. D. Bogue et J. Bennet, *op. cit.*, III, p. 332, 333 ; J. Ivimey, *op. cit.*, III, p. 160 *sq.*

Hebden Bridge et les portant sur le dos[16]. Puis il partit de Heptonstall, ancien bastion puritain pendant la guerre civile vivant maintenant du tissage, pour le Lincolnshire et le Northamptonshire, prit contact avec des groupes baptistes récalcitrants et finit par fonder, en 1770, la *Baptist New Connexion*. Cet homme, de l'étoffe de Wesley et de Whitefield, parcourut les années suivantes vingt-cinq mille miles et prononça vingt mille sermons. Il n'était pourtant pas issu des sociétés de baptistes généraux ou particuliers : il était peut-être l'héritier spirituel de Bunyan, mais surgissait littéralement du néant.

Il faut garder à l'esprit le Dr. Price et Dan Taylor, en se rappelant qu'ils jouissaient d'une liberté de conscience effective, ne craignant ni l'Inquisition ni le cachot de la « Prostituée écarlate de Babylone[17] ». L'anarchie même de l'ancienne Dissidence, avec ses schismes et ses Églises autonomes, rendait possible l'apparition soudaine des idées les plus inattendues et les moins orthodoxes dans un village du Lincolnshire, une ville-marché des Midlands ou un puits de mine du Yorkshire. Wesley notait dans son *Journal*, en 1768, que la ville lainière de Frome, dans le Somerset, réunissait « un amalgame d'hommes de toutes opinions, Anabaptistes, Quakers, Presbytériens, Ariens, Antinomiens, Moraves et Dieu sait quoi ». Les commerçants et artisans écossais introduisirent d'autres sectes en Angleterre. Dans les dernières décennies du XVIII[e] siècle, les glasites, ou sandemaniens, firent quelques progrès, grâce à leur discipline religieuse stricte, leur croyance que « l'Église efface les distinctions de la vie civile » et que l'adhésion à la secte implique une relative communauté des biens,

16. Le 31 juillet 1766, John Wesley note dans son *Journal* que « des Méthodistes renégats devenus Calvinistes puis Anabaptistes ont semé la confusion à Heptonstall. »

17. C'est le terme qu'emploient les dissidents pour désigner l'erastianisme. Il désigne surtout la papauté et l'Église romaine, mais est souvent appliqué à l'Église d'Angleterre ou à *toute* Église accusée de prostituer sa vertu spirituelle à la raison d'État et au pouvoir temporel. Cobbett raconte : « Lorsque j'étais enfant, j'étais absolument persuadé que le pape était une femme monstrueuse habillée d'une robe terrifiante, rouge du sang des protestants » (*Political Register*, 13 janvier 1821).

et – selon leurs adversaires – leur orgueil spirituel démesuré et leur « mépris de la foule appauvrie, misérable et ignorante »[18]. Vers la fin du siècle, on comptait des sociétés sandemaniennes à Londres, Nottingham, Liverpool, Whitehaven et Newcastle.

L'histoire intellectuelle de la Dissidence est faite d'affrontements, de schismes et de mutations. On a souvent l'impression qu'elle contient en germe le radicalisme politique, prêt à s'épanouir dans un contexte social favorable. Élevé dans une famille sandemanienne, Thomas Spence prononça, en 1775, un discours devant la Société philosophique de Newcastle, où il esquissa sa conception du socialisme agraire : pourtant, il ne commence véritablement son œuvre de propagande publique qu'après 1790. Issu d'un milieu quaker, Tom Paine n'avait guère exprimé ses idées politiques scandaleusement hétérodoxes au cours de sa vie routinière d'employé des impôts à Leeves. Le contexte ne le permettait pas, et la politique lui apparaissait comme un genre particulier de « maquignonnage ». Moins d'un an après son arrivée en Amérique (novembre 1774), il publiait *le Sens commun* et les articles de *The American Crisis*, qui annonçaient toutes les thèses des *Droits de l'homme*. « J'éprouve une aversion pour la monarchie, écrivait-il, car elle dégrade trop la dignité humaine. Mais je n'ai jamais importuné les autres avec mes idées, si ce n'est très récemment, ni publié un seul mot en Angleterre de ma vie. » Ce n'était pas Paine, mais le contexte dans lequel il écrivait qui avait changé. Le germe des *Droits de l'homme* était anglais, mais seul l'espoir apporté par les révolutions américaine et française lui permit de prendre.

Si, en lieu et place de John Wesley, quelque secte issue de l'ancienne Dissidence avait mis en marche le renouveau évangélique, le non-conformisme aurait pris au XVIII^e^ siècle une forme plus intellectuelle et plus démocratique. Mais c'est Wesley, partisan des tories les plus conservateurs (*High Tory*) en politique et des formes les plus sacerdotales en matière d'organisation, qui a touché le premier

18. D. Bogue et J. Bennett, *op. cit.*, IV, p. 107-124. Malgré leur sévérité, les sandemaniens étaient moins fanatiques en matière d'usages sociaux que d'autres dissidents, et ne désapprouvaient pas le théâtre.

les « pauvres du Christ », brisant le tabou calviniste par ce simple message : « La seule chose à faire est de sauver les âmes. »

> C'est à vous que je m'adresse, hommes réprouvés,
> Prostituées, cabaretiers et voleurs !
> Il étend les bras pour vous étreindre tous,
> Sa grâce ne reçoit que les pécheurs,
> Les justes n'ont pas besoin de lui,
> Il est venu pour chercher et sauver les âmes perdues.
>
> Venez, ô frères coupables, venez,
> Vous qui gémissez sous le fardeau de vos péchés !
> Son cœur ouvert vous fera place,
> Son flanc déchiré vous accueillera.
> Il vous appelle maintenant, vous invite à entrer.
> Venez, ô frères coupables, venez.

Il existe bien sûr une certaine logique dans le fait que le renouveau évangélique soit venu de l'intérieur de l'Église établie. Comme l'ont montré Weber et Tawney, l'insistance puritaine sur l'« Appel de Dieu » était particulièrement bien adaptée à l'expérience des classes moyennes ou de groupes petits-bourgeois travailleurs et prospères. Les traditions plus luthériennes du protestantisme anglican étaient moins adaptées aux doctrines de l'« élection » ; de plus, en tant qu'elle était *établie*, cette Église avait charge particulière des âmes des pauvres, le devoir de leur inculquer les vertus de l'obéissance et de l'assiduité au travail. La léthargie et le matérialisme de l'Église atteignaient un degré tel au XVIII^e^ siècle que, à l'encontre des désirs de Wesley, le renouveau évangélique finit par engendrer une Église méthodiste distincte. Le méthodisme était pourtant profondément marqué par ses origines. La Dissidence des pauvres, représentée par Bunyan, Dan Taylor et, plus tard, par les méthodistes primitifs, était une religion *des* pauvres : le wesleyisme orthodoxe restera ce qu'il était à ses débuts, une religion *pour* les pauvres.

En tant que prédicateurs et évangélistes, Whitefield et d'autres prédicateurs ambulants des premiers temps avaient plus de rayon-

nement que Wesley. Mais Wesley se révéla être l'organisateur, l'administrateur et le législateur par excellence, d'une énergie et d'une habileté suprêmes. Il dosa parfaitement démocratie et discipline, doctrine et émotion. Son succès réside moins dans l'hystérie des réunions du renouveau religieux, déjà si fréquente au siècle de Tyburn, que dans l'organisation de sociétés méthodistes financièrement autonomes dans des centres commerciaux, des marchés, des communautés de mineurs, de tisserands et d'ouvriers de l'industrie, où la participation démocratique des membres à la vie de l'Église était à la fois encouragée et strictement surveillée et réglementée. Il en rendit l'accès plus facile en supprimant tous les obstacles dressés par les doctrines sectaires. Pour être acceptés au sein de l'Église, écrivait-il, les méthodistes

> ne se voient imposer aucune opinion. Ils ont le droit de soutenir les dogmes de la rédemption particulière ou générale, des décrets absolus ou conditionnels, et d'être partisans de l'Église d'Angleterre ou de la Dissidence, Presbytériens ou Indépendants ; rien de tout cela n'est un obstacle. [...] L'Indépendant ou l'Anabaptiste peut pratiquer le culte à sa manière propre, ainsi que le Quaker, et personne ne le lui reprochera. [...] Nous n'imposons qu'une condition, une seule : un désir authentique de sauver son âme[19].

Mais, une fois entré dans une société méthodiste, le converti était astreint à une discipline qui n'avait rien à envier aux sectes calvinistes plus rigoristes. Wesley souhaitait que les méthodistes forment « un peuple à part » ; s'abstiennent de se marier à l'extérieur des sociétés ; se distinguent par leurs vêtements et la gravité de leur langage et de leur comportement ; évitent même de fréquenter des parents qui habitaient encore le « royaume de Satan ». On pouvait être exclu pour frivolité, pour impiété, pour grossièreté ou pour manque d'assiduité aux « classes » paroissiales. Avec leurs assemblées confessionnelles, leurs « classes », leurs veillées et leurs visites à domicile, les sociétés consti-

19. R. Southey, *Life of Wesley and the Rise of Methodism*, éd. de 1890, p. 545.

tuaient un ordre laïque à l'intérieur duquel une « police spirituelle » était sans cesse à l'affût du moindre signe de rechute dans le péché, comme le note Southey[20]. La démocratie « à la base », permettant aux sociétés d'être dirigées par des commerçants et des ouvriers, ne concernait ni la doctrine ni le gouvernement de l'Église. C'est surtout en manifestant son hostilité à l'autonomie locale, en imposant autoritairement son pouvoir et celui des ministres qu'il nommait que Wesley se démarqua le plus des traditions de la Dissidence.

C'est pourtant dans les régions où la Dissidence était enracinée depuis longtemps, à Bristol, dans le West Riding, à Manchester, à Newcastle, que le méthodisme progressa le plus rapidement parmi les pauvres. Dans les années 1760, à trois kilomètres de Heckmondwike, là où le diacre Priestley et Obadiah défendaient encore une Église d'indépendants, un maçon de Birstall, John Nelson, ralliait déjà un grand nombre d'ouvriers du textile et de mineurs au nouveau message de salut personnel. En allant à son travail à la carrière, Nelson s'arrêtait régulièrement devant la demeure du ministre, échangeant des textes et discutant avec lui des doctrines du péché, de la rédemption par la grâce et de la prédestination. De tels débats deviendront plus rares à mesure que la théologie méthodiste orthodoxe se fera plus opportuniste, anti-intellectuelle et oiseuse. Nelson avait été converti à Londres en écoutant John Wesley prêcher à Moorfields. Son *Journal* rend un son bien éloigné de celui du diacre Priestley :

> Une nuit [...] j'ai rêvé que j'étais dans le Yorkshire, et rentrais chez moi dans mes vêtements de travail. En passant à côté de chez Paul Champion, j'ai entendu un cri formidable, comme si une foule entière appelait à l'aide. Tout à coup, les gens se mirent à crier et à se bousculer. Je leur demandai ce qui se passait : on me répondit que Satan se déchaînait parmi eux. [...] Alors j'ai cru le voir sous la forme d'un taureau rouge bondissant dans la foule comme un animal écrase le blé sur pied. Mais il faisait mine de ne charger personne et se dirigea aussitôt sur moi comme s'il voulait me percer le cœur de ses cornes. Alors je m'écriai : « Seigneur, aide-moi ! » et le saisis immédiatement par les

20. *Ibid.*, p. 382 et 545.

> cornes, et le retournai sur le dos, posant mon pied droit sur son cou, en présence d'un millier de personnes.

Après ce rêve, il se réveilla en sueur et épuisé. Une autre nuit, « mon âme était emplie d'un tel sentiment d'amour divin que je pleurai devant lui » :

> Je rêvais que j'étais dans le Yorkshire, descendant de la colline de Gomersal vers Cleckheaton ; environ à mi-chemin, je vis Satan s'avancer vers moi sous la forme d'un grand homme noir dont les cheveux ressemblaient à des serpents [...]. Mais je poursuivis mon chemin, déchirai mes vêtements, dénudant ma poitrine, et lui dis : « Regarde, voici le sang du Christ. » Alors je l'ai vu détaler loin de moi aussi vite qu'un lièvre.

John Nelson était parfaitement sincère. Enrôlé de force dans l'armée, il refusa d'y servir, et son épouse et lui furent malmenés et lapidés sur le lieu de leur travail. Mais on conçoit cependant que le Satan de Nelson appartienne plus au monde du fantasme que l'Apollyon de Bunyan, malgré toutes les écailles et le feu craché par le monstre du *Voyage du pèlerin*. Le fantasme a des relents d'hystérie et de sexualité étouffée ou frustrée qui – comme les paroxysmes accompagnant souvent les conversions[21] – constituent les signes distinctifs du renouveau méthodiste. Bunyan révélait le défi d'Apollyon dans un monde de magistrats, de relaps et d'alibis profanes justifiant le compromis ; le Satan du méthodisme était au contraire une force désincarnée située quelque part dans l'inconscient, découverte grâce à l'introspection ou surgissant comme symbole phallique opposé aux images féminines qui expriment l'amour du Christ dans les poussées d'hystérie collective qui couronnaient les campagnes pour le renouveau religieux.

On peut concevoir d'un certain point de vue ce Satan comme une émanation de la détresse et du désespoir des pauvres au XVIII^e^ siècle.

21. Cf. W. E. H. Lecky, *History of the English People in the 18 th Century*, 1891, III, p. 582-588. Malgré tout ce qui a été écrit au XX^e^ siècle sur le méthodisme, les études de Lecky et Southey demeurent une source indispensable.

On peut le voir également comme le produit d'énergies privées d'un débouché réel dans la vie sociale, et bridées par les dogmes d'un puritanisme hostile à la vie, qui prendraient ainsi une monstrueuse revanche sur l'esprit humain. Il est permis de concevoir le méthodisme comme la mutation d'une tradition remontant aux *ranters* du XVII[e] siècle, dont les cousins moraves marquèrent si profondément Wesley. Mais il porta le culte de l'« Amour » à son point d'équilibre entre les affirmations de la « religion sociale » et les aberrations pathologiques dues à la frustration sociale et sexuelle. D'une part, la compassion sincère pour les « prostituées, cabaretiers et voleurs » ; de l'autre, une fixation morbide sur le péché et la confession du pécheur. D'une part, un remords réel pour le mal qui a été réellement commis ; de l'autre, les raffinements multiples de l'introspection et de la culpabilité. D'une part, la solidarité authentique de certaines des premières sociétés méthodistes ; de l'autre, le refus d'accorder un autre débouché aux énergies sociales qu'un onanisme émotionnel sanctifié. D'une part, une religion qui accordait une place aux humbles (celle de prédicateurs locaux et de responsables des « classes »), à qui on apprenait à lire, on enseignait le respect de soi et on donnait l'expérience de la parole et de l'organisation ; de l'autre, une religion hostile à la recherche intellectuelle et aux valeurs artistiques, qui trahissait gravement leur confiance. C'était un culte de l'« Amour » qui se méfiait de l'expression effective de l'amour, susceptible de troubler les rapports avec le pouvoir. Le véritable langage de la dévotion est celui de la sublimation sexuelle mêlée de masochisme : l'« amour sanglant », le flanc meurtri, le sang de l'Agneau :

> Apprends-moi à protéger les épanchements de mon cœur
> De tous les pièges du plaisir.
> Sois mon Amour, ma Joie, ma Crainte !
> Tu es ma Destinée éternelle.
> Sois mon Ami toujours fidèle,
> Et aime-moi, ô aime-moi jusqu'au bout.

Un graveur jacobin de Londres entra dans le « Jardin de l'Amour » et y trouva « un Temple [...] bâti en son milieu,/ Où je jouais autrefois sur l'herbe » :

> Et les portes de ce Temple étaient closes,
> « Tu ne dois pas » était écrit sur la porte.

Dans le jardin, « des pierres tombales remplacent les fleurs qui devraient s'y trouver » :

> Et des prêtres en robe noire faisaient la ronde,
> Dressant un buisson d'épines devant mes joies et mes désirs.

On a tant écrit récemment sur la contribution positive du méthodisme au mouvement ouvrier qu'il est nécessaire de rappeler que Blake et Cobbett, Leigh Hunt et Hazlitt voyaient les choses tout autrement. Certains témoignages populaires laissent entendre que le méthodisme n'a servi qu'à former des militants radicaux et syndicalistes, tous faits à l'image du martyr de Tolpuddle, George Loveless, avec sa « petite bibliothèque théologique » et son indépendance intransigeante. La question est bien plus complexe. Tout d'abord, il n'est pas difficile de démontrer le caractère réactionnaire et en fait odieusement servile du wesleyisme officiel. Les quelques prises de position politiques directes de Wesley comprennent la rédaction de pamphlets contre le Dr. Price et les insurgés américains. Il laissait rarement échapper une occasion d'imposer à ses disciples la doctrine de la soumission, et en appelait pour cela davantage à la superstition qu'à l'entendement[22]. Sa mort, en 1791, coïncida avec une flambée d'enthousiasme pour la Révolution française. Mais les conférences méthodistes qui suivirent perpétuèrent la tradition de leur fondateur, réaffirmant leur « loyauté véritable au Roi et leur attachement sincère à la Constitution » (Conférence de Leeds, 1793). Les statuts rédigés un an après la mort de Wesley sont on ne

22. Pour un bref exposé des préjugés politiques de Wesley, cf. Maldwyn Edwards, *John Wesley and the Eighteenth Century*, 1933.

peut plus clairs : « Aucun de nous ne doit, par l'écrit ou la parole, parler avec légèreté ou irrévérence du Gouvernement[23]. »

Le méthodisme se présente donc à ce niveau comme une influence politiquement régressive ou « stabilisatrice ». Nous pouvons ainsi accorder une certaine valeur à la thèse célèbre de Halévy, pour qui le méthodisme a empêché la révolution en Angleterre dans les années 1790-1800. En revanche, à un autre niveau, nous n'ignorons pas l'argument selon lequel le méthodisme serait indirectement responsable de la confiance en soi et de la capacité d'organisation des ouvriers. Southey le formulait ainsi dès 1820 :

> On peut peut-être considérer la façon dont le méthodisme a appris aux basses classes à s'unir en associations, à édicter leurs propres règles, à collecter des cotisations et à communiquer d'une région du royaume à l'autre, comme l'un des maux qui en sont résultés [...]

Plus récemment, cette thèse a reçu démonstration dans les livres fort intéressants du Dr. Wearmouth. Pourtant, les lecteurs de ces ouvrages feront bien de garder à l'esprit la réserve importante de Southey : « Mais, de ce point de vue, il n'a fait qu'accélérer un processus que d'autres causes avaient déclenché[24]. » La plupart des « contributions » du wesleyisme au mouvement ouvrier se sont imposées en dépit et non en raison de la Conférence wesleyenne.

Il est vrai qu'on peut observer dans les débuts du méthodisme un esprit démocratique en formation, luttant contre les doctrines et les structures imposées par Wesley. Les prédicateurs laïques, la rupture

23. Cité par Halévy, *op. cit.*, III, p. 49. Halévy ajoute cette réflexion : « Un tel comportement garantissait que [...] l'impopularité des principes jacobins ne porterait pas tort à la propagande méthodiste. » Or, dans la mesure où les principes jacobins devenaient populaires en 1792 (cf. *infra*, p. 133-148), il est plus exact de dire que la propagande méthodiste était destinée à *rendre* ces principes impopulaires, et cela au détriment des libertés du peuple anglais. Cf. aussi la critique de Halévy par Hobsbawm, « Methodism and the Threat of Revolution », *History today*, février 1957.

24. R. Southey, *op. cit.*, p. 571.

avec l'Église établie, les formes d'autoadministration à l'intérieur des sociétés – sur tous ces points, Wesley résista, temporisa ou suivit le mouvement. Il ne put éviter les conséquences de son propre égalitarisme spirituel. Si les pauvres du Christ en venaient à croire que leurs âmes valaient bien celles des aristocrates ou des bourgeois, ils pouvaient aboutir aux thèses des *Droits de l'homme*. La duchesse de Buckingham ne tarda pas à s'en rendre compte et le fit observer à la comtesse (méthodiste) de Huntingdon :

> Je vous remercie, madame, des informations concernant les prédicateurs méthodistes ; leurs doctrines sont absolument repoussantes et fortement empreintes d'impertinence et d'un manque de respect envers leurs Supérieurs, dans un effort constant pour niveler toute hiérarchie et supprimer toute distinction. Il est monstrueux de s'entendre dire que l'on a un cœur aussi impur que la foule des malheureux qui rampent sur cette terre[25].

Smollett a illustré à peu près le même phénomène dans la scène savoureuse où il représente le cocher Humphrey Clinker prêchant devant la canaille londonienne. Pour leur part, des centaines de prédicateurs laïques, qui suivaient l'exemple de John Nelson, en firent l'expérience de manière tout à fait différente. Les écrivains de l'*establishment* ne cessaient d'exprimer cette crainte. Un pamphlétaire antijacobin blâmait, en 1800, « les garçons imberbes et les ouvriers et travailleurs » qui prêchaient à Spa Fields, Hackney et Islington Green. Parmi les prédicateurs des sectes, il dénombra un fripier, un rémouleur, un vendeur de têtes de mouton, un peintre en carrosse, un fabricant de calandre, un laquais, un arracheur de dents, un perruquier-chirurgien, un fabricant de culottes et un porteur de charbon. L'évêque de Lincoln décelait dans cette situation une menace bien inquiétante : « On pourrait employer aussi efficacement le même moyen pour saper et renverser l'État ainsi que l'Église[26]. »

25. Cité par J.H. Whiteley, *Wesley's England*, 1938, p. 328.

26. W.H. Reid, *The Rise and Dissolution of the Infidel Societies of the Metropolis*, 1800, p. 45-48.

Quant à l'organisation des sociétés, elle soulève deux problèmes : la pénétration provisoire du méthodisme par certaines traditions d'autogouvernement chères à la Dissidence ; et la transmission dans les sociétés ouvrières de structures propres à la Connexion méthodiste. Sur le premier point, Wesley ne se contentait pas – comme on le croit parfois – d'apporter son message aux « païens » demeurés à l'extérieur des Églises existantes : il offrait aussi une échappatoire aux émotions réprimées dans l'ancienne Dissidence. Des ministres dissidents et des congrégations entières rejoignaient les méthodistes. Certains ne passaient par le renouveau religieux que pour rejoindre leur propre secte, dégoûtés par le gouvernement autoritaire de Wesley ; d'autant qu'à partir de 1790 la Dissidence connut son propre réveil évangélique. Mais d'autres, bien que réticents, continuaient d'adhérer au méthodisme, déchirés entre leurs anciennes traditions et les structures sacerdotales wesleyennes. En ce qui concerne le second point, le méthodisme apporta non seulement les réunions sous forme de « classes », le prélèvement méthodique du penny exigé pour l'adhésion et comme cotisation, que l'on retrouve si fréquemment dans les organisations radicales et syndicales, mais aussi l'expérience de l'organisation centralisée efficace, au niveau du « district » aussi bien qu'au niveau national, qui faisait défaut à la Dissidence. Les conférences annuelles wesleyennes, avec leur « plate-forme », leur travail en commission sur ordre du jour et leur organisation minutieuse, rappellent de manière un peu gênante la « contribution » du méthodisme au mouvement travailliste tel que nous le connaissons.

Le méthodisme de la fin du XVIII^e^ siècle était donc traversé de courants démocratiques qui lui étaient étrangers, tandis qu'au même moment il servait malgré lui de modèle à d'autres formes d'organisation. Pendant la dernière décennie de la vie de Wesley, les pressions démocratiques au sein du méthodisme ne furent limitées que par égard pour le grand âge du fondateur et par la conviction que le vieil autocrate n'était pas loin de connaître sa « récompense suprême ». On ne comptait plus les revendications exprimées par des sociétés dissidentes, réclamant une conférence élue, une autonomie accrue, une rupture décisive avec l'Église, la participation des laïcs aux réu-

nions du « district » ainsi qu'aux réunions trimestrielles. Au moment même de la poussée radicale, la mort de Wesley fut un vrai « signal du départ ». On discuta de plans d'organisation rivaux avec une passion aussi significative que les questions débattues. « Nous haïssons les agissements des Néron et des tortionnaires, et tous les méfaits sanglants de la grande Prostituée de Babylone, et pourtant, à notre façon, nous leur emboîtons le pas », déclarait Alexander Kilham dans sa brochure, *le Progrès de la liberté*[27]. Il présentait des propositions hardies d'auto-administration, qui furent discutées dans l'ensemble de la Connexion, par des brochures, pendant les « classes » et lors de rassemblements autour des prédicateurs locaux. Ces controverses ont dû jouer par elles-mêmes un rôle important dans le mécanisme de l'éducation démocratique[28].

Kilham organisa, en 1797, la première grande scission antiwesleyenne, la Nouvelle Connexion méthodiste, qui adopta un grand nombre de ses propositions favorables à une structure plus démocratique. La Nouvelle Connexion tirait l'essentiel de sa force des centres manufacturiers, et probablement des artisans et tisserands imprégnés de jacobinisme[29]. Kilham sympathisait personnellement avec les réformateurs. Bien qu'il soit resté discret sur ses convictions politiques, ses adversaires de la Connexion orthodoxe ne se privaient pas de les étaler au grand jour. « Nous allons nous séparer de tous ceux qui troublent bruyamment l'ordre de notre nouvelle Sion, de tous ceux qui ont adopté les vues de Paine [...] », déclara la Conférence aux membres

27. *The Progress of Liberty Amongst the People Called Methodists*, Alnwick, 1795.

28. Cf. *An Appeal to the Members of the Methodist Connexion*, Manchester, 1796 ; E.R. Taylor, *Methodism and Politics 1791-1851*, Cambridge, 1935, chap. II ; W.J. Warner, *The Wesleyan Movement in the Industrial Revolution*, 1930, p. 128-131.

29. Kilham fut très suivi à Sheffield, Nottingham, Manchester, Leeds, Huddersfield, Plymouth Dock, Liverpool, Bristol, Birmingham, Burslem, Macclesfield, Bolton, Wigan, Blackburn, Oldham, Darlington, Newcastle, Alnwick, Sunderland, Ripon, Otley, Epworth, Chester, Banbury. Cf. E.R. Taylor, *op. cit.*, p. 81 ; J. Blackwell, *Life of Alexander Kilham*, 1838, p. 290 et 343.

irlandais de l'Église pour leur expliquer la scission. À Huddersfield, on appelait les adhérents de la Nouvelle Connexion les « méthodistes à la Tom Paine ». On peut se faire une idée de la composition sociale de ses fidèles d'après une description de la principale secte kilhamiste de Leeds, une congrégation forte de cinq cents personnes, vivant « au milieu d'une population dense, pauvre et turbulente, au sommet d'Ebeneezer Street, où l'on ne pouvait raisonnablement pas s'attendre à voir s'aventurer des membres des classes moyennes ». À divers endroits, la ressemblance entre la Nouvelle Connexion et une véritable organisation jacobine est plus qu'une simple hypothèse. À Halifax, dans le temple de Bradshaw, on constitua un club de lecture et une société de discussion. La population de ce village de tisserands ne discutait pas seulement pendant les « classes » du *Progrès de la liberté* de Kilham, mais aussi des *Droits de l'homme* de Paine. Quarante ans plus tard, l'historien du méthodisme à Halifax ne pourra s'empêcher de crier son dégoût devant cet « abominable nid de scorpions », qui finit par s'emparer du temple, chassa le ministre orthodoxe du « circuit », acquit les lieux et en fit un temple « jacobin »[30].

L'essor de la Nouvelle Connexion ne fut guère impressionnant. Kilham mourut en 1798, et le nombre de ses fidèles décrut dans le mouvement général de réaction politique qui marqua les dernières années du siècle. En 1811, la Nouvelle Connexion ne pouvait revendiquer que huit mille membres. Mais son existence jette à elle seule le doute sur la thèse de Halévy. On estime qu'à la mort de Wesley les sociétés méthodistes comprenaient environ quatre-vingt mille adhérents. Même en supposant que chaque membre partageait les convictions tories de leur fondateur, cela ne pouvait suffire pour enrayer une vague révolutionnaire. En vérité, quelles qu'aient pu être les solutions adoptées par les conférences annuelles, on peut montrer que le raz de marée radical de 1792 et 1793 se propagea à travers l'ensemble de

30. J. Blackwell, *op. cit.*, p. 339 ; E.R. Taylor, *op. cit.*, p. 85 ; J. Wray, *Facts Illustrative of Methodism in Leeds*, manuscrit écrit en 1835 et consultable à la Reference Library de Leeds ; J.U. Walker, *Wesleyan Methodism in Halifax*, Halifax, 1836, p. 216-223.

la Dissidence ainsi que dans la plupart des sociétés méthodistes. Le maire de Liverpool faisait probablement preuve d'une grande sagacité en écrivant au ministère de l'Intérieur en 1792 :

> On ne compte dans toutes ces localités que des temples méthodistes et autres... La Jeunesse du Comté se forme ainsi sous la conduite d'un Groupe d'Hommes non seulement Ignorants, mais que nous avons à mon avis depuis peu de bonnes raisons de croire Hostiles à Notre Heureuse Constitution[31].

C'est dans la phase contre-révolutionnaire *postérieure* à 1795 que le méthodisme progressa le plus parmi les ouvriers et agit de la façon la plus évidente comme force sociale stabilisatrice et régressive. Privé de ses éléments les plus intellectuels et les plus démocrates par la scission kilhamiste, soumis à une discipline plus stricte, il se présente presque à cette époque comme un phénomène nouveau, que l'on peut considérer comme la conséquence, autant que la cause, de la réaction politique[32].

Pendant toute la période de la révolution industrielle, le méthodisme n'a jamais surmonté la tension entre ses tendances autoritaires et démocratiques. Le second courant s'organisait surtout dans les sectes sécessionnistes comme la Nouvelle Connexion et, après 1806, les méthodistes primitifs. De plus, comme l'a montré Eric J. Hobsbawm, partout où s'implantait le méthodisme, sa rupture avec l'Église établie remplissait certaines fonctions de l'anticléricalisme dans la France du XIX^e siècle[33]. Dans le village agricole ou minier, la querelle entre dissidents et anglicans pouvait favoriser une polarisation qui prenait des formes politiques ou syndicales. On put croire pendant des années que la tension était contenue : mais, lorsqu'elle éclata, elle se chargea parfois d'une passion morale (où le vieux dieu

31. Cité par J.L. Hammond, *The Town Labourer*, 1925, 2^e éd., p. 270.

32. Cf. ci-dessous, chap. XI.

33. E.J. Hobsbawm, *Primitive Rebels*, 1959, p. 146 (trad. fr. *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1963, p. 163).

des Batailles puritain brandit une fois encore son étendard) rarement atteinte par les chefs séculiers. Tant que Satan restait mal défini et ne résidait dans aucune classe en particulier, le méthodisme condamnait les ouvriers à vivre une sorte de guerre civile morale, entre le temple et le *pub*, les méchants et les rachetés, les damnés et les sauvés. Samuel Bamford a rapporté dans *Early Days* avec quelle ardeur missionnaire ses compagnons et lui-même faisaient la tournée des séances de prière dans les villages avoisinants « où Satan avait encore de nombreuses forteresses ». « On considérait ces prières comme autant d'assauts contre « les puissances du prince des Airs ». De l'autre côté des Pennines, un zèle similaire inspira cet hymne remarquable : « Abaisse aussi Tes yeux sur Bradford, où Satan a son siège. » Cobbett n'attendra que quelques années avant d'apprendre aux tisserands des plateaux du Lancashire à traquer Satan, non plus dans les débits de boissons des villages rivaux, mais dans « la Chose » (*the Thing*) et la Vieille Corruption. De même, c'est une aussi prompte assimilation de Satan à Lord Liverpool et à Oliver l'Espion qui conduira les tisserands à Peterloo.

Il faut relever deux autres caractéristiques de la tradition dissidente. Bien qu'elles n'aient joué ni l'une ni l'autre un grand rôle au XVIII^e siècle, elles acquirent toutes deux une importance nouvelle après 1790. Tout d'abord, un même fil relie les idées et expériences communautaires associées aux quakers, aux camisards et, plus spécialement, aux moraves. C'est à Bolton et à Manchester que l'agitation au sein d'un petit groupe de quakers sécessionnistes entraîna le départ, en 1774, de « mère Ann » et de quelques autres, qui fondèrent les premières communautés de *shakers* aux États-Unis. Quarante ans plus tard, Robert Owen puisera un encouragement dans le succès des *shakers* et popularisera leurs idées sous une forme séculière[34]. Les moraves, auxquels Wesley devait sa conversion, ne se naturalisèrent jamais complètement en Angleterre au XVIII^e siècle. Malgré l'adhésion de nombreux Anglais à leurs communautés de Fulneck (Pudsey), Dukinfield et Fairfield, près de Manchester, ainsi

34. W.H.G. Armytage, *Heavens Below*, 1961, I, chap. III et V.

qu'à la congrégation morave de Londres, ces sociétés demeuraient sous la tutelle de prédicateurs et d'administrateurs allemands. Bien que les premières sociétés méthodistes se soient formées en collaboration avec la confrérie morave, celle-ci s'en distinguait par sa « tranquillité », sa « crainte de l'enthousiasme » et sa pratique des valeurs communautaires. « Le calme, la douceur, le ton posé, le caractère harmonieux et impressionnant du service [de Fulneck] étaient tels qu'ils semblaient condamner l'ardeur, le bruit et le tumulte d'un rassemblement du renouveau » méthodiste. Les moraves ont exercé une triple influence. Premièrement, par leurs activités d'éducation : Richard Oastler et James Montgomery (poète radical et rédacteur en chef de l'*Iris* de Sheffield) ont été formés à Fulneck. Ensuite, par le succès évident de leurs communautés, souvent citées aux côtés de celles des *shakers* par les owénistes au début du XIX^e^ siècle. Enfin, par la perpétuation au sein des sociétés méthodistes – longtemps après que Wesley eut renié les moraves – d'une aspiration à l'idéal communautaire exprimée par le terme « fraternité » (*brotherhood et sisterhood*)[35].

Parfois, la tradition communautaire était liée à une autre tradition souterraine, celle du millénarisme. Les sectaires les plus déchaînés de la révolution anglaise, les *ranters* et les hommes de la Cinquième Monarchie, n'avaient jamais totalement disparu, pas plus que leurs interprétations littérales du livre de l'Apocalypse et leurs espoirs en une Nouvelle Jérusalem descendant des cieux. Les muggletoniens – disciples de Ludovic Muggleton – prêchaient encore dans les champs et les parcs de Londres à la fin du XVIII^e^ siècle. La société de Bolton d'où venaient les *shakers* était présidée par mère Jane Wardley qui arpentait la salle de réunion, « animée d'un tremblement puissant », déclamant :

> Repentez-vous. Car le Royaume de Dieu est proche. Le ciel nouveau et la terre nouvelle annoncés par les prophètes vont venir. [...] Et, lorsque

35. Cf. C.W. Towlson, *Moravian and Methodist*, 1957 ; W.H.G. Armytage, *op. cit.*, I, chap. VI ; J. Lawson, *Letters to the Young on Progress in Pudsey*, Stanningley, 1887, chap. XV ; C. Driver, *Tory Radical*, Oxford, 1946, p. 15-17.

> le Christ réapparaîtra, la véritable Église se dressera dans toute sa gloire et sa transcendance, et alors toutes les dénominations antichrétiennes, les prêtres, l'Église, le pape, tout cela sera balayé[36].

Chaque événement dramatique, comme le tremblement de terre de Lisbonne en 1755, faisait espérer l'apocalypse. De fait, au cœur même du méthodisme, se dessinent des tendances millénaristes. Étonnamment crédule en matière de sorcières, de possession démoniaque et de bibliomancie (la recherche d'une voie à suivre à partir d'une page de la Bible ouverte au hasard), Wesley lançait parfois des avertissements prémonitoires sur l'imminence du Jugement dernier. Un des premiers hymnes des frères Wesley exploite les images habituelles du millénarisme :

> Érige ici Ton tabernacle,
> Fais descendre la Nouvelle Jérusalem,
> Apparais Toi-même entouré de Tes saints,
> Pour nous asseoir sur Ton trône étincelant.
> Entame le grand jour du millénium ;
> Sauveur, descends maintenant sous les acclamations,
> Déploie Ton étendard dans les cieux,
> Et apporte la joie infinie.

Bien que l'on n'encourageât pas la croyance littérale en un millénium, le ton apocalyptique des rassemblements méthodistes du renouveau religieux enflammait l'imagination et explique l'accueil favorable réservé aux prophètes millénaristes après 1790. À Londres, Bristol et Birmingham, de petites congrégations de l'Église swedenborgienne de la Nouvelle Jérusalem préparaient certains artisans à des croyances millénaristes plus intellectuelles et mystiques[37].

36. E.D. Andrews, *The People Called Shakers*, New York, 1953, p. 6.

37. Sur le wesleyisme, cf. R. Southey, *op. cit.*, p. 367 ; Joseph Nightingale, *Portraiture of Methodism*, 1807, p. 443 *sq.* ; J.E. Rattenbury, *The Eucharistic Hymns of John and Charles Wesley*, 1948, p. 249. Sur le swedenborgisme, cf. D. Bogue et J. Bennett, *op. cit.*, IV, p. 126-134 ; R. Southey, *Letters from*

Bien que les historiens et les sociologues aient récemment accordé plus d'attention aux mouvements et aux visions millénaristes, leur signification reste en partie obscurcie par la tendance à les étudier en termes d'inadaptation et de paranoïa. C'est ainsi que N. Cohn, dans son intéressante étude sur *les Fanatiques de l'apocalypse* (*The Pursuit of the Millenium*), parvient, par une sélection de documents inspirée par le goût du sensationnel, à élaborer des généralisations sur la notion paranoïaque et mégalomane d'« élection » et la « perte chronique du sens de la réalité » des « mouvements d'inspiration millénariste ». Là où les mouvements messianiques obtiennent le soutien des masses,

> on dirait que des éléments de paranoïa jusque-là diffus dans la population fusionnent tout à coup pour former une entité nouvelle : un fanatisme collectif paranoïaque[38].

On peut douter d'un tel processus de « fusion ». En tout cas, une fois repéré le phénomène, le problème historique demeure : pourquoi le mécontentement, les aspirations, voire les désordres psychotiques ne « fusionnent-ils », pour former des mouvements considérables, qu'à certaines époques et sous des formes bien particulières ?

Il faut éviter de confondre les « égarements » purs et simples ou les aberrations fanatiques avec l'*imagerie* (Babylone, la fuite en Égypte, la Cité céleste, la lutte contre Satan) autour de laquelle des groupes minoritaires ont organisé leur expérience et cristallisé leurs aspirations pendant des siècles. En outre, les images extravagantes utilisées par certains groupes ne traduisent pas toujours leurs motivations

---

*England*, 1808, III, p. 113 *sq.* Sur la fin du millénarisme du XVII[e] siècle, cf. Christopher Hill, « John Mason and the End of the World », *Puritanism and Revolution*, 1958. On trouve quelques informations sur cette tradition au XVIII[e] siècle dans W.H.G. Armytage, *op. cit*, I, chap. IV.

38. N. Cohn, *The Pursuit of the Millennium*, Secker and Warburg, 1957, p. 312. Ces extraits ne figurent pas dans la traduction française, *Les Fanatiques de l'apocalypse*, Paris, Julliard, 1962, dont la conclusion est différente (*NdT*).

objectives et leurs croyances réelles. Voici une question délicate : lorsque nous parlons de leurs « images », nous désignons bien plus que les figures de style dont étaient « revêtus » les motifs cachés. Le système des images atteste lui-même de puissantes motivations subjectives, tout aussi « réelles » que les motivations objectives, et tout aussi effectives dans leur action historique, comme l'histoire du puritanisme n'a cessé de le montrer. Il indique ce que les hommes ont ressenti et espéré, aimé et haï, et comment ils ont préservé certaines valeurs dans la texture même de leur langage. Ce n'est pas parce que la floraison des images renvoie parfois à des objectifs clairement illusoires qu'il faut en conclure hâtivement qu'elle démontre une « perte chronique du sens de la réalité ». Qui plus est, l'« adaptation » servile à la souffrance et au besoin peut parfois révéler une « perte » aussi aiguë du sens de la réalité que chez le millénariste. Chaque fois que nous rencontrons de tels phénomènes, nous devons tenter de distinguer l'énergie psychique contenue et libérée dans le langage, si apocalyptique soit-il, et le désordre psychotique réel.

On peut suivre à travers toute la révolution industrielle cette tension entre le « royaume intérieur » et le « royaume extérieur » dans la Dissidence des pauvres, avec le millénarisme à un pôle et le quiétisme à l'autre. Pendant des générations, l'éducation la plus communément partagée provient de la chaire et des écoles du dimanche, de l'Ancien Testament et du *Voyage du pèlerin*. Entre ces images et cette expérience sociale, il existait une interaction permanente, un dialogue entre des comportements et une réalité, parfois fécond, parfois stérile, parfois masochiste dans sa soumission, mais rarement « paranoïaque ». L'histoire du méthodisme donne à penser que les déformations morbides de la « sublimation » sont les aberrations les plus courantes des pauvres en période de réaction sociale ; les visions paranoïaques appartiennent davantage aux périodes de libération des enthousiasmes révolutionnaires. C'est dans la phase qui succéda immédiatement à la Révolution française que le courant millénariste, longtemps clandestin, éclata au grand jour et révéla une force insoupçonnée.

> Pour le vrai millénariste, le présent devient la brèche par laquelle ce qui était jusqu'alors intérieur jaillit soudain, s'empare du monde extérieur et le transforme[39].

Réalité et représentation se confondaient à nouveau. Le millénarisme inspira Blake. Il se répandit partout, non seulement parmi les jacobins et les dissidents dans le milieu des artisans londoniens, mais aussi dans les villages de mineurs et de tisserands des Midlands et du Nord, ainsi que dans les villages du Sud-Ouest.

Mais dans la plupart des esprits régnait un certain équilibre entre l'expérience extérieure et le royaume intérieur, que les puissances du monde ne pouvaient atteindre, et qui se chargeait de toute la force évocatrice du langage de l'Ancien Testament. Thomas Hardy était un homme pondéré et même prosaïque, qui s'attachait avec un soin minutieux aux détails pratiques de l'organisation. Mais, lorsqu'il évoqua son propre procès pour haute trahison, il lui sembla tout à fait naturel d'emprunter au Livre des Rois un langage accessible aux Anglais les plus humbles :

> Le peuple dit : « Quel bien avons-nous en David ? Nous n'avons pas non plus d'héritage en la personne du fils de Jessé. À tes tentes, ô Israël. [...] Ainsi, Israël se souleva contre la Maison de David jusqu'à ce jour. »

Il n'est pas facile de résumer la tradition dissidente, un des éléments mis en action par l'agitation jacobine en Angleterre. Sa diversité défie toute généralisation, et constitue pourtant sa caractéristique essentielle. La complexité des sectes rivales et des groupes sécessionnistes se révéla un humus fertile pour les diverses variétés de culture ouvrière au XIX^e^ siècle. Nous y rencontrons les unitariens et les indépendants, dont la base artisanale limitée mais influente entretint une tradition intellectuelle opiniâtre ; les sandemaniens, parmi lesquels le père de William Godwin, qui était ministre ; les moraves,

39. Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956, Cf. *infra*, p. 152-155 et 505-513.

avec leur tradition communautaire. Les inghamistes, les muggletoniens, la secte swedenborgienne, qui naquit chez un coiffeur des environs de Cold Bath Fields et qui publiait un *Magazine du ciel et de l'enfer*. Nous y rencontrons les deux ministres de l'ancienne Dissidence, que Hazlitt vit bourrer leur pipe de feuilles de framboisier, dans l'espoir d'abattre la Vieille Corruption par le boycott de tous les produits imposés par le fisc ; les immigrants méthodistes calvinistes du pays de Galles et les immigrants élevés dans les sectes covenantaires écossaises : Alexander Somerville, qui s'est illustré par son opposition aux lois sur le blé, fut élevé dans une famille anti-*burghers* d'ouvriers agricoles du Berwickshire ; l'imprimeur Zachariah Coleman, héros magnifiquement campé de *la Révolution de Tanner's Lane*, avec au mur ses portraits de Burdett, Cartwright et celui de Bunyan par Sadler : « Ce n'était ni un *ranter* ni un partisan du renouveau religieux, mais ce qu'on appelait un calviniste modéré ; c'est-à-dire qu'il considérait le calvinisme comme sa foi inébranlable, mais, quand les nécessités de la vie réelle l'exigeaient, il savait l'adapter. » Nous y rencontrons enfin d'étranges sociétés, comme les Déistes antiques de Hoxton, qui parlaient de rêves et (comme Blake) de conversations avec des âmes défuntes et des anges, et qui (comme Blake) « se laissèrent presque aussitôt emporter par le courant plus fort de la Révolution française » et devinrent des « *politiciens* »[40].

La liberté de conscience était restée la seule grande valeur préservée par les gens du peuple depuis le Commonwealth. La campagne était dominée par la petite noblesse, la *gentry*, les villes par des administrations corrompues, la nation par l'administration la plus corrompue de toutes. Mais le temple, la taverne et le logis appartenaient au peuple. Dans les temples « sans clocher », il y avait place pour une vie intellectuelle libre et des expériences démocratiques rassemblant des membres en nombre « illimité ». Replacé dans le contexte de la Dissidence londonienne, avec sa frange de déistes et de mystiques fervents, William Blake n'apparaît plus comme le génie excentrique

40. W.H. Reid, *op. cit.*, p. 90.

et isolé que se représentent ceux qui ne connaissent que la culture policée de l'époque[41]. Il demeure au contraire la voix originale et pourtant authentique d'une longue tradition populaire. Si une partie des jacobins londoniens restaient étrangement imperturbables devant l'exécution de Louis XVI et de Marie-Antoinette, c'est parce qu'ils se rappelaient que leurs propres ancêtres avaient autrefois exécuté un roi. Aucun de ceux qui s'étaient formés dans Bunyan ne pouvait trouver étranges les aphorismes de Blake :

> Le poison le plus virulent que l'on ait connu
> Est venu de la couronne de lauriers de César.

Comme Blake, beaucoup se sont sentis déchirés entre un déisme rationnel et les valeurs spirituelles entretenues par un siècle de « royaume intérieur ». Lorsque le *Siècle de la raison* de Paine parut, en pleine répression, beaucoup durent se sentir proches de Blake qui annota ainsi la dernière page de l'*Apologie de la Bible*, écrite par l'évêque de Llandaff en réponse à Paine :

> Il m'apparaît maintenant que Tom Paine est meilleur Chrétien que l'Évêque.

Si nous concevons ainsi la Dissidence, nous y voyons une tradition intellectuelle d'où sont issus de nombreux hommes et idées originaux. Mais on ne doit pas en conclure que les « anciens dissidents » ont été disposés à rallier en bloc le camp populaire. Un réformateur de Manchester, lui-même membre de l'Église d'Angleterre, Thomas Walker, très actif dans le mouvement pour l'abrogation des *Test and Corporation Acts*, les méprisait pour leur pusillanimité :

41. L'étude de David V. Erdman sur Blake, *Prophet against Empire*, Princeton, 1954, nous a aidé à voir Blake sous cet angle, et a ainsi beaucoup contribué à éclairer la vie intellectuelle du Londres jacobin. Sur les ancêtres *ranters* et muggletoniens de Blake, cf. aussi A.L. Morton, *The Everlasting Gospel*, 1958.

> En tant que groupe [...] les dissidents n'ont jamais été à la hauteur de leurs principes ; [...] par peur ou pour quelque autre motif, ils ont si farouchement prôné la Modération la plus Excessive qu'ils se sont plutôt avérés les ennemis que les amis de ceux qui ont risqué et agi le plus pour les droits du peuple[42].

Nous sommes peut-être ici en présence d'une discordance entre Londres et les centres industriels. Parmi les dissidents de Manchester, les membres de l'Ancienne Réunion de Birmingham et de la Grande Réunion de Leicester, on comptait certains des plus grands employeurs de la région. Leur attachement à la liberté civile et religieuse allait de pair avec leur attachement aux dogmes du libre-échange. Ils ont beaucoup contribué, surtout entre 1770 et 1790, aux formes d'agitation extra-parlementaire et à l'organisation de groupes de pression qui annonçaient les structures de l'activité politique des classes moyennes au siècle suivant. Mais leur enthousiasme pour la liberté civile s'évanouit après la publication des *Droits de l'homme* et survécut rarement aux procès et aux persécutions du début des années 1790. À Londres, ainsi que dans certaines poches à l'intérieur des grandes villes, un grand nombre d'artisans passèrent, pendant la même période, de la Dissidence à une idéologie séculière par l'intermédiaire du déisme. Comme l'écrit Hobsbawm, la sécularisation

> est le lien idéologique qui unit l'histoire ouvrière londonienne en un tout cohérent depuis Place et les jacobins de Londres en passant par les owénistes et les coopérateurs, les libraires et les journalistes antireligieux, les radicaux libres penseurs qui écoutaient Holyoake et fréquentaient le *Hall of Science* de Bradlaugh jusqu'à la Fédération sociale-démocrate et les membres de l'Association fabienne avec leur dégoût non dissimulé pour la rhétorique de chapelle[43].

La quasi-totalité des théoriciens du mouvement ouvrier sont issus de cette tradition londonienne. Lorsqu'ils ne le sont pas, on peut les

42. T. Walker, *Review of some Political Events in Manchester*, 1794, p. 125.
43. E.J. Hobsbawm, *op. cit.*, p. 128.

rapprocher des travailleurs qualifiés de Londres, comme l'imprimeur Bray, de Leeds.

Mais cette liste révèle en creux une autre tradition : celle de la force morale des luddistes, de Brandreth et du jeune Bamford, des hommes de la loi des Dix Heures, des chartistes du Nord et du parti travailliste indépendant. On peut expliquer en partie la différence de ces traditions en étudiant l'histoire des formations religieuses au XVIII[e] siècle. Lorsque se produisit le renouveau démocratique dans les dernières années du siècle, l'ancienne Dissidence avait perdu la plus grande partie de son soutien populaire, et les artisans qui y restaient fidèles étaient pénétrés des valeurs de l'intérêt personnel éclairé, qui conduira un homme comme Francis Place à adopter partiellement la philosophie utilitariste. Mais, dans les vastes zones provinciales où l'absence de la Dissidence favorisait son triomphe, le méthodisme parvint presque à anéantir les éléments démocratiques et antiautoritaires de l'ancienne tradition en en appelant aux émotions, qu'il interposa entre le peuple et son héritage révolutionnaire, et qui servit d'auxiliaire à l'Église établie. Le rebelle méthodiste se caractérisait pourtant par une gravité toute particulière et par la vigueur de ses préoccupations morales. La tension se perpétue au XIX[e] siècle entre le Sud et le Nord, l'intellect et l'enthousiasme, la logique de la laïcité et la rhétorique de l'amour. Il semble que chaque tradition eût été moins forte sans l'apport de l'autre.

3

# « Les forteresses de Satan »

Mais que dire des hôtes des « forteresses de Satan », des « prostituées, cabaretiers et voleurs » dont les âmes étaient l'enjeu du combat évangélique ? Pour comprendre le changement historique, il faut se pencher sur les minorités organisées. Or, ces minorités se constituent comme telles à partir d'une majorité moins organisée dont on peut dire que la conscience est alors « infra-politique » et faite de superstition, d'irréligion passive, de préjugés et de patriotisme.

Par définition, les inorganisés laissent peu de traces de leurs opinions. On peut les entrevoir en temps de crise, comme lors des émeutes de Gordon, mais une crise est peu significative. Il est tentant de les rechercher dans les archives judiciaires. Auparavant, il nous faut cependant mettre en garde contre l'idée que les « pauvres du Christ » se répartissent, à la fin du XVIII[e] siècle, en pécheurs repentis, d'un côté, et meurtriers, voleurs et ivrognes, de l'autre.

On n'est que trop tenté de répartir à tort le peuple de l'époque de la révolution industrielle en deux catégories : les bons, membres d'une Église ou d'une organisation, et les mauvais, aux mœurs dissolues, car les documents nous incitent à cette conclusion pour au moins quatre raisons. Les données disponibles furent souvent présentées de façon sensationnelle et rassemblées dans une intention malveillante. Si nous accordons foi à l'un des enquêteurs les plus zélés, Patrick Colquhoun, il y aurait eu, vers 1800, 50 000 prostituées, plus de 5 000 tenanciers de débit de boissons et 10 000 voleurs dans la seule capitale. Son estimation plus globale, qui inclut les receleurs, les faux-monnayeurs, les joueurs, les organisateurs de loterie, les commerçants malhonnêtes, les voleurs des docks, et des personnages pittoresques comme les

gamins des rues, les bagarreurs, les matraqueurs, les marocains, les cochers marrons, les fouineurs, les organisateurs de combats d'ours et de chiens, et les chanteurs ambulants, évaluait à 115 000 (en comptant les groupes déjà cités) les couches criminelles d'une population métropolitaine de moins d'un million d'habitants. En comptant le million de personnes bénéficiant des secours paroissiaux, ce chiffre passe, pour l'ensemble du pays, à 1 320 716. Or, ces évaluations regroupaient indistinctement le bohémien, le vagabond, le chômeur, le colporteur et l'ancêtre du marchand des rues de Mayhew. Quant à ses prostituées, une étude plus fine révèle qu'il s'agit de « femmes impudiques et immorales », parmi lesquelles « le nombre prodigieux de femmes des basses classes vivant en dehors des liens du mariage », à une époque où le divorce était totalement impossible pour les pauvres[1].

Ces chiffres sont donc des évaluations impressionnistes. Ils renseignent autant sur la mentalité des classes possédantes (qui n'avaient pas tort de croire que tout individu sans travail régulier dût subvenir à ses besoins par des moyens illégaux) que sur le comportement criminel véritable des classes non possédantes. En outre, la date des enquêtes de Colquhoun est aussi significative que ses conclusions : car il les a effectuées dans l'atmosphère de panique consécutive à la Révolution française. Pendant les deux décennies précédentes, les classes possédantes avaient fait preuve d'un grand souci humanitaire, attesté par les travaux de Howard, Hanway, Clarkson, Sir Frederick Eden et par la préoccupation croissante pour les libertés civiles et religieuses dans la petite noblesse de campagne et chez les marchands. Mais « le réveil des classes laborieuses, après le premier choc de la Révolution française, fit trembler les classes supérieures », comme le notait Lady Frances Shelley dans son *Journal* : « Chacun ressentit le besoin de mettre de l'ordre chez lui [...][2]. »

1. Patrick Colquhoun, *Treatise on the Police of the Metropolis*, 1797, p. VII-XI ; *Observations and Facts Relative to Public Houses*, 1796, Appendice ; *Treatise on Indigence*, 1806, p. 38-43.

2. R. Edgcumbe (éd.), *The Diary of Frances Lady Shelley, 1787-1817*, 1912, p. 8, 9.

Plus exactement, la plupart des hommes et des femmes des classes possédantes ressentirent le besoin de mettre de l'ordre chez les pauvres. Certes, les remèdes proposés étaient différents. Mais on retrouve à peu près le même souci chez Colquhoun, qui préconisait une police plus efficace, chez Hannah More, avec ses brochures à un demi-penny et son catéchisme, chez les méthodistes, avec l'importance qu'ils ne cessaient d'accorder à l'ordre et à la soumission, et dans la Société pour l'amélioration des conditions des pauvres, plus humaine, dirigée par l'évêque Barrington, et la Société pour l'élimination du vice et l'encouragement de la religion de William Wilberforce et du Dr. John Bowdler. Le message qu'il fallait transmettre aux ouvriers pauvres était simple. Burke le résuma ainsi en l'année 1795, lorsque sévissait la famine : « Il faut leur recommander la patience, le travail, la sobriété, la frugalité et la religion ; tout le reste n'est que supercherie. » « Je ne connais rien de mieux conçu pour remplir un pays de barbares prêts à tous les méfaits, écrit le réformateur agraire Arthur Young, que des terrains communaux très grands et le service divin une fois par mois seulement. [...] Les principes français progressent-ils si lentement que vous cherchiez à leur apporter une aide aussi généreuse[3] ? » La sensibilité de la classe moyenne victorienne est née, dans les années 1790-1800, de la peur de la petite noblesse de campagne (*gentry*) qui voyait les mineurs, les potiers et les couteliers lire les *Droits de l'homme* : William Wilberforce et Hannah More en furent les parents nourriciers. C'est pendant ces décennies contre-révolutionnaires que la tradition humanitaire fut faussée au point de devenir méconnaissable. Les excès dans les prisons, dénoncés par Howard vers 1770-1780, resurgirent après 1790. Dans la première décennie du XIX^e^ siècle, Sir Samuel Romilly découvrit que ses efforts pour réformer le droit criminel ne rencontraient qu'hostilité et réticence. Il a raconté comment la Révolution française avait engendré « une sorte d'horreur devant toute espèce d'innovation [...] dans les couches supérieures de la société ». « Tout rappelait la Révolution française », a rapporté Lord Cockburn évoquant sa jeunesse en Écosse : « Tout, non pas tel ou

3. *General View of the Agriculture of the County of Lincoln*, 1799, p. 439.

tel fait, mais réellement tout était imprégné de ce seul événement. » Cette chape d'hypocrisie morale qui pesait sur la Grande-Bretagne à cette époque suscita la fureur de Blake :

> À cause des Oppresseurs d'Albion dans chaque Ville, dans chaque Village, [...]
> On force les Pauvres par une douceur sournoise à vivre de quelques miettes de pain :
> On réduit l'Homme au besoin, puis on fait l'aumône avec faste et cérémonie :
> Les louanges de Jéhovah sont chantées par des lèvres affamées et assoiffées[4].

Ces tendances chez les possédants étaient peu favorables à l'observation exacte de la société, comme le montre le cas de Colquhoun. Et elles renforçaient la propension naturelle de l'autorité à considérer les tavernes, les fêtes foraines, ou tout grand rassemblement populaire, comme nocifs – c'est-à-dire comme sources de paresse, de bagarres, de sédition ou de contagion. Cette tendance générale, vers la fin du siècle, à « rectifier » les faits fut favorisée par trois autres facteurs. Tout d'abord, les positions utilitaristes de la nouvelle classe manufacturière, qui avait besoin d'imposer une discipline de travail dans les villes industrielles et qui s'opposait donc aux nombreuses distractions et frivolités traditionnelles. Deuxièmement, la pression de la religion méthodiste, avec ses interminables cortèges de pécheurs battant leur coulpe et les abondantes publications de confessions. « Père Tout-Puissant, comment as-tu supporté un rebelle comme moi ? » demandait l'un de ces pénitents, un marin repenti. Dans sa jeunesse dissolue,

> il avait fréquenté les courses de chevaux, les fêtes, les bals, il avait joué, il avait même oublié la crainte de son Créateur et les recommandations de sa mère au point de s'être laissé à plusieurs reprises enivrer par

4. Cf. aussi l'analyse stimulante de V. Kiernan, « Evangelicalism and the French Revolution », *Past and Present*, I, février 1952.

> l'alcool. Il aimait chanter des chansons profanes, plaisanter et se livrer à des remarques grotesques et ridicules [...]

Quant au marin ordinaire :

> Ses chansons, sa bouteille et sa petite amie (probablement une prostituée ramassée sur le trottoir), voilà la trinité de son plaisir. Il réfléchit rarement, lit encore moins et ne prie jamais. [...] Parlez-lui de l'appel de Dieu, il vous répond qu'il a déjà assez à faire avec celui du quartier-maître. [...] Si vous lui parlez du Ciel, il espère trouver là-haut une bonne couchette. Dès qu'il entend évoquer l'Enfer, il en rit et parle des séjours à la cale.

« Ô mes enfants, seul un miracle a permis qu'une telle victime du péché prêche en faveur du salut[5] ! »

Il faut lire ce type de littérature à contre-pied et avec des intentions diaboliques pour deviner ce que le « loup de mer », l'apprenti ou la jeune fille de Sandgate pensaient de l'autorité ou des prédicateurs méthodistes. Sinon, l'historien pourrait être conduit à porter sur le XVIII[e] siècle un jugement des plus sévères à cause de ce qui y rendait la vie supportable pour le menu peuple. Enfin, lorsqu'on étudie les débuts du mouvement ouvrier, cette vision est accréditée par une troisième source. Certains des premiers chefs et chroniqueurs du mouvement étaient des ouvriers autodidactes qui s'étaient élevés grâce à l'auto-discipline, ce qui leur imposait de se détourner du monde insouciant des cabarets. « Contrairement à beaucoup d'autres hommes, il m'est impossible d'entrer dans une taverne », écrivait Francis Place : « Je déteste les tavernes et la foule qui s'y presse. Je ne peux pas boire, je ne peux partager longtemps la compagnie d'imbéciles[6]. » Les vertus du respect de soi entraînaient souvent des attitudes sectaires. Dans le cas de Place, elles le poussent à adopter un point de vue utilita-

5. Joshua Marsden, *Sketches of the Early Live of a Sailor[...]*, Hull, s.d. (1812 ?) ; pour un autre point de vue sur le marin au XVIII[e] siècle, cf. R.B. Rose, « A Liverpool Sailor's Strike in the 18 th Century », *Trans. Lancs. and Cheshire Antiq. Soc.*, LXVIII, 1958.

6. Graham Wallas, *Life of Francis Place*, 1918, p. 195.

riste et malthusien. Or, comme Place était le principal archiviste des débuts du mouvement, sa haine personnelle de l'imprévoyance, de l'ignorance et du dérèglement des pauvres ne pouvait manquer d'influencer les documents qu'il sélectionnait. Qui plus est, les réformateurs luttaient pour faire triompher les Lumières, l'ordre et la sobriété dans leurs propres rangs, à tel point qu'en 1802 Windham pouvait déclarer dans un style expressif que les méthodistes et les jacobins se liguaient pour détruire les distractions populaires :

> Pour les premiers [...] il fallait interdire toute joie afin de préparer le peuple à recevoir leurs doctrines fanatiques. Pour les jacobins, d'autre part, il importait au plus haut point de donner aux couches inférieures un caractère de sérieux et de gravité profonds, pour faciliter l'acceptation de leurs dogmes[7].

Ceux qui ont choisi de souligner dans la généalogie du mouvement ouvrier ses ancêtres austères ont parfois sous-estimé ses ancêtres plus gaillards et plus turbulents. Nous devons conserver à l'esprit notre mise en garde initiale. Nous avons besoin d'études nouvelles sur le comportement social des criminels, sur les soldats et les marins, sur la vie des tavernes. Il nous faut traiter ces données sans moralisme (les « pauvres du Christ » n'étaient pas toujours beaux à voir), mais en privilégiant les valeurs brechtiennes : le fatalisme, l'ironie devant les homélies de l'*establishment*, la ténacité de l'instinct de conservation. N'oublions pas non plus le monde « parallèle » du chanteur de ballades ou de la fête foraine, qui ont transmis au XIX^e^ siècle certaines traditions que l'on retrouve dans le café-concert, les gens du cirque décrits par Dickens ou les colporteurs et bateleurs de Hardy. Les « inorganisés » conservaient en effet ainsi certaines valeurs – la spontanéité, la capacité à se distraire, la confiance réciproque –

7. Windham s'exprimait ainsi au cours d'un débat sur les combats d'animaux, et il ne fait aucun doute que la plupart des méthodistes et des jacobins s'accordaient sur ce sujet. Cf. L. Radzinowicz, *History of the English Criminal Law*, 1948-1956, III, p. 205, 206.

malgré les inhibitions dues aux pressions des magistrats, des industriels et des méthodistes.

Ces traditions « infra-politiques » ont affecté les débuts du mouvement ouvrier d'au moins deux façons. En témoignent : les phénomènes de l'émeute et de la foule, et la notion populaire d'un « droit de naissance » des Anglais. En ce qui concerne le premier phénomène, il faut comprendre qu'il a existé de tout temps des comportements populaires déterminés à l'égard du crime, équivalant parfois à un code non écrit parfaitement distinct du droit légal. Certains crimes étaient interdits par les deux codes. Qui tuait son épouse ou un enfant était toujours assailli et conspué sur le chemin du gibet de Tyburn. Bandits de grand chemin et pirates peuplaient les ballades populaires et servaient à la fois de mythe héroïque et d'exemple négatif à l'usage des jeunes. Mais d'autres crimes étaient justifiés par des communautés entières : la frappe de la fausse monnaie, le braconnage, la fraude fiscale sur l'impôt sur les fenêtres, les dîmes et l'excise, et la résistance à l'enrôlement de force dans l'armée. Des communautés de contrebandiers vivaient dans un état de guerre permanent avec l'autorité, et les lois non écrites étaient comprises des deux côtés ; il arrivait que les autorités saisissent un bateau ou fouillent un village, comme il arrivait que des contrebandiers résistent à une arrestation : « Mais la stratégie de la contrebande excluait qu'on livre bataille, sauf pour se défendre ou parfois pour délivrer un prisonnier, de crainte de représailles inévitables [...][8]. » En revanche, certains crimes faciles à commettre mais qui s'attaquaient aux moyens d'existence de communautés particulières – vol de moutons ou de tissu séchant en plein air sur les rames – entraînaient la réprobation générale[9].

Cette distinction entre code légal et code populaire implicite est une réalité universelle. Mais les deux codes se distinguent rarement aussi nettement que dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. Il est même possible de définir ces années comme une période où la guerre des

8. Sergent Paul Swanston, *Memoirs of... a Soldier's Life*, s.d.

9. On peut se faire une idée des traditions orales de la relégation avec le livre de Russel Ward, *The Australian Legend*, Melbourne, 1958, chap. II.

classes se déroule avec, d'un côté, Tyburn, les bagnes flottants et les pénitenciers comme Bridewell ; et le crime, l'émeute et les agissements de la populace, de l'autre. Les recherches du Pr. Radzinowicz sur l'*Histoire du droit criminel anglais* corroborent malheureusement ce que Goldsmith nous a révélé depuis longtemps :

> Chaque juge ajoute un nouvel article de loi selon son caprice.
> La loi broie le pauvre, et le riche fait la loi. [...]

N'oublions pas tout de même, et c'est une réserve essentielle, que ce n'était pas le fait des juges mais du corps législatif si la peine capitale punissait de plus en plus les crimes contre la propriété. Entre la Restauration et la mort de George III, le nombre de délits entraînant la peine capitale augmenta d'environ 190, soit plus d'un par an. On n'en ajouta pas moins de 63 entre 1760 et 1810. La peine de mort était applicable non seulement aux menus larcins, mais aussi aux formes primitives de révolte ouvrière : la destruction de métiers à tisser la soie, le bris des clôtures entourant des terrains communaux ou l'incendie de meules. Il est vrai que les forces de police étaient totalement inadaptées à leur tâche, et que l'administration de la « justice » frappait à l'aveuglette. Il est également vrai qu'à la fin du XVIII[e] siècle la multiplication des crimes entraînant la peine capitale fit hésiter les jurés à condamner les accusés : la proportion de condamnés effectivement exécutés diminua[10]. Mais, lorsqu'elle était commuée, la peine de mort était le plus souvent remplacée par la terrible mort vivante sur les bagnes

10. Cf. L. Radzinowicz, *op. cit.*, 1[re] et 2[e] parties. Le Dr Radzinowicz montre que, sur 527 condamnés à mort à Londres et dans le Middlesex entre 1749 et 1758, 365 furent exécutés ; alors que, entre 1790 et 1799, 745 furent condamnés et seulement 220 exécutés. La proportion d'exécutés par rapport aux condamnés baisse donc d'environ deux sur trois à un sur trois. Elle continue à baisser après 1800. D'autre part, la majorité des exécutions sanctionnaient des crimes contre la propriété. Ainsi, en 1785 à Londres et dans le Middlesex, sur 97 exécutions, il n'y en avait qu'une seule qui punissait pour meurtre : les autres concernaient le vol avec effraction (43) et l'atteinte à la propriété (faux, vol de chevaux, etc.). Il en conclut que ces

flottants ou la relégation. La procession à Tyburn, puis à l'échafaud devant Newgate, était une cérémonie essentielle dans le Londres du XVIII[e] siècle. Les condamnés dans les charrettes, les hommes habillés de façon voyante et les femmes en blanc, tenant des paniers de fleurs et d'oranges qu'elles lançaient à la foule, les chanteurs des rues et les camelots, qui vendaient les « derniers discours » avant même que les victimes aient signifié au bourreau de faire son office en laissant tomber leur mouchoir : tout ce rituel symbolique de Tyburn était au cœur de la culture populaire londonienne.

L'expansion commerciale, le mouvement des enclosures, les premières années de la révolution industrielle se déroulèrent à l'ombre des potences. Les esclaves blancs quittaient nos rivages et gagnaient les plantations d'Amérique ou du pays de Van Diemen[11], tandis que Bristol et Liverpool s'enrichissaient des profits de la traite des Noirs. Les propriétaires d'esclaves des Antilles mettaient un pied dans la noblesse grâce à la foire aux mariages de Bath. Le tableau n'est pas beau à voir. Dans les bas-fonds, officiers de police et geôliers s'engraissaient sur les pâturages du crime, touchant leurs primes d'arrestation, extorquant de l'argent aux prisonniers ou leur vendant de l'alcool. Le système de récompense *progressive* offerte pour l'arrestation des malfaiteurs incitait à exagérer le délit commis. Les pauvres perdaient leurs droits à la terre, et leur pauvreté, ainsi que l'inadaptation des mesures préventives, les poussait au crime. La peur de la prison pour dettes incitait le petit commerçant, l'artisan à faire des faux ou des transactions malhonnêtes. Lorsqu'on ne pouvait apporter la preuve du délit, le juge de paix avait toute latitude d'assigner le vagabond, le truand ou la mère célibataire à Bridewell, c'est-à-dire à la « maison de correction ». L'état de ces lieux abominables, ravagés par les maladies et administrés par des fonctionnaires corrompus, choqua encore plus John Howard que les prisons les plus horribles. L'infraction la plus grave contre la propriété était de n'en avoir aucune.

---

chiffres sont révélateurs d'une tendance nationale, et qu'« en 1785 la peine de mort ne fut presque appliquée que pour des délits d'ordre économique ».

11. La Tasmanie (*NdT*).

On détestait la loi, mais on la méprisait aussi. Seul le criminel le plus endurci était tenu dans la même haine populaire que l'indicateur qui envoyait des hommes à la potence. Le mouvement de résistance aux lois des possédants ne prenait pas uniquement la forme de réactions criminelles individuelles, mais aussi celle d'actes insurrectionnels ponctuels et sporadiques. L'importance des participants leur conférait une relative impunité. Quand Wyvill mettait en garde le major Cartwright contre les « forfaits » de la « canaille furieuse et insoumise », il n'évoquait pas un danger imaginaire. Le peuple anglais était célèbre dans toute l'Europe pour son indiscipline, et le peuple de Londres étonnait les étrangers par son irrespect. Le XVIII^e^ siècle et le début du XIX^e^ siècle furent ponctués de révoltes causées par le prix du pain, les péages, l'excise, la nécessité de « délivrer un prisonnier », les grèves, l'introduction de machines nouvelles, les enclosures, l'enrôlement forcé et maintes autres doléances. L'action directe pour satisfaire une revendication spécifique se retrouve, d'une part, dans les grands soulèvements politiques de la « populace » : les troubles wilkistes entre 1760 et 1780, les émeutes de Gordon (1780), les attentats contre le roi dans les rues de Londres en 1795 et en 1820, les émeutes de Bristol (1831) et les émeutes des arènes de Birmingham en 1839. On la retrouve, d'autre part, dans des formes organisées d'action illégale systématique, voire d'insurrection : le luddisme (1811-1813) et les émeutes de l'East Anglia (1816), la « dernière révolte des ouvriers » (1830), les émeutes de Rebecca (1839 et 1842) et le « complot des soupapes » (1842).

Nous étudierons de plus près cette seconde forme quasi insurrectionnelle en analysant le luddisme. Cette forme d'action directe, née dans des conditions spécifiques, était souvent fortement organisée et bénéficiait de la protection de la communauté tout entière. Gardons-nous à ce sujet de généralisations hâtives. La première forme commence à peine à faire l'objet d'études historiques. George Rudé, dans son ouvrage sur *la Foule dans la Révolution française*, propose de « n'employer le terme "populace", pour désigner des bandes soudoyées en vue d'agir au profit d'intérêts qui leur sont étrangers, qu'avec réserve et seulement lorsque cet emploi se justifie par des circonstances bien

précises ». Trop d'historiens ont eu recours à ce terme par commodité et pour ne pas avoir à approfondir l'analyse, ou par préjugé, laissant entendre qu'il s'agirait d'éléments criminels mus par un désir de pillage. George Rudé suggère que le terme de « foule révolutionnaire » peut être plus utile pour l'étude des émeutes dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e^ siècle et dans la France révolutionnaire.

Cette distinction est précieuse. Les émeutes prenaient deux formes différentes dans la Grande-Bretagne du XVIII^e^ siècle : actions populaires directes plus ou moins spontanées, d'une part ; et, de l'autre, usage délibéré de la foule comme instrument de pression par des individus situés « au-dessus » ou étrangers à la foule. La première forme n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite. Elle reposait sur un consentement populaire plus organisé, et s'appuyait sur des traditions populaires plus complexes que le terme d'« émeute » ne le laisse supposer. L'exemple le plus fréquent est celui des émeutes pour le pain ou émeutes de la faim qui ne cessèrent d'éclater dans presque chaque ville et comté jusqu'au milieu du siècle[12]. Il s'agissait rarement d'un simple tumulte culminant dans le pillage des granges et des magasins. Elles tiraient leur légitimité des présupposés d'une économie morale plus ancienne, selon lesquels il était injuste et immoral de s'enrichir sur le dos du peuple en spéculant.

Dans les communautés rurales et urbaines, la conscience de consommateur précéda les autres formes de conscience politique et sociale. Le révélateur le plus fidèle du mécontentement populaire n'était pas le niveau des salaires, mais le coût du pain. Les artisans, les hommes de métier indépendants, ou encore les mineurs d'étain de Cornouailles, où la tradition du mineur « libre » resta vivace jusqu'au XIX^e^ siècle[13],

12. Sur la fréquence des émeutes, cf. R.F.W. Wearmouth, *Methodism and the Common People of the Eighteenth Century*, 1946.

13. Les *tributers* (de *tribute*, « rémunération proportionnelle au travail, parfois en minerai » [*NdT*]), ou tâcherons, de Cornouailles passaient un contrat de travail direct avec leur employeur, et une minorité d'entre eux ajoutaient encore, à la fin du XVIII^e^ siècle, à leur travail la pêche au pilchard ou un lopin de terre (comme certains mineurs de plomb dans le Yorkshire).

considéraient que leur salaire était déterminé par la coutume ou par leur propre marchandage. Ils estimaient normal d'acheter leurs denrées sur le marché public à des prix également régis par la coutume, y compris en période de disette. (Les « lois » providentielles de l'offre et de la demande, où la rareté se traduisait inévitablement par une hausse des prix, n'étaient nullement acceptées par la conscience populaire, qui restait attachée aux traditions antérieures de marchandage direct.) Chaque augmentation brusque des prix déclenchait une émeute. Un mélange subtil de loi et de coutume régissait le « Tarif du pain » (*Assize of Bread*), le poids et la qualité de la miche[14]. Même la tentative d'imposer la mesure-étalon de Winchester pour la vente du froment contre une mesure traditionnelle pouvait se terminer en émeute. Lorsque la Société agricole du nord du Devon imposa le boisseau de Winchester sur le marché de Bideford, en 1812, l'un de ses dirigeants reçut une lettre à lui glacer le sang :

> [...] Les Nuits d'Hiver ne seront pas écoulées que votre personne sera morte. Si par chance vous échappez à la main qui guide cette plume, une allumette enflammée fera aussi bien l'affaire. Je ne connais pas votre famille. Mais tout sera enveloppé par les flammes. Si jamais on retrouve votre Carcasse, elle sera livrée aux Chiens si elle contient la moindre Substance que les Animaux puissent dévorer [...][15].

Les émeutes de la faim étaient parfois l'occasion d'une grande explosion, comme cette « grande émeute des Fromages » à la foire aux oies de Nottingham en 1764, où l'on fit rouler dans les rues des fromages entiers ; ou encore l'émeute provoquée dans cette même ville par la cherté de la viande en 1788, où les portes et les volets des abattoirs furent arrachés et brûlés en place publique, ainsi que

---

Cf. J. Rowe, *Cornwall in the Age of the Industrial Revolution*, Liverpool, 1953, p. 26, 27.

14. Sur cette question compliquée, cf. C.R. Fay, *The Corn Laws and Social England*, Cambridge, 1932, chap. IV.

15. Document signé « Thomas Certain » ajouté à la lettre de Skurray au Home Office, 25 mars 1812, H.O. 42.121.

les livres de comptes du boucher[16]. Or, même cette émeute révélait un motif plus complexe que la faim : on punissait les détaillants pour leurs prix et la mauvaise qualité de leur viande. Les émeutiers faisaient le plus souvent preuve d'autodiscipline, se conformant en cela à la coutume. La seule fois de sa vie, sans doute, où John Wesley eut l'occasion de louer une action illégale, ce fut lorsqu'il rapporta dans son journal les agissements d'émeutiers de James'Town, en Irlande. Ils

> avaient mené grande agitation toute la journée. Mais leur intervention n'était dirigée que contre les marchands accapareurs, qui avaient acheté tout le blé disponible, afin d'affamer les pauvres, et affrété un navire hollandais amarré au quai. Mais la foule a tout rapporté sur le marché et l'a vendu au prix habituel en donnant ensuite la somme aux propriétaires. Ils menèrent cette action avec tout le calme et le sang-froid imaginables, sans frapper ni blesser qui que ce soit.

En 1766, des dentelliers de Honiton s'emparèrent du blé dans les entrepôts des paysans, le portèrent eux-mêmes au marché, le vendirent, puis remirent l'argent et même les sacs vides aux paysans[17]. La même année, dans la vallée de la Tamise, Abingdon, Newbury, Maidstone et de nombreux villages reçurent la visite de groupes imposants d'ouvriers agricoles, qui se donnaient le nom de « Régulateurs », obligeant à respecter un prix populaire pour toutes les denrées. Cette action commença lorsque des équipes d'hommes travaillant sur la route à péage dirent « d'une seule Voix que Tous Viennent Ensemble à Newbury pour Abaisser le prix du Pain[18] ». Halifax offrit, en 1783, le même exemple d'intimidation de masse et d'autodiscipline. La foule partie de villages de tisserands se rassembla aux portes de la ville, puis les gens descendirent sur la place du marché, deux par deux, avec à leur tête Thomas Spencer, ancien soldat et faux-monnayeur. On assiégea

16. J. Blackner, *History of Nottingham*, Nottingham, 1815, p. 383, 384.

17. Cf. R.B. Rose, « 18 th Century Price-Riots, the French Revolution and the Jacobin Maximum », *International Review of Social History*, IV, 1959, p. 435.

18. T.S., II, 3707.

les marchands de blé, et on les contraignit à vendre l'avoine à 30 shillings la charretée, et le froment à 21 shillings. Lorsque, par la suite, Spencer et l'un de ses compagnons furent exécutés, les autorités firent venir un grand nombre de soldats de crainte que l'on ne tentât de les délivrer. Lorsque le convoi mortuaire remonta la vallée de la Calder jusqu'au village natal de Spencer, la foule se pressait sur plusieurs kilomètres pour honorer sa mémoire[19].

Le peuple considérait ces « émeutes » comme des actes de justice et tenait leurs dirigeants pour des héros. Dans la plupart des cas, elles culminaient avec la vente forcée des denrées au prix traditionnel ou populaire, analogue à la « taxation populaire » française[20], le produit de la vente étant remis aux propriétaires. Elles exigeaient en outre plus de préparation et d'organisation qu'il n'y paraît au premier abord. Il arrivait que le peuple contrôlât la place du marché pendant plusieurs jours en attendant la baisse des prix. Ces actions étaient parfois signalées à l'aide d'annonces manuscrites ou (en 1790) imprimées. Parfois les femmes tenaient la place du marché pendant que des groupes d'hommes interceptaient les céréales sur les routes, aux docks et sur les fleuves. Le signal de l'action était très souvent donné par un homme ou une femme brandissant une miche de pain ornée d'un ruban noir et portant quelque slogan. Une émeute à Nottingham, en 1812, se déclencha lorsque plusieurs femmes

> plantèrent une miche d'un demi-penny au bout d'une canne à pêche, après l'avoir marquée d'ocre rouge et y avoir noué un bout de crêpe noir pour symboliser [...] « la famine sanglante habillée de Grosse Toile »[21].

Ces émeutes atteignirent leur paroxysme en 1795, année de famine ou de disette extrême en Europe, lorsque l'ancienne tradition populaire se raidit sous l'effet de la conscience jacobine d'une minorité.

19. H. Ling Roth, *The Yorkshire Coiners*, Halifax, 1906, p. 108.

20. Cf. R.B. Rose, *op. cit.*

21. J.F. Sutton, *The Date-Book of Nottingham*, Nottingham, éd. de 1880, p. 286.

La montée des prix entraîna la généralisation de l'action directe dans tout le pays. À Nottingham, « des femmes allaient d'un boulanger à l'autre, fixaient le prix des marchandises à leur gré, déposaient l'argent et emportaient les denrées ». Le maire de Gloucester s'en émut et écrivit :

> J'ai de bonnes raisons de craindre une visite des Mineurs de la Forêt de Dean, qui font depuis plusieurs jours la tournée des Villes Alentour et y vendent à prix réduit la Farine, le Froment et le Pain appartenant aux Meuniers et Boulangers.

À Newcastle, la foule obligea à vendre le beurre 8 pence la livre, le froment 12 shillings le bol, et les pommes de terre 5 shillings la charretée, en présence des autorités municipales, sans commettre aucune violence. À Wisbech, les « Hommes des Talus », « une des Bandes les plus effrayantes, que le nombre rendait formidable », ouvriers ruraux employés à creuser des fossés, enclore des propriétés, etc., animèrent une révolte sur le marché : ils étaient dirigés par un homme brandissant une miche de 6 pence au bout de sa fourche. À Carlisle, la foule découvrit des céréales cachées dans un entrepôt : elle les transporta, ainsi que la cargaison d'un navire, jusqu'à l'hôtel de ville et les vendit à 18 shillings la charretée. En Cornouailles, les « Hommes de l'Étain » se répandaient dans la campagne et appliquaient de force leurs « Lois du Maximum »[22].

Des actions sur une telle échelle, qui n'étaient pas, loin s'en faut, l'exception, indiquaient une structure de comportements et de mentalités profondément enracinée. Elles étaient d'ailleurs si nombreuses que le Conseil privé parvenait difficilement à assurer le transport des denrées d'un comté à l'autre : de mai à décembre 1795, l'une de ses

22. Nottingham : J.F. Sutton, *op. cit.*, p. 207 ; Gloucester, Wisbech et Carlisle : H.O, 42.35 ; Newcastle : E. Mackenzie, *Descriptive and Historical Account of Newcastle-upon-Tyne*, Newcastle, 1827, p. 72 ; Cornouailles : J. Rowe, *op. cit.*, p. 104, 105 et, sur l'évolution ultérieure, p. 142, 158-162, 181-184. Cf. aussi W.P. Hall, *British Radicalism, 1791-1797*, New York, 1912, p. 202-215.

préoccupations majeures fut l'approvisionnement en céréales. On croirait assister à la naissance d'une sorte de guerre entre la ville et la campagne. Les habitants des régions rurales avaient le sentiment qu'on voulait expédier leur blé dans les villes et qu'il ne leur resterait rien à manger. Les paysans refusaient d'envoyer du blé au marché, craignant qu'il n'y fût vendu au prix populaire. On bloquait les navires céréaliers dans les ports, croyant que les courtiers en gros expédiaient le blé à l'étranger. Les magistrats fermaient les yeux sur le blocage du blé dans leur propre région. À Witney, « les Habitants s'emparèrent d'une certaine quantité de Céréales prête à quitter le Pays et la rapportèrent pour la vendre à bas prix ». Des charrettes de froment furent interceptées à Cambridge et vendues sur la place du marché. Dans le West Riding, la populace arraisonna des péniches sur la Calder et l'Aire, et confisqua leur chargement. À Burford, on empêcha une charretée de blé de quitter la ville et on la vendit 8 shillings le boisseau. Un magistrat craignit que les habitants de Birmingham ne fassent une sortie et n'attaquent Burford. À Wells, « un grand nombre de Femmes » empêchèrent les bateaux céréaliers d'appareiller pour Londres[23].

Ces actions populaires étaient légitimées par l'ancienne économie morale paternaliste. Bien que l'ancienne législation contre les accapareurs et les agioteurs eût été en grande partie abrogée ou révisée à la fin du XVIII^e siècle, elle conservait toute sa force, tant dans les traditions populaires que dans l'esprit de certains paternalistes tories, y compris chez un personnage aussi éminent que le président du tribunal du Banc du roi, Kenyon, qui affirmait publiquement, en 1795, qu'accaparement et spéculation restaient passibles du droit coutumier[24]. Dans la mentalité populaire, ces actions comprenaient toute pratique délibérée tendant à élever le prix des denrées, et tout spécialement les activités des courtiers en gros, des meuniers, des boulangers et de

23. P.C. A. 56/8 : H.O. 42.35/7.

24. Les anciennes dispositions furent abrogées en 1772 et 1791, mais, pour la situation complexe dans les années 1790-1800, cf. C.R. Fay, *op. cit.*, chap. IV ; et D.G. Barnes, *History of the English Corn Laws*, 1930, chap. V.

tous les intermédiaires. Un pamphlet de Redford déclarait en 1795 : « Les Meuniers, Boulangers et Vendeurs de Farine, ces Scélérats sans cœur, s'unissent pour augmenter la Farine au prix qui leur plaît, afin de provoquer une Famine Artificielle dans un Pays d'abondance. » Une pétition signée par quelques ouvriers agricoles de Leeds affirmait : « Les courtiers en gros et la sorte de gens que nous nommons trafiquants et intermédiaires se sont approprié le blé, le détiennent et le Vendent aux pauvres à leur propre prix[25]. » On croyait que les grands meuniers stockaient le grain pour en accroître le prix. Le grand moulin à vapeur de Snow Hill, à Birmingham, fut attaqué en 1795, tandis qu'à Londres les Grands Moulins à blé d'Albion brûlèrent à deux reprises. La première fois, on parla d'incendie criminel, car on accusait les Moulins de frelater la farine de diverses façons. Les gens « assistaient à l'incendie sans déplaisir » et « manifestèrent leur allégresse en imprimant et en chantant des chansons sur les lieux mêmes ». La seconde fois, en 1811, « la populace se réjouit de l'incendie »[26].

Les dernières années du XVIII[e] siècle coïncidèrent par conséquent avec un effort populaire désespéré pour imposer l'ancienne économie morale contre l'économie de marché libre. Il fut quelque peu soutenu par des juges de paix à l'ancienne mode, qui menaçaient de poursuivre les accapareurs, renforçaient leur contrôle sur les marchés et publiaient des édits contre les agioteurs qui se portaient acquéreurs du blé sur pied[27]. Il faut replacer dans ce contexte la décision de Speenhamland (1795) d'indexer les salaires sur le prix du pain ; là où la coutume était sur le point de disparaître, les paternalistes s'efforçaient

25. C.R. Fay, *op. cit.*, p. 44 ; et la pétition de Leeds au duc de Portland, 20 juillet 1795, H.O. 42.35.

26. C. Gill, *History of Birmingham*, Oxford U.P., 1952, I, p. 128 ; R. Southey, *Letters from England*, 1808, 2[e] éd., III, p. 179-181 ; *Alfred*, 25 octobre 1811.

27. Cf. par exemple H.O. 42.35, les résolutions d'un comité des habitants les plus influents de Gloucester (26 juin 1795) menaçant de poursuites judiciaires l'accaparement et l'agiotage ; et les extraits du *Blackburn Mail*, juillet-septembre 1795, in G.C. Miller, *Blackburn : The Evolution of a Cotton Town*, Blackburn, 1951, p. 23, 60-63.

de lui redonner vie sous forme d'aide sociale. Mais les idées traditionnelles avaient la vie dure. On assista à une série de poursuites contre des accapareurs entre 1795 et 1800. Diverses sociétés privées se constituèrent en 1800 en vue de les traîner devant les tribunaux, offrant une récompense pour chaque condamnation. La Haute Cour confirma une condamnation importante pour accaparement, à la satisfaction évidente de Lord Kenyon[28]. Mais ce fut la dernière tentative d'imposer l'ancienne protection du consommateur. La complète dislocation ultérieure des contrôles coutumiers contribua considérablement à l'amertume populaire contre un Parlement de propriétaires protectionnistes et de magnats du commerce partisans du laissez-faire.

En étudiant cette forme d'action de la « populace », nous nous sommes heurté à des difficultés imprévues, car toute forme d'action populaire directe de ce type est légitimée par une certaine notion de droit. Par ailleurs, le recours à la « populace » dans un sens plus proche de la définition de Rudé (« bandes soudoyées pour agir en faveur d'intérêts qui leur sont étrangers ») était une pratique courante au XVIII^e^ siècle et, chose que l'on remarque moins souvent, le pouvoir lui-même en faisait usage depuis longtemps. Le règlement de 1688 n'avait été qu'un compromis. Ses bénéficiaires trouvaient pratique d'essayer de consolider leur position en encourageant les sentiments hostiles du peuple à l'égard des papistes (jacobites potentiels) et des dissidents (niveleurs potentiels). La populace venait fort heureusement au secours du magistrat dans une nation presque

28. Cf. C.R. Fay, *op. cit.*, p. 55 ; D.G. Barnes, *op. cit.*, p. 81-83 ; J. Ashton, *The Dawn of the 19th Century in England*, 1906, p. 240, 241 ; W. Smart, *Economic Annals of the 19th Century*, 1910, I, p. 5, 6 ; G.C. Miller, *op. cit.*, p. 94, 103 ; J.A. Langford, *A Century of Birmingham Life*, Birmingham, 1868, II, p. 101, 102 ; et surtout J.S. Girdler, *Observations on the Pernicious Consequences of Forestalling, Regrating and Ingrossing*, 1800, p. 209-215. Le comte de Warwick, qui proposa sans succès à la chambre des lords une résolution habilitant les juges de paix à fixer le prix du blé, déclara qu'« il n'y eut pas moins de 400 condamnations pour accaparement, agiotage et monopole » dans les derniers mois écoulés : cf. *Parliamentary History*, XXXV, 1800, p. 839.

sans police. John Wesley, à ses débuts, ainsi que ses premiers prédicateurs, eurent souvent affaire à ces émeutiers qui agissaient avec l'autorisation d'un magistrat. L'un des affrontements les plus violents eut lieu à Wednesbury et à Walsall en 1743. Selon le récit de Wesley, l'allégeance des émeutiers était instable, et leurs intentions floues. Les « capitaines de la canaille » étaient les « héros de la ville » : mais les seules personnes identifiées furent un « honnête boucher » et un « champion des combats dans la fosse aux ours » qui tout à coup changèrent de camp pour prendre le parti de Wesley. L'affaire s'éclaire quand on sait que les émeutiers avaient derrière eux les magistrats locaux et un pasteur, mis en fureur par les prédicateurs locaux de Wesley (« un Maçon, puis un Plombier-Vitrier ») qui avaient « détourné » les mineurs de l'Église et traité les membres du clergé d'« approbateurs serviles ». En fait, selon le récit de Wesley, « certains de ces messieurs [...] menacèrent de renvoyer les mineurs qui refuseraient d'aller faire leur devoir[29] ». Le *Journal* de John Nelson nous raconte le cas de Grimsby, où le pasteur anglican

> chargea un homme de battre le tambour dans la ville, puis harangua la foule, rassembla toute la racaille disponible et leur offrit de l'alcool pour qu'ils l'aident à combattre pour l'Église.

À la porte de la maison où prêchait Nelson, c'est le pasteur qui criait à la foule : « Démolissez la maison ! Démolissez la maison ! »

Mais la populace londonienne jouait un rôle bien plus considérable qu'ailleurs dans le pays. Sa présence se fait sentir tout au long de l'histoire politique du XVIII^e^ siècle : Wilkes la débarrassa pour de bon du contrôle des agents du pouvoir après 1760. En un sens, c'était une populace en pleine évolution, en passe de devenir une foule radicale consciente. Le levain de la Dissidence et de l'éducation politique était à l'œuvre et prédisposait le peuple à se dresser pour la défense des libertés populaires, à se méfier du pouvoir et à participer aux « mouvements

29. J. Wesley, *Journal*, Everyman, I, p. 438-444, 455 ; *Some Papers giving an Account of the Rise and Progress of Methodism at Wednesbury*, 1744, p. 8.

de protestation sociale où le conflit sous-jacent des pauvres contre les riches apparaît clairement [...][30] ». Les tisseurs de soie de Spitalfields et leurs apprentis étaient connus depuis longtemps pour leur agitation antiautoritaire. Dans son étude sur *Wilkes et la Liberté*, George Rudé cite des cas où des conflits sociaux se transforment en manifestations wilkistes et où les slogans de la foule prennent une allure républicaine et révolutionnaire : « À bas le Roi, à bas le Gouvernement, à bas les Juges ! » « Voici la plus belle occasion qu'on ait jamais eue pour une révolution ! » Selon un observateur, Londres et le sud du pays ressemblèrent pendant une décennie à « une grande maison de fous dominée par une populace en haillons, paresseuse et ivre, dépourvue de gardiens et dont les mouvements n'obéissaient qu'au mot : "Wilkes" [...][31] ». C'étaient les partisans de Wilkes, ceux-là mêmes qui

> manifestaient à St. George's Fields, à Hyde Park Corner, devant Mansion House, à Parliament Square et à St. James's Palace ; criaient ou écrivaient « Wilkes et la Liberté ! » dans les rues de la City, de Westminster et de Southwark ; assaillirent le sheriff Harley et le bourreau au Royal Exchange lorsqu'ils tentèrent de brûler le numéro 45 du *North Briton* ; brisèrent les vitres de Lord Bute et de Lord Egremont, et barbouillèrent les bottes de l'ambassadeur d'Autriche ; défilèrent avec la Botte et le Jupon dans les rues de la City ; brûlèrent en effigie le colonel Luttrell, Lord Sandwich et Lord Barrington devant la Tour de Londres. Tels sont les éléments que leurs contemporains et les historiens ont baptisés « populace », par paresse d'esprit, par préjugé ou par manque d'informations plus précises [...][32].

Citons aussi les gens du peuple – commerçants, domestiques, porteurs de charbon, marins, artisans et salariés de toutes sortes – qui manifestaient pour Wilkes lors des campagnes électorales et le portaient en triomphe après chaque victoire.

George Rudé a raison de laver la foule londonienne de l'accusation d'être composée uniquement de voyous et d'éléments « criminels ».

30. G. Rudé, *op. cit.*, p. 237.
31. G. Rudé, *Wilkes and Liberty*, Oxford, 1962, p. 50, 173.
32. *Ibid.*, p. 181.

La distinction qu'il établit entre les truands soudoyés pour appuyer le candidat opposé à Wilkes, Proctor, et l'effervescence spontanée de la majorité wilkiste est également pertinente. Pourtant, lorsqu'il s'élève contre les « préjugés » des historiens, il va trop loin. Car la foule londonienne des années 1760 et 1770 avait à peine commencé à se doter d'une organisation et d'une direction propres. Elle n'avait guère de théorie indépendante de celle de ses « organisateurs ». On peut dire qu'elle était en un certain sens enrôlée et manipulée par Wilkes pour « agir en faveur d'intérêts qui lui étaient étrangers » : ceux des riches négociants, marchands et industriels de la City, qui constituaient les principaux soutiens de Wilkes. Wilkes lui-même affichait un mépris cynique pour les acclamations de ses propres partisans plébéiens. On rapporte que, lors d'une campagne, il aurait dit à son adversaire, le colonel Luttrell, en regardant la foule applaudir : « Croyez-vous qu'il y ait une majorité d'imbéciles ou une majorité de gredins dans cette assemblée ? » Le contraste entre les aspirations de la foule à la liberté et la façon dont elle est manipulée par ses organisateurs apparaît encore plus clairement si l'on se souvient que les négociants et marchands wilkistes s'emparèrent des postes clés dans l'administration municipale : les Londoniens qui attaquaient les carrosses et brisaient les vitres des grands savaient donc (aussi bien que les mineurs de Walsall) qu'ils y étaient autorisés. La foule wilkiste représente un stade intermédiaire dans l'émergence d'une conscience politique populaire. Bien que leur slogan le plus populaire fut « Liberté ! », nombreux étaient ceux dont l'allégeance restait instable et qui pouvaient tout aussi facilement changer de camp et attaquer des éléments « étrangers » ou briser les fenêtres de citoyens qui refusaient de les illuminer lors des célébrations « patriotiques »[33].

33. Sur Proctor, cf. G. Rudé, *ibid.*, p. 59-60. Dans la mesure où G. Rudé est de loin de pionnier en cet important domaine, il pourrait paraître injuste de relever les défauts de son analyse. Mais on notera qu'il ne s'intéresse pas à la tradition dissidente des artisans londoniens ; et fort peu aux clubs de discussion et aux sociétés de taverne qui serviront de foyers intellectuels et de centres d'organisation à la foule ; ni à la tradition parallèle des vendeurs de

On en voit l'exemple le plus frappant dans les émeutes de Gordon en 1780. Cette agitation populaire traversa rapidement trois phases. Dans la première, la « foule révolutionnaire », bien organisée par l'Association protestante, fort populaire, défila en bon ordre derrière de grandes banderoles et déposa une pétition contre l'admission des catholiques au Parlement. Au premier rang de la manifestation, on apercevait « l'élite commerçante [...] gens bien habillés, très convenables [...] parfaitement calmes, disciplinés et polis ». Tel était le Londres dissident : Gibbon a décrit parmi eux quelques « puritains » fanatiques, « comme on aurait pu en rencontrer au temps de Cromwell [...] ressuscités de leur tombe ». Le refus de la Chambre des communes de discuter de leur pétition ainsi que les harangues de Lord George Gordon entraînèrent des scènes violentes marquant le début de la deuxième phase. On peut la décrire en termes de spontanéité autorisée, débouchant sur la violence d'une populace mue par « un désir confus de régler leur compte aux riches, ne serait-ce qu'une seule fois ». Une partie de l'« élite commerçante » se dispersa, tandis que des ouvriers, des apprentis, des domestiques – et quelques criminels – envahissaient les rues[34]. Le cri « À bas le Papisme ! » hantait la conscience populaire depuis le Commonwealth et depuis 1688 ; il ne fait aucun doute qu'il galvanisait beaucoup d'individus dont

---

ballades et des « bonimenteurs ». On trouvera d'autres informations sur la vie politique plébéienne à Londres dans G. Rudé, « The London "Mob" of the Eighteenth Century », *Historical Journal*, II, 1959 ; Lucy S. Sutherland, *The City and the Opposition to Governement, 1768-1744*, 1959, et « The City in Eighteenth Century Politics », in R. Pares et A.J.P. Taylor (éd.), *Essays Presented to Sir Lewis Namier*, 1956 ; et, sur la vie des tavernes, M.D. George, *London life in the Eighteenth Century*, 1928, chap. VI.

34. Cf. G. Rudé, « The Gordon Riots », *Trans. Royal Hist. Soc.*, 1956, 5e série, vol. 6 ; et Christopher Hibbert, *King Mob*, 1958. G. Rudé insiste moins que C. Hibbert sur la participation des criminels et des prostituées aux dernières phases des émeutes. En effet, G. Rudé s'appuie sur un échantillon de prisonniers (la plupart salariés) poursuivis en justice, alors que C. Hibbert utilise plutôt des témoignages oculaires. Cf. aussi J.P. de Castro, *The Gordon Riots*, Oxford, 1926.

Defoe avait décrit bien auparavant les réactions infra-politiques : « de grands gaillards qui verseraient jusqu'à leur dernière goutte de sang contre le papisme sans même savoir s'il s'agit d'un homme ou d'un cheval ». Les émeutes furent tout d'abord dirigées contre des églises catholiques et les maisons de riches catholiques, puis contre des représentants importants du pouvoir, y compris le président du tribunal du Banc du roi, Mansfield, et l'archevêque d'York, soupçonnés d'être favorables à l'émancipation catholique, ensuite contre les prisons, dont on libéra les occupants. Elles culminèrent dans l'attaque de la Banque d'Angleterre. On peut encore parler de foule agissant sur « autorisation » dans cette deuxième phase : les autorités municipales wilkistes brillèrent par leur passivité ou leur absence, à la fois par crainte de s'attirer la réprobation populaire et parce qu'elles voyaient en fait d'un bon œil les désordres qui les renforçaient face au roi et à son gouvernement. L'« autorisation » ne fut retirée qu'au début de la troisième phase, marquée par l'attaque contre la Banque, ainsi que par les débordements aveugles d'ivrognes incendiaires et de voleurs à la tire. Le lord-maire, jusque-là inactif, finit par envoyer un message désespéré au commandant militaire, demandant aux « Troupes à Cheval et à Pied de prêter leur concours aux autorités civiles ». Le conseiller Wilkes lui-même se décida à repousser la populace sur les marches de la Banque d'Angleterre. La rapidité avec laquelle l'émeute fut matée fait bien ressortir l'inertie des autorités municipales au cours des premières phases.

Nous sommes donc en présence d'une forme hybride, pour ainsi dire, qui tient à la fois de la populace manipulée et de la foule révolutionnaire. Lord George Gordon tenta de suivre l'exemple de Wilkes, mais il n'avait ni l'audace lucide de Wilkes ni son sens aigu du sentiment populaire. Il déclencha un processus d'émeute spontanée, tributaire cependant de la tolérance des édiles wilkistes. Des groupes d'émeutiers se donnèrent des chefs provisoires, qui rappellent le faux-monnayeur de Halifax, Thomas Spencer : James Jackson, ouvrier en mécanisme d'horlogerie, qui chevauchait un cheval de roulage en brandissant un drapeau noir et rouge ; Enoch Foster, hercule de foire, qui fit la joie de la foule en lançant des planches à travers les fenêtres

d'une maison de Whitechapel. Mais c'était la dernière fois que ce type d'émeutes se produisait dans la capitale. En 1780, malgré ses excès, le peuple de Londres était sous la protection des whigs épris de liberté, qui voyaient en lui un moyen de contrebalancer les prétentions du trône : Burke déplora l'envoi des troupes pour mater les émeutes, tandis que Fox déclara qu'il « préférait de loin être gouverné par la populace que par une armée permanente ». Au contraire, après la Révolution française, aucun politicien whig ne se risquera à jouer avec des énergies aussi dangereuses, et aucun édile n'osera désormais justifier de tels désordres. Les réformateurs, pour leur part, œuvraient à la création d'une opinion publique organisée et répugnaient à lâcher la bride à la populace. Les radicaux et les chartistes du XIX^e^ siècle emploieront fièrement le terme de « mobilité[35] » pour caractériser leurs manifestations pacifiques et bien organisées.

Parmi ces émeutes, la dernière à revêtir une certaine ampleur au XVIII^e^ siècle se déroula à Birmingham en 1791, sous une forme qui devrait nous inviter à nous méfier de toute généralisation concernant la « foule révolutionnaire »[36]. Birmingham était probablement le plus grand centre de Dissidence des classes moyennes. Certains des plus grands employeurs de la région assistaient aux réunions des sectes unitariennes ancienne et nouvelle. Les dissidents y jouaient dans la vie intellectuelle, économique et municipale un rôle si important que le parti « de l'Église et du Roi » éprouvait depuis longtemps une vive animosité, non pas celle qui résulte de la force, mais de la perte de puissance et de prestige. Le prétexte des émeutes fut un dîner offert par des réformateurs issus de la classe moyenne – dont beaucoup de dissidents – le 14 juillet 1791, pour fêter l'anniversaire de la prise de la Bastille. Cette nuit-là, et les trois jours suivants, « la populace de Birmingham, canaille impudente, effrontée, fanfaronne, dépenaillée et stupide », mit la ville et ses environs à feu et à sang. Les émeutiers

35. Jeu de mots sur *mob* (la « populace »), d'où *mobility* (*NdT*).

36. Dans cette analyse, je me suis inspiré en grande partie de l'article définitif de R.B. Rose, « The Priestley Riots of 1791 », *Past and Present*, novembre 1960, p. 68-88.

saccagèrent deux temples unitariens et un temple baptiste, brûlèrent ou pillèrent une vingtaine de maisons et de nombreuses boutiques appartenant à des dissidents fortunés (ou à des sympathisants présumés), et délivrèrent les prisonniers de la prison centrale. Bien que les principales victimes aient été des dissidents, le plus souvent liés à la cause réformatrice, « il n'apparaissait pas toujours clairement, explique M. Rose, si les riches Dissidents étaient attaqués parce qu'ils étaient dissidents ou parce qu'ils étaient riches ». Les slogans des assaillants allaient de « Vivent l'Église et le Roi ! » à « À bas le Papisme ! ».

Il n'y a aucun doute sur l'authenticité du ressentiment populaire contre certains riches dissidents. Par exemple, l'une des victimes, William Hutton, s'était acquis une réputation particulièrement mauvaise par ses fonctions de commissaire à la cour des requêtes de Birmingham, chargée de faire appliquer le remboursement des petites dettes. Mais on peut citer un certain nombre de faits particulièrement troublants dans les émeutes de Birmingham, qui rappellent le traitement infligé à Wesley quelque cinquante ans plus tôt par la populace de Walsall. Tout d'abord, la complicité de plusieurs éminents magistrats et membres du clergé de tendance tory ne fait aucun doute : ils ont encouragé les émeutiers au début, les ont lancés à l'assaut des temples, ne sont intervenus qu'à contrecœur, ont refusé de poursuivre les prévenus et ont peut-être même désigné des cibles « légitimes » à la violence populaire. Deuxièmement, le nombre d'émeutiers ayant joué un rôle effectif au cours des grandes émeutes fut très limité. Si l'on excepte les mineurs et autres habitants des villages avoisinants qui se joignirent au pillage à la fin de la semaine, on évalue rarement à plus de deux cent cinquante personnes la foule des pillards ; en revanche, de nombreux témoignages mentionnent un noyau dur d'environ trente incendiaires responsables des dégâts les plus importants. Troisièmement, il est prouvé que ce noyau dur – qui, d'ailleurs, n'était peut-être pas composé d'hommes de la région – suivait des directives précises et était exceptionnellement bien renseigné sur les opinions politiques et religieuses des citoyens les plus en vue de Birmingham. Il n'est pas exclu que les émeutiers aient obéi, comme le soutient Priestley, à leur « fanatisme religieux », et que l'anniversaire

de la prise de la Bastille n'ait servi que de prétexte. Mais ce fut une explosion sélective, avec la bénédiction d'une partie de l'*establishment* local. Les faits s'imposent : « Les "gentilshommes de la campagne" avaient enrôlé la populace de la ville pour affaiblir le foyer de Dissidence que constituait la bourgeoisie prospère et agressive de Birmingham. » Ce fut aussi « une explosion de haine de classe latente et de refus de l'ordre, déclenchée par la combinaison fortuite de vieilles animosités religieuses et de nouvelles revendications sociales et politiques », où l'action du peuple dépassa les limites envisagées et autorisées à l'origine[37].

On commettrait pourtant une lourde erreur en concluant à partir des émeutes de Birmingham à l'hostilité générale des pauvres des villes aux révolutionnaires français ou aux idées « jacobines ». Comme on le verra, la Révolution française fut surtout bien accueillie à ses débuts par des groupes issus des classes moyennes et de la Dissidence. Ce n'est qu'en 1792 que ces idées conquirent un large public populaire, grâce surtout aux *Droits de l'homme* de Paine. Les émeutes de Priestley peuvent donc être interprétées comme un contre-courant tardif dans cette populace en pleine mutation, avant que la propagande de Paine ne commence à créer pour de bon une nouvelle conscience démocratique. Les émeutes se sont poursuivies bien sûr au-delà de 1792. Elles éclataient parfois à propos de questions spécifiques : les *Épisodes de la vie d'un radical,* de Bamford, débutent par une énumération des émeutes de Bridport, Bideford, Bury, Newcastle, Glasgow, Ely, Preston, Nottingham, Merthyr, Birmingham, Walsall, à la fin des guerres napoléoniennes. Elles ont aussi constitué l'apogée insurrectionnel d'une agitation radicale, plus particulièrement à Bristol, Merthyr, Nottingham et Derby, en 1831, et à Birmingham, en 1839. Les émeutes de Bristol nous mettent à nouveau en présence de certains traits rencontrés dans les émeutes de Gordon et de Priestley : la mise à sac du palais de l'évêque et du château seigneurial, la libération des prisonniers, le pillage et l'incendie des demeures et des boutiques des citoyens impopulaires. Mais les autorités furent inca-

37. R.B. Rose, *op. cit.*, p. 84.

pables de découvrir une conspiration derrière les émeutiers. Tout au plus un commerçant libre penseur excité, Charles Davis, se promena-t-il en agitant son chapeau au bout de son parapluie en criant : « À bas les églises et qu'on s'en serve pour paver les routes ! » – ce qui lui valut la potence[38]. Les émeutes se déroulèrent non pas aux cris de « L'Église et le Roi » mais à ceux de « Le Roi et la Réforme ». Le roi ne figurait dans ce second slogan que parce qu'on le croyait favorable à la réforme. Ce ne sont pas les dissidents mais les principaux représentants de l'Église d'Angleterre, dont beaucoup étaient aussi propriétaires d'esclaves aux Antilles, qui constituaient la cible principale. Mais les sentiments démocratiques animant les émeutiers ne doivent pas nous inciter à assimiler à tort les émeutiers de Bristol à des révolutionnaires politiquement conscients. Les événements de Bristol, en 1831, montrent la persistance de comportements anciens et passéistes, tout comme les manifestations de Manchester, en 1819, témoignent de l'émergence de l'autodiscipline dans le nouveau mouvement ouvrier. L'ignorance et la superstition avaient été précipitées d'un seul coup du camp loyaliste dans le camp radical. On peut se faire une idée des émeutes de Gordon et de Priestley grâce à cet émeutier qui déclarait, en jetant au feu une pile de manuscrits et de livres de la bibliothèque du chapitre de la cathédrale : « *Il ne pourra pas y avoir de réforme si nous ne brûlons pas les livres*[39]. »

*Les véritables bandes d'émeutiers*, au sens de « bandes soudoyées pour agir en faveur d'intérêts qui leur sont étrangers », furent les partisans « de l'Église et du Roi », recrutés à partir de 1792 pour terroriser les jacobins anglais[40]. Bien qu'elles aient été parfois dirigées

38. Autre trait notable et allant dans le même sens : l'impression de *liberté* accordée à la foule par des magistrats « paralysés par la terreur » et refusant d'accompagner les troupes ; et par l'officier commandant les troupes, le lieutenant-colonel Brereton, homme compréhensif, qui parcourut la foule à cheval en acclamant « le Roi et la Réforme ». Cf. « Un citoyen » [John Eagles], *The Bristol Riots*, Bristol, 1832.

39. Témoignage oculaire, in *Bristol Times*, 30 octobre 1931.

40. Cf. *infra*, p. 146 *sq.*

contre des réformateurs riches et éminents (tel Thomas Walker à Manchester), elles appartenaient à la tradition des propriétaires miniers de Walsall et du pasteur de Grimsby, et étaient si fortement organisées – et parfois payées – par des « intérêts qui leur étaient étrangers » qu'il est difficile d'y voir l'expression d'un quelconque sentiment populaire indépendant et authentique. D'ailleurs, malgré l'impunité totale que leur garantissaient souvent le clergé et les juges de paix, les bandes antijacobines ne réunissaient le plus souvent qu'un petit nombre de voyous choisis avec soin, et ne déclenchaient jamais de violences populaires comparables à celles de Birmingham en 1791. Dans quelques grands centres urbains – surtout Sheffield et Norwich –, les émeutiers « de l'Église et du Roi » opéraient avec un succès très limité. Et, à Londres, leur intervention n'avait aucune chance de succès. L'acquittement des accusés jacobins, en 1794, fut le signal d'un triomphe populaire aussi important que les fêtes wilkistes. En 1795, la foule londonienne avait une mentalité révolutionnaire et découvrait de nouvelles formes d'organisation et d'encadrement par l'intermédiaire de la Société de correspondance londonienne. Le tournant décisif date peut-être d'octobre 1797, à l'apogée de la répression antijacobine, lorsqu'on lança un groupe d'émeutiers à l'assaut du domicile de Thomas Hardy, qui refusait de l'illuminer pour fêter une victoire navale. Cette attaque fut repoussée par une troupe composée d'une centaine de membres de la SCL, « dont un grand nombre d'Irlandais armés de solides gourdins ». Ce fut une victoire historique. Comme le raconte l'un des « défenseurs » : « Je n'ai jamais participé à un combat si long et si bien mené que celui que nous avons livré cette nuit-là pour défendre la demeure de Thomas Hardy. » Réfléchissant ultérieurement à cet incident, Hardy est catégorique : « Je ne suis pas partisan du gouvernement de la populace[41]. » Quatre ans plus tard, les événements prolongent cet incident de façon bien ironique. En 1801, Londres est à nouveau en pleine illumination, mais cette fois en l'honneur des préliminaires de

41. John Binns, *Recollections*, Philadelphie, 1854 ; Thomas Hardy, *op. cit.*, p. 85, 86.

paix signés entre la Grande-Bretagne et la France. La populace donna cette fois libre cours à ses sentiments en brisant toutes les fenêtres d'un journaliste antijacobin à l'humeur belliqueuse, qui refusait de fêter la paix. Personne ne le défendit, et les autorités tardèrent à organiser sa protection. Ce journaliste s'appelait William Cobbett[42].

42. G.D.H. Cole, *Life of William Cobbett*, 1924, p. 76. La guerre reprit en mai 1803, avec le soutien total de Cobbett.

4

# L'Anglais né libre

Les défenseurs de la maison de Hardy livraient, en 1797, un combat d'arrière-garde. Les années suivantes, avec l'éventualité d'une invasion française, il n'y a pas de doute que les sentiments patriotiques de la populace firent planer la menace d'actions terroristes contre ce qui restait des jacobins. L'élargissement de l'électorat permit de battre les radicaux à Westminster, en 1806, grâce au déploiement de toutes les ressources de la corruption et de la soumission. Francis Place vit des domestiques du duc de Northumberland, « habillés de leurs livrées étincelantes, lancer des morceaux de pain et de fromage à la foule compacte des vagabonds » :

> C'était certainement le spectacle de la plus grande déchéance que de voir ces vagabonds attrapant les morceaux au vol, hurlant, jurant, se bousculant de la façon la plus infâme, hommes et femmes mélangés, toutes ces créatures déchues des venelles et des ruelles de St. Giles et de Westminster, de Porridge Islands et autres misérables ; ces gens représentaient, paraît-il, les électeurs de Westminster...

On offrit de la bière à la foule. On perça des tonneaux et « des porteurs de charbon puisèrent la bière à l'aide de leurs grands chapeaux à large bord [...] mais la foule se pressa, renversa les tonneaux, et la bière se déversa dans le caniveau, où quelques-uns s'efforcèrent de la récupérer ». Écœuré, Place observa cette « scène honteuse ». Mais l'année suivante, en 1807, il mit sur pied avec ses amis un comité électoral radical qui se livra à une telle propagande auprès du peuple que Westminster élut deux députés radicaux, Sir Francis

Burdett et Lord Cochrane[1]. À partir de cette date allait s'affirmer la tradition du « Londres radical », et cela presque sans interruption. Burdett parvint, en 1810, à adopter la tactique de Wilkes et à obtenir l'appui de la populace dans son conflit avec le gouvernement. Dans les grands centres provinciaux, la situation était à peu près identique en 1812 : « La populace, notait un habitant de Sheffield, déteste tout sauf les réformateurs sincères[2]. » À la fin des guerres napoléoniennes (1815), il n'était plus possible, à Londres ou dans les régions industrielles du Nord et des Midlands, d'utiliser des émeutiers « fidèles à l'Église et au Roi » pour terroriser les radicaux.

À plusieurs reprises, entre 1815 et 1830, les radicaux, les owénistes ou les chartistes se plaignirent de l'apathie du peuple. Or, si l'on laisse de côté l'agitation habituelle des périodes électorales, il est vrai, d'une manière générale, que les réformateurs ont bénéficié du soutien des communautés ouvrières. Au moment des élections dans les grandes villes, le vote public à main levée au cours des campagnes électorales qui précédaient le scrutin donnait généralement une majorité écrasante au candidat le plus radical. Les réformateurs cessaient de redouter la « foule », tandis que le pouvoir se voyait contraint de construire des casernes et de prendre des précautions contre la « foule révolutionnaire ». C'est un fait historique si important qu'on a tendance à l'oublier ou à l'admettre sans y réfléchir. Il indique pourtant un tournant majeur dans l'évolution du comportement inorganisé et « infra-politique » des masses.

Cette évolution est liée aux notions populaires d'« indépendance », de patriotisme et du « droit de naissance » de l'Anglais. Les émeutiers de Gordon en 1780 et les émeutiers « fidèles à l'Église et au Roi » de Birmingham en 1791 avaient un point commun : ils se considéraient confusément comme les défenseurs de la « Constitution » contre des éléments étrangers qui menaçaient leur « droit de nais-

1. Add. MSS 27850 f^os^ 19-20 ; 27838 f^os^ 19-20 : G.D.H. Cole et A.W. Fison, *British Working Class Movements*, 1951, p. 79-80. Cf. ci-dessous, chap. XIII.

2. T.A. Ward, *Peeps into the Past*, publié par A.B. Bell, 1909, p. 192.

sance ». On leur avait appris depuis si longtemps que le règlement de 1688, incarné par la Constitution du Roi, des Lords et des Communes, garantissait l'indépendance et les libertés britanniques qu'un réflexe s'était établi sur lequel pouvaient jouer des individus ou des groupes peu scrupuleux : on identifiait Constitution et liberté. Et il est vraisemblable que même les émeutiers qui saccagèrent la précieuse bibliothèque et le laboratoire du Dr. Priestley étaient fiers de se considérer comme des « Anglais nés libres ». Patriotisme, nationalisme, voire fanatisme religieux et répression, tout cela se drapait du manteau de la liberté. Même la Vieille Corruption exaltait les libertés britanniques : ce n'est pas l'honneur national ou la puissance, mais la liberté qui constituait le langage commun du patricien, du démagogue et du radical. La Révolution française était dénoncée par Burke, et défendue par Paine, au nom de la liberté. Depuis le début des guerres franco-anglaises en 1793, patriotisme et liberté constituaient le pain quotidien de tous les rimailleurs :

> Ainsi les Britanniques défendent leur antique gloire,
> Affirment leur empire sur les mers,
> Et crient à la face d'un monde jaloux :
> Notre nation est encore courageuse et libre,
>
> Résolue à vaincre ou mourir,
> Fidèle au ROI, à ses LOIS, à sa LIBERTÉ[3].

La peur de l'invasion donna naissance à un déluge de feuilles volantes et de ballades sur ces thèmes, qui correspondent fort bien aux sonnets patriotiques et ronflants de Wordsworth :

> Il est inconcevable que le Flot
> De la liberté britannique qui, de toute éternité,
> S'écoule vers l'océan des louanges des peuples,
> « Invincible et majestueux » [...]

3. *Anti-Jacobin*, 1er janvier 1798.

C'est « inconcevable » : pourtant, à ce moment précis, la liberté de la presse, de réunion publique, d'organisation syndicale, d'organisation politique, et la liberté électorale étaient sévèrement restreintes ou suspendues. En quoi consistait donc le « droit de naissance » du peuple anglais ? Dans la « sécurité de la propriété ! » répondait Mary Wollstonecraft : « Voilà [...] la définition de la liberté anglaise[4]. » La rhétorique de la liberté impliquait pourtant bien davantage, et d'abord évidemment la liberté à l'égard de la domination étrangère. Derrière le voile insidieux de l'autosatisfaction patriotique, on pouvait distinguer des notions plus obscures, que la Vieille Corruption se sentait obligée de flatter, et qui pourtant allaient se révéler dangereuses pour elle à long terme. La liberté vis-à-vis de l'absolutisme (la monarchie constitutionnelle), la liberté vis-à-vis de l'arrestation arbitraire, le jugement par un jury, l'égalité devant la loi, l'intégrité du domicile devant l'intrusion ou la fouille arbitraire, une liberté relative de pensée, d'expression et de conscience, la participation par délégation à la liberté (peut-être apparente) qu'offraient le droit à l'opposition parlementaire, les élections et l'agitation électorale (privé du droit de vote, le peuple avait cependant le droit de défiler, d'acclamer ou de huer au cours des campagnes électorales), ainsi que la liberté de voyager, de commercer et de vendre son propre travail. Aucune de ces libertés n'était dépourvue de signification : prises dans leur totalité, elles incarnaient et exprimaient un consensus moral parfois partagé par le pouvoir, et dont il devait toujours tenir compte[5].

Malgré l'imprécision de cette notion de « consensus moral », la question des *limites* au-delà desquelles l'Anglais n'était pas disposé à « se laisser bousculer », et des limites que le pouvoir n'osait pas franchir, est décisive pour la compréhension de la période. La position de l'Anglais moyen était moins démocratique, au sens positif de ce terme, qu'antiabsolutiste. Il se considérait comme un individualiste, doté de peu de droits reconnus, mais protégé par la loi contre l'ar-

4. *A Vindication of the Rights of Men*, 1790, p. 23.
5. Cf. E. Halévy, *op. cit.*, I, p. 193-212.

bitraire du pouvoir. Plus confusément, il sentait que la Glorieuse Révolution fournissait un précédent constitutionnel au droit de se révolter pour résister à l'oppression. Tel est sans doute le paradoxe central du XVIII[e] siècle, en termes à la fois intellectuels et pratiques : le constitutionnalisme est l'« illusion de l'époque ». Chez les traditionalistes comme chez les réformateurs, la théorie politique restait fixée à l'intérieur des limites d'inspiration whig établies par le règlement de 1688, par Locke ou par Blackstone. Pour Locke, le rôle essentiel du gouvernement consistait à maintenir la paix civile et à garantir les personnes et les biens. Diluée dans l'intérêt privé et les préjugés, cette théorie pouvait offrir aux classes possédantes la justification du Code pénal le plus sanguinaire contre les atteintes à la propriété : mais elle n'offrait aucune justification à l'autorité *arbitraire* s'immisçant dans les droits personnels et les droits de propriété, et régnant au mépris du droit. D'où la contradiction qui faisait l'étonnement de nombreux observateurs étrangers entre un Code pénal sanguinaire et une administration et une interprétation des lois *libérales* et parfois pointilleuses. Le XVIII[e] siècle fut véritablement l'époque des théoriciens constitutionnels, des juges et des hommes de loi. Le pauvre pouvait se sentir souvent mal protégé lorsqu'il était pris au piège de la loi. Mais le jury lui offrait *effectivement* une certaine protection, comme le découvrirent Hardy, Horne Tooke, Thelwall et Binns. Wilkes put réellement défier le roi, le Parlement et l'administration, et créer une série de précédents importants, en faisant tour à tour appel aux tribunaux et à la populace. Il n'existait ni droit administratif[6] ni droit d'arrestation ou de fouille arbitraires. Même dans les années 1790-1800, chaque tentative pour introduire un système d'indicateurs comme sur le continent, chaque suspension de l'*Habeas corpus*, chaque manœuvre pour composer des jurys favorables déchaînait une tempête de protestations au-delà des cercles réformateurs proprement dits. Si l'on est tenté de mettre en doute la valeur de telles limites, en considérant les statistiques de Tyburn et de la répression, il faut comparer le procès de

6. En français dans le texte (*NdT*).

Hardy et de ses amis avec le traitement infligé, en 1793-1794, par la justice écossaise à Muir, Gerrald, Skirving et Palmer[7].

Ce constitutionnalisme est présent dans les réactions les plus instinctives de l'« Anglais né libre ». Il ne revendiquait guère de droits nouveaux, si ce n'est qu'on le laissât tranquille. Aucune mesure n'inspira autant d'aversion, au XVIII^e siècle, que l'enrôlement de force dans l'armée. On se méfiait profondément d'une armée permanente, et peu de mesures répressives de Pitt ont soulevé autant d'indignation que la construction de casernes près des villes industrielles. Les réformateurs revendiquaient le droit de l'individu à porter les armes pour sa propre défense. La profession militaire était considérée comme déshonorante. « Dans les Monarchies arbitraires », écrivait un pamphlétaire,

> où le Despote régnant peut dire à ses malheureux sujets : « Mangez de la paille », et où ils mangent de la paille, il n'est pas étonnant que l'on puisse lever des armées de Bouchers humains pour détruire leurs congénères ; mais dans un pays comme la Grande-Bretagne, qui au moins *se prétend libre*, il est vraiment surprenant que tant de milliers d'hommes renoncent délibérément aux privilèges et aux bienfaits propres aux Hommes libres, et choisissent de se vendre à l'*Esclavage* le plus humiliant et le plus dégradant, pour la pitance misérable de six pence par jour [...][8].

Les « maisons de racolage » utilisées pour le recrutement de soldats, à Holborn, dans la City, à Clerkenwell et à Shoreditch, furent assaillies par la foule et détruites lors de trois jours d'émeutes en août 1794[9]. En 1812, au plus fort de l'agitation des ouvriers des métiers à tricoter

7. Cf. *infra*, p. 161 *sq.* Ces faits sont étudiés en détails dans le livre érudit et vivant de Lord Cockburn, *Examination of the Trials of Sedition [...] in Scotland*, Édimbourg, 1888.

8. *Letters on the Impolicy of a Standing Army in Time of Peace, and on the unconstitutional and illegal Measure of Barracks*, 1793, anonyme. Le livre de John Trenchard, *History of Standing Armies in England*, 1698, fut republié, en 1731, 1739, 1780 et dans le périodique jacobin *Philanthropist*, 1795.

9. Cf. G. Rudé, *Wilkes and Liberty*, p. 14 ; S. Maccoby, *English Radicalism, 1786-1832*, 1955, p. 91. On disait que des prostituées connues sous

qui revendiquaient une législation du travail, le secrétaire de la section de Mansfield s'inquiéta lorsqu'il apprit que les délégués ouvriers proposaient une clause permettant d'inspecter et de fouiller les demeures des industriels soupçonnés de violer les règlements proposés : « Si jamais ce rempart qui veut que la demeure de tout Anglais soit son Château s'effondrait, on détruirait ainsi à jamais cette solide barrière pour laquelle tant de nos ancêtres auraient versé leur sang en vain[10]. » L'opposition à une véritable police s'est prolongée pendant une partie du XIX^e^ siècle. Les réformateurs étaient prêts à admettre la nécessité d'une police *préventive* plus efficace, avec des veilleurs supplémentaires et une garde de nuit renforcée. Mais ils considéraient tout système centralisé doté de pouvoirs étendus comme

> un système tyrannique et une armée organisée d'espions et d'indicateurs, vouée à détruire la liberté publique et à perturber le bonheur privé. Tout autre système policier est un fléau despotique [...][11].

La Commission parlementaire de 1818 vit dans la proposition par Bentham d'un ministère de la Police « un plan qui ferait de chaque domestique l'espion des actes de son maître, et aboutirait à l'espionnage réciproque de toutes les classes de la société ». Les tories craignaient la fin des droits des paroisses, des chartes et des pouvoirs des juges de paix locaux. Les whigs craignaient l'accroissement des pouvoirs de la Couronne et du gouvernement. Les radicaux comme Burdett et Cartwright préféraient la formule d'associations volontaires de citoyens ou un système de roulement parmi les habitants. Jusqu'au chartisme, la populace radicale voyait en toute police un instrument d'oppression. Un consensus tout à fait étonnant empêcha la création d'« un tribunal suprême et sans appel, tel qu'il en existe à l'étranger

---

le nom de « putains de potences » attiraient les hommes dans ces « maisons » où on les enrôlait de force : cf. H.M. Saunders, *The Crimps*, 1794.

10. *Records of the Borough of Nottingham*, VIII, 1952, p. 152.

11. J.P. Smith, *An Account of a Successful Experiment*, 1812.

sous le nom de "Police supérieure" – instrument [...] inventé par le despotisme [...][12] ».

L'hostilité à l'accroissement des pouvoirs de toute autorité centralisée était faite d'un curieux mélange d'esprit de clocher, de théorie whig et de résistance populaire. La *gentry* et les roturiers étaient également attachés aux droits et coutumes locaux, qu'ils défendaient contre les empiétements de l'État. L'hostilité à « la Chose » et aux « Pachas » contribuait pour une large part à la tension entre radicaux et tories, qui s'étend de Cobbett à Oastler et culmine dans la résistance à la loi sur les pauvres en 1834. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les principaux défenseurs de l'État, en matière politique et administrative, ont été les utilitaristes de la classe moyenne, qui inscrivaient au revers de leur bannière étatiste la doctrine du laissez-faire économique. Même à l'apogée de la répression antijacobine, vers le milieu des années 1790-1800, on maintint la fiction d'une intimidation par des associations « volontaires » de citoyens agissant à titre « privé » : la Société antijacobine de Reeves et la Société pour l'élimination du vice de Wilberforce. C'est encore la même fiction qui fut utilisée lors de la persécution de Richard Carlile après les guerres. Les subventions de l'État à la presse « officielle » pendant les guerres furent accordées avec mauvaise conscience et s'accompagnèrent de maints faux-fuyants et démentis diplomatiques. Le recours aux indicateurs et aux agents provocateurs[13] après les guerres déclencha une véritable tempête de protestations auxquelles participèrent un grand nombre d'adversaires acharnés du suffrage universel masculin.

En outre, non seulement le public se réjouissait sincèrement de l'absence d'ingérence étatique, mais il croyait aussi à l'égalité du riche et du pauvre devant la loi. Des magazines à sensation, comme le *New Newgate Calendar : or Malefactor's Bloody Register*, prenaient plaisir à relever les cas de condamnation à mort de personnages riches ou influents. Les chroniqueurs locaux notaient avec satisfaction le

12. *The Times*, 31 janvier 1823 ; cf. L. Radzinowicz, *op. cit.*, III, p. 354-364.
13. En français dans le texte (*NdT*).

cas de ce « Lord seigneurial cruel et autoritaire » de Leeds, exécuté en 1748 pour avoir tué l'un de ses fermiers dans un accès de colère. Les radicaux affichaient, non sans raison, un certain cynisme. La loi est accessible au riche comme au pauvre, disait Horne Tooke, exactement comme les tavernes londoniennes : « mais vous y serez très mal reçu si vous y venez sans l'argent nécessaire pour acquitter votre écot[14]. » Mais même les jacobins étaient convaincus que le règne de la loi était l'héritage distinctif de l'« Anglais né libre » et sa défense contre l'arbitraire du pouvoir. Dans une *Adresse* de 1793, la Société de correspondance londonienne chercha à définir la différence de statut entre le roturier anglais et le roturier de la France d'avant 1789 : « notre personne était protégée par la loi, alors que leur vie était à la merci de tout individu pourvu d'un titre. [...] Nous étions HOMMES alors qu'ils étaient ESCLAVES. »

Cette idéologie défensive engendra bien sûr la revendication beaucoup plus vaste de droits positifs. Wilkes avait su habilement jouer de cette aspiration : le champion de la défense des droits individuels se transforma imperceptiblement en citoyen né libre défiant le roi et les ministres, et revendiquant des droits pour lesquels n'existait aucun précédent. Wilkes alla, en 1776, jusqu'à plaider devant la Chambre des communes en faveur des droits politiques pour « l'ouvrier le plus humble, le paysan le plus pauvre et le journalier », qui

> possède des droits considérables en ce qui concerne sa liberté personnelle, celle de sa femme et de ses enfants, ses biens, si modestes soient-ils, son salaire [...] qui est fixé par le pouvoir du Parlement dans de nombreux métiers ou entreprises. [...] Il conviendrait donc d'accorder une certaine part dans l'élaboration de ces lois qui les concernent au premier chef [...] à ces hommes inférieurs mais des plus utiles [...]

L'argument est encore celui d'Ireton (ou de Burke), mais les droits de propriété sont interprétés par eux dans un sens bien plus libéral. Wilkes conclut par l'appel habituel à la tradition :

14. T. Walker, *Review of some Political Events in Manchester*, 1794, p. 87.

> En l'absence d'une vraie représentation aux Communes, notre Constitution souffre d'un défaut essentiel, [...] et tout autre remède pour restaurer la pureté première de la forme de gouvernement établie par nos ancêtres resterait sans effet.

La « pureté première » et « nos ancêtres », voilà des formules clés : pendant vingt ans, les débats entre réformateurs tourneront autour de subtiles interprétations de ces termes. *Quel modèle* était pur et premier, à *quels ancêtres* se référer ? Rompant avec les entraves de la tradition, les pères fondateurs des États-Unis s'étaient bornés à découvrir certaines vérités « d'évidence ». Mais, lorsque le major John Cartwright (1740-1824) publia sa brochure *Faites votre choix* (*Take your Choice*), l'année de la Déclaration d'indépendance, il jugea nécessaire d'étayer son argumentation en faveur de parlements réélus chaque année, de circonscriptions d'importance égale, de la rétribution des députés et du suffrage universel masculin en faisant référence à la tradition saxonne. Le « bon vieux Major » (comme on l'appellera près d'un demi-siècle plus tard) définit dès cette date les principaux objectifs des réformateurs politiques les plus avancés, de 1776 jusqu'au chartisme et au-delà[15]. Et, de ces objectifs, il ne dévia jamais. Incapable de compromis, excentrique et courageux, le major suivit résolument son chemin, publiant lettres, appels et brochures de son siège de Boston (Lincolnshire), et survécut aux procès, aux désordres, aux querelles intestines et à la répression. C'est lui qui entreprit, avant la fin des guerres napoléoniennes, de fonder les premières sociétés réformatrices d'une ère nouvelle, les clubs Hampden, dans les régions industrielles du Nord où son frère, membre du clergé, avait, en inventant le métier mécanique, accéléré d'autres processus de changement. Mais, si les principes et les propositions du major lui ont survécu, malgré sa longue vie, ce n'est pas le cas de ses arguments.

15. Le major Cartwright en vint aussi à préconiser le vote à bulletin secret, mais non pas le sixième point de la Charte : l'abolition du critère de propriété pour pouvoir faire acte de candidature.

Nous en verrons l'explication dans un instant (elle tient en ce seul nom : Tom Paine). Mais notons au préalable que, durant les vingt ans qui précèdent la Révolution française, une nouvelle dimension politique s'était ajoutée *en pratique* aux procédures reconnues de la Constitution. La presse avait déjà établi des droits indéfinis et indépendants du Roi, des Lords et des Communes ; et l'agitation autour du *North Briton* de Wilkes révéla à la fois la précarité de ces droits et la sensibilité d'une grande partie de l'opinion publique en leur faveur. La seconde moitié du XVIII[e] siècle voit aussi la montée de la Plateforme[16], groupe de pression « extra-parlementaire », qui fait campagne pour des objectifs plus ou moins limités et mobilise l'opinion « dans la rue » au moyen de publications, de grands rassemblements et de pétitions. Divers usages de la tribune et de la pétition furent adoptés par des mouvements aussi variés que les partisans de Wilkes, les associations de comté de Wyvill, l'Association protestante (présente lors du déclenchement des émeutes de Gordon), les réformateurs « économiques », l'agitation antiesclavagiste, l'agitation pour l'abrogation des incapacités légales frappant les non-conformistes. Bien que Wilberforce et Wyvill aient pu souhaiter n'entraîner avec eux que des gentilshommes et des propriétaires, ils créèrent un précédent, et l'exemple fut contagieux. On ajouta un nouveau rouage à la complexité de la machinerie constitutionnelle. Erskine et Wyvill employaient la métaphore mécanique bien connue des poids et contrepoids[17] pour demander une « Régularité d'Horloge dans les mouvements du Peuple ». Le major John Cartwright allait plus loin : plus il y avait d'agitation, pour les revendications les plus extrêmes, parmi toutes les couches de la population, mieux cela valait. Il écrivait à Wyvill :

> Selon le vieux proverbe qu'en apprenant à un jeune archer à viser la lune on lui permet d'acquérir la force de lancer sa flèche assez loin et

16. J'emprunte ici le terme de Henry Jephson, dont l'histoire en deux volumes de *The Platform* (1892) reste la seule étude suivie sur cette institution.

17. Cf. Asa Briggs, *The Age of Improvement*, 1959, p. 88 *sq.*

> de toucher sa cible, j'ai toujours estimé qu'une libre discussion sur le principe du Suffrage Universel était le meilleur moyen d'obtenir une Réforme qui vaille la peine de se battre pour elle.

Le major était en effet partisan d'actions menées par un nombre de personnes « illimité », bien qu'il recourût pour les besoins de son argumentation aux termes de précédents et de tradition. En 1797-1799, années de répression, le *squire* de Boston fit une réprimande au réformateur du nord du Yorkshire pour l'inviter à la modération. « Je ne crains guère vos Francs-tenanciers, écrivait-il à Wyvill, mais c'est de vos *Gentilshommes* que j'ai peur. [...] Il est heureux pour moi que jusqu'ici tous les *Gentilshommes*, sauf un, se soient trouvés de l'*autre côté*. Mes efforts n'ont donc pas été mutilés par leurs conseils, et j'ai toujours parlé sans détour » :

> Je crois que rien ne peut amener le Peuple à une action énergique, sinon de bons remontants et les stimulants les plus forts. [...] Si nos appels ne peuvent emporter toutes les convictions, et si les vérités que nous affirmons ne s'emparent pas des cœurs, nous ne ferons rien. [...] Au cas où, pour faire quelque progrès, vous seriez contraint de ne proposer que de simples expédients faute de cette intervention énergique, j'espère par Dieu que vous serez sauvé de cette situation par quelques hommes résolus lors de votre Réunion [...][18].

Des arguments constitutionnels identiques pouvaient donc dissimuler de profondes divergences de ton et aussi de méthode de propagande. Mais tous les réformateurs avant Paine s'en prenaient d'abord aux « corruptions de la Constitution ». On peut généralement déduire leur degré de radicalisme des précédents historiques mentionnés dans leurs écrits. Les défenseurs du *Bill of Rights* de 1689, wilkistes mais aristocrates pour l'essentiel, et leurs successeurs, les « Sociétés de la révolution » (1788) et les Amis du peuple (1792), se contentaient d'imposer le respect du règlement de 1688. La Société pour l'information constitutionnelle, fondée en 1780, plus avancée, dont les

18. C. Wyvill, *Political Papers*, V, p. 389, 390, 399, 400.

brochures, rédigées par le Dr. Jebb, Cartwright et Capel Lofft, initièrent Thomas Hardy à la théorie réformatrice, allait chercher des précédents très loin dans le passé, avant même la Grande Charte, et s'inspirait des exemples anglo-saxon et américain[19]. Puis, après la Révolution française, les théoriciens des sociétés populaires firent largement appel aux *tythings*[20] anglo-saxons, à la *Witenagemot*[21] et aux légendes du règne d'Alfred. De nombreux jacobins évoquaient la « pureté première » de « nos ancêtres », et ne manquaient jamais une occasion de fabriquer un précédent anglo-saxon à chaque innovation constitutionnelle. Un orfèvre de Shoreditch, John Baxter, dirigeant de la SCL et codétenu de Hardy lors du procès en trahison, trouva le temps de publier, en 1796, un ouvrage de huit cent trente pages intitulé *Nouvelle Histoire impartiale de l'Angleterre*, qui assimilait presque les précédents anglo-saxons à l'état de nature, au bon sauvage ou au contrat social originel. « À l'origine, supposait Baxter, notre Constitution a dû être libre. » L'Histoire n'était autre que l'histoire de sa corruption, « les Britanniques ont été d'abord asservis par les Romains, puis par les Saxons, ceux-ci à leur tour par les Danois, et tous pour finir par les Normands [...] ». Quant à la révolution de 1688, elle « n'a fait que chasser un tyran et confirmer les lois saxonnes ». Mais il restait un grand nombre de lois à rétablir. Outre le suffrage universel masculin, celles qui avaient la préférence de John Baxter étaient la suppression de l'armée permanente et le droit de chaque citoyen à s'armer. À l'aide de laborieux arguments constitutionnels, il aboutissait au droit du peuple à défier la Constitution.

Malgré tout, comme le fait observer Christopher Hill dans son étude de la théorie du « Joug normand », ces polémiques constitutionnelles complexes et souvent spécieuses avaient une signification

19. La Société constitutionnelle joua un rôle plus que discret à la fin des années 1780, mais, à partir de 1790, sous l'impulsion de Horne Tooke, elle fit preuve d'une grande activité.

20. Groupes de dix personnes (*NdT*).

21. « Assemblée des hommes sages » à l'époque anglo-saxonne (*NdT*).

réelle[22]. Même les discussions d'histoire ancienne dissimulaient de grandes divergences d'orientation politique. Depuis l'*Essai historique sur la Constitution anglaise*, ouvrage anonyme de 1771, jusqu'au début des années 1790-1800, les réformateurs les plus avancés affectionnaient les citations d'exemples saxons. De nombreuses années auparavant, Tom Paine avait publié le *Sens commun* (1776), dont l'argumentation n'était guère favorable au recours à la tradition :

> Un bâtard français débarquant avec des bandes armées et se proclamant Roi d'Angleterre contre le consentement des habitants, voilà véritablement une origine misérable et crapuleuse. Il n'y a certainement là aucune divinité. [...] La vérité pure et simple est que les racines de la monarchie anglaise ne supportent pas qu'on y regarde de près.

Mais cet ouvrage fut publié sur le sol américain. Comme on le verra, ce n'est qu'après la Révolution française et la publication des *Droits de l'homme* qu'on put entendre des propos si iconoclastes en Angleterre : « Si la lignée royale remonte au Conquérant, le souverain a hérité de la nation par le sort des armes, et celle-ci doit tout mettre en œuvre pour se délivrer de cette vision des choses. » Pendant ce temps, la théorie du « Joug normand » faisait preuve d'une étonnante vitalité, et ressuscitait même après 1793 dans les milieux jacobins, après que Paine eut été contraint à l'exil et que son livre, les *Droits de l'homme*, eut été interdit comme ouvrage séditieux.

C'était en partie pour des raisons tactiques. Les poursuites contre Paine révélaient les limites de la liberté offerte par les conventions du constitutionnalisme. Il était effectivement dangereux de refuser totalement la référence à « nos ancêtres ». Lorsque Henry Yorke, réformateur de Sheffield, passa en jugement en 1795, sa défense s'appuyait sur cet argument : « Dans presque tous mes discours, je me suis efforcé avant tout de réfuter les thèses de Thomas Paine, qui

22. *Democracy and the Labour Movement*, publié par P. Saville, 1954, surtout p. 42-54.

nie l'existence de notre Constitution. [...] Je n'ai jamais cessé de soutenir le contraire et d'affirmer que nous jouissions d'une bonne Constitution » et « du gouvernement magnanime qui descend de nos pères saxons et de l'esprit prodigieux de l'immortel Alfred ». Même John Baxter, dont les « Saxons » étaient tous jacobins et sans-culottes, estimait plus opportun de se démarquer de Paine et de son total manque de respect :

> Malgré toute l'estime que j'ai pour les idées de M. Thomas Paine, il m'est impossible d'accepter sa théorie selon laquelle nous n'aurions pas de Constitution. Son erreur semble provenir de ce qu'il n'a pas poursuivi son étude au-delà de la conquête normande.

Mais il y avait là bien plus qu'une intention tactique. Selon la légende, la tradition saxonne fournissait une légitimité à la monarchie constitutionnelle, au Parlement libre élu au suffrage universel masculin et au règne de la loi. En se présentant en « patriotes » et en constitutionnalistes, des hommes comme le major Cartwright et Baxter tentaient de reprendre à leur compte la rhétorique de l'époque[23]. Il semblait que, si l'on avait dû poser la question de façon aussi abrupte que Paine dans le *Sens commun*, les réformateurs auraient été forcés d'abandonner tout à fait le débat constitutionnel et de fonder leurs revendications sur la raison, la conscience, l'intérêt personnel et les vérités « d'évidence ». Pour de nombreux Anglais du XVIII^e^ siècle pétris de culture constitutionnaliste, cette idée était choquante, déconcertante et dangereuse par ses implications.

23. Cette phraséologie surgit là où on l'attend le moins. Une affiche publicitaire de la fin du XVIII^e^ siècle annonce : « Le Divertissement le Plus ancien, Loyal, National, Constitutionnel et Légal : le COMBAT D'OURS. » Entre 1792 et 1796, les sociétés jacobines de province se qualifiaient le plus souvent de « patriotiques » ou « constitutionnelles ». En racontant la vie de son époux, la veuve de John Thelwall prit la peine de faire observer que son mari « descendait d'une famille saxonne ». Lorsqu'il fit la proposition dangereuse d'une convention nationale, Joseph Gerrald se référa au précédent des « assemblées populaires » de « nos ancêtres saxons ».

Il fallait cependant rompre avec cette rhétorique, parce que, même drapée dans l'improbable déguisement saxon de Baxter, elle impliquait l'inviolabilité absolue d'un certain nombre de conventions : le respect de l'institution monarchique, du principe héréditaire, des droits traditionnels des grands propriétaires fonciers et de l'Église établie, et de la représentation, non des droits des hommes, mais des droits de propriété. Empêtrés dans les arguments constitutionnels, même lorsqu'ils cherchaient à promouvoir la revendication du suffrage universel, les réformateurs étaient par là même pris dans les mailles d'une rénovation constitutionnelle fragmentaire. Le développement d'un mouvement plébéien exigeait qu'il se libérât complètement de ces concepts et présentât des revendications démocratiques beaucoup plus vastes. Entre 1770 et 1790, on assiste à ce paradoxe dialectique par lequel la rhétorique constitutionnaliste contribue à sa propre destruction ou à son propre dépassement. Les lecteurs des commentaires de Locke ou de Blackstone au XVIII^e^ siècle y trouvèrent une critique pénétrante du jeu des tendances et des intérêts dans la Chambre des communes non encore réformée[24]. La première réaction fut de critiquer la pratique du XVIII^e^ siècle à la lumière de sa propre théorie. La seconde, plus tardive, fut de mettre en question cette théorie elle-même. C'est à ce moment précis qu'intervint Paine avec ses *Droits de l'homme*.

La Révolution française avait créé un précédent de plus grande portée : une nouvelle Constitution rédigée à la lumière de la raison et des principes essentiels, qui rejetait à l'arrière-plan « les règles mesquines, désuètes et restrictives/ De la coutume, du droit et du statut ». Ce n'est pas Paine mais Burke qui fut le premier à vraiment quitter le terrain de la discussion constitutionnelle. L'exemple français, d'une part, et la laborieuse recherche par les réformateurs d'un précédent antérieur à 1688 ou à la conquête normande, d'autre part, ren-

24. Lorsque Paine fut jugé par contumace, Erskine fonda sa défense sur des passages de Blackstone. Le réformateur de Sheffield, Yorke, lisait des extraits de Locke dans les manifestations. Cf. par « Student in the Temple », *Trial of Thomas Hardy*, 1794, p. 108.

daient ce terrain-là intenable. Dans ses *Réflexions sur la Révolution française* (1790), Burke ajoutait à l'autorité du précédent celle de la sagesse et de l'expérience, et, au respect de la Constitution, le respect de la tradition, cette « association [...] entre ceux qui vivent, ceux qui sont morts et ceux qui vont naître ». La théorie des poids et des contrepoids exercés sur des pouvoirs spécifiques se trouvait transposée dans le domaine moral, le pessimisme de Burke s'exprimant dans l'idée de poids et de contrepoids exercés sur les imperfections de la nature humaine :

> On ne peut enseigner *a priori* la science de la construction d'une communauté. [...] La nature humaine est complexe ; les objets de la société sont extrêmement difficiles à concevoir. Aucune formule simple ne permet donc de déterminer une direction ou disposition de pouvoir qui convienne à la nature de l'homme ou à la qualité de ses entreprises. [...] Les droits des hommes, pour les gouvernements, sont [...] souvent le fruit d'un équilibre entre différents degrés de bien ; un compromis parfois entre le bien et le mal, et parfois entre le mal et le mal [...]

Les réformateurs radicaux « sont à ce point prisonniers de leurs théories sur les droits de l'homme qu'ils oublient totalement sa nature ». « Leur violence, leur précipitation et leur méfiance à l'égard des processus naturels les livrent aveuglément au premier illuminé ou aventurier venu, au premier alchimiste ou empiriste venu[25]. »

Son argumentation découle de la nature morale de l'homme en général. Mais il nous est possible d'entrevoir à maintes reprises que Burke n'est pas tant inquiet de la « nature morale » d'une aristocratie corrompue que de la nature de la populace, cette « foule de pourceaux ». Son grand sens historique l'amenait à supposer l'existence d'un « processus naturel » si complexe et temporisateur que toute innovation recelait quantité de dangers inconnus – processus où le petit peuple ne pouvait jouer aucun rôle. Si Paine avait tort de négliger les précautions de Burke (ses *Droits de l'homme* furent écrits en réponse à Burke), il avait raison de dénoncer l'inertie des

25. *Reflections on the French Revolution*, Everyman, p. 58, 59, 62, 166.

intérêts de classe qui sous-tendait cette argumentation particulière. La critique universitaire a porté sur ces deux hommes des jugements étranges. On a beaucoup exagéré les qualités de philosophe politique de Burke, surtout ces dernières années. On a réduit Paine au rang de simple vulgarisateur. En vérité, ni l'un ni l'autre ne sont assez systématiques pour s'élever au niveau des grands théoriciens politiques. Ce sont tous deux des écrivains politiques de génie, moins remarquables par ce qu'ils disent que par le *ton* sur lequel ils le disent. Paine manque de formation véritable et n'a pas le sens de la réalité culturelle : son tempérament arrogant et impétueux l'entraîne à écrire des pages d'une médiocrité qui fait encore frémir l'universitaire et conduit à reposer le livre en soupirant. Mais l'opinion populaire retient moins de Burke sa lucidité que sa gaffe historique : « la foule de pourceaux », formule révélatrice qui dénote une autre forme d'insensibilité dont Paine est incapable. La brutalité de Burke contraste notoirement avec la civilité qui caractérise le XVIII[e] siècle et abaisse le niveau des débats. On dirait presque que tous les pamphlets populaires ultérieurs résument la question en cinq mots : la formule de Burke tient en deux mots (*swinish multitude*), et le slogan de Paine en trois. L'imagination peu inspirée des pamphlétaires populaires donna naissance à une série de variations satiriques autour de la formule de Burke. Pamphlets et périodiques prirent pour titre les *Eaux grasses*, le *Lard du cochon, Glands et Châtaignes : réunis par le vieil Hubert, Politique pour le peuple : Salmigondis pour pourceaux* (auxquels avaient contribué « frère Grogneur », « Porculus », et ainsi de suite). On n'en finit plus : la porcherie, le porcher, le jambon... On lit dans une *Adresse de la foule de pourceaux à l'honorable Edmund Burke* (1793) : « Pendant que vous [...] vous empiffrez dans des auges remplies des eaux grasses les plus délicates, nous autres, accompagnés de nos gorets, travaillons du lever au coucher du soleil, pour gagner de quoi vivre [...] en ramassant quelques glands. » Aucun autre terme n'avait mis dans une telle rage l'« Anglais né libre », ni provoqué une polémique aussi nourrie.

Puisque les *Droits de l'homme* est le texte fondateur du mouvement ouvrier anglais, il convient d'examiner de plus près l'argumentation

et le ton de l'auteur[26]. Paine l'a composé sur le sol anglais en qualité d'Américain jouissant d'une réputation internationale et ayant vécu près de quinze ans dans l'atmosphère vivifiante d'expériences nouvelles, en rupture totale avec le constitutionnalisme britannique. « Je voulais savoir, écrit-il dans la préface à la seconde partie, comment un livre écrit dans un style de pensée et d'expression différent de ce qu'on lit habituellement en Angleterre serait reçu. » Il rejetait d'emblée le cadre de l'argumentation constitutionnelle : « Je me bats pour les droits des vivants, pour qu'on ne puisse plus disposer de leur être, les contrôler ou les engager contre leur volonté au moyen de l'autorité conférée aux morts par des manuscrits. » Burke voulait « consigner les droits éternels de la postérité en se fondant sur l'autorité d'un parchemin moisi ». Paine affirmait au contraire que chaque génération peut à son tour définir ses droits et la forme de son gouvernement.

Quant à la Constitution anglaise, elle n'existait que par abus de langage. C'était au mieux un « tombeau de précédents », une sorte de « papisme politique ». « Gouverner par la tradition, sans aucun examen des principes sur lesquels repose cette tradition, voilà bien l'un des systèmes les plus vils que l'on puisse imaginer. » Tous les gouvernements, sauf ceux de France et d'Amérique, tiraient leur autorité de la conquête et de la superstition : leurs fondements reposaient sur l'« arbitraire du pouvoir ». Paine réservait ses invectives les plus acerbes à la superstition entourant ce qui avait garanti la pérennité de ce pouvoir : le principe héréditaire. « Une bande de ruffians s'empara d'un pays et l'obligea à payer tribut. Leur pouvoir ainsi établi, le chef de la bande parvint à transformer le nom de Voleur en celui de Monarque. Ainsi

26. Paine revint en Angleterre en 1787 et se consacra pour l'essentiel à ses expériences de construction de ponts. La première partie des *Droits de l'homme* fut publiée en 1791, la seconde en 1792. La dernière biographie de Paine, par A.O. Aldridge, *Man of Reason*, 1960, est complète mais plate : elle ajoute peu à notre connaissance de l'influence de Paine sur l'Angleterre et de ses rapports avec ce pays. Il faut la lire conjointement avec Moncure D. Convay, *Life*, 1892, étude vivante mais partisane ; ou avec le portrait rapide de H.N. Brailsford dans *Shelley, Godwin and their Circle*.

s'explique l'origine de la Monarchie et des Rois. » Quant au droit de succession, « hériter d'un gouvernement, c'est recevoir le peuple en héritage, comme si c'était du bétail ». « Les Rois se succèdent non comme des êtres rationnels, mais comme des animaux. [...] Il faut un certain talent pour être un simple ouvrier ; mais, pour être Roi, il suffit de posséder la figure animale de l'homme : c'est une sorte d'automate vivant. »

> Le temps n'est plus très éloigné où l'Angleterre rira d'elle-même d'avoir dépensé un million par an pour recruter en Hollande, en Hanovre, à Zell ou à Brunswick des hommes qui ne comprennent ni sa langue, ni ses lois, ni ses intérêts, et qui auraient tout juste la compétence requise pour faire office de garde champêtre.

« Pourquoi donc entretient-on ces individus ? » demandait Paine :

> Les Gens de Robe, les Pensionnés, les Lords de la Chambre, les Seigneurs de la Cuisine, les Seigneurs des Latrines et le Seigneur sait quoi encore trouvent, pour défendre la monarchie, des arguments dont la force est en raison directe du montant de leurs revenus, extorqués au pays. Et, si je demande au paysan, au manufacturier, au marchand, au négociant, [...] à l'ouvrier ordinaire quel service lui rend la monarchie, il ne peut me fournir aucune réponse. Si je lui demande ce qu'est la monarchie, il croit que c'est une sorte de sinécure.

L'ensemble du système héréditaire était voué au même oubli : « Un gouverneur héréditaire n'a pas plus de sens qu'un écrivain héréditaire. »

Tout cela était alors blasphème, et en a d'ailleurs le ton provocateur. Paine traitait même la Loi sacrée de 1689 de « loi d'outrage et d'injustice ». Il n'était certainement pas le premier à penser ainsi : de nombreux Anglais ont dû en juger de même en privé. Il fut le premier à oser s'exprimer avec une telle irrévérence et détruisit en un livre des tabous séculaires. Mais il fit bien plus que cela. En premier lieu, il a posé les jalons d'une théorie de l'État et du pouvoir de classe, même s'il le fit sous une forme confuse et ambiguë. Dans le *Sens commun*, il partageait l'avis de Locke, qui voit dans le gouver-

nement un « mal nécessaire ». Après 1790, les ambiguïtés de Locke semblent se diviser en deux antithèses, représentées l'une par Burke, l'autre par Paine. Alors que Burke accepte le gouvernement et étudie son fonctionnement à la lumière de l'expérience et de la tradition, Paine parle au nom des gouvernés et suppose que l'autorité gouvernementale découle de la conquête et de l'hérédité du pouvoir dans une société divisée en classes. Les classes sont définies de façon succincte : « Il existe deux classes d'hommes distinctes dans la nation, l'une qui paie les impôts, l'autre qui les reçoit et en vit. » Quant à la Constitution, elle profite aux

> courtisans, gens de robe, pensionnés, détenteurs de circonscription et chefs des Partis [...] ; mais c'est une mauvaise Constitution pour au moins quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population.

Il en déduit aussi la guerre des possédants et des non-possédants : « Lorsque le riche spolie le pauvre de ses droits, il donne l'exemple au pauvre, qui ne peut que spolier le riche de sa propriété[27]. » Au terme de cette argumentation, le gouvernement apparaît comme un parasite de la cour : les impôts sont une forme de vol et entretiennent les pensionnés et les guerres de conquête. Au contraire, « la totalité du Gouvernement civil est l'œuvre du Peuple de chaque ville et de chaque village, par l'intermédiaire des fonctionnaires paroissiaux, des magistrats, des sessions trimestrielles, des jurys et des cours d'assises, sans l'ingérence de ce qu'on appelle le Gouvernement ». À ce stade, nous ne sommes pas loin d'une conception anarchiste. Paine exigeait moins la réforme du gouvernement que son abolition : « Dès l'instant que le Gouvernement formel est aboli, la société commence à agir. »

D'autre part, la « société », agissant en tant que gouvernement en vertu d'un système de représentation, ouvrait de nouvelles possibilités qui enflammèrent l'imagination de Paine lors de la rédaction

27. Ces trois derniers passages sont empruntés à Paine, *Letter Addressed to the Addressers*, 1792, p. 19, 26, 69. Tous les autres sont extraits des *Droits de l'homme*.

du cinquième chapitre – capital – de la seconde partie des *Droits de l'homme*. Après y avoir exalté le commerce et l'entreprise industrielle, fustigé la domination coloniale (et plus tard proposé un arbitrage international pour remplacer la guerre), s'en être pris au Code pénal (la « barbarie légale »), avoir dénoncé les chartes exclusives, les corporations et les monopoles, puis s'être emporté contre le fardeau des impôts, il s'en prenait aux péchés de l'aristocratie foncière :

> Pourquoi [...] M. Burke nous présente-t-il sa Chambre des Pairs comme le pilier des intérêts fonciers ? Que ce pilier vienne à disparaître, la propriété foncière n'en continuerait pas moins d'exister, et l'on n'en continuerait pas moins à labourer, à semer et à moissonner comme par le passé. L'Aristocratie, ce n'est pas des fermiers qui travaillent la terre [...] mais les simples consommateurs de la rente [...]

Cette position le conduisait à des propositions audacieuses et impressionnistes visant à réduire le coût du gouvernement, de l'armée et de la marine ; à diminuer les impôts et les *poor rates*[28] ; à accroître les ressources fiscales au moyen d'un impôt progressif sur le revenu, allant jusqu'à 20 shillings par livre pour un revenu annuel de 23 000 livres ; et à destiner les sommes ainsi réunies ou économisées à l'amélioration de la situation des pauvres. Il proposait des allocations familiales ; des fonds publics pour assurer l'éducation générale de tous les enfants ; des retraites, « ce qui n'est ni une charité ni une faveur, mais un droit », car les bénéficiaires ne recevraient qu'une partie de ce qu'ils auraient versé comme impôt ; des fonds d'assistance à la maternité, aux jeunes ménages et à l'enterrement des nécessiteux ; et la construction à Londres d'immeubles combinant logements et ateliers à l'usage des immigrants et des chômeurs.

> L'application de ce plan rendrait caduques les lois sur les pauvres, ces instruments de torture civile. [...] À la fin de sa vie, le pauvre ne serait plus traîné de-ci de-là jusqu'à son dernier souffle, victime des repré-

28. Contribution locale qui a pour objet l'assistance des indigents de chaque paroisse. Elle sert de base aux autres contributions locales (*NdT*).

> sailles que s'infligent mutuellement les paroisses. Les veuves pourraient élever leurs enfants [...] qui ne seraient plus considérés comme une charge supplémentaire pour leurs parents. [...] On diminuerait le nombre des délits mineurs nés du besoin et de la pauvreté. Comme le riche, le pauvre aurait alors intérêt à soutenir le Gouvernement. Toute cause ou crainte d'émeute ou d'agitation disparaîtrait. Vous qui vivez dans l'aisance et puisez le réconfort dans l'abondance [...] y avez-vous réfléchi ?

C'est là que la pensée de Paine a le plus de force. La première partie des *Droits de l'homme* rencontra un vif succès, mais le triomphe de la seconde fut extraordinaire. C'est cette partie, et en particulier des passages comme celui-ci, qui jeta un pont entre les traditions anciennes de l'« homme du Commonwealth », cher aux whigs, et le radicalisme des couteliers de Sheffield, des tisserands de Norwich et des artisans londoniens. Ces propositions rattachaient la réforme à leur expérience quotidienne et à leurs difficultés économiques. En dépit du caractère spécieux de certaines des estimations financières de Paine, ses propositions donnaient une allure nouvelle et constructive à l'ensemble de l'agitation réformatrice. Si les revendications en faveur du suffrage universel masculin, formulées par le major Cartwright, donnèrent lieu à un siècle d'agitation (quant aux revendications formulées dans les *Droits des femmes*, de Mary Wollstonecraft, elles annonçaient une ère de lutte encore plus longue pour le deuxième sexe), Paine, dans ce chapitre, a tracé l'esquisse de la législation sociale du XX^e^ siècle.

La plupart des idées de Paine n'étaient pas originales, sauf peut-être celles de son chapitre « social ». « Les hommes qui donnent libre cours à l'Énergie de leur Génie, comme le fait Paine, ne sont pas des Examinateurs » (tel fut le commentaire de William Blake). Il apporta au peuple anglais une nouvelle rhétorique de l'égalitarisme radical, qui sut toucher au cœur l'« Anglais né libre » et s'introduisit dans les attitudes infra-politiques des travailleurs urbains. Cobbett ne sera pas un vrai disciple de Paine, et Owen et les premiers socialistes créeront un courant totalement nouveau. Mais la tradition de Paine marqua fortement tout le journalisme populaire du XIX^e^ siècle : Wooler, Carlile, Hetherington, Watson, Lovett, Holyoake, Reinolds, Bradlaugh. Elle

sera vivement contestée après 1860, mais sa tradition et sa rhétorique sont encore vivantes sous la plume de Blatchford et dans le style, si prisé du peuple, d'un Lloyd George. On peut peut-être aller jusqu'à dire que Paine a créé le cadre nouveau dans lequel s'est inscrit le radicalisme pendant près d'un siècle, aussi clairement et aussi nettement que le constitutionnalisme dont il a pris la place.

En quoi consistait ce cadre ? Comme on l'a vu, il reposait sur le mépris des principes monarchiques et héréditaires :

> Je suis opposé aux gouvernements monarchiques et aristocratiques, quelque modification qu'on leur apporte. Les distinctions héréditaires et toute espèce d'ordre privilégié [...] ne peuvent inévitablement qu'aller à l'encontre du progrès humain. Il en résulte que je ne fais pas partie des admirateurs de la Constitution britannique.

Ces phrases ont été écrites par Wordsworth en 1793, ainsi que ces vers rétrospectifs, qui recréent mieux que tout autre texte l'optimisme de ces années révolutionnaires. Wordsworth y raconte comment, lors d'une promenade avec Beaupuy, il rencontra une jeune paysanne « rongée par la faim » :

> [...] à sa vue, mon ami, ému, s'écria :
> « C'est contre *cela* que nous combattons » ;
> Comme lui je croyais à l'action d'un esprit bienveillant
> Que rien ne pourrait arrêter, et à
> La disparition prochaine d'une pauvreté aussi abjecte ;
> Nous verrions le triomphe de la terre dans son désir de
> Récompenser l'humble enfant du labeur, résigné, et patient,
> L'élimination définitive de toutes les institutions
> Qui légalisèrent l'exclusion ; l'abolition de
> Ce faste vain, cet État avide et ce pouvoir cruel,
> Que ce soit par la décision d'un seul ou de plusieurs ;
> Enfin, couronnement suprême,
> Nous verrions le peuple prendre une part active
> À la création de ses propres lois ; il en naîtrait des jours meilleurs
> Pour toute l'humanité.

Wordsworth ne tarda pas à abandonner cet optimisme, mais le radicalisme s'y accrocha farouchement, et le fonda sur des prémisses que Paine ne prenait pas la peine de soumettre à la critique : une foi illimitée dans les institutions représentatives, dans le pouvoir de la raison, dans « une immensité de bon sens demeuré à l'état latent » (selon la formule de Paine) et dans la croyance que, « si l'Homme n'était pas corrompu par le Gouvernement, il serait l'ami naturel de l'Homme, car la nature humaine n'est pas dépravée par elle-même ». Tout cela s'exprimait sur un ton intransigeant, arrogant et même prétentieux, avec le mépris de l'autodidacte pour la tradition et les formes établies du savoir (« Il connaissait par cœur tous ses écrits et ne connaissait rien d'autre », rapporte une personne qui le connaissait), et une tendance à éluder les questions théoriques délicates par un élan empiriste et un appel au « sens commun ».

On ne cesse de retrouver à la fois les forces et les faiblesses de cet optimisme dans le radicalisme ouvrier du XIX^e^ siècle. Les textes de Paine n'étaient nullement destinés aux ouvriers en particulier, par opposition aux paysans, artisans ou professions libérales. Sa doctrine convenait à une audience réunissant des « membres en nombre illimité », mais il ne remettait pas en cause les droits de propriété des riches ni la doctrine du laissez-faire. Les gens avec lesquels il était le plus étroitement lié étaient des membres des classes industrielles et commerçantes, non représentées au Parlement, des hommes comme Thomas Walker et Holcroft. Il était plus lié à la Société constitutionnelle qu'à la SCL. Sa proposition d'un impôt progressif sur le revenu annonçait l'idée plus audacieuse de redistribution de la propriété, mais elle était dirigée contre la grande aristocratie terrienne, car il était hostile au principe héréditaire qu'implique la coutume de primogéniture. En matière de démocratie politique, il voulait niveler toutes les distinctions et privilèges de naissance. Mais il négligeait le nivellement économique. Dans la société politique, chaque individu devait jouir de droits égaux en qualité de citoyen. Dans la société économique, il devait naturellement rester employeur ou employé, et l'État n'avait pas à intervenir dans le capital de l'un

ou le salaire de l'autre. Les *Droits de l'homme* et la *Richesse des nations* devaient se compléter et s'enrichir mutuellement. En cela aussi, la tradition dominante du radicalisme ouvrier du XIX^e^ siècle fut modelée par Paine. À certains moments, à l'apogée de l'owénisme et du chartisme, d'autres traditions la supplantèrent. Mais, après chaque rechute, le substrat des thèmes de Paine demeura intact. L'aristocratie restait la cible privilégiée. On pouvait menacer sa propriété, en allant jusqu'à prôner la nationalisation de la terre ou l'impôt unique (comme Henry George), et considérer la rente comme une exaction féodale remontant à « un bâtard français » et à ses « bandes armées ». Mais, malgré l'âpreté de la lutte des syndicalistes contre les patrons, on admettait que le capital industriel était le fruit de l'entreprise et se situait hors de portée de l'intervention politique. Le radicalisme ouvrier restera pour l'essentiel figé à l'intérieur de ces limites jusque vers 1880.

Paine a aussi apporté un autre élément à la tradition du XIX^e^ siècle : le véritable héritier de Paine – Carlile, James Watson ou Holyoake – était aussi libre penseur. « Ma religion est de faire le bien », écrivait Paine dans les *Droits de l'homme*, et il s'en tenait là. Mais il se concevait comme le champion de ces droits contre « l'époque de l'illusion et de la superstition politique, de l'artifice et du mystère ». Il était naturel qu'il conclût son œuvre par *le Siècle de la raison*, violente attaque de la religion d'État et de toute forme de cléricalisme. Paine n'était pas athée mais déiste. La première partie, écrite en France, en 1793, à l'ombre de la guillotine, voyait la preuve de l'existence d'un Dieu dans l'acte de la création et dans l'univers lui-même, et faisait appel à la raison, par opposition au mystère, au miracle et à la prophétie. L'ouvrage parut en Angleterre en 1795, chez Isaac Eaton, qui ne subit pas moins de sept poursuites judiciaires et, dans les dix-sept années qui suivirent, passa quinze mois de sa vie en prison et fut frappé de proscription pendant trois ans pour ses activités d'imprimeur. Malgré un ton fougueux et provocateur, *le Siècle de la raison* n'était guère de nature à surprendre les déistes ou les unitariens les plus avancés du XVIII^e^ siècle. La nouveauté tenait au fait que Paine s'adressait à un public populaire, ainsi qu'à l'autorité considérable de son nom. La

seconde partie, publiée en 1796, toujours par le courageux Eaton[29], s'attaquait à l'éthique de l'Ancien Testament et à la véracité du Nouveau. C'était un essai, assez décousu, de critique biblique :

> J'ai [...] traversé la Bible comme on traverse un bois, une hache sur l'épaule, et comme on abat des arbres. Les voici : que les prêtres les replantent s'ils le peuvent. Ils pourront peut-être les ficher en terre, mais jamais les faire repousser.

Disons que les bois peuvent se prêter à d'autres activités. Blake reconnut la force et le mordant des arguments de Paine, qu'il reformula avec la concision saisissante qui le caractérisait :

> La Bible n'est qu'un Piège de l'État, et, bien que le Peuple l'ait toujours su, il n'a jamais eu la force de l'éliminer. Autre argument : tous les Commentateurs de la Bible sont des Valets Malhonnêtes et Intrigants, qui adoptent la Religion d'État dans l'espoir d'une bonne rémunération [...] Je pourrais en citer une centaine.

Mais Paine n'aurait jamais vu dans un passage de la Bible, quel qu'il soit, « un Poème d'impossibilités probables », selon la formule de Blake. Pendant les années de répression, beaucoup de disciples anglais de Paine considéraient *le Siècle de la raison* comme « une pomme de discorde ». Une partie des jacobins qui étaient restés fidèles aux Églises dissidentes et méthodiste, furent irrités à la fois par le livre de Paine et par le prétexte qu'il offrait à leurs ennemis pour renouveler leur attaque contre les « athées » et les « républicains ». Pour leur part, les autorités considérèrent que ce dernier forfait de Paine outrepassait tous les outrages précédents : il s'était emparé des exposés polis des prêtres unitariens bien en place et du scepticisme de Gibbon pour les traduire en un anglais polémique et prosaïque, et les jeter en pâture à un vil public. Il tournait l'autorité de la Bible en dérision

29. Eaton publia une « troisième partie » en 1811, et fut condamné en 1812 (à l'âge de soixante ans) à un nouvel emprisonnement de dix-huit mois et à l'exposition au pilori. Cf. T.S. Howell, *State Trials*, 1823, XXXI, p. 927 *sq.*

avec des arguments que pouvaient comprendre le mineur ou la jeune campagnarde :

> [...] l'individu qu'ils appellent Jésus-Christ, conçu, paraît-il, par un esprit, que l'on prétend saint, dans le corps d'une femme fiancée puis mariée, mais dont on dit qu'elle était vierge sept cents ans après cette histoire absurde. [...] Et si une jeune fille qui attend maintenant un enfant disait [...] qu'il a été conçu par un esprit, et qu'un ange le lui a dit, est-ce qu'on la croirait ?

Si l'on se rappelle les superstitions barbares et néfastes que les Églises et le catéchisme inculquaient à cette époque[30], on comprend la libération profonde que le livre de Paine apporta à de nombreux esprits. Il aida les hommes à s'émanciper d'un écran de respect religieux qui renforçait le respect dû au magistrat et au patron, et permit à de nombreux artisans du XIX^e^ siècle d'entamer une réflexion intellectuelle solide et autonome. Mais il faut aussi garder à l'esprit les limites de la « raison » de Paine. Sa désinvolture et son manque d'imagination nous remettent en mémoire l'une des remarques critiques de Blake sur la « vision unique ». Paine ne parvenait à lire dans l'Ecclésiaste que « la réflexion solitaire d'un débauché fourbu [...] qui, revoyant les scènes qu'il ne peut plus vivre, s'écrie : *Tout est vanité !* Une grande partie de la métaphore et de ce qu'elle exprime reste dans l'ombre [...] ».

*Le Siècle de la raison* n'était pas le seul ouvrage de référence de la libre pensée au XIX^e^ siècle. Beaucoup d'autres textes et de traductions (en particulier des éditions abrégées de Voltaire, d'Holbach et Rousseau) circulaient dans les milieux jacobins des années 1790. Celui qui eut le plus d'influence fut les *Ruines de l'Empire*, de Volney. Cet ouvrage était empreint de plus d'imagination et de profondeur que celui de Paine, et constituait une étude originale de religion comparée. En outre, l'allégorie de Volney sur l'évolution du cléricalisme y était mise en corrélation avec une allé-

30. Cf. ci-dessous, chap. XI.

gorie du développement du despotisme politique : sa conclusion apportait un message de tolérance et d'internationalisme plus vaste que celui de Paine. Contrairement à la *Justice politique* de William Godwin (1793), dont l'influence se limitait à un cercle restreint et très cultivé[31], les *Ruines* de Volney[32] était paru en format de poche dans une édition bon marché et figurait dans la bibliothèque de nombreux artisans du XIX^e^ siècle. Sa vision de l'« Ère nouvelle » exposée au chapitre XV était souvent diffusée sous forme de brochure. L'auteur y décrivait une nation civilisée prête à se diviser en deux groupes : l'un « contribue par l'utilité de son travail à entretenir et perpétuer la société » ; l'autre se compose des ennemis du premier groupe. L'écrasante majorité se retrouve dans le premier : « laboureurs, artisans, marchands, toutes les professions laborieuses et studieuses utiles à la société ». Le second était « un petit groupe, une fraction insignifiante » comprenant « des ministres du culte de tout grade (moines et prêtres), [...] des gens de finance, d'armoirie, de livrée, des chefs militaires et autres salariés du gouvernement ». Un dialogue s'engage entre les deux groupes :

> LE PEUPLE : Et de quel travail vivez-vous dans notre société ?
> LA CLASSE PRIVILÉGIÉE : Nous ne sommes pas faits pour travailler.
> LE PEUPLE : Comment avez-vous donc acquis tant de richesses ?
> LA CLASSE PRIVILÉGIÉE : En prenant le soin de vous gouverner.
> LE PEUPLE : Quoi ! nous nous fatiguons, et vous jouissez ! nous produisons, et vous dissipez ! Les richesses viennent de nous, vous les absorbez, et vous appelez cela gouverner ! Classe privilégiée, corps distinct qui nous êtes étranger, formez votre nation à part, et voyez comment vous subsisterez.

Une partie de la classe privilégiée rejoint le peuple, mais le reste tente de l'intimider en faisant appel à la troupe. Mais les soldats déposent

31. L'anarchisme philosophique de Godwin n'atteignit un public ouvrier qu'après les guerres, et surtout par le biais des annotations à *Queen Mab*, de Shelley, dans les éditions pirates de Richard Carlile.

32. Nous avons utilisé l'édition Garnier, Paris, 1883, p. 84, 85 (*NdT*).

les armes en disant : « Nous sommes aussi le peuple ! » La classe privilégiée tente alors d'abuser le peuple avec ses prêtres, mais on les repousse : « Courtisans et prêtres, vos services sont trop dispendieux ; nous traiterons désormais directement nos affaires. » Il est intéressant de noter que la traduction rendit Volney plus radical en anglais qu'en français. Le mot anglais *class* ne désigne pas seulement un état ou un ordre aristocratique parasitaire, mais renvoie à l'ensemble de la classe des nantis et des oisifs. C'est là l'origine de la vision sociologique du radicalisme de la période postnapoléonienne, qui distinguait, d'une part, les « classes productives » ou « utiles » et, de l'autre, les courtisans, carriéristes, rentiers, spéculateurs et intermédiaires parasitaires[33].

Mais l'influence de Volney fut relativement tardive. Paine domina le radicalisme populaire du début des années 1790. Il est vrai que son prosaïsme polémique donna au mouvement une étroitesse qui fut (ainsi que l'euphorie plus subtile de Godwin) sévèrement caricaturée par des réformateurs déçus lorsque la Convention révolutionnaire céda la place au bonapartisme après la Terreur. La critique et les caricatures, exprimées à la fois par le génie de Burke, Wordsworth et Coleridge, ont dominé les jugements de nombreux spécialistes contemporains exposés eux-mêmes à de semblables désenchantements révolutionnaires au cours des vingt-cinq dernières années.

Certains disciples de Godwin et de Paine étaient certainement animés d'un esprit illuminé et messianique, qui les préparait à accepter une conception trop optimiste (et par là même vouée à l'échec) de la perfectibilité humaine :

> Ô PAINE ! après *Dieu*, c'est à toi que des millions d'hommes doivent une reconnaissance infinie pour les quelques miettes de libertés qui leur restent [...] Les Alexandre, les César, les Ferdinand, les Capet, les Frédéric, les Joseph et les Tsarine se sont [...] battus farouchement pour réduire l'humanité en esclavage ; mais il t'était réservé [...] de brandir

33. Cf. en particulier le débat autour de Wade et de la *Gorgon*, *infra*, p. 1018 *sq*.

> la céleste bannière des droits de l'homme sur les bastilles chancelantes de l'Europe ; de briser les chaînes du despotisme qui entravent des millions d'hommes et de détruire les jougs de l'oppression [...] pour les millions d'autres qui naîtront[34].

Ces attitudes sont fréquentes en période d'excitation révolutionnaire. Mais, comme on prétend appliquer le mythe du totalitarisme jacobin à la situation anglaise, il est nécessaire de le réfuter en citant quelques vérités premières. Paine et ses partisans anglais ne prêchaient pas l'extermination de leurs adversaires, mais prêchaient contre Tyburn et un Code pénal sanguinaire. Les jacobins anglais prônaient l'internationalisme, l'arbitrage au lieu de la guerre, la tolérance envers les dissidents, les catholiques et les libres penseurs, et la reconnaissance de vertus humaines chez « les païens, les Turcs et les juifs ». Par l'éducation et l'agitation, ils voulaient faire de la « populace » (selon le mot de Paine) non plus des « partisans *sectaires* », mais des défenseurs du « *drapeau* de la liberté ».

Cela ne justifie pas les faiblesses de certains jacobins anglais, qui raisonnaient en doctrinaires et pratiquaient un empirisme moral superficiel : on en trouve l'expression la plus frappante dans le livre III de l'*Excursion* de Wordsworth. Ce sont là des défauts fréquents de la « gauche ». Paine n'avait guère de sens historique, sa conception de la nature humaine ne reposait sur rien, et son optimisme était d'un genre que le XX^e^ siècle trouve ennuyeux (« Je ne donne pas plus de sept ans à la Monarchie et à l'Aristocratie dans aucun pays éclairé d'Europe », écrivait-il). Mais notre réaction contemporaine contre l'interprétation whig ou marxiste de l'histoire est allée si loin que certains spécialistes ont abouti à une inversion grotesque des rôles historiques : ils voient dans les persécutés les oppresseurs de demain, et dans les oppresseurs les victimes de la persécution. C'est pourquoi il fallait rappeler ces vérités élémentaires. Paine plaçait sa confiance dans le libre exercice de l'opinion dans une « société ouverte » : « On n'a plus à dire à l'humanité qu'elle ne doit ni lire ni penser. »

34. Le citoyen Randol, d'Ostende, *A Political Catechism of Man*, 1795, p. 8.

C'est aussi Paine qui comprit que « la nation était toujours exclue du débat » dans les polémiques constitutionnelles du XVIII^e siècle. En introduisant la nation *dans* le débat, il mettait nécessairement en mouvement des forces qu'il ne pouvait ni contrôler ni prévoir. Et c'est cela la démocratie.

5

# L'arbre de la liberté

Retournons maintenant à Thomas Hardy et à ses compagnons réunis à la taverne *The Bell*, dans Exeter Street en janvier 1792. Nous avons fait ce long détour pour abattre cette muraille de Chine qui sépare le XVIII[e] siècle du XIX[e], et l'histoire de l'agitation ouvrière de l'histoire culturelle et intellectuelle de la nation. On présente trop souvent les événements que connut l'Angleterre dans les années 1790 comme un simple reflet de la prise de la Bastille[1]. Mais les éléments mis en mouvement par l'exemple français – les traditions de Dissidence et de liberté – remontent loin dans l'histoire anglaise. L'agitation des années 1790, bien qu'elle n'ait duré que cinq ans, de 1792 à 1796, eut une intensité et une portée extraordinaires. Elle modifia les attitudes infra-politiques du peuple, eut un effet sur les clivages de classe et inaugura des traditions qui se poursuivent jusqu'à nos jours. Ce n'était pas une agitation à propos de la France, bien qu'elle ait été à la fois inspirée et hantée par les événements français. C'était une agitation anglaise aux dimensions imposantes, ayant pour but la création d'une démocratie anglaise[2].

1. Sur les sociétés populaires, cf. G.S. Veitch, *The Genesis of Parliamentary Reform*, 1913 ; W.P. Hall, *British Radicalism, 1791-1797*, New York, 1912 ; et P.A. Brown, *The French Revolution in English History*, 1918. Cf. aussi J. Dechamps, *Les Îles Britanniques et la Révolution française*, Bruxelles, 1949 ; H. Collins, « The London Corresponding Society », in J. Saville (éd.), *Democracy and the Labour Movement*, 1954 ; W.A.L. Seaman, *British Democratic Societies in the French Revolution*, thèse de doctorat, non publiée, Londres, 1954.

2. C'était évidemment de façon bien plus intense une agitation pour l'indépendance irlandaise et la démocratie en Écosse. Cf. H.W. Meikle, *Scotland*

L'exemple français fit voler en éclats le barrage du constitutionnalisme. Mais nous sommes en 1792, pas en 1789 : la vague qui déferle est celle de Tom Paine. Pour mieux comprendre cela, on peut réunir quelques impressions sur le nord de l'Angleterre dans la seconde moitié de 1792. Pendant l'été, le ministre de la Guerre jugea la situation assez préoccupante pour envoyer en mission le chef d'état-major en second, afin de s'assurer de l'état d'esprit des troupes et de la confiance qu'on pourrait leur accorder en cas d'urgence. À Sheffield, il trouva que « les doctrines séditieuses de Paine et des factieux qui tentent de troubler la paix du pays s'étaient propagées à un point qui dépasse de loin ce que je pouvais imaginer ». Il vit en Sheffield le « centre de tous leurs complots séditieux » : deux mille cinq cents « ouvriers de la plus basse espèce » s'étaient regroupés au sein de la principale association réformatrice, la Société constitutionnelle :

> Ils y lisent et commentent les publications les plus virulentes, ainsi que leur correspondance avec non seulement les Sociétés affiliées des villes et villages alentour, mais celles [...] d'autres régions du pays [...][3].

Pendant l'automne et l'hiver 1792, Wilberforce, député du Yorkshire, reçut des rapports inquiétants de divers correspondants. Wyvill lui décrivait « les sentiments du bas peuple dans le comté de Durham » :

> Un grand nombre de gens de Bernard Castle ont montré qu'ils se détachaient de la Constitution. On peut lire sur la croix de la place du marché : « À bas le Roi », « Liberté », et « Égalité ». Lors des derniers troubles parmi les débardeurs des navires charbonniers de Shields et de Sunderland, le général Lambton a été interpellé en ces termes : « Avez-vous lu ce petit ouvrage de Tom Paine ? – Non. – Alors lisez-le. Il nous plaît beaucoup. Vous avez une grande propriété, général ; nous allons bientôt nous la partager[4]. »

---

*and the French Revolution*, Glasgow, 1912 ; R.B. Madden, *The United Irishmen*, 1842-1846.

3. Cité dans A. Aspinal, *The Early English Trade Unions*, 1949, p. 4, 5.
4. R.I. et S. Wilberforce, *Life of William Wilberforce*, 1838, II, p. 2.

En novembre, un correspondant décrivait, dans une lettre adressée de North Shields directement à Pitt, les grèves et les émeutes des marins (« *P.S.* C'est abominable à dire, en ce moment la populace promène nus dans les rues de la ville quelques marins ou officiers qui ont manifesté une certaine réticence à les suivre »), en des termes proches de la panique :

> Quand je regarde autour de moi, je vois ce Pays couvert de milliers de Houilleurs, de Débardeurs des Transports terrestres et maritimes, et d'autres ouvriers. Ces solides gaillards sont profondément pénétrés de la nouvelle doctrine de l'Égalité et forment à présent un matériau si inflammable que la moindre étincelle suffirait à l'embraser. Je ne peux m'empêcher de trouver très répréhensible l'inertie des Magistrats[5].

Un homme influent de Leeds écrivit à Wilberforce que « l'œuvre malfaisante de Paine [...] condensée dans une brochure à six pence, est vendue et distribuée massivement. [...] On peut le voir dans les maisons de nos ouvriers drapiers. Partout les soldats sont contaminés ». Wilberforce nota dans son Journal : « L'état du pays semble critique. » Il informa son correspondant de Leeds qu'il envisageait de « proposer à l'archevêque de Canterbury de [...] décréter un jour de jeûne et de mortification ». Mais une nouvelle plus réjouissante arriva de Leeds : une foule loyaliste avait défilé dans les rues,

> portant au bout d'une perche une effigie de Tom Paine, une corde au cou, tenue par un manifestant qui ne cessait de frapper le mannequin avec un fouet de roulier. L'effigie fut finalement brûlée sur la place du marché, pendant que la cloche sonnait le glas. [...] Tous souriaient [...] « *God Save the King* » retentit dans les rues [...][6].

Mais les rues de Sheffield furent le théâtre de scènes fort différentes. Des manifestations s'y déroulèrent fin novembre pour fêter la vic-

5. Lettre de Powditch à Pitt, 3 novembre 1792, H.O. 42.22.
6. R.I. et S. Wilberforce, *op. cit.*, II, p. 1-5.

toire des armées françaises à Valmy. On peut en lire un compte rendu dans le *Sheffield Register* du 30 novembre 1792, hebdomadaire favorable aux réformateurs. Un défilé réunit cinq à six mille personnes derrière un bœuf rôti coupé en quartiers, tandis qu'on tirait le canon. On pouvait y voir

> un tableau caricaturant Britannia – Burke chevauchant un pourceau – et un personnage dont la moitié supérieure n'était pas sans ressembler à un Ministre d'origine écossaise[7], et la moitié inférieure à un Âne [...] un mât de la Liberté gisait brisé sur le sol, avec cette inscription : « La Vérité est Diffamatoire » – le Soleil apparaissait derrière un Nuage et l'Ange de la Paix laissait tomber d'une main les *Droits de l'homme* et tendait l'autre pour soulever Britannia.

« Je n'ai jamais vu une bande de gredins aussi résolus et déterminés », commenta un observateur hostile.

Voilà un événement inhabituel – des houilleurs, des débardeurs, des ouvriers drapiers, des couteliers : ce n'étaient plus seulement les tisserands et les ouvriers de Wapping et de Spitalfields, dont les manifestations pittoresques et tumultueuses avaient souvent été organisées pour soutenir Wilkes, mais des travailleurs des villes et villages du pays entier, revendiquant pour eux-mêmes des droits *généraux*. C'est cela, et non la Terreur en France, qui jeta la panique parmi les classes possédantes.

C'est ce que l'on voit en étudiant par le détail les événements entourant la publication des *Droits de l'homme*. Les premières sociétés populaires attendirent plus de deux ans après la prise de la Bastille pour se constituer. On avait tendance, dans les classes moyennes et supérieures, à se réjouir de la première phase de la Révolution française : même les traditionalistes soutenaient que la France se ralliait enfin à la conception britannique d'une « Constitution mixte ». Les dissidents, et en particulier le Dr. Price, furent parmi les premiers à tirer parti de l'exemple français en établissant des parallèles avec l'Angle-

7. Henry Dundas, ministre de l'Intérieur.

terre et en fondant sur la Glorieuse Révolution le droit de demander des comptes à notre propre « premier magistrat ». L'agitation pour l'abrogation des incapacités légales frappant les dissidents (*the Test and Corporation Acts*) atteignit son apogée pendant l'hiver 1789-1790. Dans l'atmosphère passionnée provoquée par cette campagne (puis par le refus de décréter cette abrogation), les réformateurs constituèrent les premières sociétés constitutionnelles provinciales, et leurs adversaires aristocratiques les premiers clubs « pour l'Église et le Roi ». Les *Réflexions* de Burke, qui prenaient à partie le Dr. Price, furent le premier signe notable d'une réaction générale, avant la proclamation de la République en France et la première Terreur visant les contre-révolutionnaires. La violence de l'argumentation de Burke surprit en fait de nombreux réformateurs (dont Pitt, ainsi que Burke lui-même, avaient autrefois fait partie) et même des traditionalistes. Comme nous l'avons vu, les émeutes « pour l'Église et le Roi » de Birmingham, à l'été 1791, peuvent difficilement se rattacher à la « Révolution française ». Bien que le prétexte en ait été un dîner pour fêter l'anniversaire de la prise de la Bastille, les propagandes jacobine et antijacobine avaient très peu pénétré la populace. À partir de mai 1792, les manifestations antijacobines, comme celles de Leeds décrites par Wilberforce, furent beaucoup mieux organisées, beaucoup plus souvent composées des éléments démoralisés et dépendants de la population, et visèrent beaucoup plus ouvertement à intimider les réformateurs plébéiens.

Les émeutes de Birmingham marquent cependant un tournant important.[8] La complicité et la satisfaction évidentes des autorités exaspérèrent et raidirent les réformateurs, qui avaient célébré la chute de la Bastille dans bien d'autres régions sans être molestés. Mais, paradoxalement, elles contribuèrent aussi à faire connaître leur activité, à un moment où la première partie des *Droits de l'homme* devenait très populaire. Les magistrats du Lancashire décelaient une « mauvaise

8. Elles ont eu pour autre effet de freiner le développement ultérieur du mouvement radical à Birmingham. Sans ces émeutes, Birmingham, qui comptait de nombreux petits maîtres et artisans, aurait pu devenir un centre jacobin important aux côtés de Norwich et de Sheffield.

humeur générale », renforcée par les événements de Birmingham, et ils la rapprochaient d'« un esprit de coalition très répandu chez toutes sortes d'ouvriers et d'artisans hostiles à tout contrôle judiciaire[9] ». En août, à Londres, peut-être pour répliquer aux événements de Birmingham, Horne Tooke, ancien second de Wilkes, présida, à la *Thatched House Tavern*, une « Réunion sur invitation des AMIS DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ UNIVERSELLES », qui publia une *Adresse et Déclaration* sous forme de feuille imprimée, où étaient soulignées sans ambages les leçons que la Grande-Bretagne devait tirer de l'exemple français.

Le rythme s'accéléra à l'hiver 1791-1792 avec la fondation de plusieurs sociétés réformatrices à Londres et en province. La seconde partie des *Droits de l'homme*, avec son chapitre « social » d'importance cruciale, parut en février 1792. En mars, la Société constitutionnelle[10] se réorganisa sous la direction de Horne Tooke, qui devait servir d'agent de liaison, avec l'énergie qu'on lui sait, entre les divers groupes de réformateurs. Un certain nombre de pairs et de députés whigs fondèrent en avril une « Société des amis du peuple » très fermée, dont l'un des objectifs était de neutraliser l'extrémisme anticonstitutionnel de Paine. Sa principale contribution fut la publication du rapport d'une commission chargée d'étudier – avec une vigueur toute fabienne – l'état de la représentation, de la corruption et de l'influence parlementaires. En mai 1792 parut une Proclamation royale contre les publications séditieuses, principalement dirigée contre Paine. Pendant l'été, les armées austro-prussiennes entrèrent en France, le roi et la reine furent arrêtés, et la première Terreur contre les partisans de l'Ancien Régime commença. La Convention nationale se réunit en septembre et proclama l'an I de la République. En novembre, John

9. A. Aspinal, *op. cit.*, p. 1.

10. C'est-à-dire la Société londonienne ou nationale pour l'information constitutionnelle, qui n'avait pas d'organisation en province. Les sociétés constitutionnelles (comme celles de Sheffield, Derby et Manchester) correspondaient avec Londres – souvent autant avec la SCL qu'avec la SIC – bien qu'elles eussent été fondées et fussent dirigées séparément.

Reeves fonda l'Association antijacobine. En décembre, Paine fut proscrit (en son absence), et les *Droits de l'homme* interdits comme diffamatoires et séditieux. Louis XVI fut exécuté en janvier 1793, et la guerre entre l'Angleterre et la France commença en février.

Une chronologie aussi plate des événements pourrait nous induire en erreur. Le fait saillant est le revirement opéré entre février 1792 et février 1793. Au début de l'année, Pitt, confiant, comptait sur « quinze ans » de paix. Plus de six mois plus tard, il espérait encore tirer profit des troubles en France tout en sauvegardant la neutralité anglaise. La Proclamation de mai 1792 témoigna de la première inquiétude sérieuse du gouvernement face à l'étendue de l'agitation autour de Paine, mais on n'y voyait encore qu'une affaire purement intérieure. Trois facteurs modifièrent cette situation. Premièrement, la radicalisation rapide de la Révolution française après les massacres de septembre. Deuxièmement, la menace directe contre les intérêts britanniques et l'équilibre diplomatique européen, que représentait l'ardeur expansionniste de la nouvelle République. Troisièmement, les signes inquiétants de convergence entre l'enthousiasme révolutionnaire en France et la montée du mouvement jacobin en Angleterre. En novembre 1792, la Convention avait publié son célèbre décret de « fraternité et assistance » à tous les peuples. Le même mois, les délégations fraternelles de Londres et d'Écosse assistaient à la Convention, et le député Grégoire salua la nouvelle République qui allait bientôt s'édifier sur les rives de la Tamise. Exilé en France, Paine fut élu député du Pas-de-Calais. En décembre, la politique expansionniste des girondins, jusque-là hésitants, se confirma en Savoie, en Rhénanie, à Nice et en Belgique. On lança le slogan : « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières. » Les faits qui déclenchèrent la guerre (l'exécution de Louis XVI et le contrôle de l'Escaut) advinrent au terme de douze mois qui avaient fait de Pitt, jusqu'alors Premier ministre d'une politique de redressement économique, de la paix et des réformes parcellaires, un grand diplomate et l'architecte de la contre-révolution européenne[11]. Cette transformation n'était pas celle d'un

11. Cf. G. Lefebvre, *La Révolution française*, Paris, PUF, 1957, p. 293-297.

homme mais d'une classe, celle des patriciens et de la bourgeoisie commerçante et industrielle, qui avait vu en Pitt un espoir de rationalisation économique et de réforme politique prudente.

On sous-estime généralement le troisième facteur : la profondeur et l'intensité de l'agitation pour la démocratie en Angleterre. La panique et l'offensive contre-révolutionnaire des possédants précédèrent de plusieurs mois en Grande-Bretagne l'arrestation de Louis XVI et les massacres de septembre en France. Après ces massacres, tous les organes du pouvoir se mobilisèrent pour donner une large publicité aux malheurs des victimes de la guillotine et des émigrés français, non seulement sous l'effet du choc et par sympathie, mais probablement surtout pour contrecarrer la propagande jacobine en Angleterre.

Car le succès de la seconde partie des *Droits de l'homme* fut phénoménal, au sens littéral du mot. On admet généralement le chiffre cité par un pamphlet de 1793, qui évaluait le total de ses ventes à 200 000 pour cette seule année et pour une population de 10 millions d'habitants[12]. La seconde partie fut aussitôt publiée dans une édition à six pence, avec l'appui de la Société constitutionnelle et de sociétés locales. Hannah More se plaignait de ce que « les adeptes de l'insurrection, de l'infidélité et du vice ne ménageaient pas leurs efforts, au point de charger leurs brochures pernicieuses sur des ânes et de les déposer non seulement dans les fermes et sur les routes, mais dans les mines et les puits de charbon[13] ». Le bruit courait à Shef-

12. Vendues à 3 shillings, les *Réflexions* de Burke furent diffusées à 30 000 exemplaires en deux ans. Également vendue à 3 shillings, la première partie des *Droits de l'homme* fut diffusée à 50 000 exemplaires en 1791. En 1802, Paine affirmait en avoir vendu de 400 000 à 500 000 (pour les deux parties), et 1 500 000 en 1809. Mais ce chiffre comprenait les ventes considérables en Irlande ainsi que les traductions en Europe. Je serais porté à accepter le chiffre de 200 000 exemplaires, de 1791 à 1793, pour l'Angleterre, le pays de Galles et l'Écosse (chiffre incluant les deux parties et les éditions abrégées publiées par des sociétés locales), en dépit de la remarque de R.D. Altick selon laquelle « aucune œuvre de circonstance [...] n'approcha jamais une telle diffusion ». Cf. *The English Common Reader*, 1957, p. 69-73.

13. W. Robert, *Memoirs of [...] Mrs Hannah More*, 1834, II, p. 424, 425.

field que « chaque coutelier » en possédait un exemplaire. À Newcastle, dans le Staffordshire, on rapportait que les textes de Paine se trouvaient « dans presque toutes les mains », et spécialement dans celles des ouvriers potiers : « Plus des Deux Tiers de cette Région très peuplée sont mûrs pour une Révolte, particulièrement ceux de ses Habitants qui appartiennent à la condition la plus basse[14]. » Le livre de Paine circulait dans les mines d'étain de Cornouailles, dans les villages du Mendip, dans les Highlands écossais et, un peu plus tard, dans la plupart des régions d'Irlande. « Le Nord du Pays de Galles », déplorait un correspondant,

> est infesté par des prédicateurs Méthodistes itinérants qui dissertent sur les Droits de l'Homme et attaquent le Gouvernement du Roi[15].

« Ce livre, écrivait un correspondant anglais, est maintenant devenu un classique dans ce pays au même titre que *Robinson Crusoe* ou *le Voyage du pèlerin*[16]. »

Au procès par contumace de Paine, le procureur se plaignit qu'on « ait placé [les *Droits de l'homme*] entre les mains de sujets de toute espèce, et qu'on s'en serve même pour envelopper les bonbons des enfants ». Dundas justifia la Proclamation royale de 1792 « quand des groupes d'hommes nombreux dans certaines grandes villes manufacturières adoptaient et propageaient des doctrines d'une orientation si pernicieuse ». On ne cachait pas que le bas prix des éditions abrégées était une circonstance aggravante. La Proclamation fut accueillie favorablement dans des réunions soigneusement préparées dans tout le pays. Des magistrats et des prêtres locaux prirent l'initiative de dis-

14. J. Massey, 22 novembre 1792, H.O. 42.22 ; F. Knight, *The Strange Case of Thomas Walker*, 1957, p. 117.

15. « Memorandum on Clubs », octobre 1792, H.O. 42.22. Sur le jacobinisme au pays de Galles, cf. D. Davies, *The Influence of the French Revolution on Welsh Life and Literature*, Carmarthen, 1926 ; et M.P. Jones, « John Jones of Glan-y-Gors » *Trans. Cymmrodorian Society*, 1909-1910.

16. Benjamin Vaughan, 30 novembre 1792, H.O. 42.22.

cours loyalistes condamnant Paine, et la petite noblesse se regroupa en sociétés « pour sauvegarder l'inviolabilité de la GLORIEUSE CONSTITUTION DE LA VIEILLE ANGLETERRE ». On imprima vingt-deux mille exemplaires d'un pamphlet injurieux contre Paine, subventionnés par les fonds des services secrets[17]. Paine répondit de façon cinglante à cette levée de boucliers dans sa *Lettre expédiée aux expéditeurs*, où il s'en prenait aussi aux aristocratiques « Amis du peuple » en tournant en ridicule l'usage de la pétition comme moyen d'obtenir des réformes :

> Je considère que l'idée d'obtenir la réforme parlementaire en s'adressant au Parlement [...] est un sujet usé et rebattu dont la nation est lasse. [...] Le droit et l'exercice de ce droit n'appartiennent qu'à la nation, et le moyen adéquat est d'élire à cet effet une convention nationale désignée par l'ensemble du peuple[18].

Alors qu'un roi venait d'être arrêté de l'autre côté de la Manche à la suite de la formation d'une convention nationale, c'était là un langage révolutionnaire. Mais, avant la publication de la *Lettre*, Paine était lui-même passé de l'autre côté de la Manche pour éviter d'être arrêté. Son coup final fut une lettre de « Paris, le 11 novembre, an I de la République », adressée à l'avocat de la Couronne et destinée à être lue à son procès. Il y écrivait que sa condamnation aurait autant d'effet que de condamner « l'Homme dans la Lune ». Elle équivaudrait en effet à un verdict contre les droits du peuple d'Angleterre :

> L'heure est trop grave, Monsieur, pour s'amuser avec des poursuites judiciaires. [...] Les exemples terribles qui ont eu lieu ici, contre des hommes qui, il y a moins d'un an, se croyaient autant en sécurité que tout Juge, Juré, ou Avocat de la Couronne engageant en ce moment des poursuites en Angleterre, ces exemples devraient faire réfléchir des hommes placés dans votre situation. Vous ne pouvez ignorer que le gou-

17. Pendant l'hiver 1792-1793 : cf. A. Aspinall, *Politics and the Press*, 1949, p. 152, 153.

18. T. Paine, *op. cit.*, p. 56. Eaton, qui publia la *Lettre*, fut poursuivi mais acquitté (cette fois-là) par un jury bien disposé à son égard.

> vernement de l'Angleterre atteint, sinon dépasse, la perfection dans la corruption et la fraude pratiquées par les gouvernements depuis qu'ils existent. [...] Est-il possible que vous ou moi puissions croire [...] que la compétence d'un homme tel que M. Guelph[19] ou de l'un de ses fils prodigues soit nécessaire au gouvernement d'une nation[20] ?

Or, avant même que Paine n'adoptât un ton si virulent, ses écrits avaient servi de référence pour différencier les diverses tendances réformatrices. Les Amis du peuple, société aristocratique, prenaient soin d'affirmer leur allégeance au règlement de 1688, de se démarquer de toute idée de convention nationale et de la « phraséologie confuse et trompeuse [de Paine], qui [...] tend à alimenter une mentalité d'innovation, dont aucune sagesse ne peut prévoir l'effet, ni aucune compétence guider l'évolution » (mai 1792)[21]. Le gentilhomme réformateur du Yorkshire, Christopher Wyvill, publia en 1791 une *Défense du Dr. Price* contre Burke, profitant de l'occasion pour regretter les « effets nocifs » de l'œuvre de Paine, qui tendait à « pousser les plus basses classes du peuple à des actes violents et iniques[22] ». Le ton de Wyvill monta après la publication de la seconde partie des *Droits de l'homme*. Au moyen de sa correspondance d'ampleur nationale avec des réformateurs modérés, il usa de son crédit considérable pour les inciter à lancer une contre-propagande afin de limiter les effets des « conseils intempestifs et [...] pernicieux de M. Paine ». En avril 1792, il poussa la Société constitutionnelle londonienne à se désolidariser du « parti populaire » :

> Comme M. Paine [...] appuie sa proposition sur la promesse de verser aux Pauvres des redevances prélevées sur les richesses superflues des

19. Nom de famille de la maison de Hanovre, qui régnait alors sur l'Angleterre (*NdT*).

20. Tout a été dûment publié dans Joseph Gurney, *Proceedings on the Trial [...] against Thomas Paine*, 1793.

21. C. Wyvill, *Political Papers*, III, appendice, p. 154, 155.

22. *Ibid.*, III, appendice, p. 67, 68. Wyvill eut le mérite de s'opposer à toute poursuite judiciaire contre Paine.

> personnes fortunées, j'ai estimé qu'il fallait s'opposer à l'orientation extrêmement dangereuse de ses doctrines licencieuses [...]

Il est hors de doute que ce qui inquiéta le plus Wyvill est la brusque exacerbation de l'antagonisme de classe que provoqua le lien, établi par Paine, entre revendications politiques et économiques. « Il est bien regrettable pour la cause publique, écrivait-il à un gentilhomme de Sheffield en mai 1792, que M. Paine ait choisi un terrain si éloigné de la Constitution, et formé un parti républicain dans les basses classes du peuple, leur faisant miroiter la perspective de piller les riches[23]. »

Les partisans de Wyvill à la Société constitutionnelle de Londres, dont Paine était lui-même membre, furent mis en minorité par ceux de Paine. La Société avait salué officiellement la première partie des *Droits de l'homme*, votant en même temps une résolution générale affirmant son soutien à la Constitution mixte, en mars et en mai 1791. Jusqu'à la fin de l'année, les modérés ne cessèrent de perdre du terrain devant l'inflexible major Cartwright, Horne Tooke, homme opportuniste mais intrépide, l'avocat jacobin John Frost et l'entourage immédiat de Paine. « Salut à la Nouvelle Jérusalem ! Vive le millénium ! Paix et béatitude éternelle à l'âme de Thomas Paine ! » écrivait l'auteur dramatique Thomas Holcroft à Godwin dans un moment d'extase. La réorganisation de la Société au début du printemps 1792 la fit passer sous le contrôle indiscutable des partisans de Paine. La seconde partie des *Droits de l'homme* reçut officiellement un accueil favorable, notamment ses propositions « sociales ». La Société inaugura une politique d'agitation beaucoup plus active. Tooke et Frost aidèrent Hardy à lancer la Société de correspondance. On engagea une correspondance avec des sociétés de province, puis avec le Club des jacobins de Paris en mai 1792. On publia des tracts, des brochures et une édition bon marché de l'œuvre de Paine. La Société ouvrit une souscription publique pour assurer la défense de Paine, et, en novembre et décembre 1792, John Frost se rendit à

23. *Ibid.*, V, p. 1, 23, 24, 51.

Paris en qualité de délégué de la Société, où il assista au procès du roi. La SCL et les sociétés provinciales de Manchester, Norwich et Sheffield se rangeaient aussi du côté de Paine. Un jeune marchand unitarien de Bolton, Thomas Cooper, propagandiste habile, fut saisi d'enthousiasme à la lecture de la seconde partie du livre : « elle m'a rendu plus enragé politiquement que je ne l'ai jamais été. C'est un livre dense, pétri de bon sens [...] et relevé par quantité d'allégations diffamatoires. Je considère ce livre comme un vrai joyau [...] Burke y est définitivement éreinté[24]. »

1792 fut donc l'*annus mirabilis* de Tom Paine. Son nom pénétra dans tous les foyers en douze mois. Il y avait peu de régions des îles Britanniques où son livre n'eût pas fait son chemin. C'était une ligne de démarcation, un clivage entre les gentilshommes réformateurs et les patriciens whigs, d'un côté, et, de l'autre, la minorité d'industriels et de membres des professions libérales aux idées radicales, qui cherchaient l'alliance avec les ouvriers et les artisans, accueillaient favorablement les propositions sociales et économiques de Paine, et envisageaient un régime républicain. La décision tardive de Pitt de déclencher des poursuites contre Paine marqua le début d'une ère de répression. La proscription de Paine et l'interdiction des *Droits de l'homme* furent précédées et accompagnées d'un effort soutenu du pouvoir pour affronter les réformateurs sur leur terrain. « Maintenant que le mouvement est lancé, écrivait Paine à Walker au cours de l'été 1792, il faut l'entretenir par des publications bon marché. Cela va déconcerter la petite noblesse de robe bien plus que tout autre procédé, parce que c'est un terrain dont elle n'a pas l'habitude[25]. » Mais la petite noblesse de robe passa à la contre-offensive sur le terrain des publications et encouragea ses partisans à faire preuve de la même « Précision d'Horloge » dans leurs mouvements. L'Association pour la protection de la propriété contre les républicains et les niveleurs, fondée par Reeves, ne fit que consolider et renforcer de nombreuses

24. Cité dans F. Knight, *op. cit.*, p. 63, 64.
25. Blanchard Jerrold, *The Original*, 1874, p. 41.

sociétés de magistrats et de membres de la *gentry* déjà constituées pour riposter aux sociétés populaires. Pendant l'hiver 1792-1793, ils tentèrent de ranimer et d'attiser la violence populaire, technique couronnée de succès à Birmingham un an auparavant. En décembre 1792, on lança délibérément une foule enivrée contre la demeure de Thomas Walker à Manchester. Aidé de ses partisans, il parvint à se défendre en tirant des coups de feu en l'air. « Ils ont eu recours aux mêmes machinations que pour une élection particulièrement disputée, écrivit Walker. Ils ont rassemblé des groupes d'hommes dans plusieurs tavernes, qui ont ensuite défilé dans les rues, précédés d'un joueur de violon, portant une pancarte sur laquelle on lisait : L'ÉGLISE ET LE ROI[26]. »

Des manifestations hostiles à Tom Paine, rappelant la fête de Guy Fawkes et semblables à celles de Leeds qui furent décrites à Wilberforce, furent organisées dans tout le pays. À Ripponden, petite ville des Pennines vivant du tissage, un homme de loi prospère nota dans son journal, le 7 janvier 1793, qu'il avait payé « plusieurs personnes 10 shillings et 6 pence pour porter dans les rues un mannequin représentant Tom Paine et le cribler de balles[27] ». Un industriel de Heckmondwike joua lui-même le rôle de Paine et fut « découvert » en train de lire les *Droits de l'homme* dans un puits de mine. On transféra son masque sur un mannequin de paille qui fut promené dans le village et « exécuté ». Près de là, à Littletown, une effigie en bois de Paine fut mise en pièces à coups de masse avec une telle vigueur que les mains du bourreau étaient couvertes de sang[28]. En décembre 1792 :

26. T. Walker, *op. cit.*, p. 55 ; cf. aussi l'excellent compte rendu dans F. Knight, *op. cit.* ; et A. Prentice, *Historical Sketches of Manchester*, 1851, p. 419 *sq.*

27. J.H. Priestley, « John Howarth Lawyer », *Trans. Halifax Antiq. Soc.*, 1949.

28. Frank Peel, *Spen Valley : Past and Present*, Heckmondwike, 1893, p. 307-308.

> Le mannequin de Thomas Paine fut promené en grande pompe, sur une claie, du Château de Lincoln jusqu'au gibet, puis pendu devant une foule immense. Après y être resté suspendu comme il convient, il fut transporté sur la colline du Château et accroché à un gibet érigé à cette occasion. Dans la soirée, on alluma un grand feu sous le mannequin, qui fut [...] réduit en cendres au milieu des applaudissements de plusieurs centaines de spectateurs. Un grand orchestre jouait le *God Save the King* [...]

Des sections de l'Association de Reeves furent même fondées dans de petites bourgades comme Brigg et Caistor. L'un de leurs objectifs, expliquait la société de Caistor, était « la Vigilance et l'Action en vue de Démasquer et de faire comparaître en Justice tous ceux qui tenteront de troubler l'Ordre public, en publiant ou en diffusant des Textes ou Écrits séditieux, ou en participant à des Associations ou à des Conspirations illégales [...][29] ».

Si la diffusion des *Droits de l'homme* était d'ampleur nationale, il en allait de même du développement des sociétés antijacobines. Par conséquent, l'élan révolutionnaire avait à peine commencé à rassembler ses forces en Angleterre qu'il fut exposé à une attaque contre-révolutionnaire appuyée par tous les moyens dont disposait le pouvoir établi. « Dès lors », comme l'a noté Georges Lefebvre,

> s'il arrivait que le peuple vînt à s'agiter, tous les dirigeants convenaient qu'il fallait le mettre à la raison, ainsi que la tradition l'exigeait. Ainsi le triomphe même de la Révolution française provoqua autour d'elle une évolution exactement contraire à celle qui avait assuré son succès[30].

Mais ces manifestations loyalistes soigneusement préparées, malgré la corruption et la licence éphémères qui les accompagnaient, prirent une allure de plus en plus artificielle. Chaque mannequin de Paine brûlé en public servait à éclairer bien involontairement la distance séparant la Constitution de la petite noblesse des droits du peuple.

29. *Stamford Mercury*, 8 décembre 1792, 11 janvier 1793. Je suis reconnaissant à M. Rex Russell de m'avoir signalé ce document.

30. G. Lefebvre, *op. cit.*, p. 199.

Les manifestations « pour l'Église et le Roi » sont moins le pogrome aveugle du préjugé contre un groupe marginal qu'une escarmouche dans une guerre civile politique. Thomas Walker ne vit dans la foule qui l'avait attaqué que « de misérables instruments au service d'une clique dépourvue de tout principe ». « Tout [...] se poursuivra dans le calme si on laisse le peuple tranquille ; ou plutôt la Populace, car, à mon avis, le peuple est avec nous[31]. »

Dans quelle mesure Walker avait-il raison ? La réponse est loin d'être évidente. Il nous faut reprendre ici brièvement la chronologie des événements des deux années suivantes.

Un durcissement et une contraction succèdent normalement à tout grand changement dans la mentalité populaire. Dans les premiers mois de 1793, ce phénomène fut renforcé par trois causes : l'exécution de Louis XVI, le début de la guerre et le commencement des poursuites judiciaires contre les réformateurs. Citons parmi eux le révérend William Winterbotham, prêtre dissident, condamné à quatre ans de prison pour un sermon qui, dans ses considérations sur la responsabilité du souverain dans la nation, n'allait guère au-delà des idées déjà popularisées par le Dr. Price ; l'avoué John Frost, condamné au pilori et à dix-huit mois de prison, puni en réalité parce qu'il avait été délégué à la Convention française, mais sous le prétexte qu'il avait déclaré dans un café de Marylebone : « Je suis pour l'égalité. [...] Allons-y, à bas les rois ! » Un imprimeur nommé Holt, de Newark, fut emprisonné pendant quatre ans pour avoir réimprimé une ancienne adresse de la Société constitutionnelle. Le libraire Richard Phillips, de Leicester, qui publiait le *Leicester Herald*, favorable à la réforme, fut mis en prison pendant dix-huit mois sous prétexte d'avoir vendu les *Droits de l'homme*. Bien des hommes du peuple furent victimes de tracasseries multiples. Les autorités réussirent parfaitement à placer des indicateurs dans les sociétés populaires. Dès l'automne 1792, cent quatre-vingt-six tenanciers de débit de boissons de Manchester avaient signé une déclaration aux termes de laquelle ils refu-

31. F. Knight, *op. cit.*, p. 101, 105.

saient de louer leur salle à « tout CLUB ou toute société [...] tendant à effectuer ce que ces ÊTRES DIABOLIQUES désirent avec tant d'*ardeur* et de *zèle*, c'est-à-dire la DESTRUCTION DU PAYS ». On rendit visite aux tenanciers récalcitrants en les menaçant de ne pas renouveler leur licence. On accrochait au-dessus des comptoirs des enseignes dorées : « INTERDIT AUX JACOBINS. » « Les Ennemis de la Réforme dans cette Ville, écrivait le secrétaire de la Société réformatrice de Manchester à la SCL, exercent tous leurs pouvoirs pour affaiblir le noble esprit de Liberté [...][32]. »

On employa à Londres les mêmes procédés d'intimidation quasi légaux : les sections de la SCL étaient pourchassées de taverne en taverne. « Une chasse officielle aux hérétiques ne tarda pas à s'instaurer dans presque toutes les villes, de Portsmouth à Newcastle et de Swansea à Chelmsford[33]. » Les magistrats d'Ipswich expulsèrent d'un débit de boissons un « Club de Controverses » « composé de Gens très Inférieurs ». Un maître d'école du Wiltshire fut renvoyé pour ses « formules déloyales ». Des enquêtes à domicile eurent lieu dans des villages du Northamptonshire pour vérifier le loyalisme des habitants. On nomma des agents dans diverses régions afin de surveiller les librairies et de poursuivre celles qui vendraient les *Droits de l'homme* : au moins un colleur d'affiches illettré fut emprisonné pour avoir apposé des affiches favorables à la réforme.

Les événements extérieurs ne contribuaient pas non plus à faciliter l'action des jacobins anglais. Il est à peu près certain que la guerre avec la France, impopulaire dès le début, ressuscita la vieille tradition antifrançaise dans le peuple. Chaque nouvelle exécution,

32. T.S. 11.3510 A (3) ; A Prentice, *op. cit.*, p. 7, 8. Sur des interventions similaires auprès d'aubergistes de Leicester, cf. A. Temple Patterson, *Radical Leicester*, Leicester, 1954, p. 71. Sur les poursuites en province, cf. R. Phillips, *Original Papers Published in the Leicester Herald, etc.*, Leicester Gaol, 1793 ; *Account of the Trial of Alexander Whyte, Baker*, Newcastle, 1793 ; Daniel Holt, *Vindication of the Conduct and Principles of the Printer of the Newark Herald*, Newark, 1794.

33. P.A. Brown, *op. cit.*, p. 85.

rapportée dans tous ses détails (massacres de septembre, mort du roi et de Marie-Antoinette), renforçait ces sentiments. En juin 1793, les girondins – les amis de Paine – furent exclus de la Convention, et leurs chefs guillotinés. Dans la dernière semaine de 1793, Paine lui-même fut emprisonné au Luxembourg. Ces événements provoquèrent la première phase de profonde déception dans une génération d'intellectuels qui avait identifié ses idées à la cause française de manière trop passionnée et utopique. L'unité réalisée en 1792 entre réformateurs intellectuels et plébéiens ne devait jamais se reconstituer.

La fièvre guerrière se fit plus intense en 1794. On leva des corps de volontaires, on lança des souscriptions publiques, on profita des fêtes traditionnelles pour organiser des défilés militaires. Le gouvernement accrut ses subventions à la presse et y renforça ainsi son influence. Les journaux populaires antijacobins se multipliaient. Un tract ainsi rédigé circulait à Exeter :

> [...] quant à ceux qui n'aiment pas [...] la CONSTITUTION actuelle, qu'on leur offre ce qu'ils méritent, c'est-à-dire une CORDE et une POTENCE, et qu'on les brûle ensuite, non pas en effigie comme PAINE, mais en chair et en os. Tous les loyaux sujets diront *Amen.*

Un pamphlet antijacobin injurieux, signé « Job Nott », s'adressait aux réformateurs de Birmingham :

> Partez – pensez seulement à la Nouvelle Potence – vous pourriez figurer au Calendrier de Newgate – la relégation peut vous réformer – vous méritez d'être hautement exaltés – Avez-vous déjà vu la Nouvelle Potence ?

Dans les paroisses londoniennes, où l'Association de Reeves exerçait une forte influence, on procédait à des enquêtes à domicile. On tenait dans la paroisse St. Anne un registre où étaient notés « le teint, l'âge, le métier, etc., des locataires et des étrangers ». Les habitants de la paroisse St. James étaient invités à dénoncer le « manque de civisme » de tous les propriétaires n'obligeant pas leurs domestiques, ouvriers et apprentis à signer une déclaration de loyauté à la Constitution.

Aucun commerçant ne pouvait travailler sans en avoir été reconnu digne par les hommes de Reeves, et l'on refusait leur licence aux patrons de débit de boissons qui ne signalaient pas les « individus suspects ». Les membres du comité de Reeves procédaient à la collecte de gilets de flanelle pour tester le loyalisme des habitants. Puis on passa de la collecte des gilets à celle des « gants, caleçons, casquettes, chemises, bas, perruques, souliers, pantalons, bottes, draps, manteaux, robes, jupons, couvertures [...][34] ».

Une chasse aux hérétiques de cette ampleur en période de guerre ne constitue pas une *preuve* de l'importance de l'hérésie. Dans les périodes de cette nature, la « trahison » va de pair avec le « loyalisme », ne serait-ce que comme repoussoir. Pourtant, le flot de brochures et de sermons, et les attaques contre certains jacobins dans des régions isolées, sont des signes qui dénotent bien plus qu'une « fièvre guerrière », ou que la mauvaise conscience et le malaise des classes possédantes. En avril 1794, une bande de voyous armés de gourdins terrifia le jeune Samuel Bamford, en cassant les vitres des partisans de Paine et en les injuriant alors qu'ils traversaient Middleton au cours de leur marche sur Royton. Ils saccagèrent la taverne du *Light Horseman*, où se tenait une réunion réformatrice, et passèrent à tabac les participants. Pendant ce temps, le magistrat refusa de quitter son domicile distant de quelques dizaines de mètres de la scène, et le pasteur, juché sur un monticule, désignait aux nervis ceux qui tentaient de s'échapper : « En voilà un. [...] C'est un jacobin ; il y en a un autre là[35] ! » On aurait dit que le pouvoir sentait qu'une sorte de lame de fond modifiait l'opinion des masses et transformait en profondeur leur état d'esprit : non pas au point de faire de chaque Anglais un jacobin ou un partisan de Paine, mais en l'entraînant à accueillir et à tolérer les

34. Plusieurs exemples cités dans ce paragraphe sont empruntés à un pamphlet anonyme, *Peace and Reform ; against War and Corruption*, 1794. Sur les textes antijacobins – y compris Job Nott –, voir aussi R.K. Webb, *The British Working Class Reader*, 1955, p. 41-51 ; M.J. Jones, *Hannah More*, Cambridge, 1952, chap. VI.

35. S. Bamford, *Early Days*, éd. de 1893, p. 55, 56.

éléments séditieux. Il suffisait d'un événement mineur pour embraser cette « matière inflammable ». Il fallait surveiller et intimider les réformateurs, isoler les sociétés et les entourer d'un mur de suspicion, stimuler et libérer les préjugés des ignorants. On s'acharnait surtout sur les membres des professions libérales disposant de moyens d'imprimer, de diffuser ou de parler en chaire ou du haut d'une tribune, et qui fréquentaient des réformateurs plébéiens.

Cette modification en profondeur touchant l'attitude des inorganisés ou les sentiments des pauvres se confirma sans doute là où on l'attendait le moins. 1793 et 1794 virent l'émergence brutale de fictions millénaristes à un degré inconnu depuis le XVII[e] siècle. La « Nouvelle Jérusalem » de Holcroft était une préciosité empreinte de rationalisme, et la « Jérusalem » de Blake une vision métaphorique, bien qu'elle dût beaucoup plus à la tradition millénariste que ne l'ont remarqué les critiques ; les pauvres et les crédules trouvèrent un prophète plus accessible en la personne de Richard Brothers, capitaine de marine en retraite et demi-solde. Sa *Connaissance révélée des prophètes et des époques* date du début de 1794. Ses prophéties mêlaient une grande familiarité avec les desseins du Tout-Puissant et le fatras habituel tiré de l'Apocalypse, dans un langage où se mêlaient la « matière inflammable » de la Dissidence des pauvres et celle d'une époque révolutionnaire :

> Toutes les nations ont bu le vin de la colère de la fornication de Babylone, et les rois de la terre ont forniqué avec elle, et les marchands de la terre se sont enrichis de l'abondance de ses délicatesses [...]

Il avait eu la vision d'« un grand Fleuve travers[ant] Londres rougi de sang humain ». Sa prédiction de la destruction de Londres à une date précise coïncida par hasard avec un orage d'une violence exceptionnelle. En se rendant à une réunion de la SCL, John Binns se réfugia dans une taverne où il fut étonné et amusé de voir les gens attendre la fin du monde[36]. Peu de temps après, Brothers fit savoir que Londres

36. J. Binns, *op. cit.*, p. 47, 48.

n'avait été épargné que grâce à son intervention au dernier moment. Puisqu'il disposait de toute évidence d'une influence si grande sur le Tout-Puissant, le nombre de ses fidèles doubla immédiatement.

Sans qu'on sache au juste qui en était l'instigateur, une brochure de huit pages parut, reproduisant la *Prophétie de Brothers sur tous les Événements Remarquables et Merveilleux qui se dérouleront* [...] *prévoyant la Chute du Pape ; une Révolution en Espagne, au Portugal et en Allemagne ; la Mort de Certains Grands Personnages de ce Pays et à l'Étranger ; ainsi qu'une Famine, une Peste et un Tremblement de Terre Effroyables* [...]. L'Angleterre allait connaître « la peine et un grand malheur, de même qu'une joie indicible » ; « les fiers et les arrogants seront mortifiés jusqu'à être réduits en poussière, mais les justes et les pauvres prospéreront sur les ruines des méchants ; les Palais seront – – et les Chaumières seront – ». Quant à la famine, la peste et le tremblement de terre, il fallait les concevoir de façon métaphorique :

> La Famine ne détruira que les Chenilles d'*Espagne* et de –. La Peste balaiera les Sauterelles qui dévorent les fruits de l'Industrie ; et le Tremblement de Terre engloutira le monstrueux *Léviathan* et sa suite. De toutes ces choses, les pauvres, les honnêtes, les patriotes et les vertueux se réjouiront.

« La *France* doit saigner à nouveau, mais seul un sang contaminé sera répandu. » « L'*Italie* jettera l'Antéchrist à bas de son trône [...] » La Turquie et la Russie seront plongées dans une guerre, qui se terminera par la destruction de la Porte ottomane, de l'Empire russe, de la Foi musulmane et de l'Église grecque. La fin de tous ces signes de la grâce coïncidera avec une ère de fraternité universelle. « Tous ne formeront plus qu'un seul peuple et un seul esprit. [...] Le *Chrétien*, le *Turc* et le *Païen* ne se distingueront plus les uns des autres » :

> L'heure est venue, et la Prostituée de Babylone s'effondre maintenant pour ne plus jamais se relever. Avancez donc, ô Fils de la Lumière Éternelle, pour Instruire les Fils de l'Ignorance et des Ténèbres. [...]
>
> Alors il n'y aura plus de guerre, plus de disette, plus de méchanceté ; et tout sera paix, abondance et vertu.

Il est possible que l'influence de Brothers ait été bien plus grande qu'on ne le suppose[37]. Certaines de ses vagues prévisions ne pouvaient manquer de recevoir une apparence de confirmation, comme on le fit observer lors des victoires des armées françaises. Des membres de la SCL lui rendaient assez souvent visite ; ils l'ont peut-être même influencé. Comme souvent en pareil cas, il se trouva un député prêt à témoigner de l'authenticité des pouvoirs prophétiques de Brothers ; William Sharp, célèbre graveur et réformateur politique, devint son disciple. Le Conseil privé jugea l'affaire assez sérieuse pour faire arrêter, en mars 1795, puis enfermer le prophète dans un asile d'aliénés pendant plusieurs années. Ses disciples, comme George Turner à Leeds, ne cessèrent, jusqu'au début du XIX^e^ siècle, de se mobiliser pour obtenir sa libération, menaçant la Babylone anglaise de destruction si le prophète demeurait en prison. Ils préparaient ainsi la voie au culte encore plus important de Joanna Southcott[38]. Des écoles prophétiques rivales naquirent, et les polémiques se multiplièrent autour de l'Apocalypse, tandis que les ministres méthodistes et baptistes s'efforçaient d'extirper cette nouvelle hérésie. En 1798, un « Vrai prédicateur Baptiste » luttait contre ses ouailles dans les quartiers pauvres de Norwich, Wisbech et Liverpool, rendant coup pour coup à l'aide du texte de l'Apocalypse, mettant en garde son auditoire contre une rencontre trop littérale avec Apollyon et l'invitant à un pèlerinage spirituel :

> L'évangile du Christ n'a pas vocation de faire fraterniser tous les hommes afin qu'ils s'unissent en un rapport terrestre et politique. Il appelle les individus hors de ce monde, et ne les considère que comme des étrangers et des pèlerins sur la terre. De même qu'[...] un voyageur pressé de rejoindre son épouse et sa famille lointaines, en qui réside tout son

37. Cf. Cecil Roth, *The Nephew of the Almighty*, 1933 ; G.R. Balleine, *Past Finding Out*, 1956, chap. IV ; R. Southey, *Letters from England by Don Manual Alvarez*, 1808, 2^e^ éd., III, p. 223 *sq*.

38. G. Turner, *A Call to All the World*, Leeds, 1800. Sur Joanna Southcott, cf. *infra*, p. 505-513.

> bonheur, ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de chaque ville ou village qu'il traverse ; de même un chrétien n'a pas à se mêler de la Constitution [...]

Quant au millénium, on le situa sans ambiguïté dans l'autre monde, où

> Les premiers et les derniers, les oppresseurs et les opprimés seront réduits à un seul niveau idéal. Le tyran choyé et son vassal indigent, le pair fortuné et le pauvre abandonné de tous seront jugés avec équité et impartialité [...][39].

L'esprit millénariste qui visita Wisbech et Liverpool témoignait d'une certaine effervescence, que le pouvoir appelait par dénigrement « mentalité d'innovation », vague optimisme social des plus crédules, proche des aspirations révolutionnaires des éléments plus avancés. « Il va venir, écrivait Burns, le moment où tous les hommes dans le monde entier/ Seront frères. » Blake lui faisait écho : « L'Homme Ne Peut Exister Que Dans La Fraternité. » La même perspective sous-tend ses propres « livres prophétiques » et sa vision magnifique de Jérusalem :

> Dans mes Relations entreront tous les Pays,
> Et les miennes s'étendront à tous les Pays,
> Mutuelle, notre action bâtira Jérusalem,
> Unis, cœur à cœur, main dans la main.

Sous sa forme visionnaire ou superstitieuse, cet esprit est un étrange paradoxe de l'avènement du « siècle de la raison ». Mais il a eu, probablement, un effet aussi durable sur les attitudes et les aspirations du peuple que les argumentations de Tom Paine.

On peut sans doute voir une preuve de la force de l'élan révolutionnaire de 1792 dans le fait que les sociétés populaires ont survécu au choc et à la chasse aux sorcières des premiers mois de 1793. Là

39. S. Fisher, *Unity and Equality in the Kingdom of God*, Norwich, 1798 ; *The Christian's Monitor*, Wisbech, 1798.

où les sociétés étaient bien implantées en 1792, elles se maintinrent pour l'essentiel, et même perfectionnèrent leur organisation. Ce fut le cas à Londres, Sheffield et Norwich, et probablement à Derby et Nottingham. La plupart d'entre elles furent affectées par une certaine baisse du nombre des adhérents et par le départ d'une grande partie de leurs partisans influents issus des classes moyennes. Manchester, où Thomas Walker attendait de passer en jugement pour haute trahison, parce qu'il avait défendu sa demeure contre les émeutiers, était considérablement affaiblie. La Société constitutionnelle de Leicester s'était dissoute après l'arrestation de Phillips. Mais, dans ces deux centres, des sociétés plus plébéiennes se maintinrent après la faillite de leurs respectables organisations mères. À Manchester, la Société constitutionnelle de Walker et les Sociétés réformatrices et patriotiques (que l'on disait composées d'« ouvriers de la classe la plus basse ») se partageaient le terrain[40].

Sheffield, où se trouvait la société la plus forte, comptant près de 2 000 membres en 1792, semble avoir été peu touchée. Elle vota en avril une série de résolutions condamnant très fermement la guerre. En mai, elle affirma avoir recueilli près de 10 000 signatures pour une pétition nationale en faveur du suffrage universel masculin. Il n'est pas impossible que Norwich, vieux bastion dissident, où abondaient petits maîtres et artisans fermement attachés à leur indépendance, ait dépassé Sheffield comme principal centre jacobin en province, mais les archives sont incomplètes. En août 1792, lorsque la Société révolutionnaire de Norwich commandita une édition bon marché des *Droits de l'homme*, elle revendiquait 48 clubs affiliés. En octobre, elle affirma que les « frères associés » étaient plus de 2 000[41]. En mars 1793, elle restait au centre d'une constellation

40. Mémorandum dans T.S. 11.3035. Les coaccusés de Walker comprenaient des artisans de ces sociétés : un imprimeur de papiers peints, William Paul ; un chapelier, James Cheetham, un tisserand, Oliver Pearsall ; cf. J. Gurney, *The Whole Proceedings on the Trial [...] of T. Walker and Others*, 1794, appendice, p. 122-126.

41. T.S. 11.3510 A (3).

de petits clubs, avec « 30 à 40 sociétés différentes » dans la ville, « sans compter les nombreuses sociétés dans les villages[42] ». Mais le ton d'une lettre adressée à la SCL en juin suggère qu'elle avait rencontré des difficultés :

> [...] quand on considère la sueur, l'effort et les privations qu'il a fallu pour la faire vivre, comment ne pas être convaincu que propriétaires fonciers et marchands sont de connivence pour tenir le peuple en tutelle ; car ils dévorent le peuple comme ils dévorent le pain. L'influence de la hiérarchie et de l'aristocratie devient très préoccupante, car elles ont absorbé et avalé le peuple. Mais une rumeur monte du Sud, et elle est terrible pour les tyrans [...][43].

Il est plus difficile d'évaluer la situation à Londres. La Société constitutionnelle semble avoir décliné fortement après le début de la guerre. Jusqu'à l'automne 1793, son activité se limita essentiellement au vote des motions d'usage. La SCL se heurtait aussi à de grandes difficultés. Dans les derniers mois de 1792, elle revendiquait plusieurs milliers de membres. Selon le témoignage d'un indicateur lors du procès de Hardy, on prit des mesures (en janvier 1793) pour payer une partie du loyer des locaux des sections de Spitalfields et de Moorfields qui, bien que pauvres, « comptaient autant de membres que l'ensemble des autres sections réunies ». Mais il s'avéra indispensable de réorganiser la section de Moorfields en septembre, ainsi qu'une autre qui « semblait très virulente [...] au *Grove* dans *Bandy-legged-walk* ». La SCL ne réussit à réunir que 6 000 signatures pour la pétition nationale, malgré l'énergie du comité : Joseph Gerrald réunit 200 signatures et croix parmi les détenus condamnés pour dettes impayées à la prison du Banc du roi[44]. Selon cet indicateur, le 30 mai 1793, « M. Hardy proposa à la Société de se dissoudre pour trois mois. La proposition fut rejetée ». « Nous nous sommes battus

42. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 140.

43. *Ibid.*, p. 150. Le « sud » signifie « la France ».

44. Le rapport d'un indicateur – T.S. 11.3510 A (3) – signale 29 sections en avril 1794, dont au moins 16 s'occupaient activement de réunir des signatures.

contre les clubs de gens de robe et de pensionnés », écrivait Hardy, plus confiant dans l'avenir, à une nouvelle Société constitutionnelle de Leeds en juillet :

> Nous avons été insultés au sénat, calomniés en public, persécutés en privé et chassés des tavernes. Nous continuons malgré tout à nous réunir au grand complet [...] et notre doctrine fait de nombreux prosélytes [...][45].

Cette confiance n'était pas déplacée, car on assista pendant l'été à une reprise très nette de la correspondance avec la province (avec d'anciennes sociétés renaissantes ou avec de nouvelles). Cette reprise profita bien davantage à la SCL qu'à la Société constitutionnelle. Une société de Birmingham, fondée dans les derniers mois de 1792, étendit prudemment ses activités au début de l'été et reçut un accueil favorable : « L'augmentation du nombre de vos membres fera bientôt oublier la honte jetée sur votre ville par la conduite inexcusable d'émeutiers du parti "de l'Église et du Roi". » Une nouvelle société, formée d'« un groupe d'ouvriers pauvres », demanda à fraterniser avec la Société constitutionnelle de Londres :

> La Tyrannie de l'Aristocratie et l'Ignorance du Peuple semblent terroriser et envahir la Ville de Leeds à un Point si Étonnant qu'on nous traite Généralement plus en Monstres qu'en amis du Peuple, et je crois que, dans les six derniers mois, les Insinuations de l'Aristocratie et des prêtres ont fait croire à la fraction Ignorante du Peuple que nous allions lui tomber dessus et l'anéantir. [...] Nos effectifs se montent à près de deux cents et nous ne cessons de nous développer [...]

De nouvelles sociétés du Hertfordshire et de Tewksbury prirent contact avec la SCL en juillet. Se présentant comme « Votre concitoyen et Coopérateur pour la cause glorieuse de la liberté », le secrétaire de Tewksbury décrivait comment

45. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 152, 154 ; par « A Student in the Temple », *Trial of Thomas Hardy*, 1794, p. 142, 144 ; F. Knight, *op. cit.*, p. 134.

> En brûlant l'effigie de Tom Paine, ils ont fait plus pour notre cause que les arguments les plus irréfutables. De plus, les *effets providentiels* de la guerre actuelle ont concouru au même résultat. L'augmentation du nombre des amis de la liberté est étonnante, ainsi que le désir de savoir, qui s'est emparé des gens. Même les vieilles femmes parlent politique.

En août, la SCL renoua sa correspondance avec des sociétés de Derby, Stockport, Manchester, Nottingham et Coventry, leur demandant d'« indiquer un moyen de communication plus sûr que la poste ». L'idée se fit jour (sans que l'on cherchât alors à la réaliser) de leur demander d'adopter le même nom et de fonder une « Société universelle ». Le registre des séances de la Société révèle des réunions bien tenues et bien suivies, la formation de sections nouvelles et l'afflux de nouveaux membres dans les anciennes[46].

Les sociétés populaires avaient résisté aux premières tempêtes. Mais elles en sortaient profondément modifiées dans leur orientation et dans leur style. Le nom de Paine passa à l'arrière-plan, et son ton résolument républicain céda la place à une volonté renouvelée de restaurer la « pureté » de la Constitution. En juin 1793, la SCL alla jusqu'à la définir dans les termes du règlement de 1688. Une telle évolution était imposée par l'intention évidente du pouvoir de poursuivre en justice tout discours dépassant ces limites. Sur d'autres plans, au contraire, la répression entraîna une radicalisation des sociétés. Premièrement, le moteur de l'évolution n'était plus Londres, mais l'Écosse, Sheffield et Norwich. Deuxièmement, alors que certains membres des professions libérales particulièrement zélés participaient à la direction du mouvement aux côtés d'artisans comme Hardy et Baxter à Londres – Joseph Gerrald, Maurice Margarot, John Thelwall –, la grande majorité des réformateurs organisés au sein des sociétés en 1793 se composait d'artisans, de salariés, de petits maîtres et de petits commerçants. Deux thèmes nouveaux prirent alors

46. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 148-157 ; « Procès-verbaux de la SCL », Add. MSS 27812.

une importance décisive : les injustices économiques et les moyens sociaux d'y porter remède, et l'imitation de l'exemple français dans les formes d'organisation et d'adresse.

Si l'on en juge par les comptes rendus des séances qu'il tenait, Thomas Hardy était un organisateur efficace et consciencieux ; il servit de modèle à ces innombrables secrétaires bénévoles qui devaient lui succéder. Selon Binns, il « s'habillait simplement, parlait franchement, sans jamais adopter une attitude prétentieuse ». Maurice Margarot, président de la SCL, était le fils d'un marchand de vins. Il avait passé une grande partie de son enfance au Portugal et en Suisse, avait fait ses études à l'université de Genève, et on le surnommait parfois « le Français ». Énergique et audacieux, il souffrait cruellement d'un défaut caractéristique des jacobins anglais, le besoin de théâtralité[47]. Plus que tout autre, Joseph Gerrald et John Thelwall n'étaient pas loin d'avoir l'étoffe de dirigeants et de théoriciens d'envergure nationale. Brillant élève du Dr. Samuel Parr, Gerrald était le « Johnson whig » et le doyen des érudits du sud-ouest de l'Angleterre. C'est lui qui se faisait le défenseur particulièrement résolu de la dangereuse proposition de Paine : la convocation d'une convention nationale des réformateurs britanniques[48]. Cette menace d'une alliance générale de tous les réformateurs, ainsi que la menace plus grave et croissante d'une alliance des réformateurs anglais et écossais avec les Irlandais unis, força le gouvernement à agir.

Le dilemme du pouvoir découlait du paradoxe constitutionnaliste. Bien que la législation fût suffisante pour permettre aux magistrats locaux de prononcer des condamnations sommaires, les conseillers juridiques de la Couronne hésitaient à préconiser les poursuites les plus graves. Le droit régissant la sédition était peu précis, ne laissant

47. Cf. *DBN* ; J. Binns, *op. cit.*, p. 42 ; M. Roe, « Maurice Margarot : A Radical in Two Hemispheres », *Bulletin of the Institute of Historical Research*, XXXI, 1958, p. 68.

48. Cf. Joseph Gerrald, *A Convention the Only Means of Saving Us from Ruin*, 1793, p. 111 *sq.* ; et H. Collins, *op. cit.*, p. 117, 118. Sur Thelwall, cf. *infra*, p. 204-209.

à l'avocat de la Couronne que le choix entre la terrible accusation de haute trahison et l'accusation moins grave de diffamation séditieuse. Mais la loi sur la diffamation de Fox, mise en application pendant la période calme du début de 1792, laissait au jury le soin de définir la nature de l'affaire, et non plus seulement de se prononcer sur les faits eux-mêmes. C'est là peut-être le plus grand service rendu par Fox au peuple, juste avant que la balance ne penche en faveur de la répression[49]. En Angleterre, le gouvernement était donc confronté à une série d'obstacles : un droit imprécis ; le système du jury, qui humilia le pouvoir en acquittant Daniel Eaton à deux reprises et Thomas Walker en 1794 ; une opposition foxiste peu nombreuse mais brillante, dont l'un des représentants était le grand avocat Thomas Erskine, qui plaida dans plusieurs procès ; une opinion publique saturée de rhétorique constitutionnaliste et prête à se dresser contre toute atteinte aux libertés individuelles.

Mais le droit écossais était différent. Les juges y étaient dociles ou partisans, les jurys sélectionnés en toute impunité. Les « Amis du peuple » écossais avaient aussi tenu une convention nationale en décembre 1792. Les procès écossais de 1793-1794 n'étaient pas dirigés seulement contre les sociétés jacobines écossaises, mais aussi contre les sociétés anglaises. Le premier coup fut porté en août 1793 : le dirigeant écossais le plus habile, Thomas Muir, fut scandaleusement condamné à quatorze ans de relégation après un simulacre de procès. L'assesseur du président du tribunal, Braxfield, fut plus virulent que les plaignants : « Allez-y, monsieur Horner, allez-y et aidez-nous à pendre l'un de ces foutus gredins », murmura-t-il à l'un des jurés qui passait derrière les magistrats. Dans son réquisitoire, il qualifia de circonstance aggravante le talent de Muir et sa propagande parmi les « paysans ignorants et les basses classes, qui les incitait à cesser le travail » :

49. Le projet passa en troisième lecture devant les Lords le 21 mai 1792, le jour même de la publication de la proclamation contre les écrits séditieux. Le Grand chancelier, Lord Thurlow, prédit qu'on aboutirait à « la destruction et la confusion du droit en Angleterre ».

> M. Muir aurait pu savoir qu'on ne prête pas attention à une telle canaille. Quels droits avaient-ils à être représentés ? [...] Un gouvernement doit [...] ressembler exactement à une compagnie. Or, dans ce pays, il se fonde sur l'intérêt foncier, qui a seul le droit d'être représenté.

Il informa le jury qu'un point au moins n'avait besoin d'« aucune démonstration » : « La Constitution britannique est la meilleure qu'on ait faite depuis la création du monde, et il est impossible de l'améliorer. » Ses éminents collègues partageaient entièrement son avis. L'un d'eux, Lord Swinton, déclara que le crime de sédition incluait « toutes sortes de crimes, le meurtre, le vol, le brigandage, l'incendie volontaire. [...] Si l'on devait chercher un châtiment correspondant à ce crime [...] on ne pourrait le trouver dans notre droit, puisque la torture est heureusement abolie[50] ». Un second coup survint en septembre : le révérend T.F. Palmer, ministre unitarien anglais et *fellow* de Queen's College à Cambridge, qui exerçait alors son ministère à Dundee, passa en jugement à Perth. Son « crime » était d'avoir encouragé la lecture de Paine et d'appartenir aux Amis de la liberté de Dundee, décrits comme une société composée « des tisserands et des ouvriers les plus inférieurs ». Les magistrats versèrent des larmes de crocodile en le condamnant à la « peine minimale » : sept ans de relégation à Botany Bay.

On avait voulu faire un exemple avec ces deux intellectuels de talent, qui n'avaient pas hésité à collaborer pleinement avec des réformateurs plébéiens. Ces deux hommes subirent leur procès avec beaucoup de fermeté et de dignité. Les réformateurs écossais, dont les têtes étaient désormais exposées à de telles condamnations, refusèrent de se laisser intimider. Il leur sembla qu'en réalisant une unité plus étroite avec les sociétés anglaises ils seraient protégés. Ils proposèrent de tenir très rapidement une convention nationale. Hardy, Margarot et Gerrald donnèrent leur accord, et la convention fut convoquée à Edimbourg, avec moins de trois semaines pour la préparer. La SCL

50. Lord Cockburn, *op. cit.*, I, p. 175 *sq.* Cf. aussi H.W. Meikle, *op. cit.*, chap. VI ; *The Life and Trial of Thomas Muir*, Rutherglen, 1919.

y délégua Margarot et Gerrald, cette décision étant entérinée lors de la première manifestation en plein air à Hackney, le 24 octobre 1793. Plusieurs milliers de sympathisants y assistèrent, ainsi que les curieux attirés par la rumeur d'un débarquement français ou de « la venue de Tom Paine pour planter l'arbre de la liberté ». Le registre des séances note avec précision les dépenses votées pour les délégués : 10 livres pour le voyage aller et retour, 4 livres pour les dépenses du voyage et 9 shillings par jour à Édimbourg. La Société eut bien du mal à réunir ces « ressources » dans les semaines suivantes. Cette somme suffisait pourtant à conduire les délégués aux antipodes.

Le délai était trop court pour que les sociétés de province pussent réunir les fonds afin d'envoyer des délégués. Seule Sheffield y parvint. Le 1er novembre, elle adressa une lettre sévère à la Société constitutionnelle de Londres, lui reprochant son inactivité :

> Les mesures récemment adoptées dans le royaume voisin, aussi contraires à [...] une libre Constitution que l'eau et le feu, [...] n'ont jusqu'ici suscité aucune réaction de la part des grands organismes du royaume, que nous, petits groupes provinciaux, considérons comme des modèles, et qui se prétendent patriotes, tels la « Société pour l'Information constitutionnelle à Londres » ou « Les Amis du Peuple » [...] nous commençons presque à estimer ici qu'il est urgent de cueillir ces bourgeons de liberté [...] de crainte qu'ils ne soient exposés au danger d'être anéantis par la torpeur de ce gel [...]

Elle délégua M.C. Brown à Édimbourg : « joueur » devenu avocat, il représentait aussi la Société de Leeds. Les sociétés de Norwich donnèrent à Margarot le pouvoir de les représenter et lui fournirent des « ressources ». On sent pour la première fois une sorte d'énergie du désespoir, à laquelle contribuaient les verdicts écossais, la victoire française de Valenciennes, la montée des prix et du chômage, et le véritable défi que représentait cette convention. La Société de Birmingham déplora d'être dans l'incapacité d'envoyer un délégué,

> car la guerre humanitaire de M. Pitt a presque totalement ruiné notre commerce dans cette ville, et forcé un grand nombre de nos meilleurs

> membres et des meilleurs ouvriers à traverser l'Atlantique. [...] Pourtant, dans l'ensemble, [...] elle tend largement à confondre un grand nombre des ennemis de la réforme, à rabattre leur orgueil, à réduire leur méchanceté [...] et gagne de nombreux adeptes à la cause de la liberté.

Sheffield ressentait également les effets de la guerre :

> Nos membres se comptent par milliers. Mais, comme la plupart sont des ouvriers que la guerre a privés en grand nombre de leur emploi, et presque tous de *la moitié* de leur revenu, nous sommes beaucoup plus atteints que toute autre société du royaume[51].

Margarot et Gerrald étaient parfaitement conscients du danger qu'ils couraient. Ils apportaient à leurs camarades écossais la « ressource » d'une solidarité morale, dont l'absence, en un tel moment, aurait démoralisé les mouvements écossais et anglais. Ils mettaient aussi les magistrats de Braxfield au défi de traiter des Anglais comme ils avaient traité Muir et Palmer. Ces ressources arrivèrent juste à temps. La convention d'Édimbourg s'était réunie brièvement à la fin d'octobre, puis s'était dispersée en l'absence des délégués anglais. À leur arrivée, elle se réunit de nouveau en hâte, plus nombreuse. Margarot, Gerrald et le secrétaire écossais, Skirving, dominaient les séances. Elle se réunit pendant les deux dernières semaines de novembre et le début de la première semaine de décembre 1793, puis fut interdite, et ses dirigeants arrêtés. Auparavant, Margarot et Gerrald avaient instamment demandé à Hardy de nouvelles ressources pour leur permettre de faire la tournée des principales sociétés écossaises : « Rien ne justifierait notre retour, sinon la peur ; et nous devons vous rappeler que c'est notre affaire, et non la vôtre. » Les débats de la convention furent modérés, et parfois empreints de théâtralité. Par certains aspects, elle prit une allure plus révolutionnaire : le fait même qu'elle pût se tenir ; la présence d'observateurs membres des Irlandais unis ; les formes fran-

51. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 160, 165.

çaises de procédure et d'adresse (bien que le terme « citoyen » fût depuis longtemps d'un usage courant à Sheffield), favorisées par l'atmosphère profrançaise d'Édimbourg. Le procès-verbal fut daté de l'« An I de la Convention britannique ». On vota une résolution (dont les termes feront l'objet de controverses lors des procès ultérieurs) autorisant à convoquer immédiatement une convention en un lieu secret, en cas de suspension de l'*Habeas corpus* ou d'introduction d'une législation antiréformatrice[52].

Des procès s'ensuivirent sur le modèle de ceux de Muir et de Palmer. Skirving et Margarot ne s'en tirèrent pas trop mal : on les condamna à quatorze ans de relégation. « Votre Honneur, je sais que ce qui a été fait pendant ces deux jours sera rejugé. Tel est mon réconfort et mon espoir », déclara Skirving en quittant le tribunal. Margarot, accompagné à son procès par une procession tenant un « arbre de la liberté » en forme de M au-dessus de sa tête, se surestima, trop heureux de porter la couronne de martyr. Mais il eut assez d'audace pour défier Braxfield en lui rappelant qu'il s'était vanté, lors d'un dîner, de faire fouetter les réformateurs avant leur relégation, déclarant que « cela ferait du bien à la populace de saigner un peu ». Lord Cockburn, qui l'avait connu quand il était enfant, l'a décrit comme « un petit être au teint foncé, habillé de noir, avec des bas de soie et des boutons de métal blanc, évoquant l'image familière du Français chétif ; il était parfaitement impudent et provocant[53] ».

52. Selon l'accusation, cela était aussi prévu en d'autres cas, dont le débarquement de troupes françaises en Grande-Bretagne. Cf. aussi par « un membre », *Account [...] of the British Convention*, 1794, p. 24, 34, 45 ; H.W. Meikle, *op. cit.*, chap. VII.

53. Lord Cockburn, *op. cit.*, II, p. 25. Le goût excessif de Margarot pour les poses théâtrales semble confirmé par son évolution ultérieure. Il écrivit à Norwich une lettre tout à fait hors de propos pendant qu'il attendait sur le ponton de Spithead d'être déporté : « On murmure [...] qu'il y aurait 70 navires français en mer ; si c'est vrai [...] il est probable qu'ils vont débarquer. Pour l'amour de Dieu, mes bons amis, ne ménagez pas vos efforts [...] » (lettre du 10 mars 1794, citée dans le rapport de la Commission secrète, p. 81). En

Joseph Gerrald obtint d'être libéré sous caution, retourna à Londres pour reprendre contact avec la SCL et liquider ses affaires, puis revint pour son procès en mars 1794. Rien ne l'y obligeait : ses amis et ses collègues le pressèrent de se dérober à la justice. Il avait été affaibli par la maladie lors de son séjour aux Antilles dans les années 1780, et la relégation équivaudrait certainement à une condamnation à mort – ce qui fut le cas. Mais il affirmait avoir « engagé son honneur », non pas vis-à-vis des tribunaux écossais, mais vis-à-vis des hommes de condition plus modeste qui « encourent des dangers similaires sous l'influence de mes propres arguments ». Il ne se permit qu'une seule provocation. Refusant de poudrer ses cheveux à la mode « loyaliste », il se présenta devant le tribunal « les cheveux non poudrés, pendant librement dans le dos, le cou dénudé et le grand col de sa chemise rabattu. C'était la coutume française de l'époque ». Pour le reste, selon Lord Cockburn, « jamais les manières ni le ton d'un accusé n'ont produit un contraste si flagrant avec ceux des juges[54] ». Lorsque Gerrald fit observer que le Christ était lui-même un réformateur, Braxfield dit aux autres juges en gloussant : « Cela lui a bien réussi : on l'a pendu. » Gerrald, qui connaissait le droit, suivit l'exemple des autres réformateurs en assurant lui-même sa défense. Sans retirer un mot des revendications des réformateurs, il s'appuya longuement sur Hooker, Locke et Blackstone, invoquant leur autorité pour justifier l'agitation réformatrice. Ce procès constitutionnaliste mettait à nu le discours constitutionnaliste :

> On ne cesse de crier dans nos oreilles cette formule : *la Constitution ! la Constitution !* C'est le talisman brandi par les ennemis de la réforme au-dessus de la tête des esprits simples et crédules. Comme de vieux enchanteurs cruels après les avoir envoûtés sous leur charme, ils profitent du sommeil provoqué par leurs artifices. Mais entendre des gens

---

partant, il se disputa avec les autres détenus, et certains soupçons planaient sur lui. Il fut la seule victime à revenir – en 1810 – et reprit une certaine part à l'action politique radicale jusqu'à sa mort en 1815. Cf. M. Roe, « Maurice Margarot [...] », *op. cit.*

54. Lord Cockburn, *op. cit.*, II, p. 41-43.

de robe et des pensionnés parler de constitution, alors que leur vie entière n'est qu'une violation de son principe, c'est comme entendre un moine prêcher en faveur de la natalité[55].

« Quand on voit M. Gerrald [...] tenir des discours comme ceux que vous avez entendus aujourd'hui », déclara Braxfield dans son « réquisitoire », « je le considère comme un membre très dangereux de cette société, et je dirais même qu'il a assez d'éloquence pour convaincre le peuple de prendre les armes. » L'accusé l'interrompit : « Oh, votre Honneur ! votre Honneur ! voilà une façon bien inconvenante de parler à des jurés. [...] »

Gerrald fut condamné à quatorze ans. Skirving et lui décédèrent moins d'un an après leur arrivée en Nouvelle-Galles du Sud[56]. Les historiens anglais ont accordé trop d'importance à Braxfield et aux mystères du « droit écossais » pour expliquer ces verdicts. C'était un verdict du gouvernement anglais autant que de la magistrature écossaise. Pitt, Dundas, Loughborough et Thurlow se donnèrent grand-peine pour justifier chaque mot et chaque virgule de ces audiences lors des débats ultérieurs au Parlement. Dundas estima qu'en prononçant leur sentence les juges avaient agi avec « sagesse et mesure ». Tentant de répondre aux critiques les plus acerbes de Fox, Pitt estima que les juges auraient été « hautement coupables » s'ils n'avaient pas fait usage de leur pouvoir discrétionnaire pour punir des « délinquants aussi téméraires » et réprimer des « doctrines si dangereuses pour le pays ». En vérité, comme les réformateurs s'efforçaient de le montrer, ces doctrines différaient fort peu de celles que Pitt lui-même avait défendues dans les années 1780-1790. Wilberforce « tourna en dérision l'idée d'humanité appliquée à M. Palmer, bien qu'il n'ait

55. *Trial of Joseph Gerrald*, Édimbourg, 1794, p. 197, 198, 241. Gerrald a peut-être acquis une certaine expérience dans les tribunaux de Pennsylvanie dans les années 1780 ; cf. *Trial of Gerrald*, Glasgow, 1835, p. 4.

56. Gerrald fut détenu plus d'un an à Newgate et dans d'autres prisons londoniennes, et l'on a de bonnes raisons de croire qu'on lui offrit sa grâce en échange d'une renonciation à ses principes.

pas lu son procès » ; « il déclara qu'en toute conscience il ne pensait pas que l'on dût casser la sentence »[57].

Comme on le sait, la répression est une arme à double tranchant. Dans la décennie suivante, les hommes ne se réfèreront plus à l'époque de Braxfield, mais – comme De Quincey – à l'« époque de Gerrald ». L'image de Tom Paine conspirant sur le continent avec les ennemis du roi pouvait inspirer de la crainte ou de la haine : mais pas l'image d'un homme malade retournant de son plein gré affronter pareil « jugement ». En outre, le préjugé national renforçait curieusement la cause réformatrice. Le sentiment de culpabilité éprouvé par l'« Anglais né libre » modéré était adouci par l'idée que pareilles choses pouvaient arriver en Écosse mais pas « ici ». Le sentiment d'horreur chez des Anglais « dignes et respectables » est attesté par le troisième acquittement d'Eaton en février 1794 et par l'acquittement de Thomas Walker en avril. Ce sentiment fut assez fort pour contrebalancer la Terreur robespierriste. Par leur exemple, Gerrald et ses compagnons ont effectivement contribué à sauver la vie de Hardy, Tooke et Thelwall. Leur sacrifice a aidé l'Angleterre à faire l'économie d'une Terreur blanche.

L'exemple des victimes écossaises raffermit les sociétés anglaises plus qu'il ne les intimida. Quand John Frost, emprisonné l'année précédente et très affaibli par sa détention, sortit de Newgate le 19 décembre 1793, la foule le porta en triomphe dans les rues de Londres, s'arrêtant devant la demeure du prince de Galles pour le conspuer. John Thelwall, qui remplaçait désormais Gerrald comme principal théoricien de la SCL, entama une série de conférences pour réunir des fonds destinés à assurer la défense des accusés. Le 17 janvier 1794, Gerrald, qui appartenait aux deux sociétés et avait été libéré sous caution, assista à une réunion de la Société constitutionnelle, qui reprenait alors ses activités et le nomma président par acclamation, votant une résolution appelant à « lutter contre la tyrannie par les moyens mêmes qu'elle emploie ». Gerrald avait déjà rappelé aux

57. Là encore, nous trouvons un brillant résumé des débats dans Lord Cockburn, *op. cit.*, II, p. 133-149.

réformateurs anglais que « la Résistance aux Tyrans est Obéissance à Dieu ». Trois jours plus tard, lors d'une assemblée générale de la SCL, la salle de la taverne du *Globe* était si bondée que le plancher céda. On proposa qu'une nouvelle convention britannique se tînt, cette fois-ci, en Angleterre. Le citoyen John Martin, qui présidait la séance, présenta une adresse provocante :

> C'est de notre sort qu'il s'agit. Nous devons choisir immédiatement entre la liberté et l'esclavage pour nous-mêmes et nos descendants. Va-t-on attendre que l'on construise des casernes dans chaque village, et qu'on lance sur nous des Hessois et des Hanovriens payés sur les deniers de l'État ?

Quatre jours plus tard, la Société constitutionnelle décida que « la Société de correspondance londonienne avait bien mérité du pays » et prit l'initiative de faire imprimer et diffuser quarante mille exemplaires de cette adresse. Ce texte eut pour effet de rallier les sociétés provinciales. En le recevant, écrivit le secrétaire de Bristol, « j'ai réuni ce soir-là autant d'amis qu'il m'était matériellement possible – nous l'avons lu – nous avons été piqués au vif – nous avons repris courage [...] votre seconde épître a affermi notre courage et revivifié notre patriotisme [...] qui plus est, le nombre de nos adhérents a considérablement augmenté[58] ».

D'autres sociétés inactives reprirent également contact. Newcastle, qui n'avait pas donné de ses nouvelles depuis longtemps, annonça l'existence d'un certain nombre de « sociétés » qui « se réunissent chaque semaine et n'admettent que des amis sûrs ; elles ne prennent d'autre nom que celui de sociétés de journaux ». Il est évident que de très nombreuses autres sociétés existaient ou ressuscitaient sans entretenir de correspondance formelle avec Londres, comme la Société de

58. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 185 *sq.* ; J. Gerrald, *op. cit.*, p. 59 ; *The Adress published by the LCS [...] 20 January 1794.* John Martin écrivait à Margarot, à Tolbooth d'Édimbourg, le 22 janvier 1794 : « La Société se développe rapidement en nombre et en énergie, et les *riches* commencent à se joindre à nous et à s'asseoir avec plaisir aux côtés des hommes honnêtes en tablier de cuir. » T.S., 11.3510 (B).

Royston ou celle de Halifax, qui se manifesta pour la première fois en avril 1794, en s'excusant d'avoir « jusque-là fait preuve de la plus extrême prudence et circonspection » :

> Nous souhaitons que l'ensemble du public sache qu'il existe dans cette ville et cette paroisse un certain nombre d'hommes violemment hostiles [...] à toute libre discussion. [...] Leur haine serait incontestablement satisfaite de voir l'un des défenseurs de la liberté dans cette ville puni d'une amende, du pilori ou d'une peine de prison [...]

Ils organisèrent le même mois une manifestation en plein air à Halifax, « à laquelle assistèrent de nombreux amis venus de Leeds, Wakefield, Huddersfield, Bradford et des régions voisines ». On y approuva le projet d'une réunion générale de délégués des sociétés à Bristol et d'une convention nationale. Plusieurs clubs et « conférences démocratiques » se tenaient dans des tavernes de Leicester. La SCL et la Société constitutionnelle formèrent à Londres un comité commun chargé de convoquer une convention – bien que cette dernière eût besoin d'un autre nom. On organisa avec succès une manifestation publique à Chalk Farm en avril, où Thelwall et d'autres prirent la parole, et qui décida que toute nouvelle tentative de « violer les quelques lois encore en vigueur [...] devrait être considérée comme une rupture définitive du contrat social entre la Nation anglaise et ses Gouvernants[59] ».

Voilà le fruit non seulement de la répression, mais aussi de la hausse des prix et des difficultés économiques. Nous disposons de certains éléments montrant que l'agitation avait pénétré dans les quartiers les plus pauvres de l'East End. Le rassemblement de Hackney, en octobre, constituait une première, mais Francis Place rapporte que celui de Chalk Farm attira « une foule immense [...] composée de toutes sortes d'individus – hommes et femmes [...] dans le plus

59. *Report of the Committee of Secrecy*, 1794, p. 185-189 ; *An Account of a Meeting of the Constitutional Society in Halifax*, Halifax, 1794 ; P.A. Brown, *op. cit.*, p. 111-117 ; A. Temple Patterson, *op. cit.*, p. 74.

grand ordre que j'aie jamais vu [...] malgré les insultes répétées et les provocations des Sergents de Police et de divers policiers, informateurs et indicateurs du Gouvernement [...] c'étaient des hommes *réfléchis* et *raisonnables*[60] ». En avril également, un rassemblement de 6 000 à 7 000 personnes (12 000 selon les réformateurs) eut lieu à Sheffield pour protester contre les condamnations en Écosse. Un bouillant gentilhomme de Derby, jeune et éloquent, nommé Henry Yorke, prit la parole et annonça le temps où « la voix de tout le peuple intimerait aux 558 Messieurs de St. Stephen's Chapel de s'occuper de leurs affaires ». « Des ivrognes, la nuit », attaquaient les maisons des réformateurs de Sheffield, et le secrétaire de la Société, Davison, appuya le projet de munir « les patriotes d'une quantité de piques suffisante pour les rendre redoutables ». Ces déclarations ont servi d'argument de poids au cours des procès ultérieurs de Hardy et de Yorke. L'accusation s'en servit comme preuve des intentions insurrectionnelles des accusés. Les témoins de la défense nièrent les faits et plaidèrent qu'il s'agissait tout au plus de mesures d'autodéfense en cas d'attaque des voyous « de l'Église et du Roi ». Ces deux intentions coexistaient sans doute au sein des sociétés. Un comité réduit, rescapé de la convention britannique, qui se réunissait encore secrètement à Édimbourg, était passé sous le contrôle d'un ancien indicateur du gouvernement, Robert Watt. On fabriqua quelques piques et haches d'armes. Avant de mourir, Watt avoua qu'il s'était converti à la cause de la réforme et qu'il avait projeté des insurrections simultanées à Édimbourg, Dublin et Londres. Quels qu'aient été ses motifs réels, une vingtaine d'artisans et de tisserands écossais furent étroitement mêlés à ses machinations[61].

60. Add. MSS 27814. Ces rassemblements contribuèrent à créer d'importants précédents, puisque la convocation sans autorisation de réunions publiques par des roturiers (dont l'objectif spécifique n'était pas d'adresser une pétition au Parlement) n'était prévue par aucun texte de loi : cf. Jephson, *op. cit.*, p. 277.

61. *Trial of Hardy, passim ; Trial of Henry Yorke*, 1795, p. 26, 80, 81 ; *Trial of Robert Watt*, Édimbourg, 1795, p. 353 ; H.W. Meikle, *op. cit.*,

Telles sont les circonstances qui précédèrent l'attaque soudaine de Pitt contre les sociétés en mai 1794. On arrêta les chefs de la SCL et de la Société constitutionnelle londonienne. Leurs archives furent saisies, et une commission secrète fut nommée par le Parlement pour les étudier[62]. L'*Habeas corpus* fut suspendu. À Norwich, Isaac Saint et d'autres membres du comité furent arrêtés. À Sheffield (ville dont le délégué à la convention d'Édimbourg, M.C. Brown, attendait déjà de passer en jugement), on s'empara de Henry Yorke et des membres du comité. Le secrétaire de la Société, Richard Davison, échappa à l'arrestation, et le rédacteur du *Sheffield Register*, Joseph Gales, fut également accusé de conspiration en juin, mais il s'enfuit en Amérique. Dans la période qui suivit les arrestations, on jeta la panique dans l'opinion publique pour la dresser contre les sociétés : « découvertes » spectaculaires par les Communes de conspirations, rumeurs de complots insurrectionnels et de relations entre les sociétés et la France. Des vendeurs de chansons parcouraient les rues en distribuant des feuilles imprimées intitulées : « TRAHISON ! TRAHISON ! TRAHISON ! » On collait des affiches dans toute la ville. C'est pour fêter la victoire navale du « Glorieux Premier Juin » que la populace attaqua la maison de Mme Hardy. Un journal londonien se moqua de cette « femme qui, hantée par la vision de son cher Tommy traîné à l'échafaud, pendu et écartelé, en était morte ». Certains clubs se dispersèrent sous l'effet de la peur, et ceux qui résistaient passaient leur temps à réunir des fonds pour venir en aide aux familles des emprisonnés. D'ailleurs, des membres de la SCL furent poursuivis pour avoir voulu réunir des fonds afin d'assurer la défense des prisonniers. Le *Times* publia un compte rendu satirique d'une révolution en Angleterre, où l'on représentait les prisonniers jouissant d'un pouvoir sanguinaire[63]. Dans le

p. 150-153 ; *The Life and Character of Robert Watt*, Édimbourg, 1795, p. 76.

62. Sur les circonstances de l'arrestation des réformateurs londoniens, cf. *supra*, p. 25-28.

63. James Parkinson, *A Vindication of the LCS*, 1795, p. 1-6 ; *The Times*, 5 septembre 1794.

Lincolnshire, « on paya des chanteurs pour s'installer aux coins des rues et y célébrer en chanson la chute des jacobins ». En honnête compagnie, ne pas parler des procès était même devenu suspect[64]. À Nottingham, des éléments « fidèles à l'Église et au Roi » s'attaquèrent aux jacobins avec une violence inouïe. Comme l'année précédente, les demeures des réformateurs « furent forcées, leurs habitants traînés de force dans la rue, on leur passa la corde au cou avant de les jeter dans le ruisseau boueux qui coule près de la ville ». Un comité loyaliste soudoya les « terrassiers » employés à creuser un nouveau canal pour qu'ils agressent les jacobins, auxquels le maire refusa la protection des forces de l'ordre[65]. À peu près à la même époque, à Failsworth, un des principaux jacobins fut « attaché à la selle du cheval d'un dragon, tandis que la populace furieuse et fanatique lui enfonçait des épingles dans les jambes[66] ».

Mais la Société de correspondance londonienne était loin de se dissoudre. Elle nomma un comité exécutif secret de neuf membres, dont les plus actifs étaient Richard Hodgson, chapelier, John Bone, libraire, et le « Citoyen Groves ». Selon un rapport officiel, qui avait peut-être contribué à décider Pitt à agir, la SCL avait fait de nombreuses recrues au printemps. Non seulement elle comptait 48 sections en mai 1794, mais, en plus des artisans et des commerçants, « une nouvelle sorte de Membres a fait récemment son apparition : plusieurs Portefaix des Docks et Employés des Entrepôts de la Ville, ainsi que quelques Domestiques ». Cinquante Irlandais avaient adhéré en bloc à une section. D'autres groupes s'organisaient à Woolwich et Deptford[67]. Après les arrestations de Hardy, de Thelwall et des

64. W. Gardiner, *Music and Friends*, 1838, I, p. 222.

65. F.D. Cartwright, *Life and Correspondence of Major Cartwright*, 1826, I, p. 312 ; Blackner, *op. cit.*, p. 396-401 ; Sutton, *op. cit.*, p. 193-199.

66. B. Brierley, *Failsworth, My Native Village*, Oldham, 1895, p. 14.

67. Mémorandum sur les sociétés de correspondance, surtout dans « la partie orientale de la Ville et dans la City », 6 mai 1794, T.S. 11.3510 A (3). Selon ce rapport, Sheffield, Bristol et Norwich auraient connu une augmentation similaire à la même époque.

autres dirigeants, Hodgson, Bone et le « Citoyen Groves » purent organiser la plupart des nouvelles recrues. On signala en juillet que « 18 Sections, frappées de panique, ne se réunissent plus » ; et que l'on avait envoyé des délégués pour les réactiver. Mais les 30 autres sections maintenaient leur activité. La répression eut pour effet d'accentuer la radicalisation de la Société. Si quelques sections s'étaient « assoupies » en août, et si d'autres avaient perdu certains de leurs membres, le résultat, comme le notait un indicateur, était que « la Société se compose aujourd'hui surtout des plus hardis et des plus résolus ». Jusque-là, on se bornait à parler, dans les réunions, de la réforme parlementaire : « *Désormais*, l'intention de renverser le Gouvernement du Pays est ouvertement affirmée. » À l'automne, comme le choc des arrestations s'atténuait, on assista à un nouveau changement de la sensibilité populaire. Le traitement des détenus s'améliora, et Hardy remarqua que les prisonniers de droit commun, à Newgate, commençaient à traiter les réformateurs avec respect. « Beaucoup s'étaient laissé intimider par la violence du gouvernement », raconte Place :

> Mais beaucoup, dont je faisais partie, considéraient qu'il était méritoire et de leur devoir d'adhérer maintenant. Cela améliora la composition de la Société, car la plupart des nouveaux adhérents étaient des hommes résolus, pondérés, qui ne se laissaient pas facilement détourner de leurs objectifs[68].

Pendant ce temps, l'exécutif secret de la Société connaissait ses difficultés propres. Il avait du mal à trouver « *des moyens et des méthodes*

68. G. Wallas, *Life of Place*, p. 21. On doit utiliser le manuscrit de Place intitulé « Histoire » avec précaution. Écrit longtemps après ces événements, lorsque Place était devenu un réformateur benthamiste modéré, c'est en partie un plaidoyer *pro domo*, où les « hommes pondérés » (c'est-à-dire Place) sont magnifiés, et les autres, moins modérés, dénigrés. Les conférences de Thelwall y sont décrites comme de « vagues déclamations » « flattant tous les préjugés en cours de l'époque » : un coup d'œil au *Tribune* fera justice de cette opinion partisane.

*adéquats pour assurer la sécurité de ses communications* » épistolaires avec les clubs provinciaux. En août, l'élément le plus capable de l'organisation, le citoyen Hodgson, aurait été arrêté pour haute trahison, si les sergents de police ne s'étaient pas « saisis par erreur d'une autre personne », ce qui « provoqua une vive hilarité » parmi les membres restants de l'exécutif quand ils apprirent la nouvelle. Il fut dorénavant obligé de ne communiquer avec son exécutif que par des lettres signées « Sur la *Route* ». Le 3 septembre, les sergents de police interrompirent violemment une réunion de l'exécutif et arrêtèrent le secrétaire par intérim. Le « Citoyen Groves » défia leur autorité, puis conduisit les autres membres dans une taverne pour procéder à une collecte en faveur de la famille du prisonnier. Or, le jour suivant, survint un événement plus étonnant. Groves fut accusé par le second de Hardy d'être un agent du gouvernement, et il se défendit au cours d'un procès en bonne et due forme devant le comité général de la Société au grand complet. Son discours fut d'une sincérité émouvante, bien qu'un peu théâtral. Il présenta de nombreuses preuves de son dévouement, ainsi que des répondants de ses convictions jacobines, et fut triomphalement acquitté.

Or, le « Citoyen Groves » était *effectivement* un indicateur, et l'un des plus habiles de cette longue lignée qui va jusqu'au chartisme et au-delà, en passant par l'époque d'Oliver. Après chaque séance de l'exécutif, il adressait un rapport détaillé à Pitt, à Dundas ou au conseiller du Trésor. Ce n'est que grâce à son adresse extrême que nous sommes en mesure de décrire les événements de cette période[69].

Le procès de Hardy se déroula à l'*Old Bailey*, le 25 octobre 1794. Il était accusé de haute trahison. Comme pour souligner l'atrocité de ce chef d'accusation, on avait décapité Robert Watt dix jours plus tôt

69. Le procès-verbal d'un « exécutif secret » et les rapports de Grove sont tous conservés dans T.S. 11.3510 A (3). Les rapports de Groves s'étendent de mai à la mi-octobre 1794. Je n'ai pu savoir pourquoi il les interrompt. Il est possible qu'on ne lui ait plus fait confiance après son « procès », malgré son acquittement définitif. On trouvera un exemple de la finesse de ses observations *infra*, p. 203. Sur la question des espions en général, cf. *infra*, p. 639 *sq.*

à Édimbourg : c'était un authentique conspirateur et sans doute aussi un agent double. Le jury et le public savaient que les prisonniers risquaient leur vie. (Le seul à refuser de reconnaître devant le tribunal la gravité de la situation fut John Horne Tooke, qui, affichant un air de profond ennui, répondit avec un humour irrévérencieux, dans la bonne tradition de Wilkes. Quand on lui demanda s'il acceptait d'être jugé « par Dieu et son Pays », « il considéra le tribunal pendant quelques instants d'un air particulièrement éloquent et répondit énergiquement, en secouant la tête : "Je *voudrais bien* être jugé par Dieu et mon Pays, *mais* – !" ») Comme le procès traîna en longueur, durant toute une semaine, la réalité d'une « conspiration » dangereuse sembla de plus en plus douteuse, et les témoins à charge soumis au contre-interrogatoire autoritaire et même brutal d'Erskine la firent apparaître encore plus invraisemblable. Le public retrouvait une fois de plus en la personne de Hardy l'un de ces symboles de l'indépendance si chers à l'Anglais né libre : le roturier résolu et digne défiant l'autorité de l'État. Les circonstances du décès de Mme Hardy accrurent la sympathie dont il bénéficiait. L'excitation montait. En province, on arrêtait les voitures des postes et les voyageurs sur la route pour leur demander des nouvelles du procès. La veille du verdict, le bruit courait que Hardy avait été acquitté : on détacha les chevaux pour tirer la voiture d'Erskine et lui faire un triomphe dans les rues. Le dernier jour, alors que le jury devait délibérer pendant trois heures, les rues qui entourent l'*Old Bailey* furent envahies par une foule excitée. Il est évident qu'une condamnation aurait déclenché une émeute. Un délégué de la Société patriotique de Norwich, nommé Davey, était venu à Londres assister au procès. À la nouvelle de l'acquittement, il retourna à Norwich, voyageant toute la nuit, et arriva le dimanche matin pendant le service religieux. Il se rendit aussitôt à la salle de réunion baptiste de Saint-Paul, dont le ministre, Mark Wilks, était un réformateur convaincu et l'un de ces baptistes à l'ancienne mode qui menaient de front une activité de fermier et un ministère non rétribué. Wilks était en chaire lorsque Davey entra, et il s'interrompit pour lui demander : « Quelles nouvelles, mon frère ? – Non coupable ! – Alors chantons : "Béni soit Dieu qui nous prodigue tous ses bienfaits." »

Le gouvernement s'obstina à poursuivre Horne Tooke. Mais cette action en justice ne servit qu'à l'humilier davantage. Le Premier ministre, Pitt, fut cité comme témoin par la défense et dut admettre qu'il avait assisté à des réunions de réformateurs organisées en province par Wyvill. L'acquittement de Tooke fut suivi, en décembre, d'un ultime effort pour faire condamner Thelwall. L'issue était connue d'avance – enfin, presque. Thelwall, qui avait un tempérament quelque peu cabotin, avait tué le temps à Newgate en écrivant des poèmes sur le thème de Hampden, Sidney et la Tyrannie :

> Au sein de l'obscurité malfaisante du Cachot,
> Le cœur intrépide du Patriote
> Conserve malgré tout sa gaieté –
> Et sourit – heureux de se savoir *Vertueux*[70] !

À la fin de son procès, il ne put pas s'empêcher de haranguer le jury. « Que je sois pendu si je ne le fais pas », dit-il à Erskine. « Vous serez pendu si vous le faites », lui répondit Erskine. Les poursuites contre les autres accusés furent abandonnées après l'acquittement de Thelwall.

On pourrait penser que les sociétés bénéficièrent aussitôt d'une vague d'adhésions. Mais il n'est pas facile de démêler les événements de l'année suivante. Tout d'abord, la majorité des sociétés provinciales s'étaient dissoutes pendant l'été 1794, ou bien poursuivaient leurs activités sous des formes « clandestines » qui n'ont guère laissé de traces. L'activité de la Commission secrète avait démontré assez clairement les dangers de la correspondance, et les procès avaient révélé à quel point le gouvernement avait noyauté les sociétés. La Société de Sheffield restait en sommeil, puisque Yorke était encore en prison. Son procès n'eut lieu qu'en juillet 1795 ; il fut condamné à deux ans de prison pour conspiration. Ces procès ne constituaient que l'aspect le plus spectaculaire de la répression. En province, les magistrats disposaient de pouvoirs étendus, les habilitant à prononcer

70. J. Thelwall, *Poems Written in Close Confinement in the Tower and Newgate [...]*, 1795, p. 9.

des condamnations sommaires, et les réformateurs obscurs ne pouvaient espérer qu'un Erskine accourût à leur défense[71].

Il fallait aussi faire face aux dépenses nécessaires à la défense des accusés. À Norwich, où des citoyens en vue soutenaient encore la Société patriotique, Mark Wilks prononça, en avril 1795, deux sermons tonitruants pour la collecte en faveur des jacobins dans le temple Saint-Paul, afin de payer les frais de justice. Certes, les acquittements avaient évité une terreur générale. (Hardy apprit de source sûre qu'on avait requis jusqu'à 800 mandats d'arrestation contre des réformateurs, dont 300 furent effectivement signés, prêts à être utilisés au cas où il aurait été condamné.) Toutefois, les procès montraient que le gouvernement ne reculerait devant rien. Et la façon dont les écrivains politiques de l'*establishment* ont réagi aux acquittements est allée jusqu'à l'incohérence. Burke, qui avait participé à la préparation du rapport de la Commission secrète, et qui bénéficiait d'une pension de 4 000 livres par an, se fit, après 1794, l'homologue intellectuel de John Reeves. Il considérait le cinquième de l'électorat et la plupart des non-électeurs comme « de purs jacobins, totalement irrécupérables et qui doivent faire l'objet d'une surveillance incessante ». Il laissait entendre que les accusés acquittés étaient des « assassins », soulignant que les maladies du corps politique exigeaient en dernier recours les « remèdes terrifiants du cautère et du couteau »[72].

En second lieu, certains chefs réformateurs avaient subi plus qu'ils

71. À Leeds, par exemple, James Hindley fut condamné en 1794 à deux ans de prison pour avoir vendu des ouvrages séditieux. À Leicester, George Bown fut arrêté en 1794, mais relâché sans procès après plusieurs mois. À Sheffield, James Montgomery, qui tenta de poursuivre l'action de Joseph Gales en publiant l'*Iris* au ton plus modéré, fut emprisonné à deux reprises (pendant trois mois, puis six mois) en 1795. On n'a pas encore étudié systématiquement l'importance de ces poursuites judiciaires en province.

72. T. Hardy, *Memoir*, p. 42, 43 ; Mark Wilks, *Athaliah : or the Tocsin Sounded*, Norwich, 1795 ; J. Thelwall, *The Rights of Nature*, 1796, Lettre I, p. 40, 56, 57 ; Sarah Wilks, *Memoirs of the Reverend Mark Wilks*, 1821, p. 78, 79 ; E. Burke, *Two Letters addressed to a Member of the Present Parliament, etc.*, 1796.

n'en pouvaient supporter. La Société constitutionnelle ne s'en est jamais remise, et Horne Tooke se retira de la vie publique jusqu'à l'élection de 1796. Accaparé par ses affaires personnelles après la mort de son épouse, Hardy ne reprit pas une part active à la vie de la SCL. La Société londonienne était en outre déchirée par des dissensions. Elle passa des semaines à débattre pour savoir si elle avait besoin d'un nouveau règlement. Une tendance soutenait que *tout* règlement était un obstacle à la démocratie directe ; l'autre, que le renforcement de la discipline interne était le seul moyen de résister à la répression. Même l'emploi fortuit dans une lettre de la formule « nos dirigeants » provoqua un tollé dans la Société parce qu'il était antidémocratique. Dans la confusion idéologique qui s'instaura, deux sections firent sécession pour fonder de nouvelles sociétés. John Bone devint secrétaire de la Société réformatrice londonienne, qui resta en bons termes avec la SCL. John Baxter semble avoir été l'instigateur de l'autre scission, d'où naquit la Société des amis de la liberté, qui se caractérisait par des manifestations grandiloquentes et théâtrales en faveur de la liberté. Un indicateur décrit Baxter comme un « homme d'allure misérable [...] au visage maigre, les cheveux noirs noués derrière la tête, portant un manteau marron foncé et un gilet couleur tabac, âgé d'environ quarante ans » ; il semble avoir préconisé des mesures plus énergiques. Baxter faisait des exposés sur la *Résistance à l'oppression* : « Lorsque tout le Pouvoir de l'État est confié aux Propriétaires Terriens, on peut dire qu'en vérité c'est un pouvoir de VIE et de MORT qui leur est conféré. » Un ancien maître d'école de Newcastle, Thomas Spence, commençait à réunir des disciples autour d'un « autre *Droits de l'homme* [...] qui va plus loin que le livre de Paine ». Il faut exproprier l'aristocratie et donner la terre aux coopératives, telles qu'elles sont définies par Spence. « Croyez-vous que l'Humanité jouira jamais d'une mesure acceptable de Liberté et de Bonheur, grâce à une Réforme parlementaire, si l'on permet encore aux Propriétaires fonciers de subsister ? [...] Une Convention ou un Parlement populaire serait sans cesse en Guerre avec l'Aristocratie[73]. »

73. *The Correspondence of the LCS*, 1795, p. 4, 20, 21, 26, 42, 43 ; T. Hardy, *op. cit.*, *passim* ; P.A. Brown, *op. cit.*, p. 142, 151 ; J. Baxter, *Résistance to*

Ces dissensions étaient parfaitement prévisibles. Dès octobre 1793, les procès-verbaux de la SCL signalent une motion votée par une section demandant l'exclusion de tout membre se livrant à une propagande fondée sur les principes égalitaires. Avec la hausse du coût de la vie et les progrès de la Société dans les quartiers de l'est et du sud de Londres, la question « sociale » prit de plus en plus d'importance. En 1794, un pamphlet significatif présentait comme la conséquence de la réforme la réduction des impôts et de l'excise, la modification des lois sur les pauvres et sur la chasse, la suppression des entraves à l'existence de syndicats, le plein emploi, la fin de l'enrôlement forcé des soldats chez les tenanciers de débit de boissons[74]. La Société pouvait admettre à l'unanimité des revendications de ce type, mais non les vues plus extrêmes de Baxter et de Spence. Il est également évident que la Société était divisée sur la tactique à suivre. Pour illustrer ces divergences, nous prendrons les exemples de deux nouveaux dirigeants de la Société londonienne, Place et Binns. Place, avec sa pondération, ses grandes capacités d'organisateur, son esprit appliqué et son expérience de l'organisation syndicale, se situait dans la tradition de Hardy. Pendant l'été 1795, il présida souvent le comité général hebdomadaire ; comme il l'affirmait lui-même, il considérait que la tâche primordiale de la Société était l'éducation politique des ouvriers[75] :

> Je croyais que les Ministres resteraient en place jusqu'à ce qu'ils conduisent le Gouvernement dans une impasse, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus diriger les affaires. Il me semblait que la seule chance que le peuple avait ou pourrait avoir d'obtenir un bon gouvernement peu coûteux était d'apprendre les avantages de la représentation

---

*Oppression*, 1795 ; et un texte anonyme (en fait écrit par T. Spence), *The End of Oppression*, 1795. Sur Spence, cf. *infra*, p. 208-210.

74. Anonyme [James Parkinson], *Revolutions without Bloodshed*, 1794. Cet exemple admirable de revendications jacobines modérées exprimées avec vigueur est reproduit dans Cole et Filson, *British Working Class Movements*, p. 48-52.

75. G. Wallas, *op. cit.*, p. 24, 25.

> [...] de telle sorte que, lorsque le comportement des Ministres provoquerait une crise ; on puisse soutenir ceux qui seraient le plus à même de créer une forme de gouvernement plus simple et moins coûteuse. Je recommandais donc à la Société d'agir le plus discrètement et confidentiellement possible.

Il s'agit là essentiellement de théorisation rétrospective. « Un bon gouvernement peu coûteux » est une formule inspirée du jargon benthamiste que Place adoptera par la suite. Ce que voulait la Société en 1795, c'était la fin de la répression et le suffrage universel masculin, au nom de l'équité et de la liberté. Mais Place dit probablement vrai lorsqu'il affirme que, dès 1795, il envisageait le rôle des réformateurs ouvriers comme un *soutien* aux réformateurs bourgeois ou aristocrates du Parlement. Les ouvriers ne pouvaient espérer faire triompher la réforme par leurs propres moyens : ils devaient soutenir « ceux qui seraient le plus à même » d'obtenir des concessions. En un sens, c'était un compromis tactique judicieux. Mais cette politique ne pouvait qu'accompagner une crise – il fallait attendre, par exemple, un désastre financier ou des émeutes de la faim : elle ne pouvait pas *hâter* sa venue en favorisant l'agitation populaire. C'est la politique de ces commerçants et artisans qui, par amour-propre, préférèrent se rapprocher de la bourgeoisie plutôt que d'essayer de combler le fossé qui les séparait de la masse tumultueuse des pauvres. En tant que telle, elle constitue une régression par rapport à l'idée que l'action politique doit reposer sur des membres « en nombre illimité » ; mais, par ailleurs, elle affirme la nécessitée de l'éducation et d'une organisation rigoureuse.

L'autre tendance est représentée par John Binns, issu d'une famille commerçante de Dublin et exerçant alors à Londres le métier de plombier. Il adhéra aussi à la SCL en 1794 et accéda vite à la présidence de comités et de manifestations publiques. Représentant le courant majoritaire, il déclarait qu'il fallait profiter des acquittements pour élargir l'audience de la Société, et organiser de grandes manifestations afin de « forcer le Gouvernement à accorder une réforme ». La réforme à laquelle il œuvrait était une réforme par la révolution.

Comme il le note dans ses *Souvenirs*, bien qu'ils se soient prononcés ouvertement pour la réforme, « les souhaits et les aspirations de beaucoup de membres influents [de la Société] conduisaient au renversement de la monarchie et à l'instauration d'une république[76] ».

En mars 1795, les scissions avaient réduit la Société à 17 sections[77]. Fait plus grave, la correspondance avec la province avait décliné, privant le mouvement d'un centre national. John Thelwall démissionna aussi, sous le prétexte qu'il serait plus utile comme conférencier et écrivain politique indépendant, mais plus vraisemblablement par lassitude des conflits internes. Cependant, à la suite de ces défections, la Société apparut plus unie, et son activité s'accrut. La politique prônée par Gale Jones et Binns, favorable à l'agitation la plus générale, l'emporta, après un référendum auprès de toutes les sections londoniennes sur les arguments de Place, qui affirmait que des réunions publiques entraîneraient une nouvelle vague de répression et la suspension de l'*Habeas corpus*. Par conséquent, on organisa un grand rassemblement à St. George's Fields à la fin juin, pour appuyer la revendication du suffrage universel masculin et de la réunion annuelle du Parlement. Ce fut sans doute la manifestation réformatrice la plus importante que l'on eût organisée à Londres, même si le chiffre de 100 000 participants, avancé par la SCL, est vraisemblablement exagéré. Le citoyen John Gale Jones prit la parole et fit un discours dont les termes enflammés sont bien éloignés des réminiscences benthamistes de Place :

> Sommes-nous des Britanniques, et la liberté n'est-elle pas notre droit de naissance ? [...] Apportez vos fouets et vos chevalets, ô ministres

76. J. Binns, *op. cit.*, p. 45.

77. Pendant l'hiver 1794-1795, il y eut une autre psychose de la « trahison » ; trois membres de la Société (Smith, Higgins, et Lemaître) furent détenus parce qu'ils étaient accusés de comploter pour assassiner le roi à l'aide d'une flèche empoisonnée tirée par un fusil à air comprimé. Cette accusation avait été lancée par un informateur malveillant : les accusés furent relâchés sans procès. Cf. J. Smith, *The Conspirators Exposed*, 1795 ; P.T. Lemaître, *Narrative of Arrest*, 1795 ; P.C. A 35/6.

> de la vengeance. Construisez vos échafauds. [...] Érigez des casernes dans chaque rue et des bastilles dans chaque quartier ! Persécutez et bannissez tous les innocents ; mais vous ne réussirez pas. [...] Le sang sacré du Patriotisme, que la hache du bourreau répandra, portera en lui les germes de la Liberté [...]

Enivrés par cet amalgame de métaphores sanglantes, les manifestants gardèrent cependant leur calme et se dispersèrent en bon ordre[78].

La Société se développa rapidement jusqu'à la fin de l'année. Elle brisa les limites du cercle restreint des commerçants et des artisans, et jouit d'un soutien croissant parmi la population salariée. Elle revendiqua 400 nouvelles adhésions en juin, 700 à 800 en juillet. Les 17 sections du mois de mars étaient devenues 41 à la fin juillet, et entre 70 et 80 en octobre. Pendant ce temps, les deux sociétés sécessionnistes prospéraient aussi. Des groupes annexes de discussion et des clubs de lecture apparurent. Le déisme et la libre pensée gagnaient du terrain, si bien que Gale Jones pouvait écrire tout naturellement l'année suivante : « Bien que je ne me reconnaisse pas chrétien [...] » La Société frappa des emblèmes et des médaillons pour célébrer les acquittements de 1794, ainsi que pour d'autres événements. Thelwall, qui remplissait régulièrement une salle de plusieurs centaines de personnes avec ses conférences, ne pouvait se garder d'une certaine vanité dans ses lettres à sa femme :

> J'ai eu pendant deux soirées près de six cents personnes. [...] Deux conférences surtout [...] ont ébranlé les piliers de la corruption à tel point que chaque pierre de l'édifice pourri en tremblait. Chaque phrase bondissait de poitrine en poitrine dans une contagion électrique, et même des aristocrates – dont certains se pressent pour m'écouter – étaient souvent contraints [...] de se joindre aux applaudissements.

De plus, autour de ces sociétés, surgirent d'autres groupes et clubs de taverne, dont la rhétorique républicaine faisait entendre un son

78. *Correspondence of the LCS*, *op. cit.*, p. 4, 5, et *passim* ; *Tribune*, 20 juin 1795 ; Add. MSS 27808 ; anonyme, *History of Two Acts*, p. 91 *sq.*

nouveau. Un certain « Citoyen Lee », parfois considéré comme méthodiste, publia aux éditions de l'« Arbre britannique de la Liberté, 98, Berwick Street, Soho », une série de brochures incendiaires et provocatrices, parmi lesquelles *le Meurtre des rois*, *le Règne du Robespierre anglais* et *l'Heureux Règne de George-le-Dernier*. Comme Spence, il attachait beaucoup de valeur aux « *associations villageoises et paroissiales* ». Il fut aussi l'un des rares jacobins anglais à approuver sans réserve la guillotine. C'est sans doute sa production de livres de colportage, de récits jacobins et de feuilles imprimées qui incita Hannah More à contre-attaquer avec son catalogue de brochures bon marché, bien que D.I. Eaton et certaines sociétés provinciales se soient déjà lancés dans la diffusion de brochures de ce type[79].

La correspondance avec la province reprit aussi après juin 1795. Un rassemblement en plein air eut lieu à Sheffield en août, présidé par un délégué envoyé pour la circonstance de Londres. Les réformateurs affirmèrent avoir réuni dix mille personnes[80]. Mais, à certains égards, Norwich était de loin le centre provincial le plus impressionnant. On y comptait 19 sections actives de la Société patriotique en septembre. En plus des tisserands, des cordonniers, des artisans et des commerçants composant la Société, elle jouissait encore du soutien prudent de l'élite commerçante, des Gurney et des Taylor. En outre, Norwich possédait un groupe de membres éminents des professions libérales, qui publièrent, tout au long de 1795, un périodique, *The Cabinet*, sans doute la meilleure publication d'inspiration jacobine au cours de cette période. Ses articles traitaient aussi bien de la politique européenne et de la conduite de la guerre que de Machiavel, de Rousseau, des droits des femmes et du socialisme de Godwin ; sans oublier les effusions poétiques... Malgré la diversité des points de vue qui s'y exprimaient, Norwich est un exemple tout à fait remarquable

79. *Correspondence of the LCS*, *op. cit.*, p. 4, 5, 29, 35 ; J.G. Jones, *Sketch of a Political Tour [...]*, 1796, p. 33 ; Mrs Thelwall, *Life of John Thelwall*, 1837, p. 367.

80. *Proceedings of the Public Meeting on Crooke's Moor at Sheffield*, Sheffield, 1795.

de consensus antigouvernemental ; des temples baptistes aux philosophes[81] ambitieux du *Cabinet*, du *Weavers Arms* (quartier général de la Société patriotique) à la maison de Gurney, du *Coke of Holkham* foxiste aux ouvriers des villages alentour, on retrouvait la même hostilité au gouvernement. Cette organisation s'étendait de Norwich à Yarmouth, Lynn, Wisbech et Lowestoft. Un mouvement similaire se dessinait dans les villes situées sur la Medway, Chatham, Rochester, Maidstone, partant des chirurgiens et des membres des professions libérales pour toucher jusqu'aux ouvriers des docks. Nottingham fut également le siège d'un renouveau fondé (une fois de plus) sur une alliance entre manufacturiers et tisseurs de bas. La publication de la *Correspondance* de la SCL indique que cette dernière soutenait des rapports avec Leeds, Bradford, Birmingham, Leominster, Whitchurch (Salop), Melbourne (près de Derby), Sunbury (Middlesex), High Wycombe, Truro et Portsmouth[82].

« Un nouveau précepteur était à l'œuvre parmi les masses – le BESOIN », écrit Prentice, historien de Manchester. 1795 fut une année de crise en France comme en Angleterre. L'hiver exceptionnellement froid de 1794-1795, le contrecoup de la guerre et les mauvaises récoltes, tous ces facteurs expliquent la hausse du prix des denrées. Mai 1795 coïncide avec la célèbre décision de Speenhamland, prévoyant de relever le niveau des salaires en fonction de la hausse du prix du pain. Le prix du froment atteignit des sommets inaccessibles : 108 shillings le *quarter*[83] à Londres, 160 à Leicester, et dans bien des endroits on n'en trouvait tout simplement pas. Lors de la vague d'émeutes de la faim qui déferla sur le pays pendant l'été et l'automne, la milice prit à diverses reprises le parti des émeutiers[84]. On

81. En français dans le texte (*NdT*).

82. *Correspondence of the LCS*, *op. cit.*, p. 27, 28, 63, 64 ; *Cabinet*, Norwich, 1795, 3 vol. ; S. Wilks, *op. cit.*

83. 12 kilogrammes environ (*NdT*).

84. Sur les émeutes de 1795, cf. *supra*, p. 84-87. Voir aussi le *Morning Post*, 20 mai 1795, qui signale une « émeute » à Oakhampton, dans le Devon, où la milice du Staffordshire « fraternisa avec le peuple comme un

enregistrait des signes de mécontentement dans l'armée. L'Irlande se préparait à la révolte. Les industriels de Norwich, de Manchester et du West Riding faisaient circuler des pétitions pour la paix. John Thelwall consacra plusieurs de ses conférences les plus convaincantes au thème de la pénurie. Dans la ville jacobine de Norwich, avançait-il, pas moins de 25 000 ouvriers avaient besoin de secours publics. Les *poor rates* avaient atteint 12 ou 13 shillings par livre. Selon lui, la grande industrie de la soie de Spitalfields était au bord de la ruine :

> Autant que je me souvienne, même récemment, on voyait très peu d'enfants en haillons et les pieds nus dans cette partie de la ville. [...] Je me rappelle l'époque [...] où tout honnête travailleur de Spitalfields avait le plus souvent, à côté de la pièce où il exerçait son métier, une petite serre et un étroit lopin de terre à la limite de la ville, où il passait son *Lundi* à faire voler ses pigeons ou à faire pousser ses tulipes. Mais aujourd'hui ces jardins sont à l'abandon. La petite serre et les distractions du Lundi n'existent plus. Vous trouverez le pauvre tisserand et sa famille entassés dans une chambre misérable, sale, insalubre, dépourvue du confort élémentaire, et même des nécessités les plus simples de l'existence.

Voilà une image de la disparition de la vieille Angleterre qui affectait profondément les compagnons artisans jacobins, plus sûrement encore que le thème du « Village Déserté » auquel Thelwall faisait aussi appel[85].

Le 26 octobre 1795, la SCL organisa une autre manifestation imposante à Copenhagen Fields, Islington, présidée par le citoyen John Binns, alors âgé de vingt-deux ans. Aux yeux de Place, qui refusa de prendre la moindre part officielle au rassemblement, c'était une « action peu judicieuse ». Thelwall en fut l'un des principaux orateurs et il déploya son grand talent oratoire pour maintenir la foule dans un état d'esprit pacifique. Il développait désormais l'idée de

---

seul homme » ; T.S. 11.3431 ; J.L. et B. Hammond, *Town Labourer*, éd. de 1920, p. 85, 86 ; Maccoby, *op. cit.*, p. 90 ; J.H. Rose, *William Pitt and the Great War*, 1911, p. 282-288.

85. *Tribune*, XXIX, 23 septembre 1795.

« l'union de toute la nation [...] en une grande Association politique, ou Société de correspondance, des Orcades à la Tamise, des Falaises de Douvres jusqu'à Land's End ». On vota une résolution pour l'envoi de délégués dans les principales villes du royaume. Thelwall lui-même redevint membre de la Société en novembre. On ne peut nier qu'entre 100 000 et 150 000 personnes aient participé au rassemblement[86]. Malgré les trois estrades ou « tribunes », « plus de la moitié des spectateurs ne pouvaient s'approcher pour entendre les orateurs ». On adressa cette fois une « Remontrance » au roi : « Comment se fait-il qu'au milieu de l'abondance manifeste nous soyons ainsi condamnés à la famine ? Alors que nous ne cessons de peiner et de travailler, pourquoi devons-nous dépérir dans la misère et le besoin ? [...] La *Corruption parlementaire* [...] tel un tourbillon d'écume, avale le fruit de tout notre travail. » « L'harmonie, la discipline et l'ordre le plus complet régnaient, rapporte l'auteur anonyme de *The History of the Two Acts*, ce fut un jour *sacré pour la liberté*[87]. »

Trois jours plus tard, on assista à des événements qui, s'ils n'étaient pas sacrés pour la liberté, effrayèrent en tout cas le pouvoir. Se rendant en grand équipage à l'ouverture de la session du Parlement, le roi fut sifflé, hué, et son carrosse assailli aux cris de « À bas Pitt ! » « À bas la guerre ! » « À bas le roi ! » « Vive la paix ! ». Une foule de peut-être 200 000 Londoniens envahit les rues. Certains brandissaient de petites miches de pain au bout de bâtons ornés de crêpe noir. Un camelot vendant « les *Droits de l'homme* à un penny » fut arrêté, délivré, puis porté en triomphe. La vitre du carrosse du roi fut brisée, sans doute par une pierre, mais on rapporte qu'à son arrivée à la Chambre des

86. Place, qui tend le plus souvent à se méfier des affirmations grandiloquentes, et qui possède alors (en 1824) une grande expérience de l'agitation politique, se borne à dire que le chiffre de 150 000 « est peut-être exagéré ».

87. LCS, *Account of the Proceedings of a Meeting [...] 26 October 1795*, Add. MSS 27808 ; J. Thelwall, *An Appeal to Popular Opinion against Kidnapping and Murder*, 1796, p. 8 ; Mrs Thelwall, *Life [...], op cit.*, p. 379 *sq.* ; *History of Two Acts, op. cit.*, p. 97 *sq.*

lords il balbutia : « Seigneur, on... on m'a tiré dessus[88] ! » Le lendemain, comme le roi insistait pour se rendre au théâtre, on dégagea les rues, et 100 fantassins, 200 cavaliers et 500 policiers l'escortèrent.

La Société de correspondance londonienne nia toute responsabilité. Mais il est bien possible qu'elle ait projeté une telle manifestation ; elle ne pouvait de toute façon espérer contrôler la colère de ses partisans. Dans la soirée qui suivit l'émeute, dans une taverne, un membre de la Société se vanta d'ailleurs devant John Binns d'être grimpé sur le carrosse et d'avoir tenté d'attaquer le roi. Quoi qu'il en soit, la réaction du pouvoir ne se fit pas attendre. On publia une proclamation contre les réunions séditieuses, et Pitt présenta immédiatement les « Deux Lois » (*Two Acts*). La première assimilait à une trahison le fait d'inciter oralement ou par écrit le peuple à haïr ou à mépriser le roi, la Constitution ou le gouvernement. La seconde imposait, pour tout rassemblement de plus de cinquante personnes, de prévenir un magistrat, celui-ci disposant de pouvoirs étendus pour interrompre les discours, arrêter les orateurs et mettre fin à la réunion. La liste des crimes passibles de la peine capitale s'allongea encore : désormais, la désobéissance aux ordres d'un magistrat pouvait être punie de mort. Une disposition spéciale, dirigée plus particulièrement contre Thelwall, permettait de fermer les salles de conférence réformatrices, en tant que « maisons de désordres ».

La période séparant le dépôt du projet de loi (10 novembre 1795) de la sanction royale de la loi (18 décembre) fut la dernière et la plus grande phase d'agitation populaire. Le petit mouvement d'opposition autour de Fox attaqua le projet à chaque étape des délibérations ; pour la première et la dernière fois, il fit publiquement campagne aux côtés de sociétés populaires. Pour faire face à la situation, la SCL appela à manifester le 12 novembre à Copenhagen Fields. Elle revendiqua cette fois 200 000 participants[89]. « Comme d'habitude

88. Anonyme, *Truth and Treason ! or a Narrative of the Royal Procession*, 1795.

89. Un *Compte rendu* publié par la SCL revendique même « plus de 300 000 » Britanniques !

en pareille circonstance, rapporte Place, le rassemblement attira des hommes, des femmes et des enfants. » Mais ni la cause du rassemblement ni le fait d'y amener des enfants n'étaient « habituels » ; ce second point prouve les intentions pacifiques des participants, ce qui deviendra plus tard la règle dans le mouvement ouvrier. En décembre, la Société organisa une dernière grande manifestation à Marylebone Fields, dont on peut lire un compte rendu dans le journal de Joseph Farington. Parmi les orateurs des diverses « tribunes » se trouvaient William Frend, Thelwall et John Gale Jones. Jones, chirurgien « pauvre mais digne », atteint d'une « affection paralytique » et d'un « mouvement convulsif presque constant de la tête, des bras et des épaules », possédait néanmoins une « voix excellente, claire, forte et distincte [...] ». Un passage de son discours menaçait Pitt d'une « exécution publique » :

> Aucun tumulte ne s'ensuivit : et l'on ne fit aucun mal à ceux qui ne levèrent pas la main ou n'applaudirent pas[90].

De grandes manifestations furent organisées dans tout le pays, dirigées presque toutes contre les « Lois ». « Si je démissionnais, je perdrais ma tête en moins de six mois », déclara Pitt. Le revers le plus grave se produisit dans le Yorkshire. Wilberforce, l'un des députés du comté, avait travaillé de manière officieuse avec Pitt à la « Loi contre la Sédition, l'améliorant considérablement par l'extension de son champ d'application ». Mais il avait eu la prudence de sauvegarder sa réputation d'« indépendance » en s'opposant à l'une des dispositions du texte à la Chambre des Communes. Pendant ce temps, dans le Yorkshire, Christopher Wyvill, fidèle à ses principes modérés, appelait à une assemblée de comté pour protester contre le projet. Il lança un appel un vendredi (quatre jours à l'avance) invitant tous les francs-tenanciers du West Riding à se réunir à York le mardi suivant : « Quittez vos métiers et approchez, travailleurs honnêtes et consciencieux du textile ; laissez le travail des champs pour un

90. J. Greig (éd.), *The Farington Diary*, 1922, I, p. 118, 119.

jour, *yeomen* robustes et indépendants, approchez dans l'esprit de vos ancêtres [...] » En allant à la messe à Londres, Wilberforce (qui notait quelques jours auparavant dans son journal : « Je ne veux pas oublier le caractère particulier du Chrétien : air grave aux Communes, gaieté, bonté et aménité jointes à une méfiance secrète et à une gravité cachée ») reçut un message urgent du Yorkshire. Surmontant sans peine ses scrupules contre le fait de voyager le jour du Seigneur, il se rendit chez Pitt. Le Premier ministre lui répondit qu'il devait assister à ce rassemblement. Mais la voiture de Wilberforce n'était pas prête. « La mienne l'est, dit Pitt, prenez-la. » (« S'ils découvrent dans quelle voiture vous avez voyagé, dit l'un des membres du groupe, vous courez le risque de vous faire tuer. ») C'est donc dans la voiture empruntée à Pitt que Wilberforce fit son « voyage forcé » vers le nord. On aurait cru que tout le comté se rendait à York, les drapiers, appelés « *Billymen* », montant leurs chevaux de somme. Dès le début de la réunion, on avait beaucoup vitupéré le gouvernement. Wilberforce arriva à York et s'adressa « au plus grand rassemblement de gentilshommes et de francs-tenanciers qu'on eût jamais vu dans le Yorkshire » avec une éloquence « inégalée », insufflant « énergie et vigueur dans les âmes découragées des loyalistes timorés ». La grande réputation d'indépendance et de philanthropie chrétienne de Wilberforce lui gagna la sympathie des *yeomen* et des drapiers du West Riding. Les participants se divisèrent, et la grande majorité des 4 000 francs-tenanciers approuva l'intervention de Wilberforce en faveur du roi et de la constitution, alors que « ce fou de colonel Thornton prit la parole en uniforme » et s'adressa à « la canaille d'York [...] en faveur des jacobins. [...] Il leur dit que beaucoup de soldats étaient prêts à se joindre à eux dès qu'ils se soulèveraient ». Thornton conclut en « jetant son uniforme à la canaille », qui le porta en triomphe à l'hôtel de ville[91].

C'est un de ces moments de l'histoire qui semblent marquer une rupture entre deux époques. Si l'on excepte les périodes électorales,

91. R.I. et S. Wilberforce, *op. cit.*, II, p. 112-133 ; C. Wyvill, *Political Papers*, V, *passim*.

aucun grand rassemblement ne se tint plus à York avant Oastler et son « pèlerinage des esclaves de l'industrie », en 1832. De même que l'assemblée d'York s'était divisée entre francs-tenanciers loyalistes et non-électeurs séditieux, de même la société du XIX^e^ siècle restera divisée jusqu'en 1850 entre électeurs et ouvriers sans droit de vote. Cet épisode symbolise aussi une autre opposition. « Le Yorkshire et le Middlesex font toute l'Angleterre à eux deux », disait Fox. La conscience non conformiste du Yorkshire s'était avérée vulnérable : là où l'Église et le Roi pouvaient échouer, Wilberforce et les méthodistes pouvaient réussir. Mais, dans le Middlesex, la Dissidence traditionnelle des commerçants et des artisans évoluait alors plus nettement vers la libre pensée. C'était une autre conséquence des « Deux Lois » et des déclarations de « loyauté » des dirigeants religieux, qu'ils soient anglicans ou dissidents.

On a fait valoir que les « Deux Lois » avaient fait plus de peur que de mal. La peine de mort n'a jamais été appliquée dans ce cadre. Bien que l'*Habeas corpus* ait été suspendu pendant huit ans, il semble que seuls quelques dizaines d'individus aient été détenus sans jugement[92]. Pitt voulait, bien entendu, que les « Lois » fissent peur, et il comptait pour cela sur les indicateurs, sur des magistrats vigilants dotés de pouvoirs mal définis et sur un certain nombre de cas exemplaires. Entre la peur et le mal, il y avait en tout cas la barrière des jurys anglais ; on ne peut accepter sans réserve l'affirmation de Place en 1842 : « Il est permis de dire que la masse des boutiquiers et des ouvriers a approuvé [les "Lois"] sans les comprendre[93]. »

Quoi qu'il en soit, les « Lois » furent une réussite. La SCL se hasarda d'abord à les braver : elle envoya des délégués en province, dans l'espoir de reconstruire une organisation nationale. John Binns

92. On peut lire, parmi les manuscrits de Place, une « Histoire de John Oxlade », membre de la SCL, saisie en mai 1798, où il estime qu'au moment de la répression la plus dure, entre 1798 et 1800, environ 40 membres de la SCL et 35 Anglais unis furent internés sans jugement. Voir aussi « Lists of Suspects », in P.C. A. 158.

93. G. Wallas, *op. cit.*, p. 25.

fut envoyé à Portsmouth, la principale base navale, mais il fut rappelé lorsque le comité de Londres apprit qu'il était filé et risquait d'être arrêté. John Gale Jones fit la tournée des villes du Kent, Rochester, Chatham, Maidstone, Gillingham, Gravesend ; il trouva à Rochester une société forte de neuf ou dix sections. Quand quelqu'un, à Chatham, exprima son inquiétude à l'idée que l'assemblée pût dépasser le chiffre de cinquante personnes autorisé par la « Loi », « un autre le pria sans ménagement de quitter la salle pour contribuer par *son* absence à la diminution du nombre des présents ». Jones apprit que les dockers de Chatham avaient refusé de signer une adresse au roi en faveur des « Lois », et qu'ils avaient signé au contraire une pétition de protestation. L'attention portée par la Société à ces bases navales fait douter de ce qu'a écrit Place bien des années après, niant farouchement que des adhérents aient été favorables à « la formation d'une république avec l'aide de la France ». Ces visites aux docks pourraient bien être l'un des fils qui relient les jacobins aux mutins des escadres de la Manche et de la mer du Nord en 1797[94].

Jones et Binns se rendirent ensuite en qualité de délégués à Birmingham, où ils furent arrêtés en prenant la parole dans une réunion, le 11 mars 1796. On les jugea séparément : Jones fut emprisonné en 1797, mais Binns parvint à se faire acquitter. (L'ancien maître de Gerrald, le Dr. Samuel Parr, contribua matériellement à l'acquittement de Binns en restant assis juste en face des jurés pendant tout le procès, prenant un air féroce et incrédule lors des dépositions favorables à l'accusation et acquiesçant à chaque argument de la défense.) Pendant ce temps, Thelwall, qui avait poursuivi ses conférences sous le couvert de traiter d'« histoire romaine », était privé de ses salles de réunion et devait interrompre la publication du *Tribune*. Il fit une tournée dans l'East Anglia et prononça une série de vingt-deux conférences à Norwich. Mais, à Yarmouth, son auditoire et lui furent brutalement attaqués par quatre-vingt-dix marins armés de sabres d'abordage et

94. J. Binns, *op. cit.*, p. 63, 64 ; J.G. Jones, *Sketch of a Political Tour through Rochester, Chatham, Maidstone, Gravesend [...]*, 1796, p. 27, 81 ; G. Wallas, *op. cit.*, p. 27, 28.

de gourdins, qu'on avait envoyés exprès d'une frégate ancrée au port. La Société londonienne, dont les chefs étaient absents ou arrêtés, et qui n'entretenait plus qu'une correspondance squelettique avec la province, se replia sur elle-même et entra dans une phase de conflits internes et de décomposition[95].

Les conflits n'étaient pas stériles. Ils se cristallisèrent en partie à l'occasion des débats religieux ou antireligieux. Ces hommes s'étaient mesurés avec l'État : beaucoup souhaitaient maintenant s'en prendre à la religion d'État. Place participa à la publication d'une édition bon marché du *Siècle de la raison.* Le soutien qu'y apporta la majorité du comité de la Société entraîna le départ des éléments religieux[96]. Un « renégat » du jacobinisme, William Hamilton Reid, a publié une histoire de la Société à cette époque, qui a toutes les apparences de la vérité. Lorsqu'on choisissait les délégués des sections au comité général, on prit l'habitude de recommander certains membres en indiquant : « C'est un bon Démocrate et un Déiste » ou « Ce n'est pas un Chrétien ». Chassés de taverne en taverne, les clubs et les groupes de lecture étaient contraints de se déplacer sans cesse. Une société de discussion fut fondée au *Green Dragon* de Cripplegate en 1795 et eut pour lieux de réunion successifs : Finsbury Square, Fetter Lane, le *Scouts Arms* de Little Britain, puis deux débits de boissons de Moorfields et, pour finir, en 1798, Hoxton « hors de la juridiction des officiers de police de la ville ». Jusqu'au dernier jour, ses réunions firent salle comble. Tentative plus ambitieuse, un temple de la Raison ouvrit au printemps 1796 dans la salle des ventes *Nichol's* de Whitecross

95. J. Binns, *op. cit., passim* ; J. Thelwall, *Narrative of the late Atrocious Proceedings at Yarmouth*, 1796 ; C. Cestre, *John Thelwall*, 1906, p. 127-129.

96. James Powell, autre espion qui parvint à se faire élire au comité général et quelquefois à l'exécutif en 1795-1796, signala que, le 24 septembre 1795, « on avait lu une lettre signée par un grand nombre de Méthodistes membres de la Société, demandant l'exclusion des Athées et des Déistes ». Le rejet de cette résolution entraîna une scission : les scissionnistes formèrent « Les Amis de la Liberté religieuse et civile ». Powell estimait à six sections au complet et plusieurs centaines de membres le nombre de ceux qui allaient les suivre. P.C. A. 38.

Street. Ses membres l'avaient meublé et y avaient construit une bibliothèque. Son succès fut limité, mais il prépara le terrain d'où devait naître l'owénisme à la génération suivante[97].

Avant de conclure ce récit, le moment est peut-être venu de faire le point sur les sociétés et d'examiner la nature de leur organisation. À titre d'exemple, considérons les sociétés de Sheffield et de Londres qui sont les plus importantes et les mieux connues.

La Société de Sheffield était née, comme la SCL, du regroupement de « cinq ou six ouvriers [...] discutant du prix extraordinairement élevé des denrées ». Elle se développa si vite qu'elle comptait, en 1792, huit sociétés « qui se réunissent toutes le même jour, chacune dans son propre local ». « On n'admettait personne sans son ticket [...] et l'ordre et le calme le plus parfaits régnaient. » Les sociétés se réunissaient toutes les deux semaines. La réunion générale, « à laquelle assistent plusieurs centaines de membres », se tenait chaque mois. Il y eut 1 400 souscripteurs pour une édition brochée – à six pence – de la première partie des *Droits de l'homme* de Paine, qui fut « lue avec avidité dans de nombreux ateliers de Sheffield ». Après quatre mois d'existence, en mars 1792, la Société affirmait compter près de 2 000 membres. En mai, elle adopta un nouveau type d'organisation :

> répartissent ses membres en petits groupes ou réunions de dix personnes chacune, qui nomment un délégué : Dix de ces délégués forment une autre réunion, et ainsi de suite [...] jusqu'à ce qu'on parvienne au nombre adéquat pour constituer le Comité ou Grand Conseil.

On appelait ces subdivisions des *tythyngs*, par référence à la tradition saxonne. D'emblée, des membres de la petite noblesse locale s'inquiétèrent de voir une société composée de « gens de l'ordre le plus bas ». Mais, alors que le mouvement en était à ses débuts, des témoignages d'observateurs favorables à une réforme modérée sou-

97. W.H. Reid, *The Rise and Dissolution of the Infidel Societies of this Metropolis*, 1800, p. 5, 9-12, 22, 23.

lignaient le sérieux et la discipline des membres de la Société. Un correspondant tenta de rassurer Wyvill en mai 1792, lui expliquant qu'elle se composait de « bons sujets [...] d'hommes au jugement sain et dont l'esprit ne demande qu'à être informé ». Quelques quakers en étaient membres (sans être reconnus, pourtant, par l'organisation), ainsi qu'« un certain nombre de méthodistes » :

> L'une des Réunions, à laquelle une personne assistait par hasard, fut menée avec ordre et méthode, et commença par la lecture du procès-verbal par le Président [...] puis plusieurs membres lurent successivement des morceaux choisis [...] destinés à instruire les participants, et traitant tous de la Liberté et des Réformes pacifiques [...][98].

De 1792 à 1794, la Société de Sheffield entretenait de loin la correspondance la plus assidue et la plus fréquente. Puisqu'il était techniquement illégal de fonder une société nationale, la correspondance, ainsi que l'inscription formelle des membres d'une société donnée comme membres honoraires des autres sociétés, constituait le seul moyen de fonctionner à l'échelon national. Certes, comme on l'a vu avec M.C. Brown et Henry Yorke, leurs membres avaient un faible pour la grandiloquence et les poses théâtrales. Mais leurs responsables étaient tous des compagnons ou des artisans travaillant dans une industrie de Sheffield. C'était une ville de petits maîtres et d'artisans hautement qualifiés et relativement bien payés. Il n'y existait « aucune autorité civile », déplorait l'adjoint au chef d'état-major. En 1792, les deux magistrats vivaient en dehors de la ville. L'un d'eux résidait à une vingtaine de kilomètres. Comme l'autre « a fait preuve d'une certaine énergie pendant les émeutes déclenchées l'année passée par les enclosures, la populace a brûlé une partie de sa

98. « Fitzwilliam Papers » (Sheffield Reference Library), F. 44 (a) ; C. Wyville, *op. cit.*, V, p. 43-50 ; H. McLachlan, *Letters of Theophilus Lindsay*, 1920, p, 132 ; *A Complete Refutation of the Malevolent Charges Exhibited against the Friends of Reform in and about Sheffield*, Sheffield, 1793 ; *Report of the Committee of Secrecy, op. cit.*, p. 85, 116, 119 ; W.A.L. Seaman, « Reform Politics et Sheffield », *Trans. Hunter. Arch. Soc.*, VII, p. 215 *sq.*

propriété, et depuis on ne le voit que très rarement[99] ». C'était donc un centre idéal pour l'agitation jacobine : on y trouvait une faible influence aristocratique, de nombreux ouvriers qualifiés et cultivés, et une tradition d'indépendance démocratique. Parmi les quelques membres des professions libérales de la ville, certains étaient favorables à la réforme. Un « médecin quaker » fut l'un des premiers adhérents ; deux ministres du culte dissidents témoignèrent en faveur de Yorke à son procès ; et d'importants maîtres couteliers comptaient parmi les réformateurs. Malgré leur puissante organisation, les couteliers de Sheffield ne semblent pas avoir trouvé d'orateur remarquable dans leurs rangs. Mais, aux procès de Hardy et de Yorke, les témoins issus de leur comité impressionnent par leur solidarité et par leur refus de se laisser intimider ou de tomber dans les pièges du contre-interrogatoire. Un témoin au procès de Hardy définit ainsi le but de la Société :

> Éclairer le peuple, montrer au peuple la raison, la cause de tous ses malheurs ; lorsqu'un homme travaille dur pendant treize ou quatorze heures par jour, toute la semaine, et n'est pas capable de faire vivre sa famille ; voilà ce que j'en comprends ; montrer au peuple la cause de cet état de fait ; la raison de tout cela.

« Je ne suis pas venu ici pour apprendre ma leçon, mais pour dire la vérité », s'écrie un autre témoin au procès de Yorke. Il est possible que certains d'entre eux aient envisagé une rébellion armée lors de la dépression (et de la répression) de 1793-1794. Ils firent certainement preuve d'intransigeance dans leur opposition à la guerre, et furent les premiers à venir défendre Palmer et Muir.

Sheffield disposait d'un atout capital en la personne de Joseph Gales, éditeur et rédacteur habile, dont l'hebdomadaire, le *Sheffield Register*, soutenait la Société. Un journal plus intellectuel, *The Patriot*, parut aussi quelque temps à Sheffield. Fondé en 1787, le *Register* atteignit un tirage de 2 000 exemplaires par semaine en 1794 – chiffre consi-

99. A. Aspinal, *op. cit.*, p. 4, 5.

dérable pour l'époque. L'esprit « démocratique » d'alors influait sur les mœurs comme sur la politique : les « démocrates » étaient aussi des réformateurs vestimentaires, se promenaient à pied et non à cheval dans la campagne, supprimaient tous les titres, y compris *Mr* et *Esquire*, et – s'ils étaient jacobins – portaient les cheveux courts. De même, la presse démocratique provinciale – le *Sheffield Register*, le *Manchester Herald*, le *Cambridge Intelligencer*, dirigé par Benjamin Flower, réformateur unitarien – renouvelait le journalisme provincial, qui s'était jusque-là contenté de copier la presse londonienne, en présentant des articles de fond originaux. De la politique inaugurée par Gales, on trouvait aussi l'expression dans le premier numéro du *Manchester Herald*, le 31 mars 1792 :

> Nous consacrerons peu de place aux sujets *à la mode* – aux Nouveautés vestimentaires à la Cour et aux Intrigues de la Cour – aux Chasses, aux Réceptions ou aux Visites – qui n'intéressent que les Papillons de la Société [...]

Le journal de Gales, ainsi que sa librairie et les brochures qu'il imprimait, était partie intégrante du mouvement de Sheffield[100].

Dès sa naissance, la Société de Sheffield s'appuyait sur « la couche inférieure des Fabricants et des Ouvriers » de l'industrie de la coutellerie[101]. (Bien que soit parfois mentionnée la propagande faite dans les villages alentour, il semble qu'aucun mineur ni ouvrier agricole n'ait fait partie des comités.) La composition de la Société londonienne était évidemment bien plus hétérogène. Elle recrutait ses membres au sein de sociétés très diverses, dans la tradition du *Coachmaker's Hall* et de la « Société de Libre Discussion » (où Thelwall avait fait ses premières armes), ou des sociétés ultérieures d'« infidèles » décrites par Reid. La SCL était de loin la plus forte de toutes ces organisations, mais il y eut toujours d'autres groupes à sa périphérie.

100. Voir Donald Read, *Press and People*, 1861, p. 69-73 ; et aussi F. Knight, *op. cit.*, p. 72, et J. Taylor, « The Sheffield Constitutional Society », *Trans. Hunter. Soc.*, V, 1939.

101. « Fitzwilliam Papers », *loc. cit.*

La Société était répartie en « sections », dont l'effectif était fixé à 30 membres et qui se subdivisaient à leur tour lorsqu'elles atteignaient 45 ou 60 membres. Chaque section désignait un délégué au comité général hebdomadaire, ainsi qu'un sous-délégué avec voix consultative. Les sections pouvaient rappeler leur délégué et être consultées sur les questions de fond. Le compte rendu des séances, très bien tenu, révèle un échange vivant entre le comité et les sections. La base ne cessait de proposer des résolutions et surveillait jalousement les pouvoirs du comité. Par ailleurs, la crainte des indicateurs conduisit, après 1794, à déléguer des pouvoirs considérables à un exécutif, le comité de correspondance du comité général, composé d'environ 5 membres[102].

Il est extrêmement difficile d'évaluer avec précision l'effectif de la Société. Des maximums furent atteints à l'automne 1792, à l'été 1794 et surtout, semble-t-il, dans la seconde moitié de 1795. La Société elle-même revendiquait un grand nombre d'adhésions, parfois des dizaines de milliers. Les estimations des historiens semblent, en revanche, bien en dessous de la réalité. Par exemple, on laisse souvent entendre que le nombre total ne dépassa jamais 2 000, bien qu'il y ait de bonnes raisons de croire qu'il fut dépassé à la fois à Norwich et à Sheffield. La question se complique du fait que les souvenirs de deux des principaux membres du comité, en 1795-1796, sont en contradiction flagrante. Francis Place, qui fut à diverses reprises président du comité général, affirme que, pendant l'été 1795, il y avait 70 sections et 2 000 membres *se réunissant* chaque semaine. John Binns est plus précis. Selon lui, le revenu de la Société dépassa pendant quelque temps 50 livres par semaine : à 1 penny par semaine et par adhérent, cette somme aurait impliqué « la présence régulière de 12 000 membres ». Dans la mesure où beaucoup de membres versaient

102. On peut en lire une étude détaillée dans H. Collins, *op. cit.*, p. 110 ; pour l'analyse complète des questions d'organisation, cf. la thèse non publiée du Dr. Seaman. Les règlements changèrent plusieurs fois, et le compte rendu ci-dessus se fonde sur des impressions réunies à partir du registre des séances des deux ou trois premières années.

rarement leur cotisation ou n'assistaient qu'irrégulièrement aux réunions, il estime entre 18 000 et 20 000 le nombre *moyen* de membres participants, dont « la grande majorité [se composait] [...] de commerçants, d'artisans, d'ouvriers et de manœuvres ». À l'époque où il lui arriva de présider le comité général, en 1795-1796, le nombre moyen des délégués et sous-délégués de section réunis dans la salle de conférence de Thelwall, à Beaufort Buildings, allait de 160 à 180.

Ces deux témoignages ont été écrits plusieurs dizaines d'années après les événements. Le témoignage de Place est plus sûr, bien qu'il soit faussé par son désir de minimiser l'importance des « agitateurs » dans la Société. Quant à Binns, son récit est faussé par la volonté de donner une image romantique de sa jeunesse jacobine. L'un des problèmes est d'évaluer le nombre des adhérents de chaque section. La règle qui obligeait les sections à se diviser lorsqu'elles atteignaient le chiffre de 45 n'était pas observée dans les premières années. Lorsque nous pouvons consulter les archives des sections pour les années 1792-1794, nous relevons des extrêmes allant de 17 à 170 membres, tandis que Hardy, dans ses réponses prudentes et pondérées devant le Conseil privé, affirma en 1794 que sa propre section comptait 600 membres. Mais seulement 50 à 60 d'entre eux *se réunissaient* effectivement chaque semaine, proportion que l'on retrouve dans tout mouvement populaire. Margarot déclara devant la Convention britannique de décembre 1793 que la Société comptait entre 12 000 et 13 000 membres, ce qui était très certainement une exagération. Un indicateur bien informé – probablement le « Citoyen Groves » – signalait en mai 1794 : « Ils disent eux-mêmes être plus de 18 000 [...] mais cela semble absolument incroyable. » Il indiquait qu'à la même époque le revenu trimestriel de la Société (280 livres) équivalait à un nombre total de cotisants de 5 500 (à raison de 13 pence par membre et par trimestre). Un autre informateur (Powell) envoya des rapports réguliers, à l'automne 1795, comportant les relevés hebdomadaires des adhésions nouvelles et des participants aux réunions des sections. Ces indications confirment l'estimation de Place évaluant à un peu moins de 2 000 le nombre de présents chaque semaine, bien que ce

chiffre soit multiplié plusieurs fois sur les registres de la Société. Selon Powell, à la fin de 1795, « on a dressé un état général de la Société à partir des Registres des Sections, et il apparaît qu'ils ont en fait plus de 10 000 inscrits ». Mais il considérait qu'il s'agissait d'une « erreur de comptabilité », car on y incluait beaucoup de membres qui s'étaient détachés du mouvement depuis 1794, tandis que « beaucoup s'inscrivent, paient les 13 pence et disparaissent à tout jamais ». Les estimations de Place et de Binns ne sont donc pas totalement contradictoires. On peut dire bien des choses de Pitt, mais il était loin d'être un imbécile ; il n'aurait certainement pas donné sa caution à des procès en haute trahison, fort impopulaires, et promulgué les « Deux Lois » s'il n'avait eu en face de lui qu'une organisation de moins de 2 000 membres. Il est raisonnable d'évaluer ses membres actifs à moins de 2 000, ses membres cotisants à 5 000, et le nombre total de ses adhérents (sur le papier) à plus de 10 000, au début de 1794 et à la fin de 1795[103].

L'activité et les finances de la Société étaient gérées avec le soin le plus minutieux et un profond respect des principes démocratiques. Lors de la réunion fatidique d'octobre 1793 qui nomma Margarot et Gerrald délégués à la Convention britannique, on s'opposa à un délégué qui se portait volontaire *sans compensation* (c'est-à-dire à ses propres frais), parce que cette pratique était « contraire aux principes de notre Société ». À une époque où la Société avait besoin d'argent, cet incident illustrait le principe du paiement de tout service rendu, afin d'éviter que des hommes fortunés ou oisifs n'en prennent le contrôle. Binns rapporte d'autre part : « Lorsque j'étais en déplacement comme délégué, ils payaient largement mes dépenses[104]. »

103. Archives des sections et rapports de Powell dans P.C. A.38 ; « Examinations before the Privy Council », T.S. 11.3509 ; Grove dans T.S. 11.3510 (A) ; le récit de la Place, Add. MSS 27808 ; J. Binns, *Recollections*, p. 45, 46 ; par « A member », *Account of the British Convention*, *op. cit.*, p. 40 ; *Correspondence of the LCS*, *op. cit.*, p. 29, 35. On enregistra 2 600 nouvelles adhésions entre juin et novembre 1795.

104. Procès-verbaux de la SCL, Add. MSS 27812 ; J. Binns, *op. cit.*, p. 36.

Les récits sur l'activité des sections varient. Place, avant tout soucieux de se forger un passé constitutionnel modéré, insistait surtout sur les activités éducatrices : sa SCL ne ressemblait pas du tout à celle que décrit Pitt ; c'était une association pour l'éducation ouvrière avant la lettre. Sa section se réunissait dans un domicile privé : « J'y retrouvais beaucoup d'hommes curieux, intelligents, intègres. [...] Nous achetions des livres en souscription. [...] Nous nous retrouvions le dimanche soir pour lire, parler, discuter. »

> Voici comment nous procédions ordinairement lors de ces réunions hebdomadaires. Le président (chaque membre était président à tour de rôle) lisait un passage d'un livre [...] et les personnes présentes étaient invitées à le commenter, et beaucoup le faisaient, mais sans se lever. Puis on lisait un autre extrait que l'on commentait à nouveau. Puis on lisait le reste et l'on invitait ceux qui jusque-là n'avaient rien dit à donner leur opinion. Enfin une discussion générale clôturait le tout.

« Les effets moraux de la Société furent considérables. Elle incitait des hommes à lire des livres plutôt qu'à passer leur temps au cabaret. Elle leur apprenait à penser, leur donnait le respect d'eux-mêmes et le désir de voir leurs enfants instruits. Elle les élevait dans leur propre opinion[105]. »

Tout cela est fort bien dit. C'est un excellent compte rendu des premières phases de l'éducation politique d'une classe. Dans la mesure où il contient une part importante de vérité, il est en partie vrai. Mais nous ne saurions ignorer que Place adoptait, face à James Mill, l'attitude du bon Noir selon l'homme blanc. Les rapports d'indicateurs de l'époque sont empreints d'une fébrilité qui semble avoir échappé à Place... Un portefaix londonien rapportait que « presque tout le monde parle à la fois, et il y a toujours un grand vacarme jusqu'à ce que le délégué se lève. Les esprits s'échauffent et les gens perdent patience, alors le délégué se lève et tente de les calmer ». Nous savons en outre que les sections ne se réunissaient pas *toujours* le dimanche

105. Add. MSS 27808 ; G. Wallas, *op. cit.*, p. 22 ; R. Birley, *The English Jacobins*, 1924, appendice, II, p. 5.

chez des particuliers. De nombreuses sections des quartiers pauvres étaient chassées d'une taverne à l'autre. Le compte rendu donné par W.H. Reid des réunions des clubs à la fin des années 1790, avec les « chansons où le clergé était régulièrement injurié », « les pipes et le tabac », « les tables jonchées de brochures à un, deux ou trois pence », est tout aussi crédible que celui de Place : les deux témoignages ne sont pas incompatibles[106].

Il n'y a aucun doute sur la composition sociale de la Société. C'est avant tout une société d'artisans. Les registres de section encore disponibles révèlent la présence de tisseurs de soie, d'horlogers, de cordiers, d'ébénistes, de charpentiers, de tailleurs. Le registre d'une section de 98 membres donne la liste de 9 horlogers, 8 tisserands, 8 tailleurs, 6 ébénistes, 5 cordonniers, 4 cordiers, 3 charpentiers, 3 teinturiers, 3 coiffeurs, 2 marchands, 2 rubaniers, 2 bouchers, 2 bonnetiers, 2 ciseleurs, 2 maçons, 2 coupeurs, 2 fabricants de culottes, 2 fabricants de lits, 2 ouvriers en porcelaine et 1 papetier, 1 chapelier, 1 boulanger, 1 tapissier, 1 serrurier, 1 tréfileur, 1 musicien, 1 chirurgien, 1 fondeur, 1 vitrier, 1 ferblantier, 1 vernisseur, 1 libraire, 1 graveur, 1 mercier, 1 magasinier et 1 manœuvre. Les autres ne sont pas classés[107]. Si certains des propagandistes les plus actifs de la Société, comme Gale Jones et Thelwall, étaient médecins ou journalistes, la plupart des membres du comité étaient artisans ou commerçants : Ashley (cordonnier), Baxter (compagnon orfèvre), Binns (plombier), John Bone (libraire à Holborn), Alexandre Galloway (fabricant d'instruments de dessin, qui devait devenir le principal employeur d'ouvriers métallurgistes de Londres), Thomas Evans (colorieur de gravures, puis – plus tard – fabricant de vilebrequins), Richard Hodgson (maître chapelier), John Lovett (coiffeur), Luffman (orfèvre), Oxlade (maître relieur). Les autres peuvent se classer en cordonniers, boulangers, tourneurs, libraires et tailleurs. En juin 1794,

106. P.A. Brown, *op. cit.*, p. 73 ; W. H. Reid, *op. cit.*, p. 8. Le récit de Place met en scène des artisans et des boutiquiers du centre de Londres ; les autres récits, des sections à l'est et au sud de la capitale.

107. P.C. A. 38.

le « Citoyen Grove » donna à ses employeurs un état révélateur de la composition sociale de la Société :

> Certains ressemblent à des commerçants respectables, et possèdent des qualités certaines mais laissées en friche : s'ils sont hardis, ils restent prudents. Il y a peu de délégués de cette sorte. D'autres appartiennent sans doute à une couche inférieure – ce sont probablement des compagnons ; bien qu'ils ne semblent posséder aucune capacité et ne disent rien, ils paraissent décidés [...] et ils votent invariablement pour toute motion qui fait preuve d'une certaine audace. Le dernier groupe [...], qui est le plus nombreux, se compose de l'ordre le plus bas de la société. Bien peu ont une apparence respectable, certains sont sales et en haillons, et d'autres sont des vauriens à l'air si misérable qu'il faut dominer la fierté innée, que possède naturellement tout homme bien élevé, rien que pour s'asseoir à leurs côtés ; j'ai vu lors d'une Audition à l'*Old Bailey* des individus beaucoup plus respectables relâchés par proclamation à la fin de la session, pour insuffisance dans l'acte d'accusation. Ils semblent très violents et prêts à adopter tout ce qui va [dans le sens de] la Confusion et de l'Anarchie[108].

Ces jacobins anglais étaient beaucoup plus nombreux, et ressemblaient plus au *menu peuple*[109] qui a fait la Révolution française qu'on ne veut bien l'admettre. Ils ressemblent en fait moins aux jacobins qu'aux sans-culottes des sections parisiennes, dont l'égalitarisme fervent soutint la dictature et la guerre révolutionnaire de Robespierre en 1793-1794[110]. Leurs bastions ne se trouvaient pas encore dans les nouvelles villes industrielles, mais du côté des artisans urbains aux traditions intellectuelles plus anciennes : dans la vieille ville industrielle de Norwich, qui n'avait pas encore cédé la prééminence de l'industrie lainière au West Riding ; à Spitalfields, où l'industrie de

108. T.S. 11.3510 A (3).

109. En français dans le texte (*NdT*).

110. Cf. A. Soboul, *Les Sans-culottes parisiens en l'an II*, Paris, 1958, t. II ; et les remarques pertinentes de R. Cobb sur la base sociale des sectionnaires dans « The People in the French Revolution », *Past and Present*, XV, avril 1959.

la soie, aux apprentis notoirement turbulents, souffrait de la concurrence du coton du Lancashire ; et à Sheffield, où de nombreux compagnons couteliers étaient en passe de devenir des petits maîtres. Comme à Paris en l'an II, les cordonniers occupaient toujours une place décisive. Ces artisans tiraient les conséquences extrêmes des doctrines de Paine : démocratie absolue et opposition fondamentale à la monarchie, à l'aristocratie, à l'État et au fisc. Dans les moments d'enthousiasme, ils formaient le noyau dur d'un mouvement qui bénéficiait du soutien de milliers de petits commerçants, de libraires et d'imprimeurs, de médecins, de maîtres d'école, de graveurs, de petits maîtres et de prêtres dissidents, d'un côté ; et de portefaix, de charbonniers, de manœuvres, de soldats et de marins, de l'autre.

Le mouvement ne produisit que deux théoriciens d'envergure, qui révélaient ses tensions internes. John Thelwall, fils d'un marchand de soieries, était le plus important : il avait un pied dans le monde de Wordsworth et de Coleridge, et un autre dans celui des tisserands de Spitalfields. Après le déclin du mouvement, on prit l'habitude de dénigrer le « pauvre Thelwall » : au début du XIX^e^ siècle, on le considérait comme un personnage pathétique, vaniteux, miné par la manie de la persécution, en partie justifiée, et qui gagnait sa vie comme professeur de rhétorique. Il avait aussi la malchance d'être un poète médiocre, et les historiens et critiques ne peuvent pardonner un tel crime, bien que l'on ne cesse de le commettre autour de nous. Élevé « dans l'horreur maladive du jacobinisme [...] et le culte du nom de Pitt », De Quincey ne faisait qu'exprimer l'opinion de la génération suivante d'intellectuels radicaux en parlant de « ces pauvres hommes qui, comme Thelwall, ressemblent à des tambours vides ». Ce jugement lui a survécu jusqu'à ce jour.

Mais il fallait être plus qu'un tambour vide pour se présenter comme le principal chef jacobin après les procès de Margarot et de Gerrald ; pour risquer un procès en haute trahison ; et pour continuer à agir après les « Deux Lois » – ce que Tooke et Hardy ne firent pas. Il fallait probablement être doté d'un certain tempérament d'acteur. C'était précisément le défaut des jacobins anglais (Hardy excepté) que ce goût de l'emphase dramatique, qui allait parfois jusqu'au ridicule. Mais

l'heure était à la rhétorique, et la rhétorique d'un parvenu[111] est assurément moins sobre que celle d'un Burke. On peut certainement pardonner les excès des Tribunes de la Liberté – qui étaient effectivement les tribunes d'une liberté réelle – puisqu'ils ont servi à leur donner du courage. De plus, dans la fièvre de l'action politique entre 1793 et 1795, Thelwall fit preuve à la fois de courage et de discernement. Il mena un combat public en 1793 contre les autorités de Londres pour obtenir le droit d'organiser des conférences et des débats. Après avoir été pourchassé de salle en salle, il finit par obtenir, avec l'appui d'un comité d'auditeurs, les locaux de Beaufort Buildings, qui servirent à la fois de centre de conférences et d'abri pour les activités générales de la Société en 1794 et 1795[112]. Après l'arrestation de Hardy, il se rallia aussitôt à la Société. Quand des indicateurs assistaient à ses conférences, il exploitait la situation en parlant du rôle des indicateurs. Quand on tentait de provoquer des troubles, il faisait évacuer le public dans le calme. Il corrigeait les résolutions trop téméraires et se défiait de toute provocation. Il savait manier les foules : lors de la dernière manifestation contre les « Deux Lois », on entendit des voix crier : « Les soldats ! les soldats ! » On rapporte qu'il transforma une vague de panique en vague de solidarité, en exposant les conceptions de la Société sur la fraternisation avec les militaires.

En 1795 et 1796, ses exposés, ainsi que ses textes, ont une profondeur et une cohérence très avancées par rapport à ceux d'autres jacobins actifs. On trouve chez lui une appréciation claire des événements français vus d'Angleterre.

> Voici ce que je glorifie dans la Révolution française. Cette Révolution a défendu et propagé le principe que l'ancienneté des vieux abus ne les transforme pas en vertus [...] que l'homme a des droits que ni les statuts ni les usages ne peuvent lui ôter [...] que la pensée doit être libre [...] que les êtres intelligents sont autorisés à utiliser leur intelligence [...] qu'un ordre de la société n'a pas le droit de piller ni d'opprimer les autres parties de la communauté, quel que soit le nombre d'années

111. En français dans le texte (*NdT*).
112. Cf. C. Cestre, *op. cit.*, p. 74 *sq.*

> depuis lesquelles il se rend coupable de ce pillage. [...] Tels sont les principes que j'admire et qui me font me réjouir de la Révolution française en dépit de tous ses excès.

Pendant la Terreur de Robespierre, il eut le courage de soutenir que « les excès et les violences en France ne sont pas la conséquence des nouvelles doctrines révolutionnaires ; mais du vieux levain de la vengeance, de la corruption et de la suspicion, fruit de la cruauté systématique de l'ancien despotisme ». Il n'apporta son soutien ni aux girondins inefficaces ni à la Montagne, critiquant « l'imbécillité du parti philosophe et la férocité du parti violent ». Mais, à la mort de Robespierre, il fit immédiatement un exposé sur le « parallèle entre les caractères de Pitt et de Robespierre » :

> *Robespierre* opprimait injustement les riches pour pouvoir conserver sa popularité auprès des pauvres. *Pitt* a négligé les pauvres, puis les a opprimés par ses guerres et les impôts qui en découlent, pour assurer sa popularité auprès des riches. *Robespierre* mit sur pied une Constitution libre, et exerça la tyrannie en s'opposant directement à elle. *Pitt* fait l'éloge d'une autre Constitution *libre*, et foule aux pieds toutes ses dispositions[113].

Cela aussi supposait un certain courage.

Ses conférences bihebdomadaires publiées dans *The Tribune* mêlaient éducation politique et commentaire de l'actualité dans un style qui annonce Cobett. Il donnait libre cours à un internationalisme généreux, en passionnant son auditoire avec le récit de la répression de la lutte pour l'indépendance polonaise dirigée par Kosciuszco. Son radicalisme dépassait rarement les limites de celui de Paine : mais il insistait beaucoup plus que Paine sur les questions économiques et sociales. Il exprimait la revendication de l'artisan désireux de vivre de façon indépendante d'un travail raisonnable. Il dénonçait la législation pénalisant « les pauvres compagnons qui s'associent [...] alors que les riches industriels, les monopoleurs, les entrepreneurs [...] peuvent

113. *Tribune*, 25 avril et 23 mai 1795 ; C. Cestre, *op. cit.*, p. 173.

s'associer à leur gré[114] ». Il rejetait la notion de « nivellement » et qualifiait de lointains et « spéculatifs » les plans de nationalisation de la terre ou de pantisocratie. Il défendait le manufacturier indépendant capable de s'élever « à la sueur de son front ». Mais « la production n'est qu'une farce si elle ne s'accompagne pas d'une juste répartition. [...] Il suffirait d'une faible quantité de travail pour assurer le nécessaire et le superflu, si la propriété était bien répartie ». Les ennemis d'une sage distribution étaient pour lui le « monopole de la terre » et les enclosures, ainsi que l'« accumulation du capital ». Il élargissait ainsi les *Droits de l'homme* aux *Droits de la nature* :

> J'affirme que *tout* homme, *toute* femme ou *tout* enfant devrait obtenir plus, de la distribution générale des fruits du travail, que sa nourriture, des haillons et un hamac misérable avec au-dessus une mince couverture ; et cela, sans devoir travailler douze ou quatorze heures par jour [...] de six à soixante-dix ans. – Ils ont un droit, un droit sacré et inviolable [...] à un certain confort et à un certain plaisir [...] à un certain temps libre raisonnable pour discuter de ces questions, et aux moyens et à l'information susceptibles de leur faire comprendre leurs *droits* [...].

Ces « droits » comprennent « un droit à la part du produit [...] proportionnelle aux profits de l'employeur », et le droit à l'éducation permettant à l'enfant de l'ouvrier de s'élever « au plus haut niveau social ». Et, au milieu de toute une série d'idées et de propositions qui ont contribué à alimenter la politique ouvrière du XIX^e^ siècle – car on pouvait encore trouver *The Tribune* et *les Droits de la nature* dans la bibliothèque des radicaux du XIX^e^ siècle –, Thelwall tenta de remonter aux origines de la journée de huit heures et la présenta comme la « norme » traditionnelle du travail ouvrier.

On peut dire que Thelwall offrait aux artisans une idéologie cohérente. Son analyse ultérieure des *Droits de la nature* consistait à étudier l'« Origine et la Répartition de la Propriété », ainsi que le « Système Féodal ». Bien qu'à l'instar de Paine il ne soit pas allé jusqu'à la cri-

114. Bien que la loi sur les coalitions n'ait été votée qu'en 1799, elle ne fit que renforcer une législation *déjà* existante contre les syndicats.

tique de l'accumulation privée du capital en tant que telle, il voulait limiter le « monopole » et l'exploitation « commerciale », cherchant à décrire une société idéale de petits propriétaires, de petits artisans et commerçants, et d'ouvriers dont les conditions et les heures de travail, la santé et la vieillesse seraient protégées[115].

Thelwall conduisit le jacobinisme à la lisière du socialisme : il le mena aussi à la lisière du révolutionnarisme. Le dilemme n'était pas dans son esprit mais dans la situation : c'est le dilemme de tous les réformateurs radicaux jusqu'au chartisme, et même au-delà. Comment les couches non représentées au Parlement, dont les organisations étaient persécutées et réprimées, pouvaient-elles atteindre leurs objectifs ? Fallait-il recourir à la force « morale » ou « physique », pour parler comme les chartistes ? Thelwall refusait la politique de Place, qui consistait à miser sur l'éducation du peuple, et à le considérer comme un simple auxiliaire de la bourgeoisie. Il acceptait que l'action politique reposât sur une agitation générale, mais il était opposé à la voie extrême de l'organisation révolutionnaire clandestine. Cette situation difficile lui imposait – et imposera aux réformateurs ultérieurs – de choisir entre rhétorique provocante et capitulation. Ce dilemme n'a cessé de resurgir entre 1792 et 1848. Les jacobins et les chartistes, qui agitaient la menace de l'intervention des masses populaires, tout en se refusant à préparer la révolution, s'exposaient toujours au moment critique à perdre la confiance de leurs propres partisans et à être la risée de leurs adversaires.

Il est clair que certains membres de la SCL étaient résolus à aller plus loin. Il va sans dire que nous ne connaîtrons jamais bien les groupes engagés dans des activités illégales, qui prenaient soin de laisser le moins possible de traces écrites. Mais les adeptes de la révolution, au sein de la SCL, sont toujours reliés d'une manière ou d'une autre au nom de Thomas Spence. C'était un pauvre maître d'école de Newcastle, où il avait élaboré ses théories sur la nationalisation de la terre dès 1775. Il arriva à Londres en décembre 1792. Il fut presque aussitôt

115. *Tribune*, 3 vol., *passim* ; C. Cestre, *op. cit.*, p. 175 *sq.* ; J. Thelwall, *The Rights of Nature*, *op. cit.*, Lettres I et II.

arrêté pour avoir vendu les *Droits de l'homme*, mais acquitté. Il publia et vendit des brochures, d'abord dans une boutique de Chancery Lane, puis au numéro 8 de Little Turnstile, ensuite au numéro 9 d'Oxford Street, enfin dans une voiture de quatre-saisons où il vendait aussi du salep (infusion de sassafras). Place l'a décrit comme un homme « ne dépassant pas un mètre cinquante, très honnête, simple, d'esprit droit, qui adorait l'humanité et croyait dur comme fer qu'un jour viendrait où les hommes seraient vertueux, sages et heureux. Il était ignorant des usages de ce monde à un point difficilement imaginable ». Tout au long des années 1790, Spence rédigea des tracts, des inscriptions à la craie, des feuilles imprimées et un périodique, de 1793 à 1796, *Pig's meat*. Il fut emprisonné entre mai et décembre 1794 dans le cadre de la suspension de l'*Habeas corpus*. Entre 1795 et 1797, il se mit à vendre également des médailles jacobines. Il fut à nouveau emprisonné en 1801. À sa libération, la petite société spencéiste continua d'être un centre d'activité politique, et ce jusqu'à sa mort en 1814, et même après.

Il est facile de ne voir en Spence qu'un excentrique, avec ses réformes universelles d'un intérêt mineur et l'alphabet phonétique qu'il utilisa pour publier le compte rendu de son procès de 1801. Cependant, nous avons quelques vagues indications, dont il est fait état lors des procès en trahison de 1794, sur l'existence d'un lien entre sa boutique et des activités de préparation et d'entraînement militaires. D'autre part, dans les dernières années de la SCL, plusieurs membres dirigeants, y compris Thomas Evans et Alexander Galloway, étaient sans nul doute spencéistes. Spence reprit les arguments de Paine contre l'aristocratie héréditaire et en tira toutes les conclusions : « Nous devons abolir non seulement les Droits Seigneuriaux personnels et héréditaires, mais aussi leur fondement, la Propriété Privée de la Terre » :

> L'esprit public étant convenablement préparé par la lecture de mes petites brochures [...] quelques Paroisses çà et là n'ont qu'à décréter que la terre leur appartient et constituer une convention de Délégués Paroissiaux. D'autres Paroisses voisines [...] suivront leur exemple et enverront aussi leurs délégués ; c'est ainsi qu'une Nouvelle République

> belle et puissante naîtra aussitôt dans toute sa force. Le pouvoir et les ressources de la Guerre passant ainsi en un instant aux mains du Peuple [...] ses Tyrans seront affaiblis et inoffensifs [...] Privés de leurs Rentes et des Terres qui les produisaient, ils n'auront plus jamais le Pouvoir ni la force de renverser notre Temple de la Liberté.

Rien ne permet d'affirmer que Spence ait été directement impliqué dans des préparatifs d'insurrection (en ce qu'ils ne se confondent pas avec une exhortation de portée générale). Mais il croyait certainement aux méthodes clandestines : la presse secrète, le billet anonyme, le signe sur le trottoir, le club de taverne, peut-être l'émeute de la faim. Il se décrivit lui-même à son procès comme « l'Avocat non rétribué de la semence déshéritée d'Adam ». Sa propagande n'était guère faite pour lui assurer une large audience dans les milieux urbains, et elle semble n'avoir jamais gagné les régions rurales. Mais l'un de ses disciples, Thomas Evans, fut le premier à donner au socialisme agraire de Spence une application plus générale. Dans sa *Constitution chrétienne, salut de l'Empire*, publié vers la fin des guerres napoléoniennes, il posa le problème en ces termes :

> Toute la terre, les rivières, les mines, les maisons et toute la propriété féodale permanente, doivent être restituées au peuple [...] et administrées en commun comme celle de l'Église.

Il insiste encore sur la richesse « féodale », et non commerciale ou industrielle. Mais les classes sont définies de façon plus précise que chez Paine :

> Tout d'abord, régler la propriété, les domaines nationaux, du peuple, sur des fondements équitables et justes, et ce règlement unique conviendra à tout [...] et provoquera une véritable réforme radicale pour toute chose. Toute autre tentative réformatrice *équivaudrait en fait à la ruine* [...] car elle laisserait intactes les différentes classes sociales.

Les écrits d'Evans appartiennent en fait à la période postérieure aux guerres. Il fut pourtant l'un des derniers secrétaires de la SCL, ce qui

nous montre bien l'importance des partisans de Spence, seul groupe jacobin à pouvoir revendiquer une action constante tout au long des guerres. Une autre tradition est tout particulièrement liée à ce groupe. Les *Droits des femmes* et la cause de la libération sexuelle furent soutenus pour l'essentiel par un petit cercle d'intellectuels réunis autour de Mary Wollstonecraft, Godwin, Blake et plus tard Shelley. Spence fut l'un des rares propagandistes jacobins à s'adresser tout particulièrement aux travailleuses dans ses écrits. *Les Droits des jeunes enfants ; ou : le* DROIT *imprescriptible des* MÈRES *à une part des Biens suffisante pour leur permettre d'allaiter et d'élever leurs Enfants*, tel est le titre d'une critique du *Socialisme agraire* de Paine, publiée sous forme de dialogue entre une femme et un aristocrate. Il fait dire à cette femme que, puisque les femmes trouvent que leurs maris « ont fait preuve d'une lamentable négligence à l'égard de leurs propres droits, nous, les femmes, avons l'intention de nous en occuper nous-mêmes ». Dans une brochure ultérieure, Spence défend le droit du petit peuple à divorcer facilement :

> Cette question est vécue si douloureusement dans ce pays que l'on croit que les Chaînes de l'Hymen seraient les premières à être brisées [...] en cas de Révolution, et l'organisation familiale de la vie confiée à Cupidon, qui, tout en étant un peu fantasque, n'est ni un geôlier ni une Divinité très sévère.

« Que signifient les Réformes gouvernementales et la Réparation des Torts publics, si l'on ne peut obtenir réparation des torts domestiques[116] ? »

116. On trouvera des éléments sur la vie de Spence dans le fonds Place, Add. MSS 27808 ; O.D. Rudkin, *Thomas Spence and his connections*, 1927 ; A.W. Waters, *Trial of Spence in 1801, etc.*, Leamington Spa, 1917 ; A. Davenport, *The Life, Writings and Principles of Thomas Spence*, 1836 ; T. Spence, *Pig's Meat : The Rights of Infants*, 1797 ; *The Restorer of Society to its Natural State*, 1801 ; Cole et Filson, *op. cit.*, p. 124-128 ; T. Evans, *Christian Polity the Salvation of the Empire*, 1816, p. 14, 33, et *Life of Spence*, Manchester, 1821.

Après les « Deux Lois », écrivit Place, « certains estimèrent dangereux et d'autres inutile de continuer à se réunir ». « Toute l'affaire s'effondra rapidement. [...] L'activité de la Société n'augmenta qu'après que le nombre de ses membres eut fortement diminué. » Des délégations du comité général durent se rendre auprès des sections inactives ou apathiques : « Je me rappelle ainsi avoir dû rendre visite à trois sections en une seule soirée, et les avoir haranguées chacune en leur reprochant leur négligence. [...] La correspondance avec le reste du pays était également très importante[117]. »

La Société se croyait entourée d'espions. Binns rapporte que, lorsque Thelwall entrait dans un restaurant *à la mode*[118], « il se sentait flatté de voir que la moitié des boxes de la salle étaient occupés par des indicateurs de police ». « Il ne se passe rien, écrivait le graveur ami de Blake, George Cumberland, si ce n'est que la *Grande-Bretagne* pend les Irlandais, traque les esclaves en fuite, nourrit la Vendée et organise le trafic de la chair humaine. » Il lui suffisait de commander un petit déjeuner pour qu'« un homme étrange mais bien habillé s'asseye à l'autre bout de mon box[119] ». Après avoir été agressé par des marins à Yarmouth, Thelwall continua sa tournée de conférences. Il fut à nouveau attaqué par « des marins, des groupes armés et les dragons d'Inniskilling » (et les magistrats lui refusèrent toute protection), à Lynn, Wisbech, Derby, Stockport et Ashby-de-la-Zouch. Il fut nommé rédacteur en chef du *Derby Courier* pendant deux semaines, mais on l'obligea à quitter cette fonction.

Il avait enfin atteint le point de rupture. Les « artisans, boutiquiers,

117. Add. MSS 27808. À l'été 1796, Place démissionna de l'exécutif. Il quitta aussi le comité général en mars 1797, et la Société en juin 1797. Les rapports de Powell (P.C. A.38) révèlent que les adhésions nouvelles sont presque réduites à zéro après le vote des « Deux Lois ». 16 sections ne peuvent se réunir en janvier 1796. 1 094 membres se réunissaient régulièrement dans les sections en février : leur nombre tomba à 826 en mars, 626 en mai, 459 en juin, et seulement 209 en novembre. Place portait encore le titre de secrétaire adjoint en décembre 1796.

118. En français dans le texte (*NdT*).

119. J. Binns, *op. cit.*, p. 44 ; D.V. Erdman, *op. cit.*, p. 272.

ministres dissidents et maîtres d'école » qui le recevaient pendant sa tournée en East Anglia et dans le Nord étaient menacés de tous côtés. La peur d'une invasion augmenta en 1797 ; des organisations armées ainsi que des corps de volontaires se constituaient autant contre la conspiration interne que contre les Français[120]. En 1796, Thelwall avait entamé une correspondance avec le jeune Coleridge, qui avait publié la *Sentinelle* (*Watchman*) à Bristol et appréciait ses *Droits de la nature*. « Il est intrépide, éloquent et honnête », écrivait Coleridge à un ami en 1797, ajoutant : « Si le jour de la tempête et des ténèbres arrive, il est plus que probable que l'influence de Thelwall sera considérable sur les basses classes. » Mais, pendant l'été 1797, Thelwall perdit sa combativité. Lors d'une visite qu'il fit à Coleridge, à Stowey en juillet, ils se promenèrent avec Wordsworth dans la campagne, et Thelwall envia la sérénité de ses deux compagnons :

> ... qu'il serait doux
> De cultiver notre petit lopin,
> L'un aidant l'autre, en aimable voisin,
> Bêche à la main, conversant agréablement,
> Et maintes fois, pausant, pour écouter
> Avidement ce que l'autre propose,
> Pour soupeser chaque mot d'importance,
> Et méditer [...]

C'est l'année où mûrissaient les *Ballades lyriques*, et les poètes faisaient eux-mêmes l'objet de la surveillance d'un agent du gouvernement, qui signala leur entretien enflammé avec le jacobin : « un petit homme corpulent aux cheveux noirs coupés court, portant un chapeau blanc ». Thelwall se décida à quitter la vie publique :

> Ah ! laissez-moi donc m'éloigner des conflits
> De la vie publique (où les avertissements de la Raison

120. En février 1797, les Français firent effectivement un petit débarquement près de Fishguard, sur la côte du Pembrokeshire : cf. E.H.S. Jones, *The Last Invasion of Britain*, Cardiff, 1950.

Ne se font plus entendre et où la trompette de la Vérité
Ne retentit que pour inciter la Bande de Gredins au Pouvoir
À des actes sanglants et à une furieuse anarchie).
Ah ! laissez-moi bâtir ma petite chaumière
Dans quelque vallon retiré ; je pourrais trouver
Le bonheur suprême, cher Samuel ! Près de toi, pour que je puisse souvent
Partager ta douce conversation, toi mon meilleur ami !

Mais Coleridge commençait à se lasser de la « trompette de la Vérité », et se préparait à briser sa propre « trompette stridente de la sédition ». Sa réponse à Thelwall fut amicale mais ferme : « Actuellement, je crois qu'il ne résulterait de votre installation ici que beaucoup de mal et peu de bien[121]. »

Pendant ce temps, tandis que Binns et Jones attendaient de passer en jugement, la SCL refusait d'abandonner la partie. Les élections législatives de 1796 donnèrent lieu à une alliance officieuse entre whigs et radicaux à Westminster. Fox déclara publiquement : « L'Histoire britannique n'a jamais connu de [Gouvernement] plus détestable. [...] Ce Gouvernement a fait périr plus d'êtres humains dans ses guerres avec l'étranger que Louis XIV, et attenté à la vie de plus d'innocents qu'Henri VIII. » Pendant la décennie suivante, l'opposition foxiste fut, avec le système du jury, le dernier rempart des libertés anglaises. (Si incompréhensible que cela puisse sembler à l'école de Namier.) Fox remporta lui-même sans difficulté le siège de Westminster. L'un des « assassins » de Burke, Horne Tooke, obtint près de 3 000 voix[122]. À Norwich, le patricien quaker Bartlett Gurney se présenta contre le ministre de la Guerre, Windham, avec l'appui de la Société patriotique. Comme à Westminster, l'électorat était important, et il eut pour lui la majorité des électeurs locaux, mais fut écrasé par des électeurs exté-

121. J. Thelwall, *Poems Chiefly written in Retirement*, Hereford, 1801, p. XXX, 129 ; C. Cestre, *op. cit.*, p. 142 *sq* ; H.O. 42.41 ; E. Blunden (éd.), *Coleridge Studies*, 1934.

122. C.J. Fox, 5 160 voix ; Sir A. Gardner, 4 814 voix (élus) ; J. Horne Tooke, 2 819 voix (battu).

rieurs importés de Londres. Selon Thelwall, les « électeurs populaires » l'auraient emporté si Gurney n'avait été un candidat absentéiste et inefficace, qui n'organisa même pas de meeting public. À Nottingham, le Dr. Crompton réalisa un score acceptable avec le soutien des jacobins[123].

L'effondrement survint à la fin de 1796. À l'automne, bien que Place ait eu la sagesse d'avertir la Société que cette dépense épuiserait ses ressources, elle fut encore assez forte pour publier un *Magazine moral et politique* de poids, manifestement inspiré en grande partie par les idées de Thelwall. Dix-huit sections de la Société payaient encore leurs cotisations en janvier 1797, mais, ce même mois, le nouveau secrétaire, John Bone (qui avait quitté la Société réformatrice), adressa une circulaire à tous les membres pour leur reprocher de ne pas assister aux réunions. Cet été-là, la Société inaugura une longue tradition de propagande politique en plein air, suivant l'exemple des prédicateurs itinérants dissidents et méthodistes. On prenait la parole chaque dimanche près de City Road, à Islington, Hoxton, Hackney, Hornsey, Bethnal Green, mêlant la propagande jacobine aux thèses déistes et athées. Selon Reid, on entreprit aussi de s'infiltrer systématiquement dans les sociétés de secours mutuel, ce qui fut d'une grande importance dans l'histoire du syndicalisme durant les années d'illégalité. En juillet 1797, on tenta de défier les « Deux Lois » en appelant à une manifestation publique à St. Pancras. Une foule considérable se présenta mais fut dispersée par les magistrats : six organisateurs furent arrêtés, dont Binns. La correspondance avec la province se poursuivit. La Société patriotique de Norwich écrivait en juillet : « Nous restons fidèlement à notre poste, [...] prêts à nous faire arrêter plutôt qu'à abandonner [...] » Mais il devenait plus difficile de transmettre les lettres ; cette société donna cinq nouvelles adresses de commerçants dont le courrier ne serait vraisemblablement pas suspecté : « Nous pensons que nous ferions mieux de changer de temps à autre les

123. J. Thelwall, *The Rights of Nature*, *op. cit.*, Lettre I, p. 25-29. Norwich : l'Honorable H. Hobart, 1 622 voix ; W. Windham, 1 159 voix (élus) ; Bartlett Gurney, 1 076 voix (battu). Nottingham : Lord Carrington, 1 211 voix ; D.P. Coke, 1 070 voix (élus) ; Dr. Crompton, 560 voix (battu).

adresses citées comme ci-dessus. » Après les arrestations de juillet, le partisan de Spence, Thomas Evans, devint secrétaire. La réunion du comité général de novembre publia une résolution condamnant les « esprits faibles » pour qui les associations populaires étaient inutiles. Ce document s'engageait à faire vivre la SCL le plus longtemps possible, mais ne fut signé que par sept personnes[124].

Nous disposons d'assez d'éléments pour conclure à l'existence d'au moins deux groupes dans la SCL, l'un essayant de poursuivre ses activités dans une quasi-légalité et publiant même ouvertement ses délibérations, et l'autre engagé dans l'illégalité. Certains membres (John Binns, son frère Benjamin et John Bone) appartenaient sans doute aux deux. Les historiens n'ont pas pris au sérieux cette activité clandestine : dans le contexte de 1796-1801, il aurait pourtant été étonnant qu'une telle évolution ne se produisît pas. En réalité, les ouvriers n'étaient pas étrangers à cette forme d'action : des messagers parcouraient toutes les régions de Grande-Bretagne pour promouvoir un syndicalisme illégal. Bien que les autorités aient falsifié les documents et que le sensationnel ait été le critère de leur sélection, rien ne prouve que des textes comme ceux du *Rapport de la Commission secrète* de 1799 soient des faux.

L'étude des activités « clandestines » des jacobins nous conduirait à la colonie anglaise émigrée à Paris, à l'insurrection des tisserands écossais de Tranent en 1797, et surtout aux relations entre les jacobins anglais et les Irlandais unis, dont la rébellion latente éclata en guerre ouverte en 1798. Mais les principaux signes annonciateurs d'une révolution en Angleterre furent les mutineries navales des escadres de la Manche et de la mer du Nord en avril et en mai 1797. Il est incontestable que les mutineries furent précipitées par les épouvantables conditions d'alimentation, de paiement et de discipline. Mais on possède aussi certaines preuves de l'intervention directe des jacobins. Quelques membres des sociétés de correspondance figu-

124. *Moral and Political Magazine of the LCS*, novembre 1796 ; P.C. A.38 ; H.O. 65.1 ; Registre des correspondances de la SCL, Add. MSS 27815 ; W.H. Reid, *op. cit.*, p. 17-20.

raient parmi les mutins. Richard Parker, « amiral » malgré lui de la « République flottante » de la mer du Nord, est un exemple typique de ces « hommes du contingent » instruits, qui introduisaient dans la marine le langage des *Droits de l'homme* et une certaine expérience d'organisation de comités. La présence de 11 500 marins irlandais et de 4 000 Irlandais de l'infanterie de marine ajouta un autre ferment révolutionnaire. « Je veux bien être damné si je comprends votre jargon ou l'une de vos interminables Proclamations », écrivait un mutin aux « Lords de l'Amirauté »,

> mais en un mot donnez-nous immédiatement ce qui nous est dû et qu'on n'en parle plus, et alors, nous irons faire la chasse aux Coquins Ennemis de notre Pays.

Tel a été, probablement, le langage de la majorité des mutins. Mais au cours d'une semaine critique, alors que la Tamise était soumise au blocus, les mutins envisagèrent de transférer la flotte en France (d'ailleurs, en désespoir de cause, quelques unités finirent par s'y rendre). Le trait remarquable de la conduite des marins n'est ni leur « loyalisme foncier » ni leur jacobinisme, mais le « caractère sauvage et extravagant » de leurs sautes d'humeur. C'est contre cette inconstance que Richard Parker mettait ses amis en garde dans un testament qu'il rédigea à l'article de la mort :

> Souvenez-vous de ne jamais vous mêler des affaires des classes inférieures, qui sont peureuses, égoïstes et ingrates ; le moindre incident les effarouche toujours, et celui-là même qu'elles ont porté aux nues un moment comme leur Démagogue, elles n'ont ensuite aucun scrupule à le conduire à la potence. Je dois dire que c'est avec infiniment de regret que je vous livre ces réflexions, mais [...] l'expérience m'en a démontré la véracité et, très bientôt, ma fin en servira d'illustration.

Mais il déclara dans le même souffle qu'il mourait « en Martyr de la cause de l'Humanité[125] ».

125. G.E. Manwaring et B. Dobrée, *The Floating Republic*, Penguin Books, surtout p. 200, 246, 265-268. Ce récit néglige certains faits prouvant

Ces grandes mutineries et la révolte irlandaise de l'année suivante furent des événements de portée mondiale, et illustrent à quel point l'emprise de l'*Ancien Régime*[126] anglais était précaire. Quand la flotte anglaise, principal instrument d'expansion européenne et unique rempart entre la France révolutionnaire et sa grande rivale, proclamait que « l'Ère de la Raison est enfin advenue », elle menaçait de bouleverser tout l'équilibre des rapports mondiaux. Il est stupide d'interpréter cet événement comme une banale affaire de biscuits et de soldes impayées, et non comme un mouvement révolutionnaire, sous prétexte que la majorité des marins avaient peu d'idées politiques claires. Cela procède d'une conception erronée de la nature des crises populaires révolutionnaires, qui naissent précisément de cette sorte de convergence du mécontentement de la majorité et des aspirations formulées par la minorité politiquement consciente. Pourtant, l'attitude adoptée par la SCL face aux mutineries reste problématique. On sait que des marins assistaient aux réunions jacobines à Portsmouth et à Chatham, et que des membres de la SCL prirent individuellement contact avec les délégués des navires et haranguèrent même des groupes de mutins. On racontait qu'un mystérieux « homme en noir » était en contact avec Parker et ses camarades. Il pourrait s'agir du Dr. Watson, qui préparait certainement à cette époque une invasion française, mais qui fut désavoué par la SCL, selon un témoignage ultérieur[127].

Ces mutineries posent donc, sous sa forme la plus aiguë, la question

---

la réalité de l'influence jacobine dans la marine ; on en trouvera une étude plus minutieuse dans C. Gill, *The Naval Mutinies of 1797*, 1913.

126. En français dans le texte (*NdT*).

127. C. Gill, *op. cit.*, p. 301, 319, 327, 339 *sq.* et appendice A. Sur Watson, cf. la déposition de Henry Hastings dans P.C. A.152 et les références dans *DNB*. Les récits extraordinaires sur une conspiration secrète européenne des Lumières et de la franc-maçonnerie jacobine semblent dépourvus de tout fondement en ce qui concerne l'Angleterre, bien qu'ils contiennent peut-être une part de vérité pour l'Irlande : cf. l'abbé Barruel, *Memoirs Illustrating the History of Jacobinism* (trad. et annoté par l'Honorable R. Clifford), 1798, IV, p. 529 *sq.*

du conflit entre les sympathies républicaines des membres de la SCL et leur loyalisme national. C'est à peu près à cette époque qu'un parti profrançais et révolutionnaire, comptant de nombreux émigrés irlandais, se différencia des réformateurs plus respectueux de la Constitution, dont beaucoup, comme Place, abandonnaient alors la lutte. En juin 1797, peu de temps après les mutineries, on appréhenda à Maidstone un certain Henry Fellowes qui distribuait des tracts aux soldats. C'était un émissaire de la Société londonienne. Une lettre adressée à John Bone à Londres indiquait que deux sections de la Société de Maidstone étaient actives et comptaient soixante participants. Elle demandait d'autres tracts, en particulier pour les soldats irlandais, ainsi que des exemplaires de l'« Adresse de Bonaparte » et de la *Justice agraire* de Paine. À la suite de ces événements, deux nouvelles lois furent votées, prévoyant la peine capitale en châtiment des serments illégaux et de toute tentative pour détourner les forces armées de leur mission[128]. Immédiatement après, un nommé Richard Fuller fut arrêté et condamné à mort pour avoir tenu des propos subversifs à un membre d'un régiment de la garde à pied, les *Coldstream Guards*.

La Société de Londres adopta elle-même une nouvelle structure mieux adaptée à l'organisation clandestine et à la lutte contre l'infiltration des indicateurs. Parallèlement, un comité secret se réunissait à Holborn dans la cave de *Furnival's Inn*. Il est très possible qu'il se soit agi d'un centre des Anglais unis, organisation servant surtout de relais aux Irlandais unis : en fait, en Angleterre, il est presque impossible de distinguer les deux organisations. Ses communications étaient orales ou chiffrées, ses émissaires utilisaient des mots de passe et des signes de reconnaissance :

> [...] un signe infaillible consistait à serrer sa main gauche avec la main gauche, puis à appuyer le Pouce sur la première phalange de son index, tandis qu'il agissait de même – l'un devait dire « Unité », l'autre répondre « Vérité » – puis l'un dire « Liberté », l'autre « La Mort » [...]

128. Cette loi contre les serments illégaux fut utilisée aussi contre les luddistes et les « Martyrs de Tolpuddle ».

À Londres, John et Benjamin Binns ainsi que le colonel Despard comptaient parmi les initiés. Un indicateur rapporte que l'une des sections, qui se réunissait au *Cock and Neptune* dans Well Close Square, « rassemblait surtout des charbonniers ». Si, à Londres, elle était composée d'ouvriers irlandais de la Tamise, on affirma également qu'elle ne comptait pas moins de cinquante sections à Liverpool et Manchester, ainsi que d'autres sections dans les villages de tisserands du sud-est du Lancashire[129]. Elle obtint quelques succès à Manchester en s'infiltrant dans l'armée, où quelques membres, parmi les dragons légers, acceptèrent de prêter serment :

> Devant Dieu omniprésent, moi, soldat valide, jure de ne plus obéir au Colonel mais au [...] Peuple. De ne plus obéir aux Officiers mais au Comité des Anglais unis [...] et d'aider par les armes, autant que je le pourrai, l'instauration d'un Gouvernement républicain dans ce Pays et dans les autres, et d'aider les Français à Débarquer pour libérer ce Pays.

(L'accent irlandais transparaît même dans l'orthographe du texte original[130].) L'organisation secrète s'étendit donc certainement au-delà des rangs des Irlandais, et il semble que les conspirateurs aient été divisés en plusieurs tendances au printemps 1798. D'un côté, les jacobins d'origine anglaise poursuivaient manifestement leurs activités sous des couvertures diverses. Les « Amis de la Liberté » de Rochdale et de Royton (été 1797) ont sans doute été liés à un centre de Manchester baptisé « Institut pour la Diffusion du Savoir parmi

129. Un prisonnier interrogé en mai 1798 témoigna que la société de Manchester « avait beaucoup décliné » en 1796 « en raison d'une dispute entre les Gentilshommes qui en faisaient partie et les Ouvriers de la Société ». Il semblerait que les ouvriers en question aient entrepris de constituer des sections des Anglais unis, qui, selon une autre déposition, auraient été au nombre de 29 (cf. H.O. 42.45).

130. Voici, par exemple, le début du texte cité : « *In a ful Presence of God. I a. b. doo swear not to abey the Cornall but the [...] Peapell. Not the officers but the Committey of United Inglashmen [...]* » (*NdT*).

les Ouvriers de Manchester et de sa Région ». À Bolton, un informateur réussit, en février 1798, à se faire admettre chez les Anglais unis en prêtant serment : le dirigeant local « recommanda un Club de Lecture fort utile pour faire des Prosélytes ». En février 1798, un prêtre irlandais de Thornley fut contacté par un compatriote franc-maçon (un « Chevalier du Temple ») qui se vanta de la présence de 20 000 Anglais unis à Manchester : « Comme j'étais un *Saint Père* », écrivit le prêtre aux autorités, cet homme croyait pouvoir sans danger lui confier ses secrets. Un ecclésiastique de Bolton écrivit le même mois au duc de Portland : « Ils semblent ne pas être tous d'accord pour espérer une intervention française. Certains déclarent qu'ils sont capables de régler eux-mêmes leurs affaires [...][131]. »

Pendant l'hiver 1797-1798, un prêtre irlandais, le père O'Coigly, parcourut l'Irlande, le Lancashire et la France, sous le nom de « Capitaine Jones ». Il se rendit à Londres au début de 1798, et John Binns était à la recherche d'un contrebandier dans l'un des ports du Kent, afin de faire passer O'Coigly et Arthur O'Connor en France, quand les trois hommes furent arrêtés. On trouva sur O'Coigly un document où étaient envisagées les diverses façons d'accueillir les Français en Angleterre en cas d'invasion. Car, si les Anglais avaient beaucoup de sujets de mécontentement, ils redoutaient aussi que la France ne réduisît la Grande-Bretagne au rang de province. On conseillait donc aux Français, en cas de débarquement, de publier la proclamation suivante : 1° les îles Britanniques formeraient des « républiques distinctes » ; 2° chacune choisirait son propre type de gouvernement ; 3° tous ceux qui se joindraient aux envahisseurs recevraient des armes ; 4° on ne lèverait aucune contribution, sauf l'argent nécessaire aux frais occasionnés par l'invasion ; 5° la France limiterait ses acquisitions aux navires et aux possessions outre-mer dont les alliés l'avaient dessaisie. O'Coigly, qui refusa avec beaucoup d'héroïsme de révéler les noms de ses complices, fut exécuté. Binns, à qui la chance

131. *Report of the Committee of Secrecy*, 1799, *passim* ; cf. aussi diverses informations dans T.S. 11.333 et 4406 ; P.C. A.152, A.158, A.161 ; H.O. 42.43/6.

ne fit jamais défaut, fut reconnu non coupable de haute trahison. Sans attendre qu'on l'inculpe sous un chef d'accusation moins grave, il se réfugia sous un nom d'emprunt dans « les comtés de Derby et de Nottingham, où j'avais beaucoup d'amis[132] ».

La sympathie pour la révolte irlandaise ne se limitait certainement pas aux Irlandais comme Binns. Le 30 janvier 1798, la SCL publia une adresse à la nation irlandaise, signée par son président, R.T. Crossfield, et son secrétaire, Thomas Evans :

> GÉNÉREUSE ET COURAGEUSE NATION !
>
> Puisse cette Adresse vous prouver à quel point nous sympathisons avec toutes vos souffrances. [...] Puissent les Nations [...] apprendre que « les circonstances existantes » ont été le Mot d'Ordre du Despotisme de tous les Temps dans tous les Pays ; et que si un Peuple laisse une fois son Gouvernement violer les vrais Principes de la Liberté, les Usurpations succéderont aux Usurpations ; le Mal engendre le Mal ; les Profanations provoquent d'autres Profanations, et le Pouvoir entretient le Pouvoir, jusqu'à ce que les Libertés de TOUS soient réduites à sa volonté despotique [...]

C'est une adresse émouvante qui lave les Anglais de l'accusation de totale complicité avec la répression en Irlande. Elle comprenait un appel aux soldats anglais en Irlande, les invitant à refuser d'agir comme « Instruments de l'asservissement des Irlandais ». Elle permit aussi aux membres de la Société de quitter la scène dans la dignité. Evans et les membres encore libres du comité de la SCL furent raflés en avril 1798, au beau milieu d'une discussion animée portant sur la position à adopter en cas d'invasion française. Thomas Evans soutenait que le gouvernement français avait trahi la cause révolutionnaire et semblait « plus désireux d'établir un vaste despotisme militaire que de propager les principes républicains ». Il proposait donc que les membres de la Société rallient les volontaires. Le Dr. Crossfield

132. *Report of the Committee of Secrecy*, 1799, *passim* ; T.S. 11.333 ; P.C. A.152 ; J. Binns, *op. cit.*, chap. IV-VI.

était d'accord avec sa critique, mais déclarait que la SCL ne pouvait préférer le mal au pire. Les sergents de police mirent un terme à la discussion[133].

La veille, le colonel Despard et trois membres des Anglais unis avaient été arrêtés. On ne peut certainement pas prendre pour argent comptant le rapport alarmiste de la Commission secrète de 1799 en ce qui concerne la force de cette organisation :

> La plupart des sociétés d'Angleterre, qui correspondaient avec la Société de correspondance londonienne, avaient [...] adopté le même plan de formation de sociétés d'Anglais unis [...] et l'influence des principes destructeurs sur lesquels ils se fondaient fut encore aggravée par la création de clubs dans les basses classes de la communauté [...] où l'on chantait, portait des toasts et tenait un langage de la nature la plus séditieuse.

Mais, en même temps, il n'y a aucune raison pour que des historiens acceptent sans réserve le témoignage de Place, selon lequel les Anglais unis étaient une organisation mort-née qui ne compta jamais plus d'une douzaine de membres[134]. Place s'opposait depuis longtemps non seulement à l'illégalité, mais à toute forme d'agitation publique, et préconisait un certain quiétisme, fondé sur l'éducation populaire. Il s'était retiré de la Société en 1797, et n'était certainement pas dans les confidences des conspirateurs. On possède des preuves de la présence des Anglais unis dans le Lancashire, ainsi que des rapports d'indicateurs au conseiller du Trésor et au Conseil privé sur les activités de plusieurs de leurs sections à Londres. *Deux* espions disaient siéger dans un comité général, avec des délégués des sections de Shoreditch, Hoxton, Bethnal Green ; des délégués reçurent une formation militaire dans la forêt d'Epping en septembre

133. Cf. H. Collins, *op. cit.*, p. 132 ; R. Hodgson, *Proceedings of General Committee of LCS*, Newgate, 1798 ; *Report of the Committee of Secrecy*, 1799, appendice, p. 70-73 ; H.C. Davis, *op. cit.*, p. 92, 93.

134. Add. MSS 35142, p. 62-66. Il est possible que le témoignage de Place ait été admis parce que, par définition, une organisation clandestine laisse peu de traces et n'a donc pas, pour l'historien, de réalité.

1798 ; il existait un groupe rival appelé les « Fils de la Liberté »[135]. « Nous n'avons heureusement pas de chef », proclamait l'« Adresse du Comité secret d'Angleterre au Directoire exécutif de France » trouvée sur O'Coigly :

> Une fraction des riches se sont Verbalement déclarés Amis de la Démocratie, mais ils n'ont pas agi, ils se sont considérés à l'écart du Peuple, et le Peuple considérera à son tour leurs Prétentions à sa Faveur comme injustifiées et futiles. [...]
> Nous attendons avec Impatience de voir le Héros d'Italie, et les braves Vétérans de la grande Nation. Des millions salueront leur Arrivée avec des Cris de Joie [...][136].

La vérité est sans doute complexe. D'une part, loin d'adopter la position avancée par le « Comité secret d'Angleterre », ces « millions » de gens furent emportés en 1798 par la vague de sentiments patriotiques déchaînés par la crainte d'une invasion française. Il est vrai que le Mouvement des volontaires n'était guère de nature à inquiéter les Français, mais c'était un auxiliaire précieux des forces de l'Église et de l'État dans la répression des jacobins anglais[137]. Place a certainement raison d'écrire que les cercles extrémistes londoniens comptaient alors une poignée de conspirateurs invétérés, en proie, du fond de leur taverne, à des fantasmes paranoïaques, disposant de quelques maigres contacts et dont les adresses auraient totalement induit les Français en erreur s'ils les avaient crues. Il semble que l'un de ces personnages ait été le Dr. Richard Watson, ancien membre de la SCL, dont nous avons déjà indiqué qu'il avait été lié de près ou de loin aux mutineries navales. Il fut arrêté en 1797 pour avoir illégalement transmis à la France des informations qui transitaient par Hambourg. Relâché en 1799, le « Citoyen Watson » envoya un mémoire au Direc-

135. Rapports de John Turnbridge et Gent, P.C. A.144.

136. *Report of the Committee of Secrecy*, 1799, p. 74.

137. Cf. J.R. Western, « The Volunteer Movement as an Anti-Revolutionary Force, 1793-1801 », *English Hist. Review*, 1956, p. 603 ; et, sur les faiblesses des volontaires, cf. *The Town Labourer*, p. 87-89.

toire français, en se présentant comme le « président du comité exécutif de la Société de correspondance londonienne, membre de l'Union britannique et représentant des associations de Bath, Bristol, etc. ». Réfugié en France, il entreprit de s'adresser à la nation britannique avec la grandiloquence qui lui était coutumière[138].

Mais il y avait d'autres conspirateurs plus sérieux, comme devait en témoigner le colonel Despard en montant sur l'échafaud en 1803[139]. Il est clair qu'en 1797 une partie des jacobins extrémistes en était venue à désespérer de toute action ayant pour objectif une réforme parlementaire. À partir de cette date, et pendant plus de vingt ans, un petit groupe de démocrates londoniens (partisans de Spence ou républicains) n'espéra plus rien qu'un coup d'État[140], soutenu peut-être par des armes venues de France, l'action violente devant inciter la « populace » londonienne à se soulever pour les soutenir. Arthur Thistlewood et un autre Dr. Watson s'inscriront dans cette tradition en 1816. Une partie du groupe, y compris Richard Hodgson et John Ashley (cordonnier et ancien secrétaire de la SCL), se réfugia en France à la fin des années 1790, et y vivait encore en 1817. Le retour à Londres de deux membres de ce groupe en 1817 suffit à provoquer un rapport alarmiste adressé à Lord Sidmouth en personne[141].

Les conspirateurs jacobins existaient donc réellement. Ils faisaient preuve d'assez de constance pour risquer leur vie et endurer de longues peines de prison ou de longues années d'exil. Mais il y avait dans leur style une certaine exaltation et une ferveur républicaine abstraite qui s'accordaient mal avec l'esprit du temps. En outre, après l'exécution d'O'Coigly, la défaite de la révolte irlandaise et l'arrestation des chefs de Londres et de Manchester, la conspiration disparut à l'échelle *nationale*. En province, là où existaient des organisations clandestines, elles dépérirent dans l'isolement ou se transformèrent

138. Divers documents dans P.C. A.152 ; H.W. Meikle, *op. cit.*, p. 171, 191, 192 ; *Clefs du cabinet des souverains*, 2 frimaire, an VII ; *DNB*.

139. Sur Despard, cf. *infra*, p. 627-634.

140. En français dans le texte (*NdT*).

141. Lettre de G. Sangster à Sidmouth, du 13 avril 1817, H.O. 42.163.

en s'adaptant à leur contexte industriel particulier. En 1799, on promulgua une législation spéciale pour « supprimer et interdire totalement », et nommément, la SCL et les Anglais unis. Même John Binns, conspirateur infatigable, comprit que toute organisation nationale était désormais vouée à l'échec, et il tenta de conclure un pacte de non-agression avec le Conseil privé, ce qui lui valut d'en devenir l'hôte à la prison de Gloucester. Quand on l'arrêta, il fut trouvé en possession d'un billet, peut-être l'une des dernières « couvertures » de la SCL, sur lequel on pouvait lire : « Inscription à l'École d'Éloquence[142]. »

En 1799, presque tous les anciens dirigeants étaient en prison ou en exil : Evans, Hodgson, Bone, Binns, Galloway, Despard et John Baxter figuraient parmi les emprisonnés. Leur traitement en prison laissait beaucoup à désirer, comparé à celui de Wilkes trente ans auparavant. Thomas Evans raconta qu'on l'

> avait conduit à la Bastille, où il resta de nombreux mois enfermé dans une cellule, avec de la paille pour latrines, une couverture et une paillasse. On me refusa des livres, du papier, de l'encre, une plume, une bougie et, la plupart du temps, le moyen de me chauffer.

Les magistrats de Bow Street confisquèrent sa maison et emprisonnèrent son épouse et son jeune enfant. Il fut détenu deux ans et onze mois. Le traitement des prisonniers par le gouverneur Aris à Coldbath Fields fit scandale, et Sir Francis Burdett contribua largement à le dénoncer. Sa campagne en faveur des prisonniers lui valut une popularité sans équivalent, sinon celle de Wilkes autrefois, ce qui montre à quel point la foule londonienne était éprise de liberté. Le slogan le plus populaire à Londres resta pendant des années : « Vive Burdett et à bas la Bastille ! » Le colonel Edmund Despard fut de ceux qu'il contribua à faire libérer. L'histoire du radicalisme du XIX^e^ siècle commence avec ces deux hommes[143].

142. P.C. A.152 ; J. Binns, *op. cit.*, p. 140, 141.

143. T. Evans, *Christian Polity [...], op. cit.*, p. IV ; *Reasoner*, 26 mars 1808 ; « Narrative of John Oxlade », Add. MSS 27809 ; P.C. A.161.

> Quel est le prix de l'Expérience ? Les hommes l'achètent-ils pour [une chanson ?
> Ou la sagesse pour une danse dans la rue ? Non, elle s'achète au prix
> De tout ce que possède un homme, sa maison, sa femme, ses enfants.
> La sagesse se vend sur le marché abandonné où personne ne vient [acheter
> Et dans le champ flétri où le fermier laboure en vain pour se nourrir.

Ainsi écrivait William Blake en 1796-1797 dans *Vala ou les Quatre Vivants* (*Vala, or the Four Zoas*). À mesure que le courant jacobin empruntait des voies plus secrètes et clandestines, ses prophéties devenaient plus mystérieuses et obscures. Les peines de prison se succédaient au fil des ans. Vers la fin de 1796, un relieur de Gosport, Kyd Wake, fut condamné au pilori et à cinq ans de travaux forcés pour avoir dit : « À bas George, à bas la guerre » (Blake lui-même échappa de peu à une accusation identique en 1803) ; Johnson, libraire et ami de Godwin, fut emprisonné ; on lança des poursuites judiciaires, pour sédition, dans le Lincolnshire et le Lancashire ; un vannier du Somerset fut mis en prison pour avoir dit : « Je souhaite la victoire française[144]. » Le duc de Portland, au ministère de l'Intérieur, envoya personnellement des instructions visant à interdire les sociétés qui se réunissaient dans les tavernes et à mettre en maison de correction les jeunes enfants qui vendaient les feuilles imprimées de Spence à un demi-penny[145]. Le vieil érudit et humaniste excentrique de Hackney, Gilbert Wakefield, leva le nez de ses livres et avança l'opinion que les classes laborieuses avaient peu à perdre en cas d'invasion française : « Dans un rayon de trois miles autour de la maison où j'écris ces lignes, on rencontre un plus grand nombre d'êtres humains misérables et affamés [...] que sur n'importe quelle autre portion égale de terre dans le monde habité[146]. » L'amitié de Fox et son propre renom

144. T.S. 11.5390.
145. H.O. 119.1 ; H.O. 65.1.
146. G. Wakefield, *Reply to the Bishop of Llandaff*, 1798, p. 36.

ne lui évitèrent pas la prison. « La Bête et la Putain règnent sans partage », écrivait Blake sur la première page de l'*Apologie de la Bible* de l'évêque Watson : « Un homme risquerait sa vie à défendre la Bible en cette année 1798. » Kyd Wake mourut en prison, et Wakefield n'en sortit que pour mourir.

La répression sépara pour de bon les derniers intellectuels jacobins des artisans et ouvriers. En France, comme l'exprimait Wordsworth,

> [...] les chaînes de fer du règne militaire
> Partout imposèrent le silence. Les desseins mouvants,
> Les fonctions multiples et les grands attributs
> De l'action civile cédèrent à un pouvoir
> Pompeux, haïssable et méprisable.
> – La terreur du changement envahit la Grande-Bretagne ;
> Les faibles furent loués, récompensés et promus ;
> Et une fois encore je me retirerai en moi-même,
> Mû par un juste dédain.

Ce fut le début du processus qui conduisit une génération intellectuelle à perdre tout espoir révolutionnaire, préfigurant ce que répète, sous des formes caricaturales, notre siècle. Frustrés dans leurs fantasmes pantisocratiques, les pénitents accusèrent les jacobins de leurs propres errements intellectuels. Alors qu'ils se promenaient aux côtés de Thelwall dans les Quantocks pendant l'été 1797, les poètes arrivèrent dans un beau vallon retiré. « Citoyen John, dit Coleridge, voici un bien bel endroit pour tenir des propos séditieux. – Non, Citoyen Samuel, répondit Thelwall, c'est plutôt un endroit qui fait oublier que la sédition est nécessaire. » Cette anecdote fait pressentir l'« apostasie » politique des premiers romantiques, sous sa forme la plus servile chez Southey, la plus complexe chez Coleridge, et la plus douloureuse et introspective chez Wordsworth. « Je souhaite que vous écriviez un poème en vers blancs, écrivit Coleridge à Wordsworth en 1799, adressé à ceux qui, après l'échec complet de la Révolution française, ont abandonné tout espoir d'une amélioration de l'humanité, et sombrent dans un égoïsme presque épicurien, qu'ils déguisent sous des

euphémismes, tels que le sentiment patriotique ou le mépris des philosophes[147] visionnaires [...]. » Thelwall s'était alors retiré dans une ferme isolée du sud du pays de Galles. (À son arrivée, il fut étonné de se voir filé par un agent de la police. Peut-être fut-il victime de son obsession de la persécution ?) C'est là que Wordsworth lui rendit visite une dernière fois, et c'est dans un cadre aussi isolé qu'il devait décrire le Solitaire dans *l'Excursion*, méditant sur les illusions de ces années millénaristes[148].

À l'autre extrémité, nous trouvons les ouvriers désorganisés et réprimés, sans direction nationale, luttant pour maintenir une forme quelconque d'organisation illégale. Leurs difficultés apparaissent bien dans cette lettre adressée à la SCL par une société de Leeds, au nom d'une centaine de membres, en octobre 1797 :

> Nous sommes surtout des Ouvriers, car ici les commerçants qui sympathisent avec notre cause ont rarement assez de Vertu pour affirmer Publiquement leurs convictions, car l'influence Aristocratique est si grande qu'elle a pris le contrôle de tout le commerce entre ses mains et a donc le Pouvoir de tourmenter tout commerçant qui dénonce la Vilenie d'un Système Corrompu. Il existait ici une très bonne Société il y a trois ans, mais les procédés arbitraires de nos Magistrats ont agi de façon si terrifiante sur l'ensemble de nos Amis qu'ils ont perdu courage à force d'arborer la Bannière de la Modération et la flamme Sacrée qu'ils nourrissaient en leur sein a été presque éteinte [...]

147. En français dans le texte (*NdT*).

148. Contrairement au Solitaire, Thelwall conserva une activité politique radicale. Vivant de leçons de rhétorique pendant les guerres, il reparut à la tribune lors d'une réunion radicale, à Westminster, en novembre 1818. Le *Gorgon* rapporte que « le public ne fut pas peu étonné » de le voir « tel un mort surgi de sa tombe » (21 novembre 1818). Il publia ensuite le *Champion*, fut harcelé par les sociétés persécutant les radicaux et participa à l'agitation pour la réforme électorale en 1831-1832. Mais il n'était pas en phase avec le nouveau mouvement, et son œuvre manquait alors de l'originalité et de la force qu'elle avait auparavant.

Aucun cabaretier n'ose les accepter, et ils sont « très justes » en tickets d'adhésion, « car il n'y a pas un imprimeur en ville qui oserait faire quoi que ce soit pour nous[149] ».

Il serait faux de ne voir dans tout cela qu'une fin, car c'était aussi le début de quelque chose. Dans les années 1790, il se produisit une sorte de « Révolution anglaise », qui exerça une influence profonde sur la formation de la conscience de la classe ouvrière après les guerres. Il est vrai que l'élan révolutionnaire fut étranglé au berceau : il en résulta d'abord amertume et désespoir. La panique contre-révolutionnaire des classes dominantes s'exprima dans tous les aspects de la vie sociale : dans ses réactions face au syndicalisme, à l'éducation, aux sports et aux mœurs du peuple, à ses lectures, à ses sociétés et à ses droits politiques. Le millénarisme inversé des adeptes de Southcott et le renouveau méthodiste témoignent du désespoir du petit peuple durant les années de guerre. Au cours des décennies qui suivirent 1795, on assista à une coupure profonde entre les classes en Grande-Bretagne. Les ouvriers furent renvoyés à une situation d'*apartheid*, dont les effets se font encore sentir aujourd'hui dans les subtilités de la discrimination sociale et culturelle. L'Angleterre diffère des autres nations européennes en ce que le flux du sentiment et de la discipline contre-révolutionnaires y a coïncidé avec le flux de la révolution industrielle. Avec le progrès des techniques et des formes d'organisation industrielle nouvelles, les droits politiques et sociaux régressèrent. L'alliance « naturelle » entre une bourgeoisie industrielle impatiente, d'opinion radicale, et un prolétariat en formation se brisa dès sa naissance. L'effervescence politique des milieux industriels, des riches commerçants dissidents de Birmingham et des villes industrielles du Nord date pour l'essentiel de 1791 et 1792. L'apogée du « mécontentement » chez les artisans et salariés de Londres, Norwich et Sheffield (provoqué par l'agitation jacobine ou par la faim) date de 1795. Les deux mouvements ne coïncident que pendant quelques mois en 1792 : effrayés par les massacres de septembre, tous les industriels rejetèrent ensuite la cause de la réforme, excepté une faible minorité. S'il n'y eut pas de révolution

149. Registre de la correspondance de la SCL, Add. MSS 27815.

en Angleterre dans les années 1790, ce n'est pas à cause du méthodisme, mais parce que la seule alliance assez forte pour la mener à bien s'effondrait. Après 1792, il n'y avait plus de girondins pour enfoncer la porte par laquelle pourraient entrer les jacobins. Si des hommes comme Wedgwood, Boulton et Wilkinson avaient collaboré avec des hommes comme Hardy, Place et Binns, et si la petite noblesse de Wyvill s'était jointe à eux, Pitt (ou Fox) aurait alors été contraint de concéder une première série de réformes sérieuses. Mais la Révolution française *renforça* la Vieille Corruption en opérant un rapprochement entre les propriétaires fonciers et les industriels, unis par la peur. Les sociétés populaires n'avaient ni la force ni l'expérience nécessaires pour effectuer à elles seules une révolution ou une réforme[150].

Même Thelwall en prit partiellement conscience lors d'un séjour à Sheffield en 1796. Il se réjouit de l'intelligence et de la conscience politique de la « sans-cullotterie[151] » de Sheffield. « Mais c'est un corps sans tête. Ils n'ont malheureusement pas de chef. » Bien que diverses personnes « riches et influentes [...] *pensent* comme eux », aucune n'a le courage de prendre leur parti :

> Si trois ou quatre personnes jouissant ici d'un certain poids et d'une certaine fortune voulaient seulement prendre par la main les manufacturiers honnêtes et intelligents, et s'occuper de leur cause publiquement et en toute justice, comme de telles personnes [...] l'ont fait à Norwich, la tyrannie mesquine de la persécution provinciale disparaîtrait bientôt à Sheffield comme à Norwich [...][152].

Ce n'était pas un symptôme d'apostasie jacobine chez Thelwall. En 1796, il se trouvait confronté à un dilemme bien réel : d'une part,

150. Pour des études sur les rapports entre les réformateurs et les intérêts industriels au début des années 1790, cf. E. Robinson, « An English Jacobin : James Watt », *Camb. Hist. Journal*, XI, 1953-1955, p. 351 ; W.H. Chaloner, « Dr. Joseph Priestley, John Wilkinson, and the French Revolution », *Trans. Royal Hist. Soc.*, 5e série, VIII, 1958, p. 25.

151. En français (*sic*) dans le texte (*NdT*).

152. J. Thelwall, *The Rights of Nature*, *op. cit.*, Lettre I, p. 20.

le paternalisme réformiste qu'il détestait lorsqu'il le rencontrait, tel celui de Gurney à Norwich ; de l'autre, la vulnérabilité des réformateurs plébéiens face à une répression qui détruisait le mouvement ou le contraignait à la clandestinité.

Le mouvement avait en outre le plus grand besoin des ressources intellectuelles des membres de la bourgeoisie cultivée, dont certains avaient été cruellement déçus par la révolution. L'émigration forcée ou volontaire lui avait fait perdre deux de ses propagandistes et organisateurs les plus compétents, Gerrald et Cooper[153]. Les *Droits de l'homme*, l'imitation des formules françaises, la toge romaine ou la blouse saxonne ne suffisaient pas à garantir sa survie. En 1795, à son apogée, le mouvement avait à peine quatre ans d'existence. Sa doctrine avait dû être élaborée dans la fièvre de l'organisation, au milieu d'inquiétudes et d'accusations de trahison ; certains de ses partisans l'avaient abandonné alors que Robespierre ponctuait la phrase fleurie des harangues de ses chefs du couperet moins verbeux de la guillotine. Les conférences de Thelwall étaient improvisées devant un public qui comprenait toujours un indicateur de Sa Majesté. Il est significatif que sa meilleure œuvre ait été produite dans le calme relatif de 1796, lorsque le mouvement commençait à décliner. Il n'est guère étonnant que les jacobins anglais aient fait preuve d'immaturité et souffert d'inexpérience, et que beaucoup de leurs orateurs se soient ridiculisés par leur emphase et leurs exagérations.

À s'en tenir là, frustration et échec dominent le bilan. Mais cette expérience eut un aspect bien plus positif. Ces années ont fondé de nombreuses traditions. Citons la tradition intellectuelle de Godwin et de Mary Wollstonecraft, reprise ensuite par Shelley. Il y a aussi la tradition du déisme et de la libre pensée ; les guerres étaient à peine terminées que Richard Carlile commençait à publier les œuvres complètes de Paine. Il y a la tradition des unitariens progressistes et des

153. Deux des brochures les plus percutantes sont celles de J. Gerrald, *A Convention [...], op. cit.* ; et de T. Cooper, *Reply to Mr Burke's Invective against Mr Cooper and Mr Watt*, Manchester, 1792. Sur l'émigration de Cooper en Amérique, cf. D. Malone, *The Public Life of Thomas Cooper*, New Haven, 1926.

« chrétiens libres penseurs », portée par des hommes tels que Benjamin Flower et William Frend jusqu'au *Monthly Depository* de W. J. Fox[154]. Il y a la tradition de Place et des commerçants et artisans modérés et respectueux de la Constitution (dont certains tels Hardy, Galloway et Place lui-même réussirent plus tard comme petits ou grands entrepreneurs), qui allaient réapparaître lors de l'élection de Westminster en 1807 pour soutenir le disciple de Tooke, Sir Francis Burdett, et rester à partir de cette date en étroite collaboration.

Ces traditions ne s'incarnent pas simplement dans des idées mais dans des hommes. Pendant que certains jacobins se retiraient et que d'autres – Joseph Gales, William Cooper, le « Citoyen Lee », John Binns, Daniel Isaac Eaton et tant d'autres – émigraient en Amérique[155], d'autres guettaient la moindre occasion de reprendre leur propagande. John Gale Jones et John Frost appartenaient à des clubs de discussion londoniens pendant les guerres, et leur pensée inspira une nouvelle génération radicale. Jones demeura actif dans les milieux radicaux de Londres jusque dans les années 1820-1830[156]. On peut relever la même continuité dans de nombreux centres provinciaux. Peu de centres peuvent se vanter d'activités aussi prolongées que celles de George Bown à Leicester : secrétaire de sa Société constitutionnelle en 1792, arrêté en 1794, il écrivait encore en faveur du chartisme, pour se déclarer partisan de la « force physique », en 1848[157].

154. Cf. F.E. Mineka, *The Dissidence of Dissent*, 1944.

155. Eaton fut le seul de ce groupe à revenir en Angleterre. Cf. *infra*, p. 795. Il y avait aussi une petite colonie de jacobins anglais « émigrés » à Paris, dont faisaient partie Sampson Perry, Ashley, Goldsmith, le Dr. Maxwell et John Stones, qui publiait l'*Argus* dirigé contre Pitt. La plupart devaient être cruellement déçus par le bonapartisme. Cf. S. Perry, *Argus*, 1796, p. 257 ; J.G. Alger, *Englishmen in the French Revolution*, 1889.

156. L'un de ceux qu'influençaient Gale Jones et John Frost était l'homonyme de Frost, ancien maire de Newport, qui dirigea l'insurrection chartiste de 1839 dans le pays de Galles : cf. D. Williams, *John Frost*, Cardiff, 1939, p. 13, 14.

157. A.T. Patterson, *op. cit.*, p. 70, 74 ; J.F.C. Harrison, « Chartism in Leicester », in A. Briggs (éd.), *Chartist Studies*, 1959, p. 132 ; G. Bown, *Physical Force*, Leicester, 1848.

Cependant, dans bien des villes, des artisans et des commerçants d'opinion voisine, et opposés aux guerres, continuèrent à se rencontrer. L'illustre graveur Thomas Bewick nous décrit le « groupe de défenseurs résolus des libertés de l'humanité » qui se réunissait à Newcastle au *Blue Bell*, au *Unicorn* et dans la salle des Journaux. C'étaient des « hommes sages et importants », des « commerçants de bonne compagnie », des « employés de banque, des artisans et des commis ». Les hommes les plus proches de Bewick comprenaient un cordonnier, un entrepreneur en bâtiment, un fondeur, un ferblantier, un rédacteur de presse, un maître d'armes, un gentilhomme radical et plusieurs acteurs. Ils s'accordaient tous pour condamner la guerre et ses conséquences sociales :

> Les armateurs et le commerce maritime se vautraient dans l'argent. La petite noblesse tourbillonnait dans sa pompe aristocratique, oubliant qu'autrefois elle faisait preuve de bonté et d'humanité pour les couches sociales inférieures, qu'elle semblait maintenant trop souvent mépriser comme de la boue. Le caractère des fermiers avait changé aussi. Ils singeaient maladroitement les gentilshommes et ne pouvaient alors boire autre chose que du vin. [...] Lorsque ces parvenus quittaient le marché, ils étaient prêts à écraser tout ce qu'ils rencontraient [...] sur leur chemin ; mais cela n'était rien comparé à la vanité et à l'extravagance qui s'emparèrent de leur esprit vide et enfumé, lorsqu'ils s'habillèrent en rouge [...] et se firent appeler la « cavalerie des *yeomen* ». [...] Il n'en allait pas ainsi de l'ouvrier laborieux. Ses privations étaient grandes [...][158].

Si beaucoup de petits maîtres, d'employés et de commerçants ressentaient de l'hostilité pour la petite noblesse, les capitalistes et les paysans riches, et de la sympathie pour l'« ouvrier laborieux » (ce qui sera très caractéristique de la mentalité radicale pendant un demi-siècle après 1795), ils se laissaient malgré tout impressionner par l'« influence aristocratique », comme les commerçants de Leeds. Malgré son ardeur puritaine, Bewick prit soin, pendant les guerres, de ne fréquenter que

158. T. Bewick, *A Memoir* (éd. par M. Weekley), Cresset, 1961, p. 146-148, 153.

ceux qui pourraient « donner l'exemple d'une conduite honorable à ceux qui seraient tentés par la violence », et dont l'indignation devant « les absurdités politiques de l'époque » restait « dans des limites raisonnables ». Isolés et réduits à eux-mêmes, les jacobins d'origine plébéienne durent donc découvrir des moyens d'organisation indépendante semi-légale ou clandestine. (Dans le Newcastle de Bewick, d'innombrables sociétés de secours mutuel se constituèrent dans des cabarets pendant les guerres, la plupart servant sans doute de couverture à des activités syndicales, où d'anciens jacobins apportaient le « débat animé et le langage brutal » des réunions de clubs[159].) Isolés des autres classes, les ouvriers, les artisans et les manœuvres radicaux durent par nécessité entretenir leurs propres traditions et formes d'organisation. Par conséquent, si les années 1791-1795 avaient fourni l'élan démocratique, on peut parler de maturation d'une « conscience de classe » distincte pendant les années de répression.

Même au plus sombre moment des années de guerre, on peut encore sentir l'élan démocratique poursuivre son œuvre souterraine. Il a permis une affirmation des droits et laissé filtrer la lueur d'un millénium plébéien, qui ne s'est jamais éteinte. Les lois sur les coalitions (1799-1800) n'ont eu pour effet que de rapprocher les courants illégaux jacobin et syndical[160]. Des idées nouvelles et des formes d'organisation nouvelles continuent à fermenter, y compris dans la fièvre des années d'« invasion ». Les attitudes infra-politiques du peuple subissent une mutation radicale à laquelle contribue l'expérience de dizaines de milliers de soldats enrôlés de force. Vers 1811, on assista à l'émergence simultanée d'un nouveau radicalisme populaire et d'un syndicalisme à la combativité nouvelle. C'était en partie le produit d'expériences nouvelles, et en partie la réponse inévitable à des années de réaction. « *Je n'ai pas oublié le Règne de la Terreur en Angleterre* ; voilà la source de mon orientation politique », écrivait Ebenezer Elliott, le « Rimailleur de la Loi sur le Blé ». Son père, employé de bureau dans une fonderie près de Sheffield, était jacobin :

159. Cf. *infra*, p. 551-556.
160. Cf. *infra*, p. 656-659.

« Les *yeomen* avaient pour habitude de s'amuser régulièrement à ses dépens en faisant reculer leurs chevaux dans ses fenêtres[161]. »

D'une façon générale, l'histoire de l'agitation pour la réforme entre 1792 et 1796 fut l'histoire simultanée du renoncement des réformateurs bourgeois et de l'évolution rapide des radicaux plébéiens « vers la gauche ». Cette expérience marqua la mentalité populaire pour cinquante ans, et pendant tout ce temps-là la dynamique du radicalisme ne vint pas de la bourgeoisie mais des artisans et des ouvriers. On désigne à juste titre les membres des sociétés sous le nom de jacobins. Plusieurs de leurs dirigeants, y compris Thelwall, revendiquaient ce terme :

> J'adopte le terme *Jacobinisme* sans hésiter. 1° Parce qu'il nous a été accolé par nos ennemis pour nous stigmatiser. [...] 2° Parce que, bien que je déteste la férocité sanguinaire des derniers Jacobins français, leurs principes [...] sont cependant ceux qui correspondent le mieux à mes conceptions de la raison et de la nature humaine, comparés à tous ceux que j'ai rencontrés. [...] J'emploie le terme Jacobinisme pour désigner simplement *un vaste système général réformateur, qui ne se réclame pas de l'autorité et du principe des coutumes gothiques*[162].

L'originalité de leur jacobinisme, c'est l'insistance sur l'*égalité*[163]. *Equality* est un terme trop négatif dans ses connotations anglaises habituelles pour désigner les doctrines positives et claires, prônant l'élimination de toute distinction de statut, qui inspiraient leur action. Le mouvement ouvrier ultérieur devait recueillir et enrichir les traditions de fraternité et de liberté. Mais l'existence même des organisations ouvrières et la protection de leurs ressources financières exigeront l'entretien d'un corps de professionnels compétents, ainsi qu'une certaine déférence et une loyauté excessive envers les diri-

161. Cité dans le *Poor Man's Guardian*, du 17 novembre 1832, qui ajoute (à propos de la terreur) : « cet exemple recoupe des milliers d'autres qui confirment le témoignage de M. Elliott. »

162. J. Thelwall, *The Rights of Nature*, *op. cit.*, II, p. 32.

163. En français dans le texte (*NdT*).

geants, sources de bureaucratisation des structures et du pouvoir. Les jacobins anglais des années 1790-1800 avaient inauguré des traditions bien différentes. Il y avait quelque chose de piquant à se réclamer de l'égalité[164], à enfreindre les usages du XVIII^e siècle : lorsque, par exemple, Lord Daer, un jacobin, prenait place aux côtés d'artisans et de tisserands, il n'était plus que le « Citoyen Daer ». Mais l'idée qu'« un homme est un homme, voilà tout » s'exprimait d'autres façons, dont l'évocation garde toute sa valeur comme critique des pratiques de notre temps. Chaque citoyen membre d'un comité était censé jouer son rôle ; la présidence des comités était souvent attribuée par roulement, et l'on se méfiait des ambitions des dirigeants ; l'organisation était fondée sur une foi délibérée en la raison humaine et sur la conviction que tout homme est susceptible d'accroître ses capacités, et que le respect et les distinctions de statut sont une insulte à la dignité humaine. Ces points forts du jacobinisme, qui ont largement influencé le chartisme, ont décliné à la fin du XIX^e siècle, quand le nouveau socialisme mit l'accent sur les droits économiques et non plus politiques. La persistance des distinctions de classes et de statuts dans l'Angleterre du XX^e siècle résulte en partie de l'oubli des vertus jacobines dans le mouvement ouvrier du XX^e siècle.

Il est superflu de souligner l'importance décisive des autres aspects de la tradition jacobine, les traditions autodidacte et de critique rationnelle des institutions politiques et religieuses ; la conscience d'être républicain ; et surtout la tradition internationaliste. Il est extraordinaire qu'une agitation aussi brève ait pu propager ses idées dans un si grand nombre de régions de la Grande-Bretagne[165]. La conséquence peut-être la plus profonde, et pourtant la moins facile à cerner, du jacobinisme anglais fut la disparition du tabou de l'appel à un nombre « illimité » de partisans. Là où survivaient des idées jacobines, et où l'on vénérait

164. En français dans le texte (*NdT*).

165. W.A.L. Seaman, *op. cit.*, p. 20, donne des exemples de sociétés dans plus de cent localités d'Angleterre et d'Écosse.

en cachette des exemplaires des *Droits de l'homme*, on n'était plus disposé à attendre l'action d'un Wilkes ou d'un Wyvill pour entreprendre une campagne en faveur de la démocratie. Pendant toutes les années de guerre, il y eut des Thomas Hardy dans chaque ville et dans de nombreux villages, protégeant un coffre ou une étagère bourrée de livres radicaux, attendant leur heure, glissant un mot à la taverne, au temple, à la forge, à la boutique du cordonnier, attendant la reprise du mouvement. Le mouvement qu'ils attendaient n'appartenait ni aux gentilshommes, ni aux propriétaires, ni aux industriels : c'était le leur.

En 1849, un écrivain satirique du Yorkshire publia le portrait pénétrant d'un de ces « politiciens de village ». La situation est assez typique, il s'agit d'un savetier, déjà âgé, qui tient le rôle de sage dans son village d'ouvriers :

> Il possède une bibliothèque dont il est assez fier. Beaucoup de choses s'y trouvent étrangement mélangées. [...] On reconnaît la *Perle de grand prix* et la *Camelote à deux pence* de Cobbett. Le *Voyage du pèlerin* [...] et le journal *En avant !, les Torts faits aux travailleurs* et les *Droits de l'homme*. L'*Histoire de la Révolution française* et la *Guerre sainte* de Bunyan [...] *le Siècle de la raison* et une Bible très usagée.

C'est « bien évidemment un grand admirateur de Bonaparte ». « La nouvelle d'une révolution réussie, – un trône renversé, des rois en fuite, des princes en exil lui communiquent autant d'ardeur qu'un quart de bière chaude. Il s'imagine que les rêves de sa jeunesse vont enfin se réaliser. » Il se laisse aller à des métaphores grandiloquentes sur le lever du « soleil de la liberté » au-dessus de « l'atmosphère horizontale », et affirme connaître la politique russe.

> Il rappelle le jour où il osa à peine sortir dans la rue. Il peut raconter comment il fut hué, assailli et piétiné [...] on lui avait dit qu'il devait s'estimer heureux de ne pas être brûlé vif une nuit avec le mannequin de Tom Paine. [...] Les jeunes ouvrent de grands yeux quand il leur raconte l'époque où il n'y avait plus d'*Habeas corpus* [...] et comment l'Avocat de la Couronne parcourait le pays tel un lion en furie. [...] Il

> leur parle d'un homme qui disait [...] que le roi était né sans chemise, et qui fut après cela relégué pour sédition [...][166].

La révolution dont il rêvait n'eut jamais lieu, mais il y eut malgré tout une révolution. Ce sont les loyalistes, déplorait James Watt le Jeune en 1793, qui avaient « soulevé » l'« ordre inférieur du peuple » en dressant la populace contre les réformateurs :

> Ils n'ont pas réfléchi à quel point il est dangereux de permettre au peuple de connaître sa force, et le jour viendra où ils maudiront le cri insensé de « L'Église et le Roi », et verront leurs propres armes retournées contre eux[167].

Après la quasi-famine de 1795, le changement est sensible dans nombre de régions. À Nottingham, où ils avaient été humiliés en 1794, les jacobins eurent la force d'affronter et de battre leurs adversaires dans un combat public, lors de l'élection de 1796[168]. Un loyaliste scandalisé écrivait en 1798 : « Sur la plupart des portes de cette ville, on a mis un poteau avec une pancarte sur laquelle il est écrit : "Tous les Vagabonds seront appréhendés comme l'exige la Loi." » Or, par-dessus le mot « vagabonds », on avait écrit le mot « tyrans », et personne ne se souciait de l'effacer[169]. « Voilà bien longtemps que nous cherchons à devenir des êtres humains », déclaraient les marins mutinés en 1797 : « Nous le sommes devenus. Nous entendons être traités en tant que tels[170]. »

En 1812, consterné par ce qu'il pouvait voir autour de lui de la puissance du syndicalisme en Écosse et du luddisme en Angleterre, Scott écrivait à Southey : « Le pays est miné sous nos pieds. » C'était Pitt qui avait forcé les « mineurs » à cette action souterraine. On ne rencontrait guère d'hommes comme notre « politicien de village » en

166. E. Sloane, *Essays, Tales and Sketches*, 1849, p. 61 *sq.*
167. Cf. E. Robinson, *op. cit.*, p. 355.
168. J.F. Sutton, *Date-book of Nottingham*, 1880, p. 212.
169. J.W. Cartwright, lettre au duc de Portland, 19 juin 1798, H.O. 42.43.
170. C. Gill, *op. cit.*, p. 300.

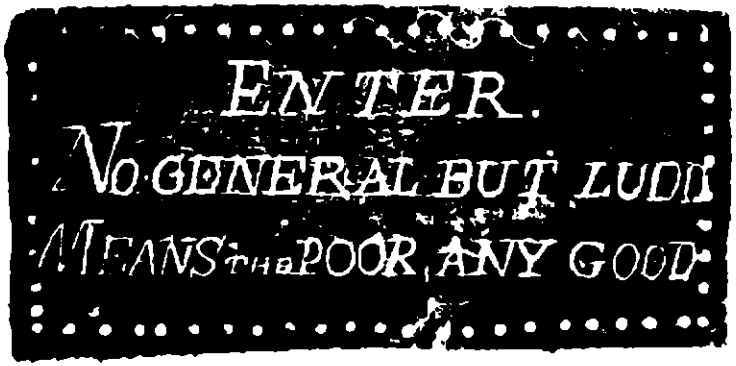
1789. Les idées jacobines se propageaient à la faveur de la montée des prix et des difficultés économiques, et se diffusaient dans les villages de tisserands, les ateliers des tricoteurs sur métier de Nottingham et des tondeurs de draps du Yorkshire, et dans les cotonneries du Lancashire. Ce n'est pas Pitt mais John Thelwall qui eut le dernier mot. « Une sorte d'esprit socratique se développera inévitablement partout où se réunissent de grands groupes d'hommes » :

> [...] Le monopole et la hideuse accumulation du capital en quelques mains [...] engendrent par leur propre monstruosité les germes de la guérison [...] Tout ce qui pousse les hommes les uns vers les autres [...] malgré le développement possible de quelques vices, favorise la diffusion du savoir et finit par promouvoir la liberté humaine. Chaque grand atelier ou manufacture est donc une sorte de société politique qu'aucune loi ne peut réduire au silence, ni aucun magistrat forcer à se disperser[171].

171. J. Thelwall, *The Rights of Nature*, *op. cit.*, I, p. 21, 24.

# II

# LA MALÉDICTION D'ADAM




ENTREZ.
AUCUN GÉNÉRAL SINON LUDD
NE VEUT DU BIEN AUX PAUVRES.

« C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain, jusqu'à ce que tu retournes dans la terre, d'où tu as été pris ; car tu es poussière, et tu retourneras à la poussière. »

Genèse, III, 19.

# 6

# Exploitation

John Thelwall ne fut pas le seul à voir dans chaque « manufacture » un centre de rébellion politique en puissance. Un membre de l'aristocratie, qui voyageait à travers le Yorkshire, en 1792, fut effrayé de trouver une nouvelle filature de coton dans le « vallon pastoral » d'Aysgarth. « Eh bien, à cet endroit-là se trouve maintenant une grande filature qui offusque le regard et qui a détourné la moitié de l'eau provenant des chutes au-dessus du pont » :

> La quiétude du vallon tout entier est troublée par le tintement de la cloche et la clameur de la filature ; on parle de trahison et de système de nivellement, et la rébellion pourrait bien être imminente.

La filature apparaissait comme le symbole d'énergies sociales qui détruisaient « le cours même de la nature ». Elle représentait une double menace à l'égard de l'ordre établi. En premier lieu, il y avait les détenteurs de la richesse industrielle, ces parvenus qui jouissaient d'un avantage peu équitable sur les propriétaires terriens dont le revenu était étroitement lié au montant des fermages :

> Si les hommes conquièrent ainsi tant de richesses ; ou si les richesses qui viennent du commerce sont gagnées avec trop de facilité, malheur à nous, hommes de revenu médiocre et de ressources fixes ; car nous connaîtrons le sort de toutes les Mégisseries et des Petits Propriétaires.

L'autre menace provenait de la population ouvrière industrielle que notre voyageur considérait avec une franche hostilité qui n'est pas

sans rappeler l'attitude des Blancs racistes à l'égard des gens de couleur à notre époque :

> Les gens, il est vrai, sont employés ; mais ils sont tous la proie du vice dès qu'ils se regroupent. [...] Et, lorsqu'ils ne travaillent pas à la filature, ils se livrent au braconnage, à la débauche et au pillage [...][1].

Il était très courant, entre 1790 et 1850, de voir dans la filature de coton l'emblème de la nouvelle? société industrielle et d'établir un lien entre l'apparition de nouveaux rapports de production et la transformation des rapports sociaux. C'est ce qu'exprimait Karl Marx avec une vigueur particulière, quand il déclarait : « Le moulin à bras engendre une société dirigée par le seigneur féodal ; le moulin à vapeur, une société dirigée par le capitaliste industriel. » Et ce n'était pas seulement le propriétaire de la fabrique, mais la population ouvrière qui avait fait son apparition à l'intérieur et tout autour des fabriques, qui semblaient « nouveaux » aux yeux des contemporains. « Dès que nous abordons la région industrielle du Lancashire, écrivait un magistrat rural en 1808, nous rencontrons une race d'individus tout à fait nouveaux, tant par leurs façons de vivre que par leurs occupations et leur soumission. » Par ailleurs, Robert Owen, en 1815, déclarait que « la diffusion générale des fabriques à travers un pays engendre un nouveau caractère chez ses habitants [...] un changement essentiel du caractère global de la masse du peuple ».

Les observateurs des années 1830 et 1840 s'étonnaient encore de la nouveauté du « système manufacturier » (*factory system*). Peter Gaskell, en 1833, décrivait la population ouvrière en ces termes : « Ce n'est encore qu'un Hercule en herbe. » Ce n'est qu'« à partir du moment où fut introduite la vapeur comme énergie qu'elle acquit son importance suprême ». La machine à vapeur « avait rassemblé la population en masses de grande densité », et déjà Gaskell voyait dans les organisations de la classe ouvrière « un *imperium in imperio*

1. C.B. Andrews (éd.), *The Torrington Diaries*, 1936, III, p. 81, 82.

de l'espèce la plus haïssable[2] ». Dix ans plus tard, Cooke Taylor écrivait de même :

> La machine ne s'inscrit dans aucune tradition ; la machine à filer n'a pas d'ancêtres ; le renvideur et le métier mécanique ne profitèrent d'aucun héritage ; ils naquirent tout aussi soudainement que Minerve sortit du crâne de Jupiter.

Mais c'étaient les conséquences humaines de ces innovations qui inquiétaient le plus cet observateur :

> Lorsqu'un étranger traverse ces groupes d'êtres humains qui se sont accumulés autour des fabriques et des imprimeries de tissus [...] il ne peut contempler ces « ruches surpeuplées » sans ressentir une inquiétude et une appréhension confinant presque au désarroi. La population, ainsi que le système auquel elle se rattache, est *nouvelle* ; mais son souffle et sa force s'accroissent d'heure en heure. C'est un conglomérat de masses qui se révèle à nous par des termes sinistres et effrayants [...] comme la montée lente et le soulèvement progressif d'un océan qui doit dans un futur proche emporter tous les éléments de la société dans ses flots et les entraîner Dieu seul sait où. De puissantes énergies sommeillent dans ces masses. [...] La population ouvrière n'est pas nouvelle uniquement dans sa formation : elle est nouvelle dans ses façons de penser et d'agir engendrées par les circonstances de sa situation, avec peu d'instruction et encore moins de directives venues de l'extérieur [...][3].

Selon Engels décrivant la *Situation des classes laborieuses en Angleterre* en 1844, il y avait « un rapport entre les premiers prolétaires et l'usine qui les créait [...] les ouvriers d'usine, premiers enfants de la révolution industrielle, ont dès le début formé le noyau du mouvement ouvrier ».

2. P. Gaskell, *The Manufacturing Population of England*, 1833, p. 6 ; Asa Briggs, « The Language "of Class" in Early Nineteenth-century England », in A. Briggs et J. Saville (éd.), *Essays in Labour History*, 1960, p. 63.

3. W. Cooke Taylor, *Notes of a Tour in the Manufacturing Districts of Lancashire*, 1842, p. 4-6.

Pour différents que soient leurs jugements de valeur, les observateurs conservateurs, radicaux et socialistes suggèrent la même équation : vapeur et filature de coton = nouvelle classe ouvrière. Les outils de production physiques leur paraissaient donner naissance, d'une façon directe et plus ou moins coercitive, à de nouvelles relations sociales, de nouvelles institutions et de nouveaux modes de culture. L'histoire de l'agitation populaire pendant la période 1811-1850 semble corroborer ce tableau. Tout se passe comme si la nation anglaise avait été plongée dans un creuset dans les années 1790 pour en sortir après les guerres sous une forme différente : entre 1811 et 1813, crise luddiste ; en 1817, le soulèvement de Pentridge ; en 1819, Peterloo ; prolifération de l'activité syndicale au cours de la décennie suivante ainsi que propagande owéniste, journalisme radical, mouvement pour les Dix Heures, crise révolutionnaire de 1831-1832 ; et, au-delà, mouvements innombrables contribuant à la formation du chartisme. C'est peut-être l'étendue et l'intensité de cette agitation populaire aux formes multiples qui a, plus que toute autre chose, fait naître (chez les observateurs contemporains tout comme chez les historiens) le sentiment d'un changement catastrophique.

Presque tous les phénomènes radicaux des années 1790 se retrouvent décuplés après 1815. La poignée de feuilles jacobines donna naissance à une vingtaine de périodiques ultra-radicaux et owénistes. Là où Daniel Eaton avait été incarcéré pour avoir édité Paine, Richard Carlile et ses ouvriers d'atelier passèrent au total plus de deux cents années pour des délits semblables. Tandis que des sociétés de correspondance avaient conservé une existence précaire dans une vingtaine de villes, les clubs Hampden ou les syndicats s'implantaient dans de petits villages industriels. Et, quand on évoque cette agitation populaire, d'un côté, et, d'un autre côté, le rythme spectaculaire des changements dans l'industrie cotonnière, il est naturel de supposer une relation directe de cause à effet. La fabrique de coton apparaît comme l'agent non seulement de la révolution industrielle, mais aussi de la révolution sociale, produisant non seulement davantage de marchandises, mais aussi le « mouvement ouvrier » lui-même. La révolution industrielle est maintenant convoquée en tant qu'explication.

À partir d'Arkwright jusqu'aux troubles du « complot des soupapes » (*Plug Riots*), et au-delà, c'est l'image de la « fabrique sombre et diabolique » qui prédomine lorsque nous reconstituons visuellement la révolution industrielle. En partie, peut-être, parce que c'est une image forte : bâtiments ressemblant à des casernes, grandes cheminées d'usine, enfants de la fabrique, sabots et châles, habitations agglutinées autour des filatures et comme engendrées par elles à profusion. (C'est un tableau qui nous force à penser en premier lieu à l'industrie, et en second lieu seulement aux gens qui s'y rattachent ou la servent.) En partie, parce que la filature de coton et la nouvelle ville industrielle (de par la rapidité de sa croissance, l'ingéniosité de ses techniques, la nouveauté ou la rigueur de sa discipline) s'imposent aux contemporains comme les signes marquants des temps nouveaux : symboles plus satisfaisants lorsque l'on étudie la « situation-de-l'Angleterre » que ne le sont ces *districts* industriels anonymes ou tentaculaires, qui pourtant sont mentionnés plus fréquemment dans les « registres des troubles » du ministère de l'Intérieur. Et c'est de là que vient toute une tradition tant littéraire qu'historique. Presque tous les comptes rendus classiques des contemporains sur les conditions de vie au cours de la révolution industrielle se fondent sur l'industrie cotonnière et, principalement, sur le Lancashire : Owen, Gaskell, Ure, Fielden, Cooke, Taylor, Engels, pour n'en citer que quelques-uns, illustrent cette tradition. Des romans tels que *Michael Armstrong*, *Mary Barton* ou *Hard Times* la perpétuent. Elle se poursuit à travers l'histoire économique et sociale telle qu'elle fut écrite par la suite.

Mais de nombreuses difficultés demeurent. L'industrie du coton fut sans aucun doute celle qui détermina le rythme de la révolution industrielle[4], et la filature de coton fut le modèle prédominant du système manufacturier. Cependant, rien ne nous permet d'établir une correspondance automatique, ou trop directe, entre la dynamique de la croissance économique et la dynamique de la vie sociale ou culturelle. Un

4. Pour une remarquable mise au point sur la primauté de l'industrie du coton au cours de la révolution industrielle, voir E.J. Hobsbawm, *The Age of Revolution*, 1962, chap. II (trad. fr., *L'Ère des révolutions*, Paris, Fayard, 1969).

demi-siècle après la « percée » de la filature de coton (aux environs de 1780), les ouvriers des filatures ne constituaient qu'une minorité de la main-d'œuvre adulte employée dans l'industrie cotonnière elle-même. Tout au début des années 1830, le nombre de tisserands sur métier à bras dépassait encore à lui seul celui de tous les hommes et femmes employés dans les fabriques de tissage et de filage de coton, laine et soie réunis[5]. Et, en 1830, le fileur de coton n'était pas plus représentatif de ce personnage insaisissable, l'« ouvrier moyen », que ne le sera l'ouvrier d'usine automobile de Coventry dans les années 1960.

C'est là un point important, car accorder trop d'importance à la nouveauté des filatures de coton pourrait nous conduire à sous-estimer la continuité des traditions politiques et culturelles dans la formation des communautés de la classe ouvrière. Les ouvriers d'usine, loin d'être les « aînés de la révolution industrielle », en furent les derniers-nés. Des ouvriers à domicile, tels que les ouvriers lainiers de Norwich et du West Country ou les tisserands merciers de Manchester, avaient anticipé nombre de leurs idées et de leurs formes d'organisation. Et l'on peut se demander si les ouvriers de fabrique – mis à part dans les régions d'industrie cotonnière – « formèrent le noyau du mouvement ouvrier » avant la fin des années 1840 (et, dans quelques villes des Midlands et du Nord, avant les années 1832-1834, conduisant aux grands lock-out). Le jacobinisme, comme nous l'avons vu, prit racine très solidement parmi les artisans. Le luddisme fut l'œuvre de travailleurs qualifiés, rassemblés dans de petits ateliers. À partir de 1817 et jusqu'à l'époque du chartisme, les ouvriers à domicile jouèrent un rôle tout aussi important que les ouvriers d'usine dans l'agitation radicale. Et, dans beaucoup de villes, le véritable noyau qui fournit au mouvement ouvrier idées, organisation et direction se composait de cordonniers, de tisserands, de selliers, de bourreliers et autres libraires, imprimeurs, travailleurs du bâtiment ou petits commerçants. Le vaste territoire que couvrait le Londres radical entre

5. Estimations pour le Royaume-Uni, 1833 : nombre total des adultes travaillant dans l'industrie du textile, 191 671 ; nombre de tisserands sur métier à bras, 213 000. Voir plus loin, p. 269.

1815 et 1850 ne tirait sa force d'aucune grande industrie lourde (les constructions navales commençaient à décliner, et ce n'est que plus tard que les ouvriers métallurgistes firent parler d'eux), mais de cette foule de petits métiers[6].

Une telle diversité d'expériences a conduit certains auteurs à mettre en question les notions mêmes de « révolution industrielle » et de « classe ouvrière ». Il n'est pas nécessaire de nous attarder ici sur la première de ces notions[7]. Les connotations usuelles du terme nous suffisent ici. Pour ce qui est de la deuxième notion, beaucoup d'auteurs préfèrent parler de *classes* ouvrières pour mettre l'accent sur la grande disparité de statuts, de qualifications et de conditions de travail à laquelle renvoie l'expression. Et, en cela, ils font écho aux plaintes émises par Francis Place :

> Si le caractère et la conduite des travailleurs doivent être déduits des revues, des illustrés, des opuscules, journaux et rapports des deux Chambres ou de ceux qui émanent des Inspecteurs du travail, ils apparaîtront sous le seul terme de « classes inférieures », qui met dans le même sac l'ouvrier le plus qualifié et le plus avisé, les travailleurs et les pauvres les plus ignorants et les moins avisés, alors qu'en vérité la différence est énorme et, dans bien des cas, ne permet guère la comparaison[8].

Place a naturellement raison : le marin de Sunderland, le terrassier irlandais, le marchand ambulant juif, le pensionnaire de l'hospice d'un village de l'East Anglia, le typographe du *Times*, tous pouvaient être considérés par ceux qui leur étaient « supérieurs » comme appartenant aux « classes inférieures », tandis qu'eux-mêmes pouvaient à peine comprendre leurs dialectes respectifs.

Il n'en reste pas moins, toute précaution étant prise, que le fait

6. Cf. E.J. Hobsbawm, *op. cit.*, chap. II.

7. Cette controverse est résumée dans l'ouvrage d'E.E. Lampard, *Industrial Revolution*, American Historical Association, 1957 ; voir aussi E.J. Hobsbawm, *op. cit.*, chap. II.

8. Cité par M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, 1930, p. 210.

dominant de la période 1790-1830 est la formation de « la classe ouvrière ». Cela apparaît, tout d'abord, dans le développement de la conscience de classe, la prise de conscience d'intérêts communs, propres à ces divers groupes de travailleurs et opposés aux intérêts des autres classes. Et, en second lieu, dans le développement des formes correspondantes d'organisation politique et industrielle. En 1832, il existait des institutions ouvrières conscientes solidement enracinées – telles que syndicats, amicales, mouvements religieux et éducatifs, organisations politiques, périodiques –, des traditions intellectuelles ouvrières, des structures collectives ouvrières et une structure de pensée ouvrière.

La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. Et nous ne devons pas davantage nous représenter une force extérieure – la « révolution industrielle » – s'exerçant sur un matériau humain brut, indifférencié et indéfinissable, et produisant au bout du compte une « nouvelle race d'individus ». Les transformations des rapports de production et des conditions de travail propres à la révolution industrielle furent imposées non pas à un matériau brut, mais à l'Anglais né libre – l'Anglais né libre tel que Paine l'avait laissé ou tel que les méthodistes l'avaient façonné. L'ouvrier d'usine ou le fabricant de bas était aussi l'héritier de Bunyan, des droits des villageois tels que la mémoire les transmettait, des notions d'égalité devant la loi et des traditions artisanales. Il fut soumis à un endoctrinement religieux massif et, en même temps, il inventa des traditions politiques. La classe ouvrière se créa elle-même tout autant qu'on la créa.

Voir la classe ouvrière de cette façon revient à adopter une vision « classique » de la période, qui va à l'encontre de l'opinion dominante partagée par les écoles contemporaines d'histoire économique et de sociologie. Car le territoire de la révolution industrielle – qui fut en premier lieu jalonné et mesuré par Marx, Arnold Toynbee, les Webb et les Hammond – ressemble maintenant à un champ de bataille universitaire. La vision « catastrophique » habituelle de cette période a

été discutée point par point. Alors qu'on avait coutume de la considérer comme une période de déséquilibre économique, de misère et d'exploitation intenses, de répression politique et d'agitation populaire héroïque, l'attention se porte maintenant sur le taux de croissance économique (et sur les difficultés du décollage – *take off* – et de l'accession à l'autonomie technologique). Le mouvement des enclosures frappe moins les historiens actuels par la détresse qu'il entraîna lorsque l'on chassa les pauvres des villages que par l'efficacité avec laquelle il permit de nourrir une population en croissance rapide. On estime que les difficultés de la période viennent davantage des bouleversements causés par les guerres, de l'insuffisance des voies de communication, de l'immaturité du système bancaire et du circuit des échanges, de l'incertitude des marchés et des processus commerciaux que de l'exploitation ou de la concurrence impitoyable. L'agitation populaire est due à la coïncidence inévitable des prix élevés du blé et des crises commerciales, et s'explique en fonction d'un tableau de « tension sociale » élémentaire bâti sur ces données[9]. De façon générale, on laisse entendre que l'ouvrier industriel de 1840 connaissait une situation à bien des égards meilleure que celle de l'ouvrier domestique de 1790. La révolution industrielle serait ainsi une période non pas de catastrophes ou de luttes de classes et d'oppression acharnées – mais bien de progrès[10].

L'orthodoxie « catastrophique » classique a fait place à une nouvelle orthodoxie « anticatastrophique » : elle se distingue de façon absolument nette par sa défiance à l'encontre des constructions théo-

9. Voir W.W. Rostow, *British Economy in the Nineteenth Century*, 1948, et plus particulièrement p. 122-125.

10. Quelques-unes des idées soulignées ici se trouvent, d'une façon implicite ou explicite, dans les ouvrages de T.S. Ashton, *Industrial Revolution*, 1948 (trad. fr., *La Révolution industrielle*, Paris, Plon, 1955) ; et de A. Radford, *The Economic History of England*, 1960, 2e éd. On en trouvera une variante sociologique chez N.J. Smelser, *Social Change in the Industrial Revolution*, 1959 ; et l'ouvrage de John Vaizey, *Success Story*, W.E.A., s.d., en constitue une vulgarisation tapageuse.

riques et, chez ses représentants les plus éminents (Sir John Clapham, Dorothy George, T.S. Ashton), par une critique sévère du manque de rigueur de certains auteurs de l'ancienne école. Les études de la nouvelle orthodoxie sont venues enrichir la connaissance historique, nuancer et réviser sur des points importants l'œuvre de l'école classique. Mais, comme la nouvelle orthodoxie commence maintenant à son tour à vieillir et à se retrancher dans la plupart des centres universitaires, elle prête à son tour le flanc à la critique. Les successeurs des grands empiristes font trop souvent montre d'un certain pharisaïsme, et se contentent trop souvent de données restreintes et d'une connaissance insuffisante des mouvements ouvriers de l'époque. Ils sont plus soucieux de leur image d'empiristes orthodoxes que des changements dans les relations sociales et dans les modes de culture apportés par la révolution industrielle. Il leur manque une vision d'ensemble du processus – du contexte politique et social général de la période. Ce qui se présentait comme des réserves intéressantes s'est transformé imperceptiblement en nouvelles généralisations (qu'il est rarement possible de justifier par des preuves) et, finalement, en argument d'autorité.

On définit souvent l'orthodoxie empiriste à partir d'une critique cursive de l'œuvre de J.L. et Barbara Hammond. Il est vrai que les Hammond affichèrent une volonté excessive de moraliser l'histoire et de présenter leurs matériaux à la lumière d'une « profonde indignation »[11]. De nombreux aspects de leur œuvre ont été critiqués ou nuancés selon les recherches ultérieures, et nous en évoquerons d'autres. Mais une défense des Hammond ne doit pas reposer sur le seul fait que leurs ouvrages sur les travailleurs, illustrés d'abondantes citations et fondés sur une importante documentation, compteront longtemps parmi les ouvrages de référence les plus importants sur la période. On peut dire aussi qu'ils manifestèrent tout au long de leurs écrits une bonne compréhension du contexte politique dans lequel s'inscrivit la révolution industrielle. Pour le chercheur qui examine les grands livres de comptes d'une fabrique de coton, les

11. Voir E.E. Lampard, *op. cit.*, p. 7.

guerres napoléoniennes ne sont qu'un facteur exceptionnel affectant les marchés étrangers et faisant fluctuer la demande. Les Hammond n'auraient jamais oublié un seul instant que ce fut aussi une guerre contre le jacobinisme. « L'histoire de l'Angleterre à l'époque dont nous parlons se lit comme l'histoire d'une guerre civile. » Ce sont là les premiers mots du chapitre d'introduction de *The Skilled Labourer*. Et, dans la conclusion de *The Town Labourer*, parmi d'autres commentaires sans grand intérêt, se trouve celui-ci, d'une très grande finesse et qui éclaire soudain l'ensemble de la période :

> À l'époque où la moitié de l'Europe était enivrée et l'autre moitié terrifiée par la magie nouvelle du mot citoyen, la nation anglaise était entre les mains d'hommes qui considéraient l'idée même de citoyenneté comme une atteinte à leur religion et à leur civilisation ; qui cherchaient délibérément à fonder l'État sur les inégalités de la vie et à accentuer et à perpétuer la position des travailleurs en tant que classe assujettie. C'est ainsi que la Révolution française divisa moins le peuple de France que la révolution industrielle ne divisa le peuple d'Angleterre [...]

Cette appréciation peut être contestée. Et, cependant, l'idée selon laquelle la révolution qui ne se produisit pas en Angleterre fut tout aussi dévastatrice – et, par certains aspects, entraîna plus de divisions – que celle que connut la France fournit une indication sur la nature proprement catastrophique de la période. Durant toute cette époque, trois grandes influences, et non deux, se manifestent simultanément. Il y a l'énorme accroissement de la population (qui, en Grande-Bretagne, passa de 10,5 millions en 1801 à 18,1 millions en 1841, le taux de croissance le plus élevé se situant entre 1811 et 1821). Il y a la révolution industrielle dans ses aspects technologiques. Et il y a la *contre*-révolution politique, entre 1792 et 1832.

En définitive, le contexte politique, tout autant que la machine à vapeur, eut une influence décisive sur la formation de la conscience et des institutions de la classe ouvrière. Les forces agissant pour la réforme politique à la fin du XVIII^e^ siècle (Wilkes, les marchands des villes, la petite noblesse du Middlesex, la « populace » – ou Wyvill,

la petite noblesse et les petits propriétaires, les drapiers, couteliers et marchands) étaient sur le point de remporter des victoires au moins partielles dans les années 1790 : Pitt avait été désigné pour être le Premier ministre de la réforme. Si les événements avaient suivi leur cours « naturel », nous aurions pu nous attendre à voir s'affronter, bien avant 1832, l'alliance de l'oligarchie de la terre et du commerce et celle de l'industrie et de la petite noblesse, les ouvriers prenant alors la suite de l'agitation de la petite bourgeoisie. Et tel était bien le rapport des forces en présence en 1792, alors même que manufacturiers et membres des professions libérales jouaient un rôle prédominant dans le mouvement en faveur des réformes. Mais, après le succès des *Droits de l'homme*, la radicalisation de la Révolution française et la Terreur, après le déchaînement de la répression sous Pitt, ce fut la Société de correspondance plébéienne qui, à elle seule, tint tête aux guerres contre-révolutionnaires. Et ces groupes plébéiens, si réduits qu'ils fussent en 1796, n'en constituèrent pas moins une tradition « clandestine » qui se prolongea jusqu'à la fin des guerres. Secoués par l'exemple français et touchés par la ferveur patriotique de la guerre, l'aristocratie et les manufacturiers firent cause commune. L'Ancien Régime[12] anglais en retira une nouvelle vigueur, et notamment dans la perpétuation des antiques corporations qui gouvernaient à leur profit les villes industrielles en pleine expansion. En retour, les manufacturiers bénéficièrent d'importantes concessions : notamment l'abrogation ou l'annulation de la législation de type paternaliste concernant l'apprentissage, la réglementation des salaires et certaines conditions imposées jusque-là à l'industrie. Les aristocrates s'employaient à réprimer les « conspirations jacobines », les manufacturiers, à faire échouer les « conspirations » du peuple pour accroître les salaires : la loi sur les coalitions servit les deux causes.

C'est ainsi que les travailleurs se trouvèrent renvoyés de force à un *apartheid* politique et social pendant les guerres napoléoniennes (où ils eurent d'ailleurs à combattre). Il est vrai que ce n'était pas entièrement nouveau. Ce qui le fut, c'est la coïncidence avec une révo-

12. En français dans le texte (*NdT*).

lution en France ; avec une prise de conscience grandissante et des aspirations toujours plus variées (car « l'arbre de la liberté » avait été planté de la Tamise à la Tyne) ; avec une augmentation de la population – les chiffres se firent plus impressionnants d'année en année à Londres et dans les districts industriels (et, comme les gens devenaient plus nombreux, le respect porté au maître, au magistrat ou au prêtre allait en décroissant) ; et avec des formes plus intensives ou plus transparentes d'exploitation économique : plus intensives dans les domaines de l'agriculture et des vieilles industries domestiques ; plus transparentes dans les nouvelles usines et peut-être dans les mines. Dans l'agriculture, les années 1760-1820 sont des années où l'on assiste à une appropriation généralisée des terrains communaux, et au cours desquelles, dans tous les villages successivement, les droits communaux cessent d'exister et où le travailleur sans terre – et réduit, dans le Sud, à l'indigence – doit s'acquitter de ses charges auprès du tenancier, du propriétaire, et payer les dîmes à l'Église. En ce qui concerne l'artisanat, il est courant, à partir de 1800, que les petits artisans cèdent la place à des employeurs plus importants (qu'ils soient fabricants ou intermédiaires) et que la majorité des tisserands, fabricants de bas, cloutiers deviennent travailleurs salariés à domicile, employés à titre plus ou moins précaire. Dans les industries du coton et dans beaucoup de régions minières, ces années sont celles où l'on embauche des enfants (et où les femmes sont employées dans les mines) ; l'entreprise à grande échelle, le système avec sa discipline nouvelle, les communautés textiles – où le fabricant s'enrichit par le travail des « ouvriers », son enrichissement en une génération se faisant *au vu de tous* –, tout cela a contribué à rendre le processus d'exploitation plus transparent et à réaliser la cohésion culturelle et sociale des exploités.

Nous commençons alors à percevoir la nature véritablement catastrophique de la révolution industrielle, ainsi que quelques-unes des raisons qui expliquent pourquoi la classe ouvrière anglaise se forma au cours de ces années-là. Les gens furent soumis simultanément à une intensification de deux formes intolérables de relations : l'exploitation économique et l'oppression politique. Les relations employeur-

travailleur devinrent à la fois plus dures et plus impersonnelles ; et, alors que la liberté potentielle de l'ouvrier s'en trouvait, il est vrai, accrue, si l'on tient compte du fait que l'ouvrier agricole ou le compagnon, dans l'artisanat, était (selon les termes de Toynbee) « arrêté à mi-chemin entre la situation du serf et celle du citoyen », cette « liberté » signifiait qu'il sentait davantage son *manque* de liberté. Et, chaque fois qu'il essaya de s'opposer à l'exploitation, il se heurta à l'employeur ou à l'État, et généralement aux deux.

Pour la plupart des travailleurs, l'expérience cruciale de la révolution industrielle fut vécue comme une transformation dans la nature et l'intensité de l'exploitation. Il ne s'agit point ici de quelque notion anachronique superposée à la réalité. Nous pouvons décrire quelques éléments du processus d'exploitation tels qu'ils apparurent en 1818 – l'année de naissance de Marx – à un ouvrier cotonnier remarquablement lucide. Le récit – *Discours au public de Manchester, composé à l'occasion d'une grève par un « fileur de coton »* – commence par une description des employeurs et des ouvriers, « deux classes distinctes de personnes » :

> Et, tout d'abord, les employeurs : à quelques exceptions près, ils constituent un groupe d'hommes sortis de l'atelier sans instruction ni savoir-faire, sauf le peu qu'ils ont acquis au contact du petit monde des marchands au cours de transactions à Manchester ; mais, pour pallier ces déficiences, ils soignent les apparences en faisant étalage d'élégantes demeures, d'équipages, de livrées, de parcs, de chasseurs, de chiens de chasse, etc., et ils s'arrangent pour les faire valoir aux yeux du marchand inconnu de la façon la plus pompeuse. En vérité, leurs maisons sont de splendides palais, dépassant de loin, en taille et en étendue, les charmantes et jolies retraites que vous voyez autour de Londres [...] mais celui qui observe froidement les beautés de la nature et de l'art ne manquera pas de déceler ici un cruel manque de goût. Ils mettent leurs enfants dans les écoles les plus coûteuses, décidés qu'ils sont à donner à leur progéniture une double ration de ce qui leur a tant fait défaut. Ainsi, n'ayant guère plus qu'une idée en tête, ils règnent littéralement en petits monarques, absolus et despotiques, sur leur région ; et, pour financer tout cela, ils occupent la totalité de leur temps à imaginer le moyen d'obtenir la plus

grande quantité de travail à moindre frais. En résumé, j'irai jusqu'à dire, sans crainte de me tromper, qu'on peut observer une plus grande distance entre le maître d'ici et l'ouvrier qu'il n'y en a entre le premier marchand de Londres et son serviteur le plus humble ou l'artisan le plus modeste. En vérité, il n'y a pas de comparaison. Je tiens pour vrai que la plus grande partie des maîtres filateurs souhaitent vivement maintenir les salaires bas afin de maintenir les fileurs dans l'indigence et l'ignorance [...] et afin de remplir leurs poches des bénéfices ainsi réalisés. Les maîtres filateurs constituent une classe d'hommes différents des autres maîtres commerçants du royaume. Ils sont ignorants, orgueilleux et tyranniques. Que doivent être alors les hommes ou plutôt les êtres qui sont les instruments de tels maîtres ? Eh bien, depuis plusieurs années, avec leurs femmes et leurs enfants, ils sont la patience même – serfs et serves de leurs cruels chefs de corvée. Il serait vain d'insulter notre entendement en disant que de tels hommes sont libres ; que la loi protège également riches et pauvres ; et qu'un fileur a le droit de quitter son maître si le salaire versé ne lui convient pas. C'est vrai ; il peut le faire ; mais alors, où aller ? Chez un autre, pour sûr. Eh bien, c'est ce qu'il fait ; on lui demande où il a travaillé pour la dernière fois : « Vous a-t-il renvoyé ? » Non, nous n'étions pas d'accord au sujet du salaire. Eh bien, je n'engagerai ni vous ni aucune autre personne qui quitte son maître de cette façon. Pourquoi en est-il ainsi ? À cause de cette abominable *association existant parmi les maîtres*, établie pour la première fois à Stockport en 1802, et qui est depuis lors devenue si générale qu'elle regroupe tous les principaux maîtres dans un circuit de nombreux kilomètres autour de Manchester, bien qu'elle ne concerne pas les maîtres les plus petits : ils en sont exclus. Quant aux maîtres les plus importants, ce sont les êtres les plus désagréables que l'on puisse imaginer. [...] Lorsque leur association fut établie, un de ses premiers articles prévoyait qu'aucun maître ne devait embaucher un homme tant qu'il ne se serait pas assuré qu'il n'avait pas été renvoyé par son précédent maître. Que reste-t-il alors à notre homme ? S'il s'adresse à la paroisse, ce tombeau de toute indépendance, voici ce qu'il lui est dit : Nous ne vous aiderons point ; si vous vous querellez avec votre maître et ne subvenez pas aux besoins de votre famille, nous vous enverrons en prison ; de sorte que l'homme est forcé, par un concours de circonstances, de se soumettre à son maître. Il ne peut se déplacer et trouver du travail dans une autre ville comme le savetier, le menuisier ou le tailleur ; il est prisonnier du district.

Les ouvriers, de façon générale, constituent un ensemble peu dangereux et sans prétention d'hommes bien informés – encore que la façon dont ils se procurent ces informations relève presque du mystère à mes yeux. Ils sont dociles et d'abord facile si on ne les provoque pas trop ; mais il n'y a là rien d'étonnant quand on se souvient qu'ils sont entraînés à travailler depuis l'âge de six ans, de cinq heures du matin à huit ou neuf heures du soir. Que l'un de ceux qui prônent l'obéissance absolue au maître se plante sur l'un des chemins menant à la fabrique un peu avant cinq heures du matin et qu'il observe l'aspect misérable des petits enfants et de leurs parents tirés du lit de si bonne heure et par tous les temps ; qu'il examine la misérable portion de nourriture composée en grande partie de galette d'avoine émiettée dans du gruau à l'eau, additionnée de sel, le tout coupé parfois d'un peu de lait, à quoi viennent s'ajouter quelques pommes de terre, un peu de lard ou de graisse pour le dîner. Un ouvrier de Londres mangerait-il cela ? Là (s'ils arrivent en retard de quelques minutes, on leur soustrait le quart de la journée en salaire), ils sont enfermés à clé jusqu'à la nuit dans des pièces où la chaleur est plus étouffante que pendant les journées les plus chaudes de l'été dernier, et on ne leur accorde aucun moment de repos, sauf trois quarts d'heure dans toute la journée pour le dîner : s'ils mangent à tout autre moment, il faut que ce soit en continuant de travailler. L'esclave noir des Antilles qui travaille sous un soleil brûlant a sans doute de temps à autre une légère brise pour le rafraîchir, il a un lopin de terre et on lui laisse le temps de le cultiver. L'esclave fileur anglais ne jouit ni du plein air ni des brises du ciel. Enfermé dans des usines de huit étages, il ne peut prendre de repos avant que l'énorme machine ne s'arrête, et c'est alors seulement qu'il rentre chez lui se reposer pour le lendemain ; il ne peut davantage profiter des douces soirées en famille : tous sont également fatigués et épuisés. Le tableau n'est pas exagéré : c'est l'exacte vérité. Je pose à nouveau la question : les ouvriers du sud de l'Angleterre se soumettraient-ils à ce régime ?

Alors que le filage du coton n'en était encore qu'à ses débuts et avant même que ces terribles machines, appelées machines à vapeur, n'entrent en fonction (elles remplacèrent la main-d'œuvre humaine), il y avait un grand nombre de ce qu'on appelait alors les « petits maîtres » [*little masters*] ; des hommes qui, au moyen d'un petit capital, pouvaient acheter quelques machines et employer quelques ouvriers (hommes et garçons, disons vingt à trente au maximum). Le fruit de leur travail était entièrement

acheminé jusqu'au marché central de Manchester, et livré aux courtiers. [...] Les courtiers le vendaient aux marchands, de sorte que le maître pouvait rester chez lui, travailler et s'occuper de ses ouvriers. Le coton était alors toujours distribué à l'état brut, à partir de la balle, aux femmes des fileurs chez elles, à l'époque où elles le préparaient en le chauffant et le rinçant pour les fileurs des fabriques. De la sorte, elles pouvaient gagner huit, dix ou douze shillings par semaine, préparer la nourriture et s'occuper de leurs enfants. Mais aucune ne travaille de cette façon maintenant ; car tout le coton est coupé par une machine qui fonctionne à la vapeur, appelée diable ; de sorte que les femmes des fileurs n'ont pas d'emploi, sauf si elles vont travailler à la fabrique toute la journée, au même titre que les enfants, pour quelques shillings, quatre ou cinq par semaine. À cette époque-là, si un homme ne pouvait se mettre d'accord avec son maître, il le quittait et pouvait trouver un emploi ailleurs. En quelques années, cependant, la physionomie des choses a changé. Les machines entrèrent en fonction : pour les acheter et construire des bâtiments suffisamment importants pour les abriter, elles et six ou sept cents ouvriers, il fallut de grands capitaux. La puissance motrice produisait un article qui se vendait mieux (sans pour autant que sa qualité fût supérieure) que celui que le petit maître pouvait produire pour le même prix. Cela entraîna leur perte en un laps de temps très court, et les nouveaux capitalistes se réjouirent de leur chute : car ils étaient le seul obstacle dressé entre eux et la mainmise totale sur les ouvriers.

Diverses querelles naquirent alors entre les ouvriers et les maîtres concernant la qualité de l'ouvrage, les travailleurs étant payés au nombre d'écheveaux ou de mètres de fils qu'ils produisaient à partir d'une certaine quantité de coton, dont la qualité devait toujours être vérifiée par le contremaître, l'intérêt de ce dernier commandant qu'il s'inclinât devant son maître et qualifiât le tissu de plus grossier qu'il n'était en réalité. Si l'ouvrier refusait d'accepter ce jugement, *il devait assigner son employeur devant un magistrat* ; et la totalité des magistrats en activité dans cette région, à l'exception de deux hommes d'Église dignes de confiance, étaient des personnages de la même origine que les maîtres de la filature. L'employeur se contentait généralement d'envoyer son contremaître pour répondre à de telles assignations, considérant comme indigne de lui de rencontrer son serviteur. La décision du magistrat était en général favorable au maître, bien qu'elle ne tînt compte que de la déclaration du contremaître. L'ouvrier n'osait pas faire appel en raison des frais. [...]

> Ces malheurs pour les hommes sont nés de cet horrible monopole que l'on rencontre dans ces régions où la richesse et le pouvoir sont entre les mains des quelques hommes qui se prennent pour les seigneurs de l'univers, tant est grand l'orgueil qui leur dévore le cœur[13].

Cette interprétation des faits, dans sa remarquable puissance, doit être replacée dans le contexte des polémiques de l'époque, tout comme l'« économie politique » de Lord Brougham. Mais le « fileur de coton » décrivait des faits d'un autre ordre. Inutile, en ce qui nous concerne, de chercher à savoir si tous ses jugements sont fondés. L'intérêt de ce *discours* est qu'il constitue un compte rendu détaillé des injustices ressenties par les ouvriers, consécutives aux changements apportés dans la nature de l'exploitation capitaliste : la montée d'une classe de maîtres sans autorité ni obligations transmises par la tradition ; un fossé encore plus grand entre le maître et l'homme ; le caractère évident de l'exploitation dont ils tirent leur richesse et leur puissance nouvellement acquises ; la perte de statut et surtout d'indépendance pour le travailleur, le fait qu'il soit réduit à dépendre totalement des instruments de production du maître ; la partialité de la loi ; la dislocation de l'économie familiale traditionnelle, la discipline, la monotonie des horaires et les conditions de travail, la disparition des moments de loisir et des agréments de la vie, et la réduction de l'homme au statut d'« instrument ».

Que les ouvriers aient ressenti ces injustices – et les aient ressenties avec colère – est un fait qui mérite à lui seul toute notre attention. Et qui nous rappelle avec force que quelques-uns des conflits les plus aigus de ces années-là tournaient autour de questions que des tableaux de chiffres sur le coût de la vie ne suffisent pas à éclairer. Les questions qui provoquèrent les réactions les plus vives furent très souvent celles qui mettaient en jeu des valeurs telles que coutumes traditionnelles, « justice », « indépendance », sécurité ou économie familiale plutôt que les simples questions de « moyens de subsistance ». Le début des années 1830 est marqué par une agitation dans laquelle le problème des salaires était tout à fait secondaire : agi-

13. *Black Dwarf*, 30 septembre 1818.

tation des potiers contre le « système de paiement des ouvriers en nature » ; des ouvriers du textile pour la loi des Dix Heures ; des ouvriers du bâtiment qui réclamaient une action directe et collective ; de tous les groupes de travailleurs pour l'obtention du droit syndical. La grande grève qui toucha le bassin houiller du Nord-Est en 1831 tourna autour de la sécurité de l'emploi, de l'installation de cantines et du travail des enfants.

Les relations d'exploitation ne peuvent se résumer à une somme d'injustices et d'antagonismes. Ces relations prennent des formes distinctes selon le contexte historique, liées aux formes correspondantes de propriété et de pouvoir de l'État. La relation d'exploitation classique de la révolution industrielle est dépersonnalisée en ce sens qu'aucune trace d'obligations réciproques – qu'il s'agisse de paternalisme ou de déférence, ou des intérêts du « commerce » – ne subsiste. Pas la moindre allusion au « juste » prix ou à un salaire justifié en fonction de normes sociales ou morales, par opposition au libre jeu du marché. L'antagonisme est accepté comme un élément intrinsèque des relations de production. Les fonctions de direction et de supervision imposent le refoulement de tous les aspects de la personnalité qui ne favoriseraient pas le prélèvement maximal de la plus-value aux dépens du travailleur. C'est l'économie politique que Marx a analysée dans *le Capital*. Le travailleur est devenu un « instrument », ou un poste figurant parmi les autres dépenses.

En réalité, aucune entreprise industrielle complexe ne saurait être gérée en fonction de tels principes. La crainte des troubles sociaux et la nécessité d'une main-d'œuvre stable, et d'un ensemble de travailleurs qualifiés, rendirent nécessaires de nouvelles techniques de direction ; et, de fait, l'on vit apparaître de nouvelles formes de paternalisme dans les filatures de coton vers les années 1830. Mais, dans les entreprises de travail à domicile, où la demande de travail était supérieure à l'offre, il y avait toujours assez de travailleurs inorganisés et prêts à tout pour trouver un emploi, et l'on ne s'embarrassait pas de telles considérations. Là, comme les vieilles coutumes disparaissaient peu à peu et que le paternalisme d'autrefois n'avait plus cours, on trouve une relation d'exploitation à l'état pur.

Cela ne veut pas dire qu'il faille rejeter toute la « faute », pour chaque épreuve endurée sous la révolution industrielle, sur les « maîtres » ou sur le laissez-faire. Le processus d'industrialisation doit, dans tout contexte social, entraîner des souffrances et la destruction de modes de vie anciens auxquels les gens tenaient. Des recherches récentes ont mis en lumière les difficultés propres à l'expérience britannique : l'insécurité des marchés, les multiples difficultés financières et commerciales causées par les guerres, la dépression de l'après-guerre, les changements affectant les conditions d'exercice du commerce et les tensions exceptionnelles résultant de l'explosion démographique. D'ailleurs, nos préoccupations du XX^e^ siècle nous ont fait prendre conscience des problèmes cruciaux liés à la croissance économique. On peut dire que la Grande-Bretagne, au cours de la révolution industrielle, connut les problèmes propres au « décollage ». Les lourds investissements à long terme – canaux, usines, chemins de fer, fonderies, mines, travaux publics – furent réalisés au détriment de la consommation courante ; les générations d'ouvriers qui vécurent entre 1790 et 1840 sacrifièrent à l'avenir, en totalité ou partiellement, leurs perspectives de voir s'accroître la consommation[14].

Tous ces arguments méritent une attention particulière. Par exemple, une étude des fluctuations de la demande du marché sud-américain ou de la crise qui touche le secteur bancaire dans ce pays peut nous apprendre beaucoup sur les causes de l'expansion ou, au contraire, du retard qui frappèrent certaines industries. La critique que l'on peut faire de l'orthodoxie universitaire en vigueur ne porte pas sur les études empiristes en tant que telles, mais sur la fragmentation du processus historique en son entier. En premier lieu, l'empiriste extrait certains événements de ce processus et les examine à part. Comme les conditions qui donnèrent naissance à ces événements sont présupposées, ceux-ci paraissent non seulement explicables en leurs propres termes, mais également inévitables. Il fallut payer les guerres en levant de lourds impôts ; d'un côté, elles accélérèrent la

14. Voir S. Pollard, « Investment, Consumption, and the Industrial Revolution », *Economic Historical Review*, 1958, 2^e^ série, p. 215-226.

croissance, de l'autre, elles la retardèrent. Puisqu'on peut le montrer, on en déduit qu'il devait *nécessairement* en être ainsi. Mais des milliers d'Anglais à l'époque approuvaient Thomas Bewick lorsqu'il flétrissait « cette guerre en tous points nocive[15] ». Le fardeau inégal des impôts, les fructueuses retombées de la dette nationale sur les nantis et le papier-monnaie ne furent pas considérés comme des données par les contemporains, mais constituèrent bel et bien l'aliment premier de l'intense agitation radicale.

Mais, à un second stade, l'empiriste peut réunir ces études fragmentaires et construire un modèle de processus historique fait d'une multiplicité d'éléments liés par des relations logiques, une sorte de processionnal. Un examen minutieux des facilités de crédit ou des prix des marchandises échangées, où chaque événement trouve une explication et apparaît également comme la cause suffisante d'autres événements, conduit à un déterminisme après coup. La dimension de l'action humaine n'existe plus et le contexte des relations de classe est oublié.

Tout ce que signale l'empiriste existait sans aucun doute. Les Ordres en Conseil[16] de 1811 avaient pratiquement enrayé certains commerces ; l'augmentation du prix du bois après les guerres se répercuta sur le coût de la construction ; un changement de mode passager (la dentelle détrônant le ruban) put réduire à l'inactivité les métiers à tisser de Coventry ; le métier mécanique concurrença le métier à tisser à bras. Mais même ces faits avérés, tenus de source sûre, méritent d'être mis en question. Quel Conseil ? et pourquoi ces Ordres ? Qui profita le plus des accaparements du bois de construction ? Pourquoi les métiers ne fonctionnaient-ils pas, alors que des dizaines de milliers de filles à la campagne aimaient les rubans mais ne pouvaient s'en offrir ? Par quelle alchimie sociale les inventions destinées à économiser la peine devinrent-elles des machines à fabriquer la misère ? La

15. T. Bewick, *Memoir*, éd. de 1961, p. 151.

16. Ordres en Conseil (*Orders in Council*) : décrets royaux pris en vertu des pouvoirs réservés au souverain ; ils peuvent aussi revêtir la forme de décrets-lois (*NdT*).

réalité, dans ce qu'elle a de plus brut – une mauvaise récolte – peut sembler échapper au choix de l'homme. Mais la façon dont elle suivit son cours mit en jeu un ensemble complexe de relations humaines : loi, propriété, pouvoir. Lorsque l'on rencontre une expression grandiloquente du genre : « le flux et le reflux du cycle commercial », il convient de se méfier. Car derrière ce cycle commercial se trouve une structure de relations sociales engendrant des expropriations de diverses sortes (loyer, intérêt, profit) et en proscrivant d'autres (vol, droits féodaux), légitimant certains types de conflit (concurrence, guerre armée) et en empêchant d'autres (syndicalisme, émeutes pour le pain, organisation politique populaire) : une structure qui, au regard du futur, peut apparaître à la fois barbare et éphémère.

Il pourrait sembler inutile d'évoquer ces grandes questions puisque l'historien ne peut mettre constamment en doute les témoignages de la société qu'il étudie. Or, toutes ces questions furent en réalité soulevées par des contemporains : non seulement par des hommes appartenant aux classes supérieures (Shelley, Cobbett, Owen, Peacock, Thompson, Hodgskin, Carlile), mais aussi par des milliers de travailleurs. Ce ne sont pas seulement les institutions politiques mais aussi la structure sociale et économique du capitalisme industriel qui furent mises en question par leurs porte-parole. Aux faits de l'économie politique orthodoxe ils opposèrent leurs propres faits et leur propre arithmétique. C'est ainsi que, dès 1817, les ouvriers des métiers à tricoter de Leicester formulèrent, dans une série de résolutions, une théorie expliquant la crise capitaliste par la sous-consommation :

> De même que la Diminution des Salaires rend la grande Majorité des Gens pauvres et malheureux, de même la consommation de nos patrons doit être réduite, et cela dans les mêmes proportions.
> Si des Salaires libéraux étaient accordés à nos Artisans, de façon générale et dans tout le Pays, la Consommation Domestique de nos Manufactures ferait plus que doubler sur-le-champ, et en conséquence chaque ouvrier trouverait rapidement un emploi à temps complet.
> Réduire le Salaire de l'Ouvrier dans ce Pays à un niveau si bas qu'il ne puisse vivre de son travail, dans le but de vaincre la concurrence

> des Industriels Étrangers sur un Marché Étranger, revient à gagner un acheteur à l'extérieur et à en perdre deux à l'intérieur [...][17].

Si l'on réduisait le temps de travail et si la main-d'œuvre enfantine était limitée, il y aurait davantage de travail pour les ouvriers, et les sans-emploi pourraient trouver du travail et échanger les produits de leur travail directement – court-circuitant ainsi les caprices du marché capitaliste –, les marchandises seraient vendues moins cher, et le travail mieux rémunéré. À la rhétorique du libre-échange, ils opposaient le langage de l'« ordre moral nouveau ». C'est parce que des vues contradictoires et irréconciliables de l'ordre humain – l'une fondée sur la réciprocité, l'autre sur la concurrence – s'opposèrent entre 1815 et 1850 que l'historien d'aujourd'hui ressent encore le besoin de prendre parti.

Il n'est guère possible d'écrire l'histoire de l'agitation populaire de ces années-là sans faire au moins l'effort d'imagination qui consiste à comprendre comment un homme comme le « fileur de coton » interprétait les témoignages. Lorsqu'il parlait des « maîtres », ce n'était pas comme agrégat d'individus, mais comme classe. En tant que tels, « ils » lui refusaient des droits politiques. Si les affaires marchaient mal, « ils » diminuaient son salaire. Si les affaires s'arrangeaient, il lui fallait lutter contre « eux » et leur État pour obtenir une part des bénéfices. Si la nourriture était abondante, « ils » en profitaient. Si elle était rare, quelques-uns d'entre « eux » en profitaient encore davantage. « Ils » conspiraient non pas à propos de tel ou tel fait isolé, mais bien dans le cadre de la relation fondamentale d'exploitation qui légitimait tous les faits. Il y eut sans nul doute des fluctuations du marché, de mauvaises récoltes et ainsi de suite ; mais l'expérience d'une exploitation qui ne cessait de s'intensifier était une constante, alors que ces autres causes de difficultés étaient variables. Ces dernières n'agissaient pas sur les travailleurs de façon directe, mais au

17. H.O. 42.160. Voir aussi J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 303 ; et les témoignages fournis par Oastler sur les tisserands sur métier à bras, *infra*, p. 392-394.

travers de tout un système particulier de propriété et d'autorité qui distribuait gains et pertes avec une flagrante partialité.

Ces considérations plus vastes sont, depuis quelques années, voilées par l'exercice universitaire (que l'on administre à hautes doses aux étudiants) connu sous le nom de « controverse du niveau de vie ». Le niveau de vie de la grande masse de la population s'est-il élevé ou abaissé entre 1780 et 1830 – ou 1800 et 1850[18] ? Pour comprendre toute la signification du débat, il faut en rappeler brièvement l'évolution.

Le débat sur les valeurs est aussi ancien que la révolution industrielle. La controverse sur les niveaux de vie est plus récente. Et la *confusion* idéologique est encore plus récente. Nous pouvons partir de l'un des points les plus clairs de la controverse. Sir John Clapham, dans sa préface à la première édition de son *Economic History of Modern Britain* (1926), écrivait :

> La légende selon laquelle tout empirait pour le travailleur, et ce jusqu'à une date indéterminée se situant entre la première version de la Charte du Peuple et la grande Exposition [1837 et 1851 (*NdA*)] a la vie dure. Le fait que, à la suite de la chute des prix de 1820-1821, le pouvoir d'achat des salaires en général – pas de tous les salaires, bien entendu – fut sans aucun doute supérieur à ce qu'il avait été juste avant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, s'accorde si mal avec la tradition qu'il est très rarement mentionné (les travaux statistiques sur les salaires et sur les prix étant constamment passés sous silence dans les études d'histoire sociale).

À cela, J.L. Hammond répliqua en deux points dans *Economic History Review* (1930) : tout d'abord, il critiqua les statistiques de Clapham concernant le revenu des ouvriers agricoles. On les avait établies en additionnant les moyennes du pays puis en les divisant par le nombre de comtés où les salaires étaient élevés (les revenus agricoles étaient

18. Le caractère futile d'une partie de cette discussion est souligné par le fait que, si l'on considère différentes périodes, on obtient des réponses différentes. 1780-1830 est favorable aux « pessimistes » ; 1800-1850, aux « optimistes ».

accrus du fait de la proximité des industries), de sorte qu'il fut possible à Hammond de démontrer que sous la moyenne nationale se dissimulait cette réalité : 60 % de la population laborieuse se situait dans les comtés où les salaires étaient inférieurs aux chiffres moyens. La seconde partie de sa critique passait à des considérations sur les valeurs (le bonheur) dans le style le moins convaincant et le plus obscur de l'auteur. Clapham accepta la première partie de cette critique dans sa préface à sa deuxième édition (1930) ; et il prit acte de la deuxième partie même si c'est avec une froide circonspection (« infléchissement des termes », « questions philosophiques ») : « Je suis tout à fait d'accord pour dire [...] que les statistiques du bien-être matériel ne peuvent en aucun cas mesurer le bonheur d'un peuple. » De plus, affirmait-il, lorsqu'il avait critiqué le point de vue selon lequel « tout empirait », « je ne voulais pas laisser entendre que tout allait mieux. Je voulais seulement dire que, récemment, des historiens avaient trop souvent [...] souligné les dégradations de la situation et escamoté ou passé sous silence les améliorations ». Les Hammond, pour leur part, au cours d'une des dernières révisions (édition de 1947) de *The Bleak Age*, firent certaines concessions : « Les statisticiens nous disent que [...] les gains augmentèrent et que la plupart des hommes et des femmes étaient moins pauvres, au moment où leur mécontentement s'exprimait avec force, qu'ils ne l'avaient été au moment où le XVIII^e^ siècle se mourait dans un silence semblable à celui de l'automne. Les faits, bien entendu, sont rares, et leur interprétation trop simple, mais cette vision des choses, pour générale qu'elle soit, est probablement à peu près juste. » L'explication du mécontentement « doit être recherchée ailleurs que dans les conditions strictement économiques ».

Jusqu'ici, tout va bien. Les historiens sociaux les plus fertiles de la période, mais manquant par trop de rigueur, s'étaient heurtés aux critiques acerbes d'un empiriste de renom, et, finalement, les deux parties avaient cédé du terrain. En dépit des passions qui s'en sont suivies, les protagonistes ne divergent que faiblement dans leurs conclusions purement économiques. Si aucun chercheur sérieux ne prétend aujourd'hui que tout empirait, aucun chercheur sérieux ne

prétendra non plus que tout s'améliorait. E.J. Hobsbawm (« pessimiste ») et T.S. Ashton (« optimiste ») s'accordent pour dire que les salaires réels diminuèrent pendant les guerres napoléoniennes et la période qui suivit immédiatement. E.J. Hobsbawm ne parle pas d'une amélioration sensible et générale du niveau de vie avant le milieu des années 1840 ; alors que T.S. Ashton note un climat économique « plus clément » après 1821 – une « montée sensible interrompue seulement par les marasmes économiques de 1825-1826 et de 1831 » ; et, si l'on tient compte des importations accrues de thé, café, sucre, etc., « il est difficile de croire que les travailleurs ne profitèrent pas du tout de la croissance ». D'un autre côté, son tableau des prix établi pour les régions d'Oldham et de Manchester montre que, « en 1831, il n'est guère possible que l'alimentation moyenne des pauvres ait coûté beaucoup moins cher qu'en 1791 », alors qu'il ne donne aucun tableau correspondant des salaires. En conclusion, il propose de distinguer deux groupes principaux à l'intérieur de la classe ouvrière : « une importante classe qui s'est hissée bien au-dessus de la simple subsistance » et « des masses de travailleurs non qualifiés ou faiblement qualifiés – ouvriers agricoles saisonniers et tisserands sur métier à bras, en particulier – dont les revenus servaient presque entièrement à acheter le strict minimum vital ». « À mon *avis*, le nombre de ceux qui pouvaient bénéficier des progrès économiques était supérieur au nombre de ceux qui en étaient privés, et ce nombre ne cessait de croître[19]. »

En réalité, il n'y a aucun fait marquant au cours de la période 1790-1830. La situation de la majorité des gens en 1790 était mauvaise ; et elle le restait en 1830 (quarante années, c'est long) ; mais il y a des divergences de vues en ce qui concerne l'importance relative des groupes à l'intérieur de la classe ouvrière. Les choses ne sont guère plus précises pour ce qui est de la décennie suivante. Il y eut d'incon-

19. C'est moi qui souligne. T.S. Ashton, « The Standard of Life of the Workers in England, 1790-1830 », in F.A. Hayek (éd.), *Capitalism and the Historians*, p. 127 *sq.* ; E.J. Hobsbawm, « The British Standard of Living, 1790-1850 », *Economic History Review*, X, août 1957.

testables augmentations des salaires réels perçus par les travailleurs organisés au cours de la période d'éclosion de l'activité syndicale des années 1832-1834 : mais la période d'intense activité commerciale des années 1833-1837 vit l'écrasement des syndicats à la suite des efforts concertés du gouvernement, des magistrats et des employeurs ; alors que les années 1837-1842 sont des années de dépression économique. De sorte que c'est en réalité à partir de « quelque date indéterminée, se situant entre l'ébauche de la Charte du Peuple et la grande Exposition » que le courant commence à s'inverser ; disons avec l'expansion du chemin de fer en 1843. En outre, même au milieu des années 1840, le sort de très larges couches de travailleurs reste abominable, tandis que la faillite du chemin de fer conduisit à la dépression des années 1847-1848. On ne peut guère parler de « réussite » ; pendant le demi-siècle au cours duquel le mouvement d'industrialisation était à son apogée, le niveau de vie de groupes très importants mais indéterminés n'excédait pas celui de la simple subsistance.

Cependant, ce n'est pas l'impression qui se dégage de beaucoup de textes contemporains. Car, de la même façon qu'une génération plus ancienne d'historiens – qui étaient aussi des réformateurs sociaux (Thorold Rogers, Arnold Toynbee, les Hammond) – laissait sa sympathie pour les pauvres la conduire de temps à autre à confondre histoire et idéologie, de même constatons-nous que les sympathies de quelques historiens tenants de l'histoire économique d'aujourd'hui les conduisent à confondre histoire et apologétique[20]. La transition fut marquée par la publication, en 1954, des conférences prononcées

20. De peur que le lecteur ne juge trop durement l'historien, nous rappellerons l'explication fournie par Sir John Clapham quant à la façon dont le principe sélectif peut présider à l'établissement des preuves. « Il est très facile de faire cela sans s'en apercevoir. Il y a trente ans, je lus et annotai l'ouvrage d'Arthur Young, *Travels in France*, et me servis des passages soulignés pour mon enseignement. Il y a cinq ans, je le relus pour m'apercevoir que, chaque fois que Young parlait d'un Français malheureux, je l'avais souligné, mais que beaucoup de ses allusions aux Français heureux ou prospères avaient échappé à mon attention. » On se prend à penser que, depuis dix ou quinze ans, la plupart des historiens de

lors d'un symposium sur *le Capitalisme et les Historiens*, sous la direction de F.A. Hayek ; c'est l'œuvre d'un groupe de spécialistes « qui, depuis quelques années, tiennent des réunions régulières pour discuter des problèmes du maintien d'une société libre face à la menace du totalitarisme ». Ce groupe de spécialistes internationaux considérait qu'une « société libre » était par définition une « société capitaliste », et les résultats d'un tel mélange de théories économiques et de plaidoyers spécieux furent déplorables ; et cela vaut pour la communication de l'un de ces historiens, T.S. Ashton, dont les prudentes découvertes de 1949 se sont maintenant métamorphosées – sans plus de preuves – en déclaration retentissante : « De façon générale, on s'accorde maintenant à reconnaître que, pour la majorité, les gains, en termes de salaires réels, furent substantiels[21]. » C'est à ce stade que la controverse dégénéra en confusion. Et, en dépit d'efforts récents[22], elle reste encore largement enlisée dans ce mélange d'affirmations catégoriques et de sophismes.

La controverse a deux aspects : il y a d'abord la difficulté tout à fait réelle d'établir des séries de salaires, des séries de prix et des indices statistiques à partir de documents qui sont abondants mais parcellaires. Nous examinerons quelques-unes des difficultés propres à l'interprétation de tels éléments lorsque nous parlerons des artisans. Mais c'est à ce point que se font jour d'autres difficultés : le terme de « niveau de vie » nous conduit d'un ensemble de faits statistiquement mesurables (salaires ou biens de consommation) à ces types de satisfaction que les statisticiens désignent parfois sous le terme d'« impondérables ».

---

l'économie déploient toute leur ardeur à relever dans le texte les preuves de bonheur et de prospérité.

21. T.S. Ashton, « The Treatment of Capitalism by Historians », *Capitalism and the Historians*, p. 41. L'essai du Pr. Ashton sur « The Standard of Life of the Workers in England », inséré dans ce volume, parut d'abord dans le *Journal of Economic History*, 1949.

22. L'appréciation la plus constructive de la controverse se trouve dans A.J. Taylor, « Progress and Poverty in Britain, 1780-1850 », *History*, février 1960.

De la nourriture, nous passons aux habitations, des habitations à la santé, de la santé à la vie familiale et, de là, aux loisirs, à la discipline de travail, à l'éducation, aux jeux, à l'intensité du travail, etc. Du niveau de vie au mode de vie. Mais les deux ne sont pas équivalents. Le premier se rapporte à des quantités, le second est une description (et parfois une évaluation) de qualités. Tandis que les documents statistiques permettent une appréciation du premier, il faut compter largement sur les « documents littéraires » pour évaluer le second. Une source importante de confusions vient de ce que des conclusions concernant l'un ont été tirées de preuves se rapportant uniquement à l'autre. Tout se passe parfois comme si les statisticiens avaient dit ceci : « Les indices révèlent une consommation accrue *per capita* de thé, sucre, viande et savon, *par conséquent*, la classe ouvrière était plus heureuse » ; à quoi les spécialistes d'histoire sociale ont répondu : « Les sources littéraires montrent que les gens étaient malheureux, *par conséquent*, leur niveau de vie a dû baisser. »

Je simplifie. Mais il faut simplifier. Il est tout à fait possible que les moyennes statistiques et les expériences humaines suivent des directions opposées. Un accroissement des facteurs quantitatifs par habitant peut fort bien s'accompagner d'une détérioration qualitative du mode de vie des gens, des relations traditionnelles et d'une accentuation de la répression. Les gens peuvent fort bien consommer davantage et, dans le même temps, se trouver moins heureux et moins libres. Après les ouvriers agricoles, les plus grand groupe de travailleurs pendant toute la période de la révolution industrielle fut constitué par les domestiques. La plupart d'entre eux étaient des employés de maison, logés par leurs maîtres, partageant à plusieurs des logements exigus et fournissant un nombre d'heures de travail excessif, pour une rémunération de quelques shillings. Néanmoins, nous pouvons de façon sûre les compter parmi les groupes les plus favorisés, ceux dont le niveau de vie (ou la consommation alimentaire et vestimentaire) s'éleva légèrement au-dessus de la moyenne pendant la révolution industrielle. Mais le tisserand sur métier à bras et sa femme, au bord de la famine, considéraient leur statut comme supérieur à celui d'un « larbin ». Nous pourrions également citer d'autres secteurs, comme les mines,

où les salaires réels augmentèrent entre 1790 et 1860, mais au prix de journées de travail plus longues et d'un labeur plus intensif, de sorte que le soutien de famille était « épuisé » avant l'âge de quarante ans. En matière de statistiques, cela se traduit par une courbe ascendante. Pour les familles concernées, il s'agit d'un progrès vers la misère.

Ainsi, il est tout à fait possible de soutenir deux propositions contradictoires à première vue. Au cours de la période 1790-1840, il y eut une légère amélioration dans les niveaux moyens de vie matérielle. La même période connut une exploitation intensifiée, une plus grande insécurité et une misère humaine accrue. En 1840, la plupart des gens étaient « plus à l'aise » que leurs prédécesseurs ne l'avaient été cinquante ans auparavant, mais ils avaient vécu et continuaient de vivre cette légère amélioration comme une expérience catastrophique. Afin d'étudier le détail de cette expérience, d'où sortit l'expression politique et culturelle de la conscience de classe ouvrière, voici ce que nous nous proposons de faire. Nous allons tout d'abord examiner les changements survenus dans la vie de trois groupes de travailleurs : les ouvriers agricoles, les artisans des villes et les tisserands sur métier à bras[23]. Ensuite, nous examinerons quelques-uns des éléments les moins « pondérables » du niveau de vie du peuple. Troisièmement, nous étudierons les effets moraux et psychologiques de l'*industrial way of life*, en relation avec l'influence du méthodisme. Enfin, nous observerons quelques aspects des nouvelles communautés de travailleurs.

23. Ces groupes ont été choisis dans la mesure où leur expérience semble le mieux colorer la conscience sociale de la classe ouvrière dans la première moitié du siècle. L'influence des mineurs et des ouvriers métallurgistes ne se fait pleinement sentir que plus tard dans le siècle. L'autre groupe clé, celui des fileurs de coton, fait l'objet d'une étude admirable des Hammond, dans *The Skilled Labourer*.

7

# Les travailleurs agricoles

Une étude historique du groupe de travailleurs le plus important numériquement – les ouvriers agricoles[1] –, au cours de la période 1790-1830, montre clairement les difficultés liées à l'évaluation des « niveaux de vie ». Il n'est pas entièrement exact (comme les Hammond le laissaient entendre) que les documents soient « rares ». La difficulté réside plutôt dans leur interprétation. On trouve d'abondants relevés de salaires et de prix pour ce qui concerne le début du XIX^e^ siècle, mais les statistiques sérieuses établies sur des périodes continues, pour le même emploi ou la même région, sont plus rares. Quiconque examine les documents foisonnants et touffus contenus dans l'*Economic History of Modern Britain* de Sir John Clapham, qui rend compte de la diversité des activités régionales et professionnelles, a l'impression de se trouver dans un sous-bois envahi par une végétation luxuriante. En vérité, les chapitres que Clapham consacre à l'organisation agraire » et à l'« organisation industrielle » sont riches d'enseignements, mais, plutôt que de fournir une interprétation des données, c'est la vigilance qu'ils nous enseignent.

Tout au long de cette laborieuse investigation, le grand empiriste évite toute généralisation, à l'exception de celle-ci : la recherche de la mythique « moyenne ». Lorsqu'il traite de l'agriculture, il parle de la « ferme moyenne », de la « petite propriété moyenne » et de la proportion « moyenne » d'ouvriers par rapport aux employeurs, notions qui souvent obscurcissent le tableau plus qu'elles ne l'éclairent, étant

1. Le recensement de 1831 indiquait 961 000 familles travaillant dans l'agriculture, soit 28 % de toutes les familles de Grande-Bretagne.

donné qu'on les établit en ajoutant des éléments d'information portant aussi bien sur les montagnes galloises que sur les terres à blé du Norfolk ; et que Clapham lui-même a eu bien du mal à les distinguer. Il parle ensuite du « paysan moyen d'une région soumise au système des enclosures », de la « perte moyenne » de revenu agricole résultant du travail complémentaire dans l'industrie, des gains bruts de « ce personnage assez mal défini qu'est le travailleur anglais moyen (et gallois) », et ainsi de suite. Nous avons déjà vu que l'établissement d'une telle « moyenne » peut conduire à d'étranges résultats, comme ces 60 % de travailleurs qui, en 1830, se trouvaient dans des comtés où les salaires se situaient en dessous de la « moyenne »[2]. « Dans toute moyenne, du propre aveu de Clapham, on peut s'attendre que 50 % environ des chiffres considérés soient inférieurs au résultat. » Mais, si la moyenne elle-même est calculée sur le salaire courant d'un travailleur ayant un emploi régulier – c'est-à-dire si le *squire* regarde ses livres de comptes pour informer le ministère de l'Agriculture que le salaire courant d'un laboureur ou d'un charretier est de 12 shillings –, alors on peut s'attendre à trouver tous les travailleurs occasionnels ou presque au-dessous de ce chiffre.

Mais c'est lorsque Clapham traite des gains supplémentaires et des effets du système des enclosures, et que, chemin faisant, il passe des petits détails empiriques (les « moissons de l'amour » à Glamorgan et les jardins d'un demi-arpent à Ludlow) aux estimations « moyennes », et *vice versa*, que nous avons le sentiment d'avoir perdu de vue la réalité sociale.

> Alors qu'à la campagne le paysan britannique moyen tirait moins de bénéfices du cochon et du jardin en 1824 qu'en 1794 [...] il n'est pas impossible que ce soit le carré de pommes de terre – toujours en moyenne – qui lui ait permis de combler le déficit. Il est indiscutable que la perte du

2. Voir p. 266-267 *supra*. Les « moyennes » à l'échelon du comté sur lesquelles se fonde la « moyenne » nationale prêtent le flanc aux mêmes critiques. De plus, elles sont établies à partir de témoignages d'employeurs et non de travailleurs.

> droit d'accès aux terrains communaux au cours de ces trente années a aggravé le sort de beaucoup, en beaucoup d'endroits ; mais il est permis de douter que, répartie sur toute la Grande-Bretagne, la perte de bien-être imputable aux enclosures ait été considérable. Rétrospectivement, on en a exagéré l'importance ; car cette perte n'a guère de sens dans de nombreuses régions d'Angleterre ; encore moins au pays de Galles ; et elle n'a aucun sens en Écosse pour le travailleur agricole proprement dit[3].

Que comprend cette moyenne ? La première partie de ce qui est dit plus haut serait acceptable si l'on pouvait montrer que, dans les mêmes villages où disparaissaient les jardins des paysans, les carrés de pommes de terre faisaient leur apparition (encore faudrait-il aussi étudier le coût relatif du loyer de la terre). Mais la deuxième partie, qui s'est déjà confortablement installée dans la tradition, n'est pas un exemple d'évaluation d'une moyenne mais bel et bien de *délayage* statistique. On nous invite à délayer les chiffres concernant les régions de la Grande-Bretagne où le système des enclosures *entra* en vigueur avec ceux où il *n'entra pas* en vigueur, puis à diviser la somme représentant cette solution diluée par le nombre de comtés et à conclure enfin à une perte « moyenne » de bien-être « causée par le système des enclosures ». Mais il y a là une absurdité. On ne peut faire la moyenne de quantités dissemblables ; on ne peut pas davantage diviser des quantités par des comtés pour parvenir à une moyenne de valeur. C'est pourtant ce que Clapham a fait.

En réalité, son travail consistait, bien entendu, à proposer une évaluation expérimentale de cette qualité indéfinissable, le « bien-être », à l'époque où le système des enclosures était le plus répandu. Mais, pour ce faire, il aurait fallu que l'on fasse intervenir dans l'évaluation beaucoup d'autres facteurs – culturels aussi bien que matériels. Étant donné que l'évaluation se dresse à la manière d'un chêne au-dessus d'un fourré de détails secondaires – et étant donné qu'elle est elle-même donnée comme une « moyenne » –, on la prend facilement pour une déclaration de fait.

3. *Loc. cit.*, p. 126.

Or, les faits eux-mêmes ne sont pas aussi clairs que Clapham le laisse entendre. Les salaires agricoles, pendant une bonne partie du XIX^e siècle, refusent obstinément de se laisser réduire à l'état de statistiques[4]. Non seulement nous nous trouvons confrontés à des fluctuations saisonnières non négligeables en ce qui concerne la demande de travail, mais nous avons différents types de relations maître-serviteur, au moins quatre : 1° valets de ferme loués à l'année ou au trimestre ; 2° main-d'œuvre régulière – dans les grandes fermes – employée plus ou moins à plein temps pendant toute l'année ; 3° travailleurs occasionnels payés à la journée ou à la tâche ; 4° travailleurs plus ou moins qualifiés embauchés par contrat.

C'est dans la première catégorie – en déclin pendant cette période – que l'on trouve le plus de sécurité et le moins d'indépendance : salaires très bas, longues heures de travail, mais aussi gîte et couvert sous le toit du fermier. Dans la deuxième catégorie, on trouve le meilleur comme le pire : le laboureur ou le berger qu'un fermier avisé emploie en permanence, choisissant de préférence sa femme et ses enfants pour les travaux occasionnels, et lui vendant lait et grain à bon marché ; à l'autre extrémité, les garçons de ferme logés et nourris aussi pauvrement qu'un quelconque apprenti indigent des premières filatures de coton, vivant dans les granges à foin et susceptibles d'être renvoyés à toute heure ; et, entre ces deux extrêmes, « ces hommes malheureux que la nécessité a contraints à devenir esclaves d'un seul homme », vivant dans des chaumières louées par le fermier et « tenus, de travailler pour de maigres salaires pendant toute l'année[5] ». Dans la

4. Il est significatif de constater que, lorsque Clapham se livra à des estimations de variations de pourcentages concernant salaires et coût de la vie, il ne s'appuya pas sur des données rassemblées de sa propre main, mais sur le travail effectué par d'autres chercheurs, en particulier Silberling, dont les tableaux sur le coût de la vie ont été récemment l'objet de critiques sévères : voir, par exemple, T.S. Ashton, *Capitalism and the Historians*. Pour ce qui est d'autres précautions à prendre du fait de la difficulté de toute généralisation, se reporter à J. Saville, *Rural Depopulation in England and Wales*, 1957, p. 15-17.

5. Ministère de l'Agriculture, *Agricultural State of the Kingdom*, 1816, p. 162. Réponse provenant du Lincolnshire, opposant la situation des villa-

troisième catégorie, la gamme est très étendue : travaux confiés aux femmes et aux enfants pour des salaires misérables ; main-d'œuvre saisonnière d'Irlande (y compris des travailleurs du textile et des artisans des villes qui quittaient leur travail pour gagner davantage à l'époque des moissons) ; et, enfin, rémunérations à la tâche soigneusement étalonnées comme celles qui étaient perçues pour faucher les différentes variétés de foin. Dans la quatrième catégorie, les activités et les rémunérations varient et, très souvent, les livres de comptes ne donnent pas le détail de l'attribution des tâches et des salaires, ce qui désorganise les tables statistiques :

| | | |
|---|---|---|
| 21 mars | Samson, creusage de canalisations d'eau sur 29 arpents | 8.9 |
| | Robert, une journée, coupe des arbres étêtés | 1.9 |
| 20 mai | Étrangers, travail à la houe dans un champ de blé de 5 arpents à 3 shillings 6 pence | 17.6 |
| 29 juillet | Wright, fauche de 7 arpents de trèfle | 14.0 |
| | Richardson et Pavely, curage de la mare | 2.12.6 |

ainsi se présentent les relevés d'un fermier de l'Essex en 1797[6]. « J'étais fabricant de clôtures, couvreur en chaume et ouvrier à la tâche dans la taille des haies », racontait Joseph Carter à Alexander Somerville en évoquant les années 1823-1830 :

> Le seigneur me montra qu'il m'avait donné 64 livres par an pour ce travail et pendant sept années. Mais dans le même temps il ne me montra pas que la plupart du temps j'avais un homme pour m'aider et en plus deux femmes de temps à autre. Cela, il ne le montra pas. J'ai déboursé pas moins de 20 livres certaines années pour payer des aides[7].

---

geois rivés à leur domaine aux travailleurs d'un autre domaine à qui le propriétaire loue un arpent pour cultiver des pommes de terre et quatre arpents pour faire paître une vache.

6. A.F.J. Brown, *English History from Essex Sources*, Chelmsford, 1952, p. 39.

7. A. Somerville, *The Whistler at the Plough*, Manchester, 1852, p. 262.

Si les chiffres ne « montrèrent pas cela », il leur est impossible de montrer une quantité d'autres facteurs : paiements en nature ou alors très réduits ; jardins et carrés de pommes de terre ; effets du système des enclosures ; effets des taxes, dîmes, lois sur le gibier et *poor rates* ; fluctuations de l'emploi industriel rural ; et surtout effets des lois sur les pauvres, avant et après 1834. Les répercussions d'injustices de nature très différente peuvent se faire sentir tout à fait différemment à des époques différentes et en des lieux différents. Dans certaines régions et dans certaines fermes, le paiement en nature peut s'ajouter au salaire et apporter ainsi une amélioration du niveau de vie ; mais, plus généralement (selon la remarque d'un spécialiste d'histoire agraire), il convient de considérer ces « rations » comme « un euphémisme pour désigner le troc agricole » – une façon de maintenir les salaires à un bas niveau ou, dans des cas extrêmes, de supprimer purement et simplement le paiement en argent[8].

Au milieu de cet enchevêtrement complexe de données contradictoires – effets des lois sur les pauvres ici, apparition de carrés de pommes de terre là ; perte, là, des droits communaux et, ici, du jardin personnel –, il est bien difficile de cerner le travailleur « moyen »[9]. Mais, si les moyennes nous échappent, nous pouvons cependant définir dans les grandes lignes quelques-uns des processus généraux à l'œuvre dans beaucoup de régions du pays. Et, tout d'abord, n'oublions pas que la cause première des progrès que connut le XVIII^e^ siècle en matière agricole ne fut nullement le désir altruiste de mettre d'affreuses friches en culture ou – pour employer une expression éculée – de « nourrir

8. Sur ce point et d'autres points connexes, voir la précieuse introduction d'O.R. McGregor à l'ouvrage de Lord Ernle, *English Farming Past and Present*, éd. de 1961, tout particulièrement p. CXVIII-CXXI (trad. fr., *Histoire rurale de l'Angleterre*, Paris, Gallimard, 1952).

9. Les meilleurs comptes rendus généraux sont encore ceux de J.L. et B. Hammond, *The Village Labourer* ; de Lord Ernle, *op. cit.* ; et, pour l'habitat, l'habillement et la nourriture, de G.E. Fussell, *The English Rural Labourer*, 1947.

une population en pleine expansion » ; ce fut plutôt le désir de se procurer des rentes plus substantielles et de réaliser des profits plus grands. Cet esprit se présentait au travailleur sous les traits de la parcimonie :

> Il est un usage couramment répandu qui consiste à leur donner à boire et avant et après midi, quel que soit le travail ; ce qui est une coutume ridicule qui devrait être abolie sans plus tarder. Qu'y a-t-il de plus absurde que la vue d'un laboureur arrêtant son cheval pendant une demi-heure, par une froide journée d'hiver, pour boire de la bière[10] ?

Les partisans du système des enclosures soulignaient généralement l'accroissement des valeurs locatives et du rendement par arpent. En fait, le mouvement des enclosures détruisit, village après village, l'économie de subsistance qui faisait vivre les pauvres tant bien que mal. Le villageois qui ne pouvait fournir de preuves légales de ses droits recevait rarement un dédommagement ; le villageois qui pouvait faire reconnaître son bon droit recevait une parcelle de terre qui ne suffisait pas à assurer sa subsistance et il devait participer d'une façon démesurée au coût très élevé des enclosures.

Le mouvement des enclosures (si l'on écarte toutes les fioritures rhétoriques dont on l'entoura) n'est ni plus ni moins qu'un vol organisé par une classe au détriment d'une autre, conformément aux justes règles de propriété et de loi qu'avait édictées un parlement de propriétaires et d'hommes de loi. Des études récentes suggèrent qu'on appliquait plus loyalement les règles du jeu que les Hammond ne le laissent entendre dans leur admirable *Village Labourer* : même de très petits propriétaires furent traités de façon correcte, de nombreux commissaires des enclosures agirent avec conscience, etc.[11]. Mais, en

10. Rennie, Broun et Shirreff, *General View of the Agriculture of the West Riding*, 1794, p. 25.

11. On en trouvera un résumé pertinent dans J.D. Chambers et G.E. Mingay, *The Agricultural Revolution, 1750-1880*, 1966, chap. IV. Voir aussi W.E. Tate, *The English Village Community and the Enclosure Movements*, 1967, chap. VIII-X, XVI. Se reporter aussi au compte rendu du premier ouvrage mentionné ci-dessus que j'ai donné au *Times Literary Supplement*,

s'attardant à ces précisions, certes utiles, on risque de passer à côté de l'essentiel : c'est d'une redéfinition de la propriété agraire elle-même qu'il s'agissait. Ainsi Chambers et Mingay ont-ils noté que, dans le système des enclosures :

> Les *occupants* de maisons [...] qui jouissaient du droit communal en tant que *locataires* ne reçurent aucun dédommagement, parce qu'ils n'étaient pas, bien entendu, propriétaires des droits. Cette distinction entre propriétaires et locataires était parfaitement admise et n'impliquait ni malhonnêteté ni mépris envers les villageois de la part des commissaires[12].

Mais ce qui était « parfaitement admis » dans le système de relations capitalistes de propriété entraînait néanmoins une rupture du lien traditionnel qui existait entre le droit et les coutumes du village ; et c'est un acte de violence sociale que constitua cette imposition drastique et totale de l'ordre capitaliste au village. Bien entendu, la forme capitaliste de la propriété s'était introduite au village au cours des siècles précédant l'entrée en vigueur du système des enclosures ; mais elle avait coexisté avec ces éléments autonomes et coutumiers de la communauté villageoise précapitaliste qui – alors qu'ils disparaissaient sans aucun doute sous l'effet de la poussée démographique – persistèrent avec une remarquable vigueur en bien des endroits. La

---

1er février 1967, et dont je me suis inspiré pour rédiger les quelques paragraphes qui suivent (insérés dans l'édition Penguin Books), dans lesquels je soulève quelques questions se rapportant aux conséquences sociales du système des enclosures, qui ont peut-être été examinées de façon trop hâtive par ces autorités. Parmi le nombre sans cesse croissant d'études consacrées au système des enclosures dans telle ou telle région, j'ai trouvé particulièrement utile la série de publications de R.C. Russell comprenant *The Enclosures of Barton-on-Humber and Hibaldstow*, Barton, s.d. ; *The Enclosures of Scartho and Grimsby*, Grimsby, 1964 ; *The Enclosures of Bottesford, and Yaddlethorpe, Messingham and Ashby*, Scunthorpe, s.d. Chacune des études de M. Russell décrit en détail toutes les étapes des procédures suivies, des premières démarches à l'attribution des terrains.

12. J.D. Chambers et G.E. Mingay, *op. cit.*, p. 97.

tenure censitaire et certaines tenures héréditaires (comportant des droits communaux) encore plus vagues pouvaient s'avérer nulles et non avenues devant la loi bien qu'elles fussent sanctionnées par la mémoire collective de la communauté. Les petits droits qu'avaient les villageois, tels que le droit de glanage, le droit de ramasser du bois de chauffage, le droit de vaine pâture dans les chemins ou sur les chaumes, hors du propos de l'historien préoccupé de croissance économique, pouvaient avoir une importance cruciale pour la subsistance des pauvres.

Le système des enclosures fut, à vrai dire, le point culminant d'un long processus séculaire qui érodait les relations traditionnelles entre les hommes et les moyens de production agricoles. Ses conséquences sur le plan social furent très importantes, car il met en lumière – tant prospectivement que rétrospectivement – la destruction des éléments traditionnels de la société paysanne anglaise. Si l'on étudie l'agriculture anglaise au XVIII[e] siècle à travers les *Annals of Agriculture*, d'Arthur Young, ou les rapports généraux sur les différents comtés rédigés (à la fin du siècle) pour le compte du ministère de l'Agriculture, on peut supposer que les pratiques coutumières avaient depuis longtemps perdu de leur vitalité. Mais, si l'on se place du point de vue du villageois, on découvre un système complexe de droits et d'usages qui vont du pré communal au marché et qui, pris dans leur ensemble, constituent l'univers économique et culturel des pauvres dans les campagnes.

J.D. Chambers a écrit à juste titre :

> L'appropriation par les propriétaires légaux pour leur usage exclusif de la quasi-totalité des friches communales abolit la frontière qui séparait l'armée croissante de travailleurs agricoles de la pure et simple prolétarisation. C'était sans aucun doute une frontière bien mince et bien fragile [...] mais elle n'en était pas moins réelle, et les en priver sans leur fournir un substitut équivalait à retirer aux travailleurs des bénéfices que seul un travail intensif rendait possibles[13].

13. J.D. Chambers, « Enclosure and Labour Supply in the Industrial Revolution », *Econ. Hist. Rev.*, 2[e] série, V, 1952-1953, p. 336.

La perte des terrains communaux fit naître chez les pauvres un sentiment de déracinement total. Certaines des lettres de protestation qui parvinrent au ministère de l'Intérieur frappent par leur extrême véhémence, telle cette lettre anonyme de 1799 adressée à Oliver Cromwell, seigneur de Cheshunt Park :

> Nous vous écrivons ces lignes nous qui sommes les Associés de la Paroisse de Cheshunt pour Défendre nos droits paroissiaux que vous êtes sur le point de nous retirer au mépris de la loi [...]
> Des résolutions sont prises par les Associés susdits que si vous avez l'intention de Clôturer nos Champs communaux, [...] etc. Nous Décidons avant [...] cet acte sanguinaire et illégal [que c'en] est fini du sang de votre cœur si vous procédez à l'acte sanguinaire susdit Nous comme les loups crierons jusqu'à ce que nous ayons versé le sang de quiconque souhaite voler l'Innocent à venir. Il ne sera pas en votre pouvoir de dire je suis sauvé des mains de mon ennemi, car Nous, pareils à des oiseaux de proie, serons à l'affût discrètement pour répandre le sang des Individus susdits dont les noms et lieux de résidence sont comme des plaies putréfiées dans nos Narines. Nous déclarons que vous ne direz pas Je suis sauf en allant au lit, car faites attention à ne pas lever vos yeux au beau milieu des flammes [...][14].

Les « Associés » de Cheshunt possédaient une capacité d'expression et une détermination peu communes : ils réussirent à présenter une contre-pétition au Parlement et ils obtinrent que les droits communaux fussent pris en considération dans l'adjudication des terrains clôturés. Mais le ton d'une telle lettre nous rappelle que le système des enclosures ne peut être considéré que dans le contexte général de pouvoir et de déférence que connaissaient les campagnes. Des hommes de même niveau social et culturel que les auteurs de telles lettres ont pu, uniquement dans les circonstances les plus exceptionnelles – et en suivant les conseils de quelques hommes instruits et fortunés –, avoir recours aux procédures coûteuses et dilatoires d'une culture et d'un pouvoir qui leur étaient étrangers. Le fatalisme du villageois

14. 27 février 1799, dans H.O. 42.46.

face à ce pouvoir toujours présent et la mise en place irrégulière et progressive des enclosures (il y eut parfois un intervalle de plusieurs décennies pour deux villages voisins) expliquent en partie l'apparente passivité des victimes. Il se pourrait aussi que cette passivité soit exagérée : on s'est peu penché sur les réactions réelles des pauvres face aux enclosures, et de telles recherches présentent des difficultés particulières, étant donné qu'elles portent sur des expériences étendues et très diverses, vécues de façon obscure et muette, dans des centaines de villages différents et au cours de nombreuses décennies[15]. Émeutes contre les enclosures, destruction des clôtures, lettres de menaces, incendies volontaires étaient choses plus répandues que ne le supposent certains historiens. Mais une des raisons qui expliquent le caractère sporadique de la résistance des pauvres pourrait bien être leur absence d'unité. Nous pouvons peut-être en trouver un indice dans un passage ultérieur de cette même lettre des « Associés » de Cheshunt :

> On ne peut s'empêcher de dire qu'il y a beaucoup de Modifications à faire, car on ne voit pas pourquoi ce Ruskins et quelques autres parcourraient notre terrain communal alors qu'il n'y a plus de place pour qu'un autre y mette quoi que ce soit [Si] vous avez fait une Modification dans les droits de Commune pâture, au lieu d'être méprisable votre Nom serait [*sic*] un oint odorifère à nous offert Nous et la majeure partie de la paroisse sommes pour une réglementation des droits communaux [...]

On constate à la fin du XVIII^e^ siècle une dénonciation croissante de la surcharge des terrains communaux causée non seulement par des *squatters* et des *cottagers* (fermiers locataires), mais aussi par de gros éleveurs comme « ce Ruskins ». Dans un tel contexte, la démarcation entre les intérêts du très petit propriétaire et du pauvre *cottager* revêtait une importance cruciale. Le petit propriétaire était favorable au rationnement et à la réglementation très stricts des droits communaux ; alors qu'il y allait de l'intérêt du *cottager* ou du *squatter*

15. Il existe maintenant une étude importante de l'agitation agraire : A.J. Peacock, *Bread or Blood. The Agrarian Riots in East Anglia : 1816*, 1965.

qu'une définition plus souple de la coutume fût adoptée. Les yeux du petit propriétaire (comme ceux de tout paysan partout et de tout temps) pouvaient briller à l'idée d'acquérir rapidement un nouveau terrain – même s'il ne s'agissait que des quatre ou cinq arpents que pouvaient apporter les enclosures ; tandis que le *cottager*, auquel le système des enclosures ne reconnaissait aucun droit, perdait tout. À la longue, les gains des petits propriétaires pouvaient se révéler illusoires ; mais cette illusion fut entretenue pendant la période des guerres contre la France, quand les prix étaient très élevés.

En réalité, les deux objectifs majeurs de l'opération (davantage de nourriture, fermages plus élevés) furent atteints au cours des guerres. Les fermages s'élevèrent de façon très sensible dans les régions d'enclosure récente[16], augmentation soutenue par celle des prix agricoles et du rendement par hectare. Quand les prix baissèrent, en 1815-1816 et en 1821, les fermages restèrent élevés – ou s'abaissèrent, comme ils le font toujours, tardivement –, entraînant ainsi la ruine de nombreux petits propriétaires qui s'étaient accrochés aux quelques arpents qui leur venaient de l'époque des enclosures[17]. Les fermages élevés poussèrent les propriétaires terriens à un luxe extraordinaire et à une dépense ostentatoire, tandis que les prix élevés poussaient les fermiers et leurs épouses à des prétentions sociales plus grandes, faits que déplorait vivement Cobbett. Ce fut alors l'apogée de ces « patriotes campagnards » que Byron flétrit dans son *Age of Bronze*.

Mais l'avidité seule ne peut expliquer la situation à laquelle fut réduit l'ouvrier agricole au cours de ces années-là. Comment se fait-il qu'à une époque où la richesse des propriétaires et des fermiers augmentait le travailleur agricole en soit resté à un simple niveau de subsistance ? Nous devons chercher un élément de réponse dans l'atmosphère de

16. J.D. Chambers et G.E. Mingay, *op. cit.*, p. 84, 85, estiment que, dans l'ensemble, les fermages doublèrent à l'apogée de l'enregistrement des enclosures, soit après le mouvement lui-même. Voir aussi F.M.L. Thompson, *English Landed Society in the Nineteenth Century*, 1963, p. 222-226.

17. On trouve des exemples de déclin de la propriété chez les paysans dans W.G. Hoskins, *The Midland Peasant*, 1957, p. 265-268.

contre-révolution propre à la période. Il est probable que les salaires réels des travailleurs agricoles s'étaient élevés au cours des décennies précédant 1790, et plus particulièrement dans ces régions voisines des districts miniers ou industriels. « Il faut une guerre pour réduire les salaires », s'écriait une partie de la petite noblesse du Nord dans les années 1790[18]. De plus, les réactions de peur et d'hostilité de classe, suscitées dans l'aristocratie par la Révolution française, étaient de nature à lever les inhibitions et à exacerber les rapports d'exploitation entre maîtres et serviteurs. Les guerres virent non seulement la disparition des réformateurs urbains, mais aussi l'éclipse de la petite noblesse aux traditions d'humanité dont Wyvill est un représentant. À l'argument de rentabilité vint s'ajouter celui de discipline sociale pour provoquer la généralisation des enclosures. Les terrains communaux, « l'héritage du pauvre au cours des siècles passés » – et Thomas Bewick se souvenait d'y avoir vu des travailleurs indépendants qui avaient construit leur cottage de leurs propres mains[19] –, étaient maintenant considérés comme de dangereux foyers d'insoumission. Arthur Young y voyait un terrain propice à la prolifération des « barbares », « nourrissant une race d'individus malfaisants » ; et il disait à propos des Fens du Lincolnshire : « Sur un sol aussi sauvage ne peut pousser qu'une race de gens aussi sauvage que la lande elle-même[20]. »

À l'intérêt personnel vinrent s'ajouter des considérations idéologiques. Le gentilhomme soucieux de l'intérêt public estima que la prudence lui commandait d'expulser les *cottagers* des terrains communaux, de réduire les ouvriers agricoles à sa merci, de rogner sur les gains annexes et d'éliminer le petit propriétaire. À une époque où Wordsworth louait les vertus du vieux Michael et de sa femme dans leur lutte pour sauvegarder leur « modeste patrimoine », le *Com-*

18. R. Brown, *General View of the Agriculture of the West Riding*, 1799, appendice, p. 13.

19. T. Bewick, *op. cit.*, p. 27 *sq.*

20. A. Young, *General View of the Agriculture of Lincolnshire*, 1799, p. 223, 225, 437.

*mercial and Agricultural Magazine*, bien plus influent, brossait un portrait tout différent du *yeoman* :

> Un petit fermier rusé et bourru, comme le porc de sa ferme, un individu à part qui n'a presque aucune relation avec le monde extérieur et, par là même, pas le moindre respect pour l'opinion de celui-ci.

Quant aux droits du *cottager* à devenir propriétaire, « il peut sembler inutile de relever ses revendications » :

> Mais les revendications des autres plaignants semblent porter essentiellement sur l'attribution d'un lopin de terre à l'ouvrier agricole [...] car, grâce à cette faveur, les *poor rates* doivent être rapidement réduits, étant donné qu'un quart d'arpent de terre à jardin permettrait en grande partie au paysan de se passer de toute aide. Cependant, il faut rester modéré dans cette intention bienfaisante, sinon nous risquons de transformer l'ouvrier agricole en petit propriétaire, c'est-à-dire de le faire passer d'un des états les plus utiles qui soient au plus parfaitement inutile qu'on puisse imaginer. Quand un ouvrier entre en possession de plus de terre que lui et sa famille ne peuvent en cultiver le soir [...] le fermier ne peut plus compter sur lui pour un travail régulier, et les foins et la moisson [...] doivent en subir les conséquences si bien que [...] cela pourrait un jour poser un problème d'ampleur nationale.

Les pauvres du village sont des « coquins intrigants qui, sous des prétextes variés, essaient de tromper la paroisse » et « déploient tous leurs talents pour mettre à exécution une ruse qui leur permette d'obtenir des officiers paroissiaux une indemnité qu'ils gaspillent de la façon la plus futile[21] ».

Bien entendu, il y a des exceptions. Mais c'est ainsi que les choses se passent dans la grande majorité des cas entre 1790 et 1810. Il était de bonne politique d'augmenter les réserves de main-d'œuvre à bon marché – « états des plus utiles » – pour la plus grande commodité

21. *Commercial and Agricultural Magazine*, juillet, septembre, octobre 1800.

du fermier à l'époque des foins et de la moisson, pour construire des routes, poser des clôtures et creuser des fossés après la mise en place des enclosures. Ce que Cobbett appelait « philosophie écossaise » (*Scotch feelosofy*), et les Hammond, l'« esprit de l'époque », fut accueilli d'aussi bon cœur par les propriétaires que par les manufacturiers. Mais, alors que cette politique convenait parfaitement bien aux conditions de la révolution industrielle, dans l'agriculture elle heurtait, dans le meilleur des cas, les traditions paternalistes anciennes (le devoir du seigneur envers ses paysans) et la coutume de calculer les gains d'après le besoin (ces coutumes plus anciennes qui tenaient compte de l'âge, du statut conjugal, du nombre d'enfants, etc., et qui furent perpétuées sous la forme du système de secours aux pauvres de Speenhamland), tandis qu'elle était renforcée, dans le pire des cas, par l'arrogance féodale de l'aristocratie envers la race inférieure des travailleurs. La doctrine selon laquelle le travail trouve son prix « naturel » en fonction des lois de l'offre et de la demande avait depuis longtemps détrôné la notion de « juste » salaire. Pendant les guerres, tous les moyens furent bons pour l'étendre. « La demande de main-d'œuvre doit nécessairement régir les salaires », écrivait un magistrat de campagne en 1800. Et il poursuivait en déclarant que les *poor rates*, en maintenant une population excédentaire et en encourageant le mariage, assuraient par là même une réserve de main-d'œuvre supérieure à la demande et réduisaient le coût total des salaires. En vérité, il faisait là œuvre de pionnier dans la science des « moyennes » :

> Supposons que nous totalisions les *poor rates* d'une année et l'ensemble des salaires perçus dans toute l'Angleterre. Je pense que ce total serait inférieur au seul montant des salaires si les *poor rates* n'avaient pas existé[22].

Les motifs qui conduisirent à l'introduction des divers systèmes d'assistance aux pauvres – l'importance du secours variant avec le prix du pain et le nombre d'enfants – étaient sans aucun doute très

22. *Ibid.*, octobre 1800.

divers. La décision de Speenhamland fut motivée à la fois par des sentiments d'humanité et par la nécessité. Mais l'extension du système de Speenhamland et des systèmes de « distribution » sous toutes les formes s'explique par la pression des gros fermiers – dans un secteur qui a particulièrement besoin d'une main-d'œuvre occasionnelle ou intermittente –, soucieux de disposer d'une réserve de main-d'œuvre permanente à bon marché.

Après les guerres, l'accent est mis sur de nouvelles idées : les fermiers écoutent beaucoup plus volontiers les mises en garde de Malthus contre « une prime à la population ». Les *poor rates* étaient passés de moins de 2 millions de livres par an dans les années 1780 à plus de 4 millions en 1803, pour dépasser les 6 millions après 1812. Toute prime à la population apparut alors, selon les termes de la Commission de la loi sur les pauvres en 1834, comme « une prime à l'indolence et au vice ». Les propriétaires et les fermiers se mirent à regretter la perte des terrains communaux – la vache, les oies, les prés qui avaient permis aux pauvres de subsister sans avoir recours au directeur paroissial du bureau de bienfaisance. Quelques vaches refirent leur apparition ; ici ou là, quelques carrés de pommes de terre gagnèrent du terrain. Le ministère de l'Agriculture prêta son concours actif à la propagande en faveur des lopins de terre. Mais il était trop tard pour inverser un processus généralisé : aucun terrain communal ne fut restitué (alors que beaucoup d'autres furent clôturés), et il se trouva peu de propriétaires pour prendre le risque de louer de la terre à un ouvrier agricole (peut-être quatre arpents pour une vache au prix minimum de 6 livres par an). Les fermiers qui avaient appliqué des principes de parcimonie pendant les années de prospérité due à la guerre ne furent pas enclins à y renoncer quand les prix du blé baissèrent. De plus, la population des villages avait augmenté au retour des soldats ; aux ouvriers agricoles s'ajoutèrent les petits propriétaires en faillite ; le travail lié aux enclosures déclina ; et la concentration de l'industrie textile dans le Nord et les Midlands affaiblit davantage le travailleur agricole de l'East Anglia, du West Country et du Sud. Quelques industries rurales nouvelles ou en expansion (le tressage de la paille ou le travail de la dentelle) constituaient bien

un apport temporaire dans certains comtés ; mais le déclin d'ensemble (tout particulièrement dans la filature) ne fait aucun doute. Et, comme les emplois domestiques faisaient défaut, on eut de plus en plus souvent recours à une main-d'œuvre féminine à bon marché pour les travaux agricoles[23].

Fermages élevés ou chute des prix ; dettes de guerre et crise monétaire ; impôts sur le malt, les fenêtres, les chevaux ; lois sur la chasse et leur cortège de gardes-chasse, pièges à fusil, pièges à hommes et (après 1816) condamnations à la relégation : tout cela servit directement ou indirectement à resserrer l'étau sur l'ouvrier agricole. « Les Jacobins n'ont pas fait ces choses-là », s'écriait Cobbett :

> Et le Gouvernement prétendra-t-il que c'est le fait de la « Providence » ? [...] Allons donc ! Ces choses-là sont le prix des efforts faits pour écraser la liberté en France, *de crainte que l'exemple de la France n'engendre une réforme en Angleterre*. Ces choses-là sont le prix de cette opération [...][24].

Et l'ouvrier agricole ne pouvait davantage espérer trouver un protecteur en la personne du pasteur « moyen » qui, aux yeux de Cobbett, cumulait des fonctions qu'il n'assurait pas, occupé qu'il était à divertir sa famille à Bath, tandis qu'un vicaire sous-payé le remplaçait à l'office.

Pendant près de quatre décennies, on a le sentiment que les valeurs traditionnelles s'effritent et que la campagne est en proie à la licence contre-révolutionnaire. « Pour ce qui est des *poor rates*, écrivait un "philosophe" [*feelosofer*] du Bedfordshire (le Dr. Macqueen) au ministère de l'Agriculture en 1816, ils vont toujours pour moi de pair avec l'oisiveté et la dépravation de la classe ouvrière » :

> Les mœurs aussi bien que les manières des basses classes de la communauté n'ont cessé de dégénérer depuis les toutes premières années de la Révolution française. On se souvient encore de la doctrine de l'égalité

23. I. Pinchbeck, *Women Workers and the Industrial Revolution*, 1930, p. 57 *sq.*

24. *Rural Rides*, Everyman, I, p. 174.

> et des droits de l'homme ; on y pense encore avec tendresse, on l'abandonne avec regret. Elles considèrent que leurs paroisses respectives leur appartiennent de droit et par héritage, et qu'elles peuvent, de droit, faire appel à celles-ci [...][25].

C'est avec quelque difficulté que l'on se rappelle que l'Angleterre appartenait aussi aux ouvriers agricoles.

Dans les paroisses du Sud et de l'Est, la longue guerre d'usure tourna autour du droit d'assistance aux pauvres. Après la perte des terrains communaux, c'était le dernier droit, le seul, qui restât à l'ouvrier agricole. Les jeunes et les célibataires (ou les artisans de village) pouvaient s'aventurer dans les villes, se déplacer en suivant la progression de canaux (plus tard, des chemins de fer) ou émigrer. Mais l'ouvrier agricole d'âge mûr et nanti d'une famille craignait de perdre la sécurité de son « domicile », et ce d'autant plus que l'attachement qu'il portait à sa propre communauté et aux coutumes de sa région l'empêchait de concurrencer en masse le pauvre venu d'Irlande (qui, moins bien loti que lui, n'avait pas de domicile à perdre) sur le marché de la main-d'œuvre industrielle. Même aux époques de « pénurie » de main-d'œuvre dans les régions industrielles, rien n'encourageait sa migration. Quand, après 1834, les membres de la Commission des lois sur les pauvres s'efforcèrent de stimuler une telle migration, principalement en direction des usines textiles du Lancashire et du Yorkshire – dans le but peut-être de porter un coup aux syndicats –, la priorité fut donnée aux « veuves ayant beaucoup d'enfants ou aux artisans [...] pères de famille nombreuse. Les hommes d'âge mûr ne pourraient acquérir les qualifications requises pour exercer les activités supérieures dans les usines ». Des marchés du travail s'organisèrent à Manchester et à Leeds, où les propriétaires de fabrique pouvaient étudier en détail les caractéristiques des familles : âge des enfants ; réputation de l'ouvrier ; qualités morales ; remarques (« excellente santé », « beaux pour leur âge », « disposés à assumer le rôle de parents auprès de trois orphelins ») qui semblent qualifier du bétail à vendre.

25. *Agricultural State of the Kingdom*, 1816, p. 25.

« Nous avons des quantités de petites familles, ajoutait, confiant, ce responsable de l'assistance du Suffolk, où l'homme et la femme accepteraient, si vous pouviez les engager ensemble, de travailler, disons, l'homme pour 8 shillings, la femme pour 4 shillings[26]. »

Ainsi, les *poor rates* constituaient le dernier « héritage » de l'ouvrier agricole. De 1815 à 1834, l'affrontement se poursuivit. De la part de la petite noblesse et des directeurs des bureaux de bienfaisance, économies, litiges au sujet des domiciles, corvées et tâches punitives, équipes de main-d'œuvre à bon marché, humiliation par la vente aux enchères de main-d'œuvre et même hommes chargés de tirer des charrettes, harnachés comme des chevaux. De la part des pauvres, menaces contre les directeurs des bureaux de bienfaisance, sabotage sporadique, esprit « servile et rusé » ou « maussade et mécontent », démoralisation évidente qui transparaît au fil des pages des rapports de la Commission de la loi sur les pauvres. « Il serait préférable que nous soyons carrément traités en esclaves plutôt que de travailler sous un tel régime [...] quand le moral d'un homme est brisé, à quoi est-il bon ? » Dans les comtés du Sud où était appliqué le système de Speenhamland, les ouvriers agricoles plaisantaient amèrement : les fermiers « nous conservent ici [grâce aux *poor rates*] comme des pommes de terre dans une fosse, et ne nous en sortent que pour nous utiliser quand ils ne peuvent plus se passer de nous[27] ».

Le tableau est tout à fait juste. Lorsque Cobbett s'en prenait à l'exode rural massif, il en analysait bien les causes, mais ses conclusions étaient erronées. Il semble probable que les enclosures – tout particulièrement pour ce qui est des terres cultivables du Sud et de l'Est (pendant la période des guerres) – n'entraînèrent pas une dépopulation

26. *First Annual Report of Poor Law Commissioners*, 1836, p. 313, 314 ; W. Dodd, *The Factory System Illustrated*, 1842, p. 246, 247. Voir aussi A. Redford, *Labour Migration in England, 1800-1850*, 1926, chap. VI.

27. *First Annual Report of Poor Law Commissioners*, *op. cit.*, p. 212. Cette plaisanterie était « bien comprise » dans le Wiltshire en 1845 – mais la « fosse » était alors devenue le *workhouse*, l'asile des pauvres ; A. Somerville, *op. cit.*, p. 385.

générale. Tandis que les ouvriers agricoles émigraient (par vagues, du village à la ville et d'un comté à l'autre), l'accroissement général de la population fit plus que compenser les pertes ainsi causées. Après les guerres, lorsque les prix tombèrent et que les fermiers ne purent plus « trouver un débouché pour nos jeunes hommes dans l'armée ou la marine » (pouvoir disciplinaire utile, aux mains du magistrat local), on cria à l'« excédent de population ». Mais, lorsque la nouvelle loi sur les pauvres fut appliquée en 1834, cet excédent se révéla illusoire dans quelques villages. Dans ces villages, la somme d'argent affectée au travail était principalement financée par les *poor rates* : les ouvriers agricoles étaient employés pour quelques jours ou à la demi-journée, après quoi ils se retrouvaient à la charge de la paroisse. « Qu'arrive une gelée et on les renvoie », disait le directeur d'un bureau de bienfaisance : « Au début de la saison, ils viennent me voir, puis on me les renvoie. Les fermiers font de ma maison ce que dans mon métier on appelle un bureau de main-d'œuvre. » La saison des pluies créait un « excédent » ; l'époque des moissons, une « pénurie ». Les employeurs, craignant de subventionner la main-d'œuvre de leurs voisins par les *poor rates*, renvoyaient leurs propres hommes et recrutaient leur main-d'œuvre auprès du bureau de bienfaisance : « Un tel a mis à la porte deux de ses hommes ; s'il me faut payer leurs salaires, il paiera les vôtres ; vous devez partir. » Ce système se prêtait tout particulièrement bien à des échanges incessants, source de confusion, de gaspillage et d'extorsions, aussi bien d'ailleurs qu'à quelques tours de passe-passe de la part de l'ouvrier agricole. Mais – ruse et obstination mises à part – ce système n'avait qu'une logique : supprimer tout contrôle par l'ouvrier de son propre salaire ou de sa vie au travail[28].

« Système » : ce cliché emprunté à l'économie politique de l'époque convient bien lorsqu'on l'applique à la décision de Speenhamland « qui a brisé le lien de mutuelle dépendance entre le maître et son serviteur ». En réalité, l'ouvrier du Sud avait été réduit à une totale

28. Voir A. Redford, *op. cit.*, p. 58-83 ; et, au sujet des excédents fictifs, se reporter à *First Annual Report of Poor Law Commissioners*, *op. cit.*, p. 229-238 ; W.T. Thornton, *Over-Population*, 1846, p. 231, 232.

dépendance à l'égard de la classe des maîtres. Mais le travail d'esclave n'est pas « économiquement viable », tout particulièrement lorsque ceux qui sont asservis gardent le souvenir amer de leurs droits perdus et de la résistance naissante de l'« Anglais né libre ». Il n'est pas « économiquement viable » de superviser des groupes d'ouvriers (encore que cela ait été pratiqué pendant de nombreuses années dans les comtés de l'Est) : pendant la plus grande partie de l'année, les ouvriers devaient travailler par équipes de deux ou trois, à garder le bétail, dans les champs, à tailler des haies, selon leur propre initiative. Pendant ces années-là, la relation d'exploitation fut intensifiée au point de cesser tout simplement d'être « payante ». Cette main-d'œuvre pauvre se révéla composée de chapardeurs de navets, piliers de cabarets, braconniers et traînards.

Il était plus facile d'émigrer que de résister ; car la relation d'exploitation était renforcée par la répression politique. L'ignorance et la fatigue, l'exode des ambitieux, des esprits vifs et des jeunes, l'ombre du seigneur et du pasteur, la répression brutale consécutive aux révoltes contre les enclosures et aux émeutes de la faim, les lourdes sanctions infligées aux braconniers, tout cela se combinait pour entretenir le fatalisme et pour empêcher l'expression des doléances. Cobbett, le plus grand tribun qu'aient jamais eu les ouvriers, avait de nombreux partisans parmi les fermiers et dans les petites villes de marché. Il n'est pas sûr qu'avant 1830 beaucoup d'ouvriers aient connu son nom ou compris ses intentions. Comme Cobbett franchissait à cheval la « Colline maudite » d'Old Sarum, il rencontra un ouvrier qui rentrait de son travail :

> Je lui demandai comment *il allait*. Très mal, dit-il. Je lui demandai quelle en était la cause. Il dit : *Les temps sont durs*. « Quels *temps* ? dis-je ; a-t-on jamais vu été plus beau, moisson plus belle [...] ? – Ah ! dit-il, *ils* les rendent mauvais pour les pauvres, en dépit de tout. – *Ils ?* dis-je. Qui c'est ça, *ils* ? » Il se tut. « Oh, non, non, mon ami, dis-je, ce n'est pas *eux* ; c'est cette Colline maudite qui vous a tout pris » [...][29].

29. *Rural Rides*, *op. cit.*, II, p. 56, 57.

Pendant toute la durée des guerres, le « grand édifice de la société » reposa sur cette « base paysanne [...] en proie au désespoir ». « Ce sont les femmes de ces hommes-là, écrivait David Davies, qui élèvent ces robustes couvées d'enfants qui, non contents de fournir au pays les bras dont il a besoin, comblent les vides que laisse continuellement la mort dans l'armée et dans les villes[30]. » Après les guerres, la montée des prix et le retour des soldats au village donnèrent naissance à quelques mouvements de révolte. « Nous sommes déterminés à ne plus porter le fardeau qui nous est maintenant imposé », pouvait-on lire dans une lettre de la région de Yeovil, où éclataient l'indignation et le désespoir : « Du Sang, du Sang et du Sang, qu'il y ait une Révolution Générale [...][31]. » Mais la violence même de telles menaces souligne leur impuissance. Ce n'est qu'en 1816, dans l'East Anglia, où les ouvriers agricoles étaient fréquemment regroupés en grandes équipes, que de sérieux troubles éclatèrent. La revendication d'un salaire minimum (2 shillings par jour) s'accompagnait de celle d'un maximum des prix ; il y eut des émeutes de la faim et des levées d'impôts forcées de la part des hobereaux ; et l'on alla jusqu'à détruire des machines à battre le grain. Mais ces désordres furent brutalement réprimés, et refirent place à la guerre souterraine que constituaient le braconnage, la lettre anonyme et l'incendie des meules de blé[32].

Lorsque la révolte éclata, en 1830, animée par des foules qui manquaient curieusement de résolution et d'esprit de vengeance (« la turbulence de citoyens libres démoralisés »), elle fut accueillie avec le même sentiment d'outrage que celui que suscite un soulèvement de « Noirs ». « J'encourageai les magistrats à se mettre en selle », racontait le vainqueur de Waterloo,

30. W. Belsham, *Remarks on the Bill for the Better Support [...] of the Poor*, 1795, p. 5 ; D. Davies, *The Case of Labourers in Husbandry*, 1795, p. 2.

31. Document joint à la lettre de Moody à Sidmouth, 13 mai 1816, H.O. 42. 150.

32. H.O. 42.149/151. Pour ce qui est des équipes d'ouvriers agricoles dans l'East Anglia, voir l'ouvrage de W. Hasbach, *History of the English Agricultural Labourer*, 1908, p. 192-204.

> chacun à la tête de ses serviteurs et des personnes de sa suite, valets, chasseurs, gardes-chasse, armés de fouets, de pistolets, de fusils de chasse et de tout ce qui leur tombait sous la main, et d'attaquer tous ensemble [...] ces groupes d'émeutiers, de les disperser, de les briser, d'arrêter et d'enfermer ceux qui ne pouvaient s'échapper[33].

Ce ne fut pas le duc, cependant, mais le nouveau ministère whig (qui devait par la suite voter les réformes) qui envoya des commissions spéciales afin de terroriser les insurgés. Et ce fut l'organe du radicalisme de la petite bourgeoisie, le *Times*, qui donna le ton en réclamant des mesures sévères. Les consignes furent suivies :

> Le 9 janvier 1831, on enregistra 33 condamnations à mort de prisonniers convaincus d'avoir détruit une machine à papier à Buckingham ; dans le Dorset, 11 condamnations à mort pour extorsion de fonds et 2 pour vol ; à Norwich, 55 prisonniers furent reconnus coupables d'émeutes avec destruction de machines ; à Ipswich, 3 prisonniers furent convaincus d'extorsion de fonds ; à Petworth, 26 coupables de destruction de machines ; à Gloucester, plus de 30 ; à Oxford, 29 ; et, à Winchester, sur plus de 40 prisonniers reconnus coupables, 6 furent exécutés. [...] À Salisbury, 44 prisonniers furent reconnus coupables [...][34].

Et ce fut de nouveau un ministère whig qui ratifia trois ans plus tard la relégation des ouvriers agricoles de Tolpuddle, dans le Dorsetshire, qui avaient eu l'insolence de constituer un syndicat.

Cette révolte des ouvriers agricoles s'étendit plus largement dans l'East Anglia et les Midlands, ainsi que dans les comtés du Sud, et dura plus longtemps que ne le laisse apparaître le compte rendu des Hammond. Il reste peu de comptes rendus de première main rédigés

33. *Wellington Despatches*, 2e série, VIII, p. 388, cité par H.W.C. Davis, *op. cit.*, p. 224.

34. A. Prentice, *Historical Sketckes of Manchester*, p. 372. Finalement, 9 travailleurs agricoles furent pendus, 457 relégués, et environ 400 emprisonnés. Voir J.L. et B. Hammond, *The Village Labourer*, chap. X, XI.

par des ouvriers agricoles. En 1845, Somerville écrivit l'histoire de Joseph Carter, ouvrier agricole du Hampshire, originaire du village de Sutton Scotney (un des endroits d'où partit la révolte), qui fut condamné à la relégation et qui passa deux ans au bagne de Portsmouth. « Tout le monde fut contraint de partir, dit Carter. Il n'y avait rien à dire. »

> Je me trouvais à la réunion qui se tint de l'autre côté de la rue, dans cette maison qui fait angle, la nuit où Joe Mason nous lut à tous la lettre qui venait d'Overton. La lettre ne portait aucun nom. Mais Joe dit qu'il savait d'où elle venait – Joe avait de l'instruction. La lettre, je le sais, venait du vieux D...s ; et elle venait de Newton, et pas du tout d'Overton. Il disait qu'il allait nous falloir arrêter le travail ; et que les hommes de Sutton allaient venir arrêter les charrues. Ils allaient renvoyer les chevaux aux fermiers pour qu'ils s'en occupent, et ils allaient ramener les hommes avec eux. Et ils allaient chasser les hommes des granges. Et ils allaient tous briser les machines comme les fermiers devaient battre le grain. [...]
> Bien. Revenons à la lettre. Joe Mason la lut. Nous ne savions pas alors d'où elle venait. Mais nous savons tous, ici, que ce vieux D...s y a mis la main. C'était un grand ami de M. Cobbett. Il avait l'habitude de lui écrire. Il n'a jamais été inquiété à ce sujet. C'était un chef trop bon pour vous faire prendre des risques qu'il pouvait prendre lui-même. Non ; pour ceci, je n'en veux pas à M. Cobbett. Je veux dire au vieux D...s, le savetier [...]

Les ouvriers alors collectèrent de l'argent ou en extorquèrent aux hobereaux et aux fermiers, et Joseph Carter devint trésorier :

> Ils dirent que j'étais honnête et ils me le confièrent. À un moment donné, j'avais 40 livres – 40 livres, pas un shilling de moins. Quelques personnes m'ont dit, depuis, que j'aurais pu partir avec. Et j'y ai bien pensé une fois. La diligence passa alors que nous étions sur la route de Londres, et il me vint réellement à l'esprit de prendre cette diligence et de fuir toute cette affaire avec les 40 livres. Mais je pensai que ce serait abandonner ma femme et qu'ils me traiteraient de vaurien, et la diligence fut vite loin. [...]

> J'aurais pu me passer de procès. Ils sont venus me voir à plusieurs reprises après qu'on m'a mis à la prison de Winchester, pour me faire parler contre les deux Mason. Ils m'ont proposé de me relâcher si je voulais seulement leur dire ce que je savais contre eux. Si je leur avais dit ce que je savais, ils étaient bons pour être pendus, aussi vrai que Borrowman, Cooke et Cooper ont été pendus. On m'a emmené avec les autres prisonniers les voir pendre. Ils ont essayé de nous effrayer comme ça pour nous faire dire ce que nous savions les uns et les autres. Mais je n'ai pas cédé. De sorte que les Mason ont été seulement relégués, et ils m'ont relégué, moi aussi. Oui, la foule m'avait entraîné malgré moi ; mais alors ça n'a pas suffi à me faire céder, parce que, voyez-vous, je suis resté de leur côté. [...] C'est surtout les jeunes gars qui l'ont fait [...][35].

La révolte des ouvriers se concrétisa par la destruction des machines, sans motif politique apparent. Tandis que les meules de blé et autres biens étaient détruits (ainsi que quelques machines industrielles dans certaines régions de campagne), le coup principal fut porté contre la batteuse, qui (en dépit des sermons futuristes) supplantait manifestement les ouvriers agricoles déjà réduits à la famine. Et, de fait, la destruction des machines améliora effectivement la situation à court terme[36]. Mais il est possible que certaines idées politiques promises à un bel avenir aient été répandues parmi les « jeunes gens »[37]. Un homme d'« instruction » comme Joe Mason pouvait annoncer George Loveless. Des savetiers radicaux comme D...s existaient dans la plupart des petits bourgs. Il est tentant de suggérer que, dans le Norfolk, les agitations jacobine et radicale aient pu laisser quelques traces dans les villages. C'est dans le Lincolnshire, en 1830 et en 1831, que l'on déploya le plus d'efforts pour intimider les ouvriers agricoles qui

35. A. Somerville, *op. cit.*, p. 262-264.

36. Voir E.J. Hobsbawm, « The Machine-Breakers », *Past and Present*, 1, février 1952, p. 67.

37. Le bruit courait un peu partout qu'un travailleur du Kent avait dit : « Nous détruirons les meules et les batteuses cette année. L'année prochaine, nous nous occuperons des Pasteurs et, dans trois ans, nous ferons la guerre aux hommes d'État. » Voir, par exemple, un tract dans H.O. 40.25.

avaient lu le *Register* de Cobbett[38]. Mais, si une certaine conscience politique se fit jour, elle ne fut pas assez forte pour que les ouvriers des villes et des campagnes puissent former des organisations communes ou faire cause commune. Il faudra pour cela attendre plusieurs années après la répression de la révolte des ouvriers agricoles[39].

La révolte de 1830 ne fut pas totalement sans effet. Elle provoqua l'augmentation temporaire des salaires dans les comtés du Sud. Et, indirectement, elle porta un coup décisif à la Vieille Corruption. De nombreux fermiers et quelques membres de la petite noblesse, honteux, avaient négocié avec la foule ou l'avaient passivement encouragée. La révolte, tout à la fois, sapa la confiance de la petite noblesse et prépara l'agitation pour la réforme de 1831-1832. « L'élément important de la situation, écrivait Cobbett, est que la *classe moyenne*, qui, jusqu'alors et de tout temps, s'est battue, de façon générale, contre la *classe ouvrière*, est maintenant de cœur et d'esprit *avec elle* si elle ne se bat pas toujours à ses côtés. [...] Les commerçants, même ceux de la métropole, *sont à quatre-vingt-dix-neuf pour cent du côté des ouvriers agricoles*[40]. » L'aristocratie perdait la face : la nécessité et l'urgence de la réforme apparaissaient plus clairement. Et c'est à partir de ce moment-là que l'on observe la formation de courants politiques chez les ouvriers ruraux (poches de syndicalisme dans les années 1830 ; le père de Joseph Arch – « homme assidu, régulier comme le temps » – châtié, en 1835, pour avoir refusé de signer une pétition en faveur des lois sur le blé ; quelques branches chartistes dans l'East Anglia et le Sud).

Mais les revendications des ouvriers agricoles s'affirmèrent, pour ainsi dire, par procuration, enchevêtrées avec les autres fils qui tis-

38. Voir J. Hughes, « Tried Beyond Endurance », *The Landworker*, novembre 1954.

39. En 1833, James Watson demanda aux membres de l'Union nationale des classes ouvrières de s'attacher tout particulièrement à la création de sections rurales. *Working Man's Friend*, 3 août 1833. Voir aussi *Radical Reformer*, 19 novembre 1831.

40. *Political Register*, 4 décembre 1830.

saient la conscience de la classe ouvrière urbaine. Et si, contrairement à ce qui se passa en France ou en Irlande, elles n'ont jamais donné naissance à une agitation nationale cohérente, les revendications rurales en revenaient toujours fondamentalement à l'accès à la *terre*. « Les temps étaient meilleurs à Bledlow avant les enclosures. [...] Nous nous réjouirions d'occuper un quart d'arpent de terre et de payer la totalité du loyer » (Pétition des ouvriers du Buckinghamshire en 1834). « [...] de petits lopins de terre aux ouvriers qu'ils cultiveront à la bêche [...] » (Pétition des ouvriers de l'Essex). « Il souhaitait pour chaque travailleur trois ou quatre arpents de terre loués au même prix que pour les fermiers. Ils paieraient cette somme, et bien volontiers. (Violents applaudissements. [...]) » (Discours d'un ouvrier agricole du Wiltshire, 1845). Quand le travailleur agricole ou ses enfants allaient s'installer en ville, ce désir demeurait. Et, quand dîmes, lois sur la chasse et batteuses étaient oubliées, le sentiment d'avoir perdu ses droits subsistait, ou bien, selon l'expression de Clapham, se trouvait « exagéré » par le « souvenir populaire ». Nous verrons comment Cobbett et Hunt, tous deux fermiers, contribuèrent à former le nouveau radicalisme urbain ; mais les souvenirs ruraux alimentèrent la culture de la classe ouvrière urbaine par l'entremise d'innombrables expériences individuelles[41]. Tout au long du XIX^e^ siècle, le travailleur urbain exprime la haine de l'« aristocrate terrien », haine que son grand-père avait nourrie en secret : il aimait voir le seigneur figurer dans de noirs mélodrames et préférait même le « comité d'administration de l'Assistance publique » à la charité d'une Lady Bountiful : pour lui, le propriétaire terrien n'avait pas « droit » à sa richesse, tandis que le propriétaire d'usine avait gagné la sienne, fût-ce par des moyens malhonnêtes. La réaction des syndicalistes urbains à la relégation des ouvriers de Tolpuddle fut immédiate et massive ; et elle ne le fut guère moins à l'égard des luttes menées par le syndicat d'Arch, par la suite. Ce désir de posséder la terre s'exprime continuellement, mêlé intimement au désir d'indépendance du travailleur

41. Richard Hoggart a témoigné de la survivance de souvenirs ruraux dans le Leeds ouvrier des années 1930. Voir *Uses of Literacy*, 1957, p. 23-25.

à domicile, de l'époque de Spence à celle du *Land Plan* chartiste et au-delà. Nous en conservons peut-être quelques traces aujourd'hui avec nos parcelles et nos coins de jardin. La terre engendre toujours des souvenirs (de position sociale, de sécurité, de droits) plus précieux que la valeur des récoltes.

Nous en voyons les effets, dès les années 1790, dans la haine qu'éprouvaient les jacobins pour l'aristocratie terrienne. Ce fut aussi une caractéristique durable du radicalisme des artisans, nourri par l'*Agrarian Justice* de Paine et la propagande de Spence en faveur de la nationalisation de la terre. Dans la période de dépression qui suivit la guerre, le Dr. Watson et d'autres orateurs gagnèrent à leur cause les sans-emploi et les marins et soldats libérés qui assistaient aux rassemblements à Spa Fields :

> [...] l'industrie et le commerce ont été anéantis, mais il reste que la terre fut destinée par la nature à nourrir l'humanité. La terre suffit toujours à mettre l'homme à l'abri de la détresse [...] s'il avait ne serait-ce qu'une bêche et une houe[42].

Au cours de la décennie suivante, alors que l'owénisme évoluait chez ses partisans plébéiens, le rêve d'une coopérative exploitant la terre commune prit une force extraordinaire.

Et c'est ainsi qu'au mythe politique de liberté anglaise, avant l'époque du « Bâtard normand et de ses bandes armées », vint s'ajouter le mythe social de l'âge d'or de la communauté villageoise d'avant les enclosures et d'avant les guerres :

> Que nous puissions vivre assez vieux pour assister au retour du bon vieux temps anglais, du bien-être anglais, des fêtes anglaises, de la justice anglaise d'autrefois, et pour voir chaque homme vivre de la sueur de son front [...] quand le tisserand travaillait sur son métier, jouissait de son lopin et quand les lois reconnaissaient aux pauvres le droit de profiter de l'abondance de toute chose [...]

42. W.M. Gurney, *Trial of James Watson*, 1817, I, p. 70.

Ainsi s'exprime Feargus O'Connor, chef chartiste, donnant au mythe une ampleur gigantesque ; mais Cobbett, Hunt, Oastler et quantité de chefs radicaux y contribuèrent aussi. Le Code pénal inhumain, les privations, les maisons d'arrêt de l'Angleterre d'autrefois étaient oubliés ; tandis que le mythe de la communauté paternaliste disparue devint une force à part entière – peut-être aussi puissante que les rêves utopiques d'Owen et des socialistes. Parler de « mythe » ne veut pas dire que tout était faux : il s'agit plutôt d'un montage de souvenirs, d'une « moyenne » dans laquelle chaque perte et chaque abus s'intègre à une somme globale. Dans sa jeunesse, le « Vieux Robin » raconte au propriétaire de l'usine (dans un pamphlet d'O'Connor) : « Toutes ces nouvelles rues derrière chez M. Twist, M. Grab et M. Screw [...] étaient des champs ouverts, et les enfants avaient l'habitude d'y aller, à huit, neuf, dix, onze et même douze ans, passant leur temps à jouer au cricket, aux billes, au ballon [...] et à saute-mouton [...] » Puis vint le temps où « les riches expulsèrent les pauvres aux cris de "Il arrive", "Ils arrivent" ». « Qui sont-ils, Robin ? »

> Eh bien, Napo et les Français, pour sûr. Eh bien, c'était l'époque où les riches faisaient peur aux pauvres et violaient toute la terre. C'était chose commune, alors, M. Smith [...] Et tous les gens de Devil's Dust avaient une vache, ou un âne, ou un cheval sur le terrain communal, et ils jouaient au cricket et s'affrontaient dans des matches ou à la lutte. [...] [...] Ils construisirent la prison à un bout et l'église à l'autre [...] et, à la fin, presque tout le monde dut vendre ses vaches, pour payer Lawyer Grind et Lawyer Squeeze [...] et maintenant le fils de l'un est maire, et l'autre [...] directeur de banque. Et, pauvre de moi, plus d'un honnête homme fut pendu ou relégué[43].

Ironie de l'histoire, ce ne furent pas les travailleurs ruraux, mais les ouvriers des villes qui organisèrent l'agitation la plus importante pour la restitution de la terre. Certains d'entre eux étaient fils et petits-fils de travailleurs agricoles ; leur intelligence s'était avivée au contact de la vie politique des villes, et ils étaient libérés de l'ombre du sei-

43. F. O'Connor, *The Employer and the Employed*, 1844, p. 15, 41, 42, 56.

gneur. Quelques-uns de ceux qui étaient favorables au *Land Plan* étaient des tisserands et artisans de souche rurale : « Mon père et mon grand-père et tous les miens ont travaillé la terre et elle ne les a pas tués, et pourquoi me tuerait-elle[44] ? » Confrontés aux difficultés et au chômage dans les terrains vagues des villes en expansion, ils se souvenaient des droits perdus, avec une amertume nouvelle due au sentiment de privation.

Nous nous sommes bien éloignés des moyennes. Et c'était là notre but. Car on ne peut faire une moyenne du bien-être. Nous avons quelque peu exploré l'envers du monde que Jane Austen décrit dans ses romans – et, pour ceux qui vécurent de ce côté-là, la période *parut* passablement catastrophique. « Quand les fermiers devinrent *gentils-hommes*, écrivit Cobbett, les ouvriers devinrent *esclaves*. » S'il est possible de soutenir que le processus se solda par des bénéfices, il faut se souvenir que ces bénéfices allèrent à d'autres. Lorsque nous comparons un ouvrier agricole du Suffolk à sa petite-fille travaillant dans une filature, nous ne comparons pas deux niveaux de vie, mais bien deux modes de vie.

On peut cependant faire deux remarques importantes à propos de ces moyennes. La première est qu'il est possible – à partir des mêmes chiffres – de montrer à la fois un déclin relatif et une augmentation absolue de la pauvreté. L'agriculture est une activité non élastique pour ce qui est de la demande de main-d'œuvre ; si dix ouvriers étaient nécessaires à une ferme donnée en 1790, il y en avait sans doute dix ou – en raison de l'amélioration technique des charrues et des batteuses – huit en 1830. On pourrait montrer que l'ouvrier agricole ou le charretier employé régulièrement vit ses gains réels augmenter pendant cette période, alors que l'augmentation de la population du village – main-d'œuvre occasionnelle et chômeurs – conduisit à une augmentation absolue du nombre des pauvres. Et, bien que ce phénomène soit sans doute particulièrement net dans l'agriculture, nous devons en faire aussi l'hypothèse, et l'avoir présente à l'esprit, lorsque nous regardons ce qui se passait à l'échelle nationale. Si, pour les

44. *The Labourer*, 1847, p. 46.

besoins de l'argumentation, nous acceptons l'hypothèse selon laquelle 40 % de la population (10,5 millions) vivait en dessous d'un « niveau de pauvreté » déterminé en 1790, mais seulement 30 % de la population (18,1 millions) en 1841, le nombre absolu des pauvres sera néanmoins passé d'environ 4 millions à 5 millions et plus. La pauvreté sera « ressentie » davantage, et d'autre part il y aura en réalité plus de pauvres.

Ce n'est pas un calcul gratuit. Il est fort possible que ces chiffres reflètent la réalité. Mais, en même temps, aucune évaluation de moyennes comme celle-ci ne peut nous renseigner sur les relations humaines « moyennes ». Pour les apprécier, nous devons nous frayer un chemin, dans la mesure du possible, à travers des témoignages contradictoires. Et un jugement sur cette période doit sûrement comporter une description du gentilhomme anglais « moyen ». Sans aller jusqu'à reprendre à notre compte l'invective de Cobbett : « le plus cruel, le plus insensible, le plus brutalement insolent » de tous les êtres de la création, nous ne souscrirons sûrement pas à certains des jugements étranges qui ont été portés sur cette question et qui ont fait leur réapparition tout dernièrement : « Le gentilhomme campagnard anglais faisait peut-être partie en vérité de la classe d'hommes la plus remarquable qu'aucune société ait jamais produite dans quelque pays que ce soit[45]. » En regard, nous pouvons proposer l'opinion d'un ouvrier du Norfolk, telle qu'elle est exprimée dans une lettre anonyme aux « Gentilshommes d'Ashill » – « Vous nous avez chargés du fardeau le plus lourd et attachés au joug le plus dur que nous ayons connus » :

> Il est trop lourd pour nos épaules, vous nous avez trop souvent fait croire que c'était la faute de ces Messieurs du Parlement, mais [...] ils ne s'occupent nullement de la direction de cette paroisse. Vous faites comme vous l'entendez, et volez aux pauvres leur droit au terrain communal, vous labourez entièrement les prés en arrachant l'herbe que Dieu y a fait pousser afin que les pauvres puissent nourrir une vache, un porc, un cheval ou un âne ; vous mettez de la boue et des pierres sur la route pour empêcher l'herbe de pousser. [...] Vous êtes cinq ou six à tenir entre vos

45. R.J. White, *Waterloo to Peterloo*, 1957, p. 40-44.

> mains toute la terre de cette paroisse et vous voudriez être riches et faire mourir de faim le reste de la population qui est pauvre [...]

« Nous avons calculé que nous sommes soixante de notre côté contre un du vôtre ; par conséquent, est-ce que vous devriez gouverner, alors qu'il y a tant d'hommes d'un côté contre un seul de l'autre[46] ? »

Mais c'est sur le clergé, grand consommateur de dîmes, que se reportait tout spécialement la haine de la communauté rurale. « Prépare ton âme vile à la mort » ; c'est en ces termes qu'était menacé un curé de l'Essex en 1830, dans une lettre contenant deux allumettes : « Toi et ton Équipe tout entière, vous êtes les plus grands Pauvres de la paroisse [...] » Le recteur de Freshwater (île de Wight) reçut d'un de ses paroissiens un avertissement encore plus explicite, sous la forme d'un incendie sans gravité, accompagné d'une lettre. « Pendant ces vingt dernières années nous avons vécu dans la famine pour nourrir ton maudit orgueil » :

> Ce que nous venons de faire, nous l'avons fait contre notre volonté, mais ton cœur est plus dur que le cœur de Pharaon [...] De sorte que, pour ce qui est de ce feu, tu ne dois pas le prendre pour un affront, car, si tu ne l'avais pas mérité, nous ne l'aurions pas allumé. En ce qui te concerne, mon vieil ami, il s'est trouvé que tu n'étais pas là, sinon tu aurais été rôti, je le crains, et s'il en avait été ainsi, combien les fermiers auraient ri en voyant le vieux Pasteur enfin rôti [...]

« Quant à ce petit feu de rien du tout, concluait l'auteur de la lettre sans se départir de son humour grinçant, n'aie crainte, ce sera bien pis le jour où nous brûlerons ta grange [...][47]. »

46. Document joint à la lettre du R.P. Edwards à Sidmouth, 22 mai 1816, H.O. 42.150.

47. Pièces jointes à la lettre du R.P. W.M. Hurlock, 14 décembre 1830, et à celle du très révérend Dean Wood, 29 novembre 1830, H.O. 52.7.

# 8

# Artisans et autres

Si la moyenne est difficile à définir dans l'agriculture, elle ne l'est pas moins lorsque l'on en vient aux travailleurs de l'industrie urbaine. En 1830 encore, le travailleur type de l'industrie ne travaillait pas dans une fabrique ou dans une manufacture, mais (en tant qu'artisan ou « ouvrier ») dans un petit atelier ou à domicile, ou encore (en tant que manœuvre) trouvait un emploi plus ou moins précaire dans les rues, sur les chantiers de construction ou les docks. Lorsque Cobbett rédigea son *Political Register* à l'attention du peuple, en 1816, il s'adressait non pas à la classe ouvrière, mais aux « Compagnons et aux Manœuvres ». Le terme « artisan » recouvrait toute une gamme de statuts, depuis le maître artisan prospère, qui employait de la main-d'œuvre pour son propre compte et qui ne dépendait d'aucun maître, jusqu'aux ouvriers surexploités qui vivaient dans des mansardes. C'est la raison pour laquelle il est difficile de proposer des estimations exactes du nombre et du statut des artisans dans les diverses branches où s'exerçaient leurs activités. Les tableaux du recensement de 1831 ventilé par profession ne font nullement la différence entre maîtres, artisans indépendants et manœuvres[1]. Après le groupe des travailleurs agricoles et du personnel domestique (dont l'effectif

1. Mayhew dépeignit par la suite les recensements professionnels en ces termes : « sommaires, mal composés et n'ayant, au fond, aucun caractère scientifique », documents « si insuffisants qu'ils sont un déshonneur national, car on y trouve mêlées les classes de commerçants et les classes d'ouvriers, dans une confusion des plus troublantes, et les activités professionnelles y sont classées d'une manière qui ferait rougir un simple novice ».

s'élève à 670 491, pour les femmes seulement, en 1831), les industries du bâtiment constituaient la branche la plus importante, comptant peut-être 350 000 ou 400 000 hommes et adolescents en 1831. Si on laisse de côté les industries textiles, où le travail à domicile était encore prédominant, l'activité artisanale la plus importante était celle de la chaussure (133 000 ouvriers adultes en 1831), suivie du vêtement (74 000). (Ces chiffres comprennent les employeurs, les ouvriers à domicile, les boutiquiers et les artisans urbains à proprement parler.) À Londres, le plus grand centre artisanal du monde, où – selon une estimation approximative que Dorothy George semble cautionner – on ne comptait pas moins de 100 000 compagnons, toutes professions confondues, au début du XVIII^e siècle, Sir John Clapham attire notre attention sur le fait suivant :

> [...] l'ouvrier qualifié typique à Londres ne fut ni l'ouvrier brasseur, ni le charpentier des chantiers navals, ni le tisseur de soie, mais l'ouvrier du bâtiment ou bien le savetier, le tailleur, l'ébéniste, l'imprimeur, l'horloger, le joaillier, le boulanger – pour ne citer que les activités les plus importantes, chacune comptant plus de 2 500 ouvriers adultes en 1831[2].

Les salaires des ouvriers qualifiés, au début du XVIII^e siècle, étaient souvent moins fixés par la loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail que par des notions telles que le prestige social ou la « coutume ». La réglementation coutumière des salaires peut recouvrir de nombreuses choses, depuis le statut accordé par la tradition à l'artisan rural jusqu'à la réglementation institutionnelle complexe des centres urbains. L'industrie était encore très largement disséminée dans tout le pays. Le chaudronnier ambulant, le rémouleur, le colporteur transportaient leurs marchandises ou leurs talents de ferme en ferme et de foire en foire. Dans les gros bourgs, il y avait des maçons, des couvreurs en chaume, des charpentiers, des charrons, des savetiers

2. Pour ces chiffres, voir *Parliamentary Papers*, 1833, XXXVII ; J. Clapham, *op. cit.*, et surtout p. 72-74 et chap.v ; R.M. Martin, *Taxation of the British Empire*, 1833, p. 193, 256.

et une forge ; dans les petits bourgs, on trouvait des selliers et des bourreliers, des tanneurs, des tailleurs, des savetiers, des tisserands, et il n'était pas impossible non plus que quelque spécialité locale soit représentée, comme, par exemple, la fabrication des étriers ou la dentelle au fuseau ainsi que toutes les activités se rattachant aux relais de poste, au transport de produits agricoles et de charbon, au broyage du grain, à la fabrication du pain... Beaucoup de ces artisans ruraux – tisserands, fabricants de bas ou mineurs – avaient une meilleure instruction et des talents plus variés que les ouvriers des villes, par rapport auxquels ils se sentaient « un cran au-dessus » et qu'ils rencontraient à la ville. Ils apportaient leurs propres coutumes, qui, sans aucun doute, eurent une influence sur la détermination et l'éventail des salaires des métiers des petites villes, ceux-là mêmes qui se transformèrent en grandes industries urbaines – bâtiment, carrosserie et même métallurgie. La coutume, plutôt que le coût, notion encore peu courante, déterminait le prix dans beaucoup d'industries villageoises, en particulier là où étaient utilisés les matériaux locaux – bois de construction ou pierre. Le forgeron travaillait pour tant la livre si le travail était grossier, pour un peu plus si le travail était délicat. George Sturt, dans son étude classique, *The Wheelwright's Shop* (*l'Atelier du charron*), constate que c'étaient encore les prix coutumiers qui prévalaient lorsqu'il prit la direction de l'entreprise familiale en 1884 : « Ma grande difficulté fut de trouver le prix coutumier »,

> Je doute qu'il y eût un seul fabricant dans le district – je suis sûr qu'il n'y avait pas un seul charron – qui sût réellement ce que coûtait sa production, à combien s'élevaient ses bénéfices, s'il gagnait de l'argent ou en perdait sur un travail donné.

La plus grande partie des bénéfices provenait des « travaux à la tâche » et des réparations. Pour ce qui est des charrettes et des chariots, « ma seule possibilité de faire des bénéfices aurait été de diminuer la qualité de la production, ce qui était hors de question étant donné la mentalité des hommes ». Les hommes travaillaient au rythme qu'exigeait leur dextérité manuelle : « Ils exagéraient peut-être (et à juste titre) ce respect

pour le travail bien fait et le matériau de qualité » ; à ce propos, « il arrivait assez souvent qu'un ouvrier outré refusât d'utiliser celui que j'avais mis à sa disposition ». Chez l'artisan se trouvait « réunie toute la science locale de ce que devait être le travail d'un bon charron[3] ».

Les traditions artisanales allaient normalement de pair avec ce qui restait des notions de prix « honnête » et de « juste » salaire. Les critères d'ordre moral et social (subsistance, respect de soi, fierté du respect de certaines normes artisanales, rémunérations coutumières selon les divers degrés d'habileté) sont mis autant en relief, dans les conflits syndicaux, que les arguments purement « économiques ». L'atelier du charron de Sturt perpétua des pratiques bien plus anciennes et fut cousin germain d'une industrie urbaine de la carrosserie qui connut, au cours des premières années du XIX^e^ siècle, une véritable hiérarchie des salaires, les écarts ne pouvant guère être justifiés par des motifs économiques. « Les salaires sont proportionnels à la qualité du travail », peut-on lire dans le *Book of English Trades* (*Livre des métiers anglais*) de 1818 : 2 à 3 livres par semaine pour les carrossiers ; environ 2 guinées pour les burineurs ; 1 à 2 livres pour les fabricants de voitures ; environ 30 shillings pour le forgeron ; tandis que les peintres pratiquaient leur propre hiérarchie : les peintres de blasons, qui décoraient avec des emblèmes les équipages des grands et des amateurs d'ornements, gagnaient de 3 à 4 livres ; ceux qui peignaient la carrosserie, environ 2 livres ; et les peintres compagnons, de 20 à 30 shillings. Les écarts de salaires fondaient, ou peut-être reflétaient, le prestige social :

> Les fabricants de carrosseries sont les premiers sur la liste ; puis viennent les fabricants de voitures ; puis les burineurs ; puis les forgerons ; puis les fabricants de ressorts ; puis les charrons, peintres, plaqueurs, fabricants de barres de renforcement, etc. Les fabricants de carrosseries sont les plus riches de tous et forment entre eux une espèce d'aristocratie à l'égard de laquelle les autres ouvriers éprouvent à la fois du respect et

3. G. Sturt, *The Wheelwright's Shop*, 1923, chap. X et XXXVII.

de la jalousie. Ils sont conscients de leur importance et traitent les autres selon divers degrés de considération : les fabricants de voitures ont droit à une espèce de familiarité condescendante ; les burineurs sont de trop bons ouvriers pour être méprisés ; ils peuvent traiter avec respect un contremaître parmi les peintres, mais les ouvriers peintres peuvent au mieux être gratifiés d'un signe de la tête[4].

Tout cela était cautionné par une « Société de secours mutuel des carrossiers » qui poursuivit ses activités en dépit de la condamnation, pour violation des *Combination Acts*, de son secrétaire général et de vingt autres membres de la société, en 1819. Il est important ici de noter l'utilisation précoce du terme « aristocratie » pour désigner l'artisan qualifié[5]. On suppose parfois que la formation d'une « aristocratie du travail » a coïncidé avec le mouvement syndical des artisans qualifiés au cours des années 1850-1860 – ou même qu'elle fut la conséquence de l'impérialisme. En réalité, on trouve à la fois une ancienne et une nouvelle élite du travail dans les années 1800-1850. L'ancienne élite était composée de maîtres artisans qui se considéraient comme tout aussi « bons » que les maîtres, les boutiquiers ou les membres des professions libérales[6]. (Le *Book of English Trades* classe l'apothicaire, l'avoué et les professions statutaires avec le charpentier, le corroyeur, le tailleur et le potier.) Dans quelques industries, la position privilégiée de l'artisan subsista au niveau de l'atelier ou de la production d'usine, par la force de l'habitude ou en raison du nombre restreint d'ouvriers qualifiés dans certaines spécialités, ou encore parce que l'activité en question restait hautement qualifiée ou spécialisée – travail délicat et « de fantaisie » dans les

4. W.B. Adams, *English Pleasure Carriages*, 1837, cité par E.J. Hobsbawm, « Custom, Wages and Work-load in Nineteenth Century Industry », in A. Briggs et J. Saville (éd.), *Essays in Labour History*, p. 116.

5. Un autre emploi précoce du terme se trouve dans le *First Report of the Constabulary Commissioners*, 1839, p. 134, dans un contexte qui suggère que le terme était répandu à l'époque.

6. Pour ce qui est de l'« aristocratie » du XVIII[e] siècle, voir M.D. George, *op. cit.*, chap. IV.

industries de luxe telles que le travail du verre, du bois et du métal. L'avènement d'une nouvelle élite est liée aux qualifications nouvelles dans la sidérurgie, la construction mécanique et l'industrie de la confection : c'est suffisamment clair en ce qui concerne la construction mécanique ; mais, même dans l'industrie du coton, il faut se souvenir de cette remarque : « Nous ne sommes pas tous des fileurs de coton. » Contremaîtres, « élargisseurs » qualifiés de toutes sortes qui réglaient et réparaient les machines, dessinateurs de modèles dans l'indiennage, et nombre d'autres métiers qualifiés pour lesquels des salaires exceptionnels pouvaient être perçus, faisaient partie des 1 225 subdivisions de types d'emplois dans l'industrie du coton énumérées dans le recensement de 1841.

S'il existait une aristocratie particulièrement favorisée dans les métiers de luxe londoniens et là où l'ouvrier qualifié ne se distingue plus guère du technicien ou de l'agent de maîtrise dans les grandes industries, il existait aussi une aristocratie plus réduite d'artisans ou d'ouvriers privilégiés dans presque toutes les industries employant de la main-d'œuvre qualifiée. Cela apparaît clairement dans le récit détaillé et pittoresque de Thomas Large, tisseur de bas à Leicester, qui fit partie d'une délégation envoyée à Londres en 1812 pour convaincre les membres du Parlement de faire passer une mesure visant à réglementer les conditions de travail dans l'industrie de la bonneterie[7]. Une fois arrivés à Londres, les ouvriers bonnetiers – qui, à cette époque, n'avaient aucune organisation syndicale permanente, mais simplement un comité *ad hoc* créé pour promouvoir le vote de leur loi – prirent contact avec les syndicalistes de Londres qui, en dépit des *Combination Acts*, ne furent pas difficiles à trouver sur leurs lieux de rencontre habituels :

> Nous avons loué le même local que celui où avait siégé le Comité des charpentiers [écrivait Thomas Large à ses amis restés dans les Midlands] lorsqu'ils prononcèrent leur dernier Jugement sur le système d'apprentissage. Nous avons eu l'occasion d'aborder le sujet avec eux ; ils pen-

7. Voir *infra*, p. 703-711.

saient que nous possédions des fonds à titre permanent, nous permettant de faire face à toute demande, en tout temps, et si cela avait été le cas ils nous auraient prêté 2 000 ou 3 000 livres (car les fonds de cette corporation s'élèvent à 20 000 livres) ; mais, Lorsqu'ils comprirent que notre corps de métier n'avait pas de fonds réguliers, Au lieu de nous Prêter de l'argent, Ils se mirent à froncer le nez machinalement, et chacun lança un coup d'œil significatif à son voisin et s'Écria : Dieu nous protège ! quels idiots ! ils méritent joliment tout ce dont ils se plaignent ! et dix fois plus ! Nous avons toujours pensé que les fabricants de bas étaient une bande de pauvres hères ! Des individus aussi dépourvus d'intelligence que leurs poches sont dépourvues d'argent. Où en serait notre corps de métier si nous ne nous étions pas associés ? peut-être aussi pauvre que vous à ce jour ! Regardez les autres corps de métier ! Tous s'associent (mis à part les tisserands de Spitalfields, mais dans quelle Situation Misérable ils se trouvent !) : les Savetiers, les Relieurs, les Batteurs d'or, les Imprimeurs, les Maçons, les Fabricants de manteaux, les Chapeliers, les Corroyeurs, les Ferblantiers ; dans aucun de ces métiers on ne Gagne Moins de 30 shillings par semaine, et cela peut aller jusqu'à 5 guinées, et tout cela grâce à l'Association, sans laquelle leurs métiers seraient tout aussi misérables que le vôtre [...][8].

On pourrait allonger la liste dressée par Thomas Large. Les typographes et les pressiers se situaient alors à la limite des 30 shillings, car ils avaient mené une lutte particulièrement difficile face à l'association londonienne des maîtres. Le sort de quelques ouvriers qualifiés était moins enviable. L'association des fondeurs typographes était dissoute, et ils affirmaient que leurs salaires, en 1818, ne s'élevaient pas au-dessus de 18 shillings par semaine en moyenne et qu'ils n'avaient pas progressé depuis 1790. C'était vrai également des lunetiers et des fabricants de pipes. Le *Gorgon* avançait, en 1818, le chiffre de 25 shillings comme salaire de l'ouvrier moyen de Londres, calculé en moyenne sur toute l'année[9]. Mais, quand,

8. *Records of the Borough of Nottingham, 1800-1835*, 1952, VIII, Thomas Large au comité des ouvriers bonnetiers, 24 avril 1812.

9. Voir *Gorgon*, 17 octobre, 21 et 28 novembre 1818, 6 février et 20 mars 1819.

en 1824, les *Combination Acts* furent abrogés et que les syndicats des métiers de Londres se montrèrent au grand jour, on put se faire une idée de ce qu'était la « petite aristocratie » à partir des métiers le plus souvent cités dans les colonnes du *Trades Newspaper* de 1825 : à la liste de Large, on peut ajouter les tonneliers, charpentiers des chantiers navals, scieurs, calfats de navires, tréfileurs, fondeurs de bronze, pelletiers, mégissiers, cordiers, fondeurs de cuivre, teinturiers de soie, fabricants d'horloges et de montres, peaussiers, etc. La liste est impressionnante, et, à Londres aussi bien que dans les grandes villes, ces hommes formaient l'âme de la culture artisanale et des mouvements politiques de ces années-là. Tous ces métiers ne jouissaient pas des mêmes privilèges. Quelques associations de métier ne comptaient guère plus de cent membres en 1825, et rares étaient celles qui comptaient plus de cinq cents membres. La variété était la règle, depuis les groupes extrêmement privilégiés, tel celui des tapissiers (auxquels il fallait verser des « primes énormes » pour devenir apprenti), jusqu'aux savetiers, qui (nous le verrons) connaissaient déjà à cette époque-là une crise qui les ramenait au statut d'ouvriers à domicile[10].

Il y avait également d'importants groupes d'artisans privilégiés et d'ouvriers qualifiés en province, non seulement dans les mêmes métiers, mais aussi dans des métiers à peine représentés à Londres. C'était vrai, en particulier, de la coutellerie de Sheffield et de l'industrie de la quincaillerie de Birmingham. Pour ce qui est de cette dernière, de nombreux petits ateliers continuèrent d'exister pendant une grande partie du XIX^e^ siècle et firent de Birmingham la capitale du petit maître. Les usines Soho de Boulton occupent une place importante dans l'histoire de la croissance économique. Mais la grande majorité de la population de cette ville, au cours des dernières années du XIX^e^ siècle, travaillait dans de très petites boutiques comme ouvriers ou artisans quasi indépendants. Énumérer quelques-unes des productions de Birmingham revient à évoquer une constellation de spécialités : boucles, coutellerie, éperons, chandeliers, jouets, fusils, boutons, manches de

10. *Trades Newspapers*, 1825-1826, *passim*.

fouets, cafetières, encriers, cloches, accessoires de voitures, moteurs à vapeur, tabatières, tuyaux de plomb, bijouterie, lampes, ustensiles de cuisine. « Tous les hommes que je rencontre, écrivait Southey en 1807, empestent l'huile de baleine et le papier-émeri[11]. »

Ici, dans le pays Noir, le processus de spécialisation au cours des trois premières décennies du XIX^e^ siècle tendit à implanter les industries les plus rudimentaires – telles que la fabrication des clous et des chaînes – dans les villages avoisinants, peuplés d'ouvriers à domicile, tandis que les opérations les plus hautement qualifiées demeuraient dans la métropole de Birmingham même[12]. Dans de tels métiers, le fossé entre le petit maître et le compagnon qualifié pouvait, psychologiquement et parfois économiquement, être moins grand qu'entre le compagnon et le travailleur commun des villes. L'accès au métier était parfois réservé aux fils de ceux qui travaillaient déjà, ou pouvait être acheté moyennant une forte prime d'inscription en apprentissage. Les restrictions portant sur l'admission à certains corps de métier pouvaient être renforcées par certaines réglementations corporatives (comme celles de la Compagnie des couteliers de Sheffield, qui ne furent abrogées qu'en 1814), encouragées par les maîtres et maintenues par les syndicats sous le nom trompeur d'amicales. Au début du XIX^e^ siècle, ces artisans forment, selon la remarque de S. et B. Webb, « une société industrielle encore divisée verticalement, métier par métier, et non horizontalement, entre employeurs et salariés[13] ». Il arrivait également que seule une fraction privilégiée des travailleurs d'une industrie donnée parvînt à en limiter l'admission ou à obtenir une amélioration des conditions de travail. Ainsi, une étude récente consacrée aux portefaix de Londres a montré la complexité fascinante de l'histoire d'un groupe de travailleurs – qui comprend les portefaix

11. J.A. Langford, *A Century of Birmingham Life*, I, p. 272 ; C. Gill, *History of Birmingham*, I, p. 95-98 ; R. Southey, *Letters from England*, Lettre XXVI.

12. Voir S. Timmins (éd.), *Birmingham and the Midland Hardware District*, 1866, p. 110 et *passim* ; H.D. Fong, *Triumph of Factory System in England*, Tientsin, 1930, p. 165-169.

13. S. et B. Webb, *The History of Trade Unionism*, 1950, p. 45, 46.

de Billingsgate – dont on pouvait facilement penser qu'ils n'étaient que des travailleurs occasionnels, alors qu'en réalité ils étaient placés sous la surveillance particulière des autorités de la cité et qu'ils parvinrent à conserver une position privilégiée au cœur de l'océan de la main-d'œuvre non qualifiée jusqu'au milieu du XIX^e siècle[14]. Plus couramment, on observait une distinction entre l'artisan ou l'apprenti et son homme de peine : le forgeron et son frappeur, le maçon et son manœuvre, le dessinateur d'indienne et ses aides, etc.

La distinction entre artisan et homme de peine – en termes de statut, d'organisation et de rémunération – demeura aussi importante, sinon plus importante, dans le Londres de Henry Mayhew à la fin des années 1840 et 1850 qu'elle ne l'avait été pendant les guerres napoléoniennes. « De l'ouvrier qualifié du West End à l'ouvrier non qualifié des quartiers est de Londres, écrivait Mayhew, le changement moral et intellectuel est si grand qu'on se croirait dans un autre pays, au milieu d'une autre race » :

> Les artisans font presque tous figure d'hommes politiques passionnés. Ils ont suffisamment d'instruction et de jugement pour être conscients de leur importance dans l'État. [...] Les ouvriers non qualifiés constituent une classe différente. Jusqu'à présent, ils sont aussi peu politisés que des valets et, au lieu d'avoir des opinions démocratiques très marquées, ils semblent n'avoir absolument aucune opinion politique ; ou, s'ils en ont [...] ils penchent plutôt vers le maintien des « choses telles qu'elles sont » que vers l'ascension sociale des travailleurs[15].

Dans le Sud, la majorité des membres des sociétés amicales[16] se recrutait parmi les artisans, et l'organisation de type syndical y était

14. W.M. Stern, *The Porters of London*, 1960.

15. H. Mayhew, *London Labour and the London Poor*, 1862, III, p. 243. À cela il faudrait opposer les propos d'un des ouvriers de la voirie dépeint par Mayhew : « Je ne me soucie pas de politique, mais je suis chartiste. »

16. Pour la composition sociale des sociétés de secours mutuel, voir P.H.J.H. Gosden, *The Friendly Societies in England*, Manchester, 1961, p. 71 *sq.*

continue et stable ; c'est en leur sein également que se développèrent les mouvements religieux et les mouvements pour l'éducation, et que l'owénisme s'implanta le plus profondément. C'est également parmi les artisans que la coutume de « voyager » pour trouver du travail était si largement répandue qu'un historien a pu parler de l'« équivalent du Grand Tour[17] ». Nous verrons comment leur amour-propre et leur désir d'indépendance donnèrent une coloration particulière au radicalisme politique des années de l'après-guerre. S'il se trouvait dépouillé de son métier et des moyens de défense que lui procurait son syndicat, l'artisan était l'un des personnages les plus pitoyables du Londres de Mayhew. « Les ouvriers dépourvus de leurs moyens de subsistance, comme le disait à Mayhew le dirigeant syndicaliste de Wandsworth et Clapham, constituent une classe absolument différente de celle des vagabonds habituels. » Leurs habitations et leurs lieux de réunion étaient différents de ceux des vagabonds et des membres de la confrérie des « voyageurs » ; ils ne se rendaient à l'hospice qu'après avoir atteint les limites du désespoir : « Parfois, ils n'avaient ni chemise ni gilet sur le dos, les ayant vendus avant même de demander à entrer à l'hospice [...] » « Le pauvre ouvrier reste assis à l'asile toute la nuit comme un homme perdu, épouvanté. [...] Quand on le met à la porte, il ressemble à un oiseau hors de sa cage ; il ne sait où aller ni comment trouver de quoi manger[18]. »

L'artisan de Londres tombait rarement aussi bas – il passait par de nombreux états intermédiaires avant de se retrouver à la porte de l'hospice. Son histoire varie énormément d'un métier à l'autre. Et ailleurs, dans les centres industriels du Nord et des Midlands, on trouve d'autres catégories importantes de travailleurs qualifiés ou d'ouvriers de fabrique – mineurs dans certains bassins houillers, fileurs de coton, ouvriers qualifiés du bâtiment, ouvriers qualifiés dans les industries du fer et du métal – qui figurent parmi ceux que T.S. Ashton présente comme « capables de partager les bénéfices du progrès éco-

17. E.J. Hobsbawm, « The Tramping Artisan », *Econ. Hist. Review*, série 2, III, 1950-1951, p. 313.

18. H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 351.

nomique ». Parmi eux, les mineurs de Durham que Cobbett décrivit (dans la région de Sunderland), en 1832, en ces termes :

> Vous ne voyez rien ici qui soit joli ; mais tout semble riche ; et il y a quelque chose de sûr : les ouvriers vivent bien. [...] Les mineurs de fond gagnent 24 shillings par semaine, ils sont logés gratuitement, se chauffent gratuitement, et le médecin ne leur coûte rien. Leur travail est très dur, c'est certain ; et ils n'ont peut-être pas ce qu'ils devraient avoir ; mais, néanmoins, ils vivent bien, ils ont de belles maisons et du beau mobilier ; et [...] leur existence semble tout aussi belle que peut l'espérer cette partie de l'humanité que constituent les ouvriers[19].

Les mineurs, qui, dans de nombreuses régions, constituaient presque une « caste héréditaire », avaient la réputation de relativement bien gagner leur vie :

> Or et argent aux gars d' la mine,
> Rien fors du cuivre aux gars d' l'usine [...]

T.S. Ashton estime probable que leurs salaires réels ont été plus élevés dans les années 1840 que dans les années de guerre, à l'exception des meilleures années. Mais leurs conditions de travail étaient probablement plus difficiles[20].

Bon nombre de ces groupes virent leur salaire augmenter entre 1790 et 1840. La progression ne fut ni aussi régulière ni aussi continue qu'on le laisse parfois entendre. Elle était étroitement liée au succès ou à l'échec du syndicalisme dans chaque industrie, et le chômage ainsi que les courtes périodes de travail saisonnier doivent être pris en considération lorsque l'on regarde ces séries « optimistes » de

19. *Rural Rides*, II, p. 294. À cela il faudrait opposer les incidents violents survenus dans les mines du Nord-Est – la naissance et la destruction du syndicat d'Hepburn entre 1830 et 1832, relatés par R. Fynes, *The Miners of Northumberland and Durham*, chap. IV-VI ; et *The Skilled Labourers*, chap. II et III.

20. Voir T.S. Ashton, « The Coal-Miners of the Eighteenth Century », *Econ. Journal*, supplément, I, 1928, p. 325, 331, 334.

salaires. S'il ne s'agissait que des groupes d'ouvriers qualifiés ayant un emploi régulier, alors la controverse sur les niveaux de vie aurait depuis longtemps vu la victoire des thèses optimistes.

Le problème, pris dans son ensemble, présente une complexité infinie. L'étudiant qui, au cours de ses études, tombe sur une affirmation de ce genre :

> En 1831, le coût de la vie était de 11 % supérieur à ce qu'il était en 1790, mais, dans la même période, les salaires, dans les villes, avaient augmenté, semble-t-il, d'au moins 43 %[21].

doit la considérer avec scepticisme. Pour commencer, les indices du coût de la vie sont en eux-mêmes l'objet de sérieuses controverses. T.S. Ashton a décrit l'indice sur lequel il fonde son affirmation comme étant peut-être dérivé du régime d'un « diabétique »[22]. Il faut aussi savoir que l'indice des salaires des villes est établi, en grande partie, à partir des salaires d'ouvriers qualifiés travaillant à temps complet ; et c'est très précisément ici que surgissent de nombreux problèmes. Pourquoi devrions-nous supposer que, dans une période d'accroissement démographique très rapide, la proportion d'ouvriers qualifiés et embauchés par rapport aux ouvriers occasionnels ou sans travail varierait au profit des premiers ? Comment se fait-il que le spécialiste d'histoire sociale se heurte constamment à des faits suggérant que cette période fut particulièrement pénible pour la grande masse de la population ? Comment expliquer, si l'on admet que le niveau de vie s'élève de façon appréciable de 1820 à 1850, le fait qu'après trente autres années d'amélioration reconnue par tous, de 1850 à 1880, les ouvriers anglais non qualifiés aient vécu encore dans les conditions d'extrême privation que révélèrent Booth et Rowntree dans les années 1890 ?

Il faut considérer la première moitié du XIX^e^ siècle comme une époque de sous-emploi chronique, où les métiers pour lesquels des qualifica-

21. T.S. Ashton, *The Industrial Revolution, 1760-1830*, 1948, p. 158.
22. T.S. Ashton, *Capitalism and the Historians*, p. 146.

tions sont nécessaires ressemblent à des îlots menacés de tous côtés par l'innovation technologique et par l'irruption d'une main-d'œuvre jeune ou non qualifiée. Même les salaires des ouvriers qualifiés masquent parfois un certain nombre de dépenses forcées : location de machines, paiement pour l'utilisation de la force motrice, amendes pour travail défectueux ou indiscipline, ou autres déductions obligatoires. Les sous-traitants étaient légion dans les mines, les industries du fer et de la poterie, et en nombre important dans les industries du bâtiment, et le « porion », ou « chef d'équipe », employait à son tour des ouvriers moins qualifiés tandis que les enfants étaient habituellement employés dans les filatures (pour y travailler comme rattacheurs) et dans les mines (pour ouvrir et fermer les portes roulantes). Les fileurs de coton de Manchester affirmaient, en 1818, qu'un salaire de 2 livres 3 shillings 4 pence était amputé des dépenses suivantes :

| | |
|---|---|
| 1er rattacheur, par semaine | £ 0 9s. 2d |
| 2e rattacheur, par semaine | £ 0 7s. 2d |
| 3e rattacheur, par semaine | £ 0 5s. 3d |
| Bougies, pour un été et un hiver moyens, par semaine | £ 0 1s. 6d |
| Maladies et autres faux frais | £ 0 1s. 6d |
| Dépenses : | £ 1 5s. 0d |

Restait donc : 18 shillings 4 pence[23]. Le même phénomène pourrait être observé dans chaque industrie, ce qui explique que les salaires déclarés par les ouvriers ne sont pas identiques à ceux que déclarent les employeurs. Le « troc » ou paiement en nature et les « cantines » compliquent encore le tableau, tandis que les marins et les ouvriers des ports étaient soumis à des extorsions singulières : ils étaient souvent à la merci de tenanciers de débit de boissons – ainsi, les déchargeurs de charbon de la Tamise qui, jusqu'à ce que soit votée une mesure de protection en 1843, ne pouvaient trouver un emploi que par l'in-

23. *Black Dwarf*, 9 septembre 1818. La reconnaissance de frais de mutuelle (et peut-être de cotisations syndicales) comme « dépenses » nécessaires indique cependant une amélioration des niveaux de vie.

termédiaire des tenanciers de débit de boissons, qui n'embauchaient que des hommes qui dépensaient jusqu'à cinquante pour cent de leur salaire chez eux[24].

Lorsqu'il était qualifié, l'artisan était tout aussi soucieux de défendre son statut face à l'ouvrier non qualifié que de faire pression sur les employeurs. Avant 1830, rares sont les syndicats qui tentèrent de répondre aux besoins des ouvriers qualifiés comme à ceux des ouvriers non qualifiés au sein d'un même corps de métier ; et, quand les ouvriers de la construction (traversant alors une période d'enthousiasme owéniste) adoptèrent des propositions concernant également les manœuvres, la distinction fut clairement établie :

> Ces Loges devront graduellement être composées d'architectes, de maçons, de charpentiers, de couvreurs, de plâtriers, de plombiers, de vitriers, de peintres ; ainsi que d'ouvriers carriers, de briquetiers et de manœuvres dès que l'on pourra les préparer, par une meilleure formation et une meilleure instruction, à agir d'eux-mêmes, aidés en cela par les autres branches qui auront tout intérêt à cultiver l'esprit, les mœurs et à améliorer les conditions générales de vie de leurs familles dans les plus brefs délais[25].

Mais il faut garder présente à l'esprit la *menace* pesant sur de nombreuses qualifications à une époque où les innovations techniques étaient rapides et les moyens de défense des syndicats, faibles. Les inventions dévaluèrent d'anciens métiers et en promurent de nouveaux simultanément. Et ce processus est très peu régulier. En 1818 encore, le *Book of English Trades* (petit livre traitant principalement des métiers de Londres) ne mentionne pas les métiers d'ouvrier métallurgiste, de fabricant de machines à vapeur ou de chaudronnier ; le tourneur était encore considéré essentiellement comme un travailleur sur bois, et les qualifications de l'ouvrier métallurgiste se trouvaient combinées avec celles du « mécanicien » – homme aux

24. Voir G.W. Hilton, *The Truck System*, Cambridge, 1960, p. 81-87 et *passim*.

25. *Pioneer*, septembre 1833, cité par R. Postgate, *The Builder's History*, 1923, p. 93.

talents variés et maître de plusieurs métiers, « possédant une ingéniosité considérable ainsi qu'une grande connaissance de la mécanique » et qui « utilise les talents et l'expérience que l'on trouve chez le menuisier, le fondeur de cuivre et de fer, le forgeron et le tourneur, dans toute leur variété ». Dix ans après seulement fut publié *The Operative Mechanic and British Machinist*, qui ne comprenait pas moins de neuf cents pages et qui montrait l'extraordinaire diversité de ce qu'avait été jadis le métier de l'artisan. L'éclatement des qualifications se reflète dans l'intitulé des toutes premières sociétés et syndicats d'où devaient sortir plus tard les syndicats d'ouvriers métallurgistes ; à partir des associations syndicalistes bien organisées de la fin du XVIII[e] siècle et composées d'artisans naissent ainsi la Société mutuelle des mouleurs de fer (1809), la Société de secours mutuel des presseurs et tourneurs (Londres, 1818), l'Institution syndicale et mutualiste des mécaniciens (Bradford, 1822), la Société des fabricants de machines à vapeur (Liverpool, 1824) et la Société mutuelle des mécaniciens (Manchester, 1826).

Mais la création progressive de ces associations ne doit pas nous laisser croire qu'elles se développèrent de façon continue au fur et à mesure qu'apparaissaient de nouvelles qualifications. Au contraire, alors que l'artisan, du moins à Londres, était un aristocrate dont les privilèges étaient protégés tout à la fois par l'organisation à laquelle il appartenait (celle-ci était si puissante qu'elle fut en partie à l'origine de la loi sur les coalitions[26]) et par les mesures restrictives touchant l'apprentissage, et, alors qu'il conserva un salaire de 2 guinées dans les premières années du XIX[e] siècle, l'abrogation, en 1814, des clauses

26. Selon une « Constatation de faits concernant les compagnons » (P.C. A. 158), les salaires des ouvriers étaient passés de 2 shillings 6 pence à 3 shillings par jour en 1775, à 4 shillings 6 pence en 1799. Les compagnons travaillaient pour des petits maîtres qui étaient eux-mêmes employés par des « Brasseurs, Filateurs et autres Industriels », dont les usines arrêtaient de tourner lorsque éclatait une grève. De sorte que les ouvriers grévistes pouvaient traiter directement avec ces derniers, en court-circuitant leurs propres maîtres.

concernant l'apprentissage dans le statut élisabéthain des artisans l'exposa à une concurrence sévère. Alexander Galloway, qui avait été vice-secrétaire de la SCL avant d'être l'employeur métallurgiste le plus important de Londres, montra comment, en 1824, à la suite de l'abrogation, « lorsqu'il était permis à un homme de travailler dans n'importe quel emploi, qu'il compte une, deux, trois années de service ou pas du tout, c'était la ruine de toutes les associations ». Les anciens artisans « se voyaient concurrencés par un nombre si important de nouveaux que l'on pouvait se passer d'eux », tandis que les rémunérations à la pièce et autres incitations à la productivité portaient un coup fatal aux syndicalistes. Alors qu'autrefois les artisans « adoptaient volontiers une attitude moqueuse ou méprisante en entendant prononcer le nom d'un ouvrier métallurgiste », profession que l'on tenait pour inférieure et exercée par des parvenus, c'était maintenant à leur tour de disparaître. On trouvait des ouvriers métallurgistes, qui n'étaient pas passés par l'apprentissage, pour 18 shillings par semaine, et l'apparition des tours munis de dispositifs d'autorégulation (le chariot porte-outil ou « chariot » de Maudslay) permit à de nombreux jeunes gens et ouvriers non qualifiés d'accéder au métier.

Ainsi, même cette industrie – à coup sûr l'une des plus remarquables du point de vue de l'introduction de nouvelles techniques – n'offre pas l'image d'un progrès régulier des salaires et des statuts à mesure que l'outil de travail se perfectionne. Ce que l'on constate, c'est une progression qui culmine vers la fin du XVIII^e^ siècle et qui est suivie d'un déclin s'accentuant au cours de la deuxième décennie du XIX^e^ siècle, et coïncidant avec l'afflux d'une main-d'œuvre non spécialisée, ce qui conduisit à l'établissement d'une nouvelle hiérarchie et à de nouvelles formes d'association. Le travail était extrêmement différencié et, pendant quelques années (comme le suggère la diversité des noms des premiers syndicats), il était difficile de dire à quelle activité allait s'attacher le plus de prestige[27]. L'ascension de

27. Voir le témoignage de Galloway : « Notre industrie est faite de six ou huit branches différentes : les travailleurs du bois que nous appelons modeleurs ; parmi eux, des ébénistes, des menuisiers, des artisans et autres

l'ouvrier métallurgiste qualifié dans l'industrie mécanique fut facilitée par sa rareté. La mobilité de la main-d'œuvre dans les premiers ateliers de mécanique fut prodigieuse : Galloway, qui employait 80 ou 90 hommes en 1824, estimait que 1 000 à 1 500 hommes avaient travaillé dans son atelier au cours des douze dernières années ; ce qui signifie plus qu'un renouvellement total de la main-d'œuvre chaque année. Des agents d'employeurs étrangers parcouraient la Grande-Bretagne dans l'espoir d'attirer des ouvriers qualifiés vers la France, la Russie, l'Allemagne ou l'Amérique[28]. Cela, naturellement, toucha plus particulièrement les employeurs de Londres. « Il suffit » à un agent étranger (selon Galloway) « de faire le guet à mes portes alors qu'ils entrent et sortent, et de demander le nom de mes hommes les plus capables : beaucoup d'engagements de ce type se sont faits comme ça ». En conséquence, les salaires des meilleurs d'entre eux s'élevèrent progressivement jusqu'à ce que, aux environs des années 1830 et 1840, ils forment une élite privilégiée. En 1845, chez MM. Hibbert et Platt (Oldham), la première usine de fabrication de machines textiles en Grande-Bretagne, dont le nombre d'ouvriers s'élevait à près de 2 000, des salaires de 30 shillings et plus étaient versés aux bons ouvriers. Les ouvriers métallurgistes (se plaignait un ouvrier méthodiste) dépensaient leur argent sans compter, pariaient aux courses de chevaux et de lévriers, élevaient des *whippets* et mangeaient de la viande « deux à trois fois par jour ». Pourtant, la roue avait tourné. Alors qu'en 1824 Galloway avait été obligé de payer ses meilleurs ouvriers pour qu'ils restent, les qualifications de l'ouvrier métallurgiste étaient maintenant si répandues que Hibbert et Platt pouvaient faire leur choix soigneusement, parmi les mieux qualifiés. « J'en vis beaucoup débuter [c'est toujours notre méthodiste qui parle] qui furent congédiés le premier jour, et quelques-uns, même, après un

---

ouvriers travaillant le bois ; des fondeurs de fer et de cuivre ; des forgerons, cuiseurs de poteries et marteleurs ; [...] des presseurs et limeurs ; et des tourneurs de fer, cuivre et bois. »

28. Afin de protéger la suprématie industrielle britannique, il était illégal, pour de nombreuses catégories d'ouvriers qualifiés, de quitter le pays.

essai plus bref. » Déjà, l'ouvrier métallurgiste ne pouvait plus compter sur la pénurie de travailleurs qualifiés pour protéger ses conditions de travail. Il fut contraint d'en revenir au syndicalisme, et il est significatif que « Hibbert et Platt » ait été le foyer d'agitation du *lock-out* des ouvriers métallurgistes en 1851[29].

Il faut toujours garder à l'esprit cette période transitoire qui voit l'extinction des anciens métiers et la poussée des nouveaux. L'une après l'autre, au cours du XIX^e^ siècle, les anciennes activités domestiques furent supplantées par les industries textiles – les « tondeurs de drap », les imprimeurs d'indienne sur métier à bras, les peigneurs de laine, les coupeurs de futaine. Et cependant, à l'opposé, on peut citer des tâches domestiques pénibles et mal rémunérées, accomplies parfois par des enfants, qui, du fait des innovations techniques, se transformèrent en métiers artisanaux jalousement défendus. Ainsi, le cardage, dans l'industrie de la laine, était pratiqué au moyen de cardes dans lesquelles devaient être insérées des milliers de dents de fer ; dans les années 1820 et 1830, ce travail était exécuté par des enfants au tarif de 1 500 ou 1 600 pour un demi-penny, « et, [peut-on lire à propos d'un village de confection du West Riding] dans presque toutes les chaumières, de petits ouvriers, à peine capables de marcher, rompaient la monotonie de cette tâche fastidieuse en imaginant que les dents de fer étaient des habitants du village et en annonçant chaque fois le nom de la personne représentée par la dent à insérer[30] ». Moins

29. Voir *The Book of English Trades*, 1818, p. 237-241 ; J. Nicholson, *The Operative Mechanic and British Machinist*, 1829 ; J.B. Jefferys, *The Story of the Engineers*, 1945, p. 9-18, 35 *sq.* ; *First Report from Select Committee on Artizans and Machinery*, 1824, p. 23-27 ; J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 151-157, 550 ; Thomas Wood, *Autobiography*, Leeds, 1856, p. 12 et *passim*. Voir aussi W.H. Chaloner, *The Hungry Forties : A Re-Examination*, Historical Association, 1957 ; l'auteur suggère imprudemment que les bonnes conditions dont bénéficiaient les ouvriers qualifiés chez Hibbert et Platt étaient plus représentatives des « années quarante » que les mauvaises conditions des tisserands sur métier à bras.

30. Frank Peel, « Old Cleckheaton », *Cleckheaton Guardian*, janvier-avril 1884.

de cinquante ans plus tard, des inventions successives dans le mécanisme d'insertion des cardes permirent au petit syndicat des cardeurs et des élargisseurs d'accéder à une position privilégiée au sein de l'« aristocratie » de l'industrie de la laine.

Mais, lorsque nous suivons l'histoire d'industries particulières et que nous assistons à la montée de nouveaux métiers, alors même que d'autres sont en déclin, il ne faut pas perdre de vue le fait suivant : l'ancien métier et le nouveau profitaient presque toujours à des personnes différentes. Les industriels, au cours de la première moitié du XIX^e^ siècle, ont plus particulièrement encouragé les innovations qui leur permettaient de se passer des ouvriers d'âge adulte et de les remplacer par une main-d'œuvre féminine et enfantine. Même lorsqu'une activité ancienne était remplacée par un nouveau procédé nécessitant une habileté égale ou supérieure, il est bien rare de voir les mêmes ouvriers passer de l'une à l'autre, ou d'une production domestique à une production industrielle. L'insécurité et l'hostilité à l'égard du machinisme et des innovations ne furent pas la conséquence d'un pur et simple préjugé et (comme le laissaient alors entendre les autorités) d'une connaissance insuffisante de l'« économie politique ». Le tondeur ou le peigneur de laine savait bien que, si les nouvelles machines pouvaient offrir un emploi de travailleur qualifié à son fils ou au fils de quelqu'un d'autre, il n'avait, quant à lui, rien à en attendre. Les fruits de la « marche du progrès » semblaient toujours récoltés par quelqu'un d'autre.

Nous verrons tout cela plus clairement quand nous examinerons le luddisme. Mais nous n'avons fait, jusqu'à présent, qu'étudier les aspects périphériques du problème ; car l'insécurité qui menaçait les professions mentionnées ne faisait que refléter l'insécurité générale qui menaçait toutes les qualifications pendant cette période. La notion même d'emploi régulier – même lieu de travail pendant un certain nombre d'années, horaire régulier et salaire fixe – est anachronique. Nous avons vu que le problème, dans l'agriculture, était celui d'un demi-emploi chronique. Le problème était le même dans la plupart des industries et, de façon générale, dans les villes. L'ouvrier qualifié – qui était passé par l'apprentissage, possédait ses propres outils

et travaillait toute sa vie dans le même métier – était minoritaire. C'est un fait bien connu que, dans les premières étapes de l'industrialisation, les villes en expansion attirent une main-d'œuvre déracinée et émigrante de tout genre ; cela se produit encore de nos jours en Afrique et en Asie. Même les ouvriers établis passent rapidement par une succession d'emplois. Et les séries de salaires établies à partir de la rémunération des emplois qualifiés ne rendent pas compte de la réalité, qui se trouve exprimée dans sa difficulté, et sans chiffres à l'appui, par ce récit dans lequel un chartiste du Yorkshire évoque son adolescence et sa jeunesse, de la fin des années 1820 aux années 1840 :

> Les jours de classe de Tom Brown n'auraient eu pour moi aucun charme, étant donné que je ne suis pas allé à l'école un seul jour de ma vie ; dès mon plus jeune âge, il me fallut travailler, et on me sortait du lit entre quatre et cinq heures l'été pour faire à dos d'âne un mile et demi, et puis aider à traire les vaches ; et le soir il me fallait de nouveau traire, et je n'avais pas fini avant huit heures. Après quoi, je travaillais dans un atelier de cardage, et là il me fallait mettre 1 500 dents pour un demi-penny. De 1842 à 1848, je ne parvins pas, en moyenne, à faire 9 shillings par semaine ; il était difficile de trouver du travail alors, et les salaires étaient très bas. J'ai été tisseur de laine, peigneur, terrassier aux chemins de fer et ouvrier carrier, et j'estime en connaître un bout sur la situation des classes ouvrières[31].

Des faits attestent l'aggravation du problème au cours des années 1820 et 1830, et jusqu'aux années 1840. En effet, alors que les salaires évoluaient lentement mais favorablement par rapport au coût de la vie, la proportion des ouvriers sous-employés de façon chronique évoluait défavorablement par rapport au nombre de ceux qui avaient un emploi à temps complet. Henry Mayhew, qui consacra un chapitre de sa grande étude sur les pauvres de Londres au problème du travail occasionnel, comprit que c'était là le fond du problème :

31. B. Wilson, *The Struggle of an Old Chartist*, Halifax, 1887, p. 13.

> Dans presque toutes les activités, il y a [...] *des travailleurs en surnombre*, et ce simple fait contribuerait à donner un caractère occasionnel plutôt que régulier à l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers. Dans l'ensemble des métiers, les proportions sont les suivantes : un tiers travaille à temps complet, un tiers à temps partiel, et un tiers est au chômage pendant toute l'année[32].

Mayhew fut incontestablement le plus grand observateur social du milieu du siècle. Ironique, détaché et cependant compatissant, il sut détecter toutes les particularités et bizarreries que les statistiques ne mettent pas en lumière. À une époque d'investigations et de chiffres, il rechercha les faits que l'on avait oubliés : il écrivit consciencieusement à contre-courant des écoles orthodoxes de son temps, découvrant d'autres « lois » exorbitantes de l'économie politique – « sous-paiement entraîne surmenage », et « surmenage entraîne sous-paiement ». Il savait que, lorsqu'un vent d'est fermait l'accès de la Tamise, 20 000 ouvriers du port étaient soudain réduits au chômage. Il connaissait les fluctuations saisonnières du commerce du bois de construction et celles des fabricants de chapeaux, et encore celles des pâtissiers. Il se donna la peine de découvrir le nombre d'heures et de mois par an où les éboueurs ou ceux qui transportaient les ordures dans des charrettes étaient effectivement employés. Il organisa des réunions de travailleurs dans les branches d'activité qu'il étudiait et nota l'histoire de leur vie. Si (comme l'a laissé entendre T.S. Ashton) la controverse sur le niveau de vie revient en définitive à « deviner » quel groupe s'accroissait le plus : ceux « qui pouvaient partager les profits du progrès économique » ou « ceux qui n'y avaient pas accès » ; alors, ce que devine Mayhew mérite toute notre attention.

L'estimation de Mayhew apparaît sous cette forme :

32. H. Mayhew, *op. cit.*, II, p. 338. Les parties de l'œuvre de Mayhew dont je me suis très largement inspiré dans les quelques pages qui suivent des tailleurs, des cordonniers et des fabricants de bottes, et firent l'objet d'articles dans *The Morning Chronicle*, 1849, et *London Labour and the London Poor*, II, p. 335-382, III, p. 231 *sq.*

> [...] estimant que les classes ouvrières comptent 4 à 5 millions d'individus, je pense que l'on peut affirmer à coup sûr – compte tenu du fait que beaucoup, en matière d'emploi, sont dépendants de la durée des saisons, des modes et des accidents, et de la quantité énorme de travail en sus et de travail bâclé que l'on rencontre dans presque toutes les activités mal payées [...] du nombre de femmes et d'enfants qui sont continuellement incorporés dans les différents métiers en vue de réduire les gains des hommes, du remplacement de la main-d'œuvre humaine par des machines [...] compte tenu de tout cela, je crois pouvoir conclure sans risque d'erreur que [...] il y a à peine suffisamment de travail pour assurer l'emploi régulier de la moitié de nos ouvriers, de sorte que seulement 1 500 000 sont employés en permanence et à plein temps, alors que 1 500 000 sont employés seulement à mi-temps et que les 1 500 000 qui restent en chômage obtiennent occasionnellement une journée de travail au détriment de certains des autres[33].

Il n'en demeure pas moins qu'il ne s'agit là que d'une supposition, d'une tentative pour saisir, dans sa traduction statistique, la complexité de la réalité londonienne. Mais elle s'appuie sur d'autres faits ; en particulier, Mayhew constate que, « en règle générale [...] les ouvriers membres de l'association de chaque métier constituent environ un dixième de l'ensemble[34] ». Leurs salaires étaient déterminés par la coutume et entérinés par le syndicat ; ceux des autres ouvriers étaient « déterminés par la concurrence ». À Londres, dans les années 1840, existait une distinction très nette entre les activités « dignes » et « indignes » d'un même métier ; et les métiers pour lesquels cette division s'appliquait étaient ceux d'ébéniste, de charpentier et menuisier, de fabricant de bottes et de chaussures, de tailleur et autres métiers de l'habillement, ainsi que les métiers du bâtiment.

33. H. Mayhew, *op. cit.*, II, p. 364, 365. Cf. *Mechanic Magazine*, 6 septembre 1823 : « Il est évident que la raison pour laquelle la moitié de notre peuple est sans travail est que l'autre moitié travaille deux fois plus qu'elle ne le devrait. »

34. Compte tenu des faits que Mayhew présente par ailleurs, concernant les ébénistes et les tailleurs, cette affirmation semble excessive : un cinquième ou un sixième serait plus proche de la réalité.

Les activités dignes comprenaient toutes celles qui étaient liées aux articles de luxe et de qualité ; les autres, qui étaient légion, comprenaient les activités liées à la fabrication d'articles « bon marché et de mauvais aloi » : confection, meubles de pacotille ou de série, boîtes à ouvrage vernies et miroirs à bon marché, sous-traitance (par de « petits entrepreneurs ») pour la construction d'églises, travail à l'entreprise pour l'armée ou le gouvernement.

Dans certains des métiers que citait Thomas Large comme étant à la fois organisés et hautement rémunérés en 1812, on constate une sérieuse dégradation du statut et du niveau de vie de l'artisan au cours des trente années suivantes. La dégradation des métiers revêtit de nombreuses formes et ne se produisit en certains cas qu'après un violent conflit ; elle ne commença parfois que dans les années 1830. Lorsque William Lovett, qui avait été apprenti cordier à Penzance, se rendit à Londres en 1821 et – ne trouvant aucun emploi dans son métier – chercha du travail comme charpentier ou ébéniste, la distinction entre métiers dignes et indignes n'était pas aussi marquée. Le fait de ne pas avoir été apprenti pesa lourdement contre lui, mais, après une expérience dans un atelier où le travail n'était pas digne, et des expériences plus fâcheuses encore lorsqu'il essaya de colporter ses propres produits, il obtint finalement un emploi dans un grand atelier d'ébénisterie. Quand on découvrit qu'il n'avait pas été apprenti, les hommes

> parlèrent de « m'envoyer la mère Shorney » : c'est un terme d'argot du métier qui signifie vous retirer vos outils, abîmer votre travail et vous embêter jusqu'à vous faire partir [...] Aussitôt [...] que je compris leurs sentiments, [...] je jugeai bon de les réunir pour leur exposer mon cas. Lorsqu'on veut tenir une assemblée de ce genre, il faut d'abord envoyer chercher une bonne quantité de boisson (en général un gallon de bière) puis il faut frapper le marteau et la presse à main l'un contre l'autre, ce qui produit un bruit semblable à celui d'une cloche : cet appel est une invitation pour tout l'atelier à se réunir autour de votre banc. Un président est alors désigné et l'on vous demande de présenter votre affaire.

L'explication que fournit Lovett de ses difficultés contenta les hommes : « Mais la boisson que me réclamaient certains d'entre eux pour

m'avoir montré la façon de faire tel ou tel travail particulier, ainsi que les sommes à verser pour amendes et comptes d'atelier s'élevaient souvent à 7 ou 8 shillings par semaine, qui venaient en déduction sur mon salaire d'une guinée [35]. » Dix ou vingt ans plus tard, il n'avait pas réussi à trouver un emploi dans un atelier respectable ou un groupe de compagnons : la toute-puissante Société des ébénistes (dont Lovett lui-même devint président) avait consolidé la position de ses membres dans les branches des articles de qualité et fermé ses portes à la grande foule de ceux qui n'avaient pas fait d'apprentissage ou qui n'étaient qu'à moitié qualifiés ; lesquels se pressaient au-dehors. Dans le même temps, la profession indigne avait essaimé un peu partout[36] : des intermédiaires avaient érigé des « abattoirs » ou gigantesques entrepôts de meubles, et de pauvres « ouvriers en chambre », à Bethnal Green et Spitalfields, employaient leurs propres enfants et des « apprentis » à la fabrication de chaises et de meubles de mauvaise qualité qui étaient vendus aux entrepôts à des prix dérisoires. Des ouvriers encore plus infortunés achetaient ou amassaient petit à petit du bois pour faire des boîtes à ouvrage ou des tables de jeu, qu'ils colportaient dans les rues ou vendaient au rabais dans des boutiques de l'East End.

L'histoire de chaque métier est différente. Mais on peut esquisser les grandes lignes d'un modèle général. Alors que l'on suppose généralement que les niveaux de vie baissèrent lorsque les prix augmentèrent au cours des années de guerre (et cela est sûrement vrai pour les manœuvres, tisserands et ouvriers n'appartenant à aucune organisation), la guerre stimula néanmoins de nombreuses industries et contribua à développer l'emploi à plein temps. À Londres, l'ar-

35. W. Lovett, *Life and Struggles in Pursuit of Bread, Knowledge and Freedom*, éd. de 1920, I, p. 31, 32. Pour ce qui est des vieilles coutumes : « *footing* » et « *maiden garnish* » (le nouvel ouvrier ou apprenti doit offrir des boissons à tout l'atelier), voir J.D. Burn, *A Glimpse of the Social Condition of the Working Class*, s.d., p. 39, 40.

36. H. Mayhew, *op. cit.*, III, p. 231, indique de 600 à 700 hommes appartenant à l'association, et de 4 000 à 5 000 n'en faisant pas partie.

senal, les chantiers navals et les docks étaient actifs, et d'importants contrats furent passés avec le gouvernement pour l'habillement et l'équipement des troupes. Birmingham prospéra de la même façon jusqu'au Blocus continental. Pendant les dernières années de la guerre, les mesures de restriction en matière d'apprentissage perdirent de leur rigueur, tant en fait qu'en droit, jusqu'à l'abrogation des clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain des artisans, en 1814. Les artisans, selon leur position, réagirent vigoureusement à cette menace. Il faut se souvenir qu'à l'époque l'instruction était peu répandue et qu'il n'y avait ni instituts ni collèges techniques, et que la presque totalité de l'art ou du « mystère » d'un métier était transmise par les leçons et l'exemple donnés dans l'atelier par le compagnon à l'apprenti. Les artisans considéraient ce « mystère » comme leur *bien propre* et affirmaient leur droit absolu à l'« usage et la jouissance discrets et exclusifs de leurs [...] arts et métiers ». De sorte que se forma non seulement une opposition à l'abrogation, mais aussi un « conseil des nouveaux métiers » à Londres, et une pétition rassembla soixante mille signatures sur le plan national pour exiger le *renforcement* des lois sur l'apprentissage[37] ; les associations en sortirent renforcées, au point que certains artisans de Londres se trouvèrent dans une position relativement solide au sortir des guerres.

Mais c'est ici que les histoires des divers métiers commencent à diverger. La pression de la marée d'ouvriers non qualifiés aux portes des ateliers se manifesta de différentes façons et avec une violence variable. La démarcation entre activités dignes et indignes remontait, pour certains métiers, au XVIII[e] siècle[38]. On peut expliquer de diverses manières le fait que le métier digne ait maintenu ses positions en

37. Voir T.K. Derry, « Repeal of the Apprenticeship Clauses of the Statute of Apprentices », *Econ. Hist. Review*, III, 1931-1932, p. 67. Voir aussi *infra*, p. 679-680.

38. Dorothy George compte les « maîtres en chambre » (*garret-masters* et *chamber-masters*) au nombre des fabricants de pièces d'horlogerie et des fabricants de chaussures : voir *London Life in the Eighteenth Century*,

dépit de cette menace permanente. Une grande partie du commerce, au XVIII[e] siècle, portait sur les articles de luxe, pour lesquels un travail de qualité était nécessaire, qui ne pouvait être fourni par une main-d'œuvre surexploitée. De plus, aux époques de plein emploi, le métier indigne, quand il était pratiqué à petite échelle, pouvait offrir des conditions supérieures à celles dont jouissaient les compagnons organisés. Ainsi, le *Gorgon* notait en 1818, au sujet des lunetiers et des fondeurs typographes, qu'il s'était développé

> une petite classe d'artisans appelés *maîtres en chambre*, qui non seulement vendent leurs produits meilleur marché que ceux du gros capital et qui pratiquent le métier sur une plus grande échelle, mais qui, de plus, paient des salaires plus élevés à leurs employés. Et c'est vrai, croyons-nous, de tous les métiers [...][39].

Cette démarcation sépare les tailleurs « Flint » et les tailleurs « Dung »[40], également les fabricants de chaussures pour femmes, militants et bien organisés, d'une part, et les travailleurs de l'industrie de la chaussure et de la botte pour hommes, d'autre part. Les fabricants de chaussures des deux groupes furent néanmoins parmi les premiers à ressentir tout l'effet de l'afflux de main-d'œuvre « illégale ». La position des fabricants londoniens fut affaiblie par la croissance de la grande industrie de la botte et de la chaussure du Northamptonshire et du Staffordshire, fondée sur le travail à domicile [41]. Des incidents qui émaillèrent l'histoire des fabricants

---

p. 172-175, 197, 198 ; voir aussi E.W. Gilboy, *Wages in Eighteenth-Century England*, Cambridge, Mass., 1934.

39. *Gorgon*, 21 novembre 1818.

40. Le mot *flint*, qui signifie « silex », fait référence aux exigences inflexibles des premiers en matière salariale ; tandis que le mot *dung*, qui signifie « crottin », fait référence au caractère « indigne » du travail des seconds (*NdT*).

41. Voir J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 167-170 ; M.D. George, *op. cit.*, p. 195-201 ; A. Fox, *History of the National Union of Boot and Shoe Operatives*, Oxford, 1958, p. 12, 20-23. Pour ce qui est des règles organisant

de chaussures de Londres, Allen Davenport, socialiste spencéen, rapporte ceci :

> C'est en 1810 que je commençai à travailler pour le compte de M. Bainbridge, et c'est alors que j'assistai pour la première fois à une réunion d'atelier, car tous ceux dans lesquels j'avais travaillé jusqu'alors n'étaient en liaison avec aucun groupe [...] peut-être les jugeait-on trop insignifiants [...] je fus aimablement reçu par les membres de la cinquième division des ouvriers féminins [c'est-à-dire fabricants de chaussures de femmes] qui tenaient alors une session au *York Arms*, à Holborn ; et, en peu de temps, je devins délégué. [...] De l'époque où je devins membre jusqu'en 1833, les ouvriers acquirent une grande importance en leur qualité de membres et une augmentation considérable de leurs moyens financiers. À une certaine époque, nous avions quatorze divisions à Londres ; en plus, nous étions en liaison, grâce à une correspondance bien établie, avec la représentation du métier dans chaque cité et ville de quelque importance à travers tout le royaume. Mais c'est vers cette époque-là que la profession entama un procès contre un maître qui avait employé un homme de façon illégale et refusait de lui donner son congé. La cause fut plaidée par deux hommes intelligents parmi nos compagnons de travail et par un avocat devant la Cour du Banc du roi. [...] Nous eûmes gain de cause, mais le procès coûta à la profession 100 livres : ce fut de l'argent jeté par les fenêtres, étant donné que presque immédiatement après fut abrogée la loi d'Élisabeth qui déclarait illégal pour un maître d'employer un homme dans notre métier s'il n'avait pas été apprenti, et la profession fut ouverte à tous.

Au printemps 1813, le syndicat se mit en grève pour exiger une liste détaillée des tarifs : « Chaque demande individuelle fut satisfaite, et nous retournâmes tranquillement à notre travail » :

> Mais quelques-uns parmi les membres les plus ardents, fiers du succès de notre dernière grève, allèrent jusqu'à proposer quelques semaines plus tard une nouvelle grève. [...] Cette arrogance provoqua une crise dans

---

les compagnons fabricants de chaussures et de bottes, voir A. Aspinall, *op. cit.*, p. 80-82.

> la profession ; les maîtres, qui jusqu'alors n'étaient pas regroupés en association et ne se connaissaient même pas, prirent peur, se réunirent, formèrent une association et, grâce à leur organisation, firent échec à la grève ; les hommes furent vaincus et dispersés aux quatre vents, et des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants connurent d'extrêmes privations au cours de l'hiver qui suivit. Cette grève fatale marque pour moi le déclin du pouvoir des ouvriers et le début du despotisme des maîtres fabricants de chaussures[42].

On peut avoir une idée de l'amertume qu'engendra cette lutte des fabricants de chaussures, si l'on mesure le radicalisme extrême de beaucoup des membres de cette profession tout au long des années d'après-guerre. Les ouvriers employés à la fabrication de chaussures de femmes se cramponnèrent à leur position durant les années d'essor économique, en 1820-1824 ; mais la récession de 1826 mit brutalement à nu leur faiblesse. Les hommes appartenant à une organisation étaient entourés de vingtaines de petits ateliers « indignes » où les chaussures étaient fabriquées par des « cordonniers » ou « raccommodeurs » à 8 pence ou 1 shilling la paire. Au cours de l'automne 1826, plusieurs de leurs membres passèrent en justice pour attentats et violences au cours d'une grève qui s'était prolongée pendant sept semaines ou plus ; un syndicaliste fut accusé d'avoir dit à un « jaune » qu'il « devrait avoir la gorge tranchée pour son travail au rabais[43] ». Mais les ouvriers de la chaussure et de la botte réussirent cependant à conserver une organisation nationale et, durant la grande vague syndicaliste de 1832-1834, les travailleurs à domicile du Northamptonshire et du Staffordshire rejoignirent la lutte pour « des salaires égaux[44] ». Il fallut la destruction du syndicalisme général, en 1834, pour qu'ils soient finalement privés du statut d'artisan.

Les tailleurs le conservèrent jusqu'à une date assez avancée. Leur

42. *Davenport's Life*, réimprimé dans *National Co-Operative Leader*, 1861. Je suis reconnaissant à M. Roydon Harrison d'avoir attiré mon attention sur cette source.

43. *Trades Newspaper*, 10 septembre, 10 décembre 1826.

44. Voir *infra*, p. 562, pour l'organisation à Nantwich.

syndicat peut être pris comme exemple de syndicat artisanal quasi légal[45]. En 1818, Francis Place publia à leur propos le compte rendu le plus complet en notre possession. En s'associant, les tailleurs de Londres avaient réussi à obtenir une augmentation de leurs salaires au cours de la guerre, encore que ceux-ci fussent probablement en léger retard sur la progression du coût de la vie. Voici les chiffres donnés par Place (ils représentent une moyenne) : 1795, 25 shillings ; 1801, 27 shillings ; 1807, 30 shillings ; 1810, 33 shillings ; 1813, 36 shillings. À chaque accroissement, les maîtres durcissaient leur position : « Pas un shilling ne fut obtenu, dans toutes ces années, sans contrainte. » Dans les divers « locaux » des distingués tailleurs « Flint », on tenait des registres où étaient inscrits leurs noms, et les maîtres s'en servaient pratiquement comme bureaux d'embauche[46]. « Il n'est permis à aucun homme de solliciter un emploi » – les maîtres doivent faire appel au syndicat. Le travail était alloué à tour de rôle, et le syndicat rappelait à l'ordre les hommes qui manquaient par trop d'« esprit de corps ». Les tailleurs versaient une double cotisation : la contribution la plus importante allait au paiement des indemnités, l'autre subvenait aux besoins du syndicat lui-même. La journée de douze heures était imposée, sauf aux époques de plein emploi. On prélevait des taxes sur les membres du syndicat pour soutenir les chômeurs, et des taxes spéciales pouvaient être levées pour préparer une grève, à propos de laquelle les membres ne posaient pas de questions, même lorsque le motif de la grève leur était inconnu. La direction réelle du syndicat était soigneusement mise à l'abri des poursuites judiciaires prévues par les *Combination Acts*. Chaque local avait un représentant,

45. Place considérait l'association comme, « de loin, celle qui était la plus parfaite ». Il était naturellement très bien placé pour connaître tous leurs secrets.

46. Cf. des petites annonces comme celle-ci, dans les journaux : « Pour recruter maîtres d'œuvre dans le bâtiment, s'adresser aux maisons suivantes... » (compagnons charpentiers passant des annonces dans le *Trades Newspaper*, 17 juillet 1825).

> [...] choisi par une sorte d'assentiment tacite, sans que, de façon générale, le nom de l'élu soit connu d'un grand nombre. Les représentants forment un comité, et désignent à leur tour, de façon similaire, un très petit comité qui, dans des cas très particuliers, a tous les pouvoirs [...]

« Aucune loi ne pourrait l'abattre, écrivait Place ; rien, sauf un manque de confiance parmi les hommes eux-mêmes, ne peut s'opposer à son existence. » Et, en réalité, les « Chevaliers de l'Aiguille » paraissaient extrêmement puissants, du moins jusqu'à la récession de 1826. Leur organisation pouvait être décrite à juste titre comme « quasi militaire ». Mais Place avait l'intuition de certaines faiblesses ; il explique dans son compte rendu :

> Ils sont divisés en deux classes connues sous le nom de classe des Flint et classe des Dung ; les Flint ont plus de trente bureaux, les Dung, environ neuf ou dix ; les Flint travaillent à la journée ; les Dung, à la journée ou à la tâche. Dans le passé, une grande animosité existait entre eux, les Dung travaillant généralement pour des salaires inférieurs ; mais, ces dernières années, il n'y a pas eu de grandes différences entre les salaires [...] et, à l'occasion de quelques-unes des toutes dernières grèves, ils ont généralement fait cause commune.

On peut voir là une tentative remarquable pour intégrer le métier indigne à l'organisation syndicale du métier digne. Place estimait qu'il y avait, en 1824, un Dung pour trois Flint ; mais les Dung travaillaient un nombre d'heures considérable et se faisaient aider par leur famille. Au début des années 1830, le flot de la production à bon marché et de série ne pouvait plus être contenu. En 1834, finalement, les « Chevaliers » perdirent leurs privilèges à la suite d'un terrible conflit où vingt mille d'entre eux se mirent en grève pour défendre l'« égalité des salaires »[47].

47. *Gorgon*, 26 septembre, 3 et 10 octobre 1818 ; *First Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 45, 46 ; Cole et Filson, *op. cit.*, p. 106, 107 ; [T. Carter], *Memoirs of a Working Man*, 1845, p. 122-124. Pour la grève de 1834, voir G.D.H. Cole, *Attempts at General Union*, 1953. Pour

John Wade pouvait encore dire, en parlant des tailleurs de Londres de 1833, qu'« ils jouissaient d'une rémunération plus élevée que celle de la majorité des travailleurs de la métropole ». De fait, il les citait comme exemple d'artisans qui, par la force de leur association, « avaient renforcé leurs intérêts contre les intérêts du public et des autres travailleurs[48] ». Mais, quand Mayhew commença son enquête pour le *Morning Chronicle* en 1849, il cita les tailleurs comme le pire exemple d'exploitation des travailleurs pour une production « bon marché et de mauvaise qualité ». Sur les 23 517 tailleurs de Londres, en 1849, 2 748 étaient, d'après l'estimation de Mayhew, maîtres tailleurs indépendants. Parmi les autres, 3 000 étaient compagnons et exerçaient le métier digne (contre 5 000 ou 6 000 en 1821), et 18 000 exerçaient le métier indigne et dépendaient entièrement de gros intermédiaires pour gagner leur vie dans la confection ou les « frusques ».

Il ne faudrait pas croire que les conditions de travail à Londres fussent exceptionnelles, encore que Londres fut l'Athènes des artisans. Et il est important de remarquer que l'exploitation des travailleurs est une réalité que n'indiquent pas les tableaux de salaires établis à partir des rémunérations des hommes organisés en association dans la branche digne du métier. Cela résulte à la fois de la suppression des conventions et restrictions coutumières et de l'affaiblissement des syndicats. Il est exact que les métiers « artisanaux » traversèrent deux périodes critiques de conflits. La première se situe en 1812-1814, quand les réglementations sur l'apprentissage furent abolies. Les métiers, comme ceux de fabricant de chaussures et de tailleur, qui étaient déjà fortement organisés en unions ou syndicats, purent, dans une certaine mesure, défendre leur position après l'abrogation, par des grèves et autres formes d'action directe, bien qu'au cours des mêmes années les maîtres aient agi de façon plus concertée. Mais le maintien de formes d'organisation exclusives, au cours des années 1815-1830, ne fit que renforcer la menace qui pesait sur ces

---

ce qui est de l'antagonisme entre chapeliers organisés et *corks* (« activité indigne »), voir J.D. Burn, *op. cit.*, p. 41, 42, 49, 50.

48. J. Wade, *History of the Middle and Working Classes*, 5e éd., 1835, p. 293.

sociétés. Les « illégaux » n'étaient écartés des tâches honorables que pour aller grossir les rangs de ceux qui, à l'extérieur, travaillaient dans la branche « indigne » de la profession et ne faisaient partie d'aucune organisation. La seconde période critique s'étend de 1833 à 1835 – période où la grande vague syndicaliste fut à son apogée et où des efforts furent entrepris pour « égaliser » les conditions et diminuer le nombre d'heures de travail dans les activités dignes, ainsi que pour supprimer le travail indigne. Ces efforts (notamment ceux des tailleurs de Londres) non seulement échouèrent face aux forces conjuguées des employeurs et du gouvernement, mais conduisirent à une détérioration temporaire de la position des compagnons. Le spécialiste d'histoire économique devrait considérer les Martyrs de Tolpuddle et les grandes fermetures d'usines de 1834 comme aussi lourds de conséquences pour le monde du travail que l'affirmaient les radicaux et les syndicalistes de l'époque[49].

Mais ce conflit entre artisans et gros employeurs n'est qu'un aspect du tableau d'ensemble de l'exploitation. Les activités indignes se multiplièrent avec le remplacement des petits maîtres (qui employaient quelques compagnons et apprentis) par de grandes manufactures ou par des intermédiaires (qui employaient des travailleurs à domicile ou qui organisaient la sous-traitance), avec la disparition de toute mesure efficace de protection de l'apprentissage (à l'exception de l'îlot d'activités dignes) et l'afflux de main-d'œuvre féminine et enfantine non qualifiée, avec l'extension du nombre d'heures de travail par semaine et du travail le dimanche ; et avec l'écrasement des salaires, des tarifs du travail à la pièce et des prix de gros. La forme et l'étendue de cette dégradation sont étroitement liées aux conditions matérielles des différentes branches d'activité : coût des matières premières, outillage, qualifications exigées, conditions favorables ou défavorables à l'existence de syndicats, nature du marché. Ainsi, les travailleurs sur bois et les fabricants de chaussures pouvaient se procurer les matériaux dont ils avaient besoin à bon marché ; ils possédaient leurs propres

49. Le meilleur compte rendu – quoique encore incomplet – de cette seconde période se trouve chez G.D.H. Cole, *Attempts at General Union, op. cit.*

outils, de sorte que l'artisan sans emploi s'installait comme « maître en chambre » indépendant, faisait travailler sa propre famille – et parfois d'autres enfants – sept jours sur sept et colportait ses produits pour son propre compte. Les charpentiers, dont le travail supposait une installation plus coûteuse, étaient condamnés à travailler dans des « antres » où, à un rythme épuisant, ils produisaient de la pacotille sous la surveillance étroite d'un contremaître, et où celui qui ne suivait pas le rythme était mis à la porte. Les ouvriers tailleurs, qui ne pouvaient que très rarement acheter leur tissu, dépendaient entièrement d'intermédiaires qui concédaient un travail sous-payé. La couture, métier notoirement sous-payé, était exercée par des ouvrières travaillant à la journée (souvent venues de la campagne ou de petites villes) dans des ateliers liés par contrat à de gros établissements. L'ouvrier du bâtiment, qui ne pouvait ni acheter ses briques ni colporter une partie de la cathédrale le long des rues, était à la merci du sous-traitant ; même les compagnons qualifiés s'attendaient à être débauchés pendant les mois d'hiver ; et ces deux catégories de travailleurs essayaient fréquemment d'échapper à leur sort en faisant de la construction spéculative directe – « le terrain, comme le dit Clapham, loué à tout hasard, les matériaux obtenus à crédit, un prêt hypothécaire obtenu sur la maison à moitié construite, avant même qu'elle ne soit vendue ou louée, et un gros risque de faillite[50] ». Par ailleurs, le carrossier, le charpentier des chantiers navals ou l'ouvrier métallurgiste, qui ne possédaient pas d'outils et n'achetaient pas les matériaux, étaient néanmoins mieux placés, en raison du caractère même de leur travail et de la rareté de leurs qualifications, pour conserver ou étendre la protection syndicale.

Un effondrement similaire du statut de l'artisan se produisit dans les centres provinciaux plus anciens. Toutefois, la situation est assez complexe pour défier les généralisations. D'une part, l'industrie de la chaussure et de la botte de Stafford et du Northamptonshire avait depuis longtemps perdu son caractère artisanal et fonctionnait sur la base du travail à domicile, alors que

50. J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 174.

les fabricants de chaussures de Londres essayaient encore de tenir le métier indigne à l'écart. D'autre part, la spécialisation extrême de l'industrie de la coutellerie de Sheffield – ajoutée aux traditions politiques et syndicales extrêmement fortes de travailleurs qui avaient été les jacobins les plus constants – avait conduit à maintenir le statut de l'ouvrier qualifié dans un monde en demi-teintes où existait encore une certaine indépendance : il travaillait pour un marchand et quelquefois pour plus d'un, louait sa force motrice à une « roue hydraulique publique » et souscrivait à une liste de tarifs stricte. En dépit de la loi des couteliers de Sheffield (1814) – qui abrogeait les restrictions qui avaient limité le métier aux maîtres et qui laissait une situation dans laquelle « toute personne pouvait exercer l'un des métiers figurant dans la corporation sans être maître et pouvait prendre sous ses ordres un certain nombre d'apprentis à n'importe quelles conditions » –, les syndicats furent suffisamment forts – quelquefois parce qu'ils avaient recours au « sabotage » et autres formes d'intimidation – pour contenir le flot des ouvriers non qualifiés, malgré la menace constante des « petits maîtres », parfois des « illégaux » ou des compagnons travaillant à leur compte, qui cherchaient à concurrencer le métier légal[51]. Dans les industries de Birmingham, on rencontre toutes les variantes, du gros atelier, en passant par l'innombrable dédale de petits ateliers et compagnons à leur compte, activités dignes ou non, jusqu'aux travailleurs à domicile avilis, n'ayant pratiquement rien à se mettre sur le dos, dans les villages de cloutiers. Un récit daté de 1819 et provenant de Wolverhampton décrit le « maître en chambre » pendant la dépression :

> L'ordre des choses [...] est complètement changé. Maintenant, la dernière ressource du compagnon famélique est de s'installer maître ; son employeur ne peut pas lui trouver de travail susceptible de lui rapporter

51. T.A. Ward, *Peeps into tke Past*, éd. A.B. Bell, 1909, p. 216 *sq.* ; S. Pollard, *A History of Labour in Sheffield*, Liverpool, 1959, chap. II ; J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 174.

> quoi que ce soit, et il est de ce fait obligé de le renvoyer ; le pauvre diable vend alors son lit et achète une enclume, se procure un peu de fer, fabrique quelques articles qu'il colporte ensuite ici ou là [...] et en tire ce qu'il peut. [...] Auparavant, lorsqu'il était serviteur, il pouvait toucher 10 shillings par semaine ; mais il a maintenant de la chance s'il gagne 7 shillings en étant ouvrier maître[52].

Dans l'industrie du tissage du ruban à Coventry, on trouvait une autre situation intermédiaire, celle de l'ouvrier mi-travailleur à domicile, mi-artisan : les « tisserands de première main » conservaient un statut d'artisan pauvre, possédant leur propre métier coûteux et employant parfois un « ouvrier d'ouvrier », alors que les autres tisserands de la ville, employés dans des ateliers ou des fabriques, touchaient un salaire équivalent ; mais dans les villages de tisserands plus au nord se trouvait une grande réserve de tisserands à moitié chômeurs et employés à taux réduits comme travailleurs à domicile occasionnels[53].

D'un certain point de vue, on peut définir le véritable travail industriel à domicile comme celui où se sont évanouis le statut de l'artisan et les activités « dignes » :

> On peut dire que le travail à domicile de type capitaliste n'existe pleinement que lorsque le matériau appartient à l'employeur et lui revient une fois achevé le processus pour lequel le savoir-faire du travailleur à domicile est requis – la laine distribuée pour être filée, le filé de laine distribué pour être tissé, la chemise distribuée pour qu'y soient faits « coutures, gousset et rabat », la barre de fer pour revenir sous forme de clous, les membres du corps pour assembler une poupée, le cuir pour être transformé en bottes[54].

52. *New Monthly Magazine*, 1er juillet 1819, cité par S. Maccoby, *op. cit.*, p. 335. Voir aussi T.S. Ashton, « The Domestic System in the Early Lancashire Tool Trade », *Econ. Journal*, supplément, 1926-1929, I, p. 131 *sq.*

53. Voir le compte rendu lucide de J. Prest, *The Industrial Revolution in Coventry*, Oxford University Press, 1960, chap. III et IV.

54. J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 179.

Clapham estime qu'il s'agissait là de la « forme prédominante » d'organisation industrielle sous le règne de George IV ; et si, aux véritables travailleurs à domicile (tisserands sur métier à bras, fabricants de clous, la plupart des peigneurs de laine, fabricants de chaînes, quelques ouvriers de la botte et de la chaussure, tailleurs de futaine, gantiers, fabricants de dentelle au fuseau, et beaucoup d'autres), nous ajoutons les métiers « indignes » de Londres et les métiers artisanaux urbains, elle resta probablement prédominante jusqu'en 1840.

Nous examinerons plus loin le cas du tisserand, comme exemple de travail à domicile. Mais il y a quelques points généraux qui concernent tant les travailleurs à domicile que les artisans. Tout d'abord, expliquer le sort des tisserands et des fabricants de « frusques » en disant que c'est un « exemple du déclin des vieux métiers remplacés par la mécanisation » n'est pas suffisant ; et l'affirmation selon laquelle « ce n'était pas chez les employés d'usine, mais chez les ouvriers à domicile, dont les traditions et méthodes étaient celles du XVIII^e siècle, que l'on enregistrait les salaires les plus bas[55] » n'est pas davantage recevable. Ce que ces affirmations tendent à suggérer, c'est qu'il serait possible d'étudier ces conditions – liées à un ordre « ancien », préindustriel – indépendamment du véritable élan de progrès de la révolution industrielle, tandis que les caractéristiques authentiques du nouvel ordre capitaliste sont observables là où se trouvent de la vapeur, des ouvriers d'usine et des techniciens bien nourris. Mais le nombre d'ouvriers employés dans les industries où le travail s'effectuait à domicile se multiplia de façon énorme entre 1780 et 1830 – et, très souvent, *la vapeur et la fabrique furent les éléments multiplicateurs*. C'est de la fabrique textile, qui produisait le filé, et de la fonderie, qui produisait la barre à clous, que le travail de l'ouvrier à domicile dépendait. L'idéologie peut souhaiter exalter l'un et décrier l'autre, mais les faits doivent nous conduire à la conclusion que l'un et l'autre furent les composantes nécessaires d'un processus unique. Ce processus multiplia, d'abord, le nombre d'ouvriers à bras (imprimeurs d'indienne, tis-

55. F.A. Hayek et T.S. Ashton, *Capitalism and the Historians*, p. 27, 28, 36.

serands, tailleurs de futaine, peigneurs de laine), puis provoqua la disparition de leurs moyens d'existence par l'introduction de nouvelles machines. En outre, le déclin progressif des travailleurs à domicile fut rarement aussi simple que le suggère l'expression « remplacés par un processus de mécanisation » ; il fut le fait de méthodes d'exploitation similaires à celles des métiers indignes et précéda souvent la concurrence des machines. Il n'est pas vrai non plus que « les traditions et méthodes » des ouvriers à domicile « étaient celles du XVIII^e siècle ». Le seul groupe important d'ouvriers à domicile, au cours de ce siècle-là, dont les conditions annonçaient celles des travailleurs à domicile prolétaires et employés à mi-temps du XIX^e siècle, est celui des tisseurs de soie de Spitalfields ; et ce parce que « la révolution industrielle » dans l'industrie de la soie se fit avant celle que connurent les industries du coton et de la laine. En vérité, on peut dire que le travail à domicile sous-payé, à grande échelle, fit partie intégrante de cette révolution au même titre que la production industrielle et la vapeur. Pour ce qui est des « traditions et méthodes » des ouvriers de la confection exerçant un métier indigne, elles ont, bien sûr, été endémiques pendant plusieurs siècles partout où la main-d'œuvre à bon marché était abondante. Elles n'ont rien à voir, cependant, avec la condition des artisans de Londres à la fin du XVIII^e siècle.

Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que l'artisan, entre 1815 et 1840, *sentait* que son statut et son niveau de vie étaient menacés ou se détérioraient. Les innovations techniques et la pléthore de main-d'œuvre à bon marché affaiblissaient sa position. Il n'avait aucun droit politique, et le pouvoir de l'État s'exerçait, fut-ce par à-coups, pour détruire les syndicats. Comme l'a clairement montré Mayhew, non seulement le sous-paiement (dans les métiers indignes) menait au surmenage, mais il conduisait aussi à la *diminution* de l'offre de travail. C'est cette expérience-là qui sous-tend le radicalisme politique des artisans et, à un degré plus élevé encore, celui des travailleurs à domicile. Les griefs imaginaires et réels se conjuguèrent pour donner forme à leur colère – perte de prestige, dégradation économique, perte de la fierté d'être artisan, effondrement de tout espoir

d'accéder au statut de maître (comme pouvaient encore y prétendre les hommes de la génération de Hardy et de Place). Les ouvriers constitués en associations, mieux lotis certes, n'étaient pas les moins radicaux ; beaucoup de dirigeants syndicaux provinciaux et londoniens étaient issus, comme William Lovett, de cette catégorie. Ils ne devaient d'avoir conservé leur statut qu'à l'accroissement du militantisme syndical – leur mode de vie représentait une leçon permanente sur les vices de la concurrence et les vertus de l'action collective. Ils étaient témoins de la chute dans les bas-fonds (par accident, ou penchant pour la boisson) de voisins ou de compagnons de travail moins bien lotis. Ceux qui vivaient dans ces bas-fonds avaient le plus grand besoin d'une réflexion politique, mais le moins de temps à y consacrer.

Tandis que les ouvriers agricoles aspiraient à posséder la terre, les artisans, quant à eux, aspiraient à l'« indépendance ». Cette aspiration colore fortement l'histoire du radicalisme naissant de la classe ouvrière. Mais, à Londres, le rêve de devenir un petit maître (rêve intense dans les années 1790 – et encore à Birmingham dans les années 1830) s'effondra, dans les années 1820 et 1830, confronté à l'expérience des maîtres en « chambre » ou en « mansarde », dont l'« indépendance » équivalait à l'esclavage dans les entrepôts ou les magasins de confection. Cela nous aide à comprendre le succès soudain de l'owénisme vers la fin des années 1820 : les traditions syndicales et le désir d'indépendance se trouvèrent mêlés dans l'idée de pouvoir exercer un contrôle social sur les moyens de subsistance, c'est-à-dire dans l'idée d'une indépendance *collective*[56]. Quand la plupart des tentatives owénistes eurent échoué, l'artisan de Londres se battit jusqu'au bout pour son indépendance ; et, quand il y eut pénurie de cuir, de bois ou de drap, il alla grossir la populace des vendeurs de rue et colporter des lacets, des oranges ou des noisettes. Dans l'ensemble, les travailleurs des « antres » venaient de la campagne. L'artisan de Londres pouvait rarement tenir le rythme, et il ne souhaitait pas davantage devenir prolétaire.

56. Sur l'owénisme, cf. *infra*, p. 1029-1066.

Nous n'avons peut-être pas éclairci la question des indices de salaire, mais nous avons proposé une façon d'interpréter et de critiquer les indices dont nous disposons. Et, en particulier, il nous faut toujours nous demander si les chiffres renvoient à des artisans organisés ou à des travailleurs ordinaires, et quelle proportion de chaque catégorie l'on trouve dans chaque métier à une époque donnée. Certaines expériences furent communes à la plupart des métiers et des industries. Rares sont ceux qui ne souffrirent pas de la dépression qui suivit la guerre, et beaucoup se portèrent bien entre 1820 et 1825. En fait, au cours d'une période de plein emploi comme celle-là, les métiers indignes pouvaient se multiplier sans se faire remarquer pour autant, puisqu'ils ne menaçaient pas la position des artisans organisés. Les douze mois qui suivirent l'abrogation des lois sur les coalitions furent une période d'activité exceptionnelle, où la prospérité générale et un syndicalisme agressif permirent à de nombreux groupes de travailleurs d'obtenir des améliorations considérables. Au cours de l'été 1825, un rapport, publié dans le *Trades Newspaper* de la région des Potteries, reconnaissait leur situation florissante en des termes que l'on trouve rarement dans les journaux radicaux ou ouvriers de l'époque. « Il serait difficile d'indiquer une époque [...] au cours de laquelle les classes ouvrières, à l'exception des tisserands, connurent un niveau de confort supérieur. » Les Potteries avaient été noyées, au cours des huit mois précédents, sous une véritable marée de grèves :

> Dans le Staffordshire, les charpentiers furent les premiers à se mettre en grève, et puis tous les autres métiers prirent la relève à leur tour. Les mineurs savaient que les potiers ne pouvaient pas continuer sans eux, et, à partir du moment où ces derniers marquèrent un point, pas une seule pioche ne fut levée, pas un seul seau ne fut descendu. [...] Les potiers passèrent à l'attaque une deuxième fois et jouèrent leur carte avec une telle adresse qu'un travailleur ordinaire gagne maintenant 6 shillings par jour et que les compagnons les plus hautement qualifiés, et qui travaillent à la tâche, ne reçoivent pas moins de 3 livres par semaine. Même les travailleurs refusèrent obstinément de tailler ou de coudre, de repasser au carreau ou de rembourrer un col, sans connaître le pourquoi

> et le comment ; tandis que les barbiers [...] réclamaient avec fougue une augmentation de 50 % [...][57].

Beaucoup de ce qui fut gagné alors fut perdu en 1826, regagné pendant les trois années suivantes et reperdu une nouvelle fois au début des années 1830. Et c'est dans ce schéma général que s'inscrit l'histoire particulière de chacun des métiers. En général, dans les industries qui exigeaient beaucoup de capitaux, de qualification et de machines, l'artisan perdit une partie de son indépendance, mais franchit par étapes relativement faciles le pas qui fit de lui un prolétaire qualifié et même privilégié : les constructeurs de moulins devinrent ouvriers métallurgistes ; les charpentiers de navire trouvèrent des emplois qualifiés dans les nombreuses industries de constructions navales. Dans les industries où le travail pouvait être sous-traité, où l'on pouvait employer de la main-d'œuvre jeune et non qualifiée, l'artisan conserva une partie de son indépendance, mais au prix d'une insécurité toujours plus grande et d'une dégradation importante de son statut social.

C'est au profil de l'artisan que nous nous attacherons le plus quand nous reviendrons à l'histoire politique des années d'après-guerre. Nous pouvons, de ce fait, nous permettre d'être plus impressionnistes dans notre étude de ceux qui se trouvaient au-dessous de lui, dans les bas-fonds. En réalité, on sait peu de chose des ouvriers non qualifiés au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle, étant donné qu'ils n'avaient pas de syndicats et rarement de chefs pour formuler leurs griefs, et que peu de commissions parlementaires s'intéressèrent à eux, si ce n'est sous l'angle des problèmes sanitaires et de logement. L'artisan déchu avait rarement la santé physique ou la capacité suffisantes pour se lancer dans un travail ardu, semi-qualifié ou non qualifié. Ceux qui accomplissaient ces tâches se recrutaient entre eux ou s'adjoignaient des travailleurs venus de la campagne ou d'Irlande. Quelques-uns étaient bien payés pour

57. *Trades Newspaper*, 24 juillet 1825. Voir aussi W.H. Warburton, *History of T.U. Organization in the North Staffordshire Potteries*, 1931, p. 28-32.

un travail irrégulier – dans les docks, comme terrassiers ou comme manœuvres. Ceux-ci se mêlent aux travailleurs « occasionnels » et aux immigrants totalement sans emploi dans la cité, qui pouvaient en être réduits à vivre, comme le jeune William Lovett quand il se rendit pour la première fois à Londres, avec « un pain d'un penny par jour et un verre d'eau tiré à la pompe la plus commode, pendant plusieurs semaines de suite ». Lui-même et un compatriote de Cornouailles :

> [...] se levaient généralement à cinq heures et allaient chercher du travail dans divers ateliers et bâtiments jusqu'à neuf heures. Puis nous achetions un pain d'un penny et le partagions ; puis, de nouveau, nous poursuivions nos recherches jusqu'à quatre ou cinq heures de l'après-midi, heure à laquelle se terminait notre travail de la journée avec une nouvelle miche que nous partagions ; et nous nous couchions de très bonne heure, affamés et les pieds meurtris.[58]

Cette discipline pour faire durer les derniers sous était rare. L'accoutumance à l'incertitude de l'emploi, comme le savent tous ceux qui font des enquêtes sociales, décourage la prévoyance et engendre l'alternance bien connue des jours de vaches maigres et de ceux où l'on fait la fête quand on a du travail. À côté de ces travailleurs (palefreniers, balayeurs de rues, ouvriers des ports, ouvriers non qualifiés du bâtiment, charretiers, etc.), il y avait ceux pour lesquels le « travail occasionnel » était devenu un mode de vie : vendeurs de rue, mendiants et quémandeurs, pauvres, criminels occasionnels ou professionnels, l'Armée. Quelques-uns de ces vendeurs de rue étaient des commerçants prospères ; d'autres étaient d'irréductibles chapardeurs ; d'autres encore, comme les marchands ambulants, boni menteurs et chansonniers, constituent un démenti comique aux thèses sentencieuses d'Edwin Chadwick et de John Kay. On a le vertige quand on pense aux expédients grâce auxquels ces êtres humains restaient en vie : le ramassage des crottes de chien, ou la

58. W. Lovett, *op. cit.*, p. 25, 26.

vente de mouron, ou la rédaction de lettres à un ou deux sous (pour les lettres d'amour, « il faut le plus beau liséré d'or, une enveloppe de fantaisie et un Dictionnaire »). La plus grande partie des vendeurs de rue, aux environs des années 1840, connaissaient une terrible pauvreté. Si l'on en croit les statistiques, on peut se risquer à dire que le niveau de vie du criminel moyen (mais non de la prostituée) s'éleva au cours de cette période jusqu'à ce que soient mises en place des forces de police efficaces (à la fin des années 1830), étant donné que les occasions de voler dans les entrepôts, sur les marchés, les chalands, les docks et les voies de chemin de fer se multipliaient. Il est probable qu'un bon nombre d'ouvriers occasionnels trouvaient là un moyen d'augmenter leurs revenus. Le criminel professionnel authentique ou « vagabond » semble avoir connu – de son propre aveu – un niveau de vie splendide : on peut le compter au nombre des « optimistes ». Le niveau de vie de la fille mère, sauf dans des régions comme celle du Lancashire où l'emploi féminin ne manquait pas, baissa probablement : elle avait péché, non seulement contre Wilberforce, mais aussi contre Malthus et les lois de l'économie politique.

C'est l'époque où le sort d'une veuve, mère de six enfants de cinq à quinze ans, dans une ville industrielle, pouvait être considéré comme enviable ; et où un mendiant aveugle était un « aristocrate » de la fraternité des vagabonds, en compagnie duquel ceux qui avaient bonne vue et bonne santé cherchaient à voyager pour tirer parti de ses recettes. « Un aveugle peut trouver des guides n'importe où, parce qu'ils savent qu'ils gagneront à coup sûr quelque chose », disait le marchand de lacets aveugle à Mayhew. À descendre de dépôt de mendicité en dépôt de mendicité, depuis son Northumberland natal, et à « apprendre toutes les combines » de la mendicité, « je suis devenu de plus en plus satisfait de la vie et j'en suis venu à me demander comment on pouvait bien suivre une autre voie ». Enfin, à son arrivée à Londres, « comme je parcourais les rues [...] je ne savais pas si je marchais le long des rues ou si elles me portaient[59] ».

59. H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 452.

Dans le groupe des optimistes, il y avait aussi parmi eux les « bonimenteurs », passés maîtres en leur art, qui possédaient autant de déguisements qu'un acteur et qui changeaient de chansons suivant la conjoncture, endossant le malheur des autres – le « respectable commerçant ruiné », le « corsaire indigent », l'« ouvrier renvoyé », les « marins à la barrière de péage » :

> Je [...] me faisais passer pour un marin du *Shallow*, en vareuse et caleçon ou pantalon en loques. Nous formions une bande de quatre. On gagnait bien notre vie, sans plus : de 16 shillings à 1 livre par jour pour les quatre. Nous appelions tous ceux qui arrivaient – déchargeurs et autres – capitaines de vaisseau. « Eh bien, mon noble capitaine de vaisseau, disions-nous, envoie-nous une petite bordée de ton coffre de bâbord, pour nous, les mâtins de Nelson » ; [...] Le *Shallow* est devenu si connu à Londres que les recettes ont commencé à décliner, et j'ai quitté la marine de terre. Les naufrages étaient si fréquents dans les rues, voyez-vous, que les gens n'y prêtaient plus attention [...][60].

Les imposteurs, qui étudiaient le marché et étaient prompts à renouveler leur stock de souffrance pour tirer parti du marché saturé et inélastique de la compassion humaine, se portaient mieux que les authentiques misérables, trop fiers et manquant par trop d'expérience pour vendre leur malheur au meilleur prix. Dans les années 1840, on connaissait la plupart des tours des imposteurs ; à moins de connaître l'humanité comme Dickens ou Mayhew, le bourgeois voyait en chaque main tendue un signe d'oisiveté ou de tromperie. Et, en ce qui concerne le centre de Londres ou des grandes villes, il pouvait bien avoir raison, car il traversait un monde surréaliste : la main tendue pouvait bien être celle d'un trompeur ; l'homme à moitié nu dans la tempête de neige pouvait bien être en train de jouer la « comédie du tremblement » (« une bonne comédie par un temps

60. *Ibid.*, I, p. 461. Pendant quelques armées à la suite des guerres, de véritables marins sans travail constituèrent le groupe le plus important de mendiants de Londres : *Fourth Report of the Society for the Suppression of Mendicity*, 1822, p. 6.

vraiment rigoureux [...] mais une ruse qui rapporte, par jour, deux shillings de moins qu'autrefois ») ; l'enfant qui pleurnichait dans le ruisseau au-dessus d'un paquet de thé éventré, prêt à raconter une histoire de sous perdus, pouvait bien avoir été instruit par sa mère dans l'art de jouer la comédie. Le mineur qui avait perdu ses deux bras était un homme enviable, et :

> Il y a l'homme avec une très grosse jambe qui s'assied sur le trottoir et dévide une longue histoire de wagon qui lui est passé dessus à la mine. Il s'en tire très bien, remarquablement bien.[61]

Ceux qui souffraient le plus n'étaient pas là, pour la plupart. Ils restaient avec leurs enfants, dans les mansardes de Spitalfields, les caves d'Ancoats et du sud de Leeds, les villages de travailleurs à domicile. Nous pouvons être tout à fait convaincus que le niveau de vie des pauvres connut une baisse. Les trente années aboutissant à la nouvelle loi sur les pauvres de 1834 sont marquées par des tentatives répétées pour maintenir les *poor rates* au plus bas niveau, pour rogner sur les secours extérieurs ou pour inventer un nouveau style d'hospice[62]. Ce n'est pas de l'une des « bastilles » de Chadwick, mais d'un modèle plus ancien que Crabbe parle dans *The Borough* (1810) :

> Je hais cette décision ; vous et vos pairs
> Avez placé vos pauvres, vos frères infortunés,
> Là, tous dans cette bâtisse, pour y finir leurs jours,
> Dans ce palais de la misère qu'ils répugnent à voir ;
> Ce bâtiment gigantesque, ce mur infranchissable,
> Ces allées indéfiniment parcourues, cette vaste salle assourdissante,
> Cette grande pendule, dont la voix métallique marque chaque heure d'angoisse,

61. *Ibid.*, I, p. 465.

62. Voir J.D. Marshall, « The Nottinghamshire Reformes and their Contribution to the New Poor Law », *Econ. Hist. Review*, 2e série, XIII, 3 avril 1961.

> Ces portes et ces verrous, et tous ces signes du pouvoir.
> Oui, c'est une prison, parée d'un nom moins sinistre,
> Une prison que peu habitent sans crainte ni honte.

La loi de 1834, et son application ultérieure par des hommes comme Chadwick et Kay, constitue peut-être, dans toute l'histoire anglaise, l'effort le plus constant pour imposer l'idéologie la plus dogmatique au mépris de l'évidence des besoins humains. Aucune analyse du niveau de vie après 1834 n'a de sens si elle ne tient pas compte des conséquences de cet effort, lorsque des conseils d'administration de l'Assistance publique troublés essayaient tant bien que mal de mettre en application les circulaires insensées de Chadwick concernant l'abolition ou la restriction brutale des secours dans les centres industriels en crise ; et si elle ne prend pas en compte le zèle missionnaire des *assistant commissioners*, apportant les lumières doctrinaires du benthamisme malthusien au Nord empirique. La doctrine de la discipline et de l'austérité prévalut dès le départ sur celle de la « moindre acceptabilité » matérielle[63] ; il n'aurait pas été facile, même pour un gouvernement à l'imagination fertile, de créer des institutions qui puissent simuler des conditions plus pénibles que celles dans lesquelles vivaient les « maîtres en chambre », les ouvriers agricoles du Dorset, les bonnetiers et les cloutiers. Comme il était matériellement impossible d'affamer systématiquement les occupants des hospices, on adopta une politique de dissuasion psychologique : « Travail, discipline et austérité. » « Notre intention, disait un *assistant commissioner*, est de faire en sorte que les hospices ressemblent de plus en plus à des prisons » ; et un autre déclarait : « Notre objectif [...] est d'imposer à l'intérieur une discipline si sévère et si dissuasive qu'ils deviennent la terreur des pauvres et les retiennent d'y entrer. » John Kay enregistrait avec plaisir ses succès dans le Norfolk ;

63. Les conditions que connaissaient les pauvres dans les hospices après 1834 étaient à dessein « moins acceptables » que celles des travailleurs les moins bien lotis à l'extérieur.

la réduction du régime alimentaire se révéla moins efficace que l'« observation minutieuse et régulière de la routine », les exercices religieux, le silence pendant les repas, l'« obéissance immédiate », la séparation totale des sexes, la séparation des familles (même des personnes du même sexe), le travail et la claustration totale. « J'ai remarqué », notait-il, dans cet anglais bâtard et cérémonieux qui, un jour, paraîtra aussi archaïque que les poucettes de torture et le pilori,

> que la coutume qui consiste à permettre aux pauvres de garder leurs biens tant qu'ils habitent à l'intérieur des murs de l'hospice, boîtes, vaisselle, vêtements, etc., avait été maintenue [...] Je donnai donc comme directive que ces divers articles soient remis aux mains des divers gouverneurs [...] et déposés dans la resserre. En introduisant ce changement dans l'hospice de Cosford Union, M. Plum découvrit des quantités considérables de pain cachées dans ces boîtes (la preuve même de l'abondance du régime alimentaire) ainsi que du savon et autres articles volés aux réserves de l'hospice. [...] Le matin qui suivit ce changement, douze robustes femmes quittèrent la maison en disant qu'elles préféraient travailler à l'extérieur.

Ces humiliations à l'hospice ne devaient être épargnées ni aux veuves avec enfants, ni aux personnes âgées ou infirmes, ni aux malades – vociférait J. Kay à la façon d'un Chadwick –, par peur de nourrir l'imprévoyance et l'imposture, et de détruire les qualités qui font les bons travailleurs : la frugalité... la prudence... les devoirs filiaux... les efforts indépendants des travailleurs pendant leurs années de vigueur et d'activité...

Victoire notable tant pour le Dr. Kay que pour M. Plum ! Douze femmes vigoureuses rendues à la sagesse et à la frugalité (peut-être métamorphosées de pessimistes en optimistes ?) d'un seul coup ! Et cependant, en dépit de tous leurs efforts, des rapports officiels incomplets, portant sur trois mois de 1838 et préparés par 443 syndicats d'Angleterre et du pays de Galles, où les nouvelles bastilles fonctionnaient (à l'exclusion de presque tout le Lancashire et du West Riding), faisaient état de 78 536 pensionnaires

d'hospice. En 1843, ce chiffre était passé à 197 179. Le témoignage le plus éloquent que l'on puisse trouver de l'étendue de la pauvreté réside dans le fait qu'il se soit trouvé des gens pour habiter ces hospices[64].

64. Le témoignage de John Kay se trouve dans G. Cornewall Lewis, *Remarks on the Third Report of the Irish Poor Enquiry Commisioners*, 1837, p. 34, 35 ; on trouvera des rapports de pensionnaires d'hospice, 1838, dans le *Fifth Report of the Poor Law Commissioners*, 1839, p. 11, 181 ; voir aussi la correspondance de Chadwick avec le comité d'administration de l'Assistance publique de Mansfield, *Third Annual Report P.L.C.*, 1837, p. 117-119 ; *Tenth Annual Report*, 1844, p. 272. Parmi tout ce qui a été écrit concernant la loi des pauvres, le compte rendu le plus exact de la résistance qu'elle a rencontrée dans le Nord se trouve dans C. Driver, *Tory Radical*, 1946, chap. XXVI et XXVI tout particulièrement.

9

# Les tisserands

L'histoire des tisserands au XIX^e siècle est hantée par la légende des jours heureux. C'est dans le Lancashire et le Yorkshire que les souvenirs sont les plus vivaces. Mais ils prévalaient dans la plupart des régions de Grande-Bretagne et la plupart des branches du textile. Ainsi, à propos des tisseurs de bas des Midlands au cours des années 1780 :

> Quand arrivait l'époque de la fête annuelle, le fabricant de bas avait des pois et des haricots dans son joli petit jardin, et un bon tonneau de bière tout écumante.

Il avait « deux costumes, un pour la semaine et l'autre pour le dimanche, et des loisirs à revendre[1] ». À propos des tisserands du Gloucestershire :

> Leurs petites chaumières avaient un air de bonheur et de satisfaction [...] il était rare qu'un tisserand demandât du secours à la paroisse. [...] Paix et satisfaction se lisaient sur le front du tisserand[2].

Au sujet du quartier spécialisé dans le tissage de la toile à Belfast :

1. W. Gardiner, *Music and Friends*, 1838, I, p. 43 ; voir aussi M.D. George, *England in Transition*, Penguin Books, 1953, p. 63.

2. T. Exell, *Brief History of the Weavers of Gloucestershire*, cité par E.A.L. Moir, « The Gentlemen Clothiers », in H.P.R. Finberg (éd.), *Gloucestershire Studies*, Leicester, 1957, p. 247.

> [...] un quartier qui fut jadis remarquable pour l'ordre et la propreté qui y régnaient ; il se souvenait de leurs maisons blanchies à la chaux, de leurs petits jardins d'agrément et de l'allure très correcte qu'ils avaient, eux et leurs enfants, quand ils se rendaient au marché ou à quelque cérémonie religieuse. Leurs maisons étaient maintenant un amas de saleté et de misère [...][3].

Dans son ouvrage lucide et convaincant, *England in Transition*, Dorothy George a avancé l'idée quel'« âge d'or » était de façon générale un mythe. Et ses arguments l'ont emporté.

Ils ont prévalu peut-être trop facilement. Après tout, si nous mettons en place une quille symbolisant l'« âge d'or », il n'est pas difficile de la renverser. Il est bien certain que la condition des tisseurs de soie de Spitalfields au XVIII^e^ siècle n'était pas enviable. Et il est vrai que l'organisation capitaliste des industries de la laine et du peigné dans le Sud-Ouest et à Norwich donna très tôt naissance à de nombreuses formes d'antagonisme, qui se développèrent ensuite dans le Lancashire et le Yorkshire. Il est non moins certain aussi que les conditions que connurent les communautés de tisserands au XVIII^e^ siècle furent idéalisées par Gaskell dans son ouvrage capital, *Manufacturing Population of England* (1833) ; ainsi que par Engels, quand, à la suite de Gaskell, il évoqua les grands-parents des ouvriers d'usine de 1844 « menant une vie toute droite et paisible, faite de piété et de probité ».

Mais ni les conditions difficiles et les conflits qui marquent le XVIII^e^ siècle, d'une part, ni l'idéalisation du XIX^e^ siècle, de l'autre, n'épuisent le sujet. Les souvenirs restent, ainsi que des faits en abondance qui ne se laissent pas facilement interpréter. Les gains supplémentaires provenant d'une petite culture ou de simples bouts de jardin, du filage ou de l'aide à la saison des moissons, etc., sont attestés en de nombreuses régions du pays. Les édifices que nous pouvons voir encore aujourd'hui sont la preuve de la solidité de nombreux hameaux

3. Emmerson Tennant, député de Belfast à la Chambre des communes, 28 juillet 1835. Voir aussi (pour les tisseurs de soie de Spitalfields) le compte rendu de Thelwall, *supra*, p. 186.

de tisserands de la fin du XIX^e siècle dans les Pennines. L'erreur la plus communément commise aujourd'hui n'est pas celle de Gaskell ou d'Engels, mais celle de l'optimiste qui s'embrouille lorsqu'il évoque la transformation difficile et douloureuse de l'artisan en travailleur à domicile, et ce en quelques phrases réconfortantes de ce genre :

> L'opinion selon laquelle la période précédant la révolution industrielle fut une sorte d'âge d'or est un mythe. Bien des maux de l'époque industrielle à ses débuts ne furent pas pires que ceux d'une période antérieure. Les fileurs et les tisserands à domicile du XVIII^e siècle avaient été exploités par les drapiers d'une façon tout aussi impitoyable que les ouvriers d'usine furent « exploités » par les industriels dans les années 1840[4].

Parmi les diverses formes de relations tisserand-employeur que l'on rencontre au XVIII^e siècle, on peut distinguer quatre groupes : 1° le tisserand indépendant, le Silas Marner vivant dans un village ou une petite ville et qui, tout comme un maître tailleur, travaillait à la commande pour ses clients – ils étaient de moins en moins nombreux, et son cas ne nous concerne point ici ; 2° le tisserand à statut d'artisan supérieur, installé à son compte et travaillant à la pièce pour quelques maîtres de son choix ; 3° le compagnon tisserand, travaillant ou bien dans l'atelier du maître drapier, ou bien – plus fréquemment – chez lui, sur son propre métier, pour le compte d'un seul maître ; 4° le tisserand fermier ou petit propriétaire, travaillant seulement une partie de son temps au métier à tisser.

Les trois derniers groupes se recoupent, mais il est utile d'établir ces distinctions. Par exemple, au milieu du XVIII^e siècle, les industries de la mercerie et du tissu à carreaux de Manchester étaient en grande partie dans les mains d'artisans tisserands (groupe 2) et connaissaient un très haut degré d'organisation. Au fur et à mesure que l'industrie du coton se développa, dans la seconde moitié du siècle, de plus en plus

4. Introduction de W.O. Henderson et W.H. Chaloner à l'ouvrage d'Engels, *Condition of the Working Class in England in 1844*, 1958, p. XIV (trad. fr., *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Alfred Costes, 1933).

de petits fermiers (groupe 4), attirés par les salaires élevés, devinrent tisserands à temps partiel. À la même époque, l'industrie de la laine du West Riding reposait en grande partie sur de petits drapiers n'employant qu'une poignée de compagnons et d'apprentis (groupe 3) pour les seconder dans leur entreprise domestique. On peut simplifier la réalité des années 1780-1830 en disant qu'elles virent la fusion de ces trois groupes en un seul au statut considérablement affaibli – celui du travailleur à domicile prolétaire, qui travaillait chez lui, qui possédait ou louait son métier et qui tissait le filé selon les prescriptions de l'agent de l'usine ou de quelque intermédiaire. Il perdit le statut et la sécurité d'emploi auxquels pouvaient aspirer les groupes 2 et 3, et les petits revenus supplémentaires du groupe 4 : ses conditions de vie étaient totalement « indignes », dans le sens où l'entendait l'artisan de Londres.

Parmi les tisserands du Nord, les souvenirs de la perte de statut étaient liés à d'authentiques expériences et, de ce fait, mirent plus de temps à disparaître. Dans le West Country, à la fin du XVIII[e] siècle, les tisserands étaient déjà des travailleurs à domicile employés par le grand drapier qui « achète la laine, finance le filage, le tissage, le foulage, la teinture, l'affinage, l'apprêtage, etc. » et pouvait bien employer 1 000 ouvriers à ces diverses activités. Un témoin, dans le Yorkshire, opposait, en 1806, les deux systèmes. Dans le West Country,

> il n'existe pas ce que nous, dans le Yorkshire, appelons système domestique ; ce que j'appelle système domestique est le fait, pour de petits drapiers, de vivre dans des villages ou endroits isolés, avec tout l'agrément possible, et de mener à bien l'affaire avec leurs propres capitaux. [...] Si je comprends bien, à l'ouest de l'Angleterre, c'est tout à fait le contraire : pour ce qui est du fabricant, il ressemble à notre travailleur moyen d'une usine du Yorkshire, sauf qu'il vit dans une maison séparée ; dans l'Ouest, on leur distribue la laine pour qu'ils la tissent ; dans le Yorkshire, elle est la propriété de celui qui la tisse[5].

5. Cité par E.A.L. Moir, *op. cit.*, p. 226. Pour l'industrie de l'ouest de l'Angleterre, voir D.M. Hunter, *The West of England Woollen Industry*, 1910 ; et J. de L. Mann, « Clothiers and Weavers in Wiltshire during the Eighteenth Century », in L.S. Presnell (éd.), *Studies in the Industrial Revolution*, 1960.

Mais, dans l'industrie domestique du Yorkshire au XVIII^e siècle, la laine était la propriété non point du tisserand, mais du petit maître drapier. La plupart des tisserands étaient des compagnons, travaillant pour un seul drapier, et (contrairement à la vision idéalisée qui en a été donnée par la suite) ils étaient dépendants. On trouve un tableau « idyllique » de la vie du drapier dans un « Poème décrivant les mœurs des drapiers, écrit aux alentours de l'année 1730[6] ». Les tisserands (on ne sait pas au juste si Tom, William, Jack, Joe et Mary sont compagnons, apprentis ou fils et filles du « Maître ») sont décrits dînant ensemble à la même table, après avoir « tenu le rythme, avec mains et pieds / De cinq heures du matin à huit heures du soir ! ».

Le Maître dit : « Hardi, les gars, faut que l' drap soit prêt pour le jour du marché.
Faut qu' Tom aille demain chez les fileurs,
Faut qu' Will fasse un tour chez les écangueurs ;
Et Jack, demain, lève-toi à temps
Et fais-toi ourdir le tissu
Qu'on puisse le mettre sur le métier.
Joe, va donner un brin d'avoine à mon ch'val
Car demain, j' m'en vas dans les vallées ;
Alors brique et frotte mes bottes, qu'elles brillent,
Car je s'rai bien de bonne heure en ch'min !
Mary, y a d' la laine, prends-la et teins-la.
Tu la trouveras dans l' sac de toile ! »

La Maîtresse : « C'est donc que tu m' donnes mon travail,
J' crois bien que j' ferais mieux d' raccommoder ta ch'mise.
Mais dis-moi, c'est qui qui s' mettra à la bobine ?

6. Le manuscrit, qui se trouve à la Reference Library de Leeds, a été transcrit par F. B. dans *Publications of the Thoresby Society*, XLI, III^e partie, n° 95, 1947, p. 275-279 ; on en trouve des extraits dans H. Heaton, *Yorkshire Woollen and Worsted Industries*, 1920, p. 344-347. L'ouvrage du Pr. Heaton reste le livre de référence pour ce qui concerne l'industrie domestique du Yorkshire au XVIII^e siècle.

Et pas l' moind' petit bout d' gâteau à mett' dans son panier !
Et faut qu'on cuise, qu'on écangue, qu'on touille,
Qu'on traie, qu'on envoie la marmaille à l'école,
Qu'on fasse des boulettes pour les gars,
Qu'on aille acheter du levain,
Qu'on fasse la vaisselle, matin, midi, soir,
Qu'on rince les bols, qu'on porte le lait,
Et l' soir qu'on aille chercher la marmaille ! »

Ce tableau peut faire penser à Cobbett et à ses reconstitutions nostalgiques des liens patriarcaux unissant le petit fermier du Sud et ses aides, qui partageaient le pain et le même sort au XVIII^e^ siècle. C'est pourtant le tableau vraisemblable d'une époque où, dans les régions de Leeds et de Halifax, presque toutes les étapes de la fabrication du drap étaient réalisées dans un centre unique de production domestique. Vers la fin du XVIII^e^ siècle, le tableau s'était quelque peu modifié. Le maître n'achetait plus sa laine dans les Wolds[7] (il pouvait acheter son filé directement dans une fabrique textile), et la finition se faisait dans des ateliers spécialisés. En outre, pour écouler la production, le marché n'était plus aussi « libre », bien que l'on eût construit, à Halifax, en 1799 encore, la dernière grande halle de vente du drap qui appartînt à un tenancier ; dans les années 1790, elle fut concurrencée par une halle parallèle, où des commerçants marrons, des « ferblantiers et des fabricants de chaussures », ainsi que des tisserands à leur compte vendaient leurs marchandises. Le petit drapier devenait de plus en plus dépendant de marchands, d'intermédiaires ou de fabriques. Il était, au mieux, un petit capitaliste à la tête de quinze ou vingt tisserands qui travaillaient pour la plupart chez eux. Dans les cas les plus défavorables, il était contraint de renoncer à son indépendance, car il ne réalisait aucun bénéfice en transformant le filé en drap selon les prescriptions d'un revendeur. Quand le commerce marchait mal, il arrivait qu'il s'endettât auprès du marchand. Il était en voie de devenir un simple tisserand sur métier

7. Régions vallonnées des comtés de Leicester, de Lincoln et d'York (*NdT*).

à bras ; et, comme la concurrence devenait plus sévère, l'économie domestique de la maîtresse de maison disparaissait sous la pression des exigences du métier.

Ces divers processus se déroulèrent avec lenteur et ils ne furent pas particulièrement douloureux, au début tout au moins. Des centaines de petits propriétaires fonciers fabricants de drap furent de ceux qui allèrent à York voter pour Wilberforce en 1807. Les subdivisions infinies de cette industrie permirent à quelques petits maîtres de s'accrocher pendant cinquante ans encore, tandis que d'autres fondèrent des ateliers d'apprêtage et d'affinage. De plus, l'accroissement considérable de la production de filé augmenta nettement le travail du tisserand ; de 1780 à 1820, la perte d'indépendance et de statut du drapier fut en quelque sorte masquée par l'abondance du travail. Et, si le statut du maître retombait, dans certains cas, au niveau de celui de ses compagnons, celui de Tom, de William, de Jack et de Joe parut s'élever. Comme les fabriques et les agents cherchaient des tisserands, le compagnon obtint quelque indépendance à l'égard du maître drapier. Il pouvait maintenant se permettre de choisir ses maîtres. Ce fut, dans l'industrie de la laine et dans celle du coton, l'« âge d'or » du compagnon tisserand.

Au cours des premières années du XVIII^e^ siècle, les relations décrites dans le poème ne sont idylliques que d'un point de vue patriarcal. Car – et c'est le revers de la médaille – le compagnon n'était guère plus indépendant à l'égard de son maître que le garçon de ferme engagé à l'année. L'apprenti de village placé chez un mauvais maître se trouvait pendant des années dans une situation proche de l'esclavage. Mais – et c'est là le bon côté –, le compagnon se considérait comme un « drapier » plutôt que comme un simple tisserand ; son travail était varié, il le faisait en grande partie sur le métier, mais aussi ailleurs ; il pouvait espérer se procurer de l'argent à crédit pour acheter de la laine et devenir un petit maître à son propre compte. S'il travaillait chez lui plutôt que dans l'atelier du maître, il n'était soumis à aucune discipline de travail, en dehors de celle qu'il s'imposait lui-même. Les relations entre les petits maîtres et leurs employés étaient per-

sonnelles et parfois intimes : ils observaient les mêmes coutumes et respectaient les mêmes valeurs communautaires :

> Les « petits fabricants » [...] étaient des hommes qui n'ôtaient leur chapeau devant personne et qui ne reconnaissaient ni au seigneur ni au pasteur le droit de mettre en cause leurs affaires ou de s'en mêler. [...] Leur façon brusque et directe de s'exprimer pouvait parfois choquer. [...] Si le petit fabricant [...] s'élevait assez haut dans le monde pour pouvoir employer quelques-uns de ses voisins, il ne cessait pas pour autant de travailler de ses mains, mais travaillait aussi dur ou peut-être plus dur que n'importe lequel de ses employés. Il ne prétendait à aucune supériorité, ni par sa façon de se vêtir ni dans ses propos[8].

Le maître drapier fut le paysan, ou petit *koulak*, de la révolution industrielle ; et c'est de lui que vient la réputation d'indépendance et de franc-parler du Yorkshire.

Dans l'industrie du coton, les choses sont différentes. Ici, l'unité moyenne de production était plus vaste, et, à partir de la fin du XVIII[e] siècle, les relations sont semblables à celles de Norwich et de l'ouest de l'Angleterre. Vers les années 1750, les petits fabricants d'articles de mercerie et de tissus à carreaux de Manchester étaient fortement organisés en associations professionnelles. Ils cherchaient déjà à conserver leur statut en résistant à l'afflux de main-d'œuvre non qualifiée. Les « illégaux » se mirent à proliférer si rapidement qu'ils « se marchaient pratiquement les uns sur les autres ». Les tisserands déploraient le fait que, durant l'été, « ces hommes se faisaient ouvriers à domicile, à la journée le plus souvent », et qu'en automne :

> ils retournaient au métier et étaient prêts à travailler à n'importe quelles conditions, et à s'abaisser à n'importe quelle Tâche, si servile qu'elle

8. Frank Peel, « Old Cleckheaton », *Cleckheaton Guardian*, janvier-avril 1884. Peel, historien local minutieux, travaillait sur les années 1830 dans une région du West Riding où le maître drapier se maintint plus longtemps qu'ailleurs.

> fut, plutôt que de mourir de faim en hiver ; et les conditions auxquelles ils s'abaissèrent eurent tôt fait de devenir la règle générale [...][9].

Quand les fabricants de tissus à carreaux d'Oldham cherchèrent, en 1759, à obtenir l'application des restrictions sur l'apprentissage, le juge des assises prononça un jugement dans lequel les lois du pays se trouvaient supplantées par les doctrines d'Adam Smith, avant même que celles-ci ne fussent formulées. À supposer que les lois sur l'apprentissage soient appliquées, « cette Liberté d'installer des Commerces (le fondement même de la prospérité actuelle de Manchester) [serait] détruite » :

> Lorsque l'Artisanat en était à ses Débuts, les Lois de la Reine Élisabeth furent certainement établies en fonction du Bien public ; mais, maintenant qu'il est arrivé à cet état de perfection que nous lui connaissons, il pourrait bien être d'Utilité publique d'abroger ces lois qui tendent à paralyser et à assujettir cette Connaissance qu'il était alors nécessaire d'obtenir par le Règlement [...]

Quant aux associations, « si les Inférieurs doivent commander aux Supérieurs, si la Base aspire à être le Sommet [...] dans quel But les Lois sont-elles promulguées ? » Il était du « Devoir absolu de chacun, en tant qu'Ami de la Communauté, de s'efforcer de les supprimer à leurs Débuts[10] ».

Ce remarquable jugement précéda l'abrogation effective du statut des artisans de plus d'un demi-siècle. Bien que leurs organisations n'aient aucunement cessé d'exister, les tisserands se trouvèrent sans l'ombre d'une protection légale lorsque, la production de filé augmentant considérablement, il y eut une expansion prodigieuse du tissage dans tout le sud-est du Lancashire. Le compte rendu que fait William Radcliffe de ces années au cœur des Pennines est bien connu :

9. Voir A.P. Wadsworth et J. de L. Mann, *The Cotton Trade and Industrial Lancashire*, Manchester, 1931, p. 348.

10. *Ibid.*, p. 366, 367.

> [...] les vieux ateliers de métiers ne suffisant plus, chaque débarras, même de vieilles granges, hangars et dépendances de toutes sortes, fut remis en état, des fenêtres furent percées dans les murs, et tout fut transformé en ateliers de métiers à tisser. Lorsque ces ressources furent épuisées, on vit pousser un peu partout de nouvelles chaumières de tisserands, équipées d'ateliers [...][11].

C'est le métier à tisser, et non la fabrique textile, qui attira par milliers les immigrants. À partir de 1770 commença la grande colonisation des hautes terres : Middleton, Oldham, Mottram, Rochdale. La population de Bolton passa de 5 339 habitants en 1773 à 11 739 en 1789. Au commencement des guerres,

> en dépit du grand nombre d'hommes qui se sont enrôlés, les habitations, pour les gens de la classe ouvrière, ne se trouvent pas sans mal ; et les nombreuses maisons qui ont été construites l'été dernier aux abords de la ville sont maintenant occupées[12].

De petits fermiers se firent tisserands, des ouvriers agricoles, ainsi que des artisans immigrants, entrèrent dans la profession. Ce furent les quinze années 1788-1803 – qui constituèrent pour Radcliffe « l'âge d'or du noble métier de tisserand » :

> Leurs habitations et leurs petits jardins sont propres et bien tenus. Toute la famille est bien habillée – chaque homme a une montre dans sa poche, et les femmes sont habillées selon leur fantaisie. L'église est pleine à craquer tous les dimanches ; chaque maison est bien meublée et possède une horloge d'acajou fin ou un coffre de fantaisie, d'élégants services à thé en faïence du Staffordshire [...] des articles de faïence de Birmingham, de la région des *Potteries* et de Sheffield pour l'usage courant et la décoration [...] beaucoup de villageois possèdent une vache [...][13].

11. W. Radcliffe, *Origin of Power Loom Weaving*, Stockport, 1828, p. 65.
12. J. Aikin, *A Description of the Country [...] round Manchester*, 1795, p. 262. À noter l'utilisation précoce de l'expression « classe ouvrière ».
13. W. Radcliffe, *op. cit.*, p. 167.

Réalité vécue et mythe sont ici confondus, comme dans le récit où Gaskell nous décrit des familles de tisserands qui gagnaient 4 livres par semaine au début du siècle et dans la description que fait Bamford des *Early Days* (« *Premières Année* ») qu'il passa à Middleton. Nous savons, grâce à l'auteur d'un journal intime d'Oldham, que la prospérité ne s'étendait pas aux travailleurs de la futaine, la branche la plus grossière du métier[14]. En réalité, il est probable que seule une minorité de tisserands a connu le niveau de vie dont parle Radcliffe ; mais beaucoup y aspiraient. Au cours de ces quinze ou vingt années de prospérité modérée, certaines caractéristiques culturelles font leur apparition dans les communautés de tisserands : un certain rythme de travail et de loisirs ; dans quelques villages, un wesleyisme plus atténué et plus humanisé qu'au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle (c'est à l'école du dimanche que Bamford apprit à lire et à écrire), les enseignants et les prédicateurs locaux étant recrutés parmi les tisserands ; une agitation politique radicale et un profond attachement aux valeurs d'indépendance.

Mais la prospérité née de l'essor de la production du filé à la machine dissimulait une dégradation sociale essentielle. C'est au cours de l'« âge d'or » que l'artisan ou le compagnon tisserand se fondit dans l'appellation générique de « tisserand sur métier à bras ». Mis à part quelques branches spécialisées, les artisans les plus anciens (le rempart de l'apprentissage ayant été abattu) étaient sur un pied d'égalité avec les nouveaux arrivants, tandis que de nombreux artisans fermiers abandonnaient leurs petites propriétés pour se consacrer complètement au

14. Voir S.J. Chapman, *The Lancashire Cotton Industry*, Manchester, 1904, p. 40. Il y est fait mention de réductions de salaire touchant de très nombreux travailleurs aux alentours de 1797. Une association de tisseurs de coton, établie à Bolton, proclamait que les salaires avaient baissé d'un tiers entre 1797 et 1799 ; R. P. R. Bancroft, 29 avril 1799, P.C.A. 155 ; A. Weaver, *Address to the Inhabitants of Bolton*, Bolton, 1799 ; W. Radcliffe, *op. cit.*, p. 72-77. Mais les salaires semblent avoir atteint un maximum hebdomadaire de 45 shillings à 50 shillings à Blackburn en 1802 ; *Blackburn Mail*, 26 mai 1802.

tissage. Réduits à une dépendance totale à l'égard de la filature ou des « distributeurs » qui transportaient le filé dans les hautes terres, les tisserands se trouvaient maintenant exposés à des vagues successives de réduction des salaires.

La diminution des salaires avait été depuis longtemps avalisée, non seulement par l'avidité de l'employeur, mais encore par la théorie largement répandue selon laquelle la pauvreté était un aiguillon essentiel pour inciter au travail. L'auteur des *Memoirs of Wool* pensait probablement à l'industrie de l'ouest de l'Angleterre lorsqu'il écrivait :

> C'est un fait bien connu [...] que le dénuement, jusqu'à un certain point, pousse au travail et que l'ouvrier qui peut vivre avec la paie de trois jours est oisif et saoul le reste de la semaine. [...] Les pauvres des comtés ouvriers ne travailleront jamais plus, de façon générale, qu'il ne leur est nécessaire pour vivre et payer leurs débauches hebdomadaires. [...] Nous pouvons raisonnablement affirmer qu'une réduction de salaire dans l'industrie de la laine serait un avantage et un bienfait national, et ne porterait nullement tort aux pauvres. Par ce moyen, nous assurerons la préservation de notre métier, le maintien de nos profits et réformerons les gens par-dessus le marché[15].

Cette théorie avait cours de façon quasi générale dans les régions cotonnières, aussi bien parmi les employeurs que chez les magistrats et les membres du clergé[16]. La prospérité des tisserands fit naître une vive inquiétude dans l'esprit de quelques maîtres et magistrats. « Il y a quelques années, écrivait un magistrat en 1818, les tisserands étaient tellement bien payés qu'en travaillant trois ou quatre jours par semaine ils pouvaient vivre dans un luxe relatif. » Ils « consacraient une grande partie de leur temps et de leur argent au cabaret, et, chez eux, ils servaient à table, deux fois par jour, une bouteille de rhum, du pain de froment et du beurre de la meilleure qualité[17] ».

Les réductions de salaires pendant les guerres napoléoniennes furent

15. J. Smith, *Memoirs of Wool*, 1747, II, p. 308.
16. Voir A.P. Wadsworth et J. de L. Mann, *op. cit.*, p. 387 *sq.*
17. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 271.

imposées parfois par les gros employeurs, parfois par les employeurs les moins scrupuleux, parfois encore par des petits maîtres ou des tisserands à leur compte qui travaillaient pour des « bureaux de commission ». Quand les affaires ralentissaient, les industriels profitaient de la situation en faisant travailler à n'importe quel prix les tisserands qui cherchaient désespérément un emploi, les forçant ainsi « à produire de grandes quantités de marchandises, alors que l'on n'en avait nul besoin[18] ». Quand la demande reprenait, les marchandises faisaient leur apparition sur le marché, à prix réduit ; de sorte que chaque période de faible récession était suivie d'une période au cours de laquelle le marché était inondé de marchandises à bas prix, ce qui contribuait à maintenir les salaires au faible niveau qu'ils connaissaient en période de récession. Certains employeurs agissaient sans scrupule : ils prélevaient des taxes pour un travail défectueux, et en plus ils falsifiaient le poids des filés. Cependant, alors que les salaires baissaient de plus en plus, le nombre des tisserands continua à s'accroître au cours des trois premières décennies du XIX^e^ siècle ; car le tissage, après le travail non qualifié, était la grande ressource de ceux qui n'avaient pas d'emploi, dans les régions du Nord. Le tissage de la futaine était pénible et monotone, mais facile à apprendre. Ouvriers agricoles, soldats démobilisés, immigrants irlandais – tous continuaient à grossir la main-d'œuvre.

Les premières réductions de salaires importantes et générales eurent lieu au tournant du siècle : il y eut une amélioration durant la dernière ou les deux dernières années de guerre, suivie d'autres réductions après 1815, puis une baisse ininterrompue. La première revendication des tisserands, à partir de 1790, consista à réclamer un salaire minimum légal – demande appuyée par certains employeurs, qui voyaient là un moyen d'imposer des conditions loyales de concurrence à des rivaux moins scrupuleux. Le rejet de cette demande par la Chambre des communes en mai 1808 fut suivi d'une grève : 10 000 à 15 000 tis-

18. La pétition des tisserands en faveur d'une loi fixant un salaire minimum aurait été signée par 130 000 tisseurs de coton ; voir J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, p. 74.

serands manifestèrent pendant plusieurs jours de suite à St. George's Fields, à Manchester. La manifestation fut dispersée par les magistrats, non sans effusion de sang, et l'esprit de revanche des autorités se fit pleinement sentir lorsqu'un industriel en vue, le colonel Joseph Hanson, qui s'était montré favorable à la loi sur le salaire minimum, fut poursuivi et condamné à la prison par le ministère public pour s'être promené à cheval parmi les tisserands en tenant « des propos violemment subversifs » :

> Restez fidèles à votre cause et vous êtes assurés de la victoire. Ni Nadin ni aucun homme de sa faction ne vous chassera du champ de bataille aujourd'hui. Messieurs, vous ne pouvez vivre de votre travail. [...] Mon père était tisserand ; on m'a appris le métier du tissage. Je suis le véritable ami des tisserands.

Les tisserands rendirent par la suite hommage au colonel Hanson en lui remettant une coupe d'argent offerte par 39 600 personnes. « Les effets de cette action peu judicieuse, commentait l'historien de Manchester, Archibald Prentice, furent longuement et amèrement ressentis. Ils donnèrent naissance à ce sentiment d'animosité qu'éprouvent les employés à l'égard des employeurs, et qui se manifesta en 1812, 1817, 1819 et 1826 [...][19]. »

Les dates mentionnées par Prentice correspondent à la destruction des métiers mécaniques (1812, 1826), à la marche des *Blanketeers* (1817) et à Peterloo (1819). Sans espoir d'obtenir une protection légale, les tisserands s'engagèrent plus avant sur la voie du radicalisme politique[20]. Mais pendant quelques années, à partir de 1800, l'alliance qui s'établit entre le méthodisme et l'activisme tapageur du parti « de l'Église et du Roi » fit de la plupart des tisserands des « loyalistes ». On affirme que 20 000 d'entre eux se joignirent aux volontaires dès le début des guerres et qu'il fut un temps où quiconque critiquait la monarchie ou la haute administration était pris

19. *State Trials* de Howell, vol. XXXI, p. 1-98 ; A. Prentice, *op. cit.*, p. 33.
20. Pour les événements conduisant au luddisme (1812), voir *infra*, p. 711.

à partie : « Je vois deux ou trois individus, déclarait un témoin de Bolton devant la Commission d'enquête sur les tisserands sur métier à bras en 1834, qui risquent fort de devenir des réformateurs de la vieille école. » C'est après les guerres que survint la véritable marée radicale ; et en 1818 eut lieu une deuxième confrontation sérieuse entre tisserands et employeurs. Ce fut l'année de la grande grève des fileurs de coton de Manchester et de la première tentative importante pour généraliser le syndicalisme (l'« Hercule philanthropique »). De nouveau, les tisserands se mirent en grève, rassemblant les navettes et les mettant sous clé dans des chapelles ou des ateliers, non seulement à Manchester, mais dans toutes les villes de tisserands : Bolton, Bury, Burnley. La grève s'acheva par des concessions de courte durée de la part des maîtres et par l'emprisonnement de plusieurs chefs tisserands[21]. Ce fut le dernier mouvement de grève générale de quelque importance organisé par les tisserands du Lancashire : après quoi, les salaires dans la plupart des branches continuèrent à baisser : 9 shillings, 6 shillings, 4 shillings 6 pence et même moins par semaine pour un travail irrégulier, et ce jusqu'aux années 1830.

C'est par trop simplifier les choses que d'expliquer la dégradation de la situation des tisserands par l'introduction du métier mécanique[22]. Le statut des tisserands avait déjà été fortement ébranlé en 1813, à une époque où l'on estimait à 2 400 le nombre total de métiers mécaniques dans le Royaume-Uni et où la concurrence que faisait le métier mécanique au métier à bras était en grande partie psychologique. Le nombre de métiers mécaniques s'élève à 14 000, en 1820, selon les estimations, mais, même à cette époque-là, ils étaient lents et peu précis, et n'avaient pas été adaptés au système Jacquard, de sorte qu'ils ne pouvaient pas tisser de motifs compliqués. On peut avancer que le

21. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 109-121. Les documents du ministère de l'Intérieur sur la grève de 1818, utilisés par les Hammond, se trouvent rassemblés intégralement dans A. Aspinall, *op. cit.*, p. 246-310.

22. Des processus semblables se déroulèrent dans l'industrie du tissage de la soie de Spitalfields au XVIII[e] siècle, où l'énergie mécanique n'entrait pas enjeu. Voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, p. 187.

caractère bon marché et abondant de la main-d'œuvre employée aux métiers à bras *retarda* l'invention mécanique et l'apport de capital dans les industries du tissage. La dégradation du métier de tisserand ressemble beaucoup à celle des ouvriers dans les métiers artisanaux indignes. Chaque fois que les salaires étaient réduits, il leur était plus difficile de défendre leur position. Le tisserand devait travailler plus tard dans la nuit et gagnait moins ; en travaillant davantage, il augmentait les risques de chômage pour les autres. Même des adeptes de la nouvelle « économie politique » étaient consternés. « Le Dr. Smith a-t-il jamais envisagé un tel état de choses ? » s'écriait avec humanité un employeur que ses scrupules précipitaient à la ruine :

> Il est vain de lire son livre pour y trouver remède à la maladie dont il ne pouvait imaginer l'existence, à savoir 100 000 tisserands faisant le travail de 150 000 quand il n'y avait aucune demande (comme on disait), et ce pour un demi-salaire, le reste provenant des *poor rates* ; pouvait-il imaginer que les bénéfices d'une usine seraient ce qu'un maître pourrait arracher de l'argent difficilement gagné par les pauvres[23] ?

« 100 000 tisserands faisant le travail de 150 000 » – voilà le fondement des métiers indignes, comme le constate plus tard Mayhew à Londres : une masse de main-d'œuvre excédentaire, sous-employée, sans défense et se disputant les salaires. Les conditions mêmes du travail du tisserand, tout particulièrement dans les hameaux campagnards, furent un obstacle supplémentaire au syndicalisme. Un tisserand de Salford exposait ces conditions devant la Commission d'enquête de 1834 :

> Les circonstances très particulières dans lesquelles se trouvent les tisserands sur métier à bras excluent qu'ils puissent exercer le moindre contrôle sur la valeur de leur propre travail. [...] Le fait que les tisserands d'un seul employeur puissent être dispersés dans une région étendue donne

23. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 123. Voir aussi l'impressionnante déclaration des tisserands de Manchester en 1823, dans l'ouvrage des Hammond, *Town Labourer*, p. 298-301.

> en permanence à cet employeur la possibilité de réduire les salaires des uns et des autres, alternativement, s'il le désire ; à certains il dira que les autres tissent pour un salaire inférieur de tant, et qu'ils ne doivent pas gagner davantage ou alors se passer de travail, et puis il ira dire la même chose aux autres. [...] La difficulté et la perte de temps que cela causerait aux tisserands de découvrir ce qu'il en est réellement, la peur que, pendant ce temps-là, d'autres se présentent et leur prennent le travail ainsi disponible [...] la jalousie et le ressentiment suscités dans les esprits de tous et contribuant à diviser opinions et sentiments, tout cela contribue à rendre inéluctable la réduction des salaires [...]

Le déclin des tisserands de la laine et du peigné du Yorkshire suit une courbe parallèle, mais à quinze ans de distance ou plus, à celle de l'industrie du coton. Des faits présentés devant la Commission de l'industrie lainière réunie en 1806 montrent que le système domestique était toujours prédominant dans cette industrie. Mais le nombre des « petits fabricants » allait en diminuant : « Beaucoup de maisons qui avaient été des maisons de maîtres sont maintenant des maisons d'ouvriers » ; alors que, dans le même temps, des négociants installaient un certain nombre de métiers à bras, ainsi que tout ce qui était nécessaire à la finition, sous un seul toit, dans des « fabriques » non mécanisées. (« La fabrique, disait un témoin, est l'endroit où l'on emploie peut-être 200 ouvriers dans un seul et unique bâtiment. ») Les fabriques – notamment celles de Benjamin Gott à Leeds – firent naître une vive hostilité chez les petits maîtres et les compagnons, parce qu'elles leur prenaient les meilleurs clients et que, pour la finition – tâche pour laquelle les apprêteurs de drap ou affineurs étaient hautement organisés –, elles faisaient appel à des travailleurs « illégaux ». La richesse, déclarait un témoin, « est de plus en plus concentrée ». Les compagnons se plaignaient de ce que les fabriques distribuaient davantage de travail aux tisserands à domicile lorsque le commerce était actif et les renvoyaient sans scrupule lorsqu'il était en baisse, tandis que les petits maîtres drapiers cherchaient encore à trouver du travail pour leurs propres compagnons. D'ailleurs, avant même l'introduction de l'énergie mécanique, les « fabriques » équipées de métiers à bras heurtaient des préjugés moraux profondément enra-

cinés. Un syndicat – la Communauté des drapiers, appelé aussi « l'Institution » – regroupait les tondeurs et les tisserands : son but avoué était de s'allier avec les petits drapiers pour obtenir la limitation du nombre des « fabriques » et l'application des lois sur l'apprentissage[24].

Ni les « petits fabricants » ni les compagnons n'obtinrent gain de cause auprès de la Chambre des communes : leurs pétitions ne servirent qu'à attirer l'attention sur leur association et sur les vieux statuts paternalistes qui furent abrogés peu après. Dans les districts drapiers de Leeds et de la vallée de la Spen, les petits drapiers firent preuve de ténacité, et leur déclin se prolongea sur un demi-siècle. C'est dans les régions de peigné de Bradford et de Halifax, et dans la région des lainages de fantaisie au sud de Huddersfield, que le système de sous-traitance était le plus développé dans les années 1820 ; et, tout comme dans le coton, les tisserands furent victimes de réductions de salaires et de la concurrence des « abattoirs », où l'on entreposait des stocks de marchandises à bas prix.

De même que les affineurs constituaient l'élite artisanale de l'industrie de la laine, les peigneurs étaient les travailleurs d'élite du peigné. Contrôlant un goulet d'étranglement dans le processus de fabrication, ils occupaient une position leur permettant de conserver leur statut aussi longtemps qu'ils pourraient limiter l'accès à la profession. Et ils le firent, non sans succès, grâce à leur exceptionnelle organisation syndicale qui remontait au moins aux années 1740. Au début du XIX^e^ siècle, en dépit des lois sur les coalitions, ils jouissaient d'une organisation nationale efficace, d'une constitution imposante, avec tout ce que comporte un syndicat clandestin, et passaient pour des individus insubordonnés et peu respectueux des horaires :

> Ils arrivent un Lundi matin, et, après avoir allumé le feu, s'en vont souvent et ne reviennent éventuellement pas avant le Mercredi ou même le Jeudi. [...] Il y a toujours un banc vide dans l'atelier, où les confrères de passage peuvent se reposer [...][25].

24. Voir *infra*, p. 689-691.
25. *Book of English Trades*, 1818, p. 441.

À Bradford, en février 1825, la fête en l'honneur du saint évêque Blaise, patron des peigneurs de laine, fut célébrée avec magnificence[26]. En juin, comme pour marquer le passage à l'ère industrielle, débuta la grève la plus dure qu'ait jamais connue Bradford : 20 000 peigneurs de laine et tisserands y participèrent, et elle se prolongea pendant vingt-trois semaines pour s'achever sur la défaite totale des grévistes[27]. Les lois sur les coalitions avaient été abrogées l'année précédente. Entamée sur des revendications d'augmentations salariales et de rationalisation, la grève se transforma en une lutte pour la reconnaissance du droit syndical, et les employeurs allèrent jusqu'à renvoyer des filatures les enfants dont les parents refusaient de signer un document disant qu'ils renonçaient au syndicalisme. Ce combat fut jugé crucial dans tout le pays, et jusqu'à 20 000 livres furent versées au fonds de soutien de la grève. À la suite de l'échec de ce mouvement, le peigneur de laine vit sa situation changer presque du jour au lendemain : d'artisan privilégié, il devint travailleur à domicile sans défenses. Les restrictions sur l'apprentissage avaient déjà été abolies et, au cours des années précédant 1825, des milliers d'hommes avaient été attirés dans la profession par les salaires élevés. Tandis que quelques peigneurs travaillaient dans de grands ateliers, un certain nombre d'autres se groupaient habituellement à trois ou quatre et partageaient un atelier indépendant. Maintenant venaient s'ajouter à eux des centaines de nouveaux venus qui travaillaient dans des conditions insalubres sous leur propre toit. Bien que les machines à peigner aient existé aux alentours de 1825, les services qu'elles pouvaient rendre étaient discutables pour le peignage fin ; et le bas niveau de rémunération des peigneurs permit de contenir la

26. Voir *infra*, p. 560.

27. Pour des comptes rendus de cette grève, se reporter à J. Burney, *History of Wool and Woolcombing*, 1889, p. 166 *sq.* ; J. James, *History of the Worsted Manufacture*, 1857, p. 400 *sq.* ; *Trades Newspaper*, juin-septembre 1826 ; W. Scruton, « The Great Strike of 1825 », *Bradford Antiquary*, 1888, I, p. 67-73.

menace que représentait la mécanisation pendant vingt ans encore. Durant toute cette période, les peigneurs conservèrent la réputation d'avoir l'esprit d'indépendance et des opinions « démocratiques ». Le syndicat estima à 7 000 ou 8 000 le nombre de ceux qui étaient employés dans l'industrie à Bradford en 1825 ; vingt ans après, il y avait encore 10 000 peigneurs à bras dans la région. Dans les années 1820, beaucoup venaient des régions agricoles :

> Ils venaient de Kendal, du nord du Yorkshire, de Leicester, du Devonshire et même de la verte Érin ; de sorte qu'en restant une heure dans une taverne (la profession de peigneur de laine donnait soif) on aurait pu se croire dans la Tour de Babel tant on y entendait de dialectes différents. [...] Son attachement à la vie rurale se voyait dans le fait qu'à la saison des foins, ou de la moisson, il mettait de côté ses peignes et reprenait sa faux [...] et retournait moissonner dans son pays. [...] Il adorait aussi les oiseaux, et son atelier de peignage était souvent une vraie volière. [...] Quelques peigneurs avaient des dons d'élocution et pouvaient déclamer magistralement. [...] D'autres encore étaient si doués pour le théâtre qu'ils allèrent jusqu'à former des compagnies [...]

Ce témoignage concerne Bradford[28]. Un autre témoignage, portant sur Cleckheaton, est plus sombre :

> Peut-être n'exista-t-il jamais catégorie de travailleurs plus misérable que celle des peigneurs de laine. Tout le travail était fait chez eux et occupait la plus grande partie de leurs chaumières. Toute la famille, quelquefois six ou huit enfants, garçons et filles, travaillait autour du *combpot*, pot rempli de charbon de bois, où l'on mettait les peignes à chauffer et dont les fumées étaient très nocives pour la santé. Si l'on ajoute que l'atelier servait aussi, par la force des choses, de chambre à coucher, il ne faudra pas s'étonner que les peigneurs de laine aient eu presque invariablement un air hâve [...] beaucoup mouraient avant d'avoir vécu la moitié d'une vie [...]

28. W. Scruton, *Bradford, Fifty Years Ago*, Bradford, 1897, p. 95, 96.

Leur femme aussi devait « souvent les seconder et travailler de six heures du matin jusqu'à dix heures du soir comme leur mari ».

> Autre particularité de ces peigneurs de laine : presque tous faisaient de la politique à outrance. Parmi les adeptes du mouvement chartiste, il n'y eut pas plus enthousiastes que ces hommes-là ; le *Northern Star* était leur unique livre d'études[29].

Aucun groupe, sans doute, ne passa aussi rapidement que les peigneurs de laine de conditions « dignes » à des conditions « indignes ». Les tisserands du peigné et de la laine n'avaient pas connu un statut aussi privilégié que celui des peigneurs du XVIII[e] siècle ; et d'abord, lorsque leurs salaires diminuèrent, leur résistance fut moins vive. À une date aussi avancée que 1830, le plus gros employeur de tisserands sur métier à bras de Bradford pouvait écrire :

> De toutes les catégories auxquelles nous avons affaire, les tisserands sont les plus paisibles et les plus rangés ; jamais, pour autant que je sache, ils n'ont imposé d'augmentation de salaires ; mais ils ont toujours enduré privations et souffrances avec une patience et une longanimité sans précédent[30].

Deux ans après, Cobbett traversait la région de Halifax et rapportait ceci :

> Il est vraiment lamentable de voir tant de milliers d'hommes, qui gagnaient autrefois de 20 à 30 shillings par semaine, réduits à vivre avec 5 shillings, 4 shillings ou même moins. [...] Il est d'autant plus affligeant de

29. Frank Peel, *op. cit.* Le sort des peigneurs au cours des années 1840 est décrit par J. Burney, *op. cit.*, p. 175-185 ; E. Sigsworth, in C. Fay, *Round About Industrial Britain, 1830-1850*, 1952, p. 123-128, décrit leur disparition subite du fait de l'utilisation de machines élaborées ; pour leur disparition à Halifax, voir E. Baines, *Yorkshire Past and Present*, II, p. 145.

30. Cité par W. Cudworth, *Condition of the Industrial Classes of Bradford and District*, Bradford, 1887.

> voir ces hommes dans un tel état qu'ils gardent encore la franchise et l'audace qu'ils avaient acquises à l'époque où ils étaient indépendants[31].

La période de dépression dans l'industrie des articles de « fantaisie » de Huddersfield se prolongea sans interruption jusqu'en 1825. En 1826, 3 500 familles étaient inscrites sur la liste des pauvres de Delph, dans le district de Saddleworth, et l'on vit s'étendre le système d'assistance sociale de Speenhamland (qui fonctionnait déjà dans quelques régions cotonnières du Lancashire), en vertu duquel quelques tisserands touchaient des secours alimentés par les *poor rates*, tout en continuant à travailler, ce qui contribuait à faire baisser davantage leurs salaires (pour deux jours de travail itinérant par semaine, les tisserands de Saddleworth recevaient douze livres de farine d'avoine par jour). Une assemblée de maîtres réunis à Huddersfield en 1829 calcula que, sur une population de 29 000 habitants, il y en avait 13 000 qui vivaient avec 2 pence par jour et par personne. Mais ce fut une bien curieuse « dépression » au cours de laquelle la production effective de drap de laine atteignit des niveaux sans précédent. Certains auteurs n'hésitent pas à attribuer la situation des tisserands au « système abominable de réduction des salaires[32] ».

Cette fois encore, le déclin précéda la concurrence sérieuse du métier mécanique. L'énergie mécanique, à quelque échelle que ce soit, ne fut pas introduite dans le tissage du peigné avant la fin des années 1820 ; pas avant la fin des années 1830 dans les lainages de fantaisie (et seulement de façon partielle à cette époque-là) ; cependant que le métier mécanique ne fut pas réellement adapté au tissage des tapis avant 1851. Même lorsqu'il y eut concurrence directe avec l'énergie mécanique, le rendement des machines atteignit au maximum trois ou quatre fois celui des métiers à bras[33]. Mais il y eut sans aucun doute

31. *Political Register*, 20 juin 1832.

32. W.B. Crump et G. Ghorbal, *History of Huddersfield Woollen Industry*, Huddersfield, 1935, p. 120, 121.

33. Il s'agit là d'un point technique délicat. Des témoins devant la *Commission d'enquête sur les pétitions des tisserands sur métier à bras* (1834) ne se mirent pas d'accord sur la proportion moyenne que représentait la pro-

une réaction en chaîne, dans la mesure où les tisserands évincés des cotons unis et des futaines se tournèrent vers les travaux délicats, la soie ou le peigné, et ensuite vers les lainages « de fantaisie » ou les tapis[34]. En fait, l'énergie mécanique resta, dans de nombreuses branches du textile, un auxiliaire du tissage à bras pendant dix, quinze ou vingt ans. « À Halifax », un témoin informait la Commission d'enquête (d'une façon quelque peu illogique) en ces termes :

> Il y a deux fabricants d'importance, deux frères [MM. Akroyd] ; l'un utilise des métiers à bras, l'autre des métiers mécaniques [...] ils sont en concurrence pour la vente de leurs marchandises, si bien qu'ils doivent faire en sorte que les salaires qu'ils versent soient les plus comparables possible [...] pour obtenir des bénéfices[35].

Il semblerait que le métier mécanique serve ici de levier pour réduire les salaires des tisserands sur métier à bras, et *vice versa*. D'un autre

---

duction de cotons unis tissés à la machine par rapport à la production des mêmes cotons tissés à la main : fallait-il l'estimer à 3 contre 1 ou à 5 contre 1 ? Le *dandy-loom*, espèce de métier à bras qui faisait mécaniquement passer le drap dans le métier, et auquel le tisserand devait s'accorder par des mouvements accélérés lorsqu'il poussait la navette à la main, fut déclaré aussi rapide que le métier mécanique, mais au détriment de la santé du tisserand. Dans le tissage de peigné, J. James estimait à 2 768 le nombre de métiers mécaniques du West Riding. Des estimations du *Leeds Times* (28 mars, 11 avril 1835) suggèrent que le tisseur de peigné travaillant au métier mécanique (en général, une fille ou une femme surveillant deux métiers) pouvait fournir deux et demie à trois fois autant de travail que le tisserand sur métier à bras. Mais, au cours des quinze années suivantes, la vitesse des mouvements de la navette d'un métier de six quartiers fit plus que doubler (H. Forbes, *Rise, Progress, and Present State of the Worsted Manufactures*, 1852, p. 318). Le métier mécanique Crossley, breveté en 1851, pouvait tisser douze à quatorze fois plus vite que le métier à bras (« Réminiscences of Fifty Years by a Workman », *Halifax Courier*, 7 juillet 1888).

34. Voir *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1835, p. 148 (2066).

35. *Ibid.*, 1835, p. 60 (465-6).

point de vue, le fabricant se réjouissait de l'arrangement qui lui permettait d'assurer la stabilité de son entreprise sur les métiers mécaniques, quitte, lorsque les affaires marchaient bien, à donner davantage de travail aux ouvriers à bras, qui assumaient eux-mêmes le coût des charges fixes (loyer, métier à tisser, etc.). « Dans l'éventualité d'une baisse de la demande », rapportait l'*assistant commissioner* qui mena une enquête dans le West Riding en 1839,

> le fabricant qui utilise métiers mécaniques et métiers à bras exploitera bien sûr son capital fixe aussi longtemps que possible. C'est pour cela qu'il se passe d'abord des services du tisserand à bras.

La condition de la plupart des tisserands, des années 1820 aux années 1840 et au-delà, est couramment présentée comme « indescriptible » ou « bien connue ». Elle mérite néanmoins d'être décrite et mieux connue. Quelques groupes bien définis de tisserands conservèrent leur statut d'artisan jusqu'aux années 1830 grâce à certaines qualifications spécifiques ; les tisserands d'étoffe de laine de Leeds jouissaient d'une meilleure situation que la plupart de leurs confrères, tandis que les tisseurs de peigné de Norwich, dont les traditions jacobine et syndicaliste étaient particulièrement fortes, réussirent à maintenir le niveau des salaires, au cours des années 1830, en installant des piquets de grève, en pratiquant une politique d'intimidation à l'égard des maîtres et des travailleurs « illégaux », en faisant pression sur la municipalité et en s'opposant violemment à l'utilisation de machines. Tout cela contribua à ce que l'industrie de Norwich fût supplantée par celle du West Riding[36]. Mais la grande majorité des tisserands vivaient au bord de la famine, quand ils ne

36. Un témoignage de l'ardeur que la Commission des tisserands de Norwich déploya pour s'opposer à « cette saleté appelée travail sous-payé » est fourni (du point de vue du maître) par *First Report of the Constabulary Commissioners*, 1839, p. 135-146. Voir aussi J.H. Clapham, « The Transference of the Worsted Industry from Norfolk to the West Riding », *Econ. Journal*, XX.

mouraient pas de faim. La Commission d'enquête sur l'émigration (1827) reçut des témoignages sur les conditions de vie dans quelques régions du Lancashire. Les lignes qui suivent anticipent la grande famine d'Irlande :

> Une personne qui mourait presque de faim nous demanda, à Mme Hulton et à moi-même, lors de visites que nous faisions aux pauvres, d'entrer dans une maison. Nous y trouvâmes, d'un côté de la cheminée, un très vieil homme qui était manifestement en train de mourir ; de l'autre, un jeune homme d'environ dix-huit ans qui tenait sur ses genoux un enfant dont la mère venait de mourir et d'être enterrée. Nous quittions cette maison lorsque la femme nous dit : « Monsieur, vous n'avez pas tout vu. » Nous montâmes et trouvâmes un autre jeune homme, le veuf, couvert de quelques haillons ; et, en rabattant ces haillons – qu'il était bien en peine de déplacer lui-même –, nous trouvâmes un autre homme qui était mourant, et qui mourut effectivement au cours de la journée. Il n'y a aucun doute que la famille mourait de faim à l'époque [...]

Ce témoignage venait de West Houghton, où, sur 5 000 habitants, la moitié n'avait pratiquement rien pour se coucher et presque rien non plus pour se vêtir. Six d'entre eux, à en croire le récit, étaient réellement en train de mourir de faim.

Il est vrai que le bas salaire de ces années-là (de 10 à 4 shillings) ne représentait peut-être que l'un de ceux qui entraient dans la même famille, étant donné que beaucoup d'épouses, de filles et d'enfants travaillaient à un deuxième ou à un troisième métier. Mais les salaires masquaient aussi certaines sorties d'argent ou déductions supplémentaires. Les tisseurs de peigné de Bradford affirmaient en 1835 que, sur un salaire moyen de 10 shillings, il fallait débourser 4 pence pour l'apprêtage, 3 pence pour le métier à tisser, 9 pence et demi pour le canetage, 3 pence et demi pour l'éclairage, et qu'il fallait encore débourser 4 pence pour l'usure et la détérioration du métier. Si l'on y ajoutait les frais de logement (1 shilling 9 pence), de chauffage et de blanchissage (1 shilling 6 pence), les dépenses totales s'élevaient à 5 shillings 3 pence, à ceci près que, lorsque la femme ou le fils travaillait aussi sur un deuxième métier, quelques-uns de ces frais

généraux pouvaient être répartis sur deux salaires[37]. Dans certains cas, le métier lui-même était loué par le tisserand ; dans les autres, celui-ci était propriétaire du métier, mais il lui fallait louer les systèmes d'engrenage ou les ros à l'employeur pour tisser des motifs. Beaucoup de tisserands étaient perpétuellement endettés auprès de l'« intermédiaire » qui prélevait des acomptes sur leur salaire, de telle sorte qu'ils ne pouvaient pas récuser leurs salaires, si bas qu'ils fussent.

Et, tandis que leur condition empirait, il leur fallait consacrer de plus en plus de temps à des tâches non rémunérées – aller chercher et porter le travail, ainsi qu'une douzaine d'autres opérations. « Je me souviens de l'époque », écrivait un observateur, en 1844,

> où les fabricants louaient des pièces dans certaines régions ; les chaînes et les trames étaient acheminées à cheval et en voiture, pour la commodité des tisserands, et l'employeur demandait alors des nouvelles de l'employé ; mais aujourd'hui la situation a radicalement changé : non seulement l'ouvrier entreprend de longs voyages pour aller chercher le travail, mais il est aussi voué à de nombreuses déceptions[38].

Pudsey est le cadre de cette description encore plus saisissante des activités accessoires non payées :

> Il était tout à fait fréquent, lorsque les affaires ne marchaient pas mal, de voir tisserands et fileurs battre la campagne en quête de travail. [...] S'ils réussissaient, c'était principalement à condition qu'ils aident à briser la laine ; c'est-à-dire ouvrir les balles puis les molletons, retirer les parties grossières appelés *britch*, les mettre dans des bâches, puis aller à l'usine et aider à les dégraisser, puis à les teindre. [...] Et tout cela pour « rien », sauf, dans quelques cas, une petite indemnité qui permettait d'acheter un peu de bière ou de fromage, ou de pain. [...] Quand le boudineur avait enlevé la première série de boudins, c'était souvent un rude problème que de savoir à qui était le tour de la prendre, et on décidait souvent

37. *Leeds Times*, 7 mars 1835.

38. R. Howard, médecin, *History of the Typhus of Hepstonstall-Slack*, Hebden Bridge, 1844.

> par tirage au sort. [...] Quand le tissu était ourdi, il fallait le parer, et les tisserands, en règle générale, devaient acheter leur propre empois. [...] Après avoir paré le tissu, une des étapes les plus délicates consiste à le sortir pour le mettre à sécher. [...] On choisissait un emplacement, on sortait les bâtons ou tendeurs de tissus et, s'il y avait de la gelée, on se servait d'une pioche pour faire des trous dans le sol afin d'y planter des supports pour tenir les coins du tissu. [...] On pouvait voir parfois un homme et sa femme dans la neige jusqu'aux genoux allant mettre un tissu à sécher [...]

Après cela venait le tissage, tard dans la nuit, à la lumière d'une bougie ou d'une lampe à huile, « un garçon ou une fille, ou peut-être la femme du tisserand, debout d'un côté du métier, veillant à ce qu'aucun fil ne casse, pendant que le tisserand contrôlait le travail de l'autre côté ; car, si un fil venait à casser et qu'un autre fil soit pris, douze autres pouvaient casser ». Et, après le tissage, il y avait encore une demi-douzaine de petits travaux à exécuter avant que la pièce de tissu ne soit prise en charge par le transporteur jusqu'à Leeds :

> Toutes ces tâches diverses, en effet, étaient faites pour rien. Il n'était pas rare non plus, une fois le travail fait, que les tisserands aient à attendre un certain temps pour être payés. Rien d'étonnant à ce qu'on ait dit que les tisserands à bras « se heurtaient à la pauvreté »[39].

Certaines de ces pratiques n'existaient pas dans l'industrie du coton ; dans celle du peigné, ces opérations étaient depuis longtemps confiées à des ateliers spécialisés. Elles témoignent du retard de la petite industrie de la laine. Mais, dans les régions de tissage des lainages de fantaisie et du peigné, il existait d'autres formes de corvées, tout aussi peu rentables pour le tisserand. Dans les hameaux disséminés des hautes terres, le « cheval de bât humain » était bien connu – l'homme ou la femme dont on louait les services pour transporter les lourdes pièces achevées sur cinq ou même dix miles, le long des

39. J. Lawson, *Letters to the Young on Progress in Pudsey*, Stanningley, 1887, p. 26-30.

routes à travers la lande. C'était dans les régions de tissage situées autour de centres tels que Bradford, Keighley, Halifax, Huddersfield, Todmorden, Rochdale, Bolton ou Macclesfield que l'on trouvait les plus grandes populations de travailleurs à domicile misérables. La Commission d'enquête de 1834 déclara avoir découvert que « non seulement les souffrances de cette vaste catégorie d'hommes de valeur n'étaient nullement exagérées, mais qu'elles s'étaient prolongées pendant des années jusqu'à atteindre une ampleur et une intensité qu'on a peine à croire ou à concevoir ». John Fielden, témoignant devant la même Commission, en 1835, déclarait qu'un très grand nombre de tisserands ne pouvaient se procurer la nourriture la plus simple ou la moins chère en quantité suffisante ; qu'ils étaient vêtus de haillons et qu'ils avaient honte d'envoyer leurs enfants à l'école du dimanche ; qu'ils n'avaient aucun meuble et que, dans certains cas, ils dormaient sur la paille ; qu'ils « travaillaient couramment seize heures par jour » ; que la consommation d'alcool à bon marché accentuait leur sentiment de désespoir et qu'ils étaient affaiblis par la sous-alimentation et la maladie. Les biens gagnés au cours de l'« âge d'or » avaient quitté les maisons des tisserands. Un témoin de Bolton déclarait :

> Aussi loin que je me souvienne, presque chaque tisserand avait une commode dans sa maison, une horloge et des chaises, des lits en bois et des chandeliers, et même des gravures et des articles de luxe ; maintenant, je découvre que toutes ces choses ont disparu ; elles sont parties soit dans les maisons des ouvriers, soit dans les maisons des classes supérieures.

Le même témoin, un fabricant, ne pouvait se souvenir « d'un seul de [ses] tisserands qui eût, en l'espace de nombreuses années, acheté une veste ». Un couvre-lit grossier, coûtant 2 shillings 6 pence quand il était neuf, remplaçait souvent les couvertures : « J'ai vu de nombreuses maisons dans lesquelles il n'y avait que deux ou trois tabourets, et certaines sans chaise ni tabouret, pourvues simplement d'une caisse où l'on mettait les vêtements et sur laquelle on s'asseyait. »

Les témoignages concordent sur l'alimentation du tisserand pauvre et de sa famille : bouillie de flocons d'avoine, pain d'avoine, pommes de terre, porridge à l'oignon, lait ribot, mélasse ou bière maison et, pour les grandes occasions, thé, café et jambon fumé. « Pour la plupart, écrivait Richard Oastler, ils ne savent pas ce que c'est que de manger de la viande d'un bout de l'année à l'autre [...] et il arrive que leurs enfants aillent mendier à Huddersfield et en rapportent un morceau, et alors c'est un vrai luxe. [...] » Si tant est qu'il faille vérifier ce témoignage, nous en trouvons une confirmation dans l'enquête minutieuse menée à la suite de la nomination d'une Commision royale en 1838. Les conditions de vie les plus déplorables sont sans doute celles que l'on trouvait dans les logis souterrains des grandes villes – Leeds ou Manchester, par exemple –, où des Irlandais sans emploi s'efforçaient de gagner quelques shillings avec un métier à tisser.

Mais on penserait volontiers que les tisserands des Pennines, dans leurs solides maisons de pierre taillée, leurs ateliers aux grandes fenêtres à meneaux (dans la haute vallée de la Calder, par exemple, ou encore à Wharfedale, à Saddleworth ou à Clitheroe), jouissaient d'agréments qui compensaient leur pauvreté. Un chirurgien qui étudia les causes d'une épidémie de typhus dans un hameau situé non loin de Hepstonstall (petit bourg où l'industrie lainière avait prospéré du temps de la guerre civile) nous a laissé un tableau effroyable de la mort d'une de ces communautés. Bien que situés en altitude sur les landes, les cours d'eau qui alimentaient le village étaient pollués : dans une rivière, polluée par un abattoir, grouillaient en été « les formes de vie animale les plus infectes qui soient ». Cet égout passait directement sous les dalles de la maison d'un tisserand. Les maisons étaient froides et humides, les rez-de-chaussée en contrebas du niveau du sol. « On peut dire honnêtement que la bouillie d'avoine et les pommes de terre sont à peu près leurs seuls moyens de subsistance », avec du vieux lait et de la mélasse. Si l'on ne pouvait s'offrir du thé ou du café, on préparait une infusion de menthe, de tanaisie ou d'hysope. Même ce régime « ne leur suffit nullement. [...] La santé des habitants est l'objet d'une détérioration rapide ». Les soins médicaux et

les frais d'enterrement étaient généralement assurés grâce aux *poor rates* ; un sur dix seulement recevait une assistance médicale lors des naissances :

> Quelle est la situation de la femme du tisserand à bras lors d'un accouchement ? Elle est debout, avec une femme de chaque côté ; ses bras sont placés autour de leurs cous et, pendant les douleurs, elle tire presque ses aides jusqu'à terre ; et c'est dans ces conditions qu'a lieu la naissance. [...] Et pourquoi cela se passe-t-il ainsi ? La réponse est qu'il n'y a pas de literie de rechange [...]

« Qu'ils arrivent à survivre, s'exclamait ce médecin plein d'humanité, est un défi aux facultés mêmes de la vue et de l'ouïe[40]. »

La réaction contemporaine contre les thèses des Hammond a atteint une telle ampleur qu'il est presque impossible de citer des témoignages comme celui-ci, surabondants pour ces années-là, sans être accusé de mauvaises intentions. Cependant, il est nécessaire de le faire ; car, sans cette information, il nous serait tout à fait possible de lire l'expression « déclin des tisserands à bras » sans prendre réellement conscience de l'étendue de la tragédie qui se jouait. Des communautés de tisserands (certaines, dans le West Country et dans les Pennines, avaient trois ou quatre cents ans d'existence ininterrompue ; d'autres, plus récentes, possédaient néanmoins des traits culturels spécifiques et des traditions) cessèrent littéralement d'exister. La structure démographique de Heptonstall-Slack est extraordinaire à cet égard : sur une population de 348 habitants, plus de la moitié avaient moins de vingt ans (147, moins de quinze ans), tandis que 30 seulement avaient plus de cinquante ans : ce n'était pas le signe d'une communauté en expansion, mais bien la preuve d'une faible espérance de vie. Au cours de la période catastrophique des années 1830 et 1840, où l'introduction du métier mécanique, l'afflux de main-d'œuvre irlandaise et la nouvelle loi sur les pauvres achevaient ce que la réduction des salaires avait entamé – alors que se faisaient

40. R. Howard, *op. cit.*, *passim*.

jour les espoirs insurrectionnels des tisserands chartistes –, des choses horribles se produisirent : clubs d'enterrement d'enfants (auxquels chaque élève d'une école du dimanche versait 1 penny par semaine pour son propre enterrement ou pour celui d'un camarade) ; mise en circulation et discussion sérieuse d'un pamphlet (de « Marcus ») en faveur de l'infanticide. Mais ce n'est pas tout. Avant que leurs conditions de vie n'atteignissent ce degré d'atrocité, les communautés de tisserands les plus anciennes avaient connu un mode de vie que leurs membres préféraient au niveau de vie plus élevé de la ville industrielle. Le fils d'un tisserand de la région de Heptonstall, enfant dans les années 1820, se souvenait que les tisserands « passaient parfois de bons moments ». « L'atmosphère n'était pas souillée par [...] la fumée de la fabrique. »

> Il n'y avait aucune cloche pour les faire lever à quatre ou cinq heures [...] ils étaient libres de commencer ou de ne pas venir si cela leur convenait. [...] Le soir, tandis qu'ils travaillaient encore, aux dates anniversaires des écoles du dimanche, les jeunes hommes et femmes se mettaient de bon cœur à chanter des hymnes, le rythme des navettes marquant la mesure [...]

Certains tisserands avaient fruits, légumes et fleurs dans leurs jardins. « Je travaillais à côté du métier, et, quand je ne dévidais pas le fil, mon père m'apprenait à lire, à écrire et à compter. » Un enfant de la fabrique de Keighley, qui la quitta pour le métier à bras à l'âge de dix-huit ans, déclara à la Commission de Sadler (1832) qu'il préférait le métier à bras à la fabrique, « et de loin ». « Je suis plus détendu ; je peux regarder autour de moi et sortir me dégourdir un peu les jambes. » C'était la coutume à Bradford, pour les tisserands, de se réunir pour prendre ensemble le repas de midi :

> [...] et discuter avec les autres tisserands et peigneurs des nouvelles ou des commérages du jour. Quelques-uns d'entre eux restaient une heure à discuter de l'engraissage du cochon, de l'élevage des poules, de la capture des oiseaux, et, de temps à autre, le ton montait, quand il était question de la grâce ou de savoir si le baptême du nouveau-né ou l'immersion

de l'adulte était la façon correcte et biblique de faire les choses. J'ai vu plus d'une fois des hommes sur le point de se battre à ce [...] propos[41].

Un mélange unique de conservatisme social, de fierté locale et d'acquis culturels constituait le mode de vie de la communauté de tisserands du Yorkshire et du Lancashire. En un sens, ces communautés étaient certainement « retardataires » – elles s'accrochaient à chacune de leurs traditions avec une obstination égale : traditions dialectales, coutumes régionales, ignorance crasse en matière médicale et superstitions. Mais plus on observe de près leur mode de vie, moins les notions de progrès économique et de « retard » semblent pertinentes pour les évaluer. Il y avait certainement, parmi les tisserands du Nord, un noyau actif d'autodidactes capables de bien s'exprimer et tout à fait cultivés. Chaque région de tissage avait ses poètes, biologistes, mathématiciens, musiciens, géologues et botanistes : le personnage du vieux tisserand, dans *Mary Barton,* était certainement tiré de la réalité. Des musées et des sociétés d'histoire naturelle dans le Nord possèdent aujourd'hui des descriptions ou des collections de lépidoptères établies par des tisserands ; et certains d'entre eux, dans des villages isolés, apprenaient tout seuls la géométrie en traçant les figures à la craie sur le dallage et n'aimaient rien tant que de débattre du calcul différentiel[42]. Parfois, lorsque le tissage était uni et le filé solide, il arrivait qu'on plaçât un livre sur le métier et qu'on lût, tout en travaillant.

On a recueilli aussi des poèmes de tisserands, quelques-uns de

41. J. Greenwood, « Reminiscences », *Todmorden Advertiser*, 10 septembre 1909 ; J. Hartley, « Memorabilia », *Todmorden and District News*, 1903 ; W. Scruton, *op. cit.*, p. 92.

42. Voir aussi J.F.C. Harrison, *Learning and Living*, 1961, p. 45 ; et M.D. George, *op. cit.*, p. 188, pour les tisserands de Spitalfields. Ces traditions étaient également vivaces dans le West Country, à Norwich et tout particulièrement chez les tisserands écossais. À Spitalfields, les tisseurs de soie apportaient leur contribution à des sociétés de mathématiques, d'histoire, d'horticulture, d'entomologie, de diction et de musique : G.I. Stigler, *Five Lectures on Economic Problems*, 1949, p. 26.

caractère traditionnel, d'autres plus élaborés. Les ballades de « Jone o' Grinfilt » (Lancashire) connurent leur heure de gloire patriotique au début des guerres (alors qu'on écrivait aussi des contre-ballades jacobines) et restèrent populaires à l'époque du chartisme et jusqu'à la guerre de Crimée. La plus émouvante, « Jone o' Grinfilt Junior », était chantée à la fin des guerres :

> Ch'uis un pauv' tisserand, comme beaucoup l' savent,
> J'ai rien à manger à la maison, et mes habits, j' les ai tout usés,
> On m' donnerait pas quat' sous pour c' que j'ai sur l' dos,
> Mes sabots, i's ont des trous partout, et des bas, j'en ai point ;
> C'est-i' pas malheureux d'être au monde
> Pour trimer et trimer, et fair' du mieux qu'on peut !
>
> Le pasteur d' not' paroisse, il arrête pas d' nous s'riner,
> Qu'on verrait des jours meilleurs, si j' voulais ben t'nir ma langue ;
> Mais pour la t'nir, j'l'ai t'nue, ma langue, jusqu'à p'us pouvoir respirer,
> Pour tout dire, j' crois ben qu'i' veut m' faire crever au travail ;
> Oh, pour ça, i' vit ben, tout en disant pis qu' pend' du diable,
> Mais sur sa vie à lui, il a jamais dit mot.
>
> On a été six semaines sur les ch'mins, pensant ben qu' chaq' jour, ça s'ra l' dernier,
> On restait un peu, pis on r'partait, si ben qu'i' nous reste ren à c't' heure ;
> On mangeait des orties, tant qu' les orties étaient bonnes,
> Et c'est ben l' porridge de Waterloo qu'était la meilleure pitance ;
> J' vous dis la vérité, et j'en connais, des gens
> Qui vivent point mieux qu' moi [...]

Les huissiers forcent l'entrée de la maison et, après une lutte, saisissent le mobilier.

> J'ai dit à la Margot, comme on couchait par terre,
> « Pour sûr qu'on descendra pas plus bas dans c' monde [...] »

Quand Jone rapporte son travail à son maître, il apprend qu'il lui doit de l'argent, car une pièce a été surpayée. Il ressort de l'entrepôt désespéré, et va voir sa femme.

> La Margot déclare qu' si alle avait queuq' chose à s' met' sur l' dos,
> Alle irait à Londes, voir le roi ;
> Et qu' si après ça les choses changeaient pas,
> A' dit qu'all' commenc'rait à s' batte, et qu'y aurait du sang,
> C'est point qu'alle ait queuqu' chose cont' le roi, mais alle aime point les choses injustes,
> A' dit qu'all' le sait ben, quand on l'y fait du tort[43].

L'autre type de poète tisserand était l'autodidacte. Samuel Law, tisserand de Todmorden, qui publia, en 1772, un poème inspiré des *Saisons* de Thompson, en est un remarquable exemple. Le poème n'a pratiquement aucune qualité littéraire mais révèle une connaissance de Virgile, d'Ovide et d'Homère (dans le texte) ainsi que de la biologie et de l'astronomie :

> Oui, tout au long du jour, et dans le crépuscule de chaque soirée,
> Je méditais, au son du métier [...]
> Et cependant, je tissais la toile brochée de fleurs,
> Avec mes doigts plus froids que la glèbe gelée ;
> Et maintes fois, traversant la charpente de l'Homme,
> Couraient d'affreuses terreurs glacées et nauséeuses[44].

Les poètes tisserands des époques ultérieures n'expriment plus guère que la souffrance, et leurs œuvres imitent laborieusement des formes littéraires d'emprunt (notamment la « poésie de la nature ») qui ne traduisent guère l'expérience authentique du tisserand. Un tisserand qui avait travaillé au métier à bras de 1820 à 1850, avant de trouver

43. J. Harland, *Ballads and Songs of Lancashire*, 1865, p. 223-227.

44. *A Domestic Winter-piece [...]*, par Samuel Law, de Barewise, près de Todmorden, tisserand du Lancashire, Leeds, 1772.

du travail dans une fabrique équipée de métiers mécaniques, déplorait l'effet de ce changement sur sa poésie :

> Je travaillais alors dans une petite pièce dominant le cimetière de Luddenden. Je sortais dans les champs et les bois à l'heure des repas et écoutais chanter les oiseaux l'été ou contemplais les eaux frémissantes du Luddon. [...] J'ai quelquefois été tiré de ces rêveries par quelque jeune fille abandonnée en peine d'amour qui [...] épanchait les sanglots de son cœur au vent ingrat. Je rentrais alors chez moi et me mettais à écrire. [...] Mais tout cela est terminé. Je dois continuer à travailler au milieu du vacarme des machines.

Il est triste de voir des années de culture personnelle déboucher sur ce genre de clichés. Mais c'est le savoir lui-même qui apportait d'authentiques satisfactions – son observation de la nature lorsqu'il était jeune homme, à la fin des années 1820, est beaucoup plus convaincante que son observation des jeunes filles en mal d'amour :

> Je collectionnais des insectes, ainsi que le faisaient d'autres jeunes gens au village. Nous formâmes une bibliothèque. [...] Je crois bien que moi-même et un de mes compagnons avions rassemblé vingt-deux grandes boîtes d'insectes ; cent vingt catégories différentes d'œufs d'oiseaux de Grande-Bretagne ; plus une grande quantité de coquillages (de terre et d'eau douce), des fossiles, des minéraux, des pièces anciennes et modernes [...][45].

Samuel Bamford assure la transition entre les traditions populaires des communautés du XVIII^e^ siècle (dont l'existence se prolongea longtemps dans le siècle suivant) et les entreprises intellectuelles plus conscientes des premières décennies du XIX^e^ siècle. Entre l'une et l'autre, deux expériences introduisirent des transformations profondes – le méthodisme et le radicalisme politique[46]. Mais, lorsque

45. W. Heaton, *The Old Soldier*, 1857, p. XXIII, XIX.

46. Pour le méthodisme et les tisserands, voir chap. XI, *infra*. Pour le radicalisme politique de l'après-guerre, voir p. 845-851.

nous essayons de cerner le levain intellectuel, il ne faut pas négliger les petits drapiers réduits au statut de tisserands[47], qui apportaient parfois avec eux des connaissances et de petites bibliothèques.

L'expression la plus complète des valeurs des communautés de tisserands relève de l'histoire du mouvement chartiste. Une grande proportion des chefs chartistes locaux du Nord et des Midlands étaient des travailleurs à domicile dont les années de formation se situaient entre 1810 et 1830. Tel est le cas de Benjamin Rushton, de Halifax, né en 1785 et déjà réformateur « vétéran » en 1832 ; ou de William Ashton, tisseur de toile de Barnsley, né en 1806, relégué en 1830 pour avoir participé à des émeutes, libéré en 1838 et ramené d'Australie grâce à la souscription de ses camarades, qui devait jouer un rôle prépondérant dans le mouvement chartiste et faire un autre séjour en prison ; ou de Richard Pilling, tisserand sur métier à bras converti au métier mécanique et qui était connu comme le « Père » du « complot des soupapes » dans le Lancashire ; ou encore de John Skevington, prédicateur local, apôtre du méthodisme primitif, tisseur de bas et chef chartiste de Loughborough ; de William Rider, tisserand d'étoffe de Leeds ; et de George White, peigneur de laine de Bradford[48].

La carrière de ces hommes nous entraînerait au-delà des limites de cette étude. Mais le radicalisme du Lancashire, au cours de la période 1816-1820, fut en grande partie un mouvement de tisserands, et c'est dans de telles communautés que se *formèrent* les futurs chefs – leur apport au mouvement ouvrier naissant est inestimable. Ils avaient, comme l'artisan des villes, le sentiment d'avoir perdu leur statut, et

47. John Fielden déclara devant la Commission d'enquête de 1835 : « Je pense que les trois quarts au moins des ouvriers de ma région ont été réduits à la pauvreté. »

48. Pour Rushton, voir *infra*, p. 526-529. Pour Ashton, plusieurs sources dans la Reference Library de Barnsley. Pour Pilling, voir *Chartist Trials*, 1843. Pour Skevington, voir J.F.C. Harrison, « Chartism in Leicester », in A. Briggs, *Chartist Studies*, 1959, p. 130, 131. Pour White et Rider, voir Harrison, *ibid.*, p. 70 *sq.*

les souvenirs de l'« âge d'or » vivaient en eux ; ils attachaient en outre une grande importance aux valeurs d'indépendance. De sorte qu'ils constituèrent, en 1816, un public tout désigné pour Cobbett. La question controversée du détournement de filé mise à part, presque tous les témoins évoquent l'honnêteté et l'indépendance des tisserands – « aussi fidèles, moraux et dignes de confiance qu'aucune autre corporation de Sa Majesté[49] ». Mais, plus que l'artisan des villes, ils avaient le souci profond de l'égalité sociale. De même que les jours meilleurs avaient été partagés par tous les membres de la communauté, les souffrances étaient celles de toute la communauté ; et ils étaient tombés si bas qu'il n'y avait au-dessous d'eux aucune catégorie de travailleurs occasionnels ou non qualifiés contre laquelle ils eussent à ériger des barrières protectrices économiques ou sociales. Cela donna une résonance morale toute particulière à leurs protestations, exprimées en termes owénistes ou bibliques ; ils en appelaient aux droits fondamentaux et aux notions élémentaires de camaraderie et d'humanité plutôt qu'à l'intérêt corporatif. C'est en tant que communauté qu'ils revendiquaient ; et les projets utopistes visant à redéfinir la société d'un seul coup – les communautés owénistes, la grève générale universelle, le plan agraire des chartistes – se propagèrent parmi eux comme le feu dans la lande. Mais, fondamentalement, c'était le même rêve qui s'exprimait sous des formes différentes : une communauté de petits producteurs indépendants, échangeant leurs produits sans passer par les maîtres et les intermédiaires. En 1848 encore, un tisseur de lin de Barnsley, qui avait connu William Ashton durant sa relégation, déclarait devant la Convention nationale chartiste que, lorsque la Charte serait votée, « ils diviseraient la terre en petites fermes et donneraient à chaque homme la possibilité de gagner sa vie à la sueur de son front[50] ».

Nous devons maintenant examiner avec plus de rigueur la condition réelle des tisserands dans les années 1830 et chercher à savoir comment ils pouvaient, le cas échéant, l'améliorer. Il est courant de

49. W. Radcliffe, *op. cit.*, p. 107.
50. *Halifax Guardian*, 8 avril 1848.

qualifier leur sort de « désespéré », dans un métier « malade » ou « dépassé » ; ils menaient un combat « perdu d'avance » et étaient condamnés à un « déclin inévitable ». On peut dire au contraire que, jusqu'à la fin des années 1820, le métier mécanique servit de *prétexte* pour détourner l'attention des autres causes de leur déclin[51]. Avant 1820, il est difficile de soutenir qu'il y ait eu concurrence *directe* entre le métier mécanique et le métier à bras ; même si, en effet, le nombre des métiers mécaniques pour le coton augmente, on oublie parfois que la consommation de coton s'élève considérablement dans le même temps[52]. La même chose est vraie pour l'industrie du peigné jusqu'en 1835 ; et dans d'autres branches de la laine jusqu'aux années 1840[53]. Ainsi le déclin des tisserands sur

51. G.H. Wood, *History of Wages in the Coton Trade*, 1910, p. 112, donne les moyennes de salaires suivantes pour les tisseurs de coton : 18 shillings 9 pence (1797), 21 shillings (1802), 14 shillings (1809), 8 shillings 9 pence (1817), 7 shillings 3 pence (1828), 6 shillings (1832). Il est probable que ces chiffres sous-évaluent le déclin réel des salaires : une moyenne hebdomadaire de 4 shillings 6 pence était certainement le lot de nombreuses régions aux alentours des années 1830. Le déclin dans la plupart des branches de peigné et de lainage fut du même ordre, quoique plus tardif et tombant rarement aussi bas. Les amateurs de statistiques peuvent consulter les nombreuses données rassemblées dans les *Rapports* des commissaires et commissions d'enquête : tableaux utiles dans *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1834, p. 432, 433, 446 ; et J. Fielden, *National Regeneration*, 1834, p. 27-30.

52. Estimations du nombre de métiers mécaniques à tisser le coton en Angleterre : 1820, 12 150 ; 1829, 55 000 ; 1833, 85 000. Estimations portant sur le poids de retors consommés : 1820, 87 096 millions de livres ; 1829, 149 570 millions de livres. Estimations du nombre de tisseurs de coton sur métier à bras : 1801, 164 000 ; 1810 : 200 000 ; 1820, 240 000 ; 1830, 240 000 ; 1833, 213 000 ; 1840, 123 000, pour tout le Royaume-Uni. Voir N.J. Smelser, *Social Change in the Industrial Revolution*, 1959, p. 137, 148, 149, 207.

53. Dans la paroisse de Halifax, où le peigné était prédominant, la consommation de laine passa de 3 657 000 livres en 1830 à 14 423 000 en 1850. Au cours de la même période, le nombre de métiers à tisser mécaniques pour le

métier à bras connut-il deux phases. Au cours de la première, qui mène jusqu'en 1830 ou 1835, le métier mécanique ne fut qu'une cause annexe, bien qu'il occupât psychologiquement une place beaucoup plus importante (et servît en ce sens de levier pour réduire les salaires) ; au cours de la seconde phase, l'énergie mécanique se substitua à la fabrication à la main. C'est au cours de la première phase qu'eurent lieu les réductions de salaires les plus importantes (disons de 20 à 8 shillings).

Ces deux phases étaient-elles inévitables ? Selon la plupart des historiens, il semblerait que oui, encore que l'on suggère parfois que les tisserands auraient pu recevoir davantage d'aide ou de conseils. Selon un grand nombre de contemporains – y compris les tisserands et leurs représentants –, elles ne l'étaient pas. La première phase de déclin s'explique par une douzaine de facteurs déterminants, parmi lesquels les effets généraux de la décennie déflationniste de l'après-guerre : mais les causes fondamentales paraissent bien être, d'abord, la destruction des coutumes et des protections syndicales ; en deuxième lieu, le fait que les tisserands furent totalement exposés aux pires formes de réductions de salaires ; troisièmement, la surcharge de la profession par les sans-emploi, pour lesquels elle était devenue « le dernier refuge des malheureux ». Un industriel de Bolton définit succinctement la cause efficiente :

> [...] je trouve que, depuis le tout début de la fabrication de la mousseline à Bolton, le métier de tisserand a souffert de réductions de salaires arbitraires qui ont été considérables dès le départ. On pourrait croire que la rémunération du travail doit se stabiliser à un niveau naturel ; mais, dès le départ, il a été possible à tout fabricant de pratiquer la réduction des salaires ; et je tiens pour vrai que, lorsqu'il ne pouvait vendre les produits aux prix qu'il croyait devoir en obtenir, il se mettait aussitôt à réduire les salaires des tisserands.

---

peigné passa de quelques centaines à 4 000. À Bradford, le rapport des métiers mécaniques aux métiers à bras, en 1836, était encore de 3 000 à 14 000.

Pourtant, à la même époque, à Bolton, en 1834 – une bonne année –, « aucun tisserand n'est au chômage ; il n'y a aucun danger pour quiconque d'être au chômage en ce moment[54] ».

L'effondrement des coutumes et du syndicalisme fut en relation directe avec l'intervention de l'État. Cela n'était « inévitable » que si l'on prend à son compte l'idéologie dominante et le ton contre-révolutionnaire de ces années-là. Les tisserands et leurs défenseurs opposaient à cette idéologie une analyse et des lignes de conduites contraires, reposant sur la revendication d'un salaire minimum dont l'application serait assurée par des commissions de fabricants et de tisserands. Ils refusaient catégoriquement les sermons sur « l'offre et la demande ». Quand on lui demanda si les salaires ne devaient pas d'eux-mêmes trouver leur « niveau », un tisseur de soie de Manchester répondit qu'il n'y avait aucun point commun entre « ce qu'on appelle le capital et le travail » :

> Le capital, je ne peux le définir autrement que comme une accumulation des produits du travail. [...] Le travail est toujours mis sur le marché par ceux qui n'ont rien d'autre à garder ou à vendre, et qui par conséquent doivent s'en séparer sur-le-champ. [...] Le travail que je [...] pourrais faire cette semaine, si, imitant par là le capitaliste, je refuse de m'en séparer [...] parce qu'on ne m'en offre pas un prix convenable, puis-je le mettre en réserve ? le conserver dans du sel ? [...] Ces deux distinctions entre la nature du travail et celle du capital (c'est-à-dire que le travail est toujours vendu par les pauvres et toujours acheté par les riches, et que le travail ne peut en aucune façon être emmagasiné, mais doit à chaque instant être vendu ou perdu) suffisent à me convaincre que le travail et le capital ne peuvent jamais, en toute justice, être soumis aux mêmes lois [...][55].

Selon le témoignage de Richard Oastler, les tisserands voyaient clairement que « *le capital et les biens sont protégés, et que leur travail est abandonné au hasard* ». Le témoignage d'Oastler devant la Com-

54. *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1834, p. 381 (4901), p. 408 (5217).

55. *Ibid.*, 1835, p. 188 (2686).

mission d'enquête, où il fut questionné par un des partisans de l'« économie politique », met en évidence la divergence des conceptions en matière de responsabilité sociale :

> [OASTLER]. La durée du travail doit être réduite et [...] le Gouvernement devrait désigner une Commission [...] choisie par les maîtres et par les travailleurs pour fixer la question de la réglementation des salaires [...]
> Q. Vous entendez mettre fin à la liberté du travail ?
> R. J'entends mettre fin à la liberté du meurtre et à la liberté qui consiste à faire travailler les ouvriers au-delà de leurs forces ; j'entends mettre fin à tout ce qui empêche le pauvre homme de bien gagner sa vie en faisant un travail honnête et raisonnable ; et j'entends y mettre fin parce que cela détruit la vie humaine.
> Q. Cela aurait-il l'effet que vous souhaitez ?
> R. Je suis sûr que la conséquence actuelle de la liberté du travail est la pauvreté, la détresse et la mort [...]
> Q. Et si cela avait pour conséquence d'élever les prix de façon considérable et [...] que vous ne puissiez pas exporter vos produits ?
> R. Nous pouvons les utiliser dans le pays.
> Q. Vous n'en utiliseriez pas autant, non ?
> R. Trois fois autant et beaucoup plus encore, parce que les ouvriers seraient mieux payés et qu'ils les consommeraient. Les capitalistes n'utilisent pas les marchandises, et voilà la grande erreur [...] Si les salaires étaient plus élevés, l'ouvrier pourrait s'habiller [...] et se nourrir [...] et ces ouvriers sont après tout les grands consommateurs de produits agricoles et industriels, et non pas le capitaliste, parce qu'un grand capitaliste, si riche qu'il soit, ne porte jamais qu'une veste à la fois, du moins en porte-t-il rarement deux à la fois, mais mille ouvriers pouvant acheter mille vestes, alors qu'aujourd'hui ils ne peuvent en avoir une, voilà qui ferait très certainement prospérer le commerce [...]

Pour ce qui est des bureaux de commission ou « abattoirs », Oastler prônait une action directe de la loi :

> On ne promulgue pas une seule loi qui n'entrave pas la liberté ; on fait des lois pour empêcher les gens de voler, c'est-à-dire qu'on limite la liberté humaine ; et on fait des lois pour empêcher les hommes de tuer,

ce qui est une limite à la liberté humaine [...] Je dirai que ces hommes des abattoirs n'ont pas le droit d'agir comme ils le font et qu'il faut le leur interdire [...]

On dirait que les capitalistes « sont une classe privilégiée d'individus, mais la raison m'en a toujours échappé[56] ».

« Voilà la grande erreur » : aux tisserands qui tissaient du drap, alors qu'ils ne portaient que des haillons, on inculquait énergiquement le mensonge pernicieux de l'économie politique orthodoxe. C'était avant la concurrence du métier mécanique, et alors que leur nombre s'accroissait encore, que les tisserands du Lancashire chantaient leur triste « Lamentation » :

Gentilshommes et commerçants, qui vous promenez à loisir,
Regardez de haut ces pauvres gens ; c'est assez pour vous rendre fiers ;
Regardez de haut ces pauvres gens, alors que vous allez et venez,
Je pense qu'il y a un Dieu là-haut pour rabaisser votre superbe.
*Refrain*
Vous, tyrans d'Angleterre, votre race pourrait bientôt s'éteindre,
On pourrait bien vous demander des comptes, pour le mal que vous avez causé.

Vous réduisez nos salaires, d'une manière honteuse,
Vous fréquentez les marchés et dites que vous ne pouvez vendre,
Et lorsqu'on vous demande quand ces temps durs changeront,
Vous répondez promptement : « Quand les guerres finiront. »

Les enfants de tisserands sont en haillons, alors que « les vôtres sont parés comme des singes de foire » :

Vous allez à l'église le Dimanche, par pur orgueil, j'en suis sûr,
Il ne peut y avoir de religion là où les sentiments humains sont rejetés ;
S'il y a une place au ciel, comme il y en a à la Bourse,
Nos pauvres âmes ne doivent pas s'en approcher ; telles des brebis égarées elles doivent errer.

56. *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1834, p. 283-288.

De mets fins et variés vos tables sont couvertes,
De bonne bière et de cognac qui vous empourprent le visage ;
Vous invitez de nombreux amis – c'est là votre plaisir –
Et vous vous concertez pour nous faire pâlir.

Vous dites que Bonaparte, c'est lui qui a tout gâché,
Et que nous avons de bonne raisons de prier pour sa chute ;
Mais Bonaparte est mort et enterré, et il est bien évident
Que nous avons de pires tyrans, des « Napo » de notre cru[57].

L'évidence de leur exploitation ajoutait à leur colère et à leur souffrance : rien ne leur semblait « naturel » ou « inévitable » dans le processus qui amena les troupes à Peterloo ou permit à leurs maîtres d'ériger de beaux manoirs dans les régions industrielles.

Les historiens qui prétendent qu'il était impossible de réglementer les salaires ne se sont pas embarrassés d'arguments. Les propositions de John Fielden concernant un salaire minimum qui serait périodiquement réexaminé dans chaque région par des commissions n'étaient pas plus « impossibles » que la loi des Dix Heures, qui ne s'imposa qu'après trois décennies d'agitation intense et face à une opposition tout aussi importante. Fielden avait rangé de son côté non seulement les tisserands, mais aussi beaucoup de maîtres qui souhaitaient limiter les agissements des moins scrupuleux et des « abattoirs ». La difficulté résidait non pas (comme le pense N.J. Smelser) dans le « système de valeurs dominant de l'époque », mais dans une très forte opposition de la part d'une minorité de maîtres et dans l'état d'esprit qui régnait au Parlement (que N.J. Smelser loue pour avoir su « prendre en main » et « canaliser » les « symptômes de malaise injustifiés » des tisserands[58]). En 1834, la Chambre nomma une Commission d'enquête présidée par un industriel généreux de Paisley, John Maxwell. Avec

57. J. Harland, *op. cit.*, p. 259-261.

58. Voir N.J. Smelser, *op. cit.*, p. 247. Pour rendre justice au Pr. Smelser, il nous faut ajouter que son ouvrage, quoique totalement dépourvu de sensibilité dans son argumentation générale, contient quelques aperçus intéres-

John Fielden (qui faisait partie de la Commission), il veilla à ce que celle-ci soit essentiellement composée d'hommes de cœur. La Commission, tout en s'intéressant profondément au sort des tisserands, ne rendit aucun avis en 1834 ; mais en 1835, après avoir réuni d'autres faits, elle fit un rapport non équivoque en faveur du projet de loi sur le salaire minimum de Fielden : « Le résultat de cette mesure serait de retirer aux maîtres les plus durs le pouvoir qu'ils ont à présent de décider des salaires. » Il était indispensable d'appliquer cette mesure, ne serait-ce qu'à titre d'essai, et cela « montrera du moins que le Parlement n'a pas été insensible à leur détresse et a prêté une oreille attentive à leurs prières alors qu'ils imploraient du secours » :

> Votre Comité s'oppose résolument à l'opinion selon laquelle le Parlement ne peut et ne doit intervenir dans des cas semblables. Au contraire, lorsque le confort et le bonheur des sujets britanniques, quel qu'en soit le nombre, est en jeu, Votre Comité pense qu'il est du devoir du Parlement de s'informer le plus tôt possible et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer la situation.
> Par conséquent, Votre Comité recommande vivement qu'une Loi telle que celle que propose M. Fielden entre immédiatement en vigueur [...][59].

Conformément à ces recommandations, un projet de loi fut présenté le 28 juillet 1835 par John Maxwell. La force de l'opposition se manifesta par la voix de Poulett Thomson :

> Était-il possible au gouvernement d'un pays de décider en matière salariale ? Était-il possible que le travail de l'homme ne soit pas libre ?

Une telle mesure serait un « acte de tyrannie ». Le Dr. Bowring et Edward Baines (du *Leeds Mercury*) conseillèrent aux tisserands de

---

sants sur les modifications apportées par les changements techniques dans les relations familiales des ouvriers du coton.

59. *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1835, p. xv. J'ai cité cette partie du rapport pour corriger les comptes rendus inexacts de N.J. Smelser, *op. cit.*, p. 263, 264, et de J.H. Clapham, *op. cit.*, p. 552.

« limiter la concurrence » en orientant leurs enfants vers d'autres emplois. Le *Hansard*, journal des débats parlementaires, ponctua les interventions de John Fielden de la mention « inaudible ». Le projet de loi fut rejeté par 129 voix contre 41. Proposée par Maxwell en 1836, sa seconde lecture fut constamment ajournée et finalement abandonnée. Réintroduite en mai 1837 par Maxwell sur une motion d'ajournement, elle fut rejetée par 82 voix contre 39. En dépit d'un Parlement favorable au laissez-faire, les fabricants de Paisley et de Todmorden (dont beaucoup d'habitants étaient au bord de la famine) poursuivirent le combat. John Fielden proposa un nouveau projet de loi le 21 décembre 1837 : rejeté par 73 voix contre 11. Mais Fielden campa sur ses positions et fit savoir qu'il s'opposerait à toute loi de finances jusqu'à ce que la Chambre fasse quelque chose. Cette fois, il fut « audible ». Une Commission royale fut désignée, fermement dirigée par ce doyen de l'économie politique orthodoxe qu'était Nassau Senior, et ce fut le début d'une phase de « prise en main » et de « canalisation ». Des *assistant commissioners* parcoururent les districts sinistrés en 1838, après avoir été avertis par Senior qu'ils auraient « à combattre maintes théories favorites, et qu'ils risquaient de décevoir de nombreuses espérances, vagues ou folles, mais nourries depuis longtemps ». Certains de ces hommes étaient doués de qualités humaines et d'intelligence, mais ils n'en étaient pas moins les idéologues du laissez-faire. Leurs rapports – ainsi que le rapport définitif de la Commission – furent publiés en 1839 et 1840. Le rapport aride du chargé d'enquête du West Riding laisse à penser que – mis à part le service qu'il rendrait plus tard aux spécialistes d'histoire sociale – il aurait pu tout aussi bien se dispenser de sa tâche :

> La conclusion générale que je me suis efforcé d'établir est que c'est l'affaire de la loi de supprimer toutes les mesures qui s'opposent à l'accumulation du capital, et ainsi d'améliorer la *demande* de travail ; mais elle n'a pas à s'occuper de l'*offre*.

Mais cette conclusion avait été aussi son hypothèse. « La puissance du tsar de Russie », écrivait-il,

> ne pourrait augmenter le salaire d'hommes dans cette situation [...] tout ce qui reste à faire, par conséquent, est d'instruire les tisserands sur métier à bras de leur situation réelle, de leur conseiller de fuir le métier et de se garder d'y conduire leurs enfants comme ils se garderaient de commettre les crimes les plus atroces [...][60].

Tous ces efforts de « prise en main » et de « canalisation » eurent au moins deux effets : ils transformèrent les tisserands en chartistes résolument partisans de la « force physique », et, pour le seul coton, le nombre de tisserands diminua de 100 000 entre 1830 et 1840. À n'en point douter, le projet de Fielden ne se serait révélé que partiellement efficace, n'aurait apporté qu'un mince soulagement dans les années 1830, où la concurrence avec le métier mécanique s'intensifiait, et aurait pu pousser le gros de la main-d'œuvre employée à temps partiel vers une autre industrie. Mais nous devons bien peser nos mots : un « soulagement léger » dans les années 1830 aurait pu faire toute la différence entre la mort et la survie. « Je pense que l'on a déjà trop tardé », déclarait Oastler devant la Commission d'enquête de 1834 : « Je crois que le retard qui a été pris dans cette affaire a envoyé des centaines d'ouvriers britanniques au cimetière. » Sur les 100 000 tisserands que le Lancashire perdit au cours de cette décennie, il est probable que seule une minorité trouva d'autres activités : une partie des autres mourut naturellement tandis que l'autre « s'éteignit » prématurément[61]. (Quelques-uns auraient été entretenus par ceux de leurs enfants qui étaient entrés à

60. *Journals of House of Commons* et Hansard, *passim* ; *Reports of Hand-Loom Weaver's Commissioners*, 1840, III[e] partie, p. 590 ; A. Briggs, *Chartist Studies*, p. 8, 9.

61. Voir le journal de W. Varley, tisserand, in W. Bennett, *History of Burnley*, Burnley, 1948, III, p. 379-389 ; (février 1827) « les souffrances et la maladie sont choses communes, et ce n'est pas étonnant, avec tous les jeûnes et les privations et le dur labeur que les pauvres sont en train de subir de nos jours. [...] La petite vérole et les oreillons emportent par deux ou trois les enfants d'une maison. »

la fabrique.) Mais c'est en 1834 que la Chambre, qui s'était révélée incapable de leur apporter le moindre soulagement, s'attaqua directement et activement à leur condition avec le projet d'amendement de la loi sur les pauvres. L'aide extérieure – ressource de nombreuses communautés, parfois à l'échelle d'un « Speenhamland » – fut remplacée par les « bastilles » à compter de la fin des années 1830. Le résultat fut véritablement catastrophique. Si N.J. Smelser veut bien examiner le « système de valeurs dominant » des tisserands, il découvrira que *tout* secours aux pauvres était mal vu, mais que les valeurs que représentaient l'indépendance et le mariage faisaient de l'hospice malthusien un recours inacceptable. La nouvelle loi sur les pauvres non seulement refusait tout secours au tisserand et à sa famille, et l'*obligeait à exercer* son métier jusqu'à la mort, mais attira d'autres ouvriers (des Irlandais pauvres, par exemple). « C'est plus fort que moi ! Quand on parle de ces choses-là, la colère m'emporte », déclarait un tisseur de mousseline de Bolton devant la Commission de 1834 :

> Je me trouve dans une situation inévitable ; je me trouve aujourd'hui à moins d'un an de mes soixante ans et je calcule qu'en moins de huit ans je serai dans la misère. Je ne suis pas capable, en dépit de mes efforts les plus soutenus, de gagner un shilling de plus ; alors que je suis en bonne santé, ça me demande toutes les peines du monde pour me maintenir en vie. [...] Je parle avec émotion de ce sujet, comme le ferait tout homme dans ma situation ; le projet d'amendement de la loi sur les pauvres me paraît être un système coercitif imposé aux pauvres, et je vois que sous peu il m'en faudra subir les terribles effets. Je n'ai pas mérité ce qui m'arrive. Je suis un homme loyal, profondément attaché aux institutions de mon pays et j'aime mon pays. « Angleterre, malgré tous tes défauts, je t'aime encore », ainsi parle mon âme [...][62].

C'est dans des régions de tissage comme Ashton (où le pasteur chartiste Joseph Raynor Stephens prononça des discours insurrectionnels), Todmorden (où Fielden défia carrément la loi), Hudders-

62. *Loc. cit.*, 1834, p. 456-460.

field et Bradford que la résistance à la loi sur les pauvres fut violente, durable et intense.

Mais au cours de la seconde phase de déclin des tisserands, période de concurrence sans merci avec le métier mécanique, quels auraient été les remèdes ? « Quelle mesure, écrivait Clapham, autre que des pensions d'État pour les tisserands, la prohibition du métier mécanique ou l'interdiction d'apprendre à tisser au métier à bras aurait bien pu remédier en quoi que ce fut à la situation, il est bien difficile de le savoir[63]. » Rien de tout cela ne faisait partie des revendications des tisserands, bien qu'ils aient protesté contre

> [...] l'usage illimité (ou plutôt l'abus) de machines perfectionnées et se perfectionnant sans cesse [...]
> [...] le manque de soin apporté à employer et à faire vivre les pauvres Irlandais qui sont contraints d'encombrer le marché de la main-d'œuvre anglaise pour un morceau de pain.
> [...] l'adaptation systématique des machines, grâce à toutes sortes d'améliorations, aux « enfants », « jeunes » et « femmes », à l'exclusion de ceux qui doivent travailler – LES HOMMES[64].

Comme l'indiquent ces résolutions, les tisserands se dressèrent contre les machines avec plus de discernement qu'on ne le pense souvent. La destruction radicale des métiers mécaniques fut très rare, sauf quand leur introduction coïncida avec une extrême détresse et une totale absence d'emplois (West Houghton, 1812 ; Bradford, 1826). À partir de la fin des années 1820, les tisserands formulèrent trois propositions cohérentes.

Premièrement, ils proposèrent de taxer les métiers mécaniques pour égaliser les conditions de concurrence, une partie de ces taxes pouvant être utilisée pour secourir les tisserands. N'oublions pas que le tisserand à bras était non seulement assujetti aux *poor rates*, mais en plus fortement touché par l'impôt indirect :

63. J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 552.

64. *Report and Resolutions of a Meeting of Deputies from the Hand-Loom Worsted Weavers residing in and near Bradford, Leeds, Halifax, etc.*, 1835.

> Leur travail leur a été pris par le métier mécanique ; leur pain est taxé ; leur malt est taxé ; leur sucre, leur allocation, leur savon et presque toutes les autres choses dont ils se servent ou qu'ils consomment sont taxés. Mais le métier mécanique n'est pas taxé [...]

peut-on lire dans une lettre rédigée par des tisserands de Leeds en 1835[65]. Quand on discute des subtilités des finances de l'époque, on oublie parfois l'acharnement à exploiter les pauvres qui régissait le système fiscal après les guerres ; on oublie sa fonction de redistribution : des pauvres vers les riches. Entre autres articles taxés, on peut citer les briques, le houblon, le vinaigre, les fenêtres, le papier, les chiens, le suif, les oranges (le luxe de l'enfant pauvre). En 1832, sur un revenu d'environ 50 millions de livres provenant en grande partie des impôts indirects sur les articles de consommation courante, plus de 28 millions furent dépensés à régler la dette nationale, et 13 millions furent attribués aux armées contre 356 000 livres à la fonction publique et 217 000 livres à la police. Un témoin, devant la Commission d'enquête de 1834, proposa l'évaluation suivante des impôts susceptibles d'être payés annuellement par un travailleur :

> N° 1 impôt sur le malt, 4 livres 11 shillings 3 pence. N° 2 sur le sucre, 17 shillings 4 pence. N° 3 thé ou café, 1 livre, 4 hillings. N° 4 sur le savon, 13 shillings. N° 5 logement, 12 shillings. N° 6 nourriture, 3 livres. N° 7 habillement, 10 shillings. Impôts totaux frappant l'ouvrier annuellement : 11 livres 7 shillings 7 pence. Si l'on considère qu'un ouvrier gagne 1 shilling 6 pence par jour et qu'il travaille 300 jours par an (ce qui est très souvent le cas), son revenu sera de 22 livres 10 shillings, de sorte que l'on admettra qu'au bas mot la totalité ou la moitié de son revenu lui est déduite sous forme d'impôts [...] car quoi qu'il fasse – qu'il mange, qu'il boive ou qu'il dorme – il est d'une façon ou d'une autre imposé[66].

65. *Leeds Times*, 25 avril 1835.

66. *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1834, p. 293, *sq.* Le témoin, R.M. Martin, était l'auteur de *Taxation of the British Empire*, 1833.

Cette évaluation mentionne des articles que très peu de tisserands à bras pouvaient s'offrir, à commencer, trop souvent, par le pain lui-même :

> Tiserand au pain taxé, nous voyons bien, tous,
> Ce que l'impôt a fait pour toi,
> Et tes enfants, vilement conduits,
> Chantant des hymnes au pain honteux,
> Jusqu'à ce que les pavés de la rue
> Connaissent leurs petits pieds nus.

Ainsi écrivait Ebenezer Elliott, auteur des *Corn Law Rhymes*[67].

Rien d'étonnant que les attaques de Cobbett contre les rentiers aient été accueillies avec enthousiasme ou que Feargus O'Connor ait dû son premier succès parmi les « vestes de futaine et les mentons mal rasés » du Nord à un discours sur le même thème :

> Vous croyez ne rien payer, alors que c'est vous qui payez tout. C'est vous qui versez 6 ou 8 millions d'impôts pour l'entretien des armées ; pour quoi ? pour entretenir les impôts [...][68].

Il est évident qu'une taxe sur les métiers mécaniques n'est pas plus « impossible » que les taxes sur les fenêtres, les oranges ou les briques.

Deux autres propositions concernaient la limitation du nombre d'heures de travail dans les usines qui utilisaient des métiers mécaniques et l'emploi de tisserands adultes dans les usines mécanisées. La première eut une influence considérable et amena de nombreux tisserands sur métier à bras à soutenir le mouvement pour la journée de dix heures. Tout cela fit beaucoup de bruit, des années 1830 jusqu'à nos jours, les hommes étant accusés « de s'abriter sous les jupons des femmes » ou de prendre prétexte du sort des enfants pour demander la réduction de la durée du travail. Mais, en réalité, les ouvriers d'usine et les tisserands déclaraient ouvertement leurs objectifs. Dans le modèle

67. E. Elliott, *The Splendid Village, etc.*, 1834, I, p. 72.
68. *Halifax Guardian*, 8 octobre 1836.

d'économie politique qu'ils proposaient, une réduction générale du temps de travail devait tout à la fois alléger le labeur des enfants, diminuer les heures de travail des ouvriers adultes et permettre aux travailleurs à bras et aux chômeurs de profiter du travail disponible. En ce qui concerne la seconde proposition, alors que le tissage à la *mule-jenny* était généralement réservé aux hommes, le métier mécanique était le plus souvent actionné par des femmes ou des enfants. Et nous devons ici nous arrêter sur les raisons pour lesquelles les tisserands à bras s'opposèrent au système de la fabrique.

Le mot « raison » n'est d'ailleurs pas approprié, étant donné que le conflit opposa deux modes de culture, ou modes de vie. Nous avons vu qu'avant même l'apparition de l'énergie mécanique les tisseurs de laine détestaient les fabriques équipées de métiers à bras. Tout d'abord, ils étaient irrités par la discipline ; la cloche ou la sirène de la fabrique ; la rigidité des heures de travail au mépris de la santé, des tâches domestiques ou du besoin de diversifier ses occupations. William Child, compagnon tisserand qui eut à subir des représailles à la suite de ses activités au service de « l'Institution » de 1806, refusa d'aller travailler dans une fabrique équipée de métiers à bras à cause de la répugnance qu'il éprouvait à « être contraint d'y aller à telle heure et telle minute » et devant « la façon dont on en usait avec les gens [...] ».

> Un homme peu résistant qui avait son travail chez lui pouvait le faire quand bon lui plaisait ; ici, vous devez arriver à l'heure : la cloche sonne à cinq heures et demie et de nouveau à six heures, et alors la porte est ouverte pendant dix minutes. Au bout de onze minutes, elle était de nouveau fermée pour toute personne, homme, femme ou enfant ; vous deviez alors rester dehors ou rentrer chez vous jusqu'à huit heures[69].

Au cours de l'« âge d'or », les employeurs s'étaient souvent plaints que les tisserands fêtent le « Saint-Lundi » – et parfois ne travaillent pas non plus le mardi – puis rattrapent le temps perdu les vendredi

69. *Committee on the Woolen Trade*, 1806, p. 111 et *passim*.

et samedi soir. Selon la tradition, le métier, les premiers jours de la semaine, chantait nonchalamment : « *Plen-ty of time. Plen-ty of time.* » (« T'as tout ton temps. ») Mais, à la fin de la semaine, il s'emballait et glapissait : « *A day t'lat. A day t'lat.* » (« Un jour de r'tard. ») Apparemment, seule une poignée de tisserands, au XIX^e^ siècle, menait une vie aussi variée que celle du tisserand petit propriétaire. Son emploi du temps, dans les années 1780, le montre tissant les jours de pluie et se livrant à de petits travaux – transport, curage de fossés, drainage, tonte des herbes, travail à la baratte – quand il faisait beau temps[70]. Mais il semble qu'une certaine variété ait subsisté jusqu'aux jours les plus durs : élevage de volaille, jardinage, jours fériés et même, à l'occasion, un jour de congé pour aller à la chasse :

> Allons, vous tous tisseurs de coton, vous devez vous lever tôt,
> Car vous devez travailler à l'usine du matin au soir,
> Il ne vous est pas permis de vous promener dans votre jardin deux à trois heures par jour,
> Car vous devez rester à leurs ordres, et maintenir vos navettes en action[71].

« Rester à leurs ordres » : c'est cela qui soulevait l'indignation la plus vive. Car, au fond de son cœur, le tisserand se considérait comme le vrai *fabricant* de drap (et ses parents se souvenaient du temps où le coton et la laine étaient filés à la maison). Il fut un temps où les fabriques étaient considérées comme des espèces d'hospices pour enfants de pauvres ; et, même lorsque ce préjugé n'eut plus cours, aller à la fabrique revenait à voir son statut baisser : l'homme libre d'agir à sa guise, si pauvre qu'il fût, devenait un serviteur ou un « manœuvre ».

En outre, ils acceptaient difficilement les répercussions du travail à la fabrique sur les relations familiales. Le tissage avait donné du

70. T.W. Hanson, « Diary of a Grandfather », *Trans. Halifax Antiq. Soc.*, 1916.

71. J. Harland, *op. cit.*, p. 253.

travail à toute la famille, même quand le filage cessa de se faire à la maison. Les jeunes enfants dévidaient les bobines, les enfants plus âgés cherchaient à détecter la moindre erreur dans le travail, triant le drap ou aidant à lancer la navette sur le métier large ; les adolescents faisaient marcher un deuxième ou un troisième métier ; l'épouse travaillait à son tour au tissage quand ses occupations domestiques le lui permettaient. La famille restait groupée et, si maigres que fussent leurs repas, du moins pouvaient-ils s'asseoir quand ils le voulaient. Un modèle de vie familiale et communautaire s'était constitué autour des métiers à tisser ; le travail n'empêchait ni de parler ni de chanter. La résistance aux filatures – qui n'offraient du travail qu'aux enfants – et, par la suite, aux fabriques de tissage mécanique – qui, de façon générale, n'employaient que des femmes ou des adolescents – dura jusqu'à ce que la pauvreté batte en brèche toute défense. Ces lieux avaient la réputation d'être « immoraux » – lieux de débauche, de langage grossier, de cruauté, d'accidents violents, de manières étranges[72]. Des témoins devant la Commission d'enquête formulèrent tour à tour diverses objections :

> [...] personne ne voudrait travailler dans une fabrique équipée de métiers mécaniques, il y a un tel vacarme et un tel bruit que cela rendrait certains à moitié fous ; et, de plus, il faut se soumettre à une discipline qu'aucun tisserand sur métier à bras ne peut accepter.
> [...] tous ceux qui travaillent au métier mécanique le font par la force des choses, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de susbsistance ; il s'agit en général de gens qui ont connu le malheur dans leur famille et qui ont tout perdu [...] ils vont former de petites colonies dans ces fabriques [...]

72. Voir la déclaration des tisserands de Manchester : « Les maux dus à la vie dans la fabrique sont innombrables : là des jeunes ignorants et sans contrainte des deux sexes se mêlent – loin de la vigilance de leurs parents. [...] Enfermés dans une chaleur artificielle qui porte atteinte à la santé. L'esprit exposé à la corruption, tandis que la vie et le corps sont exposés aux Machines – gaspillant leur jeunesse là où quarante ans correspondent physiquement à soixante [...] », J.L. et B. Hammond, *Town Labourer*, p. 300.

Un témoin de Manchester, dont le propre fils avait été tué dans un accident du travail, déclarait :

> J'ai eu sept garçons, mais, même si j'en avais soixante-dix-sept, je n'en enverrais aucun dans une fabrique de coton. [...] Ce que je leur reproche surtout, c'est d'être moralement corrompues. [...] Ils doivent être à l'usine de six heures du matin à huit heures du soir, de sorte qu'ils n'ont aucun moyen de s'instruire [...] on ne leur montre aucun bon exemple [...]

« Je suis convaincu pour ma part que, s'ils inventent des machines pour remplacer la main-d'œuvre humaine, il leur faudra trouver des garçons de fer pour s'en occuper[73]. »

En définitive, ces objections prises ensemble fournissent autant d'indications sur le « système de valeurs » de la communauté. Cela pourrait, à vrai dire, constituer un matériau de choix pour une étude de sociologie historique, car l'Angleterre des années 1830 est une « société plurielle » où les communautés des ouvriers de fabrique, des tisserands et des agriculteurs entrent en contact les unes avec les autres, tout en conservant des traditions, des normes et des aspirations différentes. L'histoire de la période 1815-1840 est en partie l'histoire de la rencontre des deux premières dans un dessein politique commun (le radicalisme, la réforme de 1832, l'owénisme, le mouvement des Dix Heures, le chartisme) ; alors que la dernière phase du chartisme est en partie l'histoire de leur difficile coexistence et de leur séparation finale. C'est dans de grandes villes comme Manchester ou Leeds, où les familles de tisserands sur métier à bras partageaient beaucoup des traditions artisanales, se mariaient entre elles et envoyaient leurs enfants très tôt à l'usine, que ces différences étaient le moins marquées. Dans les villages de tisserands des hautes terres, les communautés étaient bien plus cloisonnées ; on méprisait les « gens des villes », « des plus bas qu' terre », « des moins que

73. *Select Committee on Hand-Loom Weaver's Petitions*, 1834, p. 428 (5473), p. 440 (5618), p. 189 (2643-6).

rien »[74]. Pendant des années, dans des régions comme celles de Saddleworth, de Clitheroe ou dans la haute vallée de la Calder, les tisserands vivant dans les hameaux des collines se tenaient à l'écart des fabriques des vallées et instruisaient leurs enfants pour qu'ils leur succèdent au métier.

Il est certain que, à partir des années 1830, on peut commencer à parler d'une profession « condamnée », responsable en partie de sa chute du fait de son conservatisme social. Mais, même là où les tisserands acceptaient leur sort, les conseils de la Commission royale, selon laquelle il fallait « fuir le métier », manquaient souvent leur but. Les enfants pourraient trouver du travail dans les fabriques, et les filles en grandissant se tourner vers les métiers mécaniques...

> Si tu entres dans un atelier de métiers à bras, là où il y a trois ou quatre paires de métiers,
> Ils sont tous inoccupés, encombrant les pièces,
> Si tu demandes pourquoi, la vieille mère te dira simplement :
> Mes filles les ont quittés, et sont parties tisser à la vapeur[75].

Mais ce n'était pas toujours possible. Dans beaucoup de fabriques, les fileurs ou la main-d'œuvre qui s'y trouvait alors avaient priorité pour faire embaucher leurs enfants. Lorsque c'était le cas, s'ajoutait à la honte du tisserand celle de dépendre de sa femme ou de ses enfants, dans un renversement des rôles traditionnels forcé et humiliant.

Nous devons nous souvenir du déséquilibre entre les mains-d'œuvre adulte et enfantine au tout début du système de la fabrique. Au début des années 1830, entre un tiers et la moitié de la main-d'œuvre (tous types confondus) dans les fabriques de coton avait moins de vingt et un ans. Dans le peigné, la proportion des jeunes était encore plus importante. Par ailleurs, bien plus de la moitié des adultes étaient des femmes. A. Ure estima (à partir de rapports établis par les inspecteurs en 1834) à 191 671 le nombre d'adultes travaillant dans les

74. Edwin Waugh, *Lancashire Sketches*, 1869, p. 128.
75. J. Harland, *op. cit.*, p. 253.

usines textiles du Royaume-Uni, parmi lesquels 102 812 étaient des femmes et 88 859 seulement, des hommes[76]. Le barème des salaires masculins est suffisamment éclairant à ce sujet :

> Dans les usines de coton du Lancashire, les salaires des hommes, à l'âge où l'on emploie la plupart des ouvriers – de quinze à seize ans –, sont en moyenne de 4 shillings 10 pence trois quarts par semaine ; or, dans la tranche supérieure, de seize à vingt et un ans, le salaire moyen passe à 10 shillings 2 pence et demi par semaine, et, bien sûr, l'employeur cherchera à limiter l'effectif de cette catégorie. [...] Dans la tranche supérieure, de vingt et un à vingt-six ans, le salaire hebdomadaire moyen est de 17 shillings 2 pence et demi. C'est une raison encore plus impérieuse pour ne pas employer des hommes tant que cela est possible. Dans les deux tranches suivantes, la moyenne s'élève encore, jusqu'à 20 shillings 4 pence et demi et à 22 shillings 8 pence et demi. À ce prix-là, seuls seront employés les hommes absolument nécessaires pour faire un travail demandant une grande force physique ou de grandes capacités [...] ou pour occuper des postes de confiance dans les bureaux[77].

Deux remarques importantes s'imposent à la lecture de ce compte rendu. La première, que nous avons déjà faite en parlant des métiers « indignes », est que nous ne pouvons opposer sans arbitraire les « bons » salaires des fabriques aux mauvais, perçus dans les industries « démodées ». Dans un système qui se fonde sur la suppression de la main-d'œuvre masculine adulte, « pour autant que cela est possible », le salaire de l'ouvrier qualifié et celui de l'ouvrier non qualifié évincé de la fabrique à seize ou à vingt et un ans sont deux choses distinctes. Il est certain que, dans les industries lainières, les très jeunes ouvriers chassés de la fabrique étaient parfois contraints

76. A. Ure, *The Philosophy of Manufactures*, 1835, p. 481 ; J. James, *History of the Worsted Manufacture*, p. 619, 620 ; J. James, *Continuation of the History of Bradford*, 1866, p. 227. Les rapports sous-estiment souvent l'importance de la main-d'œuvre enfantine.

77. A. Ure, *op. cit.*, p. 474.

de revenir au métier à bras au cours de leur adolescence. La seconde remarque est que le tisserand adulte sur métier à bras, même lorsque les difficultés de la vie l'emportaient sur les préjugés, n'avait guère plus de chances de trouver du travail dans une fabrique qu'un ouvrier agricole. Il était rarement fait pour le travail en fabrique. Il n'avait ni « grande force physique » ni qualifications utilisables. L'un des maîtres les plus généreux, John Fielden, rappelle à propos de l'année 1835 :

> Des dizaines de tisserands sur métier à bras s'adressaient à moi chaque semaine : leur situation s'était tellement dégradée qu'ils étaient obligés de chercher un travail de ce genre [...] et ce n'était pas pour moi et mes associés une petite affaire que d'être obligés de refuser du travail aux nombreuses personnes qui en demandaient [...][78].

Dans les métiers artisanaux du Lancashire au début des années 1830, les salaires étaient raisonnables – les mouleurs de fer, mécaniciens, fabricants de chaussures, tailleurs et ouvriers qualifiés du bâtiment ne touchaient pas moins de 15 à 25 shillings (et plus dans la métallurgie). Mais de tels salaires n'avaient été obtenus que grâce aux associations, dont l'un des buts était de *repousser* le jeune exclu de la fabrique et le tisserand sur métier à bras. Si le tisserand avait eu la possibilité de changer de métier pour n'importe quel travail *artisanal* – ou de mettre ses enfants en apprentissage –, ce n'est pas le conservatisme social qui l'en aurait empêché. Il avait bien sûr des préjugés, d'ailleurs compréhensibles, à l'égard du travail non qualifié, qui signifiait pour lui un déclassement définitif :

> Mais j'abandonnerai ce métier pour travailler avec une bêche.
> Ou pour casser des pierres sur la route [...]

déclare « Jone o' Grinfilt » au plus fort de ses tribulations.

Mais dans ce domaine aussi il rencontrait des difficultés. Le tisseur de soie de Manchester qui avait exposé les éléments d'une théorie du

78. J. Fielden, *The Curse of the Factory System*, 1836, p. 68.

travail tout à fait digne d'intérêt devant la Chambre des communes n'avait pas réussi à trouver du travail comme portefaix (salaire : de 14 à 15 shillings). Le physique du tisserand était rarement compatible avec le dur labeur d'un ouvrier non qualifié (le salaire d'un ouvrier maçon ou d'un terrassier était de 10 ou 12 shillings), et il se trouvait en concurrence avec des ouvriers irlandais plus résistants et prêts à travailler pour un salaire inférieur[79]. Et, tandis que les tisserands des grandes villes avaient sans doute la possibilité d'effectuer divers petits travaux mal payés, le tisserand rural d'âge mûr ne pouvait déplacer ni sa maison ni sa famille :

> Le changement produisit un effet effroyable dans l'esprit de quelques vieux tisserands sur métier à bras. [...] Nous avons vu un vieux tisserand de Pudsey les larmes aux yeux [...] nous énumérer les qualités de son métier : il était accroché à ses poinçons comme un métier doit l'être et se balançait d'avant en arrière comme il faut, travaillait bien et vous tissait une trame aussi serrée que vous le vouliez. La première fois que ce métier arriva – de chez l'un des meilleurs fabricants d'Angleterre [...] tous les voisins vinrent le voir et l'admirèrent pleins de convoitise. Mais maintenant, depuis un certain temps, ce métier ainsi qu'un autre [...] sont muets et couverts de toiles d'araignée [...][80].

L'histoire des tisserands sur métier à bras touche de bien des façons à la question générale des niveaux de vie pendant la révolution industrielle. Dans ses premières phases, elle semble donner raison aux « optimistes » : les filatures sont un multiplicateur de progrès qui attire des milliers de travailleurs à domicile et élève leur niveau de vie. Mais, alors que leur niveau de vie s'élève, prestige social et moyens de défense diminuent ; et, de 1800 à 1840, les chiffres sont presque toujours « pessimistes ». S'il nous faut évaluer les niveaux de vie de ces années-là non pas de façon « futuriste », mais en nous mettant à

79. Les salaires relevés ici sont ceux qui furent cités comme moyennes, en 1832, par la chambre de commerce de Manchester : voir *First Annual Report P.L.C.*, 1836, p. 331 ; et *British Almanach*, 1834, p. 31-61.

80. J. Lawson, *Progress in Pudsey*, p. 89, 90.

la place des générations qui les ont connus, alors nous devons voir dans les tisserands un groupe non seulement qui ne « partagea » pas les « bénéfices » du progrès économique, mais encore qui connut un déclin radical. Étant donné que le textile était l'industrie de base de la révolution industrielle, et que davantage d'adultes travaillaient dans le tissage que dans le filage, l'expérience de ce groupe nous semble tout à fait représentative de l'époque. L'histoire traditionnelle – peut-être pour dramatiser le récit – attire l'attention sur les facteurs de multiplication (la *mule-jenny*, la fabrique et la vapeur) ; nous nous sommes, pour notre part, occupés des gens qui ont subi ce processus de multiplication.

Les « optimistes », bien entendu, mentionnent le sort des tisserands ; dans chacun de leurs comptes rendus, on lit des réserves concernant « quelques catégories réduites et particulièrement malheureuses de la population comme les tisserands sur métier à bras », « petit groupe au sein d'une communauté prospère » ou « poches de sous-emploi technologique »[81]. Mais, et Clapham le savait bien, il est absolument impossible de considérer les tisserands comme un « groupe réduit » avant la fin des années 1840. Les tisserands constituaient – et ce, vraisemblablement depuis des centaines d'années – le groupe le plus nombreux de travailleurs industriels d'Angleterre. Ils étaient les laboureurs de nos industries de base. Entre 1830 et 1840, ils arrivaient en nombre au troisième rang, après les travailleurs agricoles et les aides domestiques, et dépassaient de loin tout autre groupe de travailleurs de l'industrie. « Ils ne furent jamais recensés [les métiers du Royaume-Uni] : mais il ne pouvait y en avoir moins de 500 000 et il est possible qu'il y en ait eu beaucoup plus[82]. » Les estimations – pour tout le Royaume-Uni et portant aussi bien sur les métiers à tisser le coton, la soie, le lin, le chanvre que sur les branches spécialisées comme le tissage des rubans (à l'exclusion de la bonneterie) –

81. J.H. Clapham, *Economic History*, I, p. 565 ; F.A. Hayek, *Capitalism and the Historians*, p. 28 ; R.M. Hartwell, « The Rising Standard of Living in England, 1800-1850 », *Econ. Hist. Review*, 2e série, XIII, avril 1961.

82. J.H. Clapham, *op. cit.*, I, p. 179.

s'élèvent parfois à 740 000. Dans beaucoup de familles, il y avait deux, trois ou quatre métiers. L'estimation de la Commission d'enquête de 1834-1835, selon laquelle de 800 000 à 840 000 familles dépendaient entièrement du métier à tisser, doit cerner de près la réalité.

C'est la permanence d'un certain mythe de la liberté dans le cadre d'une idéologie dépassée qui justifie la non-intervention de la loi et le libre jeu de forces économiques « naturelles », dont l'effet est l'écrasement d'une partie de la communauté. Le métier mécanique fournit à l'État et aux employeurs un alibi à toute épreuve. Mais on peut également considérer l'histoire des tisserands comme l'expression de la situation absolument anormale qui prévalut au cours de la révolution industrielle. Dans l'histoire des tisserands, nous trouvons un modèle parfait de l'action d'un système de répression et d'exploitation sur une catégorie de travailleurs non défendus par des syndicats. Le gouvernement non seulement prit activement position contre leurs organisations politiques et syndicales, mais fit aussi subir aux tisserands les effets du dogme négatif de la liberté du capital d'une façon tout aussi intransigeante que celle dont il allait user à l'égard des victimes de la famine irlandaise.

Le spectre de ce dogme hante encore notre temps. T.S. Ashton déplore que des facteurs financiers aient retardé des investissements en métiers mécaniques :

> On suggère parfois que les « méfaits » de la révolution industrielle furent dus à la rapidité avec laquelle elle se produisit ; le cas des ouvriers à domicile du textile suggère exactement le contraire. S'il y avait eu dans le tissage un homme du type d'Arkwright, si les taux d'intérêt étaient restés bas, s'il n'y avait eu ni immigration ni allocations au titre de la loi sur les pauvres, le transfert vers la fabrique se serait opéré rapidement et aurait occasionné moins de souffrances. Nombreux furent les travailleurs sur métier à bras qui continuèrent, pendant plus d'une génération, de livrer un combat désespéré contre la puissance de la vapeur[83].

Mais, comme nous l'avons vu, ce n'était pas un « combat », mais une grande commodité, pour les maîtres des métiers mécaniques, que

83. T.S. Ashton, *The Industrial Revolution*, p. 117.

d'avoir une main-d'œuvre auxiliaire bon marché comme réserve en période de prospérité et comme moyen de maintenir à un bas niveau les salaires des femmes et des filles (de 8 à 12 shillings, à Manchester en 1832) qui travaillaient sur les métiers mécaniques. De plus, il n'y eut pratiquement aucun « transfert vers la fabrique ». Si la vapeur avait été introduite plus rapidement, ses conséquences auraient été plus catastrophiques encore.

Certains historiens économiques semblent peu désireux (peut-être en raison d'un « progressisme » caché qui pose une équation entre le progrès humain et la croissance économique) de reconnaître cette évidence : l'innovation technologique, au cours de la révolution industrielle et jusqu'à l'époque du chemin de fer, évinça (sauf dans les industries métallurgiques) la main-d'œuvre qualifiée adulte. Ces hommes en quête d'emploi allèrent grossir les réserves illimitées de main-d'œuvre à bon marché destinée à accomplir des travaux pour lesquels la force musculaire seule était requise, et l'époque en était prodigue ! Il y avait très peu ou pas de machines dans les mines, dans les ports, les briqueteries, les usines à gaz, le bâtiment, la construction de canaux et de chemins de fer, dans le transport et la manutention. Le charbon était encore transporté à dos d'homme, le long des échelles, du fond des cales des navires ; à Birmingham, dans les années 1830, des hommes pouvaient encore se louer 1 shilling par jour pour transporter du sable dans une brouette sur quinze kilomètres le long des routes à l'aller, et autant pour revenir, à vide. L'écart entre le salaire d'un ouvrier métallurgiste (de 26 à 30 shillings) ou d'un charpentier (24 shillings) et celui d'un terrassier (de 10 à 15 shillings) ou d'un tisserand (disons 8 shillings), en 1832, est tel qu'on ne peut invoquer le conservatisme social des tisserands comme seule explication de leur situation. Cet écart montre que ce sont les métiers qualifiés qui font exception, et que les conditions des ouvriers manuels non qualifiés ou à domicile, loin d'être « particulièrement malheureuses », étaient caractéristiques d'un système élaboré par les employeurs, les législateurs et les idéologues pour réduire les salaires de toutes les façons possibles ; et le fait que le tissage fût saturé à une époque où les conditions étaient en déclin

rapide en est une confirmation indubitable. Ce fut dans les industries de travail à domicile, écrivait Marx, que l'exploitation fut la plus « éhontée », « parce que c'est dans ces industries, qui constituent l'ultime recours des masses que l'industrie moderne et l'agriculture ont laissées sans emploi, que la compétition pour le travail est la plus acharnée[84] ».

Il y a, bien sûr, un argument « futuriste » qui mérite notre attention. C'est en fait un argument qu'adoptèrent beaucoup d'ouvriers qui survécurent et connurent ensuite des temps meilleurs. Pour riche en souffrances que fût l'époque de transition, l'un de ces ouvriers en faisait le commentaire suivant :

> [...] les tisserands sur métier mécanique n'ont pas à acheter de métier ou de machine à filer pour leur travail ; ni de bobines, de châssis ou de paniers ; ni à payer loyer et taxes ; ni bougies, gaz et charbon pour éclairer et chauffer l'atelier. Ils n'ont rien à débourser pour les réparations ou l'usure [...] pas plus qu'ils n'ont à acheter de navettes, tacots, bâtis, dévidoirs, fouets, courroies et cordes. [...] Ils n'ont pas à s'arc-bouter sur les pédales ou sur les banquettes [...] ni à bander leurs poignets pour avoir plus de force. [...] Ils n'ont pas à aller chercher les boudins, à ourdir le tissu, à lier les lisses, à parer le tissu, à le sortir pour le faire sécher, à se procurer des ros, à élargir les pièces, à les humecter et à les plisser ; et encore moins songeraient-ils à briser la laine, à la dessuinter et à la teindre, et *le tout sans être payé en plus*[85].

Si nous regardons le travail du tisserand à bras sous cet angle, il était en effet pénible et archaïque, et tout changement, si douloureux fût-il, pouvait être justifié. Mais ce raisonnement fait peu de cas de la souffrance d'une génération au regard des gains à venir. Pour ceux qui ont souffert, cette consolation rétrospective est bien mince.

84. K. Marx, *Le Capital*, trad. fr. de Molitor, Paris, Alfred Costes, 1928, chap. XIII, p. 138.

85. J. Lawson, *op. cit.*, p. 91.

10

# Niveaux de vie et expériences

## 1. Les marchandises

La controverse sur les niveaux de vie au cours de la révolution industrielle, qui était d'un intérêt contestable tant qu'elle portait sur le niveau des salaires de travailleurs censés représenter une moyenne, est devenue nettement plus fructueuse lorsqu'on s'est tourné vers les articles de consommation : nourriture, vêtements et habitat ; et lorsqu'on a commencé à prendre en compte les questions de santé et de mortalité. Ces questions sont fort complexes à maints égards ; aussi nous contenterons-nous d'ajouter quelques commentaires à un débat qui est loin d'être clos. Si nous nous attachons aux seules quantités mesurables, il apparaît qu'au cours des années 1790-1840 le produit national s'est accru plus rapidement que la population. Mais il est extrêmement difficile d'évaluer la façon dont se répartissait ce produit. Même en laissant d'autres considérations de côté (quel pourcentage de cette production en expansion fut exporté en raison des restrictions du marché intérieur ? Dans quelle mesure profita-t-elle plutôt à l'investissement en capital qu'à la consommation individuelle ?), il n'est pas facile de découvrir quelle part de cette augmentation profita aux diverses catégories de la population.

Le débat sur le régime alimentaire du peuple au cours de la révolution industrielle tourne principalement autour des céréales, de la viande, des pommes de terre, de la bière, du sucre et du thé. Il est probable que la consommation *per capita* de froment décrut pendant les quatre premières décennies du XIX^e^ siècle par rapport à ce qu'elle avait été à la fin du XVIII^e^ siècle. R.N. Salaman, qui a écrit une his-

toire de la pomme de terre, a fait une étude précise et convaincante de la « bataille du pain », au cours de laquelle les fermiers, les pasteurs, les manufacturiers et le gouvernement lui-même cherchèrent à substituer au régime alimentaire des travailleurs alors à base de froment un régime à base de pommes de terre. L'année cruciale fut 1795. Par la suite, les problèmes soulevés par les guerres ne vinrent qu'au second plan, la question primordiale consistant à savoir quel avantage on aurait à imposer aux pauvres un régime alimentaire frugal et bon marché. L'augmentation de la surface plantée en pommes de terre pendant les guerres ne peut s'expliquer par la seule pénurie de froment : « Il y eut certes un manque, mais la répartition inégale entre les différentes classes de la société, qu'occasionnait l'inflation des prix, constitua un facteur beaucoup plus puissant [...] » La grande majorité de la population anglaise, même dans le Nord, avait abandonné les céréales communes pour le froment vers 1790, et le pain blanc était jalousement considéré comme le symbole d'un statut social. L'ouvrier agricole du Sud se refusa à abandonner son régime de pain et de fromage, même au bord de la famine ; et, pendant près de cinquante ans, une véritable guerre de classes alimentaire divisa le pays, les pommes de terre prenant le pas sur le pain dans le Sud, alors que celui-ci était remplacé par l'avoine et les pommes de terre dans le Nord. En fait, pour R.N. Salaman, la pomme de terre est un stabilisateur social plus efficace encore que le méthodisme dans l'optique de Halévy :

> [...] la pomme de terre [...] permit, en fait, aux travailleurs de survivre avec un salaire excessivement réduit. De sorte qu'il n'est pas impossible que la pomme de terre ait prolongé et favorisé pendant un siècle de plus l'appauvrissement et la dégradation des masses anglaises ; mais il n'y avait sûrement pas d'autre solution sinon une révolution sanglante ; le fait que l'Angleterre ait échappé à un bouleversement violent au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle doit être mis, pour une large part, au crédit de la pomme de terre[1].

1. R.N. Salaman, *The History and Social Influence of the Potato*, Cambridge, 1949, en particulier p. 480, 495, 506, 541, 542. J.C. Drummond et

Les spécialistes des questions alimentaires nous vantent aujourd'hui les qualités de la pomme de terre, et il est certain que, chaque fois que les niveaux de vie s'élevèrent suffisamment pour faire de la pomme de terre une denrée complémentaire, permettant de varier le régime, ce fut un progrès. Mais le remplacement du pain ou de l'avoine par la pomme de terre fut ressenti comme une dégradation des conditions de vie. Les immigrants irlandais, qui se nourrissaient presque exclusivement de pommes de terre (Ebenezer Elliott les appelait « les hordes de mangeurs de racines d'Érin »), en étaient le symbole vivant, et beaucoup d'Anglais s'accordaient avec Cobbett pour dire que les pauvres étaient victimes d'une conspiration visant à les réduire au niveau des Irlandais. Tout au long de la révolution industrielle, le prix du pain (et celui de l'avoine) constitua pour le peuple le principal indicateur de niveau de vie. Quand les lois sur le blé (*Corn Laws*) furent votées en 1815, les chambres du Parlement durent être défendues par la troupe contre la populace. « PAS DE LOIS SUR LE BLÉ » : ce slogan dominait sur les banderoles à Peterloo et il resta populaire (particulièrement dans le Lancashire) jusqu'au mouvement contre les lois sur le blé, dans les années 1840.

Dans l'importance accordée à la viande et au froment entraient des considérations de prestige social dépassant la simple question diététique. Le *roast beef* de la vieille Angleterre était la fierté de l'artisan et le rêve de l'ouvrier. La consommation de *roast beef per capita* diminua probablement entre 1790 et 1840 ; mais les chiffres sont discutables. La controverse porte essentiellement sur le nombre et le poids des animaux tués dans les abattoirs de Londres. Mais, quand bien même ces chiffres seraient établis, nous ne pouvons pas savoir avec certitude quelles catégories de la population mangeaient de la viande et dans quelles proportions. La viande constituerait pourtant un bon indicateur du niveau de vie, étant donné qu'elle était l'un des produits de consommation dont l'achat répercutait le plus directement

---

A. Wilbraham, historiens, auteurs de *The Englishman's Food*, 1939, considèrent également qu'il s'agit d'une période de déclin.

la hausse des salaires réels. Les ouvriers saisonniers ne répartissaient pas méticuleusement leur consommation sur les cinquante-deux repas du dimanche, mais dépensaient leur argent quand ils travaillaient à plein temps et se contentaient de ce que le hasard leur offrait pendant le reste de l'année. On raconta à Henry Mayhew que, « pendant les belles et longues journées d'été » :

> [...] la petite fille d'un briquetier en activité allait commander des côtelettes et autres mets de choix chez le boucher et disait : « S'il vous plaît, monsieur, papa a de quoi payer maintenant ; il lui faut de bonnes côtes, des côtes dans le filet, monsieur, tendres, s'il vous plaît – parce qu'il est briquetier. » L'hiver, c'était : « S'il vous plaît, monsieur, voici 4 pence, et vous devez donner à papa quelque chose qui soit bon marché. Peu importe ce que c'est, pourvu que ce soit bon marché. C'est l'hiver, et il n'a pas de travail, monsieur, parce qu'il est briquetier[2]. »

Les Londoniens avaient tendance à être plus exigeants que les travailleurs des provinces. Au cœur de la dépression de 1812, selon un observateur, les pauvres de Londres se portaient mieux que ceux du Nord et de l'Ouest :

> Les Pauvres de la Métropole, en dépit du coût élevé de tout ce qui est nécessaire pour subsister, vivent dans le confort, toutes choses étant relatives. Ici, l'ouvrier le plus humble mange fréquemment de la viande (de la bonne viande), toujours du pain et du fromage, et il boit de la bière, mais un paysan du West Country ne peut nourrir sa famille de cette façon[3].

On vendait bien sûr une grande variété de « viandes » de qualité inférieure : hareng saur et craquelot, pied de vache en gelée, pieds de mouton, oreilles de porc, crépinettes, tripes et boudin noir. Les tisserands ruraux du Lancashire méprisaient la cuisine des citadins et préféraient « quelque chose qui se mange à la pointe du couteau », expression qui révèle à la fois la survivance de l'économie domes-

2. H. Mayhew, *op. cit.*, II, p. 368.
3. *Examiner*, 16 août 1812.

tique et leur crainte que la nourriture des villes ne fût pas saine. Quand ils étaient, par force, obligés de manger en ville, « chaque bouchée faisait l'objet de spéculations chargées d'appréhension pour savoir à quoi le quadrupède ressemblait quand il était vivant et quelle raison particulière l'avait conduit à quitter ce monde[4] ». Ce n'était pas chose nouvelle pour les citadins que d'être contraints à manger de la nourriture souillée ou frelatée ; mais comme s'accroissait le nombre d'ouvriers dans les villes, ce risque s'accrut lui aussi[5].

Sans nul doute, la consommation *per capita* de bière décrut entre 1800 et 1830, alors que celle de thé et de sucre s'accrut ; tandis qu'entre 1820 et 1840 la consommation de gin et de whisky augmenta sensiblement. Là encore, c'est affaire de culture autant que de diététique. Les ouvriers agricoles, les déchargeurs de charbon et les mineurs considéraient que la bière était indispensable au dur labeur (« pour remplacer la sueur ») ; et, dans quelques régions du Nord, le mot « bière » était synonyme de « boisson ». Le brassage domestique de la bière était si nécessaire à l'économie domestique que, « si une jeune femme sait cuire la galette d'avoine et brasser la bière, on pense qu'elle fera une bonne épouse » ; par ailleurs, « quelques chefs de classe méthodistes disent qu'ils ne peuvent mener leurs classes sans une "chope de bière"[6] ». Son déclin fut attribué à la taxe sur le malt – taxe si impopulaire qu'elle fut considérée par certains contemporains comme une véritable incitation à la révolte. « Supprimez la taxe sur le malt, disait un magistrat du Hampshire en 1816, et l'ouvrier »

> ira, plein d'entrain, accomplir sa tâche quotidienne et travaillera avec énergie et plaisir ; il s'attachera à sa maison, à sa famille et par-dessus tout à son pays, qui lui permet de partager, en compagnie de ses supé-

4. E. Waugh, *Lancashire Sketches*, p. 128, 129.

5. Voir J. Burnett, « History of Food Adulteration in Great Britain in the Nineteenth Century », *Bulletin of Institute of Historical Research*, 1959, p. 104-107.

6. J. Lawson, *op. cit.*, p. 8, 10.

> rieurs, une bonne et saine boisson dont rêve le pauvre, plus, en vérité, que tout ce que le Parlement britannique pourrait lui accorder[7].

La taxe supplémentaire qui frappait la bière forte conduisit à la fraude généralisée ; et les « débits clandestins » se multiplièrent, comme celui dans lequel Samuel Bamford faillit être assassiné ; on le prit pour un agent de l'*excise* (l'administration des contributions indirectes) jusqu'à ce qu'il soit identifié par un des clients comme un radical de bonne foi « en fuite ».

Les taxes eurent sans aucun doute pour conséquence une réduction du nombre des brasseries, et de la consommation, domestiques ; et, du même coup, on cessa de boire à la maison pour aller boire à l'extérieur. (En 1830, la taxe sur la bière forte fut supprimée, les lois sur la bière votées, et, en cinq ans, trente-cinq mille débits de bière poussèrent comme des champignons.) La consommation accrue de thé se substitua en partie à celle de la bière et peut-être même à celle du lait ; en cela aussi, beaucoup de contemporains – et Cobbett ne fut pas le dernier – virent un signe de détérioration des conditions de vie. Le thé était considéré comme un maigre substitut, et l'augmentation de la consommation de thé, et aussi d'alcool, comme un signe du besoin de stimulants provoqué par le nombre excessif d'heures de travail et un régime alimentaire inadéquat. Mais, vers 1830, le thé fut considéré comme une nécessité ; les familles qui étaient trop pauvres pour en acheter quémandaient auprès des voisins les feuilles de thé qui avaient déjà servi, ou même cherchaient à en simuler la couleur en versant de l'eau bouillante sur une croûte de pain brûlée[8].

Tout bien considéré, il n'y a rien de bien notable pendant cette période. En cinquante ans de révolution industrielle, la part du revenu national qui revenait aux ouvriers avait très vraisemblablement baissé par rapport à la part des classes possédantes et des professions libérales. Le travailleur « moyen » ne s'éleva guère au-dessus du niveau

7. *Agricultural State of the Kingdom*, 1816, p. 95.

8. Sur quelques-uns des points traités ici, voir les articles sur le niveau de vie de T.S. Ashton, R.M. Hartwell, E. Hobsbawm et A.J. Taylor cités plus haut.

de la simple subsistance à une époque où tout, autour de lui, témoignait d'une augmentation de la richesse nationale qui était, à l'évidence, en grande partie le fruit de son propre labeur, et qui passait, de façon tout aussi évidente, aux mains de ses employeurs. D'un point de vue psychologique, ce fut perçu comme une baisse du niveau de vie. Sa part des « bénéfices du progrès économique » comprend une plus grande quantité de pommes de terre, quelques vêtements de coton pour sa famille, du savon et des bougies, du thé et du sucre, et une grande quantité d'articles dans l'*Economic History Review*.

## 2. L'habitat

Les documents concernant l'environnement urbain ne sont guère plus faciles à interpréter. À la fin du XVIII[e] siècle, des valets de ferme vivaient avec leur famille dans des masures d'une seule pièce, humides et situées au-dessous du niveau du sol ; de telles conditions de vie étaient plus rares cinquante ans plus tard. En dépit de tout ce qu'on peut dire à propos de la construction désordonnée d'habitations à bon marché, ainsi que des bénéfices excessifs qui ont pu en être tirés dans les villes industrielles en expansion, les maisons elles-mêmes étaient plus confortables que celles dans lesquelles les immigrants venus de la campagne vivaient habituellement. Mais, à mesure que vieillissaient les nouvelles villes industrielles, les problèmes liés aux systèmes sanitaires, aux réserves d'eau, à la surpopulation et à l'utilisation des habitations à des fins professionnelles se posèrent avec plus d'acuité, et les enquêtes sur l'hygiène et l'habitat menées au cours des années 1840 révèlent des conditions de vie effroyables. Il est vrai que les conditions de vie dans les villages des campagnes ou les hameaux de tisserands étaient parfois tout aussi mauvaises que celles de Preston ou de Leeds. Mais le problème prenait certainement, dans les grandes villes, une tout autre ampleur, et la multiplication de ces mauvaises conditions favorisait la propagation d'épidémies.

D'ailleurs, dans les grandes villes, les conditions de vie étaient plus choquantes – et perçues comme telles. L'eau tirée du puits du village,

tout près du cimetière, pouvait être polluée ; mais du moins les villageois n'avaient-ils pas à se lever la nuit et à faire la queue devant la seule colonne d'alimentation qui desservait plusieurs rues – en outre, l'eau y était gratuite. L'habitant d'une ville industrielle ne pouvait souvent pas échapper à la puanteur des déchets industriels et des égouts à ciel ouvert, et ses enfants jouaient au milieu des ordures et des excréments. Il en reste des traces, après tout, de nos jours, dans le paysage industriel du Nord et des Midlands.

La détérioration de l'environnement urbain nous frappe aujourd'hui, ainsi qu'elle frappa de nombreux contemporains, comme l'une des conséquences les plus désastreuses de la révolution industrielle, que nous envisagions le problème sous l'angle de l'esthétique, de l'équipement collectif, ou du système sanitaire et de la densité de la population. Cette détérioration affecta plus particulièrement les régions à hauts salaires, celles que les « optimistes » invoquent pour une grande part à l'appui de leur thèse concernant l'augmentation des niveaux de vie. Le bon sens voudrait que nous rapprochions ces deux vérités ; mais, en fait, différents arguments ont été présentés pour nuancer la réalité. On a trouvé des exemples d'industriels plus humains qui s'occupaient du logement de leurs employés. Il se peut bien que ces cas nous amènent à une meilleure opinion de la nature humaine ; mais ils n'ont eu qu'un impact négligeable sur le problème d'ensemble, tout comme les admirables hospices de charité qui n'ont fait baisser les taux de mortalité que dans une mesure infime. De plus, la plupart des expériences sérieuses tentées dans des communautés modèles (si l'on excepte New Lanark) sont postérieures à 1840 – ou ne furent faites qu'après que l'opinion publique eut été alertée par les enquêtes sur les conditions d'hygiène des classes ouvrières (1842) et sur la santé dans les villes (1844), et par les épidémies de choléra de 1831 et de 1848. De telles expériences, lorsqu'elles se situent avant 1840, comme celle des Ashworth à Turton, ont eu lieu dans des villages textiles autonomes.

On suggère aussi que l'aggravation des conditions de vie peut être, en quelque sorte, mise de côté parce que personne n'en était responsable, et les « capitalistes » moins que quiconque. Il n'y a pas de

« méchant » du nom de Jerry[9]. Une partie des constructions de très mauvaise qualité était l'œuvre de petites entreprises d'ouvriers à la tâche, de petits commerçants spéculateurs ou même d'ouvriers du bâtiment travaillant à leur compte. Selon l'auteur d'une enquête sur Sheffield, la responsabilité en revenait à la fois au propriétaire, au petit capitaliste (qui prêtait de l'argent à des taux d'intérêt élevés) et aux petits spéculateurs du bâtiment « qui ne disposaient que de quelques centaines de livres » et qui, dans certains cas, « n'étaient même pas capables d'écrire leur nom »[10]. Les prix restaient élevés en raison des droits qui pesaient sur le bois du Nord, sur les briques, les tuiles et les ardoises ; ce qui permet à T.S. Ashton de disculper complètement tous les accusés : « ce n'est certes pas la machine, ni la révolution industrielle, ni même le maçon ou le charpentier spéculateur qui étaient responsables de cet état de fait[11]. » Il se peut que tout cela soit vrai ; il est manifeste que le problème des logements ouvriers offre maintes illustrations du vieux proverbe anglais : « Il n'est de puce qui ne se fasse mordre par des puces plus petites encore. » Dans les années 1820, quand de nombreux tisserands du Lancashire firent la grève des loyers, certains propriétaires – disait-on – vinrent grossir le nombre des bénéficiaires des *poor rates*. Les tenanciers de débits de boissons et les petits commerçants vivant dans les bas quartiers des grandes villes étaient souvent cités comme les propriétaires des « écuries » et des « cages à lapins » les plus sordides. Mais cela n'atténue en rien la dureté des conditions de vie ; et la question de savoir à qui en revient la responsabilité ne saurait non plus disculper un processus qui permettait à certains de profiter des besoins des autres.

Nous accordons plus de poids à l'argument qui consiste à montrer l'étendue des progrès réalisés dans certains vieux centres urbains, depuis le XVIII[e] siècle, dans le domaine du pavage, de l'éclairage et de l'aménagement des quartiers insalubres. Mais, pour reprendre

9. De l'expression anglaise *jerry-building*, « construction à bon marché, de mauvaise qualité » (*NdT*).

10. G.C. Holland, *The Vital Statistics of Sheffield*, 1843, p. 56-58.

11. *Capitalism and the Historians*, p. 43-51.

l'exemple, souvent cité, de Londres, on ne peut en aucune façon dire précisément si les progrès réalisés au centre de la ville se firent sentir jusqu'à l'East End et jusqu'aux quartiers portuaires, et jusqu'à quel point ils persistèrent pendant les guerres. Ainsi, le grand réformateur de la santé publique, le Dr. Southwood Smith, écrivait au sujet du Londres de 1839 :

> Alors que des efforts systématiques ont été entrepris, à grande échelle, pour élargir les rues, [...] pour augmenter et améliorer les égouts et les conduites d'eau dans les quartiers résidentiels les plus riches, absolument rien n'a été fait pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers où habitent les pauvres[12].

Les conditions de vie dans l'East End étaient si infectes que médecins et prêtres risquaient leur vie dans l'exercice de leurs fonctions. De plus, comme le soulignaient les Hammond, c'est dans les villes en pleine expansion de la révolution industrielle que l'on trouvait les conditions de vie les plus médiocres : « ce que connut Londres [au cours de la révolution commerciale], le Lancashire le connut à la fin du XVIII^e^ et au début du XIX^e^ siècle[13]. » Sheffield, vieille ville relativement prospère, où se trouvait une grande proportion d'artisans qualifiés, connut malgré tout, c'est presque certain, une amélioration des conditions d'habitat au cours de la première moitié du XIX^e^ siècle ; en 1840, il y avait cinq personnes par maison en moyenne, et la plupart des artisans louaient des chaumières familiales comportant une salle commune et deux chambres à coucher. C'est dans les régions d'industrie textile et dans les villes les plus ouvertes à l'immigration irlandaise, Liverpool, Manchester, Leeds, Preston, Bolton ou Bradford, que l'on observe les signes les plus affreux d'une détérioration des

12. *Fifth Annual Report of the Poor Law Commissioners*, 1839, p. 170 ; voir aussi *Fourth Report*, 1838, appendice A, n° 1.

13. Voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, chap. III ; *England in Transition*, Penguin Books, p. 72 ; J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, chap. III et préface à la seconde édition ; Dr. R. Willan, « Observations on Disease in London », *Medical and Physical Journal*, 1800, p. 299.

conditions de vie : surpopulation, logement dans des caves, saleté innommable[14].

On ne cesse également de souligner – et c'en est lassant – que l'insalubrité des taudis, la pollution des cours d'eau, la dégradation de la nature et les horreurs architecturales n'ont rien de répréhensible, car tout cela se produisit très vite, sous la pression d'une population extrêmement nombreuse, et sans préméditation ni expérience préalable. « C'est l'ignorance plus que l'avidité qui fut souvent la cause du malheur[15]. » En réalité, on pourrait démontrer que toutes deux ont leur part ; et, de toute façon, l'une ne vaut pas mieux que l'autre. L'argument ne vaut d'ailleurs que jusqu'à un certain point, car, dans la plupart des grandes villes, au cours des années 1830 et 1840, des médecins et des réformateurs en matière de santé publique, ainsi que des benthamistes et des chartistes, se battirent à plusieurs reprises contre l'inertie des propriétaires et les positions démagogiques des partisans d'un « gouvernement à bon marché », afin d'obtenir des améliorations. Les travailleurs vivaient alors pratiquement à l'écart dans leurs enclaves fétides, et la classe moyenne montrait ce qu'elle pensait vraiment des villes industrielles en s'en éloignant autant que le transport équestre le permettait. Même à Sheffield, ville relativement bien construite :

> Toutes les classes sociales, excepté les artisans et les petits commerçants nécessiteux, sont attirées par le confort et la vie à la campagne. Le magistrat, l'industriel, l'épicier, le drapier, le fabricant de chaussures et le tailleur établissent leurs imposantes demeures dans quelque beau site [...]

Sur les soixante-six magistrats de Sheffield en 1841, quarante et un vivaient à la campagne, et dix des vingt-cinq autres étaient des nou-

14. G.C. Holland, *op. cit.*, p. 46 et *passim*. On trouve une excellente étude de l'environnement urbain de l'ouvrier à Leeds au milieu du siècle dans J.F.C. Harrison, *Learning and Living*, 1961, p. 7-20.

15. R.M. Hartwell, *op. cit.*, p. 413.

veaux venus à la ville. À Manchester, les pauvres, dans leurs cours et leurs caves, vivaient :

> [...] soustraits à la vue des classes sociales supérieures par un amoncellement de remises, d'usines, d'entrepôts et d'établissements industriels ; ils étaient moins connus de leurs riches voisins, qui résidaient principalement dans les espaces aérés de Cheetham, de Broughton et de Chorlton, que les habitants de la Nouvelle-Zélande ou du Kamtchatka.

« Les riches perdent les pauvres de vue ou ne les reconnaissent que lorsque leur existence s'impose à eux sous les traits du vagabond, du mendiant ou du délinquant. » « Nous avons transformé le proverbe "La moitié du monde ne sait pas comment vit l'autre moitié", qui est devenu : "La moitié du monde *se moque* de la façon dont vit l'autre moitié" – Ardwick connaît moins Ancoats que la Chine [...][16]. »

Il est certain que l'accroissement sans précédent de la population et sa concentration dans les zones industrielles auraient posé des problèmes importants dans n'importe quel type de société connu ; mais, plus qu'ailleurs, dans une société dont les principes directeurs étaient la recherche du profit et l'hostilité à la planification. Nous devons considérer ces problèmes comme ceux de l'industrialisation, aggravés par l'action prédatrice du laissez-faire. Mais, de quelque manière que l'on définisse les problèmes, les définitions ne sont jamais que diverses façons de décrire ou d'interpréter les mêmes événements. Et aucune description générale des foyers industriels, entre 1800 et 1840, ne peut ignorer la défiguration de l'environnement et la misère de l'équipement urbain. Le siècle qui rebâtit Bath n'était pas, après tout, dépourvu de sensibilité esthétique, ni totalement ignorant de la responsabilité civique. La révolution industrielle, dans ses premières étapes, vit décliner l'une et l'autre ; ou, pour le moins, enseigna avec cruauté que les travailleurs n'étaient pas près d'en bénéficier. Pour affligeantes qu'aient été les conditions de vie des pauvres dans les

16. G.C. Holland, *op. cit.*, p. 51 ; W. Cooke Taylor, *Notes of a Tour in the Manufacturing Districts of Lancashire*, 1842, p. 12, 13, 160.

grandes villes avant 1750, il n'en reste pas moins que la ville, au cours des siècles précédents, incarnait généralement certaines valeurs civiques, se parait de grâces architecturales et reflétait un certain équilibre entre les activités, le marché et la production, un certain sens de la variété. Les *Coketowns* (« villes minières ») furent peut-être les premières villes de plus de 10 000 habitants qui aient jamais été consacrées aussi exclusivement au travail et à l'« action ».

### 3. La vie

Les questions de santé et de longévité sont encore plus difficiles à interpréter. Jusqu'à une date très récente, l'idée selon laquelle le principal facteur, à l'origine de l'explosion démographique de la Grande-Bretagne, entre 1780 et 1820, était la baisse du taux de mortalité – de la mortalité infantile en particulier – était largement répandue. Il était donc raisonnable de supposer qu'elle s'expliquait par le progrès des connaissances médicales, de la nutrition (la pomme de terre), de l'hygiène (savon et chemise en coton), de l'adduction d'eau ou de l'habitat. Mais tout cela est à présent remis en question. L'explosion démographique peut être considérée comme un phénomène européen se produisant simultanément en Grande-Bretagne et en France, en Espagne et en Irlande, où beaucoup de ces facteurs n'apparurent pas avec la même importance. En second lieu, les démographes mettent maintenant en doute ce qui apparaissait comme l'évidence : des arguments de poids ont été avancés, selon lesquels la cause principale de l'explosion serait l'accroissement de la natalité plutôt qu'une baisse de la mortalité[17].

Nous ranger à l'opinion de J.T. Krause – à savoir que le taux de natalité augmenta après 1781 et déclina après 1831, et qu'« il n'existe aucun

17. Voir tout particulièrement J.T. Krause, « Changes in English Fertility and Mortality, 1781-1850 », *Econ. Hist. Review*, 2e série, XI, n° 1, août 1958 ; et « Some Neglected Factors in the English Industrial Revolution », *Journal of Economic History*, XIX, 4 décembre 1959.

indice d'un changement important dans la mortalité » – ne permet nullement, c'est le moins que l'on puisse dire, d'apporter une preuve de l'amélioration de l'état de santé et de l'accroissement de la durée de vie de la classe ouvrière. Il est intéressant de noter que le taux de fertilité (c'est-à-dire le nombre d'enfants entre zéro et quatre ans sur 1 000 femmes en âge d'enfanter) était à son maximum en 1821 ; en premier lieu, au cœur même de la révolution industrielle (Lancashire, West Riding, Cheshire, Staffordshire) ; en second lieu, au sud, dans les « comtés de la loi sur les pauvres » les plus sinistrés. À première vue, cela semblerait confirmer les arguments malthusiens, si largement répandus à l'époque et qui répugnaient tant à Cobbett, selon lesquels les secours versés dans le cadre du système de Speenhamland et les emplois disponibles dans les usines (concernant aussi les enfants) élevaient considérablement le taux de natalité. Nul besoin, en fait, de supposer que les parents décidèrent consciemment d'avoir plus d'enfants pour augmenter le nombre de salaires et leurs chances de bénéficier des secours. L'augmentation de la natalité pourrait s'expliquer par un changement dans les structures traditionnelles communautaires et familiales (le système de Speenhamland et les fabriques étaient de nature à affaiblir les tabous à l'égard du mariage précoce et « imprévoyant »), par le déclin du « logement chez l'employeur », si répandu chez les valets de ferme et les apprentis, l'impact des guerres, la concentration humaine dans les villes nouvelles ou même la sélection génétique des plus fertiles. D'ailleurs, un accroissement de la natalité ne doit certainement pas être vu comme une preuve de l'amélioration des niveaux de vie[18]. Tous les observateurs, au début du XIX^e siècle, remarquèrent que les ouvriers les plus pauvres et les plus « imprévoyants » étaient aussi ceux qui avaient le plus grand nombre d'enfants ; tandis qu'il fallut à l'Irlande l'expérience atrocement douloureuse de la Grande Famine pour que soit bouleversée la structure du mariage chez les paysans irlandais[19].

18. Voir J.T. Krause, « Some Implications of Recent Work in Historical Demography », *Comparative Studies in Society and History*, I, 2 janvier 1959.

19. K.H. Connell, « The Land Legislation and Irish Social Life », *Econ. Hist. Review*, XI, 1^er août 1958.

Les arguments sont complexes, et il est préférable, pour le moment, de les laisser aux démographes. Mais nous en sommes arrivés au point où les faits, qui ont été interprétés à partir de l'hypothèse d'un déclin de la mortalité, doivent être réexaminés. Il semblerait que les progrès dans le domaine médical n'aient pu avoir qu'une influence minime sur l'espérance de vie des travailleurs avant 1800. Il est possible qu'une véritable baisse de la mortalité se soit produite au milieu du XVIII[e] siècle à Londres et dans d'autres villes « artisanales » plus anciennes, baisse à laquelle contribuèrent celle de la consommation de gin et les efforts, déjà anciens, pour améliorer les conditions d'hygiène et instruire la population. Il est possible aussi que les débuts de l'« explosion » démographique datent du milieu du siècle et aient été causés par le déclin des épidémies, en raison de « modifications dans la virulence et la résistance des souches, dont l'effort des hommes n'est nullement responsable[20] ». L'accroissement démographique fut initialement favorisé par une longue période de bonnes récoltes et par une amélioration des niveaux de vie marquant les premières années, et non les dernières, de la révolution industrielle. Alors que la révolution s'accélérait et que les phénomènes classiques de surpopulation et de démoralisation apparaissaient dans les grandes villes en expansion rapide, grossies d'une multitude d'immigrants déracinés, la santé des populations urbaines se dégrada de façon alarmante ; le taux de mortalité infantile, dans les trois ou quatre premières décennies du XIX[e] siècle, était beaucoup plus élevé, et parfois deux fois plus élevé, dans les nouvelles villes industrielles que dans les campagnes. « Il n'y a pas 10 % de la population des

20. T. McKeown et R.G. Brown, « Medical Evidence Related to English Population Changes in the Eighteenth Century », *Population Studies*, novembre 1955 ; voir aussi J.H. Habakkuk, « English Population in the Eighteenth Century », *Econ. Hist. Review*, VI, 2, 1953 ; G. Kitson Clark, *The Making of Victorian England*, 1962, chap. III ; et, pour une étude complète des données économiques et démographiques d'une région, J.D. Chambers, *The Vale of Trent, 1670-1800*, Economic History Society, supplément, 1957.

grandes villes qui soit en pleine santé », déclarait le Dr. Turner Thackrah, de Leeds[21] ; et l'on trouve de nombreux documents, pour la plupart rédigés par des médecins, évoquant des cas de maladies, de malnutrition, de mortalité infantile et de malformations dues au travail dans la population ouvrière. Les documents se contredisent parfois, particulièrement lorsqu'il s'agit des conséquences du travail en usine sur les enfants, car, à l'apogée du mouvement des Dix Heures, dans les années 1830, les médecins polémiquaient parfois sur ce point. Mais il est temps d'en finir avec la tendance qu'ont les historiens « optimistes » à récuser comme « partial » le témoignage des médecins favorables aux exigences des réformateurs, alors qu'ils acceptent comme « objectives » et dignes de foi les déclarations des témoins du corps médical appelés pour soutenir la cause des employeurs[22].

Le premier rapport du conservateur des Actes de l'état civil (1839) montrait qu'environ 20 % du taux de mortalité était imputable à la tuberculose, maladie généralement associée à la pauvreté et à la surpopulation, et qui était tout aussi répandue à la campagne que dans les villes. Sur les 92 morts d'ouvriers adultes et enfants d'une usine textile de Leeds, enregistrées entre 1818 et 1827, pas moins de 52 furent attribuées à la tuberculose ou « dépérissement », les deux catégories suivantes étant l'« épuisement » ou la « vieillesse » (9) et l'asthme (7). Il est intéressant d'examiner les statistiques plus détaillées établies par le Dr. Holland, médecin de l'hôpital général de Sheffield, concernant les causes de décès dans la région de Sheffield, entre 1837 et 1842. Sur les 11 944 morts de cette période (enfants compris), les maladies suivantes sont citées comme ayant

21. Dr. T. Thackrah, *The Effects of Arts, Trade and Professions [...] on Health and Longevity*, 1832, éd. A. Meiklejohn, 1957, p. 24.

22. À l'appui de cette lecture des documents, on ne trouvera guère que l'analyse impressionniste et peu satisfaisante des documents médicaux sur le travail des enfants, dans W.H. Hutt, « The Factory System in the Early Nineteenth Century », *Economica*, mars 1926, réimprimé dans *Capitalism and the Historians*, p. 166 *sq.* Voir *infra*, p. 445-446.

chacune entraîné la mort de plus de 100 personnes au cours de cette période de cinq ans :

| | |
|---|---|
| 1. Tuberculose | 1 604 |
| 2. Convulsions | 919 |
| 3. Inflammation des poumons | 874 |
| 4. Mort naturelle | 800 |
| 5. Accidents (chiffres du *Coroner)* | 618 |
| 6. Scarlatine | 550 |
| 7. Débilité | 519 |
| 8. Dentition | 426 |
| 9. Inflammation des intestins | 397 |
| 10. Inflammation du cerveau | 351 |
| 11. Dépérissement | 346 |
| 12. Rougeole | 330 |
| 13. Petite vérole | 315 |
| 14. Coqueluche | 287 |
| 15. Inflammations non identifiées | 280 |
| 16. Fièvre commune | 255 |
| 17. Asthme | 206 |
| 18. Croup | 166 |
| 19. Paralysie | 107 |
| 20. Maladie du foie | 106 |

Il n'est pas nécessaire de relever le caractère manifestement inadéquat du diagnostic (ni gastro-entérite ni diphtérie parmi les maladies mentionnées). G.C. Holland signalait qu'« il ne fallait pas trop tabler sur les recensements » ; le « dépérissement » ainsi que de nombreux cas d'« asthme » étaient en fait la tuberculose. Quant à l'enregistrement d'*un seul* cas de mort « par manque de nourriture » :

> L'observation du praticien doit en vérité être très limitée puisqu'elle ne l'a pas amené à conclure que la mort de centaines d'individus dans cette ville peut être attribuée à l'insuffisance du minimum vital. Ils peuvent

mourir de maladie, mais celle-ci est provoquée par une vie misérable, à laquelle vient s'ajouter l'épuisement dû au travail.

Ces chiffres, cependant, ne donnent que 64 morts en couches au cours de ces cinq années (et les erreurs de diagnostic en ce domaine ne sont guère probables). L'amélioration est spectaculaire par rapport au siècle précédent. La diminution des fièvres puerpérales, une plus grande hygiène et le développement de la profession de sage-femme pourraient y avoir contribué de façon importante. Mais, si les mères mouraient moins souvent dans toutes les classes sociales, les mères de la classe ouvrière ne survivaient que pour donner naissance à davantage d'enfants dont les chances de vie, dans les centres industriels, étaient de plus en plus réduites. Et, si la mortalité infantile était élevée, nous devons nous souvenir que la période critique dans la vie d'un enfant n'était pas de zéro à un an, mais de zéro à cinq ans. Ainsi, sur les 11 944 décès de Sheffield au cours de cette période, la répartition par âge est la suivante :

| | |
|---|---|
| au-dessous d'un an | 2 983 |
| un an | 1 511 |
| de deux à quatre ans | 1 544 |

Ce qui nous donne 6 038 morts au-dessous de cinq ans, les 5 906 décès restant se répartissant entre les autres tranches d'âge. Le taux de mortalité infantile (de zéro à un an) à Sheffield, pour cette époque-là, était d'environ 250 pour 1 000, tandis que le taux de mortalité de zéro à cinq ans était de 506 pour 1 000. Tout cela est en grande partie vrai aussi pour Manchester, où (comme le relevait le Dr. Kay) « plus de la moitié de la progéniture des pauvres meurt avant la fin de la cinquième année » et où le rapport de l'état civil (1839) indique 517 morts pour 1 000 dans la tranche d'âge de zéro à cinq ans. Mais ces chiffres sous-estiment, et peut-être nettement, le taux de mortalité réel des enfants, car les centres industriels voyaient constamment grossir le nombre des immigrants adultes. Ainsi, le recencement de 1851 (qui enregistra les lieux de naissance) montrait que, « dans presque toutes les

grandes villes, les individus venus d'ailleurs dépassaient en nombre les gens nés dans la ville » ; et les décès chez les immigrants auraient contribué à brouiller constamment la réalité de la mortalité infantile. La croissance des grandes villes ne peut être attribuée, avant 1840, à un taux d'accroissement naturel supérieur à celui de la campagne. Si le point de vue traditionnel est juste, et si la masse de la population, dans les centres les plus anciens, les villes de marché et les villages, vit sa santé s'améliorer grâce aux produits (et aux progrès en matière d'hygiène) de la révolution industrielle, ceux qui produisaient ces marchandises n'en profitèrent pas. Et l'on se rend compte que, dans les centres industriels où les salaires étaient élevés, des générations et des générations d'enfants furent engendrées, qui moururent pour plus de la moitié avant de savoir parler ; tandis que dans les campagnes, où le travail était mal payé, les enfants étaient maintenus en vie grâce aux *poor rates*, puis émigraient vers les villes pour y vendre leur force physique à l'âge adulte[23].

Il n'y a aucune raison de penser que l'état de santé des ouvriers d'usine adultes était inférieur à la moyenne, et il semble possible d'affirmer que la santé des fileurs de coton adultes s'améliora entre 1810 et 1830, et plus rapidement encore par la suite, grâce à la limitation des heures de travail, à l'encastrement des machines, à l'accroissement de l'espace et à l'amélioration de la ventilation et du chauffage des murs. Mais il semble que leurs enfants aient souffert de la même façon que le reste de la main-d'œuvre. Une enquête effectuée pour le compte des employeurs, à Manchester, en 1833, révéla que les fileurs mariés interrogés avaient eu, en tout, 3 166 enfants (4,5 en moyenne par foyer) : « Sur ces enfants, 1 922, soit 60,5 %, étaient en vie, et 1 244, soit 39,5 %, étaient morts[24]. » On peut raisonnablement supposer que ce pourcentage atteignit 50 % lorsque les

23. G.C. Holland, *op. cit.*, chap. VIII ; J.P. Kay, *The Moral and Physical Condition of the Working Classes employed in the Cotton Manufacture of Manchester*, 1832 ; *First Annual Report of the Registrar-General*, 1839, *passim* ; A. Redford, *op. cit.*, p. 16.

24. W. Cooke Taylor, *op. cit.*, p. 261.

survivants, parmi ces enfants qui n'étaient que des nourrissons au moment de l'enquête, eurent atteint l'âge de cinq ans. Le taux élevé de mortalité infantile parmi les enfants de travailleurs, que l'on cite souvent comme les bénéficiaires de la révolution industrielle, peut s'expliquer en partie par les conditions générales d'hygiène. Il s'explique peut-être aussi par une déformation caractéristique, le rétrécissement des os pelviens, chez les femmes qui travaillaient depuis leur tendre enfance en fabrique, ce qui occasionnait des naissances difficiles[25] ; ou encore par la faible constitution des enfants dont les mères travaillaient jusqu'à la dernière semaine de grossesse ; mais, avant tout, par l'absence de soins spécifiques pour les enfants. Les mères, de crainte de perdre leur emploi, revenaient à la fabrique trois semaines ou moins après la naissance ; et même, dans quelques villes du Lancashire ou du West Riding, les nourrissons, au cours des années 1840, étaient nourris par leur mère à la fabrique à l'heure du repas. Les filles mères, qui travaillaient peut-être à la fabrique depuis l'âge de huit ou neuf ans, n'avaient aucune formation ménagère ; l'ignorance en matière médicale atteignait un degré effroyable ; les parents étaient la proie de superstitions fatalistes (que les Églises encourageaient parfois) ; on se servait d'opiacés, notamment de laudanum, pour faire tenir tranquille un enfant qui pleurait. Les nourrissons et les enfants en bas âge étaient confiés à des parents, à de vieilles commères gardiennes d'enfants ou aux enfants trop jeunes pour trouver du travail à l'usine. À certains on donnait à sucer un vieux morceau de chiffon « dans lequel était emballé un morceau de pain trempé dans du lait et de l'eau », et l'on pouvait voir des enfants de deux ou trois ans, encore mal assurés sur leurs jambes, « courir de côté et d'autre, aux abords des usines, ces chiffons à la bouche[26] ».

25. Voir les démonstrations du Dr. Smith, de Leeds, dans *Poor Man's Advocate*, 5 mai 1832. Le faible pourcentage de décès de mères à la naissance d'un enfant à Sheffield peut être rapproché du fait que peu de filles y étaient occupées à des emplois pour lesquels il fallait rester debout de douze à quatorze heures par jour.

26. W. Dodd, *The Factory System Illustrated*, 1842, p. 149.

« Un ouvrier de fabrique », écrivait l'un d'entre eux, lui-même estropié,

> se reconnaît facilement dans la rue ; à coup sûr, il y a quelque chose qui ne va pas dans ses articulations ; ou bien il a les genoux cagneux, les chevilles enflées, une épaule plus basse que l'autre, ou alors il a le dos voûté, la poitrine bombée, ou bien encore il est affligé d'une autre sorte de déformation[27].

Mais la situation était la même dans le cadre de nombreuses activités industrielles, qu'elles fussent ou non pratiquées en fabrique. Si les fileurs de coton étaient rarement employés après quarante ans (et ceux qui l'étaient avaient survécu au long processus de sélection qui éliminait les faibles), on rencontrait également très peu de vieux mineurs ou de vieux couteliers. Selon le Dr. Thackrah, les maladies causées par le travail affectaient plus fréquemment les tisseurs d'effiloché et les chiffonniers ; quant au Dr. Holland, il écrivit un traité détaillé sur la maladie et les accidents des rémouleurs de Sheffield. Nous avons évoqué les mauvaises conditions de travail des peigneurs de laine à domicile ; cependant, les tisserands étaient, eux aussi, atteints de déformations corporelles. Il en allait de même pour les ouvriers du verre dans les Mendip Hills, pour les ouvriers boulangers et nombre de travailleurs sous-payés de Londres. Les tailleurs présentaient une déformation caractéristique des épaules et de la poitrine, due au fait qu'ils restaient assis de nombreuses heures par jour, « les jambes croisées sur une planche ».

Pour le Dr. Turner Thackrah, il n'y avait guère de différence entre les activités à domicile les plus dures et les fabriques de coton. À ses yeux, les enfants qui quittaient les filatures de coton de Manchester :

> [...] avaient presque tous l'air malades ; ils étaient petits, chétifs, allaient pieds nus et mal vêtus. Beaucoup *semblaient* n'avoir guère plus de sept ans. Les hommes, dont l'âge s'échelonnait généralement de seize à vingt-

27. *Ibid.*, p. 112, 113.

> quatre ans (aucun n'était âgé), étaient presque aussi pâles et maigres que les enfants. C'étaient les femmes qui avaient l'air le plus convenable [...]

Il les comparait aux ouvriers des fabriques de moindre importance et des ateliers de finition du West Riding : « fouleurs vigoureux, boudineurs pleins de santé, rattacheurs sales, mais au teint rose et à l'air gai ». Avec les ouvriers du coton,

> je voyais, ou croyais voir, une race dégénérée – des êtres humains chétifs, affaiblis et dépravés, des hommes et des femmes qui ne devaient jamais vieillir, des enfants qui ne seraient jamais des adultes en bonne santé.

Il remit en question les arguments avancés par les employeurs dans l'industrie du coton tendant à prouver que les ouvriers étaient en bonne santé, en faisant remarquer que la plupart des ouvriers adultes étaient licenciés de très bonne heure et que le fileur de coton dont les forces diminuaient allait mourir dans un autre métier. Dans les nouvelles fabriques aussi bien que dans beaucoup d'activités à domicile plus anciennes, les vieux travailleurs « étaient nettement plus diminués que les vieux paysans, si l'on considère leur force physique et leur aspect général[28] ».

Il nous faut examiner non seulement le multiplicateur, mais aussi le multiplicande. Aux enfants estropiés des fabriques – dont le nombre, à n'en point douter, était très élevé – il nous faut ajouter tous les rachitiques parmi les enfants de tisserands et d'ouvriers à domicile en général. Vers 1830, il était établi que l'ouvrier industriel « moyen » des villes était chétif et incapable d'assurer, en raison de sa faiblesse physique, le travail manuel pénible réservé aux pauvres d'Irlande. Quand il était licencié, le fileur de coton se trouvait sans ressources : il pouvait au mieux espérer trouver un emploi « comme garçon de courses ou, sur les marchés, comme vendeur d'épingles et d'aiguilles, de ballades, de rubans et de dentelle, d'oranges ou de pain d'épice[29] ».

28. Dr. T. Thackrah, *op. cit.*, en particulier p. 27-31, 146, 203-205.
29. W. Dodd, *op. cit.*, p. 113.

Dans la mesure où les statistiques démographiques essentielles sont contestées, toute conclusion ne peut être que provisoire. Rien ne doit nous conduire à sous-estimer les taux de mortalité effroyables à Londres pendant l'« épidémie » de gin du début du XVIII^e siècle. Mais il semble que les conditions de vie et de travail des artisans et de quelques ouvriers ruraux aient été plus saines dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que celle des ouvriers d'usine ou des travailleurs à domicile au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Si Londres et Birmingham connurent une baisse du taux de mortalité au cours de ces années-là, c'est peut-être qu'elles étaient encore des villes largement « artisanales », dans lesquelles les enfants étaient mieux soignés et les conditions de travail un peu moins préjudiciables à la santé. Dans le Nord industriel, la région des Potteries et la plupart des régions minières, la mortalité infantile augmenta, et la vie devint plus courte et plus pénible. C'est peut-être la raison pour laquelle la consommation d'alcool et l'usage d'opiacés se développèrent, et vinrent s'ajouter aux maladies contractées au travail. De plus, la misère pure et simple a pu contribuer à élever le taux de reproduction. Selon le Dr. Holland, « les plus dissolus, insouciants et imprévoyants » se trouvaient parmi les ouvriers de Sheffield les moins payés et les moins organisés : « C'est en nous appuyant sur des enquêtes très étendues que nous affirmons que plus la condition de l'artisan est misérable, plus tôt il se marie[30]. »

Si l'on admet que le taux de mortalité à l'échelle nationale, et plus particulièrement de mortalité infantile, diminua légèrement au cours des quatre premières décennies du XIX^e siècle, nous devons procéder avec les statistiques de la même façon que nous l'avons fait avec les salaires et articles de consommation. Il n'y a aucune raison de supposer que les enfants qui mouraient, ou les maladies, étaient répartis plus équitablement que les vêtements ou la viande. Nous savons bien, en réalité, que ce n'était pas le cas. Certes, le riche pouvait rarement, comme le faisait remarquer Oastler, porter deux manteaux

30. G.C. Holland, *op. cit.*, p. 114, 115.

à la fois, mais sa famille avait dix fois plus de chances de bénéficier de diagnostics, de médicaments, de soins médicaux, d'espace et de tranquillité. On a essayé d'évaluer l'âge moyen de décès par groupe social dans plusieurs villes, en 1842 :

| | Petite noblesse | Commerçants | Ouvriers |
|---|---|---|---|
| Rutlandshire | 52 | 41 | 38 |
| Truro | 40 | 33 | 28 |
| Derby | 49 | 38 | 21 |
| Manchester | 38 | 20 | 17 |
| Bethnal Green | 45 | 26 | 16 |
| Liverpool | 35 | 22 | 15 |

À Leeds, où les chiffres étaient estimés à 44, 27, 19, la moyenne *d'ensemble* des trois groupes était de 21. Un médecin de Halifax, paroisse à population largement disséminée et dont le taux de mortalité était donc *a priori* plus faible que celui des villes comportant une concentration humaine plus grande, calcula que l'âge moyen au moment du décès était cinquante-cinq ans pour « les nobles, les industriels et leurs enfants » ; vingt-quatre ans pour les commerçants ; vingt-deux ans pour les ouvriers[31].

Les démographes auraient raison de considérer ces documents comme plus « littéraires » que statistiques. Mais ils indiquent qu'un déclin sensible de la mortalité infantile et un accroissement de l'espérance de vie pour plusieurs millions de personnes de la classe moyenne et de l'aristocratie du travail dissimulaient sans doute, sous les moyennes nationales, une dégradation affectant la classe ouvrière. Et, sur ce point, le Dr. Holland de Sheffield nous a devancés :

31. *Report on the Sanitary Condition of the Labouring Classes*, 1842, p. 153 ; G.C. Holland, *op. cit.*, p. 128 ; pour Halifax, Dr. Alexander, cité par W. Ranger, *Report on [...] Halifax*, 1851, p. 100 *sq.* On trouvera des données sur les époques ultérieures dans James Hole, *The Homes of the Working Classes*, 1866, p. 18 *sq.*

> C'est sans hésitation que nous affirmons que les souffrances des classes ouvrières et, par voie de conséquence, le taux de mortalité, sont plus importants maintenant qu'ils ne le furent par le passé. En fait, dans la plupart des régions industrielles, le taux de mortalité de ces classes est effroyable, quand on peut l'étudier en se référant à elles seules, *et non pas noyé dans l'ensemble de la population.* Le gain présumé de longévité vient principalement [...] d'une classe moyenne relativement plus nombreuse qu'auparavant [...]

« Nous pouvons être induits en erreur, poursuivait-il, par les données brutes » :

> [...] et amenés à croire que la société connaît petit à petit une amélioration de ses conditions physiques et sociales, alors qu'en réalité le sort de la classe la plus nombreuse stagne ou empire[32].

## 4. L'enfance

Nous avons déjà évoqué le problème de la main-d'œuvre enfantine, mais il mérite que l'on s'y attache plus longuement. En un sens, il est curieux que le problème puisse être sujet à controverse : il y eut un accroissement radical de l'intensité de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine entre 1780 et 1840, et tout historien qui a étudié de près les sources sait très bien qu'il en est ainsi. C'était le cas dans les mines : tant dans les puits à faible rendement, où les galeries étaient parfois si étroites que les enfants y passaient plus facilement que des adultes, que dans plusieurs gisements importants, où – à mesure que le front de taille s'éloignait du puits – on faisait appel à un nombre croissant d'enfants pour ouvrir les portes des galeries ou pour actionner les panneaux de ventilation. Dans les fabriques, la main-d'œuvre enfantine et adolescente augmentait tous les ans ; et, dans plusieurs métiers « indignes », la journée de travail s'allon-

32. G.C. Holland, *op. cit.*, p. 124.

geait et le travail s'intensifiait. On se demande bien alors ce qui peut offrir matière à discussion.

Mais les « optimistes », depuis l'époque des Hammond, se sont tellement ingéniés à contester la véracité de tout cela que l'on en viendrait presque à soupçonner l'existence d'une conspiration visant à justifier l'utilisation de la main-d'œuvre enfantine. Cela n'avait « rien de nouveau » ; les conditions étaient tout aussi mauvaises dans les « industries anciennes » que dans les « nouvelles » ; les témoignages sont en grande partie partiaux et exagérés ; les choses s'amélioraient déjà avant le cri d'alarme des années 1830 ; les ouvriers eux-mêmes étaient les plus coupables pour ce qui est du traitement des enfants ; le cri d'alarme fut lancé par des parties « intéressées » – propriétaires terriens hostiles aux industriels ou syndicalistes adultes demandant la limitation des heures de travail pour eux-mêmes – ou par des intellectuels de la bourgeoisie qui ne connaissaient rien au problème ; ou bien (paradoxalement) tout cela révèle non point de la dureté et une absence de sensibilité, mais l'humanité croissante des diverses catégories d'employeurs. Peu de questions historiques ont été aussi embrouillées par des partis pris idéologiques et des arguments fallacieux.

La main-d'œuvre enfantine n'était pas une nouveauté. L'enfant faisait partie intégrante de l'économie agricole et industrielle avant 1780, et cela dura jusqu'à ce qu'il soit sauvé par l'école. Certains emplois – petits ramoneurs ou mousses – étaient probablement pires que tout, et comparables aux pires conditions qui régnaient dans les premières fabriques : un orphelin mis en apprentissage par la paroisse chez un Peter Grimes ou un mineur saoul pouvait être victime de cruauté et se trouver dans une solitude encore plus terrifiante[33]. Mais il est impossible de généraliser de tels cas extrêmes et d'en déduire les attitudes qui prévalaient avant la révolution industrielle. D'ailleurs, l'un des éléments notables, dans l'histoire de Peter Grimes, est l'ostracisme dont il est frappé par les femmes de la communauté de pêcheurs, ainsi que la culpabilité qui le conduit à la mort.

33. Voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, chap. v.

Le travail le plus couramment pratiqué par les enfants se faisait à la maison ou au sein de l'économie familiale. Les enfants qui étaient à peine en âge de marcher pouvaient être mis au travail, par exemple envoyés faire les commissions. L'un des fils de Crompton se souvenait d'avoir été mis au travail « tout de suite après que je sus marcher » :

> Ma mère battait le coton sur un crible de fer ; on me mettait alors dans un profond récipient marron rempli d'eau savonneuse. Ma mère me retroussait alors le jupon au niveau de la taille et me mettait dans le tonneau pour que je foule le coton. [...] Ce processus se poursuivait jusqu'à ce que le récipient fût si plein que je ne pouvais y rester sans risque ; une chaise était alors placée à côté, et je me tenais au dossier [...]

Un autre fils se souvenait d'« avoir été placé, à l'âge de sept ans, sur un tabouret pour étaler le coton sur un brisoir afin de le préparer au filage, alors qu'un frère plus âgé tournait la roue pour mettre la machine en marche[34] ». Venait ensuite le dévidage des cannettes ; et, à l'âge de dix ou onze ans, le filage ou, si les jambes étaient assez longues pour atteindre les pédales, un tour au métier à tisser. Le travail des enfants était si profondément enraciné dans les industries textiles qu'elles faisaient l'envie des travailleurs d'autres branches, où les enfants ne pouvaient trouver un emploi et accroître les gains familiaux ; quant aux premières « fabriques » utilisant des métiers à bras dans l'industrie lainière, elles furent critiquées parce qu'elles menaçaient de réduire les enfants au chômage. Si le système de la fabrique devait se répandre, déclarait un témoin en 1806,

> cela entraînerait tous les pauvres travailleurs loin de leurs habitations ; ils travailleraient dans les fabriques, et là [...] ils n'auraient ni l'aide de leurs enfants ni les avantages qu'ils procurent et dont ils jouissaient à la maison ; imaginons que je sois père de famille et que j'aie quatre, cinq ou six enfants à la maison, je pourrais les employer, l'un pour dévider

34. G.F. French, *Life of Samuel Crompton*, 1859, p. 58, 59, 72 ; voir aussi B. Brierley, *Home Memories*, Manchester, 1886, p. 19.

> les cannettes, l'autre au métier à tisser, le troisième au métier à filer ; tandis que, si je vais à la fabrique, on ne me permettra pas de prendre ces garçons avec moi, et il me faudra les laisser périr quelque part dans le vaste monde [...][35].

Selon les critères de l'époque, ce changement fut pénible et même brutal. Dans tous les foyers, les filles s'occupaient de cuire le pain, de brasser la bière, du nettoyage et de toutes les tâches ménagères quotidiennes. À la campagne, les enfants – souvent mal vêtus – travaillaient dans les champs ou autour de la ferme, et par tous les temps. Mais, si l'on compare cette réalité avec le système de la fabrique, il convient de faire d'importantes remarques. Il y avait une certaine variété dans le travail (et la monotonie est particulièrement pénible pour l'enfant). En temps normal, le travail était intermittent : les tâches étaient cycliques, et même les travaux réguliers, comme le dévidage des cannettes, ne se faisaient pas à longueur de journée, sauf cas particuliers (lorsqu'un ou deux enfants aidaient deux tisserands à la fois, par exemple). Aucun enfant n'avait à fouler du coton dans un tonneau huit heures par jour et six jours par semaine. En bref, on peut imaginer une initiation progressive au travail, en rapport avec les capacités et l'âge de l'enfant, et dont la monotonie était rompue par les commissions à faire, la cueillette des mûres, le ramassage du bois et les jeux. Et, surtout, le travail était intégré à l'économie familiale et se faisait sous la surveillance des parents. Il est vrai qu'au XVIII^e^ siècle les parents étaient extrêmement sévères à l'égard des enfants. Mais personne n'a jamais été jusqu'à parler de comportement sadique ou de manque d'affection généralisés de la part des parents.

Deux autres faits viennent à l'appui de cette interprétation : la persistance, au XVIII^e^ siècle, de jeux, de danses, de sports, qui n'auraient guère été possibles si les enfants avaient été enfermés pendant les heures ouvrées ; et la réticence des ouvriers sur métiers à bras à envoyer leurs enfants dans les premières fabriques textiles, ce qui permit aux apprentis pauvres d'y trouver du travail. Mais ce ne fut pas

35. *Committee on the Woollen Trade*, 1806, p. 49.

exclusivement – ni même essentiellement – la fabrique qui conduisit à l'intensification du travail des enfants entre 1780 et 1830. Ce fut, en premier lieu, la spécialisation elle-même, la différenciation croissante des fonctions économiques et la dissolution de l'économie familiale. Et, en second lieu, la faillite de l'humanitarisme à la fin du XVIII^e siècle et le climat contre-révolutionnaire des guerres, dans lequel se formèrent les dogmes arides du patronat.

Nous reviendrons sur ce deuxième point. Pour ce qui est du premier, presque tous les vices connus du XVIII^e siècle se perpétuèrent dans les premières décennies du XIX^e siècle, mais sous une forme aggravée. Dickens le savait, Peter Grimes aurait pu aussi bien vivre dans le Londres des premières années de l'époque victorienne que dans l'Aldeburgh georgien. Les rapports de 1842 des Commissions sur l'emploi des enfants montrèrent que des conseils d'administration de l'Assistance publique d'un type nouveau, dans le Staffordshire, le Lancashire et le Yorkshire, se débarrassaient encore de garçons pauvres de six, sept ou huit ans en les plaçant en apprentissage chez des mineurs après leur avoir octroyé une guinée « pour les vêtements ». Les garçons étaient « entièrement à la merci des porions » et ne recevaient pas un sou ; à Halifax, un garçon battu par son maître et sur qui on lançait des morceaux de charbon s'enfuit, dormit dans des chantiers d'extraction désaffectés et se nourrit « pendant longtemps des bougies que je trouvais dans les mines, où les mineurs les laissaient pendant la nuit[36] ». Le mélange de terreur et de fatalisme des enfants transparaît au travers des rapports laconiques. Une fillette de huit ans, employée treize heures par « jour » à ouvrir et à refermer les trappes d'aération : « Je dois actionner ces portes sans lumière, et je suis morte de peur. [...] Parfois, je chante quand j'ai de la lumière, mais pas quand je suis dans le noir ; je n'ose pas chanter à ce moment-là. » Ou la petite Patience Kershaw, âgée de sept ans, qui comparait les mérites relatifs de divers emplois :

36. *Children's Employment Commission. Mines*, 1842, p. 43.

> [...] cette partie chauve sur ma tête vient de ce que j'ai poussé les wagonnets ; mes jambes n'ont jamais enflé, à l'inverse de celles de mes sœurs quand elles travaillaient à la fabrique ; je pousse les wagonnets le plus vite que je peux sur un mile et davantage sous terre, aller et retour ; ils pèsent trois quintaux. [...] les piqueurs pour lesquels je travaille ne portent aucun vêtement sauf leurs casquettes [...] parfois, ils me battent si je ne vais pas assez vite [...] je préférerais travailler dans une fabrique que dans une mine[37].

Rien de plus ici qu'une aggravation des pires conditions de travail du XVIII^e^ siècle. Mais la spécialisation et la différenciation économique conduisirent à confier aux enfants, à l'extérieur des fabriques, des tâches particulières payées à la pièce et qui exigeaient une application constante durant dix, douze heures ou davantage. Nous avons déjà mentionné le village de Cleckheaton où « de petits êtres de quatre ans, mal assurés sur leurs jambes, [...] étaient tenus d'effectuer pendant des heures la tâche monotone qui consistait à enfoncer les fils dans les cardes avec leurs petits doigts, jusqu'à en être abrutis, à avoir les yeux rouges et irrités, et les plus faibles d'entre eux grandissaient voûtés et tout déformés ». Ce misérable résultat pouvait encore être obtenu à la maison, et les documents dont nous disposons suggèrent que ce genre d'exploitation des enfants était bien plutôt en augmentation que sur le déclin au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle, dans la plupart des industries fondées sur le travail à domicile, dans les industries rurales (ourdissage de la paille, dentelle) et dans les métiers indignes[38]. Le crime du système de la fabrique fut de reprendre à son compte les aspects les plus négatifs du système domestique pour les intégrer dans un contexte qui n'offrait aucune des compensations qu'offrait le travail à la maison : « il rendit systématique le travail des enfants, misérable et gratuit, et l'exploita avec une brutalité

37. *Ibid.*, p. 71, 80.

38. Il faut noter que certains des exemples les plus saisissants du *Capital* de Marx sont empruntés à la Commission sur l'emploi des enfants des années 1860.

continue [...][39]. » À la maison, les conditions de travail de l'enfant ont varié suivant l'humeur des parents ou du maître, et, jusqu'à un certain point, son travail s'est trouvé adapté à ses capacités. Dans la fabrique, les machines imposaient l'environnement, la discipline, la vitesse, la régularité du travail et les horaires, identiques pour les forts et les faibles.

Il n'est pas nécessaire de répéter la longue et misérable histoire de l'enfant travaillant à la fabrique, depuis les premières fabriques employant des apprentis misérables jusqu'à l'agitation ouvrière des années 1830 et 1840. Mais, étant donné la diffusion actuelle des idées lénifiantes, incriminant par exemple les récits « exagérés » des contemporains et des historiens, nous nous devons d'examiner certains des arguments avancés ; on trouve la plupart d'entre eux dans un article polémique et presque allègre que publia W.H. Hutt en 1926. Une cuillerée de jus de citron peut être bonne pour la santé, mais on ne peut vivre toute sa vie de jus de citron. Cet article léger, à peine documenté et souvent carrément fallacieux, a été cité en notes jusqu'à aujourd'hui et réédité dans *Capitalism and the Historians*[40]. Presque tous les arguments qui y sont avancés avaient été réfutés par les partisans de la loi des Dix Heures, et notamment dans le texte sobre et documenté de John Fielden, *The Curse of the Factory System* (1836).

Il serait fastidieux de passer en revue tous ces arguments. Il est exact – et c'est fréquemment mentionné – que les témoignages produits devant la Commission Sadler, en 1832, étaient partiaux et que des historiens comme les Hammond, Hutchins et Harrison (mais non Fielden ou Engels) peuvent être blâmés pour avoir trop puisé à ces sources sans esprit critique. Avec l'aide d'Oastler, des *Short-Time Committees* d'ouvriers réunirent les témoignages – notamment en provenance du West Riding – qui devaient être présentés devant la Commission Sadler ; son président, Michael Sadler, était le principal

39. H.L. Beales, *The Industrial Revolution*, 1928, p. 60.

40. W.H. Hutt, « The Factory System in the Early Nineteenth Century », *op. cit.*

champion parlementaire de la loi des Dix Heures ; et les témoignages réunis furent publiés sans que l'on ait sollicité de témoignages d'employeurs. Mais les témoignages présentés devant la Commission Sadler n'en sont pas faux pour autant. En fait, il émane de cette masse de documents une authenticité telle qu'ils apparaissent tout à fait crédibles ; encore qu'il faille prendre soin de bien apprécier l'origine des divers témoignages et noter que les conditions de travail dans les petites fabriques des petites villes (par exemple, Keighley et Dewsbury) étaient souvent pires que celles des grandes fabriques des grandes villes cotonnières. Les affirmations de W.H. Hutt, selon lesquelles la commission patronale désignée, sur l'insistance des maîtres, l'année suivante aurait fourni des réponses satisfaisantes à presque toutes les accusations formulées devant la Commission Sadler, ne sont pas fondées. De nombreux témoignages produits devant cette commission conduisent à des conclusions différentes. Et, lorsque les témoignages divergent, nous éprouvons quelque difficulté à comprendre pourquoi il nous faudrait opter sans hésitation pour la parole des maîtres (et de leurs contremaîtres) au détriment de celle des employés[41].

Ceux qui, à l'instar de W.H. Hutt et de N.J. Smelser, exaltent les témoignages de la Commission patronale (1833) pour rejeter ceux de la Commission Sadler se rendent coupables de la faute dont on accuse les Hammond. À tort ou à raison, aux yeux d'Oastler et du *Short-Time Committee*, la nomination de cette commission patronale était une mesure dilatoire, et les commissaires, des instruments aux mains des employeurs. Ils prirent le parti de ne pas témoigner devant eux. Les allées et venues des chargés d'enquête furent surveillées de très près ; on leur reprocha de manger et de boire avec les patrons, et de ne passer qu'une fraction dérisoire de leur temps en inspections. On remarqua que les locaux avaient été tout spécialement nettoyés et blanchis à la chaux, et les enfants en bas âge éloignés avant leur visite. Les ouvriers se contentaient de montrer leur hostilité par

41. *Capitalism and the Historians*, p. 165, 166 ; le Pr. Hutt reprend même à son compte les ragots des maîtres et d'Andrew Ure, tel le bruit sans fondement selon lequel John Doherty avait été condamné pour « attentat aux mœurs ».

des manifestations[42]. Les rapports des commissaires furent l'objet d'autant de critiques de la part des ouvriers que la Commission Sadler en reçut des employeurs.

« Un de mes voisins me demanda », déclarait l'un des témoins de Sadler,

> de recommander à la Commission de venir sur le pont de Leeds à cinq heures et demie du matin, heure de passage des pauvres enfants de la fabrique ; ils obtiendraient là plus de preuves en une heure qu'ils n'en rassembleraient en sept ans d'enquête. J'ai vu des enfants courir à la fabrique en pleurant, un morceau de pain à la main, et c'est là tout ce qu'ils ont jusqu'à midi : ils pleuraient de peur d'être en retard.

Même si on laisse de côté les histoires de contremaîtres sadiques, une journée débutait alors de cette façon-là pour des multitudes d'enfants, et elle ne s'achevait pas avant sept ou huit heures ; au cours des dernières heures, les enfants pleuraient ou s'effondraient de sommeil, leurs mains saignaient au contact du filé, leurs parents allaient jusqu'à les gifler pour les tenir éveillés, tandis que les contremaîtres patrouillaient, le fouet à la main. Dans les fabriques de campagne qui fonctionnaient à la force hydraulique, le travail de nuit ou les journées de quatorze ou seize heures étaient choses courantes en période de « pointe ». Si W.H. Hutt ne tient pas cela pour de la « cruauté systématique », des employeurs humains comme Fielden et Wood n'avaient aucun doute à ce sujet.

Il n'y a rien de mystérieux non plus dans l'attitude des ouvriers adultes, dont la plupart étaient apparentés à un degré ou à un autre aux enfants. Comme l'a montré N.J. Smelser[43], d'un certain point

42. Voir *The Voices of the West Riding*, 1er juin 1833 : « Les hommes de Leeds – les classes laborieuses – ont noblement accompli leur devoir. Ils ont, avec indignation, refusé de coopérer avec un groupe d'hommes qui, s'ils avaient eu la moindre étincelle d'honnêteté, auraient laissé ces Seigneurs Tyranniques de la Fabrique faire eux-mêmes leur sale travail [...] » ; *ibid.*, 15 et 22 juin 1833 ; et C. Driver, *op. cit.*, chap. XIX.

43. N.J. Smelser, *op. cit.*, en particulier chap. IX et X.

de vue, l'économie familiale du système domestique se prolongea à l'usine. Les gains de l'enfant étaient une composante essentielle du salaire de la famille. Dans beaucoup de cas, sinon dans la majorité d'entre eux, il arrivait que le fileur ou l'ouvrier adulte soit de la même famille que l'enfant qui travaillait avec lui. Demander que les heures de travail soient limitées pour les adultes comme pour les enfants se justifiait par le fait qu'ils accomplissaient une tâche commune ; si l'on ne limitait que les horaires des enfants, rien ne pourrait empêcher la fraude ou le travail des enfants en double équipe (ce qui allongerait la journée de travail de l'adulte). Seul un arrêt effectif des machines pouvait garantir la limitation des horaires. Que les adultes puissent aussi tirer un bénéfice d'une réduction du temps de travail des enfants ne veut pas dire qu'ils aient été pour autant indifférents aux considérations humanitaires ; et cela n'autorise pas davantage à insinuer, de façon insultante, que les grands pèlerinages et les manifestations massives en faveur des enfants des fabriques, au cours des années 1830, aient pu relever de l'hypocrisie.

Il est parfaitement exact que les parents non seulement avaient besoin du salaire de leurs enfants, mais trouvaient tout naturel qu'ils travaillent. Mais, s'il existait quelques brutes parmi les ouvriers, qui maltraitaient leurs propres enfants, les témoignages dont nous disposons suggèrent que la communauté des ouvriers entendait que l'on observât certains principes humanitaires. Un fileur de la région de Dewsbury, connu pour son mauvais caractère et son habitude de frapper les enfants avec la boudineuse, « ne trouva personne dans toute la ville pour travailler avec lui, et partit ailleurs [...] ». Les histoires de parents qui se vengeaient des ouvriers maltraitant leurs enfants ne sont pas rares. Ainsi, un témoin devant la Commission Sadler décrivit comment, lorsqu'il était enfant, il fut battu par le boudineur : « L'un des jeunes hommes qui étaient au service du cardeur sortit et alla trouver ma mère » :

> Elle entra [...] et me demanda avec quel instrument j'avais été frappé, mais je n'osais répondre ; quelques ouvriers montrèrent l'instrument du

> doigt [...] et elle le saisit [...] et en frappa l'individu à la tête, et lui mit un œil ou les deux au beurre noir [...][44].

Voilà qui s'accommode mal avec les vagues affirmations qu'on lit parfois au sujet de l'indifférence générale des parents. Les témoignages rassemblés dans les deux rapports laissent à penser qu'il faut chercher la source de la cruauté du côté de la discipline imposée par les machines elles-mêmes, à laquelle s'ajoutaient les ordres des contremaîtres ou (dans les petites fabriques) du maître. Dire que ces pratiques, communes à toutes les industries, avaient cours « à l'encontre du désir des maîtres et à leur insu » n'a même pas besoin d'être réfuté. De nombreux parents étaient certainement d'accord pour que leurs propres enfants soient employés avant l'âge légal établi en 1819 et en 1833. Il faut mettre au crédit d'hommes tels que Doherty et à celui des *Short-Time Committees* les campagnes énergiques menées parmi les ouvriers contre de tels maux, prônant la dignité à ceux qui l'avaient perdue et expliquant l'importance de l'éducation à ceux qui n'étaient pas instruits. Le Mouvement des fabriques (*Factory Movement*) regroupa plusieurs milliers de gens qui n'étaient pas ouvriers : les tisserands qui voulaient « museler ce monstre qu'est la vapeur » ; des parents renvoyés des fabriques pour laisser la place aux jeunes, et qui vivaient grâce aux revenus de leurs enfants. Selon Gaskell (en 1833), le mécontentement des travailleurs venait moins de pures questions de salaires que

> de la séparation des enfants, de la dislocation des foyers, de la rupture de toutes ces attaches qui lient le cœur de l'homme à la meilleure partie de son être, à savoir ses instincts et ses affections sociales [...][45].

44. À ces histoires il faut opposer les récits terrifiants sur le sadisme dont certains ouvriers adultes se rendaient coupables à l'égard des apprentis pauvres pendant la période des guerres. Voir J. Brown, *Memoir of Robert Blincoe*, Manchester, 1832, p. 40, 41.

45. P. Gaskell, *The Manufacturing Population of England*, p. 7.

Le Mouvement des fabriques, à ses débuts, reflétait moins la diffusion de l'humanitarisme de la petite bourgeoisie qu'une affirmation des droits de l'homme par les travailleurs eux-mêmes.

En fait, peu d'arguments sont aussi spécieux que celui-ci : que le travail des enfants ait été toléré au XVIII^e^ siècle, puis que, dans ses formes nouvelles et plus intenses, il ait choqué les consciences au XIX^e^ siècle, voilà une preuve de plus du progrès des sentiments humanitaires à « cette époque ». F. Hayek, par exemple, fait référence à « cet éveil de la conscience sociale », à cette

> prise de conscience croissante de faits qui jusqu'alors étaient passés inaperçus. [...] La souffrance économique devint plus visible et parut moins justifiée, parce que la richesse générale s'accroissait plus rapidement qu'à aucune époque antérieure.

T.S. Ashton a proposé une variante de cette idée. Les commissions royales et les commissions parlementaires d'enquête du début du XIX^e^ siècle

> sont une des gloires du début de l'époque victorienne. Elles marquent le signal d'un éveil de la conscience sociale, d'une sensibilisation à la misère qui ne s'était manifestée à aucune autre époque et dans aucun autre pays.

Et il exprima une indignation plutôt inhabituelle chez lui dans sa défense des enquêteurs parlementaires :

> [...] une génération qui prit l'initiative et se donna la peine de réunir les faits, qui eut l'honnêteté de les révéler et l'énergie d'entreprendre une tâche réformatrice a été calomniée et considérée comme l'auteur non pas des *Blue Books*[46], mais des maux qui y étaient dénoncés[47].

Au début du XIX^e^ siècle, si les *Blue Books* répondaient à plusieurs objectifs, les réformes ne venaient pas en tête de liste. Les enquêtes parlementaires n'étaient que des mesures de routine prises en réponse

46. *Blue Books* : rapports officiels (*NdT*).
47. *Capitalism and the Historians*, p. 18, 19, 35, 36.

aux pétitions ; ou bien un moyen de « prendre en main et de canaliser » le mécontentement, de gagner du temps ou de faire taire les députés qui sortaient du rang ; ou, tout simplement, des manifestations de zèle utilitariste. Au cours de la période où l'Irlande connut une détresse grandissante et s'achemina inévitablement vers la catastrophe que fut la Grande Famine, on note l'absence de toute mesure d'apaisement – et une moyenne de cinq enquêtes parlementaires par an[48]. À moitié morts de faim, les tisserands sur métier à bras et les tricoteurs sur métier firent l'objet d'une enquête, dans les formes. Huit enquêtes en dix ans précédèrent la création de la police. (Le fait que, dans ce dernier cas, à la différence des deux premiers, on se soit décidé à agir est révélateur.) M. Gradgrind se montra certainement beaucoup après 1815, mais, comme Dickens le savait parfaitement bien, il ne symbolisait ni un « éveil de la conscience sociale » ni une « sensibilisation à la détresse humaine », mais bien l'efficacité, un gouvernement centralisé à bon marché, le laissez-faire et une « économie politique » saine.

Les *Blue Books* (du moins jusqu'aux grandes enquêtes sur la santé) n'étaient pas le produit d'« une époque » ou le fruit d'« une génération », mais un champ de bataille sur lequel s'affrontaient réformateurs et obstructionnistes ; et où les causes humanitaires furent le plus souvent enterrées. Quant aux couches supérieures de la société, ce que nous constatons au cours des années 1830 n'est pas un « éveil de la conscience », mais l'éruption presque volcanique, en des endroits et chez des gens différents, d'une conscience sociale en sommeil au cours des guerres napoléoniennes. Cette conscience est assurément évidente dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. La campagne pour la protection des petits ramoneurs, à laquelle Hanway prit part, aboutit, en 1788, à un changement de la législation, sans grande opposition. Tous les abus refirent leur apparition pendant les guerres, et les efforts pour obtenir une nouvelle protection législative dans l'après-

48. Voir E. Strauss, *Irish Nationalism and British Democracy*, 1951, p. 80 ; et le commentaire de M. Strauss : « L'ignorance des faits n'explique en rien la misère irlandaise au cours du XIX^e siècle. »

guerre se heurtèrent à une opposition directe et furent rejetés par la Chambre des lords, car, si l'on avait supprimé les petits ramoneurs, Leurs Seigneuries auraient dû faire transformer leurs cheminées[49]. Le remarquable travail de Howard en faveur des prisonniers ne laissa aucune trace durable, et, après sa mort, leurs conditions de vie redevinrent ce qu'elles avaient été. Nous avons déjà signalé combien la haine de classe et la peur empoisonnaient la conscience humanitaire. Il est vrai que la loi Peel de 1802 se dresse contre cet obscurantisme : mais sa portée se limitait aux apprentis pauvres, et elle représentait davantage une tentative pour étendre, dans un nouveau contexte, la protection du droit coutumier qu'elle ne créait un précédent pour une nouvelle législation. Plus importante – et plus désastreuse pour les enfants des fabriques – fut l'atrophie de la conscience de la noblesse campagnarde, les seuls hommes à avoir le pouvoir et, traditionnellement, le devoir de protéger les pauvres.

Rien ne confirme mieux cette atrophie et l'aliénation morale profonde des classes que les modalités de l'« éveil » véritable, quand il se produisit. Des dizaines de gentilshommes et de membres des professions libérales, qui soutinrent les causes humanitaires dans les années 1830 et 1840, semblent avoir complètement ignoré, au cours des années 1820, au cœur de régions industrielles surpeuplées, les abus commis à quelques centaines de mètres de leurs demeures. Richard Oastler lui-même vivait tout près de Huddersfield, mais ce n'est que lorsque l'industriel de Bradford, John Wood, l'eut *renseigné* sur le travail des enfants qu'il en prit conscience. Les notables locaux semblent avoir été réellement surpris de voir des petites filles à moitié nues remonter des puits :

> M. Holroyd, avocat, et M. Brood, médecin, exerçant leur métier à Stainland, étaient présents et avouèrent que, bien qu'ils aient vécu à quelques miles à peine, ils n'auraient pu croire à l'existence d'un système dont la cruauté offusquait leurs sentiments chrétiens[50].

49. Voir J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 176-193.
50. *Children's Employment Commission. Mines*, 1842, p. 80.

Nous oublions que des injustices peuvent être commises pendant longtemps sous le couvert de l'« ignorance » jusqu'à ce que quelqu'un en parle ; que les gens peuvent regarder la souffrance sans la voir jusqu'à ce que la souffrance elle-même se révolte. Aux yeux des riches, entre 1790 et 1830, les enfants travaillant dans les usines étaient « actifs », « industrieux », « utiles » ; ils étaient tenus à l'écart des parcs et des vergers, et c'était une main-d'œuvre à bon marché. Si des remords de conscience se faisaient jour, ils pouvaient généralement être apaisés par des considérations religieuses : selon la remarque d'un député des Communes à propos des petits ramoneurs, en 1819, « les enfants employés généralement dans cette profession n'étaient pas des enfants de pauvres, mais des enfants de riches engendrés d'une façon illégitime[51] ». Voilà qui témoigne d'un sens délicat des convenances morales, aussi bien que de l'absence totale de préjugés de classe.

Mais la conscience des « riches » au cours de cette période est très complexe. L'argument selon lequel, dans les années 1830, les véhémentes attaques tories contre les abus de l'industrialisme, formulées par des hommes tels que Sadler, Shaftesbury, Oastler et Disraeli, n'étaient rien d'autre que la revanche de l'intérêt foncier sur les industriels, et leur ligue anti-*Corn Law* n'est pas absurde en termes « politiques ». Il est vrai que ces attaques révélaient une profonde hostilité ainsi qu'un grand sentiment d'insécurité, de la part des traditionalistes, à l'égard des innovations et de l'accroissement du pouvoir des nantis d'origine roturière. Mais une lecture même rapide de *Sybil*, de la vie de Shaftesbury retracée par les Hammond ou de l'impressionnante biographie d'Oastler écrite par Cecil Driver révélera à quel point ce type d'analyse est insuffisant. Il semble que l'on assiste, en fait, à une mutation culturelle ; ou, comme dans le cas du constitutionnalisme du XVIII^e^ siècle, qu'une rhétorique conventionnelle et apparemment creuse s'embrasa, dans certains esprits, comme une conviction ferme et passionnée.

51. Cité dans *The Town Labourer*, p. 190.

En outre, aux vieux arguments du paternalisme tory s'ajouta l'influence nouvelle du romantisme déçu. En rejetant le siècle des Lumières, Wordsworth, Coleridge et Southey avaient réaffirmé les valeurs que la tradition avait tenues pour sacrées, « les instincts de l'homme naturel et social ». En revenant aux notions d'ordre, d'autorité, de devoir, ils n'avaient pas oublié l'enseignement de Rousseau sur l'enfant. C'est dans le livre VIII de *The Excursion* que Wordsworth condamna le système de la fabrique, qu'il oppose à l'économie familiale rurale d'autrefois :

> Les maisons abandonnées ! ou alors, seule,
> La Mère est au logis. Nulle main prévenante
> Ne berce son enfant en pleurs ;
> Autour d'elle personne, nulle fillette au rouet,
> Ou s'affairant à la menue besogne du jour ;
> Où sont les petits doigts qui couraient sur l'étoffe ?
> Où sont les petits pieds qui se précipitaient
> Autour du foyer quand la Mère, avec fierté,
> Préparait le repas ?
> Rien ne vient éclairer la grisaille des jours,
> Rien à louer, à expliquer, à ordonner !
> Le Père, si d'aventure il a gardé
> Le métier de ses pères, va au champ ou au bois,
> Mais il n'est plus précédé de ses fils ;
> Oisifs, sans doute, ils l'étaient – mais à portée de vue ;
> Respirant l'air pur et foulant l'herbe verte ;
> Tant que durait la courte récréation de l'enfance,
> Moment précieux et fugace !
> Ce droit héréditaire est maintenant perdu.

L'erreur que l'on commet aujourd'hui est de supposer que le sentiment paternaliste est nécessairement détaché et condescendant. Il peut être ardent et engagé. Ce courant de radicalisme social traditionaliste, qui va de Wordsworth et Southey à Carlile et au-delà, semble, dès l'origine, contenir une dialectique en vertu de laquelle il incite constamment à la révolution. Le point de départ du traditionaliste et

du jacobin est le même : « Qu'est-ce qu'une Grande Manufacture, s'écriait Thelwall, sinon une prison collective dans laquelle une multitude infortunée est condamnée à la perdition et au dur labeur, afin qu'un seul individu puisse accéder à une monstrueuse opulence[52]. » « Je déteste le système industriel », déclarait son camarade jacobin Thomas Cooper, qui avait vécu les premières étapes de la révolution industrielle dans le Lancashire :

> Avec ce système il faut qu'un grand nombre de gens soient réduits à l'état de simples machines, qu'ils soient ignorants, débauchés et brutaux, afin que la plus-value d'un travail de douze ou quatorze heures par jour aille remplir les poches des riches capitalistes de l'industrie et du commerce, et leur fournisse toutes sortes de luxes[53].

Southey irritait le « philosophe » des fabriques, Andrew Ure, en condamnant plus radicalement encore le système industriel, dans lequel il voyait « un kyste, une excroissance fongueuse du corps politique[54] ». Quoique le jacobin et le tory aient eu des positions politiques diamétralement opposées, on retrouve souvent les mêmes sentiments et les mêmes arguments dans l'un et l'autre camp. Les prophètes de la « marche de l'intellect » – Brougham, Chadwick, Ure – semblent appartenir à un monde différent. Chaque fois que les tories traditionalistes dépassaient la pure réflexion sur le système de la fabrique et tentaient de prolonger leurs sentiments dans l'action, ils se trouvaient contraints à une alliance gênante avec les syndicalistes ou les radicaux de la classe ouvrière. Le libéral de la petite bourgeoisie ne vit dans tout cela qu'un signe de l'hypocrisie tory. Quand Sadler défendit son siège à Leeds (qu'il perdit) au cours du *Reform Bill* de 1832, un commerçant écrivit dans son journal :

52. *Monthly Magazine*, 1er novembre 1799. Je dois cette référence à D.V. Erdman.

53. T. Cooper, *Some Information Respecting America*, 1794, p. 77, 78.

54. R. Southey, *Sir Thomas More : or, Colloquies [...]*, 1829, I, p. 711 ; A. Ure, *The Philosophy of Manufactures*, 1835, p. 277, 278 ; voir aussi Raymond Williams, *Culture and Society*, Penguin Books, 1961, p. 39 *sq.*

> [...] il n'a pas de partisans, si ce n'est quelques-uns qui sont sous le joug de la Tyrannie et quelques Radicaux de la plus basse extraction, c'est du Joli que le Vieux Parti Tory soit Obligé de devenir Radical sur toute la ligne afin de préserver son système [...][55].

Deux ans plus tard, la nouvelle loi sur les pauvres, qui offensait tous les « instincts de l'homme naturel et social » par son contenu malthusien et chadwickien, offrit à quelques radicaux tories l'occasion d'un choix ultime entre les valeurs de l'ordre et celles de l'humanité. La majorité fit machine arrière et se contenta de différents plans d'amélioration humanitaire ; mais quelques-uns étaient prêts à s'associer non seulement avec les cobbettistes, mais aussi avec les owénistes, les libres penseurs et les chartistes. Joseph Raynor Stephens alla jusqu'à prôner l'incendie des « bastilles », et Oastler lança une campagne de résistance passive – qui ne fut pas toujours si passive – et, dans son rôle de protecteur des enfants travaillant à la fabrique, préconisa même le sabotage industriel contre les propriétaires de fabrique qui violaient la loi :

> Dans cette éventualité, je ferai imprimer une petite carte parlant des *Aiguilles* et du *Sable* et des *Clous rouillés* avec des instructions appropriées et très explicites qui feront que ces briseurs de loi se repentiront d'avoir été assez fous pour se moquer de la Loi et du Roi. Ces cartes seront alors le catéchisme des enfants des fabriques[56].

Pendant dix ans, Oastler évolua aux franges de la révolution ; mais le titre qu'il donna à l'un de ses périodiques fut *The Home, the Altar, the Throne and the Cottage*[57].

On ne peut guère attribuer cette flambée de compassion à l'esprit d'une époque, qui par ailleurs emprisonna Stephens et vilipenda Oastler. Beaucoup de ceux qui se consacrèrent à l'amélioration du sort

55. *Journal* de Robert Ayrey, ms., Leeds Reference Library.
56. C. Driver, *op. cit.*, p. 327, 328.
57. « Le foyer, l'autel, le trône et la chaumière » (*NdT*).

des enfants travaillant dans les fabriques s'attirèrent dans les premiers temps les insultes des gens de leur classe ; ils furent frappés d'ostracisme et souffrirent parfois dans leur personne et dans leurs biens. Et, comme l'a montré C. Driver, le moment crucial dans la carrière d'Oastler ne fut pas celui où il prit conscience de la réalité de la main-d'œuvre enfantine, mais celui du « contrat de Fixby Hall » qu'il passa avec les syndicalistes radicaux. Cet éveil ne concerna pas l'ensemble du parti conservateur ; si l'on veut étudier précisément la conscience tory de 1800 ou de 1830, il faut commencer par observer l'attitude du seigneur à l'égard de ses propres employés. On peut certainement trouver à l'humanitarisme des années 1830 un lignage culturel, à la fois dans le paternalisme tory et dans les traditions plus modestes de service et de « bonnes œuvres » de la dissidence libérale. Mais, en tant que force réelle, il n'apparaît que çà et là, chez des hommes et des femmes isolés. Oastler et Bull ne sont pas plus représentatifs du parti tory que Fielden et Mme Gaskell ne le sont de la conscience dissidente libérale.

Si Tawney a raison, et si le traitement de l'enfance et de la pauvreté sont les deux « pierres de touche » qui révèlent « l'authentique nature d'une philosophie sociale[58] », alors c'est la tradition libérale et dissidente qui fut le plus sévèrement touchée en 1830. Il est vrai qu'existait un monde humble encore obscur, à demi sceptique et à demi dissident, d'où devait naître l'essentiel des plus hautes manifestations de la vie spirituelle et intellectuelle des débuts de l'époque victorienne. Mais il est également vrai que, de 1790 à 1830, la conscience sociale de la Dissidence régressa de façon consternante. Il y avait surtout la figure proverbiale du directeur de fabrique dissident, entouré de ses contremaîtres méthodistes qui avaient l'odieuse réputation de faire suer les enfants sang et eau pendant la semaine, en laissant tourner l'usine jusqu'à minuit moins cinq le samedi, et qui imposaient à tous les enfants d'être présents à l'école du dimanche le jour du Seigneur.

58. R.H. Tawney, *Religion and the Rise of Capitalism*, Penguin Books, p. 239 (trad. fr., *La Religion et l'Essor du capitalisme*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1951, p. 247).

Ce tableau est en partie inspiré du roman de Frances Trollope, *Michael Armstrong, The Factory Boy* (1840), où « MM. Robert et Joseph Tomlins, les graves messieurs qui possèdent l'usine [...] assistent en personne au catéchisme le dimanche matin pour veiller à ce que maître et enfants mettent leur temps à profit ». C'est un tableau pittoresque, tel qu'on en trouve dans les romans, relevant peut-être davantage de 1820 que de 1840, et qui dépeint plutôt les fabriques de campagne reculées où subsistait le système des apprentis de paroisse que la grande ville cotonnière. Il n'en reste pas moins qu'au cours des années 1830 on rencontre encore les conditions décrites dans le *Deep Dale* (du Derbyshire) de Frances Trollope dans de nombreuses vallées reculées des Pennines du côté du Lancashire et du Yorkshire. Une grande enquête, entreprise par un propagandiste des Dix Heures dans la vallée supérieure de la Calder, au cours de laquelle on enregistra, avec une attention toute particulière, les réactions du clergé local, montre à quel point il est difficile de généraliser. À Ripponden, le pasteur refusa d'accorder son soutien, mais la chapelle méthodiste fut prêtée pour accueillir un meeting en faveur des Dix Heures. À Hebden Bridge, un vieux prédicateur laïque méthodiste déclara qu'il prêchait toujours contre le système de la fabrique, « car, dit-il, nous aurons beau prêcher jusqu'à ce que la langue nous fende le palais, nous ne ferons jamais aucun bien tant que l'on permet au système de se perpétuer dans sa forme actuelle ». Mais il s'était rendu si indésirable que le propriétaire de fabrique méthodiste de la localité de Mytholmroyd fermait toujours la chapelle à clé quand venait son tour de prêcher. À Sowerby Bridge, le révérend Bull, frère du Bull de Bierley (le célèbre collaborateur d'Oastler pour les Dix Heures), refusa son soutien et déclara que la bonté des maîtres « est inégalable ». Un groupe d'ouvriers passant devant la chapelle méthodiste construite par un propriétaire de fabrique, M. Sutcliffe, « regarda en direction de la chapelle et émit le souhait qu'elle sombre en enfer, et M. Sutcliffe avec ».

> Je dis que c'était vraiment aller trop loin, étant donné que M. Sutcliffe avait fait bâtir la chapelle pour leur bien. « Que le diable l'emporte !

> déclara un autre, je le connais, j'ai travaillé pour lui, un coin de cette chapelle m'appartient, et elle appartient tout entière à ses ouvriers[59]. »

Cragg Dale, ramification de la vallée de la Calder, était un véritable *Deep Dale*. Un ministre du culte déclara à son propos :

> S'il y eut un seul endroit en Angleterre qui eût besoin du secours de la loi, c'était bien cet endroit, car ils travaillent fréquemment quinze et seize heures par jour, et parfois toute la nuit ; oh, c'est un système meurtrier, et les propriétaires sont le poison et le déshonneur de la société. Les Lois, humaines, divines, ne suffisent pas à les retenir : ils ne tiennent nullement compte de la Loi de Hobhouse et disent : « Que le Gouvernement fasse les lois qu'il juge appropriées, nous passerons outre. »

Il raconte l'histoire d'un garçon qu'il avait enterré récemment. On l'avait trouvé endormi, les bras pleins de laine, et on l'avait réveillé à coups de fouet. Ce jour-là, il avait travaillé dix-sept heures. Son père le porta pour le ramener à la maison, il fut incapable d'avaler son souper, se réveilla à quatre heures du matin le lendemain, demanda à ses frères s'ils pouvaient voir les lumières de la fabrique, car il craignait d'être en retard, puis mourut. (Son jeune frère, âgé de neuf ans, était mort auparavant ; le père était « sobre et laborieux », maître à l'école du dimanche.) Le vicaire anglican du village apporta son soutien sans réserve à la limitation du travail pour les enfants :

> J'ai vu dans cette vallée les pauvres opprimés, et j'ai pensé qu'il était de mon devoir de le faire savoir [...] je suis obligé, de par la responsabilité de mon office, d'opposer cela à la vérité libérale et charitable de l'Évangile. [...] Et, là où s'exerce l'oppression, elle frappe généralement avec le plus de force ceux qui sont le moins capables de la supporter [...]

59. Selon l'opinion populaire, beaucoup de propriétaires de fabrique mettaient de côté, dans un fonds spécial, les amendes prélevées sur les travailleurs et les utilisaient à des fins charitables ou pour la construction de chapelles. Une grande chapelle de Dewsbury est encore connue sous le nom de « *brokken shoit chapel* » par référence aux amendes prélevées pour fils cassés.

> parce que la veuve n'a pas de mari et que ses enfants n'ont aucun père terrestre, on découvre souvent qu'ils sont le plus durement traités [...]

Conséquence de ses sermons – et de ses protestations personnelles auprès des maîtres –, les propriétaires de fabrique l'avaient maudit et insulté dans la rue, lui et ses filles. Ces révélations furent suivies d'une réunion de protestation dans la vallée, qui donna lieu à une floraison de placards dans le style caractéristique d'Oastler :

> [...] hommes plus Tyranniques et plus Hypocrites que les meneurs d'esclaves des Antilles. [...] Votre *Libéralité* si vantée [...] je prouverai qu'elle n'est que *Tyrannie* ; la *Piété* dont vous vous vantez [...] ni plus ni moins que *Blasphème*. Votre système de « *Coups* » – d'« *Amendes* », d'« *Heures supplémentaires* », de « *Paiement en nature* », « *nettoyage des machines pendant le temps réservé aux repas* » – de « *Travail du dimanche* », de « *Bas Salaires* » [...] seront tous soumis à l'épreuve de l'« *Examen public* » [...]

« Ce même samedi soir, comme je revenais de la réunion », déclarait Oastler :

> Je vis deux usines tournant à un rythme d'enfer dans la vallée. Leurs employés, pauvres petites victimes, devaient rester là jusqu'à onze heures et demie, et je découvris que le propriétaire de l'une d'elles était un homme connu pour sa fréquentation régulière de l'office, pour ses soupirs et ses propos édifiants [...][60].

Nous reviendrons sur les méthodistes et nous essaierons de comprendre pourquoi l'apologie du travail des enfants relevait de leur mission particulière[61]. Sans aucun doute, le pasteur Bull pensait

60. G. Crabtree, ouvrier, *Brief Description of a Tour through Calder Dale*, 1833 ; *Voice of the West Riding*, 20, 27 juillet 1833 ; *Account of a Public Meeting Held at Hebden Bridge*, 24 août 1833.

61. Il est cependant intéressant de noter que Cecil Driver (*op. cit.*, p. 110) dit que les méthodistes primitifs prêtaient souvent leurs chapelles à Richard Oastler.

avant tout aux propriétaires de fabrique dissidents quand il attaquait la « race » des maîtres :

> [...] une race dont la seule sagesse consiste en cette ruse qui leur permet d'inventer les moyens les moins coûteux pour extorquer aux travailleurs les plus jeunes la quantité la plus grande de travail, dans le temps le plus court possible et au plus bas prix possible [...] une race d'hommes dont Agur aurait dit : *Voilà une génération, oh ! comme leurs yeux sont hauts et leurs paupières levées. Voilà une génération dont les dents sont des épées et les mâchoires des couteaux pour dévorer les pauvres de la terre et éliminer les besogneux parmi les hommes*[62].

D'autre part, alors que la complicité quasi unanime de la Dissidence officielle l'exposait aux attaques bibliques de Bull et d'Oastler aussi bien qu'à celles des ouvriers de la commission préparatoire à la Commission Oastler (quelques-uns d'entre eux avaient appris leurs textes aux écoles du dimanche des propriétaires), il ne faudrait nullement supposer que l'Église établie travaillait dans l'unité et sans rémission en faveur des enfants. En effet, Shaftesbury lui-même déclare – et il aurait sûrement fait l'éloge de l'Église si elle l'avait mérité – qu'à l'exception de Bull le clergé anglican « en tant que corps [...] ne fera rien[63] ».

Ainsi, l'affirmation d'un « éveil de la conscience » général est trompeuse. Elle méconnaît la vague furieuse de compassion qui saisit le petit nombre de possédants du Nord qui défendirent la cause des enfants ; elle dissimule la violence de l'opposition à laquelle ils se heurtèrent et qui les força dans certains cas à entreprendre des actions quasi révolutionnaires ; et elle minimise le rôle que jouèrent pendant plus de vingt ans des hommes comme John Doherty et le *Short-Time Committee* formé par les ouvriers. Certains historiens humanitaristes ont aussi eu tendance à commettre cette dernière erreur. Plus récemment, un auteur a survolé la question avec cet air blasé qui caractérise la conscience à toute épreuve de l'ère atomique. Le lecteur moderne, dit-il, « bien

62. *Manchester and Salford Advertiser*, 29 novembre 1835.
63. E. Hodder, *Life of Shaftesbury*, éd. de 1887, p. 175, 378.

familiarisé avec les camps de concentration », reste « relativement insensible au spectacle de la main-d'œuvre enfantine[64] ». Qu'il nous soit permis de réaffirmer un point de vue plus traditionnel : l'exploitation de petits enfants, à cette échelle et avec cette intensité, fut l'un des événements les plus honteux de notre histoire.

64. R.M. Hartwell, « Interpretations of the Industrial Revolution in England », *Journal of Econ. Hist.*, XIX, 2 juin 1959.

11

# Le pouvoir transformateur de la Croix

## 1. Les machines morales

Puritanisme, Dissidence, non-conformisme : le déclin tourne à la capitulation. Le terme *Dissidence* évoque encore la résistance à Apollyon et la Prostituée de Babylone ; le *non-conformisme* aime à s'effacer et se confond en excuses : il demande qu'on le laisse tranquille. Mark Rutherford, l'un des rares à comprendre l'anéantissement du non-conformisme au XIX^e^ siècle, lui qui pourtant incarne une certaine permanence des valeurs calvinistes, a décrit dans son *Autobiographie* la forme que prenait le service religieux dans sa jeunesse :

> Nous commencions généralement par confesser que nous étions tous des pécheurs, mais aucun péché individuel n'était jamais avoué ; puis suivait une espèce de dialogue avec Dieu, ressemblant beaucoup aux discours que, quelques années plus tard, j'ai entendus à la Chambre des communes, dans la bouche de ceux qui proposaient et de ceux qui soutenaient les motions, à l'ouverture de la session parlementaire.

Cette évocation concerne les indépendants calvinistes : mais la position du méthodisme face à l'autorité temporelle n'était pas différente. Cette abdication était implicite dès l'origine du méthodisme, elle est inscrite dans les idées tories de son fondateur et dans son attitude ambivalente à l'égard de l'Église établie. Dès le départ, les wesleyens occupèrent une position ambiguë entre la Dissidence et l'*establishment*, et ils se débrouillèrent pour perdre sur les deux tableaux, jouant le rôle de défenseurs d'une autorité qui les tournait

en ridicule ou qui les gratifiait de sa condescendance, mais jamais de sa confiance. Après la Révolution française, les conférences annuelles proclamaient invariablement leur soumission et leur zèle à combattre les ennemis de l'ordre établi, attiraient l'attention sur leurs efforts pour « élever le niveau de la morale publique et promouvoir la loyauté dans les couches moyennes, ainsi que la subordination et le travail dans les couches inférieures de la société[1] ». Mais l'*establishment* n'accordait que très rarement audience aux méthodistes, et, lorsque c'était le cas, ils étaient introduits par la porte de service ; ils ne se voyaient jamais décerner les honneurs du rang ; et, s'ils avaient été cités à l'ordre du jour, cela aurait probablement nui à leur spécialité, l'espionnage moral.

Les guerres virent l'audience des méthodistes s'accroître de façon remarquable[2]. Elles furent aussi (selon Halévy) une période de « déclin ininterrompu de l'esprit révolutionnaire » au sein de toutes les sectes non conformistes. L'histoire du méthodisme est particulièrement remarquable pendant les années de guerre, pour deux raisons : la première, c'est qu'il se propagea surtout dans la nouvelle classe industrielle ; la seconde, c'est que les années suivant la mort de Wesley voient la consolidation d'une nouvelle bureaucratie de ministres du culte qui considéraient de leur devoir d'exploiter la docilité de leurs fidèles et de réprimer au sein de l'Église toutes les déviations susceptibles d'offenser l'autorité.

Sur ce point, leur action fut efficace. Depuis des siècles, l'Église établie prêchait aux pauvres le devoir d'obéissance. Mais elle était tellement éloignée d'eux (et cette distance fut rarement plus grande

1. Cité par E. Halévy, *op. cit.*, III, p. 53. Pour des explications sur la position politique du méthodisme au cours de ces années-là, voir E.R. Taylor, *Methodism and Politics, 1791-1850* ; et R.F. Wear-mouth, *Methodism and the Working Class Movements of England, 1800-1850*, 1937, tout particulièrement les chapitres : « The Methodist Loyalty » et « The Methodist Neutrality ». Voir aussi *The Town Labourer*, chap. XIII, « The Defences of the Poor ».

2. Voir *infra*, p. 513-514.

qu'en cette époque d'absentéisme et de cumul des sacerdoces) que ses homélies avaient cessé de faire de l'effet. Le respect qui l'entourait à la campagne provenait davantage de l'expérience amère du pouvoir du seigneur que d'une conviction intime. Et nous n'avons guère de preuves attestant que le mouvement évangélique à l'intérieur de l'Église ait rencontré beaucoup plus de succès ; un grand nombre des tracts à un demi-penny de Hannah More finissaient entassés dans les logements des domestiques, dans les grandes maisons. Mais les méthodistes, ou beaucoup d'entre eux, *étaient* précisément les pauvres. Nombre de leurs tracts étaient des confessions de pauvres pécheurs repentis ; beaucoup de leurs prédicateurs locaux étaient des hommes humbles qui mûrissaient leurs discours (comme disait l'un d'eux) « derrière [leur] métier à filer ». Et le mouvement gagna du terrain après 1790, dans les régions minières et manufacturières. Aux côtés des chapelles plus anciennes de Salem et de Bethel, les chapelles de brique neuve de Brunswick et de Hanovre proclamaient la loyauté méthodiste. « J'entends dire de grandes choses dans votre amphithéâtre de Liverpool », écrivait un ministre au révérend Jabez Bunting en 1811 :

> Il faudra à un homme des poumons puissants pour que ses paroles se fassent entendre d'un bout à l'autre. À Bradford et à Keighley, on construit des chapelles presque aussi vastes que celle de Carver Street à Sheffield. À quoi en arrivera le Méthodisme d'ici quelques années[3] ?

Jabez Bunting, dont l'actif ministère s'étend sur l'ensemble du demi-siècle, fut la personnalité dominante du wesleyisme orthodoxe, de l'époque du luddisme jusqu'aux dernières années du mouvement chartiste. Son père, tailleur à Manchester, avait été un « radical accompli » qui « épousa avec passion la cause des premiers révolutionnaires français », mais qui n'en était pas moins méthodiste[4]. À la

3. T.P. Bunting, *Life of Jabez Bunting*, D.D., 1887, p. 338.

4. *Ibid.*, p. 11. Il est intéressant de noter que le père d'Oastler, drapier de Leeds, était aussi méthodiste et « partisan de Tom Paine ». L'opinion

fin des années 1790, et après la sécession de la Nouvelle Connexion de Kilham, émergea un groupe de jeunes ministres, dont Bunting faisait partie et dont le but principal était de débarrasser le méthodisme de l'infection jacobine. En 1812, Bunting se distingua en désavouant les luddistes méthodistes ; l'année suivante, à Leeds, il comptait parmi ses fidèles auditeurs « plusieurs magistrats tories de la vieille école, hommes fidèles à l'Église et au Roi, qui n'avaient probablement jamais franchi le seuil d'un conventicule de dissidents auparavant[5] ». Lui et ses coreligionnaires, dont l'un des plus détestables était un certain révérend Edmond Grindrod, étaient avant tout des organisateurs et des administrateurs, sans cesse occupés à des intrigues de politique interne et faisant preuve d'un excès de zèle disciplinaire. La haine que portait Wesley à l'autonomie anarchique de l'ancienne Dissidence fut perpétuée par ses successeurs ; l'autorité était dévolue à la Conférence annuelle (bien fournie en ministres désignés par Wesley en personne) et à sa Commission des privilèges (1803). Les méthodistes primitifs furent chassés, car on craignait que leurs réunions en plein air ne s'achèvent en « tumultes » et ne créent un précédent politique (ce qui fut d'ailleurs le cas). Les *Tent Methodists* et les *Bible Christians,* ou *Bryanites,* furent mis au pas de la même façon ; la prédication fut interdite aux femmes, les pouvoirs de la Conférence et des surintendants des « circuits » furent renforcés ; on encouragea l'espionnage des faiblesses morales de chacun ; la discipline fut resserrée à l'intérieur des « classes » ; et, après 1815, des prédicateurs locaux coupables d'errements politiques ou religieux furent exclus ou radiés. Nous disposons d'une note dans le registre du prédicateur local de Halifax : « Frère M. a été accusé d'avoir assisté à une réunion politique alors qu'il aurait dû être dans sa classe » (16 décembre 1816) ; voici encore un message plein d'inquiétude envoyé à Bunting depuis Newcastle :

---

qu'Oastler avait du méthodisme, au cours de ses années de maturité, n'était guère plus favorable que celle de Cobbett.

5. J. Wray, *Methodism in Leeds*, Leeds Reference Library.

> [...] c'est un sujet de préoccupation douloureux et inquiétant que deux prédicateurs locaux (de North Shields) aient assisté à l'effroyable Assemblée Réformiste Radicale [...] J'espère que nos frères ne se trouvent pas en quantité importante parmi les Radicaux ; mais un petit nombre de nos dirigeants sont résolument favorables à leurs conceptions et intentions [...] et quelques-unes de nos sœurs réellement pieuses, mais mal guidées, leur ont apporté leur caution. Je suis heureux de dire que, sur remontrances, plusieurs membres ont quitté leurs classes (car ils ont adopté en quasi-totalité l'organisation méthodiste, et les termes « Chefs de classe », « Assemblée de district », etc., sont d'un usage tout à fait courant pour eux). Si des hommes s'entraînent, au cours de réunions Évangéliques et Bibliques, à s'adresser de mémoire à la foule et à acquérir des facilités d'élocution, puis se servent de la puissante arme morale qu'ils se sont ainsi assurée pour mettre en danger l'existence même du gouvernement du pays, *nous* avons certainement de bonnes raisons de trembler.

C'était en 1819, l'année de Peterloo. Face à ces événements, la réponse de la Commission méthodiste des privilèges fut une circulaire « portant clairement la marque » de Bunting – et qui exprimait

> la ferme et résolue désapprobation à l'égard de certaines assemblées tumultueuses qui ont été récemment observées dans plusieurs parties du pays ; pour lesquelles des foules importantes ont été réunies en toute illégalité (souvent sous des bannières portant les inscriptions les plus choquantes et les plus impies) [...] calculées, au nom de principes mécréants, de théories politiques insensées et trompeuses, et à l'aide de déclamations violentes et enflammées [...] afin de faire tomber tout gouvernement dans la méprise et afin d'introduire un mécontentement, une insubordination et une anarchie universels[6].

Wesley, du moins, avait été un vieux briscard au grand cœur ; il ne s'était jamais ménagé ; c'était un enthousiaste qui avait parfois bravé huées et projectiles pour parler en public. Bunting et « son expression solide et mathématique » est une personnalité qui suscite moins d'admiration. C'est lui qui conseillait d'« adapter les principes aux néces-

6. T.P. Bunting, *op. cit.*, p. 527, 528.

sités ». « Au cours de nos réunions amicales », disait à son fils un homme qui avait été l'un de ses amis tout au début de son ministère,

> sa conversation était uniformément sérieuse et instructive. Comme lorsqu'il montait en chaire, chacun de ses mots venait à sa place, et l'on aurait dit que chacune de ses phrases avait été soigneusement préparée. [...] Parfois, l'esprit incontrôlable de ta chère mère troublait soudain notre gravité. Mais on ne le vit jamais sortir de son rôle de ministre de l'Évangile du Christ.

Bunting savait transgresser son respect absolu du repos dominical lorsque cela l'arrangeait : « Il n'hésitait pas, dans la poursuite nécessaire de ses fonctions de ministre, à employer du bétail, bien qu'il ne se départît pas de la réserve qu'il s'imposait [...] » Avec les enfants, c'était différent. Nous sommes souvent tentés de pardonner au méthodisme quelques-uns de ses péchés quand nous nous rappelons qu'il donna aux enfants et aux adultes des rudiments d'éducation dans ses écoles du dimanche ; et l'on se souvient parfois de Bamford évoquant l'image heureuse de l'école de Middleton à la fin des années 1790, fréquentée par de « jeunes mineurs et leurs sœurs », et par les enfants de tisserands et d'ouvriers venus de Whittle, Bowlee, Jumbo et White Moss. Mais c'est précisément *cette* image, cette évocation de l'indulgence des premiers méthodistes que Bunting ne put pardonner. Quand, alors qu'il exerçait ses fonctions à Sheffield, en 1808, ses yeux tombèrent sur des enfants à qui l'on apprenait à *écrire* dans une école du dimanche, il ne put contenir sa colère. C'était « une horrible entorse au repos dominical ». Il n'y avait pas à douter de l'« inconvenance théologique » de cette scène ; que les enfants apprennent à lire les Écritures était un « bien spirituel », tandis qu'écrire était un « art séculier » d'où pouvaient provenir des « avantages temporels ». La lutte commença à Sheffield (où l'ancien « jacobin » James Montgomery défendit la cause des enfants dans le *Sheffield Iris*), et Bunting en sortit victorieux ; elle reprit à Liverpool l'année suivante (1809) et aboutit au même résultat ; et Bunting resta à la tête d'un mouvement qui parvint à extirper cette « violation » insi-

dieuse du jour du Seigneur jusqu'aux années 1840. Ce fut, en vérité, l'une des façons dont il fit ses preuves à l'échelon national et, pour ainsi dire, « gagna ses éperons »[7].

Les éperons étaient nécessaires, peut-être, pour piquer les flancs des enfants pendant les six jours de la semaine. Il semble qu'avec Bunting et ses partisans nous ayons affaire à une difformité de la sensibilité, qui fait pendant aux difformités des enfants des usines dont ils cautionnaient l'exploitation. À travers l'abondante correspondance qu'il entretint alors qu'il exerçait son ministère dans les grands foyers (à Manchester, Liverpool, Sheffield, Halifax et Leeds, de 1804 à 1815) – parmi toutes les querelles mesquines de politique interne, le charlatanisme moraliste et les questions indiscrètes sur la vie privée des jeunes femmes –, on s'aperçoit que ni lui ni ses collègues n'ont jamais été troublés par les conséquences de l'industrialisme[8]. Mais la nouvelle génération de dirigeants méthodistes ne pécha pas seulement par omission, en oubliant la question de la main-d'œuvre enfantine. Ils affaiblirent les pauvres de l'intérieur, en leur instillant la soumission ; et ils entretinrent, au sein de l'Église méthodiste, les facteurs les plus propices à l'avènement de la composante psychologique qui garantissait une discipline de travail dont les industriels avaient le plus grand besoin.

Dès 1787, le premier Robert Peel écrivait : « J'ai laissé la plupart de mes fabriques du Lancashire aux mains de Méthodistes, et ils servent mes intérêts d'une façon admirable[9]. » Max Weber et R.H. Tawney ont fait une analyse si complète de l'interpénétration du mode de

7. *Ibid.*, p. 295-297, 312-314, 322, 323 ; S. Bamford, *Early Days*, p. 100, 101. Il nous faut signaler que l'Église établie et d'autres sectes non conformistes interdisaient aussi l'enseignement de l'écriture le dimanche.

8. La seule cause humanitaire que soutinrent sans relâche les méthodistes comme. Bunting fut l'opposition à l'esclavage ; mais, les années passant, alors que l'on ressassait toujours les mêmes questions, on en vient à soupçonner que ce qui soutenait cette cause était moins un vestige de conscience sociale que le désir de désarmer la critique.

9. L. Tyerman, *John Wesley*, 1870, III, p. 499. Voir aussi J. Sutcliffe, *A Review of Methodism*, York, 1805, p. 37.

production capitaliste et de l'éthique puritaine qu'il semble ne pas y avoir grand-chose à ajouter ; on peut voir dans le méthodisme le simple prolongement de cette éthique dans un milieu social en plein changement ; et nous disposons pour cela d'un argument « économiste » : en raison, d'une part, de l'importance qu'il accordait aux valeurs d'ordre et de discipline, et, d'autre part, de son opacité morale, le méthodisme de l'époque de Bunting était tout à fait adapté aux industriels parvenus, ainsi qu'aux contremaîtres, surveillants et autres personnels d'encadrement. L'argument selon lequel le méthodisme servit de justification idéologique aux maîtres manufacturiers, et à tous ceux qui gravitaient autour d'eux, contient en effet une grande part de vérité. C'est une réalité que Wesley, dans un passage souvent cité, devina et déplora tout à la fois :

> [...] la religion doit engendrer nécessairement à la fois travail et frugalité, qui ne peuvent que produire la richesse. Mais, au fur et à mesure que s'accroît cette richesse, se développent aussi l'orgueil, la colère et l'amour du monde. [...] Dès lors, comment est-il possible que le Méthodisme, religion du cœur, florissant maintenant comme un vert laurier, continue dans cet état ? Car, partout, les Méthodistes deviennent diligents et économes ; et par là même ils s'enrichissent. De sorte que la morgue, la colère, le désir de la chair, le désir des yeux et l'orgueil se développent chez eux dans les mêmes proportions. Ainsi, bien que la forme de la religion subsiste, son esprit s'évanouit rapidement.

Au début du XIX^e^ siècle, plus d'un propriétaire de fabrique méthodiste, comme, d'ailleurs, Bunting lui-même, pourrait servir d'illustration à ces remarques[10]. Et pourtant le raisonnement pèche sur un point critique, car c'est exactement à ce moment-là que le méthodisme eut le plus grand succès en étant *simultanément* la religion de la bourgeoisie industrielle (en concurrence, il est vrai, avec d'autres sectes non conformistes) et celle de larges secteurs du prolétariat. En effet, le méthodisme était profondément implanté dans de nombreuses

10. Voir W.J. Warner, *op. cit.*, p. 168-180.

communautés ouvrières (mineurs, tisserands, ouvriers d'usine, marins, potiers et ouvriers agricoles). Comment le méthodisme parvint-il à remplir cette double fonction avec tant de vigueur ?

C'est un problème que ne se posent ni Weber ni Tawney. Tous les deux s'intéressaient principalement au puritanisme des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, et à la genèse du capitalisme commercial ; tous deux se souciaient essentiellement du développement psychique et social de la petite bourgeoisie – le premier en insistant sur le concept puritain d'« élection » ; le second, sur les valeurs de liberté, d'ascèse, d'individualisme et de soif d'acquérir. Mais tous deux s'accordent pour dire que le puritanisme contribua à développer l'énergie psychique et la cohérence sociale de groupes appartenant à la petite bourgeoisie, qui se sentaient « appelés » ou « élus » et se consacraient non sans succès à des entreprises mercantiles. Comment une telle religion put-elle séduire le prolétariat naissant à une époque particulièrement difficile, alors que, par leur nombre même, ces prolétaires n'étaient guère prédisposés à se considérer comme un groupe élu, alors que leurs conditions de travail et – plus généralement – leurs conditions de vie favorisaient les valeurs collectivistes plutôt qu'individualistes, et alors que leur frugalité, leur esprit de discipline et leur soif d'acquérir profitaient bien davantage à leur maître qu'à eux-mêmes ?

Weber et Tawney expliquent que les employeurs avaient de bonnes raisons de trouver *utile* la propagation des valeurs puritaines ou pseudo-puritaines dans la classe ouvrière. Tawney étudia dans le détail le « nouveau remède contre la misère », qui consistait à dénoncer la paresse et l'imprévoyance chez l'ouvrier, et à entretenir la croyance commode selon laquelle, si le succès était un signe d'élection, la pauvreté était en elle-même une preuve de turpitude spirituelle[11]. Weber accorda plus d'attention à la question cruciale pour la classe ouvrière : la discipline de travail. « Partout où le capitalisme moderne s'est mis en devoir d'accroître la productivité du travail humain en l'intensifiant, écrivait Weber, il s'est heurté à

11. R.H. Tawney, *op. cit.*, p. 227 *sq.*

la résistance immensément obstinée de [...] la main-d'œuvre précapitaliste. »

> L'économie capitaliste de l'époque actuelle ressemble à un immense cosmos où est né l'individu, et qui se présente à lui [...] comme l'ordre inaltérable des choses dans lequel il doit vivre. Elle oblige l'individu, pour autant que celui-ci est intégré au système de marché, à se conformer aux règles d'action capitalistes.

Mais, lors de l'émergence du capitalisme industriel, ces règles apparurent comme autant de contraintes détestables et contre nature : le paysan, l'ouvrier agricole du village non soumis au système des enclosures, et même l'artisan ou l'apprenti des villes ne mesuraient pas le fruit de leur travail en argent seulement ; et ils s'insurgeaient contre l'idée d'un travail soumis à la discipline et ininterrompu. Dans le mode de vie que Weber appelle (improprement) « traditionalisme », un « homme ne souhaite pas "par nature" gagner toujours plus d'argent : il veut simplement vivre comme il a l'habitude de vivre et gagner autant qu'il lui est nécessaire pour cela ». Même les rémunérations à la tâche et autres mesures d'incitation perdent, à un moment donné, de leur efficacité s'il n'y a pas de contrainte intérieure ; quand il a gagné assez d'argent, le paysan cesse de travailler et retourne au village, l'artisan va faire la bombe. Mais, dans le même temps, la politique de bas salaires est inefficace pour les travaux qui demandent habileté, attention ou responsabilité. Ce qu'il faut, ajoute Fromm, en poussant le raisonnement de Weber, c'est une « contrainte intérieure » qui s'avère « plus efficace à canaliser toutes les énergies vers le travail que toute contrainte extérieure » :

> Contre la contrainte extérieure se dresse toujours une certaine révolte qui nuit à l'efficacité du travail ou rend les gens inaptes aux tâches délicates exigeant intelligence, initiative et responsabilité. [...] À n'en point douter, le capitalisme n'aurait pu se développer si la plus grande partie de l'énergie de l'homme n'avait été canalisée en direction du travail.

« L'ouvrier doit devenir son propre garde-chiourme[12]. » Les composantes de cette contrainte n'étaient pas nouvelles[13]. Weber a noté les difficultés rencontrées par les employeurs qui louaient les services d'ouvriers à domicile, principalement dans l'industrie du tissage au XVII^e^ siècle, du fait de l'indiscipline des ouvriers (ivrognerie, détournement de filé, etc.) ; c'est dans la région lainière de l'ouest de l'Angleterre, à Kidderminster, que le pasteur presbytérien Richard Baxter contribua, par son ministère, à un changement notable dans les relations de travail : nombre d'éléments préfigurant la discipline de travail méthodiste sont pleinement développés dans son *Christian Directory* (« Guide du chrétien ») de 1673[14]. Les propriétaires de mines et les employeurs des industries cotonnière et lainière du Nord rencontrèrent des difficultés semblables tout au long du XVIII^e^ siècle. Les mineurs étaient généralement payés au mois ; on déplorait « leur nature turbulente et irascible, ainsi que leurs manières et leur caractère grossiers » :

> Leurs gains sont considérables et *incertains*, et leur emploi est une sorte de travail à la tâche, dont le profit peut être très rarement garanti à l'avance. Ce qui leur donne les habitudes gaspilleuses du joueur. Un autre trait de caractère du mineur est sa prédilection pour les changements de situation. [...] Les changements annuels sont aussi communs pour le mineur que le retour des saisons. [...] Quelles que soient les

12. M. Weber, *op. cit.*, surtout p. 54, 60-67, 160, 161, 178 ; E. Fromm, *The Fear of Freedom*, éd. de 1960, p. 80 (trad. fr., *La Peur de la liberté*, Paris, Buchet-Chastel, 1962).

13. Cette discipline de travail n'est pas davantage limitée au méthodisme. Nous parlons ici du méthodisme, car c'est le meilleur exemple d'un processus qui caractérise toute l'histoire de l'évangélisme et de la plupart des sectes non conformistes au cours de la révolution industrielle.

14. M. Weber, *op. cit.*, p. 66, 67, 282 ; R.H. Tawney, *op. cit.*, p. 198 *sq.* Les écrits de Baxter étaient les lectures favorites des premiers méthodistes ; ils furent de nombreuses fois réédités dans les premières décennies du XIX^e^ siècle.

> faveurs dont il a bénéficié, il est prêt à considérer qu'elles n'existent plus à partir du moment où l'on refuse de satisfaire une seule requête[15].

Le petit propriétaire terrien tisserand abandonnait son travail dès que des affaires pressantes l'appelaient à la ferme ; la plupart des ouvriers adultes des premières filatures de coton « avaient des habitudes très souples et le goût de l'errance, et restaient rarement longtemps au même endroit[16] ». Quelques-uns des problèmes auxquels se heurtait la direction dans les premières entreprises apparaissent en creux lorsqu'on lit la liste des amendes prévues aux ateliers d'Etruria de Wedgwood :

> Tout ouvrier frappant son contremaître ou usant de brutalité à son égard est condamné à perdre son emploi.
> Tout ouvrier apportant de la bière ou de l'alcool à l'usine pendant les heures de travail, amende : 2 shillings.
> Toute personne jouant à la balle contre un mur portant des fenêtres, amende : 2 shillings [...][17].

Que ses ouvriers travaillent dans une fabrique ou chez eux, le maître manufacturier de la révolution industrielle était obsédé par ces problèmes de discipline. Les ouvriers à domicile (selon les employeurs) avaient besoin qu'on leur inculque des habitudes « méthodiques »,

15. *Report of the Society for Bettering the Condition of the Poor*, I, 1798, p. 238 *sq.* ; rapport sur les mineurs du duc de Bridgewater (près de Manchester). Les mineurs du duc étaient considérés comme plus « moraux » que la plupart des mineurs, et « quelques-uns des agents du duc sont des hommes formés par la religion et ont fondé des écoles du dimanche [...] ».

16. A. Redford, *op. cit.*, p. 19, 20. Même dans les années 1830, Samuel Greg se plaignait de « cette mentalité instable et nomade qui est une des caractéristiques les plus particulières de la population ouvrière ».

17. V.W. Bladen, « The Potteries in the Industrial Revolution », *Econ. Journal*, supplément, 1926-1929, 1, p. 130. Voir aussi M. McKendrick, « Josiah Wedgwood and Factory Discipline », *Hist. Journal*, IV, 1, 1961, p. 30. Le but de Wedgwood était de « transformer les *Hommes* en *Machines* qui ne peuvent tomber dans l'erreur ».

qu'on leur apprenne à être scrupuleusement attentifs aux instructions, à remplir les contrats à temps et à être convaincus que c'était un péché de détourner les matériaux utilisés. Autour des années 1820 (nous dit un contemporain), « la grande masse des Tisserands » était « profondément imprégnée des doctrines du Méthodisme ». Certains de ceux qui étaient arrivés par leurs propres moyens, et qui étaient devenus leurs employeurs, étaient des méthodistes ou des dissidents dont la frugalité, comme Wesley l'avait prévu, avait entraîné la richesse. Ils tendaient à favoriser leurs coreligionnaires, qui leur offraient une « garantie de bonne conduite » et « étaient conscients de la valeur de la personnalité »[18]. Les traditions « artisanales » des tisserands, qui mettaient l'accent sur les valeurs d'indépendance, les avaient déjà préparés à une variante de la foi puritaine[19]. Mais que dire des ouvriers de fabrique ?

C'est dans le livre d'Andrew Ure, *Philosophy of Manufactures* (1835), qui, pour son cynisme, retint l'attention d'Engels et de Marx, que l'on trouve déjà tous les arguments « économistes » défendant la religion en tant qu'elle discipline le travail. Aux yeux d'Andrew Ure, le terme *fabrique*

> implique l'idée d'un vaste automate composé de divers organes mécaniques et intellectuels, fonctionnant en un concert ininterrompu pour produire un objet en commun, tous étant subordonnés à une force motrice indépendante.

« La principale difficulté » du système de la fabrique n'était pas technologique mais tenait à la nécessité d'« organiser les divers membres de l'appareil en un corps coopératif » et, surtout, à la nécessité de « former des êtres humains à renoncer à leurs habitudes de travail désordonnées et à s'identifier à la régularité constante de l'automate complexe » :

> Mettre au point et faire appliquer un code efficace de discipline de travail adapté aux nécessités de la production en fabrique fut l'entreprise hercu-

18. R. Guest, *A Compendious History of the Cotton Manufacture*, 1823, p. 38, 43.

19. Au XVII^e^ siècle, les sectes puritaines avaient un grand nombre d'adeptes parmi les tisserands ; cette tradition s'éteignit rapidement au début du XVIII^e^ siècle, sauf dans l'ouest de l'Angleterre.

> léenne d'Arkwright, sa noble réussite. Même aujourd'hui, où le système est parfaitement bien organisé et où le travail est allégé au maximum, il apparaît pratiquement impossible de convertir des personnes ayant passé l'âge de la puberté, qu'elles aient été recrutées dans l'agriculture ou l'artisanat, en ouvriers de fabrique utiles. Après avoir lutté pendant un certains temps à vaincre leur paresse ou leur mauvaise volonté, soit ils renoncent à leur emploi spontanément, soit ils sont renvoyés par les contremaîtres pour cause d'inattention.

« Il fallait, en fait, un homme de la trempe et de l'ambition d'un Napoléon pour venir à bout des tempéraments réfractaires d'ouvriers habitués à des accès irréguliers de conscience professionnelle. Cet homme, ce fut Arkwright. » En outre, plus un ouvrier était qualifié, plus il était rebelle à la discipline ; « plus il s'entête et [...] moins il est en mesure de s'intégrer au système mécanique, et il peut causer de grands torts à l'ensemble par ses irrégularités occasionnelles ». C'est ainsi que les industriels cherchaient à enlever à l'ouvrier *habile* toute tâche supposant une « dextérité et une sûreté de main particulières » pour la confier à la garde d'une « machine si automatisée qu'un enfant peut la surveiller ». « La grande idée, par conséquent, de l'industriel moderne est d'unir le capital à la science pour réduire la tâche de ses ouvriers à l'exercice de la vigilance et de la dextérité, facultés qui atteignent vite à la perfection chez les jeunes[20]. »

Pour les enfants, la discipline imposée par le contremaître et les machines pouvait suffire ; mais, pour ceux « qui avaient passé l'âge de la puberté », il fallait des contraintes intérieures. C'est ainsi qu'Andrew

20. A. Ure, *op. cit.*, p. 13-21. Voir également p. 23 : « C'est là en fait le but constant et la tendance de chaque amélioration technique que de remplacer la main-d'œuvre humaine dans sa totalité, ou d'en diminuer le coût, en substituant au travail des hommes celui des femmes et des enfants ; ou à celui d'artisans qualifiés, celui de travailleurs ordinaires. » En tant que déclaration d'intention patronale, ce qui précède est intéressant et justifié pour l'industrie textile ; mais, dans la mesure où l'auteur prétend définir par là une « loi » du développement capitaliste, Marx et Engels accordèrent peut-être trop de crédit aux affirmations d'Andrew Ure.

Ure consacra une partie de son livre à « L'économie morale du système de la fabrique », et un chapitre spécial à la religion. L'ouvrier impénitent était, aux yeux d'Andrew Ure, un être terrifiant ; la proie des « démagogues rusés » ; adonné de façon chronique aux conspirations et aux associations secrètes ; capable de toutes les atrocités à l'encontre de ses maîtres. Les hauts salaires que touchaient les fileurs de coton leur permettaient de « s'offrir le luxe de maladies nerveuses causées par un régime alimentaire trop substantiel et stimulant, compte tenu de la sédentarité de la profession » :

> Les manufactures concentrent naturellement une grande population à l'intérieur d'un circuit étroit ; elles offrent toute facilité à la conspiration secrète [...] ; elles communiquent intelligence et énergie à l'esprit vulgaire ; leurs salaires libéraux fournissent le nerf de la contestation [...]

En regard, les écoles du dimanche offraient un « spectacle sublime ». Le comité d'une école du dimanche de Stockport, mis en place en 1805, se félicitait, en 1832, du « décorum » préservé dans la ville, à une époque où régnait partout une « grande excitation politique » : « Il est à peine possible de s'approcher de la ville sans rencontrer une ou plusieurs de ces paisibles forteresses qu'une sage charité a érigées contre les empiétements du vice et de l'ignorance. » Et Andrew Ure tira la leçon de tout cela, en ce qui concerne non seulement la soumission politique en général, mais également la conduite à observer au sein même de la fabrique :

> L'abandon de la discipline morale peut être facilement détecté dans n'importe quelle maison par un œil expérimenté, dans le désordre du système, les irrégularités des machines individuelles, le gaspillage de temps et de matériel [...]

Le simple paiement du salaire ne pourra jamais assurer des « services zélés ». L'employeur qui négligeait les considérations morales et était lui-même « étranger aux vertus d'abnégation de l'Évangile »

> sait qu'il n'a droit qu'à un travail de façade, et il exercera donc en vain la vigilance la plus *ingrate* pour éviter l'insubordination de ses ouvriers,

> qui tous, par instinct naturel, pour ainsi dire, conspirent contre lui. Quel que soit le mal qu'il se donne, il ne pourra jamais obtenir un travail de qualité supérieure. [...]
> Par conséquent, il est du plus haut intérêt pour chaque propriétaire de fabrique d'*agencer ses machines morales et mécaniques selon les mêmes bons principes*, sans quoi il n'obtiendra jamais les mains sûres, les yeux vigilants et la collaboration rapide nécessaires à l'excellence de la production. [...] Il n'y a en fait aucun cas auquel cette vérité de l'Évangile – « La piété est un immense gain » – s'applique mieux qu'à l'administration d'une vaste fabrique[21].

L'argumentation est ainsi au complet. Le système de la fabrique exige la mutation de la nature humaine. Les « accès de conscience professionnelle » de l'artisan ou de l'ouvrier à domicile doivent être régulés par plus de « méthode » jusqu'à ce que l'homme soit adapté à la discipline imposée par la machine[22]. Mais comment ces vertus disciplinaires doivent-elles être inculquées à ceux dont il est improbable que la piété (à moins qu'ils ne deviennent contremaîtres) apporte un quelconque gain temporel ? Ce ne peut être qu'en inculquant « la première et grande leçon [...] selon laquelle l'homme doit espérer son bonheur principal non pas dans le présent, mais dans l'avenir ». Le travail doit être entrepris comme un « *acte de pure vertu* [...] inspiré par l'amour d'un Être transcendant agissant sur notre volonté et nos affections » :

> Dans ce cas, où l'humanité trouvera-t-elle ce pouvoir de transformation ? Dans la croix du Christ. C'est le sacrifice qui efface la culpabilité du péché ; c'est le motif qui chasse l'attrait du péché ; elle mortifie le péché en montrant que sa turpitude est indélébile à moins d'une expiation terrible ; elle rachète la désobéissance ; encourage à l'obéissance ; permet d'acquérir la force nécessaire à l'obéissance ; la rend acceptable ; la rend

21. *Ibid.*, III, chap. I et III. C'est moi qui souligne.

22. Cf. D.H. Lawrence, *The Rainbow* : « Ils croient qu'ils doivent changer pour s'adapter aux mines et au paysage, plutôt que de changer les mines et le paysage pour les adapter à eux. C'est plus facile. »

> d'une certaine façon inévitable, car elle contraint ; c'est en définitive non seulement le motif qui pousse à obéir, mais le modèle de l'obéissance[23].

Ure est ainsi le Richard Baxter de Cottonopolis. Mais qu'il nous soit permis ici de descendre des hauteurs transcendantales pour considérer plus brièvement quelques questions terrestres de théologie. Il est évident qu'il y avait en 1800 assez de casuistique dans la théologie de toutes les Églises d'Angleterre pour renforcer le sentiment moral d'estime de soi propre à l'industriel. Qu'il professe une foi hiérarchique, qu'il se sente élu, ou voie dans sa réussite la preuve de la grâce ou le fruit de sa piété, il était peu enclin à échanger sa résidence située près de l'usine à Bradford contre une cellule de moine dans l'île de Bardsey. Mais la théologie méthodiste était mieux adaptée qu'aucune autre, en raison de son opportunisme sans discrimination, pour toucher un prolétariat dont les membres n'avaient pas la moindre raison, dans leur statut social, de se sentir « élus ». Il semble que, dans sa théologie, Wesley ait fait abstraction des meilleurs éléments du puritanisme et qu'il en ait choisi délibérément les pires ; si, en termes de classe, le méthodisme était hermaphrodite, en termes de doctrine, c'était un mulet. Nous avons déjà noté la séparation du méthodisme d'avec les traditions intellectuelles et démocratiques de la Dissidence d'autrefois. Mais les doctrines de Luther sur la soumission à l'autorité auraient très bien pu servir de référence à n'importe quelle conférence wesleyenne dans les années qui suivirent 1789.

> Même si ceux qui détiennent l'autorité sont mauvais ou dépourvus de foi, l'autorité et son pouvoir sont bons et viennent de Dieu [...]
> Dieu préférerait souffrir l'existence du gouvernement, pour mauvais qu'il soit, que de permettre à la populace de se soulever, même si elle a de bonnes raisons de le faire [...]

(Jabez Bunting, cependant, à l'inverse de Luther, n'aurait jamais pu admettre que la populace pût « avoir de bonnes raisons ».) L'orien-

23. A. Ure, *op. cit.*, p. 423-425.

tation luthérienne du wesleyisme a plus d'une fois été mentionnée[24]. L'adhésion de Wesley à la doctrine de l'universalité de la grâce était incompatible avec la notion calviniste d'« élection ». Si la grâce était universelle, le péché, lui aussi, était universel. Tout homme en état de péché pouvait recevoir la grâce et se savoir racheté par le sang du Christ. Du point de vue spirituel, c'est une doctrine égalitariste : les riches et les pauvres sont égaux devant le péché et la grâce. Et, puisqu'il s'agissait d'une religion du « cœur » plutôt que de l'« intellect », l'individu le plus simple et le moins instruit pouvait espérer accéder à la grâce. En ce sens, le méthodisme fit tomber toutes les barrières sociales et doctrinales, et ouvrit largement ses portes à la classe ouvrière. Et cela nous rappelle que la doctrine de Luther était aussi une religion des pauvres. Et que, comme Munzer le proclama, et comme Luther l'apprit à ses dépens, l'égalitarisme spirituel avait tendance à déborder sur le temporel, créant ainsi une tension perpétuelle dans la doctrine luthérienne, que l'on retrouve dans le méthodisme.

Mais le rachat des péchés n'était que provisoire. La doctrine de Wesley n'était point ici bien établie. Il laissa entendre que la grâce était perpétuelle une fois que le pénitent l'avait reçue ; et ainsi, une forme dénaturée de calvinisme (l'« élu » devenant le « racheté ») fut subrepticement réintroduite. Mais, vers la fin du XVIII[e] siècle, la doctrine de la justification par la foi s'imposa, peut-être parce qu'il n'était que trop évident qu'un grand nombre de ceux qui étaient « rachetés » au cours des campagnes revivalistes retombaient dans le péché quelques années ou même quelques mois après. De sorte que l'on introduisit la doctrine selon laquelle le pardon du péché ne durait que pendant le temps où le pénitent ne se rendait plus coupable de péché. Les frères

24. M. Weber, lorsqu'il traite brièvement du méthodisme dans *l'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, accorde trop d'importance aux éléments calvinistes de cette théologie et, ainsi, ne voit pas sa capacité d'adaptation au prolétariat. Il donne trop d'importance au sentiment d'« élection » chez les wesleyens, en particulier lorsqu'il cherche à l'appliquer à l'« élection » de l'ouvrier, car cette doctrine a moins d'importance en Angleterre que celles de la soumission et de l'obéissance.

et sœurs « rachetés » étaient dans un état d'« élection » conditionnel et provisoire. Il était toujours possible de retomber dans l'erreur ; et, compte tenu de la vulnérabilité humaine, cette issue était, aux yeux de Dieu et de Jabez Bunting, plus que probable. En outre, Bunting se donna un mal infini pour faire comprendre le point de vue de Dieu :

> Le péché [...] ne change pas dans sa nature [...] il ne saurait être rendu moins « extrêmement coupable » [...] par le pardon du pécheur. La punition est levée ; et l'obligation de se soumettre à cette punition disparaît ; mais elle reste due, bien que gracieusement remise. Ainsi, il apparaît juste et nécessaire de continuer à confesser et à déplorer les péchés, même s'ils ont été pardonnés. Bien que libérés de la punition par un acte de clémence divine, nous devons encore nous souvenir que la poussière de l'humilité est la place qui nous revient devant Dieu [...][25].

Mais la doctrine présente encore d'autres subtilités. Il serait présomptueux de supposer qu'un homme puisse *se* racheter par un acte de volonté propre. C'était la prérogative de Dieu, et l'homme ne pouvait que se préparer, par une humilité totale, à la rédemption. Après avoir été touché par la grâce, cependant, et après avoir été admis au sein de la confrérie méthodiste, il était lourd de conséquences d'être déclaré « relaps » pour un ouvrier ou une ouvrière. Ils pouvaient être rejetés du seul groupe communautaire qu'ils connaissaient dans le désert industriel ; et ils s'exposaient à la crainte permanente d'un effroyable châtiment éternel :

> Il est un enfer épouvantable
> Et des souffrances éternelles
> Où les pécheurs doivent habiter avec les démons
> Dans l'obscurité, le feu et les chaînes.

25. Jabez Bunting, *Sermon on Justification by Faith*, Leeds, 1813, p. 11. L'imagerie de Bunting rappelle qu'au mois de janvier de cette même année (1813) quelques luddistes avaient subi intégralement leur « punition » sur la potence, alors que d'autres, qui avaient vu leur peine « gracieusement remise », n'avaient été condamnés qu'à quatorze ans de relégation.

Comment, alors, rester en état de grâce ? Non pas par de bonnes œuvres, puisque Wesley avait placé la foi au-dessus des œuvres : « La seule chose qui importe, c'est que vous sauviez votre âme. » Les œuvres étaient le piège de l'orgueil, et les meilleures d'entre elles étaient souillées de l'impureté du péché ; bien que, par un autre tour de passe-passe opportuniste, les œuvres pussent être considérées comme un *signe* de grâce (vestige de calvinisme destiné aux propriétaires d'usine et aux boutiquiers). Puisque le monde est l'antichambre de l'éternité, les choses temporelles telles que richesse et pauvreté comptent très peu : les riches pouvaient montrer qu'ils avaient reçu la grâce en aidant l'Église (par exemple, en construisant des chapelles pour leurs propres employés). Les pauvres avaient la bonne fortune d'être moins tentés par « le désir de la chair, le désir des yeux et l'orgueil ». Il était plus probable qu'ils restent en état de grâce non en raison de leur « élection », mais parce qu'ils rencontraient moins de tentations pour retomber dans le péché.

Il y avait trois façons évidentes de conserver la grâce. La première, en se mettant au service de l'Église elle-même, en devenant chef de classe, prédicateur local ou en rendant de plus humbles services. La deuxième, en cultivant son âme, en se livrant à des exercices religieux, en lisant des tracts, mais, par-dessus tout, en s'efforçant de reproduire les convulsions émotives de la conversion, la culpabilité du pécheur, la pénitence et la grâce. La troisième, en se soumettant à une discipline méthodique dans tous les aspects de la vie. Et c'est surtout le travail (qui, parce qu'il était humble et désagréable, ne devait pas être confondu avec les bonnes œuvres), entrepris sans autre but que (selon l'expression d'Andrew Ure) d'accomplir un « acte de pure vertu », qui était un signe évident de la grâce. De plus, la malédiction dont Dieu avait frappé Adam, quand il le chassa du Paradis terrestre, fournissait un soutien doctrinal irréfutable à la sainteté du dur labeur, de la pauvreté et de la détresse de « tous les jours de la vie ».

Nous comprenons maintenant la convergence extraordinaire entre les vertus que le méthodisme inculqua à la classe ouvrière et l'utili-

tarisme de la bourgeoisie[26]. Andrew Ure en indique le point de rencontre, en conseillant au propriétaire de fabrique d'« agencer ses machines morales et mécaniques selon les mêmes bons principes ». Vu sous cet angle, le méthodisme fut l'aride paysage intérieur de l'utilitarisme en une ère de transition vers la discipline de travail du capitalisme industriel. Tandis que les « accès de conscience professionnelle » de l'ouvrier manuel sont calmés par plus de « méthode » et que ses tendances à l'indiscipline sont maîtrisées, ses impulsions émotives et spirituelles sont exacerbées. L'avilissement des récits de confession fait pendant à la prose déshumanisée d'Edwin Chadwick et de John Kay. Le « mouvement des esprits » et la répression du cœur vont de pair.

Mais c'est Wesley qui avait proclamé que le méthodisme était, par-dessus tout, une « religion du cœur ». C'est par son « enthousiasme » et ses transports émotifs qu'il différait le plus manifestement des anciennes sectes puritaines[27]. Il peut être intéressant d'examiner quelques-unes des étapes classiques de l'expérience religieuse à partir d'un tract typique qui décrit la conversion d'un marin, Joshua Marsden, au cours des années 1790. Ces tracts sont généralement rédigés selon un schéma conventionnel. Ils débutent par l'évocation d'une jeunesse pécheresse : jurons, jeu, ivrognerie, paresse, licence sexuelle ou, simplement, « désir de la chair »[28]. Vient ensuite soit quelque expérience dramatique qui éveille le pécheur à la réalité de la mort (guérison miraculeuse au cours d'une maladie mortelle, naufrage ou mort de sa femme ou de ses enfants), soit quelque rencontre fortuite avec la parole divine, qui suscite tout d'abord les moqueries

26. Weber et Tawney, bien entendu, attirent l'attention sur le développement parallèle des dogmes puritain et utilitarien ; cf. R.H. Tawney, *op. cit.*, p. 219 : « Quelques-unes des mailles de la cotte utilitarienne furent forgées [...] par les théologiens puritains du XVII^e siècle. » Ce fut le méthodisme, cependant, qui forgea les derniers anneaux des chaînes utilitariennes attachées au prolétariat.

27. Excepté, bien sûr, les baptistes – sauf au pays de Galles.

28. Pour un exemple tiré de ce tract, cf. *supra*, p. 75.

du pécheur, mais finit par lui montrer la voie du salut. Notre marin connut toutes ces expériences. Un naufrage le laissa « tout tremblant de peur au bord du gouffre marin et aux portes de l'Enfer [...] les fantômes de ses péchés passés défilaient devant lui sous des formes terrifiantes [...] ». Une grave maladie « l'envoya maintes fois pleurer, le cœur brisé, devant un trône de grâce », elle « consuma et anéantit les désirs des sens », et « lui montra l'horreur de mourir sans connaître le réconfort du Christ ». Convié par un ami à une « classe » méthodiste, « son cœur fondit et il ne fut plus qu'un enfant en pleurs. [...] Les larmes baignaient ses joues comme autant de petits ruisseaux [...] ». Viennent ensuite la longue épreuve d'intercession en vue d'obtenir le pardon et la lutte contre la tentation de retourner à l'ancienne vie de pécheur. La grâce seule peut briser « les sept sceaux par lesquels l'ignorance, l'orgueil, l'incroyance, la haine, l'entêtement, la luxure et l'envie ferment le cœur du pécheur ». Sans cesse, le pénitent, au cours de son noviciat, succombe à des « tentations » vaguement évoquées[29] :

> En dépit de tout, il était quelquefois emporté par la violence et l'impétuosité de la tentation qui faisait naître en lui toute l'angoisse d'un esprit brisé. Après avoir été repris par le péché, il redoublait d'ardeur dans ses prières. [...] Parfois, la peur de mourir sans avoir reçu le pardon agitait grandement son esprit et l'empêchait de dormir de peur de s'éveiller dans le monde de l'éternité.

Quand le « désir de la chair » est en quelque sorte mortifié, l'« Ennemi » place des tentations spirituelles plus subtiles sur le chemin du pénitent. Principalement, toute disposition conduisant à « durcir le cœur », la

29. Le langage suggère souvent que le constituant objectif du « péché » était la masturbation. Et l'on pourrait bien déduire cela de trois éléments : 1° la nature introvertie de l'introspection pénitente ; 2° l'enseignement méthodiste, poussé jusqu'à l'obsession, selon lequel les organes sexuels sont impurs ; 3° le fait que les enfants des méthodistes étaient censés acquérir le sens du péché à l'âge de la puberté. Voir G.R. Taylor, *The Angel-Makers*, 1958, p. 326, pour le nombre croissant d'écrits sur la question à cette époque.

légèreté, l'orgueil et, par-dessus tout, la tentation d'« acheter le salut » par de bonnes œuvres au lieu d'attendre patiemment de « le recevoir comme le don gratuit de Dieu, par l'entremise des mérites infinis du Réconciliateur au cœur sanglant ». La doctrine des bonnes œuvres est « cette doctrine hébraïque et papiste du mérite humain ». Ainsi, la « dureté du cœur » consiste en tout trait de caractère qui résiste à la soumission :

> Dieu [...] avant de pouvoir nous absoudre entièrement [...] doit assécher notre gourde, flétrir la fleur de l'espoir orgueilleux, retirer l'étai de l'indépendance, nous dépouiller de l'éclat tapageur de la droiture impie, arrêter les vantardises de la suffisance pharisaïque et amener le pécheur coupable, humilié, honteux, rougissant et doutant de soi au pied de la Croix.

À ce stade d'humiliation, « son avenir lui semblait un désert affreux ». Mais « l'heure de la délivrance était maintenant arrivée ». Au cours d'une agape dans la chapelle méthodiste, le pénitent s'agenouillait à son banc « et, l'âme au supplice, se mettait à lutter avec Dieu ». Quoique « l'ennemi fût en train de faire rage et de déferler sur lui comme un déluge » :

> Quelques-uns des chefs de classe, et quelques sœurs pieuses, vinrent dans la galerie et s'unirent pour intercéder en sa faveur auprès d'un trône de grâce ; plus ils priaient, plus augmentaient sa détresse et le poids de son fardeau, jusqu'à ce que finalement il soit presque exténué ; et sa sueur s'écoulait abondamment [...] et il gisait sur le sol de son banc, sans pouvoir pratiquement bouger. Cela, néanmoins, était le moment de la délivrance. [...] Il ressentait ce qu'aucune langue ne put jamais décrire ; quelque chose semblait peser sur lui comme la présence de Dieu qui rayonnait à travers tout son être ; il se mit sur ses pieds et sentit qu'il pouvait s'appuyer sur le Christ par la foi.

À partir de ce moment-là, « il était libéré du fardeau du péché ». « Cette création nouvelle se manifestait par de nouvelles beautés morales, amour, joie, espoir, paix, crainte filiale, bonheur en Jésus, tendre confiance, désir d'une communion et d'une conformité plus totales.

[...] Un nouveau royaume de rectitude était érigé dans le cœur. » La gloire de Dieu devenait « le but de chacune de ses actions ». Mais le salut était conditionnel : la conviction que la grâce allait de pair avec la certitude que l'homme « est un pauvre pécheur, aveugle, déchu, malheureux, misérable et (sans la grâce divine) désemparé[30] ».

Notre pécheur a maintenant « échappé au pouvoir de Satan pour entrer dans le royaume et devenir l'image du cher Fils de Dieu ». Et, sous ce style imagé, la réalité qui se profile est celle d'un système de tortures morales destiné à briser la personnalité de l'ouvrier ou de l'artisan rebelle, pour la remodeler conformément aux besoins du nouvel ordre industriel. C'est précisément en cela que consiste ce « pouvoir transformateur » dont parle Ure. C'est un phénomène presque diabolique en ce sens qu'il pénètre jusqu'aux sources mêmes de la personnalité humaine en vue de réprimer les énergies émotives et spirituelles. Mais « réprimer » est un mot trompeur ; ces énergies n'étaient pas tant inhibées que détournées de leur expression sociale et personnelle au service de l'Église. Les chapelles cubiques aux murs noircis s'élevaient dans les régions industrielles comme autant de pièges destinées à attraper le psychisme humain. À l'intérieur de l'Église elle-même se jouait sans cesse un drame émotionnel réunissant relaps, confessions, batailles contre le diable, brebis égarées ; on se doute que les sœurs pieuses, en particulier, y trouvaient une des grandes « consolations » de la religion. Pour ceux qui étaient plus intellectuels, il se jouait aussi un drame spirituel avec :

> épreuves, tentations, dépressions, doutes, luttes, abattement, manifestations, victoires, froideur, errances, sièges, délivrances, aides, espoirs, réponses aux prières, interpositions, soulagements, plaintes [...] élans du cœur, actes de foi, conduites à travers le dédale d'obscurs signes d'en haut [...] épreuves violentes et secours au moment de la chute[31].

30. Joshua Marsden, *Sketches of the Early Life of a Sailor* (autobiographie écrite à la troisième personne), Hull, s.d., *passim*.

31. *Ibid.*, p. 104, 111.

Mais ce qu'il faut souligner, c'est le *caractère intermittent* de ce recours aux émotions. Rien ne fut plus souvent noté par les contemporains, dans le comportement de tous les jours, ou dans la vie familiale du méthodiste, que son caractère méthodique, discipliné et refoulé. C'est là le paradoxe de cette « religion du cœur » : qu'elle soit remarquable pour l'inhibition de toute spontanéité. Le méthodisme n'approuvait « les élans du cœur » que dans le contexte de l'Église ; les méthodistes ont écrit des hymnes, mais aucune poésie séculière de valeur ; l'idée même de passion amoureuse chez un méthodiste de cette époque-là est grotesque. (« Évite toute forme de passion », écrivait Wesley.) Le mot est désagréable ; mais il est difficile de ne pas voir dans le méthodisme de ces années-là une forme ritualisée de masturbation intellectuelle. Les énergies et les émotions qui menaçaient l'ordre social ou qui étaient simplement improductives (dans le sens où l'entend Andrew Ure) se donnaient libre cours sous la forme inoffensive d'agapes, de veillées, de réunions de groupe ou de campagnes revivalistes sporadiques. Pendant ces agapes, à la suite des hymnes et de la cérémonie au cours de laquelle était rompu le gâteau ou le biscuit de carême, le prédicateur évoquait, dans le langage brut de l'émotion, ses expériences, ses tentations et ses luttes spirituelles avec le péché :

> Tandis que le prédicateur s'exprime en ces termes, soupirs, grognements, aspirations dévotes et [...] prières ou louanges jaillissent de l'assistance en tous sens.

Dans la période de tension qui suivait, certains membres de l'assemblée se levaient et se livraient à la confession de péchés ou de tentations, souvent de caractère sexuel. Un observateur remarquait « la gêne et les signes évidents d'agitation intérieure qu'avaient manifestés quelques-unes des jeunes femmes avant de se lever pour parler[32] ». Les méthodistes firent de la religion (écrivait Southey) « une affaire de sensation et de passion qui les portait à rechercher perpétuel-

32. Joseph Nightingale, *Portraiture of Methodism*, 1807, p. 203 *sq.*

lement sympathie et stimulants[33] ». Ces orgasmes émotionnels du dimanche facilitaient la canalisation des énergies les jours de semaine en vue de l'accomplissement du travail productif. En outre, puisque le salut n'était jamais garanti et que les tentations étaient embusquées partout, une incitation intérieure constante poussait à adopter une conduite « sérieuse et laborieuse » – signe visible de la grâce – à chaque heure du jour et chaque jour de l'année. Non seulement le « renvoi », mais aussi les flammes de l'enfer pouvaient sanctionner l'indiscipline au travail. Dieu était le surveillant le plus vigilant de tous. On allait jusqu'à placer au-dessus des cheminées l'inscription : « Seigneur, tu me vois » ; on n'apprenait pas seulement au méthodiste à « porter sa croix » de pauvreté et d'humiliation ; la crucifixion (selon Ure) était le modèle même de son obéissance : « Fidèles serviteurs de notre Agneau sanglant, maintenant sur Ta croix quotidienne nous mourons[34]. » Le travail était la croix sur laquelle était cloué l'ouvrier « transformé ».

Mais une réorientation si radicale des impulsions ne pouvait aller sans un bouleversement de la personnalité humaine. Nous comprenons pourquoi Hazlitt décrivait les méthodistes comme « un groupe d'invalides religieux[35] ». Si Wesley emprunta à Luther son autoritarisme, le méthodisme reprit à son compte la négation de la joie propre au calvinisme et aux prêtres puritains anglais du XVII^e siècle : une discipline de vie méthodique « alliée à l'abstinence rigoureuse de tout plaisir spontané[36] ». Il leur emprunta le sens quasi manichéen de la culpabilité devant la dépravation de l'homme. De plus, sans réelle

33. R. Southey, *Life of Wesley and Rise and Progress of Methodism*, éd. de 1890, p. 381 *sq.*

34. J.E. Rattenbury, *The Eucharistie Hymns of John and Charles Wesley*, 1948, p. 240 : « Nous jetons nos péchés dans ce feu/ Qui consuma ton sacrifice/ Et destinons chacun de nos bas et vains désirs/ À une crucifixion quotidienne. »

35. W. Hazlitt, « On the Causes of Methodism », *The Round Table*, 1817, *Works*, IV, p. 57 *sq.*

36. M. Weber, *op. cit.*, p. 53.

nécessité, les frères Wesley intériorisèrent l'étrange nécrophilie du début du XVIII[e] siècle et les images perverses qui constituent l'aspect le moins attirant de la tradition morave, et la transmirent par leurs hymnes et leurs écrits. Weber a noté le rapport entre le refoulement sexuel et la discipline de travail tel qu'il apparaît dans l'enseignement d'ecclésiastiques comme Baxter :

> L'ascétisme sexuel du puritanisme ne diffère qu'en intensité, et non en nature, de celui du système monastique ; et, en raison de la conception puritaine du mariage, son influence pratique est beaucoup plus étendue que celle de ce dernier. Car les relations sexuelles ne sont autorisées, même à l'intérieur du mariage, que comme le moyen voulu par Dieu d'augmenter Sa gloire en vertu du commandement : « Croissez et multipliez. » Outre un régime végétarien modéré et des bains froids, les recommandations sont les mêmes pour toutes les tentations sexuelles que pour les doutes religieux et le sentiment d'indignité morale : « Travaille dur dans ton métier[37]. »

Le méthodisme professe que la sexualité est coupable et que les organes sexuels sont extrêmement impurs. Ces derniers, et plus particulièrement les organes sexuels mâles (étant donné qu'il devint de plus en plus admis que les femmes ne pouvaient ressentir l'« appétit de la chair »), étaient les citadelles charnelles visibles de Satan, la source d'une tentation perpétuelle et d'impulsions antiméthodiques et (sauf lorsqu'elles étaient canalisées vers la pieuse procréation) improductives[38]. Mais l'intérêt obsessionnel du méthodisme pour la sexualité s'exprime dans l'érotisme perverti de l'imagerie méthodiste. Nous avons déjà remarqué, dans la conversion de John Nelson, l'identification de Satan avec le phallus. Dieu apparaît souvent sous les simples traits du père, vengeur, autoritaire et répressif, auprès duquel le Christ doit intercéder, l'Agneau sacrificiel « saignant encore

37. *Ibid*, p. 158, 159.

38. Ce n'est qu'en voyant à quel point cette obsession pénétra la culture anglaise – et, en particulier, la culture de la classe ouvrière – que l'on peut être amené à comprendre pourquoi Lawrence fut poussé à écrire *l'Amant de Lady Chatterley*.

et implorant la grâce pour chaque âme humaine ». Mais qu'une imagerie sexuelle féminine, ou plus souvent ambivalente, soit associée au Christ est plus troublant et plus désagréable encore.

Nous découvrons une superposition de symboles contradictoires. Le Christ, personnification de l'« Amour » auquel est dédiée la grande majorité des hymnes des frères Wesley, est tour à tour maternel, œdipien, sexuel et sadomasochiste. La sexualité qui se dégage des blessures dans l'imagerie morave a été plus d'une fois relevée. L'homme, misérable « ver », doit trouver « Gîte, Lit et Couvert dans les blessures de l'Agneau ». Mais les images sexuelles se transforment facilement en images de la matrice. La « petite ouverture chérie du petit flanc sacré, précieux et mille fois beau » est aussi le refuge à l'écart du péché où le « Renégat se repose et respire » :

> Ô précieuse cavité de la plaie au Côté
> En toi je veux passer ma vie [...]
> Là, dans la joie divine de la plaie au Côté
> Je passerai mes jours futurs
> Oui, oui, pour toujours je resterai
> Là, à l'endroit où Ton flanc fut déchiré[39].

Ici, il semble que l'image régressive de la matrice se mêle au symbolisme sexuel. Mais, après que les frères Wesley eurent rompu avec les moraves, le langage de leurs hymnes et l'hérésie antinomienne dont furent accusées leurs communautés firent scandale. Dans les hymnes de John et de Charles Wesley, les images sexuelles évidentes furent consciemment refoulées et cédèrent la place aux images de la matrice et des entrailles :

> Venez, ô mes frères coupables, venez
> Gémissant sous le poids de vos péchés !
> Son cœur sanglant vous ouvrira ses portes,
> Son flanc ouvert vous accueillera [...]

39. Voir R.A. Knox, *Enthusiasm*, Oxford, 1950, p. 408-417 ; G.R. Taylor, *op. cit.*, p. 166, 167.

Ces images sont cependant subordonnées aux images dominantes du sang du sacrifice, comme si les traditions souterraines du sacrifice mithriaque du sang, qui avaient troublé l'Église chrétienne primitive, jaillissaient soudain dans les hymnes méthodistes du XVIII^e siècle. Voici l'« amour sanglant » du Christ, le sang de l'Agneau du sacrifice dans lequel doivent baigner les pécheurs, l'association du sacrifice et de la culpabilité du pénitent. Voici la « fontaine » qui « jaillit de Son flanc, ouverte, afin que tous y puissent entrer » :

> Encore la fontaine de Ton sang
> Reste largement ouverte aux pécheurs.
> Maintenant, encore maintenant, mon Seigneur et mon Dieu,
> Je me lave dans Ton flanc.

Les images sacrificatoires, masochistes et érotiques se mêlent dans le symbolisme du sang :

> Nous sommes assoiffés du désir de boire Ton précieux sang,
> Nous languissons de nous reposer dans Tes blessures,
> Et sommes affamés de nourriture immortelle
> Et impatients de nous repaître de Ton amour.

L'union dans l'amour du Christ, tout particulièrement au cours du « mariage » eucharistique (dans lequel l'Église « s'offre collectivement à Dieu » en « offrant à Dieu le corps du Christ »[40]), réunit des sentiments de mortification, la nostalgie de la paix du sein maternel, et des désirs sexuels tourmentés, « à l'abri du sein du Sauveur » :

> C'est ici que je voudrais à jamais demeurer,
> Sans jamais partir un seul instant,
> Caché dans la déchirure de Ton flanc,
> Éternellement tenu sur Ton cœur[41].

40. J.E. Rattenbury, *op. cit.*, p. 132.

41. *Ibid.*, p. 109-111, 202-204, 224-234 ; et J.E. Rattenbury, *The Evangelical Doctrines of Charles Wesley's Hymns*, 1941, p. 184. Ce sujet mérite

Il est difficile de concevoir une désorganisation plus fondamentale de la vie humaine, une telle souillure des sources de la spontanéité, vouée à se réfléchir dans tous les aspects de la personnalité. Comme la joie était associée au péché et à la culpabilité, et la douleur (les blessures du Christ), à la bonté et à l'amour, chaque impulsion était transformée en son contraire, et il devint tout naturel de supposer que l'homme ou l'enfant ne pouvaient trouver grâce aux yeux de Dieu qu'en accomplissant des tâches douloureuses, laborieuses ou aliénantes. La peine et la souffrance étaient synonymes de plaisir, et le masochisme, d'« Amour ».

Cette imagerie étrange se perpétua pendant la révolution industrielle, non seulement dans les hymnes méthodistes, mais encore dans le langage des sermons et des confessions. Et, d'ailleurs, elle ne passa pas inaperçue. « La Divinité est personnifiée et incarnée dans les images les plus vulgaires », commentait Leigh Hunt dans un essai intitulé *On the Indecencies and Profane Rapture of Methodism*. « S'il faut s'adresser à Dieu dans le langage de l'affection terrestre, pourquoi ne pas s'adresser à lui comme à un parent plutôt que comme à un amant[42] ? » Mais, vers la fin du XVIII[e] siècle, la tradition méthodiste subit un changement notable. La négation ou la sublimation de l'amour tendit au culte de son contraire : la mort. Charles Wesley lui-même a écrit plus d'un hymne qui laisse prévoir ce changement :

---

qu'on le réétudie avec plus de soin. L'étude de G.R. Taylor, *The Angel-Makers*, est éloquente, mais ses tentatives pour trouver une explication d'ordre « sexuel » à l'évolution de la préférence de l'enfant pour son père ou sa mère sont poussées jusqu'à l'absurde.

42. Le rédacteur en chef de l'*Examiner* (Leigh Hunt), *An Attempt to Show the Folly and Danger of Methodism*, 1809, surtout p. 54-64, 89-97. Ce langage exposa aussi les méthodistes à des accusations selon lesquelles les agapes, les veillées et la ferveur revivaliste étaient autant d'occasions de débauches sexuelles collectives. Parmi les critiques sérieux, Nightingale rejeta ces accusations, alors que Leigh Hunt les soutint. Southey réserva son jugement. À l'opposé, voir, par « un adepte », *Confessions of a Methodist*, 1810.

Ah ! aimable Apparence de la Mort !
Aucune vue sur terre n'est plus belle.
Aucun des gais spectacles qui *palpitent*,
Un corps mort ne peut égaler.

La tradition méthodiste est ici ambivalente. D'une part, ses prédicateurs mirent au point des techniques pour susciter jusqu'au paroxysme la peur de la mort et des souffrances sans fin de l'enfer. Les enfants, sitôt qu'ils étaient en âge de parler, étaient épouvantés par des images évoquant la punition éternelle à la moindre inconduite. Ils passaient des nuits effroyables après la lecture du *Book of Martyrs* de Foxe et autres écrits[43]. Parallèlement, ceux qui savaient lire étaient inondés, tout au long des premières années du XIX^e^ siècle, de brochures célébrant la « sainte Mort ». Aucun magazine méthodiste ou évangélique, à l'intention des adultes ou des enfants, n'omettait la scène d'agonie (comme Leigh Hunt l'a fait aussi remarquer), où les mots pour dire l'attente de la mort étaient ceux de fiancés, dans l'attente impatiente de leur nuit de noces. La mort était le seul désir non coupable, la paix récompensant une vie de souffrance et de labeur.

On a lu, ces dernières années, tant d'écrits sur l'histoire du méthodisme, de la part d'apologistes ou de laïcs qui, par esprit de justice, ont essayé de montrer les mérites d'un mouvement qu'ils ne peuvent comprendre, que le lecteur moderne ne peut manquer d'être choqué en tombant sur ce jugement de Lecky, à la fin du XIX^e^ siècle :

> On a rarement vu un système de terrorisme religieux plus effroyable, plus à même de désaxer un esprit chancelant, d'assombrir et de rendre amère une nature sensible[44].

43. Cf. W.E.H. Lecky, *History of England in the Eighteenth Century*, éd. de 1891, II, p. 585 : « Les images épouvantables [que les prédicateurs méthodistes] évoquaient constamment infestaient leur imagination, les hantaient dans leurs heures de faiblesse ou de dépression, altéraient leur jugement et amplifiaient au centuple la terreur qu'éveillait en eux l'obscurité de la tombe. »

44. *Ibid.*, III, p. 77, 78.

Toute la révolution industrielle est hantée par l'ombre du révérend Jabez Branderham (très certainement inspiré de Jabez Bunting), qui apparaît dans le sinistre cauchemar de Lockwood au début des *Hauts de Hurlevent* : « Seigneur ! quel sermon ; divisé en *quatre-vingt-dix sections* [...] consacrées chacune à la discussion d'un péché différent ! » C'est face à cette muraille d'interdits qui caractérise *toutes* les sectes religieuses à divers degrés, au cours de ces années-là, que l'on peut apprécier à sa juste mesure la stature de William Blake. C'est en 1818 qu'il s'éloigna de ses livres prophétiques denses en allégories pour entrer, avec *l'Évangile éternel*, dans une dernière phase de clarté gnomique. Il y réaffirma ses valeurs ; on y trouve l'affirmation presque antinomienne de la joie sexuelle et celle de l'innocence, déjà présentes dans ses premiers chants. On peut lire dans presque chaque vers une déclaration de « guerre mentale » contre le méthodisme et l'évangélisme[45]. Leur « vision du Christ » était le « plus grand ennemi » de sa propre vision. Et, surtout, Blake s'en prit à l'enseignement de l'humilité et de la soumission. C'était cette humilité *négative* qui « éteint le Soleil et la Lune », « Déforme les Cieux d'un Pôle à l'autre »,

> Recouvrant de racines, de tiges et d'épines
> L'âme ensevelie avec tous ses joyaux.

## 2. Le millénarisme du désespoir

L'utilité du méthodisme comme discipline dans le travail est évidente ; ce que l'on comprend moins aisément, c'est pourquoi tant de travailleurs se soumirent de leur propre gré à cette forme d'exploitation psychologique. Comment se fait-il que le méthodisme ait pu jouer avec autant de succès ce double rôle de religion des exploiteurs et de religion des exploités ?

45. Cf. W. Wilberforce, *A Practical View of Christianity*, p. 437 : « Souvenez-vous que nous sommes tous des êtres déchus, engendrés dans le péché et dépravés par nature. Le christianisme ne reconnaît ni l'*innocence* ni la *bonté du cœur*. »

Pour ce qui concerne les années 1790-1830[46], on peut donner trois raisons : endoctrinement direct, sens communautaire des méthodistes, conséquences psychologiques de la contre-révolution. On ne saurait exagérer l'importance de la première – l'endoctrinement. Les écoles évangéliques du dimanche ne cessèrent d'être actives, encore qu'il soit difficile d'évaluer à sa juste valeur la portée « éducative » de leurs activité. Les wesleyens avaient hérité de leur fondateur une conviction particulièrement forte, celle de l'état de péché originel de l'enfant ; et, dans le cas de Wesley, elle s'exprimait avec une force qui aurait pu faire blêmir certains jésuites :

> Brisez leur volonté de bonne heure. Commencez ce travail avant qu'ils ne puissent courir tout seuls, avant qu'ils ne sachent s'exprimer clairement, peut-être même avant qu'ils ne puissent parler. Quoi qu'il vous en coûte, brisez la volonté si vous ne voulez pas damner l'enfant. Qu'un enfant d'un an apprenne à craindre le bâton et à pleurer doucement ; à partir de cet âge-là, rendez-le docile, même s'il vous faut le battre dix fois pour arriver à cette fin. [...] Brisez sa volonté maintenant, et son âme vivra, et il est probable qu'il vous bénira à jamais[47].

46. Ces années couvrent la période de l'ascension et de la domination de Jabez Bunting et de ses fidèles. Après 1830, des tendances libérales se font jour au sein de la Connexion méthodiste ; et, si Bunting livre avec acharnement un combat d'arrière-garde, le méthodisme, dans les années 1840, s'adoucit quelque peu. D'une part, quelques propriétaires de fabrique de la seconde ou de la troisième génération, ainsi que certains employeurs, abandonnèrent les méthodistes pour revenir vers l'Église établie. D'un autre côté, dans le méthodisme se reconnaissaient aussi de petits commerçants, des employés aux écritures et le personnel d'encadrement, chez qui un fonds de radicalisme se mêlait à l'idéologie de l'« effort personnel ». Voir E.R. Taylor, *op. cit.*, chap. v, vi, et W.J. Warner, *op. cit.*, p. 122-135.

47. R. Southey, *op. cit.*, p. 561. On peut voir, à la lumière des mémoires de Bamford sur les années 1790, et de la *Vie* de Thomas Cooper (à l'époque où, maître d'école méthodiste, dans les années 1820, il tenait pour signe de grâce le fait de ne pas battre ses élèves), que les enseignements de Wesley furent humanisés par beaucoup de ses partisans à la fin du XVIII[e] siècle et

À la Kingswood School de Wesley, seules étaient autorisées les « récréations » consacrées à un dur labeur – fendre du bois, creuser, etc. –, étant donné que les jeux et amusements étaient « indignes d'un enfant chrétien ». (« Je veux tuer ou soigner », disait Wesley, qui parlait rarement pour ne rien dire : « C'est tout ou rien, *je veux* une école chrétienne ou pas d'école du tout. ») Un rapide coup d'œil sur les matériaux « éducatifs » en usage dans les écoles du dimanche au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle permet de comprendre leur but véritable. Les hymnes expressifs que l'on utilisait dans les services religieux pour adultes furent remplacés par les *Divine Songs of Children* d'Isaac Watt ou par des variantes à caractère moralisant écrites ultérieurement. On apprenait aux tout-petits à chanter qu'ils étaient, « tant par nature que par expérience, l'esclave malheureux du péché ». L'œil perçant du Dieu omniscient surveillait leurs « actions les plus secrètes » :

> Il n'est pas de péché que nous commettions,
> Pas de mot malveillant que nous prononcions
> Qui ne soit écrit dans ton livre terrifiant,
> En vue du Jugement dernier.

Une histoire morale, bien caractéristique de cette époque, illustre la tendance générale de cet « enseignement »[48]. John Wise était le fils d'un « homme très pauvre qui avait beaucoup d'enfants et n'arrivait pas à les nourrir en dépit d'un dur labeur. Il devait travailler de toutes ses forces et vivait de galettes d'avoine et de farine d'avoine bouillie à l'eau ». Son père, néanmoins, était un homme « pieux » qui remerciait sans cesse le ciel pour ses dons : par exemple, « certains d'entre nous auraient pu mourir mais nous sommes tous sur la terre des vivants ». La mère de John lui apprit l'hymne de Watt dédié au soleil, travailleur discipliné :

---

au début du XIX^e^. Mais voir le plaidoyer utilitarien et orthodoxe de Jabez Bunting dans *Sermon on a great work described* (1805).

48. *The History of John Wise, a Poor Boy : intended for the Instruction of Children*, Halifax, 1810.

Lorsque du levant
Commence sa course matinale,
Jamais il ne se lasse ni ne s'arrête pour se reposer,
Mais brille tout autour du monde,

Ainsi, comme le soleil, je veux remplir
Les devoirs de ce jour,
Commencer mon travail de bonne heure et toujours
Marcher sur le chemin des cieux.

Les parents de John lui enseignent la sainteté du dimanche et prononcent diverses homélies sur le devoir, l'obéissance et le travail. Arrive alors l'affreuse histoire de Betty, la méchante sœur de John, qui va se promener un dimanche et revient toute mouillée et crottée, ayant perdu une chaussure. Son père la gronde et lit à toute la famille le décret de Moïse selon lequel l'homme qui a ramassé des brindilles de bois le dimanche doit être criblé de pierres jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le péché de Betty est bien pire que celui de cet homme, mais on lui accorde le pardon pour cette fois. Suivent de plus grands péchés : quelques-uns des enfants font l'école buissonnière, au lieu d'aller à l'école du dimanche, pour jouer au *football* ! Le dimanche suivant, les enfants reçoivent des remontrances, et on leur raconte l'histoire des quarante-deux enfants qui se moquèrent du vieil Élisée et furent mis en pièces sur l'ordre d'un Dieu miséricordieux. Les jeunes enfants entonnent alors un autre hymne de Watt :

Quand des enfants, riant insolemment,
Traitèrent Elisée de la sorte
Et commandèrent au prophète de passer son chemin,
« Monte, tête chauve, va » :

Dieu promptement mit un terme à leur souffle malin
Et envoya deux ourses en colère
Qui leur arrachèrent membre après membre,
Et ils périrent dans le sang, les grognements et les larmes.

À la fin, la piété de John et de son père est récompensée par l'héritage que leur laisse un inconnu, profondément touché par leur patience et leur soumission devant la pauvreté.

On pourrait rire de tout cela ; mais les atrocités psychologiques infligées aux enfants étaient une réalité terrible pour eux. On peut accueillir avec scepticisme les affirmations d'un auteur contemporain quant à l'importance à accorder à l'effet répressif des méthodes d'emmaillotage (dans des langes très serrés) et de l'apprentissage de la propreté chez les puritains, bien que l'on ne puisse les récuser totalement[49]. Mais, en dépit de toutes les banalités répétées dans la plupart des ouvrages relatifs aux « initiatives éducatives » des Églises de l'époque, les écoles du dimanche constituèrent une régression effroyable, même par rapport aux écoles enfantines de village. Au XVIII^e siècle, les dispositions prises pour l'éducation des pauvres – si inadaptées et insuffisantes fussent-elles – avaient un certain but *éducatif*, même si (comme c'était le cas avec l'institutrice de Shenstone) on se limitait à apprendre le nom des fleurs et des plantes. Pendant la contre-révolution, tout cela fut mis à mal par les protestants évangéliques, pour qui la fonction de l'éducation commençait et s'achevait par le « salut moral » des enfants des pauvres[50]. Non seulement on faisait tout pour décourager l'apprentissage de l'écriture, mais de nombreux écoliers quittaient l'école du dimanche sans savoir lire ; et, si l'on en juge par les passages de l'Ancien Testament considérés comme les plus édifiants, cela, au moins, était une bonne chose. D'autres n'en apprirent guère plus que la petite fille qui expliqua aux enquêteurs sur la main-d'œuvre enfantine dans les mines : « Si je meurs en étant sage, j'irai au Ciel ; si je ne suis pas sage, on me brûlera dans le feu et le soufre. On m'a dit ça hier à l'école ; avant, je ne le savais pas[51]. » Longtemps avant d'atteindre l'âge de la puberté, l'enfant était l'objet, à l'école

49. G.R. Taylor, *op. cit.*
50. Cf. Raymond Williams, *The Long Revolution*, 1961, p. 135, 136.
51. Cité par J.L. et B. Hammond, *Lord Shaftesbury*, Penguin Books, p. 74.

et à la maison (si ses parents étaient pieux), de pressions émotionnelles de la pire sorte pour confesser ses péchés et parvenir ainsi à être sauvé, et beaucoup, comme le jeune Thomas Cooper, se retiraient « vingt fois par jour dans des endroits secrets et imploraient le pardon [...][52] ».

L'expression de « terrorisme religieux », employée par Lecky, n'est nullement excessive pour évoquer une société qui n'offrait pas d'autres moyens éducatifs aux enfants des pauvres, du moins pas avant l'apparition du mouvement lancastrien des écoles de charité, dans lesquelles le « salut moral » était contrebalancé par des intentions éducatives authentiques et par le désir utilitaire de préparer les enfants aux activités industrielles[53]. Mais – et nous en arrivons ici à notre deuxième raison – il nous faut éviter de brosser un tableau trop sinistre et trop général des Églises évangéliques en nous fondant sur les catéchismes des écoles du dimanche ou sur les dogmes professés par des hommes tels que Bunting. Ce que le ministre du culte méthodiste orthodoxe avait l'intention de faire est une chose, ce qui se passa réellement dans beaucoup de communautés peut en être une autre. Les anciens méthodistes « arminiens » dispensaient un enseignement plus humain dans les écoles du dimanche ; les méthodistes de la Nouvelle Connexion abordèrent toujours le problème de façon plus intellectuelle que ceux de l'orthodoxie wesleyenne. Nous avons signalé que James Montgomery (du *Sheffield Iris*) mena la bataille parmi les non-conformistes de Sheffield pour préserver l'enseignement de l'écriture dans le programme des écoles du dimanche. Les professeurs laïques qui offraient bénévolement leurs services étaient moins susceptibles d'être doctrinaires, et il régnait une tension continuelle qui pouvait provoquer de temps à autre des résultats inattendus. « Même

52. T. Cooper, *Life*, p. 37.

53. Les auteurs qui, de nos jours, évoquent avec raison l'insulte à la dignité de l'homme que constitue l'usage abusif des médias à des fins commerciales me paraissent peu équitables dans leurs jugements lorsqu'ils passent sous silence l'étendue et la nature de l'endoctrinement de masse aux époques antérieures.

nos écoles du dimanche », écrivait un ministre du culte de Bolton au duc de Portland en 1798,

> peuvent devenir dans certains Cas les Séminaires de la Sédition. Nous avons découvert un, sinon deux individus qui ont prêté le serment des Anglais unis et qui remplissent les fonctions de catéchistes à titre bénévole [...][54].

Les « forteresses paisibles » – les écoles du dimanche de Stockport, qu'Andrew Ure louait avec tant d'enthousiasme au cours des années 1830 – avaient été mises à rude épreuve (et, d'une certaine façon, réellement supplantées) entre 1817 et 1820, époque où le révérend Joseph Harrison et l'Union politique de Stockport patronnèrent un mouvement des écoles du dimanche radicales, dont le personnel était vraisemblablement composé en partie d'anciens maîtres et élèves des écoles orthodoxes[55].

Et c'est vrai non seulement des écoles, mais aussi de l'influence qu'eurent en général les Églises méthodistes. En tant que doctrine, le méthodisme apparaît comme une impitoyable idéologie du travail. Dans la pratique, cette doctrine perdit plus ou moins de sa rigueur, en s'humanisant ou se modifiant au gré des besoins, des valeurs et de l'état des relations sociales dans la communauté au sein de laquelle elle exerçait son influence. L'Église, après tout, ne peut être réduite à un édifice, ni aux sermons et aux directives de son ministre. Elle s'incarnait aussi dans les assemblées de classe ; dans les cercles de couture ; dans les activités destinées à recueillir de l'argent ; dans les prédicateurs locaux qui parcouraient plusieurs miles après leur travail pour remplir de petites fonctions dans des hameaux éloignés où le ministre du culte pouvait rarement se rendre. L'image que l'on donne habituellement de la fraternité qui régnait parmi les méthodistes est exagérée ; l'importance qu'on lui a accordée a fini par oblitérer

54. R.P. Thomas Bancroft, 12 février 1798, P.C. A. 152.
55. Voir D. Read, *Peterloo*, Manchester, 1957, p. 51 *sq.*, et *infra*, p. 947-948.

toutes les autres caractéristiques de l'Église[56]. Néanmoins, il est vrai, et il convient de le souligner, que le méthodisme et ses chapelles largement ouvertes offrirent aux déracinés et aux abandonnés de la révolution industrielle une espèce de communauté de substitution. Parce que c'était une Église non établie (quoique non démocratique), les travailleurs pouvaient d'une certaine manière se l'approprier ; et plus étroite était la communauté dans laquelle s'implantait le méthodisme (le village de mineurs, de pêcheurs ou de tisserands), plus il en était ainsi.

De fait, pour de nombreuses personnes, au cours de ces années-là, le « ticket » d'appartenance à l'Église méthodiste prit valeur de fétiche ; à l'ouvrier itinérant il pouvait ouvrir la porte d'une nouvelle communauté quand il se déplaçait de ville en ville. Cette communauté religieuse (comme nous l'avons vu) vivait son propre drame, avait sa propre hiérarchie, ses propres commérages et pratiquait beaucoup l'entraide. Elle permettait même une certaine mobilité sociale, encore que peu de membres du clergé fussent issus de familles prolétariennes. Reconnus au sein de l'Église, hommes et femmes avaient l'impression d'occuper une certaine place dans un monde par ailleurs hostile. Ils étaient loués pour leur sobriété, leur chasteté ou leur piété, par exemple. Et l'appartenance communautaire contribuait à la stabilité de la famille et du foyer – nous y reviendrons. Le puritanisme, en outre, n'était pas de nature à servir exclusivement l'Église et l'employeur. Une fois le transfert opéré, le même dévouement qui rendait ces hommes capables de tenir de tels rôles animera les dirigeants des syndicats et des clubs Hampden, qui consacreront leurs nuits à l'étude et auront la responsabilité des organisations ouvrières. En analysant l'idéologie du méthodisme, nous en avons brossé un tableau intellectualisé. La réalité de la vie communautaire, le bon sens, la compassion, la vivacité des anciennes traditions communautaires, tout cela concourt à en adoucir les sinistres aspects.

56. Ce sentiment de fraternité au cours des premières années de l'Église est exprimé avec flamme par L.F. Church, *The Early Methodist People*, 1948. Voir aussi, bien entendu, les ouvrages du Dr. Wearmouth, entre autres.

Il y a cependant une troisième raison pour laquelle les ouvriers étaient tout particulièrement exposés à la pénétration du méthodisme pendant les guerres napoléoniennes. C'est peut-être la plus intéressante de toutes, mais elle a rarement été perçue. La meilleure façon de l'aborder est sans doute de rappeler l'hystérie qui accompagna le renouveau religieux méthodiste et baptiste, et celui de sectes de moindre importance. Pendant les pires années de la révolution industrielle, l'usage de narcotiques véritables était assez répandu dans les régions industrielles. Et l'expression de Charles Kingsley, « l'opium des masses », nous rappelle que beaucoup de travailleurs se tournèrent vers la religion parce qu'elle opérait comme une « consolation », même si les rêves inspirés par la doctrine méthodiste n'étaient pas particulièrement joyeux. On a remarqué la violence émotionnelle qui caractérisait les méthodes des prédicateurs revivalistes : l'ouverture pleine de tension de leurs sermons, les descriptions saisissantes de mort violente et de catastrophe soudaine, la rhétorique générale sur l'énormité du péché, l'offre spectaculaire de la rédemption. Les foules rassemblées en plein air et les premières assemblées de fidèles méthodistes étaient, elles aussi, célèbres pour la violence de leur enthousiasme – pâmoisons, gémissements, cris, pleurs, crises d'hystérie. Southey, d'ailleurs, suggéra que le renouveau de la foi tenait du mesmérisme : Wesley « avait donné naissance à une maladie nouvelle, et il l'expliquait par une théorie théologique et non physique[57] ». Parfois, ces symptômes prenaient la forme d'une violente hystérie collective, comme à Bristol, si l'on en croit l'incident relaté dans le *Journal* de Wesley en mars 1788 : « Un bruit violent jaillit comme un éclair à travers toute l'assemblée » :

> La terreur et la confusion furent inexprimables, on aurait dit une ville prise d'assaut, les gens se précipitaient les uns sur les autres avec la violence la plus extrême, les bancs étaient mis en pièces et les neuf dixièmes de l'assemblée semblaient frappés de la même panique.

57. R. Southey, *op. cit.*, p. 382 *sq.*

À Chapel-en-le-Frith, notait-il en 1786, cette hystérie était presque devenue habituelle :

> Quelques-uns d'entre eux, beaucoup peut-être, crient aussi fort qu'ils le peuvent. Quelques-uns utilisent des expressions inconvenantes, voire indécentes, dans leurs prières. Plusieurs tombent, comme morts, et sont aussi raides qu'un cadavre ; mais, en un rien de temps, ils se redressent et crient : Gloire, gloire [...]

Wesley condamnait de tels excès d'hystérie qui « jetaient un discrédit sur l'œuvre véritable »[58]. Mais, tout au long de la révolution industrielle, des formes d'hystérie plus discrètes accompagnèrent le renouveau méthodiste. Peut-être de petites communautés, mineurs, fermiers ou tisserands, ont-elles tout d'abord résisté à la campagne de prédications en plein air et de prières collectives qui se déroulait autour d'eux ; puis, peut-être, « les os décharnés se mirent à trembler légèrement » ; et puis « le feu s'alluma et tout se passa comme lorsque l'on fait brûler des ajoncs sur un terrain communal ; ce fut magnifique[59] ».

Cet exemple fut rapporté d'une tournée de propagande dans les villages de tisserands du West Riding en 1799-1801, à l'occasion de laquelle des communautés entières se déclarèrent – du moins temporairement – « rachetées ». Et l'on fait rarement remarquer que c'est pendant les années de guerre que le méthodisme connut sa plus grande expansion, surtout dans la classe ouvrière du Nord, et qu'il s'accompagna alors d'une recrudescence d'hystérie. Ainsi, en 1805-1806, quand, en grand nombre, des gens se joignirent aux méthodistes à Bradford, « dans beaucoup de cas, à peine le texte annoncé, des cris de personnes en détresse interrompaient le prédicateur de telle sorte que le service religieux [...] était aussitôt

58. Pour une discussion de l'« enthousiasme », voir R.A. Knox, *op. cit.*, p. 520-535.

59. F.A. West, *Memoirs of Jonathan Saville*, Halifax, 1844.

remplacé par une cérémonie d'intercession, à laquelle l'assemblée participait avec ferveur[60] ». « Il en tomba trois, alors que j'étais en train de parler », notait avec une certaine suffisance un prédicateur des *Bible Christians* du Devon dans son *Journal* en 1816 : « Nous priâmes et aussitôt quelques autres tombèrent ; six, je pense, trouvèrent la paix. » Les offices de cette secte, qui rassemblaient des fermiers et des ouvriers agricoles, s'accompagnaient de manifestations d'angoisse, de prostrations, de « cris de louanges » et des « cris perçants et implorants des pénitents[61] ».

Il se peut que le méthodisme ait inhibé le processus révolutionnaire ; mais on peut affirmer avec certitude que sa poussée rapide pendant les guerres fut une composante psychologique de la contre-révolution. En un sens, toute religion qui met l'accent sur l'au-delà devient le millénarisme des vaincus et des désespérés. « La vision utopique engendra une vision opposée. L'optimisme millénariste des révolutionnaires donna ultérieurement naissance à l'attitude conservatrice de résignation [...] » – ainsi Karl Mannheim décrit-il un autre mouvement. Et il nous donne aussi une indication précieuse quant à la nature du processus psychologique :

> Le millénarisme a toujours accompagné les explosions révolutionnaires et en a toujours été l'âme. Quand l'esprit se retire et abandonne ces mouvements, il laisse dans le monde une frénésie collective à l'état pur et une folie déspiritualisée[62].

Étant donné que, dans l'Angleterre des années 1790, le souffle révolutionnaire fut étouffé avant d'« exploser », quand son esprit disparut, la réaction n'atteignit pas le stade de la « folie ». Il se produisit cependant, au cours de ces décennies, de nombreux phénomènes que

60. W.M. Stamp, *Historical Notices of Wesleyan Methodism in Bradford*, 1841, p. 85.

61. F.W. Bourne, *The Bible Christians*, 1905, p. 36-42.

62. K. Mannheim, *Ideology and Utopia*, éd. de 1960, p. 192-196 (trad. fr., *Idéologie et Utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956).

l'on ne peut guère expliquer autrement. Le millénarisme authentique disparaît à la fin des années 1790 avec la défaite du jacobinisme anglais, le début des guerres et l'internement de Richard Brothers dans un asile. Mais un certain nombre de sectes des « Apôtres de la Nouvelle Jérusalem » prospérèrent pendant les quinze années suivantes[63]. De nombreux prophètes ne cessèrent de se révéler, comme Ebenezer Aldred, ministre unitarien d'un village isolé du Derbyshire (Hucklow), dans la région du Peak :

> Là, il vécut dans une espèce de solitude et devint rêveur et sauvage ; s'empara des prophéties ; vit Napoléon dans l'Apocalypse ; et finalement s'imagina être le Prophète qui, ne se tenant ni sur terre ni sur l'eau, devait proclamer la destruction d'une grande cité [...]

et, vêtu d'une robe blanche, sa chevelure grise lui tombant sur les épaules, il navigua sur la Tamise, distribuant des brochures et annonçant le Jugement dernier[64]. Radicaux, mystiques et militaristes prétendaient revêtir les habits blancs de l'Apocalypse ; les tribus disparues d'Israël furent découvertes à Birmingham et à Wapping ; et l'on trouva des « preuves » selon lesquelles l'« Empire britannique est propriété particulière du Messie, et sa puissance navale promise[65] ».

Mais l'indication la plus étonnante d'une « folie déspiritualisée » apparaît dans les mouvements qui se produisirent autour de la plus grande prophétesse de toutes, Joanna Southcott, et qui lui survécurent. C'est en 1801 que fut publiée sa première brochure où s'exprime son fanatisme prophétique, *The Strange Effects of Faith* (*les Étranges Effets de la foi*). La rapidité avec laquelle la réputation de cette servante, fille d'un fermier du Devon, s'étendit à travers le pays illustre le climat général de folie latente. L'attraction qu'elle exerça

63. En mars 1801, le comte Fitzwilliam enquêtait sur les activités des partisans de Brothers à Bradford, conduits par le tisserand Zacchaus Robinson, qui, « pendant de longues années, avait été un fervent méthodiste et ce que l'on appelle ici un chef de classe », Fitzwilliam *Papers*, F. 45 (a).

64. T.A. Ward, *op. cit.*, p. 188-189 ; Eben-Eser, *The Little Book*, 1811.

65. R. Wedgwood, *The Book of Remembrance*, 1814.

s'explique par un curieux mélange composite. Il y avait l'imagination vive et superstitieuse de la vieille Angleterre, tout particulièrement tenace dans son Ouest natal. « La croyance en des puissances surnaturelles », écrivait le *Taunton Courier* en 1811,

> est universellement répandue dans les comtés de l'Ouest, et il y a très peu de villages qui ne comptent pas au moins une personne versée dans la « Noire Grammaire de l'Enfer ». Le fantôme de Samford connut pour un temps des milliers d'adorateurs [...][66].

Il y avait l'imagerie expressive et la ferveur de la communion méthodiste à laquelle (selon Southey) Joanna avait été « ardemment dévouée »[67]. Il y avait le style étrange de Joanna, alternant sans transition des psaumes de quatre sous et une prose autobiographique tour à tour perspicace et terre à terre : évocation de l'enfance, affaires sentimentales malheureuses et entretiens qu'eut la paysanne têtue avec des prêtres et des nobles sceptiques. Il y avait, par-dessus tout, la misère et la lassitude de la guerre, la nostalgie millénariste d'une époque où les disciples de Brothers vivaient quotidiennement dans l'espoir d'une nouvelle révélation – époque où :

> Un fou faisait imprimer ses rêves, un autre ses visions ; l'un avait vu un ange sortir du soleil l'épée dégainée au poing, l'autre avait vu des dragons fougueux dans l'air et des troupes d'anges prêts pour la bataille. [...] Les classes inférieures [...] commençaient à croire que les Sept Sceaux allaient s'ouvrir [...][68].

Joanna n'était pas Jeanne d'Arc, mais elle avait le même pouvoir d'attraction sur les pauvres : la conviction qu'une fille de paysan pouvait être, au même titre qu'un roi, porteuse de la révélation. Elle fut pro-

66. Cité dans *Alfred*, 24 août 1811. Voir aussi F.W. Bourne, *op. cit.*, p. 55, 64, 65, pour des descriptions de femmes possédées par le diable et pour l'histoire d'une femme « qui se déclarait être le Christ ».

67. R. Southey, *Letters from England*, 1808, 2e éd., III, p. 238.

68. *Ibid.*, III, p. 232.

clamée véritable successeur de Brothers et réunit autour d'elle un entourage qui comprenait plusieurs hommes et femmes instruits. (Si les livres prophétiques de Blake peuvent être considérés, en partie, comme autant d'essais idiosyncrasiques en marge de la ferveur prophétique dominante, l'une de ses relations, William Sharp, lui aussi graveur et ancien « jacobin », fit à Joanna complète allégeance.) Mais c'est auprès des ouvriers de l'Ouest et du Nord (Bristol, sud du Lancashire, West Riding, Stockton-on-Tees) que l'impact de Joanna fut le plus fort.

> Oh, Angleterre ! Oh, Angleterre ! la hache est sur l'arbre ; il doit être et il sera abattu ; vous ne savez pas quand viendra l'heure du châtiment [...] Minuit arrive pour vous tous et éclatera sur vous. Je vous préviens des dangers que vous allez rencontrer, car l'heure est proche de l'accomplissement de toutes choses. « Qui est-il, celui qui vient d'Edom, portant des vêtements teints de Bozrah ; qui parle dans la rectitude et détient le pouvoir de sauver tous ceux qui croient en lui ; mais, pour ce qui est de mes ennemis, je les écraserai dans ma colère et les foulerai aux pieds dans ma rage, car je porte en mon cœur le jour de la vengeance, et l'année de ceux que je sauverai est arrivée. »

La plupart des prophéties de Joanna ne sont guère plus que l'expression d'une ferveur apocalyptique et la promesse de catastrophes si vagues qu'elles furent facilement reconnues dans les crises et bouleversements de l'Europe napoléonienne, Bonaparte lui-même apparaissant sous les traits de LA BÊTE. Ses propos n'étaient pas spécifiquement révolutionnaires comme ceux de Brothers, mais, dans son apocalypse, la brebis devait irrévocablement être séparée des chèvres. « La Terre sera remplie de Ma Bonté, disait le Seigneur par l'intermédiaire de Joanna, et l'enfer sera rempli de Mes Terreurs. [...] Ma colère se déchaînera – et Ma Bonté, qui est amour, sauvera absolument tous ceux qui viennent maintenant à MOI. »

> Éveille-toi, éveille-toi, ô Sion, pare-toi de tes beaux vêtements, ô Jérusalem : car le jour du SEIGNEUR est tout proche [...] je briserai l'orgueil des Puissants et exalterai l'Esprit des Humbles [...]

À ceux qui seraient rachetés on proposait une ténébreuse utopie :

> Quand je délivrerai mon peuple
> Des noires puissances inférieures,
> Je rebâtirai vos demeures,
> Ferai s'élever des palais ;
> Car il est des trésors cachés :
> Les mers rouleront jusqu'à vous
> Tous les joyaux qu'elles recelaient,
> Des mines de diamants surgiront [...]
> J'ai des pierres d'or en provenance d'Ophir,
> Pour Jérusalem rebâtir,
> Et les premiers à y entrer
> Diront : Voici notre cité [...]

On retrouvait même le « Bâtard avec ses bandes armées » de Paine, et elle laissait entendre que la terre reviendrait aux travailleurs :

> Maintenant je proclame libres les héritiers,
> Et je veux libérer tous les esclaves,
> Et les vrais héritiers n'ont pas à en douter ;
> Car je vais écraser cette race bâtarde,
> Et aux vrais héritiers rendre la possession
> De cette terre même [...]

Selon toute vraisemblance, Joanna Southcott ne cherchait nullement à donner le change, c'était bien plutôt une femme simple qui doutait parfois d'elle-même, victime de son propre déséquilibre et de sa crédulité. (On pourrait peut-être juger plus sévèrement quelques-uns des membres du cirque qui la « lancèrent ».) Il y a quelque chose de pathétique à lire sa transcription dans la langue du peuple des « Voix » qu'elle entendait. Les longs messages que le Seigneur lui commandait de communiquer étaient remplis des plus hauts témoignages sur les capacités de Joanna elle-même :

> Car sur la terre une nouvelle chose apparaît.
> Depuis qu'ont été posés les fondements de la terre, je vous le dis ici,
> Aucune femme aussi merveilleuse n'a jamais existé ici-bas [...]

Ainsi flattée par le meilleur de tous les arbitres, elle était en mesure d'exercer sur les crédules une forme de chantage psychologique qui n'était pas moins terrifiant que celui des prédicateurs évoquant le feu de l'enfer. Un jour, alors qu'elle balayait une maison à la suite d'une vente, « le Seigneur lui permit de trouver, *comme par accident* », le sceau d'un négociant. Après quoi, ses partisans – les « Johanna » ou southcottiens – purent obtenir d'elle un sceau spécial, une sorte de promesse selon laquelle son porteur « hériterait de l'Arbre de Vie pour devenir Héritier de Dieu et héritier associé de Jésus-Christ ». La promesse du millénium n'était accordée qu'aux « Porteurs du Sceau », tandis que les railleurs étaient l'objet de menaces effroyables :

> Et maintenant, si le nombre des ennemis augmente, je vous le dis ici,
> Ils augmenteront rapidement tous les chagrins,
> Les Guerres, et leur tumulte ne s'arrêtera pas
> Avant que les cœurs des hommes se tournent vers moi
> Et abandonnent la rage de te persécuter.

Des milliers d'individus (cent mille selon une estimation) furent « scellés » de cette façon. Il y eut, à vrai dire, un marché des sceaux comparable, à un moment donné, au marché des reliques de la Croix à la fin du Moyen Âge. Le déséquilibre émotionnel de l'époque se manifeste non seulement dans l'enthousiasme des « Johanna », mais aussi dans la violence des sentiments qu'exprimaient les foules qui attaquaient parfois ses sous-prophètes. Le southcottianisme n'était guère un millénarisme révolutionnaire ; il ne poussa pas les hommes à l'action sociale et ne s'attaqua guère au monde réel ; sa ferveur apocalyptique ressemblait beaucoup à celle du méthodisme – elle poussa le désir d'être *personnellement* racheté jusqu'à l'hystérie. Mais ce fut certainement un culte des pauvres. Le Dieu de Joanna maudissait les

faux « bergers » d'Angleterre (propriétaires terriens et gouvernants) qui conspiraient pour élever le prix du pain :

> Mes accusations pèseront lourd contre eux, et mes sentences seront grandes sur la terre s'ils font mourir de faim les pauvres au cœur de l'abondance. [...] Ce que j'ai dit à propos de Ninive, de Sodome et de Gomorrhe, ce que j'ai dit de Tyr et de Sidon, ce que j'ai dit au sujet des Galiléens sont maintenant autant d'accusations contre les bergers d'Angleterre.

L'ancienne image de la « Prostituée de Babylone » réapparut dans la plus grande confusion, et tout « le Clergé sur la terre tout entière » fut montré du doigt comme « Amants et Adultères » de Jézabel qui « adultèrent ma Bible comme un homme adultère forniquerait avec une femme adultère ». Comme dans tous les cultes des pauvres, il y avait identification directe de leur sort avec les tribulations des Enfants d'Israël ; « de même que Pharaon poursuivit de sa haine les Enfants d'Israël, de même Satan poursuivra de sa haine les Gens liés par le Sceau, intérieurement, par des tentations et, extérieurement, par des persécutions [...] ». Parfois, le sens se perd sous un débordement d'images dans lesquelles les noms de l'Ancien Testament se heurtent aux rythmes de l'*Ancient Pistol* :

> Sortez ! sortez ! que Sodome sente sa fin. Où est Loth maintenant ? Il s'est réfugié à Zoar ! Où est sa femme ? n'est-elle pas tout sel ? L'inscription est sur le mur – Tu t'es lascivement vautré dans les entrailles de Dieu. [...] Que Baal éclate en deux ! [...] Les saints jugent maintenant la terre. Le tout-puissant est ici, en puissance, et en pensée dans le verbe – L'épée, cheval blanc, et le Roi des rois a dégainé l'épée qui flamboie ! Réjouissez-vous, ô saints, réjouissez-vous ! [...] Grands Og et Agag, où êtes-vous ? Vous êtes les murs de Jéricho, prosternez-vous. Les cornes de béliers de Josué, les sept et les douze, franchissent le Jourdain. [...] L'Oint du Seigneur règne – Les verges ou lois d'Éphraïm, dix s'unissent en un et s'accrochent à Juda – Le Fils de l'Homme règne sur Israël – Les os desséchés se dressent. [...] La fiancée est venue. Le fiancé reçoit maintenant le sceau du mariage. La loi et l'évangile s'unissent maintenant – La lune et le soleil font leur apparition – Caleb et Josué franchissent le

cours d'eau en triomphe pour rétablir [...] Maintenant, ô toi, Cananéen, où es-tu ? Où est ta folle troupe ?

Que partent les Hittites ! Qu'ils ne se montrent plus pour blesser ou pour nuire ;
Maintenant que se succèdent les Fils d'Israël et qu'ils jouissent de la terre de Canaan.
Regarde, j'apparais d'Édom, paré de vêtements trempés dans le sang :
Mes fils sont libérés et sauvés et lavés dans ce flot pourpre [...][69].

La première vague de frénésie du culte se situe en 1801-1804 ; mais il connut un deuxième apogée en 1814 quand Joanna vieillissante eut une grossesse nerveuse et promit de donner naissance à « Shiloh », le Fils de Dieu. Dans le West Riding, « toute la région était infestée de prophètes barbus », tandis qu'Ashton, dans le Lancashire, devint plus tard une sorte de « métropole » pour les « Johanna » du Nord[70]. Quand la prophétesse mourut, dans la dernière semaine de 1814, tragiquement désabusée de sa propre « Voix », le culte se révéla être profondément et extraordinai-

69. Ce dernier passage n'est pas de Joanna, mais « une partie infime des pensées » d'« un gentilhomme extrêmement respectable », au nombre de ses partisans. Tous les autres passages sont tirés des écrits de Joanna. Voir *Strange Effects of Faith*, liv. V, p. 235, liv. VI, p. 275 ; *A Continuation of Prophecies*, 1802, p. 15, 48, 49 ; *A Word in Season*, 1803, p. 17 ; *A Word to the Wise*, 1803, p. 32 ; *Sound an Alarm in my Holy Mountain*, 1804, p. 31, 45 ; *A Warning to the World*, 1804, p. 8 ; *Copies and Parts of Copies, etc.*, 1804, p. 49 ; *Letters and Communications*, 1804, p. 44, 45 ; *Answer to Five Charges in the Leeds Mercury*, 1805, p. 20, 21 ; *Divine and Spiritual Communications*, 1809, p. 20, 39. Voir aussi G.R. Balleine, *Past Finding Out*, 1956, chap. I-VII ; William Sharp, *An Answer to the World*, 1806.

70. Les adeptes de ce culte étaient obligés de porter la barbe. Pour la progression des southcottiens dans le Nord, voir J. Crossley, *Remarks and Inquiries on a Sermon Preached by the Rev. J. Cockin*, Leeds, 1806 ; G. Turner, *A Vindication for the Honour of God*, Leeds, 1807 ; W. Cooke Taylor, *op. cit.*, p. 230 ; F. Peel, *Nonconformity in the Spen Valley*, p. 187, 188.

rement enraciné. Il y eut de nombreux candidats pour endosser son manteau prophétique et lui succéder ; le plus connu fut un peigneur de laine de Bradford, John Wroe. Les successeurs de Joanna commirent aberration sur aberration, impulsant de soudaines flambées de vitalité messianique jusque dans les dernières années du XIX^e^ siècle[71].

Il n'y a pas de doute que le culte de Southcott causa de grands ravages dans le camp méthodiste, notamment à Bristol, dans le Lancashire et le Yorkshire. En effet, les rares essais que Joanna consacra à la polémique théologique étaient dirigés contre les méthodistes, qu'elle accusait de soutenir la doctrine « calviniste »,

> faisant du Grand Créateur et Père de tous un être si cruel qu'il n'est pas possible de le dire ou même de l'écrire – au lieu d'un ÊTRE dont l'AMOUR est partout et dont la MISÉRICORDE *s'étend sur toutes* LES ŒUVRES[72].

Les méthodistes, bien sûr, avaient de nombreux avantages sur les southcottiens : une organisation stable, de l'argent, l'indulgence des autorités. Ils regagnèrent probablement très vite les membres qu'ils perdirent. Mais cela ne veut pas dire que nous puissions nous débarrasser de ce culte en y voyant une simple « anomalie » sortant du cadre du développement social. Nous devons au contraire considérer les « Johanna » et le renouveau méthodiste de ces années-là comme des faits apparentés. C'est au cours des guerres que les prédicateurs laïques itinérants connurent leur apogée grâce à leurs « pieuses paroles, gémissements célestes et pâmoisons angéliques[73] » – les « balivernes » qui irritaient tant Cobbett :

> Leurs dons du ciel, leurs appels, leurs inspirations, leurs sentiments intimes de l'œuvre de la grâce divine et tout le reste de leur charabia dévot sont une insulte grossière et outrageante au bon sens, et un grand scandale

71. Voir G.R. Balleine, *op. cit.*, chap. VIII-XIV ; W.H.G. Armytage, *Heavens Below*, p. 274-276 ; et *infra*, p. 1055-1059.

72. *Divine and Spiritual Communications*, 1809, p. 33.

73. Affiche du Théâtre royal de Halifax, 1793.

> pour le pays. C'est en vain que nous nous vantons de *nos lumières*, alors qu'une secte comme celle-ci gagne chaque jour du terrain[74].

De même que le wesleyisme orthodoxe progressait, on observait la prolifération de groupes de *Ranters* – les *Jumpers* gallois (cousins des *Shakers* d'Amérique), les méthodistes primitifs, les *Tent Methodists*, les *Magic Methodists* de Delemere Forest qui tombaient en transes ou « visions » – les *Bryanites* ou *Bible Christians*, les « méthodistes quakers » de Warrington et les « méthodistes indépendants » de Macclesfield. Les missionnaires du renouveau religieux se déplaçaient dans les rues, pendant et après les guerres, en criant : « Tournez-vous vers le Seigneur et cherchez le salut ! »

À observer le mouvement de conversion méthodiste, on est non seulement frappé par son déséquilibre, mais aussi par son *irrégularité*. Les chiffres indiquant la croissance des adhésions à l'Église sont trompeurs ; on observe en fait une sorte de pulsation revivaliste, une oscillation entre des périodes d'espoir et des périodes de désespoir et d'abattement. Après 1795, les pauvres étaient retournés dans le val de l'Humiliation. Mais ils y entrèrent de mauvais gré en jetant de nombreux regards derrière eux ; et, chaque fois que renaissait l'espoir, le revivalisme perdit du terrain pour réapparaître, porté par une ferveur renouvelée, sur les ruines du messianisme politique renversé. C'est en ce sens que le grand recrutement méthodiste, qui eut lieu de 1790 à 1830, peut être considéré comme le millénarisme du désespoir.

Ce n'est pas la façon habituelle de voir les choses ; et nous nous proposons de développer cette hypothèse, tout en sachant qu'elle demanderait des investigations plus poussées. À la veille de la Révolution française, les méthodistes déclaraient être 60 000 en Grande-Bretagne, ce qui signifie une présence symbolique dans la plupart des régions industrielles. Après quoi, les chiffres avancés évoluent de la façon suivante : 1800, 90 619 ; 1810, 137 997 ; 1830, 248 592[75]. Les

74. *Political Register*, 12 juin 1813.

75. Recensement des fidèles pour l'Angleterre et le pays de Galles de 1851, 1853, p. LXXVIII. Les « circuits » wesleyens orthodoxes comptant plus

années de recrutement particulièrement remarquable furent : 1797-1800, 1805-1807, 1813-1818, 1823-1824, 1831-1834. Ces années serrent de si près celles où la conscience et l'activité politique furent maximales qu'EJ. Hobsbawm a raison de souligner le « parallélisme marqué que l'on observe entre les mouvements de prise de conscience religieuse, sociale et politique[76] ». Mais, si les rapports entre les agitations politique et religieuse sont de toute évidence étroits, la nature de ces rapports reste obscure : on ne peut nécessairement conclure que « le méthodisme gagna du terrain quand le radicalisme en gagna et non quand celui-ci s'affaiblit[77] ». Il est possible, au contraire, que le renouveau religieux ait pris la relève juste au moment où les aspirations « politiques » ou temporelles rencontraient l'échec. De sorte que nous pourrions presque présenter un graphique spirituel qui commencerait avec les troubles émotionnels considérables coïncidant avec la Révolution française et la parution des *Droits de l'homme*. Au début des années 1790, nous rencontrons le jacobinisme séculier et les espoirs millénaristes de Richard Brothers ; à la fin des années 1790 et dans les années 1800, le renouveau méthodiste et la frénésie des « Johanna » qui, aux yeux de plus d'un témoin contemporain, étaient de la même veine et s'adressaient au même public[78] ; à la suite du luddisme (1811-1812), une nouvelle vague de revivalisme faisant place au renouveau politique de l'hiver 1816-1817. Au cours de ces deux années, les méthodistes primitifs s'infiltrèrent dans les villages de tricoteurs sur métier du Nottinghamshire, du Derbyshire

---

de mille membres, en 1815, étaient les suivants : Londres, Bristol, Redruth, St. Ives, Birmingham, Burslem, Macclesfield, Manchester, Bolton, Liverpool, Colne, Nottingham, Sheffield, Leeds, Birstal, Bradford, Halifax, l'île de Man, Sunderland, Wakefield, Dewsbury, Epworth, York, Hull, Darlington, Barnard Castle, Newcastle, Shields. Voir M.E. Edwards, *The Social and Political Influence of Methodism in the Napoleonic Period*, Londres, thèse de doctorat, 1934, p. 244.

76. *Primitive Rebels*, p. 129, 130.

77. Voir E.J. Hobsbawm, « Methodism and the Threat of Revolution », *History Today*, 1957, VII, p. 124.

78. Voir Leigh Hunt, *op. cit.*, p. XIV.

et du Leicestershire, et il semble que les rapports entre le revivalisme et le radicalisme politique y aient été tout particulièrement étroits. Le dimanche de la Pentecôte 1816, 12 000 membres participèrent à un *camp-meeting* méthodiste dans la forêt de Nottingham. De l'automne 1816 au printemps 1817, il semble que les énergies populaires aient été absorbées par l'agitation radicale, qui atteignit son apogée au cours du « soulèvement » de Pentridge en juin 1817, auquel un prédicateur local au moins prit une part décisive. Mais le grand renouveau méthodiste primitif qui toucha ces comtés en 1817 et 1818 – « l'un des plus remarquables » – semble ne s'être déclenché qu'*après* le désastre de Pentridge[79]. L'année où l'activité politique atteignit son maximum dans la décennie qui suivit la guerre (1819) est une période creuse pour le revivalisme ; alors que la ferveur revivaliste de 1831-1834 peut être attribuée en partie aux campagnes qui se déroulèrent dans les comtés ruraux du Sud et de l'Est, après la répression de la « dernière révolte des ouvriers agricoles »[80].

Il s'agit d'une simple hypothèse. Pour la mener plus avant, il nous faudrait être mieux informé non sur les années où se produisit le renouveau religieux, mais sur les mois ; non sur les comtés, mais sur les villes et villages. Les rapports entre méthodistes primitifs ou *Bible Christians* et l'agitation politique étaient très différents de ceux qu'entretenaient les wesleyens orthodoxes. Un examen attentif de toutes les Églises qui bénéficièrent du renouveau montre que leur progrès peut être décrit comme un mouvement ascendant régulier marqué, à l'occasion, de montées abruptes correspondant

79. H.B. Kendall, *History of the Primitive Methodist Church*, 1919, p. 7, 8, 31. Le rôle du renouveau religieux peut être illustré par l'incident légendaire, retracé par Kendall, au cours duquel, en 1817, un « luddiste » sur le point de commettre un assassinat avait été détourné de sa mission et conduit à la chapelle.

80. De la même façon, le Pr. Armytage pense que les années où l'émigration fut la plus forte, dans les années 1840, des régions industrielles vers la ville mormone de « Zion » furent des années d'inactivité pour les chartistes. Voir *infra*, p. 1059.

aux conversions en masse. Ce mouvement ressemble plutôt à une pulsation, une poussée en avant suivie d'un retrait. Le compte rendu que fait Thomas Cooper de sa conversion, dans les années 1820, peut être tenu pour caractéristique : « L'exemple fut étonnamment contagieux. Des centaines de gens de la ville [Gainsborough] et du "circuit" se mirent à prier pour se purifier le cœur [...] » Pendant des semaines, il se sentit transfiguré, vivant dans un « ciel sur terre de sainteté ». Puis, en fin de compte, il revint sur terre et se fâcha contre les enfants à l'école où il enseignait, et son sentiment de transfiguration disparut :

> Plusieurs dizaines de nos membres dans la ville et dans les villages du « circuit » connurent une expérience semblable à la mienne. Et il en va de même dans tous les « circuits » de la connexion. Souvent, ce que l'on désigne par « Renouveau » se manifeste lorsque quelques personnes cherchent la sainteté. Le thème allume le désir chez les autres [...] et parfois emplit tout un « circuit » d'enthousiasme pendant plusieurs mois. Mais le déclin arrive invariablement[81].

Cooper nous décrit l'expérience individuelle. Mais, pour ce qui est du processus social, nous pouvons imaginer quelque chose qui ressemblerait à une oscillation, le renouveau religieux occupant le pôle négatif, et la politique radicale (teintée de millénarisme révolutionnaire), le pôle positif. La notion qui relie les deux pôles est toujours celle des « Enfants d'Israël ». À l'un de ces pôles, le millénarisme du désespoir pouvait réduire l'ouvrier méthodiste au rang d'être humain des plus serviles. Les ministres de son culte le mettaient constamment en garde contre les réformateurs, « ces fils de Bélial » : « Nous [...] devons attendre en silence le salut du Seigneur. En temps voulu, il délivrera son *cher peuple tout à lui*[82]. » Parce que

81. T. Cooper, *Life*, p. 85, 86.

82. Ces paroles sont attribuées à un prédicateur méthodiste dans une brochure radicale, *A Dialogue between a Methodist Preacher and a Reformer*, Newcastle, 1819, mais elles sont le fidèle reflet des sermons méthodistes de l'époque.

c'était un « individu chéri », on détruisait ses outils de temps à autre ou on lui refusait l'adhésion syndicale, soupçonné qu'il était d'être un « mouchard » de l'employeur. Cobbett attaqua les méthodistes plus expressément encore : « Parmi les gens du Nord, ils ont servi d'espions et de mercenaires[83]. »

D'un autre côté, et contre toute attente, des ouvriers méthodistes et même des prédicateurs locaux se firent remarquer à diverses reprises au cours du XIX^e^ siècle – par poignées, ici et là – comme activistes des divers mouvements qui défendaient la classe ouvrière. Il y eut quelques jacobins méthodistes, davantage de luddistes méthodistes et de nombreux tisserands méthodistes à Peterloo, et l'on rencontre des syndicalistes et des chartistes méthodistes. Ils furent rarement (en dehors du syndicalisme minier et, plus tard, agricole) les plus actifs ; les instigateurs étaient plus souvent owénistes ou libres penseurs, d'inspiration morale différente. Mais ils apparurent souvent comme des orateurs et des organisateurs dévoués, qui bénéficiaient – même après avoir été expulsés de l'Église méthodiste – de la confiance de leurs communautés.

Les nombreuses tensions qui traversaient le wesleyisme expliquent en partie ce phénomène. De même que les inhibitions sexuelles portaient en elles leur contraire – incarné par le rebelle puritain (le précurseur de Lawrence) ou symbolisé par l'antinomianisme –, de même, les doctrines autoritaires du méthodisme engendraient parfois des aspirations à la liberté. Le méthodisme et ses variantes évangéliques étaient des religions à contenu politique élevé. Pendant un siècle, avant 1789, la Dissidence, dans sa rhétorique populaire, eut deux ennemis principaux : le péché et le pape. Mais, au cours des années 1790, la haine change radicalement de cible ; le pape, détrôné de son siège, est remplacé par Tom Paine. « Le méthodisme, déclarait Bunting, déteste la démocratie autant qu'il déteste le péché. » Mais les attaques oratoires répétées contre le jacobinisme eurent aussi pour effet de le maintenir vivant dans les esprits. En période de difficultés ou d'agitation politique croissante, toute

83. *Political Register*, 3 janvier 1824.

l'« hostilité contenue[84] » dans la psychologie de l'ouvrier méthodiste pouvait éclater ; et, à la manière d'une campagne revivaliste menée bon train, les idées radicales ou jacobines pouvaient prendre « comme un feu d'ajoncs ».

En outre, nous ne devons pas négliger la tension, caractéristique du luthéranisme, entre l'égalitarisme spirituel et l'égalitarisme temporel. Dans l'Ancien Testament, les ouvriers trouvaient davantage qu'un Dieu autoritaire et vengeur ; ils y trouvaient aussi l'allégorie de leurs propres tribulations. C'est cet ensemble de symboles (ainsi que le *Voyage du pèlerin*) que les millénaristes, les « Johanna », les *Jumpers* et les wesleyens orthodoxes partageaient. Aucune idéologie n'est intégralement absorbée par ses adeptes ; elle se transforme dans la pratique de mille façons sous l'effet de l'action spontanée et de l'expérience ; la communauté ouvrière fit pénétrer dans les chapelles ses propres valeurs d'entraide, de bon voisinage et de solidarité. Et puis nous devons comprendre que ces généalogies hébraïques, ces anathèmes et ces chroniques ont dû faire l'effet d'un charabia terrible par rapport à l'expérience quotidienne des tisserands ou des mineurs. Ici et là, des textes sautaient aux yeux, qui pouvaient être appliqués à n'importe quel contexte ; et il est fort probable qu'ils furent reçus comme des images de la lutte de classes autant que comme celles d'un pèlerinage spirituel. Ce fut le cas des « clandestins » de 1801, dans le Lancashire, qui, rapporte-t-on avec vraisemblance, prêtèrent un serment inspiré du livre d'Ézéchiel :

> Et toi, prince profane et criminel d'Israël, dont l'heure est venue, où l'iniquité prendra fin,
> Ainsi parla le Seigneur Dieu ; Enlève le diadème et ôte la couronne : tout va changer ; exalte celui qui est humble et abaisse celui qui est haut placé.
> Je le retournerai, le retournerai, le retournerai : et il ne sera plus jusqu'à ce que vienne celui qui y a droit ; et je le lui donnerai [...]

84. Cf. E. Fromm, *Fear of Freedom*, éd. de 1960, p. 81-83.

> L'épée, l'épée est dégainée : elle est fourbie pour le massacre, pour brûler par son éclat[85].

Nous le voyons aussi au travers du langage de l'un des ministres non rémunérés des méthodistes indépendants du « district » de Newcastle – un groupe qui fit sécession à la suite des expulsions de prédicateurs laïques radicaux en 1819 :

> Des lois inéquitables et une administration partiale plantent une épine dans chaque poitrine et assombrissent chaque visage [...] On peut avec justice dire de tels dirigeants : leur vigne est la vigne de Sodome, et les champs, de Gomorrhe ; leurs raisins sont des raisins de fiel, et leurs grappes amères ; leur vin est le poison des dragons et le venin cruel des vipères. Mais, au royaume du Messie, la paix coule comme un fleuve. [...] Le Sceptre de la puissance de Dieu qui sort de Sion n'est pas un sceptre d'oppression[86].

De cette façon, même les « forteresses » des écoles du dimanche pouvaient engendrer la révolte. Une feuille de collecte[87] du début du XIX^e^ siècle, en provenance de Todmorden, sur laquelle tous les souscripteurs au fonds de soutien à la grève apparaissent sous le pseudonyme qu'ils ont choisi, donne la température d'une époque où chapelle et cabaret faisaient cause commune en temps de crise industrielle :

85. R.F. Wearmouth, *Methodism and Working-Class Movements, 1800-1850*, p. 61 : Ézéchiel, XXI, 25-28. Il est intéressant de noter que ce texte fut aussi utilisé par les niveleurs anglais ; cf. Gerrard Winstanley, *Fire in the Bush*, 1650 : « Vous, puissances d'oppression du monde [...] vous souvenez-vous de ceci ? Votre ruine, ruine, ruine est arrivée. » Pour un autre exemple, voir *infra*, p. 672-673.

86. Hugh Kelly, *The Stone Cut Out of the Mountain*, Newcastle, 1821, p. 13 ; *An Impartial History of Independent Methodism*, Newcastle, 1824.

87. Placard possédé par l'auteur. La lecture recommandée de Jérémie est la suivante : « Malheur à celui qui a construit sa maison avec injustice, et ses chambres sans équité ; qui utilise son voisin sans le payer et ne lui donne rien en échange de son travail. »

| | £ *s. d.* |
|---|---|
| Un qui regrette de voir un homme revêtu du manteau d'argent du temps corroborer les vérités de Salomon, Prov., XXVII, 22 | 0 2 6 |
| Un colporteur de sel avec son Âne | 0 0 2 |
| Fidèle à lui-même | 0 0 6 |
| Auberge du Lièvre et des Limiers | 0 0 6 |
| Aime la miséricorde, exerce la justice | 0 0 4 |
| Pendez le vieux | 0 0 2 |
| Épouse de Jam a Tum | 0 0 2 |
| Amicus | 0 1 0 |
| Auberge du Roi George | 0 1 0 |
| Dis aux vieux Robertshaw de lire le verset 13 du chap. XXII du livre de Jérémie | 0 0 6 |
| Tisserands d'Eastwood | 0 5 4 |
| Si la femme de Dick o' Jos n'arrête pas de brûler les Rapports, les Vieux Sabots du Tonnerre rapporteront l'avoir vue arborer une demi-couronne | 0 4 3 1/2 |
| Un type qu'a pas de veste | 0 0 2 |
| Coupez-lui la queue en guise de punition | 0 0 4 |

Mais, pour ce qui concerne les années 1790 à 1830, il serait tout aussi ridicule de comprendre la participation des prédicateurs laïques méthodistes rebelles aux mouvements radicaux extrémistes comme une « contribution méthodiste » au mouvement ouvrier, que de décrire la pratique de l'amour libre des antinomiens les plus extrêmes comme une « contribution puritaine » à la libération sexuelle. Cette participation et cette pratique relèvent de schémas culturels *réactifs* ; mais, de même que le rebelle sexuel puritain (comme Lawrence) reste « puritain » dans son souci profond d'établir une « juste relation » entre hommes et femmes, de même le révolté politique méthodiste était inspiré, dans son activité révolutionnaire ou radicale, par le sérieux moral, un sens de la droiture et de la « vocation », un dévouement « méthodiste » soutenu pour l'organisation et (pour les meilleurs) un sentiment élevé de responsabilité personnelle. Nous

trouvons tout cela chez les méthodistes qui prirent part au soulèvement de Pentridge ; l'un d'entre eux, qui fut exécuté à Derby pour haute trahison, « avait été le meilleur prédicateur local de tout le "circuit "[88] ». Nous le trouvons aussi chez Samuel Bamford, et dans l'autodiscipline qu'il apporta aux manifestants de 1819. Nous le trouvons chez Loveless, l'ouvrier de Dorchester qui fut l'un des « Martyrs de Tolpuddle ». Chaque fois que l'agitation populaire s'intensifia, cette forme d'« hérésie » apparut plus nettement. En fait, autour des années 1830 – en dépit de tous les efforts de la vieille garde de Bunting pour tenir ses positions en lançant des anathèmes et en pratiquant l'expulsion –, des communautés entières, plus particulièrement de tisserands et de fabricants de bas, en étaient arrivées à mêler méthodisme et chartisme.

D'autres facteurs y contribuèrent. Vers le début du XIX^e^ siècle, on constate une vive tension entre le wesleyisme professionnel des ministres du culte bénéficiant d'un traitement et le volontariat des prédicateurs laïques. La sécession de la Nouvelle Connexion kilhamiste n'avait nullement mis fin au ressentiment de nombreux laïques motivé par l'attribution arbitraire du gouvernement suprême du méthodisme orthodoxe à un cercle de ministres. À maintes reprises, Cobbett fustigea la Conférence méthodiste sous le terme de « conclave ». Il la présentait comme une nouvelle bureaucratie composée du « groupe d'hommes les plus occupés et persévérants qui aient jamais existé », soucieux de sauvegarder leurs intérêts terrestres et de préserver une nouvelle confrérie héréditaire de prêtres vivant dans le confort que leur procurait l'argent versé par les pauvres. Il voyait dans l'école de Wesley, à Kingswood, une machine à perpétuer une nouvelle élite[89]. C'étaient les ministres professionnels du culte et non les prédicateurs

88. Benjamin Gregory, *Autobiographical Recollections*, 1903, p. 126-129.

89. « Les membres de la Conférence ont une école à *King's Wood*, à laquelle *leurs* fils (et non les fils de leurs fidèles) sont *éduqués* ! [...] Cela, également aux frais des fidèles. [...] Les fils ainsi éduqués deviennent en temps utile des *gentilshommes* ; c'est-à-dire [...] des Collecteurs d'impôts, Employés et Agents de diverses catégories », *Political Register*, 27 janvier 1820.

locaux que Cobbett accusait d'être « les ennemis les plus âpres de la liberté en Angleterre » :

> [...] pour hostile à la liberté que fût le clergé établi, son hostilité fut loin d'atteindre la virulence de celle de ces fieffés sectaires. [...] Ils écrivent livre sur livre. Brochure sur brochure. Prêchent infâme sermon sur infâme sermon. Ils s'en prennent [...] aux esclavagistes des Antilles ; mais ils ne prononcent pas un seul mot contre les esclavagistes du Lancashire ou de l'Irlande. Au contraire, ils ne cessent de répéter au peuple qu'il doit remercier le Seigneur [...] non parce qu'il est bien nourri et vêtu, mais pour cette abondance de grâce dont ils sont porteurs et pour laquelle ils ne leur demandent à chacun qu'un penny par semaine[90].

Les attaques de Cobbett n'étaient point entièrement désintéressées. Il s'en était pris aux méthodistes avec le même excès mais pour des raisons opposées lorsque, tory, il avait découvert que plusieurs associés du colonel Despard étaient méthodistes[91]. Il ne s'était jamais départi de ce préjugé. Et, au début des années 1820, il était non seulement irrité par l'orientation tory de Bunting et du « CONCLAVE », mais aussi par la facilité avec laquelle l'Église méthodiste s'appropriait les pennies de ceux-là mêmes qui assistaient aux manifestations radicales. Sans aucun doute, nombreux furent les prédicateurs locaux et les chefs de classe qui partageaient son hostilité au ministère à plein temps, à certaines pratiques comme l'abonnement au banc d'église et aux privilèges dont jouissaient les riches. Et Cobbett s'efforçait d'entretenir cette animosité : « Un homme qui a fabriqué des chaussures toute la semaine, écrivait-il, n'en prêchera pas plus mal pour autant le dimanche. »

90. *Ibid.*, 3 janvier 1824.

91. *Ibid.*, 23 juillet 1803 : « Des six traîtres [...] exécutés avec Despard [...] *trois étaient méthodistes* et ils avaient un professeur méthodiste pour les assister dans leurs derniers moments. [...] La secte se compose principalement de vauriens qui traînent dans la plupart des grandes villes et des régions industrielles [...] » ; cf. T.E. Owen, *Methodism Unmasked*, 1802.

> Il y a des milliers et des milliers d'ouvriers, d'artisans et de manufacturiers qui n'ont encore jamais essayé de prêcher et qui en sont pourtant plus capables que les membres de la Conférence, qui, pour la plupart, ont été ouvriers et artisans et qui sont devenus *prédicateurs* parce qu'il était plus agréable de *prêcher* que de *travailler*.

Les prédicateurs locaux non rémunérés, « pieux et désintéressés » (selon le portrait qu'en brosse Cobbett) étaient « *méprisés* » par l'oligarchie « hautaine » de la Conférence :

> Les Doctes de la Conférence se moquent d'eux et les traitent d'intrus ; ils les expédient dans de petits villages prêcher à une demi-douzaine ou à une douzaine de personnes ; alors qu'eux-mêmes s'adressent à des milliers de fidèles. Les méthodistes de tout le royaume devraient s'entendre pour n'aller écouter que ces hommes désintéressés ; et, si la Conférence leur ferme la porte des chapelles, ils devraient aller les entendre chez eux, les suivre dans les granges ou sous les arbres.

L'autre « remède » que Cobbett proposait aux méthodistes était de « *garder leurs pennies* » ou du moins de les refuser à tous les ministres du culte qui ne seraient pas réformateurs[92].

On ne saurait dire si beaucoup de méthodistes suivirent les conseils de Cobbett ; ou s'il donna ces conseils parce qu'ils étaient déjà suivis. Mais il nous aide certainement à comprendre la nature des nombreuses sectes sécessionnistes – en particulier, celle des méthodistes primitifs et des *Bible Christians* – au cours des premières décennies du XIX^e^ siècle. Alors que la sécession kilhamiste avait révélé une coupure verticale à l'intérieur de l'Église, dont les membres les plus intellectuels s'étaient séparés, les sécessions de cette période furent, avant tout, des coupures horizontales au cours desquelles des prédicateurs laïques et leurs fidèles se séparèrent des ministres du culte professionnels. La secte des *Bible Christians* naquit sous l'impulsion d'un laïque zélé, William O'Bryan, qui estima que l'*establishment* méthodiste refusait de reconnaître sa

92. *Ibid.*, 27 janvier 1820, 13 janvier 1821.

vocation. Il se fit prédicateur indépendant dans le nord du Devon, refusant d'obéir à la discipline de la société, et fut exclu en tant que « mendiant vagabond ». Il partit avec ses groupes de convertis. Lire la biographie de Bunting à la suite de celle de Hugh Bourne, l'intègre constructeur de moulins et menuisier (appelé pour installer des machines de fortune, réparer des charpentes ou faire de la ferronnerie dans les mines ou « fermes de montagne » du Staffordshire), qui fonda la secte des méthodistes primitifs, revient à traverser deux mondes différents. « Nos chapelles, écrivait Bourne, c'étaient les mines ou tout autre endroit ; et, tout en conversant, nous prêchions l'Évangile à tous, bons ou mauvais, polis ou grossiers[93]. » L'*establishment* wesleyen local ne se souciait guère de ceux que Bourne et Clowes convertissaient dans les villes minières et les villes de poterie. Le zèle évangélique qui conduisit aux premiers *camp-meetings* à Mow Cop (1807 et 1808) fut promptement désavoué.

Bunting regardait les travailleurs du haut des intrigues de l'Église méthodiste. Bourne et Clowes *faisaient partie* des travailleurs. Bunting s'employait à faire siéger le méthodisme à la droite de l'*establishment* ; les primitifs habitaient encore le monde de difficultés et de persécution dans lequel était né le wesleyisme. Il est presque impossible d'employer les mêmes mots pour évoquer chacune des deux Églises. La prédication des primitifs était aussi dure que la vie de leurs fidèles ; elle supposait (comme l'a dit E.J. Hobsbawm) le contraste le plus aigu entre « l'or des rachetés et le noir des damnés ». Or, cela n'était pas prêché *aux* pauvres, mais *par* les pauvres. Dans cette secte et dans d'autres, les prédicateurs locaux s'approprièrent l'Église ; et c'est pourquoi elles influencèrent beaucoup plus directement l'histoire ultérieure du syndicalisme et du radicalisme politique que le méthodisme orthodoxe[94].

93. J.T. Wilkinson, *Hugh Bourne, 1772-1852*, 1952, p. 21-32. Voir aussi, du même auteur, la vie de William Clowes.

94. Voir E.J. Hobsbawm, *Primitive Rebels*, chap. VIII. Les méthodistes primitifs étaient 200 en 1811, 7 842 en 1820. Voir H.B. Kendall, *op. cit.*, p. 31.

Dans les régions rurales, le méthodisme, au sens large du terme, était aussi nécessairement empreint d'une plus grande conscience de classe. Dans le village agricole, la chapelle méthodiste était un véritable affront au pasteur et au Seigneur, et un centre où l'ouvrier agricole gagnait indépendance et respect de soi. Une fois encore, c'est l'influence des méthodistes primitifs – notamment dans l'East Anglia – qui se révéla la plus forte. Nous en trouvons l'explication dans un pamphlet de 1805, de la main d'un pasteur campagnard courroucé, plusieurs années avant la fondation de la secte des méthodistes primitifs[95]. Les ouvriers agricoles convertis au méthodisme étaient accusés de toutes sortes d'intentions séditieuses. Ils disent « que le Blé et tous les autres fruits de la terre sont produits et voulus par la Providence, pour les pauvres aussi bien que pour les riches ». Ils se contentaient moins facilement de leurs salaires et étaient moins disposés « à travailler autant qu'il le fallait pour satisfaire les exigences de leurs maîtres ». Pis encore, au lieu de récupérer en vue du travail de la semaine suivante, ils s'épuisaient le dimanche à parcourir plusieurs kilomètres pour aller entendre un prédicateur. Le soir, en semaine, au lieu d'aller directement au lit, ils gaspillaient feu et bougies pour chanter des hymnes – un spectacle que le pasteur avait vu avec horreur « dans quelques-unes de nos chaumières les plus pauvres, à une heure aussi avancée de la nuit que neuf heures [...] par une soirée d'hiver ». Plusieurs années plus tard, George Howell insista sur la persistance de cette attitude au sein de la petite noblesse, en analysant le cas des ouvriers de Dorchester. Le méthodisme était « un crime choquant à cette époque dans de nombreux villages, notamment dans le Dorset et autres comtés de l'Ouest. En vérité, après le braconnage, c'était le plus grave de tous les crimes ».

Pour toutes ces raisons, des tensions surgissaient continuellement au cœur d'une religion dont les fondements théologiques étaient la soumission et la sanctification du travail. Les prolongements de cette dialectique réactive appartiennent à l'histoire postérieure du syndica-

95. *A Letter to a County Gentleman on the Subject of Methodism*, Ipswich, 1805.

lisme des mineurs et des ouvriers agricoles, et à l'histoire du chartisme. Mais tout commence entre 1810 et 1830, quand des dirigeants chartistes tels que Ben Rushton de Halifax et John Skevington de Loughborough firent leurs armes. Rushton, tisserand sur métier à bras, né en 1785 et prédicateur local de la Nouvelle Connexion méthodiste, qui eut une intense activité politique radicale à l'époque de Peterloo, fut probablement emprisonné puis chassé de la congrégation (à moins qu'il ne l'ait quittée) à l'époque où Cobbett demandait aux méthodistes de refuser de payer leur écot. Il fut de nouveau actif au sein du mouvement contre la loi sur les pauvres et soutint les tisserands sur métier à bras au début des années 1830. En 1839, au cours de l'un des premiers grands rassemblements chartistes en plein air (inspirés des *camp-meetings* des méthodistes primitifs), plusieurs prédicateurs locaux prirent la parole avec Rushton. L'un d'entre eux, William Thornton, ouvrit les débats en priant pour que « la méchanceté des méchants prenne fin », et Feargus O'Connor lui tapa sur l'épaule en disant : « Bravo, Thornton, quand nous obtiendrons la Charte du peuple, je veillerai à ce que vous deveniez archevêque d'York. » Un autre proposa une résolution invitant l'assemblée « à ne se rendre en aucun lieu de culte où l'administration des services est hostile à la liberté civile [...] mais de se rencontrer à l'avenir dans nos lieux séparés, comme l'exigent les circonstances ». Ben Rushton appuya cette résolution, déclarant que, « quant à lui, il n'avait rien donné aux pasteurs depuis 1821 et que, la prochaine fois qu'il les paierait, ce serait d'une autre monnaie ». Un autre prédicateur local, Hanson, dénonça le clergé :

> Ils prêchaient le Christ et une croûte de pain, obéissance passive et non-résistance. Que le peuple reste à l'écart de ces églises et chapelles. (« Oui, bravo ! ») Qu'ils se tournent vers ces hommes qui prêchaient le Christ et un ventre plein, le Christ et un dos bien couvert – le Christ et une bonne maison pour vivre – le Christ et le suffrage universel[96].

96. B. Wilson, *op. cit.*, p. 3 ; *Halifax Guardian*, 25 mai 1839. Hanson fut expulsé par les méthodistes pour son discours.

Il est impossible de surestimer la contribution d'hommes tels que Rushton, Thornton et Hanson au mouvement chartiste. Nous en mesurons l'importance à l'organisation des *camp-meetings* et à la ferveur des hymnes chartistes, tel « Fils de pauvreté, rassemblez-vous » :

Voyez les braves, vous qui ployez sous le faix,
Qui soutiennent votre juste cause :
Qui contre eux n'a pas parlé ?
Ils sont, comme Jésus le fut,
Persécutés
Par des hommes pervers et des lois injustes.
Arrachez-les à leur sommeil de velours,
Inquiétez leur orgueil ;
Gonflez vos rangs, accroissez-vous en nombre,
Répandez la Charte à la ronde :
Nous sommes du côté de la vérité,
Dieu lui-même est à nos côtés[97].

Nous la constatons chez les émeutiers du « complot des soupapes », qui pénétrèrent dans Halifax en chantant le *Old Hundredth*. Nous la constatons au travers des slogans, tel celui qui figurait sur la grande banderole arborée au cours d'une manifestation chartiste par les tisserands du village de Rushton, Ovenden : « N'aie pas peur d'eux, souviens-toi du Seigneur qui est grand et terrible, et lutte pour tes frères, tes fils et tes filles, ta femme et ta maison[98]. » Nous la constatons dans les chapelles chartistes ; dans la vallée de la Spen, où le diacre Priestley avait donné du froment aux « pauvres du Christ », où John Nelson avait vu Satan sur les hauteurs de Gomersal et où, au début du siècle, on trouvait southcottiens, antinomiens et luddistes méthodistes ; c'est dans l'une de ces chapelles que, dans les années 1840, nous trouvons Rushton en train de prêcher à partir du texte : « Les pauvres sont tou-

97. *National Chartist Hymn Book*.

98. *Halifax Guardian*, 21 avril 1848. Voir aussi les slogans de 1819, *infra*, p. 914.

jours avec toi. » Il divisait les pauvres en trois classes : les estropiés et les aveugles, qui étaient les « pauvres de Dieu », les paresseux et les insouciants, qui méritaient d'être abandonnés à leur sort :

> Et puis, troisièmement, il y avait les pauvres qui avaient lutté et travaillé dur toute leur vie, mais qui avaient été appauvris ou maintenus dans un état de pauvreté par la malveillance et l'oppression des autres. [...] Avec fougue et éloquence il dénonça les hommes qui refusaient la justice politique à leurs voisins et les rabaissaient jusqu'à ce que leur vie ne soit plus qu'une longue lutte désespérée pour la simple subsistance.

Au fur et à mesure que son éloquence et son imagination gagnaient en force, « les sentiments du public se manifestaient par des exclamations de ferveur [...] » jusqu'à ce que finalement une personne de l'assistance, emportée par la violente diatribe de M. Rushton contre les oppresseurs s'écrie : « Qu'ils soient damnés à tous les diables[99] ! »

Alors que des hommes comme Rushton apportaient, dans de nombreuses régions, une ferveur morale exceptionnelle au mouvement, rien ne serait plus trompeur que de supposer qu'ils étaient prédisposés à favoriser le parti de la « force morale » (par opposition à la « force physique ») au sein du chartisme. Au contraire, ils étaient au service d'un dieu des Batailles que les hommes de l'« armée nouveau modèle » auraient compris ; et plus d'un ancien prédicateur laïque était prêt à faire siennes ces paroles : « Que celui qui n'a pas d'épée vende ses vêtements et en achète une. » Rushton – qu'un ami décrivait comme « un homme politique constant, sans peur et intègre comme il n'en est jamais monté sur aucune estrade anglaise » – était prêt à prendre la tête des émeutiers du « complot des soupapes » (et à refaire de la prison) ; et, dans la soixantaine, il menait toujours campagne pour défendre Ernest Jones. Le prédicateur tisserand fut toujours très demandé jusqu'à sa mort ; tantôt, nous le trouvons prêchant en vêtements usés et sabots au cours d'une messe anniversaire dans un

99. F. Peel, *Spen Valley, Past and Présent*, Heckmondwike, 1893, p. 317-319.

hameau de tisserands devant une assemblée « en habits du dimanche, à savoir en sabots et vêtements de travail, avec leurs pantalons longs et leurs manches bouffantes » ; tantôt, nous le voyons parcourir plusieurs miles chaque nuit afin de soutenir le moral des chartistes en lutte. (Un jeune confrère lui fit remarquer que ses sabots étaient complètement usés. « Pour sûr, dit le vieil homme, interrompant un instant son discours quotidien, mais songez donc à la récompense dans l'autre monde. ») Sa mort, en 1853, fut l'occasion de grandes funérailles chartistes ; et, puisque Rushton avait stipulé qu'aucun prêtre payé ne devrait officier, les oraisons furent prononcées par Gammage et Ernest Jones[100].

Jabez Bunting n'était pas du même monde que Ben Rushton. Ce n'est qu'en faisant violence à notre imagination que nous pouvons concevoir que le tisserand chartiste et le pasteur autoritaire aient pu appartenir au même « mouvement ». Car qui était Rushton sinon l'Adam que le Dieu de Bunting avait maudit ?

100. *Commonwealth*, 16 novembre 1866 ; *People's Paper*, 2 juillet 1853 ; *History of Luddenden Dean Chapel*, 1928, p. 5. Pour ce qui est de John Skevington, de Loughborough, homme de même force et de même intégrité, voir Harrison, « Chartism in Leicester », in A. Briggs (éd.), *Chartist Studies*, 1959, p. 70 *sq*.

# 12

# Communauté

## 1. Loisirs et relations personnelles

Le renouveau méthodiste des années de guerre permit la discipline de travail propre à la révolution industrielle. Il correspondit aussi, en partie, à une réaction de désespoir au sein de la population ouvrière. Le méthodisme et l'utilitarisme constituent à eux deux l'idéologie dominante de la révolution industrielle. Mais le méthodisme n'est que l'expression la plus manifeste d'un processus à l'œuvre dans toute la société. On observe beaucoup de ses traits dans toutes les Églises du mouvement évangélique et dans la doctrine sociale de quelques utilitaristes et déistes. Hannah More défendait presque aussi résolument que Wesley le point de vue selon lequel c'est « une erreur fondamentale de considérer que les enfants sont des êtres innocents » plutôt que des êtres « ayant une nature corrompue et des dispositions mauvaises »[1]. Et, dans les écoles du dimanche créées par l'Église d'Angleterre dans de nombreux villages, au cours des années 1790 et 1800, nous retrouvons la même insistance (quoique le ton soit parfois plus paternaliste) sur la discipline et la répression que celle que nous avions signalée dans les écoles de Stockport ou de Halifax. Leur fonction est partout décrite de la même façon : entretenir les enfants des pauvres dans « un esprit d'industrie, d'économie et de piété » ; les maîtres de l'école du dimanche de Caistor (Lincolnshire) recevaient des instructions pour :

1. H. More, *Strictures on the Modem System of Female Education*, 1799, p. 44.

> [...] mater l'excès de leurs passions débridées ; réprimer la grossièreté foncière de leurs manières ; adoucir l'obscénité rebutante et avilissante de leur langage ; briser la révolte obstinée de leur volonté ; les rendre honnêtes, obéissants, courtois, laborieux, soumis et ordonnés [...][2].

Les pressions pour obtenir d'eux discipline et ordre s'exercèrent à partir de la fabrique, d'une part, de l'école du dimanche, de l'autre, et jusque dans les divers aspects de la vie : loisirs, relations personnelles, langage, manières. À côté de l'action disciplinaire qu'exerçaient fabriques, écoles, Églises, magistrature et armée, des opérations quasi officielles furent menées pour faire appliquer l'ordre moral. C'est le lieutenant moral de Pitt, Wilberforce, qui allia l'éthique du méthodisme à l'onction de l'*establishment*, et c'est entre 1790 et 1810 qu'il déploya la plus grande activité pour servir cette cause. En 1797, il exposa longuement « la grande loi de la subordination » et rédigea des articles sur la manière de s'y prendre avec les pauvres :

> [...] leur humble sentier leur a été tracé par la main de Dieu ; il leur incombe d'en acquitter loyalement le prix et d'en supporter les inconvénients avec satisfaction ; la situation présente est éphémère ; les choses à propos desquelles se disputent si âprement les hommes attachés aux biens de ce monde ne méritent pas cette dispute [...][3].

En 1809, il était heureux que le jacobinisme déclaré ne fût plus un danger ; mais, dans chaque manifestation d'indiscipline morale, il voyait la menace d'un renouveau jacobin. « Nous sommes sensibles au délit politique, écrivait-il, mais il semble que nous soyons complètement insensibles au délit moral. »

À cet égard, il était trop modeste, étant donné qu'en 1801 et 1802 sa propre Société pour la suppression du vice avait introduit six cent

2. R.C. Russell, *History of Elementary Schools and Adult Education in Nettleton and Caistor*, Caistor, 1960, p. 5, 7.

3. W. Wilberforce, *A Practical View of the Prevailing Religious System of Professed Christians*, 1797, p. 405, 406.

vingt-trois actions judiciaires pour violation du repos dominical[4]. Mais cette conviction qu'il existe un rapport étroit entre la légèreté morale et la sédition politique au sein des classes inférieures est caractéristique de sa classe sociale. Les condamnations pour ivresse et conduite indécente se multiplièrent : le vieil ennemi de Blake, l'évêque Watson de Llandaff, prononça un sermon en 1804, dans lequel il déclarait que le délateur accomplissait « un noble Dessein d'un point de vue tant religieux que politique ». Au moyen de sermons et de lois, on s'opposa aux distractions des pauvres jusqu'à ce que même les plus innocentes d'entre elles apparaissent sous un jour ignominieux. La Société pour la suppression du vice étendit son rayon d'action jusqu'aux « bals populaires, aux foires au pain d'épice et aux images obscènes[5] ». On poursuivait ceux qui se baignaient nus dans la mer comme s'ils annonçaient charrettes et guillotine. « Pour ce qui est de l'adultère, menaçait John Bowdler, puisqu'il était puni de la peine capitale par la loi juive, certains pensent qu'il devrait en être de même [...] chez nous. » Cet adepte de l'évangélisme exhortait les classes supérieures à modifier leurs propres mœurs pour servir d'exemple aux pauvres. Dans la Société elle-même, durant les années qui suivirent la Révolution, on adopta « des manières plus réservées [...] au détriment de la franche gaieté et de l'humour[6] ».

Cette plus grande discipline sociale eut ses contestataires. Les efforts des partisans de John Bowdler pour faire passer une nouvelle loi punissant l'adultère d'une peine d'emprisonnement échoua à la Chambre des communes ; à la différence des peines infligées à ceux qui ne respectaient pas le repos dominical, aux vagabonds, aux rétameurs, aux danseurs forains et aux acrobates, aux chanteurs de ballades, aux libres penseurs et aux baigneurs nus, la loi contre

4. Voir L. Radzinowicz, *op. cit.*, III, p. 504-506, et III[e] et IV[e] partie, *passim*. Voir aussi G.R. Taylor, *op. cit.*, p. 36 : « [...] l'époque des changements moraux décisifs ne fut pas celle de l'accession de Victoria au pouvoir, ni même le XIX[e] siècle, mais se situe au cours de la décennie 1790-1800. »

5. *Gorgon*, 24 avril 1819.

6. T. More, *Life of Sheridan*, 1825, p. 217.

l'adultère rencontra des objections du fait qu'elle touchait les riches comme les pauvres. Et d'autres projets visant à réprimer les loisirs furent rejetés par la Chambre des communes à de faibles majorités, obtenues en partie grâce à l'inertie propre au *laissez-faire*, en partie grâce à la défense de la liberté individuelle par les amis de Fox et en partie grâce à la tolérance traditionnelle des tories à l'égard « du pain et des jeux », ainsi qu'à leur haine du « fanatisme » méthodiste. (Ironie de l'époque : le ministre de la Guerre, Windham, se fit le défenseur des combats de taureaux et de chiens, auxquels s'opposaient évangéliques et réformateurs. D'où le cri s'élevant des forteresses de Satan : « Vive Windham et la Liberté ! »)

Mais, si les tenants de la discipline sortirent vaincus de quelques escarmouches législatives, ils gagnèrent la bataille de la révolution industrielle, au cours de laquelle le tempérament « irlandais », que l'on attribuait souvent, au XVIII^e^ siècle, aux pauvres Anglais des villes et de la campagne, fit place au mode de vie méthodique du capitalisme industriel. À la campagne, cela se manifeste surtout par le triomphe de l'économie monétaire sur les habitudes insouciantes et « antiéconomiques » de subsistance. Dans les régions industrielles, cette transformation est visible dans la discipline qu'impose la cloche ou l'horloge de la fabrique (aux heures de travail comme aux heures de loisir, les jours ouvrables comme le dimanche) et dans les attaques portées au « Lundi du cordonnier », aux fêtes et aux foires traditionnelles.

Bien que les fonctions économiques de la foire fussent encore très importantes au XVIII^e^ siècle – « louages » annuels, foires aux chevaux et aux bovins, vente d'articles variés –, nous ne devons pas oublier l'importance tout aussi grande qu'elle exerçait sur la vie culturelle des pauvres. Aux premiers jours de la révolution industrielle, l'année du travailleur était encore faite de cycles de privations et de maigre chère, ponctués de jours de fête où le boire et le manger étaient plus abondants, où l'on achetait des produits de luxe tels qu'oranges et rubans pour les enfants, où l'on dansait, s'amusait, recevait ses amis et où les jeunes gens courtisaient les jeunes filles. Jusqu'aux dernières décennies du XIX^e^ siècle, tout un réseau de foires se maintint dans tout le pays (les autorités s'efforcèrent en vain de limiter ou d'interdire

beaucoup d'entre elles) ; y participaient toute une confrérie de colporteurs, tricheurs professionnels, gitans plus ou moins authentiques, vendeurs de ballades et camelots[7]. On peut lire dans un journal du Northumberland, qui couvre l'année 1750, cette description du lundi de Pentecôte :

> [...] nous allâmes à la foire de Carton – on pouvait gagner une selle, une bride, un fouet, etc. De nombreux jeunes hommes et femmes s'amusaient au jeu ou passe-temps que l'on appelle ici « Perdre son Souper ». [...] À la suite de quoi, ils terminèrent leur journée dans les Débits de boissons, et les hommes Embrassaient leurs maîtresses et badinaient avec elles une partie de la nuit [...]

Trois semaines plus tard eut lieu la foire de Lebberston : « un Poêlon en Cuivre fut joué au Palet [...] il y avait aussi une Colombe joliment décorée et ornée de rubans de diverses couleurs et autres Atours, que se disputèrent dans un concours de danse les Filles de la Campagne [...][8]. » En 1783, un magistrat de Bolton se plaignait de ce que, à une époque où la farine d'avoine était vendue 2 guinées la mesure,

> [...] il y avait apparemment si peu de pauvreté dans cette ville qu'un soir je rencontrai une très grande procession de jeunes hommes et femmes endimanchés qui portaient des violons et des guirlandes, et qui dansaient la *Morris dance* au beau milieu de la grand-route tout simplement pour célébrer un anniversaire futile ou ce qu'ils se plaisent à appeler depuis un an ou deux une foire, dans une taverne de bas étage recouverte de chaume, érigée sur le terrain communal voisin[9].

Il est tentant d'expliquer le déclin des jeux et festivités d'autrefois par le simple remplacement des valeurs « rurales » par les valeurs

7. Le lecteur se souviendra des romans du Wessex de Hardy. Pour des détails sur les foires au cours des années 1830, se reporter à *First Report of the Constabulary Commission*, p. 30-42.

8. *Journal* de Beswick (ms.), cité par G.R. Taylor, *op. cit.*, p. 16.

9. B.T. Barton, *Historical Gleanings of Bolton*, Bolton, 1881, I, p. 263.

« urbaines ». Mais c'est une erreur. Les distractions les plus frustes, depuis les déplaisants combats d'animaux et le pugilat jusqu'aux festivités plus joviales, se pratiquaient, au XVIII^e siècle, aussi fréquemment ou plus fréquemment à Londres et dans les grandes villes qu'à la campagne. Elles se poursuivirent au XIX^e siècle avec une vigueur qui rappelle, tout à la fois, les traditions turbulentes des apprentis de Londres à l'époque des Tudor et le fait que la population de Londres, au XIX^e siècle, était en grande partie composée d'immigrants villageois. La plus grande fête de toutes était la foire de la Saint-Barthélémy avec ses ménageries, ses voleurs à la tire, ses pantomimes qui mettaient en scène Arlequin et Faust, ses tricheurs professionnels, ses pièces de théâtre, ses exhibitions de sauvages et ses numéros de cavalerie. En 1825, le *Trades Newspaper* se plaignait en ces termes :

> Pendant les semaines qui la précèdent, elle est dénoncée en chaire et dans la presse, et on remémore des histoires d'apprentis entraînés loin des chemins de l'honnête, de bonnes à tout faire ruinées, de têtes brisées et de rixes [...][10].

Pendant la décennie précédente, les autorités avaient craint que la foire ne devînt le « rendez-vous général de la sédition et le signal de l'insurrection[11] ».

D'un autre côté, la révolution industrielle, qui priva la campagne de quelques-unes de ses industries et qui détruisit l'équilibre entre la vie rurale et la vie urbaine, créa aussi dans nos esprits l'image d'une campagne perdue et peuplée d'« idiots ». La culture urbaine de l'Angleterre du XVIII^e siècle était plus « rurale » (dans la connotation habituelle du terme), et la culture rurale plus riche que nous ne le supposons souvent. « C'est une grande erreur de s'imaginer, insistait Cobbett, que les gens deviennent stupides en restant toujours au même endroit. » Et la plupart des nouvelles villes industrielles s'édifièrent *en plein milieu* de la campagne plus qu'elles ne

10. 11 septembre 1825.
11. *Sherwin's Weekly Political Register*, 15 septembre 1817.

l'évincèrent. La configuration industrielle la plus courante, au début du XIX^e^ siècle, était un centre commercial ou manufacturier entouré d'un cercle de hameaux ouvriers disséminés. Les villages devinrent faubourgs, les champs se couvrirent de briques, et ainsi se formèrent les grandes conurbations de la fin du XIX^e^ siècle.

Mais il n'y eut, dans ce processus, rien de suffisamment brutal pour imposer la dislocation des anciennes traditions. Dans le sud du Lancashire, les Potteries, le West Riding et le pays Noir, les coutumes locales, les superstitions et le dialecte ne furent ni dissous ni transplantés : l'artisan du village ou de la petite ville devint ouvrier de l'industrie. Bamford témoigne, dans son livre *Early Days*, de la vigueur de la tradition dans les villages de tisserands du Lancashire au début du siècle. On y racontait des histoires de sorcières, de croque-mitaines, de fées ; on y pratiquait le pugilat féroce et les combats de coqs ; les coutumes telles que la « course des œufs » (à Pâques) ou la « chevauchée des chevaliers » étaient bien vivantes ; et les jours fériés ou de fête traditionnelle – Noël, Mardi gras, le « dimanche de Cymbalin » et la « Procession aux joncs » en août –, on dansait la *Morris dance* à Middleton, à Oldham ou à Rochdale :

> Mes nouveaux souliers sont si bons
> Que je pourrais danser si je voulais ;
> Et si je porte chapeau et sarrau,
> Je danserai avec les plus beaux.

Et puis, il y avait « *Mischief-neet* » (« la nuit des galopins »), le 1^er^ mai, où les garçons déposaient des signes de reconnaissance sur le pas des portes des femmes du village :

> Un buisson d'ajoncs désignait une femme notoirement impudique ; un buisson de houx, celle qui était aimée en secret ; une corne de bélier laissait entendre que l'homme ou la femme n'était pas fidèle en mariage ; une branche d'arbrisseau signifiait amour sincère ; et un rameau de bouleau indiquait une jolie fille[12].

12. *Early Days*, chap. XIII-XVI.

Nous pouvons rapprocher du tableau que fait Bamford des années 1790 les souvenirs que Joseph Lawson rapporte d'un village de confection « arriéré » du West Riding – Pudsey – au cours des années 1820, lorsque coexistaient encore anciens et nouveaux modes de vie. Les maisons étaient éparpillées « comme si elles avaient germé de graines semées çà et là » ; les routes n'étaient ni éclairées ni pavées, et on accédait aux pâtés de maisons par un dédale de ruelles sinueuses. Les pièces sont basses, les fenêtres étroites ne s'ouvrent pas.

On ignore absolument tout en matière d'hygiène. Lorsqu'un médecin pénètre dans une maison où il y a la fièvre, il fait sauter une vitre avec sa canne, le premier médicament qu'il prescrit étant l'air pur. La plupart des maisons n'ont pas de four, mais une « pierre » pour cuire le pain. Les sols de pierre sont recouverts de sciure, les meubles sont simples et peu nombreux ; « Dans quelques maisons il y a un coffre de chêne (meuble de famille) ou un petit placard fixé dans un coin, et un vaisselier pour les ustensiles de cuisine. » L'eau est rare et, les jours de lessive, il arrive que des queues de vingt ou trente personnes se forment devant le puits. Le charbon et les bougies sont chers, et, l'hiver, les voisins se rassemblent pour partager le feu. La cuisson du pain et le brassage de la bière se font à la maison ; le pain blanc et la viande sont des denrées de luxe : « Galette d'avoine, pain noir, gâteau au porridge, lait écrémé, pommes de terre et bière brassée à la maison, qu'ils appellent toujours "boisson", sont les principales denrées alimentaires. »

Ce régime frugal est rompu de temps à autre par les « jours de réjouissance » ou fêtes, où l'on achète « un morceau de bœuf » et où tout le monde va à la foire où l'on vend du pain d'épice, des fruits et des jouets ; il y a des boîtes à images montrant la bataille de Waterloo, des numéros de Guignol ; il y a des stands de jeux et des balançoires ; et puis, l'habituel « marché de l'amour » où les jeunes garçons courtisent les filles avec « abondance » de biscottes au gingembre et de noisettes. Très peu d'ouvriers sont capables de lire le journal ; mais les journaux sont apportés (et lus tout haut) chez le forgeron, chez le barbier et dans plusieurs débits de boissons. La plupart

des nouvelles sont encore diffusées par les crieurs et les chanteurs des rues. Les anciennes superstitions sont une source de terreur toujours vivace auprès des vieux et des jeunes. Il y a des fantômes au puits de Jumble, au gibet de Barley et à Boggard Lane ; les parents corrigent fréquemment leurs enfants en les enfermant « dans des caves et autres lieux obscurs où le croque-mitaine viendra les chercher ». « Une autre superstition plus sérieuse et plus nuisible, partout répandue, consistait à croire que, lorsqu'un enfant mourait, c'était la volonté du Seigneur qu'il en soit ainsi. » Les réformateurs de la santé publique étaient traités d'« infidèles ». Les combats de chiens et de coqs étaient fréquents, et il était courant, lors des fêtes, de « voir plusieurs cercles se former, à l'intérieur desquels des hommes, dans le plus simple appareil, luttaient, parfois pendant une heure, jusqu'à en devenir méconnaissables [...] ». L'ivresse était chose courante, plus particulièrement les jours de congé et le « Lundi du cordonnier », qui était férié pour les tisserands et les épinceteuses aussi bien que pour les cordonniers. Mais il y avait un bon nombre de passe-temps moins violents : on jouait au ballon dans les rues, au *knur and spell* et à « *duck knop* ». Le village était divisé en clans et rejetait comme étrangers ceux qui habitaient à quelques miles à la ronde. Quelques très anciennes traditions survivaient, telle la « promenade sur le piquet » : si un homme était connu pour maltraiter sa femme ou si une femme passait pour être légère, une effigie de paille était promenée dans les rues par une foule hostile avant d'être brûlée devant la porte du coupable[13].

Loin de faire disparaître les traditions locales, il est possible que, pendant les premières années de la révolution industrielle, la conscience et la fierté provinciales se soient développées. Le sud du Lancashire et le West Riding n'étaient pas des déserts ruraux avant 1780 ; c'étaient des centres d'industrie à domicile depuis deux siècles. Alors que la discipline du système de la fabrique s'immisçait toujours plus dans le mode de vie des ouvriers manuels et que les noms de rues comme Corporation Street ou Coronation Street remplaçaient Yep-Fowd, Frogg Hole et T'Hollins, l'impression d'une déperdition favorisa leur

13. J. Lawson, *Progress in Pudsey, passim.*

prise de conscience, et un sentiment quasi nationaliste se mêla au sentiment de classe dans la culture des ouvriers de l'industrie (nouvelles machines contre anciennes coutumes, tyrannie londonienne ou capital « étranger » contre le drapier local, main-d'œuvre irlandaise coupant l'herbe sous le pied du tisserand local). George Condy, l'un des principaux porte-parole du mouvement pour les Dix Heures, écrivit la préface de *Traditions of Lancashire*, de Roby (1830). Bamford n'était que l'un des quelque vingt auteurs plébéiens qui marchèrent sur les traces du « Tim Bobbin » du XVIII[e] siècle, exaltant et idéalisant coutumes et dialectes locaux.

Il s'agissait d'une résistance consciente à la disparition d'un ancien mode de vie, qui allait fréquemment de pair avec le radicalisme politique[14]. Aussi importante que la simple perte des terrains communaux et des « terrains de jeux »[15] fut la perte des moments de détente et la répression des instincts ludiques. L'enseignement puritain de Bunyan ou de Baxter fut transmis dans sa totalité par Wesley : « Évitez toute légèreté comme vous éviteriez le feu de l'enfer ; et les futilités, comme vous éviteriez de maudire et de jurer. Ne touchez à aucune femme [...] » Les parties de cartes, les robes de couleur, les ornements personnels, le théâtre, tout tomba sous le coup de la prohibition méthodiste. Des brochures furent rédigées contre les chansons « profanes » et la danse[16] ; la littérature et les arts qui n'avaient rien à voir avec la dévotion furent tenus en grande suspicion ; l'épouvan-

14. C'est à Cobbett que l'on pense immédiatement. Mais William Hone fit peut-être encore davantage pour consigner les anciennes coutumes, en publiant *Date Book*, *Every-Day Book* et *Table Book*, ainsi que *Sports and Pastimes*, de Strutt, dans les années 1820.

15. Voir J.L. et B. Hammond, *The Black Age*, chap. VI.

16. Leurs apologistes avaient bien du mal à expliquer le passage du livre de l'Ecclésiaste qui fait mention d'« un temps pour la danse ». Mais, étant donné qu'« aucun exemple de danse entre les deux sexes ne figure dans la Bible », on ne l'autorisa qu'entre personnes du *même* sexe, lors des fêtes religieuses, en plein jour et en semaine. (L'existence de telles fêtes n'est pas attestée.) Voir A. Young, *A Time to Dance*, Glasgow, s.d. ; ainsi que R. Southey, *op. cit.*, p. 546-549.

table dimanche « victorien » s'imposa progressivement avant même la naissance de Victoria.

Une brochure caractéristique montre jusqu'à quel point le méthodisme était décidé à extirper les traditions préindustrielles dans les régions manufacturières[17]. On avait noté, au cours d'une réunion trimestrielle à Sheffield en 1799, que quelques participants ne s'étaient pas « entièrement libérés de l'habitude de *rendre* ou de *recevoir des visites* lors de la *Fête annuelle* ». De telles fêtes, connues selon les régions sous le nom de « veillées » (*Wakes*) – Derbyshire et Staffordshire –, « Processions aux joncs » (*Rushbearing*) – Lancashire – et « réjouissances » (*Revels*) – ouest de l'Angleterre –, auraient pu être autorisées, mais elles s'étaient « horriblement prostituées dans les buts les plus diaboliques ». On passait son temps « à manger et à boire immodérément ; à parler de façon profane ou du moins inutile ; à rire et à bouffonner, à forniquer et à se rendre coupable d'adultère [...] ». La moindre participation à ces fêtes était considérée comme un acte de « complicité avec les œuvres stériles des ténèbres ». Les pauvres y dépensaient de l'argent au lieu de l'économiser ; beaucoup s'endettaient. Les méthodistes qui se mêlaient à de telles festivités s'exposaient aux mœurs profanes de ceux qui n'étaient point convertis ; la rechute dans le péché en était la conséquence courante. Ils devaient même refuser de recevoir amis et parents non convertis ; et, si l'on ne pouvait mettre à la porte de tels visiteurs, on ne devait les divertir qu'en leur lisant des passages de la Bible, en leur tenant de pieux propos et en chantant des hymnes :

> Oh, frères, que faisons-nous ! La mort est parmi nous ! La malédiction a commencé. La Colère est en route contre ceux qui professent des choses stériles. L'engourdissement du péché nous envahit [...]

On en vint à condamner d'autres coutumes, comme manger et boire lors des « veillées » funèbres. On ne pouvait même plus

17. R.P. James Wood, *An Address to the Members of the Methodist Societies*, 1799, *passim*.

rendre visite à des parents le dimanche, sauf en cas de maladie soudaine[18].

La violence de l'argumentation suggère qu'en bien des endroits, comme le Middleton de Bamford, la lutte entre l'ancien mode de vie et la nouvelle discipline fut âpre et longue. Et la description que Lawson donne de Pudsey montre que les « dévots », par leurs manières austères, se mettaient *à l'écart* de la communauté. Nombre de ceux qui furent élevés dans des familles pieuses réagirent énergiquement contre leur éducation, tel William Lovett :

> [...] être obligé de fréquenter un lieu de culte trois fois le dimanche, se voir refuser strictement tous les livres à l'exception de la Bible et du Livre des prières, et être privé du plaisir d'une promenade, sauf pour se rendre à la chapelle [...] voilà qui suffit à expliquer ce que pouvait ressentir un jeune garçon. Ma pauvre mère [...] pensait que la grande puissance qui avait façonné les nombreuses choses gaies, pleines d'entrain et d'allégresse de la terre et de l'air devait, par-dessus tout, être glorifiée par des visages solennels, des vêtements austères et un air endormi, et que la vraie religion consiste à écouter sans cesse l'histoire de la chute de l'homme [...][19].

Pour beaucoup d'hommes de la génération de l'après-guerre, comme Lovett, les barbares et les arriérés, c'étaient les méthodistes. Voilà qui nous rappelle qu'il est extrêmement difficile de généraliser lorsque l'on

18. Les « veillées » (*Wakes*) étaient l'occasion de rencontres familiales importantes, les gens des villes retournaient à la campagne pour rendre visite aux membres de leur famille, et la « fille qui était partie pour se marier venait à la maison paternelle avec ses enfants ». Howitt, qui les décrivait comme « de brefs intermèdes dans une vie de servitude incessante », racontait que les vieux du village, quand on leur demandait des nouvelles de leurs fils et de leurs filles partis à la ville, répondaient : « Nous les verrons à la veillée. » Même quelqu'un d'aussi austère que Wedgwood s'inclinait devant les veillées, que « l'on doit observer même si le Monde devait en périr » : R.E. Leader, *Reminiscences of Old Sheffield*, Sheffield, 1876, p. 200-202 ; W. Howitt, *Rural Life of England*, 1838, I, p. 59, 245-254 ; N. McKendrick, *op. cit.*, p. 46.

19. Lovett, *op. cit.*, I, p. 8.

étudie la moralité et les mœurs des communautés ouvrières pendant la révolution industrielle. Il est clair que d'importants changements se produisirent entre 1780 et 1830. L'ouvrier anglais « moyen » devint plus discipliné, plus soumis au rythme de la production imposé par la « cloche », plus réservé et méthodique, moins violent et moins spontané. Les sports traditionnels furent supplantés par des passe-temps plus sédentaires :

> Les exercices athlétiques tels que Palet, Lutte, Jeux de balles, Jeux de barres et Tir à l'arc sont démodés [...] maintenant ils élèvent des pigeons, des canaris, et ils font pousser des tulipes [...]

C'est du moins ce dont se plaignait, en 1823, un écrivain du Lancashire[20]. Francis Place revint souvent sur ce changement, qui se manifestait, selon lui, par un plus grand respect de soi et une élévation du « caractère de l'ouvrier ». « Même dans le Lancashire », écrivait-il un mois après Peterloo :

> Naguère, un inconnu qui se promenait dans leurs villes était « hué », c'est-à-dire conspué, et un « individu étranger à la région » était parfois reçu à coups de pierres. « Brute du Lancashire », telle était l'appellation commune et appropriée. Jusqu'à une époque très tardive, il aurait été dangereux d'en réunir cinq cents, quelle qu'en fût l'occasion. Les boulangers et les bouchers auraient pour le moins été pillés ! Aujourd'hui, cent mille personnes peuvent se rassembler sans qu'aucun trouble s'ensuive [...][21].

C'est sur ce point qu'il est particulièrement difficile de porter un jugement. Alors que de nombreux auteurs contemporains, de Cobbett à Engels, déploraient la disparition des vieilles coutumes anglaises, il est absurde d'envisager la question de façon aussi unilatérale. Ces coutumes n'étaient pas toutes inoffensives ou pittoresques. La fille mère, punie et enfermée dans une maison de correction, et peut-être rejetée par la paroisse qui lui devait secours, avait peu de raisons

20. Guest, *op. cit.*, p. 38, 39.
21. Wallas, *op. cit.*, p. 145,146.

d'admirer la « joyeuse Angleterre ». La disparition de Gin Lane, de la foire du gibet de Tyburn, des saouleries orgiaques, de la sexualité bestiale et des combats mortels disputés en sabots cloutés pour de l'argent n'éveille aucune nostalgie.

Mais, entre les anciennes superstitions et le nouveau fanatisme, il convient d'accueillir avec prudence les déclarations des évangéliques, qui prétendent avoir largement contribué au développement intellectuel. Nous avons déjà souligné la tendance des méthodistes au sectarisme, à tenir leurs membres à l'écart de la contagion des non-convertis et à se considérer comme en état de guerre civile contre les débits de boissons et les habitants des forteresses de Satan. Lorsque les méthodistes étaient minoritaires à l'intérieur d'une communauté, les positions se durcissaient des deux côtés ; les professions de vertu et les déclamations contre le péché sont moins révélatrices des mœurs réelles que de la violence des hostilités. L'atmosphère du début du XIX^e^ siècle est obscurcie de déclarations et de contre-déclarations, tout particulièrement là où les valeurs des ouvriers manuels et des ouvriers sur machine entraient en conflit, ou bien lorsque s'opposaient adversaires et défenseurs de la main-d'œuvre enfantine. Ceux qui critiquaient le système de la fabrique le tenaient pour responsable de la destruction de la vie de famille et accusaient constamment les fabriques d'être des centres d'immoralité sexuelle au dernier degré ; le langage vulgaire et la licence des filles travaillant dans les filatures du Lancashire choquaient de nombreux témoins. Gaskell opposait l'innocence idyllique des travailleurs à domicile, dont la jeunesse baignait dans une liberté païenne qui n'entraînait l'obligation du mariage que si une naissance était attendue, à la licence débridée de la fabrique, où certains employeurs se livraient avec les ouvrières à des scènes auprès desquelles

> [...] la débauche des Saturnales romaines, les rites des filles des Pagodes de l'Inde et la vie de Harem de l'Ottoman le plus voluptueux font figure d'aimables passe-temps[22].

22. *The Manufacturing Population of England*, p. 64.

Ce genre de récit pittoresque était, non sans raison, mal accueilli par les employeurs, mais aussi par les ouvriers des fabriques. Ils faisaient remarquer que le taux des naissances illégitimes dans de nombreuses régions rurales n'avait rien à envier à celui des villes industrielles. Dans de nombreuses fabriques, la plus grande décence était imposée. S'il y avait des « Ottomans » parmi les propriétaires de fabrique, d'autres étaient paternalistes et chassaient toute fille convaincue d'immoralité.

Il n'est pas facile de faire le bilan. D'une part, soutenir que la révolution industrielle améliora le statut de la femme a peu de sens quand on considère le nombre excessif d'heures de travail, les logements exigus, le nombre excessif de maternités et le taux effroyable de mortalité infantile. D'autre part, le nombre important des emplois féminins dans les régions d'industrie textile permit aux femmes d'accéder au statut de salariées indépendantes. La vieille fille et la veuve ne dépendaient plus de leurs parents ou du secours paroissial. Même la fille mère pouvait, en raison du relâchement de la « discipline morale » qui régnait dans de nombreuses fabriques, accéder à une indépendance inconnue jusque-là. Dans les plus grandes filatures de soie de Macclesfield, des employeurs vertueux mettaient un point d'honneur à renvoyer les filles dès leur premier « faux pas ». Un témoin qui comparait ce procédé aux mœurs plus relâchées de Manchester fit des observations troublantes pour le moraliste :

> Il me semble s'avérer souvent [...] que, là où les filatures et fabriques ne comptent pratiquement aucune mère d'enfants illégitimes, les rues sont infestées de prostituées ; et, au contraire, là où l'on permet aux femmes de reprendre leur travail après avoir donné naissance à un enfant, les rues sont relativement dépourvues de ces malheureux êtres[23].

23. W. Dodd, *The Factory System Illustrated*, p. 194. Margaret Hewitt étudie quelques-uns des documents, essentiellement postérieurs à 1840, dans *Wives and Mothers in Victorian Industry*, 1958, en particulier chap. v.

L'époque est fertile en paradoxes de ce genre. Pendant les années de guerre, il y eut une profusion de brochures critiques et moralisantes, cherchant à limiter ou à réfuter les revendications des femmes, que l'on associait au « jacobinisme ». « Les Écritures, déclarait Paley, enjoignent à la femme l'obéissance dans le mariage d'une façon si péremptoire et absolue qu'elle semble s'étendre à toute chose non criminelle ou non entièrement contraire au bonheur des femmes[24]. » Cependant, au cours des mêmes années, apparut aussi une tradition minoritaire mais tenace, principalement parmi les professions libérales et les artisans radicaux des grandes villes, qui présentèrent des revendications qui allaient beaucoup plus loin que toutes celles qui avaient été formulées avant la Révolution française. Les revendications formulées au cours des années 1790 par Mary Wollstonecraft, William Blake et Thomas Spence ne furent jamais entièrement abandonnées ; elles resurgirent non seulement dans le cercle de Shelley, mais aussi dans les publications radicales des années d'après-guerre. Elles furent exprimées avec une extrême réserve dans le *Black Dwarf* ; avec plus d'emphase dans les publications de Richard Garlile ; et avec la plus grande vigueur par Anna Wheeler et William Thompson, et par le mouvement owéniste[25]. Mais c'est dans les régions d'industrie textile que, à la suite du changement de leur statut économique, les femmes prirent, pour la première fois, une part considérable à un mouvement de contestation politique et sociale. Dans les dernières années du XVIII^e^ siècle, des sociétés de secours féminines et des classes méthodistes féminines leur avaient donné confiance et une certaine expérience : la revendication du droit pour les femmes à agir en qualité de prédicateur local fut une « hérésie » wesleyenne persistante. Les années de guerre et la demande accrue de main-d'œuvre, non seulement dans les filatures, mais aussi sur les métiers à bras, accélérèrent

24. W. Paley, *Concise Admonitions for Youth*, 1809, p. 68. Voir aussi T. Gisborne, *Enquiry into the Duties of the Female Sex*, 1797, en particulier p. 226-229.

25. *Black Dwarf*, 9 et 30 septembre 1818 ; pour Carlile et les owénistes, voir *infra*, chap. XVI.

le processus[26]. En 1818 et 1819 furent fondées les premières Sociétés réformatrices féminines à Blackburn, Preston, Bolton, Manchester et Ashton-under-Lyne. Selon le témoignage de Samuel Bamford – si nous pouvons lui accorder quelque crédit –, cette prise de conscience fit un bond en avant soudain. À un meeting dans la région de Saddleworth, à la frontière du Yorkshire et du Lancashire :

> J'insistai personnellement, au cours d'un discours public, sur le droit et l'opportunité, pour les femmes qui assistaient à de telles réunions, de voter à main levée pour ou contre les résolutions. Cette idée était nouvelle, et les femmes, qui étaient présentes en grand nombre sur la morne colline, en furent extrêmement satisfaites. Les hommes ne présentant point la moindre objection, quand on en vint à voter le projet de résolution, les femmes levèrent la main au milieu de l'hilarité générale ; et, depuis cette époque, les femmes votèrent aux côtés des hommes dans les meetings radicaux. [...] Cela devint une habitude, des unions politiques féminines se formèrent, qui avaient leurs présidentes, leurs comités et autres personnalités officielles ; et cette pratique fut bientôt adoptée [...] par des institutions religieuses et de charité[27].

(À Newcastle, à la même époque, un correspondant de Jabez Bunting déplorait la défection des « sœurs pieuses » qui brodaient les banderoles réformatrices.) C'est au cours des vingt années allant de 1815 à 1835 que les ouvrières s'engagèrent pour la première fois dans une activité syndicale indépendante. John Wade, analysant une grève de 1 500 cardeuses de laine dans le West Riding en 1835, en tirait l'enseignement suivant : « Les Alarmistes peuvent considérer ces signes d'indépendance féminine comme plus préjudiciables aux institutions établies que l'"éducation des classes sociales inférieures"[28]. »

Mais on trouve, au cœur de ce progrès, une certaine contradiction

26. Pour l'accroissement de la main-d'œuvre féminine parmi les tisserands au cours des guerres, voir Ivy Pinchbeck, *Women Workers and the Industrial Revolution*, 1930, p. 164-166.

27. *Passages in the Life of a Radical*, éd. de 1893, p. 141, 142.

28. J. Wade, *History of the Middle and Working Classes*, 1835, p. 570, 571.

psychologique. Le radicalisme des ouvrières du Nord mêlait la nostalgie à l'égard de leur ancien statut et la revendication de droits nouveaux. Selon une tradition profondément enracinée, le prestige social de la femme se fondait sur sa réussite en tant que ménagère dans l'économie familiale, dans l'organisation du foyer et la sagesse domestique, ainsi que sur son habileté à cuire le pain et à brasser la bière, sa propreté et ses qualités de mère et d'éducatrice. L'indépendance nouvellement acquise à la fabrique ou dans le travail à plein temps sur le métier à bras, qui rendait possibles de nouvelles revendications, fut ressentie comme une perte de prestige et d'indépendance personnelle. Les femmes devinrent plus dépendantes de l'employeur ou du marché du travail, et elles songeaient avec regret à l'« âge d'or », lorsqu'elles retiraient quelques bénéfices du filage ou de l'élevage de la volaille sans sortir de chez elles. En période d'aisance, l'économie domestique, tout comme l'économie paysanne, permettait un mode de vie organisé autour du foyer, où les désirs de l'individu et les contraintes qu'il se fixait l'emportaient sur la discipline imposée de l'extérieur. Chaque étape de la différenciation et de la spécialisation industrielles portait un coup à l'économie familiale, ébranlait les relations coutumières entre mari et femme, parents et enfants, et creusait un fossé plus profond entre le « travail » et la « vie ». Il faudra encore une bonne centaine d'années avant que cette distinction ne porte ses fruits, sous forme d'inventions allégeant les tâches ménagères de la femme qui travaille. En attendant, la famille était séparée chaque matin par la sonnerie de la fabrique, et la mère qui était aussi salariée se sentait lésée tout à la fois dans l'univers domestique et dans le monde industriel.

« Jadis, nous aurions pu vous accueillir en dressant devant vous une table digne de l'hospitalité anglaise, garnie des produits de notre industrie » – ainsi s'adressaient les réformatrices de Bolton à William Cobbett en 1819 : « Jadis, nous aurions pu vous saluer et arborer le teint rose des femmes anglaises [...] Nous aurions pu offrir à votre regard nos Chaumières rivalisant d'ordre et de propreté avec le Palais de notre Roi. » Les réformatrices de Blackburn reprenaient le même thème – leurs maisons « privées de tous leurs ornements », leurs lits « saisis

[...] par la main impitoyable de l'insensible collecteur d'impôts » afin que « ces tyrans, les marchands de bourgs », puissent reposer sur des « lits de duvet » pendant que leur famille gît sur la paille. Elles plaidaient surtout en faveur de leurs enfants : « nous avons chaque jour le cœur brisé en les voyant dévorer avec avidité la nourriture grossière que certains ne voudraient point donner à leurs porcs. » Il était naturel qu'elles fussent favorables à Cobbett, qui allait bientôt confirmer qu'il méritait leur estime en publiant *Cottage Economy*, et aussi à Oastler, qui insista sur la notion de « foyer ». Ni Cobbett ni Oastler n'appuyèrent de la moindre façon l'idée de suffrage des femmes, et d'ailleurs les sociétés réformatrices féminines ne l'inscrivirent pas au nombre de leurs revendications. Leur rôle se bornait à encourager moralement les hommes, à confectionner des bannières et des bonnets phrygiens qui étaient offerts en grande cérémonie lors des manifestations réformatrices, à voter les projets de résolution et à grossir le nombre des participants aux meetings[29]. Mais même ces formes de participation leur valurent des insultes de la part de leurs adversaires. Les « réformateurs en jupons » de Manchester étaient traités, dans le *Courrier*, de « femmes déchues », coupables de « la pire prostitution du sexe, la prostitution du cœur », « désertant leur poste » et rejetant la « qualité sacrée » d'épouse et de mère « au profit des vices tumultueux de la sédition et de l'impiété ». Quoi qu'il pensât du suffrage des femmes, Cobbett n'hésitait pas à venir en aide aux réformatrices :

> Comme si les femmes n'étaient faites que pour préparer la nourriture et balayer la maison ! Comme si les femmes ne pensaient pas ! Comme si Hannah More et tous ces Distributeurs de Brochures avaient réduit les femmes d'Angleterre au même niveau que celui des Négresses d'Afrique ! Comme si l'Angleterre n'avait jamais eu de reine [...][30] !

29. On peut voir naître une autre tradition dans le rapport d'un informateur sur la *Manchester Political Union*, 17 novembre 1819 : « L'Union est *extrêmement pauvre*, de sorte qu'il lui faut faire appel à l'aide financière de l'Union féminine », H.O. 42.198.

30. *Political Register*, 23 octobre, 29 décembre 1819 ; *Courier*, 15 juillet 1819.

## 2. Les rites de la mutualité

On a l'impression que le « déclin de la vieille Angleterre » échappe à toute analyse. Nous verrons plus clairement les grandes lignes du changement si nous nous souvenons que la révolution industrielle ne constitue pas un contexte social stable, mais une phase de transition entre deux modes de vie. Et nous ne devons pas imaginer une communauté « type » unique (Middleton ou Pudsey), mais la coexistence de plusieurs communautés différentes. Dans le sud-est du Lancashire, on trouvait, à quelques miles à peine de distance, la cité cosmopolite de Manchester où convergeaient des immigrants venus de tous les points du royaume ; des villages miniers (comme ceux des mines du duc de Bridgewater) sortant d'une semi-féodalité ; des villages de type paternaliste (comme Turton) ; de nouvelles villes industrielles (comme Bolton) et d'anciens hameaux de tisserands. Toutes ces communautés étaient traversées d'un grand nombre d'influences convergentes, tendant toutes vers la discipline et un accroissement de la conscience de classe des ouvriers.

La communauté ouvrière du début du XIX^e^ siècle ne fut le produit ni du paternalisme ni du méthodisme, mais en grande partie d'un effort conscient de la classe ouvrière. À Manchester ou à Newcastle, les traditions du syndicat et de la société de secours mutuel, qui mettaient l'accent sur l'autodiscipline et l'esprit communautaire, plongeaient leurs racines dans le XVIII^e^ siècle. Les règles établies par les merciers de Manchester dans les années 1750 témoignent déjà d'un souci méticuleux de la procédure et de l'étiquette institutionnelle. Les membres du comité doivent siéger dans un certain ordre. Il faut que les portes restent fermées à clé. Des règles précises organisent la tenue de la « caisse » ; on rappelle aux membres que « l'Ivrognerie, l'Animosité et l'Esprit profane sont la Peste et la Vermine qui rongent les Organes vitaux de toute Société » :

> Si nous considérons que cette Société est non pas une Compagnie d'Hommes réunis pour se régaler de Bière et de Tabac, et pour parler

> indifféremment de Tout ; mais bien plutôt une Société siégeant pour Protéger les Droits et Privilèges d'un Métier grâce auquel subsistent des centaines de Gens [...] comme il est malheureux de voir ses Membres entassés dans la promiscuité et parler indifféremment de Tout [...]

« Décence et Régularité » sont les mots clés ; on espère même que, lorsque « Gentilshommes et Magistrats » observeront cet ordre-là, « ils révéreront plutôt qu'ils puniront une telle Société[31] ».

Il s'agit du code de tout artisan qui se respecte, et peu importe si l'espoir qu'un tel sens de la mesure gagne la faveur des autorités fut grandement déçu. C'est à cette école que furent formés, à Londres, des hommes tels que Hardy et Place. Cependant, à mesure des progrès de la révolution industrielle, ce code (parfois sous forme de règles modèles) fut appliqué à des groupes de travailleurs de plus en plus larges. Petits commerçants, artisans, manœuvres, tous cherchaient à se garantir contre la maladie, le chômage ou les dépenses en cas de décès[32] en adhérant à des *box-clubs* (« clubs mutualistes »), ou à des sociétés de secours mutuel. Mais la discipline nécessaire à la sauvegarde des fonds, à la bonne tenue des réunions et au règlement des cas litigieux exigeait un effort sur soi aussi important que les nouvelles disciplines de travail. Si nous étudions règles et commandements des sociétés de secours mutuel de Newcastle et de sa région pendant les guerres napoléoniennes, nous trouvons une liste d'amendes et de punitions plus astreignantes que celles que pouvait infliger un maître cotonnier à Bolton. Une société infligeait des amendes à tous ceux qui « disaient du mal » d'un autre membre touchant une allocation de maladie, s'enivraient le dimanche, se battaient, « s'appelaient par un

31. A.P. Wadsworth et J. de L. Mann, *op. cit.*, p. 345-347.

32. Les travailleurs accordaient une valeur considérable aux funérailles. Des funérailles misérables étaient considérées comme l'ultime disgrâce sociale. Les cérémonies occupaient une large place dans les traditions populaires et préoccupaient beaucoup les mourants. « Je voudrais, écrivait un luddiste condamné à mort, que John Rawson, John Roberts et John Roper soient mes porteurs ; chère épouse, choisis toi-même les trois autres », *The Surprising [...] History of « General Ludd »*, Nottingham, s.d., p. 239.

surnom », entraient dans le club en état d'ivresse ou blasphémaient le nom de Dieu. La société des malteurs infligeait des amendes pour état d'ivresse à quelque heure du jour ou de la nuit, ou pour n'avoir pas assisté aux funérailles d'un confrère ou de son épouse. La société des verriers (fondée dès 1755) infligeait des amendes pour absence aux réunions ou pour avoir refusé de prendre son tour dans la liste des administrateurs, pour ne s'être pas tu quand l'ordre en avait été donné, pour avoir parlé tous ensemble, pour avoir répondu grossièrement au secrétaire, pour avoir joué au club ou (règle très généralement adoptée) pour avoir divulgué des secrets à l'extérieur de la Société. De plus :

> Les personnes de mauvaise réputation, de mauvais caractère, querelleuses ou turbulentes ne seront pas admises dans cette société. [...] Elle est interdite aux Mineurs, Houilleurs ou Puisatiers, et aux Mariniers [...]

Les mariniers, pour ne pas être en reste, ajoutèrent une règle qui privait des indemnités de maladie tout confrère ayant « contracté une maladie en couchant avec une femme qui lui a transmis la chaude-pisse ou la vérole ». Ils étaient passibles d'amendes pour moqueries ou provocations à l'égard de leurs confrères. La société unanime refusait son secours à tout homme qui, touchant une indemnité de maladie, était aperçu « dans des débits de boissons, jouant ou se saoulant ». Pour préserver l'unanimité, on infligeait des amendes aux membres qui proposaient « des discussions ou des débats sur des sujets politiques ou religieux, ou sur le gouvernement et les gouvernants ». La société de secours mutuel de tous les métiers (*Friendly Society of All Trades*) avait une règle semblable au « soufflage des pions » au jeu de dames : une amende était prévue « pour tout membre qui, ayant l'occasion de frapper d'amende un confrère, ne le fait pas ». Les cordonniers imposaient des amendes à quiconque invitait à boire ou à fumer sans la permission des secrétaires. Les menuisiers et charpentiers interdisaient en outre les « sentiments déloyaux » et les « chansons politiques »[33].

33. *Laws and Orders of the Friendly Society who meet at the Home of Mr Wm Forster [...]*, N. Shields, 1795, p. 11 ; *Rules and Orders of the Brotherhood of*

Il est vraisemblable que certaines de ces règles, telles que l'interdiction de faire un discours ou de chanter des chansons politiques, ne doivent pas être prises à la lettre. Alors que certaines de ces sociétés étaient des clubs d'assurance-maladie très fermés, regroupant une vingtaine ou une trentaine d'artisans qui se retrouvaient dans un cabaret, d'autres servaient probablement de couverture à des activités syndicales ; et il n'est pas impossible non plus qu'à Newcastle et à Sheffield, à la suite des *Two Acts*, la formation de sociétés de secours mutuel ait servi dans le même temps de couverture à des organisations jacobines. (En 1816, la société de secours mutuel d'une compagnie de Newcastle constatait l'existence de « règles loyales, patriotiques et pacifiques » dans de nombreuses sociétés de Newcastle, mais déplorait que ces règles fussent souvent impuissantes à empêcher « des débats passionnés et un langage violent »[34].) Les autorités se méfiaient de ces sociétés pendant les années de guerre, et l'un des objectifs de ces règles était d'assurer l'enregistrement auprès des magistrats locaux. Mais quiconque connaît la procédure et les convenances en vigueur aujourd'hui dans certains syndicats et clubs ouvriers y reconnaîtra l'origine de certaines pratiques en cours. Considérées dans leur ensemble, ces règles témoignent de progrès impressionnants dans la diffusion de l'expérience et dans l'autodiscipline[35].

Les effectifs des sociétés de secours mutuel s'élèvent, à en croire les

---

*Maltsters*, Newcastle, 1796, p. 6 ; *Articles, Laws and Rules of the Glass-makers Friendly Society*, Newcastle, 1800, p. 5, 11, 15 ; *Articles [...] of the Friendly Society of Watermen*, Newcastle, 1804, p. 11 ; *Articles of the Unanimous Society*, Newcastle, 1804, p. 11 ; *Articles [...] of the Society of All Trades*, Newcastle, 1804, p. 9 ; *Articles [...] of the Society of Cordwainers*, Hexham, 1806, p. 8 ; *Rules of the Philanthropic Society of House-Carpenters and Joiners*, Newcastle, 1812, p. 7 ; *Articles [...] of the Miners Society*, Newcastle, 1817.

34. *A Short Account of the Benevolent Society [...] at Messrs Angus Manufactory*, Newcastle, 1816.

35. Pour ce qui est du statut légal des sociétés de secours mutuel de cette époque, voir P.H.J. Gosden, *The Friendly Societies in England*, Manchester, 1961, p. 5 ; pour la composition sociale des sociétés à Sheffield, voir G.C. Holland, *op. cit.*, chap. XVII.

estimations, à 648 000 membres en 1793, 704 350 en 1803 et 925 429 en 1815. Bien que l'enregistrement auprès de magistrats, grâce à la première loi sur les sociétés de secours mutuel (1793), permît la protection des fonds par la loi dans l'éventualité où des dirigeants se rendraient coupables de malversations, un grand nombre (quoique celui-ci ne soit pas connu) de clubs ne se firent pas enregistrer, soit par hostilité à l'égard des autorités, par paresse, soit à cause de ce goût profond du secret qui, comme le découvrit G.C. Holland, était encore suffisamment puissant pour faire échouer ses enquêtes à Sheffield au début des années 1840. Avant 1815, presque toutes les sociétés présentaient un caractère strictement local et autonome, et s'occupaient à la fois de l'assurance-maladie et de l'organisation de soirées, de « sorties » ou de fêtes annuelles. Un observateur, en 1805, aperçut près de Matlock :

> [...] environ cinquante femmes précédées d'un joueur de violon qui jouait un air gai. C'était une société mutualiste de femmes, dont les membres étaient allées écouter un sermon à Eyam et qui allaient dîner ensemble, un luxe que ne s'accorde pas notre société mutualiste féminine de Sheffield, qui se contente de thé et, de façon générale, de chants, de danses, de tabac et de vin chaud[36].

Pratiquement aucun des membres des sociétés de secours mutuel n'avait un statut supérieur à celui d'employé de bureau ou de petit boutiquier ; la plupart étaient des artisans. Le fait que chaque confrère déposait des fonds dans la société assurait la stabilité des effectifs et une participation vigilante à sa gestion. Ces sociétés ne comptaient pratiquement aucun membre de la bourgeoisie et, si quelques employeurs les voyaient d'un œil favorable, la conduite de leurs affaires ne laissait guère de place à un contrôle de type paternaliste. Les échecs dus à l'inexpérience étaient fréquents ; les malversations, chose courante. Éparpillées un peu partout dans le pays, ce furent des écoles (souvent déchirantes) de formation.

36. T.A. Ward, *op. cit.*, p. 78. Voir aussi J.H. Priestley, « Ripponden Female Society », *Trans. Halifax Antiq. Soc*, 1943.

Le caractère secret de la société de secours mutuel et son impénétrabilité au regard scrutateur des classes supérieures sont autant de preuves du développement d'une culture et d'institutions ouvrières indépendantes. C'est de là que naquirent les syndicats, moins solides pourtant, et c'est là que se formèrent les dirigeants syndicalistes[37]. Le règlement des syndicats, dans bien des cas, fut une version plus élaborée du code de conduite du club mutualiste. Parfois, comme c'est le cas pour les peigneurs de laine, venaient s'y ajouter les procédures d'ordres maçonniques clandestins :

> Étrangers, le but de toutes nos Loges est amour, union
> Et Protection individuelle, fondées sur les lois de l'équité,
> Et quand vous aurez franchi nos étapes mystiques,
> Tous nos secrets vous seront révélés[38].

Après les années 1790, sous l'influence de l'agitation jacobine, les préambules aux règles des sociétés de secours mutuel prennent une nouvelle résonance ; l'une des aventures les plus étranges du discours sur l'« homme social » de l'époque des Lumières est son apparition dans la formulation des règles de clubs obscurs, dont les membres se réunissaient dans les tavernes ou « ateliers clandestins » de l'Angleterre industrielle. Sur la Tyne, des sociétés « sociales » et « philanthropiques » exprimaient leurs aspirations en des termes allant de formules creuses telles que : « une société sûre, durable et fraternelle », « pour promouvoir l'amitié et la vraie Charité chrétienne », « l'homme n'est pas né pour lui seul », à des affirmations philosophiques plus pompeuses :

37. Les autorités se plaignaient constamment de ce que les sociétés de secours mutuel permissent à leurs membres de retirer des fonds lorsqu'ils étaient en grève. Macclesfield était décrit en 1812 comme « un foyer d'associations illicites », « fourmillant de sociétés de prévoyance contre la maladie et le décès qui portent en elles le germe de la révolution », C.S. Davies, *History of Macclesfield*, Manchester, 1961, p. 180.

38. [E.C. Tuffnell], *The Character, Objects and Effects of Trades' Unions*, 1834 ; rééd., 1934, p. 42 *sq*.

> L'homme, du fait même de ses caractéristiques physiques et de sa tournure d'esprit, est un être fait pour vivre en société. [...]
> Nous, membres de cette société, considérant avec tout le sérieux qui est le nôtre que l'homme est fait pour vivre en société [...] qu'il a continuellement besoin d'aide et d'appui ; et ayant tissé en nous ces affections humaines et compatissantes que nous ressentons toujours devant la détresse de tous nos compagnons [...][39].

Ces sociétés de secours mutuel, que l'on retrouve dans tant de communautés diverses, furent un facteur d'unification culturelle. Bien que, pour des raisons financières et juridiques, elles aient eu du mal à se fédérer, elles facilitèrent la fédération des syndicats à l'échelon régional et national. Leurs discours sur l'« homme social » favorisa aussi le développement de la conscience de classe. Il alliait le langage de la charité chrétienne et la rhétorique de la « fraternité » issue de la tradition méthodiste (et morave) aux affirmations sociales du socialisme owéniste. Parmi les premières sociétés coopératives owénistes, nombreuses furent celles qui inscrivirent comme préambule à leurs règles le verset du livre d'Isaïe (XLI, 6) : « Chacun aidait son voisin ; et chacun disait à son frère : Courage. » Vers les années 1830, une vingtaine d'hymnes et de chansons composés pour des syndicats ou des sociétés de secours mutuel développaient ce thème.

Raymond Williams a suggéré que « derrière les clivages de la société anglaise depuis la révolution industrielle se trouvent des différences de conception de la nature des relations sociales ». À l'opposé des conceptions de la bourgeoisie, fondées sur l'individualisme ou (dans le meilleur des cas) le service, « ce que l'on entend avec juste raison par "culture de la classe ouvrière" [...] est la conception essentiellement collective de

39. *Rules [...] of the Sociable Society*, Newcastle, 1812 ; *Articles of the Friendly Society at West Boldon*, Sunderland, 1811 ; *Rules of the Good Intent Society*, Newcastle, 1815 ; *Articles of the Unanimous Society*, Newcastle, 1804 ; voir aussi H.J. Maltby, « Early Bradford Friendly Societies », *Bradford Antiquary*, VII, 1933, pour des exemples de règlements influencés par le méthodisme.

la société, ainsi que les institutions, les mœurs, les habitudes de pensée et les intentions qui en découlent[40] ». Les sociétés de secours mutuel ne « découlaient » pas d'une conception de la société ; les conceptions, comme les institutions, furent le produit de certaines expériences communes. Et cette distinction est importante. Dans la structure cellulaire si simple de la société de secours mutuel, dans son éthique d'aide mutuelle, nous trouvons de nombreux éléments qui furent reproduits, sous des formes plus élaborées et plus complexes, dans les syndicats, les coopératives, les clubs Hampden, les unions politiques et les loges chartistes. En même temps, on peut voir ces sociétés cristalliser une éthique de la mutualité répandue beaucoup plus largement dans les expériences « denses » et « concrètes » des ouvriers, dans leurs relations personnelles, chez eux et sur leur lieu de travail. Des témoins de toutes origines de la première moitié du XIX^e^ siècle, hommes d'Église, inspecteurs de fabrique, écrivains radicaux, ont attiré l'attention sur l'étendue de l'aide mutuelle dans les régions les plus pauvres. En cas d'urgence, de chômage, de grève, de maladie, de naissance, c'étaient alors les pauvres qui aidaient « chacun son voisin ». Vingt ans après que Place eut étudié le changement survenu dans les mœurs du Lancashire, Cooke Taylor était profondément étonné de la façon dont les travailleurs du Lancashire supportaient « la misère la plus extrême »,

> avec un degré élevé de dignité morale, un sens prononcé des convenances, une décence, une propreté et un ordre [...] qui ne méritent pas la souffrance intense dont j'ai été le témoin. Il se produisait sous mes yeux l'immolation graduelle de la population la plus noble et la plus respectable qui ait jamais existé dans ce pays ou dans tout autre.

« Pour presque tous les ouvriers miséreux que j'ai rencontrés au nord de Manchester [...] c'était une abomination que d'être obligé de recevoir des secours paroissiaux[41]. »

40. *Culture and Society*, Penguin Books, p. 312-314.

41. W. Cooke Taylor, *op. cit.*, p. 37-39. Taylor écrit à l'époque de la dépression dans l'industrie du coton, en 1842.

C'est une erreur de considérer que tout cela constitue la *seule* éthique effective de la « classe ouvrière ». Les aspirations « aristocratiques » des artisans et des ouvriers, les valeurs de l'« effort personnel », ainsi que la criminalité et la démoralisation, étaient également largement répandues. Le conflit opposant des conceptions différentes de la vie en société ne se déroula pas seulement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, mais à l'intérieur même des communautés ouvrières. Mais, dès les premières années du XIX^e^ siècle, il est possible de dire que les valeurs collectivistes dominent dans de nombreuses communautés ouvrières. Il existe un code moral défini, des sanctions contre le jaune, contre les « instruments » de l'employeur ou ceux qui se conduisent en mauvais voisins, et l'on se refuse à tolérer les excentriques et les individualistes. On adhère consciemment aux valeurs collectivistes, qui sont propagées par la théorie politique, le cérémonial des syndicats et le discours moral. En vérité, c'est cette conscience de la collectivité en tant que telle qui, avec la théorie, les institutions, la discipline et les valeurs communautaires qui en découlent, distingue la classe ouvrière du XIX^e^ siècle de la population du XVIII^e^ siècle.

Le radicalisme politique ainsi que l'owénisme se fondèrent sur cette « conception essentiellement collectiviste de la société » et l'enrichirent. Il se pourrait bien que Francis Place ait raison d'attribuer le changement de comportement des foules du Lancashire en 1819 au développement de la prise de conscience politique « se répandant par tout le pays depuis que les sociétés constitutionnelles et de correspondance devinrent actives en 1792 » ;

> Aujourd'hui, il est possible de rassembler cent mille personnes sans qu'aucun trouble ait lieu, et pourquoi cela ? [...] Les gens du peuple ont un but, et sa poursuite leur donne de l'importance à leurs propres yeux, leur donne une opinion élevée d'eux-mêmes, de sorte que ceux-là mêmes qui auraient été les fauteurs de trouble sont les garants de la paix[42].

42. Wallas, *op. cit.*, p. 146.

Un autre observateur attribuait les changements dans le Lancashire à l'influence de Cobbett et à celle des écoles du dimanche, et il notait « un changement général et radical » du caractère des classes laborieuses :

> Les pauvres, lorsqu'ils souffrent et sont mécontents, ne se soulèvent plus, mais tiennent une réunion – au lieu de s'en prendre à leurs voisins, ils attaquent le Ministère[43].

Ce développement du respect de soi et de la conscience politique fut un acquis réel de la révolution industrielle. Il chassa certaines formes de superstition et de déférence, et rendit certaines formes d'oppression dès lors intolérables. Nous trouvons d'abondantes preuves de la diffusion croissante de l'éthique mutualiste dans la vigueur et l'orgueil du cérémonial des unions et clubs syndicaux qui sortirent d'une semi-clandestinité quand les *Combination Acts* furent abrogés[44]. Pendant la grève des peigneurs de laine de Bradford en 1825, nous voyons que, à Newcastle, où la société de secours mutuel était si bien implantée, les syndicats qui contribuèrent à réunir des fonds pour Bradford comprenaient des forgerons, des constructeurs de moulins, des menuisiers, des cordonniers, des maroquiniers, des mégissiers, des ébénistes, des charpentiers de navires, des scieurs, des tailleurs, des peigneurs de laine, des chapeliers, des tanneurs, des tisserands, des potiers et des mineurs[45]. Bien plus, c'est la société de secours mutuel qui, d'une certaine façon, contribua à transmettre au mouvement syndicaliste le goût des cérémonies et le sens aigu du rang social qui caractérisaient la guilde de l'artisan. En effet, ces traditions étaient encore remarquablement vivaces au début du XIX^e^ siècle dans certaines anciennes compagnies à charte ou guildes de maîtres artisans, dont les cérémonies à dates fixes expri-

43. Un membre du comité de Manchester pour soulager les souffrances du 16 août 1819. [J.E. Taylor], *Notes and Observations Critical and Explanatory on the Papers relative to the Internal State of the Country [...]*, 1820.

44. Cf. *supra*, p. 312.

45. *Trades Newspaper*, 11 septembre 1825.

maient la fierté éprouvée par les maîtres et les compagnons à l'égard du « Métier ». En 1802, par exemple, il y eut une grande fête pour marquer le jubilé des « Guildes » de Preston. Au cours des processions et des spectacles, qui durèrent une semaine et auxquelles prirent part[46] la haute noblesse, la *gentry*, les négociants, les boutiquiers et les manufacturiers, les compagnons étaient à l'honneur :

> Les Peigneurs de Laine et les Ouvriers du coton [...] étaient précédés de vingt-quatre belles femmes dans la fleur de la jeunesse, qui portaient chacune un rameau de cotonnier. Suivaient des hommes qui portaient un métier à filer sur les épaules ; ensuite venait un métier à tisser tiré sur un char ; cependant que des artisans travaillaient fébrilement sur chacun de ces métiers [...]

À Bradford, à la veille de la grande grève de 1825, la fête du patron des peigneurs de laine, le saint évêque Blaise, fut célébrée avec une splendeur extraordinaire :

> Héraut, portant un drapeau.
> Vingt-quatre Négociants en laine à cheval, chaque cheval étant caparaçonné d'une toison.
> Trente-huit Fabricants de laine peignée et Manufacturiers à cheval, en gilet d'étoffe blanche, chacun portant une mèche de laine sur l'épaule et ceint d'une étoffe blanche : l'encolure des chevaux est couverte de filets faits de gros fils de laine.

Et ainsi de suite, jusqu'à ce que nous en arrivions à :

> L'ÉVÊQUE BLAISE
> Berger et Bergère
> Pastoureaux
> Cent soixante Trieurs de laine à cheval, portant des chapeaux à ornements et diverses mèches de laine de couleur.

46. Les compagnies représentées comprenaient les tanneurs, peaussiers, gantiers, bottiers, charpentiers, bouchers, négociants en vins, tailleurs, forgerons, merciers et drapiers. Voir *Leeds Mercury*, 4 septembre 1802.

Trente Fabricants de peignes
Charbonniers
Couleurs des Peigneurs.

*Fanfare*

Quatre cent soixante-dix Peigneurs de laine, portant des perruques de laine, etc.

*Fanfare*

Quarante Teinturiers, portant des cocardes rouges, des tabliers bleus et des mèches croisées de laine rouge et bleue[47].

Après la grande grève, il ne fut plus possible d'organiser de telles cérémonies.

Le passage de l'ordre ancien du « Métier » à un système où s'opposent l'organisation des maîtres, d'une part, et les syndicats, de l'autre, nous conduit au cœur de l'expérience de la révolution industrielle[48]. Mais la société de secours mutuel et le syndicat, non moins que les organisations de maîtres, cherchaient à préserver le cérémonial et la fierté de l'ancienne tradition. En fait, étant donné que les artisans se considéraient comme les *producteurs* et voyaient dans le maître un parasite de leur savoir-faire, ils n'en mettaient que plus l'accent sur la tradition. Lorsque les lois sur les coalitions furent abrogées, leurs banderoles circulèrent au grand jour dans les rues. À Londres, en 1825, le syndicat des calfateurs de la Tamise (fondé en 1794) arbora ses devises en français : « Main et Cœur », « Vigueur, Vérité, Concorde, Dépêche », qui révèlent la fierté du corps de métier médiéval. Le syndicat des cordiers évolua derrière une bannière blanche sur laquelle on pouvait voir un essaim d'abeilles autour d'une ruche. « Fils de l'industrie ! L'Union fait la force. » (Ils s'arrêtèrent devant les maisons des maîtres qui leur avaient accordé une augmentation de salaire et les saluèrent.) La Société de prévoyance des

47. J. James, *History of Bradford*, 1866, p. 164-167 ; J. Burnley, *Yorkshire Stories Retold*, Leeds, s.d., p. 165-175.

48. Sur la formation de la conscience de la bourgeoisie entre 1780 et 1846, voir A. Briggs, « Middle-Class Consciousness », *Past and Present*, avril 1956 ; sur l'importance du concept de « métier » dans le mouvement luddiste, voir *infra*, p. 715-720.

charpentiers des chantiers navals de la Tamise de John Gast, qui donnait le ton aux « métiers » de Londres, fit mieux que les autres avec sa bannière de soie bleue (« Les cœurs de chêne protègent les vieillards »), un beau bateau tiré par six chevaux bais, trois postillons en gilet bleu, une fanfare, son comité, ses membres arborant encore des bannières et des drapeaux, et des délégations venues de Shields, de Sunderland et de Newcastle. Ses membres portaient des rosettes bleues et des rameaux de chêne, et dans le bateau se trouvaient de vieux charpentiers qui vivaient dans les hospices de l'association, à Stepney[49]. À Nantwich, en 1832, les cordonniers firent honneur au prestige attaché à la guilde avec leur bannière, « tout un ensemble d'insignes de société secrète, surplis, tabliers décorés [...] et une couronne et des robes pour le roi Crépin ». En 1833, le roi Crépin traversa la ville à cheval, accompagné de caudataires, d'officiers portant les « Décrets, la Bible, une grande paire de gants », ainsi que de beaux modèles de chaussures et de bottes d'hommes et de femmes.

> Près de 500 personnes se joignirent à la procession, chacune portant un tablier blanc joliment décoré. Un compagnon d'atelier en tenue de route, l'équipement sur le dos et le bâton de marche à la main, fermait la procession[50].

Il n'y a pas d'explication unique au changement évident de mœurs des travailleurs[51]. Et nous ne devons pas exagérer l'importance du changement. Cris d'ivrognes et tumultes s'élevaient encore souvent des rues. Mais il est vrai que les ouvriers apparaissent particulièrement sobres et disciplinés dans les vingt années qui suivirent les guerres, alors même

49. *Trades Newspaper*, 14, 21, 28 août 1825. Les calfateurs comptaient environ 300 membres ; les cordiers, 200 ; et les charpentiers des chantiers navals, aux alentours de 1 500.

50. « Réminiscences of Thomas Dunning », in W.H. Chaloner (éd.), *Trans. Lancs. et Cheshire Antiq. Soc.* LIX, 1947. Ce grand déploiement de force fut suivi par l'arrestation des responsables de Nantwich au cours de l'attaque portée contre les syndicats en 1834.

51. Pour de plus amples détails sur la culture des artisans, voir *infra*, p. 939-985.

qu'ils faisaient valoir leurs droits avec la plus grande force. Aussi ne pouvons-nous accepter la thèse selon laquelle leur sérieux fut exclusivement, ou même principalement, la conséquence de la propagande évangélique. Et nous en arrivons à la même conclusion si nous inversons les données du problème. Vers 1830, non seulement l'Église établie, mais aussi le renouveau méthodiste se heurtaient, dans la plupart des centres de la classe ouvrière, à une vive opposition de la part des libres penseurs, des owénistes et des chrétiens sans dénomination. À Londres, à Birmingham, dans le sud-est du Lancashire, à Newcastle, à Leeds et dans d'autres villes, les déistes qui propageaient les idées de Carlile ou d'Owen avaient de très nombreux partisans. Les méthodistes avaient consolidé leurs positions, mais ils avaient de plus en plus tendance à représenter les artisans et des groupes privilégiés de travailleurs, et à s'isoler moralement de la vie communautaire de la classe ouvrière. Quelques centres où s'était manifesté le renouveau religieux étaient retombés dans le « paganisme ». Dans le Sandgate de Newcastle, jadis « renommé aussi bien pour la prière que pour l'ivrognerie, pour les psaumes que pour les jurons », les méthodistes avaient perdu tous leurs partisans, parmi les pauvres, dans les années 1840. Dans certaines parties du Lancashire, des communautés de tisserands, aussi bien que des ouvriers travaillant en fabrique, s'éloignèrent en masse des chapelles et furent emportés par le courant de l'owénisme et de la libre pensée :

> Sans les écoles du dimanche, la société aurait été dans un état horrible avant cette époque. [...] Le nombre des infidèles s'accroît de façon surprenante. [...] Les écrits de Carlile, de Taylor et d'autres infidèles sont plus lus que la Bible ou que tout autre livre. [...] J'ai vu semaine après semaine des tisserands se rassembler dans une pièce pouvant contenir 400 personnes, pour applaudir des gens qui affirmaient et entendaient prouver qu'il n'y a pas de Dieu. [...] Je suis allé dans les chaumières autour de la chapelle où je vais prier, j'ai trouvé une vingtaine d'hommes rassemblés pour lire des publications d'infidèles [...][52].

52. Témoignage d'un employeur de Bolton, *S.C. on Hand-Loom Weavers' Pétitions*, 1834, p. 419.

L'owénisme et les mouvements laïques gagnaient souvent « comme un feu d'ajoncs sur un pré communal », tout comme le renouveau méthodiste l'avait fait auparavant.

Engels, se fondant sur ce qu'il avait vu dans le Lancashire en 1844, soutenait que « les ouvriers n'ont pas la foi et ne se rendent pas à l'église », à l'exception des Irlandais, de « quelques personnes âgées, des demi-bourgeois, des surveillants, des contremaîtres et des gens de ce genre ». « Dans les masses domine presque universellement une indifférence totale à l'égard de la religion, ou, au mieux, quelque trace de déisme [...]. » Engels affaiblit l'argumentation en forçant le trait, mais Dodd citait une fabrique de Stockport dans laquelle neuf ouvriers sur dix ne se rendaient pas à l'église, alors que Cooke Taylor, en 1842, s'étonnait de la vigueur de la foi et de la connaissance des Écritures manifestées par les ouvriers du Lancashire qui contestaient les orthodoxies chrétiennes. « Si je pensais que le Seigneur est la cause de toute la misère que je vois autour de moi, disait l'un d'entre eux à un prédicateur méthodiste, je quitterais son service et je dirais qu'il n'est pas le Seigneur que je voyais en lui. » De la même façon, à Newcastle, au cours des années chartistes, des milliers d'artisans et d'ouvriers métallurgistes étaient des libres penseurs convaincus. Dans une fabrique qui en emploie deux cents, « il n'y en a pas plus de six ou sept qui se rendent dans un lieu de culte ». « Les classes ouvrières », disait un ouvrier,

> s'informent, et plus grande est leur information, plus large est le fossé qui les sépare des différentes sectes. Ce n'est pas parce qu'ils méconnaissent la Bible. Moi-même je révère la Bible [...] et quand je l'ouvre [...] je vois que les prophètes défendaient les opprimés contre l'oppresseur et dénonçaient celui qui faisait le mal, si riche et puissant fût-il. [...] Quand les prédicateurs retourneront au bon vieux livre, je retournerai les écouter, mais pas avant [...]

Les écoles du dimanche récoltaient une moisson inattendue[53].

53. F. Engels, *op. cit.*, p. 125, 126 ; W. Cooke Taylor, *op. cit.*, p. 153-155 ; *Newcastle Chronicle, Inquiry into the Condition of the Poor*, Newcastle, 1850, p. 32, 56. Voir aussi W. Dodd, *op. cit.*, p. 181, 186.

L'affaiblissement de l'influence des Églises ne signifie en aucune manière l'érosion du respect de soi et de la discipline de classe. Au contraire, Manchester et Newcastle, avec leur longue tradition d'organisation ouvrière et politique, furent célèbres au cours des années chartistes pour la discipline de leurs manifestations de masse. Là où les citoyens et boutiquiers s'étaient soudain mobilisés lorsque les « sauvages et terribles mineurs de fond » étaient entrés en force dans Newcastle, il était maintenant nécessaire aux propriétaires de mines de courir les taudis de la ville à la recherche de vendeurs de sucreries ambulants ou de chiffonniers, pour chasser les mineurs en grève. En 1838 et en 1839, des dizaines de milliers d'artisans, de mineurs et d'ouvriers défilèrent semaine après semaine en bon ordre dans les rues, passant souvent à quelques mètres des militaires et évitant toute provocation. « On leur avait bien appris, rappelait l'un de leurs chefs que nous ne voulions pas d'une simple révolte, mais d'une révolution[54]. »

### 3. Les Irlandais

L'analyse qui précède ne rend pas compte d'une des composantes de la nouvelle communauté ouvrière : l'immigration irlandaise. En 1841, on estimait que plus de 400 000 habitants de la Grande-Bretagne étaient nés en Irlande – et plusieurs dizaines de milliers étaient nés en Grande-Bretagne de parents irlandais. En grande majorité, ils étaient catholiques et parmi les moins bien payés ; la plupart d'entre eux vivaient à Londres et dans les villes industrielles. À Liverpool et à Manchester, entre un cinquième et un tiers de la population ouvrière était irlandaise.

Il n'y a pas lieu ici de raconter l'histoire effroyable de la misère dans laquelle s'enfonça le peuple irlandais tout au long de la première moitié du XIX^e siècle. Mais il faut rappeler que les désastres

54. Fynes, *op. cit.*, p. 19 ; Thomas Burt, *Autobiography*, 1924, p. 34 ; T.A. Devyr, *The Odd Book of the Nineteenth Century*, New York, 1882, p. 184, 185.

dont fut affligée l'Irlande s'expliquent moins par la maladie qui détruisit les récoltes de pommes de terre que par les séquelles d'une contre-révolution succédant à la répression sans pitié de la rébellion des Irlandais unis (1798), qui avait été beaucoup plus féroce que tout ce que l'Angleterre avait connu ; et par les conséquences sociales, économiques et politiques de l'Acte d'union (1800). En 1794, un membre du clergé de l'Église d'Irlande, nommé William Jackson, qui jouait le rôle d'intermédiaire entre William Hamilton Rowan, des Irlandais unis, et les Français, fut arrêté à Dublin en possession d'un document évoquant le climat politique en Irlande, et les soutiens potentiels dans l'éventualité d'une invasion française. La population de l'Irlande était estimée (à tort) à 4 500 000[55] habitants, parmi lesquels, pensait-on, 450 000 anglicans, 900 000 dissidents et 3 150 000 catholiques. On disait des dissidents (« le corps le plus éclairé de la nation ») :

> Ce sont des républicains fidèles, dévoués à la Liberté, et ils lui sont restés attachés avec enthousiasme aux divers stades de la Révolution française. Les Catholiques, la Grande masse du Peuple, sont dans le Besoin et l'Ignorance les plus complets, prêts à tout Changement parce qu'aucun Changement ne saurait aggraver leur condition ; on peut dire que Toute la Paysannerie d'Irlande, la plus Opprimée et la plus Misérable d'Europe, est Catholique.

Alors que les préjugés antifrançais des Anglais « uniraient les gens de tout rang contre les Envahisseurs », en Irlande, « Pays Conquis, opprimé et Outragé, le Nom de l'Angleterre, ainsi que le Pouvoir qu'elle représente, est Odieux à Tous [...] ».

> Les Dissidents sont hostiles au Pouvoir anglais par raison et réflexion ; les Catholiques, par Haine de l'Anglais. [...]
> En un mot, de par la Réflexion, l'Intérêt, les Préjugés, l'esprit de Changement, la misère de la grande masse de la nation et par-dessus tout la Haine de l'Anglais provenant de la Tyrannie exercée pendant près de

55. Le premier recensement, en 1821, donnait le chiffre de 6 803 000.

sept siècles, il ne fait guère de doute qu'une Invasion serait soutenue par le Peuple[56].

On pourrait avancer que les Français perdirent l'Europe non aux portes de Moscou, mais en 1797, alors que seule une marine mutinée les coupait d'une Irlande à la veille de la révolte[57]. Mais, lorsque l'invasion se produisit, elle fut d'un tout autre ordre, ce fut l'invasion de l'Angleterre et de l'Écosse par les pauvres d'Irlande. Et la synthèse de Jackson nous rappelle que l'émigration irlandaise fut plus différenciée qu'on ne le suppose souvent. Dans les années précédant et suivant 1798, les dissidents de l'Ulster, qui était la province la plus industrialisée, n'étaient pas les plus loyaux, mais les plus « jacobins » des Irlandais ; alors que ce ne fut qu'après la répression de la rébellion que l'antagonisme entre les « orangistes » et les « papistes » fut délibérément encouragé par les autorités anglaises de Dublin comme moyen de conserver le pouvoir. Les émigrants comprenaient des ouvriers saisonniers du Connaught, des petits propriétaires du Wexford et des artisans de l'Ulster, qui étaient aussi différents les uns des autres que les ouvriers agricoles de Cornouailles l'étaient des fileurs de coton de Manchester. (Les fameuses rixes du samedi soir opposaient plus souvent les Irlandais entre eux que les Irlandais et les Anglais ; et il ne s'agissait pas toujours de querelles religieuses – les rivalités entre le Leinster, le Munster et le Connaught se rejouaient aussi dans les impasses et les cours de Preston et de Batley.) Les vagues d'immigration se succédèrent[58]. Entre 1790 et 1810, elles comprenaient encore des protestants et des gens de l'Ulster, dont beaucoup étaient commerçants, artisans, tisserands, ouvriers du coton, quelques-uns, parmi eux, adhérant à la philosophie des *Droits de l'homme*. Comme se faisaient sentir les effets de la concurrence économique inégale instituée par l'Acte d'union,

56. T.S., 11.3510 A (2) ; *Trial of the Rev. Wm. Jackson*, 1795, p. 80, 81.

57. Voir E.H.S. Jones, *The Invasion that Failed*, Oxford, 1950.

58. Sur l'importante colonie irlandaise à Londres au XVIII[e] siècle, voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, p. 113 *sq*.

les tisseurs de soie et de toile ainsi que les ouvriers du coton abandonnèrent leurs industries déclinantes pour se rendre à Manchester et à Glasgow, à Barnsley, à Bolton et à Macclesfield. Avec cette vague vint le jeune John Doherty, qui avait travaillé dans sa jeunesse dans une filature de coton, à Meath, et qui arriva à Manchester vers la fin des guerres et devint en quelques années le plus grand dirigeant des ouvriers du coton du Lancashire.

À partir de cette époque, ce fut, plus que jamais, une émigration de catholiques et de paysans. Les *yeomen* du Lincolnshire, notait un journal local en 1811, « ont l'habitude, depuis de nombreuses années, de les inviter au moyen d'annonces publiques ». On louait fréquemment l'« esprit d'industrie et de travail » des émigrants saisonniers et des moissonneurs, que l'on opposait à l'ouvrier agricole « intéressé » du Lincolnshire,

> qui souhaite tirer parti du fait que le fermier a besoin de lui et gagner gros, et qui ne se contentera pas d'une demi-guinée par jour en pleine saison,

et auquel on reprochait, en outre, de jalouser les « travailleurs d'appoint irlandais »[59]. Au fur et à mesure que les voies d'émigration furent mieux connues, davantage d'immigrants vinrent s'installer. Les échecs successifs dans la récolte des pommes de terre, et plus particulièrement la famine de 1821, encouragèrent l'émigration.

L'éviction massive des « francs-tenanciers », entre 1828 et 1830, fit grossir le nombre de ceux qui arrivaient sur des bateaux bondés à Liverpool et à Bristol. Mais l'Angleterre était « loin d'être leur Mecque et est en vérité le dernier endroit qu'ils auraient approché de leur plein gré ». Les mieux lotis, ceux qui pouvaient économiser l'argent du voyage, émigraient vers l'Amérique ou le Canada, et seuls les plus démunis se rendaient en Angleterre. Une fois arrivés, et dès qu'ils avaient trouvé un emploi, ils accomplissaient des efforts héroïques pour envoyer des fonds en Irlande et pour constituer le petit

59. *Boston Gazette*, in *Alfred*, 21 septembre 1811.

pécule nécessaire pour faire venir des parents et réunir leur famille en Angleterre[60].

Les conditions que la plus grande partie des immigrants de l'après-guerre laissaient derrière eux étaient, selon les termes mêmes des *Blue Books*, insuffisantes pour subvenir « aux nécessités les plus communes de la vie » :

> Leurs habitations sont des bouges misérables, plusieurs membres de la famille couchent ensemble sur la paille ou à même le sol [...] leur nourriture se compose communément de pommes de terre sèches, et ils sont avec ça [...] obligés de se limiter à un repas frugal par jour. [...] Ils mangent parfois un hareng ou prennent un peu de lait, mais jamais de viande, sauf à Noël, à Pâques et au Mardi gras[61].

Les conditions de vie de la main-d'œuvre la moins chère de toute l'Europe de l'Ouest sont bien connues. Il existe des pages et des pages, dans les *Blue Books*, ayant trait aux conditions d'hygiène, aux crimes, au logement, aux tisserands sur métier à bras, et elles abondent en commentaires sur la misère épouvantable que les Irlandais apportèrent avec eux en Angleterre : habitations dans des caves, pauvreté de l'ameublement et de la literie, ordures jetées devant les portes, surpopulation et concurrence pour la main-d'œuvre anglaise. À cet égard, point n'est besoin d'insister sur le parti qu'en tirèrent les employeurs. Un industriel de la soie de Manchester déclarait : « Dès qu'une grève se produit et que j'ai un besoin urgent de main-d'œuvre, j'envoie chercher en Irlande dix, quinze ou vingt familles[62]. »

Mais l'influence de l'immigration irlandaise fut plus ambivalente et plus intéressante que tout cela. Paradoxalement, c'est la réussite

60. Pour l'émigration en général, voir Redford, *op. cit.*, p. 114 *sq.* ; pour un excellent résumé de ses causes économiques et sociales, se reporter à E. Strauss, *Irish Nationalism and British Democracy*, 1951, en particulier chap. IX et X.

61. *Third Report of the Commissioners for Inquiring into the Condition of the Poorer Classes in Ireland*, 1836, p. 3.

62. *Report on the State of the Irish Poor in Great Britain*, 1836, p. VII.

de la transformation du caractère de l'ouvrier anglais qui créa le besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire non façonnée par la discipline de travail propre à l'industrie. Cette discipline, nous l'avons vu, demandait une application méthodique de tous les instants, une intériorisation des exigences de sérieux, de prévoyance et un respect scrupuleux des contrats ; en bref, la dépense contrôlée des énergies au service d'emplois qualifiés ou semi-qualifiés. Par opposition, les gros travaux manuels, socle de la société industrielle, supposaient une dépense prodigue d'énergie physique pure – une alternance de travail intensif et de détente tapageuse, qui relève des rythmes de travail préindustriels et à laquelle l'artisan ou le tisserand anglais était inapte en raison de la faiblesse de sa constitution et de son tempérament puritain.

Ainsi, la main-d'œuvre irlandaise était essentielle à la révolution industrielle, non seulement – et ce n'est peut-être pas primordial – parce qu'elle était « bon marché » (le travail des tisserands ou des ouvriers agricoles anglais était, en toute honnête, bien assez bon marché), mais parce que la paysannerie irlandaise avait échappé à l'influence de Baxter et de Wesley. Démoralisés en Irlande par une économie impropre à assurer la subsistance ou par le système des *conacres* (par lequel les fermiers les tenaient pratiquement en esclavage en échange de la jouissance d'un lopin de pommes de terre), ils étaient réputés pour leur léthargie et leur veulerie. L'énergie n'était pas un atout dans un pays où le bon fermier était pénalisé par le doublement du fermage. En Angleterre, ils furent capables d'exploits étonnants, faisant preuve de

> [...] bonne volonté, d'empressement et de persévérance dans l'accomplissement du labeur le plus dur, le plus ingrat et le plus désagréable, comme celui qui consistait à être manœuvre auprès des maçons et des plâtriers, à creuser la terre pour bâtir ports, quais, canaux et routes, à transporter de lourdes charges ou à charger et à décharger des navires.

John Kay, qui enquêta sur la valeur de la main-d'œuvre irlandaise auprès des employeurs du Lancashire en 1835, découvrit que l'on pré-

férait les travailleurs anglais pour toutes les tâches qualifiées « parce qu'ils faisaient preuve de cette persévérance soutenue que le travail d'usine appelle tout particulièrement ». « Les Anglais sont des ouvriers plus constants, ordonnés et qualifiés, et ils respectent davantage les contrats passés entre maîtres et serviteurs. » Quoique plusieurs milliers d'Irlandais fussent employés dans l'industrie du coton, « rares sont ceux, s'il en est [...] qui accomplissent des tâches supérieures [...] ; on les trouve presque tous dans les souffleries [...] ». Très peu d'entre eux occupaient les « postes de confiance », tandis que rares étaient ceux qui « accédaient au grade de fileur ». L'inverse se produisait dans les emplois non qualifiés. Un employeur de Birmingham en témoignait en 1836 :

> Les ouvriers irlandais sont prêts à travailler à toute heure. [...] Je considère que ce sont des ouvriers très valables, et nous ne pourrions nous passer d'eux. S'ils sont traités avec bonté, ils sont prêts à tout pour vous. [...] Un Anglais ne pourrait pas faire le travail qu'ils accomplissent. Quand vous les pressez, ils font preuve d'un désir d'obliger que les Anglais n'ont pas ; ils préféreraient mourir plutôt que de se déclarer battus ; ils travailleraient dur, à en tomber de fatigue, plutôt que de se faire surpasser [...]

« Ils supposent davantage de surveillance, sont plus bavards au travail » – on remarque souvent que les encouragements personnels produisent plus d'effet que les incitations économiques ; d'un caractère jovial, c'est pour les employeurs au caractère jovial, pour peu que ces derniers les incitent à l'émulation réciproque, qu'ils travaillent le mieux. « Les Irlandais sont plus violents et irascibles que les Anglais, mais ils sont moins têtus, maussades et opiniâtres. » Il était facile d'abuser de leur générosité et de leur impulsivité ; il est littéralement vrai qu'ils « préféreraient mourir [...] plutôt que de se déclarer battus ». « Dans son propre pays, il a la réputation d'être paresseux et négligent au possible ; une fois arrivé en Angleterre, il devient un modèle, tant il est laborieux et entreprenant. » Payés à la tâche ou par équipes comme débardeurs ou pour des travaux de terrassement, « ils sont tentés de travailler plus qu'ils ne le peuvent et se ruinent ainsi la santé et la

constitution en quelques années. C'est le cas des porteurs, des chargeurs de charbon et de nombreux ouvriers qui accomplissent les basses besognes à Londres », qui, en grande partie, étaient irlandais. Un observateur des docks de Liverpool notait la façon dont l'avoine était chargée sur un navire :

> Ces hommes (principalement des Irlandais) recevaient les sacs pleins sur l'épaule dès qu'ils étaient décrochés de la grue et les transportaient de l'autre côté de la rue. Ils accomplissaient cette rude besogne tout au long des heures de travail d'un jour d'été, à un rythme uniforme et implacable, parcourant au moins cinq miles à l'heure, la distance séparant le navire de l'entrepôt mesurant bien cinquante yards. [...] Pour ce travail, un bon ouvrier gagnait, à raison de 16 pence pour 100 sacs, dix shillings par jour ; de sorte qu'il faisait sept cent cinquante voyages [...] transportant à l'aller un plein sac d'avoine sur l'épaule, parcourant ainsi une distance de [...] quarante-trois miles [...]

Dans les années 1830, des catégories entières d'emplois étaient occupées par des Irlandais : les Anglais se refusaient à accomplir ces tâches désagréables et inférieures ou ne pouvaient pas tenir le rythme[63].

Ainsi, les employeurs tiraient tous les avantage des deux types de main-d'œuvre, préindustrielle et industrielle. L'ouvrier discipliné détestait son travail au fond de son cœur ; la disposition de caractère qui, d'une part, favorisait la conscience et la compétence conduisait, d'autre part, à un respect de soi qui s'opposait à l'acceptation de besognes sales ou dégradantes. Un employeur du bâtiment, expliquant pourquoi les Irlandais étaient confinés au rôle de manœuvres, apporta son témoignage :

63. *Ibid.*, p. v, vii-ix, xxx, xxxi ; E. Strauss, *op. cit.*, chap. xiv, « The Irish in Great Britain » ; *First Annual Report Poor Law Commissioners*, 1836, p. 305, 306 ; G.C. Lewis, *Remarks on the Third Report of the Irish Poor Inquiry Commissioners*, 1837, p. 24 ; John Wade, *History of the Middle and Working classes*, *op. cit.*, p. 242, 243 ; Sir G. Head, *A Home Tour of Great Britain*, 1835, p. 190-191.

> Ils font rarement de bons ouvriers qualifiés ; ils n'approfondissent pas les choses ; ils sont vifs, mais superficiels, ils ne font pas de bons constructeurs de moulins ni de bons ouvriers métallurgistes, toutes choses qui demandent de la réflexion. [...] Si l'on confie à un Irlandais l'exécution d'un plan, il faut le surveiller continuellement, sinon il se trompera ou, plus probablement, il ne saura pas se débrouiller.

C'était la conséquence d'un « manque d'application » plutôt que d'une quelconque « incapacité naturelle » ; c'était un défaut « moral » et non « intellectuel » :

> Un homme qui ne se soucie pas du lendemain, et qui ne vit que pour le moment présent, ne peut soumettre son esprit à la sévère discipline ni accomplir ces efforts patients et laborieux qui sont nécessaires à la formation d'un bon ouvrier qualifié[64].

Le *Report on the State of the Irish Poor in Great Britain* (« Rapport sur la situation des Irlandais pauvres en Grande-Bretagne »), qui est l'un des essais sociologiques les plus impressionnants parmi tous les *Blue Books* des années 1830, parvenait à cette conclusion :

> L'émigration irlandaise en Grande-Bretagne est l'exemple même d'une population moins civilisée qui s'étend d'elle-même, comme une espèce de substrat, sous une communauté plus civilisée ; et qui, sans exceller dans aucune branche, prend possession de tous les secteurs les plus bas du travail manuel.

Pour les employeurs, c'était un avantage, comme le faisait remarquer l'un d'eux dans les Potteries, « d'autant plus que la population d'origine occupe tous les emplois qui exigent le plus d'ingéniosité et de qualifications ». Néanmoins, aux yeux de nombreux employeurs, l'immigration « n'a pas été uniquement un bienfait ». Car les Irlandais déployaient exubérance et indiscipline dans leur travail, mais aussi

64. *Report on the State of the Irish Poor in Great Britain*, p. IX, XXX, XXXI.

en dehors. « Un grand nombre de travailleurs irlandais dans les villes industrielles [...] dépensent leur argent de la façon suivante » :

> Le samedi soir, quand ils reçoivent leur paie, ils paient d'abord ce qu'ils doivent au magasin [...] et leur loyer [...] et, quand ils ont ainsi réglé leurs dettes, ils vont boire aussi longtemps qu'il leur reste de l'argent. Le lundi matin, ils sont sans le sou [...]

Conservant un « niveau de vie fixe, à peine supérieur à celui qui était le leur dans leur propre pays », il leur manquait les vertus puritaines de l'économie et de la sobriété tout autant que celles de l'application et de la prévoyance. Tous les samedis soir, les rues de Manchester, de Liverpool et d'autres villes industrielles étaient envahies par des centaines d'Irlandais ivres et bagarreurs.

À bien des égards, les vertus et les vices des Irlandais étaient à l'opposé de ceux de l'artisan anglais discipliné. Les Irlandais manifestaient un mépris tantôt violent, tantôt bon enfant à l'égard des autorités anglaises. Non seulement les lois et la religion des législateurs leur étaient étrangères, mais aucune sanction communautaire ne faisait de la poursuite judiciaire un déshonneur. Lorsqu'ils sont bien traités, disait un employeur, ils sont dignes de confiance : « Si l'on en voit un commettre un larcin, les autres l'éviteront. » Mais un Irlandais surpris en train de chaparder chez un employeur ou un fermier impopulaire, ou qui refusait de payer son loyer, était soutenu non seulement par l'assentiment de ses compatriotes, mais par leur force collective. Un maître cotonnier de Manchester déclarait : « Il n'est pas de conduite téméraire dont ils ne se rendent coupables une fois ou l'autre. » Bien que se battant constamment entre eux, ils réagissaient comme un seul homme si l'un d'entre eux était attaqué de l'extérieur. Des tentatives de saisie d'alambics clandestins conduisaient à des combats à coups de coutelas et de briques, et les Irlandaises n'étaient pas les dernières à y prendre part. Dans la Petite Irlande de Manchester, les tentatives de recouvrement des loyers, des dettes ou des impôts devaient être menées comme de petites actions militaires contre une population prête à la bataille. « Il est extrêmement

dangereux, disait le commissaire adjoint de Manchester en 1836, de faire exécuter un mandat d'arrêt dans une fabrique où travaillent de nombreux Irlandais ; ils jettent des briques et des pierres à la tête des agents qui montent les escaliers [...]. » Et le surintendant des vigiles de Manchester expliquait :

> [...] pour arrêter un Irlandais dans les quartiers irlandais de la ville, nous sommes obligés de prendre dix à vingt hommes ou même plus. Tout le voisinage se présente avec des armes ; même les femmes, à moitié nues, portant des briques et des pierres que les hommes lanceront. L'homme résiste, en se débattant comme un beau diable, pour laisser à ses amis le temps de se rassembler pour venir à son secours [...][65].

Les Irlandais n'étaient ni stupides ni barbares – Mayhew attira plus d'une fois l'attention sur leur générosité, leur « éloquence et leur vitesse de compréhension ». Ils adhéraient à un système de valeurs différent de celui de l'artisan anglais ; et on a bien l'impression qu'en choquant les bienséances anglaises ils s'amusaient et jouaient le jeu jusqu'au bout. Un avoué de Bolton rappelait qu'ils faisaient souvent les idiots sur le banc des accusés, entraînant avec eux toute une horde de compatriotes pour jouer le rôle de « témoins de moralité », manifestant une fine connaissance de la procédure, à en juger par les faux-fuyants qu'ils utilisaient, et saoulant les magistrats de leurs boniments. Le même mépris de la véracité faisait de beaucoup d'entre eux des mendiants consommés. Généreux les uns avec les autres, s'ils parvenaient à mettre de l'argent de côté, c'était dans un but précis – émigration vers le Canada ou mariage. Pour faire venir femme et enfants, frères et sœurs en Angleterre, ils économisaient « sou après sou » pendant des années, mais ils « n'économiseront pas pour se préserver – eux ou leurs enfants – de la déchéance de l'asile des pauvres [...] ». S'ils étaient marchands ambulants, ils restaient dans la catégorie la plus pauvre : colporteurs ou chiffonniers ; leur

65. *Ibid.*, p. x, xvi, xvii ; *First Report of the Constabulary Commissioners*, 1839, p. 167-169.

tempérament, disait froidement Mayhew, ne les prédisposait pas « à acheter au plus bas prix pour revendre au plus fort ». Ils s'efforçaient de profiter avec une désinvolture enjouée des lois sur les pauvres. Ils tournèrent les anciennes *Settlement Laws* (« lois sur l'établissement ») à leur avantage, sillonnant tout le pays aux frais de la paroisse (et qui aurait pu dire si Manchester était ou non la paroisse d'origine de Paddy M'Guire ?), descendant lestement de la voiture du responsable quand l'étape semblait accueillante. Ils étaient prêts à accepter les secours de la paroisse « sans le moindre sentiment de honte[66] ».

Ils constituaient un élément d'instabilité dans la communauté populaire en formation – un flot apparemment inépuisable de renforts pour les bataillons des forteresses de Satan. Dans certaines villes, les Irlandais étaient pour partie cantonnés dans leurs propres rues et quartiers. À Londres, en 1850, Mayhew les trouva dans le dédale de ruelles partant de *Rosemary-lane*, dans les recoins desquelles on pouvait voir « des gamins hirsutes courant pieds nus à travers les flaques d'eau et des fillettes tête nue, serrées dans des châles et appuyées contre le chambranle des portes ». Dans les caves de Manchester et de Leeds, la même ségrégation se reproduisait. Et il y avait aussi l'isolement religieux. En 1800, la population ouvrière autochtone de confession catholique était très réduite. L'Église catholique voyait dans l'immigration irlandaise le signe d'un plan divin pour ramener l'Angleterre à la foi, et, partout où se rendaient les Irlandais, les prêtres suivaient. Le clergé irlandais était plus pauvre et plus proche de la paysannerie que tout autre clergé d'Europe. Avec un revenu moyen qui a été estimé à 65 livres par an, le prêtre vivait, au sens littéral du terme, grâce à ses ouailles, prenant ses repas chez ses paroissiens et dépendant de leur bonne volonté. « Le prêtre », disait l'évêque protestant de Waterford,

> doit suivre la poussée de la vague populaire, ou rester derrière sur le rivage et périr. [...] « Vis avec moi et comme moi ; ne m'écrase pas

66. H.M. Richardson, *Reminiscences of Forty Years in Bolton*, Bolton, 1885, p. 129-131 ; H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 109, 121.

> d'un savoir et d'un raffinement supérieurs, prends avec reconnaissance ce que je choisis de te donner et gagne-le par ta complaisance à l'égard de mes croyances politiques ou de ma conduite. » Tel [...] est le langage que tient le paysan irlandais à son prêtre [...]

L'évêque catholique de Waterford en donne une confirmation dans une recommandation frappante à son clergé, en 1797 :

> Ne vous laissez pas réduire au rôle d'instrument des riches de ce monde, qui essaieront de se servir de vous au détriment des pauvres, pour réaliser leurs propres desseins temporels. [...] Les pauvres ont toujours été vos amis – ils vous ont fait confiance sans fléchir, à vous ainsi qu'à leur Foi, même dans les pires époques. Ils ont partagé leur repas frugal avec vous et avec vos prédécesseurs. S'ils avaient [...] imité la conduite des riches, qui non seulement vous fermèrent leurs portes, mais vous chassèrent assez souvent comme des bêtes sauvages, je ne pourrais pas m'adresser au respectable corps du Clergé que j'ai aujourd'hui sous mon autorité spirituelle [...]

Cette Église, qui avait trouvé un prêtre pour chevaucher à la tête des insurgés de Wexford et un autre (O'Coigly) pour périr sur l'échafaud en Angleterre, partageait profondément les aspirations de la paysannerie ; pendant trente années, après 1810, Daniel O'Connell chercha (principalement par l'entremise de l'Association catholique) à utiliser les prêtres comme agitateurs politiques auxiliaires. Quand les pauvres d'Irlande vinrent en Angleterre, les prêtres utilisèrent tous les moyens – ministère dévoué (avec une connaissance de la mentalité de leurs paroissiens qu'aucun clergé anglais ne pouvait égaler), terreur psychologique, aide financière et extorsion de fonds, pression sur la famille, réconfort en cas de malheur – pour maintenir leur emprise sur leurs ouailles. Ils faisaient confiance à la seule forme d'évangélisme susceptible de réussir dans l'Angleterre protestante : le taux de natalité. Les déchargeurs de charbon, terrassiers ou marchands ambulants anglais étaient, pour la plupart, des « païens ». Leurs homologues irlandais assistaient à la messe. Le prêtre était la seule autorité pour laquelle les travailleurs irlandais manifestaient quelque déférence.

Un chanoine catholique pouvait calmer une émeute le samedi soir à Bolton, quand les magistrats échouaient. Quand Mayhew accompagna un prêtre en tournée auprès de ses ouailles :

> Partout les gens sortaient en toute hâte pour aller à sa rencontre. [...] Les femmes se rassemblaient sur le pas de leur porte et sortaient en rampant des caves par les trappes pour lui faire une révérence. [...] Et, comme le prêtre marchait dans la rue, des garçons qui couraient à toute vitesse s'arrêtaient net pour le saluer [...][67].

En vérité, le pouvoir du prêtre sur bon nombre d'émigrants allait grandissant. Déracinés comme ils l'étaient, le prêtre était pour eux le dernier point de repère les rattachant à leur ancien mode de vie. Instruit, mais membre des classes populaires, le prêtre, qu'on ne pouvait soupçonner d'être de mèche avec les employeurs et les autorités anglaises, et qui connaissait parfois le gaélique, faisait souvent le voyage entre l'Angleterre et l'Irlande, rapportant des nouvelles de la patrie et parfois de la famille, et l'on pouvait lui confier de l'argent ou des messages. Il s'ensuivit que la tradition culturelle la plus durable que la paysannerie transporta avec elle en Angleterre – et ce jusqu'à la troisième et la quatrième génération – fut celle d'une Église nationaliste semi-féodale. Dans les caves les plus sordides, on pouvait trouver encore quelques-uns des brimborions idolâtres du catholicisme, les candélabres, le crucifix et les « images criardes de saints et de martyrs » à côté de celles d'O'Connell, le « Libérateur ». L'héritage fabuleux des chants et du folklore irlandais, en revanche, disparut le plus souvent avec la première génération. Il arrivait que les immigrants restent fidèles, pendant un certain temps, aux coutumes de leurs villages, se rendant visite dans leurs demeures, « où ils dansaient la gigue et tournaient à en perdre la tête ». Mais, à la deuxième génération, le violon, le chalumeau et le gaélique furent abandonnés.

67. *Ibid.*, I, p. 12 ; E. Wakefield, *An Account of Ireland*, 1812, II, p. 557 ; E. Halévy, *op. cit.*, III, p. 93-95 ; Dr. Hussey, *Pastoral Letter to the Catholic Clergy*, Waterford, 1797.

S'ils avaient leurs quartiers dans certaines villes, les Irlandais ne furent jamais cantonnés dans des ghettos. Il eût été difficile de transformer en minorité vassale un peuple qui parlait la même langue et dont les membres étaient citoyens britanniques en vertu de l'Acte d'union. Les mariages entre les deux peuples étaient nombreux. Et ce qui est frappant, ce ne sont pas tant les frictions que la relative facilité avec laquelle les Irlandais furent absorbés par les communautés ouvrières. Il y eut, bien sûr, de nombreux troubles, plus particulièrement là où les mains-d'œuvre irlandaise et anglaise non qualifiées entraient en compétition – c'est-à-dire dans l'industrie du bâtiment et dans les ports. Dans les années 1830 et 1840, il y eut des batailles rangées entre terrassiers des chemins de fer, et des morts. À Londres en particulier, le sentiment anticatholique et anti-irlandais resta fort. Chaque étape de la longue lutte parlementaire pour l'émancipation catholique (1800-1829) fut marquée par l'apparition de placards et de ballades antipapistes au ton injurieux. Et, jusqu'en 1850, la nomination d'évêques catholiques provoqua des manifestations au cours desquelles on brûlait des effigies et l'on faisait crier à l'« agression papale ». Mayhew trouva des « bonimenteurs et des chantres » qui considéraient qu'un bon discours contre le pape était aussi lucratif qu'un bon meurtre :

> Ô vous, les Moinillons, les Nonnes, et tous les idiots d'alentour,
> On nous fera pas avaler de bulle,
> Allons, poussons notre chanson : À bas le Pape
> Et son évêque le cardinal Wiseman.

Mais aucun des chants ou litanies relevés par Mayhew ne faisait référence aux Irlandais. La plupart renouaient avec le folklore du bûcher de Smithfield et du sentiment national, dans l'esprit de « la Réplique du vieux John Bull à la Bulle du Pape de Rome ». Les occupants des bouges de *Rosemary-lane* ne pouvaient guère être assimilés aux cibles du folklore de l'agression étrangère[68].

68. H. Mayhew, *op. cit.*, p. 243, 252, 253.

Au contraire, il y avait de nombreuses raisons pour que le radicalisme ou le chartisme anglais fassent cause commune avec le nationalisme irlandais, encore que l'alliance ne se soit jamais conclue sans tensions. L'antagonisme ne pouvait guère prendre un caractère raciste dans l'armée, la marine ou les villes industrielles du Nord, où les Irlandais se battaient et travaillaient aux côtés de compagnons d'infortune d'origine anglaise. Depuis l'époque de la formation des Irlandais unis – et l'époque où les Irlandais armés de leurs gourdins avaient aidé à défendre la maison de Thomas Hardy –, une alliance politique avait été consciemment entretenue. La plupart des réformateurs anglais défendaient la cause de l'émancipation catholique ; pendant des années, Sir Francis Burdett fut son champion parlementaire le plus en vue, alors que Cobbett la soutint non seulement dans le *Political Register*, mais aussi dans son *History of the Protestant Reformation in England* (1823), dans laquelle il faisait remonter les origines de la Vieille Corruption et de « la Chose » à l'époque où les Tudor spolièrent monastères et fondations de charité. Les écrivains radicaux faisaient aussi revivre les souvenirs de la répression féroce de 1798, et Hone, Cruikshank et Wooler poursuivaient sans merci Castlereagh (« Triangle Derry-Down ») pour sa complicité dans les tortures et les flagellations. Roger O'Connor, père de Feargus, était un ami intime de Burdett ; on parla un moment de lui pour soutenir Burdett à Westminster. En 1828, un groupe d'Irlandais londoniens, radicaux et hostiles à O'Connell, formèrent une Association pour la liberté civile et politique, que Hunt et Cobbett soutinrent et qui coopéra étroitement avec les radicaux anglais avancés ; avec quelques autres associations, elle fut l'ancêtre de l'Union nationale des classes ouvrières (1830) – qui, elle-même, préfigurait l'Association des ouvriers chartistes de Londres (1836)[69].

69. Voir, par exemple, le *Political Register* de Sherwin, 19 et 26 juillet 1817 ; le *Reformists' Register* de Hone, 19 juillet 1817 ; le *Political Register* de Cobbett, 17 janvier 1818 ; le *Cap of Liberty*, 8 septembre 1819 ; G.D.H. Cole, *Life of William Cobbett*, 1924, p. 308, 309 ; D. Read et E. Glasgow, *Feargus O'Connor*, 1961, p. 12-14, 19. Les liens de Roger O'Connor avec le mouvement anglais étaient compliqués par le fait qu'il se considérait

Il est donc clair qu'il existe une alliance continue entre le nationalisme irlandais et le radicalisme anglais entre 1790 et 1850, parfois ravivée et compliquée par le destin de la famille O'Connor. Mais, dans les Midlands et dans le Nord, l'influence de l'immigration irlandaise était moins évidente. Pendant plus de vingt ans après 1798, les comtés irlandais, les uns après les autres, furent le siège de troubles agraires, au cours desquels des sociétés secrètes – *Threshers*, *Caravats*, *Shanavests*, *Tommy Downshires*, *Carders*, *Ribbonmen*, et plus tard *Molly Maguires* – usèrent de différentes formes de terrorisme pour défendre les droits des paysans, abaisser les fermages et les prix, s'opposer aux dîmes ou exproprier les propriétaires anglais. En 1806, les *Threshers* contrôlaient pratiquement le Connaught ; en 1810, les *Caravats* et les *Shanavests*[70] agissaient dans les comtés de Tipperary, de Kerry, de Waterford ; en 1813, des troubles gagnèrent ceux de Meath, de King's County et de Limerick, tandis qu'au cours de la grande famine de 1821-1822 les troubles s'étendirent au Munster, au Leinster et à une partie du Connaught. Loi des armes, exécution d'otages des deux côtés, règlements de comptes locaux, vols d'armes, collectes forcées d'argent : la colère longuement contenue des paysans éclatait ici ou là dès qu'elle avait été réprimée ailleurs par des exécutions et des relégations. La campagne souffrait – selon l'avocat de la Couronne irlandais en 1811 – des « conséquences redoutables de la confrontation d'une paysannerie armée et d'une petite noblesse désarmée ». Le *Lord Chief Baron*, condamnant à mort un très jeune adolescent, déclara :

> Peut-on supporter que les personnes qui travaillent le jour légifèrent la nuit ? Que ceux qui cultivent la terre le jour décrètent des lois, la nuit, pour gouverner le pays ?

---

comme le roi légitime d'Irlande (prétention dont Feargus hérita). Quand Roger proposa de se présenter aux élections législatives, Cobbett s'y opposa pour les raisons suivantes : « Non, nous ne voulons pas une multitude de familles royales ; la Famille royale que nous avons suffit amplement à toute nation qui n'est pas dénuée de conscience. »

70. Deux groupes rivaux (*NdT*).

De nombreux immigrants irlandais, comme Thomas Devyr, de Donegal (qui devint secrétaire de l'Union politique chartiste du Nord), étaient habitués, dans leur jeunesse, à entendre le « pas lourd » d'hommes « en tenue quasi militaire » à travers les rues du village, la nuit[71].

Nous ne pouvons citer d'authentiques biographies (quel Irlandais aurait confessé devant une cour anglaise sa qualité d'ancien membre des *Carders* ou des « niveleurs » ?), mais il ne fait aucun doute que certains immigrants apportèrent avec eux les traditions de ces organisations secrètes. Leur influence se fera sentir en 1800-1802 et au cours des années du luddisme[72]. Les allées et venues rapides, la nuit, d'hommes au visage noirci, le vol d'armes, les mutilations infligées aux chevaux et au bétail : autant de méthodes auxquelles de nombreux Irlandais étaient rompus. L'implantation d'une colonie irlandaise dans chaque ville industrielle favorisait la rapidité des communications. La franc-maçonnerie naturelle des déshérités en bénéficia ; si les Irlandais avaient le sang chaud, ils savaient aussi s'entraider.

Si de nombreux paysans apportèrent leur héritage révolutionnaire, ce ne fut pas le cas des prêtres. L'Église ne souhaitait nullement attirer l'attention sur la croissance de la minorité catholique en Grande-Bretagne et accroître ainsi le fardeau de cette minorité. Au cours des années 1830, les prêtres se contentèrent de rester fidèles à O'Connell ; et O'Connell, qui avait abandonné les francs-tenanciers à 40 shillings en Irlande en échange de l'émancipation, qui vota contre la loi des Dix Heures et qui jeta dans la perplexité certains de ses compatriotes par son égoïsme, son discours royaliste ampoulé et son alliance intermittente avec les whigs, illustre l'entente entre le nationalisme irlandais et le radicalisme anglais à son point le plus faible. C'est

71. Voir E. Halévy, *op. cit.*, II, p. 28-30 ; E. Wakefield, *op. cit.*, II, p. 763 *sq.* ; E. Strauss, *op. cit.*, p. 88, 89 ; « Trials of the Caravats and the Shanavests in Howell », *State Trials*, 1823, XXXI, p. 419, 423, 464 ; T.A. Devyr, *op. cit.*, p. 93, 101.

72. Voir *infra*, en particulier p. 785 *sq.*

ainsi que, seule parmi les Églises d'Angleterre, l'Église catholique ne produisit pas de clergé « dissident » qui aurait joué un rôle prédominant dans les mouvements radicaux nationaux. Et, bien que les travailleurs irlandais fussent prompts à adhérer à des associations, la plupart d'entre eux exerçaient des métiers non qualifiés, où le syndicalisme était très faible. C'est pour cette raison qu'ils ne fournirent que peu d'organisateurs au mouvement anglais. (John Doherty, qui consacra beaucoup de temps aux problèmes d'organisation syndicale et qui adapta certaines méthodes d'organisation d'O'Connell à l'Association nationale pour la protection du travail (1829), fut une exception.) L'influence irlandaise est plus nette dans cette tendance à la révolte qui se manifeste dans les communautés et sur les lieux de travail ; dans cette tendance à contester l'autorité, à en venir à la menace de la « force physique » et à refuser de se laisser intimider par les barrières du constitutionnalisme. Les Irlandais, admettait un prêtre catholique en 1836, « étaient plus disposés que les Anglais à adhérer à des syndicats, des associations, des sociétés secrètes ». « Ils sont harangueurs et meneurs en toute occasion », affirmait un autre témoin. Selon Engels, « le tempérament irlandais, vif et passionné » fut le précipité qui conduisit à l'action politique les ouvriers anglais, plus disciplinés et plus réservés :

> [...] le mélange du tempérament irlandais plus négligent, irritable et fougueux avec le tempérament anglais stable, raisonneur et persévérant ne doit à la longue qu'être profitable à l'un et à l'autre. L'âpre égoïsme de la bourgeoisie anglaise aurait conservé son emprise sur la classe ouvrière d'une façon beaucoup plus ferme si la nature irlandaise, généreuse à l'excès et dominée principalement par le sentiment, n'était intervenue et n'avait adouci le caractère anglais, froid et rationnel, en partie par un mélange des races et en partie par le contact ordinaire qu'offre la vie[73].

73. *Report on the State of the Irish Poor*, p. XXIII ; E. Strauss, *op. cit.*, p. 125-130 ; F. Engels, *op. cit.*, p. 124. Voir aussi Rachel O'Higgins, « The Irish Influence in the Chartist Movement », *Past and Présent*, XX, novembre 1961, p. 84, 85.

On peut contester les mots de « nature » et de « race » utilisés par Engels. Mais il suffit de les changer pour que son jugement soit juste. Ce fut un avantage pour les employeurs que de pouvoir faire appel à ces deux types de main-d'œuvre à une époque où la technologie de précision coexistait avec le creusement de tunnels à la pelle et à la pioche. Mais le prix à payer fut la rencontre d'un radicalisme politique élaboré et d'un révolutionnarisme plus primitif et prompt à s'enflammer. Cette rencontre se fit dans le mouvement chartiste ; et, quand Feargus O'Connor rompit avec O'Connell, et que Bronterre O'Brien adapta le socialisme de la nationalisation des terres aux conditions anglaises, elle menaça d'un danger plus grand encore. Une fois par le passé, dans les années 1790, quand l'oncle de Feargus, Arthur O'Connor, fut arrêté avec O'Coigly et Binns à Maidstone, il avait semblé possible au jacobinisme anglais et au nationalisme irlandais de s'engager dans une stratégie révolutionnaire commune. Si O'Connor avait pu entraîner l'Irlande avec lui comme il entraîna le nord de l'Angleterre, alors le mouvement chartiste et celui de la « Jeune Irlande » auraient pu parvenir ensemble au point où une étincelle déclenche l'insurrection. L'influence inhibitrice des partisans de la « force morale », ainsi que celle d'O'Connell et du clergé, s'ajoutant à la profonde démoralisation qui suivit la « Grande Famine », empêcha la mise en œuvre de ce processus. Mais cela dépasse les limites de notre étude.

### 4. Les myriades de l'éternité

Si nous pouvons, maintenant, distinguer plus clairement un bon nombre de composantes des communautés ouvrières du début du XIX^e^ siècle, il ne nous est pas encore possible d'apporter une réponse définitive à la controverse sur le « niveau de vie », car, sous le mot « niveau », nous devons toujours considérer les jugements de valeur aussi bien que les faits objectifs. Nous espérons avoir démontré que les valeurs ne sont pas des « impondérables » que l'historien peut en toute sécurité écarter sous le prétexte que, puisqu'il n'est pas pos-

sible de les mesurer, l'opinion des uns vaut tout autant que celle des autres. Elles constituent, au contraire, les paramètres du bonheur et du changement social, que l'historien se doit de prendre en compte s'il veut que l'histoire figure au nombre des disciplines humanistes de premier plan.

L'histoire, ou la sociologie historique, doit traiter des jugements de valeur à deux niveaux. À un premier niveau, l'historien s'intéresse aux valeurs de ceux qui vécurent au cours de la révolution industrielle. Les modes de production ancien et nouveau ont chacun servi de support à des communautés distinctes dont les modes de vie furent spécifiques. Différentes conventions et conceptions de la satisfaction humaine s'opposaient les unes aux autres, et les documents ne manquent pas pour qui veut étudier les tensions qui en résultèrent.

À un deuxième niveau, il cherche à porter un jugement de valeur sur l'ensemble du processus engendré par la révolution industrielle dont nous sommes nous-mêmes les produits. C'est parce que nous sommes impliqués qu'il nous est difficile de porter un jugement. Et, cependant, nous pouvons parvenir à un certain détachement en considérant à la fois la critique « romantique » de l'industrialisme, qui provient d'un aspect de l'expérience, et l'incroyable résistance et la ténacité avec lesquelles le tisserand sur métier à bras, l'artisan ou l'ouvrier villageois affrontèrent cette expérience et s'accrochèrent à une culture différente. De même que nous les voyons changer, de même nous voyons comment nous sommes devenus ce que nous sommes. Nous comprenons mieux ce qui fut perdu, ce qui fut « enterré » et ce qui n'est toujours pas résolu.

Toute évaluation de la qualité de la vie suppose une estimation de la totalité de l'expérience vécue, des multiples satisfactions ou privations, tant culturelles que matérielles, des gens concernés. Dans une telle perspective, il nous faut accepter l'ancienne vision « cataclysmique » de la révolution industrielle. Pendant les années comprises entre 1780 et 1840, le peuple britannique sombra dans la misère, même s'il est possible statistiquement de relever une petite amélioration des conditions matérielles. Quand Sir Charles Snow nous dit qu'« avec une unanimité singulière [...] les pauvres ont

déserté la terre pour entrer dans les usines aussi vite que celles-ci pouvaient les recevoir », nous devons répondre, avec F.R. Leavis, que « l'histoire réelle » du « problème humain dans sa totalité [fut] d'une complexité beaucoup plus grande et beaucoup plus poignante[74] ». Certains quittèrent la campagne, attirés par le prestige et les promesses de la ville industrielle ; mais l'ancienne économie villageoise s'écroulait derrière eux. Ils émigrèrent moins de leur propre volonté qu'en obéissant à des impératifs extérieurs sur lesquels ils n'avaient pas de prise : les enclosures, les guerres, les lois sur les pauvres, le déclin des industries rurales, l'attitude contre-révolutionnaire de leurs dirigeants.

Le processus d'industrialisation est forcément douloureux. Il entraîne nécessairement l'érosion des modes de vie traditionnels. Mais il se déroula avec une violence exceptionnelle en Grande-Bretagne. Il ne fut atténué par aucun sentiment de participation nationale à l'effort commun, tel qu'en connaissent les pays qui subissent une révolution nationale. Son idéologie fut uniquement celle des maîtres ; son prophète messianique fut Andrew Ure, qui voyait dans le système industriel le « Grand Ministre de la civilisation sur le globe terraqué », diffusant « le sang vital de la science et de la religion à des myriades [...] gisant encore dans la région et l'ombre de la mort[75] ». Mais ceux qui en étaient les serviteurs ne le *ressentaient* pas ainsi, non plus que ces « myriades » que l'on comblait. Ils vécurent la dégradation de cent façons différentes : pour l'ouvrier agricole, ce fut la perte de ses droits communaux et des vestiges de la démocratie villageoise ; pour l'artisan, la perte de son statut ; pour le tisserand, la perte de son gagne-pain et de son indépendance ; pour l'enfant, la perte du travail et du jeu à la maison ; pour de nombreux groupes d'ouvriers, dont les gains réels augmentèrent, la perte de la sécurité, des loisirs et la détérioration de l'environnement urbain. R.M. Martin, qui témoigna devant le Comité des tisserands sur métier à bras en 1834, et qui revint

74. C.P. Snow, *The Two Cultures*, 1959 ; F.R. Leavis, « The Significance of C.P. Snow », *Spectactor*, 9 mars 1962.

75. *Philosophy of Manufactures*, p. 18, 19.

en Angleterre après avoir quitté l'Europe pendant dix ans, fut frappé par les signes de détérioration physique et spirituelle :

> Je l'ai observé non seulement dans les communautés industrielles du pays, mais aussi dans les communautés agricoles ; ils semblent avoir perdu leur animation, leur vivacité, leurs jeux de plein air et leurs fêtes villageoises ; ils sont devenus un peuple sordide, mécontent, misérable, inquiet et indigent, dépourvu de santé, de gaieté et de joie.

Il est vain de chercher des explications dans ce que T.S. Ashton a décrit, à juste titre, comme autant d'« ennuyeuses » expressions – le « divorce » de l'homme avec la « nature » ou la « terre ». Après la « dernière révolte des ouvriers agricoles », ceux du Wiltshire – qui étaient pourtant assez proches de la « nature » – présentaient bien plus de signes de dégradation que les ouvrières des filatures du Lancashire. Cette violence fut faite à la nature *humaine*. D'un certain point de vue, on peut considérer qu'il s'agit là du résultat de la recherche du profit, alors que la cupidité des détenteurs des moyens de production était libérée des anciennes sanctions et n'était pas encore soumise aux nouveaux moyens de contrôle social. En ce sens, nous pouvons encore y voir, comme Marx, la violence de la classe capitaliste. D'un autre point de vue, on peut considérer qu'il s'agit de l'effet d'une violente différenciation technologique entre le travail et la vie.

Ce n'est ni la pauvreté ni la maladie, mais le travail lui-même qui jette l'ombre la plus noire sur les années de la révolution industrielle. C'est Blake, lui-même artisan de formation, qui nous en livre l'expérience :

> Alors les fils d'Urizen abandonnèrent la charrue et la herse, le métier,
> Le marteau et le ciseau, la règle et le compas [...]
> Et des arts de la vie ils firent des arts de la mort.
> Au sablier leur mépris, car son ouvrage était simple
> Comme l'ouvrage du laboureur ; et la roue à aubes
> Qui élève l'eau dans les Citernes, ils la brisèrent et la livrèrent au feu
> Car son ouvrage était semblable à l'ouvrage des bergers.

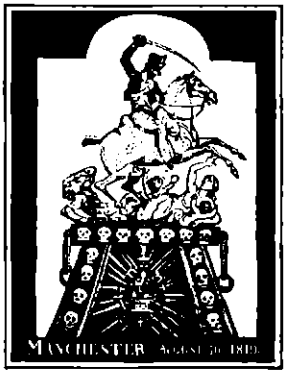
À la place ils inventèrent des rouages compliqués, assemblant roue
[sur roue
Pour absorber la jeunesse dans leur échappement et attacher au labeur
De jour et de nuit les myriades de l'Éternité, afin qu'elles liment
Et polissent le cuivre et le fer heure après heure, pénible ouvrage,
Tenues dans l'ignorance de leur usage, afin qu'elles passent les
[jours de sagesse
À de pénibles tâches pour une maigre pitance de pain,
Et que, dans leur ignorance, quand elles ne voient qu'une partie,
[elles croient y voir le Tout,
Et l'appellent démonstration, étant aveugles aux tout premiers
[principes de la vie.

On a parfois l'impression que ces « myriades de l'éternité » ont senti le labeur peser sur leurs os comme le couvercle d'un cercueil. Après les efforts incessants de toute une vie, et avec l'aide de leurs sociétés de secours mutuel, à peine pouvaient-ils obtenir ce à quoi tant de valeur était attachée dans l'esprit du peuple, un « enterrement comme il faut ». De nouveaux emplois qualifiés apparaissaient, d'anciennes sources de satisfaction subsistaient ; mais nous ressentons d'abord combien pesait le fardeau des longues heures passées à un travail insatisfaisant, soumis à une discipline sévère, au service d'intérêts étrangers. Voilà ce qui était à la racine de cette « laideur » qui, selon l'expression de D.H. Lawrence, « trahissait l'esprit de l'homme du XIX[e] siècle[76] ». Quand toutes les autres impressions se sont estompées, celle-ci demeure ; et il s'y mêle l'impression d'une totale perte de cohésion au sein de la communauté, à l'exception de celle que les travailleurs édifièrent eux-mêmes contre leur travail et leurs maîtres.

76. « Nottingham and the Mining Country », *Selected Essays*, Penguin Books, p. 119, 122.

# III

# PRÉSENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE




« La Révolution a commencé
J'irai chez moi prendre mon fusil
Et tuer le Duc de Wellington. »

Chanson des rues de Belper.

« Le peuple n'est pas porté à s'engager dans une rébellion pour l'éclat théâtral de la chose. »

WILLIAM HAZLITT

# 13

# Westminster aux radicaux

Le radicalisme populaire ne fut pas anéanti par la dissolution des sociétés de correspondance, la suspension de l'*Habeas corpus* et l'interdiction de toute manifestation « jacobine ». Il perdit simplement sa cohésion. Des années de censure et d'intimidation le réduisirent au silence. Il perdit sa presse, il perdit ses formes d'expression organisées, il perdit jusqu'à la conscience de son orientation. Mais il est là, comme une présence palpable, tout au long des guerres. Il n'est guère possible de présenter un tableau historique cohérent d'une présence sans cohésion, mais nous devons pourtant tenter de le faire.

En 1797, alors que l'administration Pitt tenait le pays dans une main de fer, Grey et Fox présentèrent à la Chambre pour la dernière fois un projet de suffrage par ménage. Là-dessus, Fox et ce qui restait d'« hommes du Commonwealth » dans le parti libéral quittèrent la Chambre pour protester contre la suspension de l'*Habeas corpus* et marquer leur opposition à la guerre. Ils retournèrent à leurs résidences de campagne, à leurs distractions et à leurs études, à leurs discussions à Holland House et au Brook's Club. Ils étaient riches et influents, et l'on ne pouvait les exclure tout à fait de la vie politique, car ils occupaient des positions solides dans des « bourgs pourris », dont l'existence, au demeurant, était contraire à leurs principes[1]. Après 1800, ils revinrent et reprirent leurs sièges à la Chambre. Les convictions

1. Une des ironies les plus curieuses de cette période fut l'élection de Horne Tooke en 1800 comme député du bourg le plus pourri de tous – Old Sarum. Son élection fut annulée pour une raison technique : il avait appartenu jadis au clergé.

démocratiques de la plupart des membres de ce groupe étaient de nature très théorique, mais certains d'entre eux – Sir Samuel Romilly, Samuel Whitbread, H.G. Bennet – défendirent inlassablement la cause des libertés politiques et des droits sociaux à la chambre. Entre 1797 et 1802, Fox semblait être l'unique recours de la réforme. Un peu partout, des groupes se réunissaient pour porter un toast à Fox et à Grey, pour demander le rétablissement des libertés politiques ou pour présenter des pétitions pour la paix. C'est ainsi que d'anciens jacobins se réunirent à Norwich et prirent, en 1799, l'initiative de tenir une « Réunion mensuelle publique des Amis de la Liberté[2] ».

Mais, dès que de tels groupes se manifestaient, ils attiraient immédiatement l'attention des magistrats et les foudres des publicistes antijacobins. L'un des plus virulents d'entre eux était un nouveau journaliste, William Cobbett, qui était rentré récemment des États-Unis, où il avait trouvé à s'employer comme pamphlétaire antijacobin, et dont le patriotisme fut récompensé par le ministre de la Guerre, Windham, qui l'aida à fonder le *Political Register* (1802). Mais, si les réformateurs déclarés étaient dispersés et contraints à la clandestinité, le mécontentement général allait néanmoins s'amplifiant au cours des années 1799-1802. Le Blocus continental de Napoléon provoqua en Grande-Bretagne la stagnation de certaines industries, une vague de chômage et une hausse de prix des produits alimentaires. Les industriels présentèrent des pétitions pour la paix, soutenus par le mécontentement croissant contre les impôts directs. Il y eut des émeutes de la faim partout dans le pays, et l'on peut avec quelque raison supposer l'existence d'un mouvement insurrectionnel clandestin et organisé[3].

La paix d'Amiens, de courte durée (d'avril 1802 à mai 1803), ouvrit une nouvelle période. Pitt céda la place temporairement à Addington (le futur Lord Sidmouth), qui était un Premier ministre plus faible, bien qu'il se situât dans la tradition de répression antijacobine. La guerre avait traîné pendant presque dix ans, et la paix fut accueillie par

2. Par « One of the People », *The Thirty-Sixth of a Letter to the Society which met at The Angel [...] to Celebrate the Birth-Day of C. J. Fox*, Norwich, 1799.

3. Cf. *infra*, p. 619-635.

des illuminations et des fêtes publiques. L'émissaire de Napoléon fut promené en triomphe dans les rues de Londres. Le bureau de Cobbett fut saccagé parce que le *Register* était favorable à la poursuite de la guerre. Des réformateurs et des whigs curieux, dont Fox lui-même, se ruèrent à Paris pour y voir la nouvelle république. (Le colonel Thornton, qui avait jeté son uniforme à la « populace » d'York en 1795, apporta à Paris des cadeaux pour le Premier consul : une meute de *fox hounds*, des chevaux et un coffret de pistolets.)

La paix entraîna des élections générales, au cours desquelles des candidats aux idées avancées, soutenus par les jacobins, enregistrèrent des succès surprenants dans une demi-douzaine de circonscriptions. Dans le Kent, où les sociétés de correspondance avaient eu jadis une force remarquable dans les villes du Medway, un partisan de Fox battit le député sortant. À Coventry, où de graves émeutes eurent lieu, un radical échoua à huit voix près. À Norwich, Windham, le ministre de la Guerre, perdit son siège, et deux candidats de la tendance Fox furent élus avec le soutien très actif des jacobins. Une agitation formidable s'empara de Nottingham, après l'élection d'un réformateur soutenu par la foule en liesse et les partisans de Fox. Dans un défilé triomphal, l'orchestre joua le *Ça ira* et *la Marseillaise*, on hissa le drapeau tricolore, et (selon un pamphlétaire anti-jacobin) « une femme, représentant la déesse de la Raison, dans un état de NUDITÉ TOTALE, y était bien en évidence !!! ». La foule de Nottingham (dit Cobbett) était « selon toute apparence [...] une canaille républicaine et révolutionnaire ». L'élection fut annulée en 1803 par la Chambre des communes, sous prétexte que les émeutes avaient intimidé les électeurs ; ce fut aussi l'occasion d'introduire une législation renforçant les pouvoirs des magistrats locaux dans les villes industrielles[4].

4. J. Bowles, *Thoughts on the Late General Election, as demonstrative of the Progress of Jacobinism*, 1802, p. 3, 4 ; et *Salutary Effects of Vigour*, 1804, p. 141. Les réformateurs opposèrent un démenti furieux à Bowles à propos de ses allégations sur la présence d'une femme nue : voir *Ten Letters on the Late Contested Election at Nottingham*, Nottingham, 1803, p. 24, 25 ; J.F. Sutton, *Date-Book of Nottingham*, p. 244. Il se peut que le mystère ait

Mais l'élection la plus sensationnelle eut lieu dans le Middlesex, l'ancienne circonscription de Wilkes. Au cours des trois années précédentes, des scandales avaient éclaté à propos du traitement des prisonniers de la SCL et des « Anglais unis », qui, depuis la suspension de l'*Habeas corpus*, étaient détenus sans jugement à la prison de Coldbath Fields, sous l'autorité du gouverneur Aris. Sir Francis Burdett, député et ami de Horne Tooke, avait reçu un appel des victimes, écrit sur la page de garde d'un livre à l'aide d'un morceau de bois trempé dans du sang – selon le récit qu'en fit plus tard Cobbett. Il trouva plusieurs des prisonniers décharnés, « de simples squelettes », et prit en main leur cas (en particulier celui du colonel Despard) à la Chambre des communes et en dehors. Subitement, il devint le héros de la foule londonienne, et l'on entendit s'élever le cri : PAS DE BASTILLE ! En 1802, il se présenta dans le Middlesex contre le député sortant, un dénommé Mainwaring, qui soutenait le ministère et qui était également lié en tant que magistrat au gouverneur Aris. La campagne électorale concentra l'attention de tout le pays. L'un des agents électoraux de Burdett était John Frost, qui avait été mis au pilori en 1794 ; d'autres anciens jacobins et anciens détenus participaient à la campagne électorale. Cobbett, qui était encore tory, écrivit :

> La route qui va de Piccadilly à la tribune électorale de Brentford offre un spectacle de confusion et de sédition comme on n'en a jamais vu, sauf dans les environs de Paris, pendant les pires moments de la révolution. [...] La route [...] est bordée de pauvres diables en loques venant de St. Giles et hurlant « Vive Sir Francis Burdett et pas de Bastille » ; et sur la tribune on voit tous les jours une demi-douzaine de repris de justice qui amusent la populace avec des malédictions contre M. Mainwaring.

La victoire de Burdett fut fêtée par des illuminations presque aussi grandioses que celles qui célébrèrent la paix. « Cela va avoir un effet des plus lamentables, déplora Cobbett. Cela renforcera et enhardira

---

son origine dans la présence d'une femme dans le défilé, « habillée dans un appareil de la couleur de la peau ou couleur saumon », *Letter to John Bowles*, Nottingham, 1803, p. 9.

la fraction désordonnée et malhonnête de cette métropole monstrueusement surpeuplée et dévergondée[5]. »

Même le Lancaster fut le terrain d'une âpre bataille électorale, au cours de laquelle une dame harangua la « canaille jacobine » en lui expliquant que « la bataille se jouait entre les chaussures et les sabots de bois, entre le tissu fin et la grosse toile, entre l'opulent et le pauvre, et que le peuple était tout s'il se mettait à affirmer ses droits[6] ». Un mouvement était en train de se développer, semble-t-il, plus important que celui des années 1792-1795. Le cours de l'histoire de l'Angleterre aurait pu être différent si la paix avait duré cinq ans. Mais les événements qui se déroulèrent précipitèrent tout dans la confusion. En novembre 1802, le colonel Despard fut accusé de haute trahison ; on l'exécuta en janvier[7]. Au cours de l'hiver 1802-1803, les relations entre la Grande-Bretagne et la France s'envenimèrent. En mai 1803, les deux pays étaient de nouveau en guerre.

Mais, pour beaucoup de réformateurs, cette guerre était d'un genre différent. Napoléon était devenu, en 1802, Premier consul à vie ; en 1804, il accepta d'être couronné empereur à titre héréditaire. Les véritables héritiers de Paine ne pouvaient l'accepter. Le jacobin endurci en était blessé aussi profondément que des réformateurs plus modérés l'avaient été par Robespierre. Mais ils avaient eu beau essayer de garder leurs distances, le moral des réformateurs anglais était intimement lié au sort de la France. Le premier Empire fut une calamité pour le républicanisme anglais. Il ne s'en releva jamais complètement. Les *Droits de l'homme* avaient été particulièrement véhéments dans leur condamnation du trône, des institutions gothiques, des distinctions héréditaires ; à mesure que la guerre avançait, les

5. Élus : Byng (whig), 3 843 ; Burdett (radical), 3 207. Non-élu : Mainwaring (tory), 2 936. Voir le *Political Register* de Cobbett des 10, 17 et 24 juillet 1802 ; J.G. Alger, *Napoleon's British Visitors and Captives*, 1904 ; J. Dechamps, *Les Îles Britanniques et la Révolution française*, Bruxelles, 1949, chap. v ; M.W. Patterson, *Sir Francis Burdett*, 1931, chap. iv et vii.

6. J. Bowles, *Thoughts on the late General Election [...]*, p. 63.

7. Cf. *infra*, p. 626-635.

négociations de Napoléon avec le Vatican, sa façon de faire des rois et de créer une nouvelle noblesse héréditaire, tout cela enlevait à la France les derniers vestiges de son attrait révolutionnaire. Le *Ça ira* disparut de la mémoire du peuple, même de celle de la foule de Nottingham. Si l'arbre de la liberté devait pousser, il fallait le greffer sur un tronc anglais.

La France apparaissait maintenant aux yeux de beaucoup de gens comme un simple rival commercial et colonial, l'oppresseur des peuples d'Espagne et d'Italie. Entre 1803 et 1806, la Grande Armée stationna le long des côtes de la Manche, n'attendant que la maîtrise des mers. « Le Jacobinisme est mort et enterré », déclara Sheridan, qui avait lui-même rejoint le ministère Addington, en décembre 1802 : « Et qui l'a tué ? Celui qui ne peut plus être considéré comme l'enfant et le champion du Jacobinisme ; Buonaparté. » Et Windham, encore sous le coup de sa défaite à Norwich, fit à la Chambre un appel extraordinaire en faveur de l'unité nationale devant la reprise des hostilités :

> J'en appelle aux Jacobins, non point en tant que défenseurs de l'ordre social, du gouvernement juste, de la monarchie, mais en tant qu'hommes de cœur, défenseurs de ce qu'ils appellent la liberté, gens au sang chaud et fier – je voudrais leur demander s'ils aimeraient être écrasés par la France et mis sous son joug[8].

Avec la réouverture des hostilités, les volontaires reprirent leurs exercices dimanche après dimanche. Ces derniers n'étaient peut-être pas aussi populaires que le laissent entendre les pamphlétaires contemporains et les légendes patriotiques. Le terme de « volontaires » est, de toute façon, inexact. Les officiers se présentaient bien plus volontiers que les gens du peuple, indisciplinés et incurablement antimilitaristes, et qui en plus y perdaient leur unique jour de repos. On prenait aussi la précaution de ne pas laisser d'armes entre les mains des mécontents. Sheridan déclara, au nom du gouvernement, que, « dans les grandes villes telles que Birmingham, Sheffield et Nottingham, il

8. W. Cobbett, *Parliamentary Debates*, II, supplément, 1667, 1752.

aurait préféré des associations composées des classes supérieures ; et composées des classes inférieures à la campagne et dans les villages ». À Norwich, écrivait le *Times* en 1804 :

> Les couches populaires de la ville et de ses environs ont pris en aversion le système du volontariat. Ces gens ont tenté lundi d'empêcher le rassemblement des volontaires du régiment de Norwich. Parmi eux, il y avait beaucoup de femmes. Ils ont houspillé et insulté les officiers, et accusé les volontaires d'être la cause de la réduction de la taille des pains et du renchérissement des céréales.

Les fils des grands propriétaires terriens, les hommes de loi et les industriels aimaient bien parader à cheval en uniforme et fréquenter les bals des volontaires. Une sensibilité commune était en train de naître entre l'aristocratie et la bourgeoisie, et créait cet esprit de corps qui devait être décisif, plus tard, sur le champ de bataille de Peterloo ; cependant qu'aux bals leurs sœurs choisissaient des maris et facilitaient ainsi cette fameuse alliance entre la richesse terrienne et la fortune commerciale qui caractérisa la révolution industrielle anglaise. Les hommes de troupe avaient peu de gratifications comparables : dans un village du Northumberland, où se trouvait un pourcentage élevé de « volontaires », « 13 s'offraient à servir dans l'infanterie, 25 dans la cavalerie, 130 comme guides, 260 comme charretiers, et 300 comme conducteurs de bétail »[9].

Mais Sheridan avait raison : le jacobinisme, en tant que mouvement s'inspirant de la France, était presque mort. Entre 1802 et 1806, on a assisté à une renaissance certaine du sentiment patriotique populaire. « Boney » (Bonaparte), s'il était admiré, l'était en tant que « guerrier » et non comme incarnation des droits populaires. La Grande-Bretagne fut inondée de livres de colportage, de feuilles volantes et de toute sorte de publications patriotiques. Les femmes de Norwich résistaient

9. *Ibid.*, IV, 1191, 1362 ; *The Times*, 5 novembre 1804. Pour une observation contemporaine de la réconciliation entre la terre et le commerce dans les rangs des volontaires, voir le journal personnel de T.A. Ward sur Sheffield, *Peeps into the Past, passim*. Et Jane Austen.

et les villageois du Northumberland s'esquivaient, mais des milliers de tisserands du Lancashire rejoignirent les rangs des volontaires. Nelson était le héros guerrier le plus populaire que l'Angleterre eût connu depuis Drake ; il avait la réputation d'avoir des sympathies pour les droits du peuple, et l'on se rappelait qu'il était intervenu pour sauver la vie du colonel Despard ; la victoire aigre-douce de Trafalgar (1805) fut le thème de centaines de ballades et le sujet de conversation favori dans chaque taverne et dans chaque hameau. Fox lui-même se rallia en 1806 (la dernière année de sa vie) à la coalition nationale – le « Ministère de Tous-les-Talents » – et se résigna à la poursuite de la guerre[10].

Encore une fois, le radicalisme n'était pas mort, mais ses thèmes avaient changé au point de rendre la doctrine méconnaissable. Voilà que d'anciens jacobins étaient devenus patriotes, aussi empressés à dénoncer Napoléon pour son abandon de la cause républicaine que les légitimistes l'étaient à le dénoncer comme usurpateur de la maison des Bourbons. (En 1808, un ancien secrétaire de la SCL, John Bone, fit une tentative significative pour réveiller l'ancienne cause en publiant le *Reasoner*, un journal qui soutenait en même temps la guerre et bon nombre des anciennes revendications « jacobines »[11].) D'autres, comme Redhead Yorke, de Sheffield, souffraient du classique sentiment de culpabilité et du désir de se disculper, si répandus parmi les romantiques désenchantés d'une époque plus récente ; Yorke était devenu, en 1804, un publiciste « antijacobin » si virulent que Cobbett s'était rapproché des réformateurs à cause de lui, par pur dégoût.

Contre toute attente, c'est dans ce milieu qu'une nouvelle forme de radicalisme vit le jour. Les influences mêmes qui avaient ébranlé les assises du jacobinisme de l'ancienne manière avaient aussi fait

10. Sur la littérature de patriotisme populaire, voir F. Klingberg et S. Hustvedt, *The Warning Drum [...] Broadsides of 1803*, Université de Californie, 1944. Même John Thelwall composa un *Poem and Oration on the Death of Lord Nelson*, 1805.

11. Ce périodique au nom honorable échoua faute de soutien. Voir *Reasoner*, 16 avril 1808.

perdre un peu de sa force à l'antijacobinisme de l'ancienne manière. Si Napoléon était devenu un ennemi parce qu'il concentrait entre ses mains tout le pouvoir, que dire de Pitt, qui, revenu au pouvoir en 1804 jusqu'à sa mort en 1806, avait supprimé peu à peu les libertés en Grande-Bretagne, emprisonné des gens sans procès, acheté la presse et utilisé toute sorte d'influences ministérielles pour étayer son pouvoir ? Alors, Cobbett, ce journaliste tory combatif que personne ne pouvait accuser d'être jacobin, fit volte-face en 1804 et se lança dans une violente polémique contre le ministère :

> Les temps ont changé : de l'enthousiasme populaire on en est revenu au despotisme ; l'élévation de Buonaparté au poste de consul à vie a déclenché une grande mutation dans l'esprit des gens, qui a été parachevée par son accession au trône d'empereur. Ainsi disparaît le danger de la prédominance des idées de liberté. Mais des appréhensions d'une autre sorte risquent de naître : du fait de l'influence immense et toujours croissante dont dispose le ministère avec le système de financement par emprunts et émission de billets, nous pouvons craindre de devenir, en fait sinon en droit, des esclaves à peu de chose près, et des esclaves, disons-le, non pas du roi, mais du ministre du jour [...]

La logique qui liait le despotisme de Napoléon à celui de Pitt n'est nullement évidente : Cobbett, si convaincant dans le détail de l'argumentation, se perdait souvent en rodomontades lorsqu'il en traçait les grandes lignes. Mais le sens de ce qu'il disait et répétait avec force était clair. Le despotisme devait être combattu chez soi autant qu'à l'étranger. La presse était achetée. Le ministère était inefficace et corrompu, il entretenait une foule de « sycophantes de cour, parasites, pensionnés, sénateurs vendus, directeurs, commissionnaires, tripoteurs, lords stipendiés et ministres d'État ». La liste civile était devenue un moyen de distribuer des pots-de-vin et était alimentée par une taxation excessive. Le nouveau riche, engraissé par la guerre, menaçait les droits du roi et les libertés du peuple. Seule une Grande-Bretagne libre serait capable de résister à l'invasion étrangère. Dans un curieux mélange de torysme et de radicalisme, il accusa non pas les réformateurs, mais le ministère de :

> [...] s'employer à semer la discorde dans [le peuple] ; de le diviser en Jacobins et Anti-Jacobins ; d'inventer un prétexte pour justifier des mesures de coercition extraordinaire ; de créer le mécontentement et la déloyauté, de paralyser le bras de la guerre et de nous livrer, soumis, aux pieds de l'ennemi[12].

Les mots qu'employait Cobbett n'étaient pas moins remarquables que leur contexte. Mainwaring avait fait remettre en question les résultats des élections de 1802 par une pétition à la Chambre. En 1804, il y eut donc une élection partielle dans le Middlesex, dans laquelle toutes les ressources ministérielles furent mobilisées afin d'écarter Sir Francis Burdett et de le remplacer par le fils de Mainwaring. Burdett n'avait pas d'envergure nationale. C'était un patricien radical qui avait consciemment calqué sa tactique sur celle de Wilkes[13] et qui avait acquis une grande fortune par son mariage avec Mlle Sophia Coutts. Il avait des manières très théâtrales lorsqu'il haranguait la foule et il s'avéra être à la Chambre un dirigeant réformateur sans fermeté pendant les dix ou quinze années qui suivirent. Mais c'était un des rares porte-parole nationaux de la réforme qui arrivât à se faire entendre. Il n'essaya pas de répudier la réputation de jacobinisme que lui avait value son amitié avec Horne Tooke et Arthur O'Connor. En 1804, il restait sur ses positions et, tandis que la foule clamait « PAS DE BASTILLE », il déversait son mépris à la fois sur les whigs et sur les tories. Durant quinze jours, le résultat du vote oscilla entre Mainwaring et Burdett. Chaque jour, à la clôture du scrutin, Burdett haranguait des foules énormes et enflammées ; il s'adressait aux francs-tenanciers du Middlesex avec des slogans sur l'« INDÉPENDANCE » et les conjurait d'« être actifs et de faire campagne pour lui ». Les électeurs du Middlesex auraient-ils « une élection libre et indépendante » ou le siège ferait-il l'objet d'un trafic perpétuel sous

12. *Political Register*, 1er septembre 1804.

13. « Je n'épargnerai [...] aucune peine, dit-il durant les élections de 1804, pour que 45 et Liberté restent associés jusqu'à la fin des temps. »

le contrôle d'« une coalition de distillateurs intéressés, de cabaretiers et de brasseurs, de magistrats et de commissionnaires » ? Chaque jour, à la clôture du scrutin, Mainwaring montait à la tribune pour haranguer la foule, et des huées couvraient sa voix. Les partisans de Mainwaring couvraient Londres d'affiches diffamatoires contre Burdett, dénonçant ses liens avec les « jacobins », cherchaient querelle à ses électeurs et accompagnaient jusqu'aux urnes tout électeur influençable – « les clercs, chanteurs de psaumes et carillonneurs de Westminster », « les officiers de police besogneux et chasseurs de voleurs ». Au quinzième et dernier jour, il s'avéra que Burdett avait une majorité d'une voix : Burdett, 2 833 voix ; Mainwaring, 2 832. Une foule en liesse le porta en triomphe à travers Londres « au milieu d'une cavalcade qui ressemblait à une forêt mouvante – les voitures et les cavaliers étaient couverts de rameaux verts », cependant que les orchestres jouaient le *Rule Britannia* et qu'au-dessus de la voiture de Burdett flottait un drapeau sur lequel on avait représenté Hercule écrasant l'Hydre. Le lendemain matin, le sheriff changea les résultats en arguant d'une irrégularité technique, liée à l'heure de clôture du scrutin. Mais le triomphe moral était complet[14].

Cobbett avait raison de dire que les temps avaient changé. Son propre soutien à Burdett – inconcevable deux ans auparavant – était un signe de ce changement. Que tant de francs-tenanciers se soient ralliés à Burdett était bien l'indice d'une inquiétude aiguë parmi les maîtres artisans, les marchands, les membres des professions libérales et la petite noblesse. Ils avaient de multiples griefs, quelques-uns désintéressés – liés aux sentiments éveillés par les vieux mots d'ordre, de « liberté » et d'« indépendance » –, d'autres plus intéressés : ainsi, les contrats gouvernementaux pour la construction de carrosses et la fourniture de harnais et de vêtements militaires revenaient ordinairement à quelques grandes firmes ou à des intermédiaires et passaient au-dessus de la tête de la masse des artisans et maîtres artisans. En 1804-1806, Cobbett ne fut pas l'initiateur d'une nouvelle vague réformatrice mais fut entraîné *par* celle-ci. Dans les

14. *Political Register* de Cobbett, 25 août 1804.

années suivantes, son *Register* se fit l'expression d'un radicalisme virulent, qui se construisit peu à peu et dont la force tenait à ce que chaque abus particulier y était exposé et discuté dans tous ses détails. Cobbett révéla au grand jour la mauvaise gestion des affaires civiles et militaires, les malversations, la vente de charges par la maîtresse du duc d'York, la flagellation brutale pratiquée dans l'armée, et cela avec une telle force qu'il captivait l'attention de gens aux convictions diverses, pour qui, souvent, les vieux clivages des années 1790 avaient perdu leur sens. *Parce que* Cobbett restait en quelque sorte un tory, qui revenait toujours à l'idéal sentimental d'un peuple vigoureux, indépendant et ouvert, méprisant la richesse et le rang, mais loyal à la Constitution, il échappait aux préjugés antijacobins et facilitait le regroupement des réformateurs.

Mais le triomphe de Burdett ne fut possible que grâce à la présence d'une foule londonienne bien plus radicale. En 1806, le sentiment populaire trouva un autre terrain favorable dans les élections de Westminster. Alors que, dans le Middlesex, le suffrage était censitaire (*freeholder franchise*), Westminster était une des rares circonscriptions électorales « ouvertes » du sud de l'Angleterre avec un droit de vote par ménage (*householder franchise*), ce qui permettait à beaucoup de maîtres artisans et à certains compagnons de voter. Depuis 1780, l'un des deux sièges était détenu par Fox. Horne Tooke s'était présenté à l'élection pour l'autre siège et avait obtenu un score respectable en 1790 et en 1796, mais le siège était allé, par accord tacite, à un candidat du ministère. « Le parti de Pitt avait un député, et le parti de Fox, un autre ; et les deux partis haïssaient absolument toute idée d'une véritable élection. L'affaire s'était réglée au cours d'une réunion commune des deux fractions, à la façon de voleurs se partageant le butin [...][15]. »

Après la mort de Fox, le siège fut laissé aux whigs, et le duc de Northumberland s'arrogea le droit de désigner son fils, Lord Percy, qui fut « élu » sans opposition. Francis Place observa avec dégoût

15. Voir le récit partisan de la campagne de 1806 par Cobbett, écrit douze ans plus tard, *Political Register*, 17 janvier 1818.

les domestiques en livrée du duc qui jetaient des morceaux de pain et de fromage et distribuaient de la bière à la populace servile qui se battait pour s'en emparer[16]. Comme des élections générales approchaient, Cobbett publia quatre lettres ouvertes à l'attention des électeurs de Westminster. Les thèmes étaient simples :

> À entendre certains parler d'une élection à Westminster, quelqu'un qui ne connaîtrait pas la situation pourrait croire que les électeurs sont les serfs ou, au mieux, les simples laquais de quelques grandes familles. La question [...], semble-t-il, n'est pas de savoir qui sera choisi par les électeurs, mais quel est l'homme que préfère une poignée de nobles [...]

Les électeurs devraient affirmer leur indépendance et se débarrasser des sentiments de déférence et de peur que leur inspirent les gens influents :

> Vous êtes près de *vingt mille*. Vos métiers, vos activités sont [...] tout aussi nécessaires à vos employeurs que l'emploi qu'ils vous donnent vous est nécesaire. Si vous êtes renvoyés d'une maison, il y en a toujours une autre pour vous recevoir ; si vous avez perdu un client, vous en retrouvez un autre [...]

En particulier, « les *compagnons*, qui constituent une partie non négligeable des électeurs de Westminster, me semblent être entièrement hors de portée des tentatives de séduction [...] ». Les employeurs qui chercheraient à forcer le vote de leurs employés devraient être désignés au « mépris public » : « Les artisans d'un atelier qui sont menés aux urnes sous la conduite de leur maître sont rabaissés au niveau du bétail. » Si aucun candidat indépendant ne se présentait aux élections générales, « Westminster se rabaisserait au niveau d'Old Sarum ou de Gatton »[17].

Les tories présentèrent l'amiral Hood, et les whigs le vieux collègue de Fox, Sheridan, qui était devenu ministre de la Marine dans

16. Cf. *supra*, p. 101.
17. *Political Register*, 9 août, 20 et 27 septembre 1806.

le gouvernement de coalition, avec 6 000 livres par an. Cobbett et les réformateurs ne voulaient pas entendre parler de lui. Un candidat de dernière minute surgit, qui personnifiait bien la confusion qui régnait dans les rangs du camp radical. James Paull, fils d'un tailleur de Perth, avait fait fortune dans le commerce en Inde et était revenu en Angleterre, en 1804, avec le projet de contribuer à la mise en accusation devant la Chambre du gouverneur général Wellesley. Il fut intégré à l'entourage politique de Fox, qui avait alors le soutien du prince de Galles, et, comme il était capable de mettre dans l'embarras l'administration Pitt, on lui trouva (en 1805) un siège dans le « bourg pourri » de Newtown, dans l'île de Wight. L'attaque contre Wellesley fut dûment lancée. Mais, quand le groupe de Fox rejoignit la coalition, on glissa à l'oreille de Paull de laisser tomber l'affaire ou, tout au moins, de « faire le mort » pendant quelque temps. Paull refusa avec indignation, sur quoi il fut évincé de son siège à Newtown au moment de la dissolution et rejeté par ceux qu'il croyait, dans sa naïveté, être les défenseurs de sa cause. Sa réaction fut de se jeter à corps perdu dans la mêlée de Westminster.

Paull ne fit qu'une brève apparition dans l'histoire du radicalisme, et personne ne s'est beaucoup intéressé à lui. La plupart des auteurs ne lui accordent aucune importance, ne voyant en lui qu'un petit homme querelleur animé par des griefs personnels. Ses griefs, pourtant, étaient bien plus que personnels. L'arrogance de Wellesley, sa brutalité et sa mauvaise foi dans ses rapports avec Oudh sont incontestables. Il n'y a aucune raison de croire que Paull n'était pas passionnément indigné par ces « actes d'agression gratuite et de tyrannie » perpétrés en Inde, qu'il comparait à ceux que « nous reprochons journellement » à la France. Ces questions n'étaient pas d'un intérêt immédiat pour les électeurs de Westminster, mais Paull forçait le respect, car il était l'homme qu'à la fois les tories et les whigs voulaient réduire au silence. « Ce qui manquait à notre homme en talent et en connaissance », écrivit Cobbett plus tard,

> il le compensait amplement par son *zèle* et son *cran*. C'était un homme d'une taille réduite, mais ce qu'il y avait de lui était bon. C'était un combattant-né : un vrai coq de combat.

Il connaissait mal la politique anglaise et n'était ni un orateur éloquent ni un écrivain incisif, mais il n'avait pas non plus d'inhibitions ou d'ambitions politiques. En trois semaines de campagne tumultueuse, une nouvelle alliance de réformateurs s'était formée : Sir Francis Burdett, le radical patricien qui présenta Paull au suffrage des électeurs ; Cobbett, le réformateur empirique qui dirigea sa campagne ; et le major Cartwright, le vétéran de la lutte pour le suffrage universel masculin, qui obtint de Paull la promesse de soutenir la réforme parlementaire.

« Nous devions nous battre contre l'ensemble des forces des factions politiques de la circonscription qui s'étaient unies contre nous dans une hostilité acharnée », rappelait Cobbett. Paull arriva en tête du scrutin pendant les quinze premiers jours. Hood et Sheridan, qui s'étaient payé sa tête auparavant, formèrent alors une coalition contre lui. Pamphlets, brocards et chansonnettes fleurissaient à Londres :

> Regardez ! la Corruption s'avance majestueusement sous les oripeaux [de la Liberté,
> Hommes libres ! ralliez vos légions, et protégez votre riche butin,
> Brandissez bien haut vos bannières, au noble appel de la Liberté –
> Criez bien haut le mot d'ordre – *Paull pour l'Indépendance !*
>
> Laissez les chasseurs de sinécures déclamer contre nous,
> Nous traiter de Jacobins, de Traîtres, et autres boniments futiles ;
> Avec notre Roi, nous sommes décidés à résister ou à périr –
> Aussi bonne chance à notre cause – *Paull pour l'Indépendance !*
>
> Il est l'ami des pauvres et de la liberté de l'homme,
> Et il allégera nos impôts aussi vite qu'il le pourra [...]

Les adversaires de Paull se moquaient de ses origines modestes et de son aspect physique :

> [...] quel est donc ce curieux petit bonhomme là-bas,
> Qui ressemble à un pickpocket que l'on traîne au bassin ?

Dans un camp, assurait Cobbett, il y avait les « hommes proches du pouvoir et les pensionnés », les « percepteurs d'impôts, magistrats, policiers et le clergé subventionné », et les fidèles de Sheridan composés d'« acteurs, machinistes de théâtre, moucheurs de chandelles et gens [...] aux occupations immorales ». Dans l'autre camp, on assistait à l'évidence aux premières tentatives sérieuses d'organisation électorale démocratique parmi les artisans et les compagnons, avec des comités de campagne locaux et un soutien organisé parmi les clubs professionnels des compagnons cordonniers, imprimeurs et tailleurs. Soir après soir, la foule portait Paull en triomphe dans les rues.

James Paull ne gagna pas le siège, mais il eut seulement trois cents voix de moins que Sheridan[18], et la campagne brisa l'emprise des deux factions sur Westminster. « C'était cela la *vraie bataille*, déclara Cobbett, c'était cela le *vrai triomphe* de la liberté à Westminster. » Quand la victoire surgit vraiment l'année suivante, Paull n'y fut pour rien. Burdett n'avait pas gagné dans le Middlesex en 1806 ; certains des francs-tenanciers étaient effrayés par son extrémisme, bien qu'il recueillît toujours les applaudissements des foules pendant la campagne électorale. Après sa défaite, « la plupart des maisons de Kensington et de Knightsbridge furent illuminées, et l'ensemble avait plutôt l'air d'un triomphe [...] ». Mais il échoua aussi pour une autre raison, typiquement donquichottesque. Lors des campagnes précédentes, il avait utilisé avec largesse sa grande fortune pour mener une campagne traditionnelle, c'est-à-dire en payant des tournées et en distribuant à boire et à manger, probablement autant que ses adversaires. Il était désormais piqué au vif par les accusations de corruption électorale, alors que Cobbett, qui était maintenant son allié, avait réclamé à cor et à cri l'austérité en matière électorale. À Honiton, lors d'une fameuse élection partielle en 1806, Cobbett avait demandé l'inter-

18. Hood, 5 478 ; Sheridan, 4 758 ; Paull, 4 481.

diction absolue de l'achat des voix et l'engagement solennel, de la part des candidats, de refuser postes et fonds publics au cas où ils seraient élus. Burdett adopta, par conséquent, la manière austère ; mais il ne s'en tint pas là, il refusa de faire plus qu'une apparition quotidienne à la tribune pour appeler les « électeurs indépendants » à se rallier de leur propre initiative à sa cause. Point de tournées électorales, de festins ou de voitures pour les électeurs âgés, pas la moindre forme d'organisation. Quand ses partisans formèrent un comité, il le rejeta du haut de la tribune, en leur demandant de faire confiance au « principe selon lequel un candidat ne doit compter sur aucune aide ». Cette confiance diminua le nombre de ses électeurs de moitié.

Les élections générales de 1807 donnèrent une nouvelle chance aux réformateurs. Dans chaque numéro du *Political Register*, Cobbett s'adressait directement aux électeurs de Westminster, en les sensibilisant à l'événement. Les partisans de Paull se préparèrent, et un comité fut formé qui demanda à Burdett de se présenter pour le deuxième siège. Mais Burdett avait abandonné :

> Avec les tout-puissants moyens de corruption que détiennent nos profiteurs, toute lutte est vaine. Nous devons attendre notre redressement et notre régénération jusqu'à ce que la corruption ait épuisé les moyens de la corruption. [...]Je demande la liberté de me retirer de toute activité parlementaire jusqu'à ce que cette époque arrive enfin [...]

On expédia une délégation auprès de lui, qui lui demanda si, au cas où il serait élu sans sa permission et sans son intervention, il accepterait le siège. Burdett donna une réponse affirmative mais désabusée : « Si j'étais élu à Westminster [...] je me sentirais obligé de répondre à l'appel [...] mais je ne dépenserai pas une guinée ni ne ferai quoi que ce soit pour contribuer à une telle élection. » Mais le pire était à venir. Fort de ce consentement passif, le comité de Westminster prépara la candidature conjointe de Burdett et de Paull pour les deux sièges. Mais Burdett, entre-temps, semble avoir voulu se débarrasser de son plébéien de colistier, sur quoi le « coq de combat » se mit en rage et provoqua Burdett en duel. Ils en sortirent blessés tous les deux.

La blessure de Paull était si grave que ses partisans abandonnèrent sa candidature. À la veille des quinze jours d'élections, les réformateurs semblaient s'être définitivement ridiculisés par leurs querelles et avoir bradé leurs chances[19]. La candidature de dernière minute d'un marin radical peu connu, Lord Cochrane, raviva un peu les espoirs. Mais, le matin de l'ouverture du scrutin, les membres du comité de Burdett « étaient très déprimés » :

> Nous n'avions pas d'argent, les moyens nous manquaient de faire sentir notre présence, personne ne s'était joint à nous. Les tories nous méprisaient et les whigs nous tournaient en dérision. C'était le fait d'être exposés à la raillerie qui était le plus dur à supporter [...] ceux qui auraient accepté facilement d'être injuriés ne pouvaient supporter de faire rire.

Mais, deux semaines plus tard, les artisans et boutiquiers de Westminster portaient en un tumultueux triomphe Burdett et Cochrane. Burdett avait devancé les autres largement, cependant que Cochrane avait gagné le deuxième siège avec mille voix d'avance sur Sheridan. (Cochrane était si désolé pour Sheridan au dernier jour des élections qu'il retira ses inspecteurs et lui permit, afin d'obtenir une défaite plus honorable, de faire voter ses électeurs plusieurs fois de suite.) À partir de là, Westminster (sauf lors d'un curieux épisode en 1819) resta aux mains des radicaux. La seule circonscription populaire de Londres, qui abritait le siège du Parlement, avait été conquise par des gens que presque toute la presse désignait du terme de « jacobins »[20].

Cette accusation n'était pas aussi insensée qu'elle peut le paraître.

19. Sur cet incident, voir *Annual Register*, 1807, p. 425-428, 632-639 ; M.D. George, *Catalogue of Political and Personal Satires*, 1947, VIII, p. 528, 529.

20. Cochrane conserva son siège jusqu'en 1818, où il l'abandonna pour venir en aide aux républiques sud-américaines. Burdett resta député de Westminster jusqu'en 1837, quand, dans un ultime geste donquichottesque, il changea de camp, démissionna de son siège et le reconquit de justesse comme député conservateur. Paull eut moins de chance : il survécut au duel à peine plus d'un an, mettant fin à ses jours en 1808.

Un incident intéressant s'était produit en 1806. Paull fut informé qu'un membre important de son comité était un jacobin notoire d'origine française, M. Lemaître. Horrifié, il voulut absolument que Lemaître quittât les locaux du comité et demanda à Cobbett de se charger de la commission. Cobbett essaya de notifier la sentence de renvoi aussi gentiment que possible, mais il ne s'attendait pas à trouver un homme d'une telle force de caractère. Lemaître était en effet un ancien jacobin ; membre actif de la SCL et fabricant de boîtiers de montres, il avait été appréhendé pendant la grande peur du « *Pop-Gun Plot* » (« complot des fusils à bouchons ») de 1794-1795, fut emprisonné de nouveau sans jugement en 1796 et détenu encore une fois entre 1798 et 1801 ; il avait donc été « enfermé pendant une grande partie de sa vie entre dix-huit et vingt-cinq ans ». Après sa libération, il avait aidé Burdett lors des élections du Middlesex, et avait acquis alors une expérience considérable. À son entrée dans le comité de Paull, le troisième jour des élections, il se rendit compte que ce comité « n'avait aucun plan ni système pour diriger la campagne ». Pendant plusieurs jours, il travailla de l'aube jusqu'à minuit pour mettre sur pied un vrai plan de campagne. Ce plan, il le soumit alors à l'attention de Cobbett. « Parole d'honneur, monsieur Lemaître, c'est la seule chose vraiment utile que j'aie vue jusqu'à présent dans ce comité », s'exclama Cobbett. On lui présenta des excuses, et Lemaître resta.

La victoire de 1807 était entièrement l'œuvre du comité de Westminster, dont plusieurs des membres les plus importants avaient appartenu auparavant aux comités de la SCL. Le plan de campagne, rue par rue et cour par cour, avait été établi par Lemaître longtemps à l'avance. Au troisième étage d'« une boutique où l'on vendait du gin, du nom de Britannia Coffee House », Francis Place travailla bénévolement pendant trois semaines de l'aube à minuit, tenant des comptes minutieux, collationnant les résultats de la campagne et préparant des rapports pour le comité général. Richter, un autre ancien détenu, était son lieutenant. « Nous étions tous des obscurs », écrivit Place :

> [...] aucun homme de renom parmi nous, aucun homme connu en aucune façon de l'ensemble des électeurs, un rassemblement de gens aussi insi-

> gnifiants que possible pour entreprendre une chose aussi importante qu'une élection à Westminster contre la fortune, le rang, le renom et l'influence [...]

Ils étaient tournés en dérision par leurs adversaires, qui les traitaient de « nullités, simples tailleurs et barbiers. [...] On se moquait de notre folie et on nous condamnait à cause de notre impudence ». Le manque de fonds autant que les principes imposaient l'austérité électorale :

> [...] il n'y avait pas de conseillers, d'avoués, d'inspecteurs ou d'agents électoraux payés, pas de corruption d'électeurs ni autre distribution de fonds, pas de distribution de vivres, pas de cocardes, pas de gardiens payés, sauf deux pour garder le local du comité.

Les dépenses n'étaient engagées que sur vote du comité. L'essentiel des dépenses, et de loin (avant qu'on ne paie les drapeaux, les orchestres et les rubans du triomphe), allait à l'impression des tracts et des affiches. En la personne de Place, qui ne quitta les locaux du comité qu'une seule fois pour faire du porte-à-porte électoral, le comité avait trouvé un organisateur de génie[21].

Il nous faut maintenant tenter de faire le point sur le radicalisme

21. Ce récit des élections de 1806 et de 1807 s'appuie en grande partie sur le *Political Register* de Cobbett, 1806 et 1807, *passim* ; *ibid.*, 17 janvier 1818 ; *Political Review* de Flower, mai 1807 ; les souvenirs de Place, dans G. Wallas, *op. cit.*, p. 41-47, et dans G.D.H. Cole et A.W. Filson, *British Working Class Movements*, p. 79-81 ; par un anonyme, *History of the Westminster and Middlesex Elections*, 1807, p. 15, 36, 37, 145, 157, 345, 379, 437 ; le comité de Westminster, *An Exposition of the Circumstances which gave rise to the Election of Sir F. Burdett, Bart [...]*, 1807. Voir aussi M.W. Patterson, *op. cit.*, 1, chap. x ; G.D.H. Cole, *Life of Cobbett*, chap. ix et x ; C. Lloyd, *Lord Cochrane*, 1947, II[e] partie, chap. i ; S. Maccoby, *English Radicalism, 1786-1832*, p. 207, 208. Le récit de Cobbett, bien que l'on ne puisse pas s'y fier entièrement, permet de corriger les récits de Place (auxquels on a trop attaché foi) qui négligent l'importance des élections de 1802 et de 1804 dans le Middlesex, ridiculisent Paull et attribuent au seul génie organisateur de Place le succès de 1807.

anglais en 1807. Tout d'abord, le terme de « radicalisme » suggère à la fois l'étendue et l'imprécision des contours de ce mouvement. Les jacobins des années 1790 étaient clairement identifiés par leur allégeance aux *Droits de l'homme* et à certaines formes d'organisation ouverte. Le « radicalisme » devait inclure des tendances de plus en plus diverses au cours du XIX^e^ siècle. En 1807 le terme qualifie aussi bien le courage et le ton du mouvement que sa teneur doctrinale. Il implique l'opposition intransigeante au gouvernement, le mépris pour la faiblesse des whigs, l'opposition aux restrictions des libertés politiques, la dénonciation publique de la corruption et du « système Pitt », et le soutien général aux réformes parlementaires. Il n'y avait guère d'accord sur les questions sociales et économiques, et, alors que le radicalisme le plus cohérent était celui de la foule londonienne, il était assez large pour absorber par moments le malaise des manufacturiers et de la petite noblesse.

Malgré leur confusion, les batailles de 1806 et de 1807 avaient une réelle importance. La cause de la réforme trouva de nouveau une expression. Deux radicaux extrémistes siégeaient maintenant à la Chambre, choisis par un électorat plébéien. Un hebdomadaire, dirigé avec génie et que l'administration pouvait difficilement interdire, s'était révélé hors de portée de l'influence tory ou whig. Même le « père de la réforme », le major Cartwright, s'était assuré un regain de publicité et de popularité[22]. Un nouveau nom fit son apparition pour la première fois, celui d'un gentleman-farmer, Henry Hunt, qui lança un appel aux francs-tenanciers du Wiltshire pour qu'ils suivent l'exemple de Westminster. Dans la ville même, un nouveau type d'organisation électorale avait été mis sur pied ; et le comité de Westminster ne se dispersa pas mais fut pour longtemps encore le prototype des organisations réformatrices de l'après-guerre. Les noms de Burdett, Cartwright, Cobbett, Hunt, Place figurent en bonne place dans l'histoire du radicalisme organisé des quinze ans qui suivent. Burdett fut pendant

22. En plus du soutien qu'il accorda à Paull et à Burdett, Cartwright se présenta lui-même en 1806 dans sa ville, Boston, recueillant 59 voix, contre 237 au candidat élu.

des années l'enfant chéri de la foule londonienne. Cartwright, dont la persévérance lui permettait de surmonter tous les revers, devait lancer les premiers clubs Hampden. Cobbett devait peu à peu arriver, à partir de l'idée d'« indépendance », à une dénonciation implacable de la « Vieille Corruption » – et même des radicaux un peu fades comme Burdett et Place. Hunt devait continuer à agir, tantôt comme allié de Cobbett, tantôt comme rival, opposant son talent de tribun au talent polémique de Cobbett. Place devait développer la politique de pénétration réformatrice et d'alliance entre les artisans et la petite bourgeoisie, et servir de trait d'union entre les réformateurs benthamistes, les syndicats et les groupes de discussion plébéiens.

La victoire de 1807 se situait à mi-chemin entre la technique patricienne de Wilkes et les formes plus avancées d'organisation démocratique. Les progrès étaient importants. Un nouveau sens avait été donné à la notion d'« indépendance ». Jusque-là, le mot avait été synonyme d'opulence et de propriété foncière : les candidats whigs et tories étaient souvent recommandés aux électeurs à la tribune à cause de leur fortune qui, supposait-on, les rendrait « indépendants » de la nécessité de rechercher des faveurs ou des places auprès des ministres ou du roi. La notion d'indépendance mise en avant par Cobbett insistait sur le devoir des *électeurs*, qu'ils soient francs-tenanciers ou artisans, de se libérer par leurs propres efforts de l'emprise du népotisme, de la corruption et de la déférence. Le comité de Westminster avait fait un pas de plus ; dans la mesure où il avait organisé la victoire indépendamment de ses propres candidats, c'était le menu peuple[23] de Westminster lui-même qui émergeait comme force autonome. En plus, le comité avait fourni un exemple frappant de l'efficacité d'une nouvelle forme d'organisation électorale, qui ne dépendait ni de la fortune ni de l'influence du candidat, mais de l'effort volontaire des électeurs. En ce sens, le peuple de Westminster avait le sentiment que cette victoire était bien la sienne.

Il serait erroné, toutefois, de croire que le comité de Westminster dirigeait un mouvement « populiste » indépendant et, encore plus, un

23. En français dans le texte (*NdT*).

mouvement ouvrier. L'électorat (qui comptait environ 18 000 chefs de famille en 1818[24]) comprenait beaucoup de travailleurs indépendants dans des métiers hautement qualifiés et quelques artisans. Mais le ton était de plus en plus nettement donné par les petits patrons et les commerçants. Le degré de radicalisme de ces groupes fut un facteur important dans la vie politique de l'après-guerre, et il exerça une influence sur un domaine particulier des libertés, qui se révéla une gêne permanente pour les autorités. La plupart des procès importants en matière politique et de presse eurent lieu à Londres, et c'était dans ce milieu social que les jurés étaient tirés au sort. Boutiquiers et commerçants avaient constitué des jurys intraitables au cours des années 1790. Les archives juridiques du Trésor contiennent des listes de jurés possibles pour les procès de Despard et d'O'Coigly, laissant transparaître le soin avec lequel les hommes de loi de la Couronne cherchaient à éliminer des jurys les sympathisants jacobins[25]. Malgré les précautions prises, les jurés londoniens des années 1817-1819 infligèrent aux autorités de nouvelles humiliations[26]. Les jurys devinrent par la suite plus complaisants, en partie parce que les autorités introduisirent de nouvelles subtilités dans les systèmes des jurys spéciaux et inventèrent d'autres moyens de « sélection », et en partie parce que le radicalisme de la City (et de ses représentants, tels les conseillers municipaux Waithman et Wood) s'éloigna de plus en plus du mouvement plébéien.

Ainsi, la victoire de Westminster appartenait à peine aux artisans, quelle qu'ait pu être leur contribution pendant la campagne. Cette

24. *Gorgon*, 4 juillet 1818.

25. Sur une de ces listes, les noms parmi lesquels on devait choisir les jurés étaient marqués des lettres G (*good*), B (*bad*) ou D (*doubtful*). Parmi les nombreux B, on trouvait un fabricant de voiles de bateaux et des brasseurs (un brasseur de Southwark était noté « *very B* »).

26. Le jury qui acquitta Watson pour son rôle dans les troubles de Spa Fields (1817) avait comme président un préposé au bureau de loterie, et comme membres un fabricant de boutons, un forgeron d'ancres, un marchand d'étoffes, un chapelier, un ferronnier, un orfèvre, un mercier, un bottier, un transporteur et un pharmacien ; *People*, 21 juin 1817.

victoire était aussi quelque peu illusoire pour eux. Mis à part le fait que le cens électoral limitait le choix des candidats à des hommes fortunés, personne au comité général de Place (ce dernier moins que tout autre) ne pouvait concevoir la candidature d'un des siens. Le siège appartenait à Burdett, et la fonction du comité était de lui apporter un soutien. Bien plus, le comité montra gravement ses limites, plus tard, en tant qu'organisation démocratique. Sa formation, en 1807, fut portée par une poussée démocratique nouvelle. Par la suite, il se renouvela par cooptation. Il devint, comme Cobbett le déplorait, une « coterie politique » partiellement contrôlée par Burdett et partiellement représentative des marchands et des petits patrons comme Place. À la fin des guerres, Place était devenu le confident de Bentham et de James Mill. Il devint de plus en plus hostile à Hunt et à Cobbett, et opposé aux modes d'action des « membres en nombre illimité ». Le comité de Westminster était un endroit commode d'où l'on pouvait tirer discrètement les ficelles pour le compte des artisans modérés et industrieux. Lorsque le siège de Cochrane fut à pourvoir, en 1818, le candidat choisi par Cobbett, le major Cartwright, fut écarté en faveur du radical benthamiste Hobhouse. Le comité s'éloigna progressivement de la population ouvrière de Londres, à mesure que s'accroissaient le sentiment d'« autosatisfaction » de Place et son dégoût pour les manifestations et les harangues électorales[27].

C'était, en partie, une conséquence inévitable de la situation dans laquelle se trouvaient les radicaux de 1807. L'antijacobinisme était loin d'être mort. Cobbett avait réussi à passer au travers de la censure presque par accident, et il n'y avait guère d'autre publication radicale régulière. En 1810, Cobbett lui-même fut emprisonné pendant deux ans, pour s'être attaqué aux abus de la flagellation dans l'armée. Le comité de Westminster survécut en tant qu'organisation électorale, mais les autorités n'avaient pas l'intention de permettre la résurgence des clubs populaires. Lorsque John Gale Jones, l'ancien dirigeant de la SCL, dépassa les bornes de la prudence dans les débats

27. Pour un aperçu du fonctionnement du comité, voir A. Aspinall, « The Westminster Election of 1814 », *Eng. Hist. Rev*, XL, 1925.

qu'il organisait au « British Forum », du côté de Covent Garden, la Chambre des communes le fit écrouer à Newgate (1810). Et, quand Burdett dénonça l'illégalité de cette décision, la Chambre le fit écrouer à la Tour de Londres. Il est vrai que la presque totalité de la population de Londres semblait être du côté de Burdett. Celui-ci refusa d'abord de se soumettre à la Chambre et adopta la politique de défi de Wilkes en se barricadant à l'intérieur de sa maison, à Piccadilly. Lord Cochrane le rejoignit dans une voiture de louage, fit rouler un baril de poudre par la porte et se prépara à miner toutes les entrées et à défendre Burdett par les armes. La foule remplit les rues ; des émeutes de l'ampleur de celles de 1780 semblaient inévitables. Place lui-même pensait que l'armée était si mécontente qu'un soulèvement insurrectionnel était possible. Mais la nature même de l'incident, avec ses résonances théâtrales évoquant Wilkes et la confusion qui régnait parmi les dirigeants radicaux, souligne la faiblesse des réformateurs. Même lorsqu'ils étaient portés par une vague insurrectionnelle, ils n'avaient ni organisation ni politique cohérente. Les lois qui interdisaient les sociétés de correspondance et les réunions publiques avaient atomisé le mouvement, si bien que le comportement individualiste et querelleur des dirigeants venait de ce qu'ils étaient davantage des « porte-parole » que des organisateurs.

Le radicalisme restait un mouvement défensif, un mouvement organisé de protestation, soutenu par un mécontentement populaire largement répandu. Ce n'était pas encore une force offensive. Si l'on veut comprendre l'extrémisme de Burdett et de Cochrane en 1810, il suffit de lire Byron. De tels hommes méprisaient la lutte pour le pouvoir et la fortune, l'hypocrisie de leur propre classe et les prétentions des nouveaux riches. Dans leur frustration, ils rêvaient peut-être, parfois, d'un quelconque soulèvement révolutionnaire qui renverserait tout l'édifice de la « Vieille Corruption ». Si l'on veut comprendre la colère de Cobbett, il suffit de penser à ce qui le rendait furieux : les contrats juteux, les scandales sordides des ducs de la famille royale, l'envolée des rentes et des taxes, et l'appauvrissement des travailleurs ruraux, les subsides ministériels à la presse, la suppression des amusements populaires due aux informateurs de la Société pour l'élimination du

vice. Le mécontentement grandissait pour cent raisons. L'hostilité au système de l'enrôlement forcé, les doléances des mutilés de guerre, les doléances des artisans évincés par les firmes qui prospéraient grâce aux contrats de guerre et, après Trafalgar, la sourde opposition grandissante à ce qui apparaissait comme une guerre sans fin et sans but.

« Il est très probable », écrivait un ministre dissident de Sheffield en 1808,

> que, quand viendra le jour où l'humanité s'organisera en sociétés pour l'établissement de ce royaume dans lequel on fondra les *glaives* pour forger des *socs de charrue* [...] les grands de ce monde seront les principaux opposants à cette œuvre glorieuse ; on peut s'attendre à une opposition toute particulière de la part des *Généraux, Amiraux, Adjudicateurs, Hommes d'affaires* et de quelques autres de la même espèce ; et beaucoup des défenseurs du règne paisible du Christ peuvent s'attendre de la part des méchants à un sévère traitement.

Le « royaume du Christ » ne sera amorcé qu'après « beaucoup d'opposition et de sang », car le « Diable et ses agents » ne sauraient l'admettre autrement :

> Combien de fois ai-je vu de pauvres épouses et mères mettre en gage leurs vêtements indispensables pour libérer leur mari ou leur fils de l'étreinte d'une clique de *racoleurs impitoyables et ignobles* ! Oh ciel ! que d'épreuves attendent les miséreux [...]

« Oh misère ! tu es le crime impardonnable ! [...] Tu n'as ni droits, ni chartes, ni immunités, ni libertés ! »

> Viens de ce côté-ci, vieux SATAN, vieil *Écorcheur*, et je ferai envers toi comme tu le fis envers meilleur que moi : je te conduirai à ton tour à « une très grande et très haute montagne et je te montrerai tous les royaumes de ce monde *chrétien* et leur gloire ». Vois SATAN, pose les yeux sur la *chrétienté* et contemple la foule bigarrée ; Bibles, Épées – Églises, Casernes – Chapelles, Forteresses – pasteurs de paix en noir, et hommes de guerre en rouge et bleu – *peu* d'hommes qui se comportent en *Sau-*

> *veurs* ; des millions d'hommes dont la seule préoccupation est de systématiser et de pratiquer la destruction des hommes. [...] Les vrais *fils de la Paix* peu estimés, obscurs, négligés et méprisés – les *Héros du Meurtre* et du Pillage, fêtés, vénérés, honorés, pourvus et *immortalisés* [...][28].

C'est une voix qui s'élève du fond de la vieille Angleterre de Winstanley et de Bunyan, mais d'une vieille Angleterre qui a commencé à lire Cobbett. Et cela nous rappelle à quel point les élections de Westminster étaient loin de Sheffield, de Newcastle ou de Loughborough. Dans les auberges et les cafés de la City, les radicaux pouvaient se rencontrer pour discuter, et ainsi sentir la force de leur nombre. Parmi les centres provinciaux où la propagande des jacobins avait pénétré le plus profondément, Norwich et Nottingham étaient les seuls à disposer d'un droit de vote assez étendu pour permettre aux radicaux de tirer profit du processus électoral. Birmingham, Manchester, Leeds et la plupart des villes industrielles en expansion n'avaient aucune représentation à la Chambre non réformée. C'est là, ainsi que dans les villes et les villages industriels plus petits, que l'Église et les magistrats étaient à l'affût d'une quelconque manifestation de « sédition » ; même un abonné au *Register* de Cobbett risquait d'être repéré. Le réformateur se sentait isolé – « obscur, négligé et méprisé ». Le triomphe de Westminster fit oublier un peu plus la répression en province.

En conséquence, le mouvement radical prit une forme sensiblement différente dans les Midlands et le Nord industriel, différence qui devait influer sur le cours des événements pendant un demi-siècle. À Londres, les contacts entre les réformateurs de la bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière restaient possibles, la forme d'organisation la plus courante était le comité dans lequel quelques membres des

28. G. Beaumont, *Minister of the Gospel of Peace, The Warrior's Looking-Glass*, Sheffield, 1808. L'auteur était probablement un pasteur baptiste. Pour des réactions semblables, exprimant une protestation chrétienne radicale contre la guerre, voir le *Cambridge Intelligencer*, et des lettres dans le *Tyne Mercury*, 5 janvier 1808, par exemple.

professions libérales côtoyaient des artisans autodidactes qui avaient tendance à mépriser l'arriération politique des manœuvres et des pauvres dépravés et criminels. Avec l'atténuation de la répression, les forums, les associations de débats et les groupe de discussions réapparurent. Les élections périodiques de Westminster fournirent au moins une soupape de sûreté et une possibilité d'agitation légale. Dans les Midlands et le Nord, le radicalisme était poussé vers la clandestinité, vers le monde du syndicalisme illégal ; il se rapprocha de l'univers des conflits industriels, des réunions secrètes et des serments. Jusqu'en 1815, ni Burdett ni Cobbett ne signifiaient grand-chose au cœur de la révolution industrielle. Le comité de Westminster n'avait pas de message à délivrer aux luddistes. Au nord de la Trent, nous rencontrons la tradition illégale.

14

# Une armée de justiciers

## 1. La lanterne noire

« Voici la tête d'un traître ! » En février 1803, le bourreau présenta à la foule de Londres la tête d'Edward Marcus Despard. Lui et ses six compagnons de supplice avaient été reconnus coupables de haute trahison (en particulier d'avoir projeté d'assassiner le roi), et ils moururent tous avec courage. Despard proclama son innocence et sa conviction qu'il mourait parce qu'il était « un ami des pauvres et des opprimés ». La foule manifesta sa colère et sa compassion. Les condamnés furent exécutés à Southwark : la presse londonienne affirmait qu'il y aurait très probablement des émeutes et une tentative pour les faire évader s'ils étaient conduits à travers les rues jusqu'à Tyburn ou Kennington Common. Parmi ceux qui assistaient à l'exécution de la sentence, il y avait un jeune apprenti du nom de Jeremiah Brandreth. Quatorze ans plus tard, sa tête allait être montrée à la foule massée aux abords de Derby Castle : « Voici la tête d'un traître ! »

De Despard à Brandreth, la tradition illégale se poursuit. C'est une tradition à jamais plongée dans l'obscurité. Toutefois, nous pouvons l'appréhender de trois façons : d'abord, à partir du matériau dont nous disposons sur les « activités clandestines » de 1800 à 1802 ; ensuite, à partir d'une critique des sources historiques ; enfin, à partir d'un examen de la tradition quasi légale des syndicats ouvriers. Sans cette étude préalable, nous serions incapables de comprendre le mouvement des luddistes et les années de l'après-guerre marquées par le soulèvement de Pentridge, Oliver l'Espion et la conspiration de Cato Street.

La tradition illégale, ainsi que nous l'avons vu, tire son origine de l'histoire obscure des sociétés des « Anglais unis » à la fin des années 1790[1]. En 1800 et 1801, une vague d'émeutes déferla sur l'Angleterre. Il s'agissait, dans la plupart des cas, d'émeutes de la faim provoquées par la pénurie des denrées et la hausse vertigineuse des prix pendant le Blocus continental de Napoléon. Mais on trouve aussi des indices d'un début d'organisation. Plusieurs émeutes et « grèves » de consommateurs furent annoncées à l'avance par des tracts, sur une échelle qui laisse supposer qu'elles avaient été organisées par des comités qui disposaient de moyens d'impression. Un tract fut publié en 1800 :

> CONCITOYENS
>
> Combien de temps allez-vous vous laisser tromper, et patiemment et peureusement affamer par une bande d'esclaves mercenaires et d'hommes à la solde du Gouvernement ? Pouvez-vous encore supporter qu'ils continuent à exercer leurs immenses monopoles, alors que vos enfants crient de faim ? Non ! que cela cesse aujourd'hui même. Nous sommes la souveraineté, sortez donc de votre léthargie. Soyez tous lundi à la Halle aux Grains.

Pendant six jours, il y eut des troubles à la halle aux grains. En novembre, des tracts exhortaient les « Marchands, Artisans, Compagnons, Travailleurs, etc., à se rassembler à Kennington Common » – et seul un déploiement de force militaire put empêcher le rassemblement. À Portsmouth, les « artisans » de l'arsenal maritime décidèrent de « s'abstenir de toute consommation de beurre, de crème, de lait et de pommes de terre » tant que les prix n'auraient pas baissé. À Nottingham, des officiers de l'armée furent chassés d'un théâtre à coups de pierres, pour avoir voulu faire chanter au public le *God Save the King*. À Nottingham toujours, où, au tournant du siècle, on plantait toujours l'arbre de la liberté au cours d'une cérémonie annuelle, les autorités interceptèrent une lettre qui décrivait une émeute de la faim réussie, pleine d'enthousiasme pour « la conduite

1. Cf. *supra*, p. 219-227.

du peuple mardi lorsqu'il Affronta le feu de la *Yeomanry*[2] avec un Courage Intrépide qui étonna ces Messieurs [...] ». Mais le correspondant ajoutait un commentaire significatif. La foule n'était plus divisée entre une faction « jacobine » et une faction « pour l'Église et le Roi » : « Ce qui effraya le plus les Messieurs, ce fut l'Union des partis, on n'y voyait pas [...] de partisans de Paine et l'on n'entendait pas le *God Save the King.* » Voilà qui dénote un changement important dans l'attitude des masses, dans le comportement *infra*-politique de la « populace »[3].

Pendant ce temps, des rapports alarmants affluaient au ministère de l'Intérieur. Les centres d'agitation les plus actifs semblaient être Nottingham, le Lancashire industriel (où les Irlandais unis et les Anglais unis étaient réputés poursuivre leur activité politique) et le West Riding. Voici ce que l'on sait sur cette dernière région. L'organisation s'étendait au-delà du Sheffield jacobin. En septembre 1800, on découvrit un tract incendiaire affiché publiquement dans un atelier : « Le K... G... et le fermier des Impôts sont occupés à remplir les estomacs vides des pauvres avec des Baïonnettes. » En décembre, les magistrats de Sheffield jugèrent nécessaire de rédiger une proclamation contre les réunions « à participation nombreuse » qui se tenaient la nuit dans les champs. Divers rapports furent envoyés au comte Fitzwilliam, le *lord-lieutenant*[4] du comté. À l'une de ces réunions, convoquée pour examiner les meilleurs moyens de faire baisser le prix des denrées, un espion entendit parler de piques et d'armes ; quand l'espion fut découvert, on le chassa. Les gens s'engageaient dans des sociétés secrètes et prononçaient des serments solennels de conjurés : « Un système d'organisation se met en place – des comités secrets – et l'on s'arme. »

2. Corps de volontaires de cavalerie composé surtout de petits propriétaires terriens qui fournissent leur monture (*NdT*).

3. H.O. 65.1 ; J. Ashton, *Dawn of the Nineteenth Century in England*, 1906, p. 19 ; D.V. Erdman, *Blake, Prophet against Empire*, p. 317-319 ; J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 291.

4. Représentant de la Couronne dans les comtés (*NdT*).

Des réunions secrètes se tenaient fréquemment dans les environs de Sheffield,

> à 10 heures du Soir – un orateur, le visage recouvert d'un Masque, harangue l'assemblée – lit des lettres de sociétés lointaines à la lumière d'une chandelle et les brûle aussitôt.

Personne ne pouvait pénétrer dans le champ sans avoir donné le mot de passe à une rangée de sentinelles[5].

En mars 1801, l'alerte avait gagné Leeds et Huddersfield : les magistrats craignaient qu'« une Insurrection ne fût projetée parmi les ordres inférieurs ». Des « gens parcourent le pays en s'efforçant de persuader le Peuple de se conjurer, de s'entraider pour faire baisser le Prix des Denrées de première Nécessité ». Une lettre de deux magistrats du Lancashire parle d'une sorte de réunion d'« agents » délégués par le Yorkshire, Birmingham, Bristol et Londres, qui aurait eu lieu en janvier dans le voisinage d'Ashton-under-Lyne. Ce fut aussi le moment où arrivèrent à expiration les « Deux Lois » de Pitt (promulguées à la fin de 1795), l'une interdisant les réunions séditieuses, l'autre suspendant l'*Habeas corpus*. Bien que toute forme de correspondance organisée entre différents groupes restât illégale, il devenait techniquement licite d'appeler de nouveau à des réunions publiques. En l'espace de quelques semaines, des rassemblements de protestation, auxquels appelaient souvent des tracts écrits à la main, furent organisés dans des dizaines de lieux très éloignés les uns des autres. Dans le Yorkshire, des rassemblements eurent lieu à Sheffield, Wakefield, Dewsbury, Bingley. À Bingley, au début d'avril, des tracts furent distribués secrètement sous les portes et sur les éventaires du marché, dans lesquels on appelait le peuple à assister à une manifestation de l'« association des Amis de la Liberté ». Le but de la réunion était de manifester contre les prix exorbitants des vivres, « de dénoncer la fraude et toute espèce de Gouvernement héréditaire, de réduire les taxes oppressives, de proposer des plans pour l'éducation des enfants

5. *Fitzwilliam Papers*, F.44 (d), (e).

en détresse et pour porter secours et réconfort aux vieux et aux déshérités [...] d'extirper l'abominable pratique de la guerre » :

> Allez-vous vous laisser duper ainsi par une Majorité d'hommes de main, mercenaires, entremetteurs du Gouvernement – marchands de blé – arrivistes – pensionnés, parasites, etc., alors que vous-mêmes mourez de faim ? Non, cela doit cesser aujourd'hui même, nous sommes la Souveraineté [...] Faites sortir la Constitution de sa cachette – qu'elle soit soumise à l'inspection du public – Que la Terre tremble jusque dans ses entrailles [...][6].

« Une agitation sociale semble se répandre », rapporte une commission secrète de la Chambre des communes. « On convoque subitement de nombreuses réunions dans des endroits différents du pays, le même jour et à la même heure, à une échelle qui, si l'on n'y met pas fin, constituera réellement un danger pour la paix publique. » À la fin d'avril, la loi sur les réunions séditieuses (*Seditious Meeting Act*) fut remise en vigueur, et l'*Habeas corpus* fut suspendu pour une année de plus.

L'agitation redevint immédiatement clandestine. Essayons de nouveau de suivre son évolution dans le West Riding. Tout au long de l'été 1801, des réunions continuèrent à se tenir, surtout la nuit ; Batley, Ossett et Saddleworth s'ajoutent à la liste des centres actifs. À Halifax, en juillet 1801, une sorte de comité de délégués se serait réuni, avec des représentants des villes du textile et en présence d'un orateur de Sheffield. Il y fut question de prêter serment et de « se faufiler » dans les rangs des Britanniques unis ou des Anglais unis, dont le principal centre d'activités devait être de l'autre côté des Pennines, à Bolton. Tous les adhérents devaient répondre par l'affirmative à trois questions : 1° Désiraient-ils un changement total de système ? 2° Étaient-ils prêts à risquer leur vie dans le combat pour que leur descendance fût libre ? 3° « Êtes-vous prêts à faire tout ce qui est en votre pouvoir afin de créer l'Esprit d'Amour, de Fraternité et d'Affection

6. *Ibid.*, F.45 (a).

parmi les amis de la liberté, de ne manquer aucune occasion de collecter toutes les informations politiques possibles [...] ? » Une nouvelle réunion de délégués fut signalée à Leeds en août ; elle fut ajournée, selon les dires d'un magistrat, après une résolution déclarant qu'il n'y avait « pas de raison de tenir des Réunions supplémentaires avant le débarquement des Français ». Un magistrat de Wakefield confirma : « [...] leur objet est une Révolution, et les mécontents comptent entièrement sur l'invasion ennemie pour se soulever[7]. »

Les réunions se succédaient maintenant à un tel rythme que le *Leeds Mercury* ne pouvait plus les ignorer. Son rédacteur en chef, Edward Baines, avait appartenu naguère à un club « jacobin » de Preston, mais il tenait maintenant à se dissocier entièrement de « toute association secrète à but politique ». La pratique des réunions politiques à minuit, pouvait-on lire dans un éditorial, était devenue « très fréquente ». Il y avait de bonnes raisons de supposer qu'elles répondaient à de « mauvais desseins », et l'on soupçonnait même une correspondance secrète avec la France. Il accusait les réformateurs de rester tapis dans « des repaires comme des brigands hors la loi ». Le billet de Baines provoqua une réplique vigoureuse de Benjamin Flower dans le *Cambridge Intelligencer*, qui fut (avec le *Sheffield Iris* de Montgomery) le dernier des journaux réformateurs provinciaux à se maintenir jusqu'au XIX^e^ siècle. En novembre 1800, Flower avait lancé un appel général pour des manifestations en faveur de la paix : le peuple, disait-il, « perçoit et sent que l'effet de la guerre et des taxes [est] de faire monter le prix de toutes les denrées alimentaires ». Cette fois-ci, Flower accusa Baines de « basse complaisance », de soutenir les propagandistes « de l'Église et du Roi », de calomnier délibérément les réformateurs (qui n'avaient d'autre choix que les rencontres secrètes) en faisant état d'une « correspondance avec la France » et d'appuyer

> ce système corrompu et débauché qui a ravagé une grande partie de l'Europe, assassiné des millions de nos proches, dépouillé le peuple de

7. *Ibid.*, F.45 (a), (d).

ce pays de ses droits les plus précieux et conduit le royaume au bord de l'abîme.

Entre l'ancien radicalisme des héritiers de Paine comme Flower (qui ne craignaient pas de s'exposer à des poursuites ou d'inviter à l'action les masses mécontentes) et le radicalisme « constitutionnel » prudent des whigs et de Baines, le fossé devait encore s'approfondir au cours du XIX^e^ siècle[8].

Il semble qu'une pause intervint, ponctuée de réjouissances publiques, au moment de la ratification, en octobre, des préliminaires de la paix. Puis, au cours de l'hiver 1801-1802, on signala de nouveau la tenue de réunions « nocturnes » dans le West Riding ainsi que des protestations contre la taxe sur le malt, la taxe sur les portes et fenêtres et contre les limitations imposées à la liberté. Bien que la paix fût survenue en mars 1802, les réunions nocturnes se poursuivirent, et, malgré tous leurs efforts, les magistrats ne purent identifier aucun des dirigeants. C'est dans une lettre du maire de Leeds au comte Fitzwilliam, datée d'août 1802, que l'on trouve le récit le plus complet d'une de ces réunions :

> En ce qui concerne les réunions nocturnes, elles se poursuivent, bien que l'endroit ne soit jamais connu des autres avant qu'elles aient lieu. Vendredi soir, à minuit ou à peu près, une réunion a eu lieu dans un chemin creux, ou une étroite vallée à environ six miles de Leeds et deux de Birstall, à distance de toute route fréquentée. Un homme digne de foi m'assure qu'il tenta de se joindre au groupe, mais constata que des éclaireurs étaient postés tout autour à distance. Le premier éclaireur qu'il rencontra l'aborda avec l'intention de le détourner de son chemin. Il persévéra et se trouva alors en face d'une autre rangée mobile d'éclaireurs qui lui demandèrent ce qu'il faisait sur les lieux, et, comme il continuait à avancer vers le groupe des gens de la « Lanterne noire », il entendit des coups de sifflet et des voix dont le ton et les expressions suffirent à le détourner de son but. On attendait la venue de certaines personnes que

8. *Leeds Mercury*, 1^er^ août 1801 ; E. Baines, *Life of Edward Baines*, 1851, p. 51 ; *Cambridge Intelligencer*, 15 novembre 1800, 8 août 1801.

> l'on appelait des messieurs et qui n'étaient pas encore arrivées, selon ce qu'il put facilement comprendre des conversations surprises en route. [...] D'une autre source à laquelle je fais confiance, j'apprends que le comité de la « Lanterne noire », qui vendredi soir aurait compté environ deux cents hommes, est constitué par des gens qui ont eu une discussion avec un noyau de neuf personnes, leur ont prêté serment, après quoi chacun devint à son tour, *ad infinitum*, et sur les mêmes bases, un membre du Comité. « L'abolition de toutes les taxes et la pleine jouissance de leurs droits » sont les propos tenus par les dirigeants et le ciment qui les unit. « Vers Noël, ils devraient pouvoir arriver à leurs fins, et il est prévu que le soulèvement ait lieu en une seule nuit et partout »[9].

Quelle que fût la forme des organisations, elles disposaient de moyens d'impression. En juin 1802, un « Discours aux Britanniques unis » de huit pages fut envoyé par un magistrat du West Riding au ministère de l'Intérieur. Il y était demandé que soient unis « dans une chaîne d'affection » tous ceux qui désiraient renverser les oppresseurs de la nation :

> L'indépendante LIBERTÉ d'un peuple sage est taxée par eux de TRAHISON, car ils craignent que la justice ne retombe sur leurs têtes coupables [...][10].

À l'automne, deux hommes de Sheffield, William Lee et William Ronkesley, furent déférés en justice pour avoir fait prêter des serments secrets. Selon l'accusation, ils auraient été membres, d'octobre 1801 à août 1802, d'une association secrète, comprenant mille membres à Sheffield, qui aurait fabriqué des piques et disposerait d'armes enterrées dans des dépôts secrets. L'organisation était commandée par des « Directeurs et Guides » qui faisaient faire l'exercice aux membres, de nuit. Ses buts étaient vagues, mais (selon la lettre du maire de Leeds à Fitzwilliam) « une Idée se répand parmi les pauvres – c'est qu'ils ne devraient pas payer les Taxes. [...] Ils sont

9. H.O. 42.66, reproduit *in extenso* in A. Aspinall, *Early English Trade Unions*, p. 52, 53. Original in *Fitzwilliam Papers*, F. 45 (d).

10. R. Walker, to H.O., 28 juin 1802 (pièce jointe), H.O. 42.64.

des milliers à garder la Conviction Secrète et à nourrir l'Espoir que la Situation va bientôt tourner à leur avantage[11] ». Lee et Ronkesley furent condamnés à sept ans de relégation[12].

En novembre, Despard et ses associés furent arrêtés à Londres. En décembre, d'autres rapports signalèrent que l'on préparait des armes à Sheffield. En août 1803 encore, un informateur indiqua à Fitzwilliam que les prestations de serments et la fabrication d'armes se poursuivaient. L'organisation secrète « a pénétré le grand corps du Peuple dans la région industrielle de ce Pays », écrivit ce dernier au secrétaire d'État, malgré son scepticisme habituel. « De nombreux membres de l'Armée et de la Milice ont prêté serment », comme dans l'affaire Despard. Des envoyés spéciaux faisaient la liaison entre les districts : « Presque rien n'est couché sur le papier, mais tout ce qui l'est est détruit dès qu'on l'a communiqué. » « Les Dirigeants ne se rencontrent jamais dans leurs propres villes : quand ils ont à délibérer, ils le font dans un endroit éloigné de leur domicile[13]. » Après cette période, la « Lanterne noire » semble disparaître.

Des rapports semblables arrivèrent, durant cette période, en provenance du sud du Lancashire et de certaines parties des Midlands. Une organisation clandestine existait sûrement, qui tenta d'orienter le mécontentement dû à la hausse des prix et à la pénurie des vivres dans une voie révolutionnaire. Il y a trop de documents, et en provenance de trop de sources indépendantes, pour que l'on puisse accepter la fiction historique généralement admise, selon laquelle la « sédition » n'exista que dans l'imagination des ministres, des magistrats et des espions. Mais, à ce point, nos sources ne nous font déboucher que sur l'obscurité. Les « Britanniques unis » existaient-ils réellement sur le plan *national* ? Le colonel Despard avait-il des liens avec eux ? Et

11. J. Dixon, 17 juillet 1802 ; W. Cookson, 27 juillet 1802 ; J. Lowe, 3 décembre 1802 ; le tout in *Fitzwilliam Papers*, F.45 (d).

12. L.T. Rede, *York Castle in the Nineteenth Century*, p. 198-201.

13. *Fitzwilliam Papers*, F.45 (e). L'indicateur, ajoute Fitzwilliam, est « un homme rangé, intelligent, pas jeune, je ne vois guère de raison de supposer que ce sont là les propos oiseux d'un bavard ».

avec les mouvements clandestins du Lancashire et du West Riding ? Y avait-il des liens avec la France et avec Robert Emmet à Dublin ? Le mouvement clandestin continua-t-il après 1802 ?

Le procès de Despard révéla peu de chose, même s'il en suggéra beaucoup. Le colonel Despard était originaire d'une famille de propriétaires terriens irlandais et avait un passé militaire remarquable. « Nous étions ensemble dans la mer des Antilles », déclara Nelson, qui fut appelé comme témoin par la défense : « Nous avons dormi ensemble bien des nuits par terre et tout habillés ; nous avons pris ensemble la mesure des défenses ennemies. Durant toute cette période [...] nul n'a témoigné un attachement plus fervent à son Souverain et à sa Patrie que le colonel Despard[14]. » Nelson avait une si haute opinion de son compagnon d'armes qu'il s'était attendu à le voir accomplir une carrière brillante dans l'armée. Mais il y avait bien des années de cela ; les deux hommes ne s'étaient pas vus depuis 1780. À partir de 1772, Despard servit continuellement dans les Antilles britanniques et au Honduras britannique, jusqu'à son rappel en demi-solde, en 1790. Il semble avoir été le type même de ces officiers, nombreux en cette période, qui, n'ayant pas suffisamment de fortune ni d'influence pour s'imposer, furent lésés dans leur promotion. Ils étaient dépassés par des nigauds bien vus à la cour, se voyaient accusés de mauvaise conduite par leurs rivaux et rongeaient leur frein pendant des années dans les antichambres du pouvoir[15]. On peut déceler dans le cas de Despard les mêmes ingrédients que ceux qui firent de Lord Cochrane un radical : griefs personnels en tant qu'officier et dégoût profond devant la corruption et la duplicité de la vie politique.

Mais Despard était aussi irlandais, et, en 1796 ou 1797, il était déjà

14. Voir *London Gazette*, 18 juillet 1780 : « Lorsqu'un canon partait, c'était presque toujours le capitaine Nelson, du *Hinchinbroke*, qui l'avait pointé ou le lieutenant Despard, chef mécanicien [...] »

15. Pour le début de la carrière de Despard, voir Sir Charles Oman, *The Unfortunate Colonel Despard*, 1922 ; J.B. Bannantine, *Memoirs of E.M. Despard*, 1799.

si profondément engagé dans la lutte pour l'indépendance de l'Irlande qu'il faisait partie à la fois du comité de la Société de correspondance londonienne et des cercles plus secrets des Irlandais unis et des Anglais unis à Londres. Il était l'un de ceux avec qui O'Coigly avait pris contact au *Furnival's Inn Cellar*[16]. Au début de 1798, le Conseil privé reçut divers rapports sur ses activités : il aurait été en train de constituer une organisation *militaire* clandestine, dans laquelle se mêlaient curieusement deux styles : celui du mercenaire élisabéthain et celui du révolutionnaire du XIX^e^ siècle. Tandis que les buts de l'organisation étaient inspirés par le jacobinisme, on promettait à ceux qui s'enrôlaient au service de Despard des postes et des récompenses élevés en cas de succès. Despard fut emprisonné lors de la suspension de l'*Habeas corpus*, entre 1798 et 1800, et son cas fut l'un de ceux qui furent au premier plan dans la campagne de Sir Francis Burdett et de la foule londonienne contre les « bastilles ». Après sa libération, en 1800, il semblerait que Despard se soit remis au travail pour construire son armée révolutionnaire.

Il fut arrêté pendant la dernière semaine de novembre 1802, au pub *The Oakley Arms* à Lambeth, en compagnie d'environ quarante ouvriers et soldats. Lors du procès, certains faits furent établis sans aucun doute possible. Dans les mois qui précédèrent leur arrestation, Despard et quelques-uns de ses associés étaient allés d'un lieu de réunion à l'autre, les fameuses tavernes ouvrières de Londres : *The Flying Horse* à Newington ; *The Two Bells* et *The Coach and Horses* à Whitechapel ; *The Ham and Windmill* à Haymarket ; *The Brown Bear* et *The Black Horse* à St. Giles's ; *The Bleeding Heart* à Hatton Garden. Toutes ces assemblées réunissaient des travailleurs et des soldats, avec une proportion élevée d'Irlandais, et l'on y discutait certainement d'une conspiration jacobine.

Au cours du procès et dans la presse de l'époque, on avança d'autres faits qui doivent être considérés d'un œil plus critique. Ainsi, on prétendit que des gardes jacobins avaient recruté dans les casernes de Chatham et de Londres un nombre considérable de partisans liés à

16. Cf. *supra*, p. 221.

la conspiration par des serments secrets. Selon des papiers saisis sur les prisonniers, la « constitution » de leur société prônait :

> L'indépendance de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. – Une égalisation des droits civiques, politiques et religieux. – Une pension généreuse aux familles des héros tombés pendant la lutte.
> Une ample récompense pour les hommes d'un talent remarquable. – Voilà les objectifs pour lesquels nous luttons, et nous jurons de rester unis pour les obtenir[17].

Des soldats avaient été invités à se joindre à cette « Société de la Constitution » afin « de lutter, de briser les chaînes de la servitude et de l'esclavage ». L'organisation (dit-on) n'avait pas moins de sept sections et de huit sous-sections, rien qu'à Southwark, et d'autres sections dans le Borough, à Marylebone, à Spitalfields et à Blackwall, surtout parmi les « journaliers, compagnons et simples soldats », les marins congédiés et les dockers irlandais. C'était une organisation paramilitaire, composée de « dix hommes dans chaque compagnie, et, quand ils arrivaient à onze, le onzième prenait le commandement » d'une nouvelle compagnie. Chaque compagnie était sous le commandement d'un « capitaine », chaque groupe de cinq compagnies composait une « sous-section », sous le commandement d'un « colonel ». Toutefois, si ce fut bien le modèle retenu, il ne semble pas qu'il ait été largement mis en application. Selon un témoin, Despard déclara :

> une organisation régulière à Londres est dangereuse pour nous, elle est sous les yeux du Gouvernement ; mais une organisation régulière en province est nécessaire, et, je crois, générale [...]

Une telle organisation à Londres se heurterait à « une impossibilité morale ». Mais il mentionna Leeds, Sheffield, Birmingham, Manchester et Chatham comme centres de « province » où existait une telle organisation et avec lesquels il déclarait être en contact.

17. Des documents identiques furent découverts dans le Yorkshire en 1802 ; *Fitzwilliam Papers*, F. 45 (d).

D'autres allégations furent avancées lors du procès : le colonel Despard et son armée révolutionnaire étaient accusés de préparer un coup d'État imminent. La Tour de Londres et la Banque devaient être prises d'assaut, les casernes occupées de l'intérieur, les prisons ouvertes, et le roi devait être assassiné ou fait prisonnier. « J'ai bien pesé chaque chose en moi-même, aurait dit Despard, et Dieu sait si mon cœur est endurci. » Les membres du cabinet étaient devenus, dans la bouche des conspirateurs, « des mangeurs d'hommes ». La prise de la Tour ou de la personne du roi devait être le signal du soulèvement pour la foule londonienne ; et les malles-poste (qui quittaient toutes Londres d'un seul point de rassemblement, à Piccadilly) devaient « être arrêtées pour signaler au peuple de la province que la ville s'était révoltée ».

Rien ne prouve de façon irréfutable que le procès de Despard fut un « coup monté », bien que ses contemporains aient été largement convaincus de son innocence[18] et que cette idée ait été reprise par la tradition historique whig. Il est vrai que les témoins à charge étaient louches – notamment John Emblin, ancien horloger jacobin, et l'un des gardes. Tous les deux témoignèrent contre leurs complices, et le second envoya son propre frère à l'échafaud. Il est également vrai qu'une grande partie des témoignages où il était question d'une conspiration dans l'armée n'impliquaient Despard qu'indirectement. Il est possible que celle-ci ait été préparée indépendamment de lui et même contre son avis, cependant que les détails plus pittoresques sur les projets d'assassinat du roi et la prise de la Tour ont pu être inventés pour l'occasion. Toutefois, ni Despard ni son avocat ne donnèrent la moindre explication sur le but de ces fréquentes réunions dans des tavernes obscures de Londres, qui ne comptaient guère dans leur clientèle des hommes du rang de Despard. Ce dernier ne rompit

18. Voir, par exemple, C.F. Mortimer, *A Christian Effort to Exalt the Goodness of the Divine Majesty, even in a Memento, on Edward Marcus Despard, Esq. And Six Other Citizens, undoubtedly now with God in Glory*, 1803, qui cite Matthieu, XXVIII, 12 : « Ils donnèrent une bonne somme d'argent aux soldats, etc. »

le silence, qu'il avait gardé tout au long de son procès et de ceux de ses amis conspirateurs, qu'après que la peine de mort eut été prononcée. Ce fut alors pour faire quelques remontrances :

> Votre Honneur m'a dépeint comme l'instigateur du groupe ; j'estime que rien de ce qui a été dit lors du procès ni des faits produits contre moi ne démontre que je suis l'instigateur du groupe.

Dans les circonstances du procès, cette déclaration ne peut être interprétée que comme l'aveu qu'il y avait bien eu conspiration, mais que Despard, loin d'en être l'instigateur, avait été entraîné par d'autres, sur lesquels il gardait loyalement le silence.

Francis Place (qui avait été membre du comité de la SCL en même temps que Despard) écrivit trente ans plus tard en annotation à un manuscrit : « Le colonel Despard était un être doux et distingué – un homme d'une exceptionnelle bonté. » Hunt, l'« Orateur », dont le premier contact avec les idées jacobines fut (pendant sa détention au Banc du roi) sa rencontre avec Despard, écrivit de la même façon : « un homme distingué et doux ». Devons-nous accepter les récits habituels, à savoir que sa faction était « microscopique » ou qu'« il n'est guère possible d'expliquer la folie de son complot, sinon en supposant que son esprit était dérangé »[19] ? L'état de l'Irlande en 1798 avait de quoi déranger l'esprit de n'importe quel patriote irlandais. Si nous supposons (comme nous sommes en droit de le faire) que Despard et ses amis avaient leurs entrées chez les anciens contacts de la SCL comme chez les « Irlandais unis » en Grande-Bretagne[20],

19. Voir G.D.H. Cole et R.W. Postgate, *The Common People*, p. 163 ; H.W.C. Davis, *The Age of Grey and Peel*, p. 95.

20. Au moins un autre conspirateur, Charles Pendrill, était un ancien membre dirigeant de la SCL. Enfermé dans la prison de Gloucester, de 1798 à 1800, en même temps que Binns, c'était un compagnon cordonnier (un ancien maître) de Tooley Street. Bien qu'il ait été cité dans le procès comme un des principaux conspirateurs, il fut relâché lorsqu'une grâce générale fut décrétée après l'exécution de Despard et de ses associés ; il réapparut pourtant en 1817 dans une conspiration du même genre, cf. *infra*, p. 860.

et qu'il existait quelques liens épisodiques entre eux et des organisations comme la « Lanterne noire » du Yorkshire[21], alors la conspiration devient une affaire sérieuse. D'ailleurs, les mutineries dans la marine sont la preuve qu'une organisation révolutionnaire dans les forces armées n'était nullement inconcevable. L'armée, comme la marine, était agitée par des revendications touchant la solde, la nourriture et le logement, la prise en charge de la famille, la discipline et la flagellation. Les soldats, parmi lesquels on trouvait beaucoup d'Irlandais, avaient la permission de sortir le soir en civil et se mêlaient à la foule des travailleurs et des artisans dans les tavernes de Londres. Il y avait peu de mesures de sécurité, et les émissaires jacobins pouvaient facilement pénétrer dans les quartiers des soldats dans les casernes, comme le feront Bamford et Mitchell en 1817. Il peut paraître invraisemblable aujourd'hui qu'un grenadier de la Garde baptise son fils « Bonaparte » – c'est pourtant ce que fit l'un des associés de Despard. Les affirmations officielles, selon lesquelles au moins trois cents soldats du 3e bataillon de la Garde et trente ou quarante du 1er bataillon étaient impliqués dans la conspiration, peuvent paraître exagérées ; mais les six victimes choisies pour être jugées et exécutées avec Despard appartenaient toutes à la Garde. Et la sévérité de l'exemple laisse supposer que le gouvernement était gravement préoccupé par l'étendue de la conspiration.

Quand on procède à un examen approfondi des faits, l'affaire Despard apparaît comme un événement dont l'importance dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne est considérable. Elle unit les luttes des nationalistes irlandais (Despard était en contact avec Robert Emmet) aux revendications des travailleurs londoniens, des tondeurs de drap et des tisserands du nord de l'Angleterre. Ce fut la dernière flambée du vieux jacobinisme des années 1790, qui subit, avec Despard, une très grave défaite. L'affaire fut rendue publique pour justifier la politique

21. Plusieurs « Anglais unis » furent arrêtés en 1801 à Bolton, et l'un d'eux, Callant, fut exécuté plus tard pour avoir détourné des soldats de l'obéissance à l'armée ; W. Brimelaw, *Political History of Bolton*, 1882, I, p. 14 ; G.C. Miller, *op. cit.*, p. 404.

gouvernementale d'« alerte » et de suspension des libertés populaires. Elle fut également à l'origine, dans un cercle restreint d'ultra-jacobins, de la stratégie (ou peut-être du fantasme) du coup d'État, qui devait rester l'objectif de petits groupes londoniens jusqu'à la conspiration de Cato Street (1820), cependant que l'idée de donner le signal du soulèvement général en arrêtant les malles-poste devait réapparaître pendant la période du chartisme.

Despard emporta la plupart de ses secrets avec lui. S'il fut, ainsi qu'il l'affirma, innocent de l'accusation d'avoir voulu assassiner le roi et les membres du cabinet, il ne donna aucune explication sur les objectifs de sa société. Selon un récit, il dit sur l'échafaud :

> Je sais que les Ministres ont résolu de me sacrifier à l'aide de ce qu'ils se plaisent à appeler un prétexte légal, parce que j'étais hostile à leurs mesures sanglantes, cruelles, coercitives et anticonstitutionnelles. [...] Je vous souhaite, mes compatriotes, santé, bonheur et prospérité ; je ne vivrai pas le changement béni de Dieu ; cependant, soyez assurés, Citoyens, que les temps viendront, et même *promptement*, où la cause glorieuse de la Liberté triomphera effectivement [...]

Si Despard était innocent de l'accusation de complicité dans le complot ourdi par la Garde, il est possible que sa défense ait été, en tout honneur, impossible car elle aurait compromis d'autres gens. L'accusation, de son côté, ne dévoila pas tout son jeu. Elle se limita à établir la preuve de certains actes manifestes et déclara être en possession d'informations supplémentaires fournies par des indicateurs qui ne furent pas présentés au procès afin qu'ils « ne soient pas soupçonnés [...] pour la sécurité future de l'État ». Lorsque le procès se déroula, la Grande-Bretagne était encore en paix avec la France, et le bruit courut que l'on cachait des preuves de la complicité française. Despard « était pénétré de l'idée », déclara le *Morning Post*,

> qu'une révolution ne saurait être faite par des associations très larges [...] mais par une petite fraction d'hommes prêts à tout, qui, après avoir frappé un grand coup, tel que l'assassinat du Roi, et avoir semé la consternation dans la ville, trouveraient des milliers de partisans.

« Les pauvres [...] voient en lui un martyr. » « Le corps décapité de Despard pénétrera-t-il dans chaque estaminet pour y multiplier par cent le nombre des prosélytes[22] ? »

## 2. La société opaque

Pendant plusieurs années, on put croire que l'inquiétude exprimée dans le *Morning Post* avait été excessive. Ce ne fut qu'en 1811 que le monde clandestin se révéla de nouveau, et ce fut alors sous la forme d'un conflit industriel violent, le mouvement luddiste. Les attaques des luddistes étaient limitées à des objectifs industriels particuliers : la destruction des métiers mécaniques (Lancashire), des métiers à tondre (Yorkshire) et la résistance à l'écroulement du système coutumier dans l'industrie du tricotage sur métier des Midlands. Pour expliquer leurs actions, est-il bien nécessaire de chercher autre chose que les griefs immédiats, de nature économique et industrielle ?

Nous allons proposer une réponse différente. Mais, quelle que soit la réponse, l'historien, au cours de sa recherche, rencontre des diffi-

22. Les sources suivantes ont été utilisées pour cet exposé de la conspiration de Despard : J.M. Gurney, *The Trial of Edward Marcus Despard*, 1803, surtout p. 33, 36, 44, 45, 72, 73, 79, 115, 127, 137, 174, 269 ; T.S. 11.332 ; T.S. 11.333 ; « Le récit de John Oxlade » (annoté par Place) in Add. MSS 27809 ; *Leeds Mercury*, 27 novembre 1802 ; *Morning Post*, 22 février 1803 ; State Trials at Large, *The Whole Proceedings at the Trials of Colonel Despard*, 1803, p. 78. Quinze ans plus tard, Oliver l'Espion rapporta une conversation avec l'un des principaux conspirateurs, Charles Pendrill : « Il avoua que les Soldats étaient profondément engagés, et très résolus. » En une occasion, environ deux cents soldats se rassemblèrent en armes dans les maisons autour de la Tour, prêts à tenter un coup, et Pendrill « semblait croire que la Tour aurait pu être prise très facilement à ce moment, et aurait été abandonnée par ses défenseurs si les autres avaient manifesté l'intention de la prendre. Mais le nombre de ceux qui se présentèrent était trop dérisoire » ; récit d'Oliver in H.O. 40.9.

cultés pour interpréter les sources, ce qui mérite une explication. De 1790 à 1820, ces sources sont entachées d'une partialité peu commune.

Tout d'abord, il y a la partialité consciente des autorités. De Pitt à Sidmouth, le gouvernement n'avait qu'une politique. Le mécontentement doit être circonscrit et isolé ; et l'on peut y parvenir en lui collant une étiquette, celle de la conspiration bonapartiste ou (après 1815) du projet d'insurrection violente. Des commissions secrètes de la Chambre (1801, 1812, 1817) présentèrent des allégations saisissantes et sans fondement sur l'existence de réseaux insurrectionnels. En un sens, le gouvernement avait besoin de conspirateurs pour justifier le maintien d'une législation répressive qui empêchait la constitution d'une organisation populaire à l'échelle nationale.

Mais le mythe selon lequel les réformateurs étaient des agents français ou des conspirateurs engendra une curieuse logique. Première conséquence : les réformateurs étaient contraints à une forme d'activité plus ou moins cachée. D'autre part, pour pénétrer ces milieux, les autorités étaient amenées à employer des espions et des indicateurs à une échelle jamais égalée. La distinction entre l'espion et l'agent provocateur n'était pas nette. L'indicateur était payé à la pièce ; plus son information était alarmiste, plus son commerce était florissant. Une information fabriquée pouvait être acceptée avec empressement par les autorités qui propageaient le mythe. Il est impossible de savoir jusqu'à quel point les autorités étaient elles-mêmes abusées par les conspirations qu'inventaient leurs propres indicateurs. Pour isoler et terroriser les révolutionnaires en puissance, il était possible d'adopter une politique de provocation délibérée. Et ce fut la politique de Pitt qui, en réprimant les sociétés de correspondance, mit en branle la logique qui devait conduire à Oliver l'Espion et au soulèvement de Pentridge en 1817. Ces années révèlent un tel foisonnement ignoble de témoignages truqués, d'intimidation et d'agents doubles qu'on se prend à regretter que cette logique n'ait pas été menée jusqu'à son terme naturel. Si les conspirateurs de Cato Street avaient atteint leur objectif en assassinant les membres du ministère, ceux-ci auraient péri des mains de conspirateurs que leur propre politique répressive avait engendrés et que leurs propres espions avaient armés.

Ainsi, les faits présentés par les autorités pour prouver l'existence d'une conspiration clandestine entre 1798 et 1820 sont douteux et parfois sans aucune valeur. C'était là, en effet, la principale ligne de contre-attaque adoptée par les réformateurs contemporains comme Burdett et Samuel Whitbread, par exemple. Très spectaculairement, en 1817, H.G. Bennet, le député de Shrewsbury, jeta par terre en pleine réunion de la Chambre le Rapport de la Commission secrète, en déclarant que c'était une calomnie contre « tout le peuple [...] de l'ordure à écraser sous mes pieds, et rien d'autre ». Les historiens ont ensuite largement adopté la même attitude, soit par respect scrupuleux pour les règles d'évaluation des témoignages, soit par sympathie pour les réformateurs, ou, plus récemment, au nom de la conception flegmatique selon laquelle toute activité révolutionnaire de quelque importance doit être considérée d'office comme non anglaise. Pour réagir contre les mythes d'une conspiration jacobine ou spencéenne, ils ont propagé le contre-mythe du « constitutionnalisme » anglais et se sont largement appuyés sur l'autre grande source d'information : les archives (manuscrits, mémoires, pamphlets, coupures, etc.) rassemblées par Francis Place.

Ces archives sont inestimables. Mais Place n'était pas cet être mythique que l'on appelle l'« observateur objectif », loin de là. Il était également très engagé, profondément impliqué dans les querelles du camp radical qui font rage pendant toute la période comprise entre 1806 et 1832, et il ne ménageait pas ses adversaires : Cobbett n'était qu'« une brute sans principes et un lâche » ; l'« Orateur » Hunt, « effronté, agité et vulgaire ». En tant que pourvoyeur officiel de faits concrets sur les questions ouvrières pour les utilitaristes, lorsqu'il écrivit ses mémoires, il fut soucieux de mettre en valeur l'apport des modérés et de minimiser l'importance des « agitateurs de foules ». Il était, du reste, foncièrement suspect aux yeux des réformateurs avancés. En 1810, il fut le chef du jury d'enquête qui avait disculpé l'impopulaire duc de Cumberland du soupçon tout à fait fondé d'avoir assassiné son valet ; il était connu pour ses liens avec des gens que les radicaux considéraient comme indésirables ; Burdett et Hunt l'avaient tous deux accusé publiquement d'être un

« espion ». L'accusation est ridicule : les espions étaient faits d'une étoffe autrement sordide. Toutefois, Place était – après 1810 – tellement convaincu de la nécessité d'une réforme constitutionnelle que, s'il avait eu en main des preuves de l'existence d'une conspiration insurrectionnelle, il aurait bien pu les passer aux autorités. Donc, lorsque nous nous référons aux archives de Place, nous devons rappeler que, alors qu'il était bien placé pour collecter des informations sur les mouvements réformateurs de la capitale, et sur les syndicats et les clubs ouvriers les plus « respectables », dans d'autres domaines, son information était aussi lacunaire que celle des autorités ; il connaissait mal les Midlands et le Nord, peu les organisations syndicales illégales, et, si un mouvement politique clandestin sérieux avait existé, ses organisateurs ne lui auraient certainement pas confié leurs secrets[23].

Là, nous approchons du cœur du problème. Car la troisième grande raison pour laquelle les sources sont si confuses, c'est que les travailleurs *voulaient* qu'il en soit ainsi. Et le terme « vouloir » est trop rationnel. Il y avait, en effet, deux cultures en Angleterre. Dans les contrées du cœur de la révolution industrielle, on voyait apparaître de nouvelles institutions, de nouvelles attitudes, de nouveaux cadres communautaires, qui étaient destinés, consciemment et inconsciemment, à résister à l'intrusion du magistrat, de l'employeur, du pasteur ou de l'espion. La nouvelle solidarité n'était pas seulement une solidarité *avec* ; c'était aussi une solidarité *contre*. Du point de vue des autorités, le problème consistait en grande partie à obtenir une information digne de foi, de quelque nature qu'elle fût. Les magistrats traversaient des quartiers pleins de gens à quelques centaines de yards de leurs demeures, et y étaient accueillis comme des étrangers hostiles. Ils étaient plus impuissants à découvrir des loges syndicales que ne l'étaient les flibustiers de Pizarre à découvrir des calices en or dans les villages du Pérou.

C'est pourquoi l'on est souvent si perplexe à la lecture des archives

23. Add. MSS 27809, 16, 17. Voir également W.E.S. Thomas, « Francis Place and Working Class History », *Hist. Journal*, 1962, p. 61.

du ministère de l'Intérieur (notre principale source d'information de première main). Comme des voyageurs ignorants, les magistrats et les officiers supérieurs étaient à la merci de leurs indicateurs. Une société de secours mutuel pouvait apparaître comme un instrument de sédition aux yeux de quelqu'un qui n'avait jamais réfléchi au coût d'un enterrement pour les pauvres. Un prêcheur tonitruant pouvait apparaître comme un agent de Despard. Des employeurs pouvaient *souhaiter* glacer le sang d'un magistrat avec des histoires de jacobins pour obtenir une condamnation sévère à l'encontre des syndicalistes. Les juges de paix glanaient des lambeaux d'information auprès des indicateurs (payés ou anonymes) et de divers intermédiaires, tels que cabaretiers, commis voyageurs et soldats. Ici, nous trouvons quelqu'un qui transmet solennellement au *lord-lieutenant* du West Riding les commérages entendus le matin même chez le barbier. Là, c'est un autre qui écrit de Barnsley, en 1802, pour dire que « toutes les femmes parlent de manière bien mystérieuse. Tout le monde attend quelque chose sans savoir quoi au juste ». Ou encore ce pasteur méthodiste qui écrit au duc de Portland à propos d'une grande association de révolutionnaires, établie à Bolton en 1801 – l'histoire lui a été transmise par un « ami de confiance » qui la tenait lui-même du « chef des Chanteurs Méthodistes » d'une chapelle de Sheffield, qui la tenait à son tour de quelqu'un d'autre[24].

Ce genre de potins est bien entendu sans valeur. Mais il nous faut examiner de plus près le rôle des indicateurs. Les Anglais croyaient naïvement que l'emploi d'espions dans les affaires intérieures était étranger à la tradition britannique et appartenait au « système d'espionnage continental ». Pourtant, ce procédé faisait partie depuis longtemps de la méthode de gouvernement britannique, autant que de la pratique policière. Et il remonte à une époque bien antérieure à

24. *Fitzwilliam Papers*, F.44 (a), 45 (d) ; R.F. Wearmouth, *Methodism and the Working-Class Movements in England, 1800-1850*, p. 60. Cf. T.A. Abdy au duc de Portland, 20 décembre 1795, qui transmet une information de « mon propre garde-chasse, qui de par sa situation a l'occasion d'apprendre plus de choses que moi-même, magistrat [...] », H.O. 42.37.

celle où Christopher Marlowe fut pris dans ses mailles ; espionnage et contre-espionnage contre les catholiques, les partisans de Cromwell et les jacobites nous reportent au cœur du XVII^e siècle. Cette pratique fut courante dans les affaires criminelles (et devint particulièrement répandue dans les cinquante années comprises entre 1780 et 1830) pour une raison différente. L'insuffisance réelle des forces de police régulières avait amené à adopter le système du « paiement selon les résultats », ou récompenses progressives (ou *Tyburn tickets*), selon la gravité du crime. Et ce système, à son tour, avait engendré d'odieux intermédiaires, qui tiraient profit de la dénonciation de crimes qu'ils avaient intérêt à grossir, voire à fabriquer de toutes pièces. Il y eut, au début du XIX^e siècle, plusieurs révélations ahurissantes sur ces provocations dans des cas relevant entièrement du droit commun ; nul doute que beaucoup d'autres ne furent jamais connus. Les luddistes furent poursuivis comme n'importe quel groupe de criminels, au moyen d'offres substantielles de récompenses pour toute information qui permettrait des condamnations. Joseph Nadin, le célèbre commissaire de police adjoint de Manchester, fut soupçonné de tirer profit de la vente de *Tyburn tickets* obtenus par des voies illicites. En 1817, la Banque d'Angleterre poursuivit cent vingt-quatre personnes pour contrefaçon ou mise en circulation de fausse monnaie, et la presse radicale dénonça des cas où des indicateurs chasseurs de primes « planquèrent » de faux billets de banque chez d'innocentes victimes et touchèrent ensuite une récompense pour les avoir fait condamner[25].

C'était donc une tradition à la fois judiciaire et politique qui légitimait l'emploi d'espions ; et, après 1798, cette tendance fut renforcée par l'expérience acquise lors de la « pacification » de l'Irlande. Mais

*

25. Pour tout ce système d'information judiciaire et ses abus, voir L. Radzinowitcz, *op. cit.*, I, p. 333 *sq.* ; R. Southey, *Letters from England*, 1808, 2^e éd., I, p. 173 ; W. Hazlitt, « On the Spy System », *Works*, VII, p. 208 *sq.* Au sujet de Nadin, cf. D. Read, *Peterloo*, Manchester, 1957, p. 65. Sur la contrefaçon de billets de banque, cf. *Black Dwarf*, 1816-1818, *passim* ; *Duckett's Dispatch*, 9 février 1818 ; H. Hunt, *Memoirs*, 1822, III, p. 483.

les espions en question étaient de qualités très diverses. Dans certains cas, lorsqu'il s'agissait de mouvements politiques radicaux, les autorités purent sélectionner et introduire dans les mouvements des gens instruits et capables : le « Citoyen Groves », qui réussit à pénétrer les cercles les plus fermés de la SCL en 1794, était de ceux-là. La grande majorité des indicateurs, toutefois, relevaient bien plus de la tradition des mercenaires « chasseurs de primes ». Les efforts accomplis récemment pour atténuer un peu la haine que l'on porte habituellement à des individus comme Oliver, en les présentant comme des « détectives » qui exécutaient une tâche dangereuse mais honorable, en accord avec leurs idées, sont déplacés[26]. On peut adopter ce point de vue sur un espion en temps de guerre, même en temps de guerre civile ; mais non pendant une guerre comme celle que Pitt et Sidmouth menèrent contre les réformateurs, où les forces en présence étaient si disproportionnées. D'ailleurs, on distingue deux catégories d'indicateurs. Il y avait, tout d'abord, ceux qui avaient maille à partir avec les autorités, et qui achetaient la levée des poursuites contre eux (ou obtenaient leur mise en liberté) grâce à ce trafic. Les meilleurs endroits pour recruter des espions étaient les geôles pour débiteurs insolvables. Au tournant du siècle, on trouve un exemple de ce genre de recrue en la personne d'un certain Barlow, individu particulièrement abject qui fréquentait les auberges de Manchester et de Sheffield, et essayait de compromettre des réformateurs de la bourgeoisie ; il écrivait souvent au ministère de l'Intérieur pour demander de l'argent, non seulement pour couvrir ses dépenses courantes, mais aussi pour rembourser des dettes antérieures, ce qui (prétendait-il) lui avait été promis lorsqu'il s'était engagé dans le métier. Il avait dû dépasser les limites de la prudence, et l'une de ses requêtes fut annotée avec humeur (peut-être par le duc de Portland) : « Si l'on avait besoin d'un argument supplémentaire pour se débarrasser de Barlow, il est certainement fourni par cette Lettre. Je penche pour lui donner 20 livres et le renvoyer

26. Voir, par exemple, A.F. Freemantle, « The Truth about Oliver the Spy », *Eng. Hist. Review*, XLVII, 1932, p. 601 ; R.J. White, *From Waterloo to Peterloo*, chap. XIII.

sur-le-champ[27]. » Les liens entre le gouvernement et Castle, Oliver et Edwards (selon le récit d'un Écossais, lui-même ancien indicateur, pour des raisons moins déshonorantes, et qui avait eu honte de son métier) « furent tous noués à Fleet Prison[28] ».

Le deuxième groupe d'indicateurs était composé de gens qui avaient retourné leur veste. Après avoir été des réformateurs actifs, ils devenaient espions pour sauver leur peau ou pour de l'argent. D'autres, tout simplement, étaient des mercenaires occasionnels qui vendaient des informations à la « pièce ». Les notions d'honneur ou de devoir professionnel ne s'appliquent guère aux gens de l'un et de l'autre groupe[29]. On aurait toutefois tort de penser que tous les rapports rédigés par ces gens sont nécessairement dénués de valeur. De mauvais individus peuvent se montrer utiles au service d'une mauvaise cause[30]. Si l'on veut tenter de généraliser à partir de la collection extraordinairement diverse de documents (lettres et rapports écrits, transcriptions de dépositions orales, aveux de condamnés, etc.) disponibles dans les archives du ministère de l'Intérieur, du ministère des Finances et du Conseil privé, on relève les faits suivants :

27. Barlow, 16 novembre 1799, P.C. A. 164. À vrai dire, Barlow ne fut pas renvoyé à ce moment, car (peut-être parce qu'il sentait d'où venait le vent) il commença à envoyer de longs récits circonstanciés sur des associations illégales.

28. A.B. Richmond, *Narrative of the Condition of the Manufacturing Population*, 1825, p. 159. Voir aussi (pour Oliver) la déposition de Charles Pendrill dans le *Political Register* de Cobbett, 16 mai 1818.

29. Sur le système d'espionnage politique en général, cf. F.O. Darvall, *Popular Disturbances and Public Order in Regency England*, 1934, chap. XII et XIV ; J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, chap. XII ; F.W. Chandler, *Political Spies and Provocative Agents*, Sheffield, 1933 ; W.J. Fitzpatrick, *The Secret Service under Pitt*, 1892.

30. Fitzwilliam écrivit à Pelham au sujet d'un espion : « [...] un Fripon des plus accomplis, un personnage d'aussi mauvaise moralité que possible [...] Si mauvais qu'il soit, il n'est peut-être pas le pire des Agents pour ce qui est de pénétrer dans les secrets des Rebelles », 25 septembre 1802, *Fitzwilliam Papers*, F. 45 (d).

1. L'indicateur présentait (comme le notèrent J.L. et B. Hammond et d'autres) une déformation professionnelle qui l'entraînait à corser ses rapports. Plus ses motivations étaient mercantiles, plus il s'efforçait de fournir le type d'information que ses employeurs désiraient acheter.

2. Les employeurs en question, toutefois, n'étaient pas tous des imbéciles. On a trop souvent tendance à l'oublier. Ils étaient conscients de cette déformation. Les magistrats avaient intérêt à obtenir une information exacte. Ils n'aimaient pas se lancer en pure perte à la recherche de dépôts d'armes imaginaires, ni perdre leur temps à poursuivre des démagogues de tavernes. Ils prenaient souvent la précaution d'employer plusieurs indicateurs (qui ne se connaissaient pas) pour pouvoir opérer des recoupements. Les juges de paix, qui transmettaient les informations au ministère de l'Intérieur, ajoutaient couramment une appréciation sur la crédibilité de celles-ci.

3. Ces informations sont, néanmoins, un miroir déformant de l'histoire, non seulement parce que la plupart des espions avaient tendance à échafauder des affaires criminelles sur des activités même « innocentes », mais aussi à cause des informations qu'ils *omettaient* de transmettre. C'est-à-dire, bien entendu, les préoccupations et les intérêts de la majorité moins politisée et moins active. Mais c'est-à-dire aussi des régions entières de Grande-Bretagne. Nous devons prendre en considération non seulement les motivations des espions, mais aussi celles des juges de paix qui les employaient. D'après les Archives nationales, Bolton apparaît comme le centre le plus insurrectionnel de l'Angleterre, entre la fin des années 1790 et 1820. En est-il ainsi parce que les gens de Bolton *étaient* exceptionnellement révolutionnaires ou parce que Bolton était affligée de deux juges animés d'un zèle inhabituel – le révérend Thomas Bancroft et le colonel Fletcher – qui employèrent tous les deux des espions (ou des « missionnaires ») sur une échelle exceptionnelle ?

C'est un point important. L'Angleterre fut gouvernée pendant la majeure partie de cette période par des tories. Un magistrat qui écrivait fréquemment au ministère de l'Intérieur était, selon toute vraisem-

blance, un fervent tory antijacobin, à moins qu'il n'ait eu des raisons particulières de se signaler à l'attention du gouvernement. Pendant cette même période, un grand nombre de rapports en provenance du Yorkshire étaient plus laconiques que ceux du Lancashire, bien que nous n'ayons aucune raison de croire que Sheffield ou Barnsley étaient moins révolutionnaires que Manchester ou Bolton. La magistrature du Yorkshire était entre les mains des whigs, avec un *lord-lieutenant* whig (Fitzwilliam) qui n'admettait pas volontiers l'intervention des tories dans ses affaires. Ce fut aussi le cas pour beaucoup de juges de paix de la « vieille école », qu'ils fussent du côté des whigs ou des tories. Le maintien de l'ordre était une affaire locale, la responsabilité de l'aristocratie de l'endroit, et la rédaction de longues lettres au ministère de l'Intérieur était ressentie comme inutile, gênante et quelque peu humiliante.

La jalousie vis-à-vis de l'autorité centrale créa un certain nombre d'imbroglios extraordinaires. Plusieurs ministres de l'Intérieur successifs en vinrent à faire confiance à certains magistrats au zèle éprouvé, dont l'autorité fut étendue au-delà de leur juridiction. Officiers supérieurs de l'armée et magistrats rédigèrent des rapports sur l'activité ou l'apathie de leurs propres collègues. Lors de la crise du luddisme, M. Lloyd, un procureur zélé de Stockport, fut incité à étendre son autorité à l'intérieur du Yorkshire, au point même de faire passer des témoins à charge de l'autre côté des Pennines. Dans les années de l'après-guerre, le colonel Fletcher, de Bolton, disposait souvent de sources d'information plus complètes sur les réformateurs de Manchester que le parquet local. En 1817, lorsque Oliver fut envoyé par Sidmouth lui-même dans les Midlands et le Nord, il risqua plusieurs fois d'être arrêté par des juges de paix locaux qui le prirent pour un véritable révolutionnaire.

Ainsi devons-nous comprendre que les documents du ministère de l'Intérieur donnent une version déformée non seulement de tel ou tel détail, mais de la situation en général. Nous devons lire entre les lignes non seulement des lettres envoyées au ministère, mais aussi de celles qui ne le furent jamais.

4. De façon générale, on peut dire que les autorités réussirent bien

mieux, sur le plan national comme sur le plan local, à infiltrer les organisations politiques illégales que les organisations professionnelles, et les groupements régionaux que les groupements locaux, pour des raisons évidentes. Un indicateur pouvait plus facilement se faire passer pour un jacobin ou un radical que pour un tondeur de drap ou un tricoteur sur métier. Les sociétés politiques rassemblaient des gens provenant de groupes sociaux différents et de toute une région ; les syndicats illégaux ou les groupements luddistes naquirent dans des ateliers et des communautés où chaque homme était connu. Ce fut toujours au point de jonction d'une ville ou d'une région avec une autre que l'espion eut le plus de facilité à s'infiltrer.

5. Maintenant que tous ces points sont bien présents à l'esprit, il nous reste deux remarques à faire. La première est une évidence : chaque rapport doit être examiné minutieusement, selon les règles scientifiques habituelles. Il faut le souligner, puisqu'une certaine mode veut que l'on écarte actuellement *tous* ces rapports, ou tout au moins ceux qui ne cadrent pas avec une interprétation donnée, en les déclarant non fondés. Mais rares sont les rapports qui n'offrent pas quelque prise à l'analyse critique : confirmation ou réfutation par d'autres sources, cohérence interne, vraisemblance, et ainsi de suite. Prenons deux exemples, tous les deux de 1817. Le premier est le rapport d'un indicateur sur le discours d'un réformateur de Manchester :

> Il parla ensuite de la situation du pauvre et de son enfant. L'Enfant dit à son Père : Donne-moi un peu de pain ; le Père répond : Je n'en ai pas. L'Enfant demande : Il n'y en a donc pas ? Le Père dit : Si, amplement, mais les Tyrans et les Brigands nous l'enlèvent. C'est à vous (à savoir le peuple) d'avancer la main et de le récupérer[31].

Le second est une lettre à un avocat général :

> M. Litchfield maître il y a une chose que je ne suis pas sertin [*sic*] de vous avoir mensioné [*sic*] mais que je pense du plus haut intérêt de vous comuniquer [*sic*] le jeune watson et thisilwood [*sic*] ont proposé et tout

31. Rapport sur le discours de Bagguley, in H.O. 40.4.

> le monde est daccord [...] que l'on plase [*sic*] des petits Détachements à Différantes [*sic*] Entrés [*sic*] dans et hors de Londres pour empêcher le Gouvernement d'envoyer des dépêches dans n'importe quelle [*sic*] point du pays puisqu'il y avait seulement un solda à chevale [*sic*] pour les accompagner[32].

Faut-il souligner davantage le contraste ? Le premier est aussi crédible que le récit de n'importe quel journaliste inexpérimenté. De toute évidence, l'indicateur fut impressionné, malgré lui, par ce passage du discours, et il a rendu, de manière plus vivante que les versions « littéraires » publiées généralement dans la presse radicale, le style de l'orateur démocrate. L'auteur du second texte est le provocateur notoire John Castle – le « protecteur » d'une mère maquerelle dont le témoignage s'écroula comme un château de cartes lors du procès de Watson en 1817. Son style le trahit dès la première ligne. Il se met en quatre, avec sa plus belle plume de primaire, pour plaire encore davantage aux autorités. Cela ne signifie point que chaque mot de sa déposition soit un mensonge. Cela signifie, en revanche, que chaque mot doit être désinfecté avant d'être admis dans l'enceinte de l'histoire.

L'autre remarque est la suivante : sans pour autant se laisser entraîner dans la danse par une série d'imposteurs, on est impressionné par l'extraordinaire habileté avec laquelle le gouvernement réussit, entre 1792 et 1820, à anticiper la formation de mouvements révolutionnaires importants et à maintenir un courant ininterrompu d'informations sérieuses sur les conspirations insurrectionnelles. Il réussit à placer des espions dans la SCL (quoique seulement par intermittence dans le noyau central). Ses espions rassemblèrent une quantité non négligeable d'informations sur les « Irlandais unis » et les « Anglais unis ». Ils pénétrèrent et dispersèrent la conspiration de Despard. Ils s'introduisirent en fin de compte (mais seulement partiellement et avec grande difficulté) dans certains districts luddistes. Dans les années de l'après-guerre, comme nous le verrons, le gouvernement connaissait à l'avance tous les détails de la conspiration qui aboutit

32. John Castle, 6 mars 1817, T.S. 11.351.

au soulèvement de Pentridge ; et Arthur Thistlewood fut surveillé de 1816 jusqu'à sa mort sur l'échafaud en 1820. À Manchester, « la personne que nous désignons par la lettre B » fut nommée trésorier et chargée de collecter les souscriptions pour la défense du colonel Despard ; la même personne, ou un autre « B », fut nommée trésorier d'un « comité secret » quasi luddiste en 1812. Lui et d'autres indicateurs étaient parfaitement au courant de tous les événements survenus dans le Lancashire entre 1816 et 1820[33]. Les idées que l'on peut se faire quant à la stupidité traditionnelle de la classe dirigeante britannique sont réduites à néant à la lecture des documents du ministère de l'Intérieur.

À dire vrai, on aurait pu écrire une histoire convaincante du jacobinisme anglais et du radicalisme populaire en s'attachant uniquement à l'impact de l'espionnage sur le mouvement. Dès ses débuts, la SCL apprit à connaître les débordements d'ardeur et les attitudes provocatrices de l'espion type. En 1794, un certain Jones, de Tottenham, fut accusé (par erreur) d'être un espion, à cause de ses prises de position violentes que l'on soupçonna d'avoir pour « but de *prendre au piège* la Société ». Jones (comme le rapporta Groves, le véritable indicateur, avec une joie sarcastique) s'en plaignit :

> Si un Citoyen présentait une Motion qui paraissait pleine d'ardeur, il était classé comme un espion envoyé par le Gouvernement. Si un Citoyen restait assis dans un coin et ne disait rien, il était en train d'observer la séance pour mieux faire son rapport. [...] Les Citoyens ne savaient plus guère comment se comporter[34].

Dans le dessein de renforcer la sécurité, la SCL adopta, en 1795, un nouveau règlement qui comportait la disposition suivante :

> Quiconque cherche à transgresser l'ordre, sous prétexte de prouver son zèle, son courage ou pour tout autre motif sera considéré comme suspect.

33. T.S. 11.333 et *infra*, p. 780-781.
34. Groves, 21 juillet 1794, T.S. 11.3510 A (3).

> Un tempérament tapageur est rarement un signe de courage, et un zèle extrême masque souvent la trahison[35].

Mais de telles règles, une fois établies, pouvaient être contournées par un acteur qui modifiait son jeu. Et le radicalisme politique de l'après-guerre avait à peine commencé à revivre qu'il subit les coups portés par Castle et Oliver. Si nous cherchons une explication à la fragmentation du radicalisme de l'après-guerre et à la confiance que l'on accordait à des journalistes plutôt qu'à des organisations, nous la trouverons ici[36].

C'est pour cette raison que la tradition clandestine *en politique* apparaît soit comme une série de catastrophes (Despard, Pentridge, Cato Street), soit comme un courant de propagande de si faible envergure et si soucieux du secret qu'il n'eut pratiquement aucun effet, sauf aux endroits où il fit la jonction avec la tradition clandestine du *syndicalisme*. Une telle jonction s'opéra dans le mouvement luddiste, et, à Nottingham et dans le Yorkshire, les luddistes résistèrent à l'infiltration d'espions avec un succès extraordinaire. Les autorités se heurtèrent là à une culture ouvrière si opaque que toute pénétration était impossible, sauf lorsqu'un prisonnier luddiste s'effondrait pendant l'interrogatoire, par peur de l'échafaud. Lorsque deux juges expérimentés de Londres furent expédiés à Nottingham, ils rapportèrent au ministère de l'Intérieur : « Tout membre de la classe inférieure, ou presque, en ville comme à la campagne, est de leur côté[37]. »

Nous pouvons noter maintenant quelques évidences, relatives notamment à l'étude du luddisme. S'il y eut bien un mouvement clandestin pendant ces années, de par sa nature même il ne pouvait laisser de témoignages écrits. Point de journaux, point de procès-verbaux et, puisque les autorités surveillaient le courrier, très peu de correspondance. On aurait pu penser, sans doute, que quelques

35. Add. MSS 27813.

36. Cf. *infra*, particulièrement p. 824-825.

37. Rapport de Conant et Baker, 26 janvier 1812, in H.O. 42.119. (La Nottingham Reference Library possède aussi une copie.)

membres auraient laissé des souvenirs personnels ; et pourtant, à ce jour, aucun récit authentique écrit par un luddiste n'a été découvert. Mais beaucoup de luddistes actifs ne lisaient et n'écrivaient pas, sans pour autant être illettrés. Du reste, nous devons tenir compte de ce qui se passe après 1813. Le luddisme finit sur l'échafaud ; et, au cours des quarante années qui suivirent, proclamer que l'on avait été un instigateur luddiste pouvait attirer fâcheusement l'attention des autorités, peut-être même des récriminations dans les communautés où vivaient encore des parents de ceux qui avaient été exécutés. Ceux des luddistes qui avaient rompu avec leur passé ne tenaient pas à ce qu'on leur rappelle leur jeunesse, pas plus qu'un homme au passé criminel. Pour les autres, nous devons nous rappeler que le courant de la révolution et de la conspiration continue pendant les années 1816-1820 et 1830-1832, et jusqu'aux dernières années du chartisme. La culture ouvrière des Midlands et du Nord, qui alimenta la tendance de la « force physique » en 1848, n'était guère moins opaque à l'investigateur issu de la haute société que pendant les années de guerre. Frank Peel écrivit sur les luddistes « dont la vie fut épargnée et qui restèrent dans le pays » :

> Il est remarquable de noter que beaucoup d'entre eux semblent avoir été mêlés pour le reste de leur vie à tous les mouvements politiques et sociaux ultérieurs qui étaient d'une façon ou d'une autre proscrits par la loi.

La plupart suivirent Cobbett, Hunt et Feargus O'Connor. Un vieux luddiste (raconte Peel), qui n'avait jamais rien révélé des secrets du luddisme, se mit néanmoins à chanter des chants luddistes à ses petits-enfants lorsqu'il devint gâteux ; un autre passa du Yorkshire au Lancashire et fut incarcéré plus de vingt-cinq ans plus tard pour sa participation au mouvement chartiste ; un autre resta « morose et muet » sur le luddisme jusqu'à sa mort[38]. Dans les villages des tricoteurs sur métier des Midlands, comme dans le West Riding, réunions,

38. Frank Peel, *The Risings of the Luddites*, Hecmondwike, éd. de 1895, p. 269, 270.

exercices d'entraînement et rhétorique insurrectionnelle continuèrent pendant quarante ans. Il y a des légendes sur les armes des luddistes, enterrées en 1812 et déterrées lors des crises ultérieures. De tels souvenirs, lorsqu'ils subsistèrent, furent transmis comme une tradition secrète.

En fait, ce n'est pas avant les années 1860 et 1870 que les récits des survivants commencent à apparaître dans les textes ; et un homme qui avait vingt ans en 1811 avait atteint les quatre-vingts ans en 1870. On trouvait plusieurs de ces survivants dans le West Riding, et leurs récits furent recueillis par les historiens locaux avec sympathie et (autant que l'on puisse en juger) une certaine exactitude. Étant donné que ces travaux représentent la dernière version d'une tradition orale secrète, ils doivent être considérés comme une source sérieuse[39].

À Nottingham, nous sommes confrontés à un cas qui intrigue et laisse perplexe. L'un au moins des dirigeants des tricoteurs sur métier fut un homme d'un talent politique et littéraire peu commun. Gravener Henson (1785-1852) soutient la comparaison avec Francis Place, d'une part, et avec John Doherty, de l'autre. Il n'y eut, écrivit un contemporain, « aucune association ouvrière dans les trois comtés des Midlands au cours des quarante premières années de ce siècle avec laquelle [...] Henson n'ait eu de contacts ». En 1812, il fut l'âme du comité des tricoteurs sur métier, qui était certainement lié au mouvement luddiste. Il fut ensuite (1817) emprisonné durant la suspension de l'*Habeas corpus* et, plus tard, prit une part active dans la campagne pour la révocation des lois sur les coalitions. C'était un autodidacte, trapu, « la nuque courte, les yeux petits et vifs, et [avec] une tête très large à la base, qui se prolongeait en pointe jusqu'à une hauteur inhabituelle ». Il avait une connaissance inouïe de la législation sur l'industrie et le syndicalisme, publia la première partie d'une *His-*

39. On en trouve des fragments dans *Shirley*, de Charlotte Brontë – vus presque entièrement de l'« autre » côté – puis dans A.L., *Sad Times*, Huddersfield, 1870, et dans D.F.E. Sykes et G. Walker, *Ben o'Bill's, The Luddite*, Huddersfield, s.d., et Frank Peel, *The Risings of the Luddites*, Ire éd., 1880. Voir aussi mon introduction à la réédition de Peel, 1968.

*toire du tricotage sur métier et de la dentellerie* (1831) et collabora à la presse radicale et locale. Dans le district de Nottingham, il avait la réputation d'avoir été luddiste, et même le « Général Ludd » en personne, ce qui est très probablement faux ; mais sans aucun doute, Henson *connaissait* la plus grande partie de l'épisode luddiste. Et, pourtant, cet écrivain si prolifique montra, jusqu'à la fin de sa vie, une « répugnance résolue » à aborder ce sujet dans les détails. Il aurait, dit-on, déposé auprès d'un « membre influent » de la *Nottingham Corporation* des manuscrits précieux révélant les secrets du luddisme, « pour qu'ils soient rendus publics après que le décès de certaines personnes eut levé les dernières difficultés ». Ces manuscrits n'ont pas été retrouvés. Le « membre influent » a peut-être préféré les emporter avec lui dans sa tombe[40].

Ainsi, loin de déprécier l'hypothèse d'un mouvement clandestin luddiste réel, la « répugnance » de Henson à dévoiler les faits lui donne du poids. Nous devons maintenant passer de la critique des sources à la spéculation constructive. De Despard à Thistlewood, et au-delà, s'étend le domaine de l'histoire secrète, enfouie comme la grande plaine de Gwaelod sous la mer. À nous d'en reconstruire ce que nous pouvons.

### 3. Les lois contre les associations

L'un de ceux que les autorités soupçonnaient le plus d'être la « main invisible » derrière tous les désordres était Thomas Spence. Les spencéens étaient considérés comme les instigateurs des émeutes pour le pain de 1800 et de 1801 ; cependant, lorsque Spence fut jugé et emprisonné cette dernière année, ce fut pour ses publications séditieuses.

40. W. Felkin, *History of the Machine-Wrought Hosiery and Lace Manufactures*, 1867, p. xvii, 240, 241 ; *Nottingham Review*, 19 novembre 1852 ; W.H. Wylie, *Old and New Nottingham*, 1853, p. 234. Le membre influent, selon un récit, aurait été le conseiller John Bradley. La découverte de ces manuscrits serait du plus grand intérêt.

En 1817, de nouveau, une commission d'enquête de la Chambre découvrit une conspiration de la « Société des philanthropes spencéens ». Place, d'un autre côté, soutenait que les spencéens « ne comptaient pratiquement pour rien » ; ils étaient « naïfs et inoffensifs ».

Nous reviendrons sur les événements de 1816-1817. Mais il est probable que, jusqu'à la mort de Spence en 1814, le point de vue de Place est plus proche de la vérité. Spence n'avait ni la discrétion ni le sens pratique d'un conspirateur sérieux. Son groupe entretenait une sorte de mécontentement larvé à Londres, en traçant des inscriptions à la craie et en diffusant des tracts sommaires. Et, ce qui est plus important dans le contexte de la répression, Spence ne croyait pas en une clandestinité centralisée et disciplinée. Sa politique était de *diffuser* l'agitation. En mars 1801, les spencéens convinrent de s'organiser de la manière la plus informelle possible, avec des « prédicateurs de campagne ». Les partisans devaient créer des sociétés, se rencontrer librement dans l'arrière-salle des tavernes, « sans s'embarrasser de règlements ». Leur rôle était de parler et de diffuser les pamphlets du citoyen Spence. (Une société, appelée les « Désinvoltes » – « *Free and Easy* » –, se réunissait tous les mardis au pub *The Fleece*, à Little Windmill Street, en 1807.) Leur intention semble avoir été de rendre le mécontentement si diffus que les autorités ne puissent trouver ni de centre ni d'armature organisationnelle[41].

Telle n'était pas la méthode de la « Lanterne noire » ni du luddisme. Mais cette politique de diffusion est révélatrice. Car la tradition illégale, de 1800 à 1820, n'eut jamais de centre. Il n'y eut pas de conspiration babouviste des Égaux ni de Buonarroti pour envoyer des émissaires partout dans le pays ; en cherchant un centre, nous commettrions la même erreur que les autorités. Le jacobinisme est devenu partie intégrante des communautés ouvrières au moment même où il perdait tout centre national et presque tout soutien des classes moyennes. Dans les anciens centres de propagande jacobine – Sheffield, Nottingham, le sud du Lancashire, Leeds –, l'« esprit

41. O.D. Rudkin, *Thomas Spence and his Connections*, p. 122, 123, 146, 147, Add. MSS 27808.

socratique » de Thelwall régnait à l'état endémique dans les ateliers et les usines. Des partisans de Paine, qui se connaissaient et se faisaient confiance, se rencontraient en secret ; les *Droits de l'homme* passaient de main en main ; à Merthyr, selon un récit pittoresque,

> plusieurs personnes qui tenaient en grande estime les *Droits de l'homme* et *le Siècle de la raison* se réunissaient en des lieux secrets dans les montagnes et, après avoir pris des ouvrages dans des cachettes sous un rocher ou ailleurs, les lisaient avec dévotion[42].

Mayhew consigna le récit d'un vieux libraire londonien qui vendait « Tom Paine sous le manteau » :

> Si quelqu'un achetait un livre et payait [...] trois fois le prix marqué, alors il lui *donnait* le « Siècle de la raison » en supplément. [...] Dans sa boutique il avait plutôt des œuvres pieuses et il avait presque toujours un exemplaire ou deux de la « Revue antijacobine »[...] mais il gardait « Tom Paine » dans un tiroir[43].

À Sheffield, des « vieux routiers » se rencontraient toujours pour porter un toast à la santé de Paine et chanter *Que Dieu garde notre Grand Thomas Paine* :

> Les faits sont séditieux
> Quand ils touchent aux cours et aux Rois.
> Des armées sont levées.
> Des casernes et des bastilles sont construites,
> Avec des innocents on fait des coupables,
> Le sang est injustement répandu,
> Les dieux restent consternés [...][44].

42. C. Wilkins, *History of Merthyr Tydfil*, 1867. Selon le même récit, « les dévots faisaient disposer les clous de leurs bottes de manière à former les lettres T.P. pour écraser, symboliquement, Tom Paine sous leurs pieds ».

43. H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 318.

44. John Wilson, *The Songs of Joseph Mather*, Sheffield, 1862, p. 56, 57. Cf. B. Brierley, *Failsworth, My Native Village*, p. 14-16.

Après l'exécution de Despard, ces groupes de partisans de Paine vivant dans les communautés industrielles perdirent toute liaison nationale. Ils se replièrent sur leurs propres communautés. Les expériences et les problèmes locaux allaient désormais façonner leur influence. Ce ne sera que pendant les grandes périodes d'agitation qu'ils tenteront, avec une extrême prudence, de prendre des contacts d'abord régionaux puis nationaux. Mais, comme ils s'étaient repliés sur eux-mêmes, leurs idées furent modelées par le contexte propre de chaque communauté. Le mécontentement se concentrera davantage sur les problèmes économiques et industriels ; il était plus facile, à Bolton ou à Leeds, d'organiser une grève ou une manifestation contre le prix du pain qu'une discussion politique, une pétition ou une insurrection. Les jacobins et les partisans de Paine disparurent ; mais l'affirmation des droits de la personne humaine s'imposa plus que jamais. La répression n'avait pas détruit le rêve d'une république égalitaire en Angleterre, elle avait dissous les derniers liens de fidélité entre la population laborieuse et ses maîtres, si bien que tout un monde impénétrable pour les autorités entrait en dissidence. Un ecclésiastique indigné, le révérend J.T. Becher, donna sa propre version des origines du luddisme.

> J'attribue les excès à ces principes jacobins qui ont été diligemment inoculés dans les ordres inférieurs par nos Réformateurs de Nottingham, qui, dans bien des cas, sont devenus la cible de cette organisation secrète et de cette confédération malveillante qu'ils ont fomentée par leur exemple pernicieux, leurs harangues licencieuses et leur Presse séditieuse afin d'atteindre leurs buts factieux. Ainsi, les démons [...] ont été introduits et nourris jusqu'à devenir *intimement intégrés à l'état de la société* dans ce district industriel comme dans d'autres[45].

Derrière cette violence verbale, on trouve un réseau complexe d'animosités. Becher, le tory, avait le sentiment que les bonnetiers de Nottingham avaient été pris à leur propre piège. Certains avaient

45. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 170, 174. C'est moi qui souligne.

été réformateurs dans les années 1790 ; ils étaient dissidents ; ils avaient fait circuler des pétitions pour la paix en 1801 et avaient aidé à évincer un député tory en 1802 par des émeutes et au son du *Ça ira*. (Ironie du sort, ce même député, Daniel Parker Coke, rétabli dans ses fonctions en 1803, se révéla plus attentif au sort des tricoteurs sur métier que leurs employeurs whigs.) Le vent qu'ils avaient semé dix ans auparavant sur la place du marché de Nottingham leur revenait à présent en tempête déferlant de toutes parts. Mais Becher avait raison de dire que ce qui avait été naguère la propagande d'une minorité était devenu maintenant « intimement lié à l'état de la société ». Et la souche sur laquelle le jacobinisme avait été greffé n'était autre que le syndicat illégal.

Il n'y a guère de preuves qui permettent d'affirmer que les partisans de Paine aient décidé délibérément de « s'infiltrer » dans les syndicats et les sociétés de secours mutuel[46]. Mais, pour toute la période qui précède les années 1840, ce serait une erreur de séparer dans notre analyse le mécontentement politique et l'organisation syndicale. Les sociétés de secours mutuel, qui étaient légales mais n'avaient pas le droit d'établir des relations à l'échelle régionale ou nationale, s'interdisaient souvent de « faire de la politique ». Quelques-uns des clubs ouvriers de vieille souche observaient une tradition similaire. Mais, dans la plupart des communautés manufacturières, le lancement d'un mouvement organisé, quel qu'il fût, était, selon toute vraisemblance, le fait d'une minorité d'esprits actifs ; et les hommes qui avaient le courage d'organiser un syndicat illégal, la capacité de s'occuper de sa correspondance et de ses finances, et le savoir nécessaire pour présenter des pétitions au Parlement ou pour consulter des avocats, connaissaient aussi, selon toute vraisemblance, les *Droits de l'homme*. Au fur et à mesure qu'apparurent des dirigeants syndicalistes plus jeunes, ils furent rapidement entraînés vers un radicalisme extrême

46. W.H. Reid, *The Rise and Dissolution of the Infidel Societies*, p. 20, déclare que les « clubistes » considéraient qu'« ils devaient se faufiler dans les sociétés de fraternité de toutes sortes », et, en particulier, les sociétés de secours mutuel.

par les conditions mêmes de leur conflit avec les employeurs, les magistrats et une Chambre des communes indifférente ou répressive.

Pitt, en faisant adopter les *Combination Acts*, associa sans le vouloir la tradition jacobine avec les syndicats illégaux. Ce fut particulièrement le cas dans le Lancashire et dans le Yorkshire, où la loi de 1799 jeta pêle-mêle les jacobins et les syndicalistes dans une vaste association secrète mi-politique, mi-syndicale. « L'origine est à Sheffield », rapporta un indicateur (Barlow) :

> dans la société républicaine locale – il y a des contacts avec les principales villes industrielles du Yorkshire – et des communications avec cette Ville [Manchester], Stockport et, en particulier, Bury.

À Sheffield, le même indicateur décela un « esprit général de mécontentement suscité dans chaque classe d'artisans et de mécaniciens par le dernier Projet de loi [...] qui, je le crains, a déjà amené à s'associer bien des gens qui n'auraient pas pensé à le faire sans les Projets de loi ». Les syndicalistes (rapporta-t-il) faisaient le compte du nombre d'ouvriers susceptibles de s'opposer aux *Combination Acts*. Ils en comptaient 60 000 dans le Lancashire, 50 000 dans le Yorkshire et 30 000 dans le Derbyshire. Les comités secrets de la nouvelle organisation étaient « sous la direction des républicains ». Par la suite, il est intéressant de le noter, les clubs politiques qui survécurent dans le Nord et les Midlands renoncèrent aux mots « patriotique » ou « constitutionnel » dans leur nom et s'appelèrent « *Union Societies* » (« sociétés syndicales ») – terme ambivalent qui leur permettait de poursuivre à la fois des buts politiques et sociaux. Le terme (sinon les clubs) se perpétua dans les *Union Societies* et les *Political Unions* (« sociétés syndicales et unions politiques ») des années de l'après-guerre[47].

Dans le Lancashire, la résistance aux *Combination Acts* fut orga-

47. P.C. A.161, 164. Pendant cette même période, le major Cartwright fut « souvent consulté pour la formation de plusieurs sociétés naissantes », appelées *Union Societies*, cf. F.D. Cartwright, *op. cit.*, I, p. 243.

nisée par un comité d'ouvriers qualifiés des industries de la futaine, du coton, de la cordonnerie, de la fabrication de machines et de l'impression d'indienne[48]. Dans le Yorkshire, certains rapports attribuaient avec insistance aux apprêteurs ou aux tondeurs de drap l'initiative de la création d'organisations secrètes aux objectifs à la fois immédiats et à plus long terme. Un mémorandum, présenté au Conseil privé lors de l'adoption du *Combination Act* de 1799, désigna particulièrement les tondeurs à la répression : « le pouvoir Despotique qu'ils ont en réalité et qu'ils Exercent dépasse presque l'imagination[49]. » En 1802, le comte Fitzwilliam, *lord-lieutenant* modéré du West Riding, envoya successivement au ministère de l'Intérieur plusieurs rapports dans lesquels l'organisation des tondeurs et des formes plus larges d'associations illégales apparaissent inextricablement mêlées. Au début, Fitzwilliam avait tendance à accueillir les rapports faisant état d'une grave conspiration insurrectionnelle avec bien des réserves. « La véritable conspiration d'inspiration jacobine, écrivait-il en juillet, existe certes, je le crains, [mais] à un degré plus ou moins développé. [...] Le véritable secret est entre les mains de *très peu* de gens, les autres sont des dupes [...] » La plupart des rencontres nocturnes, selon lui, n'avaient « pour but que des augmentations de salaires, et l'on n'a rien à en craindre ». Il était réservé quant à l'opportunité d'accéder à la demande de quelques grands industriels qui voulaient que l'on mette fin à de telles assemblées par la force. La nécessité de réprimer les assemblées séditieuses ne devait pas servir de prétexte pour « introduire des lois plus restrictives contre les compagnons qui s'associent en vue d'obtenir une augmentation de salaires ». Ces gens avaient droit à leur part de « moisson » quand les affaires marchaient bien. Pénaliser leurs associations serait injuste :

> Je ne suis pas sûr que nous ne leur fournirions pas alors matière à récrimination contre la Constitution, que nous ne les pousserions pas dans

48. T. Bayley à H.O., le 6 novembre 1799, in P.C. A.164.

49. « Observations on Combinations among Workmen », in P.C. A. 152. Cf. *infra*, p. 688-689.

> les bras des vrais Jacobins et que nous ne justifierions pas leurs actes par les nôtres [...][50].

En l'espace de deux mois, son opinion avait changé, et pour trois raisons. D'abord, il reçut des rapports très circonstanciés sur la « Lanterne noire » et sur l'organisation de syndicats secrets. Dans ces rapports, les objectifs des syndicats étaient inextricablement mêlés aux rumeurs de projets révolutionnaires secrets. Il fut informé que :

> [...] il y avait trois maisons à Leeds et trois à Wakefield où les comités se rencontraient – que l'une devait être fouillée prochainement et que leurs papiers étaient cachés sous une trappe dans le sol de la maison, au milieu d'un tas de charbon ; que chaque membre payait une cotisation de 1 penny par semaine ; que le comité comptait beaucoup d'adhésions et que chaque adhérent devait en amener dix autres [...] qu'ils apportent leurs cotisations hebdomadaires à Leeds ; qu'il y aurait un soulèvement dans tout le pays la même nuit et que tout serait renversé le lendemain matin.

Ensuite, il reçut des preuves convaincantes du ministère de l'Intérieur sur les rapports étroits qui existaient entre l'organisation des tondeurs du Yorkshire et celles de l'ouest de l'Angleterre, où des laineuses mécaniques avaient été détruites peu de temps auparavant. Enfin, il fut de plus en plus inquiet à la lecture de rapports indiquant une vague montante de syndicalisme dans une vingtaine de branches. Au début de septembre, le maire de Leeds lui écrivit pour lui faire part de sa consternation devant « l'extension considérable de l'esprit de coalition chez les ouvriers de presque tous les secteurs (mais particulièrement les tondeurs) » :

> Gratifications, privilèges, horaires, mode de travail, cadence, embauche, etc. –, etc., tout cela dépend maintenant du consentement de nos ouvriers, sans appel ; et toutes les branches luttent pour avoir leur part de ces nouveaux pouvoirs. C'est une chose établie maintenant qu'un maçon,

50. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 41, 45, 46.

> un charpentier ou un charron aura à Leeds ou à Manchester un salaire supérieur de 3 shillings par semaine à celui qu'il toucherait à Wakefield, York, Hull, Rochdale [...]

À la fin de septembre 1802, tous les tondeurs de drap employés par Gott, le plus grand fabricant de draps de laine de Leeds, firent la grève pour protester contre l'emploi de deux garçons qui avaient dépassé l'âge admis pour l'apprentissage (quatorze ans). (L'affaire servit de prétexte à un affrontement général entre Gott et les tondeurs, qui s'étendit à l'ensemble de la profession dans le West Riding, sur la question de l'apprentissage.) Le comte Fitzwilliam écrivit alors à Lord Pelham pour demander des « limitations supplémentaires du droit de coalition des ouvriers » :

> Je ne peux m'empêcher de penser que toutes les assemblées, et tout ce qui peut y ressembler, ont leur origine dans l'association de ces hommes dont je veux précisément parler maintenant, les tondeurs de drap. Ce sont les despotes du pays ; leur puissance et leur influence viennent de leurs salaires élevés, qui leur permettent d'effectuer des dépôts qui les garantissent des conséquences de leur mauvaise conduite. Ils ne constituent pourtant pas une catégorie de gens indispensables à l'industrie, et, si les négociants avaient la fermeté nécessaire pour se passer d'eux, ils perdraient leur importance, leurs réserves s'épuiseraient, leurs associations s'écrouleraient et nous n'entendrions plus parler d'assemblées d'aucune sorte [...][51].

Nous ne savons pas si, parmi les chefs de file du syndicat des tondeurs, il y avait d'anciens membres de la société des *Working Mecanicks'* qui avaient écrit cinq ans auparavant à la SCL[52]. Nous savons, toutefois, que de petits producteurs avaient établi à Leeds, au tournant du siècle, une nouvelle halle pour le commerce libre des draps afin de court-circuiter les riches drapiers, et qu'elle était

51. *Ibid.*, p. 53-64. Voir aussi J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, p. 174-178.

52. Cf. *supra*, p. 229.

connue universellement sous le nom de « Tom Paine Hall ». Nous savons également que le principal intermédiaire pour les communications postales entre les tondeurs de drap du Yorkshire et les tondeurs de laine du West Country était un cordonnier de Leeds, George Palmer, en qui nous pouvons déceler à coup sûr le proverbial savetier radical. On peut raisonnablement supposer que certains de ces hommes instruits, qualifiés et très capables étaient des partisans de Paine.

Du reste, les *Combination Acts* de 1799 et de 1800 avaient forcé les syndicats à se réfugier dans un monde illégal où régnaient le secret et l'hostilité vis-à-vis des autorités. La position des syndicats entre 1799 et l'abrogation des *Combination Acts* (1824-1825) était complexe. Il faut d'abord tenir compte de ce paradoxe : ce fut précisément pendant cette période que le syndicalisme accomplit d'énormes progrès. Non seulement les syndicats dont l'existence remonte loin dans le XVII^e^ siècle – peigneurs de laine, chapeliers, cordonniers et bottiers, charpentiers de navires, tailleurs – poursuivirent leur activité pratiquement sans être inquiétés pendant de nombreuses années, alors que les lois sur les coalitions étaient en vigueur ; mais on a aussi la preuve que beaucoup de nouvelles professions s'organisèrent, cependant qu'apparaissaient les premières tentatives pour regrouper l'ensemble des syndicats. Selon S. et B. Webb, un certain nombre de corps de métiers à Londres « n'avaient jamais été mieux organisés [...] qu'entre 1800 et 1820[53] ». Bien des métiers artisanaux, comme les tailleurs, avaient leur réseau de clubs ou de loges de métier, leurs lieux de réunion, leurs cartes. Ils avaient organisé un système de soutien des adhérents pendant leurs voyages (*tramp*), contrôlaient l'apprentissage (ce qui entraînait des versements substantiels à la caisse du syndicat), organisaient des secours mutuels, avaient des dépôts bancaires et même, à l'occasion, établissaient des barèmes officiels en accord avec les maîtres. De tels faits ont conduit certains à penser que les *Combination Acts* restèrent pratiquement « lettre morte » et qu'il était très

53. S. et B. Webb, *History of Trade Unionism*, p. 83 (trad. fr., *Histoire du trade unionisme*, 1^re^ éd., 1897). Voir aussi, *supra*, p. 329-337.

exagéré de parler d'une « campagne contre les libertés » pendant ces quelques années[54].

Cela est inexact, tout comme l'idée, que l'on trouve quelquefois dans des ouvrages de vulgarisation, selon laquelle les syndicats ouvriers précédemment légaux ont été rendus illégaux par les *Combination Acts*. En fait, il y avait déjà, avant les années 1790, suffisamment de textes législatifs pour poursuivre pratiquement n'importe quelle activité syndicale : pour conspiration relevant du droit commun, pour rupture de contrat, pour abandon d'un ouvrage inachevé ; ou en vertu de la réglementation propre aux différentes industries. Les *Combination Acts* furent adoptés par un Parlement d'antijacobins et de propriétaires terriens dont le souci majeur était d'ajouter à la législation existante des lois d'intimidation contre les réformateurs politiques. Leur intention était aussi de codifier les lois antisyndicales existantes, de simplifier la procédure et de permettre à deux magistrats de procéder selon une juridiction sommaire. La nouveauté, c'était le caractère global de l'interdiction de *toute* association ; et le fait que, contrairement à la législation paternaliste antérieure, les nouvelles lois ne comportaient pas de clauses de protection compensatoires. Alors que, techniquement, elles interdisaient l'association des maîtres comme celle des ouvriers, elles n'en étaient pas moins, ainsi que l'a démontré A. Aspinall, « un odieux exemple de législation de classe[55] ».

Ainsi conçues, ces lois restèrent comme une épée au-dessus de la tête de tous les syndicalistes pendant vingt-cinq ans et furent souvent utilisées. « Deux Juges ou plus siègent quotidiennement dans l'une ou l'autre des Villes industrielles », écrivit de l'ouest de l'Angleterre, en 1802, un émissaire du ministère de l'Intérieur, « et, comme le *Combination Act* fournit un prétexte très commode pour convoquer et interroger sous Serment toute Personne suspecte, je leur envoie conti-

54. Voir M.D. George, « The Combination Acts », *Economic History Review*, 1936, VI, p. 172 *sq*. On trouvera chez A. Aspinall, *op. cit.*, p. x-xxx, un résumé utile de la situation légale avant et après les *Acts*.

55. *Loc. cit.*, p. xvii.

nuellement des gens[56] ». Ce fut ce caractère global des *Acts* qui s'avéra si « commode ». On n'a pas fait le compte du nombre de cas jugés en vertu de ces lois (car cela demanderait des recherches prolongées dans la presse de province), mais aucun de ceux qui connaissent bien cette période ne peut douter de leur omniprésence et de leur efficacité répressive. D'un autre côté, elles ne furent pas aussi fréquemment utilisées que l'on aurait pu s'y attendre, pour bon nombre de raisons intéressantes. D'abord, malgré le poids de la législation, il y avait une zone d'imprécision à l'intérieur de laquelle un certain type d'activité syndicale restait encore admis en pratique. C'est ainsi que les clubs ouvriers, par exemple ceux des corporations de Londres, qui insistaient sur leurs fonctions de sociétés de secours mutuel et passaient sous silence leur correspondance nationale et leurs fonctions de négociation, pouvaient se maintenir pendant des années sans être inquiétés, jusqu'au moment où un conflit ou une grève gênait les employeurs ou les autorités. Par ailleurs, en certaines occasions, les compagnons d'une corporation pouvaient légalement – au moins dans certaines villes et régions – défendre leurs intérêts dans des pétitions au Parlement ou en se rendant à des réunions de commissions de la Chambre. Les *Acts* n'avaient pas annulé non plus tout à fait la législation plus ancienne et presque tombée en désuétude qui donnait aux magistrats un pouvoir d'arbitrage dans les conflits portant sur les salaires. Pour que les compagnons puissent demander la protection du Parlement ou des juges (et les autorités hésitaient à bloquer entièrement toutes les voies constitutionnelles pour l'expression des revendications), il fallait leur laisser la latitude de s'organiser pour choisir un porte-parole et collecter les fonds nécessaires.

Voilà donc une zone litigieuse sur les franges de la légalité, qui se révéla importante dans la période qui mène au luddisme. Les employeurs hésitaient souvent à utiliser les *Acts* autrement que comme une menace, et ce pour plusieurs raisons. Dans les industries artisanales comme la couture et la cordonnerie, il y avait beaucoup de petits maîtres peu organisés. À Londres et à Birmingham, bon nombre d'entre

56. J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, p. 176.

eux étaient des radicaux qui détestaient la législation répressive, dont faisaient partie les *Combination Acts*, et qui avaient des scrupules à l'utiliser. Les relations avec leurs compagnons étaient souvent informelles et personnalisées ; les clubs ouvriers étaient depuis longtemps acceptés comme des éléments d'un cadre familier ; pour le tout petit employeur, l'apprentissage continuait à présenter des avantages. Il considérait son affaire comme la source d'un revenu raisonnable plutôt qu'en termes d'expansion, et il voyait par conséquent d'un aussi mauvais œil que ses hommes les quelques grands employeurs qui, sans égard pour la coutume et l'apprentissage, écrémaient le marché et employaient de la main-d'œuvre à bas prix. Dans ces professions, les syndicats d'artisans existaient dans les limites d'une certaine zone de tolérance. S'ils les dépassaient, par des grèves ou des exigences « déraisonnables », ils pouvaient déclencher des poursuites ou la contre-organisation des maîtres. Ils n'étaient pas à l'abri des effets des *Combination Acts*, mais ils avaient trouvé un *modus vivendi*.

En dehors des professions artisanales – et, en fait dans la plus grande partie des régions industrielles du Nord, des Midlands et de l'Ouest –, d'autres conditions prévalaient. La répression du syndicalisme ouvrier était beaucoup plus sévère là où prédominaient les fabriques, les grands ateliers et le travail à domicile. Plus la taille de l'unité de production et la spécialisation des qualifications concernées augmentaient, plus s'exacerbait l'animosité entre le capital et le travail, et plus une entente entre les employeurs avait de chances de se réaliser. On trouve certains des conflits les plus aigus dans les professions où des hommes qui possédaient une qualification très spécialisée essayèrent d'obtenir, ou de conserver, une position privilégiée (fileurs de coton, imprimeurs d'indienne, modeleurs, constructeurs de moulins, charpentiers de navires, tondeurs, peigneurs de laine, certaines catégories d'ouvriers du bâtiment). On en trouve d'autres chez les travailleurs à domicile, notamment les tisserands et les tricoteurs sur métier, qui tentèrent de résister aux diminutions de salaires et à la dégradation de leur statut.

Mais, même dans ces cas, les *Combination Acts* n'étaient pas toujours appliqués. Tout d'abord, la responsabilité des poursuites incombait,

selon ces lois, à l'employeur. Or, en dépit de la précocité de certaines formes d'association chez les maîtres dans différentes industries, chaque employeur était guetté par ses concurrents jaloux. Plus grande était son entreprise, plus vive était la jalousie, et plus forte était la tentation pour ses rivaux de tirer profit de ses difficultés. (Ainsi, la tentative de Gott pour vaincre les tondeurs en 1802 fut battue en brèche par la capitulation des autres industriels de Leeds devant les exigences du syndicat.) Ensuite, là où le syndicat était fort, les poursuites soulevaient un bon nombre de difficultés. Il était notoirement difficile de trouver deux témoins prêts à témoigner sous serment de l'existence d'un syndicat. L'employeur savait qu'il risquait de perdre beaucoup de ses meilleurs artisans. S'ils n'étaient pas incarcérés ou en grève, ils pouvaient simplement partir les uns après les autres et faire "boycotter" son atelier ou son usine. Au demeurant, l'issue des poursuites ne justifiait pas toujours les pertes qui pouvaient en résulter. Pour une première condamnation, la peine était de trois mois de prison seulement ; et, bien que la condamnation fût habituellement obtenue, elle n'était cependant pas automatique. Les employeurs étaient également rebutés « par la possibilité d'appel aux sessions trimestrielles [...] qui pouvait signifier un délai de trois mois avant qu'une décision n'intervînt ; pendant tout ce temps, les affaires du plaignant pouvaient se trouver arrêtées, pour peu que ses ateliers d'apprêt aient été frappés d'interdiction[57] ».

C'est la raison pour laquelle, souvent, les poursuites étaient engagées non pas dans le cadre des *Acts* de 1799-1800, mais dans celui de la législation antérieure – le droit commun contre la conspiration ou le statut élisabéthain des apprentis et artisans (5 Eliz. c.4), qui sanctionne les ouvriers pour avoir abandonné un ouvrage inachevé. La première procédure présentait l'avantage de pouvoir être utilisée contre les « meneurs » ou les dirigeants d'un syndicat (avec saisie des documents et des fonds) ; des peines plus sévères pouvaient être prononcées ; et – ce qui n'était pas négligeable – la responsabilité des poursuites incombait aux autorités et non à l'employeur. La deu-

57. Beckett à Fitzwilliam, 28 janvier 1803, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (e).

xième avait l'avantage de permettre à l'employeur, en cas de grève, de recourir à une procédure sommaire qui reposait sur la constatation du fait de grève lui-même, sans qu'il fût besoin de témoins pour jurer qu'une organisation syndicale constituée existait réellement. « Très peu de poursuites ont été engagées en vertu des *Combination Acts* », écrivait Gravener Henson, le dirigeant des tricoteurs sur métier,

> mais des centaines l'ont été en vertu de cette loi, et le travailleur ne sera jamais libre tant qu'elle ne sera pas modifiée ; [la loi] sur les coalitions n'est rien ; c'est la loi qui concerne l'achèvement de l'ouvrage que les maîtres utilisent pour harceler leurs ouvriers et maintenir les bas salaires[58].

Ces réserves sont importantes, mais il ne faudrait pas en conclure que les autorités adoptaient une attitude modérée envers le syndicalisme. Il importait peu aux syndicalistes d'être condamnés en vertu des *Combination Acts*, du droit commun ou du statut élisabéthain, encore que ces derniers fussent plus sévères ou plus expéditifs. Le grand public rangeait *toute* cette législation sous le terme générique de « lois contre les associations ». L'efficacité de la législation ne doit pas être mesurée par le nombre des poursuites mais par son effet général de dissuasion. Des coups étaient portés aux syndicalistes, à l'aide de l'une ou l'autre de ces lois, à des moments ou en des lieux cruciaux : par exemple, les ouvriers de la laine de l'ouest de l'Angleterre (1802), l'« Institut » des drapiers du Yorkshire (1806), les tisserands de coton du Lancashire (1808 et 1818), les compositeurs typographes du *Times* (1810), les tisserands de Glasgow (1813), les couteliers de Sheffield (1814), les tricoteurs sur métier (1814), les imprimeurs d'indienne (1818) et les tisseurs de toile de Barnsley (1822). On prenait généralement des mesures lorsque l'organisation s'agrandissait et prospérait ou lorsque le gouvernement lui-même s'inquiétait devant le désordre et l'agitation « séditieuse » qui l'entourait. La correspondance du ministère de l'Intérieur révèle que ces considérations d'ordre général prévalaient souvent sur les problèmes

58. Cité par M.D. George, *op. cit.*, p. 175.

économiques particuliers qui se trouvaient en jeu ; on y trouve aussi les traces d'une lutte continuelle entre les autorités (ministère de l'Intérieur ou magistrats), qui voulaient voir les employeurs engager des poursuites, et les maîtres, qui préféraient rejeter la responsabilité sur le gouvernement[59]. Même les employeurs importants s'engageaient dans cette voie avec une très grande réticence. « La loi est rude, concédait, en 1814, un employeur de Sheffield à sa fiancée indignée, car il est difficile d'améliorer les salaires sans associations ouvrières, et, si l'insubordination générale avait été moins grande, je n'aurais pas essayé de faire appliquer une telle loi[60]. » Nous rencontrons une fois de plus cette zone imprécise de tolérance, qui n'était remise en question que lorsque les syndicalistes devenaient « insubordonnés », et leurs succès une réalité inconfortable.

Ainsi, les métiers artisanaux, particulièrement à Londres, vivaient dans un monde en demi-teintes de semi-légalité. Pendant cette période, ils parvinrent à un degré d'organisation très élevé et amassèrent des fonds considérables. (Selon l'avis de Thomas Large, comme nous l'avons vu, les charpentiers disposaient de 20 000 livres sterling en 1812 ; voir aussi le rapport de Davenport sur les cordonniers pendant la même période[61].) Ce furent les métiers londoniens qui donnèrent naissance, en 1818, à la première publication périodique consacrée aux affaires syndicales : le *Gorgon*, dirigé par John Wade, un trieur de laine. Mais, dans les régions industrielles du Nord et des Midlands, où l'association ouvrière n'était concevable qu'à grande échelle et avec un militantisme actif, sans quoi elle était inefficace, l'une ou

59. Un excellent exemple est fourni par Spencer Perceval, alors procureur général, en date du 5 octobre 1804 : « Si le gouverneur prête attention à cette demande de la part des fabricants de bottes et de chaussures, il peut s'attendre que des demandes semblables lui parviennent de toutes les autres professions, et cela renforcera l'idée que ce n'est pas l'affaire des maîtres, qui subissent des dommages, d'engager les poursuites, mais celle du gouvernement », A. Aspinall, *op. cit.*, p. 90-92.

60. T.A. Ward, *op. cit.*, p. 216-219.

61. Cf. *supra*, p. 311, 332.

l'autre des lois contre les coalitions était fréquemment utilisée, comme auxiliaire d'une politique de baisse des salaires et d'oppression, pour briser les syndicats naissants et pousser les autres vers la clandestinité. Dans les industries du textile, Gravener Henson considérait les *Acts* comme

> une énorme pierre au cou de l'artisan local, qui l'a écrasé et ramené au ras du sol : chaque action tentée, chaque mesure envisagée pour maintenir ou augmenter son salaire était illégale, lui disait-on ; toute la force du pouvoir civil, toute l'autorité de la région était dirigée contre lui parce qu'il agissait illégalement ; les magistrats, qui croyaient agir en accord avec les vues du corps législatif, pour contrôler et contenir les salaires et les associations ouvrières, considéraient [...] chaque tentative de la part des artisans pour améliorer leur situation [...] comme une forme de sédition et d'opposition au gouvernement ; chaque comité, chaque membre actif en leur sein était considéré comme un fauteur de troubles dangereux et turbulent, qu'il était nécessaire de surveiller et de neutraliser si possible[62].

Sur les cartes de l'association des tricoteurs sur métier de Henson, en 1814, il y avait un écusson où figurait un métier à tricoter, un bras tenant un marteau et la devise, en français : « Taisez-vous. » Les gens du comté de Nottingham, raconta-t-il en 1824, considéraient les diverses lois sur les coalitions comme « si répressives que leur devise était : "Trouvez les geôles, nous trouverons les gens[63]." » S. et B. Webb, qui avaient réuni leurs matériaux pour *The History of Trade Unionism* à la fin du XIX^e^ siècle, remarquèrent que tout vieux syndicat avait sa « légende romantique de ses premières années » : « les réunions nocturnes de patriotes au coin d'un champ, la boîte des archives enterrée, le serment secret, les emprisonnements [...][64]. » Ainsi, la Société des fondeurs de fer, créée en 1810, se serait réunie

62. [G. White et Gravener Henson], *A Few Remarks on the State of the Laws at present in Existence for regulating Masters and Workpeople*, 1823, p. 86.

63. *Fourth Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 281.

64. *Loc. cit.*, p. 64.

« durant les nuits noires, sur les sommets, les landes et les friches des régions montagneuses des Midlands[65] ». Là où ces réunions nocturnes eurent lieu (et il y en eut sans aucun doute), toute une atmosphère dut encourager les propos révolutionnaires, même si l'objectif immédiat était d'ordre social. Plus souvent, les syndicats se réunissaient dans l'arrière-salle d'un aubergiste sympathisant. La forme d'organisation adoptée rendait difficile la pénétration d'espions. Dans certains cas, elle était fondée sur une division en « classes » (forme empruntée aux méthodistes[66]) ou sur des formes raffinées qui devaient peut-être quelque chose aux expériences jacobine et irlandaise. Ainsi, grâce à un système élaboré de délégation, de l'atelier au comité de ville et de celui-ci au comité régional, il était possible de garder secret le nom des dirigeants et des membres des comités, y compris vis-à-vis des adhérents du syndicat. (Quelquefois, les dirigeants étaient désignés à bulletins secrets à l'intérieur du comité, et leurs noms n'étaient connus que du secrétaire ou du trésorier[67].) De la sorte, si une partie de l'organisation était découverte par les autorités, le reste pouvait rester intact.

Les prestations de serment et les cérémonies d'initiation destinées à frapper les esprits étaient probablement assez répandues. Rien ne nous permet de douter de l'authenticité de la fameuse cérémonie des peigneurs de laine (ou artisans du bâtiment ?), qui comportait des « tuileurs[68] » postés à l'intérieur et à l'extérieur, le rite des yeux bandés et une prestation de serment solennelle devant une représentation de la mort – l'engagement de garder le secret :

> Que Dieu soit témoin de mon engagement le plus solennel, que ni espoirs, ni craintes, ni récompenses, ni punitions, ni même la mort ne m'amèneront jamais directement ou indirectement à donner une infor-

65. R.W. Postgate, *The Builders History*, p. 17.

66. Voir R.F. Wearmouth, *op. cit.*, III[e] partie, chap. II.

67. Voir A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 77.

68. *Tilers* : le terme désigne, dans le langage de la franc-maçonnerie, les sentinelles qui protègent les réunions (*NdT*).

> mation quelconque sur aucun détail qui puisse concerner cette Loge ou toute autre Loge en rapport avec la Société, et je n'écrirai ni ne ferai écrire, sur papier, bois, sable, pierre ou quoi que ce soit, rien par quoi il pourrait être su [...][69].

De tels serments ont de nombreux antécédents. Ils doivent certains de leurs traits à la franc-maçonnerie, aux vieilles traditions corporatives et aux cérémonies civiles courantes, comme, par exemple, le serment du *burgess* (« bourgeois »). Ainsi, le serment des « Citoyens Libres de la Compagnie des Vanniers », en vigueur au milieu du XVIII[e] siècle, astreignait les membres à « garder loyalement » les secrets du métier, qui ne sauraient être transmis à « Personne d'autre que les Citoyens libres de la même Science », et à remplir « toute sorte de Devoir, comme il sied à un Frère et à un Citoyen libre »[70]. Un des « missionnaires » du colonel Fletcher, à Bolton, découvrit un serment plus horrible, qui aurait été importé par les « ribbonistes » irlandais :

> Je jure en présence de vous mes frères et de Notre-Dame la Sainte Vierge que je maintiendrai et soutiendrai notre sainte Religion par la destruction des Hérétiques aussi loin que me le permettront mon corps et mes biens, sans épargner personne[71].

C'est à partir de ces sources disparates que furent composés les serments du début du XIX[e] siècle, les luddistes empruntant davantage à la tradition irlandaise, les syndicalistes aux traditions des corporations et de la franc-maçonnerie[72]. La coutume des serments syndicaux commença probablement à tomber en désuétude dans les corps de métiers

69. [E.C. Tuffhell], *Character, Objects and Effects of Trade Unions*, 1834, éd. de 1933, p. 67.

70. Règles au British Museum, numéro de classement, L.R. 404.a.4 (52). Voir aussi, pour la grande diversité des formes, *The Book of Oaths*, 1649.

71. H.O. 42.119.

72. Pour la tradition maçonnique et sur le rôle des cérémonies rituelles et d'initiation en général, voir E.J. Hobsbawm, *Primitive Rebels*, chap. IX (trad. fr., *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1966).

londoniens et chez les artisans des grandes villes. Mais cérémonies d'initiation et prestations de serment subsistèrent dans les Midlands et le Nord (et ailleurs) pendant de nombreuses années après l'abrogation des *Combination Acts*, non seulement comme mesure de sécurité contre les employeurs, mais aussi parce qu'elles étaient devenues partie intégrante d'une culture morale – solidarité, dévouement et intimidation – essentielle à l'existence de l'organisation. La section de Huddersfield des *Old Mechanics* (« Vieux Artisans ») acheta, lors de sa fondation en 1831, un pistolet, une bible et dix mètres de tissu à rideau. À l'évidence, l'achat des objets nécessaires aux cérémonies d'initiation constitua la première dépense de la caisse commune[73]. Durant la grande tentative de regroupement de tous les syndicats, entre 1832 et 1834, il y eut apparemment un regain des prestations de serment, surtout dans le mystérieux « Syndicat des métiers » du Yorkshire. Paradoxalement, la tradition du « Taisez-vous » semble avoir connu, pour finir, une flambée de cérémonies pompeuses qui n'avaient rien de silencieux. La noblesse s'inquiétait des rumeurs faisant état de « serments solennels et terribles » par lesquels des gens s'engageaient à tuer les traîtres ou les mauvais maîtres. On voyait entrer des mineurs et des ouvriers du bâtiment dans les auberges, où « ils font autant de bruit que s'ils étaient à l'exercice militaire, et [...] ils tirent fréquemment quarante ou cinquante coups de pistolet en une nuit. On tire un coup de pistolet au-dessus de la tête de tout homme qui prête serment [...][74] ». Simeon Pollard, le dirigeant du syndicat, nia que l'on pratiquât de tels serments ; mais John Tester, l'un des dirigeants de la grève des peigneurs de laine en 1825 (devenu ensuite un adversaire acharné du syndicalisme), décrivit avec ironie les dépenses qu'engageaient les syndicats pour leur panoplie cérémoniale : « épées, scènes de mort, toges, bannières, haches de guerre et des grandes boîtes vides comme des caisses militaires ». Lors de l'enquête judiciaire sur le décès d'un jeune Irlandais briseur de grève

73. Voir fac-similé in J.B. Jefferys, *The Story of the Engineers*, p. 20.

74. *Journal* d'Anne Lister, ms., Bankfield Museum, Halifax, 31 août, 9 septembre 1832.

frappé à mort par des assaillants inconnus à Farsley, près de Leeds (décembre 1832), certains détails furent révélés qui paraissent vraisemblables. Une branche du syndicat s'était réunie chaque semaine au *Bay Mare*, payant 3 pence par semaine pour l'utilisation d'une chambre au deuxième étage :

> Des précautions extraordinaires étaient prises pour empêcher que l'on pût entendre ce qui se passait dans la pièce, les traverses du plancher étaient couvertes de planches épaisses et les interstices remplis de copeaux de bois, et, pendant les réunions, une sentinelle était placée devant la porte, et la bière et les autres boissons étaient apportées dans la pièce par un membre du Syndicat.

Le père du jeune homme décédé raconta dans son témoignage qu'il avait adhéré au syndicat afin d'en découvrir les projets, à la demande de son maître. Mais son récit paraît authentique :

> Quand un membre est admis, il y a deux pièces, et dans l'une d'elles la Loge est assemblée. La première opération fut de lui bander les yeux ; il fut ensuite introduit dans la Loge par deux membres ; on lui demanda alors le mot de passe, qui cette fois là était Alpha et Omega ; il fut ensuite promené autour de la pièce, et pendant ce temps on faisait avec une plaque de fer un grand bruit pareil au roulement du tonnerre, on entonna ensuite un cantique – et il fit encore le tour de la pièce deux ou trois fois, puis on lui demanda si ses motivations étaient pures – alors on lui enleva le bandeau des yeux, et la première chose qu'il vit était une peinture représentant la mort, de la taille d'un homme, au-dessus de laquelle était inscrit « Souviens-toi de Ta Fin ». Au-dessus du tableau, il y avait une épée hors du fourreau – ses yeux furent de nouveau bandés, et on le promena autour de la pièce, puis, à un signal convenu, tous les membres firent un grand bruit en tapant des pieds – on lui ordonna ensuite de s'agenouiller près d'une table, le bandeau lui fut de nouveau ôté, et il vit une grande bible sur laquelle avaient été placées ses mains. [...] Là-dessus, on récita le Psaume 94, puis on lui fit prêter le serment avec les commandements : qu'il obéisse à tous les ordres du Comité du Syndicat, et qu'il garde tous les secrets dans tous leurs détails – la conclusion du serment contenait une imprécation,

selon laquelle chaque personne assermentée souhaite qu'en cas de violation du serment son âme soit la proie des flammes pour l'éternité au fin fond de l'enfer [...][75].

À une époque où le Dieu des Armées est oublié, il est peut être utile de citer quelques-uns des versets du psaume choisi par ces syndicalistes pour l'initiation :

> Dieu des vengeances, mon Seigneur,
> Dieu des vengeances, resplendis ! [...]
>
> Élève-toi, juge de la terre,
> rends la pareille aux orgueilleux.
>
> Jusques à quand les méchants, Seigneur,
> jusques à quand les méchants exulteront-ils ?
>
> Ils se répandent en propos insolents,
> ils se rengorgent, tous ceux qui font le mal ;
>
> Ton peuple, Seigneur, ils l'écrasent,
> ton héritage, ils l'accablent.
>
> Ils tuent la veuve et l'étranger,
> ils assassinent les orphelins [...]
>
> Car le Seigneur ne rejettera pas son peuple
> et n'abandonnera pas son héritage.
>
> Car au juste reviendra le jugement
> et derrière lui seront tous les cœurs droits.

75. *Leeds Mercury*, 15 décembre 1832. Voir aussi *ibid.*, 4 août, 8 décembre, 22 décembre 1832, et (pour Tester) *Leeds Times*, 7 et 14 juin 1832. J'ai donné ces larges extraits parce qu'ils nuancent le récit, par ailleurs admirable, que l'on trouve dans G.D.H. Cole, *Attempts at General Union*, chap. VII et XVI.

Qui se lèvera pour moi contre les malfaisants,
qui se dressera pour moi contre ceux qui font le mal ? [...]

Aurais-tu pour allié un tribunal criminel,
façonnant le méfait à l'abri de la loi ?

On assaille la vie du juste,
et le sang innocent, on le condamne.

Mais le Seigneur est pour moi une citadelle,
mon Dieu, un rocher qui m'abrite.

Il ramènera sur eux leur iniquité,
par leur propre malice il les anéantira,
il les anéantira, le Seigneur, notre Dieu[76].

Ce serment et ce psaume, lus dans l'arrière-salle d'une auberge devant une représentation de la mort, étaient choses sérieuses pour des êtres encore animés par d'anciennes superstitions. Parmi eux, certains peut-être avaient cru en Joanna Southcott ou avaient été entraînés dans le renouveau wesleyen. De plus, il leur suffisait de lever les yeux, au travail, à l'estaminet ou à la chapelle, pour croiser le regard d'hommes liés par le même serment. Ce fut pour avoir prêté un serment semblable que les ouvriers de Dorchester (ou « Martyrs de Tolpuddle ») furent relégués en 1834, après quoi les prestations de serment déclinèrent rapidement. Et ce fut lors d'une réunion à Hunslet Moor, à Leeds, organisée pour protester contre le verdict de Dorchester, qu'un réformateur bien connu déclara publiquement :

76. D'autres serments se fondaient sur Ézéchiel, XXI (cf. *supra*, p. 518-519), Nombres, XXX, 2, et Deutéronome, XXIII, 21-23. Voir E.J. Jones, « Scotch Cattle and Early Trade Unionism in Wales », *Econ. Journal*, supplément, 1926-1929, I, p. 389-391. (*Scotch Cattle* était le nom d'une organisation clandestine des mineurs du pays de Galles qui avait recours à des actions violentes contre les ouvriers considérés comme traîtres ou renégats. Leur signe était la tête d'une bête à longues cornes, d'où le nom de *Scotch Cattle* – « bétail écossais » [NdT].)

> Je connais des hommes d'une rigueur morale des plus strictes, [issus] des couches les plus modestes, qui ont prêté le même serment. J'en connais tant [...] que les repérer et les reléguer reviendrait presque à dépeupler le West Riding[77].

Mais il ne faut pas dresser un tableau trop pittoresque des jours héroïques de l'illégalité. Le travail accompli dans les arrière-salles des auberges relevait la plupart du temps de la routine. Le plus souvent, c'était le fait d'une société de secours mutuel et de funérailles. Bon nombre des problèmes les plus graves, pendant les années paisibles, ne provenaient pas des maîtres mais de l'inexpérience ou de l'ignorance des responsables syndicaux. Des fonds péniblement amassés risquaient de disparaître avec un responsable en fuite, sans recours possible devant la loi, comme ce fut le cas avec la branche de Tewkesbury des tricoteurs sur métier, dont les fonds avaient été confiés imprudemment à un secrétaire qui était « apparemment un Homme de Capacité à l'esprit religieux[78] ». Les responsables n'étaient habituellement pas payés, mais les réunions du comité étaient abondamment arrosées de bière payée sur les fonds du syndicat. Les fonctions sociales des syndicats étaient importantes, mais il existe suffisamment de traces dans les premiers livres de comptes pour estimer que cette autre récrimination de John Tester n'était pas sans fondement :

> J'ai vu des dizaines de membres de comité qui paraissaient n'avoir aucune [...] qualification, à part un gosier extraordinaire. Leur capacité de déglutition était des plus prodigieuses[79].

La tradition secrète pouvait aussi bien s'accommoder des débits de boissons que des réunions nocturnes sur les landes. Un gen-

77. *Leeds Times*, 19 avril 1834. Et le président, Thomas Barlow, d'ajouter : « Je me réjouis d'apprendre que, depuis quelque temps, vous avez cessé la pratique des serments. »

78. Archives municipales de Nottingham, 3984, I, 22 juin 1812.

79. *Leeds Times*, 7 juin 1834. Pour des exemples, voir R.W. Postgate, *op. cit.*, p. 21, 22.

tilhomme ne se montrait guère dans l'un ou l'autre endroit, et un étranger se faisait repérer aussitôt entré dans le bar. Nous devons comprendre que le culte du secret ne se limitait pas aux serments et aux cérémonies ; il impliquait, pendant les années de guerre et de l'après-guerre, tout un code de conduite, presque un mode de conscience. Nul besoin d'un dirigeant ou d'une délégation auprès de l'employeur pour présenter les revendications de l'atelier ; on y faisait allusion, on en glissait un mot à un contremaître ou on laissait une note anonyme à l'attention du maître. Si les demandes étaient rejetées, il n'était pas nécessaire – dans les petits ateliers – d'engager une grève en bonne et due forme. Les gens partaient simplement un à un ou présentaient leur préavis individuellement. Les dirigeants pouvaient être connus, mais il était néanmoins impossible d'établir la preuve de leurs activités. « Ils sont devenus si prudents, écrivait un magistrat de Wakefield en 1804, qu'un arrêt de travail général ou des pourparlers avec les maîtres ne sont pas nécessaires ; cela se déroule d'une manière parfaitement intelligible pour les maîtres, mais sans qu'il soit possible d'apporter la preuve qu'existe une association ouvrière[80]. » « Quelques individus peu nombreux », écrivait Place vingt ans plus tard,

> ont la confiance de leurs camarades et, quand une affaire quelconque concernant la profession a été discutée, au club, dans un endroit privé, un atelier ou une cour, et que l'affaire en question est bien connue, ces personnes sont censées diriger l'action, et elles le font à mots couverts. Alors les gens agissent, et tous sans exception soutiennent ceux qui sont éventuellement chassés de leur travail. [...] Ceux qui dirigent ne sont pas connus de la masse, et il n'y a pas une personne sur vingt, peut-être, qui connaisse l'identité de l'un des dirigeants. C'est la règle de ne pas poser de questions, et une autre règle, parmi ceux qui en savent le plus, est soit de ne point répondre lorsque l'on est interrogé, soit de donner une fausse réponse pour égarer[81].

80. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 93.
81. S. et B. Webb, *op. cit.*, p. 86, 87.

En outre, c'est aussi dans ces conditions d'illégalité que les syndicalistes avaient le plus fréquemment recours à l'action directe pour imposer les revendications qui ne pouvaient être présentées légalement ou dans des négociations ouvertes. Cela se passait de diverses façons. Dans les formes les plus douces, c'était à peine plus qu'une très forte pression morale. L'ouvrier qui travaillait en dessous du taux fixé par le syndicat se voyait boycotté ; le travailleur « illégal » s'apercevait que ses outils « se perdaient », ou bien il était « mis à l'amende » par ses compagnons de travail. À Spitalfields, il arrivait que l'on coupât la soie sur le métier ; dans les districts lainiers, on tailladait des pièces de drap ; dans l'industrie du tricotage sur métier, les *jacks*, pièces essentielles du métier à tricoter, disparaissaient. Les briseurs de grève et les mauvais maîtres se savaient surveillés ; une brique pouvait leur tomber dessus du haut d'une fenêtre ou ils pouvaient être attaqués la nuit sur un chemin. Dans le Gloucestershire, des tisserands briseurs de grève furent emportés à califourchon sur le rouleau de leur propre métier à tisser et jetés dans un étang. Parfois, des formes d'intimidation plus violentes étaient employées : il y eut par-ci par-là, à Glasgow, à Dublin, à Manchester et à Sheffield, des cas d'assassinats ou de tentatives d'assassinat, des vitriolages ou des attaques d'ateliers à la poudre explosive. Les cas les plus retentissants étaient largement portés à la connaissance du grand public et engendraient même, chez les sympathisants des classes moyennes, une peur profonde de la violence des associations secrètes[82].

Plus communément, l'action directe était soigneusement contenue dans les limites imposées par la culture morale de la communauté des travailleurs. Un briseur de grève était considéré comme un intrus qui menaçait d'enlever le pain de la bouche de ceux qui travaillaient durement et honnêtement ; mais, alors que l'on ne pleurait pas sur son sort s'il était agressé et se faisait « corriger », on ne cautionnait pas le meurtre ou la mutilation. Le luddisme fut une extension de cette sorte d'action directe, mais il était également soigneusement

82. On trouve un excellent exemple de cette peur bien enracinée dans la description qu'Elizabeth Gaskell donne des syndicats ouvriers dans son roman plein de compassion, *Mary Barton*, 1848.

maintenu dans les limites de semblables règles tacites. Même dans les villages miniers ou les ports de mer comme Sunderland et North Shields, où les mœurs étaient plus rudes et où manifestations tumultueuses et émeutes précédèrent des formes d'action plus organisées, la violence se cantonnait toujours dans ces limites tacitement acceptées.

Paradoxalement, la persistance du secret et de la violence intermittente fournirent des arguments en faveur de la révocation des *Combination Acts*. On connaît l'argument de Francis Place :

> Les lois contre les associations [...] amenaient [les travailleurs] à violer les lois et à ne plus les respecter. Ils finissaient par se méfier des intentions de tous ceux qui offraient leurs services. Ils finissaient par haïr leurs employeurs avec une rancœur que rien d'autre [que ces lois] n'aurait pu produire. Et ils finissaient par haïr ceux de leur propre classe qui refusaient de se joindre à eux, au point qu'ils cherchaient de tout cœur à leur nuire[83].

Et le récit de Place lui-même sur la campagne victorieuse qu'il mena pour leur révocation a été si souvent repris (et de manière si peu critique) qu'il en est devenu légendaire. Selon ce récit, peu de temps après la fin des guerres, il commença, presque seul, une campagne d'opinion à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre. Il trouva peu de soutien et même quelque résistance de la part des syndicalistes eux-mêmes :

> Les travailleurs avaient été trop souvent trompés pour faire confiance à quiconque ne leur était pas bien connu. Rusés par nature, et méfiants à l'égard de tous ceux qui étaient d'un rang supérieur, comme ils n'avaient aucun espoir que l'on adoucît les lois, et encore moins qu'on les révoquât, il leur était malaisé de se persuader que mes démarches étaient de quelque intérêt pour eux. Ils ne s'y intéressaient pas et prenaient encore moins la peine de donner des informations dont ils craignaient qu'elles ne puissent un jour être utilisées contre eux. Je les comprenais parfaitement, et cela

83. G. Wallas, *op. cit.*, p. 239.

ne me détournait pas de mon but ni ne m'offensait. J'étais résolu à les servir de mon mieux[84].

Il trouva finalement un député suffisamment capable, tenace et estimé des ministres, Joseph Hume, pour promouvoir le projet de révocation à la Chambre. On nomma une commission parlementaire largement favorable à l'abrogation. En dehors de la Chambre, Place installa un quartier général permanent du mouvement syndicaliste, où l'on prépara les meilleurs témoins et où l'on recueillit des dépositions à l'intention de Hume ; et, en 1824, une proposition de loi fut présentée et adoptée, selon une stratégie du « Taisez-vous » poussée à un point tel que même ses partisans les plus ardents avaient l'ordre de ne pas en parler. Ce texte non seulement abrogeait les *Acts*, mais de plus soustrayait explicitement les syndicalistes à toute poursuite pour conspiration en vertu du droit commun. Il s'ensuivit une vague de création de syndicats légaux et de grèves, et, en 1825, les employeurs et le gouvernement passèrent à la contre-attaque en nommant une nouvelle commission qui devait préconiser la réintroduction d'une législation répressive. Mais Place et Hume se mobilisèrent de nouveau pour résister et modifier ces projets de loi ; les pétitions affluèrent du pays tout entier ; les couloirs de la Chambre furent envahis de délégations demandant à témoigner. En fin de compte, l'amendement voté en 1825 renforça la législation en vigueur au point que presque toute forme de persuasion ou d'intimidation des non-syndiqués devenait un délit. Mais les principaux points acquis furent préservés : syndicalisme et grèves en tant que tels n'étaient plus des délits[85].

Cette description n'est pas fausse. Pour l'emporter, Place a su tirer les ficelles fort intelligemment et constituer un groupe de pression extraordinairement actif et bien informé. Il ne laissa pas échapper le moindre avantage ni ne négligea le plus petit risque. Il exploita jusqu'au bout le fait qu'il avait affaire à une Chambre composée de

84. *Ibid.*, p. 204.

85. On trouve l'exposé complet de Place dans G. Wallas, *op. cit.*, chap. VIII ; S. et B. Webb, *op. cit.*, chap. II ; R.W. Postgate, *op. cit.*, chap. II.

gentilshommes que les questions syndicales ennuyaient, qui, pour quelques-uns, détestaient les manufacturiers, alors que, pour d'autres, le laissez-faire était devenu un dogme, cependant que la plupart comprenaient mal les enjeux ou s'en moquaient. Mais le moment est venu depuis longtemps de reconsidérer cette histoire. Et voici quelques-uns des points qu'il faut prendre en compte.

Tout d'abord, les syndicalistes avaient raison de se méfier de Place. La source de leur amertume n'était pas seulement les *Combination Acts*, mais (peut-être plus encore) l'abrogation simultanée de toute la législation qui protégeait leurs propres intérêts[86]. Or, Place et Hume étaient tous deux des adeptes de l'« économie politique » orthodoxe et avaient activement soutenu le démantèlement de *toute* législation restreignant la « liberté » du capital ou du travail. Ainsi, en juillet 1812, Gravener Henson, alors activement engagé dans une campagne parlementaire pour assurer l'adoption d'une proposition de loi sur la protection des tricoteurs sur métier, se heurta à une forte opposition et écrivit avec tristesse au comité de Nottingham : « M. Hume s'est opposé à notre proposition de loi, en se fondant sur les arguments du Dr. A. Smith de non-intervention dans les activités professionnelles [...] » Place plaida activement en faveur de l'abrogation des clauses sur l'apprentissage contenues dans le statut élisabéthain des apprentis et artisans (5 Eliz. c.4). Le comité des patrons de l'industrie qui organisa la campagne d'abrogation (1813-1814) était présidé par Alexander Galloway, naguère secrétaire adjoint de la SCL, dont les ateliers de Smithfield étaient devenus la plus importante entreprise de construction mécanique de Londres. Le secrétaire du comité, John Richter, fut pendant des années le collaborateur le plus proche de Place. La question avait été l'objet d'une contestation âpre de la part des syndicats ouvriers, et des centaines de pétitions avaient circulé pour que la réglementation de l'apprentissage fut maintenue ou étendue, recueillant un total de 300 000 signatures. Place ne tint pas compte de l'opposition des travailleurs (et d'une multitude de petits maîtres dans les métiers de Londres), qu'il présenta comme

86. Cf. *supra*, p. 330 et (pour les tondeurs et les bonnetiers) *infra*, p. 715-717.

un exemple d'« étroitesse d'esprit » – « preuve de l'ignorance, dont font preuve les compagnons, de leurs véritables intérêts ». Il n'est donc point surprenant qu'en 1824 les syndicalistes « se soient encore méfiés des intentions » de Place et de Hume[87].

En second lieu, il n'est absolument pas vrai que Place ait mené la campagne « tout seul ». En effet, Gravener Henson (qui jouissait d'une bien plus grande autorité parmi les syndicalistes, particulièrement au nord de la Trent) avait devancé Place en rédigeant une proposition de loi en faveur de laquelle il s'était assuré le soutien de Peter Moore, le député radical de Coventry, qui présenta le texte en 1823. Place et Hume se dépêchèrent, autant pour saboter le projet de Henson que pour promouvoir le leur. Les idées de Henson sont généralement disqualifiées dans le langage de Place, parce qu'elles seraient « compliquées et absurdes », une « masse d'absurdités ». Les Webb, plus prudemment, considéraient que la proposition de loi de Henson était « très élaborée » : elle abrogeait les *Combination Acts*, mais y « substituait une structure compliquée pour réglementer le travail à la tâche et régler les conflits sociaux ». « Certaines de ces propositions constituaient des anticipations remarquables de la législation ultérieure sur le travail industriel, écrivaient-ils plus loin, mais les temps n'étaient pas mûrs pour de telles mesures. » Et ils poursuivaient en félicitant Place de sa « grande sagacité politique », qui consistait à utiliser des voies détournées, à l'honneur plus tard chez les fabiens, pour assurer la mise à l'écart de Henson et de Moore[88].

87. *Records of the Borough of Nottingham*, Archives de la commune de Nottingham, VIII, p. 156 ; S. et B. Webb, *op. cit.*, p. 61, 62 ; T.K. Derry, « Repeal of the Apprenticeship Clauses of the Statute of Apprentices », *Econ. Hist. Rev.*, III, 1931-1932, p. 77, 85.

88. G. Wallas, *op. cit.*, p. 207-210 ; p. 100, n. 1. À vrai dire, la proposition de loi de Moore (et Henson) était certainement lourde et tactiquement malavisée. Ils proposaient de révoquer près de quatre cents lois et articles de loi (y compris l'odieuse législation sur les maîtres et les serviteurs, qui fut en usage pendant de longues années après l'abrogation des *Combination Acts*) ; et d'instituer des mesures tendant à : 1° obliger les

À vrai dire, la « sagacité politique » de Place lui faisait croire que les *Combination Acts* étaient la cause non seulement de l'activité secrète et des violences, mais aussi des grèves et du syndicalisme lui-même. Influencé par sa propre expérience dans les petits ateliers de tailleurs, il estimait que, si les maîtres et les employés étaient dans une situation de liberté complète, chaque maître s'arrangerait plus ou moins à l'amiable avec ses travailleurs, les lois de l'offre et de la demande régulariseraient le prix du travail et, dans un nombre restreint de cas, l'arbitrage des tribunaux réglerait les difficultés. « L'affaire est vraiment très simple », affirma-t-il à Hume, lui suggérant une tactique pour circonvenir Moore :

> Révoquez toutes les ordonnances gênantes et vexatoires, et ordonnez très peu de chose à leur place. Laissez les travailleurs et leurs employeurs aussi libres que possible de faire leurs propres arrangements à leur façon. C'est le moyen de prévenir les conflits [...]

Et, en 1825, il écrivit à Burdett :

> Les associations ouvrières cesseront bientôt d'exister. Les hommes ont été unis pendant de longues périodes uniquement par l'oppression des lois ; celles-ci abolies, les associations ouvrières perdront la substance qui en faisait le ciment d'un mouvement de masse, et elles éclateront. Tout sera aussi paisible qu'un quaker pourrait le désirer. Quiconque croit que les travailleurs laissés libres d'agir pour eux-mêmes, sans être poussés vers des associations permanentes par l'oppression des lois, continueront à verser de l'argent pour contribuer à des expériences loin-

---

employeurs à donner aux employés un document officiel avec le détail des salaires et des conditions de travail, 2° limiter les heures supplémentaires, 3° abolir le paiement en nature, 4° faciliter l'action des employés contre les employeurs pour le recouvrement des salaires, 5° instaurer un mécanisme d'arbitrage. Il y avait aussi un certain nombre de clauses moins importantes sur l'embauche annuelle, le détournement de fournitures, les outils, etc. Voir *Parliamentary Papers*, 1823, II, p. 253 *sq.* ; *Hansard*, nouvelle série, VIII, 366.

> taines et douteuses, pour des bénéfices incertains et précaires, ne connaît rien des travailleurs[89].

« C'est le moyen de prévenir les conflits [...] » Voilà l'idée dominante de toute la campagne parlementaire de Place ; et ce fut un article de M'Culloch, le *doyen* de l'« économie politique », dans l'*Edinburgh Review*, qui avançait des arguments similaires, qui décida beaucoup de parlementaires à voter en faveur de l'abrogation. Henson, bien entendu, ne partageait pas ces illusions. Ouvrier à domicile, il savait par expérience que, pour les tisserands, les tricoteurs sur métier et autres, l'organisation syndicale n'était pas suffisante ; d'où sa proposition de loi qui visait à mettre en place un mécanisme de protection solide, pour lequel la Chambre des communes n'était peut-être pas « mûre », mais qui était une nécessité criante pour les travailleurs à domicile.

L'attitude des syndicalistes, lors des événements de 1824 et de 1825, devient plus compréhensible. Ils voyaient bien que la proposition de loi de Henson était tenue à l'écart par des gens connus pour s'être opposés dans le passé à des revendications syndicales et qui semblaient être parvenus à une sorte d'accord avec le gouvernement. D'où leur répugnance à l'idée d'accorder leur soutien lors des premières phases de la campagne ; et, quand ils le firent en témoignant devant la Commission de Hume, Place les trouva peu enthousiastes :

> Il n'était pas facile de diriger les travailleurs. Beaucoup d'attention, d'application et de patience étaient nécessaires pour ne pas choquer leurs préjugés. [...] Ils était tous pleins d'idées fausses et attribuaient leur détresse à des causes erronées. [...] Tous s'attendaient à une augmentation importante et soudaine des salaires, après l'abrogation des *Combination Acts* ; pas un seul d'entre eux n'avait la moindre idée sur le rapport entre les salaires et la population [...]

Quand ils comprirent de quoi il s'agissait, ils apportèrent leur soutien à Place, sans enthousiasme, mais en vertu du principe selon lequel,

89. G. Wallas, *op. cit.*, p. 210, 217.

faute de grives, on mange des merles. Quand les *Acts* furent révoqués, ils usèrent de leur nouvelle liberté avec ardeur. Quand, en 1825, il fut question de les remettre en vigueur, le gouvernement lui-même fut abasourdi par la tempête de protestations, pétitions, réunions et délégations qui surgit de toutes les professions. « Des hommes vigilants et intelligents » affluèrent du Lancashire, de Glasgow, du Yorkshire, de la vallée de la Tyne pour suivre les délibérations parlementaires. Toute tentative de remise en vigueur des *Combination Acts*, écrivit à Place le dirigeant des fileurs de coton du Lancashire, John Doherty, aurait pour résultat un vaste mouvement révolutionnaire[90].

Place fut la cheville ouvrière de l'abrogation, ce qui lui valut d'être immortalisé dans l'histoire du syndicalisme. Cela, il le mérite. Mais il ne nous faut pas pour autant reprocher aux syndicats leur « apathie » (comme le firent les Webb[91]) ni passer sous silence le malentendu presque risible qui régnait à l'époque. Place était un doctrinaire qui souhaitait la révocation des *Acts* parce qu'ils péchaient contre la bonne économie politique (et aussi parce que toute oppression des travailleurs l'indignait). Il était étranger à l'idée de « servir » le mouvement syndicaliste en le consultant et en agissant en concertation avec lui. Son but était de diriger les délégués ouvriers comme il manipulait les députés : « Je ne savais que trop bien que, si l'on pouvait les servir [...] cela devait se faire sans leur concours, malgré eux[92]. » Les syndicalistes, pour leur part, l'avaient jugé à sa juste

90. G. Wallas, *op. cit.*, p. 213-214, 228 ; S. et B. Webb, *op. cit.*, p. 106,107 ; *Reports of Select Committee on Artizans and Machinery*, 1824, *passim*.

91. Dès janvier 1824, le *Black Dwarf* publia un appel général pour des pétitions en faveur de l'abrogation ; de telles pétitions affluèrent par dizaines pendant les premiers mois de 1824, en provenance de clubs ouvriers de tout le pays. Il est intéressant de se demander jusqu'à quel point des membres du gouvernement (comme Huskisson) n'ont pas toléré la proposition de loi de Hume pour enterrer, en réalité, celle de Peter Moore. Voir *Black Dwarf*, 17 janvier 1824 ; *Mechanics' Magazine*, 24 janvier, 7 février 1824 ; *Journal of the House of Commons*, LXXIX, 1824 ; Huskisson dans le débat du 27 mai 1823, *Hansard*, nouvelle série, VIII, 1823.

92. G. Wallas, *op. cit.*, p. 204.

valeur. Ils voyaient qu'il était sérieux et avait de l'influence ; ils lui accordèrent un soutien modéré, bien qu'ils eussent souhaité une autre proposition de loi. Place avait sans doute raison de penser que la proposition de Henson n'avait aucune chance de passer, pas plus que celle de Maxwell et de Fielden dix ans plus tard, qui visait à réglementer le salaire des tisserands. En revanche, Place s'était tout à fait trompé sur les conséquences probables de la révocation des *Acts* ; et ce fut en partie la force même de cette illusion (la révocation empêcherait les conflits) qui permit à Hume de trouver les appuis nécessaires dans une Chambre indifférente ou hostile.

Avec la révocation, ce ne furent pas les « lois » de M'Culloch, mais les organisations d'hommes comme John Gast et Doherty qui occupèrent le champ ouvert par cette nouvelle liberté. Les syndicalistes de Londres n'allèrent pas chercher leur théorie chez Place, mais chez Thomas Hodgskin. Pendant une courte période, plusieurs syndicats accueillirent favorablement le nouvel évangile de Place sur les intérêts communs des travailleurs et des employeurs[93]. Mais à peine la théorie de la collaboration des classes était-elle apparue qu'elle tomba sous le feu du *Trades Newspaper* et ensuite des socialistes owénistes[94]. Sauf dans certains syndicats de métier, elle fut si fortement repoussée qu'elle n'influença guère le développement des syndicats pendant quinze ou vingt ans. On se demande si Francis Place, l'homme qui tirait toutes les ficelles, n'était pas lui-même manipulé par les syndicats.

93. Les couteliers de Sheffield envoyèrent à Place un joli cadeau, cependant que les ouvriers fileurs de coton du Lancashire donnèrent un dîner au cours duquel on porta un toast en l'honneur de Hobhouse, de Hume et de Place ; et l'on but aussi à la santé des « Manufacturiers du coton de Manchester ; et que la paix et l'harmonie puissent régner longtemps entre eux et leurs ouvriers ». Voir *Trades Newspaper*, 24 juillet 1825.

94. Cf. *infra*, chap. XVI.

### 4. Tondeurs et tricoteurs sur métier

Là, nous anticipons sur notre récit. Car les arguments les plus puissants pour la révocation des *Combination Acts* furent : d'abord, leur incapacité à enrayer le développement du syndicalisme ouvrier ; ensuite, la généralisation d'actions syndicales violentes, qui s'étaient exprimées dans le luddisme. Nous avons essayé d'aborder le mouvement luddiste de trois points de vue : la tradition obscure d'une certaine « clandestinité » politique, l'opacité des sources historiques et les solides traditions du syndicalisme illicite. Il nous faut maintenant analyser de plus près le contexte industriel du luddisme.

Cette analyse existe déjà[95], mais on peut la corriger et la compléter à l'aide des matériaux découverts récemment. Le luddisme proprement dit, pendant les années 1811-1817, était limité à trois ensembles régionaux et professionnels : le West Riding (et les tondeurs de drap), le Lancashire du sud (et les tisserands du coton) et la région des tricoteurs sur métier, située autour de Nottingham et englobant une partie du Leicestershire et du Derbyshire.

Si l'on considère maintenant les trois groupes professionnels concernés, les tondeurs[96] étaient des travailleurs qualifiés et privilégiés qui faisaient partie de l'aristocratie des travailleurs de la laine ; les tisserands et les tricoteurs sur métier étaient, quant à

95. *The Skilled Labourer*, de J.L. et B. Hammond, reste la meilleure description de l'arrière-plan du luddisme : chap. IV, « The Cotton Workers » ; chap. VI, section 4, « The Shearmen or Croppers » ; chap. VII, « The Framework Knitters » ; et chap. IX et X, sur le luddisme à Nottingham et dans le Yorkshire. *The Rising of the Luddites*, de Frank Peel (pour le Yorkshire) est l'étude régionale la plus vivante. *Popular Disturbances and Public Order in Regency Engiand*, de F.O. Darvall, exploite abondamment mais sans grande imagination les documents du ministère de l'Intérieur.

96. On employait deux mots (en anglais) pour désigner les tondeurs ; dans le Yorkshire, on utilisait davantage le terme *croppers* et, dans le West Country, celui de *shearmen*. Parfois, on utilisait le terme générique de *cloth-dressers* ou *cloth-workers* (« apprêteurs » ou « ouvriers du drap »).

eux, des travailleurs à domicile, riches d'une longue tradition artisanale, mais qui était en train de perdre tout prestige. Les tondeurs correspondaient le mieux à l'image que l'on se fait couramment des luddistes. Ils étaient en conflit direct avec les machines qui, ils le savaient aussi bien que leurs employeurs, étaient destinées à les remplacer. Le travail exécuté par les tondeurs de drap fut ainsi décrit devant la Commission sur l'industrie et le commerce de la laine en 1806 :

> Le travail d'un tondeur de drap consiste à prendre la pièce d'étoffe dans l'état brut où elle se trouve au sortir du marché ou du foulon ; il commence par lainer l'étoffe ; ensuite, si la pièce est de bonne qualité, elle est tondue mouillée ; après quoi, elle est regarnie et ramée ou étirée ; regarnir la pièce consiste à resserrer la laine qui a été rasée avec des ciseaux mouillés, cela se fait à l'aide d'une paire de manches pourvus de cardes de chaque côté ; après quoi, la pièce est ramée et élargie [...] et on la laisse sécher ; si c'est une pièce de bonne qualité, elle sera rasée trois fois à sec après l'élargissage [...]

Ensuite, l'envers était rasé, et l'on examinait la pièce pour déceler et réparer les défauts ; elle était brossée, nettoyée, repassée et, le cas échéant, rasée une dernière fois[97]. L'ouvrier du drap ou tondeur exécutait toutes ces opérations. Outre le nettoyage, l'élargissage (ou étirage) et le repassage, l'essentiel du métier du tondeur résidait dans la phase centrale du processus, qui consistait à lainer la surface ou le « poil » de l'étoffe à l'aide de cardes, cependant que la tonte était faite avec des ciseaux à main très lourds (d'une longueur de quatre pieds du manche à la pointe de la lame, et d'un poids de quarante livres). Les deux opérations exigeaient expérience et adresse. En outre, alors que le salaire des tondeurs était fixé par la coutume à environ 5 % de la valeur du produit fini, « ils peuvent faire varier la valeur d'une pièce de 20 % selon qu'ils font soigneusement le travail

97. *Loc. cit.*, p. 296. On trouvera un exposé clair de ces opérations chez W.B. Crump, *The Leeds Woollen Industry, 1780-1820*, Leeds, 1931, p. 38-51.

ou non ». Ils étaient donc dans une position exceptionnellement forte pour imposer leurs conditions[98].

À la fin du XVIII[e] siècle, la finition était devenue une opération hautement spécialisée. Certains des grands manufacturiers faisaient exécuter l'ensemble du processus dans une même « fabrique » ; et Gott n'employait pas moins de quatre-vingts tondeurs sous son propre toit. Mais la plupart des négociants achetaient les pièces non apprêtées chez les petits drapiers et les donnaient pour l'apprêt dans des ateliers employant « quarante, cinquante ou soixante » travailleurs qualifiés et apprentis à Leeds, mais seulement cinq ou six dans les ateliers d'apprêt plus petits des villages du West Riding. On estimait qu'il y avait, dans le West Riding, entre 3 000 et 5 000 tondeurs (le second chiffre incluait les apprentis) et 500 maîtres apprêteurs. Ils étaient probablement trois fois moins nombreux dans l'Ouest[99].

Les tondeurs contrôlaient ainsi les travaux de finition ; et, comme les peigneurs de laine, ils étaient en position de force pour s'organiser et exclure les ouvriers non qualifiés. Ils constituaient l'aristocratie des travailleurs de l'habillement du West Riding, et, quand ils travaillaient à temps complet, ils gagnaient, au début du XIX[e] siècle, jusqu'à 30 shillings par semaine. Ils étaient connus pour leurs manières « indépendantes » ou « insubordonnées », leur conscience politique et leur façon exubérante de se détendre et de s'amuser. « Le tondeur, à proprement parler, n'est pas un employé », écrivait un journaliste du *Leeds Mercury* :

> Il n'a pas le sentiment d'en être un, c'est pourquoi il s'appelle travailleur de l'étoffe et s'apparente beaucoup plus à un bottier, à un menuisier, à un tailleur, etc. [...] Comme eux, il va et vient, s'arrête plus ou moins longtemps [...] selon ses chances de trouver du travail[100].

Selon un autre récit, ils avaient « deux ou trois fois plus d'argent à la taverne que le tisserand, l'apprêteur ou le teinturier » et avaient

98. « Observations on Combinations », 1799, P.C. A. 152.
99. *Committee on the Woollen Trade*, 1806, p. 239, 289, 297.
100. *Leeds Mercury*, 15 janvier 1803.

« la réputation d'être les moins malléables des travailleurs de cette importante industrie[101] ».

Mais, en même temps, ils étaient parfaitement conscients du fait que leur statut était menacé par l'introduction des machines, qui risquaient de les transformer du jour au lendemain en « une catégorie de gens inutiles pour l'industrie ». La laineuse mécanique était une invention ancienne ; à vrai dire, une grande partie du conflit qui devait conduire au luddisme tournait autour d'une ordonnance d'Édouard VI qui interdisait son utilisation. C'était, pour l'essentiel, un appareil simple : au lieu de lainer le poil à la main, on faisait passer le tissu entre des cylindres pourvus de cardes. Les tondeurs (et quelques maîtres apprêteurs) soutenaient que la laineuse n'était adaptée qu'aux tissus de qualité ordinaire, qu'elle déchirait et étirait outre mesure les tissus plus fins ; à vrai dire, ces arguments étaient eux-mêmes « étirés outre mesure » dans le but de prouver que le travail à la main restait indispensable. La laineuse, pourtant, ne menaçait de déposséder le tondeur que d'une partie du travail de finition. Le métier à tondre – un dispositif pourvu de deux ou de plusieurs cisailles réparties sur un même cadre, que l'on faisait glisser sur la surface du tissu d'une façon toute simple qui rendait inutile l'intervention d'artisans spécialisés – était une invention plus récente, dont les conséquences étaient également menaçantes.

La lutte contre la laineuse commença au XVIII^e siècle. Elle était employée depuis longtemps dans certaines parties de l'ouest de l'Angleterre, mais les ouvriers du drap continuaient à refuser son utilisation. Et, tandis que quelques laineuses fonctionnaient par-ci par-là dans le West Riding à la fin du XVIII^e siècle, les tondeurs s'étaient organisés pour lutter contre leur introduction à Leeds. Les tondeurs avaient toujours circulé entre le Yorkshire et le West Country, car ils pouvaient y pratiquer leur métier de la même manière ; et ce fut pendant les années 1790 que la résistance au moulin à lainer atteignit un point critique. En 1791, les négociants en drap de Leeds publièrent

101. *Manchester Exchange Herald*, 21 avril 1812 ; cité par F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 60, 61, 106.

une déclaration publique, dans laquelle ils annonçaient leur intention d'introduire la nouvelle machine. Plus d'une fut détruite à Leeds par les tondeurs au cours des dix années qui suivirent. En 1799, le Conseil privé fut informé que les tondeurs disposaient d'une « caisse » de plus de 1 000 livres. Ils étaient assez forts pour imposer l'embauche exclusive de syndiqués et

> un Ouvrier qui par Gratitude ose se ranger du côté de son Maître dans les heures difficiles, devient un Isolé[102] proscrit. Il n'est jamais admis à travailler là où il y a un Syndiqué, tant qu'il ne s'est pas assuré la neutralité de celui-ci et qu'il n'a pas payé la pénalité qu'ils imposent à leur gré.

Si un maître tentait de court-circuiter l'une des opérations du processus de finition, les tondeurs lui imposaient une amende qui venait alimenter leur caisse. Si un maître refusait un travail mal fait, le cas était arbitré par un comité élu par les travailleurs. Un moulin à lainer avait été détruit à Leeds en présence de « centaines » de témoins, mais, malgré l'offre d'une récompense généreuse, on ne trouva personne pour témoigner :

> Ce système existe plutôt sous forme d'un accord général sur les quelques règles simples de leur syndicat que sous n'importe quelle Forme écrite, et, pour échapper à tout risque de Condamnation, ils se sont constitués en Caisse Générale de Maladie[103].

Cette caisse de maladie fut probablement la première forme de l'« Institution » ou « Communauté des drapiers » (1802), dont le centre était à Leeds ; mais ce fut dans le Wiltshire, en 1802, que se produisirent les destructions de machines et les émeutes. On peut y voir, sans doute, moins un signe de force qu'un signe de désespoir.

102. En français dans le texte (*NdT*).

103. « Observations on Combinations », 1799, P.C. A. 152. Voir également *Committee on the Woollen Trade*, 1806, surtout p. 235, 264, 265, 369 ; W.B. Crump, *op. cit.*, p. 46, 317, 318, 327 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 171-180 ; A. Aspinall, *op. cit.*, p. 40 *sq.*

À Leeds, les tondeurs étaient si fortement organisés qu'il était hors de question d'y introduire les moulins à lainer[104]. En août 1802, le maire de Leeds avait écrit au comte Fitzwilliam :

> J'ai la conviction profonde que leurs menaces pourraient bien être mises à exécution ici si un négociant passait outre aux prescriptions des ouvriers du drap, aussi ai-je obtenu ces neuf derniers mois, grâce à mon influence personnelle, d'un ou deux établissements qui envisageaient l'introduction d'un moulin à lainer ou d'une machine à tondre qu'ils y renoncent pour le moment ; sinon, j'en suis convaincu, nous aurions eu à déplorer des excès horribles, comme ce fut le cas dans l'Ouest[105].

Ces « excès horribles » avaient atteint leur point culminant dans le West Country durant les dernières années du XVIII[e] siècle. Des groupes d'émeutiers de mille ou deux mille hommes attaquèrent les fabriques abhorrées, et dans le Somerset, en décembre 1797 :

> Deux ou trois cents hommes, le visage noirci et armés de Gourdins, pénétrèrent dans les Ateliers d'un Rémouleur de Ciseaux [...] à environ trois miles de Froome, et détruisirent pour une valeur d'environ trente livres de Ciseaux[106].

Dans le Wiltshire, cependant, quelques indices montrent que les tondeurs étaient déjà affaiblis par la situation de leur propre industrie, comparée à celle du West Riding. Le problème du chômage devint encore plus aigu avec la démobilisation des tondeurs pendant la brève période de paix. « Un soldat de retour auprès de sa femme et de ses orphelins en pleurs » écrivit au député de Bradford (Wiltshire) en 1802 :

104. Toutefois, depuis vingt ans, il y avait des moulins à lainer dans le voisinage de Huddersfield, dont le « travail fut entièrement stoppé » par un « arrêté des travailleurs » en 1802, cf. Cookson à Fitzwilliam, 30 août 1803, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (d).

105. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 52 ; *Fitzwilliam Papers*, F.45 (d).

106. Bowen au duc de Portland, 20 décembre 1797, H.O. 42.41.

> Nous savons qu'il a été dit à nos hommes importants et à nos Ministres au Parlement par ceux qui ont des Fabriques qu'ils emploient beaucoup de pauvres ; mais ils oublient de dire en même temps combien ils en emploieraient en plus s'ils continuaient à faire faire le travail à la main comme ils le faisaient jadis. L'Asile des pauvres est rempli de Gars qui cachent quelque chose. [...] Beaucoup me disent qu'il y aura une Révolution et que, dans le Yorkshire, environ 30 mille personnes sont inscrites dans une Société de correspondance. [...] Nous savons qu'il n'est pas bien d'incendier les Fabriques ou de mettre le feu à la propriété des Gens, mais la Famine entraîne l'homme à faire des choses contre Nature [...][107].

Un drapier du Gloucestershire reçut une lettre plus inquiétante encore :

> Nous Sommes Informés que vous avez des Machines à Tondre et si vous ne Les Enlevez Pas dans les Quinze Jours nous le ferons pour vous, Nous le ferons pour vous, Maudits Chiens d'Enfer que vous êtes. Et Devant Dieu Tout-Puissant nous allons détruire toutes les Fabriques qui ont des Machines à Tondre et Nous allons arracher vos Coeurs Maudits pour les Garder et Nous allons Manger le reste ou faire autre chose du même Genre[108].

Même si l'ordonnance d'Édouard VI, qui interdisait les moulins à lainer, était tombée en désuétude, les tondeurs connaissaient son existence et considéraient que l'on devait les protéger contre leur remplacement par des machines, non seulement parce que c'était leur « bon droit », mais aussi parce que c'était leur droit *constitutionnel*. Ils connaissaient également la clause du statut élisabéthain des apprentis et artisans qui imposait une période d'apprentissage de sept ans, et celle d'une ordonnance de Philip et Mary qui limitait le nombre des métiers que pouvait utiliser un seul maître. Non seulement ils connaissaient ces lois, mais ils essayaient de les faire appliquer. En 1802, ils

107. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 172, 173.
108. D.M. Hunter, *op. cit.*, p. 21.

firent campagne auprès de l'opinion publique dans le West Riding et gagnèrent beaucoup de sympathie à leur cause dans le conflit qui les opposait à Gott. Leur opposition aux nouvelles machines ne semble avoir été ni irréfléchie ni intransigeante, des propositions étaient dans l'air : on parlait d'une introduction échelonnée des machines, avec reconversion des travailleurs remplacés, ou de l'imposition d'une taxe de 6 pence par yard de tissu traité par les machines pour constituer une caisse à la disposition des chômeurs en quête d'un emploi. Les tondeurs semblent avoir eu quelque espoir d'obtenir une négociation globale pour toute la profession. Ils étaient surtout indignés par l'attitude de quelques maîtres peu nombreux qu'animaient « Revanche et Avidité » et qui cherchaient à pousser à fond leur avantage, car ils étaient « conscients [...] des facilités accordées par la loi pour obtenir la condamnation d'associations illégales[109] ».

C'est là que les *Combination Acts* pesaient le plus durement sur les travailleurs, constituant de façon flagrante l'instrument d'une oppression de classe. Au moment où le droit commun contre les conspirations et le statut élisabéthain (5 Eliz. c.4) étaient utilisés pour briser l'action des syndicats, toutes les tentatives destinées à faire appliquer les aspects de la législation qui étaient favorables aux travailleurs se soldèrent par des échecs ou des pertes financières. Les ouvriers de la laine de l'ouest de l'Angleterre ouvrirent des souscriptions et mandatèrent des avoués pour introduire des actions contre l'utilisation des moulins à lainer et l'emploi d'ouvriers qui n'avaient pas effectué d'apprentissage, mais sans succès[110]. Cependant, cette initiative inquiéta les maîtres, qui demandèrent la révocation de toute législation protectrice dans l'industrie de la laine. Les travailleurs de la laine du Yorkshire furent entraînés dans la même bataille juridique.

109. Voir les lettres intéressantes signées « Un Spectateur » et « Un Négociant » in *Leeds Mercury*, 15, 22, 29 janvier 1803.

110. Voir E.A.L. Moir, *op. cit.*, p. 254, 258, 259. ; W.E. Minchinton, « The Beginnings of Trade Unionism in the Gloucestershire Woollen Industry », *Trans. Bristol and Glos. Archaeol. Soc.*, LXX, 1951, p. 126 *sq.* ; *Rules and Articles of the Woollen-Cloth Weavers Society*, Gloucester, 1802.

Ils dépensèrent des sommes considérables pour engager un avocat, qui devait défendre leur cause devant la Chambre durant les années 1802-1803, et pour présenter des témoins favorables à leur cause. Le projet de loi des maîtres fut examiné en 1803, mais il n'aboutit pas, le Parlement étant préoccupé par la reprise de la guerre avec la France. Dans les années qui suivirent, un arrêt fut reconduit tous les ans, pratiquement sans discussion, par la Chambre. Cet arrêt suspendait toutes les mesures de protection favorables aux ouvriers, tandis que l'Institution, qui avait un statut quasi légal, engageait des dépenses sans fin pour tenter de résister à la poussée des maîtres. Un des témoins des tondeurs déclara, en 1806, que les tondeurs et les tisserands du Yorkshire avaient réuni à eux seuls entre 10 000 et 12 000 livres pour couvrir les dépenses de justice et les frais de représentation au Parlement des trois années précédentes.

Pendant ce temps, les esprits s'échauffaient, et le soutien aux tondeurs augmentait. Dans le Yorkshire, l'Institution était devenue une organisation puissante. Non seulement les tondeurs pouvaient se vanter d'être organisés pratiquement à 100 % (« Je ne crois pas, déclara un témoin, qu'il y ait vingt ouvriers du drap dans le comté d'York qui n'appartiennent pas à l'Institution »), mais un grand nombre de petits maîtres et de tisserands contribuaient à alimenter leurs fonds. Quand leurs livres de comptes furent saisis, en 1806, il apparut que beaucoup d'autres groupes de travailleurs appartenaient à l'Institution ou en recevaient des fonds : mineurs des houillères, maçons, trieurs de laine, confectionneurs, menuisiers, scieurs de bois, filassiers de l'industrie du lin, cordonniers, gardiens de barrières de péage, ébénistes, modeleurs, ouvriers papetiers ; les fileurs de coton de Manchester avaient effectué des versements et en avaient bénéficié également. En effet, autour de 1806, le cas des tondeurs était pour ainsi dire absorbé par les doléances et les revendications de portée générale des travailleurs. Les tondeurs formulaient une doléance précise : « Moulins à lainer et métiers à tondre sont en train de se généraliser et, si cela peut continuer à se faire légalement, des centaines et des centaines d'entre nous perdront leur gagne-pain. » Pour les tisserands, la question était plus large : serait-il possible de

remettre en vigueur les clauses du statut élisabéthain sur l'apprentissage, aujourd'hui tombées en désuétude, pour contenir l'invasion de main-d'œuvre non qualifiée ? Pour tous les artisans, c'était une épreuve décisive, qui leur indiquerait si l'on allait vers le rétablissement ou au contraire vers l'abrogation du vieux Code du travail, qui était leur seul espoir de pouvoir se défendre légalement contre les effets massifs de la baisse des salaires et de la déqualification. Nombreux étaient les petits maîtres pour qui se jouait tout le système du travail à domicile. Plusieurs milliers d'entre eux se trouvaient parmi les 39 000 signataires de la pétition qui, en 1805, demandait une loi pour limiter les métiers à tisser, supprimer les moulins à lainer et renforcer l'apprentissage. Quand, en 1806, une nouvelle commission fut nommée pour enquêter sur le commerce et l'industrie de la laine, des délégations impressionnantes vinrent témoigner : elles représentaient travailleurs et petits maîtres de la plupart des métiers de la laine, du Yorkshire comme de l'Ouest. Tous les témoignages exprimaient la haine du système de la grande industrie ; « ils admettent franchement, rapporte la Commission, que, s'ils désirent conserver cette Loi [à savoir l'apprentissage], c'est parce qu'elle tend à rendre plus difficile le fonctionnement du système de la grande industrie et contrecarre ainsi son développement. » La menace que constituait la laineuse mécanique n'était qu'un élément dans la réaction générale contre les grands employeurs qui brisaient l'organisation coutumière du travail et bouleversaient un mode de vie bien établi[111].

Parler d'accueil glacial pour décrire ce qui attendait les témoins qui déposèrent devant la Commission de 1806 serait un doux euphémisme. Leurs avocats et eux-mêmes furent rudoyés et menacés par les partisans du laissez-faire et les tribuns antijacobins de l'ordre. Les pétitions furent considérées comme des preuves de conspiration. Les témoins envoyés à si grands frais par les tondeurs à Londres furent interrogés comme des criminels (« J'ai l'intention de dire la vérité

111. *Committee on the Woollen Trade*, 1806, p. 232, 239, 277, 347, 355, Annexe 13 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 180-186 ; A. Aspinall, *op. cit.*, p. 66, 67.

au mieux de ma connaissance, s'écria un tondeur, il y va de mon gagne-pain »). Le fait d'avoir collecté de l'argent en dehors de leurs propres rangs et d'avoir contacté les travailleurs de la laine de l'Ouest leur fut reproché comme un délit grave. Ils furent obligés de révéler les noms de leurs camarades responsables. Leurs livres de comptes furent saisis. Leurs comptes furent passés au crible. La Commission abandonna toute prétention d'impartialité judiciaire et se constitua en tribunal. « Votre Commission considère, cela va sans dire », lit-on dans le rapport de la Chambre des communes,

> que de telles Institutions sont, en dernière analyse, encore plus alarmantes sur le plan politique que sur le plan commercial [...]

Elle vit dans l'organisation des tondeurs « l'existence d'un Plan systématique et organisé, tout à la fois efficace et dangereux à cause de l'importance de sa force et de la facilité et du secret avec lesquels [...] cette force peut être appelée à agir [...] ». C'était cet aspect qui exigeait « l'examen le plus attentif et le plus sérieux du Parlement[112] ».

L'Institution, bien sûr, passa à la clandestinité. La suspension des lois protectrices fut reconduite pendant deux années de plus. En 1808, les tondeurs présentèrent une nouvelle pétition, dans laquelle ils déclaraient que « la grande question concernant l'utilisation de cette Machine [...] ayant été débattue au cours de si nombreuses Sessions du Parlement, les Dépenses encourues leur avaient causé un grand tort ». Finalement, en 1809, toute la législation protectrice dans l'industrie de la laine (qui concernait l'apprentissage, la laineuse mécanique et le nombre de métiers à tisser) fut révoquée. La voie était dorénavant ouverte à la fabrique, à la laineuse mécanique, au métier à tondre et à l'emploi de main-d'œuvre enfantine et non qualifiée. La voie de *tout* redressement constitutionnel était définitivement fermée. S'il y avait eu une tendance « constitutionnelle » à côté d'une tendance « luddiste » dans les rangs des tondeurs, la seconde l'emportait

112. *Committee on the Woollen Trade*, 1806, p. 244, Annexe, p. 17, 18.

désormais. En 1805 déjà, une lettre anonyme avait été adressée au Royal Exchange Insurance Office :

> Messieurs les Directeurs,
> Lors d'une réunion générale mais privée des Présidents de tous les Comités des travailleurs du drap dans ce comté (le Yorkshire), il fut arrêté de vous prier (pour votre propre bien) de n'assurer aucune fabrique où il y aurait des machines remplaçant des travailleurs. Car il fut décidé de présenter au Parlement une nouvelle pétition pour nos droits ; et, si on ne nous les accorde pas, en arrêtant les machines, nous sommes déterminés à nous les octroyer nous-mêmes, mais nous ne désirons pas que vous y perdiez.
> Par ordre des
> Travailleurs du Drap[113].

Après 1806 et 1809, tout vestige de législation qui aurait permis aux travailleurs de la laine d'espérer que le Parlement défendrait leur statut avait été abrogé. Pendant les années de stagnation et de désespoir des « Ordres en Conseil », lorsque quelques grands employeurs se hâtèrent d'installer les nouvelles machines dans l'espoir d'évincer les dernières petites entreprises en employant de la main-d'œuvre à bon marché, le luddisme apparut selon une logique presque inévitable. Ned Ludd devint pour les tondeurs le défenseur du droit ancien, le champion d'une Constitution perdue :

> Nous n'abandonnerons jamais les Armes [jusqu'à ce que] la Chambre des communes passe une Loi pour supprimer toute Machine nuisible au peuple et révoque celle qui prévoit la pendaison des Briseurs de Machines. Nous le Jurons. Plus de pétitions – à quoi bon – aux armes.
> Signé par le Général de l'Armée des Justiciers
> *Ned Ludd* Secrétaire
> Justiciers pour toujours *Amen*[114].

113. *Ibid.*, p. 312. Cette lettre est sans aucun doute authentique, mais rien ne permet d'affirmer qu'elle ait été écrite sous l'autorité de l'Institution.

114. W.B. Crump, *op. cit.*, p. 230.

Toutefois, ce furent les tricoteurs sur métier qui donnèrent le signal du départ du luddisme, et non les tondeurs. Leur histoire est compliquée par le fait qu'ils ne se révoltaient pas contre une machine unique qui aurait polarisé leur haine, comme le moulin à lainer ; et aussi parce que, chez eux, les stratégies constitutionnelle et luddiste apparaissent moins comme les deux termes d'une alternative que comme des tactiques différentes à employer simultanément. Voyons d'abord l'aspect constitutionnel.

Le processus qui réduisit à la pauvreté les tricoteurs sur métier pendant les guerres ressemble tout à fait au processus de dégradation que subirent les tisserands. Le métier à tricoter des bas, toutefois, était une machine plus chère que la plupart des métiers à bras. La branche était contrôlée par les bonnetiers négociants ; les tricoteurs sur métier qui travaillaient à domicile, ou dans les petits ateliers des maîtres bonnetiers, se chargeaient de la fabrication. Certains tricoteurs sur métier étaient propriétaires de leur métier, mais, après 1800, ceux-ci devinrent de plus en plus fréquemment la propriété des négociants bonnetiers ou de spéculateurs indépendants qui investissaient des sommes plus ou moins importantes dans des métiers à tricoter, dont ils tiraient un loyer comme s'il s'agissait de la location d'une maison. Ainsi, aux doléances générales relatives aux salaires et à la coutume, s'ajoutaient ici des plaintes continuelles au sujet des loyers. Les négociants bonnetiers avaient, en effet, le choix entre deux méthodes pour baisser les salaires : réduire le prix payé pour le travail ou augmenter le loyer des métiers. Et, comme dans le tissage sur métier à bras, les moins scrupuleux des maîtres portaient atteinte aux conditions d'exercice du travail dans la branche entière.

En 1811, on comptait peut-être 29 000 métiers à tricoter des bas dans le pays et 50 000 ouvriers employés dans la bonneterie ou dans les industries annexes[115]. Cette branche d'industrie était maintenant concentrée pour l'essentiel dans le triangle Nottingham-Leicester-

115. Selon des relevés détaillés dans les Archives de Nottingham, 3984, II, f. 29, on peut avancer le chiffre de 29 355 personnes dans la profession. W. Felkin, *op. cit.*, p. 239, 437, avance le chiffre de 29 580 métiers en 1812 et de 50 000 tricoteurs.

Derby (même si elle n'avait pas complètement déserté Londres, qui en avait été le centre au XVII^e siècle). Comme dans le cas de la laine du Yorkshire, quelques grands ateliers ou « fabriques » se développaient, mais le plus grand nombre, et de loin, des tricoteurs sur métier travaillaient dans de petits villages industriels, dans des ateliers comptant trois ou quatre métiers. À la différence des tondeurs, qui étaient des travailleurs qualifiés, les tricoteurs sur métier étaient des travailleurs à domicile particulièrement soumis à l'exploitation. De même que les tisserands, ils rêvaient des temps révolus. Il y a des divergences sur l'appréciation de la seconde moitié du XVIII^e siècle ; mais il semble bien qu'entre 1785 et 1805 le niveau de l'emploi était relativement élevé, avec des salaires de 14 ou 15 shillings par semaine pour une journée de douze heures. Au début du siècle, le métier dut faire face à des réajustements difficiles. Le climat austère de la société antijacobine diminuait la demande des magnifiques bas de la période prérévolutionnaire, bien que cela fût compensé partiellement par une augmentation de la demande pour la bonneterie plus simple et par l'introduction progressive de la dentelle fabriquée à la machine. Les tricoteurs sur métier subissaient une dégradation croissante de leur état, et ils réagirent avec vigueur. Comme dans le cas des tisserands, il y eut des magistrats et des maîtres qui attribuèrent l'insubordination des travailleurs au « goût du luxe et à la licence » dus à leur richesse antérieure. « Chez ces hommes, les discussions politiques, la perdition par le jeu ou la dissipation à l'auberge remplaçaient les devoirs de leur métier pendant la première partie de la semaine, et ils gagnaient assez pendant les trois ou quatre jours qui restaient pour couvrir les dépenses courantes » – « les ordres inférieurs étaient presque universellement corrompus par l'abondance et la dépravation, à un point à peine croyable [...][116] ».

Les doléances des tricoteurs sur métier étaient complexes, et, pour bien les comprendre, il faut prêter une attention minutieuse

116. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 222-226 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 28-34.

aux aspects propres de la profession[117]. Dans les Midlands, on fabriquait non seulement des bas ordinaires et de fantaisie, mais aussi des gants, des bretelles, des mitaines, des corsages de tulle, des pantalons à sous-pieds, des cravates et divers autres articles ; et Leicester, où beaucoup de travaux délicats étaient réalisés, ne fut pas si durement atteint durant la période du luddisme que Nottingham. Toutes les doléances portaient sur les divers moyens auxquels avaient recours les bonnetiers les moins scrupuleux pour économiser du travail et réduire les coûts. Dans certains villages, le système du « paiement en nature » était si répandu qu'il s'était pratiquement substitué au versement du salaire. Le paiement à la tâche impliquait une évaluation compliquée des pièces qui, dans le cas de la dentellerie, reposait sur la finesse des fils. Les travailleurs se plaignaient d'être systématiquement sous-payés, comme pour des travaux de qualité inférieure, et disaient que les maîtres refusaient d'employer pour mesurer les fils un instrument appelé « crémaillère » (*rack*). Les tricoteurs sur métier devaient encore déduire de leurs maigres salaires les sommes qu'ils consacraient aux coutures, aux aiguilles, à l'huile et les frais de déplacement pour aller chercher et rapporter l'ouvrage. Des intermédiaires sans scrupule, des commerçants marrons appelés *bag hosiers*, parcouraient les villages à la recherche d'ouvriers sous-employés ou qui voulaient s'épargner les allées et venues chez les grands marchands de Nottingham, et ils les persuadaient d'accepter des salaires inférieurs au taux en vigueur. Mais les doléances les plus importantes portaient sur le « travail bâclé » (*cut-ups*) et les « travailleurs au rabais » (*colting*).

« *Il n'y a pas de nouvelles machines à Nottingham et dans ses environs qui provoquent la vengeance des ouvriers* », écrivait en 1811 la *Nottingham Review*, un journal radical des classes moyennes :

117. On trouve les descriptions les plus claires dans F.O. Darvall, *op. cit.*, chap. II ; et dans A. Temple Patterson, *Radical Leicester*, chap. III. Voir aussi F.A. Wells, *History of the Midlands Hosiery Trade*, 1935.

> Les machines, ou *métiers* [...] ne sont pas détruites par hostilité à toute innovation [...] mais parce qu'elles permettent de fabriquer des marchandises de peu de valeur, d'apparence trompeuse, qui portent atteinte à la renommée de la profession et qui, de ce fait, contiennent les germes de sa destruction[118].

Le « travail bâclé » consistait, en l'occurrence, à fabriquer des bas (et d'autres articles) à partir de grandes pièces de tissu tricoté, produites sur un métier de grande dimension, découpées ensuite à la forme requise puis cousues ensemble[119]. Ces articles étaient bon marché et pouvaient être produits à une échelle beaucoup plus grande que sur les métiers à bas traditionnels. Mais ils étaient sévèrement critiqués dans la profession, et cela pour plusieurs raisons. Les ouvriers, et bien des maîtres artisans, affirmaient que le produit était de qualité très inférieure et que les coutures se défaisaient. Le commun des mortels ne pouvait guère faire la différence avec le produit authentique. Les nouveaux articles arrivaient ainsi à se vendre moins cher que la bonneterie fabriquée « selon la bonne tradition du métier », et cela au moment même où la demande fléchissait à la suite de l'effondrement du marché sud-américain et de la stagnation générale qui suivit l'adoption des « Ordres en Conseil ». La qualité inférieure du « travail bâclé » blessait aussi la fierté de l'homme de métier et discréditait la production de l'ensemble de la profession. D'ailleurs, il y avait un lien entre la qualité du travail et l'emploi des « travailleurs au rabais », c'est-à-dire l'embauche d'une main-d'œuvre non qualifiée et le gonflement du nombre des apprentis. Des techniques de production bon marché entraînaient l'utilisation d'une main-d'œuvre bon marché et non qualifiée. Le tricotage sur métier était en passe de devenir un métier « indigne ».

Les tricoteurs sur métier, comme les tondeurs de drap, avaient une longue tradition de défense de leurs intérêts, tant par des moyens violents que par des moyens constitutionnels. Une organisation,

118. *Nottingham Review*, 6 décembre 1811.

119. Pour l'opposition au métier large en tant que tel, voir des lettres dans *Leicester Journal*, 13 décembre 1811, *Derby Mercury*, 19 décembre 1811.

nommée Compagnie des tricoteurs sur métier, avait obtenu une charte sous Charles II, mais, au cours du XVIII^e siècle, l'industrie des Midlands s'était développée sans tenir compte de ses prescriptions, et cette charte était tombée dans l'oubli. Il y eut ensuite, en 1778 et en 1779, une tentative résolue pour imposer un salaire minimum légal. Lorsque le projet de loi fut repoussé, il y eut des émeutes et des destructions de machines. En 1787, un barème de prix fut négocié entre les marchands bonnetiers et les ouvriers, qui devait rester dans une certaine mesure en vigueur pendant vingt ans. À partir de 1807, les salaires baissèrent, et les ouvriers eurent de nouveau recours à l'agitation constitutionnelle. La vieille Compagnie des tricoteurs sur métier réapparut ; les compagnons payaient une cotisation très lourde de 1 livre 13 shillings 6 pence pour y entrer. Plusieurs actions furent engagées. Un procès contre la pratique du « travail au rabais » fut gagné. Toutefois, la somme de 1 shilling de dommages et intérêts accordée par le jury ne suffit pas à décourager d'autres contrevenants. Les salaires baissèrent d'un tiers par rapport à leur niveau de 1807. En 1811, Gravener Henson, qui apparaissait alors comme le principal dirigeant des ouvriers, introduisit l'une des rares actions en justice qui aient été menées contre les maîtres dans le cadre des *Combination Acts*. Il démontra que les bonnetiers s'étaient associés pour réduire les salaires et avaient publié leurs résolutions dans la presse de Nottingham. Les juges refusèrent de prendre en considération sa plainte, et le greffier refusa de délivrer un mandat[120].

Exactement comme les tondeurs de drap, les tricoteurs sur métier eurent conscience que tous les statuts qui auraient pu leur fournir une protection étaient abolis ou ignorés, tandis que chaque tentative pour faire respecter leurs droits par l'action syndicale était illégale. Même si, avant 1811, certains bonnetiers souhaitaient eux aussi la

120. J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*., p. 66 ; *The Skilled Labourer*, p. 227 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 43 ; *Committee on Framework-Knitters' Petitions*, 1812 ; J.D. Chambers, « The Framework-Knitters' Company », *Economica*, novembre 1929.

suppression du « travail bâclé » et des « travailleurs au rabais », les clivages entre les classes s'accentuaient de mois en mois, et la bonne entente qui prévalait auparavant entre les employeurs favorables à une réforme politique et leurs employés avait disparu. Toutefois, on a de bonnes raisons de supposer qu'en 1811-1812 certains bonnetiers qui respectaient les barèmes de rémunération et n'avaient pas recours au « travail bâclé » manifestèrent activement leur solidarité avec les objectifs des luddistes, sinon avec leurs méthodes. Car le luddisme, à Nottingham comme dans le Yorkshire, était très sélectif. Ne furent détruits que les métiers sur lesquels on produisait des articles à vil prix ou du « travail bâclé ». Lorsque des marchandises furent tailladées sur le métier ou saisies lors du transport, seul le « travail bâclé » fut détruit, et la marchandise qui présentait de bonnes lisières ne fut pas touchée. La distinction apparaissait clairement dans la chanson *General Ludd's Triumph* :

> Que les coupables craignent, mais point de vengeance
> Contre la vie ou la Propriété de l'homme honnête,
> Son ire est entièrement dirigée contre les métiers larges
> Et contre ceux qui baissent les prix en vigueur.
> Ces Machines de malheur sont condamnées à mourir
> Par un vote unanime de la Corporation
> Et Ludd qui peut défier toute opposition
> Fut désigné pour en être le Grand Exécuteur.
>
> Que le grand Ludd ait du mépris pour les Lois
> Ne saurait être critiqué que par quiconque ne réfléchit pas un instant
> Que la *vile Imposture* à elle seule fut la cause
> Qui produisit ces effets malheureux.
> Que la haute cesse d'opprimer les humbles
> Et Ludd rengainera son épée conquérante,
> Que ses griefs sur-le-champ se voient apaisés
> Et la paix sera aussitôt restaurée.
>
> Que les sages et les grands prêtent leur aide et conseil
> Et ne retirent jamais leur assistance
> Jusqu'à ce que l'ouvrage bien fini et au juste prix d'autrefois

Soit garanti par la Coutume et par la Loi.
Alors les Gens du Métier, cette dure bataille une fois gagnée,
Porteront leur art dans toute sa splendeur,
L'ouvrage bâclé et au rabais
Ne privera plus de pain l'honnête travailleur[121].

En fait, les tricoteurs sur métier allaient jusqu'à réclamer une reconnaissance constitutionnelle de la destruction de machines. La charte accordée par Charles II comportait une clause autorisant la Compagnie des tricoteurs sur métier à nommer des inspecteurs pour examiner les marchandises et détruire celles qui seraient mal fabriquées ou trompeuses. Cette autorisation, les luddistes voulaient maintenant en faire un droit. En réponse aux proclamations de la magistrature contre leurs activités, ils publièrent une contre-DÉCLARATION truffée d'« attendus » et de « considérants », où ils annonçaient leur intention et leur droit de « casser et détruire tous les métiers, quels qu'ils soient, qui produisent des contrefaçons, et tous les métiers, quels qu'ils soient, sur lesquels ne sont pas respectés les prix convenus jusque-là entre les Maîtres et les Ouvriers ». Une liste de machines et de pratiques illicites y était jointe[122].

La grande époque du luddisme dans le Nottinghamshire s'étendit entre mars 1811 et février 1812, avec deux moments particulièrement intenses – mars et avril – puis de novembre à janvier, lorsque les destructions de machines gagnèrent aussi les comtés de Leicester et de Derby. Pendant cette période, un millier peut-être de métiers furent détruits, dont chacun coûtait entre 6 000 et 10 000 livres, et beaucoup de marchandises furent endommagées. Nous reviendrons sur ces événements. Mais, à Nottingham, il y a un mouvement de balancier intéressant entre les contestations luddiste et constitutionnaliste, et il est possible qu'elles aient été toutes deux dirigées – au moins jusqu'en 1814 – par la même organisation syndicale au sein

121. Texte dans H.O. 42.119 (sur l'air de *Poor jack*).

122. Conant et Baker au ministère de l'Intérieur, H.O. 42.119, reproduit en partie dans F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 170.

de laquelle les luddistes et les partisans de l'agitation constitutionnaliste (dirigés probablement par Gravener Henson) se divisaient en tendances opposées. La grande époque du luddisme prit fin avec l'adoption du projet de loi qui faisait de la destruction de machine un crime capital ; cette loi, « Ned Ludd », dans sa DÉCLARATION, la considéra comme « nulle et non avenue », car obtenue « de manière frauduleuse, intéressée et électoraliste ». Néanmoins, l'adoption de la loi en février 1812 inquiéta tellement les tricoteurs sur métier qu'ils se constituèrent d'urgence en association quasi légale, le « Comité unifié des tricoteurs sur métier », dont les papiers (saisis en 1814) ont été en grande partie conservés.

Le premier soin du comité de Nottingham fut d'entrer en correspondance avec Londres, Leicester, Derby et même Dublin, Tewkesbury et Glasgow ; il essaya en même temps (sans succès) d'obtenir un ajournement du vote du texte de loi incriminé, pour que ses objections pussent être entendues par la Chambre. Les réponses des correspondants illustrent les immenses difficultés rencontrées pour créer une association légale quelle qu'elle soit. En provenance de Leicester (20 février 1812) :

> Nous pensâmes nécessaire de nous mettre sous la protection du grand Bouclier de la Loi et de solliciter le Concours des Magistrats de la Ville [...] pour tenir une réunion de l'ensemble du Corps de Métier [...]

Et de Derby (3 mars 1812) : « les Magistrats de ce Bourg pourri n'admettent pas que l'on y tienne une réunion du Corps de Métier. » À Londres, où ne restaient plus qu'une centaine de tricoteurs sur métier, les magistrats de Hatton Garden étaient moins sévères, mais (4 mars 1812) « deux officiers de police assistaient à notre réunion pour pouvoir garantir au juge que le déroulement était légal ». Un correspondant de Tewkesbury signala (2 mars) que le magistrat avait interdit la tenue d'une réunion et que les lettres avaient été ouvertes. Thomas Latham (qui, avec Henson, assura l'essentiel de la correspondance) adressa une lettre cinglante au maire de « Tukesbury » :

> Ne savez-vous pas, monsieur, que la Loi appelée communément « Loi du Bâillon » [*Gagging Act*] est depuis longtemps morte de mort naturelle ?

Qu'il prenne garde, sinon le peuple « risque de se laisser aller à commettre des crimes en cherchant à exercer sa *vengeance* quand on l'empêche d'exercer ses *droits* ». Malgré ces difficultés, des comités furent créés dans tous les centres, et une correspondance fut entretenue avec les tricoteurs sur métier de Sheffield, Sutton-in-Ashfield, Belper, Heanor, Castle Donnington et Godalming[123].

Le but du comité de Nottingham était de promouvoir un projet de loi qui apporterait aux tricoteurs sur métier le soutien du Parlement. Certains comités suggérèrent une pétition en faveur d'une loi sur le salaire minimum. Le comité de Nottingham s'y opposa :

> Il est bien connu que les gouvernements n'interviennent pas dans la régulation du *quantum* des salaires à payer pour un certain *quantum* de travail ; le faire signifierait déjà que l'on ait recours à la pratique détestable qui consiste à fixer un *maximum* et un *minimum* pour une marchandise dont le prix fluctue avec notre prospérité et notre pauvreté nationales. [...] Il est vrai que le Gouvernement est intervenu jadis dans la régulation des salaires, mais ces temps sont bien révolus ; les écrits du Dr. Smith ont changé l'opinion de la catégorie cultivée de la société sur ce sujet. Donc, vouloir majorer les salaires par une action parlementaire serait aussi absurde que de vouloir régler les vents.

En clair, Henson et ses collègues avaient pris la mesure de l'opposition. S'ils voulaient obtenir les majorations de salaires qu'ils réclamaient (disait le comité de Nottingham), ce serait par le truchement d'une législation plus détaillée qui empêcherait les diminutions *indirectes* :

> Et le Comité est d'avis [...] que les récents excès constatés dans cette ville et ses environs ont pour origine *les multiples impositions que subissent*

123. Archives de Nottingham et *Records*, VIII, p. 139.

*les ouvriers de la part des bonnetiers en l'absence d'une réglementation parlementaire.*

Son intention était donc de proposer une loi qui comporterait un certain nombre de clauses précises : 1° réglementer la taille du matériel en fixant le nombre de *jacks* (à savoir le nombre de fils dans le métier à bas) ; 2° rendre obligatoire le marquage de tous les bas, afin de pouvoir distinguer entre la bonne et la mauvaise qualité ; 3° rendre obligatoire l'introduction de la crémaillère (*rack*) dans l'évaluation du paiement à effectuer pour la dentelle mécanique ; 4°proscrire les copies à bon marché des marchandises de qualité supérieure ; 5°rendre obligatoire l'affichage des listes des prix dans chaque atelier ; 6° donner aux juges de paix le pouvoir de réglementer les loyers des métiers.

Une proposition de loi fut rédigée « pour la Prévention des Fraudes et Abus dans la Manufacture du Tricotage sur Métier », qui comprenait plusieurs de ces clauses, ainsi que l'interdiction du paiement en nature. Une pétition et des listes de souscription en faveur du projet de loi furent largement diffusées en mars 1812. À la fin du mois d'avril, plus de 10 000 signatures de tricoteurs sur métier avaient été réunies (« *N.B.* Tous les Hommes de la profession peuvent signer, mais pas les Femmes ») :

| | |
|---|---|
| Nottingham | 2 629 |
| Comté de Nottingham | 2 078 |
| Leicester | 1 100 |
| Comté de Leicester | 2 057 |
| Derby | 239 |
| Comté de Derby | 1 809 |
| Tewkesbury | 281 |
| Godalming | 114 |
| Londres | 92 |

Les listes de souscription indiquent que le soutien s'étendit au-delà des rangs des tricoteurs sur métier (on y trouve des dons provenant de

cabaretiers, épiciers, boulangers, bouchers, meuniers, fermiers, imprimeurs, de quelques maîtres bonnetiers et de beaucoup d'artisans). Les caisses de secours aux malades furent appelées à contribuer. En juin, lorsque le projet de loi fut présenté au Parlement, un soldat écrivit pour proposer de faire une collecte dans le régiment de la milice de Great Yarmouth, cependant que le comité faisait connaître qu'il avait reçu la « généreuse souscription de Lord Biron ».

De la seconde moitié d'avril jusqu'à la fin du mois de juillet, Henson, Large, Latham et d'autres délégués firent de fréquents séjours à Londres pour suivre le vote de la proposition de loi. Leurs rapports sur la City n'étaient guère enthousiastes. Les syndicalistes, qui étaient aussi des travailleurs qualifiés, leur parurent hautains, et les frais de déplacement accordés par l'association étaient de surcroît calculés au plus juste. Le 22 avril, ils rapportèrent qu'ils avaient passé leur première nuit à l'auberge *The Swan with Two Necks*, à Lad Lane :

> Quand, pour un Souper froid de Bœuf, l'Hébergement et le Service, ils réussirent à nous soustraire 25 shillings, Tommy Small [c'est-à-dire Thomas Large] s'écria, tout en se grattant la Tête : « C'est le Diable que Lond'es !!!!!! »

(Henson, qui retourna à Nottingham en mai, écrivit à ses collègues pour leur demander si « Londres s'est amélioré quant à l'Odeur ».) Le prix de revient de toute l'affaire fut élevé. La plupart des fonds furent engloutis dans les frais judiciaires et parlementaires, mais il y eut aussi les frais de voyage et les dépenses des délégués (Henson fit à la mi-juin une visite rapide à Dublin), une allocation (14 shillings par semaine) à leurs épouses et une allocation supplémentaire (3 shillings par jour) aux membres du comité engagés à temps plein pour collecter les fonds. La mobilisation des tricoteurs sur métier eux-mêmes fut inégale. Leicester, dont la bonneterie en laine peignée n'avait pas encore souffert autant que les cotonnades de Nottingham, ne manifesta pas un enthousiasme débordant : « La Ville ne contient pas une demi-douzaine de bons gars, avait écrit Large en avril, et ceux qui le

sont appartiennent aux compagnons de Sherwood[124]. » Au mois de mai, un membre du comité s'était plaint amèrement de l'absence de soutien dans les villages du Nottinghamshire qui travaillaient dans la branche de la bonneterie simple (à deux aiguilles) ; les tricoteurs sur métier y craignaient que le projet de loi ne profite qu'à ceux qui travaillaient dans la dentelle et la soie : « J'ai tourné pendant deux jours et je n'ai pas pu soutirer un *Peney* ; ils m'accueillaient avec autant de plaisir qu'un mal de dents. » Comme les mois passaient, on commençait à poser des questions sur les frais engagés pour entretenir des délégués à Londres et leurs épouses à la maison. (On rencontre immanquablement de telles jalousies dans chaque mouvement syndical naissant.) En outre, alors que le comité s'employait activement à empêcher les bris de machines, qui auraient porté préjudice à la présentation de leur projet devant le Parlement, les esprits s'échauffaient à Nottingham, où, en mars, sept luddistes furent condamnés à des peines de déportation de sept ou quatorze ans. Le comité connaissait sans aucun doute les dirigeants du mouvement luddiste de l'année précédente ; peut-être même certains d'entre eux y participaient-ils. La seule tentative d'assassinat pendant les troubles des Midlands eut lieu au mois d'avril : un patron bonnetier du nom de William Trentham fut blessé devant sa maison. Avant l'agression, une lettre anonyme du « Capitaine » dénonçait la surexploitation des femmes par Trentham :

> Vous devez savoir, monsieur, que ces pauvres Filles sont fortement soumises à la tentation de devenir prostituées, à cause de leur extrême pauvreté. Le Capitaine m'autorise à dire que, ces Personnes étant sans défense, il considère qu'elles sont sous sa protection immédiate, car il pense que leurs Salaires sont les plus bas de l'Angleterre.

De Leicester, le secrétaire du comité local écrivit, épouvanté, aux délégués de Londres :

124. C'est-à-dire les luddistes.

> J'ai été informé que M. Trantham, Bonnetier à Nottingham, a été blessé par balle lundi soir devant sa propre porte ; on me dit que, samedi dernier, il a *rogné* 2 pence par paire sur le salaire de ses ouvriers en leur disant de le dire à *Ned Ludd*. Je ne sais pas si c'est vrai, mais il est certain que ce n'est pas le moment d'irriter l'opinion publique en l'offensant grossièrement.

Il y a un côté pathétique dans la manière dont se déroulèrent les événements à Londres. Les représentants des tricoteurs sur métier – et Henson en particulier – firent un récit fort impressionnant de leur affaire devant la Commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi[125]. Les délégués furent aussi très actifs dans leur contacts avec les députés. Ils leur montrèrent des exemples de travail mal fait et bâclé, et distribuèrent des échantillons de leurs meilleurs ouvrages (payés sur les fonds du comité) aux personnes influentes. Le prince régent reçut des bas, des soieries et des mouchoirs. Sidmouth reçut la députation avec bienveillance et commanda des bas et un châle pour ses filles. Les délégués eurent l'impression d'être sur le point de réussir. À la veille de la troisième lecture de la proposition de loi, Henson écrivit chez lui, à Nottingham avec des accents de triomphe (30 juin 1812) :

> Nous avons de bonnes raisons de penser que le Prince Régent est également en notre faveur. Nous n'avons plus qu'à nous battre contre les Disciples du Dr. A. Smith dont les principes sont exécrés dans le Royaume tout entier.

Deux jours plus tard, il reprenait la plume sur un ton désabusé. Hume s'était opposé à la proposition de loi, après quoi la séance avait été levée ; « il y avait moins de quarante députés présents, ils s'enfuirent de la Chambre à toutes jambes lorsque notre affaire vint en discussion ». Voilà ce qui restait de longs mois d'oppression, de tenta-

125. Voir *Committee on Framework-Knitters' Pétitions*, 1812, en particulier p. 38-46. L'un des témoins des travailleurs était John Blackner, l'historien de Nottingham, qui était lui-même tricoteur sur métier depuis 1780.

tives d'organisation légale et d'efforts pour obtenir de l'argent et des signatures. La Commission reçut au dernier moment des représentations et des pétitions de la part des grandes maisons de bonneterie de Leicester et de Nottingham. La Chambre décida alors d'enlever *toutes* les clauses du projet de loi qui concernaient la bonneterie, en conservant seulement quelques maigres clauses sur la dentellerie et le paiement en nature. Henson en informa Nottingham dans une lettre qui comportait ce *post-scriptum* rageur :

> *P.S.* Maintenant ils pourront rogner les salaires, bâcler le travail, produire du coton à un fil, ils pourront tricher, voler, chaparder et opprimer à leur guise.

Les délégués se présentèrent chez le chef radical, dans l'espoir de faire rétablir quelques-unes des clauses éliminées :

> Sir Francis Burdett nous dit que le Parlement n'intervenait jamais dans les Conflits entre Maîtres et Ouvriers. [...] Sir Francis ne se chargea pas de soutenir notre proposition et quitta même la Chambre [...] c'est le Parti *ministériel* de la Chambre qui défend notre projet de Loi.

C'est une loi émasculée qui fut adoptée en troisième lecture, le 21 juillet, malgré une autre intervention, longue et hostile, de Hume : « Les Ministres se prononcèrent pour le projet de Loi, 12 Personnes prirent part au Vote, les Patriotes avaient déserté la Chambre comme d'habitude. » Mais il est difficile de comprendre le jeu que jouait le « parti ministériel », car, trois jours plus tard, le projet fut rejeté sans autre forme de procès par la Chambre des lords. L'intervention la plus violente contre le projet (il n'y en eut aucune en sa faveur) fut celle de Lord Sidmouth : il « espérait qu'avec l'aide de Dieu jamais plus il ne serait question de faire figurer un pareil principe dans un projet de loi présenté devant cette Chambre[126] ».

Pourtant, l'histoire de l'organisation des tricoteurs sur métier ne

126. Archives de Nottingham, 3984, I et II, *passim* ; *Records*, VIII, p. 139-162 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 229, 270.

s'arrête pas là. En bref, après le rejet de la proposition de loi, le comité prit des mesures pour renforcer l'organisation. Ils se renseignèrent sur la manière dont « les Menuisiers, Tailleurs, Cordonniers et Couteliers dirigeaient leur Association » ; une nouvelle constitution fut rédigée (peut-être avec les conseils de Sir Samuel Romilly) ; l'association s'appelait dorénavant « La Société pour l'Obtention du Soutien parlementaire et pour l'Avancement des Artisans dans le Perfectionnement du Machinisme[127] ». Sous cette dénomination, elle eut une existence effective pendant près de deux ans et distribua des secours et des indemnisations de chômage et de grève ; l'organisation réussit à faire engager quelques-uns de ses membres directement dans la manufacture ; et ses activités eurent suffisamment d'impact pour décourager une recrudescence du luddisme. Toutefois, en 1814, il y eut de nouvelles destructions de machines. Selon une des versions données, ce fut contre l'avis de Henson et de la tendance « constitutionnelle » ; selon une autre version, ce fut une forme supplémentaire de lutte syndicale, et de petits groupes de luddistes furent financés par le syndicat. À l'occasion d'une grève dans un grand atelier de bonneterie de Nottingham, un « comité secret » des bonnetiers et du corps de métier entra en action. Depuis toujours, des espions avaient été employés pour surprendre les faits et gestes de l'organisation syndicale. Deux des responsables de l'organisation furent arrêtés et emprisonnés, et leurs documents saisis. Les destructions de machines se produisirent sporadiquement jusqu'en 1817, cependant que l'organisation syndicale continuait ses activités avec vigueur dans la clandestinité. La méthode du secret cédait le pas inéluctablement à des manifestations de masse publiques et disciplinées, ainsi qu'à des négociations publiques[128].

127. Un exemplaire de *Articles et General Regulations*, Nottingham, 1813, dans les Archives de Nottingham, 3984, II, f. 126.

128. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 229-254 ; W. Felkin, *op. cit.*, p. 238 ; A. Temple Patterson, *op. cit.*, chap. VI et VII ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 139-150, 155-159 ; A. Aspinall, *op. cit.*, p. 169-183, 230, 234-242, 320-328. Pendant un court laps de temps, Henson fut permanent du syndicat.

Ce récit concerne déjà, pour l'essentiel, la période de l'après-luddisme. Mais l'histoire de l'avortement de la loi destinée à réglementer le tricotage sur métier illustre bien l'impasse dans laquelle étaient enfermés les syndicalistes pendant les années du luddisme. Bien que nous ne possédions pas de documents nous permettant de connaître aussi nettement les sentiments des dirigeants des tisserands et des tondeurs de drap, il est certain que ceux-ci s'étaient heurtés aux mêmes difficultés lors de leur recours infructueux et coûteux au Parlement, entre 1800 et 1812. Nous avons déjà retracé en détail l'histoire des tisseurs de coton du Lancashire. Soulignons que le luddisme, dans le Lancashire, se développa pendant une phase de crise entre le paternalisme et le laissez-faire, exactement comme dans le cas de la bonneterie et des industries de la laine. Jusque dans les années 1800 et 1803, les tisserands avaient pu, après une âpre lutte, s'assurer au moins une protection formelle avec les *Cotton Arbitration Acts*. Les tisseurs de coton du Lancashire étaient déjà en correspondance avec ceux de Glasgow, et (selon le colonel Fletcher de Bolton) leur agitation « prend naissance dans les *Sociétés jacobines* et est conçue comme un moyen d'entretenir dans l'esprit des Tisserands une Effervescence continuelle [...][129] ». Le succès remporté avec les *Arbitration Acts* s'avéra illusoire. Tandis que les juges se voyaient conférer des compétences accrues pour jouer le rôle de médiateurs et imposer un salaire minimum,

> les Juges, qui par leur rang et leur fortune étaient plus proches des Maîtres, et qui aussi les connaissaient mieux, car ils se rencontraient

---

En 1816, il intenta et gagna deux procès contre des bonnetiers pour violation des lois contre le paiement en nature. En 1817, il fut arrêté pendant un séjour à Londres alors qu'il faisait circuler des pétitions pour la grâce de condamnés luddistes ; et il fut détenu en prison pendant dix-huit mois, sans qu'aucune charge fût retenue contre lui, pendant la suspension de l'*Habeas corpus*.

129. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 67 et (pour les lois d'arbitrage) p. 62-69, 72 *sq.*

en dehors de leur travail, ne mettaient pas un zèle excessif à s'occuper de l'affaire[130].

La campagne pour le salaire minimum connut sa première crise en 1807-1808, avec la multiplication des pétitions, des manifestations et des grèves et, enfin, avec l'arrestation du colonel Hanson[131]. Selon un témoin écossais qui dit avoir pris une part importante à l'organisation, un puissant syndicat existait chez les tisserands à l'échelle nationale entre 1809 et la fin de 1812. Il avait son centre à Glasgow et des bastions en Écosse, dans le Lancashire, à Carlisle et dans le nord de l'Irlande[132]. En 1811, les tisserands reprirent leurs efforts pour obtenir une loi sur le salaire minimum. Des pétitions réclamant une protection contre les employeurs sans scrupule furent signées par 40 000 tisserands à Manchester, 30 000 en Écosse et 7 000 à Bolton. Des divergences dans les conseils que tenaient les tisserands semblent se faire jour en 1812 ; ceux du Lancashire abandonnèrent tout espoir de protection et se tournèrent vers le luddisme, alors que ceux de Glasgow et de Carlisle décidèrent de mener des actions longues et coûteuses devant les tribunaux sur la question de la réglementation des salaires et de l'apprentissage. Les ouvriers de Glasgow gagnèrent effectivement leur cause à l'issue d'une bataille juridique très coûteuse menée jusque devant les tribunaux supérieurs. Mais les manufacturiers refusèrent aussitôt de payer le minimum fixé par les juges lors des sessions trimestrielles de la justice de paix (*Quarter Session*). Ce refus provoqua (en novembre et décembre 1812) une grève des tisserands, qui fut remarquablement bien suivie, s'étendant d'Aberdeen à Carlisle, et qui se déroula dans un ordre impressionnant. Les ouvriers étaient décidés (dit Richmond) à imposer par « un unique effort moral simultané » les salaires accordés par la loi, et décidés aussi à « offrir

130. Par « One who Pities the Oppressed », *The Begger's Complaint against Rack Rent, Landlords, Corn Factors, Great Farmers, Monopolizers, Paper Money Makers and War [...]*, Sheffield, 1812, p. 100 *sq.*

131. Cf. *supra*, p. 365-366.

132. A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 14-28.

une résistance ultime pour la défense de leur rang dans la société ». Les dirigeants de Glasgow (« des gens d'une compétence et d'un sang-froid merveilleux »), qui s'étaient donné la peine de consulter des juristes avant chaque décision et de rester dans les limites de la légalité, furent alors arrêtés et condamnés à des peines de prison allant de quatre à dix-huit mois. Quand, deux ans plus tard, les clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain furent révoquées, une autre pétition – émanant cette fois des tisserands du Lancashire – déclara que « la nouvelle Loi révoquant la précédente a frappé l'esprit des Pétitionnaires plus que l'on ne saurait l'imaginer, car elle ne leur laisse plus d'espoir [...][133] ».

Le sort des dirigeants des tisserands de Glasgow fut l'exemple le plus criant de la situation généralement difficile dans laquelle se trouvaient les syndicalistes à cette époque. Et c'est ici que convergent les différents points de notre analyse des causes qui ont provoqué l'apparition du luddisme. Il est évidemment facile de se rabattre sur une « explication économique » oiseuse, qui attribue le luddisme au simple jeu de cause à effet des Ordres en Conseil. Il est vrai que le Blocus continental de Napoléon et les mesures de rétorsion que furent les Ordres en Conseil avaient fini par perturber gravement les marchés des textiles britanniques au point que les industries du Lancashire, du Yorkshire et des Midlands stagnaient. La guerre et les mauvaises récoltes successives avaient contribué à élever le prix des produits alimentaires à des niveaux de « famine ». Mais cela ne suffit sûrement pas à expliquer le luddisme ; cela peut aider à expliquer son déclenchement, mais non sa nature. Ces années de détresse, 1811 et 1812, ajoutèrent le suprême fléau de la faim aux autres problèmes. Chaque procédé utilisé par les patrons les moins scrupuleux pour économiser du travail et réduire sa valeur (métiers mécaniques, métiers à tondre ou « travail bâclé ») n'en apparaissait que plus odieux. Mais

133. Voir *ibid.*, p. 29-40, et le témoignage de Richmond, *Second Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 59 *sq.* ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 85, 88 ; A. Aspinall, *op. cit.*, p. 137-150, particulièrement J.J. Dillon à Sidmouth, p. 143 *sq.*

la nature du luddisme n'était pas celle d'une protestation aveugle ou d'une émeute de la faim (comme il y en eut dans beaucoup d'autres régions). Il ne convient pas non plus de voir dans le luddisme une forme de syndicalisme « primitif ». Nous l'avons vu, les hommes qui organisaient, protégeaient ou excusaient le luddisme n'étaient pas des primitifs, loin de là. Ils avaient de l'astuce et de l'humour ; certains d'entre eux étaient comparables aux artisans londoniens pour leur maîtrise de la réflexion et de l'expression. Certains avaient lu Adam Smith ; plus nombreux étaient ceux qui avaient un peu étudié la législation sur les syndicats. Tondeurs de drap, tricoteurs sur métier et tisserands étaient capables de diriger une organisation complexe, de s'occuper de la correspondance et des finances, d'envoyer des délégations jusqu'en Irlande ou de maintenir des liens réguliers avec le West Country. Tous avaient eu affaire, par l'intermédiaire de leurs représentants, avec le Parlement ; tandis que les tricoteurs sur métier qui avaient accompli leur apprentissage étaient « bourgeois » (*burgesses*) et électeurs à Nottingham.

On doit comprendre que l'apparition du luddisme se situe au point critique de l'abrogation de la législation paternaliste et de l'imposition aux travailleurs, contre leur volonté et leur conscience, de la politique économique du laissez-faire. C'est le dernier chapitre d'une histoire qui commence aux XIV^e^ et XV^e^ siècles et dont l'essentiel a été décrit dans *Religion and the Rise of Capitalism* de Tawney. À vrai dire, cette législation paternaliste était à l'origine, et pour l'essentiel, non seulement restrictive, mais aussi punitive pour le travailleur. Néanmoins, elle faisait partie de l'image imprécise d'un état corporatiste et bienveillant, qui sanctionnait légalement et moralement le manufacturier sans scrupule ou l'employeur injuste, et dans lequel les compagnons constituaient un « état » reconnu dans le royaume, si bas fût-il. Il était possible, au moins en théorie, de demander au juge de paix, en dernier recours, son arbitrage ou sa protection, et, même si les travailleurs avaient appris dans la pratique que l'on ne devait pas en attendre grand-chose, il n'en restait pas moins que les juges étaient appréciés en fonction de cette théorie. La fonction de l'industrie était de fournir un moyen de subsistance à ceux qui y étaient

employés ; toutes pratiques ou interventions manifestement nuisibles au bien du « Métier » étaient répréhensibles. Le compagnon était fier de son habileté professionnelle, non seulement parce qu'elle augmentait sa valeur sur le marché du travail, mais parce qu'elle faisait de lui un homme de métier.

Cet idéal peut très bien n'avoir jamais été rien de plus qu'un idéal ; à la fin du XVIII[e] siècle, il avait peut-être fait son temps. Mais il était néanmoins d'une importance significative dans la mesure où il définissait ce qui *devrait* être, ce à quoi se référaient les artisans, les compagnons et beaucoup de petits maîtres. Bien plus, cet idéal se perpétuait dans les valeurs et les coutumes des communautés artisanales les plus traditionnelles. Les compagnons le célébraient lorsqu'ils fêtaient avec éclat et entrain la fête de saint Crispin, patron des cordonniers, le jubilé des « guildes » de Preston ou la fête du saint évêque Blaise, patron des peigneurs de laine. Les premiers syndicats quasi légaux reprirent cette tradition dans les emblèmes de leurs cartes d'adhésion : les tondeurs, avec leur écusson surmonté de cisailles croisées, entre les figures de la justice et de la liberté ; les cordonniers, avec leur devise « Que les Fabrications des Fils de Crispin soient aux Pieds du Monde entier » ; et tous les syndicats, avec leurs proclamations et manifestes, signés « BY ORDER OF THE TRADE » (« par ordre du métier »). Comme c'est souvent le cas, alors que la tradition était en train de mourir, elle baignait dans une lumière nostalgique.

On oublie parfois avec quelle rapidité fut abolie la législation paternaliste. Les importantes lois de Spitalfields (*Spitalfields Acts*) ne furent adoptées qu'en 1773 et restèrent en vigueur, avec quelques modifications, pendant cinquante ans. Elles assuraient aux tisserands de la soie un salaire minimum légal, ce que les autres tisserands et les tricoteurs s'efforcèrent en vain d'obtenir[134]. Les *Cotton Arbitration Acts* (1800-1803), malgré leur inefficacité, servaient au moins à préserver l'idée de protection. Après quoi, en l'espace de dix ans,

134. Sur la question des lois de Spitalfields, voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, chap. IV ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 209 *sq.* ; J.H. Clapham, « The Spitalfields Acts », *Economic Journal*, décembre 1916.

presque tout le code paternaliste disparut. La réglementation de l'industrie de la laine fut suspendue entre 1803 et 1808 et, en 1809, elle fut révoquée. Les clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain le furent en 1813. Les clauses qui donnaient aux magistrats le pouvoir d'imposer un salaire minimum subirent le même sort en 1814 (mais celle qui stipulait qu'il était interdit d'abandonner un travail inachevé resta en vigueur). Les restrictions sur l'emploi des apprentis dans la coutellerie furent annulées en 1814 par le *Cutlers' Bill* de Sheffield. Pendant cette même période de dix ans, les ouvriers, qui étaient sanctionnés, en vertu des *Combination Acts*, pour toute action syndicale directe, eurent de plus en plus souvent recours aux tribunaux pour faire appliquer une législation en voie de tomber en désuétude. Des actions furent ainsi engagées par les travailleurs de la laine au sujet des laineuses mécaniques et de l'apprentissage, par les tricoteurs sur métier au sujet du « travail au rabais » et du « paiement en nature », par les tisseurs de coton à propos de l'apprentissage et de l'application du salaire minimum, et plus d'une dizaine de procès furent intentés par les métiers de Londres (carrossiers, serruriers, artisans mécaniciens et autres) entre 1809 et 1813[135]. La grande majorité de ces procès furent des échecs. Ceux, très rares, qui furent gagnés épuisèrent les fonds des syndicats pour des dommages et intérêts dérisoires. Enfin, c'est aussi pendant cette période que les derniers contrôles coutumiers ou légaux sur le système de fixation des prix du marché disparurent, cependant que le droit commun qui sanctionnait l'accaparement et la spéculation cessa d'être appliqué.

Imaginons l'amère expérience de Henson et de Large, dans leur fréquentation ruineuse des milieux parlementaires, multipliée par cent. Les travailleurs comprenaient parfaitement ce qui leur arrivait. Ils étaient pris entre deux feux. D'un côté, ils affrontaient l'ordre établi. Il ne faut pas croire que tous les juges de province, ni même les *lords-lieutenant*, étaient des partisans dogmatiques du laissez-faire. Parfois, ces hommes hésitaient réellement à intervenir contre

135. Voir T.K. Derry, « Repeal of the Apprenticeship Clauses », *loc. cit.*, p. 71, 72.

les compagnons et désapprouvaient même fortement les méthodes des grands patrons. Mais, à partir du moment où les doléances des ouvriers étaient exprimées avec force, elles constituaient une menace pour les valeurs d'ordre. Le châtelain traditionnel pouvait avoir de la sympathie pour le tricoteur sur métier affamé qui s'en remettait à son autorité pour que justice soit faite. Il n'avait aucune sympathie pour les comités secrets, les manifestations de rue, les grèves ou la destruction des biens.

De l'autre côté, les ouvriers avaient à affronter les employeurs, qui étaient de plus en plus soutenus par les théoriciens du laissez-faire. Les lois sur le blé (*Corn Laws*) de 1815 devaient révéler à quel point l'aristocratie et la petite noblesse étaient loin d'accepter en réalité ces thèses. Mais, pour le cabinet de guerre, il était commode d'accepter les arguments de la « libre concurrence », pour autant qu'ils étaient dirigés contre la classe ouvrière, plutôt que contre les propriétaires terriens, par pur opportunisme contre-révolutionnaire. En effet, Lord Sidmouth, lorsqu'il proposa, en 1813, d'abroger les mesures d'arbitrage des salaires, ne voyait guère la nécessité de débattre la question :

> Des esprits aussi éclairés que ceux de Vos Seigneuries n'ont point eu de difficultés à saisir à quel point cet état de choses était pernicieux à la fois pour l'employeur et pour le serviteur, mais surtout pour celui-ci. Vous devez donc tous être convaincus qu'il était opportun d'abroger ces règlements pernicieux[136].

Si des hommes comme les délégués des tondeurs de drap et des tricoteurs sur métier se virent opposer une fin de non-recevoir de la part des ministres, ils ne trouvèrent nul réconfort auprès des radicaux comme Hume ou même Burdett. Ils étaient combattus, d'un côté, au nom de l'ordre établi et, de l'autre, au nom de la liberté économique. Entre les deux, une masse de députés indécis, dont certains se sentirent, peut-être, vaguement coupables de l'injustice commise, choi-

136. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 87.

sirent l'issue la plus facile : « Ils s'enfuirent de la Chambre comme l'éclair quand notre affaire fut discutée. »

Byron, dans son fameux discours à la Chambre des lords contre le projet de loi qui visait à faire du bris de machine un crime capital, ne cédait pas à l'hyperbole quand il déclarait : « Que l'on avance une proposition pour porter secours ou émanciper, et vous hésitez, vous délibérez pendant des années, vous temporisez et brouillez les esprits ; mais une loi de mort doit passer sur-le-champ sans une pensée pour les conséquences. » Les ouvriers sentirent que les liens, même idéalisés, qui les liaient au reste de la communauté par des obligations et devoirs réciproques, étaient en train de se rompre l'un après l'autre. On était en train de les mettre au ban de la Constitution. L'injure était ressentie avec beaucoup d'amertume par ceux qui, comme les tisserands et les tricoteurs, sentaient que leur rang d'artisan était sapé. En 1811, les ouvriers des soieries unis (*Plain Silk Hands*) de Derby s'adressèrent aux maîtres bonnetiers :

> En tant qu'artisans ingénieux qui travaillons sur des matériaux de grande valeur [...] nous estimons avoir droit à un rang plus élevé dans la société : sur le plan des émoluments, nous devrions égaler les artisans de toute première qualité. [...] Bloqués par une loi sur les associations, nous ne pouvons pas nous adresser à vous en tant que groupe constitué et dire que nous demandons une augmentation des salaires, mais nous pouvons dire que LA JUSTICE EXIGE que nous recevions une rémunération pour le travail supplémentaire[137].

« Lorsque nous considérons, déclara un comité de tisserands du Lancashire en 1811, que la Législature est déjà intervenue dans des questions de moindre importance – a établi des lois pour réglementer le prix des *céréales*, pour fixer l'excise sur le *pain* [...] pour augmenter le salaire des *Magistrats et du Clergé* [...] ce Comité ne sait vraiment que penser des raisons avancées selon lesquelles il serait malvenu que le Pouvoir législatif intervienne dans une situation d'une si grande urgence » :

137. *Nottingham Review*, 20 décembre 1811.

> Si vous disposiez de 70 000 votes pour envoyer des Députés siéger dans cette Chambre, votre demande aurait-elle été traitée avec tant d'indifférence, pour ne pas dire d'inattention ? Nous ne le pensons pas[138].

En premier lieu, donc, nous devons considérer le luddisme dans ce contexte. Les compagnons et les artisans se sentaient dépouillés de leurs droits constitutionnels, et c'était là une conviction profondément ancrée. Ned Ludd était le « justicier » ou le « Grand Exécuteur » qui défendait (« par un vote unanime du Métier ») des droits trop solidement établis « par la Coutume et la Loi » pour qu'ils pussent être annulés par quelques maîtres ou même par le Parlement :

> Ne chantez plus vos vieux airs sur Robin des Bois
> Ses exploits je n'admire guère.
> Je chanterai les Hauts Faits du Général Ludd
> Aujourd'hui le Héros du Nottinghamshire [...][139].

Mais, en second lieu, nous ne devons pas surestimer l'isolement des tricoteurs sur métier et des tondeurs. Pendant toute la période des « excès » luddistes, les briseurs de machines avaient le soutien de l'opinion publique des Midlands et du West Riding. Les grands employeurs, et le système industriel en général, soulevaient une profonde hostilité chez les milliers de petits maîtres. En 1795, les petits maîtres drapiers du West Riding avaient lancé une campagne active en faveur d'un projet de loi « afin de restaurer et de préserver le vieux système de fabrication du Drap [...] ».

> Jusqu'à la période récente, le Système consistait à faire fabriquer le drap par des Personnes qui habitaient dans les différents villages du Comté, et à le vendre dans les Halles publiques de Leeds aux marchands qui ne s'occupaient pas de la fabrication.

138. H.O. 42.117. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 84, 85, pour de plus amples extraits de ce remarquable document.

139. *General Ludd's Triumph*, in H.O. 42.119.

> Récemment, plusieurs marchands sont devenus des manufacturiers de Drap et, pour mieux effectuer cette fabrication, ils ont construit de très grands Bâtiments appelés Fabriques, dans lesquels ils ont l'intention d'employer des Drapiers comme s'ils étaient leurs Serviteurs, de sorte que les personnes, qui, avec leurs Familles, avaient été dispersées comme nous l'avons mentionné, soient rassemblées à l'intérieur ou à proximité de ces Bâtiments dans un état de Dépendance.

Le projet de loi (qui voulait empêcher les marchands manufacturiers d'accroître leurs commandes en achetant le drap dans les halles publiques) avait « pour but de préserver un Système d'Organisation de la Profession qui avait créé plus d'Indépendance, de Prospérité et de Moralité, et par conséquent plus de Bonheur que n'importe quelle autre branche de Manufacture du Royaume[140] ».

Le fossé qui séparait un « serviteur », un ouvrier salarié soumis aux ordres et à la discipline du maître, d'un artisan, qui avait le loisir d'« aller et venir » comme bon lui semblait, était assez profond pour que les gens soient prêts à verser leur sang plutôt que d'être contraints à passer d'un bord à l'autre. Et, dans le système de valeurs de la communauté, ceux qui résistaient à la dégradation étaient dans leur droit. En 1797, la première usine à vapeur fut construite à Bradford sous les menaces et les huées de la foule. Les « petits fabricants » du West Riding voyaient dans la création d'Arkwright, hérissée de cheminées, de l'autre côté des Pennines, l'arrêt de mort de leur propre industrie domestique. Les petits maîtres qui soutenaient l'« Institution » ou la « Communauté des Drapiers », entre 1802 et 1806, gardaient au fond d'eux-mêmes une théorie générale d'économie morale.

On oublie facilement la très mauvaise réputation des nouvelles fabriques de coton. C'étaient des centres d'exploitation, des prisons monstrueuses dans lesquelles des enfants étaient enfermés, des centres d'immoralité et de conflits du travail[141] ; par-dessus tout, l'artisan

140. *Heads of Proposed Bill [...]* (ms.), Halifax Reference Library.

141. Comparons ce que dit le tory Cobbett, dans le *Political Register*, 23 juillet 1803 : « Le dimanche, les enfants, qui ont été lâchés de [...] ces pestilentielles prisons que l'on appelle manufactures, peuvent dégourdir

industrieux y était réduit à un « état de Dépendance ». Ce qui était en jeu, c'était tout un mode de vie pour la communauté, et nous devons donc comprendre que l'opposition des tondeurs à certaines machines allait bien au-delà de la défense de son niveau de vie par un groupe particulier de travailleurs qualifiés. Ces machines étaient le symbole vivant de l'empiétement progressif du *système* industriel. Les préventions morales de certains drapiers étaient parfois si fortes que l'on connaît des cas où, délibérément, ils écartèrent des inventions qui économisaient de la main-d'œuvre ; et le père de Richard Oastler vendit, en 1800, une affaire prospère plutôt que d'employer des machines qu'il considérait comme « un moyen d'oppression entre les mains des riches, et de dégradation et de malheur pour les pauvres[142] ». C'était ce sentiment, répandu parmi les drapiers, les maîtres apprêteurs, les artisans et les travailleurs de toute sorte, et même parfois dans les professions libérales, qui apportait aux luddistes une justification et une protection. Le général Grey, qui commanda les troupes dans le West Riding en 1812, constata avec consternation

> à quel point l'opinion et les vœux de la fraction même la plus respectable des Habitants sont à l'unisson avec la populace égarée et mal disposée à l'égard des Laineuses mécaniques et des Métiers à Tondre, qui sont les objets actuels de son ressentiment ; et cela est vrai aussi de personnes qui ont des fabriques qui fonctionnent différemment dans la même branche d'Industrie [...][143].

Ces sentiments existaient aussi dans les Midlands, où aucune amélioration importante des machines n'était en jeu. Les maîtres bonnetiers, les boutiquiers, les artisans et même certains industriels de la bonneterie étaient entièrement du côté des tricoteurs sur métier,

leurs petits membres pleins de crampes [...] » ; et ce que dit le libéral *Leeds Mercury*, 6 mars 1802 : « Les grandes manufactures, dans cette ville et dans les autres, sont de véritables séminaires pour toutes les formes d'impiété et d'obscénité. [...] La Vérité de cette constatation ne peut être mise en doute. »

142. Driver, *op. cit.*, p. 17, 18.

143. F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 62.

très certainement en tout cas lors de leur recours au Parlement en 1812. La loi instaurant la peine capitale pour le bris de machine était désavouée même par les industriels de la bonneterie, dont elle était censée défendre les intérêts. Et, sous ce jour, il devient de moins en moins possible de défendre l'image que l'on donne conventionnellement du luddisme de ces années-là, c'est-à-dire celle d'une opposition aveugle aux machines en tant que telles. Ce qui était en cause, c'était la « liberté » du capitaliste de détruire les coutumes du métier par l'introduction de nouvelles machines, par le système de la grande industrie, par la concurrence sans limites qui diminuait les salaires, éliminait les rivaux et détériorait la qualité du travail. Nous sommes tellement habitués à l'idée que la libération de l'activité économique des « pratiques restrictives » était inévitable et « progressiste » au début du XIX^e^ siècle qu'il nous faut faire un effort d'imagination pour comprendre que le « libre » entrepreneur, le grand industriel de la bonneterie ou de l'industrie cotonnière, qui bâtissait sa fortune par de tels moyens, ne suscitait pas seulement la jalousie, mais était surtout regardé comme un homme dont l'activité était *immorale* et *illégale*. La tradition du juste prix et du salaire équitable se maintint plus longtemps parmi les « ordres inférieurs » qu'on ne le soupçonne parfois. Ils ne virent pas dans le laissez-faire une liberté mais un « abus perfide ». Et ils ne pouvaient voir une loi de la nature dans la possibilité accordée à un seul homme, ou à quelques-uns, d'avoir recours à des pratiques qui, de toute évidence, portaient préjudice à leurs concitoyens.

Une « Déclaration extraordinaire », adressée à « notre Frère bien-aimé et Capitaine Edward Ludd » renferme toutes ces notions de l'économie morale du « Métier ».

> Vu que nous, les Agitateurs généraux des Comtés du Nord, assemblés pour réparer les Torts faits aux Artisans Ouvriers, nous avons été avisés que Charles Lacy, de la ville de Nottingham, Manufacturier de Dentelle britannique, s'est rendu coupable de divers Actes frauduleux et oppressifs par lesquels il a réduit à la pauvreté et condamné à la Misère Sept Cents de nos Frères bien-aimés [...] en fabriquant de la Dentelle au Point de

> Coton frauduleuse, à un seul Fil, et a obtenu Quinze Mille Livres, et a ainsi ruiné la Dentellerie de Coton, et par là même nos Frères estimables et bien-aimés, dont le gagne-pain et le bien-être dépendaient de la poursuite de cette occupation.
> Il nous paraît que ledit Charles Lacy a été animé par les motifs les plus diaboliques, c'est pourquoi [...] nous prononçons la confiscation desdites Quinze Mille Livres, en même temps que [...] nous ordonnons à Charles Lacy de distribuer équitablement ladite somme aux Travailleurs, qui ont produit de la Dentelle de Coton au cours de l'an 1807 [...][144].

Sous cet angle, le luddisme peut alors être compris comme une éruption violente de ressentiments contre le capitalisme industriel anarchique, inspirée par un code paternaliste sur le point de disparaître et nourrie par la tradition de la communauté des travailleurs. Mais le terme « réactionnaire » vient parfois trop facilement aux lèvres. Car, en dépit de toutes les homélies adressées aux luddistes (alors et par la suite) sur les conséquences bénéfiques des nouvelles machines ou de la « libre » entreprise – les luddistes étaient de toute façon assez intelligents pour juger tout seuls de la valeur de ces arguments –, ce furent les briseurs de machines, et non pas les sermonneurs, qui en évaluèrent les effets à court terme de la manière la plus réaliste. Les tondeurs de drap fournissent le meilleur exemple d'un métier qui disparut purement et simplement :

> Entre 1806 et 1817, le nombre des laineuses mécaniques dans le Yorkshire serait passé de 5 à 72, et le nombre des cisailles mécaniques, de 100 à 1 462 ; sur un total de 3 378 tondeurs, au moins 170 restaient sans travail, cependant que 1 445 étaient sous-employés[145].

144. La « Déclaration », écrite sur une fine feuille de cuivre, datée de novembre 1811, donne pouvoir à Edward Ludd d'« infliger la Peine de Mort » en cas de manquement et de distribuer 50 livres aux exécuteurs, cf. J. Russell, « The Luddites », *Trans. Thoroton Society*, X, 1906, p. 53-62.

145. E. Lipson, *The History of the Woollen and Worsted Industries*, 1921, p. 181.

Ils furent remplacés par une main-d'œuvre non qualifiée et des adolescents. Voici un récit de 1841 :

> En 1814, on comptait 1 733 tondeurs de drap à Leeds, qui travaillaient tous à plein temps ; maintenant, depuis l'introduction des machines, la totalité des draps de laine [...] est apprêtée par un nombre relativement réduit de travailleurs, surtout de jeunes garçons, pour un salaire de 5 à 8 shillings par semaine [...] et par quelques adultes, pour 10 à 14 shillings. Les anciens tondeurs de drap se sont reconvertis comme ils ont pu ; certains comme gardes, porteurs d'eau, éboueurs, ou bien ils vendent des oranges, des gâteaux, des rubans et de la dentelle, du pain d'épice, du cirage, etc., etc.[146].

Ce fut la triste fin d'un métier honorable. L'histoire ultérieure des tricoteurs sur métier et des tisseurs de coton ne fournit guère de preuves plus convaincantes pour soutenir la théorie « progressiste » des avantages de l'effondrement de la tradition et des « pratiques restrictives ». Nous avons déjà examiné avec suffisamment de détails la destruction des moyens d'existence du tisserand. S'il y a un épisode de la révolution industrielle plus poignant que celui des tisserands sur métier à bras, ce fut bien celui des tricoteurs sur métier. Vers 1819, selon Felkin, beaucoup d'entre eux en étaient réduits à gagner de 4 à 7 shillings par semaine pour seize à dix-huit heures de travail par jour ; il ne leur restait comme horizon que l'émigration vers le cap de Bonne-Espérance. Il y eut une petite amélioration au début des années 1820, avec l'introduction de la dentelle industrielle (la « fièvre » de la dentelle au fuseau ou au bloquet), qui redonna brièvement vie au métier, avant de faire place à une dégradation prolongée. « Nous avons un petit mieux de temps à autre », dit l'un d'eux à Thomas Cooper en 1840 : « Mais très vite nous retournons à la famine » (4 shillings et 6 pence étaient considérés comme un salaire « moyen » à cette époque lorsque l'on trouvait du travail). Entre le loyer du métier à tricoter, d'un côté, et une multiplicité de formes mesquines d'exploitation – diminution de salaire, mise à l'amende ou « retenues », paiement

146. W. Dodd, *The Factory System Illustrated*, p. 15.

en nature –, de l'autre, « le pauvre tricoteur sur métier avait les traits marqués par les soucis, au point qu'il était reconnaissable à cent miles de Leicester à son air misérable et abattu ». La « libre concurrence » fut à elle seule responsable de cette situation, en dehors de toute introduction de nouvelles machines hydrauliques ou à vapeur[147].

Même si l'on prend en considération la baisse du coût des produits, on ne peut pour autant qualifier de « progressiste » un processus qui aboutit à la dégradation des ouvriers de cette industrie pendant une période de vingt à trente ans. Vu sous cet angle, le luddisme peut être compris comme un conflit de *transition*. Les luddistes se référaient aux vieilles coutumes et à la législation paternaliste qu'il était impossible de ressusciter ; mais ils tentaient par ailleurs de s'appuyer sur les anciens droits pour définir de nouvelles revendications. À plusieurs reprises, ils demandèrent un salaire minimum légal ; le contrôle de l'exploitation des femmes et des enfants ; la procédure d'arbitrage ; l'obligation pour les patrons de trouver un emploi aux travailleurs qualifiés remplacés par les nouvelles machines, l'interdiction du travail de mauvaise qualité ; le droit de s'organiser syndicalement. Toutes ces revendications contenaient une vision de l'avenir, autant que du passé ; et elles esquissaient l'image imprécise d'une communauté plus démocratique que paternaliste, dans laquelle la croissance industrielle devrait être réglementée en fonction de priorités éthiques, et la recherche du profit subordonnée aux besoins des hommes.

Aussi serait-il juste de considérer les années 1811-1813 comme une ligne de partage des eaux : certains courants remontent dans le passé jusqu'au temps des Tudor ; d'autres se dirigent vers l'avenir et annoncent la législation sociale du siècle suivant. Les luddistes étaient encore des hommes des « guildes », et en même temps parmi les premiers à lancer l'agitation qui devait conduire au mouvement des Dix Heures. Dans chacune de ces directions, il y avait une vision de rechange par rapport à l'économie politique et à la morale du laissez-

147. W. Felkin, *op. cit.*, p. 441 *sq.* ; T. Cooper, *Life*, p. 137-142. Voir aussi J.F.C. Harrison, « Chartism in Leicester », in A. Briggs (éd.), *Chartist Studies*, p. 121-129.

faire. Durant la période critique de la révolution industrielle, les travailleurs subirent de plein fouet les effets de l'un des dogmes les plus dégradants pour la personne humaine qu'ait connus l'histoire – celui de la concurrence irresponsable et sans frein –, et des générations de travailleurs à domicile en moururent. Marx vit bien que l'adoption de la loi des Dix Heures (1847) signifiait que, « pour la première fois [...] au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie reculait devant l'économie politique de la classe ouvrière[148] ». Les hommes qui attaquèrent l'usine de Cartwright à Rawfolds annonçaient cette autre économie politique, bien que ce fût dans la confusion d'un affrontement nocturne.

## 5. Les compagnons de Sherwood

L'image que l'on se fait couramment du luddisme est celle d'un mouvement fruste et spontané de travailleurs manuels illettrés, s'opposant aveuglément à l'introduction des machines. Mais les destructions de machines ont une histoire bien plus ancienne. La destruction de l'outillage, des métiers à tisser, des batteuses, l'inondation des mines ou la détérioration des installations de surface, le pillage ou l'incendie des maisons ou des biens de patrons impopulaires, toutes ces formes d'action violente directe, et d'autres, furent employées au cours du XVIII^e^ siècle et de la première moitié du siècle suivant, cependant que le « sabotage » était encore pratiqué dans certaines entreprises de coutellerie de Sheffield. Ces méthodes étaient parfois dirigées contre des machines jugées détestables en tant que telles. Plus souvent, elles permettaient de faire respecter les usages coutumiers, d'intimider les briseurs de grève, les ouvriers « illégaux » ou les maîtres ; et, enfin, elles étaient utilisées (et souvent avec succès) en accompagnement de la grève ou de quelque autre action « syndicale »[149].

148. K. Marx, *Selected Works*, 1942, II, p. 439.

149. Voir E.J. Hobsbawm, « The Machine Breakers », *Past and Present*, I, février 1952, p. 57 *sq.*

Bien qu'il soit relié à cette tradition, le mouvement luddiste doit en être distingué, d'abord en raison de son haut niveau d'organisation, puis en raison du contexte politique dans lequel il se développa. Ces différences peuvent se résumer en une seule caractéristique : le luddisme, qui prit naissance dans des conflits du travail particuliers, fut un *mouvement quasi insurrectionnel*, constamment à la limite d'objectifs révolutionnaires plus vastes. Cela ne signifie pas que ce fut un mouvement révolutionnaire conscient au plein sens du terme ; mais il n'en comportait pas moins une tendance à évoluer dans cette direction, et c'est cette tendance que l'on néglige le plus souvent.

C'est dans le Lancashire que le luddisme atteignit le plus haut degré de politisation, la plus grande spontanéité et le maximum de confusion. Dans le Nottinghamshire, le luddisme atteignit le plus haut degré d'organisation et de discipline, et resta le plus strictement limité à des conflits du travail. Dans le Yorkshire, le luddisme évolua à partir de conflits sectoriels vers des objectifs plus lointains. Avant d'analyser ces différences, il nous faut présenter brièvement les faits.

Les principaux troubles commencèrent à Nottingham, en mars 1811. Une grande manifestation de tricoteurs sur métier « demandant du travail et une rétribution plus généreuse » fut dispersée par l'armée. Durant la nuit, soixante métiers à bas furent détruits dans le grand village d'Arnold par des émeutiers qui ne prirent pas la précaution de se déguiser et qui furent encouragés par la foule. Les troubles se prolongèrent pendant plusieurs semaines, surtout la nuit, dans les villages de la bonneterie du nord-ouest du Nottinghamshire. Bien que l'on y eût dépêché des unités spéciales de la police et de l'armée, il ne fut pas possible de procéder à des arrestations.

La destruction de machines avait pris des proportions vraisemblablement jamais atteintes au cours des trente années précédentes, et pourtant cette première explosion de mars et d'avril ne fit pas sensation. Des émeutes de diverses natures se produisaient régulièrement dans les régions industrielles, sans qu'on en parlât beaucoup. Mais, au début de novembre 1811, le luddisme apparut sous une forme beaucoup plus organisée. La destruction de machines n'était plus

le fait d'« émeutiers », mais de groupes plus réduits et disciplinés qui se déplaçaient rapidement, la nuit, de village en village. Le phénomène s'étendit du Nottinghamshire à certaines parties du Leicestershire et du Derbyshire, et ne connut pas d'interruption jusqu'en février 1812. Le 10 novembre, un grave affrontement eut lieu à Bulwell, où un fabricant de bonneterie du nom de Hollingsworth défendit ses locaux. Des coups de feu furent échangés, et l'un des luddistes (John Westley, un tricoteur sur métier d'Arnold) fut tué. Les luddistes retournèrent sur les lieux après avoir évacué le corps, enfoncèrent les portes et détruisirent les métiers. Trois jours plus tard, un groupe très nombreux de luddistes, armés de mousquets, de pistolets, de haches et de marteaux, détruisit soixante-dix métiers à tricoter dans un grand atelier de bonneterie de Sutton-in-Ashfield. Chaque nuit, durant plus de trois mois, les attaques continuèrent, parfois dans deux ou trois villages éloignés les uns des autres au cours de la même nuit.

À la fin du mois de décembre, le correspondant à Nottingham du *Leeds Mercury* déclara : « l'état d'Insurrection qui s'est installé dans le pays au cours du dernier mois n'a pas d'équivalent dans l'histoire depuis les temps troublés de Charles I^er^. » Ni le zèle de la magistrature ni celui de l'armée ne put venir à bout des luddistes. Leurs attaques étaient planifiées et méthodiques :

> Ils ne brisaient les métiers que de ceux qui avaient diminué le prix de la main-d'œuvre, les métiers de ceux qui n'avaient pas diminué les prix ne furent pas touchés ; dans une maison, la nuit dernière, ils brisèrent quatre métiers sur six ; ils ne s'occupèrent pas des autres.

Les luddistes étaient masqués ou déguisés ; ils avaient des sentinelles et des courriers... « Ils communiquaient entre eux au moyen d'un mot de passe, et un coup de pistolet ou de fusil est en général un signal de danger ou annonce le repli » :

> Les émeutiers apparaissent soudainement, en groupes armés, bien encadrés ; leur chef, quel qu'il soit, est appelé *General Ludd*, et ses

> ordres sont suivis à la lettre comme s'il avait reçu son autorité des mains d'un Monarque.

On estimait généralement que les luddistes étaient liés par un serment solennel et que la désobéissance aux ordres du général était punie de mort[150].

À la même époque, les expéditions destinées à se procurer des armes et les collectes d'argent à l'intention des luddistes se généralisèrent. Une lettre d'Ashover évoquait l'autorité avec laquelle les luddistes agissaient :

> Deux hommes vinrent ici et se dirent inspecteurs du comité : ils allèrent chez chaque tricoteur sur métier et leur enjoignirent de cesser le travail s'ils étaient payés en dessous des prix dont ils leur donnèrent le barème. [...] Ils convoquèrent tous les tricoteurs sur métier, au nombre de douze ou quatorze, dans une taverne, avec autant d'autorité que s'ils avaient eu un mandat du Prince Régent. Quand ils furent réunis, selon ce que j'ai pu comprendre, ce fut pour collecter de l'argent pour le soutien des familles qui avaient été privées de moyens d'existence à cause de la destruction de leurs métiers à tricoter. Là où ils trouvaient un métier actionné par une personne qui n'avait pas fait régulièrement son apprentissage, ou par une femme, ils leur enjoignaient d'arrêter le travail et, s'ils promettaient de le faire, ils apposaient une note sur le métier, ainsi libellée : « Ne touchez pas à ce métier, les travailleurs au rabais sont partis[151]. »

Dans le village de Pentridge (qui devait se rendre célèbre cinq ans plus tard dans un autre contexte), « après avoir parcouru le village et examiné les métiers et les ouvriers qui les actionnaient pour savoir le travail qu'ils faisaient et le prix qu'ils en recevaient, ils se retirèrent sans causer le moindre dommage [...] ». Par sympathie ou comme mesure d'autodéfense, les fabricants qui se conformaient aux conditions imposées par les ouvriers bonnetiers apposaient sur

150. F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 67-70 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 261-265 ; *Leeds Mercury*, 7, 14, 21 décembre 1811.

151. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 118.

leurs métiers des notes imprimées : « CE MÉTIER FAIT UN TRAVAIL DE QUALITÉ, AU JUSTE PRIX[152]. »

Le succès extraordinaire des luddistes leur donnait un moral d'acier :

> La force ne peut plus le subjuguer, ni les menaces le troubler
> La Mort elle-même ne peut réprimer son ardeur
> La présence des Armées ne peut l'effrayer
> Ni freiner son progrès victorieux.
> Tandis que les nouvelles de ses conquêtes se répandent de loin en loin
> Comme ses ennemis prennent l'alarme
> Son courage, sa force les frappent de frayeur
> Car ils craignent son Bras Tout-Puissant. [...]
> Et quand il est à son œuvre de destruction
> Il ne se limite à aucune méthode,
> Par le feu et par l'eau il les anéantit
> Car les éléments viennent à son secours.
> Qu'ils soient gardés par les Soldats le long de la grand-route
> Ou bien enfermés dans leurs maisons,
> Il les fracasse de jour comme de nuit,
> Et rien ne saurait adoucir leur destin[153].

Ils ne se contentèrent pas d'offrir publiquement une « récompense » à toute personne qui leur donnerait des informations sur ceux qui divulguaient leurs secrets, ils proférèrent aussi des menaces contre les pseudo-luddistes qui récoltaient des fonds ou pillaient des fermes isolées. La discipline qu'imposait le « Général » au mouvement est bien illustrée par une lettre à un « Étranger Inconnu », qui accompagnait des articles volés au cours d'une opération à Clifton (Nottinghamshire) et qui demandait que ces articles soient « Rendus à leurs propriétaires respectifs » :

> [...] c'est avec un Regret extrême que je vous informe comment ils sont venus en ma possession. Quand je suis sorti avec mes hommes quelques

152. *Alfred*, 9 décembre 1811.
153. *General Ludd's Triumph*, H.O. 42.119.

> individus s'étaient joints à nous que je n'avais jamais eus avec moi auparavant, et ce sont ces gredins qui ont pillé. Mais alors que nous quittions Clifton un de mes Hommes est venu me voir et m'a dit qu'il avait l'Impression que ces Gens avaient des affaires qu'ils ne devraient pas avoir avec eux et j'ai alors donné l'ordre de les fouiller [...]

La lettre se terminait sur un ton plus sinistre :

> [...] nous avions juste décidé de pendre l'un de ces gredins quand on nous a informé que les Soldats étaient proches nous avons considéré Juste de nous Replier.
> *N.B.* Les Hommes qui avaient les affaires étaient complètement étrangers ou ils n'auraient Jamais osé toucher à quelque chose, mais ils ont été punis pour leur scélératesse car l'un d'eux a été pendu pendant 3 Minutes et ensuite a été Décroché. Je suis un ami des pauvres et des Misérables et un ennemi juré du trône des oppresseurs.
> GÉNÉRAL LUDD[154].

Dans la première semaine de février 1812, cette phase du luddisme dans les Midlands, qui fut la plus importante, s'acheva. Il y a trois raisons à cela. D'abord, les luddistes avaient remporté un certain succès : la majorité des fabricants de bonneterie avaient accepté de payer un meilleur prix, et les salaires avaient en général augmenté d'environ 2 shillings par semaine. Ensuite, plusieurs milliers de soldats patrouillaient dans la région, renforcés par des forces de police spéciales et des milices locales. Enfin, le projet de loi instaurant la peine capitale pour les briseurs de machines était maintenant en discussion au Parlement, et (comme nous l'avons vu) le luddisme céda soudainement le pas à l'action constitutionnelle – si soudainement qu'il est difficile de croire que le nouveau comité n'était pas, au moins en partie, dirigé par d'anciens luddistes[155]. Mais, juste au moment où

154. *Leeds Mercury*, 15 février 1812 ; *Nottingham Review*, 7 février 1812.

155. Henson affirma qu'il conseillait la formation de clubs de métier comme une solution de rechange au luddisme ; *Fourth Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 282.

le luddisme de Nottingham cessa d'être actif, il éclata dans le Lancashire et le Yorkshire.

Dans le Yorkshire, les rapports qui parvenaient de Nottingham avaient été suivis avec grande attention par les tondeurs de drap et, selon la tradition, les récits du *Leeds Mercury* avaient été lus à haute voix dans les ateliers. Les premiers signes d'un luddisme actif datent de la mi-janvier, lorsqu'un groupe de gens au visage noirci fut surpris sur le pont de Leeds. Peu après, le luddisme apparut dans la plénitude de sa force, modelé sur la discipline et la tactique de Nottingham, mais accompagné d'un plus grand nombre de lettres de menaces vigoureuses, qui provenaient ou non de la même source. En janvier, l'une des rares laineuses mécaniques en service à Leeds fut incendiée ; en février, des attaques nocturnes eurent lieu dans les districts de Huddersfield et de la vallée de la Spen, où l'on trouvait le plus grand nombre de laineuses et de tondeuses mécaniques. Après une attaque couronnée de succès :

> Aussitôt l'œuvre de destruction achevée, le chef regroupa ses hommes, fit l'appel, chacun répondant à un numéro au lieu de son nom ; ils déchargèrent alors leurs pistolets [...] poussèrent un cri et se retirèrent en bon ordre militaire.

Rien ne fut détruit, à part les machines honnies :

> [...] l'un des hommes ayant demandé au chef ce qu'ils devaient faire de l'un des Propriétaires, celui-ci répondit de ne pas toucher à un cheveu de sa tête ; mais, si, par malheur, ils étaient dans l'obligation de lui rendre visite de nouveau, ils seraient alors sans pitié[156].

Différents « centres de commandement » semblent avoir existé dans le West Riding, à Leeds, à Halifax, à Huddersfield et dans de petits villages de draperie dans la vallée de la Spen. Leurs délégués (venant de Cleckheaton, Heckmondwike, Gomersal, Birstall, Mir-

156. *Leeds Mercury*, 18 janvier, 29 février 1812 ; Frank Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 17.

field, Brighouse, Elland et d'« endroits plus éloignés ») se seraient rencontrés en février et auraient envoyé des délégués à une autre réunion, à Halifax, une ou deux semaines plus tard[157]. Un tract fut distribué à Leeds. Ses termes étaient beaucoup plus insurrectionnels que tout ce que l'on a pu attribuer aux luddistes de Nottingham :

> À tous les Tondeurs, Tisserands, etc., et à la Population en général.
> Compatriotes généreux,
> On vous demande de sortir avec vos Armes pour aider les Justiciers à redresser les Torts et à secouer le Joug détesté d'un Vieil Idiot et de son Fils encore plus idiot et de leurs Ministres Fripons, tous des Nobles et des Tyrans à éliminer. Allons, suivons le Noble Exemple des braves Citoyens de Paris qui, face à 30 000 Tuniques rouges de la Tyrannie, Abattirent un Tyran. En agissant ainsi vous servirez au mieux vos propres Intérêts. Plus de 40 000 Héros sont prêts à aller de l'avant, à écraser le vieux Gouvernement et à en établir un nouveau.
>
> Adressez-vous au Général Ludd
> Commandant de l'Armée des Justiciers[158].

Un certain M. Smith, manufacturier à Huddersfield, reçut une lettre encore plus saisissante :

> L'information vient de me parvenir que vous détenez une de ces détestables Tondeuses Mécaniques, et mes Hommes me demandent de vous écrire pour vous avertir loyalement qu'il faut les démolir. [...] Vous Noterez que, si elles ne sont pas démontées à la fin de la semaine prochaine, j'enverrai un de mes Lieutenants avec au moins 300 Hommes pour les détruire et Notez aussi que, si vous nous obligez à nous déplacer si loin, nous allons accroître vos malheurs en réduisant en Cendres vos Bâtiments et, si vous avez l'Audace de tirer sur mes Hommes, ils ont l'ordre de vous assassiner, et de mettre le feu à votre Demeure, vous aurez l'Obligeance d'informer vos Voisins que le

157. F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1895, p. 44 *sq.* Il faut noter que, chaque fois que le récit de Peel peut être vérifié, il est généralement exact, jusque dans les moindres détails.

158. W.B. Crump, *op. cit.*, p. 229.

> même sort leur est réservé si leurs Machines ne sont pas rapidement démontées [...]

M. Smith et ses « Frères dans le Péché » furent ensuite avertis que « 2 782 Héros étaient unis par les Liens de la Nécessité » dans la seule Armée de Huddersfield, et presque le double à Leeds :

> Nous apprenons par les lettres de nos Correspondants que les Producteurs dans les Endroits suivants sont prêts à se soulever et à se joindre à nous pour redresser les torts, à savoir Manchester, Wakefield, Halifax, Bradford, Sheffield, Oldham, Rochdale et tous les Pays du Coton, où le vaillant M. Hanson les conduira à la Victoire, les Tisserands de Glasgow et de plusieurs parties de l'Écosse se joindront à nous, les Papistes en Irlande se soulèvent tous, de ce fait d'autres préoccupations attendent les soldats que de Trainer à Huddersfield, et alors Malheur aux endroits qu'ils occupent actuellement [...][159].

Dix jours plus tard (20 mars 1812), le magistrat le plus actif du district de Huddersfield reçut lui-même une lettre de menace, qui aurait été rédigée par le « Procureur du Général Ludd » dans la forêt de Sherwood, à Nottingham, et qui portait à sa connaissance la sentence du « Tribunal de Ludd à Nottingham[160] ». Les succès des luddistes dans le Yorkshire, après ceux des Midlands, l'impuissance des forces armées et l'hostilité de l'opinion publique : c'était plus que n'en pouvaient supporter les petits manufacturiers – surtout quand ils recevaient des lettres de cette teneur. Dans de nombreux cas, ils capitulèrent purement et simplement, en détruisant ou en remisant leurs tondeuses mécaniques. Selon la tradition, les luddistes s'entraînaient fréquemment la nuit : « Les porteurs de mousquets, en rang par dix, étaient en première ligne, puis venaient les hommes armés de pistolets [...] piques et haches constituaient la troisième

159. *Ibid.*, p. 229, 230. M. Hanson est probablement le colonel Hanson, emprisonné pour avoir soutenu les tisserands en 1808.

160. Asa Briggs, *Private and Social Themes in Shirley*, Brontë Society, 1958, p. 9.

ligne, suivies d'une masse sans armes à l'arrière[161]. » Mais la place d'honneur, dans la légende populaire, revenait aux marteleurs, qui maniaient d'énormes marteaux de fer appelés *Enochs*, avec lesquels ils fracassaient les portes d'entrée et les machines. Ces machines (comme les marteaux) étaient fabriquées par un dénommé Enoch Taylor, de Marsden, un forgeron devenu constructeur de machines. Le cri de guerre des luddistes était : « Enoch les a faites, Enoch les brisera. » Le chant des tondeurs célèbre les attaques dans le « pur style du conteur de ballades » :

> Et nuit après nuit quand tout est tranquille
> Et la lune cachée derrière la colline
> Nous avançons pour accomplir notre dessein
> Avec la hache, la pique et le fusil !
> Oh, avec moi, compagnons tondeurs !
> Qui d'un coup vigoureux
> Cassent les machines à tondre
> Avec moi compagnons tondeurs !
>
> Le Grand Enoch conduira encore l'avant-garde
> L'arrête qui ose ! L'arrête qui peut !
> En avant chaque homme vaillant
> Avec la hache, la pique et le fusil !
> Oh, avec moi compagnons tondeurs [...][162].

La poussée du luddisme dans le Yorkshire connut une crise vers le milieu du mois d'avril, après seulement six ou sept semaines d'existence effective. Le nombre des petits fabricants qui utilisaient les machines maudites diminuait ; il devint évident que les luddistes devaient se contenter des résultats acquis ou tenter de détruire les quelques grandes fabriques qui se maintenaient. Ils choisirent la seconde voie. Dans la dernière semaine de mars, deux fabriques de la région de Leeds

161. A.L., *Sad Times*, p. 112.
162. Frank Peel, *Spen Valley : Past and Present*, p. 242.

furent attaquées avec succès ; le 9 avril, l'« immense » manufacture de drap de Joseph Foster, à Horbury près de Wakefield, fut mise à sac et incendiée, après une attaque menée par un contingent de quelque 300 luddistes, qui regroupait probablement plusieurs unités[163]. On s'attendait qu'une attaque eût lieu contre l'un ou l'autre des deux grands établissements, dont les propriétaires avaient fait connaître leur ferme intention de défier les luddistes. William Horsfall, d'Ottiwells près de Huddersfield, était irascible et impatient d'affronter une attaque ; ses hommes étaient armés ; il avait installé un canon dans sa fabrique et pratiqué des embrasures pour couvrir le terrain ; il s'était vanté de vouloir « passer à cheval » dans le sang des luddistes « jusqu'à y rougir les sangles de sa selle ». Sa haine était devenue tellement obsessionnelle que même les enfants dans la rue le narguaient au cris de « Je suis le Général Ludd ! ». William Cartwright, de Rawfolds dans la vallée de la Spen, était plus calme mais tout aussi déterminé ; des soldats et des ouvriers armés passaient la nuit dans l'enceinte de sa fabrique (comme lui-même) ; il y avait aussi des sentinelles, et (pour le cas où les défenses extérieures céderaient) des barricades de rouleaux barbelés étaient déployées dans l'escalier, tandis qu'un bac rempli de vitriol était installé tout en haut. On raconte que les luddistes tirèrent au sort pour décider laquelle des deux fabriques serait attaquée la première. Le sort désigna Rawfolds.

L'attaque contre Rawfolds est entrée dans la légende. Elle rassembla quelque cinquante luddistes (on raconta que l'on attendait plus de monde, mais que les contingents de Leeds ou de Halifax arrivèrent en retard). Sous la conduite de George Mellor, un jeune tondeur qui travaillait dans un petit atelier d'apprêt à Longroyd Bridge près de Huddersfield, les luddistes échangèrent pendant vingt minutes un feu nourri avec les défenseurs retranchés. Couverts par cette fusillade, un petit groupe de marteleurs et d'hommes munis de haches essayèrent à plusieurs reprises de forcer les lourdes portes de la fabrique. Ces hommes subirent des pertes sérieuses : au moins cinq blessés, dont deux blessés à mort, furent abandonnés lorsque les luddistes battirent

163. *Leeds Mercury*, 11 avril 1812 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 114.

précipitamment en retraite. On raconte que leur commandant, Mellor, fut le dernier à quitter le champ de bataille et qu'il ne put secourir les blessés parce qu'il portait sur ses épaules un autre blessé (son propre cousin). Le sol, tout autour de la fabrique, était jonché de mousquets, de haches, de piques et de pièces métalliques.

Mille détails de cette attaque et de ses suites entrèrent dans le folklore des maîtres comme dans celui du peuple. Mais de quels moyens les autorités disposaient-elles ? Quel était le contexte politique d'avril-mai 1812 et les événements contemporains dans le Lancashire ? Autant de points à analyser.

Une partie de l'arrière-plan est fidèlement décrite dans *Shirley* de Charlotte Brontë. Le propriétaire de la fabrique, Gérard Moore (dont le modèle est Cartwright), est justement présenté comme un homme de la classe moyenne, mi-whig, mi-radical, lecteur du *Leeds Mercury*, indifférent ou hostile à la guerre, luttant pour la levée de toutes les restrictions sur le commerce, critique acerbe de la politique du ministère et particulièrement des Ordres en Conseil. Le pasteur de l'armée, Helstone (qui ressemble de façon frappante au révérend Roberson), est un tory, partisan fanatique « de l'Église et du Roi », pour qui le *Leeds Mercury* est une feuille pernicieuse, et les industriels des adversaires responsables de leurs propres malheurs. Tout cela est authentique. M. Yorke, le *squire* jacobin-whig de Charlotte Brontë, partagé entre son appartenance de classe et sa sympathie pour les revendications populaires, pourrait avoir pour modèle l'un de ces juges de paix qui se signalèrent par leur étrange apathie lors de l'explosion luddiste.

Le livre trouve ses limites – cela va de soi – quand il traite des luddistes et de leurs sympathisants. Mais il n'en constitue pas moins une expression authentique du mythe de la classe moyenne. Au cours de l'année 1812, les antagonismes de classes traditionnels fondirent dans le creuset du luddisme ; propriétaires de fabrique et *squires* commencèrent l'année dans un climat d'hostilité ouverte les uns envers les autres, le mépris des Roberson s'accrut. Par la suite, Cartwright, par son attitude intraitable à Rawfolds, gagna l'admiration et la gratitude des officiers de l'armée et des *squires*

tories. Dans le Nord, l'espace de quelques semaines, il fut un héros de l'envergure de Wellington. L'affrontement armé de Rawfolds fut le signal d'une réconciliation profonde entre les grands propriétaires de fabrique et les autorités. L'intérêt économique avait triomphé, et la loyauté fondamentale des manufacturiers confrontés au jacobinisme de la classe ouvrière fut révélée par cet événement dramatique.

Mais cela même qui facilita la réconciliation des classes possédantes accentua également l'antagonisme entre celles-ci et les classes laborieuses. À propos de l'attaque de Rawfolds, les traditions populaires mirent en valeur l'héroïsme des luddistes et la dureté de cœur des assiégés. Le folklore est riche de péripéties, de coïncidences et de détails sur les personnalités en présence. On raconta que, après la retraite, Cartwright avait refusé de l'eau ou de l'aide aux deux hommes mortellement blessés, tant qu'ils ne divulgueraient pas le secret des luddistes. Hammond Roberson se serait comporté davantage en inquisiteur qu'en homme d'Église. Plusieurs centaines de personnes s'étaient massées dans la rue devant l'auberge où les deux mourants gisaient. On trouva des taches d'eau-forte (utilisée peut-être pour la cautérisation) sur leurs grabats, ce qui donna à penser qu'on les avait torturés pour obtenir des informations. Roberson serait resté au chevet de l'un d'entre eux, John Booth, âgé de dix-neuf ans, fils d'un pasteur anglican, pour attendre les aveux du mourant. Au moment de mourir, le jeune Booth fit signe à Roberson : « Pouvez-vous garder un secret ? – Oui, oui, répondit avec empressement Roberson, je le peux. – Moi aussi », répondit Booth, et il mourut peu après.

La réaction immédiate à l'événement se reflète dans une lettre interceptée par les autorités et émanant d'un ouvrier de Nottingham qui vivait dans le Yorkshire (peut-être un luddiste réfugié), d'où il écrit à sa famille :

> Il y a eu un affrontement entre les Luds et l'Armée dans lequel les Luds ont été vaincus à cause des Luds de Halifax qui ne sont pas venus comme il était convenu ; il y avait seize hommes qui attaquèrent l'Endroit où ils eurent deux tués ; leurs hommes blessés ont été évacués et personne

> n'a été pris depuis lors ; les deux hommes ont été enterrés jeudi dernier à Othersfield [Huddersfield] où les Corps avaient été laissés dans une chambre Sombre avec six Chandelles moulées, et les amis des Luds veillaient tous en Deuil avec des blousons en soie bordés de Noir. Et les Ministres refusèrent de les enterrer, mais les Luds insistèrent pour qu'on les enterre à l'Église et qu'ils aient une grande Pierre. Il survécut vingt-quatre heures après avoir été pris il était le fils d'un pasteur de l'Église et beaucoup de gens vinrent le voir mais il refusa de divulguer quoi que ce soit[164].

Pendant les jours qui suivirent l'attaque, les incidents susceptibles d'exciter l'imagination populaire ne manquèrent pas : des hommes échappèrent de justesse à l'armée, des blessés se cachèrent dans des granges. Plusieurs membres du petit détachement qui gardait la fabrique Cartwright avaient montré un manque d'enthousiasme évident dans l'accomplissement de leur devoir, et l'un d'eux refusa de décharger son mousquet pendant les vingt minutes que dura l'affrontement, « parce que je risque d'atteindre l'un de mes frères ». Le malheureux soldat (de la milice de Cumberland) passa en cour martiale et fut condamné à trois cents coups de fouet – ce qui équivalait probablement à une condamnation à mort. La punition fut administrée à Rawfolds, et Cartwright put regagner quelque peu la faveur de l'opinion publique en obtenant que la plus grande partie de la peine soit rapportée.

Il ne regagna pas grand-chose. Dans l'imaginaire de la classe moyenne, Cartwright et Roberson n'étaient pas seulement les héros du jour, ils étaient aussi les pourfendeurs acharnés d'« hommes aux mauvais desseins », de ces émissaires mystérieux, de ces agitateurs venus de loin qui incitaient au désordre. « Il ne connaissait pas les chefs », écrivait Charlotte Brontë au sujet de Gérard Moore :

164. Radcliffe, MSS 126/32. L'auteur de la lettre confondait en fait les détails des funérailles de John Booth, qui fut enterré à la hâte à Huddersfield pour éviter que de grandes foules ne s'assemblent pour lui rendre hommage, avec les funérailles de Hartley à Halifax, cf. *infra*, p. 771.

> C'étaient des étrangers venus des grandes villes. Beaucoup n'appartenaient pas à la classe ouvrière ; c'étaient, pour l'essentiel, des êtres bas, des hommes sans le sou, toujours endettés, souvent ivres, n'ayant rien à perdre et beaucoup à acquérir en ce qui concerne la probité, la propreté et les biens matériels. Ces hommes-là, Moore les pourchassait comme un limier, et cette occupation lui plaisait ; cette activité convenait à sa nature mieux que la fabrication du drap.

Dans le folklore populaire, toutefois, Cartwright et Roberson étaient tout simplement des « chiens de chasse ». La communauté les excluait d'une façon extraordinaire. Jusqu'à l'attaque de Rawfolds, les luddistes du Yorkshire (comme ceux des Midlands) s'étaient limités strictement à la destruction de machines. Ce n'est pas eux mais Cartwright qui fit le premier couler le sang. Pendant des mois, malgré la présence de quatre mille hommes de troupe dans le West Riding et l'emploi massif d'espions, pas un seul des attaquants de Rawfolds ne put être identifié avec certitude. Des milliers de gens devaient connaître l'un ou l'autre des participants. La tradition raconte l'histoire de ministres du culte dissidents et de chirurgiens qui refusèrent de livrer des informations, de petits drapiers qui abritèrent leurs propres ouvriers luddistes, de soldats qui fermèrent les yeux. Dans des paroisses entières, la loi « de surveillance et de vigilance » (« *Watch and Ward* » *Act*) resta inopérante. Les ballades luddistes firent le tour du pays :

> Vous, Héros de l'Angleterre, qui désirez avoir un métier,
> Restez fidèles les uns aux autres et n'ayez pas peur.
> La Baïonnette vous affronte mais elle ne peut rien
> Tant que nous suivons les règles du Général Ludd[165].

Même l'assassinat (le 27 avril) de William Horsfall, d'Ottiwell, souleva moins de réprobation que l'on ne s'y serait attendu. La crise qui avait rapproché les hommes « de l'Église et du Roi » et le *Leeds Mercury*, Roberson et Cartwright, eut en même temps pour effet de

165. Dossier du procès de Milnes et de Blakeborough, T.S. 11.2673.

souder le sentiment populaire à la fois contre les magistrats et contre les grands patrons[166].

Bien plus, en avril et mai 1812, le luddisme devint le foyer d'une tension insurrectionnelle plus diffuse (et plus confuse). Cela s'explique en partie par la crise économique générale de 1811-1812, par l'impopularité croissante de la guerre et par la campagne contre les Ordres en Conseil. Les blocus réciproques de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que la rupture du commerce avec l'Amérique, avaient créé des difficultés énormes dans de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière – Birmingham, Sheffield, Liverpool, les régions du textile – entre 1807 et 1812. Les mauvaises récoltes y ajoutèrent leur tribut de disette alimentaire et d'envolée des prix. Les manufacturiers rendaient la poursuite de la guerre responsable de tous les maux, et ils incriminaient notamment les Ordres en Conseil, qui plaçaient la majeure partie de l'Europe en état de blocus. Il est significatif que le luddisme ait éclaté dans les industries où les grands employeurs s'étaient aliéné la sympathie de la population en profitant de la détresse économique pour introduire de nouvelles machines ou de nouvelles méthodes de travail ; tandis que, dans les centres comme Sheffield, Birmingham et, dans une certaine mesure, Manchester, où toute l'industrie était en partie paralysée et où les employeurs eux-mêmes avaient pris l'initiative des protestations contre les Ordres en Conseil (sous la direction de Brougham et, à Birmingham, du jeune Thomas Attwood), le mécontement ouvrier resta, pour l'essentiel, dans des limites « constitutionnelles »[167].

166. On trouve le « folklore » du luddisme dans A.L., *Sad Times* ; F. Peel, *Spen Valley : Past and Present* ; Sykes et Walker, *Ben o'Bill's*. Lorsque cela a été possible, ces récits ont été confrontés avec ceux du *Leeds Mercury* et avec les procès qui ont suivi. Les lettres de Cartwright, qui décrivent l'attaque et la « trahison » de ses soldats, sont citées par J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 305, 306 ; et par H.A. Cadman, *Gomersal : Past and Present*, Leeds, 1930, p. 114-116.

167. Voir A. Briggs, *The Age of Improvement*, p. 164-166 ; A. Prentice, *Historical Sketches of Manchester*, p. 41-47 ; Chester New, *Life of Henry Brougham*, Oxford, 1961, chap. IV et VI.

En réalité, la vieille coterie des *squires* propriétaires terriens n'était pratiquement plus en état, en 1812, de contrôler les régions industrielles sans le soutien des grands employeurs. Mais, paradoxalement, là où les employeurs étaient hostiles à l'administration, le maintien de l'ordre posait moins de problèmes. Le luddisme illustre toute cette question du maintien de l'ordre. Au cours de l'été 1812, il n'y eut pas moins de douze mille hommes de troupe dans les comtés agités, plus que Wellington n'en eut sous ses ordres dans la Péninsule. Durant des mois, pourtant, cette force considérable fut singulièrement inefficace. On peut attribuer en partie cette inefficacité au fait que beaucoup de simples soldats sympathisaient avec la population, ce qui obligeait les autorités à les déplacer constamment d'un district à l'autre, par crainte de voir le « mécontentement » s'étendre. Elle est liée aussi à l'excellent système de sécurité et de communication des luddistes, qui se déplaçaient silencieusement dans un pays qu'ils connaissaient bien, quand la cavalerie trottait bruyamment de village en village. Dans le West Riding aux collines traversées de multiples pistes cavalières et de vieilles pistes muletières, les luddistes se déplaçaient en toute sécurité. Les mouvements de la cavalerie étaient « bien repérés, le cliquetis de leurs sabres et le piétinement de leurs chevaux s'entendaient de loin dans la nuit, il était facile pour les luddistes de s'esquiver derrière les haies, de se tapir dans les bosquets ou de prendre des chemins détournés [...][168] ». Les objectifs des attaques luddistes se répartissaient en une multitude de villages et de fabriques épars. Dans ces villages, la police était pratiquement inexistante, et l'armée hésitait à cantonner les soldats par petites escouades de cinq ou six personnes qui se seraient trouvées dangereusement isolées. Le magistrat à cheval, qui connaissait mal le peuple et son activité économique, était sans grande utilité. Seul le propriétaire de fabrique ou le manufacturier qui, par ses installations et son registre de salaires, était maître du village, pouvait exercer un contrôle. Donc, là où les employeurs avaient perdu l'obéissance de leurs ouvriers, toute la structure de l'ordre était compromise et ne pouvait être restaurée que par un sup-

168. D.F.E. Sykes, *History of the Colne Valley*, Slaithwaite, 1906, p. 309.

plément d'autorité, comme ce fut le cas à Rawfolds, où Cartwright, et non Roberson, assurait le commandement. Mais dans les districts, comme ceux de Sheffield et de Birmingham, où manufacturiers et ouvriers restaient encore liés les uns aux autres par leur ressentiment commun contre l'autorité, la menace d'un véritable désordre restait contrôlée par les maîtres.

En conséquence, le luddisme ne rapprocha pas seulement les magistrats et les propriétaires de fabrique, il rendit également inévitables, de la part des pouvoirs publics, des concessions à la manufacture. Et la révocation des Ordres en Conseil, en juin 1812, fut accueillie triomphalement[169]. Le luddisme hâta l'événement peut-être autant que la campagne constitutionnelle d'Attwood et de Brougham. Mais la révocation fut une réponse à une situation encore plus menaçante, car, à ce moment-là, des troubles graves dans le Lancashire vinrent s'ajouter au luddisme du Yorkshire et des Midlands.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les troubles du Lancashire relèvent du luddisme authentique. Ils se composent en partie d'émeutes spontanées, en partie d'agitation illégale mais « constitutionnelle » en faveur d'une réforme politique, en partie d'incidents dus à des provocateurs et en partie, enfin, de véritables préparatifs insurrectionnels. Entre février et avril 1812, des « comités secrets » d'au moins deux types différents s'étaient constitués dans un certain nombre de villes du Lancashire. D'abord, il y avait les comités de tisserands, dont l'organisation clandestine, depuis plusieurs années, lançait des actions et réclamait un salaire minimum. On signala l'existence de ces comités au début d'avril à Manchester, Stockport, Bolton, Faislsworth, Saddleworth, Ashton-under-Lyne, Oldham, Stalybridge, Droylesden, Preston, Lancaster, Hendle, Newton, Drilsdale, Hollinwood, Willington et Eccles[170]. Ensuite, dans le district de

169. Voir aussi la révocation des clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain (5 Eliz. c. 4), en 1813 et en 1814.

170. Le compte rendu de Yarwood et les rapports de « B » (Bent), d'avril 1812, mentionnent que ces villes et ces villages envoient des délégués aux différentes réunions secrètes, voir H.O. 40.1. Voir aussi, in H.O. 42.121,

Manchester-Stockport et peut-être ailleurs aussi, il y avait l'amorce d'un conseil secret des syndicats (ou « Comité des métiers ») comprenant « les Fileurs, Tailleurs, Bottiers, Maçons, Coupeurs de futaine, Menuisiers et bien d'autres Métiers ». Un tel comité existait déjà en 1799, lorsque passa le premier *Combination Act*, et sans aucun doute, à Manchester, les syndicalistes se consultaient, de façon formelle ou informelle, chaque fois que l'occasion s'en présentait.

Le 20 mars, l'entrepôt de William Ratcliffe, l'un des premiers manufacturiers à utiliser le métier mécanique, fut attaqué à Stockport. Les événements se succédèrent rapidement en avril. Le 8 avril, il y eut une émeute assez débridée à la Bourse de Manchester. L'origine en fut, au moins indirectement, politique. Pendant des années, on avait pensé que le prince régent était partisan des whigs et même de la réforme politique ; et il avait, dans l'intérêt propre de sa faction, encouragé l'opposition des partisans de Fox pendant les premières années de la guerre. On s'attendait donc, lorsque ses pouvoirs furent plus étendus, au début de 1812, qu'un ministère « de Paix et de Réforme » fût formé, dans lequel Lord Grey et Lord Grenville auraient un rôle dirigeant. Le prince régent, toutefois, ne fit rien d'autre que d'offrir à « certaines des personnes que j'ai connues au début de ma vie publique » une place dans la coalition à des conditions dont il savait d'avance qu'elles étaient inacceptables. Lors du remaniement qui s'ensuivit, un gouvernement encore plus impopulaire entra en fonction, sous la direction de Perceval, avec Castlereagh aux Affaires étrangères et Sidmouth (pour la première fois) à l'Intérieur. Les espoirs populaires furent plus vivement déçus qu'on ne le suppose. On peut même penser que cette déception fut la cause directe du luddisme dans le Yorkshire[171]. À Manchester, le parti « de l'Église et du Roi » se méprit gravement sur le sentiment populaire et appela à une réunion publique à la Bourse,

---

la déposition de Thomas Whittaker selon laquelle, à une réunion tenue le 25 mars à l'auberge *The Good Samaritan*, à Salford, il y avait des délégués de pratiquement toutes les villes situées dans un rayon de quinze ou vingt miles. Sur l'authenticité de ces rapports, cf. *infra*, p. 780 *sq.*

171. Cf. *infra*, p. 774-775.

qui devait envoyer un message de félicitations au régent pour avoir gardé les ministres de son père. Les réformateurs couvrirent Manchester d'affiches appelant le public à venir protester à la réunion. Les tories reculèrent et essayèrent d'annuler la réunion. Mais de grandes foules se pressèrent autour de la Bourse, et beaucoup de gens, surtout des tisserands, s'en allèrent ensuite à St. Anne's Square, où ils tinrent leur propre réunion. Pendant ce temps, des jeunes envahirent la salle des journaux ; des vitres volèrent en éclats, le mobilier fut renversé, et le tout se termina par une émeute générale. L'événement n'était pas important en soi, mais « indiquait un retournement de l'opinion populaire. Auparavant, le cri favori était "L'Église et le Roi", et la chasse aux "jacobins" était sans danger [...] ». Un vieux réformateur raconta plus tard : « Mais après cela nous n'eûmes plus de populace armée criant "L'Église et le Roi"[172]. »

Dans les quinze jours qui suivirent, il y eut des émeutes beaucoup plus graves à Manchester, Oldham, Ashton, Rochdale, Stockport et Macclesfield. Ce furent surtout des émeutes de la faim, d'une violence et d'une envergure exceptionnelles, dont le but était de faire baisser le prix du pain et des pommes de terre. Au même moment, il y eut des rapports assez vagues selon lesquels les instigateurs et les organisateurs des émeutes auraient été des « luddistes » ou des « jacobins ». À Stockport, des hommes déguisés en femmes, qui se disaient « les femmes du Général Ludd », étaient à la tête des insurgés. Les propriétaires de métiers mécaniques, mais aussi les propriétaires de machines d'apprêt améliorées, reçurent des lettres de menaces :

> Par justice pour l'humanité, nous pensons de notre Devoir Sacré de vous avertir qu'au cas où vous ne Prendriez Pas des mesures pour Enlever les Machines d'Apprêt Dans un délai de Sept Jours [...] votre fabrique avec tout ce qu'elle Contient sera Mise à feu à coup Sûr. [...] Nous ne Désirons Point vous Causer le Moindre Tort, mais nous avons la ferme Détermination de Détruire Et les Machines d'Apprêt et les Métiers Mécaniques *quels qu'en soient* les Propriétaires [...][173].

172. A. Prentice, *op. cit.*, p. 48-52 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 93-95.
173. Lettre anonyme, 19 avril 1812, in H.O. 40.1.

(Cette lettre, toutefois, n'était pas signée de Ludd mais du « Général Justice ».) Le 20 avril, une importante échauffourée eut lieu à Middleton, où la fabrique de Daniel Burton, qui contenait des métiers mécaniques, fut attaquée par une foule de plusieurs milliers de personnes. La fabrique fut bombardée de volées successives de pierres, à quoi les défenseurs répliquèrent par une fusillade qui abattit trois personnes et en blessa d'autres. Le lendemain matin, une foule menaçante se rassembla encore plus nombreuse et fut rejointe à midi par

> une masse d'hommes, entre cent et deux cents personnes, quelques-uns armés de mousquets avec la baïonnette au canon, et d'autres portant des pics de mineurs, [qui] défila à travers le village et se joignit aux émeutiers. À la tête de cette bande armée était porté un *Homme en Paille* qui représentait le *fameux* Général Ludd, dont le porte-étendard agitait une sorte de drapeau rouge [...][174].

La fabrique se révélant imprenable, les émeutiers mirent le feu à la maison du propriétaire. Ils furent alors rattrapés par les militaires, qui en tuèrent sept et en blessèrent bien plus.

Ce fut l'apogée du luddisme dans le Lancashire, pour ce qui est du moins des attaques directes contre les machines. Ce fut, de toute évidence, bien plus qu'un mouvement de tisserands. On trouva parmi les tués un boulanger, deux tisserands, un vitrier et un menuisier, cependant que des mineurs de Holmfield se distinguèrent pendant la deuxième journée. Ce fut aussi, pour le nombre des victimes, l'accrochage le plus grave du luddisme sur le plan national. Le 24 avril, il y eut une suite quelque peu mystérieuse – l'incendie de la fabrique de Wray et de Duncroff à Westhoughton. L'attaque en elle-même n'a rien de mystérieux : la fabrique constituait une cible évidente à détruire. Non seulement elle avait été l'objet de lettres de menaces répétées, mais plusieurs tentatives avaient été faites pour l'attaquer à l'instigation d'un « comité secret » de Bolton, dirigé en grande partie

174. *Leeds Mercury*, correspondance de Middleton, 25 avril 1812.

par des agents provocateurs au service du colonel Fletcher. Le côté troublant de l'affaire, c'est qu'après le peu de résultat de ces provocations une attaque couronnée de succès ait pu être lancée, indépendamment (semble-t-il) de l'intervention d'espions[175].

Cet épisode du luddisme est tellement empreint de duplicité que l'on a des difficultés à en suivre les tours et les détours. Mais la thèse (inspirée par les événements de Bolton) selon laquelle le luddisme du Lancashire ne fut pratiquement rien d'autre qu'une provocation du colonel Fletcher et de Joseph Nadin, plaquée sur la famine des tisserands, ne peut être soutenue. Il est vrai que les opérations menées par les hommes du Lancashire ne montrent guère cette organisation et cette discipline qui marquèrent les événements de Nottingham et du West Riding. Mais la destruction des métiers mécaniques posait des problèmes d'un autre ordre que celle des métiers à tricoter ou à tondre. Le métier mécanique était une machine coûteuse, introduite depuis peu et employée seulement dans un nombre très réduit de fabriques équipées de machines à vapeur. Par conséquent, on ne trouvait pas cette machine dans les petits ateliers dispersés dans toute la région. Ainsi, la tactique de la guérilla nocturne ne pouvait guère s'appliquer au Lancashire ; chaque attaque devait forcément atteindre la dimension des opérations de Rawfolds ou de Burton, avec la probabilité d'une confrontation directe avec l'armée. Cela n'avait guère de sens, même en termes strictement tactiques. En outre, la population du Lancashire connaissait depuis des dizaines d'années la machine à vapeur employée dans la filature. Il devait y avoir un grand nombre de tisserands (probablement la majorité) qui mettaient en doute l'efficacité de la résistance aux nouvelles machines en tant que telles. Ce point est confirmé par des rapports qui font état de divergences sérieuses à l'intérieur des « comités secrets » des tisserands. Ainsi, le luddisme du Lancashire abandonna la tactique de la destruction de

175. L'histoire tortueuse du « Vieux S » et du « Jeune S » est racontée par J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, chap. x ; F.O. Darvall, *op. cit.*, chap. v et xiv ; A. Prentice, *op. cit.*, p. 52-58 ; et par un « anonyme », *The Blackfaces of 1812*, Bolton, 1839.

machines au bout de trois à quatre semaines. Mais c'est exactement au moment où les attaques de fabriques prirent fin que des rapports sur des serments secrets et des exercices armés se firent plus fréquents. Les attaques contre les métiers mécaniques firent place, au cours des mois de mai et de juin, à des préparatifs d'insurrection plus sérieux. En dépit des condamnations brutales infligées aux émeutiers d'avril par les cours d'assises du Lancashire et du Cheshire à la fin du mois de mai 1812[176], les troubles continuèrent jusqu'à l'automne. À la mi-juin, l'un des meilleurs indicateurs du Lancashire écrivit que des « groupes d'une centaine de luddistes et plus avaient pénétré dans les maisons nuit après nuit pour saisir des armes ». Les attaques étaient ponctuées de signaux, coups de fusil, fusées et « feux » qui témoignaient (aux dires d'un officier) d'un « degré extraordinaire de coordination et d'organisation ». Des districts entiers situés à la limite du Lancashire et du Yorkshire furent de fait, pendant des semaines, sous le coup de la loi martiale. Et un commandement militaire, en particulier, fit régner la terreur par des arrestations arbitraires, des fouilles, des interrogatoires brutaux et des menaces. Il faut se tourner vers l'histoire de l'Irlande pour trouver des épisodes comparables[177].

Au début de l'été, le luddisme atteignit son point critique. Au cours de la semaine qui vit les attaques de Middleton et de Westhoughton, il y eut également des signes alarmants en provenance d'autres endroits du pays. À Bristol, Carlisle, Leeds, Sheffield, Barnsley eurent lieu de grandes émeutes de la faim ; en Cornouailles, les mineurs firent grève et marchèrent sur les villes de marché en exigeant une réduction du prix des produits alimentaires ; des troubles éclatèrent à Plymouth et à Falmouth. Dans plusieurs de ces endroits, les émeutes de la faim apparurent plus organisées que d'habitude, comme s'il s'agissait d'actions politiques ou civiques pour imposer un prix maximal. À Sheffield,

176. À Lancaster, sur 58 prisonniers, 28 furent condamnés – 8 à mort, 13 à la relégation. À Chester, sur 47 prisonniers, 29 furent condamnés – 15 à mort (dont deux seulement furent pendus), 8 à la relégation.

177. Lloyd au ministère de l'Intérieur, le 17 juin 1812, H.O. 40.1 ; F. Raynes, *An Appeal to the Public*, 1817, p. 20, 21 et *passim*.

où un dépôt d'armes de la milice fut cambriolé, les deux principaux meneurs auraient été non pas des chômeurs affamés, qui formaient le gros des manifestants, mais « deux des meilleurs artisans de la ville », qui touchaient des salaires de 4 guinées et demie par semaine[178]. Le 27 avril, dans le West Riding, William Horsfall fut assassiné. Le 11 mai, le Premier ministre, Perceval, fut assassiné à la Chambre des communes. Pendant une journée, le pays fut en ébullition. L'enthousiasme populaire éclata sans retenue. À Bolton (se lamenta le colonel Fletcher), « la *Canaille* exprima sa *Joie* » en apprenant la nouvelle. Dans les Potteries, on apprit la nouvelle quand :

> Un homme arriva en courant dans la rue, sautant de joie, agitant son chapeau et criant avec une joie frénétique : « Perceval a été tué, hourra ! Perceval a été tué, hourra ! »

La foule de Nottingham célébra l'événement et « défila dans les rues tambour battant et drapeaux déployés en signe de triomphe ». Même à Londres, la foule s'assembla devant la Chambre des communes lorsque la nouvelle filtra ; et, quand l'assassin, John Bellingham, fut emmené, « on entendit des cris d'approbation répétés parmi les gens ignorants et dépravés de la foule ». La nouvelle selon laquelle Bellingham était probablement dérangé et avait agi pour des raisons personnelles fut presque accueillie avec déception. On avait cru à l'apparition d'un nouveau Despard – plus heureux que le premier. Lorsque Bellingham monta sur l'échafaud, le peuple cria : « Que Dieu le bénisse », et Coleridge entendit ajouter : « Ce n'est qu'un début. » On estima inopportun de faire des funérailles publiques à Perceval[179].

On a rarement vu une fureur insurrectionnelle aussi diffuse dans l'histoire de l'Angleterre. Pendant plusieurs semaines, des avis furent tracés à la craie sur les murs et les portes du West Riding, offrant

178. *Leeds Mercury*, 2 mai 1812 ; T.S. 11.5480.

179. H.O. 40.1 ; A. Prentice, *op. cit.*, p. 46 ; *Leeds Mercury*, 16 mai 1812 ; F. Peel, *The Risings of the Luddites*, p. 156, 157 ; A. Briggs, *The Age of the Improvement*, p. 157.

100 guinées pour la tête du prince régent[180]. À la mi-mai, le régent et son secrétaire personnel reçurent des dizaines de lettres de menaces, dont l'une, signée « *Vox Populi* », commençait par : « Provisions meilleur marché – *Du Pain ou du Sang* – Dites à votre Maître qu'il est un *Maudit Coquin sans cœur* [...][181]. » Mais, pour les habitants du Yorkshire, le prince régent était bien loin, tandis qu'ils avaient les propriétaires de fabriques et les magistrats sous la main. Après la défaite de Rawfolds, le luddisme du West Riding prit une tournure plus désespérée. Il avait toujours été plus militaire dans sa discipline que le luddisme du Nottinghamshire, et beaucoup plus entouré de secrets et de serments, puisqu'il était né au moment où la destruction de machines était devenue un crime capital. La décision d'assassiner Horsfall fut probablement prise par George Mellor lui-même, le commandant du district local, plutôt que lors d'une réunion des délégués du Yorkshire. Selon la tradition, le jeune Booth, le fils du pasteur, était son ami intime et son protégé, et il fut affecté par sa mort. Benjamin Walker, le complice qui témoigna à la barre pour l'accusation, raconta que Mellor et ses compagnons tondeurs dans l'atelier de John Wood, à Longroyd Bridge, « s'entretenaient au sujet [...] des hommes tués chez Cartwright » :

> Ils disaient que c'était une affaire grave. Mellor disait que la méthode qui consiste à casser les tondeuses devait être abandonnée et que, à la place, il fallait tuer les maîtres. C'est tout ce que j'ai entendu dire ; ils disaient qu'ils avaient perdu deux hommes et qu'ils devaient tuer les maîtres.

Se réjouir de la mort d'un lointain Premier ministre était une chose ; l'assassinat, de sang-froid, à l'abri d'un mur, d'un homme que l'on côtoyait tous les jours et qui – en dépit de son impopularité – « appartenait » à la communauté en était une autre. Dire qu'il y eut un violent revirement du sentiment public serait aller un peu trop loin. Des centaines de gens ont dû avoir des soupçons sur l'identité des assassins,

180. Radcliffe, MSS, 17 mars 1812, 126/26.
181. *London Gazette*, 19 mai 1812 ; H.O. 42.123.

et pourtant rien ne fut révélé pendant des mois. Il serait plus exact de dire qu'il y eut un revirement de sentiment parmi ceux qui avaient été auparavant de simples sympathisants passifs ou spectateurs, tandis que les sentiments se durcirent aux deux extrêmes. « Il n'y a pas un habitant dans le Voisinage que je connaisse », écrivit le révérend Hammond Roberson à Cartwright, trois jours après la mort de Horsfall,

> qui soit conscient de la situation dans le pays ou plutôt *qui soit capable* de prendre une part décisive dans la direction des opérations de l'Armée, et qui *ose* le faire, à part moi-même. S'il m'était possible de consacrer *tout* mon temps aux affaires militaires, je ferais de mon mieux[182].

Les luddistes, de leur côté, commençaient à perdre des adhérents et eurent recours à la menace pour restaurer la discipline chancelante. Les attaques contre les métiers à tondre prirent fin (alors que peu d'entreprises en renfermaient encore) et furent remplacées par une série de coups de main pour se procurer des armes et de l'argent. Ces coups de main, comme dans le Lancashire, se poursuivirent durant les mois de mai, de juin, de juillet, d'août et de septembre, cependant qu'un ou deux groupes de cambrioleurs déguisés en luddistes ajoutaient à la confusion. Les récits de ces attaques rappellent les opérations de partisans en territoire occupé. Un magistrat, qui décrivait, en juillet 1812, un raid sur le village de Clifton (Yorkshire), le commentait ainsi :

> [...] la précision, l'intrépidité, la célérité avec lesquelles une bande armée fouilla de fond en comble un village bien peuplé – sur un mile de long – à la recherche d'armes et en emporta six ou sept sans toucher à aucun autre bien, en tirant fréquemment dans les maisons et sur les individus qui tentaient de leur opposer la moindre résistance, avec une promptitude et une discipline évidente qu'aucune troupe régulière ne saurait dépasser [...][183].

182. Voir A. Briggs, *Private and Social Themes in Shirley*, *op. cit.*, p. 12.
183. *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).

Le luddisme du Yorkshire succomba au milieu d'une vague d'arrestations, de trahisons, de menaces et de désillusions. Une fois encore, le récit en fut transmis par le folklore et par le procès qui eut lieu à York en janvier 1813. Des espions, recrutés dans d'autres régions, firent plusieurs découvertes. Un groupe de partisans de Paine, parmi lesquels se trouvait un chapelier, John Baines, fut arrêté à Halifax sous l'inculpation d'avoir fait prêter le serment des luddistes. Ensuite, Benjamin Walker, compagnon de travail et complice de Mellor, livra les secrets de l'assassinat de Horsfall. D'autres luddistes devinrent indicateurs pour sauver leur peau. Quelques-uns de ceux qui avaient pris part à l'affaire de Rawfolds furent traqués et découverts ; il y eut d'autres arrestations à Barnsley et à Holmfirth. En octobre, Joseph Radcliffe, le magistrat le plus actif dans la chasse aux luddistes, reçut une dernière menace : « Je me transformerai à coup sûr en un nouveau Bellingham, et la cartouche est prête qui sera expédiée dans le Sang de Votre Cœur, même si je devais le faire dans la maison de Dieu[184]. » Ce fut aux environs du mois de novembre que le filet se referma sur les luddistes. À la Commission spéciale d'York, en janvier 1812, Mellor et deux de ses collègues furent reconnus coupables de l'assassinat de Horsfall, et ils furent immédiatement exécutés, alors que les autres procès étaient encore en cours. Quinze autres personnes furent condamnées à la peine capitale (dont une seule vit sa peine commuée en relégation à vie) pour leur rôle dans l'attaque sur Rawfolds ou dans des coups de main pour se procurer des armes. Six autres, parmi lesquelles le vieux démocrate de Halifax, Baines, furent condamnées à sept ans de relégation pour avoir fait prêter des serments illégaux. S'ils avaient agi à la fin de juillet 1812, et non au début, ils auraient encouru la peine capitale.

Nottingham et les régions de la bonneterie restèrent calmes tout

184. Radcliffe, MSS, 126/91. Radcliffe fut l'objet de menaces pendant plusieurs années encore. « Le Luddisme va recommencer ici », lui écrivait, en mars 1815, un correspondant anonyme. Les tondeurs « jurent qu'ils te tueront en premier, Vieux Bellsybub, comme ils t'appellent », Radcliffe, MSS, 126/136.

au long du printemps et de l'été 1812, pendant que le Comité des tricoteurs sur métier tentait de faire passer son projet de loi au Parlement. Pas un seul des dirigeants du mouvement de 1811-1812 ne fut reconnu coupable avec certitude. En dépit de cette paix apparente, la pression sur les patrons, pour qu'ils se conforment aux conditions des tricoteurs sur métier, fut maintenue en 1812 et en 1813, par des lettres anonymes et des menaces de nouvelles actions :

> Soyez prévenu, George Rowbottom [lit-on dans une lettre d'avril 1812], que personne dans la ville d'Arnold, de Bullwell, de Hucknall ou de Basford ne prendra un travail qui ne soit un travail achevé, au juste prix, de dimensions et de prix honnêtes, et ceci pour vous Avertir que si vous amenez ou vous donnez encore de l'ouvrage qui ne soit bien achevé, au juste prix et d'honnêtes dimensions vous allez faire fonctionner ce métier[185] avec une corde autour du cou [...]

On assista à une recrudescence marginale du luddisme en novembre-décembre 1812, mais pendant deux ans les tricoteurs sur métier semblent avoir mis leur confiance dans l'action de leur syndicat. Ensuite, des attaques dispersées se produisirent à nouveau (en 1814), et il semble bien que quelques fabricants de bonneterie essayèrent en fait de provoquer des destructions de machines pour pouvoir agir contre le syndicat[186]. Après la destruction du syndicat et l'arrestation de deux de ses responsables, les attaques devinrent plus fréquentes. En septembre 1814, un tricoteur sur métier de Basford, James Towle, fut arrêté pour avoir pris part à l'une de ces attaques, mais, à la session de printemps des assises (1815), il fut acquitté. La dernière phase du luddisme dans les Midlands eut lieu de l'été 1816 aux premiers mois de 1817, avec une intensité inconnue depuis 1811. L'attaque la plus impressionnante fut celle de l'immense fabrique de Heathcote et Boden, à Loughborough, dont les gardes furent maîtrisés par des

185. À cet endroit, il y a l'esquisse grossière d'un échafaud, avec cette remarque cynique : « Ce métier fait un travail soigné, pour un salaire complet. »

186. Voir C. Gray, *Nottingham Through 500 Years*, Nottingham, 1960, p. 165.

hommes masqués et armés de tromblons. De coûteuses machines à dentelle furent détruites aux cris de : « Ludds, faites bien votre devoir. C'est un boulot de Waterloo, grand Dieu. » Pour cette seule attaque, les dégâts se montèrent à plus de 6 000 livres. James Towle fut de nouveau arrêté ; cette fois, il fut condamné et exécuté à la minovembre. Les attaques continuèrent pendant un mois ou deux. Dans un compte rendu des événements, on lit que le frère de Towle était à la tête d'une bande qui avait juré de montrer à « Jem ce qu'ils pouvaient faire sans lui ». Selon d'autres récits, cette phase ultime du luddisme était l'œuvre d'une ou deux bandes presque « professionnelles », qui étaient engagées et payées par les sections locales du syndicat devenu clandestin. Lors d'aveux faits le matin de son exécution, Jem Towle déclara n'avoir jamais prononcé aucun serment secret, ni en avoir entendu parler :

> Ils n'ont pas de fonds spéciaux, mais, quand un travail [*job*] doit être fait, ou que l'on a besoin d'argent pour une tâche quelconque, on fait la quête parmi les tricoteurs sur métier ou les ouvriers de la dentellerie qui ont du travail à ce moment-là. [...] Ils n'ont pas de dépôts d'armes. Beaucoup de gens de la bande ont un pistolet ou deux cachés chez eux. [...] Quand un travail doit être fait, trois ou quatre des principales personnes font la tournée pour recruter des gens parmi ceux qu'ils savent bien disposés envers le luddisme.

Mais il se peut que la confession de Towle ait eu pour but d'induire en erreur ses interrogateurs. Au début de 1817, d'autres membres de sa bande furent découverts, et, en avril 1817, six d'entre eux furent exécutés à Leicester, et deux autres condamnés à la relégation. L'un des condamnés, Thomas Savage, dans une déposition qu'il fit quinze jours avant son exécution, déclara que, dans ses dernières phases, « le Luddisme et la Politique étaient étroitement mêlés ». Il prétendit qu'il existait une colonie de réfugiés luddistes à Calais[187]. Il chercha à

187. Ce n'est pas impossible. Il y avait à Calais une colonie de tricoteurs sur métier anglais. Voir le témoignage de Henson, dans *Fourth Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 274 ; et H.O. 79.3 f. 31.

impliquer Gravener Henson (qu'il accusa d'être « capable de perpétrer les mêmes horreurs que celles qu'a pu commettre Robespierre »), en le présentant comme le « Chef de toute l'affaire ». Mais son récit, pittoresque et suspect, n'établissait aucune relation réelle entre Henson lui-même et les destructions de machines : il accusait Henson d'être l'instigateur d'une agitation ultra-radicale parmi les tricoteurs sur métier, qui aboutit au mouvement des clubs Hampden au cours de l'hiver 1816-1817, d'espérer l'avènement d'une révolution républicaine et de parler d'« attaquer la caserne de Nottingham ». Quoi qu'il en fût, Henson n'était guère libre de manifester ses sympathies quand le « soulèvement » de Pentridge éclata en juin. Car, au cours de la semaine où Savage avait lancé ses accusations, Sidmouth avait été informé par un correspondant de Nottingham que Henson (« un gars plein de bon sens et qui aime parler ») avait pris la malle-poste de Londres avec l'intention de présenter une pétition pour sauver la vie des condamnés. À Londres, il fut arrêté et, pendant la suspension de l'*Habeas corpus*, détenu pendant quelques mois. Mais, depuis déjà longtemps, le mouvement luddiste, tel que nous l'avons défini ici, avait pris fin[188].

## 6. By Order of the Trade[189]

« Que de marches et de contre-marches ! » s'exclamait Byron devant la Chambre des lords :

> De Nottingham à Bullwell, de Bullwell à Banford, de Banford à Mansfield ! et quand enfin les détachements arrivèrent à destination, avec « toute la pompe, l'orgueil et l'apparat d'une guerre glorieuse », ce fut juste à temps pour constater les dégâts commis [...] et retourner à leurs quartiers accompagnés par les moqueries des vieilles femmes et les huées des enfants.

188. Aveux de W. Burton, H.O. 40.4 ; dépositions de Thomas Savage, H.O. 42.163 ; H.W.C. Davis, *Age of Grey and Peel*, p. 172 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 144-149, 155-159 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 238-242.

189. Cf. *supra*, p. 716 (*NdT*).

Il est certain que quelques meneurs luddistes locaux furent conduits à l'échafaud. Les faits aussi bien que la tradition populaire montrent assurément que George Mellor et Jem Towle furent des « capitaines » luddistes. Mais, jusqu'à aujourd'hui, le luddisme a refusé de révéler ses secrets. Qui en furent les « véritables » instigateurs ? Existèrent-ils *vraiment* ou le mouvement se répandit-il spontanément de district en district ? Communiquaient-ils régulièrement entre eux ? Quels étaient les buts politiques ou révolutionnaires à long terme des luddistes ?

Les réponses que l'on donne à toutes ces questions ne seront guère que des hypothèses. Il faut pourtant préciser que les réponses les plus généralement admises ne concordent pas avec certains faits établis. Les deux études les plus importantes sur les luddistes sont celles de J.L. et B. Hammond et de F.O. Darvall. *The Skilled Labourer* est un bon livre, mais les chapitres sur le luddisme ressemblent par moments à un dossier préparé par l'opposition whig pour discréditer les prétentions exagérées de l'administration sur le caractère conspirateur et révolutionnaire du mouvement. Le rôle des espions et des agents provocateurs est souligné au point de suggérer l'absence de tout fondement insurrectionnel authentique et de toute preuve de déplacements de délégués d'un comté à l'autre. À propos des prestations de serments, les Hammond déclarent que, « même dans l'interprétation la plus large des documents, rien ne prouve que la pratique des serments était répandue, *ou que l'on y ait jamais recouru*, sauf dans les districts où les espions agissaient[190] ». Le véritable luddisme (sous-entend-on) n'avait pas de buts à long terme, mais relevait soit de l'émeute spontanée (Lancashire), soit d'une action aux objectifs purement revendicatifs (Nottingham et Yorkshire).

F.O. Darvall, dans son livre, *Popular Disturbances and Public Order in Regency England*, reprend à son compte la plupart des jugements des Hammond. « Il n'y a aucune preuve », déclare-t-il catégoriquement,

190. *Loc. cit.*, p. 339. C'est moi qui souligne.

> d'une quelconque motivation politique chez les luddistes. Il n'y a pas un seul cas où l'on puisse démontrer qu'une attaque luddiste ait eu d'autres objectifs qu'une confrontation entre maîtres et serviteurs, entre patrons et ouvriers. Pas un seul luddiste [...] que l'on ait pu accuser de trahison ou qui ait pu mentir. Rien ne montre, malgré les immenses efforts déployés par les espions pour parvenir à le démontrer, que les luddistes, sauf un nombre infime d'agitateurs irresponsables, non représentatifs et négligeables, aient eu des desseins d'ordre politique.

« Malgré des fouilles très minutieuses, aucun dépôt d'armes important, semblable à ceux dont parlaient les espions, ne fut découvert. Aucun lien ne put être décelé entre les rebelles des divers districts. » Les comités secrets des villes du Lancashire « poussèrent comme des champignons » sous le contrôle d'espions ou d'hommes qui faisaient de « la sédition au petit pied leur source de revenus ». Quant aux attaques luddistes plus importantes, « il ne semble pas que ces grands rassemblements d'émeutiers aient été plus organisés qu'un monôme d'étudiants ». Il n'y a « rien d'autre que les témoignages non confirmés d'espions pour prouver que les luddistes aient prêté des serments secrets ou illégaux[191] ».

Si l'on s'en tient aux détails des rapports quotidiens (rapports de fonctionnaires flegmatiques ici, de magistrats apeurés là, et récits d'espionnage incroyablement embrouillés), on peut mettre totalement en doute l'existence du luddisme. Mais, si nous prenons un peu de recul, nous verrons que ces conclusions sont aussi peu vraisemblables que l'hypothèse la plus extravagante sur la conspiration luddiste. Quiconque a organisé une tombola ou un tournoi de fléchettes sait qu'il est impossible de rassembler de nuit, en un lieu donné, des groupes de cent hommes ou plus, venant de plusieurs endroits, déguisés et armés de mousquets, de marteaux et de haches ; de les disposer en file ; de les appeler par des numéros ; de les faire marcher plusieurs miles avant une attaque victorieuse, guidés par des signaux lumineux et des fusées – et tout cela sans plus d'organi-

191. *Loc. cit.*, p. 174-196.

sation qu'un monôme d'étudiants. Quiconque connaît la géographie des Midlands et du Nord aura peine à croire que les luddistes des trois comtés voisins n'eurent *aucun* contact entre eux. Il faut une grande agilité d'esprit pour ne voir dans le luddisme qu'un mouvement purement « revendicatif », sans aucun rapport avec la « politique », à une époque où des rebelles irlandais arrivaient dans le Lancashire par centaines et où l'on célébrait triomphalement dans les rues l'assassinat du Premier ministre. En bref, de telles conceptions du luddisme ne peuvent se fonder que sur une argumentation spécieuse, qui exagère la stupidité, la rancœur et le rôle provocateur de l'administration jusqu'à l'absurde, ou sur une vision universitaire étroite, qui compartimente les choses à l'extrême et méconnaît tout le poids de la tradition populaire.

C'est un fait, il n'existe *aucune* source d'information sur l'organisation luddiste qui ne soit, dans une certaine mesure, « viciée ». Comme le notent les Hammond et Darvall, nous n'avons connaissance de l'existence de délégués ou de serments que par la rumeur ; ou par les récits des « espions » ; ou par la magistrature ou l'armée ; ou par les aveux d'hommes condamnés à mort ou menacés de l'être et soucieux d'y échapper. Il en est de même pour les buts à long terme du luddisme. Mais quel autre type de preuves pourrait-il exister ? *Tout* prisonnier se voit automatiquement extorquer des aveux, *tout* informateur devient aussitôt un « espion ».

Nous pouvons prendre l'exemple des serments. S'il existe bien peu de faits tendant à prouver leur existence chez les luddistes des Midlands, il y a peut-être une raison à cela. La phase principale de destruction de machines dans les Midlands prit fin en février 1812. Ce fut seulement ce mois-là que la destruction de machines devint un crime passible de la peine capitale. Dans le Lancashire et le Yorkshire, le luddisme prit naissance à un moment où tous savaient qu'être découvert signifiait la mort. Il est donc vraisemblable que des serments ont été prêtés secrètement (comme les espions et la tradition populaire le soulignèrent avec insistance). En juillet 1812, le serment prêté à des fins criminelles fut également décrété passible de la peine capitale. On dit que, dans le Yorkshire, on continua à prêter serment

jusqu'à la fin de l'année. Lorsque le luddisme reprit dans les Midlands, de 1814 à 1816, il est vraisemblable que les petits groupes engagés n'ont pas voulu s'exposer davantage à la peine capitale par ce délit supplémentaire.

Deux des fournées de prisonniers jugés aux assises d'York en janvier 1813 furent condamnés pour avoir fait prêter des serments. Un cas (celui de Baines et des démocrates de Halifax) est très douteux. Ils furent condamnés sur le témoignage de deux espions professionnels, qui avaient fort mauvaise réputation et que l'on était allé recruter à Manchester pour l'occasion ; il y a tout lieu de croire qu'il s'agissait d'un « coup monté ». Les Hammond et Darvall suggèrent que l'autre cas – celui d'un tisserand de Barnsley – était tout aussi suspect et l'œuvre d'un espion professionnel[192]. Mais ce n'est pas tout à fait le cas. L'informateur, Thomas Broughton, était tisserand à Barnsley et franc-maçon ; il témoigna volontairement pour des raisons qui ne sont pas claires et fit sa déposition sous serment devant deux magistrats de Sheffield, en août 1812. D'après celle-ci, il avait rejoint un peu plus tôt dans l'année un « comité secret » formé par cinq tisserands de Barnsley. Ils avaient « lié » 200 personnes à Barnsley, des tisserands pour la plupart, mais aussi deux aubergistes, un chapelier et un jardinier. (Les Irlandais n'étaient pas admis.) Ses fonctions consistaient à participer à des rencontres, à recueillir de l'argent et à correspondre avec d'autres comités. Barnsley (où il n'y avait pas d'agitation luddiste) était considéré comme un centre récent et fragile ; la force principale se trouvait à Sheffield et à Leeds. On se vantait dans les cercles luddistes d'avoir « lié » 8 000 hommes à Sheffield, 7 000 à Leeds et 450 à Holmfirth. On envoyait des délégués à des rencontres à Manchester, Stockport et Ashton. À Halifax, les luddistes se rencontraient « sous le couvert de la dissidence religieuse ». De nombreux luddistes faisaient également partie de la milice. « Les luddistes ont pour objectif final de renverser le Système de Gouvernement en Révolutionnant le Pays. » Broughton lui-même avait participé à une rencontre de délégués à Ashton, où un autre délégué lui

192. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 314, 325.

apprit que le signal initial serait une attaque contre le Parlement. Si la révolution réussissait, on s'attendait que le major Cartwright et Burdett s'y rallieraient. Il avait reçu 10 shillings 10 pence pour ses frais de délégué[193].

Comme dans de nombreuses dépositions de ce type, il est pratiquement impossible de distinguer le vrai du faux. On peut malgré tout avancer deux remarques. D'abord, Broughton semble avoir été un informateur de bonne foi ; c'est-à-dire un homme qui avait été un véritable luddiste et avait trahi. Ensuite, à York, dans le procès contre John Eadon, l'un des membres du comité de Barnsley – procès engagé à la suite du témoignage de Broughton –, pas un mot de cette déposition ne fut cité. Le ministère public ne chercha qu'à produire des faits prouvant qu'il y avait eu prestation de serment illégal :

> Moi de mon plein gré et Accord déclare et jure solennellement que je ne révélerai jamais à Quiconque [...] quoi que ce soit susceptible d'entraîner la découverte de ce serment par un mot un geste ou une action susceptible d'entraîner une quelconque découverte sous peine d'être expédié hors de ce Monde par le premier Frère qui me Rencontrera de plus je jure que je Punirai de mort tout traître s'il s'en trouvait un parmi nous je le poursuivrais sans fin de ma vengeance, s'enfuirait-il au bout du monde. Je serai véritablement vertueux et fidèle à mes Frères dans tous mes actes Que DIEU m'aide à rester Fidèle à mon Serment Amen[194].

À la lecture, le serment a un air d'authenticité[195]. Mais le problème est ici d'examiner un peu plus en détail les mobiles des autorités. Les dirigeants anglais étaient insensibles et indifférents à la classe ouvrière ; mais l'Angleterre n'était pas un « État policier ». Il y eut certes des magistrats et des officiers (le révérend Hammond Roberson ou le colonel Fletcher, de Bolton) obsédés par la haine du

193. Déposition in *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).

194. *Rex v. Eadon*, Howell, *State Trials*, XXXI, 1070.

195. Les serments imaginés par les agents provocateurs étaient souvent bien plus épouvantables – l'un d'eux comportait l'engagement de trancher la tête et les mains des traîtres et de toute leur famille.

luddisme et qui, comme Nadin, le vice-gouverneur bien connu de Manchester, ne reculaient devant aucune forme de violence ou de fourberie pour obtenir une condamnation. Restait cependant à affronter une opinion publique d'un genre particulier. Le comte Fitzwilliam, le *lord-lieutenant* whig du West Riding, était un homme au caractère modéré, qui devait perdre sa charge un peu plus tard pour avoir protesté publiquement contre Peterloo et qui n'a vraisemblablement autorisé aucune provocation. L'homme qui jugea plusieurs luddistes dans les Midlands, le juge Bayley, fut violemment critiqué pour sa clémence. Dans une affaire plus importante, à Manchester, pendant l'été 1812, les jurés refusèrent de condamner trente-huit réformateurs radicaux contre lesquels Nadin avait essayé de « monter » une accusation de prestation de serments luddistes. Les conseillers juridiques de la Couronne savaient fort bien que la condamnation n'était pas automatique[196].

De plus, durant ces années, le gouvernement était haï par les travailleurs et foncièrement détesté par une grande partie de la classe moyenne. Même si, sur la base de dépositions telles que celle de Broughton, les conseillers juridiques de la Couronne avaient conseillé d'engager des poursuites pour trahison, les autorités n'avaient pas intérêt à procéder de cette manière. On les aurait soupçonnées d'agir principalement pour des motifs politiques, et cela aurait attisé la colère de l'opinion. Ils devaient limiter les poursuites aux *actes criminels manifestes* : destruction de machines, attaques nocturnes, vol d'armes, prestations de serment. De toute façon, des dépositions comme celle de Broughton étaient de bien peu de valeur pour les tribunaux, surtout lorsque la défense pouvait requérir les services d'un avocat tel que Brougham. Elles reposaient sur des allégations non confirmées faisant état de propos révolutionnaires ; sur des rencontres avec des délégués d'autres districts, généralement anonymes ou agissant sous un pseudonyme ; des exagérations évidentes et des suggestions hautement improbables, comme les affir-

196. C'est la raison pour laquelle les luddistes les plus importants furent jugés par une commission spéciale.

mations selon lesquelles Cartwright, Whitbread ou Burdett seraient à la tête de la révolution.

En fait, il y eut un différend très curieux entre l'administration locale et le ministère de l'Intérieur, notamment dans le Yorkshire durant l'été et l'automne 1812. « M. Lloyd, un procureur très actif de Stockport, employé par le gouvernement pour obtenir des informations en envoyant des espions dans tout le pays » (comme le notait un juge de paix du Yorkshire dans une lettre à Fitzwilliam[197]), travaillait sous la protection directe du ministre de l'Intérieur. Il cherchait à établir des relations entre plusieurs affaires distinctes par des méthodes que certains juges de province pourraient avoir déplorées, il enlevait littéralement ses témoins clés et les faisait transporter de l'autre côté des Pennines secrètement et sous bonne garde pour les protéger[198].

On peut remarquer que les démarches sont, dans une certaine mesure, divergentes. D'une part, le ministère de l'Intérieur (alors sous l'autorité de Sidmouth), avait déjà adopté la politique qui conduisit aux provocations de l'après-guerre, avec Oliver, Edwards et Castle. Sidmouth, Lloyd, Nadin voulaient de nombreuses arrestations, des procès à sensation et des exécutions, pour frapper de terreur les luddistes et les réformateurs ; ils ne se souciaient guère de savoir si leurs victimes étaient de « véritables » luddistes ou non, et montraient peu de scrupules quant aux moyens employés pour fabriquer les accusations. D'autre part, des hommes comme Fitzwilliam et Radcliffe ne désiraient pas moins détruire le luddisme, mais ils étaient plus scrupuleux sur les moyens et décidés à appréhender les vrais coupables, c'est-à-dire les assassins de Horsfall et les hommes qui attaquèrent la fabrique de Cartwright. Dans ce second cas, les principales affaires qui passèrent devant les tribunaux (exception faite pour les trente-huit de Manchester) furent des affaires solides où les accusés furent « découverts, reconnus coupables et condamnés » pour des crimes *précis*, et

197. *Fitzwilliam Papers*, 9 juillet 1812, F.46 (g).

198. En ce qui concerne cette curieuse affaire, voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 315 *sq.* ; et F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 125-133.

dans lesquelles les accusations de sédition politique restèrent tout à fait à l'arrière-plan. Derrière l'affaire des démocrates de Halifax, il est certain qu'il y avait des motifs politiques[199] ; cependant, l'accusation prit bien soin de n'accuser les prisonniers qu'indirectement pour leurs opinions et de se concentrer sur la preuve manifeste d'avoir fait prêter serment à telle personne en telle occasion. Aussi, si l'on se demande pourquoi aucune accusation de trahison ne fut prononcée, l'on peut répondre qu'une telle accusation aurait été impopulaire, juridiquement douteuse et aurait pu (comme dans le cas de l'affaire de Manchester) conduire à un acquittement.

Les autorités ne *souhaitaient* pas non plus instituer des procès collectifs pour les prestations de serment. Elles voulaient simplement y mettre fin[200]. Et, pour y parvenir, elles voulaient faire des exemples, en utilisant les affaires qui s'y prêtaient le mieux par des procès et des relégations. Pour diverses raisons, ce furent les hommes de Halifax et de Barnsley qui servirent d'exemple. Supposer que les autorités désiraient mener à son terme toute affaire qui se présentait, c'est se

199. Le compte rendu du procès de Baines, dans les documents du *Solicitor* du ministère des Finances, commence ainsi : « L'aîné des Baines est chapelier, et bien connu pour son hostilité à l'égard du gouvernement », T.S. 11.2673.

200. Le témoignage de F. Raynes, *An Appeal to the Public*, 1817, sur tout cela est accablant. Le capitaine Raynes commandait une unité chargée de s'infiltrer parmi les luddistes et de découvrir les instigateurs du mouvement du Lancashire (juin-septembre 1812) et de celui du West Riding (septembre-décembre 1812). En raison de griefs personnels, il publia ensuite un récit de sa mission, ainsi que sa correspondance avec ses supérieurs. Dans plusieurs districts du Lancashire, tels que Newton, le serment était « presque universel parmi les classes ouvrières et inférieures ». Plus d'une fois, ses agents parvinrent à percer la conspiration, mais les luddistes (comprenant qu'ils étaient découverts) se rendirent immédiatement chez le plus proche magistrat et se « délièrent » en prêtant serment d'allégeance – au très vif mécontentement du capitaine Raynes. On ne peut demeurer sceptique vis-à-vis des prestations de serment après une lecture attentive de ce texte. (Un exemplaire se trouve à la Reference Library de Manchester.)

tromper sur la nature du pouvoir. À York, la « justice outragée » et la morale de l'ordre furent satisfaites lorsqu'il fut certain que les meurtriers d'Horsfall seraient condamnés, que plusieurs hommes allaient être relégués pour prestation de serment et que quatorze autres iraient à l'échafaud pour vol d'armes et attaques nocturnes. En allant plus loin, on aurait tourmenté l'opinion publique au-delà du supportable et risqué de condamner chaque juge de paix et chaque industriel du Nord à vivre dans la haine générale. Arrivé à ce point, on déclara l'affaire close et l'on proclama l'amnistie. Sans doute s'était-on suffisamment vengé ?

Ainsi, rien, dans les affaires passées en jugement et les faits allégués par les accusateurs, ne nous permet de conclure à l'existence d'un mouvement luddiste structuré. D'ailleurs, les autorités agirent généralement en fonction de faits ou de présomptions qui ne furent jamais exposés lors des procès[201]. Elles possédaient en fait beaucoup de témoignages sur des rencontres secrètes, des exercices militaires, des serments et les déplacements des délégués ; certains étaient vagues, d'autres peu honorables, la plupart sans grande valeur devant un tribunal. Elles possédaient aussi des masses de lettres anonymes, ainsi que des lettres et des dépositions d'indicateurs, certaines très détaillées, comme celle-ci, qui décrit les mots de passe employés par les luddistes :

> Vous devez porter votre main droite au-dessus de l'œil droit – si dans le groupe il y a un autre luddiste il portera sa main gauche au-dessus de son œil gauche – vous devez alors porter l'index de votre main droite au côté droit de votre bouche – l'autre portera son petit

201. Ce point a été très étudié, car il aide aussi à expliquer certaines confusions qui entourent les cas de Despard et de Brandreth. Les comptes rendus qui se trouvent dans les documents du *Solicitor* du ministère des Finances révèlent le soin avec lequel les conseillers juridiques de la Couronne ne gardèrent que les actes manifestes qui résistaient le mieux à l'examen. Même dans le cas d'O'Coigly (voir *supra*, p. 221), le compte rendu de la Couronne est annoté : « Doit-on mentionner l'invasion de l'Irlande ? » (T.S. 11.333). Pour le cas de Thomas Bacon, voir *infra*, p. 876-877.

doigt gauche au côté gauche de sa bouche et dira : Qu'êtes vous ? La réponse : Décidé. Il dira : À quoi ? Votre réponse : À la Liberté Totale[202].

Il est juste de dire que de telles déclarations n'ont pas valeur de témoignage devant un tribunal. Mais si, comme les Hammond et Darvall, nous ne faisons cas d'*aucun* de ces documents[203], nous sombrons dans le ridicule. Il nous faut supposer que les autorités, grâce à leurs agents, créèrent de toutes pièces de véritables organisations de conspirateurs, puis instituèrent la peine capitale pour de nouveaux crimes (tels que la prestation de serment), qui n'existaient que dans l'imagination de leurs propres espions ou comme résultat de leurs provocations. En outre, toute cette argumentation trahit une incapacité à imaginer le luddisme dans le contexte d'une communauté locale. À Nottingham et dans le West Riding en particulier, la force des luddistes se trouvait dans ces petits villages industriels, où tout le monde se connaissait, et s'inscrivait dans un même réseau étroit de parenté. La sanction d'un serment pouvait être terrible pour les êtres superstitieux, mais la sanction de la communauté était encore plus forte. Les dirigeants luddistes étaient populaires dans leurs villages, à l'exemple de George Howarth, un tisserand qui était probablement membre d'un comité secret du Yorkshire – « teint frais, bien bâti ; un grand chanteur en compagnie, conversation vulgaire, comme celle d'un paysan [...][204] ». Les autorités avait beaucoup de mal à persuader les témoins de venir dénoncer un voisin. Cela s'explique en partie par la peur des représailles luddistes. Mais, bien plus, jouer le rôle d'un indicateur, c'était enfreindre le code moral, ce qui entraînait la mise au ban de la communauté. Même les magistrats

202. *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).

203. Il existe de nombreux témoignages de ce type, concernant les exercices militaires, les délégués, les ambitions révolutionnaires, dans les documents du ministère de l'Intérieur. Darvall se facilite la tâche en n'en citant aucun et en attribuant chaque exemple, dans des notes méprisantes, au travail d'indicateurs imaginatifs ou intéressés.

204. F. Raynes, *op. cit.*, p. 114, 115.

locaux ne pouvaient considérer Benjamin Walker, le complice de Mellor qui témoigna contre lui, autrement que comme un Judas. Sur le point d'être exécuté, Mellor déclara qu'« il préférait être dans sa situation, tout horrible qu'elle fût, plutôt que de répondre du crime de leur accusateur, et qu'il n'échangerait pas sa place contre la sienne, même au prix de sa liberté et de 2 000 livres ». La situation des luddistes qui sauvèrent leur vie en dénonçant leurs complices aux autorités était presque plus pitoyable que celle des condamnés. Walker, à qui un quaker rendit visite après les exécutions d'York, se trouvait dans « un état lamentable, pâle, ses membres étaient si faibles qu'ils pouvaient à peine porter son corps ». En fait, il ne reçut jamais les 2 000 livres promises pour ses services. Il mena une existence vagabonde et misérable avant d'en être réduit à la mendicité. Deux luddistes de Nottingham, qui devinrent des informateurs, se mirent à craindre pour leur vie et mendièrent auprès de la Couronne le prix de leur voyage jusqu'au Canada. D'autres, qui étaient soupçonnés d'avoir donné des informations, furent simplement mis au ban de la communauté. Un homme du Yorkshire refusa de continuer à vivre avec sa femme, qui avait, par des indiscrétions stupides, fourni des indications qui conduisirent à l'échafaud l'un des assaillants de Rawfolds. Dans un cas similaire, plusieurs années plus tard, deux informateurs du Yorkshire furent mis au ban de la communauté jusqu'à la fin de leurs jours ; s'ils pénétraient dans une salle ou une taverne, la compagnie cessait immédiatement toute conversation ou quittait les lieux[205].

Nous devons nous représenter la solidarité de la communauté, l'extrême isolement des autorités. C'est cela qui éleva Cartwright

205. *An Historical Account of the Luddites*, Huddersfield, 1862, p. 79 ; F. Peel, *Risings of the Luddites*, éd. de 1895, p. 278, et *Spen Valley : Past and Present*, p. 261, 264 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 241, 242 ; D.F.E. Sykes et G. Walker, *Ben o' Bill's*, p. 335. Dans les années de l'après-guerre, les autorités prirent l'habitude de promettre aux indicateurs de la classe ouvrière un billet de passage pour l'une des colonies. Voir également J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 259-261.

et Roberson au rang de héros dans l'esprit de Charlotte Brontë, qui avait vécu le même isolement au presbytère de Haworth durant l'agitation chartiste. Lorsque Rawfolds fut attaqué, en dépit du bruit de la fusillade, personne, dans le village, ne bougea. Ce ne fut qu'après le retrait des luddistes que trois ou quatre hommes du pays apparurent et se déclarèrent du côté des assiégés : le révérend Hammond Roberson, M. Cockhill (un grand maître teinturier), M. Dixon (le directeur d'une entreprise de produits chimiques) et un bon vivant du village du nom de Clough. Ils furent rapidement entourés par une foule réprobatrice, dont les sympathies allaient clairement aux luddistes blessés[206]. En outre, les procès et les funérailles étaient l'occasion de manifestations de sympathie publique, qui prirent quelquefois la forme de l'intimidation, quelquefois celle de la ferveur religieuse. Les procès de luddistes à Nottingham eurent lieu au milieu des menaces, des manifestations et même, en une occasion, dans une salle de tribunal bondée où avaient pris place, disait-on, des hommes armés[207]. Le président d'un jury qui avait condamné plusieurs hommes pour complicité dans des attaques luddistes en mars 1812, à Nottingham, fut poursuivi jusqu'à Worksop :

> Monsieur,
> À la demande *expresse* du général Ludd je suis venu à Worksop pour enquêter sur votre position envers notre cause et je suis désolé de dire qu'elle correspond à la conduite que vous avez adoptée à notre égard récemment. Souvenez-vous, le jour est proche où des hommes de votre acabit devront se repentir. Il se peut que votre tour vienne bientôt. Souvenez-vous-en, vous êtes un homme sous surveillance.
>
> Au nom du Général Ludd,
> un Homme sincère[208].

206. F. Peel, *Spen Valley [...]*, p. 255, 256. Cf. *Leeds Mercury*, 9 mai 1812 : « [...] nous pensons que la classe ouvrière est en général disposée à considérer avec complaisance, pour ne pas dire avec approbation, les actes des personnes engagées dans cette association. C'est ce qui fait la force et la vie de l'Association. »

207. T. Bailey, *Annals of Nottinghamshire*, 1855, IV, p. 280.

208. H.O. 42.122.

Bien que les procès du Yorkshire se déroulassent à York, à plus de trente miles du théâtre des troubles, les autorités firent venir des forces armées supplémentaires : elles craignaient que l'on ne tentât de délivrer les prisonniers par la force. Même leurs adversaires admiraient le courage des accusés. Mellor et ses deux compagnons refusèrent d'avouer. Les quatorze autres, qui moururent quelques jours plus tard, en firent autant. « Si l'un de ces malheureux hommes possédait un secret, écrivit le *Leeds Mercury*, il l'a emporté dans la tombe. Leurs révélations furent extrêmement maigres[209]. » (D'après la tradition, le juge qui présidait le tribunal s'était accordé une petite plaisanterie pour l'occasion. Alors qu'on lui demandait s'il fallait pendre les quatorze condamnés à une seule poutre, il répondit, après quelques instants de réflexion : « Voyons ! non, monsieur. Ils seront pendus plus confortablement sur deux. ») Les sept premiers à être menés au lieu d'exécution, en présence d'une grande foule, arrivèrent à l'échafaud en chantant l'hymne méthodiste :

Voyez le Sauveur de l'Humanité
Cloué à l'arbre de la honte
Combien grand l'amour qui le porte
À saigner et à mourir pour moi.

Écoutez : comme il gémit ! tandis que la nature tremble,
Et que les solides piliers de la terre penchent ;
Le voile du temple se déchire en deux,
Le marbre résistant se fend.

209. Un officier qui avait assisté à l'exécution écrivit à Radcliffe : « Je pense qu'il y avait huit véritables *Luds* et neuf Déprédateurs qui profitèrent de l'Occasion [c'est-à-dire des cambrioleurs]. » L'aumônier lui rapporta que les « véritables Luds » avaient refusé de se confesser : « je crois réellement qu'ils ne considéraient pas cela comme une faute *grave*, peut-être même pas comme une faute du tout. » Il ajoutait : « Je crois qu'ils étaient tous Méthodistes », colonel Norton à Radcliffe, janvier 1813, in Radcliffe, MSS, 126/114.

C'en est fait ! la précieuse rançon est payée,
« Reçois mon âme », crie-t-il ;
Voyez comme il penche sa tête sacrée,
Il penche la tête et meurt[210].

Dans l'ensemble des trois comtés, nous avons l'impression que la communauté soutenait moralement les activités luddistes tant qu'elles n'allaient pas jusqu'à l'assassinat. Les autorités elles-mêmes déploraient :

> L'on doutait de la turpitude morale des crimes, ce qui les encourageait ; le mal atteignit son paroxysme en raison du fanatisme religieux qui existe malheureusement à un degré excessif dans ces districts populeux[211].

Tout comme le mythe populaire peignait tous les informateurs en Judas, Charlotte Brontë respectait fidèlement le mythe de la classe moyenne quand elle caricaturait, à travers Moses Barraclough, prédicateur *ranter* et « méthodiste rallié », un instigateur luddiste hypocrite ; et quand elle faisait dire, avec les accents de l'Ancien Testament, à celui qui avait tenté d'assassiner Gérard Moore : « Lorsque le méchant périt, il y a des cris de joie ; le méchant passe comme le tourbillon ; l'enfer est béant devant lui [...][212]. » Les certitudes en la matière sont également très fragiles. Deux ou trois des hommes exécutés à York étaient certainement méthodistes. Beaucoup d'autres avaient été élevés dans la culture méthodiste (ou à sa périphérie, parmi les southcottiens ou les *Ranters*) ; mais, même dans la cellule des condamnés, leurs pasteurs – qui étaient

210. *Proceedings under the Special Commission at York*, Leeds, 1813, p. 67-69 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 332 ; H. Clarkson, *Memories of Merry Wakefield*, Wakefield, 1887, p. 40.

211. Introduction autorisée aux procès d'York, in Howell, *State Trials*, XXXI, 964.

212. *Shirley*, chap. VIII, XXX.

extrêmement soucieux de disculper le méthodisme de toute complicité – n'avaient aucun pouvoir sur eux. La ferveur de l'Ancien Testament s'était assimilée à une solidarité de classe face à laquelle Jabez Bunting lui-même ne pouvait rien.

Les funérailles luddistes en sont une bonne illustration. Les funérailles de John Westley, le luddiste tué dans un affrontement en novembre 1811, furent l'occasion d'une manifestation de sympathie populaire à Nottingham. « La dépouille mortelle était précédée d'un grand nombre d'anciens compagnons du club du défunt, portant des baguettes noires ornées d'un nœud de crêpe. »

> Le spectacle était vraiment impressionnant. Le Sheriff du comté, son Adjoint et environ une demi-douzaine de Magistrats étaient sur les lieux, assistés d'un détachement d'Agents de police et d'environ trente dragons à cheval [...] avant la levée du corps la Loi sur les Émeutes fut lue en plusieurs endroits de la ville[213].

Les deux hommes qui moururent de leurs blessures à Rawfolds furent veillés avec la même compassion. Il n'y eut pas de grandes funérailles publiques à Huddersfield, uniquement parce que les autorités inhumèrent Booth plus tôt que prévu. Hartley fut inhumé à Halifax, suivi par un cortège funèbre de centaines de personnes portant un crêpe blanc au bras. Ses amis réclamèrent pour lui des funérailles méthodistes, et, lorsque Bunting refusa de lire l'office, il y eut des scènes de colère. Le dimanche suivant, une grande foule assista à un service célébré à sa mémoire. Jonathan Saville, un prédicateur infirme, rappela qu'il s'agissait de « l'assemblée la plus importante qui se soit jamais trouvée dans la chapelle de Halifax » :

> [...] les gens vinrent de très loin pour pleurer le défunt. Ils ne purent tous entrer dans la chapelle ; des centaines restèrent dehors, car ils ne pouvaient y pénétrer, tandis que des agents de police maintenaient l'ordre devant les portes. Le prédicateur prévu cet après-midi-là s'était rendu à Huddersfield, sans doute pour se tenir à l'écart [...]

213. *Leeds Mercury*, 23 novembre 1811 ; T. Bailey, *op. cit.*, IV, p. 247.

Bunting, lui aussi, refusa de prêcher et ordonna à Saville de le remplacer. L'invalide prêcha sur la différence, devant la mort, entre un croyant et un infidèle :

> À cette époque, peut-être plus que jamais, il y avait beaucoup d'infidèles parmi les classes les plus basses de la société. [...] Je m'exclamai : « Infidèle, irréductible, n'élève jamais le drapeau noir lorsque tu seras face à la mort ! » Cela produisit, semble-t-il, un grand effet [...]

L'effet, cependant, ne fut pas celui que Saville attendait, et il fut attaqué à coups de pierres lorsqu'il quitta la chapelle. On avait inscrit à la craie sur les murs et les portes : « Vengeons le Sang de l'Innocent. » Pendant des semaines, après cet événement, une escorte armée accompagna Bunting (qui reçut aussi des lettres de menaces) lorsqu'il devait se rendre à la campagne. Des troubles semblables eurent lieu à Holmfirth et à Greetland (près de Halifax) lorsque le pasteur méthodiste refusa d'enterrer religieusement les hommes exécutés à York[214]. Et les mêmes manifestations publiques accompagnèrent les funérailles de James Towle à Nottingham, en novembre 1816, lorsqu'un magistrat, le Dr. Wylde, refusa la célébration du service religieux. Malgré cela, trois mille personnes suivirent la cérémonie, et, d'après le rapport d'un espion :

> On m'a rapporté qu'un maître d'École avait annoncé les Cantiques qui seraient chantés depuis sa Maison jusqu'à la Tombe par six jeunes femmes. [...] Il y avait une Étoile ou une Croix sur le Cercueil, qui excitait la curiosité. Certains disaient que c'était parce qu'il était mort en héros, d'autres, parce qu'il avait été pendu, d'autres encore maudissaient le Dr. Wylde pour n'avoir pas autorisé le service religieux. Badder disait [...] cela n'avait pas d'importance pour Jem, il ne voulait pas de pasteur[215].

214. J.U. Walker, *History of Wesleyan Methodism in Halifax*, Halifax, 1836, p. 255 ; E.V. Chapman, *John Wesley and Co. (Halifax)*, Halifax, 1952, p. 35 ; F.A. West, *Memoirs of Jonathan Saville*, 1844, p. 24, 25.

215. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 239.

Toute description du luddisme qui se réduit à une interprétation « syndicale » ou qui dénie toute signification à ses accents insurrectionnels en évoquant simplement quelques « têtes brûlées » n'est pas satisfaisante. Même à Nottingham, où les luddistes montraient le plus de discipline dans leur poursuite d'objectifs revendicatifs, la relation entre le bris de machines et la sédition politique était admise des deux côtés, puisque non seulement les tricoteurs sur métier, mais aussi l'ensemble des « ordres inférieurs » étaient complices des luddistes dans leur combat contre les bonnetiers, les militaires et les magistrats. Dans le Lancashire, alors que l'ossature de l'organisation reposait sur les tisserands, les mineurs, les fileurs de coton et des hommes appartenant à tous les métiers participèrent aux troubles. Dans la région du West Riding, bien que les cibles des attaques fussent les laineuses mécaniques et les métiers à tondre, il n'y eut pas que des tondeurs de drap, mais aussi « bon nombre de tisserands, tailleurs, cordonniers et des représentants de presque tous les métiers » pour se joindre aux luddistes. John Booth, le fils de pasteur tué dans l'attaque de Rawfolds, était en apprentissage chez un bourrelier[216]. Parmi les prisonniers jugés devant la Commission spéciale d'York, il y avait 28 tondeurs de drap, 8 manœuvres, 4 tisserands, 3 cordonniers, 3 mineurs, 3 fileurs de coton, 2 tailleurs, 2 drapiers et 1 boucher, 1 fabricant de cardes, 1 charpentier, 1 tisseur de tapis, 1 chapelier, 1 colporteur, 1 commerçant, 1 maçon, 1 marinier et 1 fileur de laine[217].

Nous pouvons maintenant tenter d'expliquer l'histoire du luddisme. Il naquit (1811) à Nottingham comme forme d'action « syn-

216. F. Peel, *op. cit.*, p. 6, 18.

217. *Report of Proceedings under Commissions of Oyer and Terminer [...] for the County of York, Hansard*, 1813, p. XIV-XIX. Il faut dire, cependant, que certains d'entre eux étaient des pseudo-luddistes, accusés de cambriolage, alors que le chapelier, les cordonniers et le fabricant de cardes étaient les démocrates de Halifax. Presque tous les hommes inculpés pour leur participation à l'affaire de Rawfolds étaient des tondeurs de drap. Voir également T.S. 11.2669.

dicale » et avec l'appui de la communauté des travailleurs. Il fut immédiatement proscrit, et cette situation le conduisit dans une voie plus insurrectionnelle. Au cours de l'hiver 1811-1812, il est vraisemblable que des délégués, officiels ou non, ont parcouru d'autres régions du Nord[218]. Le luddisme du Yorkshire (février 1812) prit d'emblée un caractère plus insurrectionnel. D'une part, la vieille rancœur des tondeurs de drap fut rallumée par les événements de Nottingham ; d'autre part, de petits groupes de démocrates ou de partisans de Paine virent dans le luddisme un moyen d'action révolutionnaire. Ces deux aspects se retrouvent dans deux lettres luddistes, toutes deux envoyées en mars 1812. La première, provenant probablement de Huddersfield, exprime les griefs des tondeurs de drap :

> *N.B.* [...] le Général [...] m'ordonne de vous informer de la façon dont les Apprêteurs de Drap du district de Huddersfield ont dépensé sans aucun résultat 7 000 livres dans des pétitions pour réclamer que le Gouvernement mette les Lois en vigueur et fasse arrêter les Laineuses Mécaniques et les Métiers à Tondre – c'est pourquoi ils essaient cette méthode maintenant ; et il sait combien vous craignez que l'action ne soit menée dans un autre but, mais vous ne devez pas craindre une telle chose, car dès que vos Odieuses machines seront Arrêtées ou Détruites le Général et sa Courageuse Armée se disperseront et Retourneront à leur Travail, comme de Féaux Sujets[219].

L'autre lettre, postée environ une semaine auparavant, ressemble fort peu à celle d'un « féal sujet ». Elle indique que la déception devant l'incapacité du prince régent à former un ministère de réforme et de

218. Voir, par exemple, une lettre entre des correspondants du Yorkshire et l'un de leurs frères à Nottingham qui fut interceptée : il y est question d'un homme de Nottingham qui est venu habiter chez eux : « Nous [...] l'avons reçu comme l'un de vos amis, et nous pensons qu'Il l'est, et nous avons partagé un ou deux pichets de bière, et il nous a lu la chanson de M. Lud », 19 avril 1812, Radcliffe, MSS, 126/32.

219. *Ibid.*, 126/27.

paix (point de départ de l'émeute de la Bourse de Manchester) fut à l'origine du mouvement luddiste dans le Yorkshire :

> La Cause première de la naissance de notre mouvement fut l'Ignoble lettre du Prince Régent aux Lords Grey et Grenville, qui ne nous laisse aucun espoir d'Amélioration, et la façon dont il s'est acoquiné avec ces deux Damnés Fripons, Percival et Cie, à qui nous attribuons toutes les Misères dont souffre notre Pays. Mais nous espérons l'aide de l'Empereur de France pour nous affranchir du Joug le plus Pourri, du plus Corrompu et du plus Tyrannique des Gouvernements qui ait jamais existé, que tombent les Tyrans de Hanovre, et tous les Tyrans du plus grand au plus petit, jusqu'à ce que nous soyons gouvernés par une juste République, et que le Tout-Puissant hâte l'arrivée de ces Jours heureux, c'est le vœu et la Prière de Millions d'hommes de ce Pays [...][220].

Si nous admettons l'authenticité de ces deux lettres, elles indiquent que, dans le Yorkshire, le luddisme commença selon deux orientations différentes et que la sensibilité insurrectionnelle finit par l'emporter à mesure du déroulement des événements. On doit accorder quelque importance à la tradition verbale, recueillie par Frank Peel, selon laquelle Baines, le vieux chapelier de Halifax, était effectivement au centre d'un groupe de *Tom Painers* qui formaient « un club démocratique ou républicain » dont le lieu de réunion était à l'auberge *St. Crispin's*, à Halifax. Il y eut, en mars, une importe réunion de délégués luddistes, et Baines souhaita la bienvenue à leur mouvement, de son fauteuil de président :

> Pendant trente ans j'ai lutté pour que le peuple se soulève contre ce mal, et [...] j'ai souffert pour mes opinions dans mon corps et mes biens. J'arrive maintenant au terme de mon pèlerinage, mais je mourrai comme j'ai vécu ; je consacrerai mes derniers jours à la cause du peuple. Je salue votre soulèvement contre vos oppresseurs, et j'espère qu'il se poursuivra jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul tyran. J'ai longtemps attendu l'aube

220. W.B. Crump, *op. cit.*, p. 230.

> de ce jour, et il se peut que, tout vieux que je suis, je puisse assister au triomphe de la démocratie.

D'après la même tradition, un délégué de Nottingham nommé Weightman déclara aussi : « Notre conseil est en contact quotidien avec les sociétés de tous les centres de rébellion et préconise un soulèvement général en mai[221]. »

Ce récit semble véridique sinon dans ses termes, du moins dans son esprit général. Les autorités étaient clairement déterminées à obtenir du tribunal un verdict de culpabilité contre Baines, en dépit du témoignage très fragile de leurs espions. Un témoin prétendit que Baines avait déclaré qu'« il n'était pas dans ses habitudes d'avoir des relations avec quiconque ne connaissait pas les mots Aristocratie et Démocratie » ; tandis que le juge considérait comme une circonstance aggravante le fait qu'il se soit vanté d'« y voir clair depuis vingt-trois ans[222] ». S'agissait-il d'une accusation montée de toutes pièces contre les radicaux de la région ou étaient-ils véritablement en contact avec le mouvement luddiste ? C'est là une autre question. Mais on est éclairé sur ce point par les rapports de l'indicateur clé du Lancashire, « B », qui, en mars et en avril 1812, assura avoir reçu la visite d'un délégué du nom de Walsh, venant de Leeds, et (en avril) avoir reçu une lettre d'un certain Mann, originaire de la même ville[223], qui décrivait les succès luddistes. Walsh lui indiqua que, dans le comité secret de Leeds, « aucun ancien jacobin n'a le droit d'agir, du fait qu'ils ont été soupçonnés au cours des dernières années » :

> Quelques-uns des anciens Jacobins souhaitaient participer à l'action, mais l'ancien Comité avait agi de façon si désordonnée qu'il n'y avait

221. F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 23-26. Dans la préface à la seconde édition (1888), Peel raconte comment cette tradition fut préservée.

222. *Report of the Proceedings [...] under Oyer and Terminer*, p. 124, 207.

223. James Mann, un tondeur de drap de Leeds, fut détenu en raison de la suspension de l'*Habeas corpus*, en 1817 (voir *infra*, p. 880), et devint ensuite le libraire le plus radical de Leeds. Il serait intéressant de savoir si les deux « Mann » ne font qu'un.

> gagné ni prudence ni succès, si bien qu'aucun d'entre eux n'est autorisé à faire partie du Comité et qu'ils doivent se tenir en retrait.

L'organisation du Yorkshire (d'après ce que Walsh rapporta à « B ») était dirigée par un « Comité des métiers », dont les réunions se tenaient à Leeds dans le plus grand secret :

> Les Comités ne se réunissaient jamais dans une auberge, mais chez des particuliers ou encore, lorsque le temps le permettait, dans les champs, la nuit, et non pas, comme dans l'ancienne affaire, au vu et au su de toute la ville[224].

Il est possible que, tandis que les « vieux jacobins » étaient tenus à distance à Leeds, les luddistes se soient montrés moins prudents à Halifax. Et cela concorde avec certains témoignages qui indiquent que le luddisme prit, dans le Yorkshire, une tournure plus insurrectionnelle après l'échec de l'attaque de Rawfolds. Il est sûr que, à partir d'avril, il y eut dans le West Riding une organisation secrète de délégués. Après Rawfolds, l'organisation luddiste se consacra plutôt à la préparation d'un mouvement révolutionnaire général. Durant la période d'avril à septembre, il y eut de fréquentes opérations armées, des collectes de fonds et des rumeurs de prestations de serment. Le plomb (pour les balles) disparut comme neige au soleil. « Les pompes et les conduites d'eau disparaissent chaque jour[225] », même les bacs à teinture et les gouttières disparaissaient. La conspiration s'étendit à des régions telles que Sheffield et Barnsley, où il n'y avait ni tondeurs de drap, ni métiers à tondre, ni laineuses mécaniques. Les luddistes s'inspiraient d'« idées sommaires sur le renversement du gouvernement lui-même, qui devait se produire une fois que leur organisation se

224. Rapports de « B », 25 mars, 18 avril 1812, H.O. 40.1. L'« ancien Comité » et l'« ancienne affaire » se rapportent sans doute à la conspiration de 1801 et 1802, voir *supra*, p. 427-431.

225. *Leeds Mercury*, 6 juin 1812.

serait étendue à tout le pays et qu'ils auraient rassemblé un nombre suffisant d'armes[226] ».

Si le luddisme dépassa dans le Yorkshire le mécontentement des tondeurs de drap et visa des buts révolutionnaires plus larges, il n'y avait aucun thème qui pût unifier les mécontentements dans le Lancashire. Les émeutes de la faim, les inscriptions incendiaires, l'agitation secrète pour la réforme politique, les comités syndicaux secrets, les saisies d'armes, les attaques contre les métiers mécaniques et les provocations des espions se déroulaient simultanément, quelquefois spontanément et, souvent, en l'absence de lien organisé entre les différentes actions. Le chapitre de *The Skilled Labourer* sur « Le luddisme dans le Lancashire » est le moins satisfaisant de l'ouvrage. Certaines assertions sont totalement erronées, ainsi l'affirmation selon laquelle les troubles dans le Lancashire et le Cheshire avaient cessé au début de mai 1812. D'autres – telle la prodigieuse influence attribuée à quelques espions de Bolton et à « B » de Manchester – s'appuient sur des spéculations et des interprétations spécieuses, présentées comme un récit des événements. Les conclusions frisent le ridicule. On veut nous faire croire que 71 compagnies d'infanterie, 27 pelotons de gardes à cheval et de dragons, ainsi que des milliers de citoyens recrutés comme auxiliaires de police (1 500 pour la seule région de Salford) étaient en service actif dans le Lancashire en mai 1812, parce que le « Vieux S », le « Jeune S » et « B » avaient rempli d'effroi leurs employeurs avec des histoires d'insurrection, et parce que quelques émeutes de la faim spontanées avaient eu lieu.

Ce que l'on peut observer dans la façon dont les Hammond utilisent leurs sources, c'est leur tendance marquée à *commencer* leur recherche avec la certitude que tout projet insurrectionnel *sérieux* de la part des ouvriers étaient hautement improbable ou répréhensible, ne méritait pas la sympathie et devait donc être attribué à une frange extrémiste et irresponsable. Mais il est difficile de voir ce qui, en 1812, peut conduire à une telle supposition. La guerre se poursuivait depuis près de vingt ans – avec une seule année d'interruption. Les

226. F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 9.

hommes du peuple avaient peu de libertés civiques et aucune liberté syndicale. Ils n'avaient pas le don de prévoir le cours de l'histoire, si bien qu'ils ne pouvaient pas se réconforter en pensant que, vingt ans plus tard (quand beaucoup d'entre eux seraient morts), la bourgeoisie leur obtiendrait le droit de vote. En 1812, le statut et le niveau de vie des tisserands avaient connu une dégradation désastreuse. Les hommes du peuple étaient si affamés qu'ils étaient prêts à risquer leur vie pour un cageot de pommes de terre. Dans une telle situation, il eût été surprenant que ces hommes n'aient pas fomenté de soulèvements révolutionnaires. Et comment voudrait-on qu'apparaisse, dans ces conditions, une génération de réformistes constitutionnels modérés, agissant dans le cadre d'une Constitution qui n'admettait pas leur existence politique ?

Au moins pourrait-on penser que la tradition démocratique aborderait le triste sort de ces hommes avec prudence et humilité. En fait, cela a rarement été le cas. Plusieurs des historiens qui se penchèrent les premiers sur cette période (les Hammond, les Webb et Graham Wallas) étaient des hommes et des femmes qui avaient des convictions fabiennes et qui considéraient « les débuts du mouvement ouvrier » à la lumière des lois de réforme ultérieures, de la croissance du *Trade Union Congress* et du parti travailliste. Puisque les luddistes et les émeutiers de la faim n'apparaissent pas comme des « précurseurs » satisfaisants du « mouvement travailliste », ils ne méritent ni sympathie ni attention spéciale. À ce parti pris s'ajoutait, venu d'ailleurs, celui, plus conservateur, de la tradition universitaire orthodoxe. C'est ainsi que l'« histoire » a traité équitablement les Martyrs de Tolpuddle et s'est montrée plus que généreuse envers Francis Place ; mais les centaines d'hommes et de femmes exécutés ou relégués pour prestation de serment, conspiration jacobine, luddisme, les soulèvements de Pentridge et de Grange Moor, les émeutes de la faim, les émeutes contre les enclosures et les barrières de péage, les émeutes d'Ely et la révolte des ouvriers agricoles en 1830 ont été oubliés de tout le monde, sauf de quelques spécialistes, ou bien, si l'on se souvient de ces hommes, on les juge naïfs ou atteints de folie criminelle.

Mais, pour ceux qui la vivent, l'histoire n'est ni « en avance » ni « en retard ». Les « précurseurs » sont aussi les héritiers d'un autre passé. Les hommes doivent être jugés dans leur propre contexte ; et, dans ce contexte, on peut considérer des hommes tels que George Mellor, Jem Towle et Jeremiah Brandreth comme des hommes de stature héroïque.

De plus, le parti pris s'insinue à sa façon jusque dans les plus petits détails de la recherche historique. C'est particulièrement vrai de l'analyse du luddisme dans le Lancashire. Il n'y a qu'une seule raison qui puisse conduire l'historien à conclure à l'inexactitude des diverses dépositions – contenues dans les dossiers du ministère de l'Intérieur – sur les aspects révolutionnaires de ce mouvement, c'est le postulat selon lequel ces déclarations sont forcément fausses. Une fois celui-ci posé, les Hammond s'embarquent sur l'océan de la fiction historique. En voici un exemple. L'indicateur le plus régulier, pendant les années du luddisme et de l'après-guerre, fut un individu connu sous le pseudonyme de « B ». Il est possible que ce « B » ait été employé comme indicateur depuis 1801 ou 1802[227] ; il avait en tout cas la confiance des ultra-radicaux de Manchester. Il se nommait Bent, c'était un petit commerçant que l'on présenta, en 1812, comme « acheteur et revendeur de déchets de coton[228] ». Comme c'était un homme relativement riche, il était fréquemment nommé trésorier de divers comités secrets – poste d'observation remarquable pour un espion. De cette façon, il était bien placé pour fournir des informations venant de l'intérieur.

Dans le livre *The Skilled Labourer*, « B » apparaît fréquemment, dans le rôle d'un colporteur de nouvelles à sensation et d'un provocateur :

227. Voir *The Skilled Labourer*, p. 67, 73, et *supra*, p. 445. Il n'est pas absolument certain, cependant, qu'il s'agisse du même « B », du fait que d'autres « B » étaient également employés, Barlow par exemple, cf. *supra*, p. 641.

228. Déposition de H. Yarwood, 22 juin 1812, in H.O. 40.1. On le décrivit aussi comme « un respectable marchand de coton », voir *The Trial at Full length of the 38 Men from Manchester*, Manchester, 1812, p. 137.

> Les documents du ministère de l'Intérieur comportent un grand nombre de messages en mauvais anglais émanant de lui, remplis d'indications épouvantables sur de possibles soulèvements des ordres inférieurs, encouragés par de mystérieux personnages haut placés. Le soulèvement général, avec des milliers d'hommes liés par serment dans diverses parties du pays, est un thème constant chez lui.

Quant aux serments des luddistes dans le Lancashire (déclarent les Hammond), « il n'est pas déraisonnable de penser [...] qu'ils naquirent dans l'imagination fertile de "B" ». Confrontés au témoignage selon lequel un délégué de Manchester rendit visite à un comité secret des tisserands de Stockport et chercha à les entraîner dans des préparatifs révolutionnaires, les Hammond trouvent une explication commode :

> Quiconque a parcouru les dossiers du ministère de l'Intérieur se rapportant à cette période ne peut manquer de reconnaître dans ce qu'a dit le délégué de Manchester la voix de « B » [...]

À partir de cette hypothèse (fondée sur une prétendue connaissance supérieure que peu de gens prendront la peine de remettre en cause), ils bâtissent le roman de la provocation. Mais, quelques pages plus loin, lorsqu'il convient à ces mêmes auteurs d'ajouter foi à une autre partie des rapports de « B », ils informent aimablement le lecteur qu'« il est peu vraisemblable que Bent ait jamais tenté sérieusement d'amener ses collègues à recourir à des méthodes violentes, car autrement des hommes de l'expérience de John Knight auraient cessé de lui faire confiance [...] ». En bref, les rapports de « B » sont sollicités dans un sens ou dans l'autre pour correspondre à la légende du moment[229].

Qu'il nous soit permis de suggérer une lecture différente des documents du ministère de l'Intérieur. Bent n'était pas un provocateur, c'était un simple informateur qui limitait ses activités à ce qu'il fallait faire pour s'assurer la confiance constante de ses camarades radicaux. Il nous paraît avoir été plutôt stupide mais observateur, deux traits

229. *Ibid.*, p. 274, 275, 297, 336, 337.

de caractère qui se retrouvent souvent chez un même homme. C'est pourquoi l'on ne peut le croire que lorsqu'il décrit des événements auxquels il a lui-même participé, tandis qu'il fait passer dans ses rapports sur les objectifs à long terme ou sur les ramifications de l'organisation dans le reste du pays les vantardises des militants les plus sanguinaires. L'idée que Bent fût le délégué de Manchester qui entraîna le comité de Stockport dans des projets de conspiration ne résiste pas à l'examen[230].

En fait, si l'on cesse de suivre la fausse piste de la provocation, il est possible de bâtir un récit plus cohérent de l'histoire interne du luddisme dans le Lancashire, en utilisant à peu près les mêmes sources que les Hammond. Il faut d'abord se souvenir que le jacobinisme s'était enraciné plus profondément dans le Lancashire que dans aucune autre région industrielle ; et l'immigration irlandaise lui avait donné un accent particulièrement révolutionnaire. Il n'y a pratiquement que dans le Lancashire que nous constatons l'existence d'un courant *manifeste* et permanent d'opposition à la guerre et d'agitation réformatrice, des années 1790 jusqu'au luddisme, en passant par la période des « Anglais unis ». En 1808, on signala cette activité non seulement à Manchester, mais aussi à Royton, à Bolton et à Blackburn. « N'est-il pas temps », demandèrent les tisserands de Bolton lorsqu'ils annoncèrent leur intention de manifester chaque dimanche durant deux mois, à Charters Moss, au-dessus de la ville,

> de faire sortir la Constitution du trou où elle est dissimulée et de la montrer dans son absolue pureté originelle, de façon que chacun puisse voir *les lois de ses aïeux*[231] ?

230. Au début du printemps 1812, « B » fit des rapports réguliers et abondants. Les Hammond font reposer leur récit de la rencontre de Stockport, en février, sur les aveux de Thomas Whittaker (in H.O. 42.121). Mais « B » rapporta, le 25 mars, qu'il n'avait pas encore réussi à participer à des réunions secrètes mais qu'il espérait y être bientôt admis (H.O. 40.1). Il réussit en effet à participer à plusieurs des réunions des tisserands au cours du mois d'avril, mais fut exclu d'une importante réunion en mai, en raison d'un désaccord sur des questions d'argent (déposition de Yarwood, in H.O. 40.1).

231. Voir A. Aspinall, *op. cit.*, p. XXIII n. 2, 98, 99 n. 1, 100, 101 n. 2.

D'année en année, la vaine agitation des tisserands pour un salaire minimum les avaient amenés sur la voie de l'action politique, qu'elle soit révolutionnaire ou constitutionnaliste.

D'autre part, lorsque le luddisme apparut, en 1811-1812, le syndicalisme clandestin était déjà fortement implanté dans le Lancashire. Nous avons déjà relevé le niveau d'organisation et de délibération des métiers de l'artisanat et des fileurs de coton à Manchester. L'organisation des tisserands était probablement, elle aussi, étendue et solidement assise. Dans les villes et même dans quelques villages du Lancashire, il y avait des « comités secrets » de tisserands plus ou moins représentatifs, habitués à se consulter sur les demandes à adresser au Parlement, les pétitions, les collectes de fonds, etc.[232].

Si bien que, lorsque le luddisme pénétra dans le Lancashire, il ne vint pas remplir un vide. Il existait déjà, à Manchester et dans les grands centres, des associations d'artisans, des comités secrets de tisserands et des groupes anciens ou nouveaux de radicaux adeptes de Paine, autour desquels gravitaient des Irlandais en effervescence. Le Lancashire constituait un terrain de choix pour les espions et les provocateurs, non parce qu'il s'y passait peu de chose, mais bien plutôt parce qu'il s'y préparait beaucoup de choses. Et les rapports se contredisent, non parce que tous les indicateurs mentaient, mais parce qu'il y avait des contradictions au sein du mouvement. Dans une région aussi développée politiquement que le Lancashire, toutes choses étant relatives, il y eut forcément des positions divergentes sur le bien-fondé des destructions de machines. Ce conflit

232. Voir le témoignage d'A.B. Richmond, cité *supra*, p. 489. Il existe également une déposition complète, in *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g), sur une certaine « association de tisserands », s'étendant prétendument « de Londres à Nottingham et, de là, à Manchester et à Carlisle », tenue au secret le plus strict par différents serments aux différents niveaux de l'organisation, d'extrêmes précautions étant prises pour la transmission de documents – le rendez-vous nocturne sur la lande, le message laissé dans un tronc creux au coin d'un champ, et ainsi de suite.

au sein des conseils de travailleurs provoqua de nombreuses frictions entre février et la fin du mois d'avril 1812. Ainsi, il semblerait qu'au cours du mois de février la politique propre au luddisme ait été adoptée par des assemblées de délégués des tisserands, représentant les comités secrets de plusieurs villes. D'après la déposition d'un certain Yarwood, lui-même sous-délégué du comité secret de Stockport, les tisserands étaient enrôlés (et « liés » par serment) dans une organisation dont les objectifs étaient la destruction des métiers à vapeur, la collecte d'argent pour se procurer des armes et la riposte à la force par la force. L'adhésion coûtait 1 penny par semaine ; on employa même un organisateur à plein temps pendant un mois ou deux ; c'était John Buckley Booth, un ancien « pasteur dissident[233] ». Mais, à ce stade, les déclarations de Yarwood deviennent vagues. Il semble que d'autres métiers, en particulier les fileurs, les tailleurs et les cordonniers, aient eu des représentants dans les comités secrets de Manchester et de Stockport, et que bien d'autres, en dehors des tisserands, aient été « liés ». Mais Yarwood ne connaissait pas les projets effectifs des comités, car il n'était secrétaire que d'un seul district de l'organisation de Stockport ; et il remettait ses fonds à John Buckley Booth, dont il recevait des instructions.

Il est clair, cependant, d'après le témoignage de Yarwood et d'autres, que les comités étaient divisés. Dès le 5 avril, le comité de Manchester refusait de suivre la ligne luddiste :

> Il n'y avait que discorde entre eux la nuit dernière. Les districts n'avaient pas donné assez d'argent pour payer les quelques verres qu'avait bus le Comité secret.

Il fallut recueillir une certaine somme pour envoyer des délégués à Bolton et à Stockport « pour les informer que Manchester n'agirait pas de concert avec eux », en l'empruntant (comme le suggéra Yarwood) à « M. Bent [...] que j'avais vu en compagnie des membres du comité secret au *Prince Regent's Arms* ». Il semblerait que les émeutes de

233. Peut-être un prédicateur local ?

la mi-avril aient éclaté, pour la plupart, spontanément ; les comités secrets ne les avaient ni préparées ni même soutenues. À la fin d'avril, les métiers de Manchester (notamment les fileurs et les tailleurs) refusèrent de continuer à verser de l'argent, si bien que les délégués de Manchester (y compris Bent) furent exclus d'une importante rencontre de délégués à Failsworth, le 4 mai.

À partir de ce moment-là, il semble que deux formes d'organisation aient coexisté dans le Lancashire (elles avaient peut-être certains membres en commun). D'un côté, une partie du mouvement s'appliqua à reprendre la campagne en faveur de la paix et de la réforme parlementaire. Bent rendit compte d'une rencontre de délégués qui se tint le 18 mai afin de préparer une pétition à ce sujet, à laquelle assistèrent des représentants de plusieurs villes du Lancashire et du Yorkshire : comme à l'accoutumée, il réussit à se faire nommer trésorier. Ce fut à cette campagne que s'associèrent John Knight et les « trente-huit », qui furent arrêtés par Nadin à Manchester en juin (à la suite d'une dénonciation de Bent) et accusés d'avoir fait prêter serment. De l'autre côté, une autre partie du mouvement était certainement engagée dans des préparatifs insurrectionnels. Dès le 28 mars, Bent déclarait avoir rencontré des conspirateurs irlandais, « des gars dangereux et téméraires, et au moins quatre d'entre eux avaient participé à la Rébellion en Irlande ». En avril, il déclarait qu'un délégué irlandais lui avait effectivement rendu visite, après être passé par Dublin, Belfast et Glasgow, et entendait continuer son voyage jusqu'à Derby, Birmingham et Londres. Il prétendait avoir été officier pendant la rébellion, se faisait appeler Patrick Cannovan et « avait dans les quarante ans, était d'apparence distinguée, bien habillé de noir et portant des bottes à la Souvarov ». Bent reçut ensuite la visite d'un délégué de Birmingham qui passait par Manchester en se rendant à Glasgow, via Preston et Carlisle. Un autre délégué rendit visite à l'un des comités vers la mi-mai, venant de Newcastle dans les Potteries. Il venait annoncer que plusieurs milliers de personnes avaient prêté serment et s'étaient armées dans sa région, mais que Londres était « très en retard [...] les choses ne se font pas dans l'esprit que l'on pourrait souhaiter ». Ceux qui, à Londres, faisaient partie de la

conspiration étaient « essentiellement des tisserands et des tailleurs de Spitalfields » ou des « Chevaliers de l'Aiguille ».

Ces récits décrivent d'une manière plausible l'existence d'un monde souterrain et clandestin dont les Irlandais réfugiés après les événements de 1798 constituaient les principaux canaux de communication. Il serait faux, cependant, de tracer une frontière nette entre réformateurs constitutionnels, d'un côté, et Irlandais partisans de l'insurrection, de l'autre. Il est également possible que les têtes pensantes du mouvement réformateur se soient considérées comme des révolutionnaires plus sérieux que les destructeurs de machines[234]. « L'Exécutif », écrivait Bent au début de mai,

> recommande au peuple d'être pacifique et de ne troubler la paix à aucun prix – ceux qui le font ne sont pas de ceux qui sont liés par serment [...]

« Le fait est », écrivait un jacobin anonyme du Lancashire, qui signait « Tom Paine »,

> que l'organisation du peuple progresse d'une façon régulière et générale. On les appelle Hamdénites, Sidneyites ou Painites. Il s'est trouvé que c'est à moi qu'est revenue la tâche d'unifier des milliers de gens. NOUS – car je parle au nom de multitudes – démentons et désavouons tout lien avec les destructeurs de machines, ceux qui incendient les fabriques, extorquent de l'argent, pillent et assassinent. Nous savons que chaque machine qui allège le travail humain est une bénédiction pour la grande famille à laquelle nous appartenons. Nous avons l'intention d'agir à la source de nos griefs puisqu'il ne sert à rien de faire signer des pétitions, nous avons l'intention d'*exiger* et d'*ordonner* la réparation de nos torts [...]

On peut penser qu'aux alentours de mai 1812 le luddisme, dans le Lancashire et le Yorkshire, avait largement cédé la place à une organisation révolutionnaire qui établit des contacts, par l'inter-

234. Voir le commentaire de F. Peel, *op. cit.*, p. 164, sur la réaction des démocrates de Halifax après l'assassinat de Horsfall : « L'assassinat n'a trouvé ni avocat ni défenseur en la personne de Baines, le vieux démocrate. »

médiaire d'émigrés irlandais et d'anciens jacobins, avec de nombreux centres (Sheffield, Barnsley, Birmingham, les Potteries, Glasgow) où aucun agissement luddiste n'eut lieu. Du luddisme proprement dit, seul le nom du Général survécut. Des cartes grossièrement établies, des pointages, des signes secrets et des mots de passe servaient à assurer la sécurité des réunions[235]. Il subsiste des documents plus passionnants encore pour le chercheur, ce sont les papiers qui auraient été ramassés sur la route peu après l'attaque luddiste contre la fabrique de Foster, à Horbury, près de Wakefield. Il s'agit de deux discours à la rhétorique libertaire fleurie ainsi que d'une « Constitution » et d'un « serment » qui sont *semblables à ceux que l'on découvrit sur l'un des associés de Despard*, et qui servirent de pièces à conviction lors de son procès[236]. À moins de croire à un coup monté (et rien n'y invite), cela met clairement en évidence l'existence d'un lien entre la clandestinité de 1802 et celle de 1812[237].

La preuve de l'existence d'un monde clandestin de cet ordre provient de tant de sources différentes que, s'il faut la disqualifier complètement, on en revient à des hypothèses qui exigent bien plus de crédulité : c'est-à-dire, l'existence d'une véritable entreprise de fabrication de faux qui produirait des pièces imaginaires uniquement destinées à abuser les autorités. C'est ainsi qu'un indicateur bien différent, un tisserand désigné sous le nom de « RW », rapporta au juge de paix de son district, au début de juin, qu'une rencontre de délégués du Lancashire avait eu lieu à Stockport, en présence d'hommes de Nottingham, de Derby et de Huddersfield. Les délégués condamnèrent

235. Voir par exemple *supra*, p. 241.

236. Pièces jointes dans R.P. W.R. Hay, 16 mars 1812, in H.O. 41.

237. Oliver rendit compte d'une rencontre de délégués du West Riding (28 avril 1817) ; « J'en ai trouvé plusieurs parmi eux qui n'hésitaient pas à dire qu'ils étaient prêts à marcher avec Despard et compagnie, en 1802, et que tout a échoué parce que certains ont négligé de rester en contact étroit les uns avec les autres », récit d'Oliver, in H.O. 40.9.

> la précipitation du peuple dans cette région à commencer les émeutes avant le moment prévu, et avant qu'ils soient suffisamment nombreux et pourvus en armes.

On rapporta que la fabrication de fourches allait bon train à Sheffield. C'était une chose relativement simple dans une ville où il y avait tant de petits ateliers et de forges. On parlait maintenant d'un soulèvement prévu pour la fin de septembre ou le début d'octobre. Une rencontre nocturne fut organisée par un « homme d'apparence distinguée » dans un champ proche de Didsbury. « Pas un mot » ne fut prononcé « sur les fabriques ou les machines », mais un appel fut lancé pour un soulèvement *général*, et non « partiel ». L'orateur « n'était pas moins fait pour la chaire ou le barreau que n'importe qui dans le royaume[238] ».

Cependant, nous devons nous montrer extrêmement prudents à propos de ces rumeurs d'organisation *nationale* et de meneurs haut placés. Évidemment, les véritables agitateurs cherchèrent à soutenir le moral de leurs partisans en leur faisant espérer un soutien national et même celui de personnalités (Cartwright, Burdett, Cochrane, Whitbread, le colonel Wardle et d'autres) qui devaient contribuer à la révolution. Mais, quels que soient les liens obscurs qui ont pu exister entre les syndicats de tisserands, les « Chevaliers de l'Aiguille » ou des délégués irlandais itinérants, il est certain que le luddisme fut un mouvement sans direction ni centres nationaux, et pratiquement sans objectif national au-delà de la détresse commune et du désir de renverser le gouvernement. Surtout, les rumeurs (reprises par des hommes comme Bent) sur l'existence d'un « grand comité » à Londres étaient dénuées de tout fondement et montraient le peu de lucidité des révolutionnaires de province quant à leur véritable situation.

Le général Maitland avait sans doute raison lorsqu'il déclarait qu'il n'y avait « aucun fond réel » dans le luddisme et que,

238. Cette analyse du luddisme dans le Lancashire est largement fondée sur les déclarations de Bent, de Yarwood, de Whittaker, de « R.W. », sur des rapports de magistrats ainsi que sur des lettres anonymes réunies dans H.O. 40.1, 42.121 et 42.123.

> aujourd'hui, ces mouvements révolutionnaires se limitent en général aux couches inférieures de la population, et aux endroits où ils se font voir ; et qu'aucun accord ni aucun projet n'existe au-delà de ce qui se manifeste dans les actes de violence qui se commettent quotidiennement[239].

Nous pouvons retenir ce jugement pourvu que nous prêtions bien attention à ce qui est dit. Certains observateurs moins bien informés que Maitland s'effrayaient, car ils ne pouvaient concevoir un « mouvement révolutionnaire » sans quelque noyau central d'« hommes diaboliques et intrigants », de meneurs aristocrates ou bourgeois, inspirant secrètement l'ensemble du mouvement. Lorsque de tels conspirateurs demeuraient introuvables, l'opinion allait à l'autre extrême : s'il n'y avait pas de direction, alors il ne pouvait être question de mouvement révolutionnaire. Il était inconcevable que des tondeurs de drap, des tricoteurs sur métier et des tisserands tentent de renverser à eux seuls l'autorité[240]. « Il semble qu'il n'ait existé aucune preuve de *structuration*, aucune preuve de *complot*. » C'est ainsi que Cobbett commentait le rapport de la Commission secrète de la Chambre des communes en 1812. « Et c'est le fait qui déconcerte le plus le Ministère. Ils ne trouvent pas d'*agitateurs*. C'est un mouvement du *peuple lui-même*[241]. »

Ce fut cependant un mouvement capable de mobiliser 12 000 hommes de troupe pendant plusieurs mois, et qui conduisit le vice-lieutenant

239. F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 175. Cf. Beckett à Maitland, 29 août 1812 : « il faudrait qu'ils puissent agir simultanément et de façon plus organisée pour que nous ayons à redouter qu'ils ne causent des troubles graves », H.O. 79.2.

240. Voir *The Historical Account of the Luddites*, p. 11 : « On admettait souvent que les opinions de certaines des personnes engagées dans ces excès pussent aller jusqu'à des mesures révolutionnaires, et qu'elles aient visé à renverser le gouvernement ; mais il n'existe de cela aucune preuve satisfaisante ; et il est admis par tous que les dirigeants des émeutes, bien que jouissant d'une influence considérable, faisaient tous partie des classes laborieuses. »

241. G.D.H. Cole, *Life of Cobbett*, p. 180.

du West Riding à déclarer, en juin 1812, que le pays était « sur le chemin d'une insurrection ouverte » :

> [...] exception faite des quelques endroits occupés par les soldats, le Pays était pratiquement aux mains des hors-la-loi [...] les rebelles étaient bien plus nombreux que les habitants paisibles[242].

On peut, d'un certain point de vue, considérer le luddisme comme une forme de « révolte paysanne » chez les travailleurs de l'industrie ; au lieu de mettre à sac les châteaux, ils attaquaient le symbole le plus proche de leur oppression – la laineuse mécanique ou les métiers mécaniques dans les fabriques. Après vingt années de disparition presque totale de la presse écrite et des réunions publiques, les luddistes n'avaient connaissance d'aucun dirigeant national auquel ils auraient pu faire confiance, d'aucune politique nationale à laquelle ils auraient pu identifier leurs propres desseins. C'est pourquoi le luddisme fut toujours le plus fort dans les communautés locales, et le plus cohérent dans les actions syndicales de portée limitée.

Mais, tandis qu'ils attaquaient ces symboles de l'exploitation et du système industriel, ils prenaient conscience d'objectifs plus vastes. Et il existait des noyaux de *Tom Painers* qui pouvaient les diriger vers d'autres objectifs. Mais, là, l'organisation bien rigoureuse qui servait à détruire la fabrique ou les métiers à bas perdait son utilité ; il n'existait pas, dans leur communauté, de « bourg pourri » comme Old Sarum, qu'ils auraient pu mettre à bas, et les Chambres du Parlement étaient hors de leur portée. Il est certain que les luddistes de différents districts communiquaient entre eux ; et il existait aussi sûrement, dans le Yorkshire et à Nottingham, une sorte de commandement de district, connu seulement de quelques « capitaines » comme Towle et Mellor. Mais si, comme il est vraisemblable, les récits de rencontres de délégués à Ashton, à Stockport et à Halifax sont véridiques, c'était là que se situait la faiblesse principale du luddisme, là où il était le plus exposé à la pénétration d'espions et le plus enclin aux discours

242. F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 310.

creux sur les insurrections soutenues par les Français, les Irlandais ou les Écossais. C'est seulement vers le milieu de l'été 1812 qu'apparaît une véritable organisation de conspirateurs qui avait pris ses distances à l'égard des revendications d'ordre purement industriel et qui s'étendait à de nouveaux districts. En août (d'après le capitaine Raynes), les luddistes devaient « faire un effort désespéré pour se soulever en bloc » ou disparaître[243]. Deux raisons entraînèrent l'effondrement du mouvement. D'abord, l'abrogation des Ordres en Conseil et une amélioration rapide du commerce. Ensuite, la pression croissante des autorités : davantage de soldats, d'espions, d'arrestations et les exécutions de Chester et de Lancaster.

D'un autre point de vue, on peut considérer le luddisme comme un mouvement de transition. Il faut voir, derrière la destruction de machines, les motivations des hommes qui manièrent les grands marteaux. Si on l'analyse comme « un mouvement du *peuple lui-même* », on est frappé non pas tant par son retard que par sa maturité. Loin d'être un mouvement « primaire », il fit preuve, à Nottingham et dans le Yorkshire, d'une grande discipline et d'une grande maîtrise. On peut voir le luddisme comme la manifestation d'une culture ouvrière bien plus indépendante et complexe que celle que l'on peut trouver au XVIII^e siècle. Les vingt années de tradition illégale précédant 1811 furent, d'après ce que l'on peut entrevoir, d'une grande richesse ; en ce qui concerne le mouvement syndical, il est évident qu'il expérimente de nouvelles voies, acquiert d'avantage d'expérience et d'instruction et une plus grande conscience politique. Le luddisme est né de cette culture – le monde des sociétés de secours mutuel, des cérémonies et des serments secrets, des pétitions semi-légales au Parlement, des rencontres des artisans à l'auberge –, et cela d'une façon qui semble inévitable. Ce fut une phase de transition au cours de laquelle un mouvement syndical qui avait pris de l'assurance fut réprimé par les lois sur les coalitions et s'efforça de briser ce barrage pour s'affirmer et se manifester. Ce fut aussi une période de transition entre Despard et la « Lanterne noire », d'une part, et Peterloo, de l'autre. Un « Secré-

243. F. Raynes, *op. cit.*, p. 58.

taire du Général Ludd » (titre probablement usurpé[244]) écrivait de Nottingham à Huddersfield, le 1er mai 1812 :

> Je peux dire qu'il est de l'opinion de notre Général et des ses hommes que, aussi longtemps que cet ignoble ivrogne débauché de Prince Régent et ses domestiques s'occuperont du gouvernement, ils ne nous réserveront que misère. Je peux ajouter que vous êtes censés vous souvenir que vous êtes faits de la même étoffe que Gorg Guelps Juner, que le pain et le vin sont faits pour vous comme pour lui.

Dans les trois comtés, la campagne en faveur d'une réforme du Parlement commença au moment même où le luddisme était vaincu. À Halifax, avant même le procès de Baines, l'une des premières Associations pour une réforme parlementaire fut créée. « J'ai entendu dire que vous présentiez une pétition pour une Réforme parlementaire », écrivit George Mellor à un ami, tandis qu'il attendait son jugement au château d'York : « Je désire vous donner les noms qui suivent [...] » Les noms de trente-neuf de ses compagnons de prison étaient joints. (« Souvenez-vous, ajoutait-il, une Âme vaut plus que le Travail ou l'Or. ») Et, si nous poursuivons cette logique jusqu'au bout, nous pouvons ajouter foi au commentaire exaspéré d'un magistrat du Derbyshire en 1817 :

> Les luddistes, à présent, s'occupent surtout de politique et de braconnage. Ce sont eux les principaux dirigeants des clubs Hampden, qui se sont aujourd'hui constitués dans presque tous les villages du triangle formé par Leicester, Derby et Newark[245].

244. Outre les lettres émanant sans doute de véritables groupes luddistes, cette période fut fertile en écrits de « francs-tireurs ». Parmi les auteurs que j'ai notés, on trouve « Mr. Pistol », « Lady Ludd », « Peter Plush », « General Justice », « Thomas Paine », « A True Man », « Eliza Ludd », « No King », « King Ludd » et « Joe Firebrand », avec des adresses telles que « Caverne de Robin des Bois » et « Forêt de Sherwood ».

245. Radcliffe, MSS, 126/46 et 126/127A ; *An Appeal to the Nation*, Halifax, 1812 ; Lockett à Beckett, 12 janvier 1817, in H.O. 40.3.

15

# Démagogues et martyrs

## 1. Le mécontentement

Les guerres se terminèrent au milieu d'émeutes. Elles avaient duré vingt-trois ans, avec une seule interruption. Lors du vote des lois sur le blé (1815), la troupe avait été appelée pour protéger le Parlement contre une foule menaçante. Des milliers de soldats et de marins démobilisés retournèrent dans leurs villages, où aucun travail ne les attendait. Les quatre années qui suivent sont les années héroïques du radicalisme populaire.

Ce radicalisme ne fut pas, comme celui des années 1790, un mouvement de propagande minoritaire, limité à un petit nombre d'organisations et d'écrivains. Après 1815, les revendications présentées dans les *Droits de l'homme* ne paraissaient plus si hardies, elles étaient maintenant considérées comme normales. La plus grande partie des discours et des journaux radicaux était consacrée à la dénonciation des abus causés par le système de la « vente des bourgs » ou de l'« attribution des rentes » : impôts, abus fiscaux, corruption, sinécures, cumul des fonctions. Ces abus, dont on voyait l'origine dans les intérêts d'une clique de propriétaires fonciers, de courtisans et de gens de robe vénaux, indiquaient d'eux-mêmes le remède qu'il convenait d'y apporter : une réforme parlementaire complète. Ce sujet donna à la propagande radicale un élan irrésistible. Dans les journaux, ce fut William Cobbett qui défendit ce thème avec le plus d'opiniâtreté, et, des tribunes, ce fut Henry Hunt qui l'exposa de la façon la plus convaincante. « Quant à la *cause* de nos malheurs actuels », écrivait Cobbett dans sa célèbre « Adresse aux compagnons et aux

manœuvres » (2 novembre 1816), « il faut la chercher dans l'*énorme quantité d'impôts* que le gouvernement nous contraint de payer pour l'entretien de son armée, de ses fonctionnaires, de ses pensionnés, etc., et pour le paiement des intérêts des dettes qu'il a contractées. » Hunt l'« Orateur » traitait des mêmes sujets. Il déclara lors d'une des grandes manifestations à Spa Fields (Londres), à la fin de 1816 :

> Quelle était la cause du manque d'emplois ? Les impôts. Quelle était la cause des impôts ? La corruption. C'était la corruption qui avait permis aux vendeurs de bourgs de mener cette guerre sanglante dont l'objet était la suppression des libertés dans tous les pays et, avant tout, dans le nôtre. [...] Tout ce qui touchait à leurs moyens d'existence ou à leur confort était taxé ! Tout ce qu'ils mangeaient, buvaient, portaient et même disaient était taxé ! [...] [Les taxes] furent imposées par l'autorité des « vendeurs de bourgs » qui ne pensaient qu'à exploiter le peuple et à le pressurer jusqu'à la misère pour subvenir à leurs propres besoins [...][1].

Le radicalisme généralisait le discours en faveur de la liberté et constituait une perpétuelle bataille entre le peuple et la Chambre des communes non réformée, bataille au cours de laquelle tous les problèmes furent soulevés et débattus l'un après l'autre. Un martyrologe radical et, plus encore, une démonologie commencèrent à se développer autour de cette bataille (il conviendrait peut-être de dire qu'ils furent créés par Cobbett). Toute une foule de personnages tels que le prince régent, Castlereagh, Sidmouth, les espions – Oliver, Castle et Edwards –, la *yeomanry* de Manchester, Peel et le papier-monnaie, ainsi que certains réformateurs tièdes ou équivoques comme Brougham, y avaient leur place. D'autres voix eurent parfois plus d'influence que celles de Cobbett ou de Hunt ; citons T.J. Wooler et son *Black Dwarf*, William Hone et ses satires, Carlile et le *Republican*. Mais ce discours radical les apparentait tous, et on le retrouve, dans les années qui suivirent immédiatement la guerre, chez toute une série d'auteurs et de journaux, allant des plus complexes (tels Byron et Hazlitt, l'*Independent Whig* de Henry White, et l'*Examiner* de John

1. *Examiner*, 17 novembre 1816.

et Leigh Hunt) jusqu'aux revues ultra-radicales telles que le *Medusa* et *The Cap of Liberty*.

Ce discours était apprécié par la foule de Londres et celle des villes des régions industrielles, dont il reflétait le sentiment. Le peuple de Londres avait derrière lui une longue tradition de manifestations anti-autoritaires qui s'étendait presque sans interruption de l'époque de Wilkes aux grands rassemblements du radicalisme de l'après-guerre, en passant par les grandes manifestations organisées par la SCL en 1795 et le slogan « Vive Burdett, À bas les bastilles ». Et, même en 1802-1803, on retrouve cette attitude non seulement dans la sympathie témoignée à Despard, mais aussi dans les malédictions proférées à l'occasion de l'exécution du gouverneur Wall, condamné à la peine capitale pour avoir ordonné la flagellation à mort d'un soldat innocent[2]. Dix années plus tard, quand le vieil éditeur déiste Eaton fut mis au pilori pour avoir publié une brochure de Paine sous le titre de « Troisième Partie » du *Siècle de la raison*, les manifestations gagnèrent encore en ampleur. Cobbett écrira quelques années plus tard : « J'ai vu M. Eaton attaché au pilori » :

> Le jour précédent, au même endroit, un homme avait été mis au pilori pour faux serment. Il avait été bombardé d'œufs pourris et presque étouffé par le sang et les boyaux qu'on avait apportés des abattoirs pour les lui lancer à la tête. Tout autre fut l'accueil réservé à M. Eaton ! Une immense foule l'acclama durant toute l'heure que dura son châtiment. Certains lui tendaient des biscuits, comme pour les lui offrir, d'autres des verres de vin, d'autres encore brandissaient de petits drapeaux en signe de triomphe ou des bouquets de fleurs. Quant au bourreau et aux magistrats, ils furent hués ! *En réalité, c'est à la suite de cet événement que l'on supprima le châtiment du pilori !*

2. W. Cobbett, *Political Register*, 6 février 1802. La flagellation était peut-être, après l'enrôlement forcé, l'institution la plus haïe de la vieille Angleterre. Le début de la popularité de Cobbett parmi le petit peuple remonte à l'époque où il fut emprisonné (1810) pour en avoir dénoncé les abus. Pour Wall, voir aussi R. Southey, *Letters from England*, lettre IX.

Cette foule, nous dit Cobbett, était « représentative de la population de Londres » : « Gentilshommes, Négociants, Marchands de toutes sortes, artisans et ouvriers, et une bonne proportion de femmes » :

> Ils savaient très bien pourquoi on l'avait mis au pilori [...] et pourtant ils ne pouvaient pas approuver une punition infligée pour *délit d'opinion*[3].

Le radicalisme de la foule londonienne n'était donc pas nouveau. Mais, dans les années de l'après-guerre, il prit une forme plus consciente, mieux organisée et plus élaborée. Ce qui était plus neuf, c'était l'évolution des attitudes infra-politiques des masses provinciales, tout particulièrement pendant les guerres, dans les Midlands et dans le Nord. Dans les années 1790, les autorités considéraient que Norwich et Sheffield étaient les seuls centres incurablement jacobins. Nottingham, Coventry et Bolton furent ajoutés à cette liste tout au début du XIX^e^ siècle. À l'époque du luddisme, la plupart des communes du Lancashire et du West Riding ainsi que de nombreuses autres dans les Midlands devinrent « déloyales ». Et, à la fin des guerres, toute la « populace », de Carlisle à Colchester et de Newcastle à Bristol, était devenue radicale. Parallèlement, on peut trouver des indices de cette évolution dans le vaste programme de construction de casernes entrepris par le gouvernement pendant les guerres : cent cinquante-cinq casernes furent construites entre 1792 et 1815, dont un grand nombre dans les régions « déloyales » des Midlands et du Nord[4]. En 1792, l'Angleterre avait été gouvernée dans le consensus et la déférence, avec le soutien de la potence et des émeutes pour « l'Église et le Roi ». En 1816, le peuple anglais était contenu par la force.

Le radicalisme de l'après-guerre fut donc moins le fait d'une minorité organisée qu'une réaction de l'ensemble de la communauté. Prenons

3. *Ibid.*, 27 janvier 1820.

4. Voir E. Halévy, *England in 1815*, Penguin Books, I, p. 104 (en fr., *Histoire du peuple anglais*, t. I, *L'Angleterre en 1815*, Paris, 1912, p. 68) ; J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 85.

deux exemples, datant tous deux de 1817. Le premier est l'exécution d'un marin, Cashman, pour la part qu'il avait prise à l'attaque d'une armurerie à l'issue du rassemblement de Spa Fields, le 2 décembre 1816[5]. Cashman était un pêcheur irlandais ayant servi « de nombreuses années » durant les guerres navales ; il avait été blessé à neuf reprises. Selon lui, l'Amirauté lui devait plus de cinq ans de solde ainsi que des primes d'un montant considérable. Le versement mensuel d'une livre auquel il avait souscrit en faveur de sa mère, qui vivait dans la misère en Irlande, n'avait jamais été effectué. À la fin des guerres, il fut démobilisé sans un sou, et les efforts qu'il entreprit pour qu'on lui restitue ces sommes n'eurent d'autre résultat que de le faire courir de bureau en bureau. Le matin des émeutes, il était retourné une fois de plus à l'Amirauté ; sur le chemin du retour, il avait rencontré « un vieux frère de la marine, un premier maître » qui le convainquit d'assister au rassemblement de Spa Fields et l'abreuva généreusement de bière et de liqueur tout au long du chemin. Il n'avait pas très bien compris le but de ce rassemblement et n'en avait peut-être gardé qu'un très vague souvenir.

Les autorités auraient difficilement pu choisir une victime plus populaire que Cashman, mieux à même d'éveiller la sympathie de la foule londonienne et d'en attiser le radicalisme latent. Les « vieux loups de mer » britanniques (nombreux à Spa Fields) étaient connus pour leur goût de la bagarre : « ils sont toujours là les premiers [...] que ce soit pour se battre, pour boire, pour danser ou pour *faire du tapage*. » Ils étaient les héros populaires d'innombrables chansons de l'époque des guerres. La manière méprisable dont étaient traités Cashman et ses semblables contrastait odieusement avec les généreuses allocations dont bénéficiaient les profiteurs de sinécures, les familles des ministres et des officiers supérieurs, et avec les 400 000 livres allouées à Wellington pour l'achat d'un château et de son domaine (en plus d'autres émoluments) ou les sommes versées aux inspecteurs de ports absentéistes et aux employés de l'Amirauté. Quant à Cashman, il fut surtout indigné par l'injustice avec laquelle on le traita et par le fait

5. Cf. *infra*, p. 833-837.

qu'on l'eût traîné en charrette dans les rues et « exhibé comme un vulgaire voleur ». « Ce n'est pas par lâcheté », s'écria-t-il,

> je ne suis pas ici pour vol. [...] Si j'étais dans mes quartiers, je ne serais pas tué dans la fumée : je serais au feu. Je n'ai rien fait contre mon Roi et contre mon pays ; je n'ai fait que me battre pour eux.

L'exécution donna lieu à une grande manifestation populaire, et l'échafaud dut être protégé par des barricades et défendu par une « immense force » de police :

> Quand les Sheriffs s'avancèrent, la foule donna libre cours à toute son indignation : ce furent huées et sifflets de toutes parts. La foule essaya de forcer les barrages. [...] Cashman [...] sembla avoir perçu les sentiments des spectateurs, et, joignant sa voix aux leurs, il s'écria avec une force extraordinaire : [...] « Hourra, mes compagnons de lutte ! Victoire ! Courage ! »

Sur l'échafaud, Cashman repoussa les indécentes sollicitations de deux pasteurs anglicans qui essayaient de le convaincre de se confesser et de se repentir : « Ne m'ennuyez pas, ça ne sert à rien, je ne veux de pitié que de Dieu. » Puis, s'adressant à la foule : « Et maintenant, mes bougres, un triple hourra quand je ferai le grand bond », et, lorsqu'il eut dit au bourreau d'« abaisser le bâton de foc », Cashman « poussa des hourras au moment où la planche fatale disparut de dessous ses pieds ». Après quelques minutes d'un silence mortel, la foule « renouvela l'expression de son dégoût et de son indignation envers toutes les personnes qui avaient joué un rôle dans ce spectacle révoltant », aux cris de « Assassins ! » et de « Quelle honte ! ». Plusieurs heures se passèrent avant que la foule ne se dispersât[6].

L'autre exemple est un événement qui se déroula le même mois dans le Lancashire. Samuel Bamford, tisserand de Middleton et secrétaire du club Hampden local, fut arrêté dans son village natal par un

6. *Courier*, 12 mars 1817 ; W. Cobbett, *Weekly Political Pamphlet*, 15 mars 1817 ; *Black Dwarf*, 19 mars 1817.

détachement de soldats, sur l'ordre de Nadin. Immédiatement, la foule se rassembla autour de Nadin et de ses hommes, et menaça de délivrer Bamford. Ce dernier fut placé dans une voiture escortée de dragons, et l'équipage traversa Chadderton pour tenter de procéder à d'autres arrestations.

> Sur la route de Chadderton Hall, je conseillai à mon guide de s'arrêter et de retourner à Manchester, l'assurant qu'il ne pourrait capturer aucun de mes camarades ce jour-là. Et, pour confirmer mes dires, j'attirai son attention sur Chadderton Heights et ses environs : on y voyait une foule de gens qui couraient comme des chasseurs, comme pour rejoindre la voiture près de Royton. Tout le pays est alerté, lui-dis-je, et tous ceux que vous voulez arrêter auront été informés de votre arrivée. Il jura copieusement et dit qu'il n'avait jamais rien vu de pareil de sa vie ; l'officier des dragons qui chevauchait à côté de la voiture observa qu'une fois il avait vu quelque chose du même genre, en Irlande, mais jamais ailleurs[7].

## 2. La direction du mouvement

Le club Hampden fut fondé à Londres en 1812. Il ne s'agissait en soi que d'un groupement anodin : un groupe choisi de réformateurs whigs qui pouvaient tous disposer d'un revenu annuel d'au moins 300 livres provenant de biens fonciers. Ce club permit toutefois au major Cartwright de se faire entendre et d'entreprendre ses croisades en faveur de la réforme parlementaire dans les Midlands et dans le Nord. À ceux qui critiquaient sa propagande, il répliquait : « Les gentilshommes anglais sont toujours en train de voyager. Certains d'entre eux vont voir des lacs et des montagnes. N'est-il pas tout aussi justifié de voyager pour voir quelles sont les conditions de vie réelles d'un peuple mourant de faim[8] ? »

On ne saurait surestimer l'importance des tournées d'évangélisation

7. S. Bamford, *Passages in the Life of a Radical*, éd. de 1893, p. 77.

8. F.D. Cartwright, *Life and Correspondance of Major Cartwright*, 1826, II, p. 45 ; E. Halévy, *The Liberal Awakening*, éd. de 1949, p. 11 *sq.* (en fr.,

que Cartwright entreprit en 1812, 1813 et 1815. Depuis quinze ans, les groupes de réformateurs parlementaires dispersés dans tout le pays se trouvaient sans stratégie ni direction nationales, si ce n'est ce qu'avait apporté Burdett et le comité de Westminster, d'une part, Cobbett et son *Register*, de l'autre. Pour Cartwright et Cobbett, la phase insurrectionnelle du luddisme ne fut qu'un épisode futile et odieux. Tous deux, pourtant, portèrent un intérêt accru au Nord et aux Midlands, où l'agitation allait croissant. Mais l'« Adresse » spectaculaire de Cobbett aux « compagnons et manœuvres » ne fut prononcée qu'en 1816. C'est l'inflexible Major qui, à plus de soixante-dix ans, prit la décision de pénétrer dans les comtés luddistes.

Il n'était pas du tout dans l'intention de Cartwright de créer un mouvement radical « ouvrier ». En fait, il considérait de son devoir de s'opposer à

> toute tentative visant à inciter les pauvres à envahir la propriété des riches. Ce n'est pas ainsi que l'on améliorera la condition des pauvres, c'est en obtenant [...] DES LOIS ÉQUITABLES [...]

C'était « surtout au moyen de pressions exercées par la classe moyenne » que l'on devait aboutir à la réforme voulue. Cartwright désirait contenir dans les limites de la Constitution le mécontentement qui risquait de tourner à l'insurrection[9]. Il voulait fonder un mouvement qui, à l'échelle nationale, adresserait sans cesse des pétitions au Parlement. Au club Hampden de Londres, il avait été forcé d'abandonner ses propres convictions sur le suffrage universel et l'élection annuelle du Parlement, se bornant à revendiquer la franchise

---

*Histoire du peuple anglais*, t. II, *Des lendemains de Waterloo à la veille du Reform Bill*, Paris, 1923, p. 9 *sq.*).

9. Lettre de Cartwright à Thomas Hardy, le 5 janvier 1801 : « Je ne suis pas de l'avis des nombreuses personnes qui pensent qu'il est déjà trop tard pour calmer l'esprit public et obtenir que le mouvement s'arrête à la *Réforme*, plutôt que de se poursuivre jusqu'à la *Révolution* [...] l'exemple de la France nous dissuadera certainement de vouloir reconstruire sur des fondations entièrement nouvelles », F.D. Cartwright, *op. cit.*, p. 292, 293.

électorale pour ceux qui payaient des impôts. Mais, même ainsi, les réformateurs patriciens se plaignaient de l'extravagance de ses opinions et n'assistaient même pas aux dîners annuels du club. Quant au Major, il était plein de mépris pour ces réformateurs whigs timorés. Il croyait encore au bien-fondé d'une action politique menée par des « membres en nombre illimité ». Il portait plus d'intérêt aux principes des hommes avec lesquels il travaillait qu'à leur revenu ou à leur profession. En cela, il faisait preuve de courage. « J'ai récemment été en communication avec certaines personnes ayant des contacts avec les régions agitées, écrivait-il en mai 1812. Elles sont très désireuses de connaître l'opinion de *notre société* et d'en recevoir l'appui pour pouvoir donner au mécontentement un tour légal favorable à la Réforme parlementaire. » Il avait déjà visité Derby et Leicester en janvier 1812, et avait essayé de tenir une réunion publique sur la réforme à Nottingham au plus fort des émeutes luddistes. Dans des lettres ouvertes à la *Nottingham Review*, il avait critiqué la pusillanimité de ces gentilshommes réformateurs qui ne lui avaient pas donné leur appui : « Quand le commerce périclite et que les ouvriers *ne peuvent avoir de pain* [...] n'est-ce pas là, monsieur, un *moment convenable* pour se rencontrer ? » Quand, au cours de l'été 1812, John Knight et les « trente-huit » furent emprisonnés à Manchester, Cartwright leur écrivit immédiatement pour leur prodiguer ses encouragements et pour les aider à préparer leur défense. À l'automne, il décida de retourner dans les « régions agitées ».

Au cours de sa tournée de 1812, il tint des réunions à Leicester, Loughborough (devant six cents personnes), Manchester, Sheffield, Halifax, Liverpool et Nottingham. Il entreprit une deuxième tournée en janvier et en février 1813, au cours de laquelle il tint des réunions en trente-cinq endroits des Midlands, du Nord et de l'Ouest, en moins de trente jours[10]. (Cette tournée – tout comme celles d'Oliver en 1817 –

10. Lutterworth, Hinckley, Leicester, Loughborough, Chesterfield, Sheffield, Huddersfield, Bradford, Wakefield, Leeds, Preston, Wigan, Liverpool, Bolton, Manchester, Lees, Stockport, Newcastle, Birmingham, Worcester, Tewkesbury, Gloucester, Stroud, Bath, Shepton Mallet, Bridgwater, Taunton,

doit nous rappeler que nous avons trop tendance à exagérer la difficulté des communications avant les chemins de fer.) Il y avait dans chacun de ces centres un noyau de réformateurs qui s'étaient chargés de l'organisation des réunions. Cartwright leur offrait ses services, qu'ils fussent gentilshommes, petits commerçants, artisans ou tisserands ; il traitait avec froideur la petite noblesse timorée et les grands patrons whigs qui étaient scandalisés de voir le genre de canaille qu'il fréquentait. Et même son ancien collègue, Wyvill, l'accusa dans un pamphlet anonyme de soutenir les luddistes et les incendiaires. Lors d'un dîner organisé en son honneur à Sheffield par les « Amis de la Réforme parlementaire », un industriel, qui se considérait lui-même comme un réformateur, fut scandalisé par le fait que « les prix des billets de dîner étaient si bas que la compagnie, à quelques exceptions près, était du dernier rang ». Les « partisans de l'Élection annuelle du Parlement et du Suffrage universel » étaient en majorité, et la présidence fut assurée par « un de nos hommes les plus violents »[11].

Cartwright annonça qu'il était revenu de ces tournées avec deux cent mille signatures en faveur de la réforme. (Une autre tournée le conduisit, en 1815, en Écosse.) Les réunions ne se déroulèrent pas sans troubles. À Huddersfield, le 22 janvier 1813 (une semaine seulement après l'exécution de quatorze luddistes), sa réunion fut interrompue par l'irruption de la troupe, des pétitions et des papiers furent saisis, Cartwright et certains réformateurs de l'endroit (surtout des artisans) furent arrêtés – et ce n'est que grâce à la parfaite connaissance qu'avait le Major des lois constitutionnelles que d'autres poursuites furent évitées. À Bolton, à Rochdale et à Salford, des réformateurs furent emprisonnés ou molestés. Il est probable que, alors que Cartwright se déplaçait rapidement de ville en ville, les clubs naissants qu'il laissait derrière lui devaient avoir la plus grande peine du monde

---

Wellington, Bristol, Calne, Marlborough, Newbury, Hungerford, Abingdon, Reading.

11. F.D. Cartwright, *op. cit.*, I, p. 243, II, p. 17, 21, 31-55, 110 ; H.O. 42.119 ; *Nottingham Review*, 27 décembre 1811, 3 et 17 janvier 1812 ; T.A. Ward, *Peeps into the Past*, p. 191.

à défendre leur existence. Ce ne fut qu'en 1816 qu'ils prirent vraiment racine dans les régions manufacturières[12].

Jusqu'à cette époque, les places fortes du jacobinisme se trouvaient dans des centres artisanaux. Après 1815, la situation n'est plus si claire. De très nombreuses parties de la population se soulevèrent à différentes reprises, entre 1815 et 1832, pour protester contre des abus particuliers tels que les impôts sur le revenu, la dîme, les lois sur le blé et les sinécures. De toutes parts, on exigeait une certaine réforme du Parlement, tant du côté des manufacturiers, des fermiers, de la petite noblesse et des professions libérales que de celui des artisans et des ouvriers. Mais c'est la « classe laborieuse » qui constituait le moteur du mouvement réformateur : les tricoteurs sur métier, les tisserands sur métier à bras, les fileurs de coton, les artisans et, associés à eux, toute une multitude de petits maîtres, de commerçants, de cabaretiers, de libraires et de représentants des professions libérales ; de ces milieux provenaient parfois les cadres des sociétés politiques locales.

Le caractère du mouvement réformateur différait d'une région à l'autre ; et cela eut de l'influence sur la stratégie et les priorités choisies. À Bristol, où, avant la fin des guerres, Henry Hunt s'était fait le porte-parole d'un mouvement de contestation d'une ampleur considérable, les artisans étaient au premier plan, en particulier les cordiers et les verriers[13]. Dans le sud du Lancashire, là où le fossé qui séparait les grands manufacturiers des ouvriers était particulièrement profond, le mouvement réformateur ouvrier était très « indépendant », et gardait même ses distances vis-à-vis des réformateurs actifs de la bourgeoisie de Manchester. Dans le West Riding, les disparités économiques n'étaient pas aussi aiguës ; ce n'est qu'à la fin des années 1820 que la crise des tisserands sur métier à bras entra dans sa phase cruciale, et, à Leeds, il y avait une certaine coopération entre artisans et réformateurs bourgeois. À Birmingham, où

12. F.D. Cartwright, *op. cit.*, p. 47-55 ; *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g) ; Radcliffe, MSS, 126/117.

13. Henry Hunt, *Memoirs*, 1822, III, p. 7-12.

la mobilité sociale était plus importante qu'ailleurs et où les artisans caressaient encore l'espoir de devenir petits maîtres, le mouvement radical autochtone était plein de vigueur, soutenu par de nombreux employeurs et dirigé, dans une certaine mesure, par la bourgeoisie.

Le radicalisme de Manchester, de Birmingham ou de Leeds portait la marque de la structure de chacune de ces communautés. Il est moins facile de mettre en évidence un authentique radicalisme londonien, qui dériverait de la structure industrielle ou du type d'organisation sociale de cette ville. Tous ceux qui aspiraient à jouer un rôle dirigeant ou à avoir une influence dans le mouvement radical avaient des disciples à Londres : Cobbett, Burdett, Carlile, Thistlewood, les benthamistes, Henry Hunt et beaucoup d'autres. Un flot ininterrompu de livres et de journaux radicaux sortait des presses londoniennes. Mais Londres lui-même, jusqu'à la veille de l'année 1832, ne fut que rarement le pôle d'attraction national du mouvement réformateur populaire.

Cela s'explique, en partie, par la taille de la ville et par la variété des activités qu'elle renfermait. Dans les centres industriels, il était possible de trouver des dirigeants locaux bien connus de la communauté et assurés de son appui. Londres comptait des districts radicaux nombreux et solides – parmi lesquels Bethnal Green, Lambeth, Southwark, Finsbury, Islington – qui produisirent parfois des dirigeants. Les « spencéens » et les conspirateurs de Cato Street étaient certains de recevoir le soutien du peuple en général et, en particulier, des ouvriers du bâtiment, des dockers et des « terrassiers » qui creusaient le canal de Paddington. On pouvait presque toujours compter sur les tisseurs de soie de Spitalfields pour se joindre aux manifestations radicales, et les réformateurs de Westminster, attachés aux formes constitutionnelles, trouvaient toujours des partisans résolus dans les clubs de métiers des artisans. Mais la direction effective du mouvement londonien n'était pas vraiment issue de ce substrat, elle était plutôt plaquée sur lui. La mobilité sociale était plus grande pour un artisan intelligent de Londres que pour son confrère de Barnsley ou de Loughborough. Dans les villages industriels et dans les petites villes, un dirigeant radical pouvait conserver le même poste pendant

vingt ou même quarante ans, sans grande modification de ses activités ou de son statut.

À Londres, la direction du mouvement a toujours été provisoire. La faveur du public oscillait, passant tour à tour de personnalités nationales de premier plan à des orateurs, à des meneurs, à des journalistes ou à des démagogues de taverne ; ces gens polémiquaient souvent avec violence et ouvertement. Du reste, le radicalisme londonien était ressorti très divisé des guerres. L'ancien comité de Westminster était le candidat le plus évident à la direction. Mais ce comité avait maintenant clairement pris position en faveur d'une alliance entre les artisans et les réformateurs bourgeois. Burdett, dont l'enthousiasme radical commençait à diminuer, entreprit, en avril 1816, une campagne en faveur de l'admission au suffrage de tous ceux qui payaient des impôts directs. Il avait le soutien du comité de Westminster, qui avait inauguré son activité de l'après-guerre par une pétition contre les impôts sur le revenu (appel direct à l'appui des classes possédantes et, en particulier, des réformateurs de la City, dont le porte-parole était le conseiller Waithman). Lord Cochrane détenait encore l'autre siège à Westminster, déployant tout le brio byronien du révolutionnaire patricien. Mais sa réputation fut ternie par des scandales boursiers, et il n'avait pas l'étoffe d'un dirigeant politique. Quand il donna sa démission (pour s'engager comme flibustier démocrate dans les guerres sud-américaines), il fut bientôt remplacé par le benthamiste John Cam Hobhouse, que Burdett et Place préféraient aux candidats favorables au suffrage universel, Cartwright ou Hunt[14].

Ce changement à Westminster n'était pas fortuit. Francis Place et ses confrères artisans et petits maîtres (certains d'entre eux étaient même devenus de grands patrons, comme Alexander Galloway) avaient abandonné leur credo jacobin, qui prônait le suffrage universel et l'agitation « en nombre illimité ». Ils n'avaient plus que du mépris pour la canaille londonienne et en craignaient les éléments susceptibles de provoquer des émeutes ou des insurrections.

14. Presque tous les radicaux avancés étaient contre ce choix. Cf. G. Wallas, *op. cit.*, p. 138.

Ils n'avaient que peu de contacts avec le monde des tavernes, où une nouvelle génération d'agitateurs était à pied d'œuvre. Place déclara plus tard que Cobbett était « trop ignorant [...] pour voir que le petit peuple était condamné à rester imbécile sur ce sujet [l'organisation politique] tant qu'il n'était pas encouragé et soutenu par ceux qui avaient de l'argent et de l'influence ». Place était lui-même sous l'influence directe de Bentham et de James Mill. Son mépris pour l'inefficacité et l'irrationalisme du gouvernement aristocratique, et l'indignation que provoquaient en lui les lois sur le blé et toute la législation répressive continuaient à faire de lui un radical, mais il était par ailleurs profondément hostile à toute stratégie d'agitation et d'organisation populaires. Le 30 janvier 1817, au moment où les députés des clubs Hampden étaient en conférence à Londres, il composa un discours pour le *Reformist's Register* de Hone, dans le but manifeste de sauver le mouvement réformateur de l'influence des tenants du suffrage universel. « C'est à la classe *moyenne*, déclarait-il dans ce discours, qu'il faut, *maintenant* comme en d'*autres* temps, confier la défense de tout ce qui devrait être cher aux Anglais. [...] C'est de *cette* classe [...] que viendra le salut[15]. »

En 1817, Cobbett rebaptisait déjà le comité de Westminster « le Croupion ». En 1820, il le traitait de « petit groupe d'hommes qui se sont immiscés dans les affaires politiques importantes de Westminster », de « petite corporation bien tranquille qui a été assez aimable pour se charger de la responsabilité de [...] choisir les représentants de cette cité au Parlement », et de « junte misérable [...] qui a pratiquement réduit Westminster au rang d'un bourg pourri du genre de Gatton ou d'Old Sarum[16] ». Il est inutile de mentionner toutes les insultes que Burdett et Place, d'une part, et Cobbett et Hunt, d'autre part, se sont lancées au cours de ces années. Il est plus important de remarquer que, en 1816, la stratégie du groupe radical londonien le mieux organisé était d'empêcher Hunt et Cobbett d'avoir une influence

15. Add. MSS 27809, f^os^ 16, 17, 51. Il est à noter que Hone ne respecta pas les instructions de Place.

16. *Political Register*, 9, 16 décembre 1820.

sur le mouvement, et d'assurer une audience ouvrière au nouveau mouvement parlementaire, dont Hume, Hobhouse et Brougham étaient les étoiles montantes.

Ce genre de stratégie ne présentait que peu d'intérêt pour les réformateurs les plus ardents de la tradition jacobine ou pour les éléments les plus radicaux de la foule londonienne. Mais, en 1816, il n'y avait, à côté du comité de Westminster, qu'un autre candidat possible à la direction du mouvement : la petite « Société des philanthropes spencéens ». Thomas Spence était mort en septembre 1814 et avait été « enterré en grande pompe » par « environ quarante disciples ». Une partie de ce groupe organisa la Société. Parmi ses membres les plus importants, on suppose que se trouvaient les deux Watson, le père et le fils[17], Arthur Thistlewood, Thomas Preston, Allen Davenport et les deux Evans, le père et le fils. Sous l'influence des souvenirs de Place, la plupart des livres d'histoire les présentent comme une bande de maniaques et de nullités. Watson père y est présenté comme « un homme aux mœurs relâchées [...] vivant dans la misère la plus noire » ; son fils, comme « un débauché sans retenue » ; Evans, le bibliothécaire de la Société, comme un excentrique qui « avait l'habitude de se rendre de chez lui aux cabarets [...] où siégeait la *Société* avec une vieille bible serrée sous son bras »[18].

Les spencéens, continuait Place, « n'avaient de contacts avec personne et ne comptaient pour rien », ils étaient « inoffensifs et naïfs ». Mais ce témoignage ne peut pas être considéré comme désintéressé, dans la mesure où, en 1816-1817, les spencéens étaient les principaux adversaires de Place et du comité de Westminster pour la conquête de la direction des radicaux londoniens. Aux yeux d'un benthamiste, l'œuvre de Thomas Evans, *Christian Polity : the Salvation of the Empire* (1816), devait sembler aberrante. Mais on peut penser que le socialisme agraire d'Evans était plus rationnel et plus fécond que l'arithmétique des plaisirs de Bentham. Les spencéens s'étaient

17. Ne pas les confondre avec James Watson, le libraire radical, associé de Carlile et de Hetherington.

18. Add. MSS 27809, f^os^ 72, 99.

acquis beaucoup d'appuis dans les clubs de métiers, particulièrement chez les cordonniers. Leur politique – qui voulait que « l'on abolisse toute forme de possession féodale ou seigneuriale du sol et que les terres soient déclarées exploitation commune du peuple » – eut sur l'esprit des artisans une influence qui les prépara à faire bon accueil aux idées exprimées dans *New View of Society* d'Owen[19].

Si les spencéens étaient plus que de simples « naïfs », ils avaient aussi, en 1816, une certaine influence. Dans le langage de Place, « n'avoir de contacts avec personne et ne compter pour rien » veut dire qu'ils ne pouvaient pas tirer de ficelles au Parlement ou dans les cercles influents de la bourgeoisie. Mais Preston et Thistlewood connaissaient certainement mieux que Place le monde des tavernes de Londres. Les spencéens s'étaient faits, tout au long des guerres, les défenseurs de la politique « des réunions libres et sans cérémonial », comme à Lambeth ou à Bethnal Green. Lorsque le Comité secret signala, en février 1817, que, juste après la guerre, les sociétés spencéennes s'étaient multipliées parmi les ouvriers et les manufacturiers, et parmi les soldats et les marins démobilisés, il n'était peut-être pas aussi alarmiste qu'on le suppose habituellement. Certains faits tendent à prouver qu'à la fin de 1816 les spencéens s'étaient réorganisés en sections et en divisions selon l'ancien plan de la Société de correspondance de Londres[20].

Il plane en outre une certaine confusion sur le terme même de « spencéen ». Evans était sans aucun doute un disciple de Spence, et lui et son fils furent l'objet d'une animosité sans relâche de la part des autorités pour avoir eu le courage de publier des textes en faveur de l'expropriation des propriétaires terriens – le pire des crimes aux yeux d'un Parlement composé de ces derniers. Dans les années 1816-1817, il fit, avec son cercle, un peu de propagande philosophique pour

19. Au sujet du *Christian Polity* d'Evans, cf. *supra*, p. 210.

20. Cf. O.D. Rudkin, *Thomas Spence and his Contemporaries*, p. 146-149 ; A.W. Waters, *Spence and his Political Works* ; A. Davenport, *The Life, Writings and Principles of Thomas Spence* ; W.M. Gurney, *Trial of James Watson*, 1817, I, p. 45 ; *Address of the Spencean Philanthropists, 1816*, p. 4.

le socialisme agraire[21]. Mais il est sans doute préférable de qualifier les dirigeants politiques londoniens les plus influents – le Dr. James Watson, Arthur Thistlewood et Thomas Preston – de républicains, ou de jacobins dans la vieille tradition de Paine. Pendant les années de chômage généralisé qui suivirent les guerres, ils préconisèrent, pour résoudre le problème de la faim, le retour aux petites fermes et à l'exploitation vivrière[22]. On sait peu de chose sur le Dr. Watson. Il avait peut-être la cinquantaine en 1816. À son procès, il fut présenté comme « médecin et chimiste ». Il était pauvre et peut-être mêlé depuis de nombreuses années à des activités politiques clandestines[23]. Il était l'ami de cet autre chirurgien jacobin, John Gale Jones, qui prononça plusieurs discours dans les réunions qu'il présidait. Arthur Thistlewood, ex-officier de l'armée et ancien gentleman-farmer, avait passé la fin des années 1790 en France et, au dire d'une personne, avait servi dans les troupes révolutionnaires. Preston, présenté parfois comme un cordonnier, semble plutôt avoir été un petit patron de l'industrie du cuir. « J'ai vu tant de misère à Spitalfields », dit-il au lord-maire en décembre 1816,

> que j'ai prié Dieu de m'anéantir. J'ai vu une belle jeune femme qui n'avait pas dormi dans un lit depuis neuf mois. Je me suis ruiné, je ne possède pas une livre, j'ai gardé quarante hommes au travail [...]

21. Voir les petits périodiques sous la direction de Robert Wedderburn, homme de couleur (fils d'un gentilhomme écossais et d'une esclave jamaïcaine) et tailleur « *flint* » : *The* « *Forlorn Hope* » et *The Axe Laid to the Root*, tous deux de 1817. Les Evans furent mis en prison lors de la suspension de l'*Habeas corpus* en 1817-1818 (pour la seconde fois) ; l'affaire déclencha un grand mouvement de sympathie.

22. Cf. l'extrait du discours de J. Watson à Spa Fields, *supra*, p. 300.

23. Cf. l'interrogatoire de Thomas Preston devant le lord-maire, le 4 décembre 1816 : « J'ai toujours considéré les Watson, tous les deux, comme les hommes les plus courageux d'Angleterre [...] ils sont tous deux chirurgiens, je crois », T.S. 11.203. Cf. aussi ce nom dans *D.N.B.* (*Dictionary of National Biography*).

Ces hommes constituaient le noyau ultra-radical de Londres, qu'ils fussent des spencéens ou de « vieux routiers jacobins », des conspirateurs dans la tradition de Despard. Les clubs de métiers et les tavernes étaient leur champ d'action[24]. Samuel Bamford et ses camarades délégués des clubs Hampden du Nord participèrent à plusieurs de ces réunions, lors de leur séjour à Londres, au cours des premiers mois de 1817[25]. Il est probable que la majorité des membres de ce groupe avait repris l'idée de Despard, selon laquelle Londres devait jouer, dans une révolution anglaise, le même rôle que Paris dans la Révolution française, soit à partir d'émeutes qui culmineraient en une insurrection générale dirigée contre la Tour de Londres, les prisons et le Parlement, soit à partir d'un coup d'État. Il ne faudrait pas non plus penser que, en 1817 ou en 1819, un mouvement insurrectionnel n'aurait pas pu s'assurer quelques victoires temporaires, s'il avait pu acquérir assez d'élan. Mais, si plusieurs membres du groupe eurent de tragiques occasions de prouver leur bravoure, rien ne peut les absoudre de l'accusation d'amateurisme coupable. Ils tombèrent victimes des excès de leur propre rhétorique ; ils s'armèrent pour leurs conspirations de piques et de grenades de leur propre fabrication, mais furent incapables de construire et de défendre une seule barricade dans les rues de Londres. Ils furent surpris, à plusieurs reprises, figés dans des poses de héros romantiques. Les espions de Sidmouth purent facilement s'infiltrer dans leur univers de tavernes et de bravoure facile. C'est là qu'Oliver gagna les lettres de créance qui lui donnèrent accès aux conseils des réformateurs des Midlands et du Nord. Quant aux deux vraies tentatives de conspiration qu'a connues Londres (les émeutes de Spa Fields et de Cato Street), il pèsera toujours sur elles le soupçon d'avoir été, pour l'essentiel, l'œuvre de Castle et d'Edwards, agents provocateurs du gouvernement.

Ainsi, le mouvement réformateur de Londres naquit divisé entre

24. « Preston déclara qu'un Club libre et Sans Cérémonial était le meilleur moyen de réunir les hommes [à Spitalfields] », déposition de J. Williamson, 24 décembre 1817, T.S. 11.197.

25. S. Bamford, *op. cit.*, p. 25, 26.

constitutionnalistes prudents, d'une part, et conspirateurs, de l'autre. À mi-chemin entre ces deux extrêmes se trouvaient Cartwright, Hunt et Cobbett. Mais nous ne pourrons comprendre le problème de l'organisation et de la direction du mouvement radical dans toute sa complexité que si nous portons nos regards au-dehors de Londres et si nous nous souvenons que les réformateurs se trouvaient encore sous le coup de la loi sur les sociétés séditieuses (*Seditious Societies Act*) qui, en 1799, avait permis l'interdiction des sociétés de correspondance.

Selon cette loi, toute organisation politique nationale était illégale. Il était même illégal d'organiser des sociétés locales qui soient des branches de sociétés nationales ou qui entretiennent des relations avec un centre national, par correspondance ou par échange de délégués. (Cette législation fut encore une source d'embarras, en 1841, pour la *National Charter Association.*) Les seuls droits incontestés dont les réformateurs bénéficièrent furent, d'une part, de former des clubs ou des groupes de discussion locaux et autonomes[26] et, d'autre part, d'envoyer des pétitions au Parlement ou au roi, et de se rencontrer dans ce but[27].

L'habitude de se rencontrer dans des tavernes ou dans des clubs de façon informelle faisait partie de l'acquis démocratique qui avait survécu à la répression de 1796-1806, aussi bien à Londres qu'en province. Dans un numéro de 1802 du *Leeds Mercury*, un correspondant parle des « sociétés et clubs » dont les membres, des artisans,

> se rencontrent chaque soir dans des tavernes ou dans des cabarets. Presque chaque rue des grandes villes a son petit sénat, et le privilège de se réunir pour discuter des affaires de la nation tout en buvant sa

26. Ce « droit » n'était pas vraiment reconnu par certains magistrats de province, qui prirent sur eux d'intervenir dans les réunions et de les interrompre. Le club Hampden de Leeds fut dissous sur l'intervention d'un magistrat.

27. Même pendant les pires années de répression, le gouvernement lui-même reconnut, au moins formellement, que ce droit était « inviolable ». Cf. aussi P. Fraser, « Public Petitioning and Parliament before 1832 », *History*, XLVI, 158, octobre 1961.

> chope a toujours été revendiqué par les Anglais libres et a été reconnu par *tous* les gouvernements[28].

C'est dans les « sociétés » de ce genre que Bewick et ses compagnons, commerçants radicaux, se rencontraient à Newcastle pendant les guerres. Brougham écrivit de Liverpool, pendant les élections de 1812, à Lord Grey :

> Vous ne vous faites aucune idée de la nature des élections à Liverpool. [...] Chaque soir, il vous faut assister aux rencontres d'un autre club, d'une société de secours mutuel, etc., participer à leurs discussions. [...] J'ai passé neuf soirées dans des clubs, et régulièrement prononcé un discours chaque jour à la clôture du scrutin. J'ai, dans ce temps, prononcé en tout environ cent soixante discours [...][29].

En 1817, Cobbett pouvait écrire :

> Nous avons des Clubs *Pitt*, des Clubs whigs, des Clubs pour la suppression du Vice, des Clubs pour la découverte et le châtiment des voleurs, des Clubs bibliques, des Clubs d'école, des Clubs de secours mutuel, des Clubs méthodistes, des Clubs Hampden, des Clubs spencéens, des Clubs militaires, des Clubs de la Marine, des Clubs de jeux, des Clubs de gastronomes, des Clubs de buveurs, des Clubs de maîtres, des Clubs de compagnons et mille autres clubs et associations de toutes sortes[30].

Mais le pas qui conduisait des groupes de tavernes aux clubs radicaux déclarés (clubs Hampden ou Unions politiques) était long à franchir. Nous disposons d'intéressants comptes rendus de discussions qui ont accompagné la formation des premiers clubs Hampden dans le Lancashire. Il y a, par exemple, ce rapport d'un indicateur qui participa à la « réunion du Comité sur la réforme », tenue dans la taverne *Sign of the Dog*, à Little Bolton, en novembre 1816 :

28. *Leeds Mercury*, 6 mars 1802.
29. H. Brougham, *Life and Times*, 1871, II, p. 62.
30. *Weekly Political Pamphlet* de Cobbett, 1er mars 1817.

> John Kay ouvrit la séance en demandant si nous avions tous bien réfléchi aux conséquences possibles. Il dit : Êtes-vous prêts à être persécutés, chacun de vous séparément, pour servir la bonne et grande cause de la réforme ? [...] Notre tâche est ardue et périlleuse. Vous qui êtes ici, êtes-vous prêts à vous atteler à cette tâche ? Robeson Bradley dit : Je sais que nous devrons souffrir, et, *j'en ai bien peur, avant que l'Hiver n'ait touché à sa fin*. Il dit que ce sont nos oppresseurs qui nous ont poussés dans cette situation où il ne vaut presque plus la peine de défendre sa vie et sa liberté. [...] Kay dit qu'il est légal de chercher une amélioration par la réforme, mais, à sa prochaine session, le Parlement *peut mettre hors la loi* le droit de réunion, et il n'est guère probable qu'ils acceptent sans résistance de perdre les sinécures, les pensions, etc., dont ils profitent depuis des années. Il dit que ces hommes pervers préféreront sacrifier la moitié de la population de la nation plutôt que d'accepter la réforme. S'ils l'acceptent, c'est qu'ils y auront été contraints par la force, et leur chute entraînera la perte de milliers d'entre nous [...]

Il fut convenu d'écrire à M. Knight (le vétéran d'Oldham du procès des « trente-huit », de 1812) ainsi qu'à « M.W. Cobbett, là où il habite », « en les priant de nous dire s'il serait légal de faire payer un droit d'entrée pour couvrir les frais de loyer et de liaison, le coût des tracts politiques, etc. ». Voici la réponse de John Knight à cette demande :

> Monsieur, votre lettre vient de m'arriver. En réponse, je vous informe que vous avez le droit de louer un local pour y tenir des discussions politiques ou de tout autre ordre sans avoir à demander d'autorisation, à condition que vous ne fassiez pas payer d'entrée et que vous ne verrouilliez pas la porte d'accès pendant les rencontres, mais qu'au contraire les gens puissent entrer dans le local et le quitter à leur guise. Dans une lettre que j'ai reçue hier de Londres, on m'informe qu'il est recommandé d'annoncer publiquement les réunions de ce genre, d'en informer un magistrat, qu'il est d'autre part préférable de ne pas tenir de réunions secrètes et que l'audience doit être aussi large que possible. Le langage utilisé doit être modéré et conforme à la Constitution, mais ferme et clair. Nous avons loué ici [à Manchester] un local susceptible de contenir un

> millier de personnes. Nous pensions *l'ouvrir lundi prochain*, mais, dans l'espoir de gagner la participation d'un nombre considérable de représentants des classes supérieures (comme on les appelle), nous en avons retardé l'ouverture d'une semaine [...][31].

Ces conseils avaient probablement été envoyés à Knight par le major Cartwright ou par Thomas Cleary, son second. Au cours de l'hiver 1816-1817, les différents clubs du Lancashire et du Leicestershire établirent librement des relations de correspondance dans les limites de leur comté ; ils allèrent même jusqu'à convoquer des rencontres de délégués et des comités de comté auxquels participèrent de nombreuses personnes. Le 5 janvier 1817, un indicateur de police infiltré dans le club de Leicester indiqua dans son rapport :

> Une délégation fut envoyée à Manchester. Graham et Warburton s'y rendirent. Graham expliqua dans quelle immense misère se trouvaient ceux du Lancashire. La plupart des pauvres ne pouvaient se procurer qu'un peu d'eau, de sel et de farine d'avoine – certains d'entre eux ne prenaient qu'un repas par jour ; et d'autres, un repas tous les trois jours. Il lut ensuite une lettre de Derby annonçant qu'une personne de Manchester, qui se rendait à Birmingham et à Bristol, viendrait se présenter au club lors de son passage à Leicester. Il lut ensuite une lettre du major Cartwright indiquant que quatorze sociétés différentes avaient annoncé leur intention d'envoyer des délégués pour la réunion d'un comité à Londres, le 22 janvier [...][32].

Quelques semaines auparavant, les réformateurs du Lancashire étaient même allés plus loin. Lors d'une rencontre de délégués à Middleton, à laquelle participèrent des « députés du Cheshire et du West Riding » ainsi que du Lancashire, quatre « missionnaires » furent nommés – deux pour se rendre à Birmingham en passant par les Potteries ; et deux pour organiser des réunions dans le Yorkshire. Il fut même

31. H.O. 40.3, cité par H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, 1816-1817, Manchester, 1926, p. 21, 22.

32. H.W.C. Davis, *The Age of Grey and Peel*, p. 181.

convenu que « tous les groupes de pétition de tout le Royaume-Uni devraient envoyer [...] un ou plusieurs députés à Manchester [...] pour participer à l'effort de rassemblement de toutes les forces des Unions en un point de vue commun[33] ».

En province, le nombre des clubs Hampden et des *Union Societies* connut donc un accroissement remarquable au cours des derniers mois de 1816[34]. Et, quelques semaines à peine après leur formation, ils cherchaient déjà à établir des contacts au niveau régional et national, ce qui, aux termes du *Seditious Societies Act*, était illégal. Il sembla, à un certain moment, que Manchester était prêt à assumer la direction nationale du mouvement. Mais ce fut en fait Cartwright et le club Hampden de Londres qui convoquèrent les députés des clubs pour une convention qui se tint, à la fin de janvier 1817, dans la taverne *Crown and Anchor*. Les organisateurs de cette réunion, à laquelle soixante-dix délégués participèrent, tentèrent de contourner le *Seditious Societies Act* en tenant des séances publiques et en déclarant représenter « des personnes qui pourraient être envoyées par des villes, des villages et d'autres communautés où s'organisent des pétitions, pour discuter ensemble [...] des meilleurs moyens d'organiser une réforme constitutionnelle ». Les séances ne furent pas interrompues par les autorités, ce qui, comparé à la manière dont fut traitée la « Convention britannique » d'Édimbourg en 1793, témoigne d'un léger progrès. Mais cette réunion mit aussi en lumière l'incohérence du mouvement national.

Elle se produisit peu de temps après les meetings de Spa Fields (novembre et décembre 1816) et les discours que Henry Hunt y prononça, et au moment où l'audience populaire de Cobbett connaissait un fort accroissement. Le récit de Bamford est bien connu :

> À cette époque, les écrits de William Cobbett gagnèrent soudain beaucoup d'autorité. Ils étaient lus dans presque tous les foyers des régions indus-

33. H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 27, 28.

34. À part le Lancashire et le Leicestershire, les principaux centres des clubs Hampden se trouvaient dans le Nottinghamshire, le Derbyshire, à Birmingham, à Norwich et dans certaines parties du West Riding.

> trielles du Lancashire du Sud, de Leicester, de Derby et de Nottingham, ainsi que dans de nombreuses villes industrielles d'Écosse. [...] Il attirait l'attention de ses lecteurs sur la véritable cause de leurs souffrances – le mauvais gouvernement ; et sur le moyen de corriger cette situation – la réforme parlementaire. Les émeutes se firent bientôt rares. [...] Les clubs Hampden étaient maintenant bien établis. [...] Les ouvriers étaient devenus réfléchis et systématiques dans leurs démarches [...][35].

« Le fait que les pauvres de cette région ont des connaissances ou des principes politiques arrêtés est tout à fait récent », écrivait, en 1820, un réformateur de Manchester. Il attribuait aussi cette évolution aux « essais magistraux de M. Cobbett sur la situation financière du pays et sur les effets des impôts quant à l'aggravation de la situation des ouvriers » :

> Grâce à leur prix modique, ces publications ont eu une très grande audience. Le style puissant, clair, concis et persuasif de l'auteur était parfaitement adapté à la compréhension de la grande masse de ses lecteurs [...][36].

Depuis plusieurs années, le *Political Register* de Cobbett, dont le prix était de 1 shilling et 1 demi-penny à cause du droit de timbre élevé, avait vu augmenter le nombre de ses lecteurs dans le Nord[37]. Le changement décisif n'intervint qu'en novembre 1816, lorsque Cobbett trouva un moyen de contourner la réglementation du droit de timbre ; il entreprit la publication séparée de son éditorial, qu'il vendit pour 2 pence sous le nom de *Weekly Political Pamphlet* (qualifié parfois de « Camelote à deux sous »). La première brochure publiée reproduisait sa célèbre « Adresse aux Compagnons et aux Manœuvres » :

35. S. Bamford, *op. cit.*, p. 11, 12.

36. [J.E. Taylor], *Notes and Observations [...] on the Papers relative to the Internal State of the Country*, 1820.

37. Cf. T.A. Ward, *op. cit.*, p. 163, pour des références remontant jusqu'à 1810 sur « le club qui est abonné au *Register* de Cobbett », le « club Cobbett », à Sheffield.

> Amis et Chers Compatriotes,
> Quoi que l'orgueil qu'ils tirent de leur rang, de leur fortune ou de leur éducation ait pu pousser certains à croire [...] la force véritable et les richesses d'un pays ont toujours eu et auront toujours pour origine le *travail* fourni par son peuple. [...] Costumes élégants, meubles superbes, bâtiments majestueux, bonnes routes et bons canaux, coursiers et attelages rapides, navires nombreux et vaillants, entrepôts regorgeant de produits [...] voilà autant de signes de la puissance et de la richesse du pays. Mais toutes ces richesses sont nées du *travail*. Sans les compagnons, sans les manœuvres, aucune d'entre elles n'existerait [...]

« Dans leur insolence, les mercenaires vous appellent la *populace*, la *canaille*, la *racaille*, la *multitude des pourceaux* ; ils disent que votre opinion ne compte pas, que vous n'avez rien à faire dans les réunions publiques [...] » Cobbett démontra en termes simples le fardeau que représentaient pour le peuple les impôts indirects et les lourdes dépenses causées par « les bénéficiaires de sinécures et les pensionnés ». Il expliqua quels étaient les rapports constitutionnels entre la taxation et la représentation. Il attaqua la théorie malthusienne selon laquelle les souffrances des pauvres provenaient de leurs mariages précoces et de leur excessive fertilité (« Il faudrait donc que le spectacle d'un jeune homme bras dessus, bras dessous avec une jeune fille aux bonnes joues rouges soit de mauvais augure ! ») ; il s'en prit également à la thèse qui voyait dans l'émigration le seul remède possible au chômage : « Vous qui participez à leur entretien par les impôts que vous payez, vous avez tout autant qu'eux le droit de rester dans le pays ! Tout comme eux, vous avez ici un père, une mère, des frères et sœurs, des enfants, des amis [...] » Le seul vrai remède, c'était la réforme du Parlement : « Nous devons *obtenir d'abord cela*, faute de quoi nous n'obtiendrons rien de bon. »

> Je vous exhorte à agir de manière légale et pacifique, mais aussi à faire preuve de zèle et de résolution pour atteindre cet objectif. Si les *timorés* ne veulent pas se joindre à vous et si la petite noblesse « bien élevée »

> préfère rester au coin du feu, agissez par vous-mêmes. N'importe qui peut faire signer une pétition et l'apporter à Londres [...][38].

À la fin de novembre 1816, 44 000 exemplaires de cette « Adresse » avaient été vendus – « Voyons si la Corruption peut *effacer ça.* » À la fin de 1817, on annonçait que les ventes avaient atteint 200 000 exemplaires[39]. Aucune œuvre n'avait connu pareille audience populaire depuis les *Droits de l'homme*. Elle fut suivie par des brochures hebdomadaires sous forme de lettres ouvertes adressées « Aux hommes loyaux du Hampshire », « Aux Anglais sincères », ou à certains hommes politiques. Toutes ces brochures eurent de forts tirages. Mais Cobbett ne franchit jamais le pas qui lui aurait permis de donner une expression organisée au mouvement réformateur, et, si les clubs Hampden puisaient leur force dans ses écrits, ce n'était pas là le but qu'il poursuivait. Les grandes manifestations réformatrices tenues à Londres, à Spa Fields, le 15 novembre, le 2 et le 10 décembre 1816, furent dues à l'initiative d'un comité dans lequel les « spencéens » (le Dr. Watson, Thistlewood, Preston, Hooper) étaient très influents. En fait, Cobbett refusa l'offre qui lui était faite de prendre la parole au premier meeting, et c'est Henry Hunt qui fut le principal orateur lors des trois rassemblements.

Hunt était un gentleman-farmer fortuné qui, depuis dix ans, était un réformateur proche de Cobbett. L'impressionnante campagne électorale qu'il avait menée dans le camp radical aux élections de 1812, à Bristol, avait fait de lui un homme d'envergure nationale. Bamford, en 1817, se souvient de lui comme d'un bel homme, « ayant les manières et la tenue d'un gentilhomme, d'une taille de six pieds ou plus » :

> Ses fines lèvres étaient un peu rentrées. [...] Ses yeux, bleus ou gris pâle, n'étaient ni très clairs ni très vifs, mais plutôt lourds, sauf, comme

38. De larges extraits de cette « Adresse » sont reproduits dans G.D.H. et M. Cole, *The Opinions of William Cobbett*, 1944, p. 207-217.

39. Cf. W.H. Wickwar, *The Struggle for the Freedom of the Press, 1819-1832*, 1928, p. 52-54.

> j'ai eu l'occasion de l'observer plus tard, quand il parlait de manière enflammée ; ils semblaient alors se gonfler et sortir de leur orbite. Quand il était furieux, ils s'injectaient de sang et semblaient jaillir de son visage. Il fallait alors voir son expression : le sourire aimable faisait place à un rictus méprisant, et il donnait libre cours à son indignation. Il avait une voix tonnante ; son visage s'enflait et rougissait, et il ponctuait ses propos en frappant si violemment du poing que l'on voyait le moment où il allait pulvériser quelque chose. Tout ce spectacle trahissait la présence d'une douloureuse énergie luttant pour s'exprimer.

La vanité de Hunt s'accordait mal avec l'estime également très haute que les tisserands de Middleton avaient d'eux-mêmes, et le jugement final de Bamford sur Hunt est dur. Il lui reconnut toutefois une importante qualité : Hunt « se plaçait constamment [...] dans les situations les plus difficiles. [...] Il était sans cesse en train de lutter contre une tempête créée par lui-même ou par quelque autre personne. Il a donc enduré bien plus que n'importe quel autre homme de sa position et de son temps. Il faut, pour le juger, tenir compte de cela[40] ». Et c'est bien vrai : de la fin de la guerre à l'adoption du *Reform Bill*, à l'exception de quelques années entre 1820 et 1830, Hunt fut l'orateur public le plus important du mouvement réformateur. Il prit la parole à Spa Fields en 1816. Il poursuivit ses activités malgré la suspension de l'*Habeas corpus* en 1817, époque où Cobbett jugea plus politique de se retirer en Amérique. Il fut le principal orateur à Peterloo, ce qui lui valut la prison. En 1830, le corps électoral des contribuables de Preston l'élut au Parlement, où, dans une Chambre des communes non réformée, il fut le champion solitaire du mouvement réformateur ouvrier. Il défendit avec loyauté la revendication du suffrage universel entre 1830 et 1832, et il attaqua la loi de 1832, qui, pour lui, trahissait les réformateurs plébéiens. La cohérence de sa pensée et sa combativité firent de lui le centre des controverses et la cible des critiques.

Cependant, certaines critiques n'étaient pas dénuées de fondement. Hunt avait en effet les qualités mais aussi les défauts propres aux

40. S. Bamford, *op. cit.*, p. 19, 20.

démagogues. Comme on retrouve ces traits chez toute une série de dirigeants de l'époque, il nous faut les considérer comme caractéristiques du mouvement à ce moment-là. Rappelons tout d'abord que la vieille tradition incarnée par Wilkes, dont on commençait seulement à se détacher, consistait à recruter tous les dirigeants politiques, même ceux du mouvement démocratique, parmi les classes supérieures. Seuls les gentilshommes – Burdett, Cochrane, Hunt, Feargus O'Connor – connaissaient les manières et le langage de la haute politique, pouvaient faire bonne figure lors des campagnes électorales et en remontrer à des ministres dans leur propre langage. Le mouvement réformateur tenait certes à un discours égalitaire, mais on y retrouvait nombre d'anciens réflexes de déférence, même parmi les foules les plus enflammées. Chaque fois qu'un ouvrier donnait l'impression de « se prendre pour quelqu'un », même à l'intérieur du mouvement réformateur, il s'attirait rapidement la jalousie de ses camarades. Il y avait également cette démagogie inévitable dans un mouvement populaire exclu du pouvoir et sans espoir de jamais y accéder, et la tendance à céder à la tentation de discours dénonciateurs complètement stériles. À côté de ses martyrs et de ses organisateurs intrépides et bénévoles, le mouvement radical avait aussi son lot d'alcooliques, de trésoriers malhonnêtes et de journalistes éphémères et querelleurs. Et le langage de ces individus n'était pas le moins emphatique ni le moins retentissant. Toutes les frustrations d'un mouvement populaire, dans lequel des milliers d'hommes sans pouvoir s'attaquaient à un *establishment* bien armé, se libéraient par l'hyperbole. Et Hunt, l'orateur des grandes assemblées réformatrices, savait comment faire vibrer cette corde. Son style se nourrissait des frustrations de ceux auxquels il s'adressait.

De nombreux autres facteurs favorisèrent le développement de la démagogie. Le radicalisme ne connut jamais, au niveau national, la discipline propre aux organisations politiques. Comme tous les partis et tous les centres de correspondance étaient illégaux, et comme il n'y avait aucun exécutif élu pour fixer une ligne politique et une stratégie, le rôle de dirigeant revint inévitablement à des orateurs et à des journalistes autonomes. Des désaccords tout à fait légitimes

sur la ligne de conduite dégénéraient en querelles de jalousie personnelles. Et, quand un dirigeant voyait sa politique plébiscitée, sa vanité personnelle s'en trouvait encouragée. Les conditions dans lesquelles s'exerçait cette agitation favorisaient la personnalisation des questions débattues. Les grands meetings populaires avaient besoin de figures hautes en couleur. Hunt, avec son haut-de-forme blanc, aimait bien qu'on l'appelle le « Champion de la Liberté » ou, pendant son emprisonnement après Peterloo, « saint Henry d'Ilchester ». De même, Oastler se décrira plus tard lui-même comme le « Roi des Enfants des Usines », et O'Connor comme le « Lion de la Liberté ».

Le radicalisme et le chartisme furent d'autre part placés, pendant tout un demi-siècle, devant le dilemme auquel s'étaient heurtés Thelwall, Gale Jones et les « tribuns » jacobins au cours des années 1790. On présente parfois de manière trop dogmatique le conflit qui opposait les partisans de la force « morale » à ceux de la force « physique », comme s'il était possible de distinguer nettement entre les conspirateurs déterminés comme le Dr. Watson et Thistlewood, et les puristes de la Constitution comme Place et Bamford[41]. En fait, le radicalisme, aussi bien que le chartisme, se situait quelque part entre ces deux extrêmes. Peu de réformateurs d'avant 1839 ont entrepris de sérieux préparatifs en vue d'une insurrection. Mais il en était moins encore pour dénier au peuple le droit *in fine* de recourir à la rébellion face à la tyrannie. La devise des chartistes – « Pacifiquement si nous le pouvons, par la force si nous le devons » – exprime aussi l'opinion des radicaux de 1816 à 1820 et de 1830 à 1832. Le major Cartwright insista sur le droit qu'avaient les citoyens de porter des armes. Henry White, rédacteur de l'*Independent Whig* – de tendance modérée –,

41. Bien que Bamford se présente, dans *Passages in the Life of a Radical*, 1839, comme un réformateur modéré, respectueux de la Constitution, de nombreux indices tendent à montrer que l'auteur, qui avait tellement pris ses distances par rapport à son propre passé d'agitateur qu'il accepta le rôle d'auxiliaire de police contre les chartistes, s'efforçait de garder secrets les rapports qu'il entretenait avec l'aile conspiratrice du mouvement.

n'était que l'un des nombreux journalistes qui rappelaient à leurs lecteurs le précédent de la Glorieuse Révolution de 1688 :

> C'est à une *Révolution* qu'ils doivent chaque parcelle de la Liberté civile et religieuse dont il leur est permis de jouir, et [...] c'est à une *Révolution* qu'ils seront finalement contraints de recourir si tous les autres moyens légaux d'obtenir Justice leur sont déniés [...][42].

Le nom des clubs Hampden rappelait un précédent encore plus mémorable ; quant à Cobbett, il insistait constamment sur le fait que la révolution était de bonne tradition whig. Le droit de résister à l'oppression par la force, écrit-il, « est clairement revendiqué et établi par les lois et les usages d'Angleterre » :

> Je ne veux pas dire que ce droit devrait être exercé maintenant. [...] Sur ce point je répète ce qu'a dit le JUGE BLACKSTONE, c'est-à-dire que le droit de résister à l'oppression existe toujours, mais qu'*il appartient à ceux qui, en un certain moment, composent la nation, de décider quand l'oppression a atteint un niveau qui justifie l'exercice de ce droit.*

Cobbett allait même plus loin, car il était prêt à défendre le soulèvement de Pentridge : « Que fit Brandreth de plus que ce que firent les whigs lors de la Révolution[43] ? »

Cobbett choisit délibérément de jouer sur cette ambiguïté : le peuple avait le droit de se rebeller, mais seulement si l'oppression dépassait un certain seuil qu'il ne définissait pas. Wooler prit la même position dans son *Black Dwarf* : « Le *droit* qu'a le peuple de résister à l'*oppression* est un droit *éternel*, et [...] la *condition requise* pour cela réside dans la *volonté générale* du peuple[44]. » Dans le *Republican*, Carlile s'avança davantage après Peterloo, et se fit le défenseur du tyrannicide[45]. Tous les orateurs et tous les journaux populaires radicaux

42. *Independent Whig*, 27 juillet 1817.
43. *Political Register*, 4 avril, 6 et 20 juin, 26 décembre 1818.
44. *Black Dwarf*, 30 décembre 1818.
45. Cf. *infra*, p. 1009. Cf. aussi le *Political Register* de Sherwin, 23 mai 1818.

faisaient des allusions directes ou déguisées au droit de rébellion. L'une des constantes du discours d'un mouvement qui n'avait pour ainsi dire pas de possibilité légale d'améliorer sa situation par le droit de vote était de faire allusion au fait que le peuple aurait finalement recours à la force physique, de brandir cette menace, de l'exagérer. Quand Henry Hunt prit la parole au premier grand meeting de Spa Fields (le 15 novembre 1816), il n'alla pas plus loin que toute une série d'autres orateurs :

> Il connaissait la supériorité de l'esprit sur la force physique. Jamais il ne conseillerait que l'on ait recours à cette dernière tant que toutes les ressources de l'esprit n'auraient pas été épuisées. Avant d'utiliser la force physique, leur devoir était de lancer des pétitions, de protester et de réclamer la réforme à haute voix. Ceux qui s'opposaient aux justes demandes du peuple étaient les vrais amis de la confusion et des effusions de sang [...] mais, si le jour fatal devait arriver, il pouvait leur assurer que, tel qu'il se connaissait, on ne le trouverait pas caché derrière un comptoir ou à l'abri dans un coin retiré[46].

Les passages de ce genre, où était évoqué le « jour fatal » ou le « jour d'expiation », suscitaient les plus vives acclamations de la foule. Mais il ne faut pas non plus oublier les défauts propres à ce genre de style. Il favorisait les démagogues de bistrot dont le radicalisme était plus verbal que réel ; il favorisait également les orateurs itinérants et rétribués (auxquels Bamford s'opposait énergiquement) « qui faisaient commerce de leurs beaux discours » et se disputaient les acclamations de la foule en se lançant « dans les rodomontades les plus insensées et les plus extravagantes[47] ». Les dirigeants nationaux, Cobbett et Wooler avec leur plume, Hunt avec ses discours, étaient experts dans l'art d'accorder leur rhétorique juste un demi-ton au-dessous de ce qui aurait pu tomber sous l'accusation de trahison. Mais ils s'exposaient (comme après eux Oastler et O'Connor) à l'accusation d'encourager d'autres personnes à prendre des initiatives

46. *Examiner*, 16 novembre 1816.
47. S. Bamford, *op. cit.*, p. 36.

illégales ou à se livrer à des actes de trahison dont eux-mêmes n'auraient pas à subir les conséquences.

C'était l'un des sujets de querelle entre les dirigeants radicaux. Les questions d'argent en étaient un autre, perpétuel. Être dirigeant radical était une occupation onéreuse. Cobbett et Hunt eurent bien des occasions de s'en apercevoir. À la rédaction des discours et des publications, aux frais de déplacement et de correspondance venaient encore s'ajouter les lourdes dépenses occasionnées par les procès et par les campagnes électorales. Cobbett, et surtout Hunt, avaient des goûts plutôt dispendieux ; Cobbett aimait à se lancer dans des entreprises hasardeuses, et Hunt menait une vie luxueuse. Tous deux faisaient preuve de négligence dans la gestion de leurs finances. De nombreux comités *ad hoc*, mis sur pied pour telle ou telle cause, faisaient appel au soutien financier du mouvement radical, lequel, incohérent comme toujours, n'avait pas élu d'exécutif ni nommé de trésorier. Les profits que Cobbett tira de ses publications le dédommagèrent de ses pertes. Quant à Hunt, il chercha à tirer un bénéfice de sa propagande en vendant de la « poudre pour petits déjeuners radicaux » (une préparation concoctée à partir de céréales torréfiées, vendue comme ersatz de café ou de thé et recommandée aux radicaux comme moyen de boycotter les produits imposés). Il n'y avait pas de séparation bien précise entre leurs intérêts privés et les finances du mouvement. Le problème de l'administration des fonds radicaux et celui de la confusion entre les intérêts privés et les intérêts publics devinrent bientôt – comme ils devaient le devenir pour O'Connor et Ernest Jones – des sujets d'humiliantes récriminations publiques[48].

Mais les brouilles entre radicaux étaient surtout provoquées par le conflit des vanités. La vanité était si répandue parmi les dirigeants

48. Pour en donner un exemple, après Peterloo, Hunt eut une longue dispute avec son compagnon réformateur, Joseph Johnson de Manchester, au cours de laquelle tout leur linge sale fut exposé en public : coût de leur hospitalité réciproque, factures de blanchisserie, quantité d'avoine donnée au cheval de Hunt, pourboire donné (ou non) à la femme de chambre d'une auberge. Cf. J. Johnson, *A Letter to Henry Hunt*, Manchester, 1822.

qu'elle semble moins avoir été cause de désaccord qu'un symptôme de l'absence générale d'organisation cohérente. Au moindre désaccord, la première réaction d'un dirigeant radical était presque toujours de mettre en doute les mobiles de ses compagnons. Cette manie du soupçon fut encouragée par la découverte du rôle joué par les agents provocateurs, Castle, Oliver et Edwards. À partir de 1817, l'air était devenu irrespirable tant les accusations mutuelles d'espionnage l'avaient chargé de rancœur.

Faute d'une organisation politique démocratique, la politique radicale était fortement personnalisée. Après 1816, le mouvement avait beaucoup des vertus du mouvement des années 1790, mais il ne retrouva pas celle de l'*égalité*. Cobbett avait donné un certain ton au mouvement, et il est difficile de l'en blâmer. L'émergence d'une presse radicale indépendante dans les années de l'après-guerre est essentiellement due à ses efforts personnels. Le récit qu'il fait de cet exploit (écrit en 1817 et en 1819) est proche de la vérité :

> Il y a maintenant longtemps [...] je m'établis comme une sorte de *politicien indépendant*. Mes opinions m'étaient propres. Je rejetai tous les préjugés. Je dédaignai de suivre qui que ce fût en matière d'opinion. Avant moi, chaque écrivain de talent venait se ranger sous la bannière d'un parti, d'un ministre ou ailleurs encore. Je restai libre de toute relation de ce genre, à telle enseigne que je suis depuis de nombreuses années l'objet de la haine des gens au pouvoir et de ceux qui cherchent à y parvenir.

Quand les guerres touchèrent à leur fin, il était devenu (selon les mots de Hazlitt) « une espèce de *quatrième état* dans la politique du pays » et « incontestablement l'écrivain politique le plus puissant d'aujourd'hui ». « Les réformateurs le lisaient quand il était tory, les tories le lisent maintenant qu'il est réformateur. » C'est en grande partie pour combattre Cobbett que plusieurs édits successifs, qui augmentaient les taxes sur les journaux et les périodiques et renforçaient la loi sur la diffamation, furent décrétés. « Il n'y a pas une ombre d'*égotisme* dans le fait que je dise cela », déclare Cobbett. Et ses conclusions sont d'ordre personnel, ce qui est caractéristique :

> Quand un grand royaume a dû profondément modifier ses lois pour essayer d'empêcher la propagation des écrits d'un seul homme, cet homme ne peut pas être coupable d'égotisme. Un homme de ce genre devient inévitablement le sujet de nombreuses discussions ; tous ses faits et gestes, ses manières, son mode de vie et presque jusqu'à sa taille et la couleur de ses cheveux deviennent un sujet d'intérêt dans ce royaume.

Il est vrai que le sujet favori de Cobbett n'était autre que William Cobbett de Botley lui-même. Son *Register* est rempli, page après page, du récit de ses affaires et de ses rencontres, du détail de ses raisonnements et de ses justifications, de l'évocation de ses sentiments et de ses impressions fugitives. La cause de la réforme y était présentée comme une lutte opposant William Cobbett à la Vieille Corruption. Castlereagh, « Fletcher de Bolton », Wilberforce, Malthus, Brougham et Burdett étaient ou devinrent ses ennemis *personnels*. Ses camarades réformateurs éprouvaient une certaine gêne devant l'inconstance de son approbation. Hazlitt écrivait, sans se montrer injuste : « Il se brouille avec ses propres créatures dès que ses écrits leur ont attiré une certaine popularité [...] et des peines de prison. »

Nous devons accepter les défauts de Cobbett. Ils représentent la face cachée d'un immense talent qui lui a permis, semaine après semaine pendant trente ans, d'exercer une influence supérieure à celle de n'importe quel autre journaliste dans l'histoire anglaise. Ses vices ne sont insupportables que lorsqu'ils se manifestent en l'absence de son génie. Cobbett a en effet créé un style, et il était inévitable que ses compagnons et ses concurrents cherchent à l'imiter, comme Hunt, dans ses *Mémoires*, publiés en fascicules de sa prison d'Ilchester, ou Carlile, dans le *Republican*, et une douzaine d'autres auteurs de moindre envergure. L'époque qui va de la fin des guerres jusqu'au *Reform Bill* fut celle des « politiciens indépendants ». Chaque radical était un protestant politique ; chaque dirigeant déclarait être un individualiste n'écoutant la voix d'aucune autorité, si ce n'est celle de son jugement et de sa conscience. « Le Réformateur, écrivait Hazlitt en 1819, est en règle générale guidé par l'esprit de contradiction. »

> C'est un outil avec lequel il est presque impossible de travailler, un élément de machine qui n'est jamais bien en place. On ne peut pas l'habituer à la discipline, puisque aussi [...] son esprit a pour premier principe la suprématie de la conscience et le droit de juger personnellement et de manière indépendante. [...] Il faut tout d'abord que son entendement soit satisfait, sans quoi il ne bougera pas d'un pouce. Rien au monde ne lui fera abandonner un principe pour la sauvegarde d'un parti. Il préférerait l'esclavage à la liberté, si la liberté devait ne pas être exactement du type qu'il avait prévu [...]

Le dirigeant réformateur, poursuit Hazlitt, « se prend de querelle avec tous ceux qui sont attelés à la même tâche que lui [...] il pense avoir rendu un bon service à la cause, alors qu'il n'a fait que donner libre cours à sa mauvaise humeur et à son obstination, qu'il confond avec l'amour de la liberté et l'ardeur au service de la vérité ! ».

> D'autres [...] entrent dans des comités [...] se présentent comme candidats à la tête d'un parti qui s'est créé pour s'opposer à un autre parti. Ils s'insultent les uns les autres, se dénigrent, se dénoncent, se trahissent, se contrecarrent et se détruisent de toutes les manières possibles, et deviennent [...] le jouet de leur ennemi commun [...][49].

Cet individualisme intraitable avait certains mérites. Que l'on se souvienne, par exemple, de la longue lutte qui opposa Carlile aux autorités[50]. Mais, aussi bien chez Hunt que chez Carlile, ces côtés négatifs avaient de quoi choquer, et ils nuisaient profondément au mouvement réformateur. La vanité des dirigeants, grands ou petits, formait comme un nuage baignant l'agitation houleuse du peuple. Place considérait que, à part lui et quelques benthamistes, le monde n'était composé que de niais qu'il fallait manipuler. Bamford est l'exemple même de l'autodidacte suffisant : ses principes étaient insensibles à la persécution, mais ne l'étaient plus face à un mot aimable de Lord

49. W. Hazlitt, préface aux *Political Essays*, 1819 ; *Works*, VII, p. 13-17.
50. Cf. *infra*, p. 1008-1015.

Sidmouth ou aux compliments qu'un gentilhomme lui adressait au sujet de ses vers. Carlile était un individualiste absolu ; il avait une telle confiance en son propre jugement qu'il rejetait toute idée de consultation ou d'organisation politique. Hunt (même si nous ne retenons qu'une partie des critiques faites par ses compagnons tels que Bamford et Johnson) pouvait être d'une vanité exécrable. Après Peterloo, et alors qu'ils étaient en instance de jugement, Hunt et les autres accusés entreprirent une tournée publique à travers les villes cotonnières du Lancashire. « Je fus amusé, mais aussi quelque peu humilié, par le spectacle qui se répétait sans cesse à mes côtés », écrivit Bamford :

> Hunt était assis sur le siège du cocher. [...] Moorhouse était debout sur le toit de la voiture, se tenant à une corde fixée aux ferrures latérales. Il fit tout le voyage depuis Bolton dans cette position. [...] Hunt n'arrêtait pas de donner de grands coups de chapeau et de s'incliner avec grâce, et d'adresser de temps à autre quelques mots à la population. Mais, si cinq à dix minutes s'écoulaient sans qu'un hourra ou deux se soient fait entendre ou, mieux encore, sans qu'ait résonné l'agréable mélodie : « Vive Hunt ! » [...] il se levait de son siège, se retournait pour couvrir le pauvre Moorhouse d'insultes et lui lancer : « Mais pourquoi ne criez-vous pas ? Pourquoi ne criez-vous pas ? Lancez des hourras ! Vous voyez bien qu'ils s'endorment[51] ! »

Quand nous pensons à Hunt, à Burdett, à Oastler ou à O'Connor, nous devons nous rappeler que leurs déplacements ressemblaient à ceux des altesses royales les plus populaires et que leurs apparitions devant le public évoquaient celles d'une *prima donna*. Dans un village du Lancashire, on avait, en 1819, recouvert la route d'un tapis de fleurs pour recevoir Hunt. Et aux slogans « Vive Burdett, À bas la Bastille ! » « Hunt pour la Liberté ! » venaient s'ajouter les chansons :

> Avec Henry Hunt nous marcherons, marcherons,
> Avec Henry Hunt nous marcherons ;

51. *Loc. cit.*, p. 200.

Nous lèverons le bonnet phrygien,
Malgré Nadin Joe[52].

Les maîtres des écoles du dimanche radicales de Manchester portaient au cou, en lieu et place du crucifix, des médaillons à l'effigie de Hunt[53]. Un meeting n'était pas vraiment réussi si l'on n'avait pas dételé les chevaux de la voiture de l'orateur principal et porté ce dernier en triomphe à travers les rues. Les grandes manifestations comprenaient tout un rituel au cours duquel l'orateur se servait d'effets déclamatoires et de questions rhétoriques pour manipuler la foule et ses réactions[54]. Les orateurs charismatiques étaient ceux qui savaient le mieux se mettre en scène. Peu nombreux sont les hommes dont l'orgueil n'aurait pas été décuplé par les clameurs d'approbation jaillissant de vingt mille poitrines. Et, en même temps que leur vanité s'accroissait, les orateurs s'habituèrent et prirent goût au spectacle des foules enflammées par l'enthousiasme, qui se pressaient autour de l'estrade. Prentice dit de Hunt que « son appétit allait grandissant au fur et à mesure qu'on le nourrissait ». Il devint jaloux de ses rivaux, sans cesse à l'affût d'occasions qui lui permettaient de prendre des poses théâtrales, et se mit à traiter ses collègues de moindre importance de manière nonchalante et désinvolte. Eux, à leur tour, se sentirent froissés dans leur vanité par la désaffection du public : pourquoi pas « Johnson pour la Liberté ! » ou « Bamford pour la Liberté ! ».

Le démagogue est un mauvais chef, un dirigeant inefficace. Hunt ne développait pas de principes, il ne proposait même pas de stratégie radicale précise ; il ne faisait que donner voix aux émotions du mouvement. Toujours avide de prononcer les mots qui provoqueraient les

52. J. Harland, *Ballads and Songs of Lancashire*, p. 262.

53. D. Read, *Peterloo*, Manchester, 1957, p. 54.

54. Par exemple, Saxton à Rochdale : « il suffit que le pays soit *uni* [...] *et exige que soient respectés* ses droits, comme des HOMMES décidés à être libres ou à mourir noblement dans la lutte. (*Applaudissements vigoureux.*) » Voir le *Weekly Political Register* de Sherwin, 7 août 1819.

applaudissements les plus nourris, il n'était pas le chef, mais bien le captif de la fraction la plus instable de la foule. Selon Place, .

> Hunt déclare que sa méthode est opportuniste et qu'il ne se soucie de personne. Il ne veut s'associer à aucun comité ou parti, il entend agir par lui-même. Il ne cherche à offenser personne, mais ne se soucie pas de ceux qui se sentent offensés.

Mais Place, dans une lettre à Hobhouse, parla de Hunt en termes plus chaleureux. Hunt, alors au sommet de sa popularité, avait été reçu triomphalement à Londres après Peterloo :

> Oui, c'est vrai, il l'a bien mérité [l'accueil de Londres], il méritait même mieux. Si les gens, je veux dire les ouvriers, ne devaient avoir qu'un homme, c'est cet homme qu'ils devraient soutenir, au moins par leurs acclamations. Et nombreux sont les cas où ils seraient prêts à se battre à ses côtés ou pour lui. À qui la faute s'il n'y a pas d'homme meilleur qui aille vers le peuple ? Pas au peuple. Il s'attache au meilleur de ceux qui épousent sa cause. Je me souviens des sentiments que j'avais à l'époque où j'étais ouvrier. [...] Si Hunt est seul à se présenter, c'est Hunt qui sera l'élu du peuple[55].

### 3. Les clubs Hampden

Nous ne pouvons comprendre l'incroyable désordre qui régna à l'intérieur du mouvement radical de l'après-guerre si nous ne gardons pas à l'esprit ces problèmes de personnalité et de direction. Cette époque fut l'ère héroïque du radicalisme populaire, mais les dirigeants du mouvement au niveau national n'avaient que rarement l'air héroïque ; ils furent même parfois ridicules. De 1815 jusqu'au chartisme, c'est à la base que le mouvement fut le plus vigoureux, cohérent et bien portant, particulièrement dans les centres provinciaux comme Barnsley et Halifax, Loughborough et Rochdale. Ce sont les libraires, les vendeurs de journaux, les organisateurs syndicaux et les secrétaires et orateurs locaux des clubs

55. G. Wallas, *op. cit.*, p. 120, 146.

Hampden et des unions politiques qui en furent les véritables héros. Ces gens n'espéraient pas être gratifiés de pensions à vie par le mouvement en récompense du temps passé en prison ; ils étaient souvent trop obscurs pour que leurs activités soient mentionnées ; tout au plus trouvait-on quelques mots dans la presse locale ou dans les dossiers du ministère de l'Intérieur. Ces hommes formaient le soubassement sans lequel leurs dirigeants discutailleurs et chamailleurs auraient été impuissants ; et ils étaient souvent consternés par les querelles des dirigeants.

La confusion des événements qui eurent lieu au cours de l'hiver et du printemps 1816-1817 illustre bien les problèmes auxquels était confronté ce mouvement national en pleine croissance et qui n'avait pas réussi à se doter d'un centre national. La rencontre des délégués des clubs Hampden au *Crown and Anchor* (en janvier 1817) était due à l'initiative du major Cartwright. Ce fut là le point culminant d'une campagne nationale de pétitions qui permit de rassembler, selon les estimations, entre un demi-million et un million et demi de signatures en faveur de la Réforme (la majorité des pétitions soutenait le principe d'un Parlement élu tous les ans, du suffrage universel et du scrutin secret).

Mais entre le moment où Cartwright envoya sa circulaire pour convoquer les délégués (septembre 1816) et la réunion elle-même se produisirent les émeutes qui suivirent le deuxième grand meeting de Spa Fields, le 2 décembre. Les origines et la signification de ces émeutes demeurent obscures. Il semble qu'il y ait eu à Londres une espèce d'agitation ultra-jacobine dirigée contre la prison pour dettes dès mars 1816. Les autorités interceptèrent une lettre adressée « À nos compatriotes incarcérés », qui se disait émaner du « Comité tricolore » et qui annonçait la décision de déployer la « bannière tricolore » le 2 mars. Ce jour-là, « les portes des prisons seront ouvertes [...] [et] les hautaines *Bastilles* seront réduites en cendres » :

> Vous êtes priés de faire connaître nos plans à toutes les prisons de Londres – *prisons du Banc du Roi, du Fleet, de Marshalsea, de Horsemonger Lane*, etc. –, et de *tous agir* au même moment[56].

56. T.S. 11.203 ; H.O. 40.7/8.

Ce genre d'agitation n'était, au fond, pas étonnant. Les petits maîtres de Londres et de Birmingham, qui avaient obtenu des commandes de guerre, se trouvaient parmi ceux qui eurent le plus à souffrir de la dépression de l'après-guerre. Il y avait eu de nombreuses faillites. Pendant la guerre, un grand nombre de ces petits maîtres avaient travaillé comme sous-traitants pour le compte de mandataires plus importants qui se réservaient la majeure partie des bénéfices. Et, maintenant, ils voyaient ces intermédiaires jouir confortablement du fruit de leur travail à eux, alors qu'eux-mêmes devaient supporter le poids des impôts et de l'assistance aux pauvres dans les endroits les plus douloureusement frappés[57]. Ce genre d'expérience les poussa à adopter un radicalisme extrême auquel ils étaient préparés depuis longtemps par la propagande de la SCL et celle des élections successives de Westminster. Si la prison pour dettes constituait parfois un lieu de recrutement d'espions, elle était surtout une école de perfectionnement pour les radicaux, un endroit où ceux qui avaient eu à souffrir des rigueurs des lois contre les débiteurs trouvaient l'occasion de lire, de discuter et d'élargir le cercle de leurs relations[58].

57. C'était là un des griefs permanents des petits maîtres et artisans de l'East End qui devaient payer le *poor rate*. C'est ainsi que, pendant les années 1790, les mauvaises années, le *poor rate* était de 5 à 10 shillings par livre à Spitalfields et à Mile End, et de seulement 2 shillings à 2 shillings 6 pence dans le West Riding. Cf. par « A Magistrate », *An Account of a Meat and Soup Charity in the Metropolis*, 1797 ; W. Hale, *Letter to S. Whitbread on the Distress of the Poor in Spitalfields*, 1806 ; T.F. Buxton, *The Distress in Spitalfields*, 1816 ; *Trades Newspaper*, 15 octobre 1826.

58. Bien que les lois sur l'insolvabilité (*Acts of Insolvency*) aient été votées en 1797 et en 1801, le sort des petits débiteurs ne s'en trouva pas amélioré ; ils étaient forcés de rester en prison et, en plus de leurs dettes, ils devaient encore acquitter les frais de leur propre détention. Cf. J. Neild, *Account of the Society for the Relief of Small Debtors*, 1802, p. 301, 335-337. Les archives de 1816 et de 1817 du ministère de l'Intérieur contiennent quantité de pétitions pitoyables envoyées par des débiteurs.

Rien ne vint confirmer les menaces de mars 1816. Mais le thème d'une attaque des prisons réapparut en décembre, lors de l'affaire de Spa Fields. Nous devons choisir notre version des faits parmi au moins trois comptes rendus contradictoires de cet événement : celui que présenta l'accusation lors du procès du Dr. James Watson, celui que donna Hunt dans ses *Mémoires* en 1822 et celui que présenta Watson lui-même ou son avocat. On ne peut avoir toute confiance en aucun d'entre eux. L'argumentation du ministère public reposait en grande partie sur le témoignage d'un complice qui était ensuite devenu agent provocateur, John Castle, qui se révéla être un témoin de très mauvaise réputation, un parjure et le protecteur d'une patronne de bordel[59]. Hunt, qui écrivit sa version des faits depuis la prison d'Ilchester, après la conspiration de Cato Street et après s'être complètement brouillé avec Watson, avait tout intérêt à minimiser son propre rôle. Quant à Watson, il refusa, au cours d'une polémique qui l'opposa à Hunt dans la presse à l'automne 1819, de dévoiler sa propre version, sous prétexte que le moment n'était pas encore opportun.

Les faits se sont peut-être déroulés comme suit. L'automne 1816 fut une période d'extrême misère. Le chômage qui suivit la guerre se faisait durement sentir dans le Lancashire, le Yorkshire, les corporations de Birmingham et à Londres. Deux des industries de base de la capitale, l'horlogerie et la soie, se trouvaient en crise. On affirme que, rien qu'à Spitalfields, quarante-cinq mille personnes manquaient de nourriture et demandèrent, en novembre, à entrer dans des asiles des pauvres[60]. La ville était également remplie de soldats et de marins démobilisés. Mais il devint évident que le comité de Westminster n'avait aucune envie de bouger et refusait de mener quelque action que ce soit auprès des masses londoniennes. Hormis les campagnes électorales qui accompagnaient les élections de Westminster (et celles de la City, à l'occasion desquelles d'immenses foules se rassemblaient devant le Guildhall), aucune

59. Cf. *supra*, p. 642, 646.

60. Cf. tout particulièrement le *People*, 19 avril 1817 ; T.F. Buxton, *op. cit.*

manifestation radicale à participation « illimitée » n'avait été organisée à Londres depuis 1795. C'est pourquoi un petit comité ultra-jacobin (ou « spencéen ») se forma. Ses membres les plus actifs étaient Watson et son fils, Preston, Thistlewood, Hooper et Castle, l'espion. Ce comité lança un appel à une manifestation à Spa Fields, le 15 novembre 1816, et pria un certain nombre de radicaux de premier plan d'y assister. Cobbett garda ses distances ; seul Hunt accepta de prendre la parole. Il ne rencontra les organisateurs qu'à la veille du rassemblement et obtint du comité que les résolutions prévues fussent remplacées par les siennes, plus modérées. Le meeting lui-même avait été mal organisé, il n'y avait même pas de bonne tribune. Mais une foule immense se rassembla, dont le nombre dépassait toutes les prévisions des organisateurs. Hunt s'adressa à elle d'une fenêtre dominant le terrain.

Le meeting fut « ajourné » au 2 décembre. Selon Hunt, les organisateurs jubilaient devant leur succès. Ils le raccompagnèrent à son auberge et se lancèrent, lors du dîner, dans des fanfaronnades révolutionnaires au cours desquelles Castle lui-même proposa le toast suivant : « Que le dernier roi soit étranglé avec les boyaux du dernier prêtre. » (Watson et Thistlewood allèrent s'excuser le lendemain auprès de Hunt du comportement de Castle !) À peu près à la même époque se créa dans la capitale un « comité des métiers » (*committee of trades*), auquel Preston fut activement associé et dont un autre espion, T. Thomas, réussit à se faire nommer président. Selon Thomas, Preston organisait les tisserands de Spitalfields avec succès. Il proposait en privé de se débarrasser de tous les propriétaires terriens et de tous les rentiers, et discutait de la possibilité de provoquer un soulèvement au cours duquel on attaquerait la Banque, la Tour de Londres et les prisons. Castle soutint ces propositions avec enthousiasme et plaça effectivement quelques armes dans une charrette qui fut amenée à Spa Fields le 2 décembre. La foule était encore plus nombreuse que la fois précédente, et il s'y trouvait beaucoup de soldats et de marins. De tous les côtés, la rumeur s'était répandue que « quelque chose » allait « se passer » lors de ce meeting ; elle avait même atteint le nord de l'Angle-

terre[61]. Selon Preston, l'armée était prête à se mutiner, non seulement à cause du mécontentement des soldats, mais aussi en raison de la sympathie qu'elle ressentait pour le peuple[62]. On pouvait lire sur une des bannières déployées à Spa Fields : « Les braves soldats sont nos amis, traitez-les amicalement. »

« [...] quand l'Estomac a faim, l'Esprit s'enfièvre [...] », c'est ce que déclarait un tract destiné aux troupes et que l'on aurait trouvé au domicile du Dr. Watson après l'affaire de Spa Fields. Mais, le 2 décembre, ce n'est pas parmi les soldats qu'il fallait chercher l'esprit le plus enfiévré, mais plutôt du côté du fils du Dr. Watson. Les deux Watson (nous dit Preston) avaient bu avant le meeting, et le jeune Watson, plus que de raison. Tôt arrivé sur la tribune, il harangua une partie de la foule, dont, semble-t-il, de nombreux éléments (comme Cashman) étaient aussi ivres que lui. Puis, sautant de sa charrette, il plongea dans la foule et prit la tête d'un contingent qui se dirigea vers la Tour. D'autres petits groupes partirent dans différentes directions. Plusieurs armureries furent pillées. Certains des manifestants arrivèrent à la Tour, et un homme (peut-être Preston ou Thistlewood) en escalada le mur et exhorta les troupes à venir se joindre au peuple. Dans les *Minories*, les émeutes durèrent plusieurs heures et prirent des proportions qui rappelèrent les émeutes de Gordon. Il se trouva notamment un homme, dont l'identité n'était connue ni des autorités ni des conspirateurs, pour guider la foule du haut de son cheval. Le gouvernement, qui avait été averti de la possibilité d'un soulèvement, avait pris ses précautions. Hunt fut surpris du « grand nombre d'agents et d'officiers de police » rangés devant la prison de Cold Bath Fields.

61. À Manchester, le 3 décembre, les groupes de délégués des clubs Hampden des environs attendirent avec impatience le courrier de Londres ; il en fut de même à Sheffield.

62. Preston déclara : « Leur situation est meilleure que celle des ouvriers, mais l'état misérable dans lequel se trouvent leurs amis et parents leur pèse » (T.S. 11.203). En fait, la troupe avait fait montre d'un très net manque d'enthousiasme quand on l'appela pour intervenir dans les émeutes contre les lois sur le blé de 1815, cf. J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 86.

Mais seule une fraction de la grande foule participa aux émeutes. La plus grande partie resta sur place pour écouter le discours de Hunt[63], puis se dispersa pacifiquement après qu'il eut été décidé une nouvelle fois d'« ajourner » le meeting, au 9 décembre.

Le troisième meeting de Spa Fields attira en fait une assistance encore plus nombreuse qu'auparavant[64]. Il n'est pas facile de trouver une explication qui puisse rendre compte de tous ces événements confus. Les émeutes n'étaient pas simplement le fait d'une bande de buveurs ; il ne s'agissait pas non plus d'une provocation soigneusement mise sur pied ni d'une tentative pour simuler la prise de la Bastille. Mais elles tenaient de tout cela. Le Dr. Watson ne voyait peut-être pas plus loin que la manifestation elle-même, mais il est aussi possible que Thistlewood et le jeune Watson (poussé par Castle) aient eu le vague projet de provoquer une émeute « spontanée » qui permettrait un coup d'État populaire. Le jeune Watson prit la fuite et se cacha. Quelques mois plus tard, on le fit monter clandestinement à bord d'un bateau en partance pour l'Amérique. Il s'était déguisé en quaker, et son visage avait été rendu méconnaissable à l'aide de chaux vive[65]. Il est certain que Hunt ne prit part à aucun complot insurrectionnel, mais il fut d'accord, lors du procès du Dr. Watson, pour venir témoigner à la barre du rôle modérateur qu'avait joué celui-ci[66]. Et il continua de travailler en étroite collaboration avec lui pendant deux ans encore.

63. Le Dr Watson affirma aussi être resté à l'arrière et avoir tenté de calmer la foule, cf. *Independent Whig*, 3 août 1817.

64. D'autres tentatives d'organisation de manifestations à Spa Fields, en février et mars 1817 (après les « Deux Lois » et la suspension de l'*Habeas corpus*), échouèrent. Notre description se fonde surtout sur W.M. Gurney, *Trial of James Watson*, 1817, particulièrement I, p. 45-51, 56-61, 73, 531, II, p. 190 ; *Memoirs of H. Hunt*, 1822, III, p. 329, 344, 369-372, 447 ; interrogatoire de Preston par le lord-maire, les 4 et 5 décembre 1816, in T.S. 11.203 ; T. Thomas à Sir N. Conant, 9 et 27 novembre 1816, in H.O. 40.4 ; H.O. 40.3 et 7 ; *D.N.B.*

65. *Independent Whig*, 27 juillet, 12 octobre 1817.

66. Hunt assura aussi la présidence d'un dîner organisé pour fêter l'acquittement du Dr Watson, blanchi de l'accusation de haute trahison, *ibid.*, 3 août 1817.

Place qualifia les émeutiers de Spa Fields de « groupe méprisable d'imbéciles et de vauriens ». Mais il n'y a aucune raison de supposer que les Londoniens partageaient son opinion. S'ils eurent à souffrir de l'amateurisme de la direction du mouvement et de ses penchants pour la théâtralité, la faute en revient en grande partie à l'incapacité du comité de Westminster de rester fidèle à ses anciens principes jacobins. Mais l'affaire de Spa Fields eut au moins trois conséquences sérieuses. Premièrement, elle fournit aux autorités le prétexte dont elles avaient besoin pour agir contre les réformateurs. Deuxièmement, elle effraya les réformateurs modérés de la bourgeoisie et leur fit prendre leurs distances à l'égard du mouvement radical dès la fin des guerres[67]. Troisièmement, elle sema la confusion parmi les dirigeants réformateurs à la veille de la rencontre des délégués des clubs Hampden. Burdett, qui avait signé (au nom du club Hampden de Londres) la circulaire de Cartwright convoquant les délégués, se retira dans son domaine de Leicester et n'apparut pas au *Crown and Anchor*. Cobbett dit avoir hésité jusqu'à la veille de la rencontre ; il pensait qu'« une rencontre de ce genre, dans une telle crise, offrirait une cible rêvée aux traits de la Corruption » et que les délégués s'y exposeraient à être arrêtés ou, à tout le moins, à être repérés par les espions du gouvernement[68]. Il avait aussi mieux compris que la plupart des réformateurs le jeu du gouvernement, son système de provocation et la stratégie qui consistait à diviser le mouvement en incitant les radicaux extrémistes à se lancer dans des actes insurrectionnels sans lendemain. « Ils rêvent de découvrir un COMPLOT, écrivit-il en décembre 1816, oh, comme ils en rêvent ! Ils travaillent, ils peinent, ils trépignent, ils macèrent, ils sont en nage, ils en meurent, ils en crèvent : il leur faut absolument un complot[69] ! »

67. Cf. E. Halévy, *op. cit.*, p. 18-22 (éd. fr., p. 14-19).

68. *Political Register*, 11 avril 1818. Cf. également *ibid.*, 18 avril 1818 : « J'ai toujours dit [à Burdett] que cela aurait pour effet de jeter tout un groupe d'hommes sans défense dans les griffes de la Corruption. »

69. *Ibid.*, 14 décembre 1816. Cf. aussi G.D.H. Cole, *Life of Cobbett*, p. 216.

Cobbett accepta à la dernière minute de participer à la rencontre (en tant que « député » de Westminster), et Hunt également (en tant que député de Bristol et de Bath). Le major Cartwright assura la présidence avec son air imperturbable, « traversant la pièce dans son long surtout brun et coiffé de sa perruque marron, avant de s'asseoir placidement à la place principale[70] ». Mais la rencontre tourna immédiatement à la confrontation, et les délégués des clubs extrêmement actifs du Lancashire en furent consternés. Une tentative fut faite (avec le soutien de Cobbett) pour s'en tenir aux vœux de Burdett, qui était absent, et pour limiter les revendications des réformateurs au suffrage par ménage. Hunt se déclara en faveur du suffrage universel et reçut l'appui des délégués de province. Cobbett se déclara alors converti pour des raisons pragmatiques. S'il avait défendu le suffrage par ménage, expliqua-t-il, c'était uniquement parce qu'il ne voyait pas comment « des hommes non établis et sans domicile reconnu à la sécurité duquel ils fussent attachés [...] pourraient être enregistrés avec exactitude lors du scrutin » :

> Je ne voyais pas comment on aurait pu empêcher un grand nombre d'hommes de se rendre d'une paroisse à l'autre et de voter ainsi à deux ou trois reprises le même jour, et en faveur de cinq ou six candidats différents.

Mais « un homme modeste et très raisonnable, dont je regrette de n'avoir pas retenu le nom et qui venait de *Middleton* dans le Lancashire », répondit à ses objections en attirant son attention sur le fait que les lois sur les milices faisaient obligation à chaque paroisse d'établir des feuilles d'appel dressant la liste de tous les habitants masculins, et que l'on pourrait procéder de même pour dresser les listes électorales. « Cela me suffit. La chose ne m'avait jamais frappé auparavant [...][71]. »

L'homme « modeste et très raisonnable de Middleton » était Samuel

70. S. Bamford, *op. cit.*, p. 20.
71. *Weekly Political Pamphlet* de Cobbett, 22 février 1817.

Bamford, le tisserand et – nonobstant toutes les critiques que l'on peut faire sur son attitude politique – le meilleur chroniqueur du radicalisme au début du XIX^e siècle. Il est probable, en fait, que la bonne impression que produisirent sur Cobbett des gens comme Bamford fit plus pour le convaincre de la justesse du suffrage universel que l'argument des feuilles d'appel. La frontière qui séparait les tenants du suffrage par ménage de ceux du suffrage universel fut, de façon concrète, pendant de nombreuses années, la ligne de démarcation entre les mouvements réformateurs ouvrier et bourgeois. L'adhésion de Cobbett au principe du suffrage universel fut donc un événement d'importance. Mais elle ne permit en aucune manière de résoudre les problèmes d'organisation et de direction auxquels étaient confrontés les clubs Hampden. Cobbett avait autant d'aversion pour la politique de compromis de Burdett et du « Croupion » de Westminster que pour les conspirateurs clandestins des clubs qui siégeaient dans les tavernes londoniennes. Le vieux major Cartwright proposait un autre type d'action qui reçut l'appui explicite de Cobbett. Mais les idées de Cartwright appartenaient encore, à beaucoup d'égards, à l'époque de Wyvill et des associations de comté formées de petits gentilshommes réformateurs. Là où la petite noblesse ne voulut pas s'avancer, le major se contenta de la compagnie d'artisans ou de petits maîtres. Mais il plaçait encore sa confiance dans l'ancienne manière d'agir, les pétitions et les réunions de comté. Les comités secrets pouvaient se succéder, l'*Habeas corpus* pouvait être suspendu : le major Cartwright restait à son poste, défiant les autorités de l'emprisonner, publiant des adresses, recherchant d'antiques précédents constitutionnels (car il vivait encore à l'époque de l'exemple anglo-saxon) et des expédients frôlant d'un cheveu l'illégalité. Canning lui rendit un hommage à sa façon, en le décrivant comme « le vieux cœur au sein de Londres, auquel s'alimentent les veines nationales de la sédition[72] ». Mais l'hommage de Bamford est, du point de vue d'un radical de province, plus pertinent : il écrivit que, pendant la suspension de l'*Habeas corpus* en 1817, « l'estimable Major resta

72. Cf. R.J. White, *From Waterloo to Peterloo*, 1957, p. 134.

à son poste, brave comme un lion, serein comme un enfant inconscient et, dans l'agitation et le tumulte de cette époque, tout aussi peu remarqué qu'un enfant[73] ».

Il était difficile d'exiger plus de lui. Mais, en 1817, Cobbett reprit les conceptions démodées de Cartwright sur l'organisation, en ne leur ajoutant pratiquement rien d'autre qu'une confiance illimitée dans le pouvoir de ses propres écrits. Jusqu'à la fin de sa vie, la crainte qu'il avait des sociétés jacobines fut chronique. Il se sentait malheureux dans tout mouvement qui ne lui était pas soumis. Il exagérait la puissance des écrits sur le « public » et n'accordait que peu d'importance aux organisations destinées à donner à l'opinion publique des moyens d'action. Il avait, d'autre part, au début de 1817, des raisons personnelles autant que générales pour vouloir agir avec une grande prudence. On l'avait suffisamment persécuté durant son séjour en prison pendant la guerre. De plus, il était dans une situation financière extrêmement difficile, comme cela lui arrivait régulièrement, et était bien décidé en son for intérieur à ne pas attirer de nouveau l'attention des autorités.

Toutes ces raisons – personnelles et idéologiques – nous aident à comprendre pourquoi, une semaine à peine après la Convention des clubs Hampden à Londres, qui se tint à la fin de janvier 1817, le mouvement radical se fragmenta dans la confusion. La Convention n'avait pris aucune mesure sérieuse d'organisation. Après avoir passé la fin de la semaine en discussions, elle s'était dispersée avec pour seul acquis la promesse de Lord Cochrane d'aller présenter les pétitions. Le 28 janvier, le prince régent fut attaqué par la foule, qui brisa la vitre de son carrosse alors qu'il revenait de la séance d'ouverture du Parlement. Le gouvernement mit immédiatement en marche le dispositif d'« alarme » qu'il avait hérité de Pitt et des événements de 1795, et nomma des commissions secrètes. Alors que celles-ci passaient au crible les « Sacs verts[74] » censés contenir les preuves d'une trahison,

73. S. Bamford, *op. cit.*, p. 44.

74. Les « Sacs verts » (qui, de nos jours, sont de couleur bleue) sont des dossiers contenant des documents et des pièces à conviction réunis par des *barristers*, c'est-à-dire des membres du barreau (*NdT*).

une grande manifestation de réformateurs portait Lord Cochrane en triomphe à la Chambre des communes, ce dernier tenant dans ses bras une pétition (de Bristol) « de la taille d'un petit tonneau ». La Commission de la Chambre des lords présenta à la mi-février un rapport décrivant dans les termes les plus sinistres les activités des spencéens, des émeutiers de Spa Fields et des clubs Hampden. Il avait la preuve que :

> [...] une conspiration traîtresse avait été fomentée dans la capitale, en vue de renverser, au moyen d'une insurrection générale, le Gouvernement établi, les lois et la Constitution de ce royaume, et de se livrer au morcellement et au pillage général de la propriété [...] et que ces projets [...] avaient de larges ramifications dans certaines des régions industrielles les plus peuplées[75].

Une série de mesures contre les réformateurs fut adoptée dans les derniers jours de février et en mars, qui rétablit dans toute sa sévérité la législation répressive des années 1790. L'*Habeas corpus* fut suspendu jusqu'au 1er juillet 1817[76]. Le *Seditious Meeting Act* (qui resta en vigueur jusqu'au 24 juillet 1818) avait pour but de garantir que toutes les « sociétés et clubs réformateurs [...] soient supprimés et interdits en tant que coalitions et associations illégales ». Il était interdit de tenir des assemblées de plus de cinquante personnes sans

75. Rapport de la Commission de la Chambre des lords, *Hansard*, 1817, XXXV, p. 411. Pour Sidmouth, les clubs Hampden n'étaient que des « Associations qui, sous Couleur de Réforme parlementaire, ne visent qu'à provoquer le Désordre Public et la Révolution », Sidmouth à Fitzwilliam, 10 décembre 1816, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (g).

76. L'acte de suspension de l'*Habeas corpus* passa le 4 mars 1817, fut prorogé en juillet et ne fut levé qu'en janvier 1818. Place estima que 96 personnes étaient détenues en Angleterre pour haute trahison, et 37 en Écosse, à l'automne 1817. La plupart de ces personnes furent relâchées sans procès. Les relevés pour l'Angleterre, donnés dans H.O. 42.172, ne mentionnent toutefois que 43 détenus. Pour un résumé de cette phase de la répression, cf. H.L. Jephson, *The Platform*, I, p. 399-434.

en avoir averti au préalable les magistrats. Ceux-ci avaient le droit de disperser toute assemblée qui, à leur avis, présentait un caractère séditieux. À la même époque, Sidmouth envoya du ministère de l'Intérieur une circulaire qui attirait l'attention des magistrats sur le fait qu'ils avaient pouvoir d'arrêter toute personne soupçonnée de faire circuler des tracts séditieux.

À ce moment-là, Cobbett fit défection. Sa défection se joua en deux actes. Il choisit, pour publier sa propre critique globale de *toutes* les sociétés de réformateurs, le moment même où les autorités se tournaient contre les clubs Hampden :

> Je conseille à mes concitoyens d'éviter tout rapport avec quelque *Club politique*, *Cabale* secrète ou *Société de correspondance* que ce soit [...] ; et de placer leur confiance dans l'*effort individuel* et dans les *rencontres publiques*. [...] Certains clubs de ce genre comprennent des hommes de valeur et dévoués, mais il sera très difficile de me faire croire que c'est là qu'ils se rendent le plus utiles.

Cet avertissement, qui date de la mi-février, fut suivi, deux semaines plus tard, d'un désaveu encore plus catégorique : « Je me suis *toujours* efforcé avec le plus grand sérieux de persuader le public que les clubs DE TOUTES SORTES avaient en général un *effet malfaisant* et qu'*aucun bien* n'en pouvait sortir » :

> J'ai déclaré [...] que, si l'on ne pouvait pas atteindre le but fixé avec l'accord général de l'opinion publique exprimé en toute liberté, sans contrainte ni préjugé, on ne pourrait jamais l'atteindre et l'on ne devrait même pas essayer[77].

Cet abandon absolu de toute idée d'organisation populaire, publié la semaine même de la suspension de l'*Habeas corpus*, poussa Wooler à lui faire des remontrances dans le *Black Dwarf* : « Pour l'amour de Dieu, monsieur, ne nous trahissez pas ainsi, ne nous jetez pas dans les mains de nos ennemis en donnant des conseils qui ne peuvent que faire du mal » :

77. *Weekly Political Pamphlet*, 15 février, 1er mars 1817.

> Tout autour de nous, nos ennemis se forment en *clubs*. N'y a-t-il pas des clubs militaires, des clubs de la marine, des clubs de marchands de bourgs pour renforcer la cause de la corruption ? [...] J'ai toujours considéré que les clubs de toutes sortes étaient le meilleur moyen de rassembler et de concentrer cette opinion publique générale, libre, sans contrainte ni préjugé, dont vous dites qu'elle est esentielle. [...] Monsieur, vous en usez très méchamment avec la cause de la réforme, et vous donnez à ses opposants, avec votre sanction, les pires arguments contre elle [...] l'homme qui *divise* le public *détruit* en fait l'opinion publique[78].

Le second acte de la défection de Cobbett se joua à la fin du mois de mars. Arguant du fait que la législation répressive du gouvernement était avant tout dirigée contre lui, il s'exila volontairement en Amérique[79]. Plusieurs autres journaux cherchèrent à combler le vide, notamment le *Black Dwarf*, le *Reformists' Register* de Hone et le *Political Register* de Sherwin, et, en résistant avec succès à la persécution, ils n'en firent paraître que plus infamante la défection de Cobbett. Mais sa fuite consterna, démoralisa, et, dans la confusion qui s'ensuivit, il est impossible de déceler un centre national du mouvement pour la réforme.

Ce mélange de persécution et de confusion constitue l'arrière-plan sur lequel viendront se jouer les histoires embrouillées de la marche des *Blanketeers*, de la conspiration d'Ardwick et du soulèvement de Pentridge. Le mouvement réformateur était fort en de nombreux endroits

78. *Black Dwarf*, 5 mars 1817.

79. Cobbett ne revint pas avant la fin de l'année 1819. Mais, après une interruption, il reprit la publication du *Register*, commentant à distance les événements qui se passaient en Angleterre, souvent cinq ou six mois après qu'ils avaient eu lieu. C'est ainsi que ses commentaires sur les exécutions de Derby (7 novembre 1817) ne parurent dans le *Register* que le 11 avril 1818. Mais, en général, ses commentaires étaient bien documentés grâce à la correspondance qu'il entretenait et grâce aux comptes rendus de réformateurs qui se réfugiaient aux États-Unis.

des Midlands et du Nord. D'impressionnants rassemblements publics avaient été organisés l'automne et l'hiver précédents[80]. La crise politique du début du printemps coïncida avec une situation économique difficile, une reprise du chômage dans les régions où étaient concentrées les industries du textile et du fer, et une forte augmentation des prix, situation qui devait se prolonger jusqu'à la fin de l'été 1817. Au cours de l'hiver 1816-1817, l'habitude de tenir des réunions politiques et des séances de lecture et de discussion s'était répandue dans la plupart des régions manufacturières. Un réseau de contacts entre les groupes réformateurs des villages industriels se tissa à partir de centres tels que Leicester, Manchester, Nottingham, Derby, Sheffield et Birmingham. Dans les grands centres qui servirent de foyers organisateurs, les réformateurs rassemblaient d'habitude des artisans et des petits commerçants, quelques ouvriers et plusieurs extrémistes bourgeois partisans de Hunt. Ils trouvèrent des appuis non seulement dans leur propre centre urbain, mais aussi auprès d'artisans ou de travailleurs manuels des environs. Une fois que la cause de la réforme eut pris racine dans les villages de tricoteurs sur métier, de potiers, de cloutiers ou de tisserands sur métier à bras, des clubs communaux ou villageois de caractère presque entièrement prolétarien se formèrent, qui rencontrèrent le même genre de sympathie auprès de la communauté locale que les activités luddistes.

C'est sur le mouvement du Leicestershire et celui du Lancashire que nous avons le plus d'informations. Le club de Leicester fut fondé en octobre 1816. Son président était teinturier et marchand de bois de construction ; son vice-président, cordonnier ; et, parmi ses membres les plus actifs, on comptait un imprimeur, un constructeur de machines et quelques personnalités importantes du groupe des tricoteurs sur métier de l'endroit. Au bout d'un mois, le club comptait plus de 500 adhérents (la cotisation était de 1 penny par semaine).

80. Des réunions réformatrices se tinrent, par exemple, à Nottingham, à Bolton et à Sheffield (avec 8 000 participants), en septembre et en octobre 1816, et à Birmingham, en janvier 1817, cf. *Nottingham Review*, 27 septembre, 4 et 11 octobre 1816 ; Langford, *A Century of Birmingham Life*, II, p. 414-416.

Un indicateur fit un rapport sur une assemblée générale tenue à la fin de novembre 1816. Plus de 200 personnes y prirent part. On but, on discuta, on encaissa les cotisations, tout cela pendant plus d'une heure ; puis on nomma le président de la soirée, William Scott, constructeur de machines, partisan de Paine et vétéran des années 1790. Il prit la parole pour présenter un exemplaire de l'annuaire de la Cour et pour lire une liste de pensionnés ; l'auditoire siffla et ne ménagea pas ses commentaires :

> Quelqu'un dit : « On devrait se débarrasser de certains de ces gaillards. » [...] Quelqu'un d'autre répondit : « Qu'ils crèvent dans leur jarretière. » Une voix lança : « Enfermez-les dans la Tour de Londres », une autre reprit : « Attendez seulement *deux* ans » [...] Les années permanentes furent violemment critiquées. [...] Un certain Riley déposa une motion préconisant l'achat hebdomadaire de cent exemplaires du *Register* de Cobbett. [...] Elle fut acceptée par vote à mains levées.

On vota un remerciement au président. Pour y répondre, Scott entonna une chanson :

> Il dit que c'était la même que celle qu'il était en train de chanter quand les scélérats avaient fait irruption dans le *Three Crowns* dix-huit ans auparavant ; *Que les multitudes soient libres !* Applaudissements nourris. Il entonna un chant révolutionnaire.

À la fin de 1816, les villes et les villages du Leicestershire pouvaient se vanter de compter plus de trente clubs Hampden. Il y a des raisons de penser que ce mouvement coïncida avec l'organisation en syndicats des tricoteurs sur métier, et plus d'un magistrat alarmé vit dans les clubs une « manœuvre visant à greffer la Réforme parlementaire sur le Luddisme ». Les autorités observèrent avec la plus grande inquiétude la pénétration du radicalisme politique dans les villages. Elles prétendaient que les tricoteurs étaient « persuadés que le but n'était que la Révolution, et n'avaient pour souci que d'être prêts à se battre le moment venu ». L'interruption des activités publiques des clubs Hampden de Leicester, qui suivit immédiatement la suspension

de l'*Habeas corpus*, fut interprétée par ces mêmes autorités (et avec raison) comme la preuve que les réformateurs s'étaient repliés pour reprendre leurs activités dans la clandestinité à laquelle l'expérience du luddisme les avait préparés[81].

Dans le Lancashire, le tableau est à peu près le même. Manchester était la grande métropole de la réforme, quoique d'autres centres (Oldham, Stockport, Bolton, Rochdale) aient été assez importants pour avoir d'autres modèles à proposer et pour assurer la stabilité du mouvement quand les réformateurs de Manchester s'enlisaient dans leurs querelles. Les souvenirs de Bamford débutent par la liste des « principaux réformateurs du Lancashire » à la fin de l'année 1816 :

> Il y avait John Knight, de Manchester, industriel du coton ; William Ogden, de Manchester, typographe [...] William Benbow, de Manchester, bottier ; – Bradbury, de Manchester, tailleur de pierres ; Charles Walker, d'Ashton, tisserand ; Joseph Watson, de Mossley, sabotier ; Joseph Ramsden, de Mossley, tisseur de laine ; William Nicholson, de Lees, typographe ; John Haigh, d'Oldham, tisseur de soie ; Joseph Taylor, d'Oldham, chapelier ; John Kay, de Royton, industriel du coton ; William Fitton, de Royton, étudiant chirurgien ; Robert Pilkington, de Bury, tisseur de coton ; Amos Ogden, de Middleton, tisseur de soie ; Caleb Johnson, de Middleton, tisseur de coton ; – et Samuel Bamford, de Middleton, tisseur de soie. Peu après, nous eûmes John Johnston, de Manchester, tailleur ; et Joseph Mitchell, de Liverpool, drapier[82].

Nous pouvons ajouter à cette liste d'autres noms importants entre 1816 et 1819 : John Browe, d'Oldham, compagnon mécanicien et

81. H.O. 40.3 ; A.T. Patterson, *Radical Leicester*, p. 107 *sq.* ; H.W.C. Davis, *The Age of Grey and Peel*, p. 180-183.

82. S. Bamford, *op. cit.*, 3e éd., Heywood, n.d., p. 9. Des notes prises par un juge en 1816 (H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 24) présentent Knight comme « un homme sans biens ni moralité », Kay et Fitton, comme des tisserands. Mitchell était un ouvrier d'imprimerie dont la femme tenait un commerce de draperie.

prédicateur laïque à la chapelle méthodiste unitarienne ; l'amusant ami de Bamford, Joseph Healey, barbier et charlatan ; John Bagguley, domestique, et Samuel Drummond, de Stockport, principaux organisateurs de la marche des *Blanketeers* ; Joseph Johnson, de Manchester, un petit fabricant de brosserie, et enfin le groupe qui se forma autour du journal radical *Manchester Observer*, fondé au début de 1819, notamment Wardle, James Wroe et J.T. Saxton. Parmi les gens qui furent soupçonnés de complicité dans la conspiration d'Ardwick, il y avait encore un rémouleur, un tonnelier et un blanchisseur.

Les premiers mois du mouvement du Lancashire ont été décrits, entre autres, par l'imprimeur Joseph Mitchell, dont les rapports ne sont pas toujours dignes de foi. Au début de l'année 1816, il avait fait partie de la Société concentrique de Liverpool, dont les membres appartenaient surtout à la bourgeoisie, et qui l'avait dégoûté par son refus de faire de la propagande publique :

> Après un bon repas et autour d'une bouteille, ils buvaient, chantaient, fumaient, portaient des toasts, faisaient des jeux de mots et péroraient ; ils vantaient bruyamment les mérites d'hommes du genre de Brougham [...] mais ils n'étaient pas prêts à entreprendre une seule action pour la cause du peuple[83].

Mitchell se rendit dans le sud du Lancashire pour y chercher du travail ; il y rencontra beaucoup de « soi-disant » réformateurs, qui restaient cependant inactifs, et décida de « se mêler au peuple pour faire circuler l'information morale et politique ». Il fut le premier à se faire missionnaire politique à ses frais. Il visita ville sur ville, subvenant à ses besoins par la vente des brochures de Cartwright et de son *Address to the People : or A.B.C. of Politics*. Au début du mois de novembre 1816, il rendit visite à Cartwright, à Londres, et rencontra Cobbett, qui lui confia la direction, pour le Lancashire, du *Political Register* (fonction qu'il semble avoir partagée avec Benbow).

83. Pour la Société concentrique, cf. B. Whittingham-Jones, « Liverpool's Political Clubs », *Trans. Lancs. and Cheshire Hist. Soc.*, 1959, p. 129.

À partir de ce moment, son histoire se confond avec celle des clubs Hampden[84].

Bien qu'il y ait eu, dans le mouvement du Lancashire, une poignée de petits industriels et de représentants des professions libérales, il ne faut pas les confondre avec le petit groupe de réformateurs bourgeois actifs à Manchester. Ces derniers possédaient leur propre presse, avaient leur propre idéologie benthamiste et s'efforcèrent de prendre leurs distances à l'égard des partisans de Hunt, même lorsqu'ils prenaient part aux mêmes manifestations qu'eux ou (comme après Peterloo) leur apportaient une aide substantielle[85]. Il est curieux de remarquer que la direction du mouvement radical local ne comprenait pas de fileurs de coton ou d'ouvriers des filatures. La sympathie que les fileurs avaient pour les radicaux est assez connue. Les autorités de Manchester notaient, en février 1817, que les réunions réformatrices « grossissent considérablement dès que le travail s'arrête dans les Filatures du voisinage, preuve que le mécontentement ne se limite pas à ceux qui sont dans la misère, puisque la condition des fileurs est relativement bonne. Ce groupe a récemment porté assistance aux réformateurs en versant une contribution sur ses propres fonds[86] ». Les fileurs, dont le nombre diminua ces années-là, atteignaient alors un premier sommet de leur puissance syndicale. En 1818 devait avoir lieu la grande grève des fileurs et les premières tentatives, impressionnantes, pour mettre sur pied une Union générale des métiers (*General Union of Trades*). Pendant la grève, les magistrats se plaignaient souvent, dans les lettres qu'ils envoyaient au ministère de l'Intérieur, de l'influence qu'avaient, sur les fileurs et sur les tisserands, des agitateurs radicaux comme Bagguley et Drummond[87].

84. *Blanketteer*, 27 novembre 1819 ; *Address to the People*, 1816, in H.O. 40.9.

85. Pour les réformateurs bourgeois, cf. A. Prentice, *op. cit.*, p. 73, 74 ; D. Read, *Peterloo*, chap. v.

86. H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 30.

87. Cf. J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, chap. v ; A. Aspinall, *Early English Trade Unions*, chap. vii ; G.D.H. Cole, *Attempts at General*

Les fileurs du Lancashire se trouvaient donc au cœur de l'activité syndicale du Nord et lançaient, en fait, de nouvelles formes d'organisation au niveau national. Comment se fait-il qu'aucun dirigeant réformateur d'envergure ne soit sorti de leurs rangs ? Cela tient probablement aux circonstances, et en partie aussi à des questions d'ordre politique et idéologique. Aux termes des *Combination Acts*, le syndicat des fileurs formait un groupe quasi légal. Au cours des années, les ouvriers avaient appris à garder dans l'ombre leurs véritables dirigeants. Ils étaient beaucoup plus exposés à la tyrannie de leurs patrons que les tisserands ou les artisans, et les propriétaires de filature du Lancashire avaient pris l'habitude d'établir des listes noires d'agitateurs politiques[88]. En ce sens, les ouvriers des fabriques étaient moins « indépendants » que les tisserands, bien que ceux-ci aient souvent vécu au bord de la famine. Nous ne devons pas non plus oublier le nombre d'heures que passaient les ouvriers dans les filatures de coton. Le genre de vie que décrit Bamford, et qui permettait aux tisserands et aux artisans de prendre, lors des moments d'intense activité politique, le temps de parcourir de nombreux miles pour participer à des rencontres de délégués ou pour haranguer des assemblées de réformateurs, n'était pas à la portée du fileur de coton adulte.

Mais il n'est pas difficile de suggérer d'autres raisons pour lesquelles les fileurs ne participèrent pas à la direction du mouvement réformateur. Le radicalisme d'un Cobbett ou d'un Hunt, l'importance qu'il accordait à l'indépendance économique, les sentiments hostiles qu'il nourrissait envers le système de la fabrique et, enfin, sa critique du présent, qu'il comparait à un passé idéal riche en liens

---

*Union*, chap. II. Pour la lettre impressionnante d'un fileur de coton, publiée dans le *Black Dwarf* en 1818, cf. *supra*, p. 178-180.

88. Au début des années 1800, on encourageait les propriétaires de filature à renvoyer les employés soupçonnés de jacobinisme (A. Aspinall, *op. cit.*, p. XXIII). En octobre 1816, les « propriétaires tyranniques » expulsèrent les ouvriers qui assistaient à des réunions radicales (H.O. 40.9). Dans les années 1830, il y eut une purge parmi les ouvriers owénistes, cf. G. Simmons, *The Working Classes*, 1849, p. 70.

réciproques et en solidarité économique, ne disaient rien de bon aux ouvriers des fabriques. Il est difficile de trouver un radicalisme en harmonie avec l'expérience des ouvriers des filatures de coton avant les années 1820, date à laquelle l'owénisme et le syndicalisme commencèrent à converger. Il semble toutefois que quelques groupes isolés de fileurs aient préféré les théories plus vigoureuses et utilitaires de Wooler et de Carlile au *Register* moralisateur de Cobbett. Le radicalisme de Hunt n'avait presque rien à dire sur la réforme industrielle ou sur les questions sociales en général. Les ouvriers des fabriques, entre 1816 et 1820, investissaient avant tout leur énergie dans leur propre organisation syndicale. On y débattait de problèmes tangibles, les résultats étaient immédiats. La plupart des fileurs de coton étaient radicaux, mais les autorités ne craignaient pas qu'ils se soulèvent ou qu'ils marchent sur Londres.

À ces remarques, nous pouvons ajouter que Manchester avait la force, mais déjà aussi certaines des faiblesses de toute métropole : sa grande étendue, la diversité des activités, la multiplication des taudis et le passage constant d'immigrants. Rien de tout cela ne favorisait la cohésion que pouvaient avoir les communautés des « hautes terres ». Sa forte population irlandaise ne s'intégra pas au mouvement, bien qu'elle ait sympathisé avec l'agitation de 1816-1820. D'autre part, si certaines villes cotonnières (notamment Bolton) étaient dotées de magistrats loyalistes et zélés, de nombreuses villes de moindre taille étaient de caractère presque entièrement prolétarien et n'étaient pratiquement pas contrôlées par la police[89]. À Manchester, le commissaire adoint, Joseph Nadin, avait acquis une certaine expérience de la chasse aux radicaux durant les années de luddisme. Les principaux diri-

89. A.T. Patterson décrit de la même manière la situation du Leicestershire, où, à cette époque, Loughborough ne comptait qu'un seul juge de paix. Il établit une distinction entre la tradition de « force physique » des villages du nord du Leicestershire et (par comparaison) la réputation de soumission aux lois de la ville de Leicester elle-même. Cf. « Luddism, Hampden Clubs and Trades Unions in Leicestershire », *English Historical Review*, LXIII, 1948, p. 172.

geants radicaux étaient repérés et surveillés ; la Société constitutionnelle de Manchester et l'Union politique étaient sans cesse noyautées par des indicateurs. En 1817 et en 1819, les dirigeants réformateurs et les hommes de Nadin se croisaient dans les rues de Manchester et échangeaient parfois railleries et menaces. William Ogden, arrêté en mars 1817, témoigna que « le fameux J. Nadin [...] m'avait déclaré à plusieurs reprises au cours des six dernières semaines que, si je ne renonçais pas à assister à des réunions publiques, il m'arrêterait[90] ». « T'es pas bien grand pour l'instant, dit une fois Nadin à l'un de ses prisonniers pour lui soutenir le moral, mais tu seras bien plus long avant de retourner à Reighton : on t'aura pendu[91]. » Mais les gens de la campagne n'eurent que peu à souffrir de sa singulière prévenance.

Ce furent les « patriotes ruraux » qui constituèrent, pendant ces années-là, l'épine dorsale du mouvement réformateur, et ils en avaient conscience. Après une réunion publique en plein air tenue à Manchester à la fin d'octobre 1816, un indicateur fit route « avec un groupe de réformateurs de Failsworth » :

> Ils donnèrent libre cours aux insultes et aux reproches les plus amers contre les gens de Manchester, tout particulièrement contre les classes supérieures. Ils se consolèrent en attribuant l'absence du peuple à Manchester à la pression des Maîtres. [...] La moitié des gens présents venaient de la campagne[92].

La majorité de ceux qui partirent de Manchester avec leurs pétitions et leurs couvertures pour marcher sur Londres (mars 1817) étaient des tisserands de la campagne[93].

90. *Political Register* de Cobbett, 16 mai 1818.

91. S. Bamford, *op. cit.*, 3e éd., Heywood, p. 174.

92. H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 24. Il faut remarquer que l'on avait offert à plusieurs reprises la présidence de cette réunion à des réformateurs bourgeois de Manchester, et qu'ils l'avaient refusée.

93. Les listes des hommes arrêtés (in H.O. 42.172) font apparaître une majorité de tisserands. Dans une fournée de 48 prisonniers, on compte 29 tisserands, 2 fileurs, 2 manœuvres et 1 représentant de chacun des métiers sui-

Bien qu'en 1818 Stockport offrît le modèle d'un type bien différent de mouvement réformateur urbain, sous la direction du révérend Joseph Harrison, ministre méthodiste devenu orateur radical et maître d'école[94], les gens de la « campagne » étaient, en 1819, de nouveau majoritaires. C'étaient les hommes dont les exercices nocturnes servirent de prélude à Peterloo (Bamford en a laissé une description idyllique et d'une innocence exagérée). Les ouvriers des filatures de Manchester ne disposaient ni du temps ni des landes isolées nécessaires à une telle entreprise. Ce furent eux aussi qui, le 16 août 1819, occupèrent une grande partie de St. Peter's Fields en forts contingents bien disciplinés venus de Lees et de Saddleworth, de Middleton et de Rochdale, d'Oldham et de Bury. Et, tout comme les partisans extrémistes de la « force physique » attendaient en province un signal venant de Londres, de nombreux tisserands des « hautes terres » attendaient avec impatience que Manchester lance l'insurrection. La colère fut dirigée non seulement contre les autorités, mais aussi (comme on peut le supposer) contre l'apathie de la Babylone industrielle, et il fut question, en 1817, puis de nouveau en 1819, de commencer l'insurrection en faisant un « Moscou de Manchester ». À la fin de 1819, au moment où le mouvement de Manchester commençait à sombrer dans les disputes personnelles et les querelles de factions, un indicateur termine par cette description un rapport haut en couleur sur une réunion effroyablement houleuse et désordonnée de l'Union de Manchester :

> [...] deux hommes de la Campagne se présentèrent à ce moment, l'un d'eux se leva et demanda si c'était là l'Union. – Il se passa un moment avant que quelqu'un ne parlât – quelqu'un finit par dire que oui – l'Étranger

---

vants : ébéniste, scieur, relieur, menuisier, artisan mécanicien, fabricant de chandelles, teinturier, cordonnier, cordier, marchand de calendriers. Une autre fournée de 173 prisonniers comptait plus de fileurs, de cardeurs, de blanchisseurs, de travailleurs à la tâche, etc., mais c'étaient encore les tisserands qui s'y trouvaient en grande majorité.

94. Pour la *Stockport Union Society*, cf. D. Read, *op. cit.*, p. 47 *sq.*, et *infra*, p. 948.

> expliqua alors qu'il venait de Flixton pour voir ce que devenait la Réforme – quelqu'un cria « Est-ce que c'est le Juge Wright qui vous envoie ? » Le Vieil Homme ne lui prêta pas Attention et poursuivit, racontant que chez eux des centaines de gens venaient chaque jour renforcer les Sections, et que s'il leur disait ce qu'il avait vu ce soir ils ne pourraient plus jamais avoir confiance dans l'Union de Manchester. – Plusieurs Dirigeants entourèrent les Étrangers et les persuadèrent de ne pas parler de ce qu'ils avaient vu ce Soir-là[95].

Ces gens étaient naturellement surtout des tisserands sur métier à bras ; nous avons examiné leurs conditions de vie et leurs problèmes dans un chapitre précédent. En 1819, des communautés entières de tisserands du Lancashire avaient adhéré à la cause de la réforme, et, à partir de ce moment et jusqu'aux dernières années du chartisme, les tisserands et les tricoteurs furent toujours parmi ses partisans les plus enthousiastes et les plus extrêmes. Les échecs successifs par lesquels se soldèrent leurs campagnes en faveur d'une protection parlementaire les poussaient directement à envisager la question de la réforme – ou du renversement – du siège du gouvernement lui-même. Ils ne pouvaient pas espérer améliorer leur situation par la seule action syndicale, et l'échec de la grande grève des tisserands, en 1818 – qui n'eut aucun effet durable, était toujours présent à leur mémoire. Si l'idéologie d'« indépendance » économique et de robuste individualisme politique de Cobbett et de Hunt ne pouvait convenir aux ouvriers des fabriques, elle allait comme un gant aux tisserands. Les tisserands partageaient l'aversion de Cobbett pour le bruit et l'atmosphère oppressive des filatures ; la conviction que chaque homme avait le droit d'obtenir à la sueur de son front un bon repas, des vêtements convenables et le bien-être physique ; la méfiance que lui inspiraient Londres, le papier-monnaie, « la Chose » ; sa préférence pour les arguments moraux plutôt qu'utilitaires et sa nostalgie des valeurs rurales en déclin. En fait, en 1817, leurs vues étaient sur bien des points celles de Cobbett, même s'ils ne partageaient pas sa critique des sociétés politiques et des clubs.

95. H.O. 42.198, cité *in extenso* par D. Read, *op. cit.*, appendice B, p. 221.

La force des réformateurs extrémistes se trouvait donc dans les villages de travailleurs sur métier à bras des Midlands et du Nord. Nous espérons avoir fait un sort à cette vision erronée qui veut faire des habitants de ces villages industriels des « rustres » ou des « lourdauds », les représentants les plus arriérés de la population. Certes, les premiers partisans du déisme de Carlile et du socialisme d'Owen se recrutèrent dans les centres artisanaux urbains – Londres, Birmingham, Norwich, Sheffield, Newcastle. Mais, pour l'intelligence et l'instruction, les travailleurs sur métier à bras les suivaient de près, et ils étaient supérieurs aux autres groupes de la population industrielle, les ouvriers métallurgistes, les mineurs, les pauvres des villes, les manœuvres et de nombreux ouvriers des fabriques[96]. La prospérité relative des premières années de la révolution industrielle – conséquence de la rapide mécanisation du filage – avait entraîné une élévation des valeurs non seulement matérielles, mais aussi culturelles. Ce fut la destruction de ce mode de vie qui provoqua la violente protestation des travailleurs sur métier à bras. Si les centres de la « conspiration » radicale se trouvèrent pendant trente ans dans des endroits comme Pentridge, Loughborough et Barnsley, si l'on fomenta des complots dans telle chapelle de Middleton, tel cabaret de Thornhill Lees ou dans telle sablière de Heckmondwike, ce n'était pas parce qu'il s'agissait d'endroits perdus, mais parce que les habitants de ces communautés et de ces villages se trouvaient au cœur même du conflit qui opposait un ancien mode de vie à l'individualisme économique débridé. Les tisserands et les tricoteurs furent les principales victimes du laissez-faire, et ils méritaient donc tout particulièrement l'attention de Lord Sidmouth et d'Oliver. Ce n'étaient pas des ouvriers attardés, mais, bien au contraire, ceux dont le destin fut le plus représentatif de cette phase de la révolution industrielle.

96. Cf. R.K. Webb, « Working-Class Readers in Early Victorian England », *English Historical Review*, LXV, 1950, p. 333, pour des faits attestant que (bien que l'on déplorât une dégradation récente) l'aptitude à lire et à écrire des tisserands sur métier à bras, en 1840, était supérieure à ce que l'on rencontrait dans d'autres groupes.

### 4. Brandreth et Oliver

Mais toutes les concentrations importantes de travailleurs manuels étaient éloignées de plusieurs centaines de kilomètres de Londres. Si les centres du textile s'étaient trouvés dans l'Essex, et les villages de cloutiers dans le Sussex, si les tisserands avaient déployé leurs bannières à Spa Fields plutôt qu'à St. Peter's Fields, le cours de l'histoire anglaise en eût été modifié. Mais telle n'était pas la situation ; et quand, dans les Pennines ou dans le Warwickshire, la révolte couvait dans les esprits, elle n'avait jamais d'objectif clair. En 1817, le luddisme était largement discrédité. Comment faire peser sur le gouvernement lui-même le poids de l'état d'esprit dans lequel se trouvait la province ? Le but de la marche des *Blanketeers* (dès le début, Cartwright et Cobbett ont peut-être eu connaissance de ce projet et l'ont peut-être approuvé) était d'exercer cette pression. Les hommes du Lancashire devaient marcher pacifiquement sur Londres pour y apporter leurs pétitions, en organisant des réunions et en cherchant l'appui de la population sur leur chemin. Ils espéraient que d'autres groupes de marcheurs viendraient du Yorkshire et des Midlands, et se joindraient à eux. Un des dirigeants de Manchester aurait dit : « Si nous pouvons vous amener jusqu'à Birmingham, le tour sera joué, car je ne doute pas que vous serez alors forts de 100 000 hommes[97]. » Quant à ce que l'on ferait une fois à Londres, il courait à ce sujet diverses rumeurs. Les organisateurs déclarèrent que leur seule intention était de présenter les pétitions au prince régent. Mais les marcheurs s'attendaient toutefois à être reçus triomphalement par la foule londonienne, et espéraient peut-être jouer un rôle similaire à celui des Marseillais à Paris en 1792.

97. H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 31. Les mineurs du Staffordshire avaient créé un précédent en 1816 avec la première tentative de « marche de la faim ». Les *Blanketeers* (les participants à la marche des *Blanketeers*) eurent maille à partir avec l'armée ; plus de deux cents d'entre eux furent arrêtés, et peu réussirent à dépasser Leek.

Ici, de nouveau, une question se pose. Il ne s'agit pas seulement de ce qui avait été prévu, mais encore de savoir qui l'avait prévu. Leur situation géographique ne contribua pas seulement à isoler les travailleurs manuels du centre du pouvoir, elle fut aussi la cause de la faiblesse cruciale de leur organisation et de leur réseau de communication. Nous avons parlé de la cohésion des petites communautés industrielles et de l'opacité qu'elles opposaient à la surveillance des autorités. C'est la *liaison* entre ces communautés et les centres régionaux, et par-dessus tout entre ces derniers et Londres, qui fut toujours le point faible de leur organisation. Il était relativement facile pour les autorités de placer des espions dans les groupes de Manchester, ou même de Sheffield et de Nottingham. Et ces espions, par leur dynamisme et grâce au temps libre dont ils disposaient, réussissaient très souvent à devenir délégués aux comités régionaux. Et rien n'était plus simple pour un espion que de s'infiltrer parmi les extrémistes des tavernes de Londres.

Selon une version largement acceptée, les événements du printemps et de l'été 1817 se déroulèrent de la manière suivante :

> En mars et, de nouveau, en juin, les juges s'attaquèrent aux réunions des délégués de la classe ouvrière et les firent tous arrêter. On les accusa de préparer une insurrection générale, mais, à part les indications fournies par des espions et des indicateurs payés, rien ne prouve l'existence d'un tel mouvement. Il y eut certes quantité de propos en l'air. Mais il n'existe pas une seule indication digne de foi qu'un complot ait été organisé[98].

Cette interprétation des événements de 1817 est l'interprétation classique des whigs, et c'est aussi la défense utilisée par les réformateurs de l'époque. C'est une interprétation qui reçut la caution de J.L. et B. Hammond, dans *The Skilled Labourer*, chap. XII, qui continue à faire autorité pour ce qui concerne la carrière du fameux Oliver[99].

98. G.D.H. Cole et R.W. Postgate, *The Common People*, p. 217.

99. L'article de A.F. Fremantle, « The Truth about Oliver the Spy », *Eng. Hist. Review*, XLVII, 1932, p. 601 *sq.*, a largement inspiré la récente description du soulèvement de Pentridge donnée par R.J. White, *From Waterloo*

La version whig simplifie toutefois considérablement ces faits. Nous n'avons pas besoin de revenir encore une fois à notre discussion sur ce que l'on peut appeler des indications « dignes de foi ». Mais il y a des raisons extrêmement convaincantes de croire que, en 1817, les partisans de la « force physique » préparaient une conspiration inextricablement liée à l'action des agents provocateurs du gouvernement. Il y avait eu déjà, en décembre 1816, des contacts épisodiques entre le parti « jacobin » de Londres et les réformateurs extrémistes de province. Deux au moins des missionnaires nommés par l'assemblée des délégués du Lancashire pour visiter le Yorkshire et les Midlands étaient du parti de la « force physique » : William Benbow et Joseph Mitchell. À partir de cette époque, Mitchell (qu'un juge bien renseigné du Lancashire décrivit comme « le chef, en quelque sorte, de toute cette partie du pays[100] ») se déplaça fréquemment entre Londres, les Midlands et le Nord. Quand Bamford assista à la « convention » des clubs Hampden en janvier 1817, Mitchell et Benbow avaient établi beaucoup de contacts à Londres. Benbow agissait « presque en maître de cérémonie », et Mitchell accompagna Bamford lorsque celui-ci rendit visite aux casernes, où (par mégarde, selon le récit peu sincère de Bamford) ils distribuèrent des brochures radicales. Étant donné que Cartwright, Cobbett et Hunt ne constituaient pas une direction sérieusement organisée, certains des délégués provinciaux rencontrèrent à plusieurs reprises le Dr. Watson et son groupe à la taverne *The Cock*, dans Grafton Street, pour y discuter des communications au niveau national et (peut-être) des plans d'organisation secrète[101].

C'est pourquoi il existait déjà une première ébauche d'organisation nationale lorsque l'*Habeas corpus* fut suspendu, dans la pre-

---

*to Peterloo*, chap. XIII. Ces deux versions sont toutefois inférieures à celle de J.L. et B. Hammond.

100. Cf. H.W.C. Davis, *Lancashire Reformers*, p. 28.

101. S. Bamford, *op. cit.*, éd. de 1893, p. 21, 32, 33 ; H. Hunt, *The Green Bag Plot*, 1819, p. 9.

mière semaine de mars. Les autorités affirmèrent qu'il y avait quatre centres d'organisation contrôlés par des « comités secrets » : 1° Nottingham, Derby et Leicester ; 2° Birmingham et son district ; 3° le Lancashire ; 4° le Yorkshire. Sans aucun doute, les délégués se mirent à se déplacer fréquemment, et une abondante correspondance radicale fut échangée. Mitchell a laissé quelques pages sur ces mois, au cours desquels lui, Benbow et Knight se dérobèrent aux autorités, « passant rarement deux nuits de suite au même endroit[102] ». Bamford a aussi décrit cette période de « fuite éperdue » avec Healey, à une époque où certains réformateurs du Lancashire n'osaient point sortir, « sauf à la tombée de la nuit, comme des hiboux », alors que d'autres « s'assemblaient sous différents prétextes » :

> Elles étaient parfois baptisées « sociétés de secours mutuel », d'autres fois « rencontres botaniques », « réunions pour le soutien des familles des réformateurs emprisonnés » ou « de ceux qui ont fui le pays ». Mais leur but réel, connu des seuls initiés, était d'organiser l'attaque de nuit de Manchester [...]

Un indicateur qui assista à l'une de ces réunions en mars, à Chadderton, écrivit un rapport dont les termes sont caractéristiques de l'époque qui s'étend du luddisme au chartisme :

> L'homme de Chadderton dit que la plupart des gens avaient déjà des armes. Il pensait qu'ils pourraient rassembler 70 Mousquets. [...]
> On décida de se rendre à Manchester le vendredi après-midi, à trois heures, et de se retrouver au *Royal Oak*, au pont d'Ardwick, pour prendre connaissance des nouvelles reçues de Birmingham, de Sheffield et de tous les autres endroits dont on attendait des renseignements. L'homme de Chadderton dit avoir rencontré le Représentant de Bury et s'être rendu à Huddersfield et à Leeds, et avoir toute certitude que le peuple était prêt à commencer à n'importe quelle heure ; il avait beaucoup d'armes à sa disposition, qui étaient restées cachées depuis l'époque du luddisme[103].

102. *Blanketteer*, 23 octobre 1819.
103. S. Bamford, *op. cit.*, p. 44 ; H.W.C. Davis, *op. cit.*, p. 35.

« Ils devaient passer à l'action au moment où ils verraient une fusée [...] » On retrouve des passages presque identiques dans les archives de 1839 et de 1848 du ministère de l'Intérieur. Le parti de la force physique attendait toujours des « nouvelles » de Birmingham... ou de Londres... ou de Newport. D'une certaine manière, cette histoire est pathétique. Ce fut à partir d'une demi-douzaine de réunions de ce genre que fut fomentée la « conspiration d'Ardwick », qui, fin mars, servit de prétexte à l'arrestation de plusieurs des dirigeants les plus actifs du Lancashire. Sous un autre aspect, l'affaire est plus sérieuse. À maintes reprises, et en plusieurs endroits, des hommes se rassemblèrent dans les villages des Midlands et du Nord, avec quelques fusils et des armes de leur propre fabrication, et esquissèrent quelques mouvements irrésolus, moins par timidité que par peur de la trahison et à cause du sentiment de leur isolement géographique. Si, lors d'une de ces crises, les « nouvelles » étaient *effectivement* arrivées, si l'un des grands centres avait été « capturé » par des révolutionnaires, l'insurrection se serait alors propagée rapidement dans d'autres régions.

Quand le mois de mai arriva, le sentiment révolutionnaire animait déjà plusieurs régions, et il s'établit des communications sporadiques entre elles. Mais il n'y avait pas de centre d'organisation responsable. Le pays attendait que quelque chose se passe à Londres, mais les Londoniens avec lesquels certains contacts avaient été établis étaient bien moins capables de lancer une insurrection que les provinciaux. William Stevens, un fabricant d'aiguilles de Nottingham, qui prit une part active à la conspiration et s'enfuit par la suite en Amérique, affirma plus tard qu'après la suspension de l'*Habeas corpus* « des centaines [...] et, croit-il, des milliers de gens dirent que [...] le temps était venu de *résister* » :

> [...] c'était ce que pensaient une grande partie des habitants de sa ville dans les mois de mars, d'avril et de mai 1817 [...]

Mais « bien que l'on souhaitât ardemment avoir les moyens de résister [...] on n'établit aucun plan de résistance jusqu'au mois de mai ».

La première fois où l'on discuta d'un plan, ce fut en avril, lorsque « M. Mitchell passa par Nottingham [...] sur le chemin de Londres[104] ».

Mitchell (dit Bamford) « se déplaçait dans une sphère bien à lui dont personne sauf lui ne connaissait l'étendue ». En avril, il rendit visite, à Londres, à Charles Pendrill, bottier jacobin et ancien associé de Despard, qui se préparait alors à prendre la fuite en Amérique. Pendrill avait récemment aidé un ami, qu'il connaissait sous le nom de William Oliver, à sortir de la prison où il avait été jeté pour dettes. Peu après, cet Oliver « commença à tenir des propos patriotiques enflammés et se montra extrêmement désireux de savoir s'il existait quelque organisation politique dans laquelle il pourrait être admis[105] ». On prit les déclarations d'Oliver au sérieux, et, en mars, il fréquentait déjà le noyau central des réformateurs de Londres. Le 28 mars, il sollicita une entrevue avec Lord Sidmouth. En avril, Pendrill et d'autres réformateurs le présentèrent à Mitchell, qui se rendit chez lui et fut impressionné par « le bronze en pied de Napoléon » sur le dessus de la cheminée et les portraits de Burdett, de Cobbett, de Horne Tooke et de Fox :

> Il me dit que les camarades de Londres désiraient établir des relations avec les camarades de la province. Je dis [...] que c'était aussi ce que l'on voulait en province.

Mais, quand Mitchell demanda à rencontrer le comité de Londres, Oliver lui assura qu'il serait trop dangereux de le convoquer dans l'immédiat[106].

Oliver convainquit Mitchell de l'autoriser à l'accompagner dans sa prochaine tournée en province. Les deux hommes se mirent en

104. Témoignage dans le *Political Register* de Cobbett, 16 mai 1818.

105. Témoignage de Pendrill, *ibid.* Pendrill connaissait Oliver depuis 1811, époque à laquelle il était contremaître chez un charpentier. Oliver est tantôt présenté comme maçon, tantôt comme charpentier, et tantôt comme comptable ; c'était en fait un employé haut placé ou un comptable et contrôleur.

106. *Blanketteer*, 23 octobre 1819.

route le 23 avril pour une tournée qu'Oliver suivit pendant vingt-trois jours et au cours de laquelle il fut présenté aux principaux réformateurs dans les grands centres des Midlands et du Nord[107]. Ce fut un chef-d'œuvre de l'espionnage, et le rapport d'Oliver rendit grand service à Sidmouth. Oliver raconta avoir participé le 5 mai, à Wakefield, à une réunion centrale des délégués, à laquelle participèrent des réformateurs de Birmingham, de Sheffield, de Huddersfield, de Barnsley et de Leeds, et aussi Thomas Bacon, qui venait des Midlands du Nord. On y fit de belles promesses sur le nombre d'hommes qui se soulèveraient dans chaque région. On fixa le jour de l'insurrection au 26 mai, et Oliver promit que Londres « serait prêt ». Il déclara en privé que c'était là « un projet fragile et irréalisable, et que, s'il pouvait être retardé, il s'effondrerait de lui-même[108] ».

Mais Mitchell fut arrêté le 4 mai – ce fut peut-être un faux calcul –, et Oliver poursuivit sa route tout seul en tant que « délégué de Londres »[109]. La situation prit alors une tournure pour le moins extraordinaire : les préparatifs en vue de l'insurrection se poursuivaient dans plusieurs régions, mais le seul et unique contact identifiable avec Londres était un agent du gouvernement. À Londres, Watson, Thistlewood, Preston et Hooper étaient toujours en ins-

107. Oliver quitta Londres le 24 avril. Le 25, Birmingham ; le 26, Sheffield via Derby ; les 27 et 28, Wakefield et Dewsbury ; le 29, Leeds ; le 30, Manchester ; les 1er et 2 mai, Liverpool ; le 3, Manchester ; le 5, Wakefield ; le 6, Huddersfield ; le 7, Wakefield ; le 8, Huddersfield ; le 9, Barnsley ; le 10, Ossett ; le 11, la vallée de la Spen ; le 12, Bradford ; le 13, Leeds ; le 15, Londres. Pendant le trajet de Birmingham à Leeds, Mitchell présenta Oliver à un important réformateur de Derby « pendant que l'on changeait les chevaux de la voiture ». H. Hunt, *The Green Bag Plot*. Voir aussi le document intitulé « O's Tour » dans T.S. 11.351, ainsi que le « Récit » d'Oliver (H.O. 40.9) et ses lettres (H.O. 40.10).

108. H. Hunt, *op. cit.* ; et déposition de Stevens.

109. Selon un témoignage, Mitchell voyageait sous un nom d'emprunt, portant, comme un tisserand, des vêtements de futaine et un tablier. T.W. Tattie à Fitzwilliam, 22 janvier 1820, *Fitzwilliam Papers*, F.52 (c).

tance de jugement pour haute trahison à cause de leur participation aux événements de Spa Fields, et l'on s'attendait en général à ce qu'ils soient condamnés. Certains réformateurs de premier plan se cachaient, d'autres avaient suivi Cobbett en Amérique, d'autres encore se trouvaient déjà derrière les barreaux. Jusque-là, la situation semble claire. Mais, à partir de là, les sources deviennent très partiales. Les réformateurs et les whigs qui critiquaient le gouvernement (tels Bennet à la Chambre des communes et Baines dans le *Leeds Mercury*) s'efforcèrent de rassembler le plus de faits possible pour montrer qu'Oliver était le principal instigateur et organisateur des événements du 9 juin. Les autorités, d'autre part, prétendirent que le rôle d'Oliver se borna à celui d'indicateur, que, s'il intervint dans des préparatifs révolutionnaires, ce ne fut que pour les retarder et les désorganiser, et que seule leur vigilance permit de déjouer une dangereuse insurrection.

La vérité est probablement plus complexe que chacune de ces deux versions. Oliver n'était pas le seul espion introduit dans l'organisation secrète. Les magistrats du Lancashire et de Nottingham étaient régulièrement mis au courant de la situation par leurs propres indicateurs. Mais, d'autre part, il serait erroné de dire que les espions furent les seuls instigateurs de la révolution. Bamford fut contacté en mai à Middleton, non par Oliver, mais par des délégués de Derby – Thomas Bacon et Turner –, qui tous deux furent plus tard impliqués dans le soulèvement de Pentridge. William Stevens attesta que, quand Thomas Bacon revint de la réunion de Wakefield, le 5 mai, et fit son rapport au comité des Midlands et du Nord :

> Brandreth, Turner et Ludlam étaient présents, ainsi que de nombreuses autres personnes. [...] Environ cinq ou six jours avant le 26 mai, une lettre de nos amis de Sheffield nous parvint à Nottingham, nous informant que le soulèvement avait été remis au 9 juin, sur les conseils d'Oliver [...] parce que les nuits seraient alors sombres et parce que, à ce moment, le pays serait encore plus prêt à se soulever. [...] En conséquence, les préparatifs se poursuivirent à Nottingham et dans les environs jusqu'au jour du soulèvement.

Entre-temps, Oliver était retourné à Londres pour faire son rapport à ses maîtres, et il n'avait pas manqué de rendre visite à son ancien collègue Mitchell à la prison de Cold Bath Fields (faisant ainsi longtemps peser sur ce dernier le soupçon qu'il était aussi un espion[110]). Le 23 mai (selon les autorités), Sidmouth fut averti par les magistrats des Midlands et du Nord que l'insurrection était prévue pour le 9 juin, avec ou sans l'appui de Londres. « Il envoya Oliver en province par la malle-poste[111]. » Mais, pendant cette seconde tournée, Oliver agit comme un homme chargé d'un mandat quelque peu différent. Il était maintenant prodigue en promesses. La fois précédente, il lui était arrivé de se présenter comme l'« envoyé » de Burdett, de Cochrane, de Hunt ou du major Cartwright[112]. Il parlait en plus maintenant des plans dressés par les réformateurs de Wolverhampton pour s'emparer de la caserne de Weedon : Wooler, le rédacteur du *Black Dwarf*, « travaillait alors à Londres à l'impression de la Proclamation que ferait le Gouvernement Provisoire », et les préparatifs (disait-

110. Baines, qui dénonça Oliver dans le *Leeds Mercury*, attaqua aussi Mitchell. Mitchell était un conspirateur inconscient et un amateur, mais pas un espion. Tous les soupçons qui pesaient sur lui furent dissipés par une enquête en règle faite par les radicaux, sous la présidence de Jones Burdett. Bamford consacra un chapitre à sa défense, concluant, de façon catégorique : « S'il avait été un espion, il aurait trahi ceux qui n'ont jamais été trahis », ce qui implique que le complot était plus étendu que même Oliver ne le sut. À sa sortie de prison, Mitchell ne tint pas compte de l'avis du major Cartwright, qui lui conseilla, s'il était un honnête homme, de se retirer de la vie publique. Il s'engagea à nouveau dans la politique radicale, défendit sa réputation contre les accusations de Baines dans le *Blanketteer*, fut lapidé, jeté dans le canal de Leeds, et fut emprisonné en 1820 pour écrits subversifs. Cf. S. Bamford, *op. cit.*, chap. XII, XXVI ; *Life of Edward Baines*, p. 109 ; *Blanketteer*, du 23 octobre au 20 novembre 1819 ; *Fitzwilliam Papers*, F.52 (c). ; L.T. Rede, *York Castle in the Nineteenth Century*, p. 630.

111. Cf. H. Hunt, *op. cit.*

112. Cf, par exemple, le témoignage de Scholes dans le *Leeds Mercury* du 21 juin 1817 ; W. Cliff (de Derby), dans *Duckett's Dispatch*, 9 décembre 1818.

il) étaient partout plus avancés qu'à l'endroit où il se trouvait à ce moment-là. Il concentra particulièrement son attention sur le West Riding et sur Nottingham[113].

Il est significatif qu'Oliver ait choisi les deux régions dans lesquelles les organisations secrètes luddistes avaient été les plus fortes. Qui plus est, les deux centres avaient une tradition révolutionnaire encore plus ancienne. « Les habitants de Nottingham, écrivit Sherwin, ressentent à l'égard de l'oppression une haine qui n'est sans doute surpassée dans aucune ville du monde[114]. » Benbow avait déjà tenu une réunion à Pentridge en décembre 1816. Le principal réformateur de l'endroit, Thomas Bacon, était un « vieux routier jacobin », probablement dans la quarantaine, qui travaillait depuis plusieurs années comme ébarbeur de fonte à la fonderie de Butterey. (Poursuivi pour ses activités politiques, il se rabattit en 1817 sur la profession de tricoteur sur métier.) Selon le dossier que l'accusation établit contre lui (mais qui ne fut jamais utilisé par la suite), il était, depuis 1791, « un partisan actif de la Doctrine de la Liberté et de l'Égalité, et un disciple ardent de Thomas Paine ». Il était d'avis que les biens devaient être « égalisés », que les domaines devaient être morcelés et que chaque homme devrait recevoir huit arpents de terre. Pour Bacon, le *Register* de Cobbett et les clubs Hampden « n'allaient pas assez loin[115] ».

113. Le document intitulé « O's Tour » (T.S. 11.351) donne l'itinéraire suivant : quitta Londres le 23 mai ; le 24, Birmingham ; le 25, Derby ; le 26, Derby ; le 27, Nottingham ; le 28, des villages près de Nottingham ; le 29, de Sheffield à Wakefield ; le 30, Bradford et Halifax ; le 31, Manchester ; le 1er juin, Liverpool ; le 2, de Manchester à Wakefield ; le 3, Wakefield ; le 4, aux Camps Mount (QG du général Byng, près de Wakefield) ; le 5, Leeds ; le 6, Thornhill Lees, près de Dewsbury : prit la malle-poste pour Nottingham ; le 7, Nottingham : prit la malle-poste pour Londres. Selon Bamford et Prentice, dans le Lancashire, les réformateurs bourgeois et ouvriers le soupçonnaient déjà et envoyèrent des mises en garde contre ses projets. Cf. également le *Political Register* de Sherwin, 15 novembre 1817, 14 février 1818 ; « Récit » et lettres d'Oliver, dans H.O. 40.9/10 ; témoignages de Bradley et Dickenson, dans H.O. 42.165 et 167.

114. *Political Register* de Sherwin, 21 juin 1817.

115. *Rex v. Thomas Bacon* ; note dans T.S. 11.351.

Dans l'autre centre révolutionnaire, le West Riding, la situation était encore un peu plus confuse à cause des frictions qui opposaient le whig Fitzwilliam à Lord Sidmouth. (Il est probable que le *lord-lieutenant* lui-même ne fut pas mis au courant de l'identité et des buts d'Oliver.) Au cours de la dernière semaine de mai, des magistrats de Sheffield, agissant à partir de leurs propres sources d'information, interrompirent une réunion nocturne, tenue par les « *Leaders of Tens* » au « *Grinding Wheel* de M. Chandler ». « Quand l'alarme fut donnée, les hommes s'enfuirent par les portes et par les fenêtres pour se précipiter dans la Forêt. » Wolstenholme, l'un des dirigeants locaux, et trois autres personnes furent arrêtés, ce qui jeta la confusion dans le mouvement de Sheffield[116].

Sur cette période à Nottingham, nous pouvons comparer deux sources indépendantes, partiales toutes deux, mais de tendances opposées. La première est le rapport d'un indicateur (qui ne connaissait pas la véritable identité d'Oliver) destiné à un magistrat de la région :

> Ce soir-là, je me rendis chez Jerry Brandreth entre six et sept heures. [...] Nous quittâmes sa Demeure [...] et rencontrâmes [Stevens] devant la prison. Nous marchâmes le long de Sandy Lane [...] Stevens me dit que j'aurais dû être là lundi soir. [...] Il déclara qu'un délégué de Londres avait indiqué qu'il y avait environ 70 000 personnes à Londres prêtes à agir avec nous ; et qu'à Birmingham la situation était tout à fait mûre. [...] Son lieu de résidence ne fut pas précisé, mais on déclara que c'était un ami sûr et [...] qu'il serait de retour mercredi ou jeudi pour indiquer la date à laquelle l'Insurrection aurait lieu[117].

Le second rapport, qui est de Stevens, fut rédigé presque une année plus tard :

> [...] le premier ou le second jour de juin, Oliver vint à Nottingham [...] et se rendit à la demeure du présent déposant. Il dit que tout serait

116. Parker à Fitzwilliam, 29 mai 1817, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (i).

117. Rapport d'un indicateur (H. Sampson de Bullwell ?), inclus dans la correspondance d'Enfield à Sidmouth, 1er juin 1817, H.O. 40.6.

> prêt à Londres pour le 9 juin [...] Oliver participa à une de nos réunions, où se trouvaient aussi Brandreth, Turner et bien d'autres. Il nous présenta lors de cette réunion un document qu'il appelait un Plan de Campagne. [...]
> Quand Oliver eut ainsi réglé chaque détail avec nous, il se prépara à partir pour le Yorkshire, afin d'y organiser le nécessaire de manière que tout le monde dans le Pays soit prêt à entrer en action au moment où l'insurrection éclaterait à Londres, où, selon ses dires, Cinquante Mille Hommes armés se tenaient prêts et allaient s'emparer de la Tour [...]

Une « convention » des délégués du Nord devait se tenir le 7 juin à Sheffield pour organiser les derniers préparatifs :

> À l'issue de cette réunion, les membres devaient se séparer et se rendre dans les différentes grandes Villes ; ils ne devaient pas se rendre à leur propre domicile, mais chez d'autres camarades, afin d'établir des liens de confiance mutuels et de pouvoir échanger des informations véridiques [...]

Le 7 juin, Stevens partit effectivement pour Sheffield, mais « il fut rattrapé par un Garçon à cheval » et rentra à Nottingham :

> Il trouva Oliver dans sa propre demeure, lequel lui dit qu'il y avait eu trahison dans le Yorkshire, mais que, comme tout était prêt à Londres, tout se déroulerait avec succès si Nottingham et Derby restaient fidèles à leurs promesses. Une réunion fut alors organisée, à laquelle Oliver participa [...]

Oliver prit la malle-poste pour Londres immédiatement après cette réunion, en expliquant qu'il devait maintenant « aller assurer les insurgés de Londres de l'enthousiaste coopération de la Province »[118].

Il a été possible d'établir une grande partie des déplacements d'Oliver

118. Témoignage de William Stevens dans le *Political Register* de Cobbett, 16 mai 1818. Ces citations contredisent les hypothèses d'A.F. Fremantle et R.J. White selon lesquelles Oliver n'aurait jamais eu de contact avec Brandreth. Voir aussi *Nottingham Review*, 7 novembre 1817.

dans le Yorkshire entre le 2 et le 6 juin. Il se déplaça rapidement de ville en ville pour préparer une assemblée de délégués à Thornhill Lees, près de Dewsbury, le 6 juin. Il eut, deux jours avant cette date, un entretien privé avec le général de brigade John Byng, commandant les troupes du Nord. L'assemblée de Thornhill Lees fut cernée, et les délégués arrêtés par des soldats placés sous le commandement personnel du général Byng[119]. Oliver put « s'enfuir », mais un réformateur le vit quelques heures plus tard, peu avant son départ dans la voiture de Sheffield, en train de discuter avec une ordonnance du général Byng dans un hôtel de Wakefield, et la vérité commença à percer. Quand Oliver arriva à Nottingham le soir du 7, la rumeur de sa trahison avait déjà atteint la ville, et, lors de la dernière réunion racontée par Stevens, l'espion fut soumis à un interrogatoire extrêmement dur, dont il eut la chance de ressortir vivant. Un homme de grande taille dit (selon les déclarations d'Oliver) qu'« à Nottingham on aimait moins être pendu pour rien que dans le Lancashire, et, si je n'arrêtais pas, il ne saurait que penser de moi[120] ».

Mais « Jerry » Brandreth n'assista pas à cette dernière réunion. Le secrétaire de mairie de Nottingham avait été averti par son propre indicateur dès le 5 juin :

> Je rencontrai Jerry chez lui [...] je lui demandai s'ils avaient échangé quelque Information avec quelqu'un d'autre que le Délégué de Londres. Il répondit que non, mais que certains camarades l'avaient fait. [...] Il me dit qu'il allait se rendre pour de bon à Pentridge afin d'y prendre la direction des hommes prêts à se soulever, et qu'il allait les conduire ici [...] en mobilisant des hommes dans toutes les villes par lesquelles ils passeraient [...]

Plus tard dans la journée, l'indicateur apprit de la femme de Brandreth que celui-ci était déjà parti. « Elle pensait qu'il ne reviendrait pas

119. Ces arrestations n'avaient pas été voulues par Sidmouth ou Byng ; elles furent le fait d'un magistrat zélé. Cf. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 358.

120. Pour ces journées, cf. H.O. 40.9 et *Leeds Mercury*, en particulier 21 juin 1817.

avant le début de l'action[121]. » Lord Sidmouth était au courant de tous ces événements. À partir du 7 juin, le gouvernement, l'armée et les magistrats étaient prêts, et n'attendaient plus que la révolte de Pentridge. Le 7, le secrétaire de mairie de Nottingham passa toute la journée en conférence avec les magistrats pour trouver les moyens de prévenir et d'empêcher l'insurrection populaire prévue dans cette ville et sa région. Le 9, le secrétaire écrivit : « Mon homme de confiance est aux aguets près de Pentridge, où il observe le résultat des mouvements dont nous avait menacés le vieux Bacon [...] nous tînmes conseil la première partie de la nuit, en attendant les événements[122]. »

« Oliver regagna Londres, en laissant partout ses victimes dans le piège qu'il leur avait tendu. [...] Les chefs d'Oliver auraient pu interrompre ces préparatifs et les anéantir complètement en moins d'une heure. [...] Mais [ils] ne voulaient pas empêcher ces événements, ils voulaient au contraire qu'ils se produisent [...][123]. » C'est là l'interprétation de Cobbett, et il est difficile de conclure autrement à partir des éléments dont nous disposons. Les quelques théories récentes qui prétendent qu'Oliver n'était pas un agent provocateur, ou encore que c'en était effectivement un, mais qu'il outrepassa les instructions de Sidmouth[124], ne tiennent pas. Il n'y a pas non plus de raison de penser que le gouvernement de Liverpool ait hésité ou ressenti le moindre sentiment de culpabilité à l'idée de faire couler le sang. « On ne pourra jamais être sûr que le Roi règne en toute sécurité tant qu'il n'aura pas osé répandre le sang des traîtres », écrivit Lord Liverpool en personne quand il refusa d'intercéder en faveur du maréchal Ney, condamné à mort[125]. Castlereagh avait fait son apprentissage lors de

121. H.O. 40.6.

122. D. Gray, *Nottingham Through 500 Years*, Nottingham, 1960, p. 169 ; S. Maccoby, *op. cit.*, p. 352.

123. *Political Register* de Cobbett, 16 mai 1818.

124. Cf. AF. Fremantle et R.J. White, *ubi supra.*

125. Cf. R.J. White, *op. cit.*, p. 95 ; E.P. Thompson, « God and King and Law », *New Reasoner*, 3, 1957-1958.

la répression de la rébellion irlandaise. Lord Eldon, le Grand chancelier, partisan de la peine capitale, menait un combat d'arrière-garde contre Romilly et ceux qui voulaient réformer le droit pénal[126]. C'était l'époque où le gouvernement s'apprêtait à juger pour haute trahison non seulement le Dr. Watson et ses camarades, mais aussi des groupes de réformateurs de Sheffield et de Glasgow[127]. *Le Masque de l'anarchie* ne révèle pas l'« ignorante injustice » du jugement de Shelley[128], mais l'opinion de la plupart de ses compatriotes. Le gouvernement voulait du sang, non pas un holocauste, mais suffisamment de sang pour faire un exemple.

L'histoire de Pentridge se résume à peu de chose. Brandreth, le « capitaine de Nottingham », joua le rôle qu'il s'était attribué. Il passa les deux ou trois jours qui précédèrent le 9 juin en préparatifs peu discrets, recrutant des hommes et tenant conseil dans une des auberges de Pentridge. La nuit du 9, deux cents ou, au plus, trois cents hommes s'assemblèrent. Ils venaient des villages autour du Derby Peak : Pentridge, South Wingfield et Ripley. C'étaient des tricoteurs sur métier, des carriers, des ouvriers métallurgistes (de la fonderie de Butterley) et des ouvriers agricoles équipés de quelques fusils, de piques, de faux et de gourdins. Beaucoup d'entre eux (les Ludlam, les Weightman et les Turner) étaient apparentés. Ils se mirent en marche sous la pluie pour couvrir les quatorze miles qui les séparaient de Nottingham, frappant aux portes des fermes et des maisons pour réclamer des armes et du renfort. Dans une de ces fermes fut versé le seul sang qui ait coulé lors de ce soulèvement : Brandreth, qui exigeait impérieu-

126. Par exemple, il chercha, en 1813, à maintenir les châtiments médiévaux pour haute trahison. Voir L. Radzinowicz, *op. cit.*, I, p. 519, 520.

127. Les six ouvriers de Sheffield arrêtés à la fin du mois de mai furent inculpés de haute trahison mais ne passèrent jamais devant un tribunal, en partie parce que l'opinion publique, dans le Yorkshire – y compris parmi la *gentry* –, fut scandalisée par les révélations faites sur Oliver. Plusieurs réformateurs de Glasgow avaient été arrêtés en février, mais, grâce au courage du principal témoin à charge, ils furent acquittés en juillet.

128. R.J. White, *op. cit.*, p. 70.

sement qu'on le laissât entrer dans une maison où l'on croyait trouver un fusil, tira dans un carreau et tua un garçon de ferme. Brandreth dirigeait avec une farouche détermination une troupe de plus en plus découragée et dont l'effectif allait diminuant. Il avait récité quelques vers qui décrivent bien l'atmosphère de cette nuit :

> Chaque homme doit mettre à l'épreuve son habileté,
> Il doit se dresser et ne pas se désavouer ;
> Aucun soldat sanguinaire il ne doit craindre,
> Il doit se dresser et se battre pour son pain.
> Le temps est venu, vous le voyez,
> Où au gouvernement il faut s'opposer.

Un de ses lieutenants assura à l'un des participants que :

> Il croyait que le jour et l'heure étaient fixés où tout le pays se soulèverait, et qu'avant le milieu de la semaine il y aurait des centaines de milliers d'hommes en armes [...] des hommes étaient prêts dans toute la nation [...]

Brandreth fit encore d'autres promesses, qu'il adaptait à ses troupes et à leur moral : « Nottingham devait tomber avant même qu'ils n'y arrivent », « de Nottingham ils poursuivraient leur marche sur Londres et y balaieraient la Dette nationale », des renforts « arriveraient le lendemain du Yorkshire, comme une nuée », et :

> [...] selon une lettre venant de Londres et qu'il avait vue hier, les clés de la Tour seraient remises à la troupe du club Hampden, si cela n'était pas déjà fait.

Il promit à quelques recrues hésitantes « du rôti et de la bière », du rhum et même une partie de plaisir sur la rivière Trent. « Un gouvernement provisoire » serait formé, qui, en province, allouerait une aide aux femmes et aux enfants de ceux qui avaient pris les armes. Il promettait sans cesse que les « nuées du Nord » allaient arriver, que « des hommes venant du nord [...] balaieraient tout devant eux, et

tous les hommes qui s'opposeraient à eux seraient fusillés sur place ». Pendant toute la nuit, le calme des villages environnants fut troublé par « des coups de feu, des sonneries de cors, des cris et différents bruits ». Quand la colonne arriva le jour suivant dans les parages de Nottingham et n'y trouva pas le renfort attendu, le moral de la troupe s'assombrit progressivement, et les hommes commencèrent à déserter. Brandreth, lui, prit un ton de plus en plus autoritaire et menaça de fusiller les déserteurs. Enfin, ils virent arriver un petit contingent de hussards. L'insurrection se termina dans la panique, les hommes abandonnèrent leurs armes et coururent se cacher. L'armée les poursuivit et finit par les cerner au bout de quelques jours[129].

Pentridge ne fut pas le seul village à se soulever la nuit du 8 au 9 juin. Malgré l'arrestation des délégués du Yorkshire à Thornhill Lees[130], plusieurs centaines d'ouvriers du vêtement, venant pour la plupart de la vallée de Holmfirth, marchèrent sur Huddersfield à la suite d'un chef qui leur dit : « À cette heure, mes braves, toute l'Angleterre est en armes, nos libertés sont assurées, les riches seront pauvres, et les pauvres seront riches. » La déposition de deux des insurgés explique peut-être pourquoi l'on se lança dans cette aventure bien que la trahison d'Oliver eût déjà été connue dans le Yorkshire. Selon l'une des dépositions, l'un des dirigeants locaux lut le *Leeds Mercury* et « dit que tout était joué, que le Plan avait été entièrement découvert et qu'il fallait agir maintenant, faute de quoi nous serions tous pendus [...] ». Selon une autre déposition,

129. W.B. Gurney, *Trials of Jeremiah Brandreth, etc.*, 1817, I, 87, 152 ; II, 398, 420, 443, 450. L'un des villages traversés par les rebelles était Eastwood, la « vieille Angleterre sauvage » de D.H. Lawrence.

130. Ces délégués, qui venaient de Leeds, Wakefield, Dewsbury, Holmfirth, Huddersfield, Bradford et de la vallée de la Spen, n'étaient peut-être que des réformateurs de la classe ouvrière qu'Oliver avait convaincus d'assister à l'assemblée. Mais au moins un d'entre eux, James Mann, le tondeur de drap de Leeds, était un dirigeant réformateur local ; il devint plus tard le principal libraire radical de Leeds. Il est plus probable qu'il s'agissait en fait, d'une façon ou d'une autre, des « délégués ». Cf. *Leeds Mercury*, 14 et 21 juin 1817.

un dirigeant déclara : « Nous devons y aller, amis, cela ne servirait à rien de vouloir éviter l'affaire, elle doit être réglée cette nuit » – « il pensait que nous nous battions pour la Liberté [...] » Ces événements furent semblables en beaucoup de points à ceux du soulèvement de Pentridge. Mais, dans l'insurrection de « Folley Hall », les insurgés eurent beaucoup plus de chance que leurs camarades du Derbyshire. Quelques coups de feu furent échangés avec un petit détachement de soldats, mais il n'y eut aucun tué. Quand la troupe revint avec du renfort, les insurgés avaient disparu dans la nuit, découragés peut-être de ne pas avoir trouvé Huddersfield aux mains des révolutionnaires. Deux des dirigeants prirent la fuite. Ceux qui furent arrêtés bénéficièrent du retournement d'opinion que provoqua la révélation, par le *Leeds Mercury*, du rôle joué par Oliver. Quand ils passèrent devant le tribunal en juillet, le jury refusa de les condamner[131].

Nous avons raconté en détail l'histoire d'Oliver parce que c'est un des grands épisodes de l'histoire anglaise et qu'elle est presque devenue un mythe. Oliver était l'archétype du Judas radical, et son rôle, quasiment légendaire, influença toute l'histoire du XIX^e^ siècle. Il convient de distinguer entre l'influence immédiate qu'eut cet épisode et son influence à long terme. Dans les grands centres industriels, pendant la période du luddisme, l'utilisation d'indicateurs était pratiquement devenue, pour les magistrats, une pure affaire de routine. Et, depuis les années 1790, une part des ressources du gouvernement était destinée à ces activités d'espionnage. Mais une grande partie de l'opinion publique considérait que ces méthodes étaient complètement étrangères à l'esprit des lois anglaises. L'idée d'action policière « préventive » choquait, même dans les affaires de droit commun ; et, quand on y eut recours pour des questions d'opinion qui touchaient à la politique « intérieure », chaque citoyen anglais né libre se sentit outragé

131. *Leeds Mercury*, 19 et 26 juillet 1817 ; D.F.E. Sykes, *History of Huddersfield*, 1908, p. 292-294 ; dépositions de John Buckley et John Langley, in *Fitzwilliam Papers*, F.45 (k) ; T.S. 11.3336 et 4134 (2).

au plus profond de lui-même. Quand le *Leeds Mercury* révéla le rôle d'agent provocateur joué par Oliver, l'opinion publique fut littéralement abasourdie. Alors que l'historien peut lire les rapports d'Oliver (qui se trouvent dans les archives du ministère de l'Intérieur) sans être autrement étonné – Oliver n'est qu'un indicateur parmi beaucoup d'autres, si ce n'est qu'il était particulièrement actif et courageux –, il y avait des milliers de boutiquiers, de *squires*, de ministres dissidents et de membres des professions libérales qui, en 1817, ne soupçonnaient pas que des choses de ce genre pussent se passer en Angleterre.

C'est pourquoi les révélations publiées par le *Leeds Mercury* moins d'une semaine après l'insurrection eurent un effet désastreux sur la réputation du gouvernement. La semaine même où eurent lieu les événements de Pentridge, le Dr. Watson passait en jugement pour haute trahison. La défense réduisit en pièces la déposition du principal témoin à charge, Castle, et le jury eut l'occasion de prendre connaissance des premières révélations sur Oliver avant de rendre son verdict de non-culpabilité. Ce ne fut là que la première d'une série de défaites devant les tribunaux : l'acquittement des « conspirateurs » de Glasgow et de Folley Hall, et celui de Wooler et (en décembre) de Hone, qui avaient été accusés d'avoir publié des écrits subversifs. Bien que de nombreux réformateurs fussent restés emprisonnés pendant toute l'année 1817 en vertu de la suspension de l'*Habeas corpus*, une clameur s'éleva à travers le pays contre le « système continental des espions ». Au lieu d'isoler les réformateurs partisans de la « force physique », l'hostilité suscitée par les activités d'Oliver rapprocha les groupes modérés et extrémistes. « La méthode la plus abominable dont l'histoire ait gardé trace », écrivit John Wade dans son *Gordon*. Dix années plus tard, Francis Place écrivit : « Je désespère d'être capable de trouver les termes adéquats pour exprimer la singulière bassesse et la méprisable infamie de leur conduite, aussi abjecte que meurtrière » :

> Ceux qui firent passer les « Lois du Bâillon » en 1817 et les « Six Lois », en 1819, étaient de tels misérables que, s'ils avaient agi de la

sorte au sein d'une communauté bien organisée, ils auraient tous été pendus [...][132].

La réaction de Cobbett (en Amérique) ne put naturellement pas être immédiate. Mais, dès ses premiers commentaires, en 1818, il ne permit jamais qu'on oublie les noms de Brandreth et d'Oliver. Le gouvernement avait outragé non seulement les réformateurs, mais aussi tous ceux qui faisaient de la liberté la valeur centrale du constitutionnalisme, et de la protection des droits individuels la raison d'être de tout gouvernement.

Ce mécontentement profond fut encore accentué par le procès et l'exécution des émeutiers de Derby. Alors que, dans le cas de Brandreth, la condamnation était prévisible – il avait tué un homme –, ses partisans auraient très bien pu n'être accusés que d'avoir participé à une émeute. Mais l'administration était bien décidée à faire couler abondamment le sang. Trente-cinq hommes furent accusés de haute trahison. On choisit les membres du jury avec un soin tout particulier[133]. Dix avocats plaidèrent pour l'accusation, tandis que deux avocats seulement furent commis à la défense. Le procès, remis jusqu'au mois d'octobre, se déroula dans une atmosphère de terreur. Les prisonniers étaient depuis des semaines au pain et à l'eau, et on leur avait refusé toute visite. (On pouvait lire, tracés à la craie sur les murs d'All Saint's Church, à Derby, les mots : « Qu'on pende tous les Jacobins. ») Le procès prit d'autre part un tour curieux. Tout le pays parlait d'Oliver, et l'on était certain que la défense chercherait à prouver son rôle d'instigateur. Mais le nom de l'espion ne fut pas prononcé une seule fois. L'accusation (qui tenait Oliver, *incognito*, en réserve à Derby) fonda son réquisitoire sur les actions manifestes et pour lesquelles la responsabilité des accusés était prouvée. Selon la plaidoirie de l'avocat de Brandreth, un certain Cross, le prisonnier avait été inspiré et trompé non pas par Oliver, mais par *Cobbett* et par les « publications perfides et insidieuses » de la presse radicale :

132. *Gorgon*, 27 juin 1818 ; G. Wallas, *op. cit.*, p. 123.
133. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 366-368.

> Je ne peux que faire allusion [...] à l'une des publications les plus diaboliques et malfaisantes jamais sortie des presses anglaises. [...] Elle est intitulée « Adresse aux Compagnons et aux Manœuvres » [...]

Ces publications étaient « les plus nuisibles jamais mises entre les mains de l'homme[134] ». Brandreth condamné, la défense changea de tactique et expliqua que ses associés se trouvaient sous l'influence charismatique de leur chef. Denman compara le capitaine de Nottingham au *Corsaire* de Byron :

> Peu d'hommes pouvaient défier
> Le choc de son œil pénétrant ;
> Son rictus démoniaque inspirait
> À la fois la rage et la crainte [...]

Cette plaidoirie ne semble pas avoir été suffisante pour atténuer l'hostilité des fermiers du jury de Derby, quel que fût le bénéfice qu'en tira la réputation de Denman au barreau : Turner, Ludlam et Weightman furent tous reconnus coupables et condamnés à mort. Les autres prisonniers, y compris le vieux réformateur Thomas Bacon, plaidèrent coupable, pensant que leur vie serait épargnée. Quant au rôle d'Oliver, « un voile fut jeté » sur le sujet[135].

Cela est d'autant plus extraordinaire que des réformateurs s'étaient portés volontaires pour aller témoigner à Derby des activités d'Oliver, au risque de se compromettre[136]. Nous ne pouvons pas accepter l'explication selon laquelle la défense ne mentionna pas Oliver parce qu'il n'avait en fait aucun lien avec Brandreth. Premièrement, nous savons qu'ils étaient en relation. Deuxièmement, Denman le savait. Avant le procès, il écrivit à un ami qu'il avait des raisons de penser qu'Oliver était derrière « toute cette histoire ». Lorsqu'en 1820 il s'expliqua

134. W.B. Gurney, *Trials [...], op. cit.*, I, p. 198-200.

135. Weightman bénéficia d'un sursis et fut relégué avec treize autres condamnés.

136. Cf. le *Political Register* de Sherwin, 15 novembre 1817.

devant la Chambre des communes, il dit n'avoir pas eu « le moindre doute » sur le fait que le soulèvement avait été organisé par Oliver ; il tenait cela « des renseignements qu'il avait obtenus à l'époque en tant qu'avocat des prisonniers, renseignements qu'il avait ensuite vérifiés [...] ». Il avait toutefois jugé peu prudent de faire témoigner des espions pour la défense, puisque la procédure ne lui permettait pas de faire subir un contre-interrogatoire à ses propres témoins : « Les contre-interrogatoires m'étant interdits, ils auraient jeté tout le poids de leur témoignage contre les prisonniers. » Une autre considération (peut-être la plus importante) avait aussi joué : pousser Oliver à « parler de ses conversations avec Brandreth aurait simplement prouvé que les préparatifs de l'insurrection étaient beaucoup plus sérieux que les prisonniers n'avaient intérêt à le prétendre ». En fait, nous savons maintenant que le dossier de la défense comportait une note indiquant que la preuve qu'Oliver était l'instigateur « est irrecevable et, si elle était recevable, la Gravité du Délit n'en serait pas diminuée [...][137] ».

Cette explication est plausible. Mais il est néanmoins difficile de croire que l'on n'aurait pas pu trouver quelque moyen de procédure permettant de mettre au jour un cas de provocation aussi flagrant. Bien que la démonstration du rôle d'instigateur joué par Oliver n'eût peut-être pas pu être utilisée comme base légale de défense, les jurys de Londres et du Yorkshire avaient montré quel effet formidable les soupçons de ce genre pouvaient produire. Il y a d'autres explications possibles. Les autorités voulaient à tout prix obtenir une condamnation. (Lord Sidmouth était malade en octobre, mais « sa santé tira plus de profit de l'issue des procès de Derby que de tout ce que les médecins avaient pu lui donner ».) Elles étaient aussi prêtes à tout pour éviter que le nom d'Oliver soit mentionné. Les documents du conseiller du Trésor montrent clairement que la Couronne avait eu à l'origine l'intention de juger tout d'abord Thomas Bacon (qui n'était

137. J. Arnold, *Memoir of [...] Lord Denman*, 1873, I, p. 116 ; *Hansard* (nouvelle série), I, 267 ; R.J. White, *op. cit.*, p. 173. Cf. aussi *Nottingham Review*, 8 août 1817.

pas impliqué dans le soulèvement proprement dit) sous l'accusation de trahison et d'insurrection. Mais, alors que la Couronne aurait pu établir un acte d'accusation contre Bacon sans mentionner Oliver, comme le montrent les documents, le vieux réformateur aurait certainement réussi à parler de cette histoire et aurait peut-être même réussi à se disculper. La Couronne modifia sa tactique au dernier moment : « Nous avons décidé de ne lancer aucune accusation qui risquerait de faire parler d'Oliver. » En choisissant Brandreth comme accusé principal, il devenait possible de ne faire porter l'accusation que sur les actes flagrants de rébellion.

Les prisonniers furent d'ailleurs isolés jusqu'au moment de leur procès, et ils n'avaient peut-être pas eu connaissance de toute l'histoire d'Oliver. Bien que leurs familles eussent vendu tout ce qu'elles possédaient, jusqu'aux lits, pour payer la défense, ce ne fut qu'à l'automne, lorsqu'un ouvrier d'une tréfilerie de Londres, nommé West, forma un comité de défense (et persuada Hunt au dernier moment de se rendre à Derby), que l'on commença à récolter des fonds à l'échelle nationale. Il n'est certainement pas exclu que le gouvernement ait exercé une certaine pression sur la défense. Et, même au moment de leur exécution, on s'arrangea pour empêcher les victimes de faire usage du droit traditionnel de prononcer leurs « dernières paroles », l'aumônier s'interposant entre les condamnés et la foule. La presse radicale soutint avec assez de véhémence qu'un accord avait été conclu avec l'accusation et prêta les pires motifs à « l'avocat Cross ». Le cas de Brandreth était sans espoir. La Couronne laissa-t-elle entendre que la vie de certains ou de tous ses compagnons serait épargnée si la défense ne parlait pas du rôle joué par Oliver ? L'accusation menaça-t-elle d'impliquer un plus grand nombre de réformateurs si l'on faisait appel au témoignage d'Oliver[138] ?

138. T.S. 11.351 ; H. Hunt, *Memoirs*, III, p. 499-502 ; *Black Dwarf*, 12 novembre 1817 ; *Political Register* de Cobbett, 25 avril 1818 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 368 ; R.J. White, *op. cit.*, p. 172 ; E.P. Thompson, *op. cit.*, p. 73, 74.

En spéculant ainsi, il n'est que trop aisé d'oublier les prisonniers. Qui était en fait Jeremiah Brandreth ? J.L. et B. Hammond – dans leur style habituel – le présentent comme un « tricoteur sur métier illettré, au chômage et mourant à moitié de faim », « prêt à accepter n'importe quelle proposition, si folle fût-elle ». C'est une présentation péjorative. Nous savons que Brandreth n'était pas illettré. S'il était au chômage et mourait à moitié de faim, tel était le sort de centaines de ses compagnons tricoteurs, particulièrement de ceux qui, comme lui, travaillaient dans les « *Derbyshire Ribs* ». Nous savons qu'il avait une maison à Nottingham et que, lorsqu'il fut arrêté, sa femme fut renvoyée en tant qu'indigente à Sutton-in-Ashfield, dont elle était originaire et d'où, apprenant la condamnation de son mari, elle lui écrivit :

> [...] si tu as été attiré dans cette histoire par ce misérable Oliver (c'est l'opinion générale), pardonne-lui et abandonne-le à Dieu et à sa propre conscience, car Dieu rendra à chaque être humain son dû. Mais, bien que je l'aie appelé être humain, j'ai de la peine à le prendre pour tel (bien qu'il en ait l'apparence). Si seulement je pouvais tout expier et sauver ainsi ta vie !

(Même cette lettre ne fut pas remise à Brandreth.) Ann Brandreth, qui n'avait pas un sou, marcha de Sutton à Derby pour dire adieu à son mari. La dernière lettre que celui-ci lui envoya était d'une écriture « claire et sûre » :

> Je n'éprouve aucune frayeur à l'idée de traverser les ombres de la mort pour gagner la vie éternelle ; aussi, j'espère que tu prendras soin de ton âme comme j'ai pris soin de la mienne, et que nous nous retrouverons aux cieux. [...] Ma bien-aimée [...] voici la liste de ce que je t'envoie : un sac de travail, deux pelotes de laine peignée et une de coton, un mouchoir, une vieille paire de bas, une chemise et la lettre que j'ai reçue de ma sœur bien-aimée [...][139].

139. J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 358 ; Arnould, *op. cit.*, p. 116 ; *Political Register* de Cobbett, 25 avril 1818.

C'est à partir de détails de ce genre aussi bien qu'à partir du procès que nous devons reconstituer le portrait de Brandreth, et ce pour une raison intéressante : il refusa jusqu'à la fin « de dire où il était né, de décrire les différentes étapes de sa vie ou de donner des détails sur ses origines familiales ». On disait qu'il avait eu plusieurs métiers et qu'il venait d'Exeter. En prison, il déclara être « de confession baptiste ». « On fait grand cas de son patriotisme fier et intransigeant », raconta Denman à un ami. Un magistrat qui chercha à lui faire raconter son histoire s'attira « une volée d'insultes et de moqueries », mais, en d'autres moments, il était d'un silence et d'une détermination extraordinaires[140].

En fait, ces conspirateurs n'étaient pas tous les rustres illettrés sous les traits desquels certains historiens aiment à se les représenter[141]. Ce n'est pas parce que l'un d'entre eux croyait qu'un « gouvernement provisoire » avait un rapport avec des « provisions » que nous devons en déduire qu'ils avaient tous la tête vide. Certains avaient été soldats et avaient beaucoup voyagé pendant leur service. Parmi les compagnons de Brandreth, William Turner, qui avait quarante-sept ans, était tailleur de pierre et avait en particulier servi en Égypte[142] ; Weightman était scieur, c'était « un individu extrêmement aimable et poli », « un homme paisible et sérieux » ; Isaac Ludlam « était un petit propriétaire possédant une participation dans une carrière » près de Derby, et « bien connu comme prédicateur méthodiste dans un rayon de plusieurs miles[143] ». En

140. *Leeds Mercury*, 8 et 15 novembre 1817 ; Arnould, *op. cit.*, p. 115.

141. Parmi les 35 accusés du procès de Derby, il y avait 13 tricoteurs sur métier, 7 manœuvres, 5 mineurs, 2 tailleurs de pierre, 2 fermiers, 1 maçon, 1 mouleur, 1 forgeron, 1 ouvrier mécanicien, 1 scieur, 1 tailleur. T.S. 11.351.

142. *Independent Whig*, 23 octobre 1817.

143. *Leeds Mercury*, 30 octobre 1817. Ceci fut démenti sur « sollicitation » la semaine suivante, mais Ludlam faisait peut-être partie d'une secte méthodiste dissidente, de la Nouvelle Connexion ou des méthodistes primitifs. Cf. aussi les faits réunis par B. Gregory, *supra*, p. 520-521.

prison, il trouva un réconfort en lisant l'*Appel aux non-convertis* de Baxter. Les délégués du Yorkshire qui furent arrêtés étaient pour la plupart des artisans très qualifiés[144], et, sur les vingt-quatre hommes inculpés après le soulèvement de Folley Hall, neuf étaient tondeurs de drap.

Tout cela nous invite à voir les insurgés sous un autre jour. Selon des rumeurs persistantes, Brandreth aurait été luddiste, peut-être même un « capitaine » luddiste[145]. La vallée de Holmfirth, dont venaient les insurgés de Folley Hall, avait été un important centre du luddisme en 1812. L'un au moins des insurgés avait une « vieille hallebarde dont il disait qu'elle avait servi à l'époque du luddisme ». Un officier remarqua, au cours du soulèvement, que l'on envoyait des signaux lumineux à partir des collines et que l'on pouvait entendre des coups de feu d'avertissement : « Le système semble être exactement le même que celui qui était utilisé à l'époque des luddistes. » Le tondeur de drap de Leeds, James Mann, avait peut-être été un dirigeant luddiste, et, de l'un des autres délégués arrêtés à Thornhill Lees, Smaller, on disait que c'était un « voleur d'armes notoire en 1812 ». Un magistrat de Leeds déclara qu'« au cours des deux ou trois semaines précédant l'insurrection, le sujet de Conversation habituel dans les Ateliers de Tondeurs était le soulèvement qui devait éclater le 8 ou le 9[146] ».

144. 2 tondeurs de drap, 3 drapiers, 1 bottier, 1 charpentier, 1 tisserand, 1 fabricant de peignes et 1 cabaretier. *Ibid.*, 14 juin 1817.

145. Cf., par exemple, *Legislator*, 1er mars 1818, et Lord G. Cavendish à Fitzwilliam, 25 août 1817, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (k). Fait plus remarquable : Brandreth avait assisté à l'exécution de Despard. Quand on lui proposa de lui expliquer les formes de peine encourue pour haute trahison, il dit que l'on pouvait s'en dispenser puisqu'il en avait connaissance, ayant assisté à son application dans le cas du colonel Despard (*Independent Whig*, 9 novembre 1817). Deux autres conspirateurs de cette époque furent impliqués dans l'affaire Despard : Pendrill et Scholes de Wakefield. Cf. aussi le témoignage d'Oliver, *supra*, p. 787, n. 237.

146. Wood à Fitzwilliam, 6, 7 et 9 juin 1817 ; déposition de John Buckley ; capitaine J. Armytage à Fitzwilliam ; tout cela dans *Fitzwilliam Papers*, F.45 (i) et (k). Pour Mann, cf. *supra*, p. 776-777.

Il y a donc des raisons de croire que certains de ceux qui furent impliqués n'étaient pas des dupes, mais bien des révolutionnaires expérimentés. Il y avait de l'héroïsme dans le silence persistant de Brandreth, et cela a été mal compris. Il est probable qu'il garda le silence à propos d'Oliver dans l'espoir que sa propre mort rachèterait les actes de ses compagnons et pour empêcher que d'autres camarades réformateurs ne soient impliqués. Selon un témoignage, « on dit que Brandreth a déclaré que son sang devait être versé puisqu'il avait lui-même versé le sang ; mais il espérait être la seule victime ». En même temps, il ne « ressentait aucun remords » pour le meurtre qu'il avait commis. Bien qu'il fût « prêt à participer à tout acte religieux », il était « inaccessible aux remords et à l'abri de toute crainte ». « Dieu m'a donné le courage nécessaire, écrivit-il à sa femme, pour tenir bon pendant cette épreuve[147]. »

Nous pouvons voir dans le soulèvement de Pentridge une des premières tentatives d'insurrection entièrement prolétarienne, sans aucun appui de la bourgeoisie. On ne saurait mieux décrire les objectifs de ce mouvement révolutionnaire que ne le fait la chanson des rues de Belper : « *The Levelution*[148] *is begun* [...][149]. » Cette tentative montre bien l'isolement extrême auquel les ouvriers du Nord et des Midlands avaient été réduits pendant les guerres ; elle marque la transition entre le luddisme et le radicalisme « populiste » des années 1818-1820 et 1830-1832. Il est probable qu'une insurrection aurait éclaté même sans les flagrantes provocations d'Oliver, et peut-être même avec plus de succès[150]. En fait, selon la Couronne, le principal instigateur de la rébellion ne fut pas

147. *Independent Whig*, 9 novembre 1817 ; *Nottingham Review*, 24 octobre 1817.

148. Jeu de mots sur *Leveller* et *Revolution* (*NdT*).

149. B. Gregory, *Autobiographical Recollections*, p. 129. Les hommes de Pentridge s'étaient donné pour nom « les Régénérateurs ».

150. Voir la déposition d'un des participants fortement compromis, James Birkin ; il n'avait aucun doute que l'insurrection aurait éclaté « en différents

Oliver ni Mitchell, mais Thomas Bacon, qui s'était beaucoup déplacé entre Nottingham, Derby, le Yorkshire, le Lancashire et Birmingham[151].

Cela justifie en partie, en termes de *Realpolitik*, les actes de Sidmouth et du gouvernement. Pensant qu'une insurrection était inévitable, ils choisirent d'agir de manière à pouvoir l'utiliser pour exercer une répression sanglante et un châtiment exemplaire qui réduiraient au silence une fois pour toutes la formidable révolte qui couvait dans les « basses classes ». Mais cela ne signifie pas qu'une insurrection ouvrière aurait eu, en 1817, la moindre chance d'aboutir. Chacun des détails de cette histoire illustre la faiblesse de l'organisation révolutionnaire et le manque de dirigeants expérimentés. Le témoignage de l'indicateur de Nottingham, qui, évidemment, était aussi employé comme agent provocateur, au su du secrétaire de mairie et de Sidmouth, illustre bien la situation dans laquelle se trouvaient les réformateurs dans une centaine de villages industriels. Il rendit visite le 6 juin à Charles Smith, à Arnold (un ancien centre luddiste notoire), « et commença à parler de l'affaire avec lui, en lui demandant s'il avait déjà des hommes prêts à agir » :

> Il dit que toute la Ville était prête s'il y avait une chance de réussite, mais il ne pensait pas que ce fût le cas. Il dit que rien ne pourrait être entrepris à moins qu'ils ne soient convenablement organisés et ne disposent d'un bon chef ; il me conseilla de ne pas tomber dans les mains de la Justice, car le projet n'aurait pour conséquence que de provoquer de nombreuses pendaisons [...][152].

---

endroits à Nottingham, dans le Yorkshire, le Lancashire et le Staffordshire » sans l'intervention d'Oliver (H.O. 42.172).

151. *The King v. Thomas Bacon*, synthèse dans T.S. 11.351 ; Lord G. Cavendish à Fitzwilliam, 25 août 1817, *Fitzwilliam Papers*, F.45 (k).

152. H.O. 40.6. Une semaine auparavant, Smith avait dit à l'indicateur : « Il avait beaucoup lu sur le sujet, mais n'avait jamais entendu parler d'une révolution qui ait réussi sans la coopération de quelque grand homme et il pense qu'il n'y en a point pour aider la tentative actuelle [...] »

## 5. Peterloo

Brandreth fut pleuré par des milliers d'hommes comme Charles Smith. Hormis l'exécution de Cashman, c'était la première fois que le sang coulait dans la confrontation qui opposait les radicaux au gouvernement. Les conséquences psychologiques en furent profondes. À partir de ce moment, pour le gouvernement et pour les réformateurs, le problème se transforma en une simple épreuve de force. Et pourtant, ce fut l'aile constitutionnaliste des réformateurs, et non pas l'aile révolutionnaire, qui, à la longue, profita des conséquences de l'affaire Oliver. Une insurrection *sans* Oliver aurait effrayé la bourgeoisie et l'aurait fait passer du côté du gouvernement. L'insurrection *avec* Oliver fit réagir les whigs et les réformateurs bourgeois. Pendant trois années, les problèmes cruciaux de la lutte politique furent ceux de la protection des libertés civiles et des droits de la presse, auxquels la bourgeoisie elle-même était sensible. L'affaire Oliver mit le mouvement réformateur ouvrier d'après 1817 en position d'agir de manière décidée mais dans les limites de la Constitution. La devise « Pacifiquement si nous le pouvons » prit le pas sur « Par la force si nous le devons ». L'acquittement de Wooler, de Hone et des insurgés de Folley Hall, et les protestations que le « système des espions » suscita parmi des hommes tels que le comte Fitzwilliam ou Coke (de Norfolk) et dans une grande partie de la presse, soulignèrent l'importance que l'on attachait aux droits qui n'existaient plus qu'à l'état de vestiges et à la tradition constitutionnaliste. L'échec de Pentridge mit en lumière les grands risques de la conspiration. Ce ne fut qu'après le choc causé par Peterloo (août 1819) qu'une partie du mouvement redevint révolutionnaire, et la conspiration de Cato Street (février 1820) servit à renforcer la leçon d'Oliver et de Pentridge. À partir de 1817 et jusqu'à l'époque chartiste, la ligne de conduite du mouvement ouvrier consista à recourir à tous les moyens d'action et de protestation possibles, à l'exception de l'insurrection.

Les whigs et les réformateurs modérés eurent tôt fait de tirer profit

de la leçon donnée par Oliver. Pour le *Leeds Mercury*, cette affaire montrait que la classe ouvrière devait se placer sous la protection et la direction des whigs et des réformateurs des classes moyennes. Dans son éditorial sur les procès de Derby, il recommandait aux réformateurs de :

> [...] considérer comme ennemis tous les missionnaires politiques qui chercheraient à implanter dans leur esprit la graine mortelle de la rébellion. [...] Dorénavant, tous ceux qui se réclament de toute autre force que celle de la raison doivent être soupçonnés d'être des espions, des indicateurs ou des provocateurs [...][153].

À Londres, l'*Independent Whig* (influencé par Burdett) tira presque la même leçon des événements : une des victimes de Derby avait résilié son abonnement au *Whig* un peu plus tôt dans l'année 1817 et avait annoncé son intention de s'abonner au *Political Register* ; on vit dans l'insurrection l'effet de la propagande des « doctrines empoisonnées » de Cobbett[154]. Pour sa part, Cobbett trouva que son avertissement contre les « clubs et sociétés de correspondance » recevait là une confirmation. Quant à Hunt, il fit par la suite plus d'une fois taire les critiques comme Watson, Cleary et Thistlewood en invoquant le nom d'« Oliver ». Ce nom hanta pendant quarante ans la mémoire des chartistes et des réformateurs partisans de la force physique, et tous leurs projets prirent de ce fait des allures indécises qui leur furent fatales.

D'une certaine manière, Peterloo fut la suite directe et inévitable de Pentridge. Ce fut le produit d'une agitation « constitutionnelle » extraordinairement puissante et déterminée, essentiellement ouvrière, menée dans un contexte potentiellement révolutionnaire. Ce que 1819 mit en évidence, ce ne fut pas la force mais la faiblesse croissante de l'Ancien Régime[155] anglais. Fragmenté et terrorisé comme

153. *Leeds Mercury*, 30 octobre 1817.
154. *Independent Whig*, 23 octobre 1817.
155. En français dans le texte (*NdT*).

il l'était en 1818, et avec nombre de ses dirigeants locaux en prison, le mouvement réformateur ne se manifesta guère au cours de cette année-là. Mais, curieusement, les autorités se trouvèrent également paralysées. Le gouvernement siégeait dans une capitale hostile, dont les jurys avaient refusé de condamner Wooler et Hone, où l'on suspendait des gravures et des satires aux fenêtres et où l'on distribuait impunément des publications qui, aux yeux des autorités, étaient monstrueuses et subversives. Elles furent obligées de relâcher les uns après les autres les réformateurs qui se trouvaient en détention préventive depuis 1817 : Thomas Evans, Gravener Henson, Knight, Bamford, Johnson, Bagguley, Mitchell et bien d'autres. Après leur libération, ils refusèrent de renoncer à leurs activités : ils prirent la parole dans des assemblées, participèrent à des dîners donnés en leur honneur et cherchèrent à attaquer le gouvernement pour arrestation illégale. De vastes grèves éclatèrent dans le Lancashire et dans les Midlands, et des syndicats en principe illégaux défilèrent dans les rues. La répression des années 1790 s'était faite avec l'assentiment non seulement des propriétaires terriens et de nombreux patrons, mais encore avec celui d'une partie suffisamment importante de la bourgeoisie et de la classe ouvrière pour réduire les jacobins au silence. Tout au contraire, la répression de 1817 accrut la force des réformateurs radicaux, alors qu'une grande partie de la bourgeoisie prenait ses distances à l'égard du gouvernement. En 1795, Pitt pouvait se présenter comme le défenseur de la Constitution contre les innovations françaises. En 1819, Liverpool, Sidmouth, Eldon et Castlereagh furent considérés comme des individus qui cherchaient à supprimer les droits constitutionnels par des moyens despotiques « continentaux ».

1819 servit de prélude à 1832. Les deux fois, une révolution était possible (et réussit presque la deuxième fois) parce que le gouvernement se trouvait isolé et que la classe dirigeante était divisée. En 1819, les réformateurs paraissaient plus puissants que jamais auparavant *parce qu*'ils se présentaient comme les garants de la Constitution. Ils revendiquèrent des droits dont certains pouvaient difficilement leur être refusés légalement, mais qui n'avaient jamais été prévus pour les

« classes inférieures ». Mais, si ces droits étaient garantis, cela signifiait tôt ou tard la fin de l'Ancien Régime. Comme plusieurs dizaines de magistrats l'écrivirent en termes très semblables au ministère de l'Intérieur : si l'on autorisait les réunions, les syndicats ou la littérature subversive, *où cela s'arrêterait-il ?* Car personne ne pensait que l'édifice du pouvoir ne s'appuyait que sur les casernes de Pitt. Dans les campagnes et dans les municipalités, le tégument protecteur du pouvoir, c'était la déférence et la crainte. Si les émeutes ou les grèves étaient de temps à autre inévitables, il fallait que ces deux éléments restent assez puissants pour que l'insubordination puisse être étouffée par l'exemple des punitions que l'on infligeait aux meneurs.

En 1817, ce monde était en voie de disparition. En 1819, il avait disparu dans des régions entières de l'Angleterre. La déférence avait été affaiblie par la Dissidence religieuse et, paradoxalement, par le méthodisme ; elle avait été mise en question par le luddisme et par les clubs Hampden. En mai 1817, Sherwin approfondit les vues de Thelwall sur l'influence des fabriques sur l'ouvrier. « La nature de son métier le force à fréquenter la société de ses camarades. » Les discussions politiques sont inévitables dans les régions manufacturières, et les ouvriers ont les moyens de s'organiser en formant des caisses communes. Le nombre détruit la déférence :

> Si un Aristocrate croise un Tisserand dans la rue et que ce dernier choisit de ne pas *se découvrir*, l'homme d'importance ne peut rien lui faire. C'est pour cela que, dans toutes les villes industrielles, on n'a que du mépris pour les airs de grandeur et le despotisme mesquin. Et c'est ce mépris qui provoque [...] la profonde haine que l'on peut observer chez un homme à l'esprit aristocratique quand il parle de parties du pays dans lesquelles les manufactures et l'information politique se sont développées [...][156].

Les droits que les réformateurs réclamèrent en 1819 furent celui de pouvoir former des organisations politiques, la liberté de la presse et la liberté de réunion ; au-delà, il y avait le droit de vote. Considérons

156. *Political Register* de Sherwin, 24 mai 1817.

ces revendications les unes après les autres. En ce qui concerne le droit d'organisation, la classe ouvrière britannique était déjà devenue – et elle allait le rester pendant une centaine d'années – la classe ouvrière d'Europe qui avait peut-être le plus de penchant pour les clubs. La facilité avec laquelle l'ouvrier anglais du début du XIX^e^ siècle formait des sociétés est stupéfiante. L'influence du méthodisme et des Églises dissidentes, l'expérience croissante des sociétés de secours mutuel et des syndicats, les formes du constitutionnalisme parlementaire que l'on pouvait observer lors des campagnes électorales qui influençaient la classe ouvrière par l'intermédiaire de réformateurs bourgeois ou autodidactes, toutes ces influences s'étaient conjuguées pour créer une sorte de goût diffus pour les organisations qui prenaient des formes constitutionnelles. Il semble parfois qu'il était impossible qu'une demi-douzaine d'ouvriers se trouvent ensemble dans une pièce sans nommer un président, demander le rappel à l'ordre ou la question préalable :

> [...] on déposa une Motion selon laquelle « seuls les Dirigeants des Sections ont le droit de voter » – quelqu'un se leva et parla en ces termes : Monsieur le Président ! monsieur le Président !! monsieur le Président !!! Je *souhaite* que vous fassiez Votre Devoir en ramenant l'Ordre – après qu'il eut répété cela un tel nombre de fois que j'en eus des craintes pour ses Poumons, le Président cria : Silence ! silence !! et d'une telle voix que j'en frisonnai. [...] Il reprit : Monsieur le Président, je *nous* considère comme des Membres ayant été envoyés dans *le présent* endroit pour discuter du problème de la Réforme de la même manière que nos problèmes seraient discutés au Parlement, auquel je nous compare. [...] Il s'assit alors, et deux ou trois autres se levèrent pour prendre la parole [...] l'un d'entre eux dit ne vouloir prononcer que quelques mots pour répondre à cette Personne qui avait comparé cet endroit à la Chambre des Communes – cette Chambre de la Corruption – ce Repaire de Bandits, comme Cobbett l'avait justement nommée, s'il pensait qu'ils ressemblaient à cette Assemblée de quelque manière que ce fût, il ne reviendrait jamais en cet endroit [...][157].

157. H.O. 42.198, publié *in extenso* par D. Read, *op. cit.*, p. 219-220.

Ce compte-rendu nous vient de Manchester. Mais, s'il faut croire le rapport d'un autre indicateur, les conspirateurs de Cato Street, alors qu'ils étaient en train de comploter dans un galetas en vue d'assassiner les membres du cabinet, jugèrent nécessaire de nommer l'un d'entre eux président (avec une pique comme symbole de sa fonction), de traiter en bonne et due forme la question de l'exécution de Castlereagh et celle de l'incendie de la Tour de Londres, et de les soumettre ensuite au vote.

Cette manière de jouer au Parlement n'était que le côté ridicule de cette tradition extrêmement féconde de l'organisation. S'unir pour faire face à l'exploitation et à l'oppression, c'était, pour des gens comme les tisserands et les mineurs, une réaction presque instinctive. Ils avaient compris par eux-mêmes que ce n'était qu'en s'organisant qu'ils pourraient passer du statut de populace à celui de mouvement politique. Et d'ailleurs, si la législation introduite par Pitt contre les sociétés *nationales* de délégués ou de correspondance restait inscrite dans le Code, il était difficile à l'expiration des « lois du Bâillon » (*Gagging Acts*), en 1818, de trouver quoi que ce fût d'illégal dans les organisations locales. Un grand nombre de nouvelles sociétés réformatrices locales virent le jour dans les derniers mois de 1818 et au début de janvier 1819 : la *Stockport Political Union*, les *Political Protestants* à Hull et le *British Forum* à Londres. Comparées avec les sociétés de correspondance ou avec les clubs Hampden, elles se distinguaient par leur caractère ouvert. C'étaient avant tout des centres de débat, de discussion politique (à Newcastle, elles s'appelaient « Sociétés de lecture politique ») et de vente de littérature radicale. De cette façon, ces sociétés pouvaient moins facilement être manipulées par des informateurs. Ils pouvaient y pénétrer, mais que pouvaient-ils y faire d'autre[158] ?

En l'absence d'une organisation nationale, les sociétés locales cherchèrent leur direction à travers la presse radicale. Parce que cette presse était la trame même sans laquelle le mouvement se serait effiloché, la

158. Pour l'impressionnante société de Stockport, cf. *infra*, p. 948 ; pour les Protestants politiques, cf. R.G. Wearmouth, *op. cit.*, p. 88 *sq.*, et E. Halévy, *op. cit.*, p. 59, 60 (éd. fr., p. 54).

liberté totale de la presse fut l'une des principales revendications radicales. Pendant les années 1816-1820, le radicalisme populaire emprunta son style aux hebdomadaires et aux brochures imprimées à la main. La presse manuelle se trouvait dans une phase d'égalitarisme complet. Les machines à imprimer à vapeur commençaient à peine d'apparaître (*The Times* fut, en 1814, le premier à les utiliser), et les groupes radicaux plébéiens pouvaient avoir accès à la presse à main aussi facilement que l'Église ou le Roi. Les transports étaient trop lents pour que les journaux nationaux (ou de Londres) affaiblissent la position de la presse provinciale, mais assez rapides pour permettre aux hebdomadaires comme le *Political Register* ou le *Black Dwarf* de commenter les événements du moment. Le coût de la page imprimée était suffisamment bas pour qu'il ne soit pas nécessaire de disposer de capitaux ou d'avoir recours à la publicité. Les périodiques radicaux qui se vendaient bien étaient un gagne-pain non seulement pour leurs rédacteurs, mais encore pour les agents régionaux, les libraires et les colporteurs qui en assuraient la vente. Pour la première fois, le radicalisme devenait une profession, et des militants à plein temps pouvaient en vivre. Quand les conditions étaient favorables, le tirage des journaux de Cobbett, de Carlile, de Wooler et de Wade égalait ou dépassait même de beaucoup celui de presque tous les grands journaux[159].

Après la défection de Cobbett, ce fut le *Black Dwarf* qui eut la plus grande audience radicale. Son rédacteur, T.J. Wooler (1786-1853), était imprimeur. Né dans le Yorkshire, il fit son apprentissage professionnel à Shoreditch et son apprentissage politique dans de petits clubs de discussion (tels que l'Union socratique, qui se réunissait à la *Mermaid Tavern*, à Hackney) et dans des périodiques des années de guerre[160]. En 1815, il avait fondé *The Stage*, dont le mélange de satire corrosive et de discours en faveur de la liberté fut plus tard repris par le *Black Dwarf*. Il avait l'appui moral (et peut-être même financier) du major Cartwright et était lui-même un orateur et un écrivain extrêmement talentueux. (Il lui arrivait de composer ses

159. Sur toutes ces questions cf. *infra*, p. 949 *sq*.

160. Voir, sous cette rubrique, dans *D.N.B.*

articles directement sur le marbre.) Il reconnut toujours la nécessité, pour les radicaux, de former des associations accessibles à tous dans le respect de la Constitution :

> Ceux qui condamnent les clubs le font parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'ils permettent d'accomplir, ou bien alors parce qu'ils veulent que rien ne soit fait. [...] Prenons en exemple la patiente résolution des Quakers. Ils ont vaincu *sans armes* – sans *violence* – sans menaces. Ils ont vaincu par l'union.

La forme d'organisation choisie par les Protestants politiques (*Political Protestants*), qui fondèrent leur premier club à Hull en juillet 1818, était pour lui exemplaire : il y avait des « classes » (ne comprenant jamais plus de vingt personnes), la cotisation hebdomadaire était de 1 penny, et leur but était de vendre et de discuter la littérature radicale. « Les groupes plus nombreux ne se prêtent pas aussi bien à la discussion. » Toute activité secrète était désavouée par le règlement, et les membres qui proposaient des entreprises clandestines pouvaient être censurés ou exclus de la société. « Nos livres et nos comptes [...] sont ouverts en tout temps à l'inspection des magistrats. » Si l'on choisit d'agir ainsi, déclara-t-il dans son style ampoulé habituel, « les espions deviennent inutiles », et « les agents d'un Sidmouth ou d'un Castlereagh deviendront aussi inoffensifs que l'Ennemi menaçant qui fut paralysé par le doigt d'Ithuriel »[161].

Wooler avait de nombreux concurrents. Il y avait à Londres l'*Independent Whig* de Henry White, hebdomadaire bien documenté et traitant de très nombreux sujets, mais (comme il était plutôt whig et se situait dans la ligne de Burdett) ne montrant guère d'intérêt pour le mouvement radical. L'*Examiner* de John Hunt connut beaucoup de succès dans son rôle d'hebdomadaire de l'intelligentsia ; Hazlitt y écrivait régulièrement des articles. John Thelwall était revenu à la vie politique comme rédacteur du *Champion*. Tous ces journaux gar-

161. *Black Dwarf*, 9 septembre 1818.

daient leurs distances avec le mouvement plébéien – John et Leigh Hunt étaient irrités d'être confondus avec leur homonyme, dont ils n'aimaient pas la « vulgarité ». (L'*Examiner* prit ses distances à l'égard de l'Orateur dans un éditorial publié après le premier meeting de Spa Fields : « Il ne prononce jamais une phrase qui vaille la peine d'être écoutée », ce qui dénotait une attitude critique à la fois précieuse et bornée[162].) Parmi les brochures périodiques de cette époque, le *Political Register* de Sherwin et le *Gorgon* avaient le plus d'influence. Sherwin avait perdu son poste de surveillant à la maison de correction de Southwell pour s'être proclamé disciple de Paine. Bien qu'il eût à peine dix-huit ans, son *Register* était peut-être (avec le *Gorgon*) le plus convaincant et le mieux écrit de tous ces périodiques. Il doit en outre sa place dans l'histoire de la théorie radicale à la collaboration qui s'établit entre Sherwin et Richard Carlile, lequel se chargea d'abord de la publication du *Register*, en devint ensuite le rédacteur en chef, pour en faire le célèbre *Republican*[163]. Le *Gorgon*, qui coûtait 1 penny, avait un plus petit tirage et n'était distribué qu'à Londres et à Manchester. Avec pour rédacteur John Wade, ancien ouvrier trieur de laine, c'était intellectuellement le plus austère et le plus estimable de ces journaux. Wade écrivit aussi l'impressionnant *Black Book*, ouvrage très bien documenté sur la corruption du Parlement, les sinécures, le cumul des fonctions et l'absentéisme dans l'Église, le népotisme et les excès qui régnaient dans la Banque et à la Compagnie des Indes orientales. Il fut publié sous forme de fascicules à 6 pence, qui paraissaient toutes les deux semaines et qui se vendirent chacun à 10 000 exemplaires. L'influence du *Gorgon* s'exerça surtout sur la formation de la pensée théorique du mouvement ouvrier en établissant une jonction entre l'utilitarisme et le syndicalisme radical : « Nous désirons, déclara Wade, que les réformateurs ultras, les partisans du suffrage universel

162. *Examiner*, 24 novembre 1816.

163. Le *Register* de Sherwin porta ce titre pendant ses premières semaines. Au sujet de Sherwin, cf. Wickwar, *op. cit.*, p. 69 *sq.* ; et, pour Carlile, cf. *infra*, p. 951-962.

– dont nous faisons partie – aillent à la rencontre des réformateurs modérés[164]. » À la gauche de Cobbett et de Wooler, il y avait une douzaine de périodiques plus ou moins éphémères représentant les partisans du recours à la force physique. Celui qui tint le plus longtemps fut le *Medusa : or Penny Politician*, dont le rédacteur était Thomas Davison, libraire à Smithfield ; ses éditoriaux traitaient de thèmes tels que « L'explosion du système actuel ». On y lisait aussi, à l'intention des critiques :

> [...] il y a partout des arbres, des lampadaires et des cordes, pour les cas où la justice devrait être rendue sommairement et où l'on devrait faire un exemple du châtiment des criminels endurcis et incorrigibles, ou des *grands* ou petits pilleurs de propriété[165].

C'étaient ces périodiques qui faisaient rayonner le radicalisme de Londres jusqu'en province. Leurs rédacteurs, leurs éditeurs, les libraires et les colporteurs qui les vendaient – et jusqu'aux colleurs d'affiches – se trouvèrent, entre 1817 et 1822, au premier rang de la lutte pour la liberté de la presse. Une des principales tâches des radicaux était d'accroître la vente de ces périodiques. Mais, avec le développement du mouvement, les centres de province commencèrent à développer leur propre presse. L'exemple de loin le plus impressionnant fut celui du *Manchester Observer*, journal plutôt que périodique, qui, à la fin de l'année 1819, avait un tirage presque aussi fort que celui du *Black Dwarf* et manifestait un sens plus aigu de l'*information* sur le mouvement que tous ses concurrents. Naturellement, l'*Observer* s'occupait beaucoup de la politique à Manchester. Et la politique locale suscita dans les autres centres le besoin d'avoir des journaux. À Birmingham, George Edmonds se lança dans une campagne radicale incisive, grâce à laquelle il put entrer, en avril 1819, au conseil d'administration de l'Assistance publique. Ce combat fut mené à l'aide

164. *Gorgon*, 25 juillet 1818. Cf. également *infra*, p. 1017 *sq.* ; et Wickwar, *op. cit.*, p. 60, 61, 67.

165. *Medusa*, 1er et 29 mai 1819. Cf. également Wickwar, *op. cit.*, p. 63, 64.

de *Lettres*[166], et c'est ainsi que naquit bientôt le *Edmond's Weekly Register*. À Norwich, où l'ancienne alliance entre les jacobins et les whigs, qui avait permis l'élection de William Smith au Parlement en 1802, n'était pas encore entièrement dissoute, l'élection générale de 1818 permit la naissance du *Blue and White Dwarf*. On publia de petites feuilles à Coventry, à Dudley et certainement ailleurs encore.

« Les éboueurs et les portiers lisent et discutent politique ; les manœuvres, les compagnons et les maîtres tiennent *le langage du mécontentement et de la méfiance*[167]. » Il serait fastidieux de dresser la liste des manifestations d'inquiétude que ce phénomène provoqua parmi les magistrats ou les ministres. Selon un observateur, l'effet de ces parutions était le suivant :

> Les différents ordres de la société se trouvèrent séparés par une ligne de démarcation, et les esprits des classes laborieuses furent habités par une profonde antipathie et un féroce esprit de vengeance[168].

À la fin de l'année 1819, au moment où les brillantes satires de Hone et de Cruikshank avaient le plus de succès (on dit que *The Political House that Jack Built* se vendit à 100 000 exemplaires), Eldon, indigné, déclara que :

> À l'époque où il était en fonction [en tant qu'avocat de la Couronne, en 1794], il n'avait jamais entendu parler de voitures remplies de littérature séditieuse destinée à être distribuée dans tous les villages, dispersée le long des grandes routes et introduite dans les chaumières. [...] Il n'y avait [...] pour ainsi dire plus un seul village dans le Royaume qui n'eût sa petite boutique où l'on ne vendait que blasphème et sédition[169].

166. G. Edmonds, *Letters to the Parishioners of Birmingham*, 1819. Voir aussi la collection de tracts contre Edmonds, British Museum, 8135 cc 6 ; et *Birmingham Inspector*, 1817.

167. Cf. R.K. Webb, *The British Working Class Reader*, p. 47 *sq.*

168. A.B. Richmond, *Narrative*, p. 54.

169. Cf. Wickwar, *op. cit.*, p. 135 *sq.*

« C'est à peine s'il y a une rue ou un poteau dans le Pays où ne soit affiché quelque placard séditieux », écrivait « Fletcher de Bolton ». Hormis les poursuites, on essaya de « ruiner par la concurrence les écrits de Cobbett » en finançant des journaux loyalistes : Merle et son *White Dwarf, Shadgett's Weekly Review of Cobbett, Wooler, Sherwin, and Other Democratical and Infidel Writers*, le *Patriot* de Manchester et les brochures injurieues du groupe « Job Nott » à Birmingham. (Les incessantes querelles qui agitaient les rangs des réformateurs alimentaient pour une grande part ces journaux.)

Prenons l'exemple de l'une de ces publications pour montrer à quel degré de panique on en était arrivé à la fin de 1819. Il s'agit d'un faux *Reformer's Guide* (cherchant à se faire passer pour authentique), publié à Leeds, dont les auteurs envoyèrent fièrement un exemplaire à Lord Sidmouth dans l'espoir de s'attirer la faveur du ministre :

> La Réforme radicale est une révolution totale. C'est un changement de gouvernement fondé sur des principes républicains, et son objet est de modifier à nouveau les droits de l'humanité. C'est là son vrai caractère ; elle a recours au pillage, au meurtre et au massacre.

Les réformateurs étaient des « niveleurs », et « si nous avons un droit égal à la propriété des autres [...] le même argument [...] excuserait et justifierait le viol de leur femme et de leurs filles ».

> Qui sont ces gens qui s'engraissent de votre inconscience ? Allez voir du côté des libraires politiques. [...] Autrefois, ils se tenaient comme certains reptiles venimeux dans de sombres venelles, dans des trous obscurs, dans des recoins cachés, n'osant pas se montrer [...]

Mais, maintenant, ils tiraient profit de la crédulité des gens :

> Remerciez Dieu de sa pitié. Vous ne pouvez pas le faire honnêtement et être en même temps subversif et mécontent. Soyez reconnaissant d'être

anglais. [...] Lisez la Bible. [...] Gardez votre femme et vos filles chez vous [...][170].

Le troisième droit revendiqué par les réformateurs respectueux de la Constitution, en 1819, était celui de tenir des réunions publiques et d'organiser des manifestations en plein air. Vingt années séparent les dernières manifestations de la SCL et les meetings de Spa Fields. Pendant tout ce temps, il n'y avait presque pas eu de réunions politiques populaires, sauf à l'occasion d'élections ou lorsque les autorités whigs locales réunissaient des assemblées de comté, placées sous le patronage de la petite noblesse locale. En province, l'idée même d'un ouvrier participant à une assemblée organisée par ses pairs était, pour la petite noblesse loyaliste, synonyme d'émeute et d'insubordination. Quand, au début de 1817, un magistrat interdit à Birmingham la tenue d'une assemblée réformatrice pourtant disciplinée, les mots qui lui vinrent aux lèvres furent les suivants : « agissements criminels et scandaleux – vociférations et violences d'une populace fourvoyée – désordres [...] machinations fomentées par une poignée d'intrigants [...] ruses perverses[171] ». Quand eut lieu dans les Potteries (à Burslem, en janvier 1817) le premier meeting réformateur en plein air, le comte Talbot, *lord-lieutenant* du Staffordshire, et un groupe de magistrats voulurent y participer en personne et tenir la troupe en alerte à peu de distance, hors de la portée des regards[172].

Ce fut, avant tout, dans le Lancashire que ce nouveau type de manifestation réformatrice dans le respect de la Constitution se développa. On y mentionne, dès octobre 1816, une manifestation tenue en plein air à Blackburn, qui se déroula dans le calme. En janvier 1817, à Oldham, un meeting fut organisé qui commença par un cortège avec

170. *Reformer's Guide or The Rights of Man Considered*, Leeds, 1819.

171. G. Edmonds, *Letter to the Inhabitants of Birmingham*, 1817, p. 15.

172. H.O. 40.4. Remarquons que le comte Talbot fut favorablement impressionné par la discipline de cette foule de trois mille personnes et recommanda à Lord Sidmouth d'interdire les clubs Hampden plutôt que le droit de réunion.

une fanfare, conduit symboliquement par un apothicaire quaker[173]. Les événements de Spa Fields puis l'expérience de Pentridge renforcèrent la volonté de ces réformateurs d'en remontrer à ceux qui les accusaient de n'être qu'une racaille indisciplinée et loqueteuse. La description par Bamford des préparatifs de Peterloo est bien connue :

> On estima opportun que cette réunion ait une tenue morale aussi haute que possible et qu'elle offre un spectacle jamais vu auparavant en Angleterre. La presse s'était souvent moquée de notre aspect crasseux et déguenillé [...] de la confusion qui règne lors de nos manifestations et du désordre des foules qui y assistent [...]

« "Propreté", "sobriété", "ordre" furent les premiers mots d'ordre diffusés par le comité. On leur ajouta plus tard, sur la suggestion de M. Hunt, celui de "paix". » C'était à cela que devaient préparer les exercices nocturnes et matinaux qui précédèrent le 16 août 1819. Cela explique aussi la discipline et la pompe avec lesquelles les contingents se dirigèrent vers Manchester : il y avait un chef pour cent hommes (que l'on reconnaissait à la branche de laurier qui ornait son chapeau), des fanfares et de grandes bannières brodées (offertes cérémonieusement par les unions féminines) et le contingent de « nos plus belles filles » aux premiers rangs[174].

Mais Bamford exagère la nouveauté de ce déploiement de discipline. Car les radicaux s'inspirèrent de plusieurs sources. On peut reconnaître l'influence des *camp-meetings* qu'organisaient les méthodistes primitifs, même si elle s'exerça surtout sur les chartistes du Nord. Il y a aussi celle des anciens combattants de l'armée qui étaient devenus des agents instructeurs radicaux. Les réformateurs ont beaucoup plus puisé dans la tradition politique radicale, dans celle des syndicats et des sociétés de secours mutuel. Dès l'époque de Wilkes, les Londoniens avaient témoigné un goût particulier pour le cérémonial des grandes manifestations politiques. Même le très raisonnable comité

173. *Ibid.*
174. S. Bamford, *op. cit.*, éd. de 1893, chap. XXIV, XXV.

de Westminster de Place dépensa plus d'argent pour fêter la victoire en 1807 que pendant toute la campagne électorale[175]. Chaque manifestation importante était organisée par un comité spécial qui décidait de l'ordre du cortège, du trajet qu'il suivrait, des couleurs et des slogans à déployer, ainsi que de l'emplacement de la fanfare et des bannières. Quand Henry Hunt fit son entrée triomphale à Londres le 15 septembre 1819 (entre Peterloo et son procès), les instructions sur le déroulement de la journée occupèrent toute une colonne imprimée en petits caractères : « Quelques centaines d'hommes à pied portant de grandes branches de chêne, de peuplier, etc. » « Un homme portant l'emblème de l'Union : un faisceau de petites branches attaché à une fourche [...] », « Les membres du Comité tiennent des bâtons blancs et portent tous au chapeau un nœud de ruban rouge et des feuilles de laurier », « Un drapeau de soie verte avec des lettres d'or et la harpe celtique », des fanfares, des cavaliers, « Un drapeau blanc surmonté et bordé de crêpe » sur lequel sont inscrits en noir les noms des victimes de Peterloo, « Le vieux drapeau rouge portant l'inscription "Suffrage Universel" », une voiture dans laquelle ont pris place MM. Watson, Thistlewood, Preston et d'autres amis de M. Hunt, encore des fanfares, d'autres bannières, de nouveau des cavaliers, M. HUNT... et cela continue ainsi jusqu'au bas de la page. Il y avait même place pour un chien portant l'inscription « Pas de taxes sur les chiens » à son collier. « Il me faudrait, pour pouvoir te donner des détails, écrivit Keats à son frère George, une journée entière et toute une rame de papier ; la foule se pressait tout au long de la route qui va de l'*Angel* d'Islington au *Crown and Anchor*[176]. »

Cette tradition était moins bien implantée dans le Nord, où l'on n'avait ni Burdett ni élections de Westminster. C'étaient les sociétés de secours mutuel et les syndicats qui y exerçaient leur influence. Nous avons décrit le cérémonial médiéval des guildes de Preston et des peigneurs de laine dont les sociétés de secours mutuel se sont

175. Cf. *supra*, p. 610.

176. *Cap of Liberty*, 15 septembre 1819 ; *Independent Whig*, 19 septembre 1819 ; John Keats, *Works*, Glasgow, 1911, V, p. 108.

largement inspirées[177]. Dans les années de l'après-guerre, il semble que, de plus en plus, les syndicats « illégaux » faisaient étalage de leur force. Les mineurs de Dewsbury traversèrent la ville, en 1819, avec bannières et fanfares. Les tricoteurs sur métier organisèrent à Nottingham, en 1819, des manifestations qui se déroulèrent dans l'ordre. À Manchester, pendant la grande grève de 1818, les fileurs « passèrent par Piccadilly mardi, et il leur fallut vingt-trois minutes et demie pour défiler », rapporta l'indicateur Bent. « Dans chaque atelier, on choisit un homme qui prend le commandement, les fait mettre en rang [...] ils lui obéissent aussi Strictement que les soldats obéissent à leur Colonel et ils Parlent aussi Peu que dans un Régiment[178]. »

« Que tant de milliers d'hommes au chômage se conduisent d'une manière aussi pacifique n'est pas naturel », commenta le général Byng. Voilà une phrase sur laquelle il vaut la peine de méditer. La petite noblesse, qui avait dénigré les réformateurs en les traitant de canaille, fut effrayée et même parfois prise de panique en constatant qu'il n'en était *rien*.

> [...] l'ORDRE même qu'ils réclamaient auparavant
> Les irrita dix mille fois plus
> Quand ils virent que ces hommes en « Loques Radicales »
> Marchaient dans le calme, portant leurs Bannières et leurs Drapeaux[179].

Ce commentaire – qui vient de Newcastle – peut à plus forte raison s'appliquer à Manchester. Quand le président du tribunal Norris inculpa Hunt après Peterloo, il décrivit (peut-être pour se justifier) un rassemblement qui

> s'effectua sous de tels insignes et d'une telle manière, avec le *drapeau noir*, l'*épée sanglante*, l'« Égalité de Représentation ou la Mort ». [...] Ils se comportèrent de manière menaçante, ils vinrent, rangés sous les

177. Cf. *supra*, p. 559-562.

178. Dewsbury, cf. A. Aspinall, *op. cit.*, p. 341 ; Nottingham, cf. *ibid.*, p. 320 ; Manchester, cf. J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, p. 100.

179. « Bob in Gotham », *Radical Monday*, Newcastle, 1821, p. 4.

> bannières de la mort, montrant ainsi qu'ils entendaient renverser le Gouvernement[180].

Bamford convint que le drapeau noir de l'Union de Lees et de Saddleworth, portant, peints en blanc, le mot « Amour », deux mains jointes et un cœur, était « un des objets les plus macabres que l'on puisse imaginer ». Mais ce ne furent pas tant les drapeaux que la *discipline* de ces soixante à cent mille personnes assemblées à St. Peter's Fields qui provoqua une telle crainte. Les exercices qui avaient eu lieu au cours des semaines précédentes, parfois sous la direction d'anciens de Waterloo, et au cours desquels on marcha parfois le bâton à l'épaule en guise de mousquet, ou bien on claqua des mains pour imiter les coups de feu, permirent aux témoins à charge de parler avec quelque vraisemblance de « déploiement militaire ». (Hunt avait personnellement désapprouvé cette « manière de jouer aux soldats ».) Mais laissons cette réaction contingente et attachons-nous à comprendre à quel point la peur que provoqua ce témoignage de la transformation de la populace en *classe* disciplinée put être profonde.

Même les réformateurs bourgeois observèrent cette évolution avec crainte : l'« agitation et la perte de temps », l'« incessante succession des assemblées », les « résolutions violentes » et les « harangues excessives », tout cela cause « un dommage infini qui empêche complètement les modérés de souhaiter leur succès »[181]. Pour les autorités loyalistes, la situation était un défi dont l'issue était soit le maintien de l'ordre, soit la perte de toute autorité morale, voire physique. « Qu'elles soient armées ou non, monsieur », écrivit un loyaliste du Yorkshire,

> je considère que les assemblées comme celle de Manchester ne sont ni plus ni moins que des soulèvements populaires, et je crois que, si l'on continue à les tolérer, ils se termineront en rébellion ouverte [...][182].

180. Par « An Observer », *Peterloo Massacre*, Manchester, 1819, p. 46.

181. *Manchester Gazette*, cité par D. Read, *op. cit.*, p. 71.

182. Par « A Yorkshire Freeholder », *A Letter to S.W. Nicholl, Esq.*, 1819, p. 8.

L'effet que produisait chaque manifestation sur le moral des réformateurs était instantané. À travers chaque brèche percée dans les fortifications de la déférence, des flots d'insubordination s'écoulaient. Le moral de chaque tisserand ou cordonnier s'élevait par l'effet de l'assurance que lui donnaient la foule, l'apparat et les discours. Si le peuple avait continué de s'organiser ouvertement à ce rythme, gouverner serait devenu impossible. Des dizaines de petits rassemblements furent tenus dans les semaines qui précédèrent Peterloo, et, de semaine en semaine, des manifestations toujours plus spectaculaires furent organisées dans les centres régionaux : à Manchester et à Stockport, en juin ; à Birmingham, à Leeds et à Londres, en juillet[183]. Cette stratégie constitutionnelle s'avéra plus révolutionnaire dans ses implications que celle de la conspiration et de l'insurrection. Sans l'aide de « correspondances » clandestines ou d'envoi de délégués, Wooler et Hunt s'étaient assuré une position qui leur permettait de provoquer un mouvement national. L'élection (à Birmingham, en juillet) de Sir Charles Wolseley comme « fondé de pouvoir législatif » pour représenter les non-représentés ouvrit la voie à une virtualité encore plus menaçante : une convention nationale élue par le suffrage des radicaux et défiant le Parlement. Face à ce pouvoir qui allait croissant, la Vieille Corruption avait le choix entre accorder des concessions aux réformateurs et recourir à la répression. Mais, en 1819, accorder des concessions signifiait les accorder à un mouvement réformateur essentiellement ouvrier. Les réformateurs de la bourgeoisie n'étaient pas encore assez forts (comme ils le seront en 1832) pour permettre une évolution modérée. C'est pour cela que Peterloo eut lieu.

Il faut le répéter, puisque l'on a récemment avancé que Peterloo fut en partie spontané et en partie provoqué par les conflits qui régnaient à Manchester même, et qu'il ne fut en rien provoqué par une politique gouvernementale de répression. Dans une étude sur Peterloo

183. Cf. E. Halévy, *op. cit.*, p. 62, 63 (éd. fr., p. 57).

qui replace cet événement dans son contexte local, M. Donald Read défend ce point de vue :

> Comme les documents du ministère de l'Intérieur le prouvent, le gouvernement de Lord Liverpool n'a en aucun cas souhaité ou provoqué Peterloo afin d'écraser les basses classes dans une sanglante répression. Si les magistrats de Manchester avaient agi selon l'esprit de la politique du ministère de l'Intérieur, il n'y aurait jamais eu de « massacre ».

Nous ne serons probablement jamais en mesure de déterminer avec certitude si Liverpool et Sidmouth ont, oui ou non, joué un rôle dans la décision de faire disperser le meeting par la force[184]. Mais on ne peut pas saisir la portée de Peterloo en ne l'étudiant qu'à la lumière de la politique locale de Manchester, pas plus que l'on ne peut comprendre Waterloo en ne l'étudiant qu'à travers la disposition du

184. *Loc. cit.*, p. 207. M. Read insiste beaucoup (p. 120) sur une lettre de Sidmouth, envoyée douze jours avant Peterloo, recommandant aux magistrats de Manchester de « s'abstenir de toute tentative pour disperser la populace ». Mais, si Sidmouth et les magistrats prirent une décision au sujet de Peterloo, il est probable que ce fut une semaine avant l'événement, en privé. Et il est très peu probable qu'on en ait laissé un compte rendu dans les archives du ministère de l'Intérieur pour la postérité. La correspondance « privée et secrète » échangée entre Hobhouse, Byng et Norris (in H.O. 79.3) est curieusement ambiguë. Plusieurs de ces lettres (qui ont l'air « destinées aux archives ») désapprouvent les actions « précipitées » ou violentes contre la foule (f^os^ 470, 480, 483) ; mais il y a là-dedans un parfum d'anticipation sans précédent : Norris (président du tribunal de Manchester) reçut l'instruction de faire parvenir la correspondance à une adresse privée (f° 489), et, deux jours après Peterloo, Hobhouse prit note de la satisfaction que Sidmouth éprouva devant la décision du colonel L'Estrange « d'employer la *Yeomanry* comme Force d'appoint, en accord avec le Plan que je sais que vous vouliez suivre » (f° 510). Mon opinion est la suivante : a) les autorités de Manchester avaient certainement l'intention de recourir à la force ; b) Sidmouth connaissait et approuvait leur projet d'arrêter Hunt au milieu de l'assemblée et de disperser la foule ; mais il ne s'attendait pas que cela fût fait avec tant de violence.

terrain et les ordres donnés au cours de la journée. S'il est vrai que le gouvernement ne s'attendait pas à ce qui se produisit à Peterloo, on n'a jamais vu d'autorités aussi pressées de revendiquer la responsabilité d'un massacre après coup. Moins de deux semaines plus tard, les magistrats et l'armée reçurent les félicitations de Sidmouth et les remerciements du prince régent « pour les mesures promptes, pleines de décision et efficaces prises pour la défense de la paix publique ». On rejeta avec résolution les demandes d'enquête parlementaire. L'avocat et le conseiller juridique de la Couronne ne mettaient « aucunement en doute » la légalité des actions ordonnées par les magistrats. Le Grand chancelier (Eldon) était « convaincu » que le meeting « représentait un acte manifeste de trahison » ; il voyait la perspective « regrettable d'avoir à choisir entre un gouvernement militaire et l'anarchie ». Des poursuites furent engagées non pas contre les responsables, mais contre les victimes de cette répression (Hunt, Saxton, Bamford et d'autres encore), et l'on abandonna à regret le projet initial de les accuser de haute trahison. Si les autorités de Manchester déclenchèrent la politique de répression, le gouvernement la reprit à son compte avec tous les moyens dont il disposait. Hunt, Cartwright, Burdett, Carlile, Sir Charles Wolseley, Wroe (du *Manchester Observer*), Edmonds (de Birmingham)... ce ne sont là que quelques-unes des personnes qui, à la fin de l'année 1819, se trouvaient en prison ou attendaient de passer en jugement. Le magistrat Hay, qui joua un grand rôle durant le procès, reçut en récompense le bénéfice de Rochdale, soit une rente de 2 000 livres. Le comte Fitzwilliam perdit sa fonction de *lord-lieutenant* pour avoir protesté contre le massacre. Les Six Lois scellèrent ce que le 16 août avait commencé. Si Peterloo n'a pas été prémédité, il semblerait qu'il ait fourni le signal que le gouvernement attendait[185].

Lord Liverpool déclara que les magistrats de Manchester avaient eu « raison en substance », même s'ils n'avaient pas été particuliè-

185. Cf., entre autres, C.D. Yonge, *Life of Lord Liverpool*, 1868, II, p. 378, 409, 419-422, 432 ; H. Twiss, *Life of Lord Eldon*, II, p. 337-340 ; Wickwar, *op. cit.*, p. 129-131 et *passim* ; Pellew, *Life of Lord Sidmouth*, p. 283 *sq.*

rement « prudents ». « Il ne restait pas d'autre possibilité que de les soutenir. » À un moment ou à un autre, la confrontation devait se produire. Mais ce qui la rendit moins que « prudente », ce fut son extrême sauvagerie, et, pour comprendre cela, nous devons évoquer la situation à Manchester. Il y régnait un très fort antagonisme entre les loyalistes et les réformateurs ouvriers, qui était dû en partie à la maturité du mouvement ouvrier, mais aussi à une douzaine d'autres facteurs, parmi lesquels les sentiments loyalistes de nombreuses maisons commerciales et industrielles, leur opposition aux syndicats, l'héritage du luddisme et celui de 1817, l'influence de Nadin et celle des ecclésiastiques tories. Place écrivit à Hobhouse : « Ces *yeomen* et ces magistrats de Manchester forment un groupe de brutes dont vous ne pouvez pas avoir idée. »

> J'en connais un qui n'arrête pas de jurer : « Ah, bon Dieu, 7 shillings par semaine, c'est bien assez pour eux » ; et, quand il fait une tournée pour vérifier le travail fait par ses tisserands, il prend un chien bien nourri avec lui. [...] Il disait il y a quelque temps : « Ces salauds-là ont bouffé toutes les orties dans un rayon de dix miles autour de Manchester, et maintenant ils n'ont plus de légumes dans leur soupe. » Devant mon indignation, il répondit : « Au diable les maudits gueux, pourquoi vous soucier d'eux ? Comment pourrais-je vous vendre des produits si bon marché si je me faisais le moindre souci à leur sujet ? »

« Ils abattirent et écrasèrent le peuple ; tout se termina comme lorsque l'on abat et écrase les buissons d'ajoncs dans les champs[186]. » La semaine qui précéda Peterloo, un journaliste du *Manchester Observer* s'adressa à « messieurs les fonctionnaires de Manchester » : « Je défie les partisans sanguinaires de Danton, Marat et Robespierre de rassembler une équipe plus despotique et tyrannique[187]. » Un mois après Peterloo, un juge s'offrit au tribunal le privilège de s'adresser aux accusés en ces termes :

186. G. Wallas, *op. cit.*, p. 141.
187. *Manchester Observer*, 7 août 1819.

> Je crois que vous êtes une franche canaille de réformateurs. Certains d'entre vous devraient être pendus, d'ailleurs ils peuvent être sûrs de l'être ; ils ont déjà la corde au cou [...][188].

Il y a deux faits qui se rapportent à Peterloo et qui, pour une raison ou une autre, n'apparaissent pas dans les travaux récents. Le premier, c'est la brutalité sanguinaire de cette journée. Ce fut un vrai massacre. Point n'est besoin de redonner, heure par heure, le déroulement des événements[189]. Mais, quoi que les tisserands qui avaient organisé les exercices aient eu en tête, Hunt s'était efforcé par tous les moyens, au cours de la semaine qui précéda les événements, d'obtenir que tout se déroule dans « le calme et l'ordre » et que l'on adopte « une conduite *assurée, ferme et modérée* ». Les chefs des contingents avaient demandé à leurs hommes de ne relever aucune provocation. La plupart des participants ne prirent ni bâton ni « canne ». La présence de tant de femmes et de tant d'enfants témoignait de manière irrécusable du caractère pacifique d'un rassemblement sur lequel toute l'Angleterre avait les yeux fixés, et les réformateurs le savaient. L'attaque fut lancée sur cette foule avec toute la cruauté qu'inspire la panique.

Mais cette panique ne fut pas (comme on l'avait suggéré) celle de mauvais cavaliers encerclés par la foule. Elle fut engendrée par la haine de classe. La *Yeomanry* – industriels, marchands, cabaretiers et boutiquiers de Manchester sur leur monture – fut plus sauvage que les troupes régulières (hussards). Selon le témoignage d'un réformateur bourgeois, dans la *Yeomanry*, « il y a [...] des indi-

188. *The Times*, 27 septembre 1819.

189. Voir les récits de Bamford, de Prentice, de J.E. Taylor ; les comptes rendus de l'époque, par Tyas, dans le *Times*, par Baines, dans le *Leeds Mercury*, et par Carlile, dans le *Political Register* de Sherwin ; les déclarations de témoins et de participants dans le *Trial*, de Henry Hunt, *Inquest of John Lees*, d'Oldham, et la procédure engagée contre le colonel Birley ; F.A. Bruton, *The Story of Peterloo*, 1919, *Three Accounts of Peterloo*, 1921, et, pour la défense, [Francis Philips], *An Exposure of the Calumnies, etc.*, 1819.

vidus dont la rancune politique frise la démence absolue[190] ». Ce furent eux qui se lancèrent à la poursuite des bannières, eux qui connaissaient les orateurs par leur nom et cherchèrent à régler de vieux comptes, eux encore qui s'assemblèrent et poussèrent des acclamations pour fêter leur triomphe. « On courait à gauche et à droite », déclara un fileur de coton : « Chaque fois que quelqu'un criait "Pitié", ils répondaient "Sacrebleu, qu'est-ce qui t'a amené ici ?" » Nous pouvons nous imaginer ce que fut la confusion qui régna en lisant ce passage :

> Je ramassai un bonnet phrygien ; un cavalier me rattrapa et me le réclama ; je refusai de l'abandonner. Deux autres arrivèrent alors et demandèrent ce qui se passait. Le premier dit : Ce type ne veut pas abandonner son bonnet phrygien. Un autre dit alors : Sacrebleu, étripe-le. Alors je me mis à courir [...] Un cavalier voulut donner un coup de sabre à Saxton, mais son cheval semblait nerveux, et il rata son coup. Il appela un autre cavalier : « C'est Saxton, parbleu, sabre-le. » L'autre répondit : « Non, je te laisse t'en occuper. » Quand j'arrivai au bout de Watson Street, je vis dix à douze *Yeomen* et deux Hussards en train de frapper des gens pressés les uns contre les autres, quand un officier des Hussards arriva et, faisant voler les épées de ses hommes, s'écria : « Bandes de jean-foutre, qu'est-ce que c'est que ce travail ? » Il interpella alors la *Yeomanry* : « Quelle honte, messieurs, qu'est-ce qui vous prend ? Ces gens ne peuvent s'enfuir. » Ils se calmèrent un instant, mais à peine l'officier s'était-il éloigné qu'ils se remirent à leur travail[191].

190. J.E. Taylor, *op. cit.*, p. 175, 176. Hunt publia une liste des professions des *yeomen* présents le 16 août. On y relève plusieurs fils de cabaretiers et de manufacturiers, un marchand de vin, un commissionnaire, un maître de danse, un fromager, un boucher, etc. ; *Address to the Radical Reformers*, 29 octobre 1922, p. 13-16. Cf. également D. Read, *op. cit.*, p. 81.

191. *Inquest on John Lees*, 1820, p. 70, 180. À comparer avec le compte rendu de Tyas dans le *Times* : « *Deux cavaliers de la Yeomanry* se dirigèrent vers Saxton. "Là [...] c'est cette crapule de Saxton ; vas-y, étripe-le ! – Non, répliqua l'autre, j'aime mieux pas, je te le laisse." L'homme abattit immédiatement son sabre sur Saxton. »

Ce ne fut rien de moins qu'une lutte de classes. Mais elle fut inégale. Les gens, écrasés les uns contre les autres, se piétinaient en essayant de fuir ; ils ne tentèrent pas de se battre, sauf à l'extrême bord du champ, où quelques individus cernés et poursuivis dans les rues et les cours jetèrent des briques sur leurs poursuivants. 11 personnes furent tuées ou moururent de leurs blessures. Ce soir-là, on pouvait voir des blessés sur toutes les routes partant de Manchester. Le comité de secours aux victimes de Peterloo avait authentifié, à la fin de 1819, 421 demandes d'aide pour blessures reçues lors de l'affrontement (150 cas étaient encore à l'étude). 161 de ces blessés avaient reçu des coups de sabre, les autres avaient été piétinés par la foule ou par les chevaux. Plus de 100 d'entre eux étaient des femmes ou des jeunes filles. S'il se peut qu'il y ait eu quelques imposteurs parmi ces gens, il y eut aussi des dizaines de blessés qui ne se manifestèrent pas, soit parce que leurs blessures n'étaient pas très graves, soit par crainte des représailles[192]. Nous pouvons terminer par cet inoubliable compte rendu que fit Bamford :

> En dix minutes [...] le champ se vida et ne fut plus qu'un espace presque désert. [...] Les tribunes étaient encore là, quelques hampes endommagées se dressaient encore, d'où pendait, ici ou là, une bannière déchirée ; le champ était jonché de casquettes, de bonnets, de chapeaux, de châles, de souliers et d'autres vêtements d'hommes et de femmes, le tout déchiré, piétiné et plein de sang. La *yeomanry* avait mis pied à terre, certains d'entre eux desserraient les sangles de leurs chevaux ; d'autres mettaient de l'ordre dans leur tenue, d'autres encore essuyaient leurs sabres [...][193].

Le second fait relatif à Peterloo et qui, pour une raison ou une autre, n'est pas clairement précisé, c'est l'*ampleur* même de l'événement considéré sous l'angle de son impact psychologique et de la multiplicité de ses répercussions[194]. L'événement eut, sans l'ombre d'un

192. J.E. Taylor, *op. cit.*, p. 170.

193. S. Bamford, *op. cit.*, p. 157.

194. Voir toutefois l'intéressante discussion des conséquences de Peterloo dans D. Read, *op. cit.*, chap. IX-XIV.

doute, une forte influence sur l'histoire politique et sociale de l'Angleterre. Comme nous l'avons fait pour Pentridge, nous devons à nouveau distinguer entre les répercussions à court terme et les répercussions à long terme. En moins de deux jours, tout le pays fut au courant du massacre de Peterloo ; en moins d'une semaine, on discutait de tous les détails dans les auberges, les chapelles, les ateliers et dans les foyers. Les premières réactions ne furent pas très claires. Parmi les réformateurs et leurs sympathisants, ce furent l'indignation, la colère et la pitié qui l'emportèrent, plus que la crainte. Déjà à Peterloo, il semble que Henry Hunt (qui y apparut sous son meilleur jour) ait compris que les radicaux étaient en train de remporter une victoire morale. Il avait été lui-même victime de la violence de la *yeomanry*. Après son arrestation, il avait été forcé de passer entre les rangs de cette *yeomanry* et avait été frappé à coups de bâton. Le général Clay « le frappa sur la tête avec un grand bâton qu'il tenait des deux mains alors qu'il montait l'escalier de l'hôtel de justice », coup qui écrasa son célèbre chapeau blanc et le lui « aplatit sur la figure ». Malgré ce traitement, quand il sortit de l'hôtel, raconta l'un de ses adversaires à l'esprit impartial :

> Je crus discerner un sourire de triomphe. Quelqu'un (Nadin, je crois) offrit de lui prendre le bras, mais il fit un pas en arrière et dit dans une sorte de murmure : « Non, non, c'est presque trop beau [...] »[195].

Pendant plusieurs jours, dans le Lancashire, on discuta de plans de vengeance. Manchester ressemblait à une ville en état de siège. Il y eut des émeutes, on racontait que les gens des « campagnes » arrivaient, organisés en troupe militaire ; Bamford a décrit comment on aiguisa les faux, comment on prépara « de vieille hachettes [...] des tournevis, des épées rouillées, des fourches et des manches cloutés[196] ». Mais, quand arriva la fin du mois d'août, les esprits s'étaient calmés,

195. F.A. Bruton, *Three Accounts of Peterloo*, p. 20, 21, 68.

196. S. Bamford, *op. cit.*, p. 163. Voir également *Independent Whig*, 22 août 1819.

et la poussée insurrectionnelle était retombée sous l'effet de l'énorme soutien moral du pays. Le mot même de « Peter-Loo[197] », avec sa connotation sardonique, indique mieux que tout autre fait quels étaient les sentiments populaires. Dans les semaines qui suivirent, le torrent de la presse radicale s'enfla des satires mordantes de Cruikshank et de Hone ; les « bouchers » de Manchester eurent à subir non seulement les discours inspirés de Hunt et de Wooler, mais aussi un flot de railleries acerbes plus pénibles encore à supporter. « Voici LE PEUPLE, déguenillé et loqueteux », lit-on dans *The Political House that Jack Built*, ce sont eux

> Qui maudissent le jour où ils sont nés,
> À cause des impôts trop lourds à supporter,
> Et prient du soir au matin pour que leur sort soit adouci,
> Eux qui envoient en vain des pétitions de toutes sortes,
> Qui s'assemblèrent pacifiquement pour demander la Réforme,
> Eux qui furent sabrés par la *Yeomanry* qui
> Fut remerciée par L'HOMME glabre et bien rasé
> Tout couvert de médailles et tout solitaire,
> LE DANDY DE SOIXANTE ANS qui fait élégamment la révérence,
> Et a du goût pour les perruques, les cuirasses et les dentelles,
> Qui abandonne l'État et son trésor à des escrocs et à des sots,
> Et, quand l'Angleterre est en larmes, fait une croisière de plaisance
> [...]

Même le discours du prince régent à l'ouverture du Parlement devint matière à parodie :

> mais voyez !
> LA CONSPIRATION et LA TRAHISON se déchaînent !
> Ces petits diables de la nuit, engendrés par les ventres
> Des métiers à filer, à tisser et des bobineuses,
> Dans le comté de la Lune,
> O Seigneur !
> S...rs et G...tls...es, nous avons beaucoup à craindre !

197. Formé à partir de St. Peter's Fields et de Waterloo (*NdT*).

> Réforme, Réforme, crie la canaille répugnante
> Pensant naturellement rébellion, émeutes et sang
> Audacieuse racaille ! vous, Seigneurs, et moi,
> Nous savons que leur devoir est de mourir de faim en silence [...][198].

Peterloo fut un outrage à toutes les convictions et à tous les idéaux de l'« Anglais né libre » : la liberté d'expression, le *fair-play*, l'interdiction sacrée d'attaquer des gens sans défense. Les radicaux ultras et modérés oublièrent un temps leurs querelles pour se retrouver dans un mouvement de protestation auquel de nombreux whigs s'associèrent. Des assemblées de protestation eurent lieu. Le 29 août, à Smithfield, le Dr. Watson présida la réunion, et Thistlewood y prit la parole. Le 5 septembre, une autre manifestation beaucoup plus importante eut lieu à Westminster avec, parmi les orateurs, Burdett, Cartwright, Hobhouse et John Thelwall[199]. Quand Hunt fit son entrée triomphale à Londres dix jours plus tard, le *Times* estima à trois cent mille le nombre de personnes qui y assistèrent.

Ceux qui ont étudié les réactions provoquées par Peterloo ne peuvent plus penser que la notion d'« Anglais né libre » était une notion creuse. L'antagonisme politique se durcit dans les mois qui suivirent. Nul ne pouvait rester neutre. À Manchester même, les « loyalistes » se trouvèrent complètement isolés, et les méthodistes furent le seul groupement disposant d'une audience populaire à prendre leur parti (et avec quelle emphase rhétorique)[200]. Mais, si de nombreux membres de la petite noblesse et des professions libérales furent choqués par Peterloo, ils n'eurent pas pour autant envie de provoquer d'autres manifestations populaires aussi énormes[201]. C'est pourquoi le mou-

198. W. Hone (avec Cruikshank), *The Man in the Moon*, 1819.

199. *Independent Whig*, 29 août, 5 septembre 1819.

200. H.O. 42.198. Le comité des écoles du dimanche de Manchester décida (le 24 septembre 1819) d'exclure tous les enfants qui se présenteraient avec des chapeaux blancs ou des macarons radicaux. Voir cependant D. Read, *op. cit.*, p. 203, au sujet des dissensions à l'intérieur de la communauté méthodiste.

201. Il y eut des exceptions : dans le Yorkshire et dans le Norfolk, par exemple, des meetings de protestation furent organisés sous les auspices des whigs.

vement qui se déclencha après Peterloo, et qui commença par des appels à la vengeance pour en revenir ensuite à des formes de protestation plus conformes à la Constitution, fut largement inspiré et animé par la classe ouvrière. Si le but de Peterloo était de restreindre le droit de réunion publique, son effet fut exactement opposé. L'indignation fit naître des organisations radicales là où il n'y en avait jamais eu auparavant, et l'on vit des manifestations en plein air dans des régions jusqu'alors contrôlées par les « loyalistes ». À Coseley, près de Wolverhampton, fut créée la première union politique de cette partie du pays Noir. Selon un juge de paix de l'endroit,

> dans cette région, le mécontentement n'est certainement pas provoqué par la misère puisque, en ce qui concerne l'emploi et les salaires, les ouvriers des mines et des fonderies sont dans une meilleure situation que les classes ouvrières de n'importe quelle autre branche du royaume[202].

Ce fut à Newcastle et parmi les mineurs du Northumberland et de Durham que le mouvement fit les progrès les plus remarquables. Dans ces régions, malgré une tradition radicale qui remontait aux années 1790 (Bewick et son groupe de marchands et d'artisans, les fortes sociétés de secours mutuel et les syndicats), le parti « de l'Église et du Roi » gardait le contrôle de la municipalité et avait réussi à intimider les réformateurs et à les empêcher de s'organiser ouvertement. « La faction de Pitt s'est souvent vantée, écrivit l'*Independent Whig*, de ce que la population de cette partie de l'Angleterre était parfaitement passive et dépourvue de courage. » En juillet et août 1819, les « sociétés de lecture » radicales créèrent le mouvement des Protestants politiques (selon le modèle recommandé par le *Black Dwarf*). Après Peterloo, toute la région sembla passer sous l'influence des réformateurs. Une manifestation de protestation en plein air fut organisée le 11 octobre avec autorisation du maire. On s'attendait que la

202. H.O. 42.198. Le comité se composait de 2 boulangers, 1 forgeron, 1 mandataire des houillères, 1 marteleur de forge, 1 mineur, 1 petit paysan et 1 cordonnier.

« relative stabilité » du commerce du charbon et la menace agitée par certains gérants des houillères de congédier les hommes qui y participeraient limiteraient l'assistance. En fait,

> venant du nord, du sud, de l'est, de l'ouest, les RADICAUX marchèrent vers la ville, en rangs par six,

accompagnés par une fanfare jouant le *Johnnie Cope, are ye waukin' yet ?* (« Johnnie Cope, t'es-tu mis en route ? »).

Entre cinquante et cent mille personnes « se mirent en marche comme par magie », et les observateurs furent étonnés de voir que les directives d'« Ordre, Courage et Unanimité » furent respectées non seulement par les redoutables mineurs, mais aussi par les marins de Sunderland et de Shields. Après avoir marché pendant huit miles, le contingent de Shields refusa même « de partager un tonneau de bière qu'on leur avait donné », étant « décidé à ne rien [...] faire qui risque de troubler l'harmonie du jour ». Parmi les orateurs, il y eut un tisserand, un maître d'école, un tailleur, un maître imprimeur, un libraire et un cordonnier. Après le « Lundi radical » (revendiqué comme le « premier rassemblement politique public jamais tenu en plein air » à Newcastle), la ville fit toujours partie des trois ou quatre centres principaux des radicaux et des chartistes. Dans les semaines qui suivirent, on forma des « classes » radicales dans tous les villages industriels et les ports des environs : à Jarrow, Sheriff Hill, Penshaw, Rainton, Houghton, Newbattle, Hetton, Hebbern, South Shields, Winlaton et Sunderland. Cette tâche fut menée à bien avec toute la diligence d'une campagne revivaliste. On pouvait voir le *Black Dwarf* « au ruban du chapeau de presque tous les mineurs que vous rencontrez ». La sédition gagna les rangs des mineurs de Bishop Wearmouth, qui (comme l'écrivit un juge exaspéré à Sidmouth) « ont eu l'aplomb de proposer que l'on fît appel à des marchands notoirement radicaux pour fournir les houillères en articles de consommation »[203].

203. *A Full Account of the General Meeting of the Inhabitants of Newcastle*, Newcastle, 1819 ; « Bob in Gotham », *Radical Monday* ; *Black Dwarf*

Les loyalistes de Newcastle formèrent une association armée pour faire front devant la menace. Les mineurs et les forgerons répondirent en s'armant à leur tour. C'est ainsi que commencent les guerres civiles. Nous avons été trop influencés par le compte rendu de Bamford selon lequel la réaction à Peterloo aurait été modérée et pondérée, sauf chez quelques individus impétueux. En fait, même le radicalisme respectueux de la Constitution prit un tour révolutionnaire en octobre et en novembre. Si leurs adversaires devaient s'armer et agir anticonstitutionnellement, alors ils useraient du droit (proclamé depuis longtemps par le major Cartwright) qu'a chaque citoyen de porter les armes. Si leurs assemblées devaient être attaquées, ils s'y rendraient avec les moyens de se défendre. L'armement de base consistait en piques, en gros bâtons avec, à l'une de leurs extrémités, une rainure permettant l'insertion d'une lame que l'on gardait entre-temps dans sa poche. Ces lames de différentes tailles et coûtant entre 1 et 3 shillings, selon les moyens financiers du réformateur, pouvaient être fabriquées dans les petites forges qui abondaient à Newcastle, Sheffield, Birmingham et Manchester. Nous disposons de certaines informations sur un de ces entrepreneurs, établi à Manchester, Naaman Carter, qui gardait un œil sur le *Black Dwarf* et l'autre sur un marché en pleine expansion. Il fut assez imprudent pour employer comme représentant (dont le travail consistait à colporter des échantillons de lames dans les auberges et dans les « ateliers clandestins » des villages de tisserands, et à collecter les versements de ceux qui achetaient leurs lames à crédit) un homme qui avait aussi une autre activité, celle d'indicateur. Les rapports détaillés de « Y » (nom de l'indicateur) étaient souvent hors de propos, mais certainement pas imaginaires. Lors d'une de ses visites chez le forgeron radical, dit-il :

> Je le trouvai en train de se battre avec sa femme. Je lui dis qu'il était insensé de se battre le jour du Seigneur et qu'ils feraient mieux de vider

---

et *Newcastle Chronicle, passim* ; *Durham Advertiser*, cité dans le *Political Observer*, 19 décembre 1819 ; H.O. 42.198 ; *Independent Whig*, 17 octobre 1819 ; R.G. Wearmouth, *op. cit.*, p. 102, 103 ; *supra*, p. 466-467, 518-521.

leur querelle le lundi. La Femme dit : Tu ne me battras pas, je te ferai jeter en prison pour avoir fabriqué des Piques. C'est ce qu'elle disait alors qu'il était en train de la bousculer et de la pousser dehors [...]

Mais les problèmes conjugaux de Naaman Carter ne nuisirent pas au commerce des piques, qui fut très florissant dans la première semaine de novembre. « Y » trouva des quantités de clients pour admirer ses échantillons, qui (selon l'un d'entre eux) « feraient parfaitement l'affaire pour le Prince et tous les autres Bougres ». Parmi ses clients, on retrouve Bamford, qui ne ressemble guère, dans les rapports de « Y », au portrait qu'il donna de lui-même vingt ans plus tard. Dans un atelier clandestin où l'on venait de conclure l'affaire, Bamford porta le toast suivant : « Que l'Arbre de la Liberté soit planté en Enfer, et que les Bouchers sanguinaires de Manchester en soient les Fruits ! » Sous l'effet de la boisson clandestine, un de ses compagnons dit qu'il donnerait aux bouchers de Manchester « une sacrée longueur de pique et qu'il rentrerait chez lui pour travailler jusqu'à ce que les mains lui en tombent, sacrebleu ! en chantant le *Rule Britannia*, et le Diable les emporterait tous[204] ».

Il n'y a pas de doute que c'était là le sentiment général dans les régions industrielles. Le bruit courait que l'on avait passé clandestinement des pistolets de Birmingham au Nord dans des chariots. En octobre et en novembre, les rapports se succédèrent pour signaler que partout l'on s'armait, que l'on s'exerçait et que l'on manifestait : à Newcastle, à Wolverhampton, à Wigan, à Bolton et à Blackburn. Les réformateurs de Halifax rentrèrent d'une assemblée tenue à Huddersfield en novembre, « marchant en rangs par huit ou dix, avec musique, six ou sept drapeaux et des chandelles allumées ; nombre d'entre eux avaient des bâtons [...] ». À un certain moment, ils « crièrent et tirèrent de nombreux coups de pistolet en l'air ». À Burnley, dix ou quinze mille personnes participèrent à une manifestation malgré les affiches que les magistrats avaient fait apposer pour les mettre en garde. À leur

204. Déposition orale de « Y » au premier magistrat de Manchester, le 6 et le 8 novembre 1819, H.O. 42.198.

tête se trouvait un homme qui portait une planche sur laquelle avait été écrit « Ordre, Ordre », mais là, également, « des dizaines de coups de pistolet furent tirés ». Lors d'une réunion qui s'était tenue plus tôt à Halifax, on pouvait lire sur l'une des quarante et une bannières : « Nous gémissons sous notre fardeau, en attendant notre délivrance [...] mais l'espoir d'un Jubilé nous réjouit. » (Il ne s'agissait pas d'une allusion anticipée au jubilé de George III.) Et, sur une autre bannière : « Celui qui a versé le sang de l'homme verra son sang versé par l'homme. » Le contingent de Ripponden portait une image représentant un tisserand à moitié mort de faim sur son métier : « Le pauvre homme tient à son travail autant que l'homme riche tient à ses biens. » À Sheffield, un immense cortège se dirigea sur le Brocco, précédé de fanfares jouant la *Marche funèbre de Saül* et le *Scots wha hae wi' Wallace bled*[205].

Mais, à la fin de décembre 1819, le mouvement s'était pour ainsi dire effondré. Il y a deux raisons à cela : les divisions entre les dirigeants radicaux et la répression qui suivit l'adoption des Six Lois. L'histoire des divisions entre les dirigeants est compliquée et n'a pas encore été débrouillée de manière satisfaisante. Nous avons remarqué que l'organisation des radicaux de Londres a toujours manqué de force. En 1818 et au début de 1819, il n'y avait pas à Londres de centre organisé cohérent comparable aux Unions politiques et aux Protestants politiques des Midlands et du Nord. On créait des formes d'organisation *ad hoc* pour certaines activités : rencontres des « amis de M. Wooler » ou dîners spéciaux au *Crown and Anchor*. Les deux élections de Westminster, en 1818, avaient provoqué bien des discussions entre les partisans de Burdett (qui tenait à donner son appui en premier lieu à un ami banquier, Kinnaird, puis à John Cam Hobhouse, pour le poste de suppléant, malgré les prétentions de Cartwright, de Cobbett et de Hunt) et les autres groupes radicaux.

205. « Papers relative to the Internal State of the Country », *Parliamentary Debates*, XLI, 1820, *passim* (choix de rapports de magistrats quelque peu sensationnel, etc.) ; H.O. 42.198 ; J.E. Taylor, *op. cit.*, p. 102-134 ; *Briton*, 11 novembre 1819 ; *Independent Whig*, 10, 17, 31 octobre 1819 ; E. Halévy, *op. cit.*, p. 66 (éd. fr., p. 59, 60).

Malgré l'échec de Spa Fields, le Dr. Watson et Thistlewood restèrent parmi les plus déterminés à doter le radicalisme populaire de Londres d'une véritable organisation. Si l'on en croit les rapports d'un autre informateur bien placé (John Williamson), Thistlewood et Preston tentèrent une fois encore, à l'automne 1817, de jeter les bases d'une conspiration[206]. Peu après le soulèvement de Pentridge, cette entreprise s'avérait ardue. La misère n'était plus aussi criante à Spitalfields. En septembre (selon Williamson), Preston déclara qu'« il était allé à Spitalfields [...] voir deux ou trois vieilles connaissances ; il découvrit qu'ils avaient du travail, et qu'ils n'aimaient guère les hommes comme lui ». Au lieu de s'arrêter pour écouter son « discours », ils continuèrent à travailler sur leur métier. Thistlewood alla d'une rencontre nocturne à l'autre. On y tenait d'obscurs propos au sujet du soutien financier qu'accorderait un Anglais vivant à Paris, un réfugié des années 1790. On prêtait des serments, mais l'organisation restait minuscule parce que « Preston dit que personne ne devait connaître leurs plans » jusqu'à trois heures avant leur exécution. Preston fit une brève visite à Birmingham en décembre 1817 et déclara à son retour que le moral y était bon. Williamson fut lui-même envoyé par Thistlewood pour reconnaître une caserne et repérer combien de canons elle abritait. Mais les résultats pratiques du groupe restèrent très modestes : Lord Sidmouth reçut quelques rapports alarmistes à leur sujet, ils formèrent quelques groupes de taverne et jouèrent le rôle d'animateurs à l'occasion de plusieurs manifestations publiques à Londres[207].

206. Selon le *Political Register* de Sherwin, 13 septembre 1817, les autorités furent prises de panique quand se propagea la rumeur qu'une insurrection était prévue pour la foire de la Saint-Barthélemy. On appela quatre régiments de cavaliers, et le lord-maire fouilla les « bassins à huîtres, les étalages de saucisses et les paniers de pains d'épice » pour y trouver des armes. Cf. H.O. 40.7 et 8 pour plus de détails sur cette conspiration.

207. Voir, par exemple, la déposition de Williamson, le 18 décembre 1817. Thistlewood déclara que « Carlile devait être jugé le lendemain et qu'il espérait qu'ils viendraient tous, aussi nombreux que possible, pour lui donner trois hourras », T.S. 11.197.

Bien que le Dr. Watson ait encore été en relation avec Thistlewood, il ne participa probablement pas à cette tentative de conspiration[208]. En février 1818, Sidmouth trouva un bon moyen de se débarrasser de Thistlewood sans procès. Thistlewood avait publié une lettre ouverte dans laquelle se trouvaient mélangés des griefs d'ordre public et privé, et où il exigeait que le ministre de l'Intérieur lui donnât « satisfaction » – c'est-à-dire acceptât de se battre avec lui en duel. Le résultat de l'affaire fut qu'on l'enferma à la prison du Banc du roi comme fauteur de troubles ; Lord Sidmouth paya son séjour de sa propre poche. Le Londres radical se réveilla en 1819, et des dizaines de groupes de taverne et de clubs de discussion (certaines nommées *Union Societies*) se formèrent. Watson tenta à nouveau de mettre sur pied une organisation centrale ; Thistlewood, qui avait été remis en liberté, se joignit à lui au cours de l'été 1819. Il semble que Thistlewood ait accepté d'œuvrer dans les limites de la Constitution et renoncé pour un temps à fomenter un coup d'État. Quand l'été 1819 arriva, un « comité des Deux Cents » avait été formé à Londres[209]. De juin à octobre, Watson, Thistlewood, Preston et Waddington furent les dirigeants londoniens les plus actifs et les plus influents, surtout parmi la classe ouvrière. Ils avaient l'appui du vieil orateur jacobin John Gale Jones, du *Republican* de Carlile, du *Cap of Liberty* et du *Medusa*. Ce fut le comité des Deux Cents qui prit l'initiative d'organiser les préparatifs minutieux de l'entrée de Hunt à Londres après Peterloo[210] ; le « Docteur » fut le maître de la cérémonie de bienvenue. Il y fit preuve d'une retenue et d'un tact admirables face à l'arrogance insupportable et aux exigences politiques de Hunt.

208. *Ibid.*, 27 septembre 1817 : « Thistlewood ne dit pas grand-chose après l'arrivé de Watson. Je crois qu'il n'aime pas Watson. » Cf. aussi le 11 février 1818, dans H.O. 40.9.

209. *Medusa*, 31 juillet 1819.

210. Il y avait deux comités préparatoires : celui du Dr. Watson et un comité rival qui comprenait Thomas Evans, Galloway et Carlile. Mais les deux comités se regroupèrent sous la direction de Watson. Cf. *Independent Whig*, 12 septembre 1819.

Après la conspiration de Cato Street, en 1820, un observateur hostile au mouvement décrivit le « Salon du Comité radical » au *White Lion*, à Wych Street, endroit considéré comme le centre du radicalisme « clandestin » à Londres. Dans la pièce où se trouvait le bar,

> un groupe de gaillards d'allure suspecte était assis [...] un peu plus sur la droite, M. ... était assis à une petite table, avec un livre, quelques papiers et quelques feuilles imprimées devant lui. Vu l'obscurité de l'endroit (il n'y avait d'autre lumière que celle provenant d'une bougie placée devant M. ... et celle venant du bar), un étranger qui y aurait pénétré n'aurait pas pu reconnaître par la suite une seule des personnes ici présentes. Du côté droit [...] il y a une petite arrière-salle. Un comité spécial y siégeait parfois le soir, et personne d'autre n'y était admis. C'était dans cette pièce que l'on discutait des affaires les plus secrètes. M. Thistlewood ou le Dr. Watson en sortaient toujours pour venir dans le couloir si quelqu'un désirait leur parler. Dans une pièce très vaste à l'étage [...] se tenaient parfois le soir des assemblées de plus de cent personnes de mauvais genre. Le comité public et les membres isolés de la société s'y rencontraient. [...] C'est ici qu'ils organisaient leurs cortèges, etc., qu'ils entreposaient leurs drapeaux ; quant aux affaires plus confidentielles, on en discutait dans l'arrière-salle du bas[211].

Il était inévitable qu'un endroit de ce genre fût constamment surveillé par des espions du gouvernement. Mais cela ne veut pas dire que tout ce qui y était entrepris fût ridicule. Après Peterloo, les radicaux « ultras » de Londres se trouvaient dans une situation très difficile. En octobre, le *Cap of Liberty* déclara sans détour : « La Réforme ne peut pas être obtenue sans effusion de sang. » Et le *Medusa*, plus irresponsable encore, écrivit :

> Toutes les Nouvelles que nous recevons des quatre coins du Royaume apportent de nouvelles preuves qu'il faut constamment porter son arme[212].

211. G.T. Wilkinson, *The Cato Street Conspiracy*, 1820, p. 56, 57.
212. *Medusa*, 9 octobre 1819.

Carlile résuma ainsi, deux années plus tard, ses écrits de cette époque : « La Réforme sera obtenue quand les autorités en place n'auront plus le pouvoir de l'empêcher, pas avant [...][213]. » Les deux mois qui suivirent Peterloo mirent à nu la faiblesse de la direction nationale du mouvement. Hunt était plus pusillanime que jamais. Il tint, après Peterloo, le devant de la scène ; les réformateurs et les autorités surveillaient scrupuleusement ses moindres mouvements. Il y avait là de quoi nourrir son orgueil. Il se peut qu'il ait considéré Peterloo comme un affront personnel, et les cortèges organisés à travers le Lancashire et à Londres, comme un triomphe réservé à sa seule personne. Il n'apprécia pas du tout que Watson ait partagé avec lui les honneurs de la manifestation londonienne. Il se disputa avec le comité au sujet de l'itinéraire choisi, ce qui fit que des milliers de Londoniens impatients durent attendre le cortège toute une demi-journée. (Hunt avait de toute manière une dent contre Londres depuis qu'il avait été sifflé et malmené, en 1818, pendant la campagne électorale de Westminster.) Il se querella avec Watson sur le choix de la personne qui devait présider son dîner de bienvenue (Gale Jones) et lui cria en public : « Vous êtes un sale individu qui nous ennuyez et qui voulez vous mêler de tout ; pourquoi ne prendrais-je pas moi-même la présidence, comme Sir Francis Burdett après son cortège à lui ? » Il commença ensuite à faire des histoires sur des questions d'argent. Dans le Lancashire, Hunt réussit à se brouiller avec la plupart des dirigeants réformateurs locaux en organisant un cortège funèbre suivi par plusieurs milliers de personnes à l'occasion de la mort de son cheval préféré. Il était en fait plus préoccupé (non sans raison) de se placer dans une position favorable, dans la perspective des procès qui allaient bientôt s'ouvrir, que de s'occuper du mouvement en province[214].

213. R. Carlile, *An Effort to set at rest some little disputes and misunderstandings between the reformers of Leeds*, 1821, p. 10.

214. *Peterloo Massacre*, p. 72 ; S. Bamford, *op. cit.*, p. 247 *sq.* ; *Cap of Liberty*, 15 septembre 1819 ; J. Johnson, *Letter to Henry Hunt*, *passim* ;

Septembre venu, les réformateurs étaient divisés en aile révolutionnaire et aile constitutionnelle. Hunt et Wooler cautionnaient une politique de résistance passive, de protestations, de procédures légales contre les responsables de Peterloo et de boycottage de tous les produits taxés. En août, cette politique avait beaucoup d'aspects positifs, et elle fut suivie loyalement par toutes les sections du mouvement. Mais, en octobre, elle commençait à s'épuiser. Il était devenu évident qu'il était illusoire d'espérer obtenir satisfaction par les voies légales, particulièrement dans le Lancashire. Il était d'autre part superflu de recommander aux tisserands du Nord de s'abstenir de tout produit taxé. Qui plus est, alors que le mouvement de protestation allait s'amplifiant de semaine en semaine, les modérés n'avaient pas d'autre conseil à donner que d'attendre patiemment l'ouverture du Parlement. On aurait alors recours à quelque autre mesure (que l'on ne précisait pas) si le Parlement devait ne pas ouvrir d'enquête sur Peterloo ou si l'*Habeas corpus* devait être suspendu. Mais le Parlement ne siégea que le 23 novembre, plus de *trois mois* après Peterloo. Les radicaux « ultras » expliquèrent avec vraisemblance que la voie proposée par Hunt impliquait la démobilisation du mouvement dans le pays, l'abandon de l'initiative populaire et la cession de fait de la direction du mouvement aux whigs du Parlement. Hunt, comme beaucoup d'autres démagogues, semble avoir été effrayé par les forces qu'il avait lui-même contribué à éveiller.

Après avoir attendu près de deux mois, les radicaux « ultras » proposèrent une autre stratégie, qui reçut le soutien de Watson et de Carlile. Il s'agissait d'organiser « des rassemblements [...] à travers tout le Royaume un certain jour, le même partout ». La première date proposée fut le 1er novembre (elle fut ensuite reportée deux fois). L'idée était de faire progresser d'un pas la cause des constitutionnalistes, bien que les vrais conspirateurs (et Arthur Thistlewood en était un) aient peut-être espéré que ces meetings simultanés déboucheraient directement sur une insurrection. Cette idée reçut de nombreux suffrages pendant tout le

---

lettres échangées par Hunt, Watson et Thistlewood dans la presse, octobre et novembre 1819.

mois d'octobre, et l'on projeta l'organisation de meetings à Newcastle, Carlisle, Leeds, Halifax, Huddersfield, Barnsley, Manchester, Bolton, Wigan, Blackburn, Burnley, Newcastle-under-Lyne, Nottingham, Leicester et Coventry. Quand la fin du mois arriva, le général Byng – habituellement bien informé – était d'avis que Thistlewood avait « dépassé Hunt dans l'idolâtrie du peuple de Londres ». Thistlewood se rendit à Manchester (où il y avait maintenant une union ultra-radicale aussi bien qu'une société patriotique favorable à Hunt), où sa proposition reçut un large soutien. Quelques meetings eurent effectivement lieu, et l'on fit d'autres plans pour le 15 novembre. Mais, à la mi-octobre, Hunt, s'apercevant que les rênes du mouvement lui échappaient, s'employa à les reprendre en main. Il dénonça le projet des meetings simultanés dans une « Lettres aux réformateurs du Nord » publiée par le *Manchester Observer*, le 19 octobre. Il fit ensuite paraître une autre lettre dans laquelle il évoquait le nom d'Oliver, faisant ainsi peser tout particulièrement sur Thistlewood le soupçon d'espionnage.

Dans les semaines qui suivirent, la presse publia un échange de lettres furieuses entre Thistlewood et Watson, d'une part, et Hunt et ses partisans, de l'autre. Les journaux loyalistes réimprimèrent ce courrier avec délectation, en lui donnant le titre sardonique de « Documents d'État radicaux ». Le Dr. Watson avait été emprisonné pour non-paiement d'une facture relative à la réception offerte à Hunt, et Hunt proposait d'obscures explications sur l'emploi qu'il avait fait de l'argent récolté pour couvrir ces frais. Cette dispute montrait l'irresponsabilité des deux parties. Il semble que Hunt ait eu de bonnes raisons de soupçonner Thistlewood de vouloir fomenter quelque conspiration et de penser que le Dr. Watson était un amateur qui n'avait pas la trempe d'un dirigeant. Mais, d'un autre côté, il semble que Thistlewood ait effectivement réussi à mettre sur pied dans le pays un réseau de communication clandestin qui, dans certaines régions des Midlands et du Nord, survécut aux attaques de Hunt[215]. L'Union

215. Il n'y eut que deux à trois mille personnes pour assister à l'assemblée convoquée à Smithfield par le comité des Deux Cents dans la première semaine de novembre, avec Thistlewood et Preston pour orateurs. Mais il

politique de Manchester fut démoralisée par le refus de « Hunt et sa junte » de soutenir les meetings prévus. On dressa de nouveaux plans : les délégués des « clandestins » de Londres, de l'ouest de l'Écosse, du Lancashire, du Yorkshire, de Birmingham et des Potteries devaient se rencontrer à Nottingham le jour où le Parlement entrerait en session, et ils devaient y tenir une séance secrète permanente, en tant qu'« exécutif » pour convoquer des rassemblements simultanés au cas où l'*Habeas corpus* serait suspendu. L'opposition acharnée de Hunt empêcha le plan d'aboutir[216].

Si l'on peut accuser Thistlewood d'inconscience (inconscience qu'il paya de sa vie), il faut voir qu'il agit sous l'effet de la provocation. La réaction des dirigeants radicaux nationaux face aux Six Lois – qui furent votées précipitamment en décembre – fut faible à l'extrême. Au début du mois de novembre, Cobbett était rentré d'exil. Il fut triomphalement accueilli par les habitants du Lancashire lors de son débarquement à Liverpool. Son absence l'avait désorienté, et

---

est difficile de savoir si ce fut la conséquence de l'attaque lancée par Hunt dans les semaines précédentes ou celle du très mauvais temps. Cf. *Independent Whig*, 7 novembre 1819.

216. Ce compte rendu s'appuie sur plusieurs sources : H.O. 42.198 et 199 ; A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 181-184 ; J.E. Taylor, *op. cit.*, p. 134 ; *Cap of Liberty*, 13 octobre et 15 décembre 1819 ; *Republican*, 12 novembre 1819 ; général Byng à Wellington, 28 octobre 1819, dans *Wellington Dispatches*, I, p. 84. Voir également D. Read, *op. cit.*, p. 147-150, 155-158. Le secrétaire de l'Union politique ultra-radicale de Manchester, W.C. Walker, dont le « caractère » notoire et les « deux femmes » provoquèrent un violent tapage lors d'une assemblée, était considéré par le juge du tribunal de simple police Norris comme « le Thistlewood d'ici ». Mais le colonel Fletcher, de Bolton, et Lord Sidmouth savaient qu'il n'en était rien. Des preuves internes montrent que Walker (qui sera plus tard l'un des délégués à l'« exécutif » de Nottingham) n'était autre que « Alpha », employé par le colonel Fletcher. « Alpha » donna, avec satisfaction, cette information à Fletcher : Walker « a établi les contacts les plus utiles et s'est bien défendu contre les ruses astucieuses de la police ». Cf. « Alpha » à Fletcher, 15 et 17 novembre 1819, dans H.O. 42.198 ; et comparer avec D. Read, *op. cit.*, p. 157, 218-223.

il n'avait pas la moindre envie de prendre la tête d'une insurrection ouvrière, aussi donnait-il l'impression d'avoir perdu la tête. Il annonça à Liverpool qu'il rapportait avec lui les cendres d'un des plus grands enfants de l'Angleterre, Tom Paine. Il s'avéra par la suite que ce n'était pas le républicanisme de Paine que Cobbett voulait honorer, mais sa conception de la réforme monétaire. Le *Register* se mit à alterner les déclarations fracassantes (« la grande masse a le droit de s'armer pour se *défendre* ») et les douches froides : « Mon vœu le plus cher est que le peuple place toute sa confiance dans la Dette. » Cette « *fossoyeuse* » abattrait la Vieille Corruption sans l'effort du peuple :

> Laisser la truite s'épuiser pendant que nous tenons la canne et l'hameçon est le moyen *le plus efficace* et le plus sûr.

Après que les Six Lois eurent été votées, il fit une proposition magistrale pour « poursuivre la lutte pour les droits et les libertés dans notre pays ». Il s'agissait de créer un Fonds pour la Réforme d'environ 5 000 livres, alimenté par des souscriptions à 2 pence versées par tous les réformateurs et syndicalistes, « et placé entre mes mains »

> pour n'être utilisé que par moi, naturellement, et sans contrôle ni surveillance de qui que ce soit, sans que nul n'ait le droit de me demander comment je vais l'utiliser [...] je ne dirai à personne ce que je pense faire de l'argent : je ne répondrai à aucune question [...][217].

Les Six Lois constituent une codification et une extension de la législation de 1795 et de 1817. La première loi interdisait les exercices « militaires » ; la deuxième autorisait les juges à perquisitionner dans les maisons sans mandat, s'ils pensaient pouvoir y trouver des armes ; la troisième interdisait les rassemblements de plus de cinquante per-

217. *Political Register* de Cobbett, 6 novembre, 5 décembre 1819, 6 janvier 1820. Le fonds n'atteignit que quelques centaines de livres et fut largement dépensé par Cobbett pour sa propre candidature à Coventry en 1820 ; Cole, dans sa biographie, *Life of Cobbett*, passe assez rapidement sur cet incident peu honorable (p. 242).

sonnes, avec quelques exceptions (réunions de comté et paroissiales) et quelques adjonctions (pour supprimer les clubs de lecture radicaux) ; la quatrième (dont l'importance fut grande dans les douze années suivantes) porta à 6 pence et plus le droit de timbre sur les périodiques ; les cinquième et sixième lois donnèrent des pouvoirs accrus aux autorités, pour lutter sans délai contre les écrits séditieux et diffamatoires[218]. Parmi l'ancien train de mesures répressives, la seule à laquelle on n'eut pas recours fut la suspension de l'*Habeas corpus*. Le gouvernement lança ensuite la campagne de poursuites judiciaires la plus importante de l'histoire britannique. Quand arriva l'été 1820, Hunt, quatre réformateurs de Manchester (inculpés pour leur participation à Peterloo), Wooler, Burdett, Sir Charles Wolseley, le révérend J. Harrison, Knight, Carlile, Edmonds, Wroe, Johnston, Bagguley, Drummond et Mitchell étaient en prison. Une grande offensive fut lancée contre la presse « séditieuse » et « blasphématoire ». Des dizaines et des dizaines de procès furent intentés contre des éditeurs et des marchands de journaux par des sociétés d'accusation privées ou furent expédiés selon des procédures sommaires. Quant à Arthur Thistlewood, il avait finalement quitté la scène, en public, sur l'échafaud.

### 6. La conspiration de Cato Street

En 1795, l'adoption des Deux Lois avait été accueillie par des manifestations énormes au cours desquelles Fox lui-même daigna prendre la parole. En décembre 1819, Hunt, Cobbett, Wooler ou Burdett auraient pu remplir de manifestants les rues de Londres, des Midlands, du Nord et de l'Écosse[219]. Il est difficile de ne pas conclure que les

218. On trouvera des résumés utiles dans E. Halévy, *op. cit.*, p. 67 *sq.* ; H.L. Jephson, *op. cit.*, II, p. 502 *sq.* ; S. Maccoby, *op. cit.*, chap. XX. Pour les poursuites engagées contre la presse, cf. *infra*, p. 649-654.

219. Voir le commentaire dans *Union : Prospective of a New Publication*, 1831, John Rylands Library, R.106147 : « En 1819, le gouvernement dut sa sécurité à l'abstention de M. Hunt. »

dirigeants radicaux eux-mêmes étaient effrayés du genre d'audience qu'ils avaient dans les centres industriels. Hunt était tout occupé à se distancier des extrémistes et à s'abstenir d'entreprendre quelque action que ce fût qui pût lui être préjudiciable lors de son procès, qui allait bientôt s'ouvrir. Cobbett familiarisait ses lecteurs avec l'art d'utiliser le blé torréfié comme ersatz de café et leur vantait la supériorité de l'eau sur le vin. Le 22 janvier 1820, il publia enfin « UN PLAN ». Il était adressé « Aux Dames » et avait pour but de « Promouvoir la Sobriété, la Frugalité et l'Horreur du Jeu[220] ». C'est dans ces circonstances que se déroula le dernier épisode du mouvement populaire de l'après-guerre.

Nous ne savons pas grand-chose d'Arthur Thistlewood et des conspirateurs de Cato Street[221]. Thistlewood était un gentilhomme qui eut à souffrir de nombreuses infortunes, causées pour la plupart, semble-t-il, par nul autre que lui. Il n'y a pas beaucoup d'hommes qui, arrêtés une première fois pour haute trahison, eussent été d'accord pour risquer leur tête une deuxième puis une troisième fois, comme Thistlewood en 1817 et en 1818, puis de nouveau en 1820. Son courage se composait plus qu'aux trois quarts d'imprudence ; mais il en allait de même d'Emmett ou des hommes de « Pâques 1816 ». Les grossières biographies publiées par la presse au moment de sa mort ont amorcé une tradition qui se fait encore sentir dans les écrits d'aujourd'hui[222]. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que cette

220. *Political Register*, 4 décembre 1819, 22 janvier 1820.

221. Beaucoup de points demandent à être éclaircis. *Cato Street Conspiracy*, de John Stanhope, 1962, se lit aussi agréablement qu'un roman policier. Il établit une fois pour toutes le rôle d'Edwards comme provocateur, en se fondant sur les preuves contenues dans H.O. 44.4/6. Mais il ne situe pas cette conspiration dans son contexte, et les détails biographiques sont largement tirés des rapports hostiles de la presse et de la version du procès donnée par G.T. Wilkinson. De nombreux documents, regroupés sous le titre de *Thistlewood Papers*, restent encore à étudier (H.O. 42 et H.O. 40.7/10).

222. Voir, par exemple, R.J. White, *op. cit.*, p. 199, où on le compare à un « vendeur de secrets militaires » secondé par « des brutes et des voyous » ; voir aussi les allusions que fait J. Stanhope (p. 28, 57) à des « personnalités

tradition ne s'appuie sur aucun fait établi. Elle cadre mal avec la conduite de Thistlewood sur l'échafaud. Pour George Borrow, qui a peut-être ajouté une touche romanesque à la tradition du monde clandestin, Thistlewood était l'un des « vieux radicaux » – « un soldat plein de bravoure », qui, « comme officier, s'était distingué au service de la France » et « était l'une des fines lames d'Europe ». Il ne « dégainait son épée [...] que pour défendre le faible et l'humilié – il avait un grand cœur mais était trop ingénu [...] ». « Oh, il y en avait chez ces gaillards[223] ! »

Nous ne pouvons pas accepter sans réserve les versions de ses adversaires ou celle de Borrow. Il est certain que c'était un « vieux routier jacobin » et un républicain convaincu. Alors que ses compagnons professaient trop souvent leur foi républicaine en haranguant les foules ou en recourant à la caricature, il faut dire qu'il fut plutôt taciturne et qu'il consacra beaucoup d'attention à l'organisation pratique. Mais il est plus important de se représenter la situation dans laquelle se trouvait un homme de ce genre. Lors d'une réunion tenue au *White Lion* au début de novembre (selon le rapport d'un espion de Lord Sidmouth), le Dr. Watson informa le comité « que les communications entre lui-même et la province étaient rompues parce que cette dernière avait pris le parti de Hunt ». À cette époque, « Thistlewood se trouvait avec les tisserands de Spitalfields[224] ». Selon certains, Thistlewood fut profondément et amèrement affecté par l'accusation d'espionnage que Hunt lui avait lancée, et il était déterminé à faire un sort à cette calomnie en entreprenant quelque action téméraire. Alors que le Parlement votait les

---

psychopathes » et aux « névroses personnelles ». En fait, le seul personnage de 1819-1820 auquel on puisse appliquer ces épithètes en toute rigueur clinique, c'est Lord Castlereagh. Voir H. M. Hyde, *The Strange Death of Lord Castlereagh*, 1959.

223. G. Borrow, *Tomany Rye*, appendice, chap. x. Borrow dit aussi que Thistlewood perdit sa fortune non au jeu (comme le prétendent les versions injurieuses), mais en prêts peu réfléchis qu'il consentit à un ami.

224. H.O. 42.198. Rapport de « I.S. », 10 novembre 1819.

Six Lois, il reconstruisait un réseau clandestin, avec des ramifications dans le Yorkshire et à Glasgow en particulier[225]. En décembre, la conspiration de Cato Street était sur pied.

Cette affaire ressemble par bien des côtés à l'affaire Despard ou à celle de Spa Fields. Elle fut toutefois plus violente et plus pathétique. Thistlewood avait l'impression qu'il était de son devoir de sauver le pays de la répression. Si l'on pouvait seulement frapper le *premier* coup (contre la Tour, la Banque, le Parlement ou le roi), le signal serait alors donné, il en était certain, et Spitalfields, les *Minories* et Smithfield se soulèveraient ; quant aux « places fortes de province », elles balaieraient tout devant elles. Il semblerait même que Thistlewood se soit engagé sur l'honneur auprès d'émissaires provinciaux à ce que Londres *agisse* ainsi. S'il fit preuve d'une témérité qui, vu les circonstances du moment – janvier et février 1820 –, frisait la folie, ce fut par désespoir. Plein d'inquiétude, dans un état de grande pauvreté, il sillonnait les milieux ultra-radicaux de Londres : les artisans déistes, les manœuvres et les commerçants qui lisaient et approuvaient le *Medusa* de Thomas Davison ou le *Theological Comet* de Shorter, dans lesquels on réclamait avec impatience la suppression par le fer des prêtres et des rois[226].

Nombreux furent ceux qui applaudirent à l'idée d'un soulèvement. Les cordonniers, en particulier, étaient prêts, et leur syndicat était pratiquement une organisation jacobine[227] ; on disait aussi qu'il y

225. Voir, en particulier, A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 183, 184. Le 23 décembre 1819, neuf délégués de l'organisation secrète du Lancashire furent arrêtés, probablement sur des informations d'« Alpha ». Cf. *Independent Whig*, 1er janvier 1820.

226. Voir, par exemple, *The Theological Comet : or Free-Thinking Englismen*, 28 août 1819 : « Aux loups de Manchester » : « Êtes-vous si *religieux* que vous vous délectiez des actes barbares et des massacres de Moïse, ce monstrueux boucher [...] ? »

227. Chez les cordonniers, la tradition jacobine va de Thomas Hardy et de John Ashley (tous les deux secrétaires de la SCL) aux ultra-radicaux Preston et Waddington, en passant par Charles Pendrill (et autres associés de Despard) et Davenport, le spencéen. La majorité des conspirateurs de Cato

avait à Londres, en novembre, des Irlandais de 1798 qui se rencontraient dans la boutique de Davison et qui « s'efforçaient *de nouveau* d'inciter à la *Révolte* les basses couches de l'immigration irlandaise[228] ». Il y avait également des individus qui avaient des idées sur la manière dont le premier coup devait être porté. George Edwards, artiste à ses heures, qui avait exécuté un buste de Paine pour Carlile et qui était le frère d'un ancien secrétaire des spencéens, était particulièrement inspiré. Dans le discours provocant qu'il tint avant qu'on ne lui fasse part de sa condamnation à mort, Thistlewood déclara :

> Il [Edwards] proposa un plan pour faire exploser la Chambre des communes. Ce n'était pas ce que j'envisageais : je ne voulais punir que les coupables et je rejetai cette idée. Il proposa ensuite d'attaquer les ministres lors de la fête donnée par l'ambassadeur d'Espagne. Je m'y opposai résolument [...] des dames y étaient invitées, et moi, qui vais bientôt monter sur l'échafaud, je tressaillis d'horreur à l'idée de ce qui se passerait, dont les agents du gouvernement nous avaient déjà donné un échantillon à Manchester [...]

« Edwards n'arrêtait pas d'inventer des projets ; il proposa enfin de les attaquer lors d'un dîner du cabinet. » On se rencontra dans plusieurs chambres et dans un galetas de Cato Street. James Ings, boucher à l'imagination fertile, se voyait déjà dans le rôle que le plan lui réservait, après que l'on aurait envahi la maison et enfoncé la porte de la pièce où se tenaient les convives : « Je m'écrierai : "Messires, mes hommes valent bien la *Yeomanry* de Manchester. Entrez, Citoyens, et faites votre devoir." » Les têtes de Castlereagh et de Sidmouth devaient être exposées sur des piques, on afficherait une proclamation annonçant l'entrée en fonction d'un « gouvernement provisoire » et de petites manœuvres de diversion devaient

---

Street étaient bottiers et cordonniers ; les sections du centre et de l'ouest de Londres votèrent chacune la dépense de 50 livres pour leur défense (*Independent Whig*, 12 mars 1820).

228. Rapport de « I.S. », 15 novembre 1819, H.O. 42.198.

être lancées contre la Tour et Mansion House. Alors que l'on approchait de la date prévue, il semble que Thistlewood n'ait plus tenu au complot que par un sentiment d'honneur désespéré. Il fallait tenter *quelque chose*. « J'espère que vous n'allez pas abandonner l'action que vous voulez entreprendre, dit-il. Sinon, cela fera une autre affaire Despard. »

Le plan était naturellement depuis longtemps connu de ceux dont on devait promener la tête dans les rues sur des piques. Et même l'article du *New Times* annonçant le dîner du cabinet était un piège. Les conspirateurs furent dûment arrêtés, non sans que Thistlewood transperce dans l'échauffourée un des sergents de police. Ces arrestations créèrent dans l'opinion le sentiment dont le gouvernement avait besoin pour justifier les Six Lois et pour gagner les élections générales[229]. Ce sentiment s'atténua nettement à la mi-avril, au moment des procès, quand le rôle de provocateur qu'avait joué Edwards fut dévoilé.

Thistlewood et ses compagnons firent preuve de courage et même d'arrogance lors de leur procès et de leur exécution. (Le seul regret de Thistlewood fut que, quand ils passèrent par Londres quelques semaines avant les procès, la foule n'ait pas tenté de les délivrer.) Il semble que tous sauf Davidson (un « homme de couleur » originaire de la Jamaïque et ayant certains liens avec les méthodistes) aient été déistes et aient refusé le réconfort que leur offrait l'aumônier de la prison. En attendant le verdict, plusieurs prisonniers composèrent des vers sur un ton de défi :

> Tyrans. Vous remplissez le pauvre de terreur
> Et le dépossédez de son droit
> Vous augmentez le prix de la viande et du pain
> Et flétrissez ainsi son labeur.
>
> Jamais vous ne travaillez ni ne peinez,
> Mais vous pouvez boire et manger ;
> Jamais vous ne cultivez le sol,
> Ni ne pensez au sort des pauvres [...]

229. Cf. S. Maccoby, *op. cit.*, p. 366.

« Ma chère Celia », écrivit James Ings à son épouse :

> Selon la loi, je dois mourir ; je te laisse dans un pays plein de corruption, d'où la justice et la liberté se sont envolées pour de lointains rivages. [...] Mais, ma chère, j'espère que tu garderas à l'esprit que la raison pour laquelle on m'envoie à l'échafaud était pure. J'ai pensé devoir rendre un service à mes compagnons, les hommes, les femmes et les enfants qui meurent de faim [...]

John Brunt, cordonnier de son état, déclara devant le tribunal avant que le verdict ne fût rendu, « fièrement et sans embarras », que,

> grâce à son travail, il avait pu gagner de 3 à 4 livres par semaine et que, tant que ce fut le cas, il ne s'était jamais mêlé de politique. Mais, quand son revenu fut réduit à 10 shillings par semaine, il commença à regarder autour de lui. [...] Et que vit-il ? Que les hommes au pouvoir se rencontraient pour trouver le moyen d'affamer et de piller le pays. Il avait trouvé horribles les événements de Manchester. [...] Il s'était joint à la conspiration pour le bien public. Il n'était pas de ceux qui se seraient arrêtés. Oh non ! Il aurait poursuivi sa lutte jusqu'au bout. [...] Il mourrait en digne descendant des anciens habitants des îles Britanniques [...]

Sur l'échafaud, Thistlewood déclara avec son fort accent du Lincolnshire : « J'aimerais que tous ceux qui sont ici présents se souviennent que je meurs pour la cause de la liberté [...] » Dans un compte rendu émouvant et direct, Cobbett évoqua le nom de Sir Thomas More. Hobhouse, qui assista aux exécutions, écrivit dans son journal :

> Ces hommes moururent en héros. Ings, peut-être un peu trop tapageur, chanta *La Mort ou la Liberté* ; Thistlewood lui dit : « Sois calme, Ings, nous pouvons mourir sans tout ce bruit. »

La foule était retenue par des barricades à l'écart de l'échafaud de manière qu'on ne pût pas tenter de les délivrer et que les paroles des suppliciés ne fussent pas entendues. Quand on exposa la tête des vic-

times, la foule fut prise d'une colère folle – « les cris de haine de la foule dépassèrent tout ce que l'on peut imaginer »[230].

C'est ainsi que finit l'« ancien radicalisme », qui, d'une certaine manière, fut un prolongement, au XIX^e^ siècle, du jacobinisme des années 1790. (Les cordonniers de Cato Street furent parmi les derniers à employer le terme « citoyen » et les autres formules jacobines.) Nous avons cherché à corriger, autant que faire se peut, l'image traditionnelle d'un gang de terroristes criminels. Thistlewood fut certainement coupable d'avoir eu la folie d'exposer la vie de ses compagnons dans une entreprise qui relevait si clairement de la provocation. (« Je suis comme un bœuf conduit au marché de Smithfield pour y être vendu, s'écria Ings lors de son procès, Lord Sidmouth était au courant de tout depuis deux mois. ») Ses plans – s'emparer d'un canon et d'arsenaux, mettre le feu aux casernes et installer un gouvernement provisoire à Mansion House – n'avaient pas beaucoup plus de consistance que des rêves éveillés. Il trouva une justification à son complot chez les apologistes romains du tyrannicide. Il déclara au cours de son procès que « le peuple de Manchester était victime de haute trahison » :

> On porta Brutus et Cassius aux nues pour avoir abattu César. En vérité, quand un homme ou un groupe d'hommes se placent au-dessus des lois de leur pays, il ne reste plus d'autre moyen pour appliquer la justice que le bras d'un individu isolé.

Mais, même si une conspiration semblable à celle de Cato Street avait réussi à atteindre son objectif immédiat, il est difficile d'imaginer quelle suite elle aurait pu avoir. Peut-être quelques journées

230. Thistlewood, Ings, Brunt, Tidd et Davidson furent exécutés le 1^er^ mai. Cinq autres condamnés furent relégués. Cette version des faits se fonde sur G.T. Wilkinson, *op. cit.*, *passim* ; J. Stanhope, *The Cato Street Conspiracy*, particulièrement chap. VI (pour le rôle joué par Edwards) ; *Political Register* de Cobbett, 6 mai 1820 ; R.F. Warmouth, *op. cit.*, p. 71 ; *Independent Whig*, 7 mai 1820 ; Lord Broughton, *Recollections of a Long Life*, 1909, II, p. 126 ; E. Aylmer, *Memoirs of George Edwards*, 1820.

d'émeutes, comme les « émeutes de Gordon », en plus sanglant et sur une plus grande échelle. Puis, selon toute probabilité, une « terreur blanche » avec des « Peterloo » dans une douzaine de villes anglaises et écossaises. Thistlewood n'avait pas prêté attention au commentaire ironique que Shakespeare place dans la bouche de Brutus :

> Mais baissez-vous, Romains, baissez-vous,
> Baignons nos mains jusqu'au coude dans le sang de César,
> Et teignons de ce sang nos épées.
> Puis nous sortirons, nous irons au forum,
> Et, brandissant au-dessus de nos têtes nos armes rougies,
> Nous crierons tous : Paix ! Indépendance et Liberté !

Mais ceux qui eurent le plus à souffrir de l'entreprise de Thistlewood et qui étaient les plus fondés à critiquer son inconscience semblent avoir eu pour lui la plus absolue des loyautés. Susan Thistlewood n'était pas un personnage médiocre ; c'était une militante jacobine à part entière, d'allure froide et intellectuelle, prête à prendre une part active à la défense[231]. La question de savoir à quel point la conspiration de Cato Street faisait partie d'un authentique plan national reste obscure. Il y eut trois tentatives de soulèvement peu après l'arrestation des conspirateurs : une à Glasgow et deux dans le Yorkshire. De petits groupes de tisserands se soulevèrent dans le voisinage de Glasgow, les 5 et 6 avril (avec leur célèbre bannière « Écosse libre ou le Désert »), ils se heurtèrent à l'armée au cours d'un violent affrontement, la « bataille de Bonnymuir », et trois hommes furent par la suite exécutés. L'un d'eux, James Wilson, était un « vieux routier jacobin » ; un autre était un ancêtre de Keir Hardie. Tous deux étaient des autodidactes aux connaissances remarquables[232]. Il semble que les insurgés pensaient agir dans le cadre

231. G.T. Wilkinson, *op. cit.*, p. 73, 74 ; *Political Register* de Cobbett, 6 mai 1820 ; S. Bamford, *op. cit.*, p. 299.

232. [Peter Mackenzie], *An Exposure of the Spy System Pursued in Glasgow*, Glasgow, 1832, p. 71-232 et *The Trial of James Wilson*, Glasgow, 1832 ; A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 184.

d'un plan qui prévoyait des soulèvements simultanés en Écosse, dans le Yorkshire, dans le Lancashire et à Carlisle – dans tous les fiefs de tisserands.

Six jours plus tôt (le 31 mars 1820), les villages du textile des environs de Huddersfield connurent une certaine agitation. Bien entendu, les tondeurs de drap s'y trouvaient largement impliqués. Après Peterloo, des dizaines de clubs avaient été formés. On y recevait le *Black Dwarf*, le *Cap of Liberty* et le *Manchester Observer*. Selon un tondeur de drap qui avait participé à des manifestations avec une bannière portant les mots « Soulevez-vous, Anglais, et faites valoir vos droits : le Lion se réveille lorsque approche le danger », un soulèvement avait été projeté en novembre « parce qu'une enquête sur les événements de Manchester n'avait pas été menée conformément à leurs souhaits ». Des moitiés de cartes portant l'inscription « Démo » avaient été distribuées. Le signal du soulèvement devait être donné par la distribution de l'autre moitié (« cratie »). Le but était d'« établir un gouvernement libre ». À l'appel de signaux lumineux, deux cents insurgés se rassemblèrent avec des piques, des fourches et des fusils, puis se dispersèrent quand ils virent que les renforts prévus n'arrivaient pas. La dernière tentative eut lieu dans la nuit du 11 avril, à Grange Moor, près de Barnsley. Il y avait quarante à cinquante « classes » de radicaux parmi les tisseurs de toile et les mineurs de la ville. Elles étaient reliées entre elles par un comité général de délégués, en amont duquel se trouvait un comité secret de sept membres. Les sujets discutés lors des réunions étaient :

> L'Oppression des Pauvres, les Impôts, la Dette nationale et les obstacles à la satisfaction des besoins vitaux [...] la Corruption des Ministres et combien de milliers de livres par an étaient dépensées, pour eux, pour les pensions et pour les sinécures, sur notre dos.

Les radicaux de Barnsley pensaient que les Midlands et tout le Nord se soulèveraient la même nuit. Ils devaient se diriger vers Grange Moor, où ils devaient rencontrer les autres contingents pour poursuivre

par Barnsley en direction de Sheffield, puis sur Londres. On disait que les Écossais seraient à Leeds en même temps que nous ou avec moins d'un jour de retard sur nous.

Ils furent peut-être trois cents à se retrouver, avec leurs tambours, leurs armes et leurs havresacs, des vivres pour trois jours et un drapeau vert bordé de noir sur lequel on pouvait lire : « Celui qui frappe un homme à mort doit immanquablement être mis à mort. » Deux anciens soldats les dirigeaient : Comstive, un « ancien de Waterloo » et « bon calligraphe », et Addy, qui portait le symbolique chapeau blanc. Ils franchirent péniblement les douze miles qui les séparaient de Grange Moor, s'adjoignant de modestes renforts, et arrivèrent au petit matin pour trouver l'endroit du rendez-vous désert. Au bout de quelque temps, le bruit courut dans les rangs qu'il s'agissait d'un coup monté par le gouvernement, et la compagnie se dispersa dans la consternation. Comstive, Addy et quelques autres furent relégués pour leur participation à ces aventures.

Des rumeurs circulèrent dans les régions manufacturières. « On dit que les Écossais vont bientôt envahir l'Angleterre et se joindre aux radicaux anglais », nota dans son journal (7 avril) un tisserand de Burnley. Mais, dix jours plus tard, il nota que trois radicaux ultras « quittent le pays ; leur destination reste secrète bien que l'on dise qu'ils ont pris la mer ». Le 14 avril, un tisserand, Joseph Tyas, fut arrêté près de Huddersfield. Dans la coiffe de sa femme, on trouva une lettre adressée par lui à « nos frères du Lankaster Shire » :

Très chers amis,
Nous espérons que vous vous portez bien, malgré le désagrément de votre Captivité. [...] Notre Musique du Yorkshire a joué à deux reprises alors que la vôtre du Lancashire ne s'est jamais fait entendre. Est-ce que vos Musiciens sont malades ? [...]
Pauvre, pauvre, pauvre Yorkshire, tes Réformateurs sont fidèles. [...] Ils étaient près de trois cents à Grange Moor, ils marchèrent toute la nuit, chaque homme avait sa couverture, sa lance ou son fusil avec des munitions pauvres Hommes si douloureusement trompés par des hommes à la vue courte que vous en auriez été tout chavirés de voir ces braves sous

> leurs armes détrempés après cette nuit et ces douze miles de marche pour ne Point trouver Ame qui vive au rendez-vous ils abandonnèrent les manches de leurs piques sur la lande après en avoir ôté les lames à part trois ou quatre qui étaient trop fermement fixées, les pauvres Hommes attendirent le cœur en joie jusqu'à l'aube roulant du tambour et se frappant la poitrine mais aucun renfort ne vint les rejoindre. Dans le désarroi ne sachant que faire. Ils ne pouvaient se résoudre à retourner à Barnsley mais quand il n'y eut plus d'autre solution des larmes très amères emplirent leurs yeux et ils Sanglotèrent, désespérés [...]

« J'espère, conclut la lettre, que nous pourrons toutefois tous nous retrouver en un Corps et en une Voix [...][233]. » Le *Manchester Observer* écrivit : « Nous conseillons à nouveau à nos compatriotes de ne pas prêter l'oreille à quelque *étranger* que ce soit [...], *quelle que soit l'autorité dont il se réclame en tant que délégué d'un endroit éloigné*[234]. » Cato Street raviva le souvenir d'Oliver dans l'esprit des réformateurs. Et, comme les rassemblements étaient interdits et que la presse se trouvait muselée, les unions politiques commencèrent à se désagréger. Deux autres faits contribuèrent à modifier le caractère et l'orientation du mouvement. Le premier fut le début d'une période de prospérité générale, qui s'étendit de 1820 à 1825. La baisse des prix et l'augmentation du nombre des emplois émoussèrent la colère de bien des radicaux. D'autre part, les journalistes radicaux rescapés s'attaquèrent à une nouvelle cause (presque avec soulagement) : la défense de l'honneur et des prérogatives royales de la reine Caroline, que George IV désirait écarter pour mauvaise conduite et qui était la dernière victime des *Green Bags*. Nous ne nous attarderons pas sur cette stupide question qui fournit l'occasion aux radicaux (et aux loyalistes) d'étaler tous leurs défauts. Du point de vue radical, l'attrait de cette intrigue venait de ce qu'elle mettait la Vieille Corruption dans une situation grotesque et purement défensive. Elle donnait l'oc-

233. T.S. 11.4131 et 3573 ; F. Peel, *Spen Valley*, p. 262-264, et *Risings of the Luddites*, éd. de 1888, p. 313-319 ; Bennett, *History of Burnley*, III, p. 380 ; H.O. 40.11/12.

234. *Manchester Observer*, 15 avril 1820.

casion aux radicaux de pérorer, de sermonner, de protester et de pétitionner pour la défense de l'honneur, de la chasteté, de la justice, et de témoigner de leur « sincère attachement au trône ». Elle permit aussi à Hone et à Cruikshank de produire quelques-unes de leurs meilleures satires. Tout au long de l'année 1820, semaine après semaine, Cobbett consacra son *Register* à la défense de la reine. Brougham, Cobbett et le conseiller Wood prirent en charge les affaires de la reine, allant jusqu'à lui écrire les réponses à donner aux adresses qu'elle recevait (et qu'ils rédigeaient peut-être), tant et si bien que l'ultra-loyaliste *John Bull* put déclarer légitimement : « Elle dirige les radicaux autant que Hunt les dirigeait avant elle » :

> Ces rhéteurs, péroreurs, inconditionnels du désordre et des émeutes se soucient aussi peu de la Reine qu'ils se souciaient de Hunt. Elle leur sert de perche pour brandir le bonnet phrygien. Burdett était autrefois cette perche [...] Hunt fut la dernière perche avant la Reine. Et, maintenant, Sa Majesté porte le Bonnet rouge de la faction[235].

Mais ce n'était plus le « bonnet phrygien » que l'on faisait coiffer à la reine. Celui-ci avait été égaré quelque part entre Peterloo et Cato Street. En fait, l'importance de Brougham, de Wood et de Hobhouse dans le mouvement était un triste présage de la tournure que prendrait le nouveau mouvement des années 1820, sous la direction des jeunes whigs et des utilitaristes de la bourgeoisie[236].

Il est probable que ce ne fut ni Cato Street ni les Six Lois qui imprimèrent la marque la plus profonde sur la tradition politique britannique, mais bien Peterloo. Après les premières réactions, un impact à plus long terme fut perceptible. Peterloo attira tout d'abord l'attention des whigs et des réformateurs bourgeois sur les conséquences qu'il fallait attendre de la perte de leur influence sur les masses non

235. *John Bull*, 24 décembre, cité par S. Maccoby, *op. cit.*, p. 354.

236. Pour plus de détails sur l'affaire de la reine Caroline, cf. Chester New, *Life of Henry Brougham*, chap. XIII ; E. Halévy, *op. cit.*, p. 80-106 (éd. fr., p. 73-97) ; S. Maccoby, *op. cit.*, chap. XX ; G.D.H. Cole, *Life of Cobbett*, chap. XVI.

représentées. Même Wilberforce sentit qu'il faudrait que quelque réformateur modéré s'occupât de « sauver la multitude des mains des Hunt et des Thistlewood[237] ». Après que se fut apaisée la clameur de 1819, le mouvement réformateur bourgeois gagna en détermination. L'agitation de l'après-guerre secoua d'autre part la confiance que l'Ancien Régime[238] avait en lui-même, et certains loyalistes de 1819 était prêts, dans les années 1820, à admettre la nécessité de certaines concessions. C'est ainsi que l'on put voir le colonel Birley, de la *yeomanry* de Manchester, faire campagne, dans les années 1820, pour le transfert à Manchester de certains sièges des « bourgs pourris »[239]. Et, dans l'esprit d'hommes comme Peel, la nécessité d'une alliance entre les intérêts des industriels et des propriétaires terriens contre la classe ouvrière se fit de plus en plus pressante. Mais l'influence la plus durable de Peterloo, ce fut la véritable horreur soulevée par ces événements. En 1819, la conduite des loyalistes avait reçu l'approbation d'une large partie de leur propre classe. Dix années plus tard, c'était avec un sentiment de culpabilité que l'on évoquait ces événements, même dans la petite noblesse. Pour la génération suivante, « Peter-Loo » fut un *massacre*. Et, en raison même du sentiment de honte qui reste attaché à ces événements, nous pouvons dire que ce massacre fut, dans les annales de l'« Anglais né libre », une sorte de victoire. Même la Vieille Corruption sentit bien qu'elle ne pourrait plus risquer un coup de ce genre. Comme le consensus moral de la nation interdisait que l'on attaquât sabre en main une foule désarmée, il en résulta que le droit de tenir des assemblées publiques était acquis. Il arrivera encore que l'on charge et que l'on disperse par la force des grévistes ou des travailleurs agricoles, mais, depuis Peterloo, les autorités n'ont plus jamais osé faire preuve d'une telle brutalité contre une foule britannique pacifique. Et, même lors du « complot des soupapes » (1842) ou lors du Dimanche sanglant (1887), le recours à la violence fut soigneusement contrôlé. L'épisode le plus remarquable

237. W. Wilberforce, *Life*, V, p. 37.
238. En français dans le texte (*NdT*).
239. Cf. D. Read, *op. cit.*, chap. XI.

du 16 août ne se déroula pas à St. Peter's Fields, mais un peu plus tard, sur la route qui partait de Manchester. Après avoir cherché fiévreusement sa femme, Samuel Bamford décida de rentrer chez lui, et il emprunta la route sur laquelle des centaines de personnes refluaient en désordre vers les hautes terres. À Harpurhay, il rejoignit de nombreux membres des contingents de Middleton et de Rochdale :

> Je rattrapai mes camarades, et, après avoir formé des rangs avec un millier d'entre eux, nous nous mîmes en marche au son des fifres et des tambours, brandissant notre seule bannière, et entrâmes ainsi dans la ville de Middleton.

16

# Conscience de classe

## 1. La culture radicale

Quand on les oppose aux années radicales qui précèdent ou aux années chartistes qui suivent, les années 1820 semblent étrangement calmes et apparaissent comme une période de relative paix sociale. Mais, bien des années plus tard, un marchand ambulant avertissait Mayhew :

> On s'imagine que, quand tout est tranquille, tout est inerte. La propagande n'en continue pas moins pour cela. C'est quand tout est calme que la semence lève, que Républicains et Socialistes font avancer leurs doctrines dans la tête des gens[1].

Ces années calmes sont celles du combat de Richard Carlile pour la liberté de la presse ; du renforcement des syndicats et de l'abolition des *Combination Acts* ; du progrès de la libre pensée, des expériences coopératives et de la théorie owéniste. Ce sont des années pendant lesquelles des individus et des groupes essayèrent de traduire au niveau théorique la double expérience que nous avons décrite, celle de la révolution industrielle et celle du radicalisme insurrectionnel et de sa défaite. Et, lorsque l'on évoque la fin de cette décennie, quand l'affrontement entre la Vieille Corruption et la Réforme atteignit son intensité maximale, on peut employer des termes nouveaux pour parler de la conscience qu'avaient les travailleurs de leurs intérêts et de leur situation en tant que classe.

1. H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 22.

En un certain sens, nous pouvons caractériser le radicalisme populaire de ces années comme étant une culture intellectuelle. Et la première moitié du XIX^e^ siècle, où l'éducation officielle d'une grande partie du peuple se limitait à peu près à l'enseignement des « trois R[2] », ne fut pas une période d'atrophie intellectuelle. Les villes, et même les villages, bourdonnaient de l'activité des autodidactes. Dès qu'ils savaient lire et écrire, les ouvriers agricoles, artisans, commerçants, employés et maîtres d'école se mettaient en devoir de s'instruire individuellement ou en groupes. Et les livres ou les maîtres étaient bien souvent ceux que recommandait l'opinion réformatrice. Un cordonnier, qui avait appris à lire dans l'Ancien Testament, pouvait s'attaquer au texte du *Siècle de la raison*. Un maître d'école, dont l'instruction s'était quasiment limitée à de dignes homélies religieuses, s'essayait à lire Voltaire, Gibbon, Ricardo ; ici et là, des chefs radicaux, des tisserands, des libraires, des tailleurs collectionnaient des périodiques radicaux et apprenaient à utiliser les rapports officiels du Parlement ; des ouvriers agricoles illettrés n'en allaient pas moins chaque semaine au cabaret, où l'on lisait et débattait le dernier éditorial de Cobbett.

Ainsi, les travailleurs se forgeaient une vision de l'organisation de la société, à partir de leur propre expérience et à l'aide d'une éducation durement acquise et hétéroclite, et cette vision était avant tout politique. Ils apprenaient à situer leur vie dans l'histoire générale d'un conflit qui opposait les « classes laborieuses », aux contours mal définis, à la Chambre des communes non réformée. À partir de 1830 mûrit une conscience de classe mieux définie, au sens marxiste traditionnel, qui permettait aux travailleurs de comprendre qu'ils poursuivaient par eux-mêmes des luttes à la fois anciennes et nouvelles.

Il est difficile de donner une vue générale de la diffusion de l'instruction dans les premières années du siècle. Les « classes laborieuses »

2. La lecture, l'écriture et l'arithmétique (« Reading, Writing and Arithmetic ») (*NdT*).

comprenaient, d'une part, le million, ou plus, d'illettrés, ou du moins de gens dont l'instruction ne dépassait guère la capacité de déchiffrer quelques mots ou d'écrire leur nom. À l'autre extrême, il y avait des hommes dont les acquis intellectuels étaient considérables. Le fait d'être illettré ne signifiait d'ailleurs nullement, rappelons-le, l'exclusion du débat politique. Dans l'Angleterre de Mayhew, les chanteurs de rues et les « bonimenteurs » étaient encore prospères, égayant les trottoirs et les coins de rue de leurs farces et de leurs parodies, s'adaptant à l'humeur populaire, et donnant un tour radical ou antipapiste à leurs monologues satiriques et à leurs chansons, selon l'état du marché[3]. Un travailleur illettré marchait parfois pendant des kilomètres pour aller écouter un orateur radical, tout comme ce même travailleur (ou quelque autre) pouvait le faire pour aller entendre un sermon. En période d'effervescence politique, les illettrés demandaient à leurs camarades de travail de leur lire des articles parus dans les périodiques ; tandis que, dans les auberges, on lisait les nouvelles et que, dans les réunions politiques, on passait un temps considérable à lire des adresses et à voter des kyrielles de résolutions. Le radical consciencieux pouvait même attacher une valeur magique à la possession d'ouvrages prisés qu'il était incapable de lire par ses propres moyens. Un cordonnier de Cheltenham, qui se rendait ponctuellement tous les dimanches chez W.E. Adams pour se faire lire la « Lettre de Feargus », n'en était pas moins l'orgueilleux détenteur de plusieurs livres de Cobbett, soigneusement conservés dans des étuis en peau de chamois[4].

Des études récentes ont bien clarifié la question de la lecture dans la classe ouvrière durant ces années-là[5]. Pour simplifier, nous pouvons

3. Voir plus particulièrement H. Mayhew, *op. cit.*, I, p. 252 *sq.*

4. W.E. Adams, *Memoirs of a Social Atom*, 1903, I, p. 164.

5. Voir en particulier R.K. Webb, *The British Working Class Reader, 1790-1848*, 1955 ; l'article du même auteur, « Working Class Reader in Early Victorian England », *English Hist. Rev.*, LXV, 1950 ; R.D. Altick, *The English Common Reader*, Chicago, 1957, surtout chap. IV, VII, XI ; et J.F.C. Harrison, *Learning and Living*, 1961, I^re^ partie.

dire qu'environ deux travailleurs sur trois savaient lire tant bien que mal au début du siècle, tandis qu'un peu moins savaient écrire. Lorsque les écoles du dimanche et les externats firent sentir de plus en plus nettement leurs effets, s'ajoutant à l'effort des autodidactes ouvriers eux-mêmes, le nombre des illettrés diminua ; cependant, il resta élevé plus longtemps dans les régions où le travail des enfants était très répandu. Mais la capacité de lire n'était qu'une technique élémentaire. La capacité de manier des raisonnements abstraits et suivis n'est pas innée ; il fallait, pour l'acquérir, surmonter des difficultés écrasantes – le manque de temps, le prix des chandelles (ou des lunettes) comme l'insuffisance de l'éducation. Les idées et les termes employés dans le mouvement radical à ses débuts avaient, c'est évident, pour certains partisans ardents, une valeur fétichiste plus que rationnelle. Certains des révoltés de Pentridge pensaient qu'un « Gouvernement provisoire » garantirait des « provisions » plus abondantes ; tandis que, dans un rapport sur les mineurs du Nord-Est en 1819, le « Suffrage universel signifie pour beaucoup d'entre eux la souffrance universelle [...] "si un membre souffre, tous doivent souffrir"[6] ».

Les témoignages qui nous parviennent sur les capacités littéraires des travailleurs pendant les vingt premières années du siècle illustrent bien l'absurdité de toute généralisation. À l'époque des luddistes, lorsqu'il n'y avait pratiquement que des travailleurs pour soutenir leurs actions, les messages anonymes allaient d'apostrophes ampoulées adressées à « la Liberté aux Souriants Attributs » à des inscriptions à peine déchiffrables, tracées à la craie sur les murs. Prenons des exemples. En 1812, le coroner de Salford, qui avait rendu un verdict d'« homicide justifié » à propos de la mort d'un homme tué par balle au cours de l'attaque de la fabrique de Burton, reçut cet avertissement :

> [...] sache-le, maudit insinuateur, s'il est vrai que l'infâme action de Burton était « justifiée », alors les Lois des Tyrans sont les Ordres de la Raison. Prends garde, prends garde ! Un mois passé dans le Styx ne

6. *Political Observer*, 19 décembre 1819.

> pourrait effacer cet acte sanguinaire de nos mémoires, il ne fait qu'ajouter aux raisons accumulées que nous avons de nous soulever d'indignation[7].

La lettre conclut « *Ludd finis est* » – ce qui nous rappelle que Manchester était fière de posséder une école d'enseignement secondaire (que Bamford lui-même fréquenta quelque temps), ainsi que des collèges où les fils d'artisans pouvaient apprendre assez de latin pour écrire ces lignes. L'autre document fut trouvé au marché de Chesterfield. Il est écrit dans le même but, mais, malgré le manque d'instruction de l'auteur, il est empreint, en quelque sorte, d'une plus grande force de conviction :

> Je m'en Vas vous informer qu'y a Six Mille hommes qui vont venir à vous en Avril et alors On Ira Faire Sauter le Parlement et Faire Sauter tout ce qu'y a devant nous/ le Peuple travailleur il Peut Plus Supporter ça/ au diable Tous ces Coquins qui gouvernent l'Angleterre mais Vous en faites pas pour Ned lud quand le général nody et son armée ils vont arriver On Va bientôt faire la grande Révolution et alors tous ces grands hommes ils auront la tête coupée.

Le « général nody » promettait d'autres bienfaits : « On Va Mettre à bas les Prisons et le Juge on Va le tuer pendant qu'il dormira[8]. »

La différence, les critiques nous le diront, n'est pas seulement affaire de style : c'est aussi une question de sensibilité. On peut imaginer que l'auteur de la première lettre est un artisan à lunettes grisonnant – un cordonnier (ou un chapelier, ou un fabricant d'outils) qui connaît les ouvrages de Voltaire, Volney et Paine, et possède un goût prononcé pour les grands tragiques. Parmi les prisonniers d'État de 1817, il y avait d'autres hommes de ce genre qui venaient du Lancashire : William Ogden, un typographe de soixante-dix ans, qui écrivait à sa femme de sa prison : « Bien que je sois dans les fers, je braverai

7. Une autre lettre (« Eliza Ludd » au révérend W.R. Hay, 1er mai 1812) commence ainsi : « Monsieur, sans aucun doute, vous connaissez bien l'Histoire Politique de l'Amérique » ; ces deux lettres sont dans H.O. 40.1.

8. H.O. 42.121.

mes ennemis comme le grand Caractacus lorsqu'il fut dans la même situation » ; Joseph Mitchell, un autre travailleur de l'imprimerie, dont les filles s'appelaient Mirtilla, Carolina et Cordelia, et qui, à la naissance d'une autre fille pendant qu'il était en prison, écrivit en toute hâte à sa femme pour lui proposer d'appeler le bébé Portia ; ou Samuel Bamford lui-même, dont les instructions à sa femme étaient encore plus précises : « L'Épouse d'un Réformateur se doit d'être une héroïne[9]. » Nous pouvons être presque sûrs que la deuxième lettre est l'œuvre d'un mineur ou d'un tricoteur de village. Elle est sensiblement du même type que la lettre plus gaie qu'un mineur du bassin du Nord-Est laissa en 1831 dans la maison d'un gérant de mines, dans laquelle certains de ses camarades et lui-même s'étaient introduits par effraction pendant une émeute :

> J'étais dans votre maison hier au soir, et j'ai ben pris mes aises. Vous avez point de famille et vous êtes tout seul à la mine, j'ai vu que vous avez plein de pièces, et des grandes caves, avec plein de vin et de bière dedans, ça, j'en ai pris ma part. Mais à notre mine, j'en connais qu'ont trois quatre gamins, et qu'habitent dans une seule pièce, qu'est pas moitié aussi bien que votre cave. Je prétends point savoir grand-chose, mais je sais qu'une différence pareille, ça devrait pas exister. Le seul endroit où qu'on peut aller à la fin de la semaine, c'est la taverne, pour boire un coup. Je prétends point être une affaire, mais je sais au moins ça, et y a ben des gars comme moi qui savent ça aussi, qu'on est pas traités comme on le devrait, et y a un grand philosophe qui dit que plus qu'on en sait et plus qu'on se rend compte qu'on est ignorant. Mais on vient juste de commencer à découvrir ça, et vous les maîtres, les possédants, vous pouvez faire gaffe, parce qu'on va pas vous laisser en faire à votre guise comme ça, on va reprendre un peu de notre dû, maintenant [...][10].

« Si les sociétés bibliques et les écoles du dimanche n'ont rien apporté d'autre, notait Sherwin, elles ont eu au moins un effet bénéfique ;

9. H.O. 42.163 ; *Blanketteer*, 20 novembre 1819.

10. R. Fynes, *The Miners of Northumberland and Durham*, éd. de 1923, p. 21.

elles ont permis d'apprendre à lire à des milliers d'enfants[11]. » Les lettres de Brandreth et de sa femme, celles des conspirateurs de Cato Street et d'autres prisonniers d'État nous donnent quelques aperçus de cette vaste zone qui s'étend des connaissances acquises par l'artisan qualifié à celles du demi-illettré. Entre ces deux extrêmes, nous trouvons Mme Johnston qui s'adresse ainsi à son mari (« Mon Cher Johnston »), compagnon tailleur en prison :

> [...] crois-moi mon Cher, il n'y a pas un jour ni une heure dans le jour où mon esprit ne soit plus ou moins à tes côtés. J'en appelle au Tout-Puissant, c'est la vérité et quand je me retire pour me reposer je prie Dieu de pardonner à tous mes ennemis et de changer leur cœur [...]

Face à cette lettre, nous pouvons présenter celle de Wolstenholme, menuisier à Sheffield, qui écrit à sa femme :

> Notre Pasteur m'a prêté quatre tomes du *Missionary Register* [le registre des missions] qui me donnent la grande satisfaction de voir comment le Seigneur poursuit son œuvre de grâce dans les contrées lointaines.

La rédaction de cette lettre fut une entreprise difficile, parce que « j'ai cassé mes lunettes »[12]. De telles lettres étaient écrites pendant les rares moments de temps libre. Nous voyons presque Wolstenholme en train d'épeler péniblement les mots, et s'interrompant pour consulter un prisonnier plus « lettré » lorsqu'il arrive à l'obstacle que représente le mot « satisfaction ». Même si elle ne l'a probablement pas fait, Mme Johnston aurait pu consulter l'un de ces écrivains publics que l'on trouvait dans la plupart des villes et des villages, et qui écrivaient une lettre convenable pour un penny. Car, même pour ceux qui savaient lire, écrire une lettre était une activité

11. *Political Register* de Sherwin, 17 mai 1817.

12. H.O. 42.172. Ces correspondants, qui attendaient avec impatience d'être libérés, savaient que leur courrier était lu par le directeur de la prison ; ils étaient donc particulièrement enclins à insérer dans leurs lettres des références au pardon, à la grâce et à des lectures édifiantes.

inhabituelle, que le coût de la poste, à lui seul, suffisait à interdire, sauf en de rares occasions. L'affranchissement d'une lettre entre le Nord et Londres pouvait coûter 1 shilling et 10 pence, et nous savons que Mme Johnston comme Mme Wolstenholme enduraient de sévères privations pendant l'absence de leurs maris – les chaussures de Mme Johnston prenaient l'eau, et elle n'avait pas pu s'en acheter d'autres depuis l'arrestation de son mari.

Tous les prisonniers de Cato Street, semble-t-il, savaient plus ou moins écrire. Brunt, le cordonnier, saupoudrait ses vers satiriques de quelques mots de français, tandis que James Wilson écrivait :

> la Cause qui arma le bras de Brutus
> pour frapper un Tyran dans l'alarme
> la cause pour laquelle le courageux Hamden mourut
> pour laquelle le Vaillant Tell défia
> l'insolence et l'orgueil d'un Tyran.

D'un autre côté, Richard Tidd, cordonnier lui aussi, ne pouvait guère tracer que ces mots : « Monsieur, je Suis très Mauvais en Écriture[13]. » Nous ne pouvons, évidemment, prendre de tels hommes comme « échantillon », puisque leur engagement politique indique qu'ils appartenaient à la minorité la plus consciente, celle qui suivait la presse radicale. Mais ils doivent nous mettre en garde contre toute tendance à sous-estimer la diffusion d'une réelle instruction[14]. Les artisans constituent un cas particulier – l'élite intellectuelle de la classe. Mais on trouvait, dispersées dans toutes les régions de l'Angleterre, une multitude d'institutions d'éducation pour les travailleurs, même si le terme d'« institution » n'est pas toujours exact pour désigner l'école-garderie pour enfants, l'école du soir à un penny par semaine dirigée par un ouvrier estropié ou par un mineur accidenté, ou l'école

13. Voir J. Stanhope, *op. cit.*, p. 161-167.

14. L'une des plus anciennes correspondances syndicales que l'on ait conservées – celle des tricoteurs sur métier aux Archives de la cité de Nottingham – montre une large diffusion des connaissances littéraires. Cf. *supra*, p. 704-708.

du dimanche elle-même. Dans les vallées des Pennines, où les enfants des tisserands étaient trop pauvres pour s'acheter des ardoises ou du papier, ils apprenaient l'alphabet en dessinant les lettres avec les doigts sur une table recouverte de sable. Si des milliers d'entre eux perdirent ces rudiments en parvenant à l'âge adulte, il n'en est pas moins vrai que le fonctionnement des Églises non conformistes, des sociétés mutuelles et des syndicats, comme les besoins de l'industrie elle-même, exigeaient que ces connaissances soient consolidées et développées. Alexandre Galloway, qui dirigeait une entreprise de mécanique, écrivait dans son rapport de 1824 :

> Pour moi qui dans mon affaire me sers de descriptions écrites et illustrées, un homme m'est de peu d'utilité, s'il ne sait lire et écrire. Si quelqu'un demande du travail, et déclare qu'il ne sait ni lire ni écrire, on ne lui pose pas d'autres questions [...][15].

Dans la plupart des métiers artisanaux, les compagnons et les petits maîtres étaient obligés, pour leur travail, de lire un peu et de travailler avec des chiffres.

Il n'y avait pas seulement les chanteurs de ballades, mais aussi les « colporteurs » et les « vendeurs d'almanachs » qui faisaient la tournée des quartiers ouvriers, vendant des livres[16], des almanachs, les dernières paroles des mourants et (entre 1816 et 1820, ensuite de façon intermittente) des journaux radicaux. L'un de ces vendeurs d'almanachs, qui voyageait pour le compte de Cowdrey et Black, les « imprimeurs séditieux [c'est-à-dire whigs] de Manchester », fut arrêté par les magistrats en 1812, parce qu'on avait trouvé écrit sur ses catalogues : « Pas de roi aveugle – Ned Ludd pour toujours[17]. » L'un des traits les plus marquants du radicalisme de l'après-guerre fut son effort constant pour développer cette ins-

15. *First Report [...] on Artizans and Machinery*, 1824, p. 25.

16. Catnach, *Trial of Thurtell*, 500 000 exemplaires, 1823 ; *Confession and Execution of Corder*, 1 166 000 exemplaires, 1828.

17. H.O. 40.1.

truction et élever le niveau de la conscience politique. À Barnsley, dès janvier 1816, des tisserands formèrent un club, dont la cotisation s'élevait à un penny par mois, pour l'achat de journaux et de revues radicales. Les clubs Hampden et les unions politiques firent des efforts importants pour fonder des « sociétés de lecture », et, dans les centres plus importants, ils ouvrirent des salles de lecture permanentes, où l'on trouvait journaux et livres, comme à Hanley, dans la région des Potteries. Cette salle était ouverte de huit heures du matin à dix heures du soir. Ceux qui y juraient, employaient un langage indécent ou étaient ivres étaient passibles d'amendes. Tous les soirs, les journaux de Londres y étaient lus « à haute voix ». Dans les salles de l'Association de Stockport, en 1818, d'après Joseph Mitchell, les chefs de classe se rencontraient le lundi soir ; le mardi : « lectures publiques de morale et de politique » ; mercredi : « entretien ou débat » ; jeudi : « grammaire, arithmétique, etc. ». Le samedi, il y avait une soirée amicale, tandis que le dimanche était un jour d'école pour les adultes comme pour les enfants. À Blackburn, les membres de la Société féminine pour la réforme prenaient l'engagement de « faire tous les efforts possibles pour insuffler dans l'esprit de nos enfants une haine profondément enracinée des hommes corrompus et tyranniques qui nous gouvernent ». L'un des moyens employés était « l'Alphabet du Mal à l'usage des Enfants des Femmes Réformatrices » : à la lettre B, on trouvait *Bible* (bible), *Bishop* (évêque) et *Bigotry* (bigoterie) ; à la lettre K, *King* (roi), *King's evil* (écrouelles), *Knave* (fripon) et *Kidnapper* (ravisseur) ; à la lettre W, *Whig*, *Weakness* (faiblesse), *Wavering* (hésitation) et *Wicked* (méchant).

Malgré la répression exercée après 1819, l'habitude d'entretenir des salles de presse de ce genre, parfois attenantes à la boutique d'un libraire radical, se maintint dans les années 1820. Après la guerre, à Londres, les cafés connurent une grande expansion, et beaucoup d'entre eux remplissaient cette double fonction. En 1833, dans le célèbre établissement *Coffee and Newsroom* (*Café et Salle de presse*), que John Doherty avait ouvert en annexe de sa librairie de Manchester, on ne recevait pas moins de quatre-vingt-seize journaux par semaine, y

compris la presse « illégale »[18]. Dans les villes plus petites et les villages, les groupes de lecture étaient moins organisés mais non moins importants. Ils se réunissaient parfois dans des auberges, des cabarets clandestins ou chez des particuliers ; parfois, le journal était lu et commenté dans l'atelier. Le prix élevé des journaux pendant cette période de très lourdes « taxes sur le savoir » conduisit à des milliers d'arrangements *ad hoc* entre de petits groupes, qui s'unissaient pour acheter en commun le journal de leur choix. Pendant la campagne en faveur du *Reform Bill*, Thomas Dunning, un cordonnier de Nantwich, forma un groupe avec ses camarades d'atelier et « notre pasteur unitarien [...] pour s'abonner au *Weekly Dispatch* qui coûtait 8 pence et demi, l'impôt sur la presse s'élevant à 4 pence. C'était trop cher pour *un seul* cordonnier mal payé [...][19] ».

La diffusion de la presse radicale connut des fluctuations brutales. Le *Register* à 2 pence de Cobbett, à son apogée, entre octobre 1816 et février 1817, tirait entre 40 000 et 60 000 exemplaires par semaine, chiffre plusieurs fois supérieur à celui de tous ses concurrents[20]. Le *Black Dwarf* tirait à environ 12 000 exemplaires en 1819, mais ce chiffre fut probablement dépassé après Peterloo. Ensuite, l'impôt sur la presse (et le recul du mouvement) réduisirent considérablement les tirages, même si les publications de Carlile continuèrent à tirer à plusieurs milliers d'exemplaires pendant la plus grande partie des années 1820. Avec la campagne pour le *Reform Bill*, la presse radicale atteignit de nouveau une plus large diffusion : le *Voice of the People* de Doherty et *The Pioneer* dépassèrent tous les deux les

18. C'est-à-dire qui ne payait pas les taxes sur la presse (*NdT*).

19. Sur les salles de lecture radicales, voir A. Aspinall, *Politics and the Press*, 1949, p. 25-28, 395-396 ; Wearmouth, *op. cit.*, p. 24-25, 88-89, 97-98, 111-112. Sur Dunning, voir « Reminiscences » (éd. W.H. Chaloner), *Trans. Lancs. and Cheshire Antiq. Soc.*, LIX, 1947, p. 97. Sur Stockport, voir *Blanketteer*, 27 novembre 1819, et D. Read, *op. cit.*, p. 48 *sq.* Sur Blackburn, voir W.W. Kinsey, *Some Aspects of Lancashire Radicalism*, thèse de M.A., Manchester, 1927, p. 667.

20. En 1822, la diffusion du quotidien le plus important, *The Times*, était de 5 730 exemplaires ; celle de l'*Observer*, hebdomadaire, de 6 860.

10 000 exemplaires, le *Gauntlet* de Carlile, le *Poor Man's Guardian* de Hetherington, ainsi qu'une douzaine de périodiques plus modestes, comme le *Destructive*, tiraient à quelques milliers d'exemplaires. L'effondrement de la vente des hebdomadaires qui étaient trop chers (entre 7 pence et 1 shilling l'exemplaire), pendant les dix ans où fut appliqué l'impôt sur la presse, fut en grande partie compensé par la croissance des ventes des livres bon marché et des pamphlets, depuis *The Political House that Jack Built* (100 000 exemplaires) jusqu'aux ouvrages de Cobbett, *Cottage Economy* (50 000 exemplaires, de 1822 à 1828), *History of the Protestant « Reformation »* et les *Sermons* (211 000 exemplaires, de 1821 à 1828). À la même époque, dans la plupart des grands centres, il y avait un ou plusieurs quotidiens ou hebdomadaires (et il y en avait une douzaine à Londres) qui, tout en ne se déclarant pas ouvertement « radicaux », ne s'en adressaient pas moins à ce large public radical. Et la croissance de ce très large public de lecteurs petits-bourgeois et ouvriers fut reconnue par d'influentes officines – notamment la Société pour la promotion du savoir chrétien et la Société pour la diffusion d'un savoir utile – qui firent des efforts prodigieux et abondamment subventionnés pour attirer les lecteurs vers des lectures plus saines et plus édifiantes[21].

Voilà ce qu'était la culture – avec ses ardentes controverses autour des étalages des librairies, dans les tavernes, les ateliers et les cafés – que Shelley salua dans son *Chant aux hommes d'Angleterre* et au sein de laquelle mûrit le génie de Dickens. Mais ce serait une erreur de penser que les lecteurs constituaient un public indifférencié. On peut dire qu'il y avait plusieurs catégories de public qui s'interpénétraient et se recoupaient partiellement, mais qui néanmoins s'organisaient en fonction de principes différents. Parmi les catégories les plus importantes, citons le public purement et simplement commercial, qui pouvait être exploité lors d'une vive émotion radicale (les procès de Brandreth ou de Thistlewood étaient aussi vendables

21. Sur les tentatives destinées à substituer à la presse radicale des lectures sûres et édifiantes, voir R.K. Webb, *op. cit.*, chap. II, III, IV, et J.F.C. Harrison, *op. cit.*, chap. I et II.

sur le marché que d'autres « confessions de mourants »), mais auquel on ne prêtait attention que dans une perspective de rentabilité ; les divers publics plus ou moins organisés autour des églises et des instituts techniques ; le public passif que les sociétés édifiantes cherchaient à atteindre pour assurer sa rédemption ; et le public actif, radical, qui s'organisait lui-même contre les Six Lois et les taxes sur le savoir.

Le combat pour constituer et conserver ce dernier type de public a été admirablement raconté par W.D. Wickwar dans *The Struggle for the Freedom of the Press*[22]. Il n'y a peut-être pas d'autre pays au monde où la lutte pour les droits de la presse ait été si âpre, si nettement victorieuse, et si étroitement identifiée avec la cause des artisans et des travailleurs. Si Peterloo (paradoxalement) assura le droit de manifester publiquement, les droits garantissant la liberté de la presse furent conquis au cours d'une campagne qui s'étendit sur quinze années ou plus, et dont l'opiniâtreté, la hargne et la hardiesse indomptable n'ont pas d'équivalent. Carlile (un ferblantier qui avait néanmoins fréquenté l'école secondaire d'Ashburton dans le Devon pendant un an ou deux) vit fort justement que la répression de 1819 faisait des droits de la presse le point d'appui du mouvement radical. Mais, contrairement à Cobbett et à Wooler, qui changèrent de ton pour se conformer aux Six Lois dans l'espoir de reprendre le combat plus tard (et qui, du même coup, perdirent leur audience), Carlile hissa le pavillon noir du défi sans concession et, comme un petit pirate, mit le cap sur les flottes alliées de l'État et de l'Église. Lorsqu'il passa en procès, au lendemain de Peterloo, pour avoir publié les œuvres de Paine, la presse radicale

22. Son exposé, qui couvre la période 1817-1832, concerne surtout la première phase de la bataille – le droit de publier – particulièrement liée à la personne de Richard Carlile. La deuxième phase, le combat de la « Grande presse clandestine » (1830-1835), que l'on associe aux noms de Carpenter, Hetherington, Watson, Cleave et Hobson, n'a pas encore trouvé son historien ; on peut consulter, cependant, C.D. Collett, *History of the Taxes on Knowledge*, éd. de 1933, chap. II, et A.G. Barker, *Henry Hetherington* (s.d.).

tout entière salua son courage, mais le jugea perdu. Quand il refit surface, après des années d'emprisonnement, les flottes alliées en déroute étaient dispersées au-delà de l'horizon. Il avait épuisé les munitions du gouvernement et couvert de ridicule les inculpations d'office (qui permettaient de court-circuiter le jury d'accusation) et les jurys spéciaux. Il avait carrément coulé les sociétés privées qui le poursuivaient, l'Association constitutionnelle (ou « Bande de Bridge Street ») et la Société de vigilance contre l'immoralité (*Vice Society*), qui étaient protégées et financées par la noblesse, les évêques et Wilberforce.

Bien entendu, Carlile ne remporta pas ce triomphe tout seul. Le premier affrontement se produisit en 1817, quand furent engagées vingt-six poursuites pour libelles séditieux et blasphématoires et que les conseillers juridiques de la Couronne requirent seize inculpations d'office[23]. Les lauriers de la victoire, cette année-là, revinrent à Wooler et à Hone, et aux jurys de Londres qui refusèrent de les condamner. Wooler assura lui-même sa défense. Il parlait bien, avait quelque expérience des tribunaux, et se défendit avec habileté, dans le style grandiloquent des ardents partisans de la liberté. De ses deux procès (5 juin 1817), l'un se termina par un verdict d'acquittement et l'autre par un verdict confus de culpabilité, auquel trois jurés s'opposèrent et qui fut plus tard remis en question devant la Cour du Banc du roi[24]. Les trois procès de William Hone, en décembre 1817, figurent parmi les poursuites judiciaires les plus cocasses dont on ait gardé la mémoire. Hone, marchand de livres sans le sou et ancien membre de la SCL, fut inculpé pour avoir publié des libelles blasphématoires, sous la forme de pastiches du catéchisme, des litanies et du *Credo*. Hone, en réalité, ne faisait que reprendre de façon particulièrement spirituelle un genre de satire politique qui avait droit de cité depuis longtemps parmi les mar-

23. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 315. Voir aussi *ibid.*, p. 38, 39, sur cette forme particulièrement injuste de persécution qu'était l'inculpation d'office, permettant, de fait, d'emprisonner sans jugement.

24. *The Two Trials of T.J. Wooler*, 1817.

chands de journaux et les bonimenteurs, et pratiqué sous des formes plus élaborées par des hommes de tous les partis, de Wilkes aux auteurs de l'*Anti-Jacobin*. Hone, en fait, ne pensait pas que ses pastiches méritaient le sacrifice de sa liberté. Quand la répression de février 1817 commença, il chercha à les retirer de la circulation. Et ce fut Carlile qui, en les republiant, força la main du gouvernement. Voici un échantillon de ces écrits :

> Notre Père qui es dans le Trésor Public, quel que soit ton nom, que ton pouvoir soit prolongé, que ta volonté soit faite dans tout l'empire, comme elle l'est dans chaque session des Chambres. Donne-nous nos pots-de-vin quotidiens et pardonne-nous nos absences éventuelles au moment des votes, comme nous promettons de ne pas pardonner à ceux qui votent contre toi. Ne nous chasse pas de nos places, mais garde-nous à la Chambre des Communes, le domaine des Pensions et de l'Abondance ; et délivre-nous du Peuple. Amen.

Hone fut détenu en prison, malgré son état de santé, de mai à décembre, parce qu'il ne pouvait trouver 1 000 livres pour payer sa caution. On n'attendait pas grand-chose du procès puisqu'il avait l'intention d'assurer lui-même sa défense. Mais Hone avait profité du temps passé en prison pour rassembler des exemples tirés d'autres pasticheurs passés ou contemporains ; et, à son premier procès devant le juge Abbot, il obtint son acquittement. Les deux jours suivants, le président du tribunal du Banc du roi, le vieil Ellenborough lui-même, malade et irascible, présida les débats. Page après page, les minutes du procès sont remplies des interruptions d'Ellenborough, des remontrances d'un Hone imperturbable sur la façon dont le président dirigeait les débats, de la lecture de pastiches comiques, d'origines diverses, et des menaces du sheriff « d'arrêter le premier que je vois rire ». Malgré la gravité du chef d'accusation prononcé par Ellenborough (« [...] en accord avec sa conscience et son Dieu, il déclara que ce libelle était hautement impie et blasphématoire »), le jury prononça deux fois l'acquittement avec pour conséquence, dit-on, qu'Ellenborough retourna à sa chambre de malade pour n'en jamais ressortir. À partir de cette

date, les pastiches et les satires ne furent plus poursuivis, même en 1819 et 1820[25].

La persécution résiste difficilement au ridicule. En fait, on est frappé par deux aspects des batailles autour de la presse durant ces années-là. Le premier est non pas le sérieux, mais l'extrême plaisir avec lequel Hone, Cruikshank, Carlile, Davison, Benbow et les autres narguaient les autorités. (Hetherington poursuivit cette tradition, lui qui, pendant des semaines, pour accomplir son travail de rédacteur de l'illégal *Poor Man's Guardian*, passa sous le nez de la police le visage couvert d'un invraisemblable masque de quaker.) Être emprisonné comme libraire-éditeur radical n'entraînait nullement la réprobation générale, mais était source d'honneur. Lorsque les éditeurs eurent décidé qu'ils étaient prêts à aller en prison, ce fut entre eux à qui trouverait de nouveaux moyens pour présenter leurs adversaires dans les situations les plus ridicules. Toute l'Angleterre radicale (et Hazlitt plus que tout autre) fut ravie lorsque Sherwin fit renaître *Wat Tyler* – le péché de jeunesse républicain de Southey. Southey, qui était alors poète lauréat, fut des premiers à réclamer à grands cris que l'on mette un frein à la licence séditieuse de la presse ; il requit un arrêt de suspension contre Sherwin pour contrefaçon. Lord Eldon refusa l'arrêt : la Cour ne pouvait tenir compte des droits d'auteurs « en matière de profits impies sur des publications calomnieuses ». « N'est-il pas étrange, demandait Hazlitt, que ce gentilhomme demande un arrêt contre lui-même en tant qu'auteur de *Wat Tyler*, qu'en même temps il préconise contre nous des lois pour nous bâillonner, et pallier ainsi par la force la

25. *Second Trial of William Hone*, 1818, p. 17, 45 ; *Proceedings at the Public Meeting to form a subscription for Hone*, 1818 ; F.W. Hackwood, *William Hone*, 1912, chap. IX, XI ; W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 58, 59. Un vieux bonimenteur raconta à Mayhew (I, p. 252) que, malgré les acquittements, il restait difficile de « donner » les parodies de Hone dans les rues : « Il y avait plein de policiers prêts à faire taire les gars, et [...] un commissaire de police qui voulait plaire aux grands chefs pouvait toujours trouver un prétexte pour les arrêter [...] »

faiblesse de ses arguments[26] ? » D'un autre côté, Carlile, qui avait remplacé Sherwin, fut plus que satisfait que l'arrêt ait été refusé, car les ventes de ce poème étaient sa source principale de bénéfice dans la période difficile de lancement de son affaire. « Gloire à toi, Ô Southey ! écrivait-il six ans plus tard ; *Wat Tyler* a continué à être une source de bénéfice alors que la vente de toutes les autres publications politiques baissait. Le monde ne sait pas ce qu'il doit à Southey[27]. »

Les péripéties des éditions pirates de *Queen Mab* et de *Vision of Judgement* relèvent de la même stratégie exubérante. Aucun souverain anglais n'a jamais été dépeint dans des situations plus ridicules ni en des termes plus odieux que George IV pendant l'affaire de la reine Caroline, et notamment par Hone et Cruikshank dans le *Right Divine of Kings to Govern Wrong*, *The Queen's Matrimonial Ladder*, *Non Mi Ricordo* et *The Man in the Moon*. Le même auteur fit paraître *Slap at Slop and the Bridge-Street Gang*, en 1822, sous le même format que le *New Times* financé par le gouvernement. Il portait un faux timbre, sur lequel figurait une patte de chat et la devise : « Sur Chaque Chose, Il Pose Sa Griffe », et l'on y trouvait de faux communiqués et de faux avis de naissance et de décès :

> MARIAGE
>
> On nous prie d'annoncer qu'a été célébré le mariage de Sa Majesté impériale le Prince Despotisme, malade, avec sa Suprême Antiquité, IGNORANCE, âgée de Dix-Huit Siècles, atteinte de langueur. Les costumes de mariage étaient absolument superbes.

Tandis que Carlile continuait le combat depuis sa prison, les satiristes mitraillaient ses accusateurs.

26. W. Hazlitt, *Works*, VII, p. 176 *sq.* « Au lieu de chercher à obtenir un arrêt contre *Wat Tyler*, déclarait Hazlitt, M. Southey ferait mieux de demander un arrêt contre M. Coleridge qui a entrepris de le défendre dans *The Courier*. »

27. *Republican* de Sherwin, 29 mars 1817 ; *Republican* de Carlile, 30 mai 1823.

Non moins remarquable est la véritable ténacité de la tradition favorable à la liberté et à la Constitution, en dépit des attaques du gouvernement. La campagne pour la liberté de la presse trouva des soutiens là où on ne les aurait pas attendus (des dons d'un duc whig, d'un marquis et de deux comtes figuraient en tête de la liste des souscriptions pour Hone), ce qui indiquait un malaise dans la classe dominante elle-même. En outre, tous les rapports des conseillers juridiques de la Couronne, dans tous les procès politiques, montrent avec quelle prudence ils procédaient. En particulier, ils étaient conscients qu'ils ne pouvaient guère, pour atteindre leurs buts, se fier au système du jury. En vertu du décret de Fox sur les écrits diffamatoires (1792), les jurys étaient juges, non seulement de l'acte de publication lui-même, mais aussi du caractère diffamatoire ; et, bien que les juges aient pu tenter de réduire la portée de ce système, cela signifiait dans les faits que douze Anglais avaient la charge de dire s'ils pensaient qu'un libelle était assez dangereux pour valoir l'emprisonnement ou non. Une poursuite intentée par l'État qui n'aboutissait pas portait un coup au moral des autorités qui ne pouvait être effacé que par l'aboutissement de trois autres poursuites. En 1819-1821, le gouvernement et les sociétés plaignantes gagnèrent pratiquement tous leurs procès[28], en partie grâce à une meilleure utilisation des possibilités légales et à l'influence exercée sur les jurés, en partie aussi parce que Carlile, plus provocateur que jamais, avait changé de terrain et était passé de la sédition au blasphème ; mais, même alors, il n'est pas encore possible de parler de despotisme « totalitaire » ou « asiatique ». Les comptes rendus des procès circulaient très largement et contenaient même les passages incriminés, voire dans certains cas des livres entiers, que la défense lisait au tribunal. Carlile continua imperturbablement à diriger le *Republican* de sa prison ; certains de ses vendeurs, en fait, entreprirent en prison d'éditer un autre journal, comme instrument de formation personnelle. Si le *Black Dwarf* de Wooler disparut en 1824, Cobbett resta en piste. Il s'était, il est vrai, beaucoup assagi au début des années 1820. Il n'aimait pas le républicanisme et le déisme

28. Durant ces trois ans, il y eut 115 poursuites, et 45 inculpations d'office.

de Carlile, ni l'audience qu'ils trouvaient auprès des artisans des grands centres urbains ; et il se tournait de plus en plus vers la campagne en prenant ses distances vis-à-vis du mouvement ouvrier. En 1821, il se mit à écrire le premier livre de *Rural Rides* dans lequel son génie semble avoir trouvé enfin sa forme et sa substance définitives. Mais, même à cette époque, le *Political Register* était toujours là, et ses colonnes, comme celles du *Republican*, étaient ouvertes à la dénonciation de tous les cas de persécution, de Bodmin à Berwick.

Les honneurs de ce combat ne revenaient pas à une seule classe. John Hunt et Thelwall, qui appartenaient désormais aux modérés de la bourgeoisie, étaient parmi ceux que harcelait la « Bande de Bridge-Street ». Parmi ceux que l'on emprisonna pour sédition, on trouvait Sir Charles Wolseley, Burdett, le révérend Joseph Harrison. Mais Carlile et ses vendeurs furent ceux qui poussèrent le défi jusqu'à ses limites extrêmes. 1823 marqua la fin de la grande période d'hostilités, bien qu'il y ait eu de nouvelles poursuites à la fin des années 1820, et au début des années 1830, et des affaires de blasphème jusqu'en pleine ère victorienne. Le plus grand crime de Carlile fut de publier, résolument, les *Œuvres politiques*, puis les *Œuvres théologiques* de Tom Paine, qui circulaient clandestinement dans les groupes de « fidèles » des grandes villes, mais qui avaient été interdites à jamais depuis le procès par contumace de Paine en 1792, et les procès successifs de Daniel Isaac Eaton pendant les guerres. Il commit encore bien d'autres infractions au fur et à mesure que le combat se prolongeait, qu'il évoluait lui-même du déisme à l'athéisme, et qu'il multipliait les provocations (le plaidoyer pour l'assassinat, par exemple) qui, quel que soit l'angle sous lequel on les considère, étaient autant d'incitations au déclenchement de poursuites judiciaires. C'était un homme indomptable, mais peu attachant, et ses années d'emprisonnement n'améliorèrent guère son caractère. Sa force tenait à deux choses. D'abord, il n'envisageait même pas l'éventualité de la défaite. Ensuite, il avait derrière lui toute la culture des artisans.

Le premier point n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Des hommes déterminés ont souvent été réduits au silence, comme dans les années 1790, ou vaincus. Il est vrai que le type de détermination dont faisait

preuve Carlile (« LA BOUTIQUE DE FLEET STREET NE SERA PAS FERMÉE, CELA VA DE SOI ») posait un problème particulièrement difficile aux autorités. Celles-ci avaient beau avoir la légalité de leur côté, elles encouraient toujours la réprobation générale en déclenchant des poursuites judiciaires. Les autorités s'étaient armées, avec les « Six Lois », du pouvoir de *bannir* les auteurs séditieux pour des infractions bien moins graves que celles que Carlile commettait, et qu'il revendiquait fièrement. Mais, même en 1820, cette disposition des décrets ne fut pas appliquée. C'est un signe de fragilité de l'équilibre de cette époque, et des limites imposées au pouvoir par le consensus de l'opinion constitutionnaliste. Sauf à être banni, Carlile ne pouvait être réduit au silence, à moins qu'on ne lui coupât la tête, ou, ce qui entrait mieux dans le domaine du possible, qu'on ne le mît au secret. Mais le gouvernement ne prit pas ces mesures extrêmes pour deux raisons. D'abord, dès 1821, cela lui sembla moins nécessaire, car l'augmentation des taxes sur la presse s'avérait efficace. Ensuite, après les premiers affrontements, il était devenu évident que, si Carlile était réduit au silence, une demi-douzaine de nouveaux Carlile surgiraient à sa place. Les deux premières à le faire furent d'ailleurs effectivement des Carlile : sa femme et sa sœur. Puis, les « vendeurs » prirent la relève. Selon certains calculs, avant la fin de la bataille, Carlile avait reçu l'aide de cent cinquante volontaires – vendeurs, imprimeurs, marchands de journaux – qui, à eux tous, firent deux cents ans de prison. Les volontaires, des « hommes libres, capables et de bonne volonté pour servir dans le corps du général Carlile », avaient été sollicités ainsi dans le *Republican* :

> Il faut comprendre, de la façon la plus formelle, que c'est l'amour pour la propagation des principes jusqu'au sacrifice de sa liberté [...] ET NON L'ARGENT qui doit être le mobile de tels volontaires ; car, bien que R. Carlile s'engage à [...] donner à ces hommes le meilleur soutien possible, si un grand nombre d'entre eux étaient emprisonnés, ni l'état de ses biens ni ses perspectives d'avenir ne lui permettent de promettre le versement d'une somme fixe toutes les semaines [...][29].

29. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 231.

À partir de ce moment, le « Temple de la Raison » du quartier de Fleet Street resta rarement fermé plus d'une journée. Les hommes et les femmes qui se présentaient étaient, dans presque tous les cas, complètement inconnus de Carlile. Ils venaient simplement de Londres, ou arrivaient du Lincolnshire, du Dorset, de Liverpool, de Leeds. Ils émanaient de toute une culture.

Ce n'était pas la culture « ouvrière » des tisserands ou des mineurs de l'embouchure de la Tyne. Parmi ceux qui furent au cœur de la bataille, on trouvait des commis, des employés de magasin, un fils de fermier ; Benbow, le cordonnier devenu libraire ; James Watson, le magasinier de Leeds, qui « travaillait comme palefrenier » chez un saleur ; James Mann, le tondeur de drap devenu libraire, de Leeds lui aussi. Cette tradition intellectuelle remontait en partie aux années jacobines, au cercle qui s'était autrefois formé autour de Godwin et de Mary Wollstonecraft, ou des membres de la SCL, dont l'un des derniers porte-parole authentiques, John Gale Jones, fut un des plus constants soutiens de Carlile. C'était aussi une tradition nouvelle, qui empruntait à Bentham, dont l'influence allait croissant, ainsi qu'aux « chrétiens libres penseurs » et aux unitariens, comme Benjamin Flower et W.J. Fox. Elle s'apparentait à cette vigoureuse culture des « éditeurs des journaux du dimanche et des conférenciers du Surrey Institute » que le *Blackwood's* et la littérature officielle méprisaient tant, maîtres d'école, étudiants en médecine pauvres, ou fonctionnaires qui lisaient Byron, Shelley, et l'*Examiner* (dans ce milieu, la question n'était pas whig ou tory, mais « bon ou mauvais, question que chacun se pose abstraitement[30] »).

30. Keats à son frère George, 17 septembre 1819, *Works*, 1901, V, p. 108. La lettre continue : « L'entreprise de Carlile le libraire est une chose de la plus haute importance pour moi. Il a vendu des brochures déistes, republié Tom Paine, et bien d'autres œuvres tenues en sainte horreur. [...] Après tout, ils ont peur de le poursuivre. Ils ont peur de son plaidoyer ; il serait publié dans tous les journaux de l'Empire. Ils frémissent à cette idée. Les procès

Cela n'apporte pas grand-chose de qualifier cette culture de *bourgeoise* ou *petite-bourgeoise*, bien que Carlile ait montré plus d'un signe de cet individualisme qui est censé caractériser cette dernière. On serait plus proche de la vérité en disant que l'influence du rationalisme des Lumières qui, durant les années de guerre, était restée pratiquement limitée à l'intelligentsia radicale, s'était maintenant étendue aux artisans et à certains travailleurs qualifiés (par exemple à de nombreux fileurs de coton) ; et ils la transmettaient aux « nombres illimités » avec un zèle évangélique, un prosélytisme, qui ne se manifeste guère chez Bentham, James Mill ou Keats. La souscription pour la campagne de Carlile s'appuya principalement sur les habitants de Londres ; venaient ensuite ceux de Manchester et de Leeds. La culture des artisans était, avant tout, celle des autodidactes. « Durant ces douze mois, racontait Watson en évoquant son emprisonnement, j'ai lu avec un grand intérêt et beaucoup de profit *le Déclin et la Chute de l'Empire romain* de Gibbon, l'*Histoire de l'Angleterre* de Hume, [...] et l'*Ecclesiastical History* de Mosheim[31]. » Les artisans qui formaient le noyau des « sociétés zététiques » d'assistance, fondées par Carlile (puis plus tard de la Rotunda), étaient profondément méfiants à l'égard de la culture établie, qui les avait exclus du pouvoir et du savoir et avait répondu à leurs protestations par des homélies et des opuscules. Les œuvres de la philosophie des Lumières leur parvinrent avec la force de la révélation.

Aussi un public de lecteurs dont le caractère ouvrier s'affirmait fut-il obligé de *s'organiser lui-même*. Pendant la guerre et les premières années qui suivirent, il y avait, d'un côté, une presse « entretenue », et une presse radicale, de l'autre. Dans les années 1820, une grande partie de la presse des classes moyennes s'affranchit de l'influence directe du gouvernement, et fit usage des avantages que Cobbett et Carlile avaient gagnés. Le *Times* et Lord Brougham, qui détestaient

provoqueraient une flamme qu'ils ne pourraient éteindre. Ne crois-tu pas que cela est très important ? »

31. W.J. Linton, *James Watson*, Manchester, 1880, p. 19.

la « presse pauvre » peut-être autant que Lord Eldon, quand bien même leurs raisons étaient différentes, donnèrent au mot « radicalisme » une signification sensiblement différente : libre-échange, allégement des taxes et réformes « utilitaires ». Ils entraînèrent derrière eux une partie des classes moyennes radicales, maîtres d'école, chirurgiens et boutiquiers, certains de ceux qui, autrefois, avaient soutenu Cobbett et Wooler, à tel point que, vers 1832, il y avait deux public radicaux : les classes moyennes qui étaient attirées par la ligue contre les lois sur le blé, et la classe ouvrière, dont les journalistes (Hetherington, Watson, Cleave, Lovett, Benbow, O'Brien) étaient déjà en train de préparer le mouvement chartiste. Tout au long des années 1820, la presse ouvrière se débattit sous le poids écrasant des taxes sur la presse[32], tandis que Cobbett restait plutôt attaché, dans l'ensemble, au mouvement plébéien qu'au radicalisme bourgeois. Le clivage portait de moins en moins sur différentes stratégies de « réforme », car les réformateurs des classes moyennes pouvaient, à l'occasion, être aussi révolutionnaires dans leur ton que leurs homologues de la classe ouvrière, mais sur des conceptions opposées dans le domaine de l'économie politique. On le vit bien pendant la « révolte » des ouvriers agricoles en 1830, lorsque le *Times* (que Cobbett appelait « BLOODY OLD TIMES ») réclamait des peines exemplaires contre les émeutiers, tandis que Cobbett et Carlile étaient tous deux poursuivis, une fois de plus, pour avoir publié des écrits incendiaires.

En 1830 et 1831, la pavillon noir du défi fut hissé une fois de plus. Cobbett découvrit que la loi lui laissait un créneau, et recommença à publier son *Twopenny Trash*. Mais, cette fois-ci, ce fut Hetherington, un ouvrier imprimeur, qui mena l'attaque frontale. Son journal, le *Poor Man's Guardian*, avait comme emblème une presse à bras, comme devise : « Le Savoir est le Pouvoir » et comme en-tête : « Publié

32. En 1830, ces taxes s'élevaient à 4 pence de timbres pour chaque quotidien ou hebdomadaire, une taxe de 3 shillings 6 pence pour chaque publicité, une taxe légère sur le papier, et une forte caution contre les poursuites pour libelle séditieux.

contre la "Loi" pour mettre à l'épreuve la puissance de la "Force" contre le "Droit" ». Son premier éditorial recensait point par point les lois qu'il avait l'intention de braver :

> [...] le *Poor Man's Guardian* [...] contiendra « *des nouvelles, des informations, des événements* » et « *des remarques et des observations à leur propos* » et « *sur les questions touchant à l'Église et à l'État* », résolument « *afin d'exciter la haine et le mépris à l'égard du gouvernement et de la constitution de* [...] *ce pays telle qu'elle a été établie* PAR LA LOI », et aussi de « *vilipender les* ABUS *de la Religion* » [...]

Ce journal défiait également toutes les clauses de la législation sur les taxes dues par la presse,

> ou tout autre décret, quel qu'il soit, et malgré les « lois » ou la volonté et le bon plaisir de *n'importe quel tyran*, ou de *n'importe quelle association de tyrans* ci-devant et partout ailleurs [...] en dépit d'avis contraire.

Son quatrième numéro portait l'annonce suivante : « ON RECHERCHE » : « Quelques centaines de PAUVRES sans emploi, qui n'ont RIEN À PERDRE [...] pour vendre aux pauvres et aux ignorants » ce journal. Non seulement il trouva des volontaires, mais une vingtaine d'autres journaux « illégaux » apparurent, dont le *Gauntlet* de Carlile, et le *Voice of the West Riding* de Joshua Hobson. En 1836, le combat était pour l'essentiel terminé, et la voie était libre pour la presse chartiste.

Les grands titres de la presse « illégale » constituaient une presse nettement ouvrière. Le *Poor Man's Guardian* et le *Working Man's Friend* étaient en fait les organes de la *National Union of the Working Classes* ; le *Poor Man's Advocate* de Doherty était un organe du *Factory Movement* ; Joshua Hobson était un ancien tisserand qui avait construit lui-même une presse à bras en bois. Le *Destructive* de Bronterre O'Brien cherchait consciemment à développer une théorie radicale ouvrière. Ces petits hebdomadaires, imprimés à bon marché, apportaient des nouvelles du grand combat pour la construction d'un syndicalisme unifié qui se menait alors, des *lock-out* de 1834, et des

mouvements de protestation au moment de l'affaire de Tolpuddle. Ils proposaient aussi des textes et des analyses minutieuses de la théorie socialiste et syndicaliste. Une étude de cette période nous entraînerait au-delà des limites de cet ouvrage, à une époque où la classe ouvrière n'était plus en formation, mais déjà construite (sous sa forme chartiste). Ce que nous devons souligner, c'est à quel point le combat pour la liberté de la presse influença ce mouvement en formation. Environ cinq cents personnes furent poursuivies pour avoir produit et vendu des publications illégales[33]. À partir de 1816 (en réalité à partir de 1792) et jusqu'en 1836, non seulement les rédacteurs, les libraires et les imprimeurs s'impliquèrent dans ce combat, mais aussi plusieurs centaines de vendeurs de journaux, de colporteurs et de volontaires[34].

Et les annales de la persécution s'allongent. En 1817, ce sont deux hommes qui vendaient les pamphlets de Cobbett dans le Shropshire qu'on « fit [...] appréhender sous l'inculpation de vagabondage [*Vagrant Act*] [...] et fit *dûment flageller au poteau des condamnés au fouet* » ; la même année, on arrêta des colporteurs à Plymouth, à Exeter, dans le pays Noir, à Oxford, dans le Nord ; en 1819, on arrêta même un colporteur de petits tableaux qui montrait une gravure représentant Peterloo dans un village du Devon. Les peines d'emprisonnement dépassaient rarement un an, et souvent les vendeurs de journaux étaient incarcérés pendant quelques semaines, puis relâchés sans procès ; mais ces condamnations pouvaient avoir des conséquences bien plus dramatiques pour leurs victimes que celles affectant les rédacteurs, qui suscitaient une bien plus large publicité. Ces hommes étaient jetés dans des « maisons de correction » grouillant de vermine, où ils étaient souvent enchaînés et mis aux fers ; ils ignoraient souvent la loi et les moyens de se défendre. À moins que leur cas ne fût relevé par Cobbett, Carlile ou quelque section radicale, leur famille se retrouvait sans aucun revenu

33. Abel Heywood, libraire à Manchester, estima ce chiffre à 750.

34. Des sociétés pour la diffusion d'un « Savoir Vraiment Utile » furent formées pour soutenir la presse « illégale ». Voir *Working Man's Friend*, 18 mai 1833.

et pouvait être contrainte à aller dans un asile de pauvres[35]. Ce fut certainement dans les petits centres urbains que la bataille pour la liberté fut la plus âpre. Manchester, Nottingham ou Leeds avaient des quartiers radicaux, des lieux de rencontre radicaux, et étaient prêts à venir en aide aux victimes. Dans la ville-marché ou le village industriel, le cordonnier ou le maître d'école qui, dans les années 1820, introduisaient Cobbett ou Carlile pouvaient s'attendre à être surveillés et à endurer des formes indirectes de persécution. (Souvent les paquets du *Register* de Cobbett n'arrivaient tout simplement pas aux abonnés de province – ils étaient « perdus » par la poste.) Tout un système de distribution, avec son folklore, se mit en place autour de la presse militante. Les vendeurs (dit-on à Mayhew), pour éviter d'avoir à « vendre » le *Republican*, vendaient de la paille, et *donnaient* le journal en sus à leurs clients. Dans la vallée de la Spen, au temps de la presse illégale, on jetait un penny à travers une grille, et le journal « apparaissait » alors. Dans d'autres endroits, des hommes se glissaient le long des ruelles, ou à travers champs, la nuit, vers les lieux de rendez-vous. Plus d'une fois, la presse illégale fut transportée sous le nez des autorités dans un cercueil, suivi d'un pieux cortège de libres penseurs.

Nous allons prendre deux exemples de vendeurs de journaux. Dans le premier cas, il s'agit d'une *vendeuse*, ce qui nous rappelle utilement que, dans ces milieux rationalistes et owénistes, la revendication des droits des femmes (pratiquement étouffée depuis les années 1790) réapparaissait une fois de plus, et débordait lentement de l'intelligentsia pour gagner les artisans. Les femmes de l'entourage de Carlile, qui

35. Voir W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 40, 103-114 ; *Second Trial of William Hone*, p. 19, pour l'affaire de Robert Swindells, enfermé au château de Chester, pendant que sa femme et son bébé mouraient par manque de soins et que son autre enfant était placé dans un asile de pauvres ; *Political Register* de Sherwin, 14 mars 1818, pour le cas de Mellor et Pilling de Warrington, détenus pendant dix-neuf semaines et enchaînés avec des criminels dans la prison de Preston, puis envoyés pour être jugés au tribunal du Banc du roi à Londres – à deux cents miles de là, qu'ils durent faire à pied ; le procès fut renvoyé à Lancaster (deux cents miles pour revenir), et, là, ils furent acquittés.

affrontèrent les épreuves d'un procès et de la prison, le firent plus par fidélité que par conviction. Bien différente était Mme Wright, une repriseuse de dentelles de Nottingham, l'une des volontaires de Carlile, poursuivie pour avoir vendu l'une de ses *Addresses* qui contenait des opinions bien caractéristiques de sa manière :

> Un Système de Gouvernement Représentatif verrait vite combien il est approprié de transformer nos Églises et nos Chapelles en Temples de la Science et [...] de chérir le Philosophe plutôt que le Prêtre. La Royauté et le Sacerdoce sont les fléaux de la Société. [...] Ces deux maux opèrent ensemble contre le bien du corps comme de l'esprit et, pour pallier nos misères dans cette vie, le second tente de nous rouler avec l'espoir de la félicité éternelle.

Elle assura elle-même sa longue défense[36] et fut rarement interrompue. Vers la fin de son plaidoyer,

> Mme Wright demanda la permission de se retirer pour allaiter son nouveau-né qui pleurait. On le lui accorda et elle s'absenta du tribunal pendant vingt minutes. Sur le chemin du *Café du Palais*, elle fut applaudie et vivement acclamée par un rassemblement de plusieurs milliers de personnes qui toutes l'encourageaient à conserver son moral et à persévérer.

Quelque temps après, elle fut jetée en prison à Newgate, un soir de novembre, avec son bébé de six mois, et avec une natte pour tout lit. Des femmes telles que Mme Wright (et Mme Mann, de Leeds) n'avaient pas seulement à affronter les poursuites habituelles, mais aussi les injures et les insinuations d'une presse loyaliste scandalisée. « Cette femme scélérate et sans vergogne, écrivait le *New Times*, était secondée par *plusieurs autres femmes*. Ces circonstances ne sont-elles pas suffisantes pour choquer tout esprit réfléchi ? » C'était une « créature abandonnée » (épithète conventionnelle pour désigner les prostituées) « qui s'est dépouillée de toute la pudeur, de la crainte

36. Carlile fournissait par écrit à la plupart de ses vendeurs de longs plaidoyers de défense, et ce fut probablement le cas pour elle.

et de la décence propres à son sexe ». Par « son ignoble exemple », elle avait corrompu les esprits d'autres mères : « Ces femmes monstrueuses se tiennent au premier rang, le visage endurci, au grand jour, pour donner en public leur appui et leur soutien – *pour la première fois dans l'histoire du monde chrétien* – à un blasphème grossier, vulgaire et ignominieux. » C'était une femme, écrivait Carlile, « de santé très délicate, et, en vérité, tout esprit et sans matière »[37].

La peine d'emprisonnement la plus longue qu'un vendeur de journaux ait subie fut probablement celle que purgea Joseph Swann, un chapelier de Macclesfield. Il fut arrêté en 1819 pour avoir vendu des pamphlets et un poème séditieux :

> Rejetez vos chaînes ; jetez à bas le joug de la servitude ;
> C'est maintenant, maintenant ou jamais que votre chaîne peut être brisée ;
> Vite alors, debout et assenez le coup fatal.

Ballotté de geôle en geôle, et enchaîné avec des criminels, il fut finalement condamné à deux ans de prison pour conspiration séditieuse, deux ans pour diffamation blasphématoire et encore six mois pour diffamation séditieuse à purger consécutivement. Après que ces monstrueuses condamnations eurent été prononcées, Swann souleva son chapeau blanc et demanda au magistrat : « Ça y est ? C'est tout ? J'pensais bien qu'vous auriez un p'tit bout d'chanvre pour moi, pour me pendre. » Sa femme fut également arrêtée pendant une courte période (pour avoir continué la vente des pamphlets). Elle et ses quatre enfants survivaient grâce à une allocation paroissiale de 9 shillings par semaine et à une aide de Carlile et de Cobbett. Cobbett s'intéressait particulièrement au cas de Swann, et, lorsque Castlereagh se suicida, c'est à Swann que Cobbett adressa ses anathèmes posthumes et triomphants : « CASTLEREAGH S'EST COUPÉ LA GORGE ET IL EST MORT ! Que cette nouvelle retentisse à tes oreilles jusque dans les profondeurs de ta prison

37. Cf. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 222, 223 ; *Trial of Mrs. Susannah Wright*, 1822, p. 8, 44, 56 ; *New Times*, 16 novembre 1822.

[...] et apporte réconfort à ton âme souffrante. » Après avoir purgé ses quatre ans et demi, Swann « passa la porte de Chester Castle [...] dans un état d'esprit aussi déterminé que jamais », et reprit son métier de chapelier. Mais ses activités politiques ne devaient pas s'arrêter là. En novembre 1831, le *Poor Man's Guardian* rendit compte d'une session du tribunal de Stockport au cours de laquelle Joseph Swann fut accusé d'avoir vendu des publications illégales. Le président du tribunal, le capitaine Clarke, lui demanda ce qu'il avait à dire pour sa défense :

> L'ACCUSÉ : Eh ! bien ! Monsieur, cela fait déjà pas mal de temps que je n'ai plus de travail et que je ne peux pas en obtenir ; toute ma famille meurt de faim. [...] Et pour une autre raison, la plus puissante de toutes ; je les vends pour le bien de mes compatriotes ; pour leur faire voir combien ils sont mal représentés au Parlement [...] Je souhaite montrer aux gens comment on se moque d'eux [...]
> LE TRIBUNAL : Surveillez donc un peu votre langage.
> L'ACCUSÉ : Certainement pas ! car je souhaite que chacun lise ces publications [...]
> LE TRIBUNAL : Vous êtes très insolent, conséquemment nous vous condamnons à trois mois d'emprisonnement et de travaux forcés dans la maison de correction de Knutsford.
> L'ACCUSÉ : Je n'ai à vous remercier de rien ; et quand je sortirai, je les diffuserai à nouveau. Et, *tenez, justement* [en regardant vers le capitaine Clarke] le premier endroit où je les diffuserai sera chez vous [...]

Joseph Swann fut alors expulsé du banc des accusés[38].

Dans le discours démocratique du XX^e^ siècle, la plupart de ces hommes et de ces femmes ont été oubliés, car ils étaient insolents, vulgaires, exagérément zélés, ou « fanatiques ». Dans leur sillage apparurent les organes subventionnés du « progrès », le *Penny Magazine* et le *Saturday Magazine* (dont les vendeurs n'étaient poursuivis par personne) ; et, après cela, la presse commerciale, avec ses ressources

38. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 105-107 ; *Independant Whig*, 16 janvier 1820 ; *Political Register* de Cobbett, 17 août 1822 ; *Poor Man's Guardian*, 12 novembre 1831 ; A.G. Barker, *Henry Hetherington*, p. 12,13.

bien plus abondantes, bien qu'elle ne parvînt pas à attirer le public des lecteurs radicaux avant les années 1840 et 1850. (Même alors, la presse populaire – les publications de Cleave, Howitt, Chambers, Reynolds et Lloyd – provenait du même milieu radical.) Il faut particulièrement souligner deux conséquences de ce combat. La première (et la plus évidente) est que l'idéologie de la classe ouvrière qui mûrit pendant les années 1830 (et qui a survécu sous diverses formulations depuis lors) accorde une valeur exceptionnellement élevée à la liberté de la presse, à la liberté d'expression, de réunion, et à la liberté des personnes. La tradition de l'« Anglais né libre » est naturellement beaucoup plus ancienne. Mais l'idée qui se dégage de diverses interprétations « marxistes » tardives selon laquelle ces revendications constituent un héritage de l'« individualisme bourgeois » résiste difficilement à l'examen. Dans le combat qui se déroula entre 1792 et 1836, les artisans et les ouvriers s'approprièrent tout particulièrement cette tradition en ajoutant à la revendication de liberté d'expression et de pensée leur propre exigence de pouvoir diffuser sans entrave et au meilleur marché possible les produits de cette pensée.

En cela, c'est vrai, ils partageaient l'illusion caractéristique de leur époque, qu'ils appliquaient avec force au contexte de la lutte de la classe ouvrière. Tous les partisans des Lumières et du progrès de ce temps-là pensaient que la seule limite à la diffusion de la raison et du savoir était celle qu'imposait l'inadéquation des moyens. On recourait alors fréquemment à l'analogie avec le monde des machines. La méthode d'éducation de Lancaster et de Bell, leur tentative pour multiplier les leçons bon marché dispensées par des moniteurs, était appelée (par Bell) la « LOCOMOTIVE DU MONDE MORAL ». Peacock visait tout à fait juste lorsqu'il qualifia la Société pour la diffusion du savoir utile de Brougham de « Société de l'Intelligence à Vapeur ». Carlile était absolument certain que « la lecture des pamphlets est destinée à opérer parmi les hommes les grands changements moraux et politiques nécessaires » :

> La presse à imprimer peut au sens strict être appelée table de multiplication de l'esprit humain. L'art de l'impression est une multiplication

> de l'esprit. [...] Les colporteurs de pamphlets sont les ressorts les plus importants dans le mécanisme de la Réforme[39].

Owen envisageait l'institution, grâce à la propagande, du NOUVEAU MONDE MORAL, avec un optimisme messianique, mais mécanique.

Et pourtant, entre 1816 et 1836, la « multiplication » semblait *marcher*. Car les journalistes radicaux de la presse illégale s'emparaient de la machine multiplicatrice pour le compte de la classe ouvrière ; et, dans tous les coins du pays, les expériences du quart de siècle précédent avaient préparé les esprits des hommes aux textes qu'ils avaient maintenant la possibilité de lire. L'importance de la propagande est visible dans l'extension constante de l'organisation radicale, depuis les grandes villes et régions manufacturières jusqu'aux bourgades et aux villes de marché. Une des Six Lois de 1819 (celle qui autorisait la perquisition et la fouille pour rechercher les armes) était spécifiquement et exclusivement réservée aux régions agitées des Midlands'et du Nord[40]. En 1832 – et ensuite jusqu'à l'époque chartiste –, on peut trouver un petit noyau radical dans chaque comté, dans les plus petites villes de marché et même dans les gros villages ruraux, et, dans presque tous les cas, ce noyau repose sur les artisans. Dans des centres tels que Croydon, Colchester et Ipswich, Tiverton et Taunton, Nantwich ou Cheltenham, il y avait des groupes radicaux ou chartistes militants et déterminés. À Ipswich, on trouve des tisserands, des selliers, des bourreliers, des tailleurs et des cordonniers ; à Cheltenham, des cordonniers, des tailleurs, des maçons, des jardiniers, un plâtrier et un forgeron – « des gens sérieux et honorables – avec une intelligence bien au-dessus de la moyenne »[41]. Tels sont les

39. Cf. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 214.

40. Les comtés de Lancaster, Chester, le West Riding, les comtés de Warwick, Stafford, Derby, Leicester, Nottingham, Cumberland, Westmorland, Northumberland, Durham, la ville de Coventry et les bourgs de Newcastle-upon-Tyne et Nottingham.

41. W.E. Adams, *op. cit.*, p. 169. Je dois à A.J. Brown mon information sur Ipswich. Voir aussi A. Briggs (éd.), *Chartist Studies*, sur le chartisme dans le Somerset et l'East Anglia.

gens que Cobbett, Carlile, Hetherington et leurs colporteurs avaient « multipliés ».

« Des gens sérieux et honorables [...] » – cette culture d'autodidactes n'a jamais été convenablement analysée[42]. La majorité de ces gens avait reçu une éducation élémentaire, bien que son insuffisance soit attestée par de nombreuses sources :

> Je me souviens bien de la première école à mi-temps à Bingley. C'était une chaumière à l'entrée de la cour de la fabrique. L'instituteur, un pauvre vieux, qui avait vécu de petits travaux simples pour à peu près 12 shillings par semaine, était chargé d'instruire les élèves à mi-temps. Cependant, afin qu'il n'instruise pas trop ou que l'opération ne soit pas trop coûteuse, il devait essorer du linge en frappant dessus avec un lourd maillet de bois, sur une grande planche de bois, pendant les heures d'école[43].

C'est là, peut-être, la « scolarisation » du début des années 1830 sous son pire aspect. On trouvait de meilleures écoles de village ou des écoles à bon marché sous l'égide d'artisans pendant les années 1820. À l'époque, aussi, les écoles du dimanche se libéraient (lentement certes) du tabou sur l'enseignement de l'écriture, tandis que les premières écoles britanniques et nationales (en dépit de toutes leurs insuffisances) commençaient à produire quelques effets. Mais, pour tout ce qui concernait l'enseignement secondaire, les artisans, tisserands ou fileurs devaient apprendre par eux-mêmes. On peut prendre la mesure de cet enseignement par les ventes des écrits éducatifs de Cobbett, et particulièrement de sa *Grammaire de la langue anglaise*, publiée en 1818, dont 13 000 exemplaires furent vendus en six mois et dont 100 000 se vendirent encore au cours des quinze

42. Le brillant exposé de J.F.C. Harrison dans *Learning and Living* tend à sous-estimer la vigueur de la culture radicale avant 1832. Les meilleures sources primaires sont l'autobiographie de William Lovett et (pour l'époque chartiste) Thomas Frost, *Forty Years Recollections*, 1880.

43. Thomas Wood, *Autobiography, 1822-1880*, Leeds, 1956. Voir aussi, par « An Old Potter », *When I Was a Child*, 1903, chap. I.

années suivantes[44]. Et, souvenons-nous, lorsque nous traduisons le chiffre des ventes (ou le tirage des périodiques) en nombre de lecteurs, que le même livre ou journal était prêté, lu à haute voix et passait en de nombreuses mains.

Mais l'« enseignement secondaire » des ouvriers prenait des formes diverses, et l'étude solitaire et individuelle n'était que l'une d'elles. Les artisans, en particulier, n'étaient pas plongés dans l'obscurantisme communautaire, comme on l'imagine souvent. Ils parcouraient librement le pays à la recherche d'un travail ; outre les voyages forcés pendant les guerres, de nombreux artisans voyageaient à l'étranger, et la facilité relative avec laquelle des milliers et des milliers d'entre eux émigrèrent en Amérique et aux colonies (poussés non seulement par la pauvreté, mais aussi par l'aspiration à la réussite ou à la liberté politique) suggère une fluidité générale de la vie sociale. Dans les villes, une culture plébéienne fruste et vigoureuse coexistait avec les traditions plus policées chez les artisans. Nombreux sont les recueils de ballades populaires du début du XIX^e^ siècle qui attestent la ferveur avec laquelle la bataille entre loyalistes et radicaux était chantée. Peut-être était-ce le théâtre populaire mélodramatique qui s'accordait le mieux avec le goût des jacobins et des « vieux radicaux » de 1816-1820. Depuis le début des années 1790, le théâtre, en particulier dans les centres de province, était un forum où les factions opposées s'affrontaient et se provoquaient en entonnant des airs pendant l'entracte. Un « révolutionnaire et niveleur jacobin » décrivit une visite au théâtre, en 1795, dans un port du Nord :

> [...] et, étant donné que le théâtre est généralement le terrain privilégié sur lequel les officiers volontaires mènent leurs campagnes, ces héros militaires [...] entonnèrent le *God Save the King* et donnèrent l'ordre à l'assemblée de se lever et de se découvrir [...] Je restai assis et couvert, bravant ainsi les militaires[45].

44. M.L. Pearl, *William Cobbett*, 1953, p. 105-107. Il y eut aussi beaucoup d'éditions pirates.

45. *Philanthropist*, 22 juin 1795.

Ce fut au cours de ces années de répression que ce chant (qui désignait les « fourberies » des jacobins à la vindicte publique) remplaça *The Roast Beef of Old England* comme « hymne national ». Mais, au fur et à mesure que les guerres se prolongeaient, le public se révélait souvent moins facile à intimider au nom « de l'Église et du Roi » que celui des générations précédentes. En 1812, une émeute à Sheffield commença quand « les officiers du South Devon insistèrent pour faire chanter le *God Save the King* et que les spectateurs du balcon refusèrent obstinément d'obéir. [...] Un fauteur de troubles a été envoyé en prison »[46].

La plupart des émeutes qui se déroulèrent dans des théâtres au début du XIX^e^ siècle avaient une certaine coloration radicale, même lorsqu'elles n'exprimaient que le simple antagonisme entre les fauteuils et le poulailler. La jalousie des théâtres patentés, détenteurs d'un privilège de monopole, à l'égard de leurs petits concurrents avec leurs « burlettas » et leurs spectacles « dégradants [...] où apparaissaient des Chevaux, des Éléphants, des Singes, des Chiens, des Escrimeurs, des Acrobates et des Funambules[47] » était avivée par l'antipathie des employeurs pour la dangereuse effervescence du public. En 1798, les « opulents Commerçants, Constructeurs de navires, Fabricants de cordes » et autres employeurs du quartier des docks de Londres envoyèrent un mémoire au gouvernement pour se plaindre que les représentations du Théâtre royal, près de la Tour, encourageaient « les habitudes de dissipation et de débauche » parmi « leurs nombreux Fabricants, Ouvriers et Serviteurs, etc. »[48]. (Cette doléance était constante depuis plus de deux cents ans.) En 1819, le désordre fit rage en plein centre de Londres, soir après soir et semaine après

46. T.A. Ward, *op. cit.*, p. 196. Voir aussi l'exemple de Nottingham, *supra*, p. 427.

47. Voir H.O. 119.3/4 pour les accusations et contre-accusations que se renvoyaient Covent Garden et Drury Lane, d'une part, et les petits théâtres « illégaux », de l'autre, 1812-1818.

48. H.O. 65.1.

semaine, avec les célèbres émeutes « O.P. » (ou *Old Price Riots*, c'est-à-dire les émeutes en faveur des anciens tarifs), quand ces derniers augmentèrent au théâtre de Drury Lane. Ce fut l'antipathie profonde des autorités pour la façon dont le théâtre alliait désordre et sédition qui permit aux théâtres patentés de sauvegarder au moins les formes de leur monopole jusqu'en 1843.

La vitalité du théâtre plébéien était bien supérieure à sa qualité artistique. L'influence la plus positive sur la sensibilité des radicaux venait moins des petits théâtres que de la renaissance shakespearienne – non seulement Hazlitt, mais aussi Wooler, Bamford, Cooper, et toute une série de journalistes radicaux et de chartistes autodidactes étaient enclins à émailler leurs propos de citations de Shakespeare. Wooler avait fait son apprentissage dans la critique dramatique ; tandis que le journal strictement syndicaliste *Trades Newspaper* inaugurait, en 1825, une rubrique théâtrale en même temps qu'une rubrique sportive (rapportant les concours de pugilat et le combat entre le « lion Néron et six chiens »)[49]. Mais il y eut un art populaire qui atteignit, entre les années 1780 et 1830, un haut degré de complexité et de qualité : la gravure politique.

Ce fut l'époque de Gillray et de Rowlandson d'abord, puis celle de George Cruikshank, ainsi que de bien d'autres caricaturistes, certains d'entre eux habiles, d'autres horriblement grossiers. Leur art s'exerçait avant tout dans la capitale. Les modèles des caricaturistes passaient dans leurs carrosses devant les marchands d'estampes où leurs péchés politiques (ou privés) étaient implacablement ridiculisés. Tous les coups étaient permis, des deux côtés. Thelwall, Burdett ou Hunt étaient dépeints par les loyalistes sous les traits de sauvages incendiaires, une torche enflammée dans une main, un pistolet dans l'autre et, à la ceinture, des couteaux de bouchers ; tandis que Cruikshank tirait (en 1820) le portrait du roi, somnolent et ivre

49. *Trades Newspaper*, 31 juillet, 21 août 1825 *sq.* Le rédacteur en chef se sentit obligé de présenter des explications à propos des reportages sur les pugilats et les combats d'animaux ; mais le journal était dirigé par un comité de syndicats londoniens et il fallait satisfaire ses membres.

mort, sur son trône, entouré de bouteilles cassées, face à un paravent orné de satyres et de courtisanes plantureuses. Les évêques n'étaient pas mieux traités. La gravure populaire n'était absolument pas un art d'illettrés, ainsi qu'en témoignent les bulles écrites en petits caractères qui sortaient de la bouche des personnages. Mais les illettrés pouvaient également participer à cette culture ; ils restaient des heures devant la vitrine des marchands d'estampes, pour déchiffrer les mille détails du dernier Gillray ou du dernier Cruikshank : chez Knight dans Sweeting's Alley, chez Fairburn du côté de Ludgate Hill ou chez Hone dans Fleet Street, ainsi que Thackeray le rapporta, « il y avait toujours une foule [...] d'ouvriers rieurs et bonhommes, qui épelaient les chansons et les déclamaient à l'adresse de la compagnie, soulignant les pointes d'humour dans de grands éclats de rire approbateurs ». Quelquefois, l'impact était extraordinaire ; Fleet Street pouvait être obstruée par la foule ; Cruikshank croyait que son « Billet de Restriction Bancaire » (1818) avait provoqué l'abolition de la peine de mort pour diffusion de fausse monnaie. Dans les années 1790, le gouvernement réussit à embrigader Gillray dans la lutte antijacobine. Pendant les guerres, la majorité des dessins était patriotiques et antifrançais (John Bull prit sa forme classique au cours de ces années-là), mais, en matière de politique intérieure, les gravures étaient férocement polémiques et souvent proches de Burdett. Après les guerres, les gravures radicales se répandirent et demeurèrent à l'abri des poursuites, même pendant l'affaire de la reine Caroline, car des poursuites auraient mis le gouvernement dans une position plus ridicule encore. À travers toutes ses transformations (et en dépit de la grossièreté de beaucoup de ses auteurs), cet art restait un art citadin très subtil : il pouvait être extrêmement spirituel ou cruellement direct et obscène, mais, dans tous les cas, il renvoyait à un contexte de petits potins et de détails intimes sur les mœurs et les faiblesses des acteurs, même mineurs, de la vie publique, à un tissu d'allusions complexes[50].

50. On peut se faire une idée de la complexité de cette production en consultant l'ouvrage très documenté de Dorothy George, *Catalogues of Poli-*

La culture du théâtre et du magasin d'estampes était populaire dans un sens plus large que la culture littéraire des artisans radicaux. Car la dominante de la culture autodidacte des années 1820 et du début des années 1830 était sa rigueur morale. On attribue habituellement ce trait à l'influence des méthodistes, et, sans aucun doute, à la fois directement et indirectement, cette influence est-elle perceptible. L'esprit puritain sous-tend le sérieux moral et l'autodiscipline qui permettaient à des hommes de continuer à travailler à la lueur d'une chandelle après une journée de dur labeur. Mais nous devons à ce propos faire deux réserves importantes. La première est que le méthodisme eut une forte influence *anti-intellectuelle* dont la culture populaire britannique ne s'est jamais entièrement remise. Les limites dans lesquelles Wesley souhaitait enfermer la lecture des méthodistes, ainsi que le notait Southey, « étaient assez étroites ; ses propres œuvres, et ses propres séries de résumés auraient constitué la partie essentielle d'une bibliothèque méthodiste[51] ». Au début du XIX[e] siècle, les prédicateurs locaux et les chefs de classe étaient encouragés à aborder d'autres lectures : les réimpressions de Baxter, l'hagiographie du mouvement ou les « volumes du Registre Missionnaire ». Mais la poésie était suspecte, et la philosophie, la critique de la Bible ou la théorie politique des domaines tabous. Tout le poids de l'enseignement méthodiste magnifiait la sainteté de celui qui « a le cœur pur », sans considération de son rang ou de ses talents. Cela donnait à l'Église sa force d'attraction spirituelle égalitaire. Mais cela alimentait aussi (parfois dans des proportions gargantuesques) la protection philistine des quasi-analphabètes. « C'est donner carte blanche à l'ignorance et à la sottise », s'exclamait Hazlitt :

> Ceux-là [...] qui sont incapables de penser de manière raisonnée ou rationnelle sur quelque sujet que ce soit ou qui s'y refusent sont ainsi

*tical and Personal Satire in the British Museum*, vol. VII, VIII, IX et X. Voir aussi Blanchard Jerrold, *George Cruikshank*, 1894, chap. IV.

51. R. Southey, *Life of Wesley*, p. 558.

> immédiatement libérés de toute obligation de cette nature, puisqu'on leur a dit que foi et raison étaient opposées l'une à l'autre[52].

Contre les coups répétés de Paine, Cobbett et Carlile, les pasteurs méthodistes défendaient leurs ouailles : à l'évidence, l'instruction incontrôlée était un « piège du démon ».

Quelques-uns des surgeons du tronc méthodiste – les méthodistes unitariens et surtout la Nouvelle Connexion – étaient plus intellectuels par penchant, et leurs assemblées évoquaient les anciennes Églises dissidentes. Mais la tradition méthodiste principale réagissait à la soif de connaissance d'une autre façon. Nous avons déjà relevé[53] les affinités sous-jacentes qui existaient entre le méthodisme et l'utilitarisme de la bourgeoisie. Aussi étrange que cela puisse paraître quand on pense à Bentham et à sa haine des superstitions « de dupes », l'esprit du temps travaillait à la conjonction des deux traditions. Si les méthodistes décourageaient la recherche intellectuelle, l'acquisition d'un savoir *utile* pouvait sembler pieuse et méritoire. L'accent, bien sûr, était mis sur l'*utilité*. La discipline du travail n'était pas suffisante à elle seule ; il était nécessaire que la main-d'œuvre progresse en compétence. Le vieil argument opportuniste de Bacon – qu'on ne peut rien trouver de mal dans l'étude de la Nature, qui est l'incarnation visible des lois de Dieu – avait maintenant été intégré à l'apologétique chrétienne. Ce fut alors qu'apparut ce phénomène particulier de la culture des débuts de l'ère victorienne : le pasteur non conformiste, la main sur l'Ancien Testament et l'œil sur un microscope.

Les effets de cette conjonction sont déjà perceptibles dans la culture de la classe ouvrière des années 1820. Les méthodistes regardaient avec bienveillance la science – botanique, biologie, géologie, chimie, mathématiques et, en particulier, les sciences appliquées –, pourvu que ces recherches ne fussent mêlées en rien à la politique ou à la philosophie spéculative. Le monde intellectuel, solide et straté-

52. *Works*, IV, p. 57 *sq.*, extrait d *The Round Table*, 1817.
53. Cf. *supra*, p. 482-483.

gique, que les utilitaristes construisaient convenait aussi à la Conférence méthodiste. Eux aussi compilaient des tableaux statistiques sur la fréquentation des écoles du dimanche, et Bunting (on le sent) aurait été heureux s'il avait pu calculer les degrés de la grâce spirituelle avec la précision d'un Chadwick calculant le régime alimentaire minimum qui permettait à un pauvre de travailler. Alors se forma une alliance entre les non-conformistes et les utilitaristes dans le domaine de l'éducation, dans le but de propager un savoir « édifiant » qui accompagnerait l'exhortation à la piété. Déjà, dans les années 1820, ce type de littérature est bien établi, où l'on trouve des admonestations morales (et les récits des orgies et des beuveries de Tom Paine abandonné de tous sur son lit de mort) à côté de petites notes sur la flore au Venezuela, de statistiques sur le bilan du tremblement de terre de Lisbonne, de recettes de légumes bouillis et de notes sur l'hydraulique :

> Chaque espèce demande une sorte de nourriture différente. [...] Linné a fait observer que la vache mange 276 sortes de plantes et en refuse 218 ; la chèvre en mange 449 et en refuse 126 ; le mouton en mange 387 et en refuse 141 ; le cheval en mange 262 et en refuse 212 et le porc, plus délicat de goût que tous les autres, ne mange que 72 plantes et refuse tout le reste. Et pourtant telle est l'infinie magnificence du Créateur que toutes ces myriades sans nombre d'êtres vivants sont pourvues et nourries amplement par sa bonté : « Les yeux de tous ceux-ci se lèvent vers Lui et Il ouvre la main et satisfait le désir de tout être vivant[54]. »

Et déjà, pendant les années 1820, on peut voir l'économie politique figurer en bonne place à côté de la morale et de la connaissance utile, sous la forme d'homélies sur les lois divines et immuables de l'offre et de la demande. Le capital, encore plus délicat de goût que le porc,

54. Thomas Dick, *On the Improvement of Society by the Diffusion of Knowledge*, Glasgow, 1833, p. 175. Voir aussi p. 213, où l'on explique que « l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, les sections coniques et les autres disciplines mathématiques » sont de très saintes études, car elles « contiennent des vérités éternelles et immuables ».

ne sélectionnait que l'ouvrier industrieux et obéissant, et refusait tous les autres.

Ainsi, le méthodisme et l'évangélisme ont fourni peu d'ingrédients intellectuels actifs à la *culture* des ouvriers, bien que l'on puisse dire qu'ils ont ajouté un certain sérieux à la recherche de l'*information*. (Arnold devait plus tard considérer la tradition non conformiste comme profondément philistine et indifférente à la « douceur [et à la] lumière ».) Il faut émettre une seconde réserve lorsqu'on attribue la sobriété du monde des artisans à cette origine. La rigueur morale était à l'évidence un produit de l'agitation rationaliste et radicale elle-même ; et elle devait beaucoup aux anciennes traditions jacobines et dissidentes. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y eut pas de radicaux ivres ou de manifestations tumultueuses. Wooler n'était pas le seul dirigeant radical dont on disait qu'il abusait de la bouteille. Et nous avons vu que les tavernes de Londres et les cabarets clandestins du Lancashire constituaient des lieux de réunion importants. Mais les radicaux tentaient de soustraire le peuple à l'accusation qui faisait d'eux une « populace » ; et leurs dirigeants s'efforçaient constamment d'offrir l'image de la sobriété.

Il y avait en outre d'autres motifs à cela. Une des « Règles » de l'Association syndicale de Bath pour la réforme parlementaire (constituée en janvier 1817) est caractéristique :

> Il est sérieusement recommandé à chaque membre de ne pas dépenser son argent dans des cabarets, car la moitié dudit argent va au fisc, pour y nourrir les larves de la corruption[55].

Dans les années de l'après-guerre, Hunt et Cobbett recommandèrent avec insistance de s'abstenir de tous les articles taxés, et ils vantaient, notamment, les vertus de l'eau par rapport aux alcools ou à la bière. La sobriété des méthodistes était le seul attribut de leur « secte » à trouver grâce aux yeux de Cobbett : « Je considère l'ivresse comme la racine de bien plus de la moitié des maux, de

55. H.O. 40.4.

la misère et des crimes dont la société est affligée[56]. » Tel n'était pas toujours le ton de Cobbett ; en d'autres occasions, il pouvait se lamenter sur le prix que la bière coûtait aux travailleurs. Mais une certaine pruderie morale était de mise dans la plupart des milieux. C'était en particulier l'idéologie de l'artisan ou du travailleur qualifié qui était parvenu à maintenir sa position face à la marée désordonnée des ouvriers non qualifiés. On trouve cela dans le récit que donne Carlile de sa jeunesse :

> J'étais un homme rangé, actif et industrieux, travaillant tôt et tard [...] et, une fois sorti de l'atelier, je n'étais nulle part aussi heureux qu'à la maison avec ma femme et mes deux enfants. J'ai toujours détesté le cabaret [...] j'avais dans l'idée qu'un homme [...] était un sot s'il n'utilisait pas convenablement chacun de ses shillings[57].

Plus d'une fois, il avait sauté un repas et « rapporté à la maison quelque publication à six pence pour la lire le soir ». Cette idéologie apparaît sous une forme admirable et fort émouvante dans *Life and Struggles [...] in Pursuit of Bread, Knowledge and Freedom* de William Lovett, titre qui concentre tout ce que nous essayons de décrire.

Cette disposition d'esprit était renforcée chez les républicains et les libres penseurs par la nature des attaques qu'on leur portait. Dénoncés dans les satires loyalistes du haut des chaires comme incarnations déshonorantes de tous les vices, ils cherchaient à afficher un mode de vie irréprochable, quelles que fussent leurs opinions hétérodoxes. Ils luttaient contre les légendes loyalistes qui présentaient la France révolutionnaire comme une cuisine de voleurs sanguinaires dont les temples de la Raison étaient les bordels. Ils étaient particulièrement sensibles aux accusations d'inconvenance sexuelle, d'indélicatesse financière ou de manque d'attachement aux vertus familiales[58].

56. *Political Register*, 13 janvier 1821. Le Mouvement de la tempérance a probablement son origine dans cette campagne pour l'abstinence.

57. Cf. W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 68.

58. Cf. T. Frost, *Forty Year's Recollections*, p. 20, sur la propagande antiowéniste des années 1830 : « C'était un moyen très courant pour les plai-

Carlile publia, en 1830, un petit livre d'homélies, *The Moralist*, tandis qu'*Advice to Young Men* de Cobbett reprenait, sur un mode plus chaleureux et plus lisible, les thèmes de l'effort, de la persévérance et de l'indépendance. Les rationalistes, évidemment, étaient particulièrement soucieux de contrer l'accusation selon laquelle le rejet de la foi chrétienne devait inévitablement entraîner la dissolution de toutes les contraintes morales. Parallèlement au livre important de Volney, *les Ruines, ou Méditation sur les révolutions des Empires*, on avait aussi traduit et diffusé comme un tract sa *Loi naturelle*, qui servait à démontrer – sous forme de dialogues – que l'on doit adhérer à toutes les vertus de la bonne société en fonction des lois de l'utilité sociale :

> Q. Pourquoi dites-vous que l'amour conjugal est une vertu ?
> R. Parce que la concorde et l'union qui sont la conséquence de l'affection qui demeure entre des personnes mariées établissent au sein de leur famille une multitude d'habitudes qui contribuent à sa prospérité et à sa conservation [...]

Et ainsi de suite sur presque une page. Après quoi suivent des chapitres sur la connaissance, la continence, la sobriété, la propreté, les vertus domestiques, ce qui fait l'effet d'un prospectus de réclame pour l'époque victorienne. Quand l'hétérodoxie apparut en matière sexuelle, comme par exemple dans les communautés owénistes, cela se fit généralement avec le zèle caractéristique du tempérament puritain[59]. Le tout petit groupe de néomalthusiens, qui, avec un courage considé-

---

gnants et les témoins de dire d'une personne accusée de vol, d'abandon de famille ou de n'importe quel autre délit : "C'est un socialiste", et les procès-verbaux dans de tels cas portaient la mention : "Effets de l'owénisme" [...] »

59. Voir, par exemple, William Hodson, *Social Pioneer*, 20 avril 1839, et *passim* : « Permettez-moi, monsieur, de préciser [...] mon opinion sur la question [du mariage] [...] ni *l'homme ni la femme* ne peuvent être heureux tant qu'ils n'ont pas *l'égalité des droits* ; se marier pour avoir un foyer, comme c'est souvent le cas maintenant, ce n'est qu'acheter de la chair humaine ; c'est un des pires commerces d'esclave. [...] Je combats pour que toutes les unions ne soient dues qu'à l'affection – poursuivre les

rable, diffusait parmi les travailleurs, au début des années 1820, la connaissance des moyens anticonceptionnels, le fit avec la conviction que la seule façon pour les « classes laborieuses » de s'élever matériellement aussi bien que culturellement était de limiter leur propre nombre. Place et ses compagnons auraient été profondément choqués si on leur avait suggéré que ces moyens contribuaient à la liberté personnelle ou sexuelle[60].

La frivolité ou l'hédonisme étaient aussi étrangers à l'état d'esprit rationaliste ou radical qu'ils l'étaient aux méthodistes, ce qui nous rappelle tout ce que les jacobins et les déistes devaient à la tradition de la Vieille Dissidence. Mais il est possible que ce jugement repose par trop sur l'examen des documents écrits et sur l'image publique de l'orateur. Dans le mouvement réel, la bonne humeur fait sans cesse irruption, non seulement avec Hone, mais de plus en plus avec Hetherington, Lovett, et leur entourage ; ils étaient plus doux, plus drôles, plus attentifs aux gens, moins didactiques, mais non moins déterminés que leur maître Carlile. Il est tentant de soutenir le paradoxe selon lequel les artisans rationalistes taillés sur le modèle de Carlile et de Volney avaient les mêmes types de comportement que leurs homologues méthodistes ; tandis que, dans un cas, sobriété et propreté étaient préconisées en obéissance à Dieu et à l'autorité, dans l'autre, elles étaient les vertus requises par ceux qui formaient l'armée destinée à renverser la prêtrise et la royauté. À un observateur qui ne connaîtrait pas la langue, les attributs moraux de ces deux groupes pouvaient sembler identiques. Mais ce n'est qu'à moitié vrai, car les chapitres suivants de Volney sont intitulés « Des vertus sociales et de la justice ». Il y a une profonde différence entre

---

unions quand l'affection a cessé d'exister n'est ni plus ni moins que de la [...] *prostitution.* »

60. Cf. G. Wallas, *op. cit.*, p. 166-172 ; N. Himes, « J.S. Mill's Attitude toward Neo-Malthusianism », *Econ. Journal*, supplément, 1926-1929, I, p. 459-462 ; M. Stopes, *Contraception*, 1923 ; N. Himes, « The Birth Control Handbills of 1823 », *The Lancet*, 6 août 1927 ; M. St.J. Packe, *Life of John Stuart Mill*, 1954, p. 56-59. Voir aussi *infra*, p. 1026 *sq.*

les disciplines recommandées pour le salut de l'âme individuelle et les mêmes disciplines recommandées comme moyen d'assurer le salut d'une classe. Jamais l'artisan radical et libre penseur n'était aussi sérieux que lorsqu'il affirmait sa croyance dans le caractère *actif* des devoirs du citoyen.

En outre, la culture de l'artisan n'était pas seulement fondée sur la discipline, mais aussi sur les valeurs de curiosité intellectuelle et d'entraide. Nous avons constaté à diverses reprises la première de ces qualités tout au long du combat pour la liberté de la presse. L'autodidacte avait souvent une compréhension parcellaire et laborieuse des questions étudiées, mais c'était la sienne. Puisqu'on l'avait forcé à trouver seul son cheminement intellectuel, il examinait tout avec une certaine méfiance : son esprit ne suivait pas les sentiers battus d'une éducation conventionnelle. Beaucoup de ses idées contestaient l'autorité, et l'autorité avait essayé de les supprimer. Il était donc prêt à écouter toute nouvelle idée anti-autoritaire. Ce fut l'une des causes de l'instabilité du mouvement de la classe ouvrière, en particulier entre 1825 et 1835 ; cela nous aide aussi à comprendre la rapidité avec laquelle l'owénisme se répandit et la facilité avec laquelle les gens oscillaient entre les divers projets utopiques ou communautaires qui étaient proposés. (Cette culture des artisans est à l'œuvre jusque dans l'ère victorienne, où les autodidactes et les enfants des artisans des années 1820 contribuèrent à la vigueur et à la diversité de la vie intellectuelle.) Par entraide, nous désignons la tradition d'étude, de débat et de perfectionnement mutuels. Nous avons entrevu cela du temps de la SCL. L'habitude de lire à haute voix les périodiques radicaux à l'intention des illettrés entraînait aussi – comme conséquence nécessaire – que chaque lecture donnait lieu à un groupe de discussion. Cobbett avait développé ses arguments aussi simplement qu'il le pouvait ; ensuite, les tisserands, les tricoteurs sur métier et les cordonniers en débattaient.

S'apparente à ce genre de groupe la société de perfectionnement mutuel, formelle ou informelle, qui se réunissait chaque semaine avec l'intention d'acquérir le savoir, sous la férule, généralement,

de l'un de ses membres[61]. Là, comme dans les instituts techniques, il y avait une sorte de conjonction de la tradition des chapelles dissidentes et de celle des radicaux. Mais la coexistence était difficile, et pas toujours pacifique. L'histoire des débuts des instituts techniques, depuis la création de l'Institut londonien en 1823, jusqu'aux années 1830, est l'histoire d'un conflit idéologique. Du côté de l'artisan radical ou du syndicaliste, l'enthousiasme dont le Dr. Birkbeck, certains membres du clergé dissident et certains membres des professions libérales benthamistes témoignaient pour les aider à établir des centres pour la promotion du savoir devait être fort bien accueilli. Mais ils n'étaient certainement pas disposés à recevoir cette aide *à n'importe quelles conditions*. Si Brougham apparaît, dans quelques textes, comme un grand radical malgré son opportunisme, ce n'était certes pas ainsi qu'il était perçu par les « vieux radicaux » de 1823. Ils l'avaient vu justifier le système d'espionnage en 1817 (dans un discours que Cobbett rappelait sans cesse) ; ils devaient le voir se lever au Parlement, au plus fort de la campagne contre Carlile, et déclarer qu'il se « réjouissait du résultat de certains procès récents » et considérait que les prisonniers avaient publié « en masse une matière des plus grossières et des plus criminelles[62] ». Le zèle de Brougham pour les instituts fut suffisant pour les rendre suspects dès le début, et les tentatives de Place pour agir comme intermédiaire entre Brougham (qu'il méprisait secrètement) et les syndicalistes londoniens (qui s'en méfiaient un peu moins secrètement) n'étaient pas de nature à dissiper ces soupçons. Les conflits cruciaux tournaient autour des questions du contrôle, de l'indépendance financière et de la question de savoir si, oui ou non, les instituts devaient débattre d'économie politique (et, si oui, de *quelle* économie politique). Thomas Hodgskin fut battu dans ce dernier conflit par Place et Brougham. Au cours des premiers conflits, Birkbeck, dans son zèle à recueillir de l'argent et à

61. Voir J.F.C. Harrison, *op. cit.*, p. 43 *sq.*

62. Voir W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 147 ; et le commentaire de Place, « *Bien joué, hypocrite ; vous qui n'êtes pas chrétien vous-même* ».

augmenter les ressources de l'institut, n'avait pas tenu compte des conseils de Robertson, de Hodgskin et de John Gast, selon qui, si le projet était envisagé de manière moins ambitieuse, les artisans eux-mêmes pourraient rassembler les fonds nécessaires pour posséder et contrôler le tout.

Ces deux défaites et l'inauguration des conférences d'économie politique de Brougham (1825) signifiaient que le contrôle était passé aux mains des partisans de la bourgeoisie dont l'idéologie dominait le programme d'économie politique. En 1825, le *Trades Newspaper* considérait l'Institut de Londres comme une cause perdue, qui dépendait « des grands et des riches » :

> Quand il fut créé, il suscita un tel enthousiasme parmi les ouvriers de la capitale que nous étions tous convaincus que si ce sentiment n'avait pas été étouffé [...] les ouvriers eux-mêmes auraient pu fournir tous les moyens requis pour assurer le plus beau succès [...]

En province, l'histoire des instituts techniques est plus contrastée. À Leeds (comme l'a montré J.F.C. Harrison), l'institut était depuis le début contrôlé par des représentants de la bourgeoisie, et notamment par des patrons non conformistes ; à Bradford et à Huddersfield, il fut pendant un certain temps contrôlé par des artisans radicaux. Après 1825, de façon générale, les artisans cédèrent le pas à la petite bourgeoisie, et l'économie politique orthodoxe entra dans les programmes. Mais, jusqu'en 1830, le mouvement paraissait encore assez hétérodoxe (en raison de sa constellation de responsables utilitaristes et unitariens) pour que de nombreux membres du clergé anglican et wesleyen se soient tenus à l'écart. Un pasteur du Yorkshire, en 1826, voyait dans les instituts des agences du suffrage universel, et de la « libre pensée universelle », qui allaient « avec le temps dégénérer et se transformer en clubs jacobins, et devenir ainsi des séminaires de la rébellion ». Au début des années 1830, un vicaire attaqua l'administration de l'Institut technique de Leicester pour avoir perverti celui-ci et en avoir fait une école « pour la diffusion des principes infidèles, républicains et niveleurs ».

Parmi les journaux que l'on trouvait à la bibliothèque, il y avait le *Gauntlet* de Carlile[63].

Nous avons parlé de la culture des *artisans* des années 1820. C'est le terme le plus adéquat dont nous disposons, mais il n'est qu'approximatif. Nous avons vu que « petit-bourgeois » (avec ses connotations péjoratives habituelles) ne convient pas, alors que parler d'une culture de la « classe ouvrière » semble prématuré. Mais, par artisan, nous entendons un milieu qui englobe aussi bien les charpentiers des chantiers navals de Londres et les ouvriers des fabriques de Manchester que les artisans déqualifiés et les ouvriers à domicile. Pour Cobbett, il comprenait « les compagnons et les ouvriers », ou, plus brièvement, « le peuple ». « Je pense, écrivait-il à l'évêque de Llandaff en 1820, que Monseigneur s'est laissé abuser en supposant que le peuple, ou le vulgaire, comme vous vous êtes plu à l'appeler, est *incapable de comprendre une argumentation* » :

> Le peuple, je vous l'assure, ne trouve aucun plaisir dans les petites histoires simplistes. Non plus qu'il n'apprécie le langage déclamatoire, ou les affirmations non fondées ; son esprit a, au cours des dix dernières années, subi une grande révolution. [...]
> Permettez-moi [...] de dire que [...] ces classes sont, j'en suis certain, en ce moment, plus éclairées que les autres classes de la communauté. [...] Elles voient plus loin dans l'avenir que le Parlement et les ministres. – Elles ont cet avantage d'être à la recherche du savoir. – Elles n'ont aucun intérêt particulier à satisfaire ; et ainsi, leur jugement n'est pas entaché par le préjugé et l'égoïsme. Sans compter qu'elles communiquent tout à fait librement entre elles. Les pensées d'un homme produisent d'autres pensées chez un autre. Les idées sont discutées sans la

63. Voir en particulier J.F.C. Harrison, *op. cit.*, p. 57-88, 173-178 ; *Mechanic's Magazine*, 11 et 18 octobre 1823 ; T. Kelly, *George Birkbeck*, Liverpool, 1957, chap. v et vi ; E. Halévy, *Thomas Hodgskin*, 1956, p. 87-91 ; Chester New, *op. cit.*, chap. xvii ; *Trades Newspaper*, 17 juillet 1825 ; F.B. Lott, *Story of the Leicester Mechanic's Institute*, 1935 ; M. Tylecote, *The Mechanic's Institutes of Lancashire and Yorkshire before 1851*, Manchester, 1957.

> restriction qu'imposent la suspicion, la vanité ou la fausse délicatesse. Et ainsi l'on parvient rapidement à la vérité[64].

Mais de quelle argumentation, de quelles vérités, s'agissait-il ?

## 2. William Cobbett

L'influence de Cobbett se fit sentir pendant toutes les années qui séparent la fin des guerres du vote du *Reform Bill*. Dire qu'il n'avait rien d'un penseur systématique ne signifie nullement que son influence intellectuelle n'ait pas été considérable. Ce fut Cobbett qui *créa* cette culture intellectuelle du radicalisme, non parce qu'il en inventa les idées les plus originales, mais parce qu'il trouva le ton, le style et les arguments qui réunissaient le tisserand, le maître d'école et le charpentier des chantiers navals dans un discours commun. Par-delà la diversité des revendications et des intérêts, il établit un consensus radical. Son *Political Register* constituait un terrain de rencontre pour des gens de milieux professionnels très divers.

On peut s'en rendre compte si l'on s'attache moins à ses idées qu'à son ton. Et, pour ce faire, on peut comparer son style à celui de Hazlitt, le plus « jacobin » des radicaux de la classe moyenne, celui qui – pendant une longue période – se rapprocha le plus du mouvement des artisans. Hazlitt lance ses flèches contre les rentiers et les détenteurs de sinécures :

> Les Gouvernements légitimes (qu'on les flatte tant qu'on voudra) n'ont rien d'une nouvelle mythologie païenne. Ils ne sont ni aussi bon marché ni aussi magnifiques que *les Métamorphoses* d'Ovide dans la collection Delphin. Ce sont en effet des « Dieux pour punir », mais à d'autres égards des « hommes qui partagent notre infirmité ». Ils ne se nourrissent pas d'ambroisie et ne boivent pas de nectar, mais vivent des fruits communs de la terre dont ils prennent la meilleure et la plus large part. Le vin qu'ils boivent est fait de raisins : le sang qu'ils répandent est celui de leurs

64. *Political Register*, 27 janvier 1820.

> sujets ; les lois qu'ils font ne sont pas dirigées contre eux-mêmes ; les impôts qu'ils votent, il les dévorent ensuite. Ils ont les mêmes besoins que nous ; et, ayant le choix, se servent tout naturellement en premier, avant le commun des mortels, sans penser que d'autres viennent derrière eux. [...] Nos assistés de l'État mettent les mains dans le plat de chacun et se nourrissent somptueusement tous les jours. Ils vivent dans des palais et se prélassent dans des carrosses. En dépit de M. Malthus, leurs chevaux épuisent la production de nos champs, leurs chenils regorgent d'une nourriture qui ferait vivre les enfants des pauvres. Ils nous coûtent tellement cher en vêtements et en meubles, en décorations et en jarretières, en rubans bleus et en grand-croix – tellement en dîners, déjeuners, soupers, et tellement en soupers, déjeuners et dîners. Ces héros de l'Impôt, Dignitaires de la Liste Civile, Saints de l'annuaire de la Cour (compagnons du lys[65]) sont constitués comme le reste du monde, mais coûtent plus cher. [...] Il vous sera plus aisé de les garder une semaine qu'un mois ; et à la fin de cette période, en vous réveillant du rêve de la Légitimité, vous pourrez dire avec Caliban : « Eh bien, quel fou j'étais de prendre ce monstre ivre pour un Dieu[66]. »

Hazlitt avait une sensibilité intellectuelle, complexe et admirable. Il était l'un de ces rares intellectuels à avoir reçu de plein fouet l'expérience de la Révolution française, et, tandis qu'il rejetait la naïveté des « Lumières », il réaffirmait les traditions de *liberté* et d'*égalité*[67]. Son style révèle à chaque moment que non seulement il se mesurait à Burke, à Coleridge et à Woodworth (et de façon plus immédiate, au *Blackwood's* et au *Quarterly Review*), mais qu'il connaissait la force de certaines de leurs positions et partageait certaines de leurs réponses. Même dans ses activités de journaliste radical le plus engagé (dont ce passage est un exemple), il ne destinait pas sa polémique à la culture populaire, mais à la culture raffinée de son temps. Ses *Political Essays* furent certes publiés par Hone[68], mais, en les écrivant,

65. En français dans le texte.

66. « What is the People ? », *Political Essays*, 1819, in *Works*, VII, p. 263.

67. En français dans le texte.

68. Hone dit dans sa préface : « L'Éditeur affirme en toute conscience qu'il y a dans ce volume, exprimées de façon lumineuse, des Vues plus

il pensait moins au public de Hone qu'à l'espoir d'écœurer Southey, de provoquer au *Quarterly* une attaque d'apoplexie ou même d'arrêter net Coleridge au milieu d'une phrase.

Cela ne constitue en aucune manière une critique. Hazlitt possédait un champ de référence et un sens de la dimension *européenne* et de la signification historique du conflit dans lequel il était engagé, à l'aune desquels les radicaux plébéiens font figure de provinciaux. C'est une question de rôles. Cobbett n'aurait jamais pu écrire une seule phrase de ce passage. Il n'aurait pu admettre (même dans une figure de style) que l'on puisse flatter la légitimité ; il ne pouvait pas accepter les normes de la « société », que Hazlitt admet, même si ce n'est que pour les malmener ; il n'aurait jamais pu écrire « *nos* assistés de l'État », étant donné que tous ses efforts visaient à présenter à son public les spéculateurs boursiers et les rentiers comme *eux* : les autres ; et, en corollaire, il n'aurait jamais pu écrire, avec cette distance, « les enfants des pauvres » – il aurait dit (à son public) « *vos* enfants », ou il aurait donné un exemple particulier. Il n'était pas du genre à dire « ils nous coûtent tellement cher », il aurait donné un chiffre, même au hasard. « Ces héros de l'Impôt » est une expression plus proche du style de Cobbett[69] ; mais, chez Hazlitt, on trouve encore le parler nonchalant du patricien ami du peuple (comme Wilkes ou Burdett, prisant du tabac juste au moment où, à la Chambre, ils se préparent à assener les coups les plus mortels) ; avec Cobbett, aucun simulacre ironique de cérémonie – il donne les noms, sans circonlocution : le *Pasteur* Malthus, Fletcher de *Bolton*, la *Chose*, avec une rudesse qui faisait pâlir Shelley lui-même (« la prise de tabac de Cobbett, c'est la vengeance »).

C'est affaire de ton, et pourtant c'est là que réside en grande partie la portée politique de Cobbett. Le style de Hazlitt, avec ses rythmes soutenus et contrôlés et ses antithèses, appartient à la culture raffinée

---

justes et plus Originales que dans n'importe quel autre Ouvrage d'un Auteur contemporain. »

69. Cf. W. Cobbett : « Les Seigneurs du Moulinage, les Souverains de la machine à Filer, les grands *Yeomen* du Filé. »

de l'essayiste. Malgré les *Rural Rides*, on peut difficilement considérer Cobbett comme un essayiste. En fait, les allusions multiples de Hazlitt et son style étudié, dans la mesure où ils appartiennent à une culture inaccessible aux artisans, pouvaient susciter leur hostilité. Quand Cobbett écrivait contre les détenteurs de sinécures, c'était en ces termes :

> Il y a des rentes et pensions de toutes sortes, de *vingt livres* à *trente mille* et presque *quarante mille livres par an* ! [...] Il y a plusieurs personnes bien placées dont les profits de chacun d'entre eux entretiendraient *un millier de familles*. [...] M. PRESTON [...] qui est *Député aux Communes* et possède un grand domaine, dit à ce sujet : « On peut considérer que chaque famille, même celle des travailleurs les plus pauvres, formée de cinq personnes, paie des *impôts indirects*, d'au moins *dix livres par an*, soit plus de la moitié de son salaire de sept shillings la semaine ! » Et, en plus, les insolents mercenaires vous appellent la *populace*, la *racaille*, la *multitude des pourceaux* et disent que votre voix n'est rien [...][70].

Tous ces points sont solides et se rattachent non pas à la culture littéraire, mais à une expérience accessible à tous. Même M. Preston est bien situé. Cobbett réintroduit les rythmes du langage parlé dans la prose écrite ; et d'un langage parlé qui argumentait avec grande vigueur.

Observez-le en train d'écrire sur son thème familier – qu'il faut juger le clergé non pas sur ses déclarations, mais sur ses actes :

> Il y a quelque chose de malheureux, c'est le moins que l'on puisse dire, dans cette parfaite unité d'action entre l'Église et le synode méthodiste. La religion n'est pas une idée abstraite. Ce n'est pas quelque chose de métaphysique. C'est quelque chose qui doit avoir des effets sur la conduite des hommes ou alors cela ne sert à rien. Elle doit avoir des effets sur les actions des hommes. Elle est faite pour avoir une bonne

70. « Address to the Journeymen and Labourers », *Political Register*, 2 novembre 1816.

> influence sur les affaires et sur la condition des hommes. Maintenant, si la religion de l'Église [...][71].

Dans de tels passages, le rapport de Cobbett à son public (l'exemple est tiré d'un *Register* pris au hasard – on en trouverait de semblables dans pratiquement chaque *Register*) est tellement évident qu'on pourrait le toucher du doigt. Cobbett formule une idée. Il écrit « métaphysique », lève les yeux vers son public et se demande si le mot est compris. Il explique la pertinence du terme. Il répète son explication dans un langage plus simple. Il la répète encore, mais, cette fois, élargit la définition pour y englober des implications sociales et politiques plus vastes. Alors, ces phrases courtes terminées, il reprend encore une fois l'exposé. Dans le mot « maintenant » nous sentons qu'il sous-entend : « Si vous avez tous saisi ce que je veux dire, alors continuons ensemble [...] »

Il n'est pas difficile de montrer que Cobbett a énoncé des idées stupides et contradictoires et quelquefois assené à ses lecteurs des arguments spécieux[72]. Mais de telles démonstrations sont dénuées d'intérêt si l'on ne saisit pas la profonde, la très profonde influence démocratique de Cobbett sur son public. Paine utilise déjà ce ton ; mais Cobbett parla ainsi à son public pendant trente ans, jusqu'à ce que tout le monde parle et argumente comme lui dans tous le pays. Il admettait, comme un fait qui ne nécessitait guère de démonstration, que chaque citoyen, quel qu'il fût, avait le pouvoir de raisonner et que c'était par des arguments adressés à la compréhension commune qu'il fallait établir les choses. Durant les dix dernières années, écrivait-il en 1820 :

> Je n'ai rien écrit [pour le peuple] qui ne repose, pour assurer son succès, sur des *faits* et sur les meilleurs arguments que j'ai été capable d'avancer.

71. *Ibid.*, 27 janvier 1820.

72. La presse loyaliste se faisait un plaisir d'énumérer les contradictions de Cobbett. Ce que ses opposants ultra-radicaux faisaient également, d'un point de vue opposé : voir Gale Jones, dans son ouvrage très virulent, *Vindication of the Press, against the Aspersions of William Cobbett, including a Retrospect of his Political Life and Opinions*, 1823.

> Les sujets dont j'ai traité ont en général été des plus complexes. Je n'ai pas utilisé de procédés destinés à éveiller la curiosité ou à flatter l'imagination. Toujours j'ai fait appel à la compréhension, au discernement et au sens de la justice du lecteur.

Il n'est pas vrai, bien sûr, que Cobbett n'ait pas employé de procédés destinés à « éveiller la curiosité ». S'il traitait ses lecteurs comme des égaux, il traitait les ministres, les évêques et les lords comme des inférieurs. (« Wilberforce », ainsi commençait une de ses lettres ouvertes, « je vous ai devant moi dans un pamphlet hypocrite ».) Nous devons y ajouter deux autres procédés. Le premier est l'analogie simple, pratique, le plus souvent tirée de la vie rurale. En cela, il avait un sens infaillible de l'expérience que partageait l'ensemble de ses lecteurs. De telles images n'avaient pas une fonction décorative et n'étaient pas de simples allusions. Elles étaient ramassées, manipulées, tournées et retournées, délibérément déployées pour faire progresser l'argumentation, et enfin alors abandonnées. Nous pouvons prendre l'exemple de la célèbre description que Cobbett fait de Brougham et des réformateurs modérés, qu'il dépeint comme des ÉPOUVANTAILS – « et maintenant je vais vous dire pourquoi » :

> Un épouvantail est un homme ou une femme postiche, fait de paille ou d'une autre matière, entortillée autour d'un pieu enfoncé dans le sol [...] avec un bâton ou un fusil dans les mains. Ces épouvantails sont installés pour empêcher les oiseaux d'abîmer le blé ou les semences et quelquefois pour les effrayer et les éloigner des cerises ou d'autres fruits. Le peuple désire une réforme du Parlement et il y a depuis longtemps [...] un petit groupe qui a exprimé le désir d'obtenir une réforme du Parlement. Ils ont proposé des motions, prononcé des discours, provoqué des votes, pour ne pas enterrer les espoirs du peuple, et ont pu ainsi le faire tenir tranquille de temps en temps. Ils n'ont jamais voulu *réussir*, parce que la réussite aurait mis un terme à leurs espoirs d'émoluments ; mais ils ont amusé le peuple. La grande troupe des factions, qui connaissait la réalité de leurs projets, s'est fort divertie de leurs efforts feints, qui ne les ont en rien empêchés de participer au pillage général. Tout juste comme avec les oiseaux et les épouvantails dans

> les champs ou les jardins. Au début, les oiseaux prennent l'épouvantail pour une femme ou un homme réel et ils s'abstiennent, pendant tout ce temps, de pillage. Mais, après avoir regardé, pendant quelque temps, l'épouvantail de leurs yeux vifs et perçants, ils remarquent que jamais il ne bouge un pied ou une main, et ne sont plus du tout impressionnés ; il ne les gêne pas plus qu'un poteau. C'est exactement la même chose avec les épouvantails politiques ; mais eux [...] ils font des dégâts. [...] Je me souviens d'un exemple [...] tout à fait approprié pour illustrer les fonctions de ces mystificateurs politiques. Les oiseaux faisaient de grands ravages sur des plantations de navets que j'avais à Botley. « Installez un épouvantail », ai-je dit à mon régisseur. « Cela ne servira à rien, monsieur, [...] m'a-t-il répondu [...] et il m'a raconté qu'il avait vu, ce matin-là, dans le jardin de son voisin MORELL [...] un moineau installé avec une *cosse* sur le chapeau de l'épouvantail ; et là, comme s'il était à table, il piquait et mangeait les pois, ce qu'il pouvait faire plus tranquillement de là, d'où il pouvait regarder tout autour de lui et voir s'approcher l'ennemi, qu'il n'aurait pu le faire au sol, où il aurait pu être pris par *surprise*. Telles sont exactement les fonctions de nos épouvantails politiques. Les épouvantails agricoles trompent les oiseaux pillards, mais pour un court moment : mais ils continuent à tromper ceux qui les plantent et comptent sur eux. Au lieu de se lever le matin et de chasser les pillards avec de la poudre et des balles, ils font confiance à ces misérables épouvantails et perdent ainsi leur blé et leurs semences. C'est la même chose pour le peuple qui est dupe de tous ces épouvantails politiques. Dans le Suffolk et d'autres comtés de l'Est, on les appelle des *mawkses* [...][73].

Comment doit-on lire un tel texte ? Sous un certain angle, il relève d'une écriture de génie. L'analogie commence d'une manière peu naturelle ; politique et agriculture se développent sur des lignes convergentes, mais on sent que l'image est tirée par les cheveux. Ensuite – à partir de l'expression « yeux vifs et perçants » –, les deux arguments sont fondus avec une intensité nouvelle de plaisir polémique. Cobbett plaisante à moitié, l'image grossit dans des

73. *Political Register*, 1er septembre 1830. Voir G.D.H. et M. Cole, *The Opinions of William Cobbett*, p. 253, 254.

proportions surréalistes – Brougham, un moineau sur le chapeau, les réformateurs avec de la poudre et des balles, les navets et le voisin MORELL (qui n'osera sans doute plus sortir de chez lui). Sous un autre angle, quelle chose extraordinaire que cet aspect de la tradition politique anglaise ! C'est plus que de la polémique : c'est aussi de la théorie politique. Cobbett a défini, dans des termes qu'un manœuvre ou un artisan pouvait très bien comprendre, la fonction d'une forme très anglaise de l'accommodement réformiste. Plus encore, il dénonce, à plus d'un siècle de distance, les *mawkses* d'autres partis et d'autres époques.

L'autre procédé, que nous avons déjà relevé[74], est la personnalisation des questions politiques – une personnalisation centrée sur Cobbett de Botley lui-même. Mais si Cobbett était son propre sujet, il le traitait avec une objectivité inhabituelle. Son égotisme se transcendait à tel point que le lecteur prenait connaissance non de l'*ego* de Cobbett, mais d'une sensibilité sincère, pratique, observatrice, à laquelle il était incité à s'identifier. On lui demande de diriger son regard non pas sur Cobbett lui-même, mais *avec* Cobbett. Le triomphe de cette attitude éclate dans les *Rural Rides*, où non seulement ses contemporains, mais une succession de générations ont senti de façon palpable sa présence quand il parle aux travailleurs des champs, traverse les villages et s'arrête pour faire reposer ses chevaux. La force de son indignation est d'autant plus convaincante qu'il exprime son plaisir devant tout ce qu'il trouve agréable. À Tenterden,

> l'après-midi était très agréable et, juste comme je gravissais la montée et arrivais dans la rue, les gens sortaient de l'église et rentraient chez eux. C'était un spectacle très beau. *Les gens misérablement habillés ne vont pas à l'église*. Je vis, en bref, étalées devant moi les robes et les beautés de la ville ; et je vis un grand nombre de très très jolies filles ; et je les vis aussi dans leurs plus beaux atours. Je me souviens des filles du pays de Caux, et je pense que, vraiment, celles de Tenterden leur ressemblent. Je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas le cas ; car le pays de Caux est de l'autre côté de la mer, juste en face.

74. Cf. *supra*, p. 825.

Ou encore, dans un village du Surrey, où il n'y a pas de pauvreté, ce qui permet de dénoncer les ravages dont elle est la cause habituellement :

> Comme je me rendais de Upwaltham à Eastdean, j'appelai un jeune homme, qui, assis à l'abri d'une haie, à côté d'autres cultivateurs de navets, prenait son casse-croûte. Il vint vers moi en courant, ses victuailles à la main ; et je fus heureux de voir que sa nourriture consistait en un gros morceau de pain fait à la maison et en une respectable tranche de bacon. [...] En le quittant, je lui dis : « Vous allez manger votre bacon maintenant ? » « Oh, oui ! monsieur », dit-il avec véhémence et un hochement de tête qui semblait dire : « Nous *devons* en manger et nous en *mangerons*. » Je vis avec grand plaisir que presque toutes les maisons de cultivateurs avaient leur cochon. Les maisons sont belles et il y fait bon ; et les jardins sont parmi les plus beaux que j'ai vus en Angleterre. Quelle différence, grand Dieu ! quelle différence entre cette région et les parages de ces endroits corrompus que sont *Great Bedwin* et *Cricklade*. Quel *casse-croûte* aurait eu cet homme avec une ration de *pommes de terres froides* ? Aurait-il pu *travailler*, et de surcroît à l'humidité, avec une telle nourriture ? Monstrueux ! Il ne devrait exister aucune société où les travailleurs ont une vie de pourceaux.

Où qu'il fût, Cobbett obligeait toujours ses lecteurs, par l'immédiateté de l'image, le mélange de la réflexion et de la description, la rigueur du détail et l'expression physique du lieu, à s'identifier à son propre point de vue. Et « point de vue » est le mot propre, car Cobbett se situait délibérément lui-même dans un cadre – dans sa ferme à Botley ou sur la route de Tenterden – et conduisait ensuite ses lecteurs du témoignage de ses sens à ses conclusions générales. Même pendant son exil américain (1817-1819), il était important pour lui de situer le lieu d'où il parlait :

> D'un côté de ma chambre je vois l'intérieur d'une cour de ferme, pleine de fourrage et de bétail, de moutons, de porcs et d'une multitude de volailles, tandis qu'à quelques pas de là, derrière la cour, coule le fleuve Susquehannah, plus large que la Tamise et avec d'innombrables îles

> dont la superficie varie entre un quart d'arpent et cinq à six arpents. De l'autre côté de ma chambre, je vois un verger de pommiers et de pêchers de quarante arpents qui s'étend le long d'une étroite vallée qui serpente entre deux montagnes, d'un quart de mile de haut. Elles ressemblent au faîte d'une maison dont les pignons seraient tournés vers le fleuve. La nuit dernière il a plu : il a gelé avant l'aube et le gel a retenu les gouttes sur les arbres ; de sorte que le soleil, qui brille maintenant autant qu'en Angleterre au mois de mai, fait resplendir les glaçons comme d'innombrables millions de diamants étincelants.

Cette mise en place du décor servait à dramatiser les sentiments qui l'habitaient (et qu'il exprimait dans une lettre à Hunt) à l'annonce de l'exécution de Brandreth et de ses camarades :

> J'ai maintenant en mémoire, mon cher Hunt, les petites chaumières de Waltham Chase et de Botley Common, et je ressens aujourd'hui plus fort que jamais cette passion qui me ferait préférer habiter le plus pauvre de ces humbles abris, marqué du caractère anglais, à maîtriser et posséder réellement tout ce que j'ai décrit plus haut, et qui ne possède pas ce caractère. Comme je le disais en quittant l'Angleterre, comme je le dis encore, je ne pourrais jamais aimer aucun peuple autant que j'aime le peuple d'Angleterre.

Si Cobbett a construit, à partir de la lutte pour la réforme une sorte de martyrologie et de démonologie, il était lui-même la figure centrale du mythe. Mais l'accusation de vanité n'est fondée que jusqu'à un certain point. Car le mythe exigeait aussi que William Cobbett soit perçu comme un Anglais parmi d'autres, exceptionnellement combatif et persévérant, mais aux talents ordinaires – un homme dont le lecteur pouvait penser qu'il était comme lui ; comme le travailleur dans le champ de navets, ou encore (au gré des circonstances), comme ce que pouvait devenir le fils de la propriétaire d'une petite auberge de village du Sussex :

> La propriétaire envoya son fils me chercher de la crème, et il était exactement comme j'étais à son âge, habillé de la même manière, avec une blouse bleue, dont la couleur se fanait et qui était rapiécée avec des morceaux de tissu *neuf*. [...] La vue de cette blouse me rappela des tas

> de choses qui m'étaient très chères. Ce garçon, je l'affirme, tiendra sa place à Billingshurst ou dans quelque endroit proche de là. Si les circonstances ne m'avaient pas ôté à un décor semblable, combien de scélérats et d'imbéciles, qui ont été bien agacés et harcelés, auraient pu dormir en paix la nuit et se pavaner sans crainte le jour.

Sa compassion pour les pauvres avait toujours cette tonalité : « Voici, sans compter la grâce de Dieu, Will Cobbett qui passé. » Son affectation était de vouloir paraître plus « normal » qu'il ne l'était. Il ne laissait jamais ses lecteurs oublier qu'il avait autrefois poussé la charrue et servi comme simple soldat. Devenu plus riche, il s'habilla ostensiblement non comme le journaliste qu'il prétendait ne pas être, mais à la façon des gentilshommes campagnards. Dans la description qu'en donne Hazlitt, il portait « un gilet de drap écarlate dont les fonds de poche dépassaient, comme c'était l'habitude chez les gentilshommes campagnards du siècle dernier » ; dans celle de Bamford, « habillé d'un vêtement bleu, d'un gilet jaune molletonné, d'un pantalon collant en jersey écru et de bottes à revers [...] il était l'image même de ce qu'il avait toujours souhaité être – un gentilhomme campagnard anglais ». C'est Hazlitt qui caractérise le mieux le type de vanité de Cobbett :

> Son égotisme est très plaisant car il n'est pas affecté. Il ne parle pas de lui-même parce qu'il n'a rien à dire, mais parce que ce qui lui est arrivé est la meilleure illustration possible du sujet qu'il traite, et il n'est pas homme à reculer devant la meilleure illustration possible de son sujet par excès de délicatesse. Il aime, à la fois et tout autant, lui-même et son sujet. Il ne place pas sa propre personne devant son sujet, en disant : « Admirez-moi d'abord », mais nous place dans la même situation que lui et nous fait voir tout ce qu'il fait. Il n'y a pas chez lui de suffisance abstraite, de fatuité, ni d'admiration subreptice de sa propre personne par procuration, tout est clair et ouvert. Il écrit sur lui-même, le plus naturellement du monde, se met à nu autant que l'on pourrait le souhaiter, en un mot, son égotisme est empli de personnalité et ne laisse que peu de place à la vanité[75].

75. *Political Register*, juin 1817, 11 avril 1818, 2 octobre 1819 ; *Rural Rides, passim* ; S. Bamford, *op. cit.*, p. 21 ; W. Hazlitt, *Table Talk*, 1821.

C'est un jugement littéraire généreux. Et le jugement politique doit être plus nuancé. Le grand changement de ton et de style du radicalisme populaire, qu'illustre le contraste entre Paine et Cobbett, a été, une fois de plus, défini pour la première fois par Hazlitt :

> Paine affectait de réduire les choses à des principes premiers, d'annoncer des vérités évidentes par elles-mêmes. Cobbett ne se préoccupe pas de grand-chose sauf de détails et de circonstances locales. [...] Les écrits de Paine sont une sorte d'introduction à une arithmétique politique d'un type nouveau ; Cobbett tient un journal quotidien et y consigne intégralement tous les événements et les questions embarrassantes qui surgissent tout au long de l'année.

La personnalisation de la politique – tel travailleur dans son jardin potager, tel discours à la Chambre des communes, tel exemple de persécution – était bien adaptée au pragmatisme d'un public qui s'éveillait à la conscience politique. Elle avait aussi une valeur opportuniste : elle fixait l'attention sur des circonstances éphémères et des doléances particulières ; en renonçant aux absolus théoriques, elle permettait aux royalistes et aux républicains, aux déistes et aux hommes d'Église de s'engager dans un mouvement commun. Mais l'argument peut être poussé à l'excès. Les *Droits de l'homme* de Paine avaient trouvé un écho identique auprès d'un public qui n'était pas plus instruit et avaient permis le développement d'une théorie plus systématique des droits populaires ; tandis que le succès contemporain de journaux plus théoriques prouve l'existence, dans la classe ouvrière, d'un large public capable d'absorber de la politique à l'état pur. Cobbett, en fait, contribuait à créer et à alimenter l'anti-intellectualisme et l'opportunisme théorique (sous les dehors d'un empirisme « pratique »), qui demeurèrent une caractéristique importante du mouvement ouvrier britannique.

« Je me souviens que ma mère avait pris l'habitude de lire le *Register* de Cobbett et disait qu'elle se demandait pourquoi les gens l'attaquaient autant ; elle n'y voyait rien de mal, mais au contraire beaucoup de

bonnes choses[76]. » La mère de James Watson était servante dans la maison d'un pasteur et elle enseignait dans une école du dimanche. « Les *Weekly Political Pamphlets* de M. Cobbett », écrivait Hone en 1817,

> devraient être reliés et se trouver côte à côte avec l'*Histoire de l'Angleterre*, le *Voyage du pèlerin*, *Robinson Crusoe* et le *Livre du savoir du jeune homme*. Toutes les bibliothèques des chaumières et des cuisines du royaume qui en sont dépourvues sont incomplètes [...]

Il devrait être « aussi usuel et familier » que le guide de la ménagère, le *Housekeeper's Instructor* et la *Médecine familiale* de Buchan[77]. C'est en fait, en grande partie, ce qui arriva. Wooler ou Carlile, à leur manière plus élaborée et plus intellectuelle, exprimaient le radicalisme des artisans des villes ; mais seul Cobbett pouvait réussir, en 1816, à réunir les tricoteurs sur métier et les tisserands dans un même dialogue.

La curieuse façon dont il était passé du torysme au radicalisme n'allait pas sans un certain opportunisme. Il avait pu esquiver les préjugés antifrançais et antijacobins des années de guerre. Il put renier la Révolution française et Tom Paine, qu'il n'avait jamais défendus. Puis, comme il eut la générosité de le reconnaître lui-même, il reprit finalement à son compte un grand nombre d'arguments de Paine. Mais il évita toujours de rejeter de façon intransigeante, comme le faisaient les jacobins, le principe de l'hérédité sous quelque forme qu'il apparaisse, et cela lui permit de se pré-

76. W.J. Linton, *James Watson*, p. 17. Cf. T. Frost, *op. cit.*, p. 6 : « Les seuls livres que j'aie jamais vus dans la maison de mon père, outre la Bible et quelques vieux livres d'école [...] étaient des numéros dépareillés du *Register* de Cobbett. »

77. *Reformist's Register* de Hone, 5 avril 1817, sur le départ de Cobbett vers l'Amérique. Voir, cependant, la réplique enflammée de Wooler : « Nous sommes presque prêts à regretter que M. Cobbett ne se soit pas borné à écrire [...] sur des sujets tels qu'il n'aurait pu [...] tromper personne, à part les filles de cuisine et les marmitons », *Black Dwarf*, 9 avril 1817.

senter à la fois comme un réformateur radical et un constitutionnaliste. Dans l'« Adresse aux compagnons et aux manœuvres », il les met en garde contre les hommes qui « voudraient vous persuader que, parce que les choses ont été détournées de leur véritable finalité, il n'y a *rien de bon* dans notre *Constitution* et nos *lois*. Pourquoi alors Hampden est-il mort sur le champ de bataille et Sydney sur l'échafaud ? » Les Américains, en faisant sécession d'avec la Grande-Bretagne, ont pris soin de préserver « la Grande Charte, la Déclaration des droits, l'*Habeas corpus* et l'ensemble du droit coutumier » :

> Nous voulons un *grand remaniement*, mais nous ne voulons *rien de nouveau*. Remaniement, modification, pour nous adapter à l'époque et aux circonstances ; mais les grands principes doivent être et rester les mêmes ou alors la confusion s'ensuivra.

Même lorsque, dans les dernières années de sa vie, il encouragera avec force le peuple à résister à la nouvelle loi sur les pauvres, il le fera au nom des droits constitutionnels et du caractère sacré de la coutume. Face aux rationalistes, il fit montre du même mélange de radicalisme et de traditionalisme. Il défendit avec force leurs droits à publier des textes qui mettaient en cause la religion chrétienne ; mais, quand Carlile alla plus loin et commit ce qui était (aux yeux de Cobbett) une offense blasphématoire en datant le *Republican* de « l'année 1822 de l'ère du fils de la femme du charpentier », il en appela à la loi de la rue. Si vous aviez fait cela en Amérique, tonna-t-il :

> Vous auriez été [...] sur-le-champ recouvert d'un manteau de goudron et de plumes et [...] vous auriez été promené, *le derrière nu*, à cheval *sur une barre* jusqu'à ce que vous tombiez dans quelque bois ou marais où l'on vous aurait laissé ruminer sur la sagesse (pour ne rien dire de la modestie) qu'il y a à décider de devenir un faiseur de religions et de gouvernements tout neufs[78].

78. *Political Register*, 2 février 1822.

On a peine à trouver dans notre histoire un écrivain qui ait porté des attaques aussi nombreuses et aussi éloquentes que celles de Cobbett contre le clergé anglican (et particulièrement le clergé rural). Et pourtant, sans jamais avancer aucune raison sérieuse, il déclarait souvent son attachement non seulement au Trône (qu'il réussit presque à renverser pendant la campagne en faveur de la reine Caroline) et à la Constitution (que ses partisans furent bien près d'abattre en 1819 et en 1832), mais aussi à l'Église établie. Il était même capable d'écrire à l'occasion sur « notre devoir de tenir en horreur les Turcs et les Juifs » parce que le christianisme était « partie intégrante de la loi ».

Un tel opportunisme rendait impossible le développement d'une quelconque théorie politique systématique à partir du cobbettisme. Et ses préjugés économiques étaient du même acabit que ces faux-fuyants. Comme il ne présentait pas une critique d'un *système* politique ni même de la « légitimité », mais qu'il se contentait d'invectives contre la Vieille Corruption, il réduisait l'analyse économique à une polémique contre le *parasitisme* de certains intérêts acquis. Il ne pouvait admettre une critique de la propriété ; c'est pourquoi il exposait (avec maintes répétitions) une démonologie où les maux du peuple étaient dus à la taxation, à la dette nationale, au système du papier-monnaie et aux hordes de parasites (rentiers, gens en place, courtiers, collecteurs d'impôts) qui en avaient fait leurs choux gras. Je ne veux pas dire que cette critique n'était pas fondée – il y avait de quoi alimenter la flamme de Cobbett dans les injustices criantes du système fiscal et dans les activités parasites de la Compagnie des Indes orientales et des banques. Mais, de façon significative, les préjugés de Cobbett s'accordaient avec les doléances des petits producteurs, des boutiquiers, artisans, petits fermiers et consommateurs. L'attention était détournée du propriétaire terrien ou du capitaliste industriel et se fixait sur l'intermédiaire, le régisseur ou le courtier, qui accaparaient les marchés et profitaient de la disette du peuple, ou vivaient, sans attaches avec la terre et l'industrie, de rentes qui n'étaient le fruit d'aucun travail. Les argu-

ments étaient moraux autant qu'économiques. Les hommes avaient droit à la richesse, mais seulement si l'on pouvait les *voir* travailler dur. Après les détenteurs de sinécures, Cobbett haïssait les spéculateurs quakers.

Si sa pensée théorique était déficiente, il avait aussi quelquefois une influence immédiate tout à fait néfaste sur la stratégie politique, tout en n'étant pas toujours aussi loyal dans ses relations personnelles et publiques qu'il demandait aux autres de l'être. On ne peut le tenir pour entièrement responsable de ses insuffisances comme dirigeant politique. Il était journaliste, et non pas dirigeant ou organisateur politique ; c'est la conjoncture historique (la mise hors la loi de toute organisation politique effective) qui l'avait contraint à jouer cet autre rôle. Mais, s'il n'avait pas choisi d'être un dirigeant politique, il supportait mal (comme tant d'autres dans cette difficile situation) de voir le mouvement prendre une autre direction que celle qu'il lui prescrivait. Quand on fait le compte de tous ces points faibles – et des autres –, on peut être tenté de ne voir en lui qu'un romantique nostalgique ou une brute.

Mais le jugement, si communément exprimé, qui consiste à voir en Cobbett « un vrai tory » ne saurait mener bien loin. Et, d'abord, pour une raison que nous avons suffisamment évoquée : le ton démocratique de ses écrits. Ses liens avec son public étaient particulièrement intimes : nous devons nous souvenir qu'il parlait continuellement avec ses lecteurs. Il s'adressait à eux lors des meetings pour la Réforme. Il faisait des « tournées de conférences ». Même lorsqu'il était en Amérique, son sac de courrier était lourd, et des délégations d'artisans écossais et de réformateurs émigrés l'attendaient sur les rives de la Susquehannah. Il parcourait la campagne pour apprendre comment les hommes pensaient et parlaient. Et l'on peut voir, dans les idées de Cobbett, moins un flux de propagande à sens unique que l'incandescence d'un courant alternatif entre ses lecteurs et lui-même. « J'ai toujours dit que je tirais du peuple [...] dix fois plus de lumière que je ne lui en ai communiqué » :

> Un écrivain qui se consacre à l'instruction d'un tel peuple est constamment soutenu non seulement par les applaudissements qu'il en reçoit et la conscience que ses efforts sont suivis d'effets ; mais aussi par l'aide qu'il retire continuellement de ces nouvelles pensées que ses propres pensées ont fait surgir dans l'esprit de ses lecteurs. C'est la rencontre du silex et de l'acier qui produit le feu[79].

Émouvante perception de la nature dialectique du processus à travers lequel se sont forgées ses propres idées ! Il n'y a que peu d'écrivains qui ont été à ce point la « voix » de leur propre public. On peut considérer le génie de Cobbett comme un indicateur du mouvement pour lequel il parlait. Aux époques de crise, il a cette brillante incandescence. Aux moments où le mouvement s'affaiblit, il devient plus capricieux et excentrique ; son style brille beaucoup moins. Et cela est vrai jusque dans ses dernières années ; à mesure que son public change, Cobbett change avec lui.

C'est ce que Raymond Williams a bien décrit comme l'« extraordinaire sûreté d'instinct » de Cobbett. Mais, au fait, l'instinct de quoi ? D'abord, c'était un instinct qui révélait la nature *réelle* de rapports de production en cours de transformation, qu'il opposait à un passé patriarcal idéalisé et à une affirmation de la dignité individuelle de chaque travailleur, qu'on ne peut en aucune manière considérer comme rétrograde. En second lieu, Cobbett était l'incarnation de l'« Anglais né libre ». Il concentrait toute la vigueur de la tradition du XVIII^e^ siècle. C'était de l'idéologie des *petits producteurs* que sa vision était la plus proche. Les valeurs auxquelles il adhérait de tout son être (et il n'écrivait jamais mieux que lorsqu'il donnait libre cours à ses préjugés) étaient l'individualisme résolu et l'indépendance. Il déplorait la disparition des petits fermiers, des petits commerçants ; la concentration des ressources du pays en « grandes masses » ; la perte par les tisserands de « leur caractère franc et noble, forgé aux jours de leur indépendance[80] ». Le petit

79. *Political Register*, 27 janvier 1820.

80. *Political Register*, 30 janvier 1832. Voir aussi R. Williams, *Culture and Society*, Pelican, p. 32-34.

fermier, plein de ressentiment à l'égard de la grande propriété du brasseur ou du lord absentéiste ; le petit fabricant de vêtements qui faisait des pétitions contre la croissance du système de la fabrique ; le petit tailleur ou le cordonnier qui voyait les intermédiaires obtenir les contrats du gouvernement ou écrémer le marché – tous ceux-là faisaient partie de son public naturel. Ils ressentaient la même hostilité diffuse envers la « spéculation » et le « système commercial » ; mais (comme Cobbett) ils n'allaient pas jusqu'à la critique radicale du droit de propriété.

S'il n'y avait rien eu d'autre, Cobbett serait resté le porte-parole politique de la petite bourgeoisie. Mais son public – le mouvement radical lui-même – le conduisit plus loin. « Nous avançons quotidiennement vers un état dans lequel il n'y a plus que deux classes d'hommes, des *maîtres* et *ceux qu'ils réduisent à un état d'abjection.* » Quand Cobbett réfléchissait sur la condition de l'artisan ou du fileur de coton, il le faisait à partir de l'expérience des petits patrons qui se voyaient repoussés dans la classe ouvrière. Il voyait le prolétariat des fabriques de Manchester moins comme des hommes d'un genre nouveau que comme des petits producteurs qui avaient perdu leur indépendance et leurs droits. La discipline du travail dans les fabriques faisait ainsi outrage à leur dignité. Ils avaient raison de se rebeller, comme il l'aurait fait lui-même dans la même situation. Quant au travail des enfants, il était tout simplement « contre nature ».

Son attitude envers les travailleurs des champs était quelque peu différente. Quoiqu'il luttât pour comprendre ce qu'était une société commerciale et manufacturière, le modèle essentiel de l'économie politique qu'il avait en tête provenait de l'agriculture. Et, là, il acceptait une structure sociale dans laquelle le propriétaire terrien, le bon métayer, le petit propriétaire et l'ouvrier agricole avaient leur rôle, pourvu que les relations de production et les rapports sociaux fussent régis par certaines obligations morales mutuelles. Pour défendre sa propre conduite en tant que propriétaire, il citait le cas d'un vieux paysan qui vivait retiré du monde dans la ferme de Botley quand il la reprit :

> Le vieil homme ne me payait plus de loyer ; quand il mourut je fis mettre une plaque sur sa tombe pour rappeler que c'était un paysan honnête, compétent et travailleur ; et j'ai donné à sa veuve un shilling par semaine tout le temps que je suis resté à Botley[81].

Sur ce point, il ressemble à s'y méprendre au type du « bon seigneur » dont il déplorait si souvent l'extinction. Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi le malaise qu'exprime cette phrase : « Il ne devrait exister aucune société dans laquelle les ouvriers agricoles vivent comme des pourceaux. » *Il ne devrait exister aucune société* – la pierre angulaire de sa critique sociale est la condition du travailleur. Quand il jugeait cette condition intolérable, comme à l'époque de la révolte des ouvriers agricoles ou de la nouvelle loi sur les pauvres, il était prêt à contester l'ordre social établi :

> Dieu leur a donné la vie sur cette terre ; ils ont autant le droit d'y être que vous ; ils ont indéniablement le droit de tirer de la terre leur subsistance en échange de leur travail, et si vous êtes si incapables de vous occuper vous-mêmes de vos terres qu'il vous faille prendre leur travail, en échange de leur subsistance, cédez-leur la terre [...][82].

Voilà ce qu'il écrivit moins de six mois avant sa mort.

C'est pour cela que Cobbett (et John Fielden, son ami, également député d'Oldham après 1832) fut si près de devenir le porte-parole de la classe ouvrière. À partir du moment où les conditions de vie réelle des travailleurs – pour Cobbett, l'ouvrier agricole, pour Fielden, l'enfant de la fabrique – deviennent non pas *un* critère, mais *le* critère d'après lequel on évalue toutes les autres démarches politiques, les conclusions révolutionnaires ne sont pas bien loin. Dissimulé sous la notion apparemment « nostalgique » de « droits historiques des pauvres », qu'exprimaient de diverses façons Cobbett, Oastler et Carlile, il y avait aussi le mûrissement de *nouvelles* exigences : la

81. *Twopenny Trash*, 1er octobre 1830.
82. *Political Register*, 28 février 1835.

communauté devait venir en aide aux indigents et aux nécessiteux, non pas au nom de la charité, mais au nom du droit[83]. Cobbett haïssait le « système confortable » de la charité et du secours moral, et, dans son *Histoire de la Réforme protestante*, son intention première était de donner un fondement historique à la notion de droits sociaux. Les terres de l'Église médiévale étaient administrées par des fidéicommis au nom des pauvres. Elles avaient été injustement distribuées ou dispersées ; les pauvres avaient un droit légitime sur ces terres, droit qui (aux yeux de Cobbett) était reconnu par le biais des anciennes lois sur les pauvres. La révocation de ces lois constituait l'aboutissement d'une série honteuse de vols qui avaient privé les pauvres de leurs droits :

> Parmi ces droits, il y avait celui de vivre dans le pays de notre naissance ; le droit de tirer notre subsistance de notre terre natale en échange de notre travail convenablement et honnêtement accompli ; le droit, au cas où nous tomberions dans la détresse, de couvrir nos besoins avec les produits de la terre, que cette détresse provienne de la maladie, de la décrépitude, de la vieillesse ou de l'incapacité à trouver un emploi. [...] Pendant un millier d'années, cela fut la fonction de la Dîme. Quand l'aristocratie préleva la Dîme et qu'elle en conserva le bénéfice ou le donna au clergé, en compensation, une partie du revenu de la terre fut redistribué. La loi sur les pauvres établissait les modalités de cette compensation. Toucher à ces règles, c'était violer l'accord qui donnait le droit de recevoir une assistance en cas de nécessité, en même temps qu'il assurait au propriétaire le droit de percevoir sa rente[84].

Ce mythe historique, qui suppose l'existence d'un contrat social au Moyen Âge entre l'Église et la noblesse, d'une part, et les travailleurs des champs, d'autre part, servait à justifier la revendication de nou-

83. Voir Asa Briggs, « The Welfare State in Historical Perspective », *Archiv. Europ. Sociol.*, II, 1961, p. 235.

84. *Tour of Scotland*, 1833, cité par W. Reitzel (éd.), *The Autobiography of William Cobbett*, p. 224, 225.

veaux droits sociaux, de la même façon que la théorie de la constitution libre d'Alfred et du Joug normand avaient servi à justifier la revendication de nouveaux droits politiques. Dans cette optique, les propriétaires terriens n'avaient pas sur leurs terres un droit absolu, mais seulement un droit subordonné à l'accomplissement de leurs obligations sociales. Ni Cobbett ni Fielden ne partaient de l'hypothèse que les travailleurs avaient un droit quelconque à exproprier la propriété terrienne ou le capital ; mais tous deux admettaient que, si les relations de propriété existantes écrasaient, au détriment du travailleur ou de son enfant, les aspirations fondamentales des hommes, alors n'importe quel remède, si énergique fût-il, pouvait être envisagé. (Pour Fielden, cela voulait dire qu'il était prêt à collaborer avec John Doherty au lancement d'une grève générale pour les huit heures par jour, lui qui occupait le troisième rang parmi les « Seigneurs du Moulinage » du Lancashire.)

La pierre angulaire, chez Cobbett, était en même temps la barrière insurmontable qui séparait sa théorie politique de l'idéologie des utilitaristes de la classe moyenne. Si les conclusions de Malthus conduisaient à prêcher l'émigration ou la limitation du nombre des mariage des pauvres, elles se disloquaient sur cette pierre de touche. Si les « philosophes écossais[85] » et Brougham n'étaient capables que de détruire les droits que la vieille loi sur les pauvres reconnaissait aux pauvres gens, de laisser les tisserands mourir de faim et d'approuver le travail des petits enfants dans les fabriques, alors, à cette aune, ce n'étaient que de rusés gredins. Cobbett procède souvent moins par argumentation que par affirmation, imprécation, élan affectif. Mais c'était suffisant. Cobbett fit plus qu'aucun autre écrivain pour empêcher les radicaux et les chartistes de se rallier aux utilitaristes ou à la ligue contre les lois sur le blé. Il alimenta la culture d'une classe dont il ressentait les maux sans pouvoir concevoir les remèdes.

85. *Scotch feelosofers* : jeu de mots ironique sur *feeling* (sensibilité, compassion). Cf. *supra*, p. 287 (*NdT*).

### 3. Carlile, Wade et Gast

Il ne faut cependant pas oublier les incohérences, la brutalité, l'anti-intellectualisme, les protestations de loyauté envers le trône et l'Église, l'opportunisme théorique, les tours et les détours des écrits politiques au jour le jour de Cobbett. Ces faiblesses étaient plus qu'évidentes aux yeux des radicaux les plus cohérents. Déjà, en 1817, il était soumis par d'autres périodiques à un feu nourri de critiques. En 1820, de nombreux artisans radicaux avaient cessé de prendre Cobbett au sérieux comme penseur, tout en continuant à apprécier ses polémiques gargantuesques. Ils continuaient à le lire, mais commençaient aussi à lire d'autres journaux. Dans ces petits journaux, entre 1817 et 1832, on trouvait souvent une pensée originale et stimulante, qui devait donner sa forme à la conscience politique de la classe après 1832. Nous pouvons retenir quatre tendances : la tradition de Paine et de Carlile ; les utilitaristes ouvriers et le *Gorgon* ; les syndicalistes autour du *Trades Newspaper* de John Gast ; et les multiples tendances associées à l'owénisme.

Nous avons déjà examiné l'essentiel des idées de la première tendance avec les *Droits de l'homme*, et nous avons étudié sa contribution principale avec le combat de Carlile pour la liberté de la presse. La filiation avec Paine est explicite. Ce n'est pas seulement la reconnaissance d'une dette, mais l'affirmation d'une orthodoxie doctrinale :

> Les écrits de Thomas Paine, seuls, forment un canon pour tout ce qui mérite d'être appelé la Réforme radicale. Il ne peut y avoir de Réformateurs radicaux qui ne soient prêts à embrasser la totalité des principes politiques de Thomas Paine. [...] Il ne peut y avoir de Réforme radicale [...] sans une forme Républicaine de Gouvernement[86].

Le compte rendu d'une réunion de la branche chartiste de Cheltenham, dont le président était un vieux forgeron, nous donne

86. R. Carlile, *An Effort to set at rest [...] the Reformers of Leeds*, 1821, p. 7.

la mesure de la force et de la loyauté avec lesquelles cette doctrine était défendue :

> Un soir [...] quelqu'un parlait de Tom Paine. Le président se leva brusquement : « Je ne resterai pas assis à la présidence, s'écria-t-il avec colère, à écouter insulter ce grand homme. Souvenez-vous que ce n'était pas un lutteur de foire. Je ne connais personne du nom de Tom Paine. Monsieur Thomas Paine, s'il vous plaît[87]. »

Les vertus de cette tradition, c'est l'hostilité sans compromis au principe de l'hérédité, à la superstition et aux survivances « gothiques », et son affirmation provocatrice des droits des simples citoyens. Mais, en Angleterre, du moins à la fin des années 1820, la tradition de Paine et de Carlile semblait excessive dans sa rhétorique et quelque peu irréaliste. Le cri de « À bas les aristos[88] ! » a moins de force quand nous considérons la structure réelle du pouvoir en Angleterre et son évolution au cours de la révolution industrielle, l'interpénétration complexe des privilèges aristocratiques et de la richesse industrielle et commerçante. Les satires rationalistes contre la « prêtraille », que l'on accusait de défendre les privilèges et de favoriser une ignorance destinée à tenir le peuple en esclavage, ne collent pas vraiment ; elles pouvaient atteindre le pasteur de campagne amateur de chasse au renard ou le magistrat, mais elles passaient par-dessus la tête des pasteurs protestants et des ministres non conformistes qui étaient déjà influents grâce aux écoles britanniques et nationales. La polémique tend à se dissoudre dans l'abstraction ; l'enclenchement ne se produit pas comme avec Cobbett. Le « prêtre » de Carlile était dépeint comme quelqu'un qui ne s'occupait de « génuflexions, de dîmes, de pèlerinages, d'exorcismes, d'aspersions, de croix, de sacrements, d'ablutions, de circoncisions et de baragouin » que lorsque « la lascivité [...] et l'ivresse[89] » lui en laissaient le temps. Quoique

87. W.E. Adams, *op. cit.*, I, p. 169.
88. En français dans le texte (*NdT*).
89. Philanthropus, *The Character of a Priest*, 1822, p. 4, 6.

Carlile ait mieux connu les prisons anglaises que n'importe quel autre radical, il continuait à les confondre avec la Bastille. Si George IV avait effectivement été étranglé avec les entrailles de l'évêque de Llandaff, cela aurait été un triomphe, mais pas le triomphe qu'il imaginait. Il aurait encore eu affaire avec le dernier conseiller et le dernier prédicateur local.

À la façon caractéristique des doctrinaires, il essayait parfois de manipuler la réalité afin qu'elle confirme sa doctrine. Il fournissait à ses persécuteurs des provocations toujours nouvelles :

> Vu que je considère la majorité des ministres actuels comme des tyrans et des ennemis des intérêts et du bien-être des habitants de ce pays, je ne crains donc pas d'avouer que, si quelqu'un qui a injustement souffert sous leur administration se trouvait être suffisamment indifférent à l'égard de sa propre vie pour mettre à mort n'importe lequel ou plusieurs d'entre eux, j'accorderais ma lyre pour chanter ses louanges.

Mais un tel tyrannicide trahirait un « manque de courage » si l'homme cherchait des compagnons pour exécuter l'acte ; il devrait avoir la détermination de l'accomplir seul : « Je condamne toute association qui aurait de tels buts[90]. » Et ce passage nous amène à ses autres points faibles. Il y a d'abord l'irresponsabilité de son individualisme. Il pouvait publier une telle incitation (comme il en publiera d'autres), sans penser aux conséquences. Comme tous ceux qui ont codifié des idées pour fonder une orthodoxie, il n'est pas vrai qu'il se soit contenté de transmettre les notions qu'il avait héritées de son maître. Il les ossifia tout en les insérant dans une doctrine ; il choisit quelques-unes des idées de Paine (la doctrine des droits de l'individu) et en négligea d'autres. La partie qu'il conserva, il la poussa à l'extrême et en fit le *nec plus ultra* de l'individualisme.

Le citoyen ne devait aucun respect à l'autorité et devait agir comme si elle n'existait pas. Il mit lui-même ce précepte en pratique et était

90. *Republican*, 19 janvier 1821. Carlile republia aussi l'ouvrage de Sexby, « Killing No Murder ».

prêt à en subir les conséquences. Mais il prétendait que le citoyen n'avait de devoir qu'envers sa propre raison ; il n'était en rien tenu de consulter les autres, même pas ceux de son propre parti, ni de se soumettre à leur jugement. D'ailleurs, la notion même de parti était choquante. Le pouvoir de la raison était le seul principe organisateur qu'il admettait, et la presse, le seul outil multiplicateur :

> Quand les principes politiques définis par Thomas Paine seront bien compris par l'ensemble du peuple, tout ce qui est nécessaire pour les mettre en pratique viendra de soi-même, et alors les complots et les réunions de délégués seront totalement inutiles. [...] Dans l'état actuel de ce pays, le peuple a pour seul vrai devoir d'acquérir par lui-même une bonne connaissance de ce qui constitue ses droits politiques. [...] Dans l'intervalle, chaque individu doit se préparer et se tenir prêt, en tant qu'individu armé, indépendamment de son voisin et sans le consulter, pour le cas où les circonstances l'obligeraient à prendre les armes, pour préserver ce qu'il peut déjà posséder de liberté et de propriété contre toute tentative tyrannique pour les limiter. [...] Que chacun fasse son devoir ouvertement, indépendamment de ce que fait son voisin [...]

Il appelait le pouvoir du savoir populaire le « principe zététique » :

> Entreprenons donc de progresser dans la connaissance, puisqu'il est avéré et prouvé que la connaissance est un pouvoir. C'est le pouvoir de la connaissance qui met en échec les crimes des gouvernements et des cours ; c'est le pouvoir de la connaissance qui doit arrêter les guerres sanglantes et les désastreux effets des armées dévastatrices[91].

Le premier passage a été écrit dans la terrible année 1820, et Carlile était en partie soucieux de préserver les radicaux de ces organisations si facilement pénétrées par les agents provocateurs. Mais on note l'absence de toute référence concrète : « liberté », « connaissance », « guerres sanglantes » et « gouvernements et cours ». On

91. *Republican*, 4 octobre 1820, 26 avril 1822 ; voir W.D. Wickwar, *op. cit*, p. 213-215.

constate aussi que Carlile percevait mal la mentalité de son public : « Que chacun fasse son devoir [...] indépendamment de ce que fait son voisin [...] » Ne savait-il pas que l'essence du mouvement radical ouvrier consistait en ce que chaque homme « consulte son voisin » ? Sans cette consultation, ses vendeurs ne se seraient pas présentés, ses dépositaires de province n'auraient pas tenu leur poste. La clé de son aveuglement se trouve peut-être dans cette expression : « pour préserver ce qu'il peut déjà posséder de liberté et de propriété contre toute tentative tyrannique [...] ». Ce n'est pas seulement du Paine, c'est aussi du Locke.

Une fois encore surgit à l'esprit le qualificatif d'« individualisme petit-bourgeois ». Et, si nous nous efforçons d'écarter les associations péjoratives liées à ce terme, nous voyons que, dans le cas de Carlile, il est utile. Le modèle qu'il a en tête est peut-être celui du petit maître, du chapelier, du fabricant de brosses, du libraire ; on peut voir en Carlile non seulement les limites de la petite bourgeoisie, mais aussi, en ce temps d'insurrection, sa force. Bewick, s'il avait été un peu plus jeune, aurait pu lire le *Republican*. Carlile partait du zèle jaloux avec lequel les bourgeois défendaient, face au pouvoir de la Couronne, leurs droits de citoyens et de propriétaires, et l'étendait également au chapelier de Shoreditch et au fabricant de jouets de Birmingham et à ses artisans.

Pour tout ce qui concernait les droits de la presse et la liberté d'expression, les résultats étaient aussi spectaculaires que l'était le ton démocratique de Cobbett. Mais, quant à la théorie politique et économique, sa position était ou stérile ou trompeuse. La force de l'idéologie de Locke résidait dans le fait que les bourgeois *étaient*, en fait, de grands possédants ; l'exigence de la suppression du contrôle de l'État ou de son intervention était (pour eux) une revendication libératrice. Mais le chapelier n'avait que peu de biens et ses artisans en avaient encore moins. Réclamer la fin de la réglementation étatique signifiait simplement lâcher la bride à leurs concurrents plus puissants (ou aux « forces du marché »). Et c'était si évident que Carlile, autant que Cobbett, était obligé de construire une démonologie des détenteurs de sinécures, pensionnés et avaleurs d'impôts. Le grand mal

qui affligeait les petits maîtres devait être attribué à l'impôt. Le gouvernement devait être aussi réduit et aussi peu coûteux que possible.

Ces positions étaient proches de l'anarchisme, mais seulement dans son acception la plus négative et la plus défensive. Chaque homme doit être libre de penser, d'écrire, de commercer ou de porter un fusil. Les deux premières libertés formaient sa préoccupation essentielle, au point que la liberté de la presse n'était pas perçue comme un moyen mais comme une fin en soi. Le programme de propositions sociales envisagé dans la seconde partie des *Droits de l'homme* était la partie de l'œuvre du maître qui le touchait le moins. En tant que fils de ses propres œuvres, il méprisait ceux qu'il considérait comme des incapables ; et, en tant qu'autodidacte, il ressentait de l'impatience à l'égard de ceux qui ne saisissaient pas les chances de développement personnel qui leur étaient offertes. Il fit de la prison pour ouvrir les portes de la Raison, et, si les travailleurs ne les franchissaient pas en masse, c'était leur faute : « Je sais bien que le débit de boissons a des charmes irrésistibles pour la grande masse des ouvriers[92]. » C'était un élitiste.

Son rationalisme, comme sa théorie politique, était fait de négations. Il prenait plaisir à faire connaître et à publier des absurdités et des passages obscènes qu'il trouvait dans la Bible. Quand il offrit un modèle des vertus positives comme dans le *Moralist*, ce fut, comme nous l'avons déjà vu, une tiède apologie rationaliste des vertus du père de famille bourgeois. Son attitude envers la poésie ou envers les attributs de l'imagination révélait une « vision unilatérale », aussi étroite que celle de Bentham. Quoiqu'il ait fait une édition pirate de *Caïn* et de la *Vision du Jugement*, il fit bien remarquer qu'il l'avait faite « non par admiration pour les ouvrages, mais parce que je les avais vus menacés par mes ennemis ». La demi-douzaine de cantos du *Don Juan* qu'il avait lus n'était « selon moi que de la lavasse inutile pour l'humanité ». Il ne sembla pas avoir remarqué que certains avaient de l'esprit :

92. *Republican*, 23 août 1822.

> Je ne suis pas poète, ni admirateur de la poésie au-delà des qualités qu'elle peut avoir en commun avec la prose – le pouvoir d'impartir à l'humanité un savoir utile[93].

Ces citations nous rappellent que l'autodidacte peut être aussi un philistin. La démocratie de l'intelligence était menacée de devenir une sorte de foire de la Saint-Barthélemy, où chacun pouvait ouvrir boutique, où toutes les opinions se valaient, où les plus étranges attractions – les femmes sans tête et les pauvres vieux ours danseurs – étaient proposées. Les artisans y entraient et donnaient leurs sous ; on les encourageait aussitôt à installer leur propre boutique, à discuter et à débattre avant même d'avoir fait un quelconque apprentissage du métier. Les esprits les plus vigoureux qui présentaient leurs ouvrages sur ce marché – Hodgskin ou Thompson, O'Brien ou Bray – ont dû bien souvent maudire les colporteurs opiniâtres qui braillaient autour d'eux.

Néanmoins, en dépit de ces nombreuses critiques, qui expliquent pour une grande part les excès rhétoriques de la tradition rationaliste militante au XIX^e^ siècle, il n'en reste pas moins que ce fut Carlile qui constitua le marché. Et ce n'est pas une figure de style. Ses publications constituaient un marché : il publia Paine, Volney, Palmer, d'Holbach et beaucoup d'autres. Mais il mit sur pied aussi le marché des conférences. En 1830, il fonda la Rotunda où se tinrent les débats qui formèrent le mouvement ouvrier londonien et dont il publia régulièrement les comptes rendus dans son *Prompter*. Le journal aurait mieux fait de s'appeler le *Promoter*, car c'est ce que Carlile était devenu. Il était le Monsieur Loyal de la libre pensée, et personne n'avait plus que lui droit à ce statut. Il recherchait des étoiles de la tribune qui attireraient les foules. John Gale Jones, le vieux chirurgien jacobin, rassemblait encore une foule de partisans. Mais son plus grand succès fut la promotion du révérend Robert Taylor, un apostat anglican, ancien chapelain du roi, qui prêchait – en vêtements sacerdotaux – des sermons athées attaquant « l'égoïsme et la méchanceté de la prêtraille ». Taylor était un homme

93. Voir W.D. Wickwar, *op. cit.*, p. 272.

sérieux et érudit, qui fit aussi de la prison et contribua à accélérer le déclin de « sa Divine Majesté l'IGNORANCE de dix-huit siècles ». Mais ses sermons, copieusement émaillés de critiques du texte hébraïque, étaient pour le public quelque chose de somptueux et d'étrange : une femme sans tête. Il y avait aussi une autre attraction à la Rotunda. Il s'agissait de Zion Ward, fils spirituel de Joanna Southcott, qui magnétisait les foules par des harangues stupéfiantes sur l'Apocalypse et la Réforme. En dépit de telles attractions, Carlile nota tristement une baisse de la fréquentation des débats religieux hebdomadaires (août 1831). La Rotunda était maintenant utilisée, tous les mercredis soirs, par un nouveau locataire – l'Union nationale des classes ouvrières. Carlile (encore une fois en prison) fut un peu irrité lorsque cette union proposa d'*organiser* la prochaine bataille pour les libertés de la presse, contre le droit de timbre. « Je n'ai rien à voir avec aucune association, écrivit-il, et ne demande [...] assistance à aucune organisation. » Comme chez d'autres individualistes, son égocentrisme avait accaparé la cause pour laquelle il se battait, et il s'irritait de ce que d'autres pussent se l'approprier. « Méfiez-vous des "clubs politiques" », écrivit-il un mois plus tard. Il nourrissait une violente animosité à l'égard des clubs, des sociétés et même des syndicats ou des sociétés de secours mutuel. « Presque toutes les horreurs de la première Révolution française ont été causées par des clubs. [...] Je déclare que ce sont des associations infâmes, méprisables, frivoles, misérables. » Comme la bataille pour le *Reform Bill* devenait plus âpre de semaine en semaine, il publia des informations sur les barricades, les tirs de grenades à main et les acides brûlants : « QUE CHACUN S'ORGANISE PAR LUI-MÊME. » Mais l'Union nationale continuait à se réunir à la Rotunda et beaucoup de ses plus grand dirigeants, Watson, Hetherington, Lovett, Cleave, Hibbert, qui avaient été formés dans la tradition de Carlile, l'avaient dépassé, tout en restant fidèles à son premier principe : « La Libre Discussion est la seule Constitution nécessaire – la seule Loi nécessaire à la Constitution[94]. »

94. *Republican*, 11 juillet 1823 ; *Devil's Pulpit*, 4 et 18 mars 1831 ; *Prompter*, 30 août, 30 septembre, 15 octobre 1831 ; *Radical*, 24 septembre 1831 ; H.O. 40.25.

Vingt ans de sermons de Hannah More et de l'évêque de Llandaff, de Wilberforce et de la Conférence méthodiste avaient provoqué une forte poussée d'anticléricalisme chez les radicaux. Il n'y avait rien de surprenant à ce que le *Gorgon* publie l'article suivant sur « l'humble et doux Moïse qui conduisit les Israélites galeux et pouilleux hors d'Égypte » :

> Nous ne dirons pas que Moïse était un imposteur aussi talentueux et aussi roué que Mahomet. Nous ne dirons pas qu'Aaron, le grand prêtre, était aussi indispensable à Moïse que Talleyrand-Périgord le fut à Bonaparte. Nous ne dirons pas que Josué fut une brute militaire aussi confirmée que le vieux Blücher ou Souvarov, et que les cruautés et les boucheries commises à Canaan furent dix fois plus atroces que tout ce qui fut commis pendant les vingt-cinq années de guerres révolutionnaires [...][95].

Néanmoins, c'était précisément cela que le *Gorgon* s'employait à dire. En cela, il rejoint la tradition de Carlile ; et tous les deux sont également liés par leurs affinités avec l'utilitarisme. Chez Carlile, c'est implicite : même la poésie doit être *utile* et dispenser un *savoir*. L'histoire intellectuelle du *Gorgon* est plus exaltante. Il se donnait le but explicite d'effectuer la jonction entre le benthamisme et l'expérience de la classe ouvrière. Il ne se limitait pas (comme Place aurait pu le faire) à essayer de transmettre les idées utilitaristes de la bourgeoisie à un public ouvrier. John Wade, l'ancien compagnon trieur de laine qui en fut rédacteur (en 1818-1819), était un homme original, extrêmement appliqué, qui n'acceptait pas une idée sans examen. En fin de compte, le *Gorgon* ne semble pas tant accepter certaines idées que les discuter : il s'agit de décider si, dans le contexte de l'expérience de la classe ouvrière, l'utilitarisme peut être d'une quelconque *utilité*. L'influence de Place fut importante, et nous devons y regarder d'un peu plus près

95. *Gorgon*, 24 avril 1819. Shelley, quand il écrivit *Prométhée délivré* (1818-1819), donna à son obscur dieu révolutionnaire le nom de « Demogorgon » : on peut se demander s'il n'y a pas eu association d'idées.

pour comprendre l'homme. Nous ne l'avons pas perdu de vue tout au long de cette étude, car, en tant qu'archiviste et historien (de la SCL, du radicalisme de Westminster, de l'abrogation des *Combination Acts*), la partialité de son point de vue a conduit à de graves erreurs. Il s'était élevé de l'état de compagnon culottier à celui de riche boutiquier et d'employeur, proche confident de Bentham et des Mill, et conseiller de membres du Parlement. Dès les premières années du XIX^e^ siècle, il mit l'accent sur la nécessité de jeter des ponts entre les artisans et la bourgeoisie ; il apporta son soutien au mouvement des écoles du Lancashire et à l'Institut technique ; il s'intéressait au sort de l'artisan sérieux et respectable qui s'efforce de s'instruire. Il fut de façon absolument évidente un père fondateur de la tradition fabienne (et fut accepté comme tel sans réserve par Graham Wallas). Mais ce n'est pas une raison suffisante pour voir en lui un simple « otage » de la bourgeoisie, ni pour supposer qu'il était incapable de prendre des positions extrêmement intransigeantes. Sur les sujets de la libre pensée et de la libre expression, il était encore à moitié jacobin ; il avait aidé à la publication de la première édition en Angleterre du *Siècle de la raison* et, bien qu'il en vînt à considérer Carlile comme un « fanatique », il lui fut d'une aide précieuse dans ses premières luttes. Nous avons entendu sa colère devant la répression de 1817 et 1819, et observé le zèle impressionnant avec lequel il avait œuvré pour les droits des syndicats, même s'il avait curieusement composé avec l'économie politique de M'Culloch. Sur le plan intellectuel, en 1818, il était devenu l'otage de Bentham : il *assimila* les doctrines de Bentham et de James Mill plus qu'il n'en fit un objet de recherche, et, dans ses propres écrits, il ne leur ajouta presque rien, sinon des faits qu'il recherchait avec un soin extrême, afin d'illustrer ces doctrines. Mais, sur le plan politique, il avait une force qui lui était propre : il donna aux utilitaristes non seulement un siège à Westminster, qui était dans sa zone d'influence, mais aussi un point de contact avec le monde des commerçants et des artisans radicaux. Le fait même qu'un tel homme ait pu tenir ce rôle, à la fois idéologique et politique, est un phénomène nouveau.

La principale contribution de Place au *Gorgon* fut de recueillir une masse de données et de faits sur les métiers londoniens (notamment les tailleurs)[96]. John Wade donnait le ton du journal et en définissait les priorités. Wade était (avec Place) le plus grand investigateur parmi les radicaux. Son *Black Book* est de loin supérieur à toute autre enquête radicale du même genre. On peut y voir l'attraction qu'il éprouvait pour les benthamistes, pour la solidité de leur recherche et pour leur souci des détails pratiques concernant la réforme des lois, des prisons, de l'éducation. Dès le début, le *Gorgon* exprimait une certaine irritation à l'encontre de la rhétorique qui dominait le radicalisme populaire. D'un côté, il combattait âprement les arguments spécieux tirés de la Constitution des anciens temps – qu'on trouvait le plus souvent dans le *Black Dwarf*, où le major Cartwright parlait encore de *witenagemot* et perpétuait la théorie du Joug normand :

> Nous pensons réellement que nous ne pouvons pas mieux faire avancer la cause de la Réforme qu'en excluant du champ du débat toute référence à un état antérieur de la société [...]

Les arguments tirés du mythe du « bon vieux temps », faisait remarquer Wade, sonnaient étrangement dans la bouche des réformateurs de la classe ouvrière. De nombreux éléments de « l'ancienne tradition que l'on a été déterrer » étaient autrefois les fondements d'une sévère législation répressive dirigée *contre* les travailleurs. Les dirigeants réformateurs ne pouvaient-ils, se demandait Wade,

> trouver contre le vieux système des bourgs pourris d'autres arguments que ceux des parchemins moisis, des caractères gothiques et des citations latines ? N'y a-t-il rien dans la situation de nos finances, dans notre système monétaire attardé, dans le nombre des pauvres,

96. Cf. *supra*, p. 333-334. On ne sait pas si Wade prenait les manuscrits de Place tels qu'il les recevait ou s'il prenait avec eux des libertés. Bien que Place collaborât au *Gorgon*, il ne rencontra jamais Wade, et le journal « n'était pas dans l'ensemble exactement la publication que j'aurais aimée ». Voir Wallas, *op. cit.*, p. 204, 205.

à critiquer et à dénoncer ? Mais, s'il rejetait le recours spécieux à la coutume, il rejetait aussi la confiance de Paine dans la revendication des « droits naturels ». Si l'on arguait que tous les hommes avaient un droit naturel au vote, alors comment pouvait-on dénier ce même droit aux femmes ? Pour Wade (comme pour Cobbett), c'était un *raisonnement qui menait à l'absurde*. Les malades mentaux et les pensionnaires des asiles de pauvres étaient (tout comme les femmes) interdits de vote pour des raisons évidente d'utilité sociale ; et cela semblait la base la plus solide sur laquelle les radicaux de la classe ouvrière (ou du moins de sa moitié masculine) pouvaient étayer leurs revendications :

> L'UTILITÉ GÉNÉRALE est le seul et ultime objet de la société ; et nous ne considérerons jamais comme sacrée ou précieuse aucune revendication naturelle ou consacrée par l'usage que l'on puisse lui opposer[97].

Il n'était pas difficile de justifier la revendication du vote sur une telle base. Mais au-delà commençait le problème. Wade s'intéressait à la réforme sociale et à l'organisation syndicale. Si l'utilitarisme devait s'étendre au point de devenir une idéologie de la classe ouvrière, il fallait une théorie de la structure sociale et de l'économie politique. Comment déterminer le bien du plus grand nombre, et était-il possible que ce qui était utile aux patrons fût oppressif pour les ouvriers ? La théorie de Wade sur la structure sociale était impressionniste et procédait par associations d'idées, mais au moins offrait-il plus d'explications que Cobbett et sa « Vieille Corruption » ou encore que les discours sur le « système des bourgs pourris ». Il divisait la société en classes parasites et productives. Dans le premier groupe, il y avait (*a*) les classes supérieures qui incluaient les dignitaires de l'Église et de la magistrature, et la noblesse, et (*b*) les classes moyennes (*middling classes*) – les pasteurs loyalistes, le fisc et ses fonctionnaires. Il identifiait ces derniers

97. *Gorgon*, 20 juin, 18 juillet, 22 août 1818.

à la Corruption. Dans le second groupe se trouvaient les « classes productives » : le terme était suffisamment large pour inclure les professions libérales et les employeurs, mais l'accent était mis sur « ceux qui, par leur travail, augmentent les ressources de la communauté, comme les cultivateurs, les artisans, les manœuvres, etc. ». Au-dessous, il plaçait les inclassables, comme les indigents et les créanciers de l'État :

> Les classes laborieuses peuvent être comparées au sol, dont tout provient et où tout se développe ; les autres classes aux arbres, à l'ivraie, aux mauvaises herbes, aux légumes qui tirent leur subsistance [...] de sa surface [...]

Quand l'humanité atteindra le stade de la « plus grande perfection », alors seules devront exister les classes laborieuses. « Les autres classes tirent leur origine principalement de nos vices et de notre ignorance [...] sans fonction, leur nom et leur charge disparaîtront dans l'état social[98]. »

À ce moment-là, Wade s'assura le concours de Place, et le *Gorgon* commença à publier chaque semaine des articles sur l'état des classes ouvrières. On ne saurait dire en toute certitude lequel des deux auteurs eut le plus d'influence. D'un côté, l'accent est mis fortement sur le travail comme source de valeur, un accent peut-être renforcé par les *Principes d'économie politique* de Ricardo, publié l'année précédente[99]. « Le travail est le produit qui surabonde dans ce pays, écrivait le *Gorgon*, et c'est notre principal produit d'exportation » :

> Des quatre principales industries, à savoir le coton, le lin, le drap et le fer, il est probable qu'en moyenne les matières premières ne constituent pas le dixième de leur valeur ; les neuf dixièmes qui restent sont créés

98. *Gorgon*, 8 août 1818, et *The Extraordinary Black Book*, éd. de 1831, p. 217-218. Voir aussi A. Briggs, « The Language of Class in early nineteenth-century Britain », *Essays in Labour History*, p. 50.

99. Ricardo est cité dans le *Gorgon*, 26 septembre 1818.

> par le travail du tisserand, du fileur, du teinturier, du forgeron, du coutelier et de cinquante autres. [...] Le travail de ces hommes constitue l'article principal d'échange dans ce pays. C'est du commerce du sang et des os des compagnons et des manœuvres d'Angleterre que nos marchands tirent leurs richesses et le pays, sa gloire [...]

Cette déclaration constitue plutôt une réaction émotionnelle qu'une constatation factuelle. Elle nous rappelle que l'idée du travail comme source de toute valeur se trouvait non seulement dans les *Droits de la nature* de Thelwall, mais aussi avec beaucoup de force, dans l'« Adresse aux compagnons et aux manœuvres » de Cobbett (1816). Cobbett, on le sent, pensait, pendant qu'il écrivait, à sa propre ferme et aux paysans occupés à élever le bétail, cultiver les terres et réparer les bâtiments. Wade (ou Place) pensait à l'artisan et au travailleur à domicile, au trieur de laine ou au tailleur à qui l'on donnait la matière première sous une forme quelconque et qui, par son travail ou son habileté, la transformait. À la matière première, un dixième ; au travail et à l'habileté professionnelle, le reste[100].

Mais le même article du Gorgon se mettait également à enseigner aux syndicalistes les platitudes de l'économie politique. Le prix du travail était réglé par la loi de l'offre et de la demande. « L'augmentation du salaire d'un compagnon entraîne une baisse proportionnelle des profits des maîtres », d'où proviennent les salaires. Quand le prix du travail augmente, il a « tendance à détourner le capital de cette branche de l'industrie ». Et, tout à fait dans le langage de Place qui appuya l'abrogation du statut des artisans :

> Les maîtres, comme les compagnons, devraient, dans tous les cas, agir *individuellement* et non *collectivement*. Quand les uns ou les autres ont recours à des expédients *non naturels* ou *artificiels*, ils entraînent des effets non naturels.

100. *Ibid.*, 12 septembre 1818. Sur les origines de la théorie socialiste de la valeur, abordée brièvement et de façon maladroite dans ce chapitre, voir G.D.H. Cole, *History of Socialist Thought, The Forerunners*, 1953 ; A. Menger, *The Right to the Whole Produce of Labour*, 1898 ; R.N. Meek, *Studies in the Labour Theory of Value*, 1956.

La théorie des lois et des droits naturels, que Wade avait chassée par la porte, rentra par la fenêtre. Car il est à peine possible de penser à l'utilitarisme de la bourgeoisie sans penser aussi à Malthus et à l'économie politique orthodoxe : la doctrine de l'utilité ne pouvait être interprétée qu'à la lumière des « lois » de la population et de l'offre et de la demande. Si l'utilitarisme devait pénétrer l'idéologie de la classe ouvrière, il en ferait l'otage de la classe patronale.

Mais le problème n'était pas si facile à résoudre. Tout au long de septembre, octobre et novembre 1818, le *Gorgon* entreprit un examen détaillé de la situation de quelques métiers londoniens : tailleurs, fondeurs d'imprimerie, opticiens, typographes[101]. À la même époque, le *Gorgon* faisait campagne pour défendre les fileurs de coton de Manchester en grève, qui étaient en butte aux plus graves attaques à la fois de la presse loyaliste et de la presse radicale nouveau style de la bourgeoisie (notamment le *Times*). La comparaison des taux de salaire au cours des vingt années précédentes dans les métiers où les ouvriers s'étaient organisés et les autres conduisait à une conclusion inévitable. Qu'elle soit « naturelle » ou « artificielle », l'association portait ses fruits :

> [...] nous avions toujours pensé que la prospérité des maîtres et celle des ouvriers étaient simultanées et inséparables. Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité et nous n'hésitons pas à dire que la cause de la *détérioration* des conditions de vie des travailleurs en général, et les différents degrés de détérioration parmi les différentes classes de compagnons dépendent entièrement du degré de perfection qui prévaut parmi eux de ce que la loi a défini comme un crime – sous le nom d'ASSOCIATION. Les conditions d'existence des travailleurs ne dépendent pas le moins du monde de la prospérité ou des bénéfices des maîtres, mais bien de la capacité des travailleurs à *exiger*, ou plutôt à *conquérir* un prix élevé en échange de leur travail [...][102].

101. Pour quelques-uns de ses résultats, cf. *supra*, p. 331.
102. *Ibid.*, 21 novembre 1818.

Ce passage peut difficilement être de Place, compte tenu des arguments qu'il défendit entre 1814 et 1824[103]. Mais, si l'auteur en fut Wade, il ne conserva pas longtemps cette position. Par la suite, il adopta l'idéologie des utilitaristes bourgeois, et son ouvrage fort populaire, *History of the Middle and Working Classes* (1835), présente un mélange caractéristique de politique radicale et d'orthodoxie économique, et se fonde sur un relevé méticuleux des faits. C'est cependant un travail décevant de la part de l'auteur du *Black Book* et du rédacteur en chef du *Gorgon*.

L'histoire de Gast est différente. Il était, avec Gravener Henson et John Doherty, l'un des trois dirigeants syndicalistes, réellement influents, apparus dans les premières années du mouvement. Ils appartenaient à des professions soumises à des expériences très différentes, et la contribution spécifique de chacun d'eux fut, pour cette raison, différente. Henson incarnait le combat des travailleurs à domicile, touchant aux franges du luddisme, organisant leur syndicat illégal, partageant leur radicalisme politique avancé et s'efforçant, jusqu'en 1824, de renforcer ou de faire décréter une législation protectrice en leur faveur. Doherty, fileur de coton, était mieux à même de mettre l'accent sur la capacité propre des travailleurs à améliorer leurs conditions ou à changer la totalité du système, par la force de l'association ; il était, en 1830, au centre des grands mouvements des travailleurs du Nord pour un syndicat général, une réforme du travail industriel, une organisation coopérative et une « régénération nationale ». Gast, venant d'un corps de métier plus petit, mais très organisé et qualifié, était constamment préoccupé par les problèmes d'organisation et d'entraide mutuelle des *métiers* londoniens et nationaux.

Gast, charpentier des chantiers navals, qui avait fait son apprentissage à Bristol (où il était né en 1772), était arrivé à Londres aux

103. Place déclara devant le *Select Committee on Artizans and Machinery* : « Aucun principe d'économie politique n'est mieux établi que celui des salaires : l'augmentation des salaires doit provenir de l'augmentation des profits », *First Report*, 1824, p. 46.

alentours de 1790. De ses « trente ou quarante » années passées sur les rives de la Tamise, dit-il en 1825, vingt-huit l'avaient été sur un chantier de Deptford où il était « chef d'équipe » avec quelque seize hommes sous sa responsabilité : « J'ai contribué à la construction d'au moins vingt à trente navires de guerre [...] sans compter les bateaux marchands. » En 1793, les charpentiers des chantiers navals avaient fondé la Société de secours mutuel Sainte-Hélène – il n'y avait « pas dix hommes sur le fleuve qui n'en étaient pas membres ». La société échoua, mais, en 1812, il y eut une grève des charpentiers des chantiers navals, et la Société mutuelle des Cœurs de Chêne fut formée ; Gast y prit une place déterminante. La société connut un tel succès que non seulement elle fournissait les allocations habituelles pour les maladies, la mort, les accidents, mais qu'elle fonda aussi, avec ses propres fonds, treize maisons de retraite pour les charpentiers des chantiers navals. Quand la Société de prévoyance des constructeurs de navires de la Tamise fut créée en août 1824, Gast fut son premier secrétaire. Il devait, à cette époque, avoir dans les cinquante-cinq ans[104].

Après l'abrogation des *Combination Acts*, les charpentiers des chantiers navals s'engagèrent dans une lutte particulièrement âpre contre leurs patrons, dirigeants du groupe de pression qui cherchaient à obtenir une nouvelle législation antisyndicale en 1825[105]. Ainsi Gast et sa société connurent-ils tout d'un coup la célébrité. Mais, bien avant cela, il avait gagné le respect des cercles syndicalistes londoniens. Nous avons vu qu'il était associé au *Gorgon*, tandis qu'il jouait un rôle important à la même époque dans les tentatives (à Manchester ainsi qu'à Londres) pour mettre sur pied l'« Hercule philanthropique », la première union générale de tous les métiers[106]. Il est clair qu'en 1818 Gast était un personnage influent dans plus d'un comité des « métiers » londoniens. Et une intéressante évo-

104. *Trades Newspaper*, 31 juillet 1825.

105. Voir J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 138-140.

106. *Ibid.*, p. 311 ; S. et B. Webb, *History of Trade Unionism*, p. 85, 86 ; Wallas, *op. cit.*, p. 189 ; G.D.H. Cole, *Attempts at General Union*, p. 81, 82.

lution se produisit dans le radicalisme de la classe ouvrière londonienne entre 1819 et 1822. En 1819, l'entrée triomphale de Hunt dans Londres, après Peterloo, avait été préparée par un comité dans lequel dominaient des hommes comme le Dr. Watson, Gale Jones, Evans et Thistlewood, et composé essentiellement de vieux jacobins, de membres des professions libérales, de petits maîtres et de quelques artisans. Quand Hunt sortit de la prison d'Ilchester à la fin de 1822, il fut accueilli à Londres par John Gast au nom du « Comité des Classes Utiles »[107]. À partir de ce moment, le radicalisme de la classe ouvrière de Londres acquiert une puissance nouvelle : il est plus facile de voir de quels métiers il tire sa force. Dans le comité de Gast, on peut voir l'amorce d'un « conseil des métiers ». En 1825, avec l'abrogation des *Combination Acts*, puis avec la menace de leur remise en vigueur, les organisations professionnelles se sentirent suffisamment fortes pour fonder leur propre hebdomadaire, le *Trades Newspaper*[108].

Le *Trades Newspaper*, avec sa devise : « Ils aidaient chacun son voisin », est important non seulement parce qu'il nous donne une idée précise de la force des syndicats, dont il fallait jusque-là chercher des signes dans l'obscurité des cours de justice et les archives du ministère de l'Intérieur[109] ; mais aussi parce qu'il représente une rupture totale entre l'utilitarisme de la bourgeoisie, d'une part, et une « théorie syndicale » naissante, de l'autre. Le conflit était tout à fait explicite, comme si les composantes orthodoxes du *Gorgon* avaient suivi Place et Wade, tandis que l'apologie peu

107. H. Hunt, *Address to the Radical Reformers*, 9 décembre 1822.

108. Le journal était conçu par « les représentants des métiers de la ville et de la campagne qui s'étaient rassemblés à Londres pour observer le progrès de la dernière Enquête concernant les lois sur les coalitions ». Mille livres furent souscrites par les métiers eux-mêmes pour fonder le journal, et les charpentiers des chantiers navals, les scieurs, les tonneliers, les charpentiers, les fabricants de chaussures de dames, les calfateurs et les tisseurs de soie semblent également y avoir directement participé. Le journal était dirigé par un comité des métiers.

109. Cf. *supra*, p. 312.

orthodoxe des vertus de l'association fondait la nouvelle aventure de Gast. Certaines des polémiques furent spécialement dirigées contre Place, et ce d'une façon peu judicieuse et injuste ; et cela peut expliquer pourquoi Gast et les métiers londoniens tiennent si peu de place dans les récits que Place lui-même fait de cette période. La controverse avait été, en fait, entamée l'année précédente dans les pages du *Black Dwarf* de Wooler, qui en était alors à sa dernière année d'existence[110]. Elle avait été provoquée par le mariage du malthusianisme et de l'économie politique, célébré dans les écrits de James Mill. Cette théorie suggérait, en gros, que le problème du chômage[111] était naturel et non pas artificiel, et provenait du « surplus » de population ; comme tel, il était insoluble ; et, étant insoluble, il constituait le facteur sous-jacent qui déterminait le taux des salaires. Même si des groupes de travailleurs très qualifiés pouvaient atteindre une position privilégiée en restreignant les entrées dans leur corps de métier, la

110. Voir la controverse sur la population, qui commence le 12 novembre 1823 et se poursuit sur plusieurs numéros successifs. P.M. Jackson m'informe qu'il a trouvé des indices (dans les œuvres de Place) qui permettent d'identifier le correspondant malthusien « A.M. » comme étant John Stuart Mill.

111. Une légende circule selon laquelle le terme *unemployment* n'existait pas dans le vocabulaire des années 1820. Elle provient peut-être d'une déclaration sans fondement de G.M. Young, dans *Victorian England*, Oxford, 1936, p. 27, selon laquelle « le chômage était au-delà de l'entendement des premiers réformateurs victoriens, en grande partie du fait qu'ils n'avaient pas encore de mot pour le désigner ». À cette déclaration s'ajoute l'autorité d'une note de bas de page : « Je ne l'ai jamais vu employé avant les années soixante. » En fait (comme c'est généralement le cas avec ces « datations » sémantiques), cette affirmation est fausse. (Les coucous arrivent généralement chez nous quelques semaines avant que le *Times* ne les annonce.) « Chômeurs » et (moins fréquemment) « le chômage » sont des termes que l'on peut trouver dans les écrits radicaux, owénistes et syndicalistes des années 1820 et 1830 ; les inhibitions des « premiers réformateurs victoriens » doivent s'expliquer autrement.

masse des ouvriers découvrirait que les lois naturelles de l'offre et de la demande tendaient à faire baisser la valeur d'un service qui était en offre excessive.

Contre cela, Cobbett, depuis longtemps, s'était vigoureusement inscrit en faux (« PASTEUR Malthus ! Philosophes écossais ! »). Le *Black Dwarf* proposait des arguments plus subtils. « La quantité d'emplois est illimitée », écrivait-il :

> J'ai vu des hommes et des femmes sans bas dans ce grand pays manufacturier qui fournit des bas à toutes les parties du monde. [...] Si tous les habitants de ces seules îles étaient aussi bien habillés qu'ils peuvent souhaiter l'être, la consommation intérieure serait dix fois plus importante qu'elle ne l'est.

« Ce n'est pas en diminuant leur nombre, concluait-il (pour répondre aux objections de Place), mais en aiguisant leur esprit que les conditions d'existence de la race humaine peuvent s'améliorer[112]. »

L'argument fut repris dans le premier numéro du *Trades Newspaper*, dont le premier rédacteur en chef fut le radical avancé J.C. Robertson, pionnier de l'Institut technique de Londres et collègue de Thomas Hodgskin[113]. L'éditorialiste prenait à partie M'Culloch qui avait adopté la théorie de Malthus et donné ce conseil aux travailleurs : « Limitez votre nombre pour ne pas encombrer le marché du travail. » « Cela, commentait l'éditorialiste, c'est une conspiration contre la nature, contre la moralité, contre le bonheur. » Les moyens d'atteindre une telle limitation étaient soit l'abstinence, soit encore l'usage de contraceptifs. Place avait fermement adopté la position de Malthus et entreprit de la propager au sein de la classe ouvrière ; mais, comme il ne la

112. *Black Dwarf*, 3 et 31 décembre 1823.

113. Iowerth Prothero a attiré mon attention sur le fait que c'est vraisemblablement J.C. Robertson qui a écrit les premiers éditoriaux du journal (qu'il dirigea jusqu'en mars 1826), plutôt que Gast (à qui je les avais attribués dans la première édition de ce livre). Mais Gast, en tant que président du comité de contrôle des métiers, avait indubitablement une grande influence sur la politique et la conduite du journal.

croyait pas capable d'abstinence sexuelle, il avait aidé à la diffusion secrète de prospectus d'information sur les moyens de contrôler les naissances[114]. Et il entreprit de défendre M'Culloch dans les colonnes du *Trades Newspaper*.

Place s'engageait dans une action courageuse pour la plus mauvaise des raisons utilitaristes. Le *Trades Newspaper* l'attaqua sévèrement, de deux côtés à la fois. D'un côté, il insinua que Place était associé à une cause « innommable » et immorale, trop dégoûtante pour être décrite. Nous devons nous souvenir que cette réaction face à la contraception était partagée de tous côtés, et il n'y a pas de raison de supposer que Gast n'était pas sincèrement choqué. D'un autre côté, il se lançait dans une critique d'une tout autre portée :

> Si l'on doit en croire MM. Malthus, M'Culloch, Place et Cie, les classes laborieuses doivent seulement considérer comment elles peuvent efficacement limiter leur nombre pour arriver à la solution complète de toutes leurs difficultés [...] Malthus et Cie [...] voudraient réduire tout le problème à une question de rapports entre les ouvriers, leur petite amie et leur épouse, plutôt qu'à une question de rapports entre les employés et leurs patrons – entre l'ouvrier et le producteur de blé accapareur – entre celui qui paye les impôts et celui qui les perçoit[115].

Ce commentaire est tout à fait clair. Gast et Robertson avaient rejeté le modèle d'une économie « naturelle » capable de se réguler d'elle-même et qui, si on la laissait faire librement, serait également profitable à l'employeur et à l'employé. Une contradiction fondamentale d'intérêts est posée comme une donnée de fait. Seul un rapport de force peut résoudre le problème. Ce qui pouvait être utile au capital pourrait bien être un instrument d'oppression du travail. Et

114. Voir F. Place, *Illustrations and Proofs of the Principle of Population*, 1822. Voir aussi *supra*, p. 669, n. 60.

115. *Trades Newspaper*, 17, 24, 31 juillet et 11 septembre 1825. Il semble que Place ait aidé un rival sans succès du *Trades Newspaper*, l'*Artizan's London and Provincial Chronicle*, 1825.

cette théorie ouvrière reçut alors d'importants soutiens intellectuels. En 1825 parut *Labour Defended Against the Claims of Capital* (sous le pseudonyme d'« Un travailleur ») de Thomas Hodgskin, lieutenant de marine en demi-solde à la retraite. Gast, Robertson et Hodgskin avaient déjà été associés au sein de l'Institut technique, où ce dernier dispensait des cours d'économie politique. Dans la seconde moitié de l'année 1825, la plus grande partie du *Labour Defended* fut publiée en extraits dans le *Trades Newspaper*, et une série d'éditoriaux lui réservèrent un accueil chaleureux, mais non dépourvu de sens critique, en retenant surtout de l'ouvrage de Hodgskin les éléments de la théorie socialiste de la valeur – « la *seule* chose dont on peut dire qu'elle s'accumule est la qualification du *travailleur* » :

> Tous les capitalistes d'Europe, malgré tout leur capital qui circule, ne peuvent pas par eux-mêmes assurer pendant une seule semaine la production de leur nourriture et de leurs vêtements [...][116].

La théorie socialiste primitive de Hodgskin était particulièrement bien adaptée à l'expérience des métiers londoniens – dont elle provenait d'ailleurs en grande partie. Face aux menaces renouvelées d'interdiction, il défendait le syndicalisme avec des arguments vigoureux et pleins de bon sens : « L'association n'est pas un crime en soi ; au contraire, c'est le principe sur lequel est fondée la cohésion de toutes les sociétés. » Il dirigeait tout particulièrement ses foudres contre le capitalisme dans son rôle d'entrepreneur ou d'intermédiaire :

> Entre celui qui produit de la nourriture et celui qui produit des vêtements, entre celui qui fabrique des instruments et celui qui les utilise, se tient le capitaliste qui ne fabrique ni n'utilise rien, mais qui s'approprie leur produit. [...] Graduellement et progressivement il s'est installé entre eux ; il est devenu de plus en plus encombrant au fur et à mesure qu'il se nourrissait de l'augmentation de la productivité de leur travail, et il les sépare si radicalement qu'aucun d'entre eux ne peut percevoir d'où provient cette offre que chacun reçoit par l'intermédiaire du capitaliste.

116. *Trades Newspaper*, 21 et 28 août 1825 *sq.*

> Alors qu'il les dépouille tous, il les empêche si bien de se voir que tous croient lui devoir leur subsistance.

Dans son rôle actif de technicien ou de gestionnaire, le capitaliste était considéré comme productif ; dans ce rôle, c'était aussi un travailleur, qui devait être rémunéré en tant que tel. Mais en tant qu'intermédiaire, en tant que spéculateur, c'était tout simplement un parasite :

> La coalition la plus large et la plus efficace qui soit pour obtenir une augmentation de salaire n'aurait pas d'autre effet nuisible que de réduire les revenus de ceux qui vivent du profit et de l'intérêt et qui s'approprient une partie du produit national, sans autre légitimité que celle de l'habitude.

Hodgskin n'offrait pas de *système* de rechange (à moins que ce ne fût le remplacement de tous les systèmes, au sens godwinien), et, d'une certaine façon, il esquivait la question des droits de propriété. Ce qu'il préconisait, c'était une pression organisée et croissante de toute la force et de toutes les ressources intellectuelles et morales de la classe ouvrière pour confisquer l'énorme richesse des intermédiaires capitalistes. Cette guerre entre le capital et le travail, entre l'« honnête labeur » et l'« oisiveté de la débauche » durerait tant que les travailleurs ne recevraient pas le produit entier de leur propre travail et « tant que l'*homme* ne sera pas plus respecté que la terre qu'il foule ou la machine qu'il conduit ».

### 4. L'owénisme

La publication de *Labour Defended* et la façon dont l'ouvrage fut accueilli par le *Trades Newspaper* représentent le premier point de jonction évident entre les « économistes socialistes » ou owénistes et une partie du *mouvement* ouvrier[117]. Bien sûr, Owen avait précédé

117. Il n'est pas question de reprendre l'examen, dans les pages qui suivent, de la pensée d'Owen ou de celle des « économistes socialistes ». Mon but est

Hodgskin ; mais, même si Owen, Gray, Pare et Thompson n'avaient pas été en train d'écrire, l'œuvre de Hodgskin devait inévitablement conduire à poser la question suivante : si le capital était pour l'essentiel un parasite du travail, le travail ne pourrait-il pas simplement s'en passer ou le remplacer par un nouveau système ? Bien plus, par un curieux retournement, l'utilitarisme pouvait conduire à poser la même question : si le seul critère pour juger d'un système social devait être l'*utilité* et si les travailleurs étaient le plus grand nombre dans cette société, alors, bien évidemment, aucune vénération pour la coutume ou les idées gothiques ne devait faire obstacle à l'élaboration du *plan* le plus utile possible, grâce auquel les masses pourraient échanger leurs propres produits et en profiter. Le socialisme owéniste contint toujours deux éléments qui ne furent jamais entièrement confondus : la philanthropie des Lumières, qui imaginait des « systèmes entièrement neufs » selon les principes de l'utilité et de la bienfaisance ; et l'expérience de ces groupes de travailleurs qui choisirent des idées dans l'owénisme et les adaptèrent ou les développèrent dans leur contexte particulier.

L'histoire de Robert Owen de New Lanark est bien connue : elle est même légendaire. L'industriel paternaliste, le *self-made man* qui se mit à bombarder la famille royale, les courtisans et les gouvernements d'Europe de ses propositions philanthropiques ; l'exaspération grandissante du ton d'Owen quand, recevant une approbation polie, il essuya déboires sur déboires dans la pratique ; sa propagande dirigée vers toutes les classes et ses proclamations millénaristes, l'intérêt croissant pour ses idées et ses promesses chez quelques ouvriers ;

---

d'illustrer sur un ou deux points la manière dont la théorie rencontre l'expérience de la classe ouvrière et la manière dont les idées nouvelles furent choisies ou modifiées dans ce processus ; cela veut dire que mon propos est plus axé sur la sociologie de ces idées que sur leur essence. Pour Hodgskin, voir l'édition de G.D.H. Cole de *Labour Defended*, 1922, et E. Halévy, *Thomas Hodgskin*, Paris, 1903. Pour une étude claire et rapide d'Owen et des économistes socialistes, voir H.L. Beales, *The Early English Socialists*, 1933, chap. IV et V ; et pour une récapitulation plus complète, G.D.H. Cole, *History of Socialist Thought*, I, *The Forerunners*, et M. Beer, *A History of British Socialism*, III[e] partie.

le succès puis l'échec des premières expériences communautaires, notamment Orbiston ; le départ d'Owen pour l'Amérique dans le dessein d'acquérir plus d'expérience dans l'organisation de communautés (1824-1829) ; le soutien croissant à l'owénisme pendant son absence, l'enrichissement de sa théorie par Thompson, Gray et d'autres, et l'adoption d'une certaine forme d'owénisme par quelques syndicalistes ; l'initiative de William King, à Brighton, avec son *Cooperator* (1828-1830) et les expériences largement répandues de commerce coopératif ; l'initiative de quelques artisans de Londres, parmi lesquels Lovett jouait un rôle important, pour propager et promouvoir à l'échelle nationale les principes coopératifs (l'Association britannique pour le développement de la science coopérative) en 1829-1830 ; le raz de marée qui suivit le retour d'Owen, quand il se trouva presque malgré lui à la tête d'un mouvement qui aboutit au *Grand National Consolidated Trades Union* (Grande Union nationale des métiers).

C'est une histoire extraordinaire, et pourtant, en un sens, une partie de cette histoire *ne pouvait* tout simplement *pas* se dérouler autrement. Il nous faut partir du point de départ qui est la tradition paternaliste. Et nous devons voir que les grandes expériences de New Lanark furent instituées pour répondre aux difficultés dans l'instauration d'une discipline de travail et dans l'adaptation des turbulents travailleurs écossais aux nouvelles habitudes de travail en fabrique, que nous avons déjà abordées dans notre réflexion sur le méthodisme et Andrew Ure. « À cette époque, les basses classes en Écosse [...] nourrissaient de fort préjugés à l'encontre des étrangers [...] », « les personnes employées dans ces fabriques étaient donc très hostiles à l'égard du nouveau directeur [...] » :

> [...] ils possédaient presque tous les vices et très peu des vertus d'une communauté sociale. Le vol et le recel des objets volés étaient leur métier, ils étaient paresseux et portés sur la boisson, menteurs et fourbes, et passaient leur temps en dissensions, sur des sujets civils ou religieux ; ils ne s'unissaient que dans une opposition systématique et zélée à leurs employeurs.

Ce passage, tiré de *A New View of Society* (1813), reflète bien les expériences communes des nouveaux industriels et maîtres de forge. Le problème était d'inculquer à la jeunesse des « habitudes d'attention, de célérité et d'ordre ». Owen n'a choisi ni le terrorisme psychologique du méthodisme ni la menace du contremaître et des amendes, pour parvenir à ses fins. C'est à porter entièrement à son crédit. Mais il ne faut jamais oublier que, dans sa phase socialiste ultérieure, la pensée d'Owen conserva toujours la marque de ses origines. On le voyait comme le bon papa du socialisme : M. Owen, le philanthrope, qui avait eu ses entrées à la cour et dans les cabinets ministériels dans les années de l'après-guerre (jusqu'à ce qu'il fît un faux pas en taxant, avec une aimable tolérance, toutes les religions révélées, sans exception, de formes de pensée irrationnelles et malfaisantes), était devenu, sans crise aucune, le « bienfaisant M. Owen » qui dialoguait avec la classe ouvrière. Il représentait, en un sens, le *nec plus ultra* de l'utilitarisme, planifiant la société comme une gigantesque usine panoptique ; par ailleurs, d'une façon admirable et très chaleureuse, il fut une sorte de Hanway du monde industriel, qui pensait beaucoup aux enfants, aimait les voir heureux, et était réellement outré par leur exploitation impitoyable. Mais l'idée que la classe ouvrière puisse progresser de façon autonome vers ses propres objectifs était étrangère à Owen, bien qu'il eût été entraîné, entre 1829 et 1834, vers un mouvement de ce type. C'est perceptible dans tous ses écrits. Il souhaitait, disait-il en 1817, « remoraliser » les classes inférieures. Avec le terme *benevolent* (bienfaisant), les mots qui reviennent le plus souvent dans les premiers écrits d'Owen sont *provided for them* (qui leur est/sont dispensé(e)(s)). L'éducation devait « enraciner chez les jeunes des idées et des habitudes qui contribueraient au bonheur futur de l'individu et de l'État ; et cela ne peut être réalisé qu'en leur apprenant à devenir des êtres rationnels » :

> Quatrièmement : quelles sont les meilleures dispositions à prendre pour que ces hommes et leurs familles soient bien *logés, nourris, vêtus, formés, éduqués, employés et gouvernés* de façon économique[118] ?

118. Robert Owen, *A New View of Society and other writings*, Everyman, p. 74 et 260.

Cette attitude érigeait une barrière presque insurmontable entre Owen et le mouvement populaire ou le mouvement syndical : « Les travailleurs et la classe ouvrière m'étaient à cette époque étrangers et ils étaient étrangers aussi à toutes mes conceptions et à mes intentions futures », notait Owen (dans son *Autobiographie*) à propos des premières années de l'après-guerre. « Leurs dirigeants démocratiques et bien mal avisés leur enseignaient que j'étais leur ennemi et que je désirais faire d'eux des esclaves dans ces villages d'unité et de coopération. » Mais, étant donné les circonstances, c'était à peine surprenant. Le philanthrope M. Owen se fit connaître des radicaux durant les années de dépression de l'après-guerre. Une bonne partie de la petite noblesse était elle-même effarée de l'étendue du chômage et de la misère, et s'inquiétait également du tempérament insurrectionnel des chômeurs. Plus encore, les *poor rates* avaient dépassé les 6 millions de livres en un temps où l'agriculture avait perdu sa prospérité des temps de guerre. Les pauvres offraient un spectacle peu agréable ; ils constituaient une source de culpabilité, une lourde charge pour le pays et un danger. Les colonnes des revues étaient pleines de débats sur la façon d'amender les lois sur les pauvres, et tous portaient sur la meilleure façon de faire des économies. M. Owen, dont les vastes propriétés de New Lanark devenaient un but de promenade à la mode pour les excursions mondaines, proposait maintenant un plan qui, vraiment, ne pouvait pas être plus agréable. Il suggérait de mettre les pauvres dans des « Villages de Coopération », où, après avoir reçu un capital de départ prélevé sur les impôts, *ils paieraient les frais de leur propre subsistance* et deviendraient « utiles », « travailleurs », « rationnels », autodisciplinés et sobres, par-dessus le marché. L'idée plut à l'archevêque de Canterbury et à Lord Sidmouth, qui l'examina en détail avec M. Owen. « Que Lord Sidmouth me pardonne », écrivait Owen dans l'une de ses lettres ouvertes sur le secours aux pauvres, publiée dans la presse londonienne pendant l'été 1817, « car il sait que je n'entends offenser personne. Chacun connaît la douceur et l'amabilité de son caractère [...] » Ces lignes

furent publiées quinze jours après le soulèvement de Pentridge et la révélation du rôle joué par Oliver.

Le plan sentait son Malthus et rappelait ces austères expériences poursuivies par certains magistrats (comme ceux que l'on appelait, assez bizarrement, les « Réformateurs de Nottingham »), qui annonçaient déjà Chadwick et son plan économique de soulagement de la misère par les asiles de pauvres. Même si Owen était personnellement (ainsi que quelques radicaux voulaient bien le concéder) profondément sincère et tout à fait désespéré par la misère du peuple, son plan, s'il avait été pris en considération par le gouvernement, aurait certainement été orienté dans ce sens. On n'a que trop souvent attribué l'hostilité de Cobbett à l'égard des « villages de coopération », qu'il qualifiait de « parallélogrammes pour miséreux », à un « préjugé » contre Owen. Non seulement ils lui rappelaient le « système réconfortant » de bienfaisance et de charité qu'il exécrait, mais il sentait instinctivement, et sans doute avec raison, que les idées d'Owen, si elles avaient effectivement été prises en considération par les autorités en 1817, auraient probablement donné lieu à une extension de l'« emploi productif » au sein du système des asiles de pauvres. Cobbett ne faisait qu'exprimer le sentiment général des radicaux. Les institutions proposées, écrivait Sherwin, seraient des « prisons », « une communauté de serfs » :

> L'objet de M. Owen me semble être de couvrir la surface du pays d'asiles pour les pauvres, d'élever une communauté d'esclaves, et, par conséquent, de rendre la partie laborieuse du peuple absolument dépendante des nantis[119].

Lorsque Owen tenta d'intéresser les radicaux à ses propositions lors d'une assemblée tenue à la taverne *City of London*, les dirigeants radicaux, l'un après l'autre, Cartwright, Wooler et le conseiller Waithman, s'opposèrent à lui en termes semblables. Quand Gale

119. *Political Register* de Sherwin, 26 avril, 9 août, 20 septembre 1817.

Jones suggéra que le plan méritait au moins d'être examiné, il fut hué et accusé d'apostasie[120].

Le débat servit seulement à révéler la faiblesse des deux camps. D'un côté, Owen avait tout simplement une case vide dans la tête là où la plupart des hommes ont des sentiments politiques. Une partie de son plan, *New View*, était dédiée au prince régent, une autre à Wilberforce. Quinze ans plus tard, son journal, *Crisis*, traversait tranquillement les événements de 1831 et 1832, en publiant une série de reportages sur les congrès coopératifs et les magasins de commerce à Slaithwaite, sans remarquer que le pays était *en fait* dans un état de crise révolutionnaire. Cette vacuité avait ses aspects sympathiques : quand il apparut à M. Owen que la royauté était une institution irrationnelle et que les évêques constituaient un tribut coûteux que l'on payait sans nécessité à l'ignorance gothique, il n'hésita pas à faire part de sa découverte aux titulaires eux-mêmes, sûr qu'ils n'y verraient de sa part aucune « offense personnelle » et qu'ils ne manqueraient pas de se liquider pour satisfaire aux lois de la raison. Mais cela ne le rendit guère sympathique aux « vieux radicaux » de 1817. De l'autre côté, les radicaux avaient une faiblesse : ils n'avaient aucune théorie sociale ; ce qui leur en tenait lieu, c'était une rhétorique dans laquelle la Réforme était le remède universel à tous les maux, attribués à la taxation et aux sinécures. C'est chez Hazlitt que l'on trouve la critique de *New View* la plus complexe. Et l'on sent bien en lui le combat du jacobin meurtri contre l'influence de Burke : « Pourquoi M. Owen écrit-il le mot "Nouvelles" en caractères gothiques, en tête de la préface de son plan de réforme ? » « La doctrine de la Bienveillance Universelle, la croyance en l'Omnipotence de la Vérité et en la Perfectibilité de la Nature Humaine, ne sont pas nouvelles, mais "bien, bien vieilles", Maître Robert Owen » :

120. Voir *Independent Whig*, 24 août 1817. Les seuls journaux radicaux qui semblent avoir prêté une attention bienveillante à Owen en 1817-1819 sont le *People*, dont l'existence fut éphémère, et l'*Independent Whig*, qui envoya un correspondant à New Lanark.

> M. Owen ne sait-il pas que le même plan, les mêmes principes, la même philosophie des mobiles et des actes [...] de la vertu et du bonheur régnaient déjà en l'an 1793, qu'ils étaient clamés haut et fort, criés sur les toits, murmurés en secret, publiés en in-quarto et en in-douze, dans des traités politiques, des pièces, des poèmes, des chants et des romances – parvenaient au barreau, s'insinuaient dans l'église, escaladaient la tribune, dépeuplaient les classes des universités [...] que ces « Vues Nouvelles sur la Société » entraient dans le cœur des poètes et dans l'esprit des métaphysiciens, s'emparaient de l'imagination des garçons et des femmes, et tournaient la tête de presque tout le royaume ; mais qu'il y eut une tête dont ils ne prirent jamais possession et qui tourna la tête de tout le royaume dans l'autre sens [...] ?

Repoussée de la sorte, raillait Hazlitt, il semble que la *philosophie* ait été chassée du pays,

> et contrainte pendant vingt ans à trouver un refuge douillet dans les fabriques de New Lanark, de connivence avec l'heureux propriétaire, parmi l'étoupe et les fuseaux ; il nous fait comprendre qu'elle reflue aujourd'hui de New Lanark vers les escaliers de Whitehall, comme une grande marée à la pleine lune, portée par le sang qui a coulé pour la restauration des Bourbons, et sous le patronage de la noblesse, grande et petite, de M. Wilberforce et du Prince Régent et de tous ceux qui, comme ces grands personnages, ne sont jamais gouvernés par d'autre principe que la vérité, et par d'autre désir que le bonheur de l'humanité ! Ce boniment ne prendra pas avec nous, nous sommes de vieux oiseaux qu'on ne prend pas au pipeau [...]

La perspicacité de Hazlitt est extraordinairement aiguë. Car Owen, en effet, n'était pas le premier des théoriciens socialistes modernes (Hodgskin était bien plus près de l'être), mais l'un des derniers rationalistes du XVIII^e^ siècle – il était Godwin en personne, quittant New Lanark pour venir réclamer la présidence du conseil d'administration des directeurs de la révolution industrielle. Ce nouvel avatar, l'homme pratique qui a grandement réussi, lui assurait ses « entrées » là où

les vieux philosophes étaient insultés et repoussés. « Un homme qui a parcouru tout ce chemin depuis les rives de la Clyde accumule un élan qui le rend irrésistible » :

> Il a accès, d'après ce que nous savons, aux gens en place, aux membres du Parlement, aux Lords et aux gentilshommes. Il vient [...] pour abattre toutes leurs positions acquises, récentes ou anciennes, dans l'Église ou l'État [...] et il entre tranquillement dans leurs maisons avec ses lettres de créance dans la poche et les réconcilie avec les innombrables Maisons de l'Industrie qu'il va construire sur le site de leurs actuelles sinécures [...]

« Nous ne lui demandons pas, continuait Hazlitt, de changer de ton. » Mais il prophétisait avec une étrange prémonition ce qui allait arriver s'il n'en changeait pas :

> Ses projets sont tolérés jusqu'à présent car ils sont lointains, visionnaires, inapplicables. Personne, dans le grand monde ou ailleurs, ne se soucie de New Lanark ni ne s'inquiète de savoir si les ouvriers là-bas se couchent saouls ou sobres ou si les jeunes femmes sont enceintes avant ou après la cérémonie du mariage. Lanark est loin, Lanark est insignifiant. Nos hommes d'État ne s'effraient pas le moins du monde du parfait système de réforme dont il parle, et en même temps son boniment contre une réforme du Parlement [...] sert de diversion pratique en leur faveur. Mais que tout le bien que M. Owen déclare avoir fait dans un seul pauvre village menace de se généraliser [...] et ses rêves de patronages haut placés s'évanouiront. [...] Que ses « Vues Nouvelles sur la Société » fassent seulement autant de disciples que l'« Enquête sur la Justice politique » et nous verrons comment le flot se retournera. [...] Il sera taxé de jacobin, de niveleur, d'incendiaire, dans les trois royaumes ; ses amis l'éviteront et il deviendra la risée de ses ennemis [...] et il découvrira que c'est une tâche plus difficile et plus dangereuse qu'on ne l'imagine [...] que de faire comprendre à l'humanité ses propres intérêts, ou d'obtenir que ceux qui la gouvernent prennent soin d'autres intérêts que des leurs propres[121].

121. *Examiner*, 4 août 1816 ; voir *Works*, VII, p. 97 *sq.*

Ses protecteurs découvriront avec consternation en Owen (Hazlitt l'avait déjà repéré) son véritable zèle de propagandiste. Il croyait, autant que Carlile, en la multiplication de la « raison » par sa diffusion. Il dépensa une petite fortune pour envoyer par la poste ses « Adresses » à des hommes influents à travers tout le pays ; et une fortune plus grande encore dans les communautés expérimentales. En 1819, ses protecteurs s'étaient déjà lassés de lui, et lui, à son tour, commençait à s'adresser plus particulièrement à la classe ouvrière. Il avait longtemps professé l'opinion que les ouvriers étaient le produit des circonstances ; il déplorait la « grossière férocité de leur caractère » et l'on sent que (comme Shaw) sa principale raison d'être socialiste était le désir de les voir disparaître. Mais alors se produisit un tournant dans sa pensée, lourd de conséquences. Si les ouvriers étaient le produit des circonstances, Lord Sidmouth et l'archevêque l'étaient tout autant. Cette pensée lui était peut-être venue tandis qu'il se promenait dans le parc après un entretien fructueux. Elle fut rendue publique dans une « Adresse aux classes laborieuses » (1819) :

> Depuis l'enfance, on vous a [...] appris à mépriser et à haïr ceux qui sont différents de vous par leurs manières, leur langage et leur façon de sentir. [...] Ces sentiments de colère devront disparaître avant que quiconque prend à cœur vos intérêts véritables puisse remettre le pouvoir entre vos mains. [...] Vous verrez alors distinctement qu'il n'existe aucun fondement rationnel pour la colère. [...] Un nombre infini de circonstances totalement indépendantes de votre volonté vous ont placés là où vous êtes. [...] De même, d'autres hommes parmi vos semblables ont été formés par des circonstances aussi indépendantes de leur volonté, qui ont fait d'eux vos ennemis et vos oppresseurs cruels. [...] Malgré leur arrogance apparente, cet état de chose leur cause des souffrances plus poignantes que les vôtres. [...] Tant que vous manifesterez par votre conduite votre désir de les déposséder par la violence de ce pouvoir, de cette opulence et de ces privilèges, n'est-il pas évident qu'ils continueront fatalement à vous considérer avec des sentiments jaloux et hostiles ?

« Les riches et les pauvres, les gouvernants et les gouvernés n'ont en réalité qu'un seul intérêt », former une nouvelle société coopérative. Mais les riches, tout autant que les pauvres produits par les circonstances, étaient incapables de voir leurs véritables intérêts (la « soudaine irruption d'une lumière éblouissante », jaillie des écrits d'Owen, risquait d'être trop forte à leurs « yeux débiles »). Les travailleurs (ou ceux d'entre eux qui avaient vu la lumière de la raison) devaient s'extraire du conflit de classes. « Ce combat irrationnel et inutile doit cesser » et l'avant-garde pourrait, en créant des communautés modèles et par la propagande, frayer un chemin par lequel les travailleurs pourraient tout simplement *dépasser* les droits de propriété et la puissance des riches[122].

Si admirable qu'Owen ait pu être en tant qu'homme, c'était un penseur saugrenu ; et, même s'il avait le courage de l'excentrique, c'était un dirigeant politique nuisible. Parmi les théoriciens de l'owénisme, Thompson est plus sain et plus stimulant, tandis que Gray, Pare, William King et d'autres avaient un sens plus solide de la réalité. Dans tous ses écrits, on ne perçoit pas le moindre sens des processus dialectiques du changement social, de la « pratique révolutionnaire » :

> La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés doivent être des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué. C'est pourquoi elle tend inévitablement à diviser la société en deux parties dont l'une est au-dessus de la société (par exemple chez Robert Owen).

Ainsi s'exprime Marx dans sa troisième thèse sur Ludwig Feuerbach. Si le caractère social était (comme le prétendait Owen) le produit involontaire d'« une infinie multiplicité de circonstances », comment pourrait-il être changé ? On peut répondre par l'éducation, et l'on peut voir dans cette réponse l'une des influences les plus fécondes de la tradition d'Owen. Mais Owen savait que, tant que les « circons-

122. Voir Owen, *op. cit.*, p. 148-155.

tances » ne changeraient pas, il ne pouvait avoir accès au pouvoir d'enseigner une génération entière. On doit donc chercher la réponse dans le saut millénariste : la rigueur même de son matérialisme de la détermination mécanique par l'environnement l'entraînait soit à désespérer, soit à proclamer un millénarisme laïque.

M. Owen, le philanthrope, endossait le manteau de Joanna Southcott. Son ton de prédicateur extravagant fut remarqué non seulement par Hazlitt, mais par d'autres de ses contemporains. Un écrivain du *Register* de Sherwin le compara à Joanna, qui

> mystifia pendant un moment des milliers de gens en leur racontant que Shiloh le sauveur allait bientôt venir au monde ; un Prince de la Paix, sous la bannière duquel toutes les nations de la terre seraient utiles ; en leur racontant que [...] les épées seraient converties en socs de charrue[123].

Engels et Marx devaient aussi analyser cet aspect-là de l'owénisme, et la proclamation récente de cette découverte dans les milieux universitaires n'est pas originale[124]. Owen promettait, en 1820, « *de faire déferler la prospérité sur le pays* ». Quant à ses communautés, il n'y offrait rien de moins que le « Paradis ». En 1820, une société owéniste était en formation dans la métropole, et le prospectus qui annonçait la parution de son organe de presse, l'*Economist*, déclarait :

> L'abondance submergera la terre ! – La connaissance grandira ! – La vertu fleurira ! – Le bonheur sera reconnu, assuré et goûté !

Owen avait souvent recours, par analogie, au grand progrès des techniques de production durant la révolution industrielle : d'aucuns « oublient que c'est une invention moderne qui permet à un seul homme d'accomplir, à l'aide d'une petite machine à vapeur, le travail de mille

123. *Political Register* de Sherwin, 20 septembre 1817.

124. Voir, cependant, le généreux hommage d'Engels à Owen dans l'*Anti-Dühring*, Éditions sociales, 1963, p. 300-305 : « Un homme d'une simplicité de caractère enfantine qui allait jusqu'au sublime et, en même temps, un conducteur-né pour les hommes. »

hommes ». La connaissance et la morale ne pourraient-elles pas progresser au même rythme ? Ses partisans reprirent les mêmes images :

> [...] la construction d'une grande machine sociale et morale, destinée à produire richesse, savoir et bonheur avec une précision et une rapidité sans précédent [...]

Un correspondant de l'*Economist* remarquait que le « ton de joie et d'exultation qui émane de vos écrits est vraiment contagieux ».

Les membres de la société de Londres savaient

> que leurs démarches resteraient relativement imparfaites tant qu'ils demeureraient dans leurs actuelles résidences, éloignés [...] les uns des autres.

Avec un enthousiasme qui rappelle les premiers frères moraves, ils firent l'acquisition de quelques maisons neuves à Spa Fields (qui ne devait plus servir à la tenue de grands meetings) avec une salle de classe et un réfectoire. Les pages de l'*Economist* et d'autres journaux de cette époque étaient emplies de spéculations sur les différentes façons de réunir un capital – si l'on supposait (étrange supposition) qu'il y avait cinquante mille familles d'ouvriers dans la capitale, ceux-ci détiendraient, s'ils se regroupaient en association, deux millions et demi de livres pour un revenu moyen de cinquante livres par an et par famille. Et ainsi de suite. Les habitants de la communauté d'Orbiston étaient affiliés à une « Société de la Révélation Divine ». En 1830, quand Owen, à son retour d'Amérique, se retrouva à la tête d'un mouvement de masse, ce ton messianique avait pris la force d'une religion laïque. Le 1er mai 1833, Owen prononça un discours à la Bourse nationale d'échange équitable du travail, où il « dénonça le Vieux Système d'Organisation du Monde et annonça le commencement du Nouveau ». Non seulement le moteur du profit ferait place à celui de la coopération et les vices de l'individualisme aux vertus de la mutualité, mais *toutes* les formes d'organisation sociale existantes céderaient la place à des fédérations de villages, à la fois agricoles et industriels :

> Nous [...] abandonnons toutes les formes d'organisation auxquelles les intérêts [particuliers] ont donné naissance ; tels les grandes cités, les villes, les villages et les universités [...]
> Les tribunaux, tout l'apparat et toute la déraison des lois [...] n'ont pas de place dans un état rationnel de la société [...]

Jusqu'alors le monde avait vécu dans de « profondes ténèbres ». Tout le cérémonial du culte d'une puissance inconnue était « bien plus qu'inutile ». Les mariages seront reconnus « comme la seule union de l'affection ». « Le célibat, pour chaque sexe, au-delà de la période assignée par la nature, ne sera plus considéré comme une vertu », mais comme « un crime contre nature ». La nouvelle société offrirait un équilibre entre le travail intellectuel et physique, le loisir et le développement des forces physiques comme en Grèce et à Rome. Tous les citoyens abandonneraient toute ambition, envie, jalousie, et autres vices connus :

> Je proclame donc maintenant devant le monde le commencement, en ce jour, du règne millénaire promis, fondé sur des principes rationnels et une pratique cohérente[125].

Cette proclamation consternerait aujourd'hui les guildes féminines. Il semble aussi, à première vue, bien improbable qu'une telle idéologie ait pu être adoptée par les ouvriers dont les expériences sociales ont constitué le sujet de cette étude. Cependant, si nous y regardons de plus près, nous découvrirons que ce ne fut pas une quelconque frénésie de l'esprit, ou une « paranoïa collective », qui permit la propagation rapide de l'owénisme. Tout d'abord, l'*owénisme* proprement dit, à partir de la fin des années 1820, ne se résumait plus aux écrits et aux proclamations de Robert Owen. L'imprécision même de ses

125. *Economist*, 4 août, 20 et 27 octobre 1821 et *passim*. Pour la proclamation du règne millénaire, j'ai utilisé les récits annexés à l'édition de J. Bronterre O'Brien de *Buonarrotti's History of Babeuf's Conspiracy of Equals*, 1836, p. 438-445.

théories, qui offraient la perspective d'un autre système de société, les rendait adaptables aux divers groupes ouvriers. Dans les écrits des owénistes, les artisans, les tisserands et les ouvriers qualifiés choisissaient les passages qui concernaient tout particulièrement leur propre situation et les modifiaient en fonction des discussions et de la pratique. Si les écrits de Cobbett peuvent être considérés comme l'expression d'un *rapport* avec le lecteur, ceux d'Owen peuvent être considérés comme une matière première idéologique, diffusée parmi les ouvriers qui l'ont transformée en différents produits.

Les artisans en sont l'exemple le plus flagrant. Le rédacteur en chef de l'*Economist* admettait, en 1821, que peu de ses lecteurs appartenaient aux classes ouvrières. Mais nous savons que les premiers membres de la « Société coopérative et économique » de Londres, qui fondèrent la communauté de Spa Fields, étaient des artisans, et cela grâce à une circulaire qu'ils envoyèrent à l'aristocratie et à la *gentry* pour solliciter leur patronage. Ils proposaient d'exécuter des sculptures et des dorures, de faire des bottes et des chaussures, de la quincaillerie (y compris des grilles et des fours), de la coutellerie, de l'habillement, de la couture, des robes, de l'ébénisterie, de vendre et de relier des livres, de faire des aquarelles, des peintures sur velours, et des rideaux transparents décorés de paysages. Cette énumération suggère qu'il s'agit d'artisans et d'hommes de métier indépendants, qui étaient fort nombreux dans deux des plus grands centres coopératifs – Londres et Birmingham. L'esprit de ces tentatives (qui étaient nombreuses, et dont certaines étaient antérieures à Owen) est exprimé dans une lettre envoyée à l'*Economist* :

> [...] les classes ouvrières, si elles faisaient elles-mêmes *vaillamment* usage de leur force, n'auraient aucun besoin de solliciter la plus petite assistance de la part d'une *autre* classe, car elles ont en elles-mêmes [...] des ressources surabondantes[126].

126. *Economist*, 13 octobre 1821, 9 mars 1822. Voir W.H.G. Armytage, *op. cit.*, p. 92-94 pour un bref récit de l'expérience de Spa Fields.

Ce ton n'est pas celui d'Owen. Mais c'est bien le ton que nous avons maintes fois rencontré en analysant le radicalisme *politique* des artisans. L'individualisme ne constituait qu'une partie de leur idéologie ; ils étaient aussi les héritiers de longues traditions d'entraide mutuelle – les sociétés de secours mutuel, les clubs de métiers, les chapelles, les clubs de lecture et les sociétés de loisirs, la société de correspondance ou l'union politique. Owen enseignait que la recherche du profit était mauvaise et inutile : voilà qui s'accordait avec le sens de la coutume et du juste prix, que l'on trouvait chez les artisans. Owen souscrivait à l'opinion, également partagée par Cobbett, Carlile et Hodgskin, que la fonction du capitaliste était en grande partie parasitaire : « le travail manuel, convenablement organisé, est la source de toutes les richesses » ; voilà qui s'accordait avec les griefs des artisans et des petits maîtres-artisans contre les entrepreneurs et les intermédiaires. Owen enseignait que « *l'étalon naturel du travail humain* » devait être pris comme « l'étalon *pratique* de la valeur[127] », et que les produits devaient être échangés en fonction du travail qu'ils représentaient : cela s'accordait avec les vues des cordonniers, des ébénistes, des brossiers, qui vivaient dans les mêmes ruelles et qui, de temps à autre, échangeaient effectivement leurs services.

On peut ainsi trouver la plupart des idées d'Owen en germe dans des pratiques antérieures ou indépendantes de ses écrits[128]. Non seulement les sociétés de secours mutuel étendaient à l'occasion leurs activités à la création de clubs sociaux ou de maisons de retraite ;

127. Voir « Report to the County of Lanark », 1820, in Owen, *op. cit.*, p. 261, 262.

128. Dès 1796, une tentative eut lieu pour former une « Société fraternelle britannique », qui devait réunir les ressources des sociétés de secours mutuel aux formes d'organisation dérivées de la société de correspondance. Elle naquit chez les tisserands de Spitalfields et proposait de payer des indemnités aux vieux et aux chômeurs, d'employer ses propres membres au chômage, et d'établir l'échange de la production des tisseurs de soie, des tailleurs, des cordonniers, etc. Voir Andrew Larcher, *A Remedy for Establishing Universal Peace and Happiness*, Spitalfields, 1795, et *Address to the British Fraternal Society*, 1796.

mais bien souvent les syndicats préowénistes en grève faisaient travailler leurs propres membres et vendaient leur production[129]. L'artisan ne perdait que lentement son statut de travailleur indépendant ou d'ouvrier qui travaille pour plusieurs maîtres ; et, pour effectuer tel ou tel contrat, il pouvait requérir l'aide d'autres artisans de qualification différente. Le marché couvert, ou bazar, avec ses centaines de petits étalages était une vieille institution ; mais, à la fin des guerres, de nouveaux bazars furent ouverts, qui attirèrent l'attention des cercles philanthropiques et owénistes, et où des fractions de comptoirs étaient louées au mètre pour une semaine, une journée ou même une partie de la journée. On y trouvait des produits de toutes sortes – même les artistes pouvaient exposer – et l'on peut supposer que les artisans et les ouvriers à domicile qui luttaient pour leur « indépendance » en furent les locataires[130]. En 1827, un nouveau bazar fonctionnait comme centre d'échange de produits fabriqués par les chômeurs des métiers londoniens – charpentiers, tailleurs, cordonniers et autres, qui travaillaient sur de la matière achetée avec les fonds des syndicats[131].

Ainsi, les Bourses d'échange équitable du travail, fondées à Londres et à Birmingham en 1832-1833, avec leurs bons de travail et leurs échanges de petits produits, ne jaillissaient-elles pas du néant sous la baguette magique de prophètes paranoïaques. En dressant la liste des produits qui furent apportés pour être échangés au congrès coopératif de Liverpool, en octobre 1832, on peut se représenter les gens qui les avaient fabriqués. De Sheffield, de la coutellerie et des cafe-

129. Par exemple, les compagnons fabricants de pipes à tabac, après une grève de onze semaines pendant l'hiver 1818-1819, commencèrent à organiser eux-mêmes leur production dans le Maze (Borough) – « un ami » nous ayant « procuré une fabrique » ; voir *Gorgon*, 6 et 13 février 1819.

130. J. Nightingale, *The Bazaar*, 1816. On y recommandait particulièrement le *New Bazaar*, 5, Soho Square, ouvert cette même année ; le *Beehive Bazaar* (Bazar de la Ruche) à Holborn était aussi indiqué.

131. *Cooperative Magazine*, 1827, p. 230, 231, cité par S. Pollard, « Nineteenth-Century Cooperation : from Community Building to Shopkeeping », *Essays in Labour History*, p. 87.

tières ; de Leicester, des bas et de la dentelle ; de Huddersfield, des gilets et des châles ; de Rochdale, de la flanelle. Il y avait du linge ouvré de Barnsley ; des étoffes de Halifax, des chaussures et des sabots de Kendal, et des gravures de Birkacre. Un porte-parole de la Bourse d'échange équitable du travail de Birmingham disait que les habitants de sa région « ne savaient que faire des quantités de fer, de cuivre, d'acier et de marchandises laquées » : pourquoi ne seraient-elles pas échangées contre des cotonnades du Lancashire et des bas de Leicester ? La longue liste des métiers qui proposèrent d'apporter leurs marchandises à la Bourse de Birmingham inclut, pour la lettre *b*, les fabricants de cirage (*blacking*), les sonneurs de cloches (*bells*), les fabricants de balais de bouleau (*birch*), les fabricants de boutons (*buttons*) et de garnitures, de bretelles (*braces*), les dinandiers (*braziers*), les brossiers (*brush-makers*), les boulangers (*bakers*), les fabricants de soufflets (*bellows*), de lits (*beds*), de paniers (*baskets*). Pour la lettre *S*, on trouve des fabricants de chapeaux de paille (*straw-hats*) et de bonnets, de balances (*scales*), de grilles de four (*stove grates*), des tisseurs de soie (*silk*), des forgerons (*blacksmiths*), ferblantiers (*whitesmiths*) et des papetiers (*stationers*). Il n'y a pas (et il pouvait difficilement y avoir) de chaudronniers, de travailleurs des hauts fourneaux ou du bâtiment ; de charpentiers des constructions navales ou de fileurs de coton ; de mineurs ou de fabricants de machines[132].

La liste n'inclut pas seulement les petits maîtres et les artisans mais aussi les travailleurs à domicile. Comme leur situation (de tisserands ou de tricoteurs sur métier) était des plus désespérées, l'owénisme ne fut qu'une des solutions auxquelles ils tentèrent de se raccrocher au cours des années 1830. L'attrait de la Bourse d'échange du travail n'était pas si direct dans les environs de Huddersfield ou de Burnley pour la raison évidente que, dans les régions où le produit principal était le tissage et où des centaines de travailleurs étaient semi-chômeurs ou produisaient la même chose pour des salaires de misère, il n'était pas facile de trouver un marché. Aussi les habitants du Nord furent-ils dès le début forcés de définir un plan national de coopération.

132. *Crisis*, 30 juin, 27 octobre, 8 et 15 décembre 1832.

« Si nos amis de Birmingham s'engagent à se vêtir de nos étoffes », écrivait un coopérateur de Halifax :

> Nous nous engagerons à couper notre bœuf et notre pudding (quand nous en aurons) avec leurs couteaux et leurs fourchettes et à manger notre soupe et notre porridge avec leurs cuillères ; et, si nos frères de Londres font aussi la même chose, nous nous mettrons dès que possible leurs mouchoirs de soie autour du cou[133].

Ce fut dans le Lancashire et le Yorkshire que se développa le plus vite la *théorie générale* d'un nouveau « système » à l'échelle nationale, dans lequel l'échange équitable ainsi que le soutien le plus courageux et le plus pratique aux expériences « utopiques » d'organisation de communautés pourraient devenir réalité. L'Association de Manchester et de Salford pour la promotion de la science coopérative, fondée en 1830, obtint un soutien immédiat. Les tisserands espéraient trouver dans la coopération la force de concurrencer le métier mécanique. Une grande cause des maux sociaux, écrivait le *United Trades' Corporative Journal*, réside alors dans :

> l'organisation erronée de nos affaires domestiques, sociales et commerciales, dans laquelle le machinisme entre en compétition avec et contre le travail humain au lieu de coopérer avec lui.

« Nous pouvons honnêtement établir que tous les malheurs dont souffre la société sont essentiellement dus à la mauvaise distribution des richesses », écrivait le *Lancashire and Yorkshire Cooperator*[134]. Dans ces régions aux anciennes traditions de syndicalisme et d'entraide mutuelle, la coopération offrait un cadre dans lequel les rationalistes et les chrétiens, les radicaux et les individus politiquement neutres pouvaient travailler ensemble. Le mouvement prolongeait

133. *Lancashire and Yorkshire Cooperator*, n° 2, s.d

134. 6 mars 1830 ; 26 novembre 1831. Voir A.E. Musson, « The Ideology of Early Cooperation in Lancashire and Cheshire », *Transactions Lancs. and Cheshire Antiq. Soc.*, LXVII, 1957.

aussi les traditions de perfectionnement personnel et d'éducation, en fournissant des salles de lecture, des écoles et des conférenciers itinérants. En 1832, il y avait peut-être 500 sociétés coopératives dans l'ensemble du pays, rassemblant au moins 20 000 membres[135].

Tandis qu'Owen (quelque peu meurtri, en dépit de son optimisme, par les échecs d'Orbiston et de New Harmony) attendait de recevoir des capitaux importants avant de se risquer dans de nouvelles expériences, les coopérateurs d'un grand nombre de centres, de Brighton à Bacup, étaient impatients d'assurer eux-mêmes, immédiatement, le démarrage de leurs centres par leurs propres efforts. Les travaux du congrès de Liverpool, en 1832, offraient un contraste intéressant entre de longues harangues évangéliques et des interventions telles que celle-ci :

> M. WILSON, délégué de Halifax, rapporta qu'en mai 1829 lui-même et huit autres personnes déposèrent un shilling chacun et [...] commencèrent leurs affaires dans une petite pièce sur l'arrière d'une maison. Leur nombre avait augmenté, ils [...] avaient maintenant 240 livres et avaient commencé à trouver du travail pour certains de leurs membres (*bravos*)[136].

Cette juxtaposition du petit magasin et du projet millénariste constitue en partie l'essence de l'esprit coopératif entre 1829 et 1834. (Cette essence se trouve aussi dans la diversité des revendications particulières et des organisations qui soutinrent, pendant un bref moment, l'édifice de la Grande Union nationale des métiers.) Dans la région de Huddersfield et de Halifax, où la coopération se répandit parmi les tisserands à une très grande vitesse, on espérait que le magasin pourrait acquérir la chaîne et la trame pour le tisserand, puis vendrait le produit fini, court-circuitant ainsi le patron. Les coopérateurs espéraient aussi, pour une souscription de un penny par semaine, accumuler du capital pour employer les membres chômeurs. La plupart de ces aspirations sont bien résumées par les règles d'une société formée en 1832 à Ripponden, un village de tisserands dans les Pennines :

135. S. Pollard, *op. cit.*, p. 86.
136. *Crisis*, 27 octobre 1832.

> À cause des étonnants changements qu'ont subis les classes ouvrières au cours de ces années, [...] à cause de la concurrence et de l'accroissement du machinisme qui supplante le travail à la main, combinés avec de nombreuses autres causes, sur lesquelles, jusqu'à présent, les classes ouvrières n'ont eu aucun contrôle, les esprits des penseurs se sont perdus dans un labyrinthe de suggestions sur le projet à adopter pour améliorer, si possible, leur condition. [...]
> Par l'augmentation du capital, les classes laborieuses peuvent améliorer leur condition si seulement elles *s'unissent* et se mettent au travail ; par « s'unir » nous ne voulons pas dire grèves et revendications salariales ; mais la façon dont les hommes d'une même famille s'efforcent de commencer à travailler pour eux-mêmes. [...]
> Le plan de coopération que nous recommandons au public n'est pas visionnaire, mais est mis en œuvre dans différentes parties du royaume ; nous vivons tous du produit de la terre et échangeons travail contre travail, ce qui est l'objectif poursuivi par toutes les sociétés coopératives. Nous, les ouvriers, nous faisons tout le travail et produisons toutes les commodités de la vie ; – pourquoi alors ne travaillerions-nous pas pour nous-mêmes et ne nous efforcerions-nous pas d'améliorer notre condition ?
>
> *Principes fondamentaux :*
> Premièrement. – Que le travail est la source de toutes les richesses ; en conséquence les classes laborieuses ont créé toutes les richesses.
> Deuxièmement. – Que les classes laborieuses, bien qu'étant les productrices de richesses, sont non pas les plus riches, mais les plus pauvres de la communauté ; elles ne reçoivent donc pas une juste rétribution de leur travail.

Les objectifs de la société incluaient la protection mutuelle de tous ses membres contre la pauvreté et « la réalisation de l'indépendance au moyen d'un capital commun ». Les moyens d'atteindre ces objectifs comprenaient une souscription hebdomadaire pour la constitution d'un fonds commun, l'emploi du capital dans le métier, l'emploi de ses membres « comme les circonstances le permettront » et,

> Dernier point. – Vivre en communauté, les uns avec les autres, selon les principes de la coopération mutuelle, c'est-à-dire la jouissance en commun des biens et l'égalité des efforts et des loisirs[137].

Cela n'est pas une simple traduction des doctrines d'Owen dans le contexte d'un village de tisserands. Les idées ont été formulées dans des termes qui correspondent à l'expérience des tisserands ; l'accent a changé ; à la place du ton messianique, on trouve une simple question : Pourquoi pas ? L'un des petits journaux coopératifs était très justement intitulé *Common Sense* (« le bon sens ») ; il mettait l'accent sur les « associations d'échange » :

> L'objet d'une association d'échange est, en bref, le suivant : fournir à ses membres l'essentiel des produits d'alimentation pour une consommation ordinaire et accumuler un fonds pour pouvoir louer une terre, la cultiver et établir à partir de là une communauté coopérative.

Une somme hebdomadaire à déduire des salaires pouvait être utilisée à l'achat en gros de thé, de sucre, de pain ou de farine d'avoine[138]. Depuis Brighton, le *Cooperator* de W. King prêchait la même chose avec plus de détails[139]. L'idée correspondait à d'autres besoins ; le besoin d'échapper à la « cantine » de l'usine et au petit profiteur ; le besoin d'acheter les denrées principales à bon marché et sans les altérations criminelles qui n'étaient que trop communes – la farine mélangée « au plâtre de Paris, à des os brûlés et à une substance terreuse [...] appelée le Blanc du Derbyshire[140] ».

137. J.H. Priestley, *History of Ripponden Cooperative Society*, Halifax, 1932, chap. IV. On ne sait pas si ces règles datent de 1833 ou de 1839.

138. *Common Sense*, 11 décembre 1830.

139. Voir S. Pollard, *Dr. William King*, Loughborough Cooperative College Papers, 6, 1959.

140. *Trades Newspaper*, 31 juillet 1825. Au sujet des sociétés quasi coopératives de meunerie fondées après la disette de 1795, voir G.J. Holyoake, *Self Help A Hundred Years Ago*, 1891, chap. XI, et J. A. Langford, *A Century*

Mais cette idée attirait aussi les travailleurs qualifiés et organisés de la grande industrie dont l'attitude par rapport à l'owénisme était plus circonspecte. Le *Trades Newspaper* publia quelques notes sur Orbiston en 1825, mais les plans communautaires d'Owen étaient tenus pour « impraticables à cause de la réticence des gens nés libres et des hommes indépendants à s'entendre dire ce qu'ils doivent manger [...] et ce qu'ils doivent faire[141] ». En outre, la notion même d'indépendance économique, qui attirait quelques petits artisans et travailleurs à domicile, rencontrait le scepticisme du charpentier des constructions navales et du travailleur de la grande industrie – à quoi pourrait bien lui servir un village de coopération ?

À la fin des années 1820, cependant, Gast s'était déclaré en faveur de l'owénisme. On trouve une adhésion plus importante que celle-ci chez les fileurs de coton de Manchester après leur grève de six mois en 1829. Doherty lança en 1830 l'Association nationale pour la protection du travail, dont l'organe, *United Trades Cooperative Journal*, devint bientôt le *Voice of the People*. Peu après, un autre corps de travailleurs qualifiés, l'Union des ouvriers du bâtiment (*Builders' Union*), dont les produits ne pouvaient en aucun cas être apportés à la Bourse d'échange équitable du travail, entreprit la plus grande de toutes les expériences d'action coopérative directe. D'où venait cette évolution ?

Une des réponses peut être, simplement, qu'à la fin des années 1820 une certaine forme de la théorie coopérative et de l'économie « socialiste » avait eu prise sur le mouvement ouvrier. Cobbett n'offrait aucune théorie cohérente. L'individualisme de Carlile n'était pas séduisant. Hodgskin, implicitement, tendait vers une théorie socialiste élaborée, mais son analyse n'allait pas aussi loin et elle était de toute façon compatible avec la théorie coopérative, ainsi que le montra

---

*of Birmingham Life*, II, p. 157-160. Dans le manuscrit « Notes and Observations on Cooperative Societies », Lovett rappelle qu'il y eut beaucoup de sociétés, surtout des groupements de consommateurs, pendant les guerres, et il mentionne les tisserands de Spitalfields ; Add. MSS 27791, f^os^ 245, 258.

141. *Ibid.*, 14 août 1825.

William Thompson. La propagande rationaliste de la décennie précédente avait été efficace, mais également étroite et négative. Elle avait fait naître la soif d'une doctrine morale plus positive, et c'était à cette exigence que répondait le messianisme d'Owen. L'imprécision de la pensée d'Owen rendait possible la coexistence de plusieurs tendances intellectuelles au sein du mouvement. Et nous devons insister encore sur le fait que l'owénisme était à la fois plus sain et plus énergique, en termes intellectuels, que la pensée de son maître. Pour les ouvriers qualifiés, le mouvement qui commença à prendre forme en 1830 semblait enfin donner corps à leur vieille aspiration – un syndicalisme général à l'échelle nationale. De l'« Hercule philanthropique » de 1818 au groupe de pression de 1825 pour l'abrogation des *Combination Acts*, il y avait eu beaucoup d'efforts pour accomplir une action unitaire. Pendant l'été et l'automne de 1825, le *Trades Newspaper* raconta chaque étape de la grève des peigneurs de laine de Bradford et le soutien qui affluait de tous les coins du pays. Le journal déclarait avec énergie : « Ce sont tous les travailleurs d'Angleterre contre une poignée de maîtres de Bradford[142]. » Doherty vit dans l'échec de la grande grève des fileurs de 1829 une autre leçon : « Elle démontra qu'aucun corps de métier isolé ne pouvait tenir contre les efforts combinés des maîtres de ce métier : c'est pourquoi l'on chercha à associer tous les métiers[143]. » L'un des résultats fut la formation des ouvriers fileurs d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande dont la première conférence, convoquée à l'île de Man en décembre 1829, constitua une tentative remarquable de coordination en dépit des difficultés liées à l'organisation d'une association regroupant trois régions disparates[144]. Sur la base de ces expériences, l'Association nationale pour la protection du travail réunit, pour une courte période, les travailleurs textiles de la laine, les potiers, les mineurs, les ouvriers du bâtiment et beaucoup d'autres corps de métiers ; « mais, après que

142. *Trades Newspaper*, 11 septembre 1825.

143. J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 312.

144. *Report of the Proceedings of a Delegate Meeting of Cotton Spinners, etc.*, Manchester, 1830.

l'association se fut étendue sur une zone d'environ cent miles autour de la ville (Manchester), son existence fut presque mise en péril par la fatalité[145] ». La « fatalité » venait des divisions et des jalousies parmi les ouvriers fileurs eux-mêmes ; de ponctions excessives ou prématurées dans le fonds de grève de l'association ; et de l'imprudente tentative de Doherty d'installer les bureaux du *Voice of the People* à Londres. Mais, en dépit de son échec, l'Association nationale enrichit l'idée de coopération ; et, tandis que le mouvement entrait dans une phase de divisions internes à Manchester, il continuait à se développer dans les Potteries et dans le Yorkshire[146]. Même si Doherty tenta de faire avancer le mouvement trop précipitamment, il avait bien vu, dans la popularité croissante des idées owénistes, un moyen de rassembler les travailleurs organisés du pays en un mouvement commun. Dès lors, l'histoire de l'owénisme et celle du syndicalisme général doivent être étudiées ensemble[147].

Les communautés expérimentales furent un échec, même si une ou deux d'entre elles – comme celle de Ralahine – connurent un certain succès. Alors que les entreprises les plus ambitieuses, comme celle des ouvriers du bâtiment, échouèrent, quelques-unes des petites entreprises coopératives continuèrent, en fait, à lutter. La plupart des sociétés et des magasins du début des années 1830 sombrèrent, pour renaître sur le modèle de Rochdale quelques années après. La Bourse d'échange du travail ou Bazar, dans Gray's Inn Road, donnait l'image d'une

145. *Union Pilot and Cooperative Intelligence*, 24 mars 1832.

146. Voir J. Doherty, *Poor Man's Advocate*, 21 janvier 1832 : « La direction [de l'Association] est passée aux mains des ouvriers courageux et intelligents du Yorkshire, et nous espérons qu'ils éviteront l'esprit de jalousie et de faction qui, dans une grande *mesure*, détruit ici le meilleur de l'influence de l'Association. »

147. Voir en particulier G.D.H. Cole, *Attempts at General Union* ; Postgate, *The Builders' Union*, chap. III-V ; W.H. Warburton, *History of T.U. Organization in the Potteries*, 1931, chap. II-IV. On peut trouver quelques détails sur la « fatalité » qui s'abattit sur l'Association nationale pour la protection du travail dans D. Caradog Morris, *The History of the Labour Movement in England, 1825-1851*, thèse de doctorat, Londres, 1952.

pagaille spectaculaire. Et cependant, il n'y a rien d'entièrement inexplicable dans le ferment owéniste. Nous avons vu la manière dont les artisans, les travailleurs à domicile et les syndicalistes y avaient tous pris part. Ses éléments millénaristes les plus incohérents se recrutaient principalement chez les altruistes et les très pauvres. L'owénisme, dans la mesure où il proclamait ne pas être une doctrine de conflit de classes ou d'expropriation, attirait à lui un certain nombre de philanthropes, gentilshommes et membres du clergé : godwiniens, quakers, intellectuels révoltés et excentriques. Certains d'entre eux, comme William King et surtout William Thompson, le propriétaire terrien irlandais, auteur de *l'Enquête sur la distribution des richesses* (1824), *le Travail récompensé* (1827), et (avec Anna Wheeler) *Appel d'une moitié de la race humaine, les femmes, contre les prétentions de l'autre moitié, les hommes, à les maintenir en esclavage politique et par conséquent dans l'esclavage civil et domestique* (1825), ont grandement enrichi le mouvement. D'autres donnèrent l'argent sans lequel les expériences n'auraient pu avoir lieu. Dans la plupart des communautés, on rencontre un ou plusieurs de ces gentilshommes excentriques, dont l'inexpérience en matière de pratique collective et l'utopisme mettaient les artisans owénistes en fureur. Déclarer que les hommes devaient construire un nouveau système social était une chose ; déclarer que les hommes pouvaient construire le système qu'ils voulaient, quel qu'il fût, en était une autre. Un artisan socialiste, Allen Davenport, ancien disciple de Spencer, laissa une description quelque peu sarcastique de la Bourse d'échange du travail de Londres :

> L'esprit du public était complètement électrisé par ce mouvement nouveau et extraordinaire. [...] La grande pièce de réunion fut à l'origine aménagée dans le style le plus élégant [...] le plafond était magnifiquement décoré de reliefs et les parties ornementales richement recouvertes d'or ; elle était assez spacieuse pour contenir deux mille individus. Mais cela [...] n'était pas suffisant pour satisfaire l'idée que M. Owen se faisait de la beauté. Une splendide tribune fut dressée, sur laquelle on plaça un orgue magnifique et majestueux. [...] Les nuits de fête [...] les allées étaient brillamment illuminées avec [...] des lampes grecques fort coû-

> teuses. On employait dix ou douze instruments de musique ; des dames et des messieurs chantaient les airs les plus doux [...]
> Les fêtes s'ouvraient par une brève conférence sur l'amour social, la charité universelle et les avantages de la coopération. [...] La conférence était suivie d'un concert et le concert d'un bal. [...]
> En attendant, chacune des allées qui menaient à la Bourse fut littéralement bloquée (pendant toute la semaine) par une foule de gens constamment assemblés – certains attirés par la nouveauté de l'institution ; certains pour observer son fonctionnement ; certains pour faire des dépôts et des échanges. [...] Mais, hélas ! on découvrit bientôt qu'on ne pouvait en aucune manière [...] faire pénétrer les bons du travail dans la circulation générale ; en conséquence, l'approvisionnement tarit et l'un des mouvements les plus extraordinaires qui aient jamais vu le jour dans ce pays ou n'importe où ailleurs s'acheva dans un échec total. Mais, quoi qu'il en soit, les principes sur lesquels le mouvement était fondé, demeurent inattaquables et méritent qu'on continue à les vénérer [...]

C'est ce même Owen que Peacock ridiculisait dans *Crotchet Castle* (*Château loufoque*). Beaucoup trop d'entreprises owénistes manquèrent de mesure et sombrèrent dans un mélange de pagaille, de gaspillage, de charité et de mauvaise organisation. Si Owen fut le plus grand propagandiste de l'owénisme, il en fut aussi l'un des pires ennemis. Si la Bourse d'échange du travail avait été placée entre les mains d'hommes tels que Lovett, le dénouement aurait pu être différent[148].

L'autre aspect de cette instabilité millénariste provient, plus directement, du millénarisme des pauvres. Exactement comme au moment de la Révolution française, on assiste à une résurgence de mouvements messianiques durant la phase d'exaltation causée par la campagne pour le *Reform Bill* et ses répercussions. Sans compter les nombreux héritiers du mouvement de Joanna Southcott, dont les sectes com-

148. Pour Thompson, voir R. Pankhurst, *William Thompson*, 1954. Sur la Bourse d'échange du travail, voir R. Podmore, *Robert Owen*, 1906, II ; G.D.H. Cole, *Life of Robert Owen*, 1930, p. 250-266 ; et W. Lovett, *op. cit.*, I, p. 43 *sq*. Le récit de Davenport se trouve dans *National Cooperative Leader*, 15 mars 1861.

mençaient à l'époque à revêtir des formes bizarres et perverties[149], et dont l'analyse relève peut-être plus du psychiatre que de l'historien. On peut noter trois exemples de la persistance de cette instabilité millénariste. Tout d'abord, il faut remarquer le nombre énorme de partisans gagnés, entre 1829 et 1836, par un cordonnier infirme, « Zion » Ward, l'un des héritiers de Joanna. Ward, qui avait été autrefois un méthodiste ardent, s'était convaincu, par ses acrobaties allégoriques, qu'il était le « Shiloh » dont la naissance avait été annoncée par Joanna à la fin de sa vie. Peu de temps après, il en vint à croire qu'il était le Christ (après avoir été Satan), et que la Bible tout entière était une prophétie allégorique de son annonciation. L'histoire de la vie du Christ dans le Nouveau Testament était un récit mensonger – si le Rédempteur était déjà venu, « pourquoi l'homme n'est-il pas racheté » ? Ce qui était inhabituel, dans la paranoïa de Ward (à part son solipsisme surréaliste), c'était, d'abord, qu'il l'étayait avec les arguments de Carlile et des déistes ; et, deuxièmement, qu'il lançait ses appels messianiques en direction du mouvement radical. Le nombre de ses partisans grossit à Southwark, Hackney, Walworth ; à Chatham, Nottingham, Birmingham, Derby, Chesterfield, Leeds, c'est-à-dire souvent dans de vieux bastions southcottiens. À Barnsley, il s'attira des tonnerres d'applaudissements quand il lança une attaque contre tout le clergé : « de l'archevêque jusqu'au dernier des prêtres, [ce] sont des parjures, et les faux prophètes dont parle la Bible ». Ce thème devint, de plus en plus, la note dominante de ses prophéties : « La prêtrise est démasquée ! Son renversement se prépare ! » Le roi doit « suspendre les énormes salaires des évêques et les dépenser pour le bien public ». Il lança un hebdomadaire : *The Judgement Seat of Christ* – et ce fut peut-être la seule fois où le Christ s'est vu

149. Voir T. Fielden, *An Exposition of the Fallacies and Absurdities of that Deluded Church generally known as Christian Israelites or « Johannas » [...]*, 1850, pour les détails sur les « mystères » de l'initiation et la discipline qu'imposait la pieuse communauté : « la femme prend l'homme par les parties tandis qu'il est courbé [...] elle le tient par une main et lui donne des coups de fouets de l'autre [...] »

attribuer la rédaction hebdomadaire d'un journal populaire. Pendant l'été 1831, il attira un public nombreux à ses conférences qui remplissaient souvent les deux mille places de la Rotunda de Carlile :

> *N.B.* Les écrits du Messie sont en vente [...] à la Rotunda, Blackfriars Road. Prédication à la Rotunda le jeudi soir à 19 heures 30 et le dimanche après-midi à 15 heures.

Au début de 1832, il fut reconnu coupable de blasphème à Derby (« Les Évêques et le Clergé sont des Imposteurs et comme tels passibles selon la Loi anglaise de Punitions Corporelles » – terrain de discussion certes fort périlleux) et, en compagnie d'un collègue prophète, il fut emprisonné pendant deux ans. En dépit de sa maladie et de sa paralysie partielle, il continua sa mission jusqu'à sa mort en 1837[150].

Le second exemple est celui de l'extraordinaire « Sir William Courtenay » (ou J.N. Tom) qui arriva en 1832 dans un Canterbury effrayé, portant des vêtements orientaux et accompagné de rumeurs sur sa grande richesse ; il reçut quatre cents voix fantaisistes lors des élections générales et, après avoir été jugé pour parjure, publia son *Lion* qui exprimait les vues de :

> Sir William Courtenay [...] Roi de Jérusalem, Prince d'Arabie, Roi des Gitans, Défenseur de son Roi et de son Pays [...] maintenant dans la Prison de la Cité de Canterbury.

Tom, marchand de vin originaire du West Country, le pays de Joanna Southcott, avait été, pendant un court moment, spencéen. Son *Lion* dénonçait également tous les infidèles et le clergé :

> La Racine de tout le Mal est dans l'Église.
> Lucre ! Lucre !! Lucre !!!

150. G.R. Balleine, *Past Finding Out*, chap. XI ; H.B. Hollingsworth (éd.), *Zion's Works*, 1899, I, p. 300 *sq.* ; Zion Ward, *A Serious Call : or the Messiah's Address to the People of England*, 1831.

> Que les Cieux protègent la Veuve, l'Orphelin et celui qui est dans la Détresse.

À sa sortie de prison et de l'asile de fous, il alla vivre chez les paysans dans des villages près de Canterbury. En mai 1838, il commença à faire le tour des villages, à cheval, armé de pistolets et d'une épée, à la tête de cinquante ou cent paysans munis de gourdins. Une miche de pain était brandie sur une perche, sous un drapeau bleu et blanc qui représentait un lion rampant, et on dit que Tom avait lu à ses partisans le chapitre v de l'Épître de Jacques :

> À vous maintenant les Riches : déplorez à grands cris les misères qui viennent sur vous. [...]
> Le salaire dont vous avez frustré les ouvriers qui fauchaient vos champs, le voici qui crie : [...]

Les femmes, en particulier, croyaient en ses pouvoirs miraculeux. Un paysan dit plus tard qu'il « aimait Sir William » :

> Il lisait toujours les Écritures et leur parlait d'une telle manière qu'ils ne pouvaient le considérer comme un homme ordinaire et ils seraient volontiers morts pour lui.

Comme Oastler et Stephens dans le Nord, il dénonçait la nouvelle loi sur les pauvres comme une infraction à la loi divine. Pour finir, on envoya quelqu'un l'arrêter. Que Courtenay (ou Tom) tua. Mais les paysans ne l'abandonnèrent pas. Plus de cinquante d'entre eux se retirèrent avec lui à Blean Wood, où, dans les épais sous-bois, ils attendirent les soldats. Tom montra les marques des clous qu'il avait aux mains et aux pieds et annonça que, s'il était tué, il reviendrait :

> Voici le jour du jugement – c'est le premier jour du règne Millénaire – et en ce jour je ceindrai ma couronne. Voyez, vous avez parmi vous un homme plus fort que Samson !

À ses partisans, il promettait de la terre – peut-être cinquante arpents à chacun. Comme les soldats approchaient, il sonna de la trompette et dit qu'on l'entendait à Jérusalem où dix mille hommes se tenaient prêts à obéir à son commandement. Enfin, la bataille s'engagea – peut-être la plus acharnée des batailles menées sur le sol anglais depuis 1745. Contre les armes à feu et les baïonnettes, les paysans du Kent n'avaient que des gourdins : « Je n'ai jamais vu plus grande détermination de toute ma vie, dit un témoin, je n'ai jamais de ma vie vu d'hommes plus furieux et plus déchaînés dans leurs attaques contre nous. » Un officier fut tué, ainsi que Courtenay et onze ou douze de ses partisans. Il y eut plus de victimes qu'à Pentridge ou à Peterloo[151].

L'affaire de Blean Wood reflète davantage les anciennes que les nouvelles structures mentales. Ce fut la dernière révolte de paysans. Il est intéressant de noter que les *Bible Christians* avaient l'un de leurs bastions dans le Kent ; et, à un moment où l'imagination des hommes était pleine d'images violentes du feu de l'enfer et de l'Apocalypse, tandis que leur vie n'était qu'oppression et pauvreté, il est surprenant que de telles explosions n'aient pas été plus fréquentes. Le troisième exemple, qui nous rapproche plus de l'owénisme, est celui de l'extraordinaire succès de la propagande des mormons dans les régions industrielles de l'Angleterre à la fin des années 1830 et pendant les années 1840. Des milliers de convertis furent baptisés en quelques années et des milliers de ces « Saints du Dernier Jour » s'embarquèrent à Liverpool pour la Cité de Sion. Les premiers convertis étaient surtout des « travailleurs des manufactures, et autres ouvriers [...] extrêmement pauvres, la plupart d'entre eux n'ayant pas de vêtements de rechange pour se faire baptiser ». Beaucoup d'entre eux, dont on aida à financer la traversée, marchèrent en poussant des charrettes à bras depuis Council Bluffs jusqu'à Salt Lake City[152].

151. P.G. Rogers, *Battle in Bossenden Wood*, 1961, p. 4, 96 ; *An Account of the Desperate Affray in Blean Wood*, Faversham, 1838 ; *Essays on the Character of Sir William Courtenay*, Canterbury, 1833 ; *The Lion*, 6 et 27 avril 1833 ; *Globe*, 1er juin, 10 août 1838.

152. Voir W.H.G. Armytage, *op. cit.*, IIIe partie, chap. VII, « Liverpool : Gateway to Zion » ; P.A.M. Taylor, *Expectations Westward*, 1965.

Ces exemples servent tous à souligner que, dans les années 1830, la classe ouvrière anglaise n'était pas entièrement acquise à l'idéologie laïque. La culture radicale que nous avons examinée était celle des ouvriers qualifiés, des artisans et de quelques travailleurs à domicile. En dessous de cette culture (ou coexistant avec elle), il y avait des niveaux plus obscurs d'idéologie, dans lesquels des dirigeants charismatiques comme Oastler et O'Connor puisèrent une partie de leur soutien. Lors du mouvement chartiste, des hommes comme Lovett ne devaient finalement jamais trouver une perspective et une stratégie communes avec les « mentons mal rasés et vestes de futaine du Nord ». On rencontrait une instabilité particulièrement forte là où les nouveaux schémas de pensée du rationalisme et ceux, plus anciens, du méthodisme et du baptisme se superposaient et se heurtaient les uns aux autres, ou bien s'affrontaient dans la pensée d'un même homme. Mais, alors que la Dissidence et le rationalisme semblent avoir ordonné et apprivoisé le caractère de l'artisan du Sud, dans les régions où la pensée méthodiste fut dominante pendant les guerres, les énergies d'origine émotionnelle semblent s'être accumulées ou avoir été réprimées. Que l'on creuse dans la culture de la classe ouvrière du Nord à n'importe quel moment des années 1830, et la passion semble jaillir de ses profondeurs.

L'owénisme puisa aussi un peu de cette passion. Étant donné la façon dont Owen et ses conférenciers prophétisaient que la « prospérité déferlerait », il était inévitable qu'ils rassemblent autour d'eux les enfants d'Israël. La nostalgie communautaire renaissait et le langage de la rationalité était traduit dans celui de la fraternité. Comme dans toutes les périodes de fermentation, l'antinomianisme renaissait également, avec ses équivalents mystiques des notions laïques de libération sexuelle, tenues en honneur par quelques communautaires owénistes : « Si vous vous aimez », disait Zion Ward aux jeunes de ses « chapelles », « allez ensemble n'importe quand sans aucune loi ou cérémonie ». (Ward avait aussi le projet d'une colonie agricole « où ceux qui ont envie de quitter le monde peuvent vivre ensemble comme une seule famille ».) En outre, pour les pauvres, l'owénisme touchait à l'un des ressorts les plus profonds : le rêve que, d'une

certaine manière, par quelque miracle, ils pourraient avoir à nouveau *leur part de la terre*. On sent que, dans les années 1830, beaucoup d'Anglais percevaient que la structure du capitalisme industriel n'était encore que partiellement construite et que le toit ne couvrait pas encore l'édifice. L'owénisme n'était que l'une des impulsions gigantesques, mais éphémères, qui captèrent l'enthousiasme des masses en leur présentant la vision d'une structure complètement différente, qui pourrait être édifiée en l'espace de quelques années ou de quelques mois, si seulement les gens étaient suffisamment unis et déterminés. Un esprit d'association s'est développé, écrivait Bronterre O'Brien en 1833, et son objet :

> est le plus sublime que l'on puisse concevoir – à savoir d'établir pour les classes productives une domination complète sur les fruits de leur propre travail. [...] Un changement complet de société – un changement équivalent à une complète subversion de l'« ordre du monde » tel qu'il existe – est envisagé par les classes laborieuses. Elles aspirent à être au sommet au lieu d'être en bas de la société – ou plutôt à ce qu'il n'y ait ni sommet ni bas[153].

Il est facile, rétrospectivement, de considérer cet état d'esprit comme naïf ou « utopique ». Mais rien ne nous autorise à le contempler du haut d'une quelconque supériorité universitaire. Les pauvres étaient désespérément pauvres et la perspective d'une communauté dans laquelle ils pourraient non seulement allier la culture intellectuelle aux préoccupations athlétiques de la Grèce et de Rome, mais où ils pourraient aussi *manger* était attrayante. En outre, il y avait une importante différence entre l'owénisme et les croyances antérieures qui avaient canalisé l'élan millénariste. Avec les owénistes, le règne millénaire ne devait pas arriver, il devait être *fabriqué* par leurs propres efforts.

Et c'est ici que nous pouvons rassembler toutes les lignes de force de l'owénisme : les artisans rêvaient de court-circuiter l'économie de marché ; les ouvriers qualifiés aspiraient à construire un syndica-

153. *Poor Man's Guardian*, 19 octobre 1833. Voir M. Morris, *From Cobbett to the Chartists*, 1948, p. 87.

lisme général ; la petite noblesse philanthropique désirait établir une société rationnelle et planifiée ; les pauvres rêvaient de terres ou de Sion ; les tisserands espéraient devenir leurs propres patrons ; tous, dans une communauté fraternelle et équitable, souhaitaient remplacer par l'entraide mutuelle l'agressivité et la concurrence. F.D. Maurice écrivait en 1838 :

> Quand les pauvres disent : « Nous, aussi, nous reconnaissons que les circonstances sont tout ; nous voulons rejeter toute croyance en ce qui est invisible, ce monde sera le seul dans lequel nous résiderons », ce langage peut bien effrayer tous ceux qui l'entendent. Néanmoins [...] c'est ce « nous voulons » [...] qui confère aux fragments arides de la théorie de M. Owen un semblant de vitalité[154].

Ce « nous voulons » montre que les travailleurs approchaient de la maturité, devenaient conscients de leurs propres intérêts et de leurs aspirations en tant que classe. Il n'y avait rien d'irrationnel ou de messianique dans leur critique du capitalisme en tant que système, ou dans la proposition « utopique » d'un système de remplacement plus rationnel. Ce n'était pas Owen qui était « fou », mais, du point de vue des travailleurs, un système social dans lequel la vapeur et les nouvelles machines les remplaçaient et les dégradaient, et dans lequel les marchés pouvaient être saturés, tandis que le tisserand travaillait nu-pieds à son métier et que, dans son échoppe, le cordonnier n'avait pas de manteau. Ces hommes savaient, de par leur propre expérience, qu'Owen était sensé quand il disait que :

> [...] l'organisation actuelle de la société est la plus antisociale, la plus contraire à la bonne politique et la plus irrationnelle que l'on puisse imaginer ; que sous son influence toutes les qualités supérieures et précieuses de la nature humaine sont réprimées depuis la tendre enfance et

154. F.D. Maurice, *The Kingdom of Christ*, cité par W.H.G. Armytage, *op. cit.*, p. 85.

> que les moyens les plus anti-naturels sont utilisés pour cultiver les plus nuisibles penchants [...][155].

Loin d'être tourné vers le passé, l'owénisme fut, à cette époque, la première des grandes doctrines sociales dont le point de départ était l'acceptation de l'accroissement des forces productives lié à la vapeur et à l'usine et qui parvint à capter l'imagination des masses. Ce qui était en question n'était pas tant la machine que la recherche du profit ; pas tant la taille de l'entreprise industrielle que le contrôle du capital social qui la faisait marcher. Les artisans du bâtiment et les petits maîtres qui déploraient que le contrôle et le plus gros des profits passent aux mains des maîtres d'œuvre ou des entrepreneurs du bâtiment ne croyaient pas que la solution résidât en une multitude de petits entrepreneurs[156]. Ils souhaitaient plutôt une collaboration des membres qualifiés de l'ensemble de la profession, qui se refléterait dans un contrôle social coopératif. Quelle ironie : un mouvement dont on pense parfois qu'il a tiré beaucoup de sa force de la petite-bourgeoisie a accompli les tentatives les plus sérieuses de notre histoire pour mettre sur pied de nouvelles formes de vie communautaire. « Toute la ferveur et l'ardeur des premières sociétés coopératives », écrivait Holyoake bien des années plus tard, « portaient [...] sur l'organisation de la vie en communauté. Les "socialistes" [...] souhaitaient créer des cités industrielles fondées sur les principes du libre choix, de l'autosuffisance et de l'indépendance, dans lesquelles la richesse créée serait équitablement partagée entre tous ceux qui auraient travaillé à la produire[157]. » Ceux qui ne voient, dans l'échec de ces expériences, que la preuve de leur folie, déduisent peut-être trop hâtivement que l'« histoire » a montré qu'il s'agissait d'impasses.

Ce qui était irrationnel dans l'owénisme (ou « utopique » dans le sens habituellement péjoratif de ce terme), c'était l'impatience de la propagande, la foi dans la multiplication de la raison au moyen

155. R. Owen, *op. cit.*, p. 269.
156. Voir Postgate, *op. cit.*, p. 72, 73.
157. Voir S. Pollard, *op. cit.*, p. 90.

de conférences et de brochures, l'attention insuffisante accordée aux moyens de réussir. Surtout, on peut reprocher à Owen d'avoir fui devant les réalités du pouvoir politique, ainsi que d'avoir tenté d'éluder la question des droits de propriété. Le socialisme coopératif devait simplement évincer le capitalisme sans douleur et sans lutte, par l'exemple, par l'éducation et par le développement de ses propres villages, ateliers et magasins à l'intérieur du capitalisme. La coopération n'a pas de « tendance niveleuse », écrivait l'*Economist*, anxieux de rassurer ses lecteurs. Son but est « d'élever chacun » ; la richesse ne doit pas être prise aux possédants actuels, mais doit être une « *richesse nouvellement produite*[158] ». « Nous [...] ne venons pas ici en tant que niveleurs », déclarait un ecclésiastique de Warrington : « Nous ne venons pas ici pour priver qui que ce soit d'une quelconque partie de ses biens[159]. » En 1834, à l'apogée du mouvement owéniste, une « Charte des Droits de l'Humanité » déclarait :

> La propriété actuelle de tous les individus, acquise et possédée selon les usages et pratiques de la vieille société, doit être tenue pour sacrée jusqu'à ce que [...] elle ne puisse plus avoir aucune valeur d'usage ou d'échange[160].

Voilà la faiblesse qui pervertit l'owénisme. Même le petit groupe de philanthropes spencéens, à la fin des guerres, comprenait que le socialisme entraînait l'expropriation des grands propriétaires terriens : « Il est puéril », avait écrit Spence dans son *Restorer of Society to its Natural State* (1800) :

> [...] d'espérer jamais revoir de petites fermes ou quoi que ce soit d'autre que le pressurage et le broyage les plus extrêmes des pauvres, avant de bouleverser de fond en comble le système actuel de la propriété foncière. Car ils se sont enfoncés plus profondément que jamais auparavant dans l'esprit et le pouvoir de l'oppression. [...] C'est pourquoi tout ce qui sera

158. *Economist*, 11 août 1821.
159. A.E. Musson, *op. cit.*, p. 126.
160. J.B. O'Brien, *op. cit.*, p. 437.

> en deçà d'une totale destruction du pouvoir de ces Samson ne servira à rien [...] seule, la complète disparition du système actuel de tenure des terres [...] pourra ramener le monde à un état où il fera bon vivre.

Ces positions provoquaient tout particulièrement la fureur des dirigeants de la Grande-Bretagne qui maintinrent en prison pendant un an, sans procès, le modéré Thomas Evans, auteur de *Christian Polity*, au moment même où Lord Sidmouth discutait des propositions de l'éclairé M. Owen. Cette même année, l'un des derniers spencéens, un tailleur nommé Robert Wedderburn, homme de couleur, lança un petit journal mal imprimé, *The Forlorn Hope* :

> M. Owen [...] découvrira que les basses classes sont bien convaincues qu'il est un outil dans les mains des propriétaires terriens et des ministres [...][161].

Il s'est avéré que les spencéens et les vieux radicaux de 1817 se trompaient dans leur jugement sur Owen ; et l'intérêt que portaient Spence et Evans au socialisme agraire était inadéquat pour l'Angleterre industrielle. Mais, au moins, les spencéens étaient prêts à poser les problèmes de la propriété et du pouvoir de classe.

Parce que Owen refusait d'affronter l'un et l'autre, il a pu rester tout à fait indifférent au radicalisme politique et conduire plus d'une fois le mouvement sur les sentiers de l'illusion. Pendant des années, le mouvement coopératif continua à faire coexister les philanthropes et les radicaux ouvriers. En 1832, cependant, des hommes comme Hetherington, O'Brien et James Watson rejetaient l'attitude d'Owen qui consistait à faire fi des moyens politiques. Mais l'owénisme représentait toujours pour eux un courant important et constructif. Ils avaient appris de lui à voir le capitalisme, non comme une série d'événements épars, mais comme un *système*. Ils avaient appris à échafauder un système utopique de substitution fondé sur la mutualité. Ils avaient dépassé la nostalgie de Cobbett pour un monde plus ancien et

161. *The « Forlorn Hope », or a Call to the Supine*, 4 et 11 octobre 1817.

avaient acquis suffisamment d'assurance pour en projeter un nouveau. Ils avaient compris l'importance de l'éducation et la force du conditionnement par l'environnement. Ils avaient appris de Thompson et d'Anna Wheeler à affirmer de nouvelles revendications pour les droits des femmes. Désormais, rien dans la société capitaliste ne semblait donné une fois pour toutes et de façon inévitable, rien n'était le produit de la « loi naturelle ». Cela est exprimé dans « Dernière volonté et testament » de Henry Hetherington :

> Tels sont mes vues et mes sentiments en quittant une existence qui a été marquée par les fléaux et les plaisirs d'un système de concurrence, écrasant et égoïste ; un système dans lequel les aspirations morales et sociales les plus hautes des êtres humains sont anéanties par le labeur incessant et les privations physiques ; dans lequel, en effet, tous les hommes sont formés pour être des esclaves, des hypocrites ou des criminels. De là mon attachement profond aux principes de ce bon et grand homme qu'est ROBERT OWEN.

## 5. « Une espèce de machine »

« Le mal qu'à certains égards ces deux hommes [Owen et Hodgskin] ont fait est incalculable », remarquait Francis Place[162]. Le « mal » concerne les années 1831-1835. À ce point, les limites de notre étude sont atteintes ; car, en un sens, la classe ouvrière n'est plus en formation, mais s'est déjà formée. En 1833, la présence de la classe ouvrière peut être ressentie dans chaque comté en Angleterre et dans la plupart des domaines de la vie.

La nouvelle conscience de classe des ouvriers peut être considérée sous deux aspects. D'un côté, des travailleurs aux occupations les plus diverses, et dont les niveaux d'instruction étaient très différents, avaient conscience de l'identité de leurs intérêts. Cette identité s'incarnait dans de nombreuses formes institutionnelles et s'exprima, à une échelle sans précédent, dans le syndicalisme général des années

162. Add. MSS 27791, f° 270.

1830-1834. Cette conscience et ces institutions ne se trouvaient que sous une forme fragmentaire dans l'Angleterre de 1780.

Par ailleurs, les intérêts communs de la classe ouvrière, ou des « classes productives », étaient conçus en opposition à ceux des autres classes ; et à l'intérieur de cette conscience mûrissait la revendication d'un *système* différent. Mais les contours définitifs de cette conscience de classe découlèrent, dans une large mesure, de la réaction de la bourgeoisie devant la force de la classe ouvrière. La ligne de démarcation entre les deux classes fut tracée avec une précision extrême par le système du cens électoral de 1832. Le développement du mouvement ouvrier anglais est très particulier ; nous aurions pu nous attendre à trouver un mouvement réformateur grandissant au sein de la bourgeoisie, avec un appendice ouvrier, suivi par une agitation indépendante de la classe ouvrière ; en fait, c'est le processus inverse qui se déroula. L'exemple de la Révolution française déclencha trois processus simultanés : une réaction de panique contre-révolutionnaire de l'aristocratie terrienne et commerçante ; un mouvement de retrait de la bourgeoisie industrielle, qui s'accommoda avantageusement du *statu quo* ; et une rapide radicalisation du mouvement réformateur populaire, conduisant au moment où, parmi les cadres jacobins suffisamment déterminés pour traverser la période des guerres, se trouvèrent, en majorité, des petits maîtres, des artisans, des tricoteurs sur métier, des tondeurs de drap et d'autres travailleurs. Les vingt-cinq années qui suivirent 1795 peuvent être considérées comme les années d'une longue contre-révolution, et, en conséquence, le mouvement radical demeura largement ouvrier. Un populisme démocratique avancé lui tenait lieu d'armature théorique. Mais le triomphe d'un tel mouvement ne pouvait guère être accueilli favorablement par les industriels du textile, les maîtres de forges et les manufacturiers. D'où l'idéologie particulièrement répressive et antiégalitaire de la bourgeoise anglaise. (Godwin est remplacé par Bentham, Bentham par Malthus, M'Culloch et Andrew Ure, et ceux-ci à leur tour par Baines, Macaulay et Edwin Chadwick.) Autre conséquence : la réforme la plus modérée, destinée à remédier aux irrationalités évidentes de la Vieille Corruption, fut *différée*, en raison de la résis-

tance des défenseurs de l'ordre ancien, d'une part, et de la timidité des industriels, de l'autre.

La crise du *Reform Bill* de 1832 – ou, pour être plus précis, les crises qui se succédèrent de 1831 jusqu'aux « journées de Mai » de 1832 – en est une illustration presque parfaite. L'agitation surgit du « peuple » et révéla rapidement un très étonnant consensus de l'opinion sur la nécessité impérative d'une « réforme ». D'un certain point de vue, l'Angleterre traversa sans aucun doute douze mois de crise pendant lesquels une révolution était possible. La rapidité avec laquelle l'agitation s'étendit indique le degré d'expérience du peuple dans tous les types d'agitation constitutionnelle et quasi légale :

> La façon systématique dont les gens agissaient, leur persévérance continue, leur activité et leur habileté ont stupéfié les ennemis de la réforme. Des assemblées de toutes sortes de personnes furent tenues dans les cités, les villes et les paroisses ; par des compagnons dans leurs clubs, et par des travailleurs ordinaires qui n'avaient ni club de métier, ni association d'aucune sorte [...]

C'est ce qu'écrivait Place à propos de l'automne 1830, et il ajoutait, à propos de 1831 :

> [...] et pourtant, il n'y avait pas la moindre communication entre les différents endroits d'une même région, chaque partie du peuple paraissait comprendre ce qu'il y avait à faire [...][163].

« La grande majorité » de ceux qui participaient à la marée montante des manifestations, écrivait à Grey le secrétaire privé du roi en mars 1831, « fait partie des classes les plus basses ». Les énormes manifestations qui dépassèrent les 100 000 participants à Birmingham et à Londres, pendant l'automne 1831 et en mai 1832, étaient composées, dans une proportion écrasante, d'artisans et d'ouvriers[164].

163. Add. MSS 27789. Pour un exemple de cette facilité dans l'organisation spontanée, voir Prentice, *op. cit.*, p. 408-410.

164. Voir Jephson, *The Platform*, II, chap. xv.

« Nous n'avons pas provoqué l'agitation pour la réforme », écrivait Grey, un peu geignard, au roi, en mars 1831 : « Nous l'avons trouvée en pleine vigueur en entrant en fonction. » Mais, d'un autre point de vue, nous pouvons comprendre pourquoi, tout au long de ces mois de crise, une révolution était en fait improbable. Il faut en chercher la raison dans la force même du mouvement radical de la classe ouvrière ; dans l'habileté avec laquelle les dirigeants bourgeois, Brougham, le *Times*, le *Leeds Mercury*, utilisaient la menace de la force de la classe ouvrière et négociaient, en même temps, une ligne de retraite acceptable pour tous, sauf pour les plus ardents défenseurs de l'Ancien Régime[165] ; ainsi que dans la certitude qu'avaient les whigs – comme les moins intransigeants des tories – que, même si Brougham et Baines n'étaient que des maîtres chanteurs, si un compromis n'intervenait pas, les réformateurs de la classe bourgeoise ne seraient plus en état de contenir la révolte qui grondait derrière eux.

La bourgeoisie industrielle désirait de tout son cœur et de toute son âme que la révolution n'ait pas lieu : car elle savait que, dès le début, on assisterait à un processus irrésistible de radicalisation et que, bien vite, les partisans de Hunt, les syndicalistes et les owénistes bénéficieraient d'un soutien grandissant dans presque tous les centres industriels. « La bourgeoisie et les petits maîtres agitent la menace d'une "révolution" », écrivait le *Poor Man's Guardian*, mais

> une révolution violente n'est pas seulement au-delà des moyens de ceux qui en brandissent la menace, elle est aussi pour eux le plus grand sujet d'inquiétude ; car ils savent qu'une telle révolution ne peut se faire que par les pauvres et les millions d'êtres méprisés, qui, s'ils sont incités à franchir le pas, peuvent l'utiliser à leur propre avantage. Ils verraient alors [...] leurs chers droits de propriété en danger ; soyez sûrs qu'une révolution violente est leur plus grande terreur [...][166].

Les réformateurs bourgeois combattaient habilement sur les deux fronts. D'une part le *Times* se présentait comme l'organisateur réel

165. En français dans le texte (*NdT*).
166. Octobre 1831.

de l'agitation populaire : « Nous sommes bien sûrs qu'il n'y a pas un comté, une ville ou un village du Royaume-Uni qui ne se réunisse et ne pétitionne pour l'obtention d'une réforme. [...] » Il exhortait même le peuple à accomplir « son devoir solennel et à s'organiser en sociétés politiques à travers tout le royaume ». Il soutenait – comme le fit Edward Baines devant la foule qui l'acclamait à Leeds – des mesures dont l'application conduisait directement à la révolution : le retrait de l'argent déposé dans les banques, le refus de payer les impôts et l'armement des membres des unions politiques. Mais les émeutes de Nottingham, de Derby et de Bristol, en octobre 1831, soulignèrent la double fonction des unions politiques organisées sur le modèle de Birmingham :

> Ces Unions étaient destinées à promouvoir la cause de la réforme, la protection des hommes et des biens contre les crimes de la populace, qui sont des bavures de détail, mais néanmoins anormales, aussi bien qu'à garantir d'*autres* grands intérêts contre les violences systématiques d'une oligarchie [...][167].

Ces agitateurs bourgeois transportaient dans leur besace un bâton d'agent de police. Il y eut des cas où les tories eux-mêmes espérèrent les doubler en encourageant le mouvement de réforme indépendant de la classe ouvrière à se manifester d'une manière si alarmante que Brougham et Baines auraient couru se mettre sous la protection de la Vieille Corruption. Quand l'Union nationale des classes ouvrières proposa de faire une manifestation à Londres pour le suffrage universel et contre le *Reform Bill* des whigs, le roi lui-même écrivit le 4 novembre 1831 :

> Sa Majesté n'est pas mécontente de ce que les objectifs de la manifestation en question soient si violents et [...] si discutables. Elle croit que

167. *The Times*, 1er décembre 1830, 27 octobre 1831 ; voir Jephson, *op. cit.*, II, p. 69, 107. Durant les émeutes de Bristol, les autorités furent obligées de faire appel à l'Union politique de Bristol pour rétablir l'ordre. Voir *Bristol Mercury*, 1er novembre 1831 ; Prentice, *op. cit.*, p. 401.

> la manifestation de telles intentions et de tels objectifs peut fournir l'occasion [...] de mettre un frein aux agissements des Unions politiques[168].

Dans tout le pays, les réformateurs de la bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière manœuvraient pour contrôler le mouvement. Dans les premiers temps, jusqu'à l'été 1831, les radicaux bourgeois eurent l'avantage. Sept ans plus tôt, Wooler avait liquidé le *Black Dwarf* en s'adressant une dernière fois à ses lecteurs sur un ton triste et désabusé. Il n'y avait (en 1824) aucun « public profondément attaché à la cause de la réforme parlementaire ». Même si des centaines et des milliers de personnes avaient réclamé une réforme, il lui semblait maintenant qu'ils n'avaient « réclamé que du pain » ; les orateurs et les journalistes de 1816-1820 n'avaient été que des « bulles soulevées par la fermentation de la société »[169]. Beaucoup de dirigeants de la classe ouvrière de la fin des années 1820 partageaient sa désillusion et acceptaient les positions antipolitiques de leur maître, Owen. Ce ne fut qu'à partir de l'été 1830, avec la « révolte » des ouvriers agricoles et la révolution de Juillet en France, que l'intérêt populaire se porta de nouveau sur l'agitation politique. Confrontée alors à l'entêtement fanatique des irréductibles (le duc de Wellington, les lords et les évêques) à s'opposer à *toute* mesure de réforme, l'agitation populaire fut contrainte d'adopter une stratégie de soutien à Grey et à Russell, et à une loi dans laquelle la majorité du peuple n'avait rien à gagner, et cela au grand bénéfice des radicaux de la bourgeoisie.

Ainsi, la configuration des forces des années 1816-1820 (et, de fait, celle de 1791-1794), où l'on voyait l'exigence populaire de réforme se confondre avec la revendication du suffrage universel contenue dans le programme du major Cartwright, fut bouleversée. « Si certains s'imaginent que cette réforme conduira à des mesures ultérieures », déclarait Grey au Parlement, en novembre 1831 :

168. Cité dans Jephson, *op. cit.*, II, p. 111. La manifestation de l'Union nationale fut en fait déclarée séditieuse, et donc interdite. C'était un trop grand risque à courir.

169. Dernier éditorial du *Black Dwarf*, XII, 1824.

> ils se trompent ; car personne n'est plus hostile que moi à l'élection annuelle du Parlement, au suffrage universel et au scrutin secret. Mon objet n'est pas d'encourager de tels espoirs et de tels projets, mais d'y mettre un terme.

Les vieux radicaux percevaient cela assez clairement, et la majorité de leurs orateurs compétents accabla de son mépris la loi whig jusqu'à l'épisode final des « journées de Mai ». « Cela ne l'intéressait pas, déclarait un radical de Macclesfield, de savoir s'il était gouverné par un marchand de bourgs, un proxénète ou un marchand de fromages, du moment que le système du monopole et de la corruption demeurait toujours en vigueur[170]. » Hunt, en tant que député de Preston (1830-1832), soutenait les mêmes positions dans un langage à peine plus convenable. George Edmonds, le spirituel et courageux maître d'école radical qui avait présidé à Birmingham la première grande manifestation de l'après-guerre à New-hall Hill en janvier 1817, déclarait :

> Je ne suis pas propriétaire d'une maison. Je pense, si on m'y pousse, devenir propriétaire d'un mousquet. Ceux qui disent « rien-d'autre-que-la-Loi » ne reconnaissent pas George Edmonds comme un citoyen ! – George Edmonds les méprise et les considère comme des champions du grand vol national[171].

C'était également la position de l'élite des artisans radicaux de Londres, engagés dans l'Union nationale des classes ouvrières et autres dont les débats hebdomadaires à la Rotunda en 1831 et 1832 étaient relatés dans le *Poor Man's Guardian* de Hetherington – qui fut certainement le meilleur des hebdomadaires ouvriers publiés jusqu'alors en Grande-Bretagne. Les débats étaient suivis par Hetherington lui-même – quand il n'était pas en prison –, William Lovett, James Watson, John Gast, le brillant Julian Hibbert au destin infortuné, et le vieux William

170. *Poor Man's Guardian*, 10 décembre 1831.

171. G. Edmonds, *The English Revolution*, 1831, p. 5. Edmonds joua un rôle actif dans le mouvement chartiste.

Benbow (l'ancien collègue de Bamford et de Mitchell) qui proposait maintenant avec insistance un « Grand Congé National » ou un mois de grève générale, au cours duquel les classes productives prendraient le contrôle du gouvernement et des ressources de la nation[172]. Les débats tournaient de plus en plus autour de la définition du terme de classe. William Carpenter, qui partageait avec Hetherington l'honneur d'avoir commencé la lutte pour la liberté de la presse et contre les droits de timbre, avait une opinion différente. Il fallait voir dans le *Bill* whig un « coin » et le soutenir. Il se plaignait de ce que le *Poor Man's Guardian* utilisât les mots d'« intermédiaire » et de « classe intermédiaire », comme des termes interchangeables, alors que les classes moyennes « ne sont pas seulement une classe de personnes dont les intérêts ne sont *pas* différents des vôtres. Ils appartiennent à la *même* classe, ce sont, de façon générale, des *travailleurs*[173] ». Tout au long de la crise, la controverse continua. Après le vote de la loi, le *Poor Man's Guardian* tira cette conclusion :

> Les promoteurs du *Reform Bill* le conçurent non pour subvertir, ni même remodeler nos institutions aristocratiques, mais pour consolider leur pouvoir en renforçant les échelons inférieurs de l'aristocratie par des éléments issus de la bourgeoisie. [...] La seule différence entre les whigs et les tories est la suivante : les whigs veulent bien lâcher l'ombre pour garder la proie ; les tories refusent de lâcher l'ombre, parce que, en dépit de leur sottise, les gens du peuple ne s'en contenteraient pas, mais exigeraient la proie[174].

On peut se demander dans quelle mesure les militants owénistes de la Rotunda représentaient une part importante de l'opinion ouvrière. Au

172. Voir A.J.C. Rüter, « Benbow's Grand National Holiday », *International Review of Social History*, Leiden, I, 1936, p. 217 *sq.*

173. W. Carpenter, *An Address to the Working Classes on the Reform Bill*, octobre 1831. Voir aussi la controverse qui s'ensuivit dans le *Poor Man's Guardian.*

174. *Poor Man's Guardian*, 25 octobre 1832 ; voir A. Briggs, *The Age of Improvement*, p. 258.

début, ils représentaient seulement l'intelligentsia des artisans. Mais, rapidement, ils gagnèrent en influence ; en octobre 1831, ils furent capables d'organiser une manifestation de masse, rassemblant peut-être 70 000 hommes dont beaucoup portaient les écharpes blanches, symboles du suffrage universel ; 100 000 personnes environ se joignirent à leurs manifestations contre le Jeûne national, en mars 1832. Place considérait les rotundistes (dont, disait-il, beaucoup étaient « épouvantables ») comme la menace la plus sérieuse contre la stratégie bourgeoise ; et une grande partie de son histoire manuscrite sur la crise du *Reform Bill*, à laquelle les historiens ont accordé trop de crédit, est consacrée aux manœuvres peu scrupuleuses auxquelles il se livra pour parvenir à limiter leur influence et pour permettre à leurs rivaux, regroupés dans l'Union politique nationale, de les supplanter. Le duc de Wellington lui-même voyait la bataille qui se déroulait comme un affrontement entre l'*establishment* et la Rotunda, et il les comparait à deux armées « en présence ». Son esprit militaire était troublé par le fait qu'il ne pouvait placer aucune rivière entre ces deux armées, avec des sentinelles et des postes sur les ponts. L'ennemi était installé aux points clés, à l'intérieur de son propre camp[175].

Le défilé d'octobre 1831, cependant, fut surtout composé, semble-t-il, « de boutiquiers et d'artisans supérieurs ». Et, même si le nombre des gens mobilisés était impressionnant, il fait pâle figure à côté des manifestations encore plus importantes de Birmingham, pourtant beaucoup moins peuplée. Bien que les artisans de Londres fussent enfin parvenus à se doter d'une direction cohérente et bien organisée, un gouffre demeura largement ouvert (semble-t-il) entre eux et la masse des ouvriers londoniens et des travailleurs des métiers « indignes ». (Ce problème devait resurgir périodiquement dans l'histoire du chartisme londonien.) Edward Gibbon Wakefield caricatura cette situation dans un pamphlet injurieux et alarmiste. Il

175. Voir J.R.M. Butler, *The Passing of the Great Reform Bill*, 1914, p. 292, 293, 350 ; Add. MSS, 27791, f° 51 ; Mémorandum sur les « Measures to be taken to put an End to the Seditious Meetings at the Rotunda », *Wellington Despatches*, 2e séries, 1878, VII, p. 353.

représentait les rotundistes comme des « desperados » et des idéalistes dangereux parce qu'ils pouvaient déchaîner les énergies destructrices des classes criminelles, les « ilotes de la société » entassés dans les ruelles et les allées d'Orchard Street, de Westminster ou de Whitechapel. Il y avait là des milliers d'individus apolitiques (mais dangereux) : « marchands ambulants, conducteurs et égorgeurs de bestiaux, équarrisseurs, revendeurs de cadavres et de viande de chien, arsouilles, fabricants de briques, ramoneurs de cheminée, vidangeurs, égoutiers, etc. ». Son attitude envers les socialistes owénistes de la Rotunda était ambiguë. D'un côté, il considérait la plupart d'entre eux comme des « hommes sérieux, qui subsistent grâce à leur travail », des hommes qui se distinguaient nettement des classes dangereuses par leurs talents supérieurs. D'un autre côté, beaucoup d'entre eux étaient des « célibataires aux mœurs relâchées, vivant ici et là dans des meublés et capables de mettre le feu à Londres sans souci car ils ne laissaient pas chez eux de créatures sans défense » :

> Dans leur comportement, ils sont plus courtois qu'insolents ; mais touchez l'un d'eux à son point sensible ; dites seulement que vous pensez que le stimulant de la concurrence est indispensable à la production des richesses ; et ou bien il se détournera de vous avec mépris, ou bien [...] il vous dira en vous fusillant du regard que vous êtes payé par le gouvernement pour dire des imbécillités. Tout ce qui ressemble à un compromis les contrarie beaucoup plus qu'une opposition ouverte.

Nombre d'entre eux, disait-il avec quelque raison, « ont des armes » :

> Si la populace de Londres s'insurgeait, on les trouverait aux postes les plus dangereux, dirigeant les voleurs et la canaille, indiquant les mesures les plus efficaces et mourant, si tel était leur destin, dans des cris de défi.

« Ces hommes-là seront les combattants de notre révolution si nous devons en avoir une[176]. »

176. E.G. Wakefield, *Householders in Danger from the Populace*, s.d. (octobre 1831 ?).

L'image est outrancière, mais elle n'est pas entièrement dépourvue de vérité[177]. Le danger, du point de vue de l'autorité, qu'elle soit whig ou tory, résidait dans une conjonction toujours possible entre les artisans socialistes et les « classes criminelles ». Cependant, les masses non qualifiées de Londres habitaient un autre monde que celui des artisans, un monde caractérisé par les privations les plus extrêmes, l'analphabétisme, une démoralisation générale et des maladies, témoin l'épidémie dramatique de choléra pendant l'hiver 1831-1832. Nous rencontrons là tous les problèmes classiques liés à l'insécurité de la survie quotidienne dans une métropole soumise à un afflux d'immigrants, à une époque de croissance rapide de la population[178].

Les travailleurs non qualifiés n'avaient ni porte-parole ni organisation, mis à part les sociétés de secours mutuel. Ils pouvaient tout aussi bien prendre pour chef de file un gentilhomme qu'un artisan. Et pourtant, la dureté de la crise politique qui commença en octobre 1831 fut suffisante pour briser le carcan de fatalisme, de déférence et de besoin, dans lequel leur vie était enfermée. Les émeutes de ce mois-là à Derby, la mise à sac du château de Nottingham, les grandes émeutes de Bristol – tout cela indiquait un profond bouleversement des fondements de la société, dont les observateurs s'attendaient avec inquiétude qu'il serait suivi par le soulèvement de l'East End de Londres.

177. Tandis que Lovett et ses partisans croyaient en l'efficacité d'une forme de pression extrême, excluant toutefois la force physique (et maintenaient des relations avec Place), d'autres, comme Benbow et Hibbert, se préparaient à la lutte armée.

178. Il est intéressant de se demander si les fréquentes affirmations de Place sur l'amélioration des mœurs et du comportement de la populace londonienne traduisaient la vérité ou seulement l'élargissement du gouffre entre les artisans et les ouvriers non qualifiés, le rétrécissement du cercle des contacts personnels de Place, et le déplacement de la pauvreté hors du centre de la City, vers l'est et le sud. Sur l'ensemble du problème de la croissance de la capitale et de la dépravation (et de ses fondements « biologiques »), voir L. Chevalier, *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, 1958, qui suggère de nouvelles directions de recherche sur Londres.

L'Union politique de Birmingham était un modèle acceptable que le *Times* lui-même pouvait recommander, parce que le contexte industriel local favorisait un mouvement réformateur populaire qui demeurait encore sous le contrôle ferme de la bourgeoisie. L'histoire du radicalisme de Birmingham diffère considérablement de celle du nord des Midlands et du nord du pays. Là, dans les industries de petite taille, rien ne favorisait le luddisme. L'opinion découvrit le « père » des unions politiques, Thomas Attwood, lorsqu'il dirigea, en 1812, un mouvement contre les Ordres en Conseil dans lequel maîtres et artisans se trouvaient unis. Il y eut, sans aucun doute, des groupes radicaux partisans de la « force physique » en 1817-1820 dans le pays Noir, mais, soit par chance, soit par bon sens, ils ne furent jamais compromis dans des mouvements avortés comme les événements de Pentridge et de Grange Moor[179]. Comme Asa Briggs l'a montré, Thomas Attwood était, en 1830, capable « d'harmoniser et d'unir » les diverses « sources de mécontentement » parce que la révolution industrielle à Birmingham avait « multiplié le nombre des unités de production au lieu d'agrandir la taille des entreprises existantes ». Le machinisme avait assez peu supplanté la main-d'œuvre qualifiée ; la présence d'innombrables petits ateliers signifiait une société peu cloisonnée ; l'artisan pouvait encore atteindre le statut de petit maître ; en période de récession économique, les maîtres et les compagnons étaient touchés de la même façon[180]. C'est pourquoi l'antagonisme de classe y était plus étouffé qu'à Manchester, à Newcastle et à Leeds. Pendant toute la crise du *Reform Bill*, Attwood contrôla l'Union de

179. Il est difficile de dénier toute véracité au compte rendu circonstancié d'Oliver sur les pactes de Birmingham (récit dans H.O. 40.9). Voir aussi H.O. 40.3 et 6.

180. Voir le commentaire ironique de Cobbett : « Vous imaginez-vous que les grands industriels, marchands et banquiers pleurent pour la RÉFORME, parce qu'ils ont été convertis à l'amour des *droits populaires* ! Bah ! [...] [Des causes financières] les ont amenés à augmenter les salaires ; alors ils ne peuvent les payer et *payer la dîme et les taxes* en plus. [...] C'est pourquoi ils sont *réformateurs* ; c'est pourquoi ils enlacent de leurs bras puissants la taille de la déesse », *Political Register*, 17 octobre 1831.

Birmingham avec « une telle bonhomie » (comme O'Brien devait le rappeler plus tard) que les ouvriers de Birmingham semblaient réellement croire qu'ils seraient *pratiquement*, sinon effectivement, représentés dans le « Parlement réformé ». Et, dans un hommage impressionnant de la part d'un critique si sévère, O'Brien ajoutait :

> Avouons-le, le triomphe du *Reform Bill* est dû à cet organisme plus qu'à tout autre. Son organisation minutieuse, et les immenses rassemblements populaires aux périodes critiques de la campagne ont rendu l'adoption de cette mesure indispensable[181].

Dans des centres comme Leeds, Nottingham et Manchester, la position des réformateurs issus de la bourgeoisie était beaucoup plus difficile. À Manchester (comme à Londres) des unions politiques rivales coexistaient et, à partir d'octobre 1831, l'Union pour le suffrage universel prit l'avantage. À Bolton, au cours du même mois, le rejet du *Bill* par la Chambre des lords provoqua une scission au sein de l'Union politique, et la fraction la plus nombreuse – qui soutenait le suffrage universel – organisa une manifestation de 6 000 personnes, derrière des banderoles qui proclamaient « À bas les évêques ! », « Non aux Pairs ! »[182]. Dans les Midlands et le Nord, des incidents de ce type se répétèrent des douzaines de fois. « Promenez-vous dans n'importe quelle ruelle, entrez dans des tavernes où sont rassemblés un certain nombre d'ouvriers », écrivait Doherty en janvier 1832,

> et écoutez, pendant dix minutes les conversations [...] Dans au moins sept cas sur dix, les sujets des débats tournent autour de l'effroyable question de savoir *s'il serait plus avantageux de s'attaquer à la vie ou à la propriété des riches*[183].

181. *Destructive*, 2 février et 9 mars 1833 ; A. Briggs, « The Background of the Parliamentary Reform Movement in Three English Cities », *Camb. Hist. Journal*, 1952, p. 293, et *The Age of Improvement*, p. 247.

182. W. Brimelow, *Political History of Bolton*, 1882, I, p. 111.

183. *Poor Man's Advocate*, 21 janvier 1832.

Pendant l'hiver 1831-1832, le ridicule dont le *Poor Man's Guardian* couvrit le *Bill* et les travaux de ses partisans prend une allure un peu académique. Sans aucun doute, les rotundistes avaient raison de considérer le *Bill* comme un piège et une trahison du mouvement radical. Mais l'obstination presque néolithique avec laquelle la Vieille Corruption résistait à *toute* réforme conduisait la nation, rapidement et sans préméditation, au seuil d'une révolution. Tardivement, le *Poor Man's Guardian* réajusta sa tactique, et publia en supplément spécial des extraits des *Defensive Instructions for the People* du colonel Macerone (manuel pour le combat de rue)[184]. Pendant les « onze jours d'inquiétude et de trouble de l'Angleterre » qui précédèrent le vote final du *Bill* à la Chambre des lords, en mai, Francis Place retint son souffle. Au soir du jour où il fut adopté, il rentra chez lui et remarqua :

> Nous étions à un doigt d'une rébellion généralisée et, s'il avait été possible au duc de Wellington de former un gouvernement, la Chose et le peuple se seraient affrontés.

Il y aurait eu « des barricades dans les villes principales – l'arrêt de la circulation du papier-monnaie ; si la révolution avait commencé, elle aurait été le fait du peuple tout entier plus que tout ce qui avait eu lieu par le passé[185] ».

À l'automne 1831 et pendant les « journées de Mai », la Grande-Bretagne fut à deux doigts d'une révolution qui, une fois déclenchée, aurait pu (si l'on considère le développement des théories coopératives et syndicales) préfigurer, dans sa radicalisation rapide, les révolutions de 1848 et de la Commune de Paris. Dans *The Passing of the Great Reform Bill*, J.R.M. Butler nous donne la mesure de la crise ; mais il perçoit mal à quel point la situation dans son ensemble était riche de potentialités, et cela affaiblit son étude, comme le montrent des commentaires comme celui-ci (sur l'Union nationale des classes ouvrières) :

184. *Poor Man's Guardian*, 11 avril 1832.
185. Add. MSS 27795, f^os^ 26, 27.

> [...] elle dégoûtait les gens intelligents [...] par sa bêtise arrogante comme lorsque la branche de Bethnal Green envoya une pétition au Roi pour demander la suppression de la Chambre des Lords ou quand la section de Finsbury exhorta la Chambre des Communes à confisquer les domaines de 199 pairs [...][186].

Il faut voir les choses de façon moins condescendante. Le fait qu'il n'y eut pas de révolution est dû, en partie, au profond constitutionnalisme de ce courant de la tradition radicale[187] dont Cobbett (qui poussait à accepter une demi-mesure) était le porte-parole ; et en partie à l'habileté des radicaux bourgeois qui offrirent exactement le type de compromis qui devait non pas affaiblir mais renforcer tout à la fois l'État et les droits de propriété contre la menace que constituait la classe ouvrière.

Les dirigeants whigs pensaient que leur rôle était de trouver les moyens « de lier le plus grand nombre à la propriété et à l'ordre ». « Il est de la plus grande importance, disait Grey, d'associer les classes moyennes et supérieures dans l'amour et le soutien des institutions et du gouvernement du pays[188]. » Le soin extrême avec lequel cette démarcation fut tracée apparaît dans l'enquête que Baines entreprit en 1831 pour découvrir « le nombre et la respectabilité de tous ceux qui occupent un immeuble d'une valeur locative égale ou supérieure à 10 livres ». Les résultats de l'enquête furent communiqués à Lord

186. J.R.M. Butler, *op. cit.*, p. 303.

187. Voir le commentaire de Gladstone : « Je fis un petit laïus à un travailleur [...] à propos du texte officiel, la réforme était la révolution [...] je lui dis : "Eh bien, regardez les révolutions dans les pays étrangers", en faisant allusion, bien sûr, à la France et à la Belgique. L'homme me regarda durement et dit : [...] "Au diable tous les pays étrangers, quel rapport y a-t-il entre la vieille Angleterre et les pays étrangers ?" ce n'est pas la seule fois que j'ai reçu une leçon d'importance d'une humble source », J. Morley, *Life of Gladstone*, 1908, I, p. 54.

188. Voir A. Briggs, « The Language of "Class" », *Early Nineteenth-Century England*, *op. cit.*, p. 56.

John Russell dans une lettre qu'il faut considérer comme l'un des documents classiques sur la crise du *Reform Bill*. Les enquêteurs à qui Baines confia cette première étude de l'électorat de notre histoire

> établirent *unanimement* que le seuil de 10 livres ne faisait pas parvenir à l'exercice du droit de vote une seule personne qui ne puisse en toute sécurité et bon sens être admise au suffrage ; qu'ils étaient surpris de découvrir que seul un relativement petit nombre serait autorisé à voter.

Russell demanda quelle était la proportion de gens qui auraient le droit de vote avec le cens à 10 livres ; les enquêteurs répondirent :

> [...] dans les quartiers occupés principalement par les classes laborieuses il n'y aurait pas un habitant sur cinquante qui aurait le droit de vote. Dans les rues commerçantes, pratiquement chaque habitant aurait le droit de vote. [...] Dans la municipalité de Holbeck, où il y a 11 000 habitants, principalement des ouvriers, mais où l'on trouve plusieurs fabriques, teintureries, tavernes et demeures respectables, il n'y a que 150 électeurs. [...] Sur les 140 chefs de famille qui travaillent dans la fabrique de MM. Marshall et Cie, *il n'y en a que deux* qui auront le droit de vote. [...] Sur les 160 ou 170 chefs de famille de la fabrique de MM. O. Willan et Fils, à Holbeck, il n'y a *pas un seul* électeur. Sur les 100 chefs de famille employés par MM. Taylor et Wordsworth, fabricants de machines, qui représentent la classe supérieure d'ouvriers, *un seul* a le droit de vote. Il semble bien que, dans la classe ouvrière, le *Bill* n'accordera pas le droit de vote à plus d'une personne sur cinquante.

Cette estimation semble même excessive. Des rapports envoyés au gouvernement en mai 1832 montrent qu'à Leeds (124 000 habitants) 355 ouvriers pourraient avoir le droit de vote, parmi lesquels 143 « sont des employés, des magasiniers, des contremaîtres, etc. ». Les 212 restants avaient un statut privilégié et gagnaient entre 30 et 40 shillings par semaine[189].

De telles enquêtes rassurèrent sans aucun doute le cabinet, qui avait

189. E. Baines, *Life of Edward Baines*, p. 157-159.

pensé faire passer le cens de 10 à 15 livres. « La grande majorité des gens du peuple, écrivait Place, étaient tout à fait sûrs que, si le *Reform Bill* n'était pas accepté par le Parlement, ils obtiendraient par la force physique beaucoup plus qu'il ne contenait [...][190]. » La menace de ce *beaucoup plus* planait en 1832 au-dessus des whigs et des tories ; elle permit la réalisation de ce compromis entre la richesse terrienne et celle de l'industrie, entre les privilèges et l'argent, qui constitue un trait permanent de la société anglaise. Sur les étendards de Baines et de Cobden, il n'y avait ni *égalité* ni *liberté* (encore moins *fraternité*), mais « liberté du commerce » et « réduction des dépenses ». La rhétorique de Brougham était pleine des notions de propriété, de sécurité, d'intérêts. « S'il y a une populace », dit Brougham dans son discours lors de la deuxième lecture du *Reform Bill*,

> il y a aussi le peuple. Je parle maintenant des classes moyennes – de ces centaines de milliers de personnes respectables –, l'ordre le plus nombreux et de loin le plus riche de la communauté, car si tous vos châteaux de seigneuries, manoirs, droits de garenne, droits de chasse, tous vos immenses champs étaient mis en vente moyennant cinquante ans de loyer, le prix serait ridicule face aux richesses solides de ces classes moyennes qui sont aussi les authentiques dépositaires du sérieux, de la rationalité, de l'intelligence, de l'honnêteté anglais. [...] Ne provoquez pas, je vous en conjure, un peuple épris de paix, mais résolu. [...] En ami, en ami de mon ordre, en ami de mon pays, en serviteur fidèle de mon souverain, je vous recommande de faire les plus grands efforts pour préserver la paix, maintenir et perpétuer la Constitution [...][191].

Dépouillées de toute rhétorique, les exigences des radicaux de la bourgeoisie furent synthétisées par Baines quand le *Bill* fut voté :

> Il faut recueillir les fruits de la Réforme. Il faut abolir les grands monopoles commerciaux et agricoles. Il faut réformer l'Église. [...] Les cor-

190. Add. MSS 27790.
191. Voir J.R.M. Butler, *op. cit.*, p. 284, 285.

> porations fermées doivent être ouvertes. Il faut réduire les dépenses, renforcer l'économie. Les fers de l'esclavage doivent être brisés[192].

Les revendications des radicaux ouvriers étaient moins clairement formulées. On peut trouver un programme politique minimum dans le manifeste du *Republican* de Hetherington :

> Extirpation du Monstre Aristocratique ; Établissement d'une République, c'est-à-dire une Démocratie avec des Représentants Élus au Suffrage Universel ; Disparition des charges héréditaires, titres et distinctions ; Abolition du [...] droit d'aînesse ; [...] Administration économique et rapide de la justice ; Abolition des Lois sur la Chasse ; Abrogation des impôts diaboliques sur les Journaux [...] ; émancipation de nos concitoyens les Juifs ; Introduction des Lois sur les Pauvres en Irlande ; Abolition de la Peine de Mort pour délit d'atteinte à la propriété ; Appropriation des Rentes des « Pères en Dieu », des Évêques, pour l'entretien des Pauvres ; Abolition des Dîmes ; Paiement de chaque Pasteur ou Ministre par sa Secte ; la « Dette Nationale » n'est pas la dette de la Nation ; Renvoi des Instruments du Despotisme, les Soldats ; Création d'une Garde Nationale.

C'est là le vieux programme du jacobinisme, avec peu de développements nouveaux depuis les années 1790. Le premier principe d'une déclaration de l'Union nationale, définie par Lovett et James Watson, en novembre 1831, était : « Toute propriété (honnêtement acquise) doit être sacrée et inviolable[193]. » Mais, à partir de ce « beaucoup plus », d'autres demandes affluaient, selon les revendications propres à chaque région et à chaque industrie. Dans le Lancashire, Doherty et ses partisans soutenaient que « le suffrage universel ne signifie rien de plus que le pouvoir donné à chaque homme de protéger son propre travail de la convoitise des autres[194] ». Les owénistes, les réformateurs du système industriel et les révolutionnaires partisans de la « force physique », comme l'impétueux William Benbow soulevaient encore

192. E. Baines, *op. cit.*, p. 167.
193. Voir W. Lovett, *op. cit.*, I, p. 74.
194. A. Briggs, *op. cit.*, p. 66.

d'autres revendications. Mais, dans les faits, Brougham et Baines parvinrent à contenir l'affrontement dans les limites qu'ils souhaitaient. Ce fut (comme Shelley l'avait prévu en 1822) un affrontement entre « le sang et l'or » et, au terme de celui-ci, le sang s'allia avec l'or pour écarter les revendications d'*égalité*. Dans les années qui séparent la Révolution française du *Reform Bill*, une « conscience de classe » bourgeoise s'était formée, plus conservatrice, plus méfiante à l'égard des grandes causes idéalistes (sauf peut-être celles des autres nations), plus étroitement soucieuse de ses propres intérêts que dans aucune autre nation industrialisée. Désormais, dans l'Angleterre victorienne, le radical issu de la bourgeoisie et l'intellectuel idéaliste furent forcés de se situer entre les « deux nations ». C'est tout à l'honneur de nombre d'entre eux d'avoir préféré passer pour chartiste ou républicain plutôt que pour des auxiliaires de police assermentés. Mais de tels hommes – Wakley, Frost de Newport, Duncombe, Oastler, Ernest Jones, John Fielden, W.P. Roberts, et plus tard Ruskin et William Morris – furent toujours des dissidents, des « consciences » intellectuelles. Ils ne représentaient en aucune façon l'idéologie de la bourgeoisie.

Edward Baines, dans sa correspondance avec Russell, avait défini la classe avec une exactitude presque arithmétique. En 1832, la ligne de démarcation entre les classes fut tracée dans la conscience sociale par le système censitaire, avec la netteté d'un trait indélébile. Mais ces années eurent aussi leur théoricien de valeur, qui définit la situation de la classe ouvrière. Ce théoricien devait être, c'était presque inévitable, un intellectuel irlandais, alliant la haine des whigs anglais à l'expérience de l'ultra-radicalisme anglais et du socialisme owéniste. James « Bronterre » O'Brien (1805-1864), fils d'un marchand de vin irlandais et diplômé de Trinity College, à Dublin, arriva à Londres en 1829 « pour étudier le Droit et la Réforme Radicale » :

> Mes amis m'envoyèrent étudier le droit ; je décidai tout seul d'étudier la réforme radicale [...] Alors que je ne progressais pas du tout en droit, je faisais d'immenses progrès en matière de réforme radicale. Des progrès tels que, s'il devait se créer une chaire d'enseignement de

> la réforme radicale demain à King's College (ce qui, d'ailleurs, n'est guère probable), je pense que je pourrais poser ma candidature [...] J'ai l'impression que chaque goutte de sang dans mes veines est du sang radical [...][195].

Après avoir été rédacteur du *Midlands Representative* pendant la crise du *Reform Bill*, il s'installa à Londres et assura la rédaction du *Poor Man's Guardian*.

« Nous prévoyions, écrivait-il à propos du *Reform Bill*, que ses effets seraient de détacher des classes laborieuses une grande partie des classes moyennes qui étaient alors plus inclinées à agir avec le peuple qu'avec l'aristocratie qui les rejetait[196]. » Et, dans son introduction à l'histoire de la conspiration des Égaux de Buonarotti, il dressait le parallèle suivant : « Les Girondins voulaient étendre le droit de vote aux petites gens de la classe moyenne (exactement comme le firent nos whigs anglais avec le *Reform Bill*) pour maintenir plus efficacement les classes laborieuses dans leur dépendance. » « De tous les gouvernements, celui des classes moyennes est le plus écrasant et le plus impitoyable[197]. »

C'était un thème sur lequel il revenait souvent. Sa colère était avivée à chacune des nouvelles actions de l'administration whig – le *Coercion Bill* contre l'Irlande, le rejet de la loi des Dix Heures, les attaques contre les syndicats, les modifications apportées à la loi sur les pauvres. « Avant le vote du *Reform Bill* », écrivait-il en 1836,

> les classes moyennes étaient censées avoir une certaine communauté de pensée avec les travailleurs. Cette illusion a disparu. Elle survécut avec peine au *Coercion Bill* contre l'Irlande, elle disparut complètement avec la promulgation de la loi de la famine. Aucun travailleur ne s'at-

195. *Bronterre's National Reformer*, 7 janvier 1837. O'Brien était en fait inscrit au barreau de Dublin.

196. *Destructive*, 9 mars 1833.

197. J.B. O'Brien, *op. cit.*, p. xv, xx. Pour O'Brien, voir G.D.H. Cole, *Chartist Portraits*, 1941, chap. ix ; T. Rothstein, *From Chartism to Labourism*, 1929, p. 93-123 ; Beer, *op. cit.*, II, p. 17-22.

> tendra plus jamais à de la justice, de la morale ou de la pitié de la part d'un corps législatif composé de profiteurs[198].

Comme il était lui-même un transfuge de la culture de cette classe moyenne, il prenait un plaisir particulier à écrire sur sa propre classe dans les termes que celle-ci employait habituellement dans les salons pour parler des domestiques : « Les occupations et les habitudes [des classes moyennes] sont essentiellement dépravées. Leur vie est nécessairement une vie de viles sournoiseries et de spéculation [...] » :

> Ces deux classes n'eurent jamais et n'auront jamais aucune communauté d'intérêts. L'intérêt de l'ouvrier est de travailler le moins possible pour gagner le plus possible. L'intérêt des classes moyennes est d'arracher du travailleur le maximum de travail possible en échange du salaire le plus petit possible. Ainsi, leurs intérêts respectifs sont-ils en opposition directe, comme deux taureaux au combat.

Et il chercha, avec beaucoup de génie, à marier la tradition ultra-radicale et celle de l'owénisme pour en faire un socialisme révolutionnaire dont les buts étaient la révolution politique, l'expropriation des classes possédantes et un réseau de communauté owéniste :

> Nous devons faire ce que Southey appelait la « révolution des révolutions » ; comme celle que Robespierre et Saint-Just projetaient en France au début de 1794 ; ce qui veut dire un bouleversement total des institutions qui répartissent les richesses. La propriété – la propriété – voilà ce à quoi nous devons nous attaquer. Sans un changement de l'institution de la propriété, aucune amélioration ne peut se produire.

Une telle révolution, espérait-il, viendrait sans violence dès l'obtention du suffrage universel : « Les inégalités actuelles se sont développées, grâce aux *lois faites par quelques-uns* ; elles seront détruites par des lois faites par le plus grand nombre[199]. »

198. *Twopenny Despatch*, 10 septembre 1836.

199. *Destructive*, 9 mars, 24 août 1833 ; *People's Conservative* et *Trade's Union Gazette*, 14 décembre 1833.

Les historiens d'aujourd'hui n'accepteraient certainement pas l'assimilation pure et simple qu'O'Brien établissait entre l'administration whig postérieure à la réforme et les intérêts de la « classe moyenne »[200]. La Vieille Corruption avait plus de vitalité que cela, comme la lutte prolongée pour l'abrogation des lois sur le blé devait le montrer. Et il n'est pas non plus tout à fait juste de prétendre que ce théoricien (issu lui-même de la bourgeoisie) exprime la nouvelle conscience de la classe ouvrière. Mais, en même temps, O'Brien était bien loin d'être un excentrique, en marge du mouvement. Comme rédacteur en chef du *Poor Man's Guardian* et d'autres journaux, il influençait un public ouvrier considérable et sans cesse croissant ; on lui attribua plus tard le titre de « maître d'école » du chartisme. Ses écrits constituent un fil conducteur au travers de la foisonnante agitation du début des années 1830, un lien entre les anciennes revendications démocratiques, l'agitation sociale (contre la nouvelle loi sur les pauvres et pour la réforme industrielle), les expériences communautaires owénistes et les luttes des syndicats. O'Brien fut, tout autant que Cobbett et Wooler dans les années de l'après-guerre, une authentique voix de son époque.

Pour la plupart des travailleurs, bien sûr, la désillusion après le *Reform Bill* prit des formes moins théoriques. C'est à l'usage qu'on se rendit compte de ses conséquences. Pour nous donner une idée de ces conséquences, examinons quelques-uns des incidents qui marquèrent l'un des scrutins au cours de l'élection générale qui suivit l'adoption du *Bill* à Leeds. Là, Baines, qui avait déjà usé de son influence pour placer Brougham comme député du Yorkshire, soutint, dans l'intérêt des whigs, les candidatures de Marshall, l'un des plus grands employeurs de Leeds, et de Macaulay (ou M. Mackholy, comme l'écrivait dans son journal personnel l'un

200. O'Brien lui-même en vint à regretter la véhémence avec laquelle il avait écarté la totalité de la « classe moyenne », quand apparut la possibilité d'une alliance entre les chartistes et les éléments de cette classe dans les années 1840. Voir Beer, *op. cit.*, II, p. 126.

des nombreux boutiquiers whigs). Macaulay était de ceux qui vantaient les bienfaits du *Reform Bill* avec le plus de suffisance, transposant en termes nouveaux la doctrine tory de la « représentation virtuelle » :

> Les ordres élevés et moyens de la société sont les représentants naturels de la race humaine. Leurs intérêts peuvent être opposés, sur certains points, à ceux de leurs propres contemporains, mais ils sont identiques à ceux des innombrables générations qui suivront.

« L'inégalité avec laquelle la richesse est distribuée s'impose d'elle-même à l'attention de chacun », déplorait-il, tandis que « les raisons qui prouvent de manière irréfutable que cette inégalité est indispensable au bien-être de toutes les classes ne sont pas aussi évidentes ». M. Marshall n'était pas un aussi bon théoricien ; mais, si l'on en croit une feuille électorale radicale, il estimait que 12 shillings par semaine étaient un bon salaire pour un père de famille, et il considérait que la classe ouvrière pouvait améliorer son sort par l'émigration, et :

> Dans l'usine de M. Marshall, un garçon de neuf ans fut complètement déshabillé, attaché à une colonne de fer et fouetté sans merci jusqu'à ce qu'il s'évanouisse[201].

Le candidat tory, de l'autre côté, était Sadler, le principal porte-parole au Parlement du mouvement pour les Dix Heures. Oastler avait lancé deux ans auparavant, avec les *Short-Time Committees*, sa campagne passionnée contre le travail des enfants. Le surprenant « pèlerinage à York » avait eu lieu en avril de l'année précédente, et la campagne pour les Dix Heures (comme l'action owéniste) se poursuivit sans interruption durant les mois de la crise du *Reform Bill*. Dans un tel combat, on pouvait compter sur Oastler pour soutenir Sadler contre Baines, qui s'était livré à une défense mielleuse des propriétaires de

201. J.R.M. Butler, *op. cit.*, p. 262-265 ; *Cracker*, 8 décembre 1832.

fabrique dans le *Leeds Mercury*. On pouvait compter sur Cobbett pour faire la même chose. Et, de fait, ce dernier parla de Baines en des termes qui nous rappellent à quel point les lois de l'époque sur la diffamation étaient élastiques :

> Il SOUFFLE de biens gros MENSONGES, ce Brougham [...] il a toujours pris soin d'avoir sous la main au moins un député qui fasse plus de mal à la liberté publique que cinquante autres députés à la Chambre des Communes ; ce bluffeur gonflé, avide, sans principes, qui a été le grand illusionniste du Yorkshire au cours des vingt dernières années [...][202].

Une alliance entre tories et radicaux derrière Sadler était alors inévitable. Il était aussi inévitable que la plus grande partie des « boutiquocrates » non conformistes votent pour « M. Marshall notre concitoyen et M. Mackholy, l'Écossais », comme notre chroniqueur privé l'écrit :

> [...] quant à Sadler, il n'a jamais rien fait et ne fera jamais rien de bien [...] car il a toujours été inventer quelque chose pour nuire aux habitants de la ville de Leeds [...] il fut le premier promoteur de la loi de réhabilitation et cela a coûté aux habitants plusieurs milliers de livres, dont le fardeau est tombé principalement sur les boutiquiers et sur ce que j'appelle les classes moyennes du peuple [...] il est vrai qu'il est membre de notre parti gouvernemental mais il n'en est pas meilleur pour autant [...][203].

Les ouvriers radicaux de Leeds conservèrent une presse et une organisation indépendantes. Les hommes de Leeds, déclaraient-ils, qui « se sont rassemblés, que cela plaise ou non [...] qui ont fait des démarches pressantes, quelles que soient les circonstances », avaient été trahis par les hommes qui, pendant les journées de Mai, avaient

202. *Political Register*, 24 novembre 1832. Cobbett avait en mémoire le précédent député du comté du Yorkshire, Wilberforce.

203. Manuscrit : Letterbook of Ayrey, Leeds Reference Library.

parlé devant leurs grandes assemblées et promis la réforme ou des barricades :

> MM. Marshall et Macaulay peuvent [...] être très amis des réformes de toutes sortes et de toutes tailles, à la fois dans l'Église et dans l'État ; il se peut aussi qu'ils soient partisans de l'abolition de tous les monopoles, sauf les leurs, ceux des manufacturiers et ceux des pensionnés ; mais les travailleurs de Leeds savent que, s'ils les soutiennent, ils s'évertuent aussi à remettre le pouvoir législatif aux mains de leurs ennemis.

En outre, les radicaux déclaraient que la fraude électorale et le trafic d'influences pratiqués par l'aristocratie servaient maintenant les intérêts manufacturiers, sous des formes nouvelles et insidieuses. Les travailleurs n'avaient pas le droit de vote ; pourtant, de grands efforts furent déployés pour compenser l'influence favorable à Sadler et les effets des manifestations pour les Dix Heures. Les ouvriers des fabriques furent contraints de se déclarer partisans de Marshall et de Macaulay pendant la campagne électorale :

> Nous pouvons donner le nom de plus d'une douzaine de fabriques dans lesquelles tous les ouvriers ont reçu l'ordre impératif d'être dans la cour lundi et d'acclamer les candidats de l'Orange [...] sous peine de perdre immédiatement leur emploi. [...] Ils ont chacun leur place assignée dans la cour, où ils doivent être parqués comme un troupeau de moutons, entourés de tous côtés par les contremaîtres, employés et autres surveillants pour qu'ils soutiennent le candidat de la direction.

Dans ce cas précis, la scène de la tribune électorale se transforma en émeute, et Oastler et les militants des Dix Heures « sonnèrent les matines sur les crânes épais des oranges en fuite ». Quand Sadler fut battu à l'élection, Marshall et Macaulay furent brûlés en effigie dans le centre de la ville à l'endroit même où celle de Paine avait été brûlée par les loyalistes en 1792[204].

204. *Cracker*, 8, 10, 21 décembre 1832. Voir aussi A. Briggs, « The Background of the Parliamentary Reform Movement in Three English

L'enjeu de cette élection de Leeds en 1832 n'était pas seulement local. Elle avait attiré l'attention de tous ceux qui luttaient dans le pays pour obtenir une législation réglementant le travail dans les fabriques. Des milliers de signatures en faveur de Sadler furent réunies dans les villes du Nord et envoyées à Leeds. Sans erreur possible, le climat change après 1832. Dans chaque région industrielle une centaine d'événements viennent confirmer la conscience nouvelle d'une classe que le *Bill* avait, par ses propres dispositions, définie si soigneusement. Ce fut la Chambre des communes « réformée » qui sanctionna la relégation des ouvriers de Dorchester en 1834 (« un coup porté à l'ensemble des travailleurs unis[205] ») ; qui lança, avec « le document » (« *the document* ») et le *lock-out*, une lutte pour briser les syndicats, dont la force et l'importance (en termes à la fois politiques et économiques) restent encore mal comprises. Contre le manifeste des patrons, l'Union des métiers du Yorkshire publia le sien :

> Ce n'est pas seulement le cri de guerre des patrons qui a retenti, mais déjà se font sentir les ravages de la guerre elle-même ; guerre contre la liberté, guerre contre l'opinion, guerre contre la justice et guerre sans justification [...]

« Ces mêmes hommes, déclarait l'un des syndicalistes de Leeds, qui choyaient les Unions politiques quand elles pouvaient être subordonnées à leurs propres buts s'efforcent maintenant d'écraser les Syndicats » :

> C'est hier que les ouvriers étaient conduits en grand nombre au rassemblement du West Riding à Wakefield pour soutenir le *Reform Bill*. À cette époque, ces gens, qui essaient maintenant d'abattre les syndicats, les organisaient pour obtenir par la force du nombre une réforme politique qu'ils n'auraient sûrement pu arracher autrement à l'aristocratie

---

Cities », *op. cit.*, p. 311-314 ; E. Baines, *Life*, p. 164-167 ; C. Driver, *Tory Radical*, p. 197-202.

205. Discours de William Rider, tisserand de Leeds et plus tard l'un des plus importants chartistes, *Leeds Times*, 12 avril 1834.

> de ce pays. La réforme qui avait été ainsi obtenue lui semblait avoir été l'ultime moyen de renforcer la corruption et l'oppression[206].

Le tracé qui va de 1832 au chartisme n'est pas une trajectoire fortuite qui oscillerait entre l'action « économique » et l'action « politique », mais une progression directe à travers laquelle des mouvements simultanés et connexes convergent vers un point unique. Ce point était le droit de vote. En un sens, le mouvement chartiste a commencé non pas en 1838 avec la promulgation des « Six Points », mais au moment où le *Reform Bill* reçut l'assentiment royal. Beaucoup d'unions politiques de province ne se disloquèrent jamais mais reprirent immédiatement le combat contre la franchise électorale des « boutiquocrates ». En janvier 1833, le *Working Man's Friend* pouvait annoncer que la forteresse du radicalisme bourgeois avait été prise d'assaut : « [...] en dépit de toutes les oppositions et arguties d'une MONARCHIE DES CHIFFONNIERS, l'Union des classes ouvrières des Midlands s'est constituée, regroupant les habitants courageux de ce pays, qui, jusqu'alors, avaient été trompés[207]. » L'idéologie caractéristique du radicalisme de Birmingham, qui réunissait les employeurs et les compagnons dans leur opposition à l'aristocratie, aux banques, à la dette nationale et au « système du papier-monnaie », commençait à s'effondrer. Pour un temps, Attwood lui-même fut emporté par le nouveau courant, en partie en raison de sa loyauté envers les troupes auxquelles il avait auparavant fait de grandes promesses. Une fois encore, une manifestation imposante se rassembla à Newhall Hill (mai 1833), à laquelle participèrent – dit-on – 180 000 personnes et au cours de laquelle on exprima :

> [...] un sentiment commun de haine contre les partis qu'ils avaient considérablement aidés à accéder au pouvoir et contre qui ils se rassemblaient maintenant pour exprimer le dégoût que leur trahison leur inspirait.

206. *Leeds Times*, 12, 17, 24 mai 1834.
207. *Working Man's Friend and Political Magazine*, 5 janvier 1833.

Dans la foule, on trouvait de très nombreux mineurs de Walsall, des ouvriers métallurgistes de Wolverhampton, des travailleurs à domicile de Dudley. Le processus de radicalisation qui devait faire de Birmingham une métropole chartiste avait commencé[208].

Mais l'esprit qui caractérisait cette reprise de l'action politique était tel que la revendication du droit de vote signifiait « beaucoup plus », et c'est pourquoi il fallait le refuser. Le Birmingham de 1833 n'était plus celui de 1831 : c'était maintenant le siège d'une Bourse d'échange équitable du travail, c'était le quartier général d'un syndicat socialiste, l'Union des ouvriers du bâtiment, c'était la ville qui abritait le bureau du journal *Pioneer*. Le droit de vote pour les ouvriers de cette décennie et de la suivante était un symbole dont il nous est difficile d'apprécier l'importance, car notre regard est troublé par plus d'un siècle de brouillard parlementaire sous le « système des deux partis ». La revendication du vote signifiait, d'abord, *égalité*[209] : des citoyens égaux dans leurs droits politiques, leur dignité personnelle, leur valeur. « À la place des briques, du mortier et de la boue, c'est l'HOMME qui doit être représenté », écrivait un pamphlétaire en se lamentant sur le sort « du malheureux Anglais que l'on prétendait né libre et qui ne peut exercer le droit le plus précieux dont l'homme puisse jouir dans la société politique[210] ». « Nous, les millions de travailleurs », écrivait George Edmonds,

> ne devons jamais plus assister aux spectacles pour enfants, aux séances à deux sous du Lord-Maire et aux couronnements de pacotille. Ne cautionnons pas de notre présence de telles duperies nationales. Laissons les histrions s'amuser tout seuls.

« Comme les Irlandais sauvages de jadis, les millions de Britanniques ont été trop longtemps exclus avec insolence du gouvernement de la société » :

208. *Report of the Proceedings of the Great Public Meeting, etc.*, 20 mai 1833.

209. En français dans le texte (*NdT*).

210. « I.H.B.L. », *Ought Every Man to Vote ?*, 1832.

> J'exprime maintenant les pensées de mes millions d'amis non représentés, les Anglais sauvages, les esclaves nés libres du XIX^e^ siècle[211].

Mais, dans le contexte des années de l'owénisme et du chartisme, la revendication du droit de vote impliquait aussi d'autres revendications : une nouvelle façon, pour les ouvriers, d'acquérir le *contrôle social* sur leurs conditions de vie et de travail. Au début et inévitablement, l'exclusion de la classe ouvrière provoqua de sa part le rejet systématique de toutes les formes d'action politique. Owen avait depuis longtemps préparé le terrain, par son indifférence à l'égard du radicalisme politique. Mais, après 1832, avec le glissement vers le syndicalisme général, ce préjugé antipolitique, loin de conduire à l'apaisement, fut batailleur, militant et même révolutionnaire. Si nous voulions analyser la richesse de la pensée politique de ces années, il nous faudrait entrer plus avant dans l'histoire du syndicalisme général, et même dans les premières années du chartisme, que nous n'en avons l'intention. Ces années sont celles pendant lesquelles Benbow discutait de son idée de « Grand Congé National » dans les régions industrielles ; pendant lesquelles l'ouvrier imprimeur John Francis Bray diffusait les idées de Hodgskin, en faisant aux artisans de Leeds des conférences qu'il publia ensuite sous le titre de *Labour's Wrongs and Labour's Remedies* ; pendant lesquelles l'Union des ouvriers du bâtiment et la Grande Union nationale des métiers connurent grandeur et décadence ; et pendant lesquelles Doherty et Fielden fondèrent la Société pour la régénération nationale ayant pour panacée la grève générale pour la journée de huit heures. Les communautés owénistes étaient fertiles en idées et en expériences qui annonçaient une évolution dans l'éducation des enfants, les relations entre les sexes, l'instruction, le logement et la politique sociale. Et ces idées n'étaient pas seulement discutées par une intelligentsia restreinte ; des travailleurs du bâtiment, des potiers, des tisserands et

211. G. Edmonds, *The English Revolution*, 1831, p. 5, 8.

des artisans acceptaient pour un temps de risquer leurs moyens de subsistance pour expérimenter. L'immense profusion des revues, dont beaucoup étaient d'une lecture ardue, s'adressait à un public authentiquement ouvrier. Dans les manufactures de soie de la vallée de Colden, isolée dans les Pennines entre le Yorkshire et le Lancashire, on lisait les journaux owénistes.

Parmi les thèmes qui reviennent régulièrement au cours de ces années-là, nous ne citerons que les deux les plus significatifs. Le premier est celui de l'internationalisme. C'était sans aucun doute une partie du vieil héritage jacobin ; et un legs que les radicaux n'avaient jamais oublié. Quand Oliver chemina avec le tondeur de Leeds (James Mann) et un autre révolutionnaire, jusqu'au rendez-vous de Thornhill Lees (en 1817), il découvrit, au cours de leur conversation, que « les récentes nouvelles du Brésil semblaient leur donner plus d'espoir que jamais[212] ». Cobbett trouvait toujours le temps d'ajouter une nouvelle de dernière heure à ses publications :

> J'ai juste la place de vous dire que le peuple de BELGIQUE, le *petit peuple*, a *battu les armées hollandaises* qui marchaient contre lui pour le contraindre à *payer d'énormes impôts*. C'est une excellente nouvelle[213].

La révolution française de 1830 fit une profonde impression sur le peuple ; elle n'électrisa pas seulement les radicaux de Londres, mais aussi des réformateurs ouvriers de villages industriels éloignés. La lutte pour l'indépendance de la Pologne était suivie avec anxiété dans les journaux de la classe ouvrière, tandis que Julian Hibbert, à la Rotunda, faisait voter une motion de soutien aux canuts lyonnais, après leur insurrection malheureuse, et les comparait aux tisserands de Spitalfields. Le mouvement owéniste approfondit cette tradition politique, allant jusqu'à prendre en compte les solidarités sociales et de classe. En 1833, un « Manifeste des classes productives de Grande-Bretagne et d'Irlande » fut envoyé aux « gouvernements et

212. Récit d'Oliver, H.O. 40.9.
213. *Twopenny Trash*, 1er octobre 1830.

aux peuples des continents d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud » ; il commençait ainsi : « Hommes de la Grande Famille de l'Humanité [...]. » À la fin de la même année, la question d'une alliance entre les syndicalistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne était déjà débattue[214].

L'autre thème est celui du syndicalisme industriel. Alors que Marx était encore adolescent, la bataille entre une économie politique capitaliste et une économie politique socialiste, dont l'enjeu était le ralliement des syndicalistes anglais, avait été gagnée, au moins pour un temps. Les vainqueurs étaient Hodgskin, Thompson, James Morrison et O'Brien ; les perdants, James Mill et Place. « Qu'est-ce que le capital ? » demandait un journaliste du *Pioneer*. « C'est du travail mis en réserve », s'écriait M'Culloch. « [...] Sur qui et sur quoi a été constituée la réserve ? Sur les vêtements et la nourriture des miséreux[215]. » À partir de là, les travailleurs qui avaient été « exclus avec insolence du gouvernement de la société » développèrent étape par étape une théorie du syndicalisme ou de la « Maçonnerie inversée[216] ». « Les syndicats ne feront pas seulement grève pour la diminution du travail et l'augmentation des salaires », écrivait un membre de l'Union des ouvriers du bâtiment,

> mais ils voudront en dernière analyse ABOLIR LE SALARIAT, devenir leurs propres maîtres, et travailler l'un pour l'autre ; le travail et le capital ne seront plus séparés, mais seront indissolublement liés dans les mains des ouvriers et des ouvrières.

Les syndicats eux-mêmes pouvaient résoudre le problème du pouvoir politique ; des délégués directement issus des ateliers et des fabriques pourraient former un « Parlement » des classes industrieuses : « Les Loges envoient des Délégués du niveau local à celui de la région, qui envoie des délégués aux Assemblées Nationales. Voilà immédia-

214. Voir *Destructive*, 7 décembre 1833.
215. *Pioneer*, 13 octobre 1833.
216. *Man*, 13 octobre 1833.

tement le Suffrage Universel, l'Élection Annuelle, et la Suppression du Cens électoral[217]. » Le *Pioneer* développait l'idée d'une telle Chambre des métiers :

> qui doit remplacer l'actuelle Chambre des Communes, et diriger les affaires commerciales du pays selon la volonté des métiers qui composent les associations d'industrie. C'est là l'échelle ascendante par laquelle on arrive au suffrage universel. Il commencera dans nos loges, s'étendra à notre syndicat général, gérera les affaires du métier, et finalement englobera le pouvoir politique tout entier[218].

Cette vision s'évanouit dans les terribles défaites de 1834 et 1835. Et, quand ils eurent retrouvé leur souffle, les travailleurs revinrent au droit de vote, mais comme clé du pouvoir politique. Quelque chose était perdu, même si le chartisme ne renonça jamais complètement à l'idée du contrôle social, pour l'établissement duquel le droit de vote était perçu comme un *moyen*. À l'attitude caractéristique des artisans, pleins de leur désir d'une vie indépendante gagnée « à la sueur de leur front », ces années font succéder une vision plus moderne, mieux accordée aux nouveaux moyens de production, mais selon laquelle le pouvoir collectif de la classe ouvrière devait être mis en œuvre pour humaniser l'environnement – à travers l'action des communautés ou des sociétés coopératives, les restrictions imposées au mécanisme aveugle de l'économie de marché, l'action législative et l'assistance aux pauvres. Et, implicite, sinon toujours explicite, dans leur vision des choses, on trouvait ce dogme dangereux : le but de la production ne doit pas être le profit, mais l'utilité.

Cette conscience collective fut en fait la grande conquête morale de la révolution industrielle. Elle contrebalança la dislocation d'un mode de vie plus ancien et, par bien des aspects, plus humain. Cette classe ouvrière britannique de 1832 fut peut-être un produit unique en son genre. L'accumulation du capital fut lente et progressive. Et

217. *Man*, 22 décembre 1833.
218. *Pioneer*, 31 mai 1834.

les racines de la révolution industrielle plongeaient plusieurs centaines d'années en arrière. Depuis l'époque des Tudor, la culture des artisans avait gagné en complexité à chaque nouvelle étape du changement technique et social. Delaney, Dekker et Nashe, Winstanley et Lilburne, Bunyan et Defoe – tous s'étaient en leur temps abreuvés aux sources de cette culture. Enrichis par les expériences du XVIII[e] siècle, héritiers des traditions intellectuelles et des aspirations à la liberté, créant leurs propres traditions d'entraide avec les sociétés de secours mutuel et les clubs de métier, ces hommes n'étaient pas passés en une génération de la paysannerie à la nouvelle ville industrielle. Lorsqu'ils subirent l'expérience de la révolution industrielle, ils étaient des Anglais nés libres, conscients et organisés. Ceux qui furent envoyés en prison connaissaient souvent la Bible mieux que leurs juges et ceux qui furent relégués au pays de Van Diemen pouvaient demander à leur famille de leur envoyer le *Register* de Cobbett.

Ce fut peut-être la culture populaire la plus remarquable que l'Angleterre ait connue. Elle exprimait l'immense diversité des qualifications des travailleurs du métal, du bois, du textile et des céramiques ; sans leurs « secrets » héréditaires et leur merveilleuse ingéniosité dans le maniement d'outils grossiers, les inventions de la révolution industrielle n'auraient guère pu sortir du bureau d'étude. De cette culture d'artisans et d'autodidactes surgirent une multitude d'inventeurs, d'organisateurs, de journalistes et de théoriciens politiques d'une grande qualité. Il est assez facile de dire que cette culture était tournée vers le passé ou conservatrice. Il est certes vrai qu'une composante essentielle des grands mouvements d'artisans et de travailleurs à domicile, pendant plus de cinquante ans, fut la *résistance* à la prolétarisation. Quand ils virent que cette cause était perdue, ils firent de nouvelles tentatives, dans les années 1830 et 1840, et cherchèrent à faire appliquer les nouvelles formes de contrôle social qu'ils avaient imaginées. Durant tout ce temps, ils furent, en tant que classe, réprimés et tenus à l'écart dans leurs communautés. Mais ce que la contre-révolution cherchait à réprimer grandissait en détermination dans les institutions quasi légales de l'époque de la clandestinité. Chaque fois que la pression des gouvernants se relâchait, des

hommes sortaient des petits ateliers ou des hameaux de tisserands et lançaient de nouvelles revendications. On leur disait qu'ils n'avaient aucun droit, mais ils savaient qu'ils étaient nés libres. La cavalerie des *Yeomen* chargeait-elle leur assemblée ? Ils conquirent le droit de réunion. Les pamphlétaires étaient-ils emprisonnés ? De leurs geôles sortaient des pamphlets. Les syndicalistes étaient-ils mis en prison ? On les y accompagnait en cortège avec des orchestres et des banderoles syndicales.

En raison même de la ségrégation dont elles étaient victimes, les institutions acquirent une solidité et une résistance particulières. La notion de classe prit aussi une résonance particulière dans la vie anglaise : tout, de leurs écoles à leurs ateliers, de leurs chapelles à leurs loisirs, devenait le champ d'une bataille de classe. Cette période a laissé ses empreintes, mais celles-ci ne sont pas toujours comprises par les étrangers. Si la tradition de l'*égalité*[219] n'est guère présente dans notre vie sociale, la conscience de classe du travailleur, en revanche, laisse peu de place à la déférence. « Orphelins nous sommes, et bâtards de la société », écrivait James Morrison en 1834[220]. Ce ton n'est pas celui de la résignation, mais de la fierté.

Sans relâche, au cours de ces années, les travailleurs dirent : « Ils veulent faire de nous des outils », ou des « instruments », ou des « machines ». On demanda à un témoin devant la commission parlementaire qui enquêtait sur les métiers à bras (1835) de préciser les vues de ses camarades sur le *Reform Bill* :

> Q. Est-ce que les membres des classes laborieuses sont plus satisfaits des institutions du pays depuis que ce changement s'est produit ?
> R. Je ne pense pas. Ils ont vu dans le *Reform Bill* une mesure calculée pour unir les classes moyennes et supérieures au gouvernement, et les abandonner, eux, à la merci du gouvernement comme une espèce de machine à faire travailler selon son gré.

219. En français dans le texte (*NdT*).

220. *Pioneer*, 22 mars 1834 ; voir A. Briggs, « The Language of "Class" in Early Nineteenth-Century England », *loc. cit.*, p. 68.

De tels hommes rencontraient l'utilitarisme dans leur vie quotidienne, et cherchaient à s'en débarrasser non pas sans discernement, mais avec intelligence et passion morale. Ils combattaient non pas les machines, mais les rapports d'exploitation et d'oppression inhérents au capitalisme industriel. C'est au cours de ces mêmes années que la grande critique romantique de l'utilitarisme se développe, de façon parallèle mais entièrement distincte. Après William Blake, il ne se trouva plus d'esprit qui fût à l'aise dans les deux cultures à la fois, et qui pût jeter des ponts entre les deux traditions. M. Owen maîtrisait bien mal ses concepts lorsqu'il se proposait de révéler un « nouveau monde moral », tandis que Wordsworth et Coleridge s'étaient retranchés dans le désenchantement comme derrière un rempart. D'où, par moment, le sentiment que ces années expriment non pas un défi révolutionnaire, mais un mouvement de résistance, dans lequel les romantiques et les artisans radicaux s'opposaient à l'annonciation de l'Homme-âpre-au-gain. Et que, ces deux traditions n'étant jamais parvenues à se rencontrer, quelque chose se perdit. Nous ne pouvons savoir quoi, car nous sommes au nombre des perdants.

On ne peut, cependant, se contenter de considérer les ouvriers comme les myriades perdues de l'éternité. Ils soignaient aussi depuis cinquante ans, avec un courage incomparable, l'arbre de la liberté. Nous pouvons leur être reconnaissants de ces années de culture héroïque.

# *Postface*

La période de cinq ans qui sépare la première publication de ce livre et la présente édition est trop courte pour permettre des redéfinitions importantes. Je me suis donc contenté d'un minimum de révisions. J'ai corrigé des erreurs, des expressions malheureuses, supprimé quelques passages inutiles, et j'ai essayé de rendre plus claire la thèse du chapitre sur « Les ouvriers agricoles », chapitre qui reste insuffisant.

C'est aussi le cas, manifestement, d'un autre chapitre, intitulé « Niveaux de vie et expériences ». Il a subi l'influence d'une controverse historique particulière, relative aux « niveaux de vie », que l'historiographie récente intègre et dépasse déjà. Cela me semble être aujourd'hui un chapitre sans grand intérêt, qui apporte peu d'éléments nouveaux quant à l'information ou à la problématique. Mes commentaires sur les recherches démographiques extrêmement complexes et en pleine expansion sont superficiels. Le lecteur qui souhaite s'informer sur ce sujet, ou sur les problèmes de la santé, du logement ou du développement urbain, doit presque toujours avoir recours à l'œuvre des historiens économiques dont les thèses sont précisément critiquées dans ce chapitre. Cependant, on rencontre encore de nombreux exemples, de la part de telle ou telle école reconnue d'histoire économique, d'une foi si outrancière en l'idéologie de la croissance économique qu'elle menace de réduire la discipline à de la propagande. Puisqu'il en est ainsi, j'ai décidé de laisser tel quel ce chapitre qui conserve son caractère polémique.

Je maintiens le reste du livre. Bien sûr, j'admets qu'il y a de nombreuses et graves omissions. Les artisans et travailleurs à domicile occupent le centre de mon tableau, mais les personnages de la péri-

phérie sont flous. Un critique me reproche à bon escient de minimiser l'expérience des premiers ouvriers de fabrique, des mineurs, des ouvriers des forges, des ouvriers métallurgistes et des métiers de construction, ainsi que des ouvriers des transports[1]. Un autre me reproche tout aussi justement de ne pas insister assez sur le « côté patriotard, xénophobe et respectueux de la noblesse de la mentalité populaire[2] ». Les deux reproches sont fondés ; et, s'il existe de bons ouvrages – comme *The Skilled Labourer* – auxquels on peut se référer pour ce qui concerne certains des ouvriers du premier groupe, il nous reste pour l'instant presque tout à découvrir du second aspect. J'ai trop peu parlé non seulement des premiers ouvriers de fabrique, mais aussi du marin anglais si prompt à s'enflammer, du public de la presse antifrançaise, des couches criminelles des grandes villes, de l'esprit insulaire et intolérant propre à chaque enclave industrielle et minière, du profond respect à l'égard des maîtres caractérisant certaines régions rurales. Nous n'en savons pas assez sur tous ces points. De plus amples connaissances ne nous permettront cependant pas de faire toute la lumière sur l'émergence d'un mouvement de classe dans les années 1830, même s'il se peut que l'émergence d'un mouvement aussi global à partir de tant d'éléments disparates et malgré tant de résistances sociologiques paraisse d'autant plus remarquable.

Lors de sa première parution, la presse universitaire accorda à ce livre une place importante mais formula des critiques. Ces critiques concernent trois points : le traitement du méthodisme, le traitement de certains événements des années 1811-1819, et des questions générales de méthode concernant, en particulier, l'analyse de la classe sociale.

Il serait plus aisé de tenir compte des critiques de mon traitement du méthodisme si leurs auteurs avaient été plus précis. R. Currie et R.M. Hartwell critiquent utilement mes chiffres sur le développement

1. J.D. Chambers, « The Making of the English Working Class », *History*, 1er juin 1966, p. 187.

2. Geoffrey Best, « The Making of the English Working Class », *Historical Journal*, VIII, 1965, p. 278.

national du méthodisme. Puis ils retombent dans la caricature en me faisant dire que le renouveau méthodiste (*revivalism*) est un instrument « contre-révolutionnaire ». Ils sont – tout comme plusieurs critiques que cela a horrifiés – obsédés par la métaphore de la « masturbation intellectuelle », qu'ils réussissent à citer trois fois en quatre paragraphes sans indiquer le contexte ni le problème que la métaphore illustre (le contraste entre la discipline méthodiste quotidienne et le caractère franchement émotionnel des conversions, sermons, agapes, confessions, journaux de dévotion et brochures méthodistes)[3]. Le Pr. Chambers donne, lui aussi, dans la caricature, quoique dans un genre plus gai et cocasse. Selon lui, mon opinion est que :

> Les Méthodistes [...] étaient des révolutionnaires frustrés ; comme ils ne pouvaient mourir sur les barricades, ils se rendaient en troupe dans les chapelles ; vainement avides du sang des bourgeois, ils se consolaient en vociférant sur le Sang de l'Agneau[4].

En réalité, l'influence politique directe du méthodisme ne me préoccupait pas au premier chef lorsque j'ai écrit les chapitres II et XI. J'étais désireux de découvrir le *sens* de l'expérience méthodiste, en particulier entre 1780 et 1820 ; pourquoi les ouvriers qui avaient déserté ou refusaient les Églises dissidentes plus rationnelles acceptaient ce luthéranisme ardent. Trop d'écrits sur le méthodisme commencent par postuler que nous savons tous ce que fut le méthodisme, pour ensuite débattre des taux de croissance et des structures d'organisation du mouvement. Mais ce genre de renseignements ne nous apprend rien sur l'aspect qualitatif de l'expérience méthodiste. De plus, si les historiens, chrétiens ou non, peuvent coopérer paisiblement lorsqu'il s'agit d'établir des quantités ou d'étudier les organisations, le dialogue devient plus difficile lorsqu'on en vient à l'évaluation d'expériences telles qu'on les rencontre dans les journaux de John Wesley

3. R. Currie et R.M. Hartwell, « The Making of the English Working Class », *Economic History Review*, 2e série, XVIII, n° 3, décembre 1965.
4. J.D. Chambers, *op. cit.*, p. 186.

ou dans les innombrables récits de confession. Bien sûr, il faut que le dialogue continue[5]. Mais, en dernière analyse, nous devons nous demander si nous étudions une expérience spirituelle authentique, ou s'il s'agit de l'expression ou du déplacement d'autres énergies mentales.

Ma réponse (puisque je ne suis pas chrétien) a attiré l'attention sur le choc culturel occasionné par le passage à l'industrialisme triomphant. La propagation de la discipline de travail, fonction que le méthodisme partage avec l'évangélisme en général, n'est cependant aussi manifeste dans aucune autre Église[6]. D'abord les wesleyens, ensuite les méthodistes primitifs, recherchèrent une confrontation directe et constante avec la culture populaire plus ancienne et à demi païenne, avec ses foires, ses divertissements, son penchant pour la boisson et son hédonisme picaresque.

Il est certain qu'un parti pris en suscite toujours un autre. Tant d'écrits sur le méthodisme sont insipides ou cherchent à justifier le mouvement que mon rectificatif est peut-être trop sévère. Nous pouvons, avec un historien du méthodisme, admettre que, bien souvent, la vie de la secte offrait « tout un réseau de relations sociales chaleureuses aux isolés et aux anxieux[7] ». Il faut cependant aussi donner la parole à ceux qui, au sein de ce réseau, se sentirent étouffés par « l'ignorance de leurs compagnons, leur haine de tous ceux qui étaient différents, leur intolérance et leur scandaleux comportement de saltimbanques en chaire[8] ».

Les commentaires de plusieurs de mes détracteurs indiquent une

5. La critique littéraire offre un terrain d'entente.

6. J'ai abordé le problème dans un cadre plus large dans « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past and Present*, décembre 1967.

7. John Walsh, « Methodism at the End of the Eighteenth Century », in Rupert Davies and Gordon Rupp (éd.), *History of the Methodist Church in Great Britain*, 1965, I, p. 311.

8. A. Mathews, *Memoirs of Charles Mathews, Comedian*, 1838, I, p. 39. Les témoignages sur cet aspect des choses abondent et je peux en apporter d'autres si on m'y incite. On peut avoir un aperçu de la littérature anti-méthodiste plus légère dans l'ouvrage d'A.M. Lyles, *Methodism Mocked*, 1960.

meilleure connaissance du wesleyisme du boutiquier victorien que de l'émotionnalisme explosif de la période. C'est ainsi que Currie et Hartwell soutiennent que « les méthodistes les plus revivalistes étaient politiquement les plus radicaux ». Peu de faits antérieurs à 1815 corroborent cette opinion. Les mineurs d'étain de Cornouailles (peut-être les plus revivalistes de tous les wesleyens) n'étaient pas radicaux, ni, que je sache, les *Jumpers* gallois. De même, ils posent ce principe : « Le méthodisme n'est pas et n'a jamais été millénariste. » Je n'ai bien sûr jamais avancé cela. Il n'en reste pas moins qu'on trouve constamment tout autour du méthodisme, à partir de Brothers et jusqu'à Zion Ward, une instabilité millénariste.

Cette instabilité pouvait aussi être politique. Je remarque avec inquiétude qu'après la « thèse de Halévy » (le méthodisme a empêché la révolution) il est vraisemblable que l'on débattra de la « thèse de Thompson » (l'expansion du méthodisme fut la conséquence de la contre-révolution). G. Himmelfarb déplore même que « l'occasion d'une controverse historique importante » nous ait échappé : E.J. Hobsbawm a avancé que « le méthodisme progressait parallèlement au radicalisme », alors que, selon moi, « le renouveau religieux prenait la relève au moment précis où les aspirations "politiques" ou temporelles subissaient une défaite ». Elle voit dans le silence qui a recouvert ce débat une conspiration de marxistes cherchant à présenter « un front uni contre un ennemi commun »[9].

Pourtant, il y a peut-être une raison plus simple que cette conspiration idéologique à notre prudence : nous sommes tous deux conscients que les renseignements dont nous disposons sont peu concluants. Le renouveau n'est pas un phénomène qui admet une explication unique et globale. Étant donné la propension initiale à l'instabilité, cette dernière peut être déclenchée par tout événement sombre ou dramatique – le tremblement de terre de Lisbonne, la peste, la famine, la crise nationale, la guerre, un accident à la mine ou la mort soudaine d'un villageois. Elle peut être suscitée de l'extérieur, par l'évangélisme missionnaire, ou à l'intérieur même d'une Église particulière,

9. G. Himmelfarb, *Victorian Minds*, New York, 1968, p. 292-299.

lors de renouveaux périodiques et spontanés, obéissant à un modèle de reproduction interne, lorsque les jeunes, par vagues successives, étaient amenés à s'engager, sur fond émotionnel, dans l'église de leurs parents[10].

En outre, des contextes différents peuvent nécessiter des méthodes d'explication différentes. L'histoire du méthodisme se divise en plusieurs périodes distinctes, et il faut au moins distinguer les années du pastorat de Wesley lui-même, les explosives années de guerre (dont on retrouve longtemps certaines des caractéristiques dans les régions rurales et minières, surtout chez les méthodistes primitifs), et la période qui va du début des années 1820 jusqu'en 1849, années calmes où l'on voit les méthodistes gagner en respectabilité et en statut social, puis le mouvement se diviser dans des querelles intestines.

Je me suis particulièrement intéressé à la deuxième période, et c'est à elle que j'ai appliqué l'expression « millénarisme du désespoir ». C'est au cours de ces années que la progression du méthodisme au XIX^e^ siècle est la plus sensible[11]. Entre 1791 et 1835, le renouveau apparaît parfois étroitement lié à l'agitation politique, mais ce n'est pas toujours le cas. Les méthodistes de Cornouailles, qui résistèrent farouchement au radicalisme jusqu'aux années du chartisme[12], semblent contredire ma « thèse » : la grande époque de leur renouveau, en 1814, ne paraît pas avoir eu de rapport évident avec la politique[13].

10. Je trouve que l'étude de l'enthousiasme religieux dans l'ouest de l'État de New York qu'a faite Whitney R. Cross dans *The Burned-Over District* (Cornell University, 1950) est utile à des fins comparatives. On trouve un récit tardif et mélancolique du réveil suscité de l'extérieur chez E.J. Thompson, *Introducing the Arnisons*, 1935, chap. XI.

11. Voir Robert Currie, « A Micro-Theory of Methodist Growth », *Proceedings of the Wesley Historical Society*, XXXVI, octobre 1967, p. 66.

12. Voir Brian Harrison et Patricia Hollis, « Chartism, Liberalism and the Life of Robert Lowery », *Eng. Hist. Rev.*, LXXII, 1967, p. 508.

13. L'opposition wesleyenne officielle au renouveau se développa au début du siècle moins à cause de ses conséquences politiques (qui n'étaient pas encore apparentes) que parce que « l'esprit revivaliste engendrait une force centrifuge qui menaçait de projeter alentour d'innombrables fragments

En revanche, le renouveau (wesleyen et primitif) dans le Shropshire industriel, en 1821-1822, semble correspondre exactement à ma thèse : il se produisit immédiatement après les émeutes de Cinderhill, qui marquèrent l'apogée de l'agitation politique et ouvrière, au cours desquelles deux mineurs furent tués par la *yeomanry* et un autre exécuté (en raison de son rôle dans les émeutes)[14].

En règle générale, nous traitons là de rapports – et de désordres psychiques – si obscurs qu'il est possible que nous ne puissions jamais dépasser le stade des hypothèses. Les années de guerre furent aussi caractérisées par trois disettes majeures, des rumeurs faisant état de batailles et de monarques guillotinés. La grande année de l'évangélisme, 1798 – qui vit le renouveau s'étendre bien au-delà des rangs des méthodistes –, se produisit après la disette de 1795-1796, la mutinerie de 1797 et sur fond de menace d'invasion[15]. Au pays de Galles, la même année, un observateur notait – alors que l'hystérie des *Jumpers* gallois était à son paroxysme – que partout la rumeur courait que « les Irlandais arrivaient avec une corne pleine de sel pour les manger[16] ».

---

ecclésiastiques » ; voir M.S. Edwards, *The Divisions of Cornish Methodism, 1802 to 1857*, Cornish Methodist Historical Association, 1964, p. 15, 16. Ma compréhension du méthodisme en Cornouailles doit beaucoup à John D. Rule, de l'université de Southampton, qui m'a fourni de nombreux renseignements.

14. Barrie Trinder, *The Methodist New Connection in Dawley and Madeley*, Wesley Historical Society, West Midlands, 1967, p. 3-5.

15. Voir D.J. Jeremy, « A Local Crisis between Establishment and Nonconformity », *Wilts. Archaeological and Nat. Hist. Magazine*, LXI, 1966, p. 63-84. Le non-conformisme (surtout les indépendants, mais aussi les méthodistes et les baptistes) connut une « explosion stupéfiante » en 1797-1799 dans le Wiltshire, et 115 nouveaux lieux de culte furent enregistrés au cours de ces trois années dans le Wiltshire et le Berkshire, contre 80 au cours des six années précédentes et 112 dans les huit années qui suivirent.

16. William Sampson, *Memoirs*, Leesburg, V, 1817, p. 57-59. « Politique » est un terme trop restreint pour s'appliquer aux espoirs et aux inquiétudes de ces années. C'est ainsi que, lors des troubles du West Riding, après l'ar-

Toutefois, le renouveau primitif des East Midlands en 1816-1818 corrobore peut-être la « thèse de Hobsbawm ». Le 5 juin 1817, quatre jours *avant* le soulèvement de Pentridge, un magistrat inquiet du Nottinghamshire écrivait à Sidmouth, lui faisant part de rassemblements de milliers de *Ranters* sur les terrains communaux, les landes et les chemins. On ne prônait pas ouvertement la sédition, « mais, vu qu'en ce moment leurs esprits sont échauffés, et que le mécontentement s'est répandu partout dans les ordres inférieurs, on ne peut que trouver ces rassemblements très dangereux[17] ». Dans une période de révoltes répétées et d'échecs répétés, à quel moment faut-il faire intervenir la « thèse de Thompson » ? Le renouveau de 1817 commença l'année précédente : année marquée par la crise économique, la suspension de l'*Habeas corpus*, l'anéantissement des exutoires « légitimes » qu'étaient les pétitions et les clubs Hampden, la répression des ouvriers agricoles de l'East Anglia. Et, après Pentridge, le renouveau devait prendre des dimensions plus importantes encore.

Je n'ai jamais prétendu que ma thèse était applicable immédiatement et à tous les cas. J'ai avancé seulement que, si l'on considère cette période dans son ensemble, on peut voir dans l'évangélisme émotionnel et les « esprits échauffés » qui l'accompagnent un millénarisme du désespoir. Il y a des exceptions, et l'année 1832 marque un tournant, bien que les recherches de Hobsbawm et de Rudé montrent clairement que le renouveau s'empara du Sud et de l'Est après l'échec de la révolte des paysans en 1830-1831[18]. Dans ce cas précis, on peut voir immédiatement dans le renouveau un déplacement des énergies du monde « temporel » vers le monde spirituel : mais le temple de village, avec sa discipline et sa résistance devant le respect dû au

---

restation de Despard en 1802, un observateur pouvait affirmer à propos des femmes : « [...] toutes attendent quelque chose, sans savoir quoi. Comme le second Avènement, c'est bientôt l'heure, le Jour approche », *Fitzwilliam Papers*, J. Beckett, 22 novembre 1802, F. 45 (d).

17. Thomas Beaumont à Sidmouth, 5 juin 1817, H.O. 42.166.

18. E.J. Hobsbawm et G. Rudé, *Captain Swing : the Agricultural Labourer's Rising of 1830*, 1968.

maître, fut une vraie pépinière pour la génération suivante de syndicalistes et de radicaux ruraux. Cet aboutissement ne doit pas brouiller la compréhension de ses origines.

Currie et Hartwell restent sceptiques quant à mon hypothèse « d'un mouvement de balancier populaire entre politique et religion – les pôles négatif et positif du processus social ».

> Thompson ne définit pas ce mouvement de balancier : est-ce que toute la population se tourne d'abord vers l'action politique, puis, lorsque celle-ci échoue, vers la religion ? Ou bien est-ce qu'une partie de la population se tourne vers l'action politique, et une autre vers la religion devant les déceptions occasionnées par la première ? [...] Dans les deux cas, ce mouvement devrait laisser son empreinte sur le méthodisme.

Les deux cas, bien sûr, se rencontrent. On pourrait citer des dizaines de biographies d'individus qui ont oscillé entre les deux pôles, y compris des hommes aussi conscients, politiquement, que Joseph Barker et Thomas Cooper. Mais on pourrait dire plus simplement que ceux-là mêmes qui balançaient constituaient les « électeurs indécis », tantôt se pressant aux portes des chapelles, tantôt suivant le noyau dur radical ou jacobin. Lorsque ces derniers eux-mêmes balançaient (prédicateurs laïques wesleyens ou primitifs), on assiste alors à cette rencontre entre effervescence politique et évangélisme qui laissa effectivement son empreinte sur le méthodisme, surtout (à cette époque) dans le « West Riding ». C'est là qu'après Peterloo et lors de la préparation du soulèvement de Grange Moor un prêtre alarmé écrivit à Sidmouth :

> Je vois que la majorité de ceux que l'on appelle Méthodistes agissent de concert avec les *Radicaux* ; ils se réunissent le soir dans certaines chaumières dans la campagne, sous couvert de pratique religieuse, mais [...] lors de ces réunions, ils lisent constamment les œuvres de Wooler, Cobbett, etc. Là, ils dressent des plans pour l'augmentation des salaires des ouvriers d'usine au moyen d'associations[19].

19. R.P. T. Westmorland, pasteur de Sandal, près de Wakefield, 10 décembre 1819, H.O. 42.200. Le dossier réuni contre Richard Lee, l'un des insurgés

De tels moments étaient généralement éphémères. L'orthodoxie wesleyenne disposait de nombreux moyens pour punir l'hérésie et ramener les fidèles au quiétisme[20]. Heureusement, le conservatisme sans équivoque des autorités méthodistes durant ces années-là ne prête plus aujourd'hui à discussion. John Kent, hostile au ton de certains détracteurs du méthodisme, confirme néanmoins ce point :

> Certains prétendent [...] que le wesleyisme aurait dû montrer plus de sympathie à l'égard des aspirations des classes ouvrières. De telles critiques semblent souvent sous-entendre que, dans les années 1830, on ne pouvait être à la fois bon chrétien et tory[21].

En tant qu'historien non chrétien, il serait indélicat d'intervenir dans le débat pour déterminer ce que les « bons chrétiens » auraient dû faire dans les années 1830, et qui étaient les bons chrétiens.

Aucune autre idée de mon livre n'a été accueillie avec plus de réserves que celle d'une tradition clandestine continue, reliant les jacobins des années 1790 aux mouvements de 1816-1820. Pour Currie et Hartwell, rien ne permet de le « prouver » et, pour Chambers, je suis victime de mon « obsession » et de mon « imagination ». En réalité, je pense maintenant n'être pas allé assez loin sur ce point. Les *United Men* étaient beaucoup plus actifs dans le Lancashire en 1797-1798

---

de « Folley Hall » en 1817, indique qu'il faisait des recrues pour sa révolution « lorsque la congrégation se dispersait », c'est-à-dire à la sortie du temple : T.S. 11.4134 (2). On croyait généralement que les *Ranters* en 1819 prêchaient la jouissance « en commun de toutes les choses d'ici-bas », *Champion*, 25 juillet 1819.

20. Il faut toutefois remarquer que le développement des wesleyens se ralentit en 1816-1817, et qu'ils connurent un véritable déclin en 1819-1820, parallèle au développement des primitifs et autres groupes dissidents, Robert Currie, *op. cit.*, p. 70, 71. À partir de ce moment, la thèse de Currie et de Hartwell selon laquelle les sectes revivalistes étaient aussi les plus radicales est peut-être exacte.

21. John Kent, *The Age of Disunity*, 1966, p. 133.

que je ne l'ai montré ; et le révérend W.R. Hay, qui devait présider à Peterloo, avait gagné en 1801 ses éperons en pourchassant dans les collines de Saddleworth[22] d'importants groupes de conspirateurs jacobins. L'agitation du Lancashire en 1801 fut plus importante que le *Black Lamp* dans le Yorkshire en 1802. Et, si les associations de tisserands servaient sans nul doute de base pour cette agitation, il se tramait aussi une conspiration secrète. On avait fait circuler un plan « pour que la conduite des opérations ne soit pas gênée par l'agitation des esprits ». À la date prévue, dans chaque ville, les réformateurs devaient envoyer un tambour en pleine nuit par les rues pour battre la générale. Dès que les soldats alarmés sortiraient de leur cantonnement, ils seraient capturés puis désarmés par les réformateurs qui « se rendraient ensuite maîtres de l'extrémité de chaque rue, se battraient jusqu'au bout pour la liberté, [et] donneraient des ordres stricts afin que personne ne vole le peuple[23] ».

Si nous sommes dans le domaine de l'imagination, il ne s'agit pas de la mienne. Je suis maintenant convaincu que la conspiration de Despard avait des fondements plus assurés et davantage de rapports avec la province que je ne l'ai montré[24]. Il n'est pas certain qu'on ne puisse « prouver » l'existence de liens ténus entre les conspirations de 1801-1802, le luddisme et 1817. Charles Pendrill en est un exemple : membre du comité de la SCL arrêté en 1798[25], il fut emprisonné peu de temps à Gloucester avec John Binns[26], eut assez de chance pour avoir la vie sauve après l'affaire Despard[27], fut impliqué dans l'af-

22. W.R. Hay, 4 mai 1801, H.O. 42.62.

23. *Ibid.*, f^os^ 214, 298. On a retrouvé d'autres exemplaires de ce « plan » dans le Yorkshire.

24. Sur les suggestions de George Rudé, Alfred Cobban m'a communiqué, peu avant de mourir, son propre dossier sur l'affaire Despard, qui tend tout à fait à confirmer l'existence de la conspiration. J'espère publier ces découvertes plus tard.

25. P.C. 1. 43. A 150.

26. *Leeds Mercury*, 27 novembre 1802.

27. Il dit à Oliver qu'il devait sa fuite à la solidarité des soldats : lorsqu'il fut convoqué avec eux devant le Conseil privé, « ceux qui en fait le connais-

faire de Spa Fields[28] et permit à Mitchell et à Oliver de se rencontrer en 1817[29]. Pendrill, en effet, raconta à Oliver qu'il était « très engagé dans l'affaire de Despard. C'est pourquoi il connaissait si bien ceux du Yorkshire et du Lancashire. Ils me l'ont dit eux-mêmes[30] ».

Je n'ai pas insisté sur ces liens (bien que je les aie indiqués au lecteur[31]) parce que je ne voulais pas présenter la tradition minoritaire que représentaient ces insurgés voués au désastre comme un élément d'explication. Les liens sont plus importants sur le plan local que sur le plan national : dans toutes les villes, on retrouve, parmi les syndicalistes et réformateurs principaux de 1816, une poignée de vieux jacobins des années 1790. Quoi qu'il en soit, on ne doit pas poser cet intéressant problème historique en termes de conspiration. Pourquoi des hommes et des idées qui étaient marginaux en 1795 reçurent-ils un soutien aussi général vingt ans plus tard ?

La critique la plus fournie de mon traitement de cette période se trouve dans une étude de R.A. Church et de S.D. Chapman sur « Gravener Henson and the Making of the English Working Class[32] » qui remet en question mon analyse du luddisme dans le Nottinghamshire. Church et Chapman sont des historiens sérieux, quoique non dénués de quelque parti pris idéologique, et ils connaissent bien les sources sur Nottingham. Leur étude repose sur une connaissance érudite des métiers de la bonneterie et de la dentelle, et comble de nombreuses lacunes de la biographie de Henson après 1817. Mais leur analyse du luddisme à Nottingham ne me convainc pas.

---

saient déclarèrent qu'à leur connaissance, ils ne l'avaient jamais vu auparavant », récit d'Oliver, H.O. 40.9.

28. Interrogatoire de Robert Moggridge, mai 1817, H.O. 40.10, qui indique que Pendrill faisait partie des spencéens.

29. Voir *supra*, p. 860.

30. Interrogatoire d'Oliver par Ponsonby et Bathurst, 15 juin 1817, H.O. 42.166. Un indicateur, Sangster, dit à Sidmouth dans une lettre en 1817 que Pendrill était un homme « de la trempe de Guy Fawkes », H.O. 42.163.

31. Voir *supra*, p. 633, 776, 786-787, 880 *sq.*

32. E.L. Jones et G.E. Mingay (éd.), *Land, Labour and Population in the Industrial Revolution*, 1967.

Church et Chapman m'attaquent sur les points suivants. J'ai avancé (p. 483) qu'« à Nottingham il y a un mouvement de balancier intéressant entre les contestations luddiste et constitutionnaliste, et il est possible qu'elles aient été toutes deux dirigées – au moins jusqu'en 1814 – par la même organisation syndicale au sein de laquelle les luddistes et les partisans de l'agitation constitutionnaliste (dirigés probablement par Gravener Henson) se divisaient en tendances opposées ». Voici comment ils déforment cette hypothèse très prudente :

> Cela signifie que l'organisation de Henson opérait par des voies constitutionnelles le jour et se livrait à du sabotage industriel la nuit. Cette thèse mérite un examen particulièrement minutieux.

Un examen minutieux montrerait qu'il ne s'agit pas tout à fait des mêmes propositions. Il est possible que des hommes partagent la même culture, et jusqu'à un certain point les mêmes intérêts, soient informés de leurs tactiques respectives, se rencontrent dans la même taverne et siègent aux mêmes comités, et que tantôt l'une, tantôt l'autre des deux tendances remporte la victoire, sans que cela entame leur loyauté réciproque. Mais Church et Chapman n'accepteraient pas non plus cette hypothèse. Selon eux, les stratégies luddiste et constitutionnaliste étaient tout à fait irréconciliables. À leurs yeux, la première caractérise les ouvriers connaissant des conditions critiques dans les villages et la périphérie :

> Les luddistes se recrutaient dans les régions rurales, dans les villages industriels d'Arnold, de Basford, de Bulwell, de Sutton-in-Ashfield et d'Ilkeston, où l'on trouvait les activités industrielles les plus ordinaires et les moins bien payées.

Selon eux, ces villageois étaient frustes, turbulents, inorganisés, d'un radicalisme haineux. En revanche, Henson et les partisans de l'action constitutionnaliste

> se recrutaient à Nottingham et (dans une moindre mesure) à Leicester, où l'on trouvait les secteurs les plus spécialisés et les mieux payés de la bonneterie.

Les tricoteurs sur métier étaient des bourgeois (*burgesses*) radicaux modérés qui n'avaient nul besoin de « recourir à la politique du masque et du marteau » :

> [...] dans les limites disponibles lorsqu'un pays est en guerre, les idées des classes ouvrières, comme celles d'autres parties de la communauté, pouvaient trouver à s'exprimer, et grâce au courrier des lecteurs dans les journaux, leurs revendications et leurs aspirations faisaient l'objet d'un débat public.

S'il y eut un rapport entre l'agitation constitutionnelle et la violence, il fut fortuit et accidentel : « les tricoteurs des campagnes se mettaient à briser les métiers lorsque la direction en place, qui était aux mains de Henson et de ses associés de la ville, échouait ou était discréditée. »

Tout cela est très raisonnable. Church et Chapman, en bons intellectuels, voient l'histoire comme étant peuplée d'hommes raisonnables, chacun agissant de son mieux, selon son intelligence. Lorsque les tricoteurs sur métier de Nottingham furent emprisonnés aux termes des *Combination Acts*, ils furent « provisoirement privés de leur liberté » ; lorsque Henson soutenait la Réforme et s'opposait à la suspension de l'*Habeas corpus*, il « attaquait la manipulation de la Chambre des Communes par l'aristocratie » ; son expérience de petit artisan « avait enrichi ses vues politiques », lui avait ouvert de « nouveaux horizons » (entre autres, l'opposition au chartisme). Seuls les luddistes étaient déraisonnables.

Je suis induit en erreur par deux idées fausses que nous allons examiner tour à tour. Tout d'abord, je soutiens que le luddisme fut si soudainement supplanté en février 1812 par l'action constitutionnelle des tricoteurs sur métier unis « qu'il est difficile de croire que le nouveau comité n'était pas, au moins en partie, dirigé par d'an-

ciens luddistes » (p. 503 et 483). J'ai attribué ce changement de stratégie à trois causes, dont l'une était l'introduction de la loi rendant la destruction des métiers passible de la peine capitale. Church et Chapman préfèrent ne voir aucun rapport entre ces événements et remarquent que « la décision de s'organiser fut prise le 11 février 1812, à savoir avant la première lecture du projet de loi[33] ». Cela est vrai, mais il est peu probable que le lecteur déduira de leur ton et de la documentation peu éclairante qu'ils apportent qu'il n'y a qu'une différence de *trois jours*[34] entre nous. Les projets de loi portant sur la peine capitale, même dans ces années raisonnables, ne tombaient pas du ciel. Si Church et Chapman se reportent à *Hansard*, ils verront que Lord Liverpool avait annoncé des mesures imminentes (il allait être « nécessaire de demander au Parlement des pouvoirs accrus ») le 4 février[35], une semaine avant la réunion des tricoteurs sur métiers. La signification de l'expression « pouvoirs accrus » peut intriguer un historien du XX^e^ siècle, mais le tricoteur sur métier de 1812 savait vraisemblablement à quoi s'en tenir. Le gouvernement plaidait en faveur de la mesure prévue depuis plusieurs jours[36], et il serait surprenant que son intention fût restée secrète. Le fait que le nouveau Comité ait espéré retarder le projet de loi est confirmé par l'examen

33. *Ibid.*, p. 135, n. 6.

34. La permission de déposer un projet de loi « pour l'application du châtiment le plus exemplaire à toute personne détruisant ou endommageant tout métier à bas ou à dentelle » fut accordée le 14 février. Il fut présenté, et lecture en fut donnée le même jour ; envoyé en commission le 17 février ; rapporté le 18 ; on en donna une troisième lecture le 20 ; il reçut la sanction royale le 20 mars (après avoir été amendé par la Chambre des lords), *Commons Journals*, LXVIII.

35. *Hansard*, XXI, cols. 602-603, 671. La première annonce officielle du comité des tricoteurs sur métier parut dans le *Nottingham Review*, le 14 février, signée de Gravener Henson.

36. C'est ainsi que le duc de Newcastle, *lord-lieutenant* du Nottinghamshire, écrivait le 5 février qu'il trouvait l'intention du gouvernement de rendre la destruction des métiers passible de la peine capitale « fort salutaire », Newcastle à Ryder, H.O. 42.120.

de ses propres archives[37]. Le fait que les partisans de l'activisme luddiste aient aussi surveillé de près les événements semblerait attesté par les documents du ministère de l'Intérieur[38].

Ainsi, le rapport entre le projet de loi et l'organisation du comité est confirmé par l'« examen minutieux » de Church et de Chapman. Cela ne prouve pas, bien sûr, que les luddistes et les partisans de l'action constitutionnelle se soient consultés directement. Voici ma seconde erreur : bien que de nombreux contemporains de Henson aient cru qu'il fréquentait les luddistes, ses déclarations et actions ultérieures montrent que tel n'était pas le cas[39]. En réalité, c'est ce que j'inclinais à croire, et j'ai dit (mais Church et Chapman omettent d'en parler) qu'il est « très probablement faux » qu'il ait jamais été luddiste, bien qu'il ne fasse aucun doute qu'il a connu l'histoire du mouvement (p. 447).

Mais la question est beaucoup plus complexe que Church et Chapman ne le supposent. Et ils se la rendent plus complexe encore en considérant les faits de manière parfois tortueuse[40], parfois

37. Une des premières lettres reçues par le Comité émanait de Daniel Parker Coke, député de Nottingham, en réponse à la demande que lui avait faite le Comité d'essayer d'obtenir un ajournement de dix ou douze jours pour les débats parlementaires, afin qu'ils pussent faire leur déposition, *Records of the Borough of Nottingham*, 1952, VIII, p. 138.

38. Voir par exemple la lettre du général « E. Ludd », datée du 22 février 1812, Shirewood Camp, H.O. 42.120, qui commence ainsi : « J'ai attendu patiemment pour voir si le Parlement allait adopter des mesures destinées à soulager la misère sous quelque forme que ce soit ; mais la main de la conciliation est restée fermée, et aucune lueur d'espoir n'éclaire mon pauvre pays qui souffre. »

39. R.A. Church et S.D. Chapman (*op. cit.*, p. 138, n. 2) laissent entendre que j'ai falsifié les données en omettant de citer Felkin, pour qui Henson ne prit aucune part au luddisme. La raison est que son opinion n'a pas d'intérêt dans ce contexte et qu'on aurait pu en citer des dizaines d'autres quant à la complicité de Henson, d'un côté comme de l'autre. J'ai décidé de n'en citer aucune.

40. Ainsi, ils utilisent le témoignage de deux magistrats de Londres en visite à Nottingham en 1811 pour jeter le discrédit sur le témoignage de tous

naïve[41] et souvent légère[42]. Personne n'imagine que Henson soit parti en expédition la nuit, le visage noirci et armé d'un marteau. Le problème est le suivant : a-t-il approuvé (en 1811-1812 ou en 1814) le signal qui a fait entrer d'autres hommes en action, a-t-il collecté de l'argent pour eux ou coordonné sa tactique avec la leur ?

Tout en restant prudent, je suis toujours d'avis qu'à partir de février 1812, au moins, il usa de son influence pour dissuader ses compagnons tricoteurs de recourir à la tactique luddiste. C'est ce qu'il dit lui-même douze ans plus tard[43], et cette déclaration revenait implicitement à admettre qu'il avait eu des rapports avec eux. Assurément, au cours des campagnes successives qu'il mena pour obtenir le soutien parlementaire, il était d'une importance capitale d'empêcher les « actes de violence », et (malgré les circonstances dans lesquelles cette lettre fut écrite) je suis porté à accepter la teneur générale du compte rendu qu'il fit à Lord Sidmouth de ses efforts pour apaiser les esprits des tricoteurs lorsque leur proposition de loi fut rejetée (juillet 1812) :

---

les magistrats de la ville et du comté de 1811 à 1817. Quant au témoignage du secrétaire de mairie de Nottingham, Coldham, qui était le secrétaire du « comité secret » des bonnetiers, ils n'en tiennent pas compte puisqu'il n'avait aucune expérience de l'industrie de la bonneterie (p. 138, 139 et 139, n. 5). Les magistrats ne leur réussissent pas. Le « magistrat londonien » (p. 134) qui présente Henson comme un « homme sensé et fort loquace » n'était autre, en réalité, que James Hooley, bonnetier de Nottingham, qui était disposé à certifier sous serment que Henson était engagé dans des pratiques relevant de la trahison, Hooley à Sidmouth, 8 avril 1817, H.O. 42.163.

41. Ils semblent prendre pour argent comptant toutes les dénégations sur les rapports entretenus avec le luddisme, même quand Henson écrit à Sidmouth de sa prison et sollicite sa mise en liberté (p. 140). À supposer qu'il était effectivement lié au luddisme, aurait-il dit autre chose ?

42. Jusqu'à ce que l'on retrouve l'histoire du luddisme de Henson, la source essentielle sur le luddisme de Nottingham doit demeurer la volumineuse documentation du *Public Record Office* ; mais les références de Church et Chapman à ces documents semblent toutes de seconde main : J.L. et B. Hammond, Darvall, Patterson ou moi-même.

43. Voir R.A. Church et S.D. Chapman, *op. cit.*, p. 140.

> J'entrepris d'apaiser et de modérer les esprits à Nottingham [...] [et] j'y parvins, mais d'une manière qui porta un nouveau coup à certains des maîtres, en conseillant aux travailleurs de chercher à obtenir réparation par le biais d'associations. [...] Ce projet était certes critiquable mais, au milieu d'un tel tumulte, c'était le seul expédient possible[44].

Ce compte rendu concorde assez bien avec un rapport confidentiel de Coldham en juin 1812, avant que la proposition ne soit repoussée. Le vote du projet de loi qui rendait les coupables passibles de la peine de mort, intervenu au cours du mois de mars précédent, avait « tari nos sources et rendu l'information moins facile d'accès » :

> Je crois que les mesures débattues au Parlement [c'est-à-dire le débat sur la proposition des tricoteurs sur métier] intéressent beaucoup les tricoteurs sur métier et que ceux qui étaient naguère disposés à créer des troubles, et parmi ceux-ci ceux qui sont prêts maintenant à recourir si nécessaire aux extrémités les plus horribles (si nécessaire à maintenir le système de la terreur), sont prêts à attendre le succès de la proposition qui sera portée devant le Parlement.

Coldham redoutait néanmoins que les ouvriers n'entament bientôt une agitation générale en faveur de la paix :

> En attendant, je ne peux qu'applaudir la politique des *partisans du général Ludd* [les mots en italiques sont biffés et on lit en surcharge « tricoteurs sur métier »] qui affectent d'imputer tous les maux à la conduite de leurs maîtres et aux marchandises frauduleuses [...][45].

Henson et Coldham se trouvaient tous deux dans une passe politique extrêmement redoutable en 1812 et 1813. Si Henson était constitutionnaliste, il était avant tout dirigeant des tricoteurs sur métier. Pour espérer contenir les luddistes, il devait faire la preuve que les

44. Henson à Sidmouth, Cold Bath Fields, 10 juin 1877, H.O. 42.166.
45. Coldham, 2 juin 1812, H.O. 42.123.

méthodes qu'il préconisait pouvaient apporter des résultats. Il échoua avec son projet de loi, et le moyen qu'il proposa ensuite fut la formation de l'*Union Society*. Mais Coldham, de la même façon, savait que la stratégie « constitutionnaliste » – pour illégale qu'elle ait été dans le cadre des *Combination Acts* – était un moyen de défense contre le luddisme. Seul ce fait peut expliquer pourquoi l'*Union Society* alla aussi loin.

Cela dit, il demeure des ambiguïtés quant à la position de Henson. Comme le rappellent Church et Chapman, Francis Place, qui parla avec Henson en 1824 longtemps après la fin des troubles, semble avoir pensé qu'il n'était autre que le « roi Ludd » lui-même[46]. Il reste du domaine du possible que les tricoteurs (qui employèrent effectivement Henson comme organisateur à plein temps à certains moments entre 1812 et 1814[47]) aient bel et bien conservé le bras droit de l'action luddiste en réserve pour les moments où le bras gauche constitutionnaliste s'avérerait trop faible. Assurément, certains faits montrent que, jusqu'en 1817, Henson et ses comités successifs levaient des fonds et s'attachaient les services d'avocats pour défendre des prisonniers luddistes[48]. Church et Chapman avancent que, si Henson avait été réellement impliqué, on en trouverait la preuve dans sa correspondance[49]. Mais Henson était beaucoup trop rusé pour signer sa complicité dans des actes passibles de la peine capitale. On intercepta toutefois, en avril 1817, une intéressante lettre d'Anderson, collègue de Henson, adressée à un tricoteur anglais de Calais, dans laquelle il sollicitait du travail pour « un jeune homme très utile, fort adroit

46. British Museum, Add. MSS 27809, f^os^ 17, 18.

47. J.T. Becher, 24 mai 1814, H.O. 42.139.

48. Une lettre de H. Enfield (21 octobre 1816), H.O. 42.154, semble montrer que la poursuite en justice des maîtres qui payaient en nature ne fut pas (comme le laissent entendre Church et Chapman, p. 136) une campagne « privée » de Henson. Des souscriptions étaient organisées par les comités, qui utilisaient l'argent pour des objectifs syndicaux, la poursuite des maîtres en justice et la défense des prisonniers luddistes.

49. *Op. cit.*, p. 140.

dans le métier » qui était manifestement un réfugié luddiste. La lettre continuait ainsi :

> J'ai de très mauvaises nouvelles à vous annoncer nous avons envoyé une pétition au gouvernement pour sauver la vie de ces infortunés que l'on a exécutés aujourd'hui à Leicester. Nous l'avons envoyée par l'intermédiaire de Gravener Henson et Wm Robinson. Une fois ces derniers là-bas, ils ont arrêté Gravener et l'ont emprisonné à la Tour pour haute trahison et il lui ont dit qu'il leur avait épargné la peine d'aller le chercher [...]

À l'évidence, les deux correspondants connaissaient bien les luddistes exécutés (« petit Sam le déserteur », etc.), et la lettre concluait : « M. et Mme Henson et les autres vous envoient leurs salutations[50]. »

Au terme d'un « examen minutieux » des faits, nous sommes donc dépourvus de certitude quant aux rapports exacts de Henson avec les luddistes. Mais rien n'a été mis au jour qui apporte de l'eau au moulin de Church et de Chapman quant à la modération et l'hostilité au luddisme des ouvriers de Nottingham par contraste avec ceux de la campagne. Comme ils le remarquent, « l'importance politique et sociale » de cette division « est passée jusqu'ici inaperçue »[51]. Il y a là un fait bien remarquable. Ce qui est si clair aux yeux de nos historiens n'a inexplicablement pas été perçu par des dizaines de magistrats, de militaires et d'observateurs de l'époque, qui ont continué d'envoyer des rapports partiaux sur la solidarité des tricoteurs de Nottingham, leur refus de donner des informations, leurs collectes de fonds pour les luddistes et leur radicalisme passionné. N'est-ce pas à Church et à Chapman qu'aurait échappé un point bien simple ?

On a brisé moins de métiers à Nottingham que dans les villages alentour parce que l'organisation des travailleurs y était plus forte qu'à la campagne. Les conditions de travail et de salaire étaient meilleures et ils obtenaient plus vite satisfaction auprès

50. J. Anderson à Wood (de Calais), 16 avril 1817, H.O. 42.163.
51. *Op. cit.*, p. 140.

des employeurs[52]. C'était précisément dans les villages et dans l'arrière-pays industriel où opéraient les intermédiaires et où se fabriquait la marchandise à bon marché que les menaces se faisaient sentir pour leur situation. Les villages constituaient le champ de bataille parce que c'est là que passait la frontière entre l'organisation et la désorganisation.

On peut établir un parallèle avec le luddisme du West Riding. Il n'y eut pas d'événements luddistes à Leeds tout simplement parce que l'organisation des tondeurs de drap était très forte et qu'il n'y avait pas de machines à briser. Ce fut de nouveau dans l'arrière-pays, dans la vallée de la Spen et autour de Huddersfield, que le conflit se déroula. Et on retrouve ce conflit au sein même des ateliers. Dans l'atelier de Wood, où travaillait George Mellor, on avait empêché Benjamin Walker (qui devint ensuite informateur) de travailler à Leeds parce qu'il n'appartenait pas à l'« Institut » des drapiers ; mais il connaissait l'Institut « bien avant le début du luddisme » : « beaucoup d'argent a été recueilli et dépensé à Londres pour les lois. » James Haigh, d'autre part, avait appartenu au syndicat, mais pas au cours des quatre années précédentes. L'étude de cet atelier conduit par ailleurs à écarter cet économisme grossier, que l'on trouvait autrefois dans la vulgate marxiste et qui s'est réfugié à présent dans les travaux des historiens économiques orthodoxes, et qui amène à supposer que les travailleurs les plus mal payés et les plus durement frappés sont nécessairement les plus militants. George Mellor, en fait, était le beau-fils de son employeur (« il était au-dessus de moi et ne m'a jamais fréquenté », se plaignit Walker), ne gagnait pas moins de 35 shillings par semaine et, n'ayant pas de famille, avait économisé, disait-on, 100 livres[53]. Ce fut précisément, comme je l'ai suffisamment montré, les travailleurs privilégiés qui voyaient leur statut menacé qui fournirent les dirigeants luddistes.

52. Voir J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer*, 2e éd., 1920, p. 262, 264, 265.

53. Interrogatoires de Walker et de Haigh devant Joseph Radcliffe, K.B. 8.91, fos 11, 153, 192, 198.

Ainsi n'avons-nous nul besoin de la thèse Church-Chapman pour comprendre la première phase du luddisme à Nottingham. Après l'échec de la campagne parlementaire de l'été 1812, cette thèse est plus utile. L'unité entre les travailleurs de la ville et les travailleurs organisés de l'arrière-pays était déjà mise à rude épreuve[54], et après la défaite du projet, le syndicat, dans sa forme nouvelle, dut se replier sur sa base urbaine[55].

L'échec de l'agitation a peut-être accentué le défaitisme parmi les travailleurs de la campagne, ou suscité un extrémisme du désespoir, mais il ne révèle rien quant à la modération des ouvriers de la ville. Church et Chapman contestent mon hypothèse selon laquelle Henson « partageait le radicalisme politique avancé des luddistes[56] », puisque, nous l'avons vu, les idées des bourgeois (*burgesses*) de Nottingham « pouvaient trouver à s'exprimer [...] dans le courrier des lecteurs des journaux ». Il y a ici une consternante faillite de l'imagination historique. Les habitués des salles de professeurs des universités des années 1960 se satisfont peut-être d'une expression occasionnelle sous la forme d'une lettre au *Times*, mais les doléances du peuple d'Angleterre entre 1811 et 1820 ne trouvaient pas satisfaction aussi aisée. Il est peut-être exact (comme le remarquent assez pompeusement nos auteurs)

54. Voir *supra*, p. 789-790 *sq.*, et *Records of the Borough of Nottingham*, VIII, p. 148.

55. Lors de la campagne en faveur de la proposition de loi, il y eut un soutien réel dans les campagnes : signatures – pour la ville de Nottingham : 2 629 ; comté : 2 078, *Records*, VIII, p. 144. Mais la première conférence annuelle de l'*Union Society* en 1813 vit un grave déclin de ce soutien : membres – de Nottingham, 1 455 ; Lambley : 59 ; Basford : 72 ; Ilkeston : 95 ; Sutton et Mansfield : 79 (total du comté, 305), H.O. 42.139.

56. *Op. cit.*, p. 137. Ce que j'ai dit en réalité (*supra*, p. 1022), c'est que Henson « incarnait le combat des travailleurs à domicile, touchant aux franges du luddisme, organisant leur syndicat illégal, partageant leur radicalisme politique avancé, et s'efforçant de [...] faire décréter une législation protectrice en leur faveur ». « Leur » s'applique à l'évidence aux travailleurs à domicile et non au luddisme.

qu'« on est moins renseigné sur les aspects caractéristiques [c'est-à-dire des attitudes politiques des travailleurs] qu'on ne le pense parfois[57] ». S'il faut renoncer à prendre en compte les principales sources, dans les documents du ministère de l'Intérieur, alors nous devrons longtemps nous satisfaire d'un savoir limité et d'un agnosticisme de bon ton.

Je n'ai jamais avancé, naturellement, que le radicalisme populiste des « régions troublées » au cours de ces années se soit limité à une classe ouvrière économiquement circonscrite, encore moins aux travailleurs les plus durement touchés. Les commerçants, les petits maîtres, les professions libérales et d'autres firent entendre leur voix au cours de l'agitation. Bien des années plus tard, Place évoquait encore « l'odieuse infamie » et « la conduite misérable et meurtrière » du gouvernement de l'après-guerre[58]. En outre, je me suis efforcé de montrer que le luddisme des Midlands, davantage que dans le Yorkshire et le Lancashire, s'était limité à des objectifs syndicaux. Mais cela n'atténue en rien la portée d'un fait irréfutable : le luddisme à Nottingham s'est manifesté dans un contexte général d'agitation et d'espérance radicales. En mai 1812, époque où, d'après Church et Chapman, les travailleurs de Nottingham auraient été séduits par le constitutionnalisme modéré, la nouvelle de l'assassinat du Premier ministre « fut accueillie par la foule dans la liesse », avec « exultation, des cris, des feux de joie et [...] portant drapeau et tambour »[59]. On ne put mettre un terme aux troubles que par la force militaire et la lecture du *Riot Act* (loi sur les émeutes).

Il est indéniable que Henson s'est lui-même aligné sur ce radicalisme, mais les preuves quant à son engagement direct en 1816 et en 1817 sont si contradictoires que la question ne peut être tranchée. Il se trouvait des auteurs de lettres anonymes qui désiraient le « donner ». L'un d'eux accusa, en 1817, Henson et six de ses « amis du *Hembdon*

57. *Op. cit.*, p. 161.
58. British Museum, Add. MSS 27809, f^os^ 69, 70.
59. Coldham, 14 mai 1812, H.O. 42.123.

*Club* [...] vagabonds fort hardis [...] pis que des bandits de grands chemins[60] ». Thomas Savage, luddiste qui attendait d'être exécuté, essaya de sauver sa peau la même année en incriminant Henson (voir p. 518 *sq.*). Mais sa déposition ne tendait qu'à faire état de liens entre Henson et le major Cartwright, Burdett et Benbow, et elle était trop opportune (« Savage entendit Henson dire il y a environ un an et demi que le dépôt de Derby pouvait être pris ») pour être acceptable[61].

Une fois sorti de prison, Henson s'écarta progressivement des tricoteurs sur métier, à la fois par son mode de vie et dans ses valeurs politiques. L'étude de Church et Chapman est éclairante sur ces dernières années. Mais l'évolution d'un individu ne saurait invalider (comme ils semblent le croire) des observations générales sur les luddistes ou sur la classe ouvrière. Les évolutions de ce type, dans les idées ou le statut social, ne sont pas totalement inconnues. Il y a un élément pathétique dans la carrière de Henson. Énergique et doué d'aptitudes intellectuelles peu communes, il s'était souvent laissé aller à la colère avec ses compagnons : « Maudit métier, écrivait-il à un camarade du Comité en mai 1812, ce sont les Hommes les plus rétrogrades, les plus attentistes et les *moins désireux de faire le bien* qu'il y ait sur Terre. [...] Si un Homme du Métier quel qu'il soit refuse de faire son Devoir en fabriquant des Articles pour la Reprise de son Métier, Cognez-lui la Figure sur-le-champ[62]. » Après l'échec de sa stratégie, il apparaît de plus en plus comme un homme isolé, entier, un peu comme un « rouspéteur ». Il était suspect aux yeux de

60. Anonyme (Sam Weller ?), daté de Nottingham, 15 juin 1817, H.O. 42.166.

61. Le magistrat qui prit la déposition de Savage le jugea comme « un homme sensé et instruit [...] capable d'être l'un des dirigeants d'un comité d'ouvriers ». Certains de ceux qui étaient mentionnés dans sa déposition étaient en fait membres d'un club Hampden. Mais les circonstances extrêmes d'une telle confession la rendent suspecte au plus haut point ; déposition de Savage, 8 avril 1817, et lettres de C.G. Mundy à Sidmouth, 4 et 17 avril 1817, H.O. 42.163 ; voir également H.O. 40.10.

62. *Records*, VIII, p. 147.

ceux qu'il avait servis[63], et il est manifeste qu'en 1825 il avait perdu son influence. Ce rejet accentua peut-être ses critiques vis-à-vis de la jeune génération de dirigeants chartistes et radicaux.

J'ai suivi Church et Chapman de très près dans leur argumentation, et cela pour la raison suivante : J.L. et B. Hammond, de leur vivant, tendirent trop souvent la joue à leurs détracteurs en observant un silence élégant ; et ce, jusqu'à leur mort. Depuis plus de vingt ans, l'école historique idéologique (*ideological school of history*) peut s'en prendre en toute impunité aux « sentimentalistes » dans des articles et des séminaires. Ne rencontrant que le silence, ils sont devenus négligents : une certaine arrogance de spécialistes, l'idée d'une rigueur antisentimentaliste ont servi à couvrir toutes les lacunes d'érudition.

Quant à moi, je ne suis ni comme il faut ni encore mort. Si j'ai répondu avec vigueur, c'est dans l'intérêt de l'histoire elle-même. Qu'il y ait des controverses, tant mieux. Mais qu'elles portent sur les faits historiques eux-mêmes au lieu de venir en défense de présupposés idéologiques. Le cas Henson illustre la complexité des preuves à ce stade. Je ne pense en aucune façon, en traitant nombre de points aussi complexes dans ce livre, avoir toujours dégagé la vérité. Je n'ai rien fait d'autre que de puiser dans les centaines de milliers de documents conservés au Public Record Office, et certaines questions ne seront clarifiées qu'après l'étude de sources locales que je n'ai pas exploitées[64]. Aucun historien ne peut espérer couvrir à lui seul, et dans le détail, tout ce champ. Une compréhension plus approfondie doit attendre la publication de nombreuses études plus pré-

63. Voir le rapport d'un espion, 4 mai 1819, sur le rassemblement en plein air de tricoteurs sur métier à Nottingham : « Gravenor Henson était là. Certains dirent, en confidence, qu'ils le soupçonnaient d'être un traître. » Ils dirent : « Prenons garde qu'il ne devienne pas un autre Oliver », H.O. 42.187.

64. On trouve un exemple admirable de recherche locale dans les travaux du Comité du 150e anniversaire de la révolution de Pentrich auxquels ont participé des bibliothécaires, des archivistes et des historiens, et qui ont permis de mettre à jour et de rassembler des sources nouvelles importantes.

cises et plus patientes – intitulées par exemple « Gravenor Henson et la formation de la classe ouvrière anglaise ».

Church et Chapman concluent leur entreprise de démolition de mon travail par un certain nombre de sermons idéologiques :

> [...] quand certains historiens du monde du travail parlent de « la classe ouvrière », de ses normes et de ses valeurs, c'est le comportement et l'état d'esprit de la fraction non inerte des classes ouvrières qu'ils attribuent sciemment ou à leur insu à l'ensemble des classes ouvrières : « les classes ouvrières » sont ainsi identifiées à « la classe ouvrière ». Il est légitime de se demander s'il est justifié d'attribuer aux masses inertes et silencieuses les idées qu'a eues seulement une partie de la minorité d'après ce qu'on a pu démontrer [...][65].

(J'apprécie tout particulièrement les relents policiers de l'expression, « sciemment ou à leur insu », suivie de « il est légitime [...] ».) Puisque d'autres critiques se sont attardés sur ce terrain, animés des mêmes intentions, j'aborderai pour conclure ces questions de catégories et de méthodes :

> Par exemple, il cite (p. 1092) le meeting de Newhall Hill de 1832, à Birmingham, auquel « participèrent – dit-on – 180 000 personnes » (chiffre non contesté par M. Thompson). Même en admettant que, dans la foule, « on trouvait de très nombreux mineurs de Walsall, des ouvriers métallurgistes de Wolverhampton, des travailleurs à domicile de Dudley », ce chiffre est absurde. En 1831, la population totale de Birmingham, Dudley, Walsall et Wolverhampton était inférieure à 140 000.
> Bien des chiffres de M. Thompson sur les rassemblements de masse sont pareillement exagérés [...]

Puisqu'ils ne donnent pas d'autre exemple d'exagération, considérons celui-ci, bien que ce meeting (qui eut lieu en 1833 et non en 1832) ait fait l'objet d'une simple référence en passant et qu'il n'ait pas été

65. *Op. cit.*, p. 165.

dans mon propos de contester ou de confirmer ce chiffre. Il semble que je dispose de chiffres de recensement différents de ceux de Nuffield College, et les miens font apparaître, à Birmingham en 1831, une population qui dépasse 140 000 personnes. Si nous prenons ensemble les communes de Birmingham, Dudley, Walsall et la ville de Wolverhampton, nous parvenons à un total de 209 827. Si nous prenons les *Poor Law Unions* de ces centres, nous atteignons 284 863 ; si nous ajoutons les Unions de West Bromwich (Wednesbury compris) et de Stourbridge (Halesowen et Tipton compris) – et, selon les comptes rendus de presse, ces deux régions étaient fortement représentées –, nous arrivons à 360 390 pour le secteur de population concerné. On pourrait ajouter d'autres régions éloignées (la presse signale des contingents venus de Coventry, Warwick, Leamington, Tewksbury, etc.).

Cela dit, le chiffre de 180 000, soit la moitié de la population de la région, paraît improbable. Il paraîtrait moins « absurde » si Currie et Hartwell s'intéressaient de plus près aux sources « littéraires », ô combien méprisées. Ce meeting (dont le but était, entre autres, de demander le renvoi de ministres) fut un centre d'intérêt national et observé avec inquiétude par le gouvernement. Ce fut l'un de ces rassemblements bien préparés et bien annoncés que l'Union de Birmingham savait d'expérience organiser : des tribunes étaient érigées sur les estrades, des contingents arrivaient du voisinage, en bon ordre derrière des cavaliers, et encadrés par un service d'ordre. Pour la foule, cela tenait à la fois du spectacle et du festival ; le journaliste du *Times* écrivit que Newhall Hill ressemblait à une « grande foire » : « [...] il ne fait point de doute à nos yeux que le bon peuple de Birmingham et des alentours a vu dans le rassemblement un excellent [...] prétexte pour faire la fête. » Aux abords, on trouvait de quoi se restaurer : boisson au gingembre, bière, oranges, biscuits. Tous les comptes rendus (en particulier dans la presse hostile) relevèrent le grand nombre de femmes et d'enfants. Tous les récits de première main, depuis l'*Aris's Birmingham Gazette* jusqu'au *Times*, jugèrent le rassemblement « immense », mais les estimations précises sont moins satisfaisantes. Les réformateurs revendiquèrent jusqu'à 230 000 participants ; le *Times*, qui était à la fois hostile et sceptique, nota que l'espace occupé pouvait sans difficulté en contenir

150 000 à 200 000, la colline était couverte « de tous côtés » par une « masse dense » et un « immense océan d'êtres humains ». Estimant l'assistance entre 70 000 et 80 000 personnes, il ne précisait pourtant pas clairement si ce chiffre comprenait ou non les femmes et les enfants.

180 000 paraît un chiffre important, mais il n'est pas « absurde ». Bien sûr, les organisateurs de rassemblements ont tendance à exagérer les chiffres, et les opposants à les minorer. Je suis tout à fait prêt à réviser à la baisse les chiffres émanant du côté du peuple si mes détracteurs révisent à la hausse les leurs. Mais l'important est de savoir si j'exagère en permanence la portée du mouvement populaire, qui ne concernait qu'une minorité tandis que « les masses inertes et silencieuses » se tenaient à distance. Je soupçonne ici Currie et Hartwell d'être à tel point accoutumés aux modes de la politique institutionnalisée qu'ils ne prennent pas en compte les modes fort différents de cette période et le soutien massif qui se manifestait dans les moments les plus intenses de l'agitation. Dans de telles circonstances, ce n'étaient pas des dizaines mais des centaines et parfois des milliers de gens qui étaient prêts à couvrir de nombreux kilomètres pour aller écouter un orateur (ou un prédicateur). En 1801, Hay trouva des milliers de personnes à Buckton Castle, « site très élevé et où se rejoignirent les comtés de Lancaster, York, Chester, et Derby » ; certains affluaient depuis quatre heures du matin de Manchester (douze miles) et de Stockport (neuf miles)[66]. Des milliers de tisserands et de fileurs étaient prêts, en 1817, à marcher de Manchester à Londres. Et il est bien attesté que des milliers de gens défilèrent lors du « pèlerinage » d'Oastler à York. Les chartistes du Lancashire et du Yorkshire tinrent des rassemblements à Blackstone Edge, à des kilomètres de tout grand centre. Dans les périodes de fièvre, quand les rassemblements se tenaient au milieu de régions très peuplées (les meetings de Newhall Hill ou le rassemblement chartiste de Peep Green en 1839), l'assistance était sans aucun doute « immense ». Il faut peut-être se tourner du côté des rassemblements nationalistes de ces dernières années en Afrique ou en Asie pour en trouver des équivalents.

Cela ne signifie pas que les réformateurs étaient soutenus avec

66. W.R. Hay, 4 mai 1801, f^os^ 11-15, H.O. 42.62.

constance par les masses. Un dirigeant pouvait se retrouver isolé du jour au lendemain (comme le fut Henson). Au début des années 1830, même le solide John Gast, qui participait à l'agitation depuis quarante ans, pouvait s'écrier : « le seul moyen d'atteindre le cerveau d'un Anglais est de s'adresser à ses tripes. [...] Burke ne se trompait pas de beaucoup quand il les appelait la Multitude des Pourceaux, car nourrissez bien un porc et vous en tirerez ce que vous voudrez[67]. » Bien que cela reflète aussi les vues de l'histoire populaire anglaise de W.W. Rostow et de certains collaborateurs de l'*Economic History Review*, ce n'est pas entièrement vrai. Tout au long de cette période jusqu'au chartisme, l'attente politique populaire ne cesse de croître. Currie et Hartwell, et d'autres avec eux, estiment que je n'ai pas montré le mouvement d'une classe, mais seulement la radicalisation d'une minorité d'artisans, qui avait peu de points communs avec les « pauvres travailleurs »[68]. « La classe ouvrière de M. Thompson demeure, même au terme de 850 pages, un mythe, une construction issue d'une imagination orientée et de présupposés théoriques. »

C'est à mes lecteurs qu'il appartient d'en juger. J'ai essayé de distinguer les expériences de groupes différents (artisans, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles) et de montrer comment ils en venaient à agir, à penser et à sentir non plus à travers les modes anciens de respect du maître et d'isolement local, mais comme une classe. Currie et Hartwell ont sans doute besoin de quelque chose de plus défini, d'une appartenance de classe matérialisée par la possession d'une carte pour être convaincus. Puisque les relations et la conscience de classe sont des formations culturelles, elles ne sont jamais aussi précises et aussi concrètes. L'histoire n'a pas davantage de points terminaux. L'aboutissement de cette période de « formation » se situe au-delà de ce livre, dans la période chartiste où ces divers groupes trouvèrent des institutions, des programmes, des formes d'action et des modes de pensée communs. Les visions propres à chaque groupe

67. Gast à Place, British Museum, Add. MSS 27829 f° 20.

68. R. Currie et R.M. Hartwell, *op. cit.*, p. 638, 639. J'ai du mal à comprendre pourquoi ils estiment que je « n'aime pas les artisans ».

ne s'éteignirent pas pour autant et on s'aperçoit qu'elles sont sources de tension au sein du mouvement commun, même en 1839. Avec l'échec du chartisme (auquel ils contribuèrent), les groupes se séparèrent une fois de plus et une phase nouvelle d'institutions et de relations de classe commença[69].

Ce qui se produisit lors de cette période de « formation » est double. D'une part, il se produisit un changement, dans l'arrière-plan général comme au sein de la minorité, des dispositions populaires. La minorité active (assurément pour l'essentiel constituée d'artisans et de travailleurs à domicile) ne se trouva plus cernée par les brutes de l'Église et du Roi ou englouties dans l'apathie de la masse. Ce changement ne se produisit pas une fois pour toutes et en tous lieux. On le remarque à Londres en 1795[70], à Nottingham en 1796[71], à Birmingham à peu près à la même date[72]. À Newcastle, il n'eut lieu sans doute qu'en 1819[73], tandis qu'il survint avec une très grande intensité à Merthyr en 1831[74].

D'autre part, à partir de 1816, d'abord seulement en certains endroits

69. Je me suis exprimé plus largement sur ce sujet, et ai essayé de clarifier ce que j'entends par « classe » dans « The Peculiarities of the English », in Ralph Miliband et John Saville (éd.), *The Socialist Register, 1965*, notamment p. 357, 358.

70. Dans *The Brazen Trumpet*, du 17 mars 1798, un correspondant note : « [...] une coalition de prêtres choyés, paresseux et insolents ne pourrait pas, aujourd'hui, enrôler une foule sous sa bannière » comme en 1792. « L'âge des ténèbres s'éloigne à grands pas. »

71. J.F. Sutton, *The Date-Book of Nottingham*, Nottingham, 1880, p. 212.

72. Voir l'étude minutieuse de R.B. Rose, « The Origins of Working-Class Radicalism in Birmingham », *Labour History*, Canberra, novembre 1965, p. 6-14 ; Victoria County History, Warwickshire, VII, 1964, p. 284, 285.

73. Voir *supra*, p. 910 *sq*. Je n'accepte pas le point de vue de M. McCord dans « Tyneside Discontents and Peterloo », *Northern History*, Leeds, II, 1967, p. 91-111, selon lequel il y a peu de faits pour établir le soutien des mineurs au « Lundi radical ». Il a une vue trop limitée des faits et les traite de surcroît de façon trop sélective. J'ai cité plus haut des faits allant en sens contraire.

74. Voir la magistrale étude de G.A. Williams, « The Insurrection at Merthyr Tydfil in 1831 », *Trans. Hon. Soc. of Cymmrodorion*, 1965, p. 222-243.

et dans certains esprits, mais bientôt avec une fréquence et une diversité accrues, des idées furent élaborées, des actions lancées, des expériences menées avec des organisations, qui préfigurent les événements des années 1830, et qui montrent que les travailleurs se situaient de manière nouvelle par rapport aux autres groupes sociaux et qu'ils mettaient en œuvre de nouvelles solidarités.

C'est en partie une question de *moral*. Au niveau le plus simple, cela signifie qu'il était possible pour des travailleurs d'avoir conscience, non pas d'une sporadique agitation de foule, mais d'un engagement soutenu dans un mouvement qui visait leurs objectifs de classe propres. Et d'avoir une confiance qui leur permettait d'affronter les ressources physiques et morales de leurs adversaires. En mars 1817, un jeune *Blanketeer* fut arrêté à Ashburn, dans le Derbyshire, en route pour Londres et on trouva cette note dans sa poche :

> Père et mère,
>
> Je suis arrivé dans cette Ville ce soir et j'espère y faire halte toute la Nuit. Tout est Confusion, à certains des nôtres ils permettent d'Aller en ville et à d'autres non. En chemin nous avons été constamment Surveillés par les Soldats et Beaucoup sont repartis. Nous voyons fort bien qu'ils sont Décidés à nous arrêter, beaucoup d'entre nous ont été emprisonnés dans presque toutes les villes que nous avons traversées. Leurs épées nous menacent, mais les choses sont ainsi [...]

« Dites à tous les hommes, concluait la lettre, que j'ai bon moral comme jamais, bien que j'ignore si je ne me retrouverai pas en prison d'ici dix minutes, je suis un Réformateur fidèle et je ne Crains pas qu'on le sache. » Voilà ce que j'appelle la nouvelle confiance de classe[75].

Quant à la définition théorique du terme de classe, je ne peux que reprendre ce que j'ai écrit ailleurs :

> Les sociologues qui ont arrêté la machine à remonter le temps et qui, au prix d'un lourd labeur conceptuel, sont descendus voir dans la salle des machines, nous disent qu'ils n'ont pu nulle part localiser et répertorier

75. Jonathan Hutton, 11 mars 1817, H.O. 40.5.

une classe. Ils ne trouvent qu'une multitude de gens aux professions, revenus, statuts différents. Ils ont bien sûr raison puisque le terme de classe ne renvoie pas à telle ou telle pièce de la machine, mais à *la façon dont celle-ci fonctionne* une fois en marche (non pas à tel ou tel intérêt mais au conflit des intérêts), au mouvement lui-même, à la chaleur, au vacarme. Une classe est une formation sociale et culturelle (trouvant souvent une expression institutionnelle) que l'on ne peut définir dans l'abstrait ou isolément mais seulement dans ses relations avec d'autres classes ; et finalement, la définition ne peut s'élaborer qu'en fonction de la dimension *temporelle*, c'est-à-dire en termes d'action et de réaction, de changement et de conflit. Quand nous parlons d'une classe, nous avons à l'esprit une catégorie de population définie de manière très vague, de gens qui partagent le même ensemble d'intérêts, d'expériences sociales, de traditions et le même système de valeurs, qui ont une disposition à se comporter en tant que classe, à se définir dans leurs actions et leur conscience en relation à d'autres groupes en termes de classes. Mais une classe en elle-même n'est pas une chose. Elle advient.

Ce livre tente de décrire ce phénomène, ce processus d'autodécouverte et d'autodéfinition[76].

76. « Peculiarities of the English », *op. cit.*, p. 357.

# *Note bibliographique*

J'ai utilisé les sources manuscrites de façon sélective, en particulier à chaque fois qu'il m'a paru opportun de réexaminer les comptes rendus couramment admis. Dans les documents du Public Record Office, les sources les plus précieuses ont été les *Home Office Papers* (H.O.), notamment les séries 40 et 42 (liasses relatives à la Société de correspondance de Londres, aux émeutes de la faim, etc.) dans les *Privy Council Papers* (P.C.) ; et les *Treasury Solicitor's Papers* (T.S.), qui contiennent parfois les éléments (rapports d'informateurs, dépositions, lettres interceptées, etc.) qui servaient à préparer les dossiers du ministère public contre les prisonniers d'État. J'ai également consulté la *Place Collection* au British Museum (Add. MSS), et trouvé fort utiles l'« autobiographie » de Place, les minutes et les registres de correspondance de la SCL, des notes sur certains aspects de l'histoire de la SCL, rédigées par Hardy, Richter, Lemaître et Oxlade ; les documents de Place sur la vie de Spence et ses notes sur la période 1816-1820, et des notes de Lovett sur l'histoire de l'Union nationale des classes ouvrières et autres. J'ai expliqué dans le texte les raisons qui conduisent à utiliser avec prudence les documents historiques de Place.

Les *Fitzwilliam Papers* font partie de la grande collection Wentworth conservée maintenant à la Sheffield Reference Library. Ils contiennent une partie de la correspondance sur les affaires publiques du comte Fitzwilliam, ainsi que des rapports émanant de juges de paix du Yorkshire et d'autres informateurs à l'époque où il était *lord-lieutenant* du West Riding. Je me suis servi des séries F. 44, 45 et 52, qui sont intéressantes pour le début des années 1790, les années

1801-1803 et pour le luddisme. Deux autres sources sont précieuses pour le luddisme. Les *Radcliffe Papers* contiennent des éléments de la correspondance conservée par Sir Joseph Radcliffe, le zélé magistrat de Huddersfield qui fut fait chevalier en reconnaissance de ses efforts pour faire passer en jugement un certain nombre de dirigeants luddistes du Yorkshire. Les manuscrits sont conservés par son descendant le capitaine J.B.E. Radcliffe, Rudding Park, à Harrogate, et ils sont répertoriés par le National Register of Archives. Les papiers du comité des tricoteurs sur métier furent saisis en 1814 et se trouvent aux Archives de la ville de Nottingham. Ils couvrent la période 1812-1814 et on en a publié une remarquable sélection dans *Records of the Borough of Nottingham, 1800-1832*, 1952. Telles ont été mes principales sources manuscrites.

La plupart des opuscules, périodiques, etc., cités dans le texte se trouvent au British Museum ou à la John Rylands Library (à Manchester). Il n'a pas été possible de consulter toute la presse des cinquante années que couvre mon récit et j'ai donc consulté journaux et périodiques de façon sélective, en essayant d'éclairer certains problèmes et certaines périodes. J'ai fait fréquemment référence au *Political Register* de Cobbett, au *Times*, au *Leeds Mercury* et à la *Nottingham Review*, ainsi, à l'occasion, qu'à d'autres journaux de province. Parmi les périodiques jacobins, radicaux, syndicaux ou owénistes que j'ai consultés, on trouve :

Pour les années 1790 : *Politics for the People* d'Eaton ; *The Patriot* (Sheffield) ; *Tribune* de Thelwall ; *The Cabinet* (Norwich) ; *Argus* de Perry ; *The Philanthropist* ; *The Moral and Political Magazine* ; *The Cambridge Intelligencer* ; *The Sheffield Iris*. (Les textes les plus intéressants des années 1790, cependant, se trouvent plutôt dans les pamphlets que dans les périodiques.)

Pour les guerres et la période 1816-1820 : *Political Review* de Flower ; *Reasoner* de Bone ; *The Alfred* ; *The Independent Whig* ; *Reformist's Register* de Hone ; *Republican* de Sherwin ; *Political Register* de Sherwin ; *The Black Dwarf* ; *The « Forlorn Hope »* ; *The Axe Laid to the Root* ; *The People* ; *The Political Observer* ; *The Legislator* ; *The Briton* ; *Duckett's Despatch* ; *The Gorgon* ; *The Black Book*

(publié à l'origine en fascicules) ; *The Examiner* ; *The Champion* ; *The Cap of Liberty* ; *The Medusa* ; *The Manchester Observer* ; *The White Hat* ; *The Theological Comet, or Free-Thinking Englishman* ; *The Blanketteer* ; *Republican* de Carlile ; *The Birmingham Inspector* ; *Hunt's Address to Radical Reformers.*

Pour les années 1820 et le début des années 1830 : *The Economist* ; *The Mechanic's Magazine* ; *The Trades Newspaper* ; *The Artizan's London and Provincial Chronicle* ; *Prompter* de Carlile ; *Two-Penny Trash* de Cobbett ; *The Devil's Pulpit* ; *The Voice of the People* ; *Cooperator* de W. King ; *Common Sense* ; *The Union Pilot* ; *The Lancashire and Yorkshire Cooperator* ; *The Poor Man's Advocate* ; *The Voice of the West Riding* ; *The Poor Man's Guardian* ; *The Working Man's Friend* ; *The Radical Reformer* ; *The Cosmopolite* ; *The Cracker* ; *The Crisis* ; *The Destructive* ; *The People's Conservative* ; *The Man* ; *The Pioneer* ; *The Herald of the Rights of Industry.* Également (pour la période plus tardive) : *Bronterre's National Reformer* ; *The Social Pioneer* ; *The Ten Hour's Advocate* ; *The Labourer* ; *The Northern Star* ; *Notes to the People.*

Sur la page de titre de la première partie sont reproduites les deux faces d'une des pièces symboliques émises par la Société de correspondance de Londres. Beaucoup de pièces comme celle-là furent mises en circulation – on en frappa par exemple en l'honneur des jurys qui acquittèrent Hardy, Tooke et Thelwall, ainsi que Daniel Isaac Eaton –, et Thomas Spence en frappa beaucoup d'autres. La page de titre de la deuxième partie montre une carte grossière gravée sur bois, vraisemblablement utilisée comme ticket d'entrée aux rassemblements luddistes secrets dans le Lancashire (1812). Sur la page de titre de la troisième partie, le monument satirique de Cruikshank dédié aux vainqueurs de Peterloo est extrait de William Hone et George Cruikshank, *A Slap at Slop* (1822).

Pour finir, il y a quelques sources secondaires à mentionner car, comme tous les spécialistes de cette période, je leur dois beaucoup. *The Early English Trade Unions* (1949) d'A. Aspinall fournit une excellente sélection de documents tirés des Home Office Papers pour les années où les *Combination Acts* étaient en vigueur. *British*

*Working Class Movements : Select Documents* (1951) de G.D.H. Cole et A.W. Filson offre une sélection de sources plus large, et *From Cobbett to the Chartists* (1948) de M. Morris, une sélection plus restreinte. Ceux qui n'ont pas accès au *Political Register* de Cobbett (*Rural Rides* est disponible dans l'édition Everyman) en trouveront des extraits bien choisis dans *The Opinions of William Cobbett* (1944) de G.D.H. et M. Cole et dans *The Progress of a Ploughboy* (1933) de W. Reitzel. *The Platform* (1892) de H.L. Jephson et *Life of Francis Place* (1898) de G. Wallas, empruntent textuellement beaucoup aux manuscrits de Place, très souvent de manière insuffisamment critique. Parmi les ouvrages de J.L. et B. Hammond, *The Skilled Labourer* (1919) demeure capital, et *The Village Labourer* (1911) l'est à peine moins. (*The Town Labourer* (1917) est un travail plus impressionniste.) *London Life in the Eighteenth Century* (1930) de M.D. George ; *Economic History of Modern Britain* (Cambridge, 1927) de J.H. Clapham ; *History of Trade Unionism* (1894, édition révisée en 1820) de S. et B. Webb ; et *Women Workers and the Industrial Revolution* (1930) de I. Pinchbeck : tous ces livres ont accédé au rang d'ouvrages de référence. Il n'existe pas de livre comparable sur l'histoire des débuts des mouvements démocratiques et radicaux ; la meilleure introduction reste sans doute *The Genesis of Parliamentary Reform* (1913) de G.S. Veitch – bien que les jabobins anglais de Veitch soient vraiment trop pieux et constitutionnalistes – et pour la période plus tardive : *The Struggle for the Freedom of the Press* (1928) de W.D. Wickwar et *The Passing of the Great Reform Bill* (1914) de J.R.M. Butler. (L'intéressant volume de S. Maccoby, *English Radicalism, 1786-1832* (1955) est de manière générale trop orienté vers les manœuvres parlementaires pour éclairer le type de problèmes étudiés dans ce livre.) *Passages in the Life of a Radical* (Heywood, 1841) de Samuel Bamford et *Life and Struggles in Pursuit of Bread, Knowledge and Freedom* (1876) de William Lovett – tous deux réédités – sont d'une lecture essentielle pour tout Anglais. Les chercheurs qui désirent inscrire cette histoire dans un cadre plus large trouveront chez E. Hobsbawm, *The Age of Revolution* (1962), et chez Asa Briggs, *The Age of Improvement* (1959), les éléments du contexte

britannique et européen de la période étudiée. Enfin, *England in 1815* (1924) d'E. Halévy, fournit un remarquable panorama de la société britannique du début du XIX^e^ siècle, resté sans égal.

Tenter une bibliographie complète dans un livre qui couvre une aussi longue période et autant de sujets ne peut que paraître prétentieux ou lacunaire. Dans chaque partie de mon livre, je me suis efforcé d'indiquer en notes les sources secondaires les plus pertinentes ; et j'espère avoir également indiqué de manière suffisante mes principales sources primaires. Il me reste donc à solliciter l'indulgence du lecteur et à lui donner, pour finir, l'envoi d'un tisseur de soie de Spitalfields (extrait de *Historical Account of the Silk Manufacture* (1811) de Samuel Sholl) en guise d'excuse :

> Mon métier est entièrement hors d'aplomb,
> Mes rouleaux sont maintenant rongés par les vers ;
> Mes presses et mes pédales sont cassées,
> Mes battants ne veulent plus frapper ;
> Mon écuelle est couverte de poussière,
> Mes cisailles et mes taquets sont la proie de la rouille ;
> Mon peigne et mon harnais sont usés,
> Ma roue ne tourne plus une canette ;
> Ma navette est cassée, mon sablier s'est écoulé,
> Mon ensouple est hors d'usage – c'en est fini de mes lisses !

# *Remerciements*

Je dois des remerciements aux autorités et bibliothèques qui m'ont permis de citer des sources manuscrites. J'ai reproduit des documents inédits détenus au Public Record Office avec l'autorisation du *Controller* du Stationery Office de Sa Majesté. J'ai reproduit des documents provenant des archives Wentworth Woodhouse (*Fitzwilliam Papers*) avec l'autorisation du comte Fitzwilliam et de la Wentworth Estates Company, grâce au conservateur de la bibliothèque de Sheffield. Il me faut également remercier le conservateur des manuscrits du British Museum (collection Place), la Corporation of Nottingham (Archives des tricoteurs sur métier), les bibliothèques municipales de Nottingham, le conservateur de la bibliothèque municipale de Leeds et le capitaine J.B.E. Radcliffe, M.C. (*Radcliffe Papers*). Je voudrais également remercier les bibliothécaires et le personnel de tous ces établissements pour leur aide, ainsi que leurs collègues de la bibliothèque John Rylands à Manchester, la Central Reference Library de Manchester et celle de Norwich, la Brotherton Library (université de Leeds), les bibliothèques municipales de Bradford, Halifax et Wakefield, et du Tolson Memorial Museum à Huddersfield. Le ticket d'entrée luddiste reproduit p. 167 est propriété de la Couronne et publié grâce à l'autorisation du *Controller* du Stationery Office de Sa Majesté.

Je suis également redevable aux maisons d'édition suivantes qui m'ont autorisé à citer des passages d'œuvres dont elles détiennent les droits d'auteur : George Allen and Unwin Ltd (*The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, de M. Weber, 1930) ; Cambridge University Press (*Economic History of Modern Britain*, de Sir John

Clapham, 1929, tome I, et *The History and Social Influence of the Potato*, de R.N. Salaman, 1949) ; Clarendon Press, Oxford (*Wilkes and Liberty*, de G. Rudé, 1962) ; Longmans, Green and Co. Ltd (*The Town Labourer*, 1917, et *The Skilled Labourer*, 1919, de J.L. et B. Hammond) ; Manchester University Press (*Primitive Industrial Revolution*, de T.S. Ashton, 1948). Le texte de la version autorisée de la Bible est propriété de la Couronne, et les extraits cités dans ce livre le sont sous autorisation.

# *Les autres ouvrages d'E.P. Thompson*

Postérieurement à *The Making of the English Working Class*, l'œuvre d'E.P. Thompson s'est prolongée dans trois directions principales :

**1. Polémique et engagement politique**

*The May Day Manifesto* (avec Stuart Hall et Raymond Williams), Londres, May Day Committee, 1967 ;

*The Poverty of Theory and Other Essays*, Londres et New York, Merlin Press, 1978 (principalement une critique de L. Althusser) ;

*Protest and Survive*, Londres, Penguin Special, 1980 (trad. fr., *L'Exterminisme : armement nucléaire et pacifisme*, Paris, PUF, 1983).

**2. La culture populaire et la résistance à la domination : histoire sociale des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles**

*The Unknown Mayhew* (avec Eileen Yeo), Londres et New York, Penguin Books, 1971 ;

*Whigs and Hunters : the Origin of the Black Act*, Londres et New York, Allen Lane, 1975 ;

*Albion's Fatal Tree : Crime and Society in 18th England* (avec Douglas Hay et Peter Linebaugh), Londres et New York, Allen Lane, 1975 ;

*Tradición, Revuelta y Consciencia de clase*, Barcelone, Editorial Crítica, Gripalblo, 1979 ;

*Plebejische Kultur und moralische Ökonomie*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1980 ;

*Societa patricia, Cultura plebea*, Turin, Einaudi, 1981 ;

*Herremakt & Folklig Kultur*, Malmö (Suède), Författarförlaget, 1983.

**3. L'approfondissement de la tradition romantique**

*William Morris, Romantic to Revolutionary*, n^lle^ éd. révisée, Londres et New York, Merlin Press, 1977 (1^re^ éd., Londres, Lawrence and Wishart, 1955).

**4. Autres ouvrages**

*Family and Inheritance* (avec Jack Goody et Joan Thirsk), Cambridge, Cambridge University Press, 1976 ;

*Infant and Emperor*, poèmes, Londres, Merlin Press, 1983.

## Orientations bibliographiques sur l'œuvre d'E.P. Thompson

Bryan D. Palmer, *The Making of E.P. Thompson : Marxism, Humanism and History*, Toronto, New Hogtown Press, 1981.

Pour une position critique à l'égard de *The Making of the English Working Class*, principalement :

Craig Calhoun, *The Question of Class Struggle. Social Foundations of Popular Radicalism during the Industrial Revolution*, Chicago, Chicago University Press, 1982.

# *Index*


Accaparement (et agiotage) : 86-88, 263, 717
Addy, Richard (émeutier de Grange Moor) : 933
Alimentation : 216, 258, 265, 268, 271, 284, 351, 380, 381, 415-420, 422, 477, 489, 538, 569, 833, 977, 994, 1028, 1050
Alphabétisation : 53, 201, 384, 468, 498, 538, 939-948
Amendes : 318, 329, 459 n. 59, 460, 474, 551, 552, 689, 725, 948, 1032
Amis du peuple : 112, 138, 142, 143, 161, 163
Anglais unis : 191 n. 92, 219-221, 223, 226, 500, 594, 620, 621, 623, 629, 633, 646, 782
Antinomianisme : 40, 47, 490, 494, 517, 520, 527, 1060
Apprentissage : 254, 313, 320, 321, 324, 329, 330, 336, 337, 361, 363, 370, 371, 409, 440, 443, 659, 660, 679, 691, 692, 694, 695, 713-715, 717, 730, 744 n. 169, 773, 868, 889, 1013, 1022 ; *voir aussi* Statut élisabéthain des artisans.
Apprêteurs : *voir* Tondeurs.
Arbitrage (des salaires) : 662, 681, 715, 715, 718, 726
Aris, gouverneur : 226, 594
Arkwright, Richard : 247, 412, 476, 721
Armées (et casernes) : 31, 94, 106, 107, 113, 186, 615, 627-629, 631, 633, 728, 729, 738-740, 743, 748, 752, 796, 835, 902
Artisans : 26-29, 34, 69, 70, 123-129, 145, 181-186, 191, 199-204, 206-208, 228, 233-237, 255, 256, 300, 305-345, 361-363, 368-371, 376, 388, 389, 409, 424, 437, 472, 551, 558-565, 586, 587, 601-603, 612-614, 616, 618, 660, 662-670, 715-723, 802-805, 960, 968-971, 975, 979, 981, 1016, 1072-1074, 1076, 1077, 1097, 1098
– et « conditions indignes » : 328-343 ; – et owénisme : 343, 558, 563, 564, 1029-1066
Ashley, John (cordonnier à Londres) : 202, 225, 233 n. 155, 926 n. 227
Ashton, T.S. : 251 n. 10, 252, 268, 270, 276 n. 4, 315-317, 326, 340 n. 52, 341 n. 55, 412, 420 n. 8, 423, 450, 587
Ashton, William (tisserand à Barnsley) : 388, 389, 399, 846
Ashton-under-Lyne : 547, 622, 744
Asiles de pauvres (« bastilles ») : 291 n. 27, 315, 349-352, 399, 404, 456, 562, 575, 629, 691, 964, 1018, 1034
Association nationale pour la protection du travail : 583, 1051-1053

ATTWOOD, Thomas : 742, 744, 1077, 1092
Auberges : *voir* Tavernes.
Autodidactes (et groupes de lecture) : 29, 59, 75, 125,183, 193, 221, 237, 384, 386, 618, 650, 827, 844, 887, 888, 910, 923, 931, 940-942, 945, 948-950, 953, 960, 968, 970, 973, 975, 982, 1012, 1013, 1044, 1095, 1098

BACON, Thomas (de Pentridge) : 765, 861, 862, 864, 868, 875-877, 882
BAGGULEY, John (de Manchester) : 645 n. 31, 847, 848, 885, 923
BAINES, Edward (rédacteur du *Leeds Mercury)* : 396, 624, 625, 862, 863, 1067, 1069, 1070, 1080-1084, 1087-1089
BAINES, John (chapelier à Halifax) : 753, 760, 764, 775, 776, 786, 792
Ballades (et chanteurs de ballades) : 76, 77, 92 n. 33, 103, 213, 385, 436, 533, 535, 579, 598, 736, 741, 947, 971
BAMFORD, Samuel : 45, 61, 70, 96, 151, 363, 387, 420, 468, 469, 495, 521, 237, 538, 540, 542, 547, 633, 798, 799, 810, 815, 818, 819, 821, 823, 827-829, 839, 847, 849, 852, 857, 858, 860, 862, 864 n. 113, 885, 896, 899, 902, 904, 906, 907, 912, 913, 937, 943, 944, 973, 996, 1073
Baptistes (Églises baptistes) : 35, 37, 39-42, 46, 47, 154, 176, 185, 483 n. 27, 1107 n. 15
Barbiers : 345, 538, 610, 639, 847
Barnsley : 388, 389, 568, 639, 644, 665, 749, 753, 760, 761, 764, 777, 787, 804, 830, 854, 861, 920, 932-934, 948, 1046, 1056
Bath : 79, 225, 289, 426, 801 n. 10, 838, 978
BAXTER, John (orfèvre à Londres) : 113, 115, 116, 159, 179, 180, 226
BAXTER, Richard : 473, 479, 489, 540, 880, 975
Belper : 589, 705, 881
BENBOW, William : 846, 847, 857, 858, 864, 954, 959, 961, 1073, 1076 n. 177, 1083, 1094, 1124
BENT (indicateur « B ») : 744 n. 170, 780-782, 784-786, 788, 898
BENTHAM, Jeremy : 107, 614, 806, 807, 959, 960, 976, 1012, 1016, 1067 ; *voir aussi* Utilitarisme.
BEWICK, Thomas : 234, 235, 263, 285, 812, 910, 1011
*Bible Christians* : 466, 504, 513, 515, 523, 1059
Bingley : 622, 970
BINNS, Benjamin : 216, 220
BINNS, John : 27 n. 4, 105, 152, 160, 180-182, 186, 188, 191, 192, 198-200, 202, 212, 214-216, 220-222, 226, 231, 233, 584, 632 n. 20
Birmingham : 36, 58 n. 29, 63, 69, 80, 86, 87, 94-96, 98, 102, 137, 138, 146, 150, 158, 163, 185, 192, 230, 312, 313, 330, 339, 343, 362, 413, 437, 505, 514 n. 75, 563, 571, 596, 617, 622, 630, 662, 742, 744, 785, 787, 801 n. 10, 803, 804, 814, 815 n. 34, 832, 833, 844, 854, 855, 858, 859, 861, 864, 865, 882, 892-895, 900, 902, 912, 913, 915, 921, 1011, 1043, 1045-1047, 1051, 1056, 1068, 1070, 1072, 1074, 1077, 1078, 1092, 1093, 1126, 1127, 1130 ; – et Union politique : 1077, 1078, 1092
Blackburn : 58 n. 29, 87 n. 27, 363 n. 14, 547, 548, 782, 895, 913, 920, 948, 949 n. 19

BLAKE, William : 23, 29, 54, 66-68, 74, 123, 127, 128, 152, 155, 211, 212, 227, 228, 494, 507, 533, 546, 587, 1100
*Blanketeers* : 336, 843, 847, 855
Bolton : 36, 58 n. 29, 61, 62, 145, 221, 362, 363 n. 14, 367, 380, 391, 392, 399, 424, 500, 514, 535, 547, 548, 550, 551, 568, 575, 578, 623, 633, 639, 643, 644, 654, 669, 712, 713, 744, 747, 748, 750, 761, 778, 782, 784, 796, 801 n. 10, 802, 812, 826, 828, 844, 846, 850, 894, 913, 920, 988, 1078
BONAPARTE, Napoléon : 219, 238, 395, 507, 597, 633, 1015
BONE, John (libraire à Holborn) : 173, 174, 179, 202, 215, 616, 219, 226, 593, 1134
BOOTH, John (luddiste du Yorkshire) : 317, 739, 740 n. 164, 751, 771, 773
Bottiers : *voir* Cordonniers.
Boudineurs : 378, 436, 448
BOURNE, Hugh : 524
BOWN, George (de Leicester) : 178 n. 71, 233
Braconnage : *voir* Lois sur la chasse.
Bradford (Wilts) : 690
Bradford (Yorks) : 61, 170, 185, 320, 370-373, 377, 380, 383, 388, 391, 400, 424, 452, 465, 479, 503-505, 512, 514 n. 75, 559-561, 721, 735, 861 n. 107, 864 n. 113, 871 n. 130, 984, 1052
BRANDRETH, Jeremiah : 70, 619, 765 n. 201, 780, 822, 862, 865-867, 869, 871, 874-881, 883, 945, 950, 995
BRAY, John Francis : 70, 1013, 1094
Briquetiers : 319, 418
Briseurs de grève : 333, 670, 676, 727
Bristol : 51, 58 n. 29, 63, 79, 80, 96, 97, 169, 170, 173 n. 67, 213, 225, 502, 507, 512, 514 n. 75, 568, 622, 749, 796, 802 n. 10, 803, 814, 818, 838, 841, 1022, 1070, 1076 ; *voir aussi* Émeutes de Bristol.
BRONTË, Charlotte : 738, 740, 768, 770
BROTHERS, Richard : 12, 152-154, 505-507, 514, 1105
BROUGHAM, Henry : 260, 455, 742, 744, 762, 794, 807, 812, 826, 847, 935, 960, 968, 983, 984, 991, 993, 1006, 1069, 1070, 1082, 1084, 1087, 1089
BROWNE, M.C. (de Sheffield) : 172
BROWN, M.C. (de Sheffield) : 163, 195
BRUNT, John (conspirateur de Cato Street) : 929, 930 n. 230, 946
BUNTING, R.P. Jebez : 465-470, 479, 481, 494, 495 n. 46, 499, 517, 521, 522, 524, 529, 547, 771, 772, 977
BUNYAN, John : 41-47, 49, 52, 67, 68, 238, 250, 540, 617, 1098 ; *voir aussi Voyage du pèlerin.*
BURDETT, sir Francis : 67, 102, 107, 226, 233, 580, 594, 595 n. 5, 600-602, 605-615, 618, 629, 637, 681, 710, 718, 761, 763, 788, 795, 800, 804-806, 820, 826, 828, 837-839, 860, 863, 884, 890, 897, 902, 909, 914, 918, 923, 935, 957, 973, 974, 988
BURKE, Edmund : 33, 36, 73, 94, 103, 109, 116-119, 121, 122, 130, 136, 137, 140, 143, 145, 178, 205, 214, 987, 1035
Burnley : 367, 913, 920, 933, 1046
Burslem : 58 n. 29, 514 n. 75, 895

Bury : 96, 367, 656, 846, 852, 858
Byron, lord George Gordon : 284, 615, 719, 756, 794, 875, 959

Caistor : 147, 531
Calder (vallée de la) : 84, 86, 381, 407, 458, 459
Calfats de navire : 312, 561, 562 n. 49, 1024 n. 108
Callant (martyr de Bolton) : 633 n. 21
Calne : 802 n. 10
Calvinisme : 20, 36, 38, 39, 41, 46, 47 n. 16, 49, 50, 67, 463, 480, 482, 488, 512
Canterbury : 135, 1033, 1057, 1058
Cardeurs : 324, 448, 852 n. 93
Carlile, Richard : 108, 123, 126, 129 n. 31, 232, 246, 264, 454, 546 n. 25, 563, 794, 804, 822, 826-828, 850, 854, 889, 891, 902, 915 n. 207, 916, 918, 919, 923, 927, 939, 949-966, 968, 970, 976, 979-981, 983, 985, 998, 999, 1004, 1007-1011, 1013-1016, 1038, 1044, 1051, 1056, 1057
Carlisle : 85, 713, 749, 783, 785, 796, 920, 932
Carpenter, William : 951 n. 22, 1073
Carrossiers : 308, 309, 338, 717
Cartwright, major John : 67, 80, 107, 110, 111, 113, 115, 123, 144, 605, 611,612, 614, 656 n 47, 761, 763 ; – et luddisme : 80, 760-763, 788, 800 ; – et radicalisme d'après les guerres : 110-113
Cartwright, William (de Rawfolds) : 727, 737-741, 744, 751, 752, 767
Cashman (de Spa Fields) : 797-798, 835, 883
Castle, John (informateur) : 642, 646, 648, 763, 794, 810, 825, 833, 834, 836, 873
Castlereagh, lord : 580, 745, 794, 826, 868, 890, 925, 927, 966
Catholicisme romain : 42, 48, 49, 92-95 ; – et Irlandais : 221, 576-579
Cato Street : voir Conspiration de Cato Street.
Chadwick, Edwin : 346, 349-351, 455, 483, 977, 1034, 1067
Chapeliers : 311, 336 n. 47, 559, 660, 1011
Charpentiers (et menuisiers) : 202, 257, 306, 309, 310, 312, 319-321, 327, 338, 344, 345, 413, 423, 552, 559, 560 n. 46, 562, 659, 660, 663, 666, 687, 693, 711, 745, 985, 986, 999, 1022-1024, 1045, 1046, 1051
Charpentiers de navire (des chantiers navals) : 306, 312, 338, 345, 559, 562, 660, 663, 985, 986, 1022-1024, 1046, 1051
Charretiers : 274, 302, 346, 597
Charrons : 306-308, 659
Chartisme : 107, 110, 126, 175, 208, 233, 237, 246, 248, 300, 301, 314 n. 15, 373, 388, 389, 398-399, 406, 465, 521, 526-529, 557, 564-565, 634, 649, 821, 830, 853, 858, 883, 884, 911, 961-963, 969, 970, 973, 1006-1007, 1060, 1074, 1087, 1091-1094, 1097
Chatham : 185, 192, 218, 629, 630, 1056
Cheltenham : 941, 969
Chesterfield : 801 n. 1, 943, 1056
Chômage : 163, 302, 316, 326, 327, 368, 392, 441, 551, 557, 592, 690, 711, 809, 817, 833, 844, 878, 898, 1025, 1033, 1044 n. 128

CLAPHAM, sir John : 252, 266, 267, 269, 273-276, 299, 306, 338, 341, 400, 411
CLEARY, Thomas : 814, 884
CLEAVE, John : 961, 968, 1014
CLOWES, William : 524
Clubs Hampden (et Unions politiques, 1816-1820) : 110, 246, 500, 501, 557, 582, 612, 656, 756, 799, 800, 806, 810, 812, 818, 822, 830-857, 864, 870, 886, 888, 895 n. 172, 914, 934, 948, 1044, 1070, 1074, 1077, 1078, 1091, 1092
Barnsley : 830, 861
Bath : 838
Birmingham : 815 n. 34, 844, 961, 921, 1077
Blackburn : 838
Bolton : 812, 838, 846, 1078
Bristol : 838, 1070 n. 167
Coseley : 910
Derby : 792, 844
Huddersfield : 811 n. 26, 861
Hull : 888, 890
Leeds : 871 n. 130
Lees : 811 n. 26, 861
Leicester : 792, 844, 845
Manchester : 815, 835 n. 61, 844, 848, 851, 852, 920-921 ; *voir aussi* Peterloo ;
Middleton : 798, 810, 838, 852
Newcastle : 888, 910-913
Norwich : 815 n. 34, 844
Nottingham : 844, 921
Oldham : 838, 846, 852
Potteries : 895, 921, 948
Rochdale : 830, 846, 852
Saddleworth : 852, 899
Sheffield : 835 n. 61, 844, 861
Stockport : 500, 846, 847, 852, 888, 900, 948
Wakefield : 871 n. 130, 861
COBBETT, William : 42, 47 n. 17, 54, 61, 99, 108, 123, 238, 264, 284, 287-293, 296, 298-303, 305, 316, 373, 389, 402, 417, 420, 446, 512, 517, 521-526, 536, 543, 548, 549, 559, 580, 581 n. 69, 592-607, 609- 612, 614- 618, 637, 649, 721 n. 141, 789, 793-796, 800, 804, 806, 811-813, 815-819, 822-826, 834, 837-840, 842, 843, 845, 847, 849-851, 853, 855, 857, 862, 864, 868, 874, 884, 887, 889, 892, 894, 921, 923, 924, 929, 935, 940, 941, 949-951, 956, 960, 961, 963, 964, 966, 970, 976, 978-980, 982, 983, 985-1008, 1011, 1018, 1020, 1026, 1034, 1043, 1044, 1051, 1065, 1077, 1080, 1087, 1089, 1095, 1098
COCHRANE, lord : 102, 608, 614, 615, 628, 788, 805, 820, 840, 841, 863
COLERIDGE, Samuel Taylor : 130, 204, 213, 214, 228, 454, 750, 955 n. 26, 987, 988, 1100
COLQUHOUN, Patrick : 71-74
Comité de Westminster : 607-609-612, 614, 618, 800, 805-807, 833, 837
Commerçants : 608, 613, 903
Commissions secrètes : – de la Chambre des communes : 1794 : 26, 172, 177, 178 ; 1799 : 216, 223 ; 1801 : 623, 636, 637 ; 1812 : 636, 789 ; 1817 : 636, 808 ; – de la Chambre des lords : 841
COMSTIVE, William (émeutier de Grange Moor) : 933
Conspiration de Cato Street : 619, 634, 636, 648, 804, 810, 833, 883, 888, 917, 923-935, 945, 946
Constructeurs de moulins : 345, 524, 559, 573, 663

Cooper, Thomas (de Bolton) : 36, 145, 232, 455
Cooper, Thomas (chartiste) : 42, 495 n. 47, 499, 516, 725, 973
Cordiers : 202, 312, 561, 562 n. 49, 803, 852 n. 93
Cordonniers : 29, 184, 202, 204, 248, 327, 333, 534, 539, 552, 559, 562, 606, 660, 666, 693, 711, 716, 773, 784, 808, 900, 926, 930, 964, 969, 982, 1003, 1044, 1045, 1062
Cornouailles : 81, 85, 141, 346, 567, 749
Corroyeurs : 309, 311
Coupeurs de futaine : 323, 341, 342, 363, 745
Courtenay, sir William : *voir* J.N. Tom.
Couteliers : 73, 123, 136, 141, 196, 204, 254, 313, 339, 435, 665, 684 n. 93, 711
Coventry : 159, 248, 263, 340, 593, 680, 796, 893, 920, 922 n. 217, 969 n. 40
Crabbe, George : 349
Crimes (et criminels) : 72, 73, 76-81, 90, 92, 162, 188, 346, 347, 640, 643, 649, 704, 705, 719, 759, 762, 763, 766, 767, 770, 979, 1021, 1028, 1070, 1075, 1076
Cromwell, Olivier : 31, 32, 92, 282, 640
Crossfield, Dr R.T. : 222
Cruikshank, George : 580, 893, 908, 935, 954, 955, 973, 974

Davenport, Allen : 332, 666, 807, 926 n. 227, 1054
Davison, Richard : 171, 172
Davison, Thomas (rédacteur du *Medusa*) : 892, 926, 927, 954
Débiteurs insolvables : 641, 832
Déchargeurs de charbon : 318, 419, 572, 577
Déférence (ou absence de) : 15, 16, 236, 261, 282, 559, 577, 603, 612, 796, 820
Déisme (et libre pensée) : 36, 38, 69, 97, 126, 128, 131, 183, 191, 232, 233, 517, 533, 563, 564, 854, 886, 900, 939, 956, 957, 959, 964, 979, 982, 984, 1013, 1016, 1076, 1099 ; *voir aussi* Carlile (Richard).
Démographie : 262, 280, 317, 382, 427, 429, 437
Derby : 96, 438, 619, 698, 703, 704, 801, 874-879, 1056, 1057, 1076
Despard, colonel Edmund : 220, 223, 225, 226, 522, 594, 595, 598, 613, 619, 627-635, 639, 646-648, 651, 654, 750, 765, 787, 791, 795, 810, 860, 880 n. 145, 926, 928
Destruction de machines : 294, 295, 689, 701, 703, 704, 711, 727, 728, 741, 751, 754, 756, 759, 762, 783, 791 ; *voir aussi* Luddisme.
Devonshire : 37, 38, 82, 185, 372, 504, 505, 524, 951, 963, 972
Dewsbury : 446, 448, 459 n. 59, 514 n. 75, 622, 861 n. 107, 864 n. 113, 867, 871 n. 130, 898
Dickens, Charles : 76, 348, 443, 451, 950
Dimanche : *voir* Écoles du dimanche, Repos dominical.
Discipline : 271, 346, 350, 359, 405, 445, 449, 466, 469-478, 482, 483, 487-489, 494, 496, 524, 531-534, 539, 542, 543, 545, 550, 551, 558, 570, 572-574, 1032
Discipline de travail : *voir* Discipline, Méthodiste (Église).

Dissidents : 29, 34-61, 92-97,136, 137, 457, 461, 466, 475, 566, 567, 583, 616, 655, 741, 784, 873, 879, 887, 976, 978, 983, 1084
Dix Heures : *voir* Mouvement des Dix Heures.
Dockers (et portefaix des docks) : 173, 192, 201, 204, 313, 410, 630, 804
Doherty, John : 446, 449, 461, 568, 583, 650, 683, 684, 948, 949, 962, 1006, 1022, 1051-1053, 1078, 1083, 1094
Domestiques : 90, 92, 101, 107, 150, 173, 271, 289, 305, 403, 411, 420, 465, 603, 792, 847, 1086
Dorset : 37, 295, 350, 525, 959
*Droits de l'homme* : 28, 33, 41, 48, 56, 59, 69, 73, 96, 114, 116-119, 121 n. 27, 122, 123, 126, 136-141, 143-149, 156, 179, 187, 194, 207, 209, 217, 232, 238, 254, 514, 567, 595, 611, 653, 655, 793, 818, 997, 1007, 1012
Droits de timbre (sur la presse) : 816, 923, 955, 961 n. 32, 1014, 1073
Droits des femmes : 123, 184, 211, 964, 1066
Dundas, Henry : 136 n. 7, 141, 167, 175

Eadon, John (luddiste de Barnsley) : 761
East Anglia : 80, 192, 213, 249, 294, 295
Eaton, Daniel Isaac : 126, 127, 142 n. 18, 161, 184, 233, 246, 795, 957
Ébénistes : 202, 321 n. 27, 327-329, 559, 693, 1044
Écoles du dimanche : 65, 363, 380, 383, 457-461, 468, 477, 496-500, 519, 531, 532, 559, 563, 564, 829, 942, 944, 970, 977, 998
Économie familiale : 260, 441-443, 448, 454, 548
Édimbourg : 162-165, 167, 169, 171, 172, 176, 815
Edmonds, George (maître d'école à Birmingham) : 892, 902, 923, 1072, 1093
Edwards, George (informateur) : 642, 763, 794, 810, 825, 924 n. 221, 927, 928, 930 n. 230
Église d'Angleterre (Église établie) : 39, 47 n. 17, 49, 50, 56, 60, 68, 70, 97, 116, 461, 463, 464, 469, 495 n. 7, 531, 563, 1000
« Église et le Roi » (l') : *voir* Émeutes « de l'Église et du Roi ».
Eldon, lord (Grand chancelier) : 869, 885, 893, 902, 954, 961
Elliott, Ebenezer (« rimailleur de la loi sur le blé ») : 235, 236 n. 161, 402, 417
Émeutes (et « populace ») : 78-107, 117, 131, 148, 172, 173, 293-294, 1070, 1075, 1076 ; – de Bristol (1831) : 80, 96, 97, 1070, 1076 ; – « de l'Église et du Roi » : 80, 94-96, 137 ; – d'Ely (1816) : 96, 779, 796 ; – de la faim : 81, 82, 84, 106, 181, 185, 264, 293, 294, 592, 651, 746, 749, 778, 779 ; – de Gordon (1780) : 71, 80, 92-94, 96, 111, 835, 931 ; – de Spa Fields (1816) : 797, 810, 816, 831, 835, 836 ; – au théâtre : 972, 973 ; – « dernière révolte des ouvriers » (1830) : 80, 295, 388, 779. *Voir aussi* Déférence, Destruction des machines, Luddisme.
Émigration en Amérique : 41, 172, 232, 233, 322, 568, 575, 817, 836, 843, 860, 862, 971, 998 n. 77

Enclosures : 195, 274, 275, 278-285, 291, 293, 299, 300.
Enfants : *voir* Travail des enfants.
ENGELS, Friedrich : 245, 247, 354, 355, 445, 475, 543, 564, 583, 584, 1040
ERSKINE, Thomas : 111, 116 n. 24, 161, 177, 178
Espions : 108, 212, 223-224, 635-347, 753, 765-766, 776, 780-787, 790, 794, 810, 825, 856, 861, 872-873 ; *voir aussi* Bent, Castle, Edwards, Groves, Oliver.
Essex : 37, 277, 299, 304, 855
Évangélisme : 73-74, 493, 498-499, 527-529, 544, 563, 976-978
EVANS, Thomas (spencéen) : 202, 209, 210, 216, 222, 226, 807, 808, 809 n. 21, 885, 916 n. 210, 1024, 1065
Exercices militaires : 223, 650, 749, 852, 896-898

Fabricants : – de chaînes : 313, 341 ; – de clous : 313, 340-341 ; – de montres et d'horloges : 202, 306, 312, 330 n. 38 ; – de pain : 202, 306, 435 ; – de pipes : 311, 1045 n. 129
Fabriques : *voir* Système de la fabrique.
Famille : *voir* Économie familiale.
FELLOWES, Henry (de Maidstone) : 219
Femmes (dans l'industrie) : 255, 259, 289, 294, 306, 338, 347, 373, 377, 379
Fêtes : 76, 487, 531-539, 541, 542 n. 18, 915 n. 206
FIELDEN, John : 247, 380, 388 n. 47, 395, 399, 409, 445, 447, 457, 684, 1004, 1006, 1084, 1094
Filatures : 240, 243-248, 256-260, 288, 360, 383, 403-411, 433, 441, 444-447, 544, 545, 721-722, 848-849
Fileurs de coton : 246-248, 256-260, 265, 272 n. 23, 310, 315, 367, 433-437, 473, 474, 477, 567, 657, 663, 684 n. 93, 693, 745, 773, 848-850, 898, 1003, 1021-1022, 1052-1053
FITZWILLIAM, comte : 505 n. 63, 621, 625-627, 642 n. 30, 644, 657, 659, 690, 762, 763, 865, 883, 1133
FLETCHER, colonel (de Bolton) : 643, 644, 669, 712, 748, 750, 761, 826, 894, 921 n. 216, 988
FLOWER, Benjamin : 197, 233, 624-625
« Foire du gibet de Tybum » : *voir* Tybum.
Foires : *voir* Fêtes.
Folley Hall : *voir* Soulèvement de Folley Hall.
Fondeurs typographes : 311, 331, 1021
Forgerons (et ferblantiers) : 307-308, 311, 314, 320, 322 n. 27, 559
Fox, Charles James : 41, 94, 161, 167, 188, 191, 214, 227, 231, 233, 233, 534, 591-593, 598, 602-604, 745, 923, 956
Franc-maçonnerie : 218 n. 127, 221, 582, 668 n. 68, 669, 760
FREND, William : 37, 189, 233
Frome : 47, 690
FROST, John (avocat jacobin) : 144, 148, 168, 233, 594
FROST, John (chartiste de Newport) : 233 n. 156, 1084

GALES, Joseph (rédacteur du *Sheffield Register*) : 172, 196, 197, 233
GALLOWAY, Alexander : 202, 209, 226, 233, 321-322, 679, 805, 916 n. 210, 947

GASKELL, Dr Peter : 244, 247, 354-355, 449, 544
GAST, John : 12, 562, 684, 984, 1007, 1022-1028, 1051, 1072, 1129
GERRALD, Joseph : 106, 115 n. 23, 157, 159-160, 162, 164, 166-168, 200, 204
Glasgow : 96, 568, 665, 676, 683, 704, 712-714, 735, 785, 787, 869, 873, 926
Glasites (ou sandemaniens) : 47-48, 66
Glorieuse Révolution (1688) : 30, 35, 42, 92, 103, 105, 112, 137, 143
Gloucester : 85, 87 n. 27, 226, 295, 801 n. 10, 1111
Gloucestershire : 37, 353, 676, 691
GODWIN, William : 66, 129-130, 144, 184, 211, 227, 232, 959, 1036
Gordon : *voir* Émeutes de Gordon.
GOTT, Benjamin : 369, 659, 664, 687, 692
Grange Moor : *voir* Soulèvement de Grange Moor.
GREY, comte : 1068, 1069, 1071, 1080
GROVES, « Citoyen » (informateur) : 173-175, 199, 641, 647
Guerres napoléoniennes : 19, 96, 102, 110, 149, 221-222, 233-234, 351, 253-254, 262-263, 284-285, 292, 394-395, 451-452, 464, 502-503, 591-592, 595-596, 616, 793
GURNEY, Bartlett : 184, 185, 214-215, 280

*Habeas corpus* : 105, 165, 172, 182, 191, 209, 238, 591, 594, 622, 623, 929, 650, 711 n. 128, 756, 776 n. 223, 809 n. 21, 819, 839, 841, 842, 846, 857, 859, 873, 913, 923, 999, 1108, 1114
HALÉVY, Elie : 46, 55, 59, 416, 464, 1105, 1137
Halifax : 59, 83, 170, 358, 370, 373, 375, 380, 390 n. 53, 438, 443, 469, 514 n. 75, 527, 531, 623, 733, 734, 735, 737, 739, 753, 760, 764, 771-773, 777, 790, 792, 801, 830, 913, 914, 920, 1046, 1047, 1048
HAMMONDS, J.-L. et B. : 250, 252, 253, 266, 267, 269, 272 n. 23, 273, 279, 287, 295, 382, 424, 440, 445, 446, 453, 643, 757, 759, 760, 766, 778-782, 856, 878, 1125
Hampshire : 37, 296, 419, 818
HANSON, colonel Joseph : 366, 713, 735
HARDY, Thomas : 25-26, 28-29, 34, 38, 66, 76, 98, 101, 105-106, 113, 133, 144, 157-160, 162, 164, 168, 171-176, 180, 196, 199, 204, 205, 231, 233, 238, 343, 551, 580, 926 n. 227
HARRISON, R.P. Joseph : 500, 852, 923, 957
HAZLITT, William : 54, 67, 488, 794, 825-827, 890, 954, 973, 975, 986-989, 996, 997, 1035-1038, 1040
Heckmondwike : 51, 146, 733, 854 ; *voir aussi* Spen (vallée de la).
HENSON, Gravener : 650-651, 665, 667, 679-680, 682, 684, 701, 704, 705, 709-711, 717, 732 n. 155, 756, 885, 1022, 1112-1114, 1116-1120, 1122-1126, 1129
Heptonstall : 47, 381-383
« Hercule philanthropique » : 367, 1023, 1052
HETHERINGTON, Henry : 807 n. 17, 950, 961, 970, 981, 1014, 1066, 1072, 1073

Hibbert, Julian : 1014, 1072, 1076 n. 177
Hobhouse, John Cam : 459, 614, 684 n. 93, 805, 807, 830, 901 n. 184, 903, 909, 914, 929, 935, 351 n. 22
Hobsbawm, Eric J. : 60, 69, 268, 514, 524, 1105, 1108
Hodgskin, Thomas : 264, 684, 983, 984, 1013, 1028, 1030, 1044, 1051, 1094
Hodgson, Richard (chapelier à Londres) : 173-175, 202, 225, 226
Holcroft, Thomas : 125, 144, 152
Holland, Dr G.C. : 430, 431, 435, 437, 438, 554
Holmfirth : 753, 760, 772, 871, 880
Hone, William : 540 n. 14, 580, 794, 806, 843, 883, 885, 893, 908, 935, 952-956, 974, 981, 987-988, 998
Horsfall, William : 737, 741, 750, 752, 753, 763, 786 n. 234
Houilleurs : *voir* Mineurs.
Huddersfield : 39, 58 n. 29, 59, 370, 374, 380, 381, 399-400, 622, 670, 690 n. 104, 733, 734, 735, 771, 774, 787, 792, 801 n. 10, 802, 858, 871, 913, 920, 932, 984, 1046, 1048, 1121 ; *voir aussi* Soulèvement de Folley Hall.
Hume, Joseph : 678-682, 683 n. 91, 684, 709, 710, 718, 807, 960
Hunt, Henry (l'« Orateur ») : 299, 301, 580, 611-612, 614, 632, 637, 649, 793-795, 803-806, 811, 815, 818-838, 844, 848-850, 853, 857, 863, 877, 884, 896-898, 900-902, 904, 905 n. 193, 907-909, 995, 1024, 1069, 1072
Hunt, John : 890, 957
Hunt, Leigh : 54, 492-493
Hygiène : 381-382, 421-427, 430-434, 538

Imprimeurs (et ouvriers d'imprimerie, compositeurs) : 248, 306, 606, 665, 1021
Imprimeurs d'indienne (et dessinateurs de modèle) : 311, 314, 341, 657, 663, 665
Industries textiles : – Belfast : 353-354 ; – Lancashire : 353-354, 361-368, 374-375, 379-395, 398-409, 665, 744 ; – Norwich : 354, 376 ; – West Country : 248, 288, 356, 382, 473, 660, 665, 676, 692 ; – Yorkshire : 353-360, 368-393, 400-409, 665-666, 692-693
Ings, James (conspirateur de Cato Street) : 927, 929, 930
Instituts techniques : 330, 982-984, 1016, 1026
Internationalisme : 206, 237, 1095, 1096
Ipswich : 149, 295, 969
Irlandais unis : 160, 164, 216-219, 566, 580, 621, 629, 632, 646
Irlande (et Irlandais) : 427, 451, 564, 668-671, 765 n. 201, 1084-1085 ; – et Despard : 628-633 ; – et jacobinisme : 98, 173, 212, 218-223, 582 ; – et luddisme : 581-583, 669-671, 760, 782, 785-787 – et ouvriers immigrés : 277, 290, 345, 365, 382, 400, 417, 565-584 ; – et radicalisme d'après les guerres : 850, 927

Jacobinisme (en Angleterre) : 203-211, 215, 224-225, 235-236, 248, 591-601, 607, 608, 611, 632, 647, 652-655, 776-777, 807-810, 925, 930 ; *voir aussi* Sociétés de cor-

respondance (londonienne et en province).
Joailliers (et batteurs d'or) : 306, 312
JOHNSON, Joseph (de Manchester) : 824 n. 48, 847
JOHNSTON (tailleur à Manchester) : 923, 945-946
JONES, John Gale : 182, 183, 189, 192, 202, 214, 221, 233, 614, 647, 809, 821, 916, 918, 959, 1013, 1024, 1035
« Joug normand » : 113, 114, 1006, 1017
Jurys : 28, 104, 105, 161, 176-177, 613, 768, 952-953, 956

KAY, Dr John (Kay-Shuttleworth) : 346, 350-351, 432, 483
KAY, John (de Royton) : 813, 846
Keighley : 380, 383, 446, 465
Kent : 37, 192, 221, 593, 1059
KILHAM, R.P. Alexander : 58-60, 466
KING, Dr William (de Brighton) : 1031, 1039, 1050, 1054
KNIGHT, John (d'Oldham) : 781, 785, 801, 813-814, 846, 858, 885, 923

LARGE, Thomas (tisserand à Leicester) : 310-312, 328, 666, 707, 717
LAWRENCE, D.H. : 489 n. 38, 517, 520, 588, 871 n. 129
LEE, « Citoyen » : 184, 233
LEE, William (de Sheffield) : 626
Leeds : 54, 58 n. 29, 59, 87, 109, 137, 146, 154, 158, 170, 178 n. 71, 185, 229, 234, 290, 349, 358, 370, 376, 381, 401, 406, 421, 424, 430, 438, 447, 455, 468, 469, 514 n. 75, 563, 576, 617, 622, 624-630, 652, 654, 658-660, 673, 687-690, 720, 725, 733-737, 749, 760, 776-777, 801 n. 10, 803, 804, 861, 880, 900, 920, 959-960, 964, 984, 1056, 1077, 1078, 1081, 1087, 1089-1095, 1121
Leicester : 69, 148, 156, 170, 185, 264, 310, 372, 697, 699, 703, 704, 706-708, 710, 755, 792, 801, 814, 816, 844-845, 850 n. 89, 858, 969 n. 40, 1046, 1114
LEMAÎTRE, Paul (fabricant de boîtiers de montres à Londres) : 182 n. 77, 609
Libertés publiques : 102-118, 226, 611, 622-624, 872-873, 883, 886-887, 909, 922, 935-936, 1097-1100 ; – de pétition : 104, 111, 811-817, 842 ; – de la presse : 104, 111, 127, 825-826, 842, 886, 888-894, 923, 939, 947-969 ; – de réunion : 111, 161-162, 171 n. 60, 181, 188-191 ; *voir aussi* Peterloo ; – droit de vote : 886, 1093
Lieux de réunion (et locaux) : 315, 334-335, 660
Ligue anti-*Corn Law* : 417, 453, 718, 961, 1006
Lincolnshire : 46, 47, 110, 173, 227, 285, 297, 568, 929, 959
Liverpool : 48, 58 n. 29, 60, 79, 154-155, 424, 438, 465, 468, 469, 565, 4572, 801, 812
Locke : 105, 116, 120, 121, 1011
Lois : – sur le blé : 298, 417, 718, 803-806, 1087 ; – sur la chasse (et braconnage) : 289, 293, 639 n. 24 ; – sur les coalitions : 207 n. 114, 254, 309-311, 320, 335, 370, 651-684, 692, 717, 791 (abrogation : 344, 412, 561, 650, 677-

679) ; – sur les pauvres : 108, 278, 288-290, 350-352, 382, 399, 456, 576, 832 n. 57, 1004-1005, 1033, 1058, 1085-1087
Loisirs : 76-77, 271, 301, 364, 384, 442-443, 531-544, 573-574, 586 ; *voir aussi* « Lundi ».
Londres : 25-28, 417, 418, 429, 437, 536, 591-618, 622, 704-709, 1043, 1072-1076 ; – et artisans : 310-311, 311-343, 346-347, 561-562, 660, 666, 670 ; – et crime : 77-79, 348, 536, 1076 n. 78 ; – et Despard : 627-632 ; – et Dissidence : 35-36, 45-46, 66-70 ; – et élections de Westminster : 606-608, 612-614, 617-618 ; – et habitat : 424 ; – et « populace » : 30, 89-94, 98, 795-796 ; – et radicalisme d'après les guerres : 248-249, 794-797, 805-811, 830-833, 859-862, 896, 915-919
Londres, districts :
Bethnal Green : 215, 223, 329, 438, 804, 808, 1080
Clerkenwell : 106
Finsbury : 193, 804, 1080
Hackney : 56, 163, 170, 215, 889, 1056
Holborn : 106, 202, 219, 332
Hoxton : 67, 193, 215, 223
Islington : 56, 186, 215, 804, 897
Kennington Common : 619-620
Lambeth : 629, 804, 808
Minories : 835, 926
Moorfields : 51, 157
Shoreditch : 106, 113, 223, 889, 1011
Smithfield : 579, 679, 892, 909, 920 n. 215, 930
Southwark : 29, 30, 90, 619, 630, 804, 1056
Spa Fields : 56, 1043 ; *voir aussi* Émeutes de Spa Fields.
Spitalfields : 29, 90, 136, 157, 186, 203, 204, 311, 329, 342, 349, 354, 367 n. 22, 384 n. 42, 630, 676, 716, 786, 809, 832 n. 57, 833, 834, 915, 925, 926, 1044 n. 128, 1095, 1137
Tour de Londres : 629, 810, 835, 936
Westminster : 90, 101, 214, 229 n. 148, 233, 600-603, 617, 832, 909, 918, 1075
Whitechapel : 94, 629, 1075
Loughborough : 167, 388, 526, 617, 754, 801, 804, 830, 850 n. 89, 854
Loveless, George (« martyr de Tolpuddle ») : 54, 297, 521
Lovett, William : 123, 202, 328-329, 343, 346, 542, 961, 979, 981, 1014, 1031, 1051 n. 140, 1055, 1060, 1072, 1076 n. 177, 1083
Luddisme : 80, 248, 466, 481 n. 25, 514, 515 n. 79, 551 n. 32, 635, 640, 646-649, 676, 685-686, 711-712, 714-792 ; – Lancashire : 712, 728, 744-747, 764 n. 200, 778 ; – Midlands : 649, 708, 720, 727-732, 754-755, 758-759, 770-775 ; – Yorkshire : 648, 649, 698, 728, 733-744, 753, 759, 763-776, 786-787
Ludlam, Isaac (de Pentridge) : 862, 869, 875, 879
« Lundi » (« Lundi du cordonnier », « Saint-Lundi ») : 403, 534, 539
Luther (et luthéranisme) : 479-480, 488, 518

Macaulay, Thomas Babington : 1067-1068, 1090

Macclesfield : 58 n. 29, 480, 513, 514 n. 75, 545, 555 n. 37, 568, 746
Maçons : 202, 306, 311, 314, 319, 410, 423, 570, 658, 693, 745, 773
Magistrats : 195, 259, 364, 535, 553, 606, 638, 643-644, 661, 666, 703, 712-715, 743, 761-763, 850-851, 965, 966-967 ; *voir aussi* Peterloo.
Maisons de racolage : 106
Malthus (et malthusianisme) : 75, 288, 347, 350, 399, 428, 817, 826, 987, 988, 1006, 1021, 1025, 1027
Manchester : 28, 58 n. 29, 61, 97, 145, 156, 159, 186, 220-221, 225, 248, 256-257, 259, 268, 290, 318, 355, 360-361, 366, 367, 381, 405 n. 72, 406, 413, 424, 426, 432, 433, 435, 438, 469, 514 n. 75, 547, 549, 550, 565, 568, 574-576, 617, 644, 659, 693, 735, 742, 744-746, 760, 762, 775, 780-785, 801, 803, 804, 815, 829, 835 n. 61, 844, 846-848, 850-853, 898, 900-903, 907-909, 912, 913, 920, 929, 930, 932, 936-937, 960, 964, 1003, 1053, 1078
MANN, James (tondeur à Leeds) : 776, 871 n. 130, 880, 959, 1095
Manœuvres (et terrassiers) : 290-292, 346, 410, 413, 569-573, 577, 804
Marchands ambulants : 72, 347, 575, 577, 1075
MARGAROT, Maurice : 159, 160-164, 199, 200, 204
Marins : 75, 212, 216-217, 239, 318-319, 348, 630, 797-798, 833, 911
Mariniers : 552, 773
MARSDEN, Joshua (marin de Hull) : 75, 483-486
« Martyrs de Tolpuddle » : 219 n. 128, 295, 299, 337, 521, 673, 779, 963
MARX, Karl : 16, 17, 244, 250, 261, 414, 475, 587, 727, 1039, 1040
MAXWELL, John (député de Paisley) : 395-397, 687
MAYHEW, Henry : 305 n. 1, 314-315, 325-327, 336, 343, 347, 348, 368, 418, 575-579, 653, 939, 941
M'CULLOCH, J.-R. : 682, 684, 1016, 1026, 1027, 1067, 1096
Mégissiers : 243, 312, 559
MELLOR, George (luddiste du Yorkshire) : 737, 738, 751, 753, 757, 767, 769, 780, 790, 792, 964 n. 35, 1121
Mendiants : 346-348, 426, 524, 575
Menuisiers : *voir* Charpentiers.
Méthodiste, Église (et méthodisme) : 46, 50-62, 65, 416, 457-460, 463-469, 531 ; – et communauté : 481, 487, 499-500 ; – et discipline de travail : 457-458, 468-477, 481-482, 486, 487-488, 494-496 ; – et éducation : 494-501, 975-976 ; – et hystérie : 502-505 ; – et loisirs : 75-77, 540-543 ; – et luddisme : 465-466, 483 n. 26, 513-515, 527, 769 n. 209, 769-771 ; – et millénarisme : 62-66, 505-506, 518, 1058 ; – et organisation de la classe ouvrière : 54-59, 215, 465-466, 500-502, 516-517, 520, 556, 668, 887 ; – et prédicateurs : 55, 89, 215, 419, 460, 482, 500, 514, 517, 519-524 ; – et radicalisme : 193-194, 230, 509-517, 519-520, 886 ; – et sexualité : 75, 483-485, 487-493 ; – et théologie :

478-485 ; – et tisserands : 363, 387-388, 473-475, 501, 503, 517-521, 526
Méthodistes, sectes : – « *Jumpers* gallois » : 513, 518, 1107 ; – « *Magic Methodists* » : 513 ; – Méthodistes indépendants : 512-513, 519 ; – Méthodistes primitifs : 49, 60, 388, 513-515, 523-526, 896 ; – Méthodistes quakers : 513 ; – Méthodistes unitariens : 976 ; – Nouvelle connexion : 58-60, 466, 499, 521, 526, 879 n. 143, 976 ; – « *Tent Methodists* » : 466, 513 ; *voir aussi* Bible Christians.
Métiers mécaniques (et métiers à tisser mécaniques) : 110, 245, 263, 310, 322, 341, 366-369, 374-376, 382, 387, 390-391, 394, 398, 400-403, 405, 412-414, 635, 694-695, 714, 717, 722, 724, 733, 745-749, 778, 790, 1047
Middlesex : 78 n. 10, 185, 191, 253, 594, 600, 602, 606, 609
Middleton : 362, 468, 537, 542, 749, 814, 819, 846, 937
Mill, James : 201, 614, 806, 960, 1016, 1025
Millénarisme : 62-66, 152-155, 235, 505-513, 516, 518, 1038-1039, 1054-1061
Mineurs : 81, 85, 89, 134-135, 261, 272 n. 23, 307, 315, 316, 318, 344, 349, 413, 435, 440, 443, 473, 524, 552, 565, 670, 693, 749, 773, 854, 898, 910, 912, 932, 942, 944, 1052
Mitchell, Joseph :
Modeleurs : 321 n. 27, 663, 693
Montgomery, James (rédacteur du *Sheffield Iris*) : 62, 178 n. 71, 468, 499, 624
Moore, Peter (député de Coventry) : 680-681, 683 n. 91
Moraves : 47, 53, 61, 62, 489-490, 1041
More, Hannah : 73, 140, 184, 465, 531, 549, 1015
Mormons : 515 n. 80, 1050
Morrison, James : 1099
Mouvement des Dix Heures : 70, 246, 395, 406, 430, 445, 446, 458, 540, 726, 727, 1085, 1088, 1090
Muir, Thomas : 106, 161, 162, 164, 165, 196
Mutinerie de la marine : 192, 217-218, 239, 633

Nadin, Joseph : 366, 640, 748, 762, 763, 785, 799, 850-851, 903
Nantwich : 562, 969
Nelson, John (prêcheur wesleyen) : 39, 51-52, 56, 89, 489, 527, 598, 628
Newcastle-on-Tyde : 48, 51, 58 n. 29, 466, 519, 547, 550-565, 801 n. 10, 812
Niveleurs : 31, 33, 39, 145, 1064
Norfolk : 274, 297, 303, 350, 909 n. 201
Northamptonshire : 37, 47, 149, 331, 333
Norwich : 98, 154, 248, 295, 354, 597, 617 ; *voir aussi* Sociétés de correspondance en province.
Nottingham : 48, 58 n. 29, 82, 84, 85, 96, 156, 159, 185, 215, 222, 239, 514 n. 75, 593, 596, 617, 620, 621, 648, 650, 651, 652, 654, 655, 667, 679, 685, 698, 699, 702-711, 715, 723, 728, 729, 733-735, 748, 750, 753, 756, 757, 766, 768, 771, 773, 774, 776, 790, 796, 801, 816, 844,

862, 864-871, 882, 898, 920, 964, 965, 969 n. 40, 1034, 1056, 1076, 1078, 1112-1123

OASTLER, Richard : 62, 108, 191, 301, 381, 392-393, 398, 438, 445, 446, 452, 453, 456-458, 460, 461, 465 n. 4, 549, 722, 821, 828, 1004, 1058, 1060, 1084, 1088, 1090, 1128
O'BRIEN, James Bronterre : 584, 961-963, 1061, 1065, 1078, 1084, 1087, 1096
O'COIGLY, père : 221, 224, 225, 577, 584, 613, 629, 766 n. 201
O'CONNELL, Daniel : 577, 578, 580, 582-584
O'CONNOR, Arthur : 221, 584, 600
O'CONNOR, Feargus : 301, 402, 526, 584, 649, 820-821, 824, 828, 1060
O'CONNOR, Roger : 580
OGDEN, William (imprimeur à Manchester) : 846, 851, 943
Oldham : 58 n. 29, 363, 537, 1004
OLIVER l'Espion (W.J. Richards) : 61, 619, 635 n. 22, 636, 641, 642, 644, 648, 763, 787 n. 237, 794, 810, 825, 855-884, 1034, 1095
Ordres en Conseil : 263, 696, 700, 714, 738, 742, 744, 791, 1077
Ouvriers : – du bâtiment : 248, 261, 306, 315, 318, 327, 338, 346, 409, 423, 572-573, 579, 663, 670, 804, 1051-1053, 1063, 1093-1096 ; – métallurgistes : 249, 272 n. 23, 307, 309-311, 315, 318, 319, 321, 323, 338, 409, 413, 573, 667-668, 854, 864, 869, 910 ; – du verre : 435, 552, 803 ; *voir aussi* Artisans.
OWEN, Robert : 42, 61, 123, 244, 247, 264, 563, 808, 854, 869, 1029-1044, 1048, 1050-1055, 1062, 1066, 1071, 1094, 1100
Owénisme : 69, 194, 301, 315, 319, 343, 389, 517, 546, 556, 562-563, 807, 854, 980-982, 1029-1054, 1060-1066, 1073-1074, 1084, 1086, 1092-1095 ; – et coopératives : 1046-1047, 1053, 1063 ; – et millénarisme : 1038-1040, 1053-1056, 1059-1062 ; – et radicalisme (1816-1820) : 1032-1039

Paiement en nature : 261, 278, 318, 460, 681 n. 88, 699, 706, 710, 172 n. 128, 725-726
PAINE, Thomas : 41, 48, 68, 112-132, 140-145, 150, 155, 159, 162, 204, 206-208, 219, 232, 238, 300, 517, 653, 957, 976, 990, 997-998, 1007-1010, 1018 ; *voir aussi Siècle de la raison, Droits de l'homme.*
PALMER, R.P. T.F. : 162, 164, 165, 167
PARKER, Richard (« amiral » de la « République flottante » de la mer du Nord) : 217-218
PARR, Dr Samuel : 160, 192
PAULL, James : 604-611
PEACOCK, Thomas Love : 264, 968, 1055
PEEL, sir Robert : 452, 469
Peigneurs de laine : 324, 341, 369-372, 383, 435, 555, 559-561, 663, 668
Peintres : 308-309, 319
PENDRILL, Charles : 632 n. 20, 635 n. 22, 860, 1111-1112
Pentridge : *voir* Soulèvement de Pentridge.
PERCEVAL, Spencer : 666 n. 59, 745, 750
Peterloo : 61, 366, 395, 417, 467,

597, 762, 819, 828, 848, 883-923, 935-936
PHILLIPS, Richard (libraire à Leicester) : 148, 156
PILKINGTON, Robert (tisserand à Bury) : 546
PILLING, Richard : 388, 964 n. 35
PITT, William : 26, 106, 135, 137, 139, 140, 145, 167, 172, 175, 177, 187-191, 200, 201, 204, 206, 231, 239, 240, 254, 532, 591, 592, 599, 602, 604, 611, 622, 636, 641, 656, 812, 840, 885, 886, 888, 910
PLACE, Francis : 19, 29, 69, 70, 75, 76, 101, 170, 174, 180-182, 186, 187 n. 86, 189-193, 198-202, 208, 209, 212, 215, 219, 223-224, 231, 233, 249, 334-335, 543, 551, 557, 558, 602, 609-615, 632, 637-638, 650, 652, 675, 677-684, 779, 805-808, 821, 827, 830, 837, 841 n. 76, 872, 897, 903, 981, 983, 1015, 1017, 1019, 1022, 1024-1027, 1066, 1068, 1074, 1076 n. 178, 1079, 1082, 1096, 1119, 1123
Plymouth : 58 n. 29, 749, 963
Police : 73, 78, 107, 347, 401
Portefaix : 173, 204, 313-314, 410, 640, 743
Porteurs de charbon : 56, 90, 101
Portsmouth : 149, 185, 218, 296, 620
Potiers : 73, 261, 309, 344, 559, 844, 1052, 1094
Presse : *voir* Libertés publiques.
Preston : 96, 421, 424, 547, 560, 567, 624, 716, 744, 785, 801 n. 10, 819
PRESTON, Thomas : 807è809, 810 n. 24, 818, 834, 835, 861, 897, 915, 916, 920 n. 215, 926 n. 227
PRICE, Dr Richard : 36, 38, 47, 54, 136, 137, 148
PRIESTLEY, Dr Joseph : 36, 95, 103
PRIESTLEY, Joseph (de Heckmondwike) : 35, 36, 38, 527
Prince régent (« *Gorg Guelps Juner* ») : 604, 709, 745, 751, 774, 792, 840, 902, 908, 913, 934-935, 1009, 1035-1036
Prisons (et Bridewell) : 73, 77, 78-79, 92 n. 34, 96, 157, 167 n. 56, 172, 225, 297, 543, 594, 599, 642, 832-833, 963, 964 n. 35, 965-967
Prostitution : 71-72, 92 n. 34, 106 n. 9, 545, 646, 965
Publications : 597, 885, 973-974
Pudsey : 61, 378, 410, 538, 542, 550

Quakers : 35, 40-41, 47, 50, 61, 195, 196, 1054

RADCLIFFE, sir Joseph : 753, 763, 769 n. 209, 1134
Radicalisme (1816-1832) : 610-618, 793-797, 803, 820-821, 830, 849-854, 882-885, 1082-1083 ; – et cérémonial : 896-899 ; – et culture populaire : 939-951, 959-983 ; – et direction : 804, 820, 843, 860, 914-916 ; – et organisation : 812-815, 825, 839-844, 858-860, 914-915 ; – et presse : 947-970 ; – et sobriété : 75, 896, 911, 977 ; – et théâtre : 971-972
Rawfolds : 727, 737-741, 744, 748, 751, 753, 767, 768, 771, 773, 777
REEVES, John : 108, 139, 145, 147, 150, 151, 178
Réforme de 1832 : 298, 822, 1014, 1068-1092, 1099

Reine CAROLINE : 12, 934, 355, 974, 1000
Relégation : 77, 79, 161-167, 289, 295-296, 388, 627, 673, 753, 930 n. 230
Relieurs : 202, 311, 852 n. 93
Repos dominical (respect du) :
Réunions : *voir* Libertés publiques, Lieux de réunion.
Révolution française : 34, 65, 72, 73, 94, 96, 103, 116-117, 130, 136-140, 147, 203, 205-206, 221-224, 231, 253, 285, 289, 566, 1067
RICHTER, John : 609, 679
Ripponden : 146, 458, 914, 1048
ROBERSON, R.P. Hammond : 738-741, 744, 752, 761, 768
ROBERTSON, J.-C. : 984, 1026-1028
ROBESPIERRE, Maximilien : 168, 203, 206, 232, 595, 756, 903, 1086
Rochdale : 220, 362, 380, 537, 659, 735, 746, 802, 830, 846, 852, 937, 1046, 1053
ROMILLY, sir Samuel : 73, 592, 711, 869
RONKESLEY, William (de Sheffield) : 626, 627
Rotunda : 1013, 1014, 1057, 1072, 1073, 1074, 1075, 1095
RUSHTON, Benjamin (tisserand à Halifax) : 388, 526-529
RUSSEL, lord John : 1081, 1084

Saddleworth : 374, 381, 407, 547, 623, 744, 852, 899
SADLER, Michael : 67, 383, 445-448, 453, 455, 1088-1091 :
Sandemaniens : *voir* Glasites.
Santé : 372, 377, 381, 398 n. 61, 421-422, 427-439
Savetiers : *voir* Cordonniers.
SAXTON, J.T. (du *Manchester Observer*) : 847, 905
Scieurs : 312, 559, 693, 1024 n. 108
Selliers (et bourreliers) : 248, 307, 969
Serments : 220, 618, 621, 623, 626, 627, 630, 667-675, 751, 753, 755, 757-762, 764-766, 777, 779, 781, 783 n. 232, 784-787, 791, 795, 915
Sexualité : 405, 437, 493 n. 43, 531-533, 537-539, 543-545, 552, 979-981, 1042
SHARP, William (graveur) : 29, 154, 507
Sheffield : 25, 28, 58 n. 29, 62, 98, 102, 114, 116 n. 24, 123, 134, 135, 136, 137 n. 8, 138 n. 10, 145, 156, 159, 163-165, 171-172, 173 n. 67, 177, 178 n. 71, 184, 194-198, 204, 230, 231, 235, 312, 313, 339, 362, 423-425, 430, 432, 434 n. 25, 435, 437, 465, 468, 469, 499, 514 n. 75, 541, 553, 554, 596, 598, 616, 617, 621-623, 626, 627, 630, 641, 644, 652, 653, 656, 665, 666, 676, 684 n. 93, 705, 717, 727, 801, 802, 835 n. 61, 844, 854, 856, 858, 861, 862, 865-867, 869, 912, 914, 933, 945, 972, 1045
SHELLEY, Percy Bysshe : 211, 232, 264, 546, 869, 950, 959, 988, 1015 n. 95, 1084
SHERIDAN, Richard Brindley : 596, 597, 603, 605, 606, 608
SHERWIN, T. : 843, 864, 886, 891, 915 n. 106, 944, 954, 955, 1034, 1040
Shields (North Shields) : 134, 135, 467, 514 n. 75, 562, 677, 911
SIDMOUTH, lord : 225, 592, 636, 641, 644, 709, 710, 718, 745, 756,

763, 794, 810, 828, 841 n. 75, 842, 854, 860, 861, 863, 865, 867 n. 119, 868, 876, 882, 885, 890, 894, 895 n. 172, 901, 902, 911, 915, 916, 921 n. 216, 925, 927, 930, 1033, 1038, 1065, 1108, 1109, 1117
*Siècle de la raison* : 68, 126-128, 193, 238, 653, 795, 940, 1016
SKIRVING, W. : 106, 164, 165, 167
SMITH, Adam : 361, 368, 679, 705, 709, 715
Société de correspondance londonienne (SCL) : 197-205, 254, 609, 629 ; – formation : 25-30, 33, 201 ; – 1792-1794 : 110, 149, 152-154, 156-160, 168-175, 179-180, 197-198, 205 ; – 1795-1796 : 98, 180-188, 198-205, 208-216 ; – dernières années : 190-194, 216-225, 229, 632, 646-648
Sociétés de correspondance écossaises : 159, 160, 161-168, 16-171
Sociétés de correspondance en province :
Birmingham : 137 n. 8, 150, 158, 163, 185, 192
Bradford : 185, 320
Bristol : 168, 170, 173 n. 67
Chatham : 185, 192, 218
Coventry : 159
Derby : 28, 156, 159, 212, 222
Gillingham : 192
Gravesend : 192
Halifax : 170
Hertford : 158
Leeds : 158, 163, 185, 229
Leicester : 148, 156, 170, 233
Lowestoft : 185
Lynn : 185, 212
Maidstone : 185, 192, 219
Manchester : 28, 145, 149, 156, 159, 220 n. 129
Newcastle : 169, 234
Norwich : 145, 156, 159, 163, 172, 172 n. 21, 215, 231, 592
Nottingham : 156, 159, 173, 185, 215, 222
Portsmouth : 185, 192, 218
Rochdale : 220
Rochester : 185, 192
Royton : 151, 220
Sheffield : 28, 134, 140, 145, 156, 159, 163, 164, 171, 172, 173 n. 67, 177, 184, 194-198, 204, 230-231
Stockport : 159, 212
Tewkesbury : 158
Wisbech : 185, 212
Yarmouth : 185, 192, 212
Sociétés de secours mutuel : 215, 235, 314, 318 n. 23, 383, 546, 550-556, 639, 655 n. 46, 660, 662, 674, 858, 897, 1030
Société pour l'élimination du vice : 73, 108, 532, 615
Société pour l'information constitutionnelle : 112, 125, 138, 143, 156-158, 163, 169-170, 172, 179
Somerset : 37, 47, 227, 690
SOMERVILLE, Alexander : 67, 277, 296
Soulèvement :
de Folley Hall : 872, 880, 883
de Grange Moor : 779, 932-933, 1077, 1109
de Pentridge : 246, 515, 521, 619, 636, 647, 756, 779, 822, 843, 856 n. 99, 862, 867-869, 871-873, 881, 883, 884, 896, 915, 942, 1034, 1059, 1077, 1108
Sous-traitance : 318, 338, 832
SOUTHCOTT, Joanna (et southcottiens) : 12, 19, 154, 230, 505,

508-509, 512, 527, 673, 770, 1014, 1040, 1055-1057
SOUTHEY, Robert : 51, 52 n. 21, 55, 228, 239, 313, 454-455
Speenhamland : 87, 185, 287, 288, 291, 292, 374, 399, 428 ; *voir aussi* Lois sur les pauvres.
Spen (vallée de la) : 35, 38, 370, 527, 733, 737, 861 n. 107, 871 n. 130, 964, 1121
SPENCE, Thomas : 48, 83, 84, 93, 179, 180, 184, 208-211, 216, 225, 227, 300, 546, 651-652, 807, 1064, 1065
Spencéens : 209, 332, 637, 351-652, 804, 807, 808, 810, 812, 818, 841, 927, 1064-1065
Staffordshire (et les Potteries) : 141, 331, 333, 338, 437, 443, 524, 537, 541, 895
Statut élisabéthain des artisans (5 Eliz., c. 4) : 321, 330, 664, 665, 679, 691, 692, 694, 714, 717, 744 n. 169
STEVENS, William (fabricant d'aiguilles à Nottingham) : 859, 862, 865-867
Stockport : 159, 212, 257, 477, 500, 531, 564, 644, 656, 744-746, 760, 763, 781, 782, 784, 787, 790, 801 n. 10, 846, 847, 852, 900, 948, 967, 1128
Sunderland : 58 n. 29, 134, 249, 316, 514 n. 75, 562, 677, 911
SWANN, Joseph (chapelier à Macclesfield) : 966-967
Swedenborgianisme : 63, 67
Syndicalisme : 235, 309-313, 319, 320, 327, 332-339, 343, 367, 368, 370-372, 409, 553-555, 655-684, 714, 745, 783, 791, 811, 848-850 ; – et cérémonial : 371, 551-552, 554, 559-562, 667-673, 716, 791, 896-899 ; – et Instituts techniques : 982-984 ; – et ouvriers agricoles : 295-300 ; – et union générale : 269, 336-337, 962-963, 1031, 1051-1053, 1085, 1089-1097 ; *voir aussi* Lois sur les coalitions, Sociétés de secours mutuel.
Syndicats des métiers du Yorkshire : 670-672
Système de la fabrique : 243-244, 248, 254-256, 258-260, 323-324, 455, 473-478, 544, 693-694, 720-722

Tailleurs : 29, 202, 306, 307, 309, 327, 331, 333-338, 355, 409, 425, 435, 559, 606, 660, 681, 711, 745, 773, 784, 940, 969, 1003, 1065, 1020, 1021, 1044 n. 128, 1045
Tanneurs : 307, 559
Tapissiers : 202, 312
Tavernes : 29, 67, 74-76, 91 n. 33, 109, 170, 175, 193, 219, 227, 319, 419, 535, 544, 551, 552, 574, 618, 629, 633, 635, 652, 668, 670, 673, 707, 807, 810, 978-980
TAWNEY, R.H. : 49, 457, 469, 471, 483 n. 26, 715
Taxes : 399-402, 419, 615, 793-794, 803, 816, 1000, 1011-1012 ; *voir aussi* Droits de timbre.
TAYLOR, Dan (prêcheur baptiste) : 46, 47, 49
TAYLOR R.P. Robert : 563, 1013
TAYLOR, W. Cooke : 245, 247, 557, 564
Teinturiers : 202, 312, 561, 687, 852 n. 93, 1020
Terrassiers : *voir* Manœuvres.

*Test and Corporation Acts* : 36, 68, 110-111, 137
TESTER, John : 670, 674
Tewkesbury : 674, 704, 706, 801 n. 10
THACKRAH, Dr Turner : 430, 435
THELWALL, John : 26-28, 105, 115 n. 23, 159, 160, 168, 170, 173, 174 n. 68, 177, 182, 183, 186-189, 192, 197, 199, 202, 204, 205, 207, 208, 212-215, 228, 229, 231, 232, 236, 240, 243, 455, 598 n. 10, 653, 821, 886, 890, 909, 957, 973, 1020
THISTLEWOOD, Arthur : 225, 647, 651, 804, 807-809, 818, 821, 834-836, 861, 884, 897, 909, 915-917, 919-921, 923-931, 936, 950, 1024
THISTLEWOOD, Susan : 931
THOMPSON, William : 264, 546, 1013, 1030, 1052, 1054, 1096
Thornhill Lees : 854, 864 n. 113, 867, 871, 880, 1095
TIDD, Richard (conspirateur de Cato Street) : 930 n. 230, 946
Tisserands (sur métier à bras) : 248, 268, 307, 340-342, 353-414, 421, 435, 451, 540, 559-560, 663, 712-714, 716, 744, 773, 782-783, 970, 1099 ; – de rubans : 263, 340 ; – de soie : 90, 186, 202, 204, 306, 312, 342, 354, 367 n. 22, 384 n. 42, 392, 409, 676, 716, 719, 786, 804 ; *voir aussi* Londres, districts (Spitalfields) ; – de tapis : 374, 772 ; – de toile : 353-354, 568, 665, 932 ; – et « âge d'or » : 353-355, 359, 361-363, 380, 390-391 ; – et alphabétisation : 383-387 ; – et owénisme : 1046-1050 ; – et radicalisme : 363, 366, 372-377, 387-389, 804-805, 844-845, 850-853 ; – et réduction des salaires : 363 n. 14, 365, 371-378, 389-392, 396 ; – et système de distribution : 364, 369-370, 378 ; – et système domestique : 353-360, 369, 444
Todmorden : 380, 386, 397, 399, 519
Tolpuddle : *voir* « Martyrs de Tolpuddle ».
TOM, J.N. (« Sir William Courtenay ») : 1057-1058
Tondeurs de drap (ou de laine) : 240, 323-324, 370, 633, 657-660, 663, 664, 685-700, 715-718, 720-722, 724-725, 733, 736 ; *voir aussi* Luddisme (Yorkshire).
TOOKE, J. Horne : 28, 105, 109, 113 n. 19, 138, 144, 168, 176, 177, 179, 204, 214, 233, 591 n. 1, 594, 600, 602, 860
TOWLE, James : 754, 755, 757, 772, 780, 790
Travail des enfants : 318, 327, 337-338, 371, 381, 402-409, 427, 430 n. 22, 432-436, 439-462, 468-469, 1006
Travailleurs : – agricoles : 268-270, 273-304, 411, 416, 419, 442, 504, 525, 568, 587, 1002-1004, 1059 ; – en ville : 313-314, 324-325, 346, 407-408, 412-414, 436, 569-574, 583, 773, 850 n. 89, 854, 1070 ; *voir aussi* Manœuvres.
Tréfileurs : 312
Tricoteurs sur métier : 106, 240, 264, 310, 354-355, 362, 521, 649, 650, 655, 663, 665, 667, 674, 676, 679, 697-712, 716-719, 720, 722, 803, 869, 898, 946 n. 14 ; *voir aussi* Clubs Hampden, Luddisme.
Trieurs de laine : 560, 666, 693, 1020

TURNER, William : 862, 866, 869, 875, 879
TYAS, Joseph (tisserand à Huddersfield) : 933
Tyburn : 50, 77-79, 105, 131, 544, 619

Union nationale des classes ouvrières : 298 n. 39, 590, 1014, 1070, 1072, 1079
Unitariennes, Églises (et unitarisme) : 36-38, 66, 94, 126, 232, 976, 984
URE, Dr Andrew : 247, 407, 446 n. 41, 455, 475-477, 479, 482, 483, 486, 487, 488, 500, 586, 1031, 1067
Utilitarisme : 70, 108, 482-483, 531, 637, 976, 984, 1006-1007, 1015-1018, 1021-1027, 1030, 1032, 1100

Vanniers : 669
Veillées : *voir* Fêtes.
Volney, comte de : 128-130, 943, 980-981, 1013
Volontaires : 150, 213, 222, 224, 366, 596-598
*Voyage du pèlerin* : 19, 41-42, 45, 52, 65, 141, 238, 518, 998
Voyages (des syndicalistes) : 315, 372

WADE, John : 336, 547, 666, 873, 889, 891, 1015, 1017-1022, 1024
WAITHMAN, Alderman : 613, 805, 1034
WAKE, Kydd (relieur à Gosport) : 227-228
Wakefield : 170, 514 n. 75, 622, 658-659, 735, 787, 801 n. 10, 861-862, 864 n. 113, 871 n. 130, 1091
WAKEFIELD, Edward Gibbon : 1074
WAKEFIELD, Gilbert : 227-228
WALKER, Benjamin (informateur) : 751, 753, 767, 1121
WALKER, Thomas (de Manchester) : 68, 98, 125, 145, 146, 148, 156, 161, 168
WALL, gouverneur : 795
WARD, « Zion » : 1014, 1056, 1060, 1105
WATSON, James (de la Rotunda) : 298 n. 39, 959-961, 998, 1014, 1065, 1072, 1083
WATSON, Dr James (de Spa Fields) : 225, 300, 613 n. 26, 645-646, 807, 809, 818, 821, 833-836, 857, 861, 873, 884, 897, 909, 915-920, 925, 1024
WATSON, Dr (le jeune) : 807, 833-836
WATSON, Dr R. (le jacobin) : 218, 224
WATSON, Dr Richard (évêque de Llandaff) : 68, 228, 533, 985, 1009
WATT, James (le jeune) : 239
WATT, Robert : 171, 175
WEBB, Sydney et Beatrice : 250, 313, 660, 667, 680, 683, 779
WEBER, Max : 45, 49, 469, 471-473, 480 n. 24, 483 n. 26, 489
WEDDERBURN, Robert (spencéen) : 809 n. 21, 1065
WEDGWOOD, Josiah : 231, 542 n. 18
WEIGHTMAN, George (de Pentridge) : 776, 869, 875, 879
WELLESLEY, Arthur (duc de Wellington) : 295, 604, 743, 1071, 1074
WESLEY, John : 39, 47-51, 53-59, 61-63, 83, 89, 95, 464, 466, 467, 470, 475, 479, 480, 482-483,

487-490, 502, 503, 531, 540, 570, 978, 1103, 1106
West Houghton : 377, 400
WESTLEY, John (tricoteur sur métier à Arnold) : 729, 771
Westminster : *voir* Comité de Westminster.
WHEELER, Anna : 546, 1054, 1066
WHITBREAD, Samuel : 592, 637, 763, 788
WHITE, Henry (rédacteur de l'*Independent Whig*) : 794, 821, 890
WILBERFORCE, William : 73, 108, 111, 134-135, 137, 146, 167, 189-191, 347, 359, 532, 826, 936, 952, 991, 1015, 1035, 1036, 1089 n. 202
WILKES, John : 30, 89-91, 93, 102, 105, 109, 111, 136, 138, 176, 226, 238, 253, 594, 600, 612, 615, 795, 820, 896, 953, 988
WILKS, Mark (de Norwich) : 176, 178
WILSON, James (conspirateur de Cato Street) : 931, 946
Wiltshire : 37, 149, 291 n. 27, 299, 587, 611, 689-690, 1107 n. 15
WINDHAM, Hon. W. : 76, 214, 215 n. 123, 534, 592, 593, 596
Wisbech : 85, 154-155, 185, 212
WOLLSTONECRAFT, Mary : 104, 123, 211, 232, 546, 959
WOLSELEY, sir Charles : 900, 902, 923, 957
WOLSTENHOLME, J. (de Sheffield) : 865, 945
Wolverhampton : 339, 863, 910, 913, 1093, 1126-1127
WOOD, Alderman : 613, 935
WOOLER, T.J. : 123, 580, 794, 822, 823, 842, 850, 863, 873, 883, 885, 889, 890, 892, 900, 908, 914, 919, 923, 951, 952, 956, 961, 973, 978, 998, 1025, 1034, 1071, 1087, 1109
WORDSWORTH, William : 103, 124, 125, 130, 131, 204, 213, 228, 229, 285, 454, 1110
WRIGHT, Susannah : 965
WROE, James (du *Manchester Observer*) : 847, 902, 923
WYVILL, R.P. Christopher : 33, 34, 80, 111, 112, 134, 143, 144, 177, 189, 195, 231, 238, 253, 285, 802, 839

YARWOOD (informateur du Lancashire) : 744 n. 170, 784, 788 n. 238,
Yeovil : 294.
York : 181-191, 359, 514 n. 75, 659, 753, 761, 765, 769, 770, 772, 1088, 1128
YORKE, Henry « Redhead » : 114, 116 n. 24, 171-172, 177, 195-196, 598, 738
YOUNG, Arthur : 73, 269 n. 20, 281, 285

# *Table*

Edward P. Thompson, l'historien radical,
*par François Jarrige* ..... I
La passion d'Edward P. Thompson, *par Miguel Abensour* XXVII
Avant-propos ..... 11
Préface ..... 15

I. L'ARBRE DE LA LIBERTÉ

1. *Des adhérents en nombre illimité* ..... 25
2. *Chrétien et Apollyon* ..... 35
3. « *Les forteresses de Satan* » ..... 71
4. *L'Anglais né libre* ..... 101
5. *L'arbre de la liberté* ..... 133

II. LA MALÉDICTION D'ADAM

6. *Exploitation* ..... 243
7. *Les travailleurs agricoles* ..... 273
8. *Artisans et autres* ..... 305
9. *Les tisserands* ..... 353

10. *Niveaux de vie et expériences* ..... 415
Les marchandises, 415. – L'habitat, 421. – La vie, 427. – L'enfance, 439.

11. *Le pouvoir transformateur de la Croix* ..... 463
Les machines morales, 463. – Le millénarisme du désespoir, 494.

12. *Communauté* ..... 531
Loisirs et relations personnelles, 531. – Les rites de la mutualité, 550. – Les Irlandais, 565. – Les myriades de l'éternité, 584.

## III. PRÉSENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

13. *Westminster aux radicaux* ..... 591

14. *Une armée de justiciers* ..... 619
La lanterne noire, 619. – La société opaque, 635. – Les lois contre les associations, 651. – Tondeurs et tricoteurs sur métier, 685. – Les compagnons de Sherwood, 727. – *By Order of the Trade*, 756.

15. *Démagogues et martyrs* ..... 793
Le mécontentement, 793. – La direction du mouvement, 799. – Les clubs Hampden, 830. – Brandreth et Oliver, 855. – Peterloo, 883. – La conspiration de Cato Street, 923.

16. *Conscience de classe* ..... 939
La culture radicale, 939. – William Cobbett, 986. – Carlile, Wade et Gast, 1007. – L'owénisme, 1029. – « Une espèce de machine », 1066.

Postface ..... 1101

Note bibliographique ..... 1133

Remerciements ..... 1139

Les autres ouvrages d'E.P. Thompson ..... 1141

Index ..... 1143

IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2017. N° 135039 (1604385)
IMPRIMÉ EN FRANCE